REVUE

DES

DEUX MONDES

XCᵉ ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1920

LE CHEMIN DU SALUT

IRÈNE OLETTE[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

LES DESTINÉES EN MARCHE

I. — LES PETITES CHAMBRES

IRÈNE regarda.

Vingt mètres environ avant l'hôpital Laënnec et sur le trottoir opposé, elles étaient devant la porte massive d'un ancien hôtel à deux étages, de style Louis XVI, assez large, un peu de travers, et tassé par le temps.

Dans l'ensemble et le détail de ses lignes, de ses arêtes, de ses sculptures sobres et amorties, il avait ce « vécu » et cet « émoussé » des constructions cent fois repeintes.

Deux rangées de fenêtres sans persiennes, des appuis-balustrades de pierre au « premier, » des petits carreaux, des vieux toits, c'est tout ce que permettait de remarquer, dans un rapide coup d'œil, l'éclairage restreint de la rue.

Il n'y avait aucune lumière apparente dans la maison.

Chacune des fenêtres du rez-de-chaussée, légèrement surélevé, deux à droite de la porte cochère, deux à gauche, était munie d'une forte grille à barreaux carrés.

Soulevant l'anneau de fer qui formait marteau sur le prin-

(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

cipal battant de la porte, Valérie le fit retentir trois fois, et aussitôt la porte s'ouvrit.

Elles entrèrent.

La jeune fille distinguait, après un porche en voûte, une cour, pavée, assez spacieuse, bordée sur deux de ses côtés de bâtiments en retour et fermée en face par un mur d'environ trois mètres de haut, habillé de lierre et au milieu duquel s'encastrait une large porte de bois d'aspect rustique.

Au-dessus de ce mur et au delà se dressaient, parmi les terrains vagues de la nuit, des arbres aux branches dépouillées, dans la rigueur de leur tenue d'hiver.

Et rien ne bougeait nulle part.

Sous la voûte, Valérie, s'étant approchée d'un vasistas, dit tout contre :

— C'est moi, madame Précipice. Je ne suis pas seule.

Irène n'avait pu s'empêcher de rire.

Sa compagne s'en aperçut :

— Ce nom vous amuse?

— Il m'étonne.

— En effet, il y a de quoi. Mais qu'est-ce qui n'est pas étonnant?

— Et qui est-ce, Mme Précipice?

— La concierge, voyons! dit Valérie, comme si cela allait de soi.

— Je m'en doutais, fit la jeune fille.

On traversa la cour.

Suivie d'Irène, la femme Lesoir, après avoir poussé une étroite porte, pareille à celle d'une cave, et allumé une lampe Pigeon qui se trouvait rangée dans un coin, commença de monter un vénérable escalier de service, qui n'avait de largeur que pour une personne.

Antérieur au bâtiment du devant, il datait au moins du XVIIe siècle. Tout en bois et robustement charpenté, offrant le repos de petits paliers fréquents, et l'appui, — du côté opposé au mur, — d'une rampe large et bombée, polie à la longue par les paumes qui l'avaient frottée, il alignait de distance en distance des balustres à taille quadrangulaire, et ses marches se revêtaient d'un rosâtre et dur carrelage « du temps » assemblé dans les bandes de chêne qui formaient la contre-marche. Il était magnifique, incommode et doux.

Quand on eut atteint le troisième étage qui était le dernier, on prit un sinueux corridor qui serpentait sous les solives du toit, comme un chemin de ronde.

A un endroit, la femme Lesoir fit marcher avec une grosse clef la serrure d'une porte solide, aux tons gris, au milieu de laquelle était tracé en noir depuis toujours, sans que l'on sût pourquoi, un cœur percé de deux énormes glaives. Et au bas du cœur, qui ne saignait pas, à sa pointe bien dessinée il y avait écrit au pinceau, en vieux caractères : *Tel est le mien.*

Cette porte donnait accès dans une chambre de moyenne grandeur.

Un lit et une armoire en noyer tout uni, un guéridon, une toilette, un fauteuil voltaire et deux chaises tapissées d'un lainage brun composaient tout l'ameublement.

— Voici votre chambre, dit Valérie... Et là sera la mienne, ajouta-t-elle aussitôt, en pénétrant, par une autre porte située au pied du lit, dans la pièce voisine.

Celle-ci, plus petite et plus simple encore, avait un lit de fer drapé d'un « dessus » en crochet, un bureau plat et une commode d'époque Empire, en merisier, une étagère à quatre rayons, chargée de livres brochés ou reliés, et trois chaises de paille.

Devant chaque lit une *descente*, aux laines décolorées, représentant, l'une un panier de fruits et l'autre un léopard.

Aux murs, tendus de ce papier à six sous, du genre qu'on appelle « gai, » étaient pendues quelques estampes sous verre et qu'à cette heure on voyait mal. Des carreaux passés au rouge tenaient lieu de plancher.

La première chambre possédait une cheminée. La seconde n'en avait pas.

Du côté où elles donnaient sur le dehors, les deux pièces, très peu mansardées, recevaient l'air et le jour par une fenêtre et non par une tabatière.

Tout cela, sans la moindre valeur, d'une simplicité presque pauvre, était propre, sec et net.

Rien de louche ni d'équivoque.

On avait le sentiment d'être dans un bon lieu.

II. — POURQUOI IRÈNE OLETTE, CE JOUR-LA, N'AVAIT PAS VOULU RENTRER CHEZ ELLE

— A présent, il faut dormir, dit Valérie.

— Je n'en ai pas envie.

— Couchez-vous toujours, le sommeil viendra. Le lit est fait. Des draps blancs. Vous n'avez qu'à vous y mettre.

En même temps, elle s'était baissée devant la cheminée pour y allumer un feu de bois, qui pétilla aussitôt.

— Quand vous serez au lit, ajouta-t-elle en se relevant, appelez-moi. Et elle passa dans la pièce voisine.

Irène, obéissante, commença de se dévêtir à la seule lumière des flammes du foyer qui éclairaient la chambre.

En une minute, elle fut couchée.

Une espèce de langueur l'envahit alors. Elle contemplait sa robe et ses voiles de deuil, roides et droits sur la chaise, au bout de son lit. On eût dit, dans la pénombre, une personne, une religieuse, assise, qui la veillait. Et ce n'était pas une imagination, car voici que cette masse noire, tout à coup, remua.

Irène eut peur. Mais elle sourit en reconnaissant sa compagne. C'était elle qui, discrète, attentive, après avoir enlevé les vêtements de la chaise, s'était installée là, sans que la jeune fille, absorbée par tout ce qui lui arrivait d'étrange, l'eût remarquée.

— Êtes-vous bien? demanda Valérie.

— Très bien.

— Alors, je m'en vais. Bonne nuit!

— Non, restez, supplia Irène en se redressant. Je veux vous parler.

— Je ne vous demande rien. Qu'avez-vous à me dire?

— Qui je suis, et pourquoi vous m'avez rencontrée... là-bas. Après, je dormirai mieux. Mais avant, rapportez la lampe.

— C'était exprès que je l'avais retirée, expliqua la femme Lesoir. Il y a des choses qui coûtent moins à dire dans l'obscurité.

— Moi, j'aime voir clair, partout.

Valérie alla donc à côté chercher la lampe et, l'ayant posée sur le guéridon, puis s'étant rassise :

— Eh bien! parlez! A cœur ouvert.

— Vous saurez toute mon histoire, dit résolument la jeune fille. Irène Olette est bien mon nom. J'ai vingt ans. Mon père et ma mère, très pauvres, tenaient avec beaucoup de peine un magasin de papeterie au Gros-Caillou. Je les ai perdus tous les deux quand j'étais petite, et je ne les ai pas connus. Je ne m'en souviens même pas. A quatre ans, j'ai été recueillie par ma tante Séraphine, tante Fine, la sœur de mon père, qui m'a élevée, et avec laquelle je suis restée depuis seize ans, — sa voix trembla, — jusqu'à tantôt.

— Ah! c'est d'elle, fit Valérie émue, que vous portez le...?

— Oui, fit avec force Irène, en se reprenant. Pendant ces seize ans, elle a été ma mère et j'ai été sa fille. Elle était douce, tranquille, sérieuse et gaie. Elle avait le visage le meilleur et le plus joli que j'aie jamais vu, un front toujours penché sur quelque chose ou sur quelqu'un, sur sa table ou sur son fourneau, sur sa lessive ou sur ses fers à repasser, sur son livre de messe ou sur son livre de comptes, sur l'oiseau de sa cage ou sur un pot de fleurs, sur un travail ou sur une misère, un devoir... une souffrance. Inclinée, du matin au soir, et courbée pour tout, pour coudre, lire, écrire, arroser, balayer, laver, faire le ménage et prier, et aussi pour recueillir et ramasser tout ce qui traînait, tombait ou avait besoin d'être relevé, elle était sans cesse descendue vers moi comme vers un poussin. Je vivais accrochée à son tablier. Tout en elle me frappait, m'attachait. Elle avait des joues... qui étaient comme des tartines de bonté, des mains, des vieilles bonnes sœurs de mains, abîmées, fatiguées, mais toujours propres et fières, qui me parlaient, me racontaient leur besogne de tant d'années. Je leur trouvais un langage, une expression qui me remplissaient de joie, de tendresse et de respect. Leur forme spéciale et familière, leurs gestes habituels, leurs pauvres veines que l'âge avait gonflées et verdies me faisaient pleurer. Dès que je regardais ces joues et ces mains, j'avais envie de les caresser et de les embrasser cent fois. C'était comme du dessert, un gâteau pour mon cœur. Quand elle tournait vers moi ses yeux, même sans rien dire, ils me riaient, me nommaient: « C'est toi, ma petite fille! » Je me sentais attirée et prise par eux ainsi que par des bras, et je me jetais sur sa poitrine, je m'enfouissais dans les laines de son

petit châle. Je la mangeais. Je l'aimais, je l'adorais. Elle était plus que ma maman, puisque ce n'était pas ma mère. Je lui disais tout. Elle me croyait. Jamais je ne lui ai menti. Jamais elle ne m'a grondée. Jamais elle ne s'est mise au lit avant moi, et toujours j'ai couché dans sa chambre. On y dormait si bien! Pendant deux maladies graves que j'ai eues et qui lui ont coûté plus de cinq cents francs, — *chaque!* — elle m'a soignée, à en mourir elle-même... Les docteurs l'ont dit. Et elle m'a sauvée. A table, les meilleurs morceaux, le pain tendre, le blanc de poulet, le vin sucré, la crème... Je n'avais qu'à choisir, à vouloir, à prendre. Elle me gâtait. Rien n'était trop beau pour moi. J'avais des habits de princesse, des chapeaux de Champs-Élysées. Mes souliers ne suffisaient pas, à Noël, aux cadeaux du petit Jésus. Elle y ajoutait les siens dans la cheminée, et au premier de l'an je déballais des joujoux ficelés qui surpassaient ceux de Justine Arbalet, la fille du pâtissier. Toutes les bergeries, les chapelles, les ménages que j'ai reçus! Les poupées qu'elle me donnait avaient l'air de me comprendre, même quand elles n'avaient plus de tête, et de savoir qui j'étais. Elle me chantait des chansons de ses grands-parents, quelques-unes en patois des vieux pays, et assise près de sa chaufferette sur un tabouret, j'essayais de les dire à mon tour. Elle affirmait que j'avais de l'oreille et que si je voulais... Mon Dieu, que de souvenirs! Avec cela instruite, ayant du bon sens, du jugement. C'est elle qui m'a appris à lire, à travailler, à penser, à broder, à me tenir droite, — de toutes les façons, — à jouer et à croire au bien. Vous ne pouvez vous imaginer sa gentillesse, ses vertus et comme elle était chérissable! Si vous me voyez aujourd'hui bien portante, honnête et en situation de gagner ma vie, c'est à elle et à mon oncle aussi d'ailleurs que je le dois.

— Elle était donc mariée?

— Sans doute, — comme tout le monde, Mme Pardi. Elle avait épousé un jeune homme sérieux, de quarante ans passés, Michel Pardi, qui l'aimait.

— Avaient-ils des enfants?

— Non, ils en désiraient. C'est peut-être pour cette raison qu'ils m'avaient prise si facilement. Mais dès que je fus là, ils cessèrent d'y tenir : « Tu nous as ôté l'envie, me disait ma tante. D'ailleurs, nous n'aurions pas fait mieux. »

— Qu'est-ce que c'était que ce Pardi ?

— Un grand artiste. Un relieur. Il avait inventé, pour recouvrir les livres, des papiers qu'il coloriait lui-même, qu'il éclaboussait selon sa fantaisie, et qui lui valaient de la renommée. C'était des merveilles. Il y en avait des rouge et or qui vous forçaient à cligner des yeux comme quand le soleil se couche au Japon, et des bleu et argent comme un clair de lune en bateau, et des oranges, des verts, des noirs, avec des dessins de dentelle qui ressemblaient à des voilettes... je ne peux pas vous dire. Il trouvait ça tout seul. Il avait de longs cheveux, l'air inspiré, un front d'écrivain, la moustache grise, et une blouse toujours tachée de ces belles couleurs qu'il faisait bouillir.

Alors, il m'avait enseigné son métier, qui me plut tout de suite. A quinze ans, je savais *grecquer*, faire le cousage, *raffiner* le carton et *endosser*, travailler le veau, le maroquin, la basane et le papier.

Et puis, il mourut, à la fin de 1911.

Comme il s'était toute sa vie déclaré philosophe et libre penseur, il avait défendu qu'après sa mort on le fît aller à l'église. Il avait bien voulu s'y marier, mais à la condition, comme il disait, que ça ferait le compte pour deux et qu'il n'aurait pas besoin d'y retourner quand il serait sans mouvement. On lui obéit, quoique nous en eussions beaucoup de peine, ma tante et moi, elle surtout, qui était très pieuse, parce que moi, sans avoir d'idées opposées, je vous avoue que je ne suis pas très dévote. Ça ne m'ennuyait pas d'aller à la messe avec ma tante, mais la religion m'attriste et me fait peur. Aussi, tout en aimant bien le bon Dieu et en le craignant, j'y pense le moins possible. Si j'y pensais de trop, ça me détournerait de lui, et il le sait bien.

Je me rappelle qu'au convoi funèbre du pauvre homme il y avait là beaucoup de ses prétendus amis que nous ne connaissions pas, que nous n'avions jamais vus et qui portaient à leur boutonnière une fleur rouge empaillée qui ne sentait rien. Parmi eux, à côté de nous deux ma tante et moi, qui composions toute la famille, se tenait notre premier ouvrier, Nicolas Féline.

Il se disait Russe et fils de l'ancien domestique d'un prince attaché ici autrefois à l'Ambassade. Venu en France avec son

maître, il y était resté, racontait-il, après le rappel de ce dernier dans son pays. Il avait trente-cinq ans.

Le bruit courait qu'il était nihiliste et surveillé par la police.

Nous ne le croyions pas puisque mon oncle en répondait et lui accordait toute sa confiance.

Entré dans la maison depuit huit mois comme premier ouvrier, il s'y était rapidement rendu indispensable par son intelligence et ses capacités. D'une adresse manuelle étonnante, il faisait l'ouvrage de trois personnes. Mon oncle qui l'estimait pour la beauté de son travail, le considérait en plus, par une espèce de faiblesse politique, comme une « victime » de la société. Il nous parlait, à propos de lui, de l'âme russe et de Tolstoï. Se sentant malade et près de sa fin, il l'avait recommandé à ma tante, la priant, si elle devenait veuve, de le garder et de lui confier la direction professionnelle de la maison.

Elle le lui avait promis.

Ce fut son malheur et le mien.

Quoiqu'on fît des affaires, mon oncle, chose inouïe, ne laissait pas un sou.

Ma tante en fut atterrée. D'un entier désintéressement, jamais elle ne s'était préoccupée de savoir ce que gagnait son mari. Au fur et à mesure, il lui donnait ce dont elle avait besoin pour le ménage. On vivait dans une aisance modeste, mais régulière. Cela suffisait à la chère femme. Peu curieuse de sa nature et le contraire de la méfiance, elle était satisfaite ainsi. Sans doute, elle avait bien remarqué que Pardi était très secret et ne disait jamais un mot de son commerce, mais elle s'en remettait à lui pour tout. Comment eût-elle pu s'imaginer qu'il ne songeait pas à son avenir à elle d'abord, et ensuite à celui de leur Irène, de moi qu'ils aimaient si tendrement? Où avait donc passé l'argent, gagné avec tant de peine? Impossible de l'établir. On eut beau chercher, on n'en découvrit pas la moindre trace. Aucune comptabilité. Les livres demeurèrent introuvables. La stupeur et la douleur de ma tante étaient sans remède. Elle ne parvenait pas à s'expliquer une telle conduite de la part de l'homme honnête, affectueux et absolument sûr, auquel pendant vingt et un ans elle n'avait rien eu à reprocher!

Du jour au lendemain, tout changea. La vie devint sérieuse

et même menaçante. Beaucoup de clients nous quittèrent, sans qu'il en arrivât de nouveaux. Les fameux papiers de féerie, imités et vulgarisés, plaisaient moins, comme si leur inventeur, en disparaissant, avait emporté avec lui le secret de leur éclat. Ceux qu'il avait laissés faisaient l'effet de n'être plus que le reflet des anciens. Nous dûmes renvoyer une ouvrière sur deux que nous avions, et ma tante se mit au métier, pour remplacer celle qui s'en allait. Féline vivait avec nous, partageait nos repas et logeait à la maison. Il avait obtenu de prendre la chambre de mon oncle où ma tante, brisée de chagrin, n'avait plus le courage de mettre le pied depuis la mort de son mari. Elle et moi nous occupions une pièce voisine sur la cour, tandis que celle de mon oncle, qui était la plus belle, donnait sur la rue.

— Quelle rue? Vous ne me l'avez pas dit, demanda Valérie.

— Rue des Fossés-Saint-Jacques. C'est là que nous demeurions, au coin de la place de l'Estrapade. Vous connaissez?

— Oui. Près du Panthéon.

— Au-dessus du magasin, nous avions à l'entresol un logement de quatre pièces, basses de plafond, mais très claires. Je ne sais pas pourquoi je vais chercher tous ces détails.

— Dites-moi tout, pria la femme Lesoir. Je n'en perds pas un mot.

Irène reprit :

— Ce Féline avait bouleversé notre existence. Du seul fait qu'il était chez nous, aussitôt nous cessions d'y être. Il avait la situation d'un chef de famille... qui ne serait pas de la famille, qui ne tenait à nous par aucun lien. Un étranger, de toutes les façons. Un étranger qui n'était même pas Français.

— Comment se comportait-il avec vous? Mal?

— Très bien. Poli et respectueux, il ne commettait pas une faute de tenue ni de langage. Il avait de bonnes manières et mangeait comme un monsieur, sans faire une tache. Du gros linge, mais toujours blanc. Il ne fumait pas, ne buvait pas, et tous les soirs on l'entendait regagner sa chambre à dix heures. Jamais il ne recevait de lettres, ni de visites. Les journaux lui étaient indifférents, il n'en lisait aucun.

— De quoi parliez-vous avez lui?

— De rien. Il ne parlait pas. Très rarement et très brièvement, il laissait tomber quelques mots, d'une voix basse et un

peu sifflante. Tout cela, n'est-ce pas, — quand on le raconte, — n'a rien de désagréable et donne plutôt l'idée de quelqu'un de comme il faut qui inspire la sympathie? Eh bien! pourtant, cet homme était effrayant!

— En quoi? Au physique alors?

— Au physique, oui. Et au moral. Aux deux. Au moral d'abord, il dégageait le mystère, la fourberie, le mensonge. La simplicité affectée de sa vie vous avertissait aussitôt qu'elle devait être compliquée. Il avait trop d'assurance pour qu'elle fût vraie et parût naturelle. A force d'être calme, il laissait voir qu'il n'était pas tranquille. Ses qualités montraient je ne sais quoi de faux comme si elles n'étaient là que pour recouvrir des vices. Malgré soi, on était entraîné à l'observer, à l'épier, à le soupçonner, à le croire capable de tout et à l'accuser... sans l'ombre d'une preuve! Et c'était là ce qu'il y avait de grave, c'est que tout prévenait contre lui, la prudence de ses manières, sa correction, son effacement, jusqu'à son silence qui ne ressemblait pas au mien ou à celui de ma tante, ni de qui que ce fût, mais qui avait la profondeur épaisse et le noir d'un puits. Quand Féline parlait, on n'était pas rassuré... Dès qu'il se taisait, on avait peur... Parce que l'on ne pouvait s'empêcher de penser : « A quoi pense-t-il? » et que cette question vous ouvrait alors de tels horizons que l'on préférait s'en détourner...

Cette défiance de Féline et l'antipathie que j'en avais ne m'étaient pas exclusivement personnelles. Nous les subissions avec une force égale, ma tante et moi, mais *séparément*, et sans que jamais nous ayons pu nous résoudre à nous la communiquer. Si je devine ce qui se passait en elle par ce que j'éprouvais de mon côté, *nous n'osions pas*, chacune pour des raisons différentes, parler de lui. La crainte de trop en dire et de trop nous éclairer sur les dangers que nous redoutions nous conseillait de garder nos idées. Que de fois, l'une et l'autre, dans un élan, nous eûmes la tentation de nous livrer, de céder au désir d'épanchement qui soudain nous étouffait! Nous nous approchions, nos bouches s'entr'ouvraient en même temps... Et puis nous parlions d'autre chose. Mais nous nous étions comprises. Nous lisions dans nos yeux, mutuellement, l'unique et terrible sujet qui toujours, à la dernière minute, nous faisait reculer. Oui, toutes les deux, j'en suis sûre, nous avons eu

pour cet homme suspect et que notre instinct nous disait méprisable, la même répugnance d'abord, puis la même haine... la même répulsion profonde, invincible.

Cette répulsion, le physique de Féline, à défaut du moral qui la complétait, eût suffi tout seul à l'imposer.

— Il était laid?

— Non, mais hideux. C'était comme pour son moral. Chacun de ses traits, pris à part, n'offrait rien que d'ordinaire et de régulier, mais leur ensemble et la façon affreuse dont ils étaient distribués composaient un aspect ignoble.

Figurez-vous qu'il avait la tête la plus étroite que l'on puisse imaginer et en même temps d'une profondeur incroyable. Où était logée sa cervelle? On le cherchait. Son chapeau de paille avait la longueur et les bords rapprochés d'un cabas. De face, il ne présentait qu'une tranche de front, pas plus large qu'un dos de gros in-octavo, un grand nez qui le continuait, de mêmes dimensions à sa hauteur qu'à sa base, une bouche rabattue de chaque côté et comme pliée en deux et un menton sans barbe, qui descendait, ainsi qu'un talon nu. Cela lui taillait un visage tout en chanfrein. On eût dit un méchant cheval changé en mauvais homme. Et il avait l'air aussi d'un de ces êtres que déformaient autrefois les bohémiens, d'un ancien enfant volé dont on aurait, quand il était tendre encore, pressé tous les jours le crâne entre deux planches pour en faire plus tard un monstre dans les foires.

Ce dehors et les réflexions qu'il amenait auraient dû, pensez-vous, attirer sur lui la pitié. Au contraire. Elle était chassée par l'horreur.

Mais ce qu'il avait de plus bizarre et de plus pénible, c'était ses yeux.

Plaqués sur chaque paroi de son visage si mince, ils glissaient tout de suite et fuyaient vers les oreilles, de sorte qu'on les apercevait à peine quand on était devant lui. Pour les saisir *en entier*, il fallait regarder Féline de *profil*. Alors seulement, selon qu'on se mettait à droite ou à gauche du phénomène, on voyait dans la tempe et au-dessus d'une large joue plate, un des yeux, rien qu'un, largement ouvert, bordé de cils roux et dont la prunelle en acier vous fixait *de face*. Il rappelait ainsi le dessin de ces dieux d'Égypte qui sont peints dans les musées, sur les sarcophages. D'un blond fauve, il était tondu, de très

près, la peau collée et tirée comme les forçats. Son visage, qui n'était par devant qu'une espèce de bloc indécis et sans relief, un morceau de chair, offrait brusquement de profil une découpure et un tranchant qui vous pénétraient. Avec la courbe de son nez, la pointe aiguë de son menton, la virole de son cou, il faisait penser à un couteau bien emmanché, au cran d'arrêt.

Pour le reste, plutôt grand, il avait le dos étroit aussi, un peu voûté, la poitrine creuse et des épaules qui coulaient. Il marchait le corps baissé, et la tête très en avant, comme les reptiles.

C'était, je vous dis, une épouvante, un cauchemar.

Or, cet homme-là, il m'aimait.

J'emploie ce mot parce qu'il n'y en a pas d'autre pour exprimer qu'il avait jeté sur moi son désir, sa volonté.

Du premier jour, je m'en étais aperçue. A quoi? A rien, et à tout, à mon trouble, à ma terreur, et à sa réserve à lui, à son détachement, à son air de glace et d'attente, de patience infernale. Il n'avait pas besoin de se déclarer pour que je l'entende, allez! Je l'écoutais penser, se dévorer, rager, comme il m'entendait sûrement le repousser, lui cracher mon dégoût, car il n'ignorait pas que je l'avais percé. Je le regardais me surveiller en ayant l'air de ne pas plus faire attention à moi que si je n'existais pas. Il était comme ces chats postés pendant des semaines devant une cage, — à laquelle ils tournent le dos. — Il ne riait jamais, et je le voyais, moi, rire en dedans, me garantir en dedans : « Tu ne m'échapperas pas! » Voulait-il le mariage? Non! Non! Ce n'était pas dans son silence et dans ses yeux. L'eût-il voulu d'ailleurs que je n'y aurais jamais consenti. J'aurais préféré mourir. Il guettait donc une occasion. Laquelle? Et pourquoi? C'était bien clair!

Mon oncle ne voyait rien; il ne pouvait rien voir. Ma tante ne fut éclairée que par la suite, après la mort de son mari. Je le compris un matin à son visage défait, ravagé, à l'angoisse qui trahissait sa découverte, à la façon dont, en m'embrassant au réveil, elle me tint, plus fort et plus longtemps encore que d'habitude, serrée contre elle, comme si on s'apprêtait à m'en arracher. La vigilance maternelle qu'elle exerça depuis avec un redoublement farouche fut pour moi la meilleure preuve qu'elle *savait*. Elle ne me quittait pas d'une semelle. Toujours elle était là, comme un mur, entre Féline et moi, mais trou-

vant le moyen de me faire sentir que cette garde n'avait rien qui dût m'offenser, qu'elle n'était pratiquée que contre *l'autre*, et que ce n'était pas mon honnêteté que l'on mettait en doute.

L'autre, installé chez nous, ne bronchait pas. Il allait, venait, travaillait, avec la même froideur muette et cet air absent, perdu, si lointain... que mon oncle appelait « son air de Sibérie. »

Ma tante dépérissait à vue d'œil.

L'obsession de ce danger permanent qui me menaçait, ce secret qui n'en était plus un pour aucun de nous trois, mais qu'il fallait néanmoins garder parce que si l'on avait le malheur de le lâcher, il pouvait en résulter des catastrophes, tout cela l'usait et la minait.

Vous vous dites peut-être que rien n'était plus simple, et que, sous un prétexte quelconque, il n'y avait qu'à se débarrasser poliment de ce garçon?

Oui, à distance, et quand il n'est pas question de soi, tout est facile, tout s'arrange.

Mais on voit bien que vous ne connaissez pas Féline!

Il suffisait, d'abord, de connaître Féline pour avoir la certitude qu'il n'était ainsi entré dans la maison, où il avait conquis la première place, qu'avec la résolution formelle d'y rester, coûte que coûte, et que jamais il n'accepterait d'en sortir, même si on essayait de le renvoyer en y mettant des formes. N'oubliez pas non plus que nous avions besoin de lui. Que serions-nous devenues, s'il nous avait quittées? Les ouvriers de sa valeur sont rares. Ce n'est pas ma tante, moi, et Juliette, la vieille plieuse, qui aurions pu nous en tirer toutes seules. Que lui reprocher, d'ailleurs, en fait et de façon précise? Quel grief avouable lui formuler? Il rendait compte exactement tous les samedis des dépenses, des gains. Au fond, ma tante ne tenait pas plus que moi, j'en suis certaine, à l'irriter en provoquant son départ et à s'en faire ainsi un ennemi mortel. N'eût-ce pas été attirer sur nous des périls plus grands? N'aurait-on pas jasé, supposé de vilaines choses? Tous les voisins ne sont pas des amis. Évidemment sa présence nous affolait, nous ravageait. Tant qu'il était là, du moins, nous pouvions l'observer, le *voir venir*... Nous espérions déjouer ses ruses. Nous connaissions ses habitudes, sa tanière.

Mais s'il partait? S'il disparaissait?.. *Où serait-il?* La belle

avance qu'il ne fût plus là, s'il était tout de même là, autrement, ailleurs et caché! Nous perdions sur lui tout contrôle. Invisible, insaisissable, *libre*, il s'évadait, il se moquait de nos précautions! Nous ne lui échappions pas quand même, et il nous échappait. Il devenait cent fois plus gênant et plus dangereux.

Et puis, en dehors de toutes ces raisons, la principale, c'est qu'aux yeux de ma tante, il était *sacré*, par la promesse qu'elle avait faite à son mari de le prendre avec nous, après sa mort et *de le garder*.

On l'exécrait, mais on le gardait.

A quel prix, par exemple! On ne peut pas s'en douter. Jamais on ne le saura.

Ma tante craignait tout à toute heure. Elle ne sortait pas; ou, si elle y était obligée, elle m'emmenait. Elle avait cessé d'être gaie. Plus de chansons, de belles histoires comme autrefois. Plus d'appétit, plus de sommeil.

Dans notre chambre, où on avait fait mettre des verrous, elle restait cependant toute la nuit sans fermer l'œil. Si elle se laissait aller par instants à s'assoupir, elle se levait bien vite, et venait jusqu'à moi dans les ténèbres. Là, elle me tâtait, — et c'était encore une caresse, — ne se doutant pas que, pour la tranquilliser, je faisais semblant de dormir.

Je ne peux pas vous raconter les deux ans de cette existence.

Nous étions à bout.

Féline avait à présent une façon de nous observer, de nous voir souffrir, résister et par moments fléchir... qui était atroce et si évidente, si limpide.., qu'il eût fallu n'être pas des femmes pour s'y tromper. Ses yeux, ses horribles yeux s'enhardissaient... Sa tête étroite s'avançait. Je voudrais m'arrêter... Mais non... Quelle heure est-il? Où en étais-je?

Agitée et aussi comme égarée par son récit, Irène semblait parler pour elle seule, oublier la femme Lesoir, toujours assise à ses côtés.

Elle poursuivit :

— Voilà. J'arrive au but.

J'avais l'habitude de réveiller ma tante en l'embrassant, mais de façon à ne pas la surprendre. Le baiser que je mettais sur son bon visage, à la petite place que je choisissais. était si

léger, si peu appuyé qu'elle le sentait juste assez pour deviner à travers son sommeil que c'était moi. Aussitôt elle souriait, les yeux toujours fermés. Et puis, tout d'un coup, elle devenait triste. Alors, je comprenais qu'elle était vraiment réveillée. Dès qu'il faisait clair en elle, le nuage accourait.

L'autre matin, mercredi dernier, il y a trois jours, j'arrive à son lit, je me penche. Elle souriait déjà, sans m'attendre. Je l'embrasse... et je pousse un cri. Elle avait la joue froide, et dure comme une vitre. Je me jette sur son cœur... je crois qu'il bat... je l'entends! Mais non, c'était le mien, qui me résonnait dans la tête. J'appelle, j'ouvre la porte, communiquant par un corridor avec la chambre de Féline... Il était là, tout près, calme, habillé... Moi, à peine vêtue. Il dit : « Qu'y a-t-il? » — « Voyez? » Il va vers elle, sans hâte, se courbe un instant... Il me semblait qu'il l'achevait!.. et tourné vers moi : « Oui, c'est fini. Pauvre dame! » Il demeurait immobile, les yeux baissés, fixés sur mes pieds nus.

D'un geste, je le renvoie.

Il sort, à reculons.

A mes cris, on était accouru. Des gens d'à côté, du quartier. Et puis un médecin : « Anévrisme, embolie... » Ces mots étaient répétés sans cesse. On eût dit qu'ils plaisaient. « Belle mort! sans souffrance! » affirmaient des voix. Et des mains impatientes fermaient les volets, tiraient les rideaux, allumaient les bougies... Comme s'il y avait besoin de *faire la nuit*... pour les morts, qui déjà sont dedans!

Et j'étais seule, plus seule que le pauvre corps environné de monde!

On m'emmena.

Quand je rentrai dans la chambre, ma tante n'était plus la même. Tout était changé. Une autre chambre. Un lit autrement fait, qui ne se ressemblait plus... Une autre personne roidie, sévère, préoccupée, avec d'autres traits, un autre maintien, une autre expression... Son sourire était parti là-haut, pour la précéder.

Et tout en elle avait l'air de me dire : « Prends garde, petite, *à présent nous pouvons parler*... Prends garde! Tant que je suis encore là, dans ce lit, pas de danger. Même après, quand je serai dans le cercueil ici, et même en bas à la porte, et même à l'église, pendant la messe, et même pendant le trajet, et même

aux bords de la fosse... tu n'as rien à craindre, rien; jusque-là je te protège. Mais après? Pauvre enfant! Après, le pourrai-je encore? Prends garde! »

Et je l'écoutais... Je répondais : « Oui! N'aie pas peur. Je fais attention... »

Tant qu'elle était là, en effet, je me sentais en sûreté. Pour après... je n'y voulais pas penser. En avais-je d'ailleurs le temps? Il fallut s'occuper des choses de la mort... Tout cela fut arrangé en dehors de moi, je ne sais pas par qui, ni comment... la concierge... une dame du troisième que je connaissais à peine, avec qui j'allai chez Dufayel prendre un deuil, un grand « un pour mère. » C'est Féline, paraît-il, qui s'était chargé des pompes.

La journée passa très vite, comme un rêve affreux, mais dont le calme m'étonnait, et je déclarai le soir aux personnes qui cherchaient à m'en dissuader que je voulais veiller ma tante. Féline qui avait dîné dehors, survenant à ce moment, dit que c'était à lui de le faire et que rien ne l'en empêcherait.

— Eh bien! nous le ferons tous deux, répliquai-je!

— Vous n'en aurez pas la force.

— Je l'aurai.

Une humble voix montait derrière nous :

— Moi qui voulais aussi, mademoiselle!

C'était Juliette la vieille plieuse. Je dis :

— Certainement, vous aussi, Juliette! Elle vous aimait bien.

En même temps, j'observai par en dessous Féline, espérant surprendre chez lui un signe d'opposition ou de contrariété. Mais rien ne parut.

Était-ce elle, la morte, qui m'envoyait ce secours? Pourquoi pas? Et cependant, je m'en voulais de l'empressement peut-être trop visible avec lequel j'avais tout de suite accepté l'offre de la plieuse. *L'autre* n'allait-il pas en conclure que j'étais moins rassurée que je ne le paraissais? Plus grande était la peur qu'il m'inspirait, plus je devais la lui cacher.

Jamais je n'oublierai cette nuit.

A dix heures nous étions réunis tous les trois, et, vingt minutes après, Juliette dormait, dans le fauteuil que je l'avais forcée à prendre. Mais qu'importait qu'elle dormît ou non? Il ne pouvait rien se passer puisque ma tante était là. Je savais très bien que, contrairement à ce qui semblait, ce n'était pas

moi qui veillais la morte, mais la morte qui me veillait. Mais ce que je n'avais pas prévu, dans tous les détails, c'est ce tête-à-tête de plusieurs heures avec l'homme... cet homme!... dans cette petite chambre devenue si solennelle, au tic-tac de la pendule devenu si effrayant, comme la respiration d'un énorme insecte, à la lueur des deux bougies neuves, longues, longues, qui tantôt éclairaient trop et tantôt pas assez... entre ces deux pauvres femmes presque du même âge, l'une couchée, l'autre assise, exténuées toutes les deux, et endormies, d'un sommeil différent, qui faisait parfois remuer l'une et l'agitait, mais qui jamais, jamais, ne faisait bouger l'autre, celle que j'aurais tant voulu cependant voir ressusciter!

J'étais près du lit, tout contre, aux pieds, comme vous êtes, Juliette en face, au coin du trou noir de la cheminée où il n'y avait pas de feu... et Féline loin, à droite, assis devant la fenêtre sur une chaise haute qui craquait. Le vent poussait de temps en temps, comme avec une main, les rideaux tirés derrière lui.

Je m'étais juré de ne pas le regarder une seule fois; et d'ailleurs l'aurais-je essayé qu'à la distance où il avait fait exprès de se retirer dans la pénombre, mes yeux n'auraient pu rencontrer les siens. Mais comme, moi, je me trouvais en pleine lumière des deux bougies allumées sur la table de nuit, aucun de mes mouvements ne lui échappait. J'étais donc obligée de me surveiller.

Pour combattre le sommeil, j'avais pris le paroissien de ma tante et je lisais, ou du moins je tâchais de lire, car, malgré moi, mon esprit guettait Féline et ne le quittait pas. J'avais beau me tenir ma promesse et ne pas le regarder, je le voyais pourtant, avec les yeux de la pensée, je le percevais; il se réfléchissait et se reportait devant moi, sans que j'aie besoin de tourner la tête vers lui. On eût dit qu'une glace me renvoyait son image.

Que faisait-il?

Rien.

Les bras croisés, les genoux joints, il était assis bien droit, comme sur le siège d'une voiture.

Et il ne bougeait pas plus que les hommes de cire du musée Grévin.

Vous ne pouvez vous imaginer à quel point il trouvait le moyen d'être immobile! Cela me révélait une fois de plus la force de son empire sur lui-même. Il se ralentissait le cœur

comme il voulait. On ne l'entendait pas respirer. Sa chaise qui craquait semblait plus vivante que lui.

Il resta bien ainsi une heure, et j'en étais obsédée. J'aurais donné je ne sais quoi pour qu'il fît un geste, qu'il écartât la pointe du pied, qu'il toussât... Mais non. Il paraissait inaccessible à la fatigue et à l'ennui. Une pierre où il y aurait des trous, c'était son visage. Une borne, c'était son corps. Sa bouche avait l'air d'une serrure.

Il ne bâillait même pas, et ses yeux dilatés, devenus tout ronds et d'un jaune de soufre, avaient pris la fixité de ceux des oiseaux de nuit que rien ne fait cligner. Vous auriez dit qu'il était perché!

A quoi, ou plutôt à qui pensait-il, sinon à moi?

Pour oublier, je contemplais la pauvre tante et je maudissais ce misérable qui me prenait à elle, qui me gâtait les derniers moments que j'avais encore à la posséder, qui m'empoisonnait ma tristesse, mes souvenirs, tout... car je n'arrivais pas à le supprimer... J'étais entre deux visages, l'un pur, l'autre affreux, l'un chéri, l'autre détesté, l'un protecteur, l'autre menaçant, l'un qui s'écriait : « Prends garde! » l'autre qui répondait : « Trop tard! » Lequel serait le plus fort?

Celui qui resterait.

Lequel resterait?

Celui de Féline.

Il fallait donc le fuir. A tout prix. Ma résolution fut prise aussitôt.

Je partirais.

Comment? Pour aller où? Je ne savais pas.

Mais ce dont j'étais sûre, c'est que dès l'instant où ma tante serait sortie de la maison, je n'y rentrerais pas.

Je me sentais forte et soulagée; et déjà je cherchais. Mon cerveau travaillait... Le temps ne pesait plus.

Comme s'il se doutait du changement survenu dans mes réflexions et qu'il en eût reçu la secousse, Féline avait tressailli, et courbé maintenant, la tête dans le creux de ses mains, il semblait méditer, chercher également, tandis qu'à travers ses doigts, il m'observait plus à son aise. Je devinais qu'il ne me lâchait pas. Aussi, j'allais... je me dépêchais... je volais...

Et tout à coup, je ne pus m'empêcher de pousser un grand soupir.

J'avais trouvé.

A la même seconde, Féline se levait. Je crus qu'il allait me parler, me raconter tout ce que je venais d'imaginer... Je me trompais. Il fit un pas, deux, trois... traversant la chambre dans sa plus grande étendue, puis, rebroussant chemin, il se mit à marcher régulièrement, de long en large, les mains dans les poches, la tête tendue en avant. Si je ne l'avais pas vu, je ne m'en serais pas doutée, car il savait poser le pied par terre sans faire aucun bruit, et, bien qu'il tînt ses yeux fermés, il allait tout droit comme vont les aveugles qui ont appris, sans rien heurter. Seulement, à chacun de ses passages, les flammes des bougies à demi-usées se baissaient comme si elles avaient peur, et l'air froid qu'il déplaçait me soufflait au visage. Il me semblait que c'était son haleine.

Combien de kilomètres marcha-t-il ainsi ?

Pour ne pas m'endormir, je m'étais mise à compter ses pas. J'en avais déjà compté onze cents. La pendule s'était arrêtée. Je comptais : onze cent cinquante... cinquante et un. Juliette ne bougeait pas, ramenant seulement les doigts comme si elle venait de *plier*. Cinquante-neuf. L'homme allait, venait, retournait, revenait... Soixante-deux... trois... Et puis il me parut qu'il s'enfonçait, qu'il s'éloignait, qu'il était parti ! Quel bonheur !

On était tranquille. Tout s'apaisait, se noyait.

Sans m'en apercevoir, je glissais dans le sommeil.

Je dus dormir au moins une heure.

Quand je rouvris les yeux, touchée par ce pressentiment qui nous avertit d'une présence, proche et inaccoutumée, je vis en effet, tout près, à hauteur du mien, un visage... celui de Féline, à genoux devant moi.

Je fus tellement saisie que je ne criai pas.

Et puis, à quoi bon crier ? *Elle* était là. Rien à craindre.

Étais-je même saisie ? Non. Quelque chose, fatalement, devait arriver cette nuit... Cela arrivait, voilà tout. Par bonheur, je m'éveillais à temps, ou plutôt *elle* m'éveillait.

Je dis à Féline : « Que faites-vous là ? »

— Je suis à genoux, me dit-il sans paraître troublé.

— Ce n'est pas devant moi, lui répliquai-je, que vous deviez vous y mettre, mais devant elle !

Et je lui montrai la morte.

— Devant les deux, déclara-t-il. Et je l'ai fait. J'avais commencé par elle; je finissais par vous. Elle, c'était pour une prière...

— Et moi?

— Pour un serment.

Il s'arrêta. Il s'attendait à ce que je me précipite à lui demander : « Quelle prière? » et surtout : « Quel serment? » Je vis qu'il était déçu. Je me serais plutôt coupé la langue!

Il s'était relevé. Mais il reprit : « Ma prière n'avait que trois mots. »

Je dis : « C'est peu. »

— Cela suffit. C'était : *Donnez-la moi.* Et le serment n'était pas plus long.

Malgré moi, je laissai échapper, comme si je voulais me moquer : « Trois mots aussi? »

— Oui : *Je l'aurai.*

Il y eut un silence qui avait la profondeur d'un trou et dans lequel je m'entendais tomber.

Féline était arrivé à ce qu'il voulait. Il avait parlé.

Que devais-je faire? Me révolter? M'indigner?... Était-ce le lieu, le moment? Je m'efforçai de paraître n'avoir pas compris.

Mais comme il fallait rompre tout de suite ce silence étouffant qui me donnait l'air d'accepter, de consentir, je lui dis en hochant la tête :

— Reste à savoir si cela sera.

— J'en suis sûr, affirma-t-il.

— Vraiment!

— Oui! C'est une croyance de mon pays, de la province de Tavastehus : *La prière et le serment que tu fais dans la chambre d'un mort à sa première veillée, sont exaucés par Christ.* Ainsi j'espère. Mais je ne demeurerai plus ici. Puisque c'est vous la maîtresse à présent, me garderez-vous à l'atelier?

Je dis : « Sans doute. »

— L'enterrement est pour demain jeudi. Quand reprendra-t-on le travail?

— Tout de suite après. Vendredi matin.

— Bien. Merci. Je m'en vais.

En achevant ces mots, il s'était rapproché, et il ne s'en allait pas.

Il me regardait de tout près, penché sur moi, comme tout à l'heure quand il était à genoux. Mes yeux ne quittaient pas un des siens, le droit, large ouvert et qui m'aspirait, me buvait. Et puis, peu à peu, cet œil devint gris, se troubla, et dans un de ses coins, une larme, lentement, comme si on avait pressé à l'intérieur une glande pour la faire sortir, apparut, coula sur sa joue à pic et s'en détacha. On aurait dit une de ces grosses gouttes d'eau qui glissent sur les rochers.

Elle s'écrasa sur ma main et elle était froide comme un grêlon.

Je m'étais levée. Féline sortit.

La vieille Juliette à ce moment se réveilla en sursaut, honteuse d'avoir tant dormi. « C'est que je rêvais d'elle, » expliquait la pauvre bonne femme. Alors, je n'étais pas pressée. Je me trouvais bien. »

Moi, je pensais à ce qui venait d'arriver, et j'étais plus décidée que jamais à fuir. Cette larme surtout m'enrageait. Ne dites pas que je manque de pitié et que j'aurais dû être émue. Que signifie et que prouve une larme ? Rien. Le cœur peut être sec pendant que les yeux sont mouillés. Féline était capable de pleurer à volonté. Pourquoi une bête, un serpent, ne pleurerait-il pas, comme un crapaud bave? L'œil de Féline avait bavé.

La journée se passa sans incidents. Il y eut la mise en bière. La seconde nuit, je ne vins qu'une heure dans la chambre. L'ouvrier n'y parut pas. Ce fut Juliette qui voulut encore veiller, « pour se punir, » et moi, j'étais si lasse que j'acceptai de coucher au cinquième dans la mansarde de la plieuse, où je m'enfermai à clef.

Et puis, ce fut l'enterrement. Aujourd'hui. Oui, aujourd'hui, ce matin, à Saint-Étienne du Mont. La belle église ! Nous n'étions guère nombreux.

— Il était là ? demanda la femme Lesoir.

— Bien entendu. Et aussi les mêmes hommes que j'avais remarqués au convoi de mon oncle, et encore avec leur fleur rouge. Féline les connaissait presque tous. Qui les avait invités ? Lui, sans doute. Mais ils n'assistèrent pas à la messe. Pendant la cérémonie ils se tinrent dehors, sur le trottoir du Panthéon, devant « l'homme en bronze » de M. Rodin.

Ils nous reprirent à la sortie et l'on s'achemina vers le cime-

tière de Montparnasse. Tête nue et sa casquette à la main, Féline, qui faisait de plus grands pas, marchait à côté de moi à présent, derrière le corbillard.

Il ne m'avait pas abordée depuis l'avant-veille.

Comme nous approchions, il m'adressa la parole, à mi-voix :

— Je ne vais que rarement au café, dit-il, mais je crois qu'il serait honnête et poli, pour remercier ces messieurs du Travail qui se sont dérangés, que je les prie d'entrer un instant, quand ce sera fini, au *Bon Souvenir*, là, au coin de la rue?

J'approuvai, d'un signe.

Il parut satisfait ; puis, hésitant : « Viendrez-vous ? »

Je flageolais d'émotion.

Je dis : « Certainement. Mais comme je ne veux pas boire..

— Vous ne boirez pas ! s'écria-t-il, heureux de ma réponse, vous ne boirez pas ! Que vous assistiez seulement.

— Voilà donc comment nous ferons, dis-je. Quand on sera sur le point de quitter la tombe, vous partirez devant en emmenant tout le monde. Je resterai un peu, seule, avec elle... vous comprenez ?

— Oui.

— ... et dans les dix minutes, je vous rejoindrai.

— C'est cela.

Nous étions devant la grille du boulevard Edgar-Quinet.

On entra.

Quand j'avais pris, dans la fameuse nuit, la résolution de fuir, et sans retard, je m'étais tout de suite rendu compte que l'enterrement m'offrirait les meilleures chances... et l'instant où l'on sortirait du cimetière m'avait paru le plus favorable. Mais cependant, que de difficultés ! Or, Féline, tout à coup me tirait d'affaire, me donnait le moyen ! C'était lui qui me sauvait, inspiré, dirigé par la morte ! Quelle chose !

Le trajet me parut interminable pour atteindre la sépulture. Et dès que l'on y fut, j'aurais voulu pourtant retarder le moment que je désirais... Je trouvais alors qu'on allait trop vite. Ah ! que j'avais peur ! Et que je souffrais de ne pas pouvoir être sage, tout entière à mon chagrin !... Je ne pouvais pas prier, je ne pouvais pas pleurer... je ne pouvais qu'être distraite, impatiente et « colère » en dedans... et ne penser qu'à la minute où je dirais : « Personne ! Courons ! »

Nous étions arrêtés maintenant devant la fosse, comme si elle nous barrait le chemin. Le cercueil y fut descendu. Les hommes qui ôtent leur chapeau. Un peu de vent qui se lève. Chaque fois que j'ai été à un enterrement, j'ai remarqué qu'à ce moment-là, il y avait toujours un peu de vent qui vous rabattait les cheveux... et qui vous passait son linge sur la figure. Ensuite les prières, l'eau bénite, des femmes qui m'embrassent. Juliette qui sanglote. On me salue.

Féline est le dernier.

N'osant me toucher la main, il me serre le bras doucement.

Je murmure : « A tout-à-l'heure. »

Il s'en va.

Tout le monde s'en va.

Le prêtre est parti. Plus même de fossoyeurs.

Je suis seule. Est-ce possible ?

Je reviens à la tombe, qui fait un grand trou, comme si on allait planter un arbre, et je m'agenouille, au bord. « Adieu, tante Fine ! Adieu ! Adieu ! Merci ! » Je ne savais plus que faire... Je voulais partir et rester, me sauver sans perdre une minute... et j'étais déchirée de m'en aller, d'abandonner ainsi tout ce que j'aimais...

Il me semblait bien que l'*on* s'alarmait, qu'*on* me suppliait: « Pars, ma fillette ! Mais va donc ! Es-tu lambine ! Tu devrais déjà être loin ! Tout va manquer. Pars vite, mon petit ! Tu reviendras ! un autre jour, plus tard. Tu es toujours sûre de me trouver. »

Et en même temps, une voix différente, plus forte, mais sur le même ton, me dit à l'oreille :

— Il ne faut pas rester là, mon enfant : nous avons à combler.

C'était un vieux terrassier, un ouvrier du cimetière survenu depuis un instant avec un camarade. Ils avaient de grandes pelles.

Alors, je me levai et je partis.

Je m'étais orientée en venant, afin de ne pas m'égarer. Un cimetière, c'est comme un bois, on s'y perd. J'avais retenu les chemins, noté les carrefours. En coupant à travers les tombes, je gagnai une des principales artères, et là, tournant du côté opposé à celui par où nous étions entrés, je m'élançai dans cette direction... Je tâchais de prendre le plus court afin d'être

plus tôt dehors... Parfois, au lieu de suivre la route et les trottoirs, je m'engageais à travers champs, dans les carrés des sépultures, mais j'étais obligée de faire des zig-zags à cause des monuments et des chapelles. Ma robe et mon voile s'accrochaient aux branches, à toutes les branches, celles des arbres, celles des croix; aussi, je regagnai bientôt une des voies pour les piétons, et comme il ne me suffisait plus de hâter le pas, je me mis à courir, pas très vite d'abord, puis en augmentant, et à toutes jambes. Malgré moi, ça me rappelait les récréations, quand on joue. J'allais tant que je pouvais, à faire croire que j'étais poursuivie, bien qu'il n'y eût pas une âme... je veux dire de vivante... et que le chemin fût partout désert.

Et tout à coup, j'entendis quelqu'un qui déboulait derrière moi, comme pour me rattraper... Je n'osais pas me retourner. Si c'était Féline? Au bruit des souliers, je devinais le gros pas d'un homme.

Il finit par me rejoindre. C'était un gardien à cheveux blancs, avec la médaille militaire et une canne. Il était essoufflé.

Il me dit : « Voulez-vous bien!... Est-ce qu'on court dans un cimetière! C'est malhonnête d'abord... » Puis, avec reproche : « Et ça fait peur à voir! »

J'apercevais une grille, à vingt pas :

— C'est une sortie?

— Oui.

— Où cela?

— Rue Froidevaux.

Une minute après, j'étais dans les passants, dans les rues, dans le bruit, la vie. Il y avait des gens qui ne parlaient plus tout bas, et des chevaux, des chiens, des claquements de fouet... des enfants qui se battaient... Je filais comme une flèche. Avenue du Maine. Rue de la Gaieté. La Gare Montparnasse... la rue de Rennes... Place Saint-Germain-des-Prés... l'église... J'y entre... Il était deux heures dix.

— Vous deviez avoir faim?

— Non. J'avais déjeuné avant l'enterrement. Je m'assis dans une chapelle du fond, où il faisait sombre, et j'y restai jusqu'à quatre heures...

— Où comptiez-vous passer la nuit? Vous ne le saviez pas?

— Si.

— Comment cela?

— Depuis la veille je m'en inquiétais. Sans doute, j'aurais pu coucher à la maison et demander à Juliette de me tenir compagnie, ou partager sa chambre au cinquième, ou trouver une autre combinaison qui m'assurât momentanément une entière sécurité. Mais je voulais disparaître, au moins pour quelques jours, et que l'on perdît ma trace, que nul ne sût où j'étais. Il valait donc mieux que je ne me confiasse à personne.

Je cherchais et je ne trouvais rien.

Ce matin, je descendis un instant au magasin, pour me rendre compte que tout était en ordre. En voyant la place vide de la chère tante, la table où elle travaillait, son tabouret de bois, la chaufferette froide, les objets dont elle se servait d'habitude... le cœur me fondit et j'éclatai en sanglots.

Elle avait commencé d'assembler les feuillets d'une brochure dont la couverture bleue s'étalait, sous la règle en fer posée dessus. Mes yeux s'y fixèrent machinalement et le titre me jaillit à la figure : *Œuvre de l'Hospitalité de nuit. Maison Demolin, 33, rue Doudeauville, XVIII*[e] *arrondissement, Montmartre.*

Elle pensait à tout.

Je pris l'adresse. J'irais là.

Me sentant reposée, vers les cinq heures, je sortis de Saint-Germain-des-Prés. Il faisait sec. J'avais un franc vingt-cinq.

— Pas plus ? Pourquoi ? Vous ne deviez pas manquer complètement d'argent ?

— Je crois bien ! Je possédais, — je les ai toujours, — quatre cents francs, à moi, amassés par ma tante et qui formaient ma petite bourse.

— Eh bien ?

— Mais, dès que je m'étais vue seule, à la merci de Féline, j'avais remis à Juliette le portefeuille qui contenait cette somme ainsi que les clefs de notre secrétaire en la priant de me les garder jusqu'à nouvel ordre, et je n'avais conservé sur moi que cette menue monnaie. Quand je m'en aperçus, il était trop tard, nous étions déjà en route pour l'enterrement; et d'ailleurs, je n'aurais pas osé réclamer tout de suite ce dépôt à Juliette, de crainte qu'elle ne devinât mon projet.

Le reste était facile. Je pris le métro, qui me mit au Château-Rouge, et je trouvai rapidement la rue Doudeauville. Je voulais reconnaître la maison avant. La nuit était déjà venue.

Je savais qu'il fallait faire la queue; mais quand j'arrivai, il n'y avait personne. Je demandai à un vieil homme qui avait l'air de rentrer chez lui s'il pouvait me dire à quelle heure ça ouvrait : — « A six heures et demie, me répondit-il. » Ça me paraissait tôt. Je lui dis : « Vous êtes sûr? — Absolument, me dit-il. *J'y vais.* »

Alors, comme j'avais encore plus d'une demi-heure à attendre, pour ne pas me refroidir, j'ai marché dans le quartier, vers la rue Ordener et les gares de marchandises. On ne rencontrait presque personne. Une femme m'a abordée pour me demander un sou et je lui en ai donné deux.

Enfin, je suis revenue. J'ai vu les deux files. Celle des hommes. Et puis l'autre, la mienne. J'ai été m'y mettre, à côté de vous. »

Irène s'était tue.

— Oui, dit Valérie en lui prenant les mains. Et maintenant, vous sentez-vous tranquille?

La jeune fille le lui prouva sans répondre.

Elle dormait.

Elle était anéantie.

Valérie Lesoir passa doucement dans la pièce voisine en laissant la porte tout contre, et peu après, elle éteignit sa lampe, comme la demie de minuit sonnait à Laënnec.

Mais *elle* ne dormait pas.

III. — PARENTHÈSE

Peut-être, en suivant le récit que vient de faire Irène, certains lecteurs plus pénétrants se sont-ils étonnés de la maturité d'idées de cette jeune fille de vingt ans, de la bonne tenue de son langage, du choix de ses expressions, de la couleur et de la distinction de ses pensées; et il se pourrait qu'ils se fussent demandé si toutes ces façons étaient capables de s'accorder avec son humble origine, sa jeunesse, son instruction rudimentaire, une éducation forcément incomplète et le milieu très modeste où elle avait végété.

En effet.

Mais, si digne de remarque et d'attention que soit le cas d'Irène Olette, il n'offre cependant pas la valeur et l'embarras de la rareté. Il est au contraire très fréquent.

Il suffit de pratiquer, autrement qu'à la légère, l'homme du peuple et le paysan, la femme et aussi l'enfant des classes travailleuses, pour être frappé quelquefois, — plus souvent qu'on ne s'y attend, — de la justesse de leur esprit, de la correction, de l'élégance, de la saveur de leur parole. C'est dans les moyennes et hautes régions que l'on a tendance et plaisir à s'exprimer mal, et que la pensée volontiers se débraille. Cela s'explique et peut s'excuser. On est plus loin qu'en bas de l'origine et de la source. La sève s'affaiblit, tourne ou se perd en atteignant les extrémités, tandis qu'elle arrive au ras du sol et au tronc sans avoir le temps de se mélanger ni de se gâter, et avec le coup de fouet des racines.

Un ouvrier peut aujourd'hui penser plus directement et parler mieux que certains hommes du monde : et il ne s'en fait pas faute. Qui de nous n'a eu la surprise, au cours d'un voyage, en un coin de France, de rencontrer un cocher de carriole, un meneur de brebis, une « demoiselle » de métayer, qui s'exprimaient sans effort dans le français le mieux nourri, le plus digne et le plus achevé ?

De même à la ville, dans la province des faubourgs, au fond de plus d'une honnête boutique et surtout dans les calmes logements où s'abrite avec pudeur la pauvreté, vivent par centaines, ignorés, méconnus, — souvent jalousés et détestés du vulgaire qui les entoure, — des hommes et des femmes chez lesquels tout dépasse la condition dans laquelle ils sont rangés. Leur jugement, leur conversation, leur ton, leurs manières sont d'un degré très supérieur à la réalité qui les asservit.

Irène Olette faisait partie de cette caste innocente et sacrifiée.

De bonne heure elle avait été une enfant sérieuse au-dessus de son âge, et « parlant comme une grande personne. » Aisément et du premier coup, elle savait concevoir sa pensée et la formuler. Son intelligence était ardente, légère et vive, éprise avant tout de clarté. Rappelez-vous ce qu'elle disait, il y a un instant, à Valérie qui avait emporté la lampe : « J'aime voir clair. » D'instinct, elle observait et décrivait, en artiste qui s'ignore; et son langage correspondait toujours à la force et à la nature du sentiment qui l'animait. Tout cela sans une ombre de volonté, ni la moindre recherche, mais naïvement, à son insu, comme par réflexe.

Elle avait une sauvage ignorance de ses dons et c'eût été

une injustice que de lui en attribuer le mérite. Elle les avait reçus.

Ce n'était pas elle qui choisissait par orgueil, ou par coquetterie, les pensées plus délicates ou plus belles, les images saisissantes, les expressions heureuses, mais celles-ci qui la choisissaient, comme le grain qui vole va de lui-même adopter son terrain. Sa parole offrait naturellement du pittoresque et de la grâce, du charme et de l'originalité : mais son désir n'y était pour rien. Le mot lui venait comme un geste.

Elle avait de plus vécu dans l'atmosphère intellectuelle et littéraire des livres. Elle avait beaucoup lu, trop tôt sans doute et trop vite, et au hasard « de la reliure ; » mais, d'avoir ainsi respiré, pendant des années, l'odeur de la pensée mûrie, de la phrase faite et du mot en fleur, il lui était resté dans l'esprit une sorte d'embaumement qui se répandait à travers son langage.

Enfin, ayant perdu ses parents toute jeune, elle y avait gagné cette précocité générale qui est l'héritage des orphelins.

Se sentir seul, ou presque, à l'entrée de la vie, quand on n'en est pas terrassé, cela vous *élève*.

C'est en donnant à ce mot non seulement son sens d'éducation, mais son sens de hauteur et d'*élévation*, qu'il convient de l'appliquer à Irène Olette.

Sa propre nature sensible, ses malheurs, son milieu, la délicate et tendre bonté de son oncle et de sa tante, sa jeune solitude... tout cela l'avait *élevée*.

Elle était donc, telle quelle, en même temps que d'une vérité parfaite, d'une vraisemblance inévitable.

IV. — ISIDORE PANTEAU, GARÇON LIMONADIER

En octobre 1887, Macaire Panteau, ancien plombier, puis ouvrier du fer, avait rencontré à quarante ans, un soir, aux Halles, dans un bar de la rue Pirouette, un pauvre petit brin de femme, plumeuse à la volaille. Quelques mois après, elle mettait au monde un assez bel enfant, pour lequel Macaire avait choisi le nom d'Isidore, parce que, disait-il, c'était un grand beau mot, tout en longueur, et « qui faisait. »

Un peu plus tard, le père, orgueilleux de son œuvre, avait reconnu ce fils, pour « l'avenir du prolétariat; » mais il n'avait

pas voulu épouser la mère, étant ennemi juré de toutes les chaînes, ainsi qu'il convient à un homme « capable » et entêté de vivre libre.

Cette femme douce, craintive et toujours malade, n'était d'ailleurs pas de force à le retenir.

Égoïste et bouclé dans des idées d'une violence étroite, politique de trottoir et de cabaret, le front planté d'une tignasse en limaille, Macaire offrait l'aspect d'un Absalon d'émeute. Sa liaison avec cette compagne de hasard avait été de courte durée; et la malheureuse s'était laissé quitter comme elle s'était laissé prendre : en silence. Aucun soupir, ni de joie d'abord, ni de tristesse après.

L'ouvrier, bien qu'il eût reconnu son fils, n'avait rien voulu faire de plus. Il se considérait comme quitte envers lui, et la mère avait dû s'en charger toute seule. Éprouvant pour le petit une tendresse sans limites, elle avait accepté cette tâche avec béatitude. Macaire ne s'occupait plus d'elle, mais il venait, de temps à autre, regarder l'enfant qu'elle élevait comme elle pouvait, difficilement, et mal, parce qu'il fallait *plumer*.

Isidore avait ainsi traîné, jusqu'à dix ans, dans les ruelles fétides du quartier, parmi les détritus et les épluchures des « pavillons, » accoutumé de bonne heure à la forte atmosphère et aux rudes tableaux de ce lieu surabondant et toujours souillé, qui sentait à la fois la campagne, la mer et la pourriture, la paille et la vase, où l'odeur de la viande et du sang se mêlait à celle des fleurs et des légumes, le seul endroit du monde où l'on pouvait ramasser tous les jours du lilas et des roses parmi des débris de cervelle.

Il s'y plaisait et grandissait comme une plante enchantée du fumier.

A onze ans, il avait perdu sa mère, et en la regrettant à peine, sans se douter une minute de tout ce qu'il lui devait. Elle lui avait donné son lait, ses soins, ses pleurs, ses espoirs navrants, ses religieuses caresses, tout ce qui lui restait d'un épuisement perpétuel, d'une carrière de souffrance et d'inutilité; Macaire ne lui avait rien donné que la vie et le nom d'Isidore, deux cadeaux à bon marché qui ne l'engageaient guère; et c'était lui seul que l'enfant aimait, et qu'il admirait. Ce que sa mère avait fait pour lui, il le trouvait tout naturel, à peine suffisant : il ne lui venait même pas à l'esprit de s'en

apercevoir, et à ce père sans mérite il était reconnaissant! De quoi donc? De l'exclusif et vaniteux intérêt que ce dernier lui avait témoigné, fût-ce au détriment de sa mère. Oui, la pensée que son père ne se dérangeait que pour lui le flattait, le gâtait, le bourrait d'une satisfaction monstrueuse et lui imposait le prestige de cet homme noir, suant et crépu, qui l'enlevait dans ses bras tatoués en déclarant : « Il a mes os, il a mon vin dans les veines. C'est un Panteau. *Il fera.* »

De sa mère il ne voulait rien savoir et il ignorait tout. Il n'en connaissait que le nom, un nom frappant d'ailleurs et impossible à oublier.

Elle s'appelait Rose Mourir.

Celle-ci disparue, le père prit Isidore avec lui, c'est-à-dire qu'il lui assurait le logement, — sans la nourriture. — L'enfant devait gagner sa vie, mais à son idée, comme il lui plaisait, puisqu'il était le fils d'un homme libre.

Il apprenait donc la liberté, n'ayant de goût pour aucun métier, et les essayant tous. Il traversa plus de vingt maisons. A peine entré dans une, il la quittait, ou il en était renvoyé. De onze à dix-sept ans, pendant quelques semaines ou quelques mois, il fut tour à tour serrurier, peintre, ébéniste, électricien, tapissier, mécano, passant des besognes d'atelier aux travaux de plein air, du sédentaire au mouvementé; il bouda sur des établis, à l'étroit, coude à coude, porta la cotte bleue, lourde de taches, ou montra dans les foires des barrières le mauvais visage du fainéant; il eut la cigarette en crayon sur l'oreille et le mégot dans le coin de la bouche, le cou nu, et la touffe, la grappe de cheveux qui signifie déjà la révolte et vient bander l'œil en s'évadant de la casquette; et il courut Paris à bécane rouillée, en lâchant les mains dans le jour, et le soir avec une « vénitienne » orange, allumée entre les dents; il livra des paquets, cria et porta des journaux.

De tous ces nombreux essais, rapides et divers, il garda un acquis « d'à peu près, » un ensemble de pratique superficielle. Intelligent et paresseux, rebelle à toute espèce d'application et d'effort suivi, il n'allait au bout ni au fond de rien, mais comprenait vite. Il était débrouillard sans être résolu.

Il ne voyait le père qu'à la nuit, dans les demi-ténèbres, quand celui-ci rentrait, les yeux et l'esprit injectés de colère. Le vieil ouvrier reprenait alors chaque jour la série des âpres

recommandations, tout un pâteux enseignement de fureur et d'envie. Pour s'être livré à des voies de fait sur un contremaître, Macaire, ayant été congédié de l'usine où il travaillait, avait voué au patron, absolument étranger à cette mesure, une féroce haine. C'était à Grenelle, des établissements fameux, immenses, qui occupaient des milliers d'ouvriers. Le directeur d'une aussi vaste et puissante maison avait bien autre chose à faire que de s'occuper des infimes questions de police intérieure. Macaire le savait. Mais précisément, il tenait d'autant plus à rendre ce lointain potentat responsable de l'injustice, — ignorée de lui, — et qui se commettait en son nom. Le contremaître rageur qui l'avait dénoncé, il l'excusait. N'avait-il pas été cogné, d'ailleurs? — et puis c'était un ancien ouvrier, un homme hier encore pareil à lui, un de ses semblables monté en grade... tandis que le patron c'était le patron, l'abominable et riche monsieur qui ne faisait rien ou presque rien et qui pompait la sueur et le sang du peuple. « Il n'y a pas trente-six patrons, disait-il à Isidore, les uns mauvais et d'autres moins. Tous sont le même. Tous les patrons, pour nous, c'est le patron. Et pareillement toutes les usines, pour nous, c'est l'usine; c'est la même. On en change et ça ne change rien. Garde-moi donc le nom de ce Jupiter à cause de qui j'ai été chassé. Je n'aime pas de le prononcer parce que ça me fait mal. Mais je te l'ai dit et tu le connais. Si des fois je n'étais plus là le jour de la *prochaine*, tâche d'y régler son compte, de la part de ton père. Tu penseras?

— Tu peux dormir, c'est noté là, avait répondu Isidore, l'index en revolver, appuyé sur la tempe.

Effectivement, peu de temps après, Macaire était mort, et avant la *prochaine*, comme il en avait l'intuition désolée.

Il arriva alors en cette circonstance un accident physique singulier au jeune homme. Tandis qu'il regardait le père immobile et, de si noir qu'il était toujours, devenu blanc comme un maçon, il sentit quelque chose d'âcre et d'irritant qui lui piquait les yeux et qui marchait sur sa figure comme une mouche. Il y porta la main : « Tiens, dit-il, je pleure. »

C'était la première fois. Il avait dix-huit ans.

Quinze jours après, un camarade le conduisit au journal *La Grève*, où il fut admis comme *typo*.

Là seulement, il prit conscience de ses droits et de sa

grande souveraineté de citoyen. Sa pensée se développa. Il commença de voir clair dans l'indécision de ses antipathies. Les graines desséchées qui étaient dans les fentes et les coutures des vieilles poches du père et que celui-ci avait données à mâcher à son fils se mirent à germer. La chaude odeur des ateliers de « composition » fut pour Isidore l'air parfumé du midi. Tout le rouge étalé devint son azur. Il se nourrissait quotidiennement, comme d'une manne, de la prose sûrie des sectaires; il mangeait avec appétit chaque matin ce gros pain des revendications, qu'il avait fait cuire lui-même et trituré, dont l'encre était le ferment et le papier la pâte.

A vingt ans, la conscription le prit et il fut envoyé dans l'Yonne, à Auxerre où il fit, au...me de ligne ses deux années de service. Entré antimilitariste au régiment, il en était sorti antipatriote, — avec un livret vierge de punitions et les galons de sergent. La discipline l'exaspérait, mais forcé de la subir, il l'avait strictement observée. C'était comme l'uniforme que l'on endosse pour un temps et que l'on quittera. Bien brossé, le front haut, la voix nette et brève, le regard froid et hardi ou bien voilé, fuyant et rangé sous une adroite paupière, Isidore plastronnant au drapeau qu'il trouvait risible, avait fait bonne contenance avec mauvais cœur. La fourberie lui avait offert ses commodités et il en jouissait avec délices. Il se donnait le spectacle des grands sentiments bourgeois mis en honneur et qu'il feignait de partager. Tous les traits du visage au cran du respect, le petit doigt sur la couture, il se payait en dedans la tête des chefs, aussi bien des malins que des débonnaires. Dans l'irréprochable et coupante énergie de son salut à leur adresse, il attribuait secrètement au geste de sa main levée la valeur d'une menace; il arrachait en esprit les croix qu'il contemplait avec déférence à l'étalage des poitrines. Le tambour et le clairon avaient à son oreille des accents certains de guerre civile, et quand la musique jouait *la Marseillaise*, il entendait *l'Internationale*. Aussi, quoiqu'il s'ennuyât à crever, s'amusait-il énormément.

A la fin de ses deux années de service, il était complet, armé pour tous les désordres. Mais il éprouvait cependant que sa libération ne le rendait pas libre. Toutes les libertés politiques qui lui avaient été promises et même déjà données, n'étaient pas pour lui la vraie liberté, la seule, c'est-à-dire,

l'individuelle; il dépendait toujours de quelque chose et surtout de quelqu'un. Ce qu'il appelait liberté, c'était le droit de faire tout ce qu'il voulait, en espérant, avec une incroyable candeur, qu'il y arriverait peut-être un jour, sans se dire que le voisin pouvait aussi, au nom de cette même liberté, vouloir tout le contraire de ce qu'il voulait lui, et qu'alors la volonté d'autrui s'opposerait à la sienne pour la retarder, l'amoindrir ou la supprimer... Mais il n'allait pas si avant. Cela, c'était des tas d'histoires. C'était *réfléchir*. Or il s'en abstenait. — « Dès que l'on réfléchit, déclarait-il, on s'arrête et on ne fait rien. Réfléchir? A quoi bon? Il faut vouloir. C'est plus sûr et plus court. »

Il voulait donc. Beaucoup de choses.

Il voulait l'égalité des hommes; à condition qu'ils fussent tous riches, car si les hommes devaient tous être pauvres, il ne la voulait plus. Le partage des biens, — on le lui avait prouvé au café, — assurerait cette large aisance universelle. Était-ce pour tout de suite? Non. Vivrait-il assez pour voir cette transformation radicale et en profiter? Non plus. Il percevait qu'il serait indubitablement mort avant, retiré du partage *qui se ferait sans lui*!... Cette certitude le vidait, le couchait sur un grabat d'ennui chronique et de malaise.

Il était envahi d'une haine douce et tenace, générale et vague, et comme émoussée, comme brisée aussitôt par les surhumaines difficultés de l'assouvir : haine lâche et rampante de tout, dans tous les sens, dans toutes les directions de classes, de milieux; haine des gouvernements, des pouvoirs, des lois, des ordres et des défenses, des règles, des mœurs, des usages, des coutumes; haine de toutes les forces, militaires, financières, industrielles, commerciales, excepté de la force dont il faisait partie, la force populaire; haine (en dehors des syndicats) de toutes les organisations, associations et groupements, des sociétés et de la société; haine des temps passés, et du temps présent, et, par anxiété et ignorance, aussi de l'impénétrable avenir; haine de tout ce qui semblait solide, offrir des prétentions et des garanties de stabilité, de durée, de longue survivance; haine des supériorités, des grandes situations, des grands hommes, des grandes idées, des hiérarchies, de l'architecture sociale, et de tout édifice quel qu'il fût, du palais, de l'église, du musée, du château, du tribunal, de la banque, du

grand magasin, de la manufacture et de l'hospice; haine de tous les chefs, de tous les maîtres ou se disant tels, de tous ceux qui commandent, et de tous ceux qui obéissent puisqu'ils perpétuent et consolident ainsi l'habitude de commander; et par-dessus tout, haine de la richesse, ou plutôt des riches, haine de l'argent *qu'on n'a pas;* haine des belles maisons où l'on voudrait demeurer, des beaux habits que l'on voudrait porter, des belles femmes que l'on voudrait posséder, des belles voitures où l'on voudrait rouler, haine qui est une soif, la pire des amours, fureur qui est une envie, exécration qui cache la convoitise en même temps qu'elle l'avoue, révolte et indignation qui craquent d'hypocrisie, anathème de la bouche et du poing, mais bénédiction du cœur... Et cette haine n'avait pas seulement pour objet les multimillionnaires, les très riches, les simples riches, les cossus, les aisés, le petit rentier si abjectement heureux, mais tout ce qui possède, tout ce qui *a*, et plus que le voisin, c'est-à-dire : *plus que moi.* A plus forte raison celui-là qui n'a rien, comme Isidore, croit-il, même contre les apparences, que le voisin possède quelque chose.

La haine de Panteau *pour* l'argent n'était donc pas la haine *de* l'argent, mais la haine commune et courante de ceux qui le détenaient, et à sa privation.

Panteau devenu riche, n'eût plus détesté les riches, ou du moins plus les mêmes.

Il n'avait pas d'autre désir, ni d'autre rêve que la fortune : « Si j'étais riche! » Ces mots lui vibraient toujours au cerveau; ils étaient les moustiques de ses insomnies.

De l'idée d'envie à l'idée de prise il n'y a que la longueur du bras : et comme l'on sait que l'argent, plus que tout le reste, ne se lâche qu'à la dernière extrémité et souvent avec la vie, force est bien, quand on veut le prendre tout de bon, de prendre aussi la vie de celui qui le tient et d'arracher le tout ensemble puisqu'ils sont inséparables. Le riche est le sac fermé de l'argent. L'argent est dans lui. Pour l'avoir, il faut ouvrir le sac. De là chez l'impatient de richesse une tendance d'homicide assez naturelle, et Panteau n'y échappait pas. La destruction du possesseur lui semblait, si elle était possible impunément, la meilleure et la plus prompte façon de posséder.

Il se bornait sur ce point à la théorie. La pratique l'eût obligé à trop réfléchir. Et puis, il était jeune, il avait le temps.

Ainsi ferré sur la liberté et l'égalité qui seules le tracassaient, il avait omis la fraternité, sentiment mou, bénisseur et fade.

On se ferait, après cela, une fausse idée de Panteau, si on s'en rapportait uniquement à ces indications pour le juger.

Il était, comme plus ou moins nous sommes tous, un inexplicable Janus. Il réunissait en lui deux jumeaux, opposés et mystérieux : l'un sournois et jaloux et l'autre inoffensif, doué de gentillesse, le premier d'une dureté systématique et le second facilement sensible. Tout en lui n'était pas mauvais, mais ce qu'il y avait de bon était trop court, ne suffisait pas à pallier le mauvais. Il n'avait pas, — heureusement, — trouvé jusqu'ici la force de mettre ses actes en accord avec ses principes. Il allait donc, tour à tour, de la droite à la gauche de sa double nature, tantôt ouvert et tantôt crispé selon qu'il passait de l' « homme » au « citoyen. » Les braises de son père n'étaient pas toutes seules restées sur la pierre de son cœur, il y avait aussi, pour les recouvrir, les douces cendres de la mère. Et cependant les honnêtes instincts qui demeuraient encore en lui ne pouvaient pas l'améliorer; ils lui étaient plutôt nuisibles. On eût dit qu'il ne les éprouvait que pour y résister, s'empresser de les rabattre ou leur céder avec regret. Il avait le remords de ses bons sentiments. Et il se faisait aussi une espèce de jeu de se livrer tout entier, par abandons successifs, aux deux courants qui le traversaient en sens contraire; il y trouvait une distrayante occasion de se masquer, de se déguiser, aux yeux d'autrui, comme aux siens.

Le contraste de ses impulsions le secouait, le ravissait. D'une part, il avait pour le crime et tout ce qui s'y agrippe un goût sauvage et fidèle. Versé en esprit dans la science et l'art de tuer, curieux du meurtre et de ses modes les plus originaux, il adorait l'assassinat et bien entendu s'insurgeait contre la peine de mort. La lecture du feuilleton policier et l'assiduité au cinéma entretenaient chez lui cette passion des sanglantes aventures. Bonnot l'emballait comme un mousquetaire.

D'autre part, sauf sur le point tout spécial de la vengeance paternelle dont il avait accepté l'héritage, il se reconnaissait incapable de pousser jusqu'à la réalisation de ses doctrines, ce qui l'engageait d'autant plus à y persévérer.

Orgueilleux sans même en avoir le droit, il se sentait

humilié de travailler, moins par fainéantise que par raison, mais parce que la différence intolérable des situations le souffletait. Et cependant, il consentait quelquefois à fournir un énergique effort.

Il ne croyait pas en Dieu, ni en aucune divinité, mais il imaginait volontiers, dans ses rares instants « d'élévation, » une espèce d'Être suprême de la rue, de caractère ouvrier qui, empoignant un jour la cause et les droits du peuple décidément préféré, en assurerait le triomphe par la violence.

N'ayant pas le sens de la patrie, il en repoussait avec obstination l'idée : « Mon pays tient-il à moi, Panteau ? se disait-il en se mirant dans la glace de sa toilette. Non, il s'en moque pas mal ! Alors, pourquoi tiendrais-je à mon pays, qui m'ignore autant que la nature et me traite souvent plus mal qu'un étranger ? » Malgré cela, il aimait Paris, où il était né, et il ne concevait pas que l'on pût vivre ailleurs.

Il était pour le progrès, parce qu'il y trouvait l'incessante occasion de supprimer tout ce qui existait sous prétexte de faire mieux, mais il se démentait aussitôt à son insu en ne voulant pas accorder au progrès d'être la loi du monde et le bénéfice de tous, et en le confondant avec la simple et étroite extension de sa jouissance personnelle.

Il ne savait pas s'il était brave, mais il savait qu'il n'avait pas peur.

Il se prétendait socialiste pour avoir l'opinion reçue de sa classe, comme il en avait le costume ; mais il eût été au fond assez embarrassé de dire au juste en quoi cela consistait. Le mot lui suffisait et répondait à tout.

Plutôt mauvais que méchant, il n'était pas brûlé du même feu noirâtre et dur qui avait dévoré son père. La haine, nous l'avons dit, ne soufflait en lui que molle et légère, à l'état de brise. Sans le soulever, ni le tordre, elle le caressait, le berçait, se jouait dans ses cheveux. C'était presque une poésie. Elle faisait partie de ce « roman » touffu, qui lui semblait devoir être, entre toutes, son existence privilégiée.

Et si, écartant le Panteau de l'anarchisme, on regardait *l'autre*, celui qui en était par intervalles l'excuse et le rachat, on découvrait un Panteau des dimanches, éveillé, gai, faraud, museur, siffleur, gobeur, attendri aux chansons des oiseaux et des femmes dans les bois, aux siestes sur la terre et aux repas

sur l'herbe, aux baisers sous un bec de gaz, par un printemps de banlieue, aux choses que l'on se murmure en traînant lentement les pieds le long d'une palissade, contre laquelle tous les dix pas on défaille à deux, et qui cède... Cet Isidore-là, c'était le bocager des faubourgs, le sentimental de cirque et de baraque, le câlin de balançoire, le songe-creux de belle étoile, celui qui disait : « Je suis brun, mais j'ai la voix blonde. »

D'où lui venaient ces échappées, ces lueurs de clairière, ces étranges sorties, ces pensées inattendues qui n'étaient plus les siennes ? Des entrailles de quel atavisme, obscur et lointain, surgissaient-elles comme pour l'étonner et vouloir le reconquérir ? Pourquoi cette fenêtre aux carreaux cassés qui tout-à-coup, à de certains moments, s'ouvrait en lui sur *autre chose*, sur des jardins de repos, des plages de rêve, des forêts de bonheur, sur des montagnes d'exaltations, des routes bordées d'espérances, des horizons bleus de promesses? Il ne pouvait pas le savoir et ne le cherchait même pas. Il buissonnait complaisamment, dans le pêle-mêle de sa nature; il vagabondait dans sa broussaille, parmi les orties et les ronces de son champ et les fleurs qu'y avait semées çà et là, comme une aumône, le vent qui souffle du passé. Il était pareil à ces ruisseaux encombrés d'immondices qui tout-à-coup, au milieu d'une rue infecte et sans que l'on puisse s'expliquer pourquoi, coulent limpides, sur un pavé clair et gratté comme celui d'une cuisine en Hollande. Ce cristal ne s'étend pas. Quelques mètres à peine et la boue reprend. Mais, dans l'intervalle, on y boirait.

Tels s'entrelaçaient les deux Panteau dont aucun n'était *le vrai*; ils l'étaient tous les deux, ensemble et chacun leur tour.

Est-il possible ? direz-vous. Tant de profondeur et de mystère ! Tant de trouble et d'espace ! Des torrents de mots pour définir une goutte. Tout cela dans le creux d'un garçon de café !

Eh oui ! Ce drôle en tablier qui fait de l'équilibre avec des plateaux, qui dit : « Voilà ! » quand on l'appelle, c'est une immensité. Le plus humble, le plus petit de nous est le coffret d'un univers. On n'y pense jamais.

Excédé de discipline à la fin de son service militaire, il était bien résolu à s'écarter désormais de toute besogne pénible et assujettissante. Ayant passé en revue les différents métiers susceptibles de l'attirer, il choisit celui de garçon limonadier

comme le plus agréable. C'était un travail propre, flatteur et qui sauvegardait les dehors de l'indépendance. On pouvait l'exercer par-dessous la jambe, en lisant son journal. Cela ne demandait que de la prestesse, du coup d'œil et du jarret, trois choses que possédait Isidore.

Après plusieurs essais dans divers cafés de Montmartre, il avait trouvé chez Mme l'Honneur, à la *Sortie des Bains*, la place qui lui convenait. Il ressentait pour la première fois l'illusion d'être son maître, apportant au trot des plats et des bocks sans croire une minute servir. Et il précisait, avec orgueil : « Je ne vais pas chercher le client, je l'attends. C'est lui qui se dérange et qui vient me prier. » Il avait alors vingt-huit ans. Disparu, évanoui, le livide ouvrier, le *mécano* verdâtre d'autrefois! Isidore offrait aujourd'hui le favorable visage d'un jeune homme alerte et vigoureux. De taille moyenne, la peau fraîche, les dents blanches, il avait des prunelles vertes, battues d'or, la moustache et les cheveux brun-foncé, les lèvres rouges comme celles d'une femme, le menton joli et bien attaché, les sourcils fins et durs sur un front de pierre assez beau. Cette transformation de toute sa personne s'était opérée au régiment. Il semblait qu'en endossant l'habit militaire, il eût jeté pour toujours, ainsi qu'une vieille et sale défroque, son physique usé et fané d'adolescent et qu'il eût gardé quelque chose de l'uniforme quand ensuite il avait dû le quitter. Un fusil que vous avez tenu pendant deux ans, vous reste dans les mains, même après qu'on l'a rendu, et raffermit les moindres de vos gestes. Le torse de l'ancien soldat garde partout sa cambrure et son redressement. Isidore, en se contemplant, ne retrouvait plus rien du blême « typo » de *La Grève*, aux doigts tachés d'encre, et il félicitait dans son miroir l'être d'irrésistible séduction qu'il ne se lassait pas d'admirer. Un sourire cruel, pensif et chargé de dédain, lui retroussait alors la lèvre à gauche, et pour mieux isoler en soi les tableaux de l'avenir, il fermait doucement les yeux.

Il en était là, à ce point de sa vie toujours un peu inquiète et agitée de mille désirs, mais tranquille et monotone, quand Irène Olette était venue, en un instant, s'abattre sur sa destinée et la bouleverser, lui donner la triple et soudaine commotion d'un choc, d'une découverte et d'une clarté. Elle n'avait eu qu'à paraître pour que tout disparût. Ses grands voiles de

deuil ouverts tout autour d'elle et brusquement lancés lui avaient pris le cœur en se repliant comme un filet garni de plomb, comme un épervier noir, et à petits coups ils le ramenaient, le tiraient à elle. Il était pêché!

Quand il eut, — on s'en souvient, — ramassé le porte-monnaie qu'avait laissé tomber par mégarde avant de sortir la femme Lesoir, Isidore fut si effrayé à la pensée de n'y trouver aucun indice précis qu'il n'osa pas l'ouvrir immédiatement et qu'il remit cette épreuve à plus tard quand il serait chez lui, tout seul.

Le temps, jusqu'à minuit, fit comme exprès de traîner, de s'accrocher. Il y eut deux fois plus de clients qu'à l'ordinaire, et des bavards qui n'en finissaient pas de parler et de boire, de boire et de parler, et des amoureux qui ne disaient rien en se regardant, ayant totalement perdu la notion de la durée, et des musiciens de nuit très fatigués, très lents, des joueurs de vieilles guitares et de violon verdelet qui plaisaient, qui attendrissaient le consommateur prêt à s'en aller et le retenaient. « Encore *une* air, mon vieux! »... et des cordes qui cassaient, bon!... alors il fallait en remettre d'autres, et puis, quand la corde était remise, on offrait aux joueurs de se rafraîchir... et ils acceptaient, toujours... et ils posaient leurs instruments dans un endroit avec précaution, et ils s'asseyaient, et ils ne savaient pas quoi commander, ils étaient longs, et on riait... et puis, comme la pluie tombait, cela n'engageait pas non plus à se hâter et à sortir de cet agréable endroit où il faisait chaud. Mme l'Honneur, d'habitude soucieuse des règlements de police, n'avait pas du tout, elle aussi, l'air pressé ; on eût dit que par une de ces connivences de taquinerie aussi fréquentes qu'inexplicables, tout le monde s'était concerté pour retarder ce jour-là la fermeture du café, à la rage intérieure de Panteau.

Enfin, il put s'évader. Il demeurait, 151 *bis*, rue de Rome, à quelques minutes de marche. En courant sous son parapluie, il y fut tout de suite et monta d'un trait les sept étages en haut desquels il occupait une chambrette, à balcon taillé dans le toit.

A peine entré, il alluma sa lampe à pétrole et retira de sa poche le porte-monnaie. C'était un objet triste et noir, plat, long, de forme démodée, blanchâtre d'usure par endroits, et

entouré d'un élastique un peu distendu, ainsi que les livres de messe des dévotes. Isidore le soupesait, le cœur secoué comme une tirelire qu'on agite. Allait-il y trouver le renseignement dont il était avide? S'il n'y avait rien, la jeune fille était perdue pour lui! Il s'en rendait compte, et il hésitait à ouvrir le porte-monnaie.

Et brusquement, il l'ouvrit.

Voici ce qu'il y avait dans les quatre compartiments à soufflets.

Dans le premier, une médaille d'argent noirci de Notre-Dame-des-Victoires, et un bouton de gant.

Dans le second, une épingle et un vieux timbre suisse oblitéré.

Dans le troisième, un sou anglais percé, et deux *bons* de fourneau.

Dans le quatrième, quatorze sous, ainsi répartis, une pièce de cinquante centimes et quatre petits sous.

Et c'était tout. L'avenir s'effondrait.

On voyait bien une cinquième poche, toute mince et à fermoir, pour *l'or*. Mais, à quoi bon se faire des illusions? Par acquit de conscience Isidore y regarda pourtant et il reçut une chaleur au visage.

Un bout de carton était encastré là. Panteau l'arracha. C'était, pliée en deux, une carte de visite, une carte de deuil, fripée et maculée, qui devait se trouver enfoncée dans ce gousset depuis très longtemps.

Elle portait mal imprimé, un nom. Un nom!

Madame LESOIR

Lesoir! Quel bonheur! Le joli nom! C'était le sien! Celui de la créature délicieuse! Elle s'appelait Lesoir! Sans doute, puisque cette femme était sa mère. « Viens-tu, fillette? — Oui, Maman! ». Il avait encore dans l'oreille ces mots prononcés par elles, au moment de sortir du restaurant.

Maintenant qu'il savait son nom, elle ne pouvait plus lui échapper. Lesoir! C'était ravissant. Tout allait à merveille.

Il s'avisa seulement alors qu'il n'y avait pas d'adresse. Il étouffa un cri.

Mais ayant retourné la carte, il crut apercevoir, sur l'envers,

quelques mots au crayon, à moitié effacés. Il se pencha plus près de la lampe, et, bien qu'elles eussent à la longue été frottées dans le porte-monnaie, il put lire ces lignes : *S'il m'arrive quelque chose sur la voi public, prévenir ocitô une de ses deu personne suivantes : M. Brocatel, 83 bis, rue de Sèvres, ou M. l'abbé Chamaille, rue Coëtlogon, n° 8.*

Un baume de douceur instantanément lui coula dans les veines. Avec cette double référence, il était sûr de rejoindre la fugitive. Lesoir, Brocatel, Chamaille... ces noms étaient en lui, pour l'éternité; il les aimait, il ne les oublierait jamais; il imaginait déjà dessus les personnes, comme si c'était de vieilles connaissances.

Il se jeta au lit avec passion.

« Dès demain matin, se promit-il, j'irai voir un de ces *cocos.* Lequel? Le bourgeois? ou le curé? Grave. Laissons passer la nuit. Au réveil on se décidera. »

Il éteignit sa lampe pour mieux s'enfoncer dans les méandres de son aventure. On entendait dehors les trains de la gare Saint-Lazare siffler dans les ténèbres, comme des malfaiteurs.

HENRI LAVEDAN.

(La troisième partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS DE MON MINISTÈRE

IV [1]

NICOLAS II

C'est dans la retraite où je compose cet ouvrage et au moment même où j'allais aborder la tâche, difficile et délicate entre toutes, de fixer les traits de l'Empereur Nicolas II, qu'est venue me frapper la nouvelle de la mort lamentable du malheureux souverain, lâchement assassiné dans un coin éloigné de la Russie, séparé de la femme et des enfants qu'il avait si tendrement aimés, réduit, assure-t-on, à l'ombre de lui-même par plus d'une année de souffrances morales et de privations. Le premier effet de ce coup fut de me faire tomber la plume de la main : pouvais-je, devant cette tombe encore fraîche, prononcer un jugement sur Nicolas II et, tout en m'efforçant de défendre sa mémoire contre la calomnie, ce que je ne puis faire qu'en disant tout ce qui me paraît être la vérité sur son compte, toucher peut-être maladroitement à des cœurs sanglants qui, — on voudrait, malgré de sinistres rumeurs, l'espérer encore, — n'ont pas cessé de battre et de souffrir?

Voici ce qui me décide à ne pas reculer devant cette tâche.

Le monde, secoué depuis quatre années par tant d'événements tragiques, accueillit la nouvelle de l'assassinat de Nicolas II avec une sorte d'indifférence ; la plupart des jour-

(1) Voyez la *Revue* des 1er juin, 1er juillet et 1er novembre.

naux dans les pays de l'Entente ne lui consacrèrent que de courtes nécrologies : on avait l'impression que leurs auteurs s'abstenaient, par une espèce de pudeur, d'exprimer toute leur pensée et l'on devinait sous cette réserve des jugements qui n'étaient pas favorables à la mémoire du souverain défunt. A cette règle de « la conspiration du silence » il y eut cependant une exception retentissante : le *Daily Telegraph*, de Londres, publia une série d'articles signés du docteur E. J. Dillon et dont la substance était empruntée au livre du même auteur : *The eclipse of Russia*. Non seulement ces articles contenaient un violent réquisitoire contre la politique et les actes publics de Nicolas II, mais on y trouvait de lui un portrait qui faisait apparaître sa figure morale sous les traits les moins sympathiques, pour ne pas dire plus. Le docteur Dillon étant doué d'un talent d'écrivain remarquable et ayant acquis une grande autorité pour tout ce qui touche à la Russie, il était à craindre que son jugement ne s'imposât à la grande opinion publique déjà influencée dans le même sens par d'autres écrits dus à des plumes moins renommées; car, depuis la chute de la Monarchie russe, il y a eu toute une floraison de livres dont les auteurs se sont adonnés à la tâche facile de ramasser et de joindre bout à bout, sans les soumettre à la moindre critique, tous les racontars de nature à noircir la mémoire de Nicolas II.

Il m'a semblé qu'en présence d'appréciations aussi erronées, il était de mon devoir d'apporter sans retard au débat un témoignage fondé sur des observations personnelles; ce témoignage sera, je l'espère, d'autant plus valable, qu'à aucun moment de ma collaboration avec Nicolas II, je n'ai suivi en aveugle les errements de sa vie publique et que j'ai la conscience d'avoir épuisé tous les moyens pour le détourner des tendances qui devaient fatalement l'amener à sa perte et causer en même temps la perte de la Russie. Plutôt que de m'associer à ces tendances, j'ai préféré, à un moment donné, quitter le pouvoir, et nul n'a été plus que moi sévère pour les défaillances de Nicolas II en tant que souverain et maître des destinées de son peuple. Je n'en éprouve que plus impérieusement le besoin de proclamer que, comme homme, il inspirait, par un ensemble de rares qualités de cœur et de charmants traits de caractère, un sentiment d'ardente sympathie que j'ai partagé avec tous ceux qui l'ont connu de près. Même après m'être séparé de

lui sur le terrain politique, je n'ai jamais cessé de lui garder le plus profond et le plus fidèle attachement, et sa fin tragique m'a causé une des émotions les plus douloureuses de ma vie.

L'ÉDUCATION D'UN PRINCE

Il faut, en thèse générale, avoir vécu dans la proximité immédiate d'un souverain et respiré l'odeur d'une cour, pour être à même de juger de certains phénomènes psychologiques qui ont leur source dans un ensemble de conditions très spéciales et qu'on ne trouve réunies nulle part ailleurs. S'il est vrai qu'un souverain ne voit les hommes et les choses qu'à travers une atmosphère factice qui les déforme, d'autre part, il est rare qu'on l'aperçoive lui-même tel qu'il est et non tel que le représente la légende. L'erreur commune aux auteurs de livres tels que ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, est de croire qu'il est possible de se rendre compte d'un caractère aussi compliqué et fuyant que celui de Nicolas II d'après des documents et des récits de seconde main. En réalité, il est d'autant plus malaisé de se faire de lui une idée juste, qu'il s'est toujours confiné dans un cercle particulièrement restreint et n'a été véritablement connu de près que par un très petit nombre d'intimes.

Ce qui est curieux, c'est que la personne physique elle-même de Nicolas II a prêté à des descriptions inexactes. On a exagéré comme à dessein l'exiguïté de sa taille et son apparence chétive. Il est bien vrai que, lorsqu'il se trouvait au milieu des membres de la nombreuse famille impériale, tous de haute stature, il faisait par sa petite taille un contraste frappant; il différait aussi complètement de ses oncles et cousins par la coupe de son visage qu'il avait héritée, comme sa taille, de sa mère, princesse danoise. Seul de toute la famille impériale, il n'accusait aucun des traits distinctifs du type si connu des Romanoff (1).

(1) Il est à remarquer que la famille impériale russe actuelle ne descend des Romanoff que par les femmes; la descendance de Pierre le Grand s'étant éteinte avec l'impératrice Élisabeth, le trône de Russie échut à un duc de Holstein-Gottorp, dont la mère était fille du grand réformateur et qui, sous le nom de Pierre III, devint l'auteur de la lignée impériale russe. S'il est vrai, d'autre part, que la naissance de Paul Ier, successeur de Pierre III, fut irrégulière et que son véritable père était un gentilhomme de la cour du nom de Soltikoff, les membres de cette lignée n'auraient donc pas une goutte de sang des Romanoff dans les

La haute stature et la remarquable beauté de la plupart des membres de la famille impériale russe furent un apport de la femme de Paul Ier, une princesse de Wurtemberg-Montbéliard (Paul Ier lui-même était d'une laideur si prononcée que, lors de son arrivée à Paris en 1782, sous le nom de comte du Nord, le public français ne pouvait s'empêcher d'en faire tout haut la remarque sur son passage). Ces traits distinctifs atteignirent leur perfection dans la personne de l'empereur Nicolas Ier qui, dans sa jeunesse, ressemblait, au dire d'un comtemporain, à un « héros grec, » et se maintinrent à travers trois générations : le père de Nicolas II, l'empereur Alexandre III, n'était pas beau de visage, mais avait une taille imposante et une force physique extraordinaire. Lorsque l'empereur Nicolas II monta sur le trône, il donne l'impression d'être d'une autre race que ses prédécesseurs. D'un extérieur, au premier coup d'œil, insignifiant, il n'avait aucun des dons physiques qui font impression sur la foule ; il fallait l'approcher pour s'apercevoir que, s'il n'était pas grand, il était bien pris dans sa taille, souple dans ses mouvements et plus robuste qu'il ne le paraissait à première vue.

Les personnes les moins bien disposées pour Nicolas II n'ont jamais contesté le charme de son visage, la douceur d'expression de ses yeux qu'on a comparés à des yeux de gazelle et l'absolue simplicité de son maintien. Pour moi, j'en ai subi toute la séduction, et jamais d'une manière plus intense que lorsqu'il m'est arrivé de le voir en présence de l'empereur Guillaume qui formait avec lui, par sa bruyante exubérance et son abord théâtral, un contraste complet. Mais l'espèce de grâce câline qui émanait de tout son être ne rayonnait pas au delà du cercle restreint qui l'entourait et ne pouvait pas lui attirer la grosse popularité qui allait au souverain allemand et qu'il n'a d'ailleurs jamais recherchée.

L'empereur Nicolas II était-il naturellement doué du côté de l'intelligence? Je n'hésite pas à répondre : oui. Il m'a toujours frappé par la facilité avec laquelle il saisissait chaque nuance d'un argument qu'on développait devant lui et par la clarté qu'il mettait à exprimer ses propres idées ; je l'ai toujours trouvé accessible à un raisonnement ou à une démons-

veines. Les Mémoires de la grande Catherine, épouse de Pierre III et mère de Paul Ier, dont l'authenticité n'est plus mise en doute, semblent confirmer cette version.

tration logique; s'il suivait ensuite une voie opposée, ce n'était pas faute d'avoir compris ou d'avoir vu juste, mais parce que, entre temps, il avait subi l'influence d'une volonté plus forte que la sienne. Il possédait d'ailleurs à un degré supérieur un don qui ne va jamais sans l'intelligence, celui du tact, dont on a dit que c'est « l'intelligence du cœur. »

Ce qui, malheureusement, neutralisait les effets de l'intelligence naturelle de Nicolas, c'était l'absence en lui d'une instruction et d'une culture intellectuelle supérieures. Je n'arrive pas à comprendre comment un prince destiné dès le berceau à gouverner un des plus vastes empires du monde, a pu être laissé sans aucune préparation sérieuse à la tâche écrasante qu'il avait devant lui. Tandis que l'empereur Nicolas Ier, admirateur convaincu du caporalisme prussien, avait eu cependant la sagesse de confier l'éducation de son fils aîné à l'un des hommes les plus remarquables de son temps, le poète Joukowski, ami de Pouchkine, et dont l'œuvre fait encore bonne figure dans la littérature russe, l'empereur Alexandre III choisit comme précepteur pour le jeune héritier de la couronne un obscur général du nom de Danilowitch, que rien ne semblait désigner pour d'aussi importantes et délicates fonctions, si ce n'est ses opinions ultra-conservatrices. Encore ce général ne fut-il précepteur que de nom et n'exerça-t-il aucune influence réelle sur la direction des études de son élève, qui paraissaient avoir été complètement abandonnées au hasard. D'autre part, Alexandre III n'admettait entre lui, sa femme et ses enfants, la présence d'aucun instituteur ou institutrice; une exception avait été cependant faite en faveur d'un précepteur anglais, M. Heath, qui était entré dans l'intimité de la famille impériale et qui fut le véritable éducateur de Nicolas II.

Le hasard fait que j'ai connu M. Heath et que je puis même me considérer comment étant son élève, presque au même titre que l'empereur Nicolas II. En effet, ce charmant homme, doué de rares qualités de cœur, avait été précepteur au Lycée impérial précisément pendant les années que j'y passai en qualité d'élève interne. En dépit de son extrême sévérité, il était adoré des jeunes gens qui lui étaient confiés et chez qui il cherchait à développer par tous les moyens les sentiments d'honneur et de devoir. C'était un homme instruit, qui se connaissait en art et avait même un joli talent d'aqua-

relliste. Son domaine de prédilection était celui des jeux en plein air et des exercices athlétiques, dont il tâchait d'inculquer le goût à ses élèves : c'est à lui que Nicolas dut sa parfaite connaissance de la langue anglaise et son adresse à tous les genres de sport. Mais M. Heath, qui ne parlait presque pas le russe et n'avait pas fait d'études universitaires, n'avait aucune des connaissances nécessaires pour préparer l'héritier du trône à son rôle de futur souverain de la Russie.

J'ai eu souvent l'occasion de m'entretenir de son élève avec M. Heath, qui vécut encore assez longtemps en Russie après avoir cessé ses fonctions à la Cour. Il m'a toujours parlé de Nicolas II avec la plus chaude affection, je dirai même avec une tendresse touchante, insistant surtout sur sa grande simplicité et sur la délicatesse de ses sentiments. M. Heath n'avait rien du courtisan et se distinguait par une droiture et une franchise plutôt un peu rudes : la sincérité de son témoignage ne saurait donc être mise en doute. J'ai pu constater par la suite, lorsque j'entrai à mon tour en rapports avec Nicolas II, combien les moindres détails de ce qu'il m'en avait dit étaient exacts et d'une fine psychologie. De son côté, l'Empereur conserva toujours pour son ancien précepteur un réel attachement; il m'en parlait souvent, et comme il savait qu'au Lycée j'avais été un de ses élèves préférés et que je lui gardais le souvenir le plus reconnaissant, notre commune gratitude pour cet excellent homme contribua peut-être au début de mes relations avec le souverain, à établir entre nous un lien d'une nature particulière.

Si l'on veut se rendre un compte exact de certains côtés du caractère de l'empereur Nicolas II, il faut avant tout se placer par la pensée dans le milieu qui fut celui de son enfance et de sa jeunesse, jusqu'au jour où, à l'âge de vingt-six ans, après la mort soudaine de son père, il monta sur le trône. Ce milieu était entièrement dominé par la puissante personnalité de l'empereur Alexandre III, dont la volonté s'imposait d'une manière absolue à tous ceux qui l'entouraient.

La carrure et la force herculéenne d'Alexandre III semblaient exclure toute possibilité d'un prochain changement de règne. Aussi, comme je l'ai dit, le jeune héritier du trône ne recevait-il aucune instruction propre à le préparer au rôle de souverain; on le tenait complètement en dehors des affaires

de l'État. D'un caractère naturellement timide et réservé et d'une apparence extrêmement juvénile, il continua, même après être sorti de l'adolescence, à être traité par ses parents en petit garçon. Il ne fut jamais véritablement le « Tsaréwitch, » (l'héritier du trône). Jusqu'à la mort de son père, pour toute la famille, pour tout son entourage, il ne fut que « Nicky, » un charmant et doux jeune homme, épris de sport et de littérature (il avait une mémoire extraordinaire pour les vers), mais tout à fait étranger à la vie politique de son pays.

La seule occasion que l'héritier du trône eut de jouer un certain rôle, fut le voyage qu'il fit en Extrême-Orient. Ce voyage, s'il avait été autrement organisé, aurait pu contribuer à développer l'intelligence naturelle de Nicolas II et à lui faire acquérir quelques-unes des notions qui lui manquaient. Par malheur, au lieu de le faire accompagner par des hommes ayant l'expérience et les connaissances spéciales voulues, on plaça à la tête de sa suite, composée de jeunes et brillants officiers aux Gardes, un courtisan, le général Bariatinski, fort aimable et galant homme, mais totalement dénué des qualités et de l'instruction nécessaires pour diriger un pareil voyage. La cour de Londres, mieux avisée, adjoignit à l'héritier du trône russe, pendant la durée de son séjour aux Indes, un homme particulièrement compétent, Sir Donald Mackenzie Wallace; il fut extrêmement apprécié par le Tsaréwitch, qui ne demandait qu'à s'instruire et à se rendre un compte exact de tout ce qui s'offrait de nouveau à sa jeune expérience.

On sait que Nicolas II, poursuivi pendant toute sa tragique existence par une espèce de fatalité, fut, pendant son séjour au Japon, victime d'un attentat de la part d'un Japonais fanatique qui lui porta un coup de sabre à la tête; ce coup, amorti par la canne de son cousin, le prince Georges de Grèce, qui, se trouvant tout près du Tsaréwitch, s'élança à son secours, causa une blessure assez profonde, mais sans gravité réelle. On a prétendu que cette lésion eut pour conséquence d'affaiblir, par la suite, les facultés intellectuelles de Nicolas II. Cette assertion est absolument fausse. Détail curieux : je tiens de l'Empereur lui-même qu'après cet accident il se trouva débarrassé pour toujours de fréquents maux de tête auxquels il était sujet depuis son enfance. Mais, si l'attentat de Kioto ne laissa pas de traces matérielles, je crois qu'il eut certains effets moraux : il inspira

à Nicolas II, à l'égard du Japon, un sentiment d'antipathie, je dirai même de rancune, qui ne fut peut-être pas étranger à la politique qu'il suivit en Extrême-Orient et qui eut son épilogue dans la guerre russo-japonaise.

Élevé dans un esprit d'effacement et d'obéissance passive, Nicolas II conserva, sa vie durant, à la mémoire de son père un culte presque superstitieux. On sait que l'empereur Alexandre III personnifiait l'idée du pouvoir monarchique absolu et que, pendant treize ans, il gouverna la Russie d'une main de fer, en lui appliquant un système étroit de conservatisme et de centralisation bureaucratique. L'ensemble de ce système fut érigé en dogme par les anciens conseillers de ce monarque qui restèrent tous en place au début du nouveau règne et qui firent tous leurs efforts pour maintenir le jeune Empereur dans le respect de ce qu'ils appelaient « les traditions léguées par le Tsar Pacificateur. » Toute velléité de la part de Nicolas II de s'affranchir de ces traditions était tellement étouffée par son entourage, que, — on peut presque le dire sans métaphore, — pendant les premières années du nouveau règne, l'Empire russe continua à être gouverné par l'ombre de l'Empereur défunt. Hélas ! il n'y a aucune exagération à ajouter que, plus tard, lorsque les conseillers d'Alexandre III eurent cédé la place à des hommes choisis par Nicolas II lui-même, cet Empire ne fut pas gouverné du tout, ou le fut de la manière incohérente que j'ai déjà signalée et déplorée.

Le culte de l'empereur Nicolas II pour la mémoire de son père prenait, en certaines occasions, des formes assez inattendues : ainsi il ne voulut jamais, lui, chef suprême de l'armée russe, occuper dans les rangs de cette armée un grade supérieur à celui de colonel, auquel il s'était élevé sous le règne précédent ; acte de piété filiale, touchant, mais un peu puéril, et qui, on le devine, ne contribua nullement à rehausser son prestige dans les milieux militaires : on ne l'y appelait que « le Colonel, » et ce sobriquet prit, à la longue, une nuance de moquerie dédaigneuse.

DÉBUT DE RÈGNE

La mort de l'empereur Alexandre III, survenue plus tôt qu'on ne pouvait s'y attendre, avait ranimé les espoirs du grand

parti libéral russe tenu en échec pendant les treize années de règne de ce souverain et qui, banni de la cour et de tous les emplois bureaucratiques, avait trouvé un refuge et un champ d'activité dans les « Zemstwos. » Dans ces assemblées provinciales, on pensait que le jeune Empereur, dont on vantait volontiers à cette époque l'intelligence et l'esprit de douceur, adopterait peut-être, comme cela s'est vu si souvent, aussi bien en Russie que dans d'autres pays monarchiques, une ligne de conduite différente de celle de son prédécesseur. L'occasion se présentait de faire connaître au nouveau souverain les aspirations libérales qui, on peut l'affirmer, étaient celles de la grande majorité des Russes éclairés. On résolut de profiter, à cet effet, de l'audience que l'Empereur devait accorder, peu de jours après son avènement au trône, aux représentants des « Zemstwos » chargés de lui apporter les félicitations et les vœux de ces assemblées.

La revendication d'un régime constitutionnel, plus ou moins clairement exprimée dans les adresses de presque tous les « Zemstwos, » était surtout nettement formulée dans celle du « Zemstwo » de la province de Tver, qui était connu pour ses tendances libérales et qui, de ce chef, était particulièrement mal vu à la cour. C'est en réponse à cette dernière adresse que Nicolas II prononça le fameux discours, où il qualifiait les aspirations des « Zemstwos, — pourtant présentées sous la forme la plus modérée et la plus respectueuse, — de « rêves insensés, » et déclarait sa ferme intention de n'admettre aucune diminution du pouvoir absolu qu'il avait hérité de son père.

Voici comment le docteur E.-J. Dillon raconte la scène qui se passa au Palais d'Hiver le jour où les représentants des « Zemstwos » vinrent y présenter leurs hommages à l'Empereur Nicolas. « L'autocrate, écrit-il, s'avança pompeusement dans la salle brillamment éclairée, le sourcil froncé, les lèvres fortement pincées, et, se tournant avec colère vers les hommes choisis par la nation, leur ordonna de renoncer à des idées chimériques qu'il n'accueillerait jamais. » En réalité, les choses se passèrent de tout autre façon. Et je regrette d'avoir à contredire sur ce point mon ami le docteur Dillon; mais *magis amica veritas*. Je tiens de plusieurs témoins de la scène que, loin d'aborder les représentants des « Zemstwos » d'une manière pom-

peuse et sur un ton hautain, l'empereur Nicolas les surprit par son maintien timide et embarrassé : c'est d'une voix mal assurée qu'il lut le papier qu'il tenait à la main et qui contenait le fameux discours.

Voici, d'autre part, ce que je sais, *de source absolument certaine*, sur les préliminaires de ce discours. La réponse qu'il convenait d'adresser aux « Zemstwos » avait fait l'objet de vives discussions entre l'Empereur et son entourage. Nicolas II hésitait personnellement à rompre en visière aux « Zemstwos » et inclinait vers une attitude plus conciliante; mais ses conseillers, au premier rang desquels se trouvait M. Pobiédonostzeff, lui représentèrent qu'il devait à la ménoire de son père de maintenir avec fermeté les « traditions » du règne précédent et de couper court à toute velléité libérale. Ce fut M. Pobiédonostzeff qui rédigea le discours que l'Empereur reçut de ses mains au dernier moment avant d'entrer dans la salle d'audience : il le lut en balbutiant et certainement sans se rendre un compte exact de sa portée.

Si l'on songe à l'immense retentissement que ce discours, rapporté par les représentants des « Zemstwos » à leurs commettants, dut avoir aussitôt dans les recoins les plus éloignés de la Russie, on sera d'avis avec moi que ce premier contact entre Nicolas II et son peuple marque l'origine du malentendu qui ne cessa jamais, depuis ce jour, de régner entre le souverain et la nation russe et qui eut son épilogue vingt-trois ans plus tard, dans l'abdication de Pskoff.

On voit le rôle joué dans cette affaire par M. Pobiédonostzeff. Procureur général du Saint Synode, c'est-à-dire Ministre des Cultes, sous Alexandre III, il avait conservé ses fonctions sous le nouveau règne. Cet homme, surnommé le « Torquemada russe, » fut le mauvais génie de Nicolas II, qu'il réussit à soumettre entièrement à son influence. Je n'ai pas à faire ici le portrait de ce sinistre personnage, qui quitta la scène politique le jour même où j'entrai dans le premier cabinet constitutionnel russe et dont la figure est suffisamment familière au public européen; il m'eût d'ailleurs fallu consacrer à cette tâche non seulement un chapitre, mais un volume entier. Je me bornerai donc à dire que M. Pobiédonostzeff a toujours personnifié à mes yeux tout ce qu'il y avait de plus détestable dans la vieille bureaucratie russe et que c'est surtout lui bien plus que l'em-

pereur Nicolas II lui-même, que je tiens pour responsable des erreurs du règne de ce malheureux souverain. J'ajouterai qu'à chacune des occasions où il m'est arrivé d'être personnellement en contact avec lui, — et ces occasions furent assez fréquentes lorsque je représentais le Gouvernement russe auprès du Vatican, — il s'est produit entre nous des heurts violents : je me fais honneur d'avoir soutenu contre lui, à une époque où il y avait quelque risque à le faire, la cause de la liberté religieuse en Russie.

Parmi les hommes de second ordre, mais dont l'emprise sur l'esprit de Nicolas II, dès le début de son règne, ne fut peut-être pas moins fatale que celle de M. Pobiédonostzeff, je crois devoir mentionner le prince Mestchersky, propriétaire et unique rédacteur du journal ultra-réactionnaire *Le Grajdanine*. Ce personnage énigmatique, grand seigneur de naissance, journaliste, — et journaliste de grand talent, — par vocation, avait joué à la cour et dans l'intimité de l'empereur Alexandre III un rôle très influent, resté d'autant plus inexpliqué, que sa réputation scandaleuse, — son rôle faisait l'exact pendant de celui tenu à la cour de Berlin par le prince Eulenbourg, — contrastait singulièrement avec la pureté de mœurs qui distinguait le père de Nicolas II tout comme Nicolas lui-même.

Le prince Mestchersky, qui s'était dès son jeune âge voué au journalisme, ne brigua jamais d'emploi bureaucratique ou de position officielle à la cour; il n'en exerça pas moins, pendant le règne de l'empereur Alexandre III, une action directe sur les affaires de l'État; c'est dans la salle de rédaction du *Grajdanine* que se préparaient les candidatures ministérielles et se décidaient les mesures les plus nettement réactionnaires et aussi dans le salon du prince qui recevait chaque mercredi soir. Ces réceptions du mercredi, auxquelles je n'ai d'ailleurs jamais eu le privilège d'assister, avaient, paraît-il, un aspect des plus hétérogènes : on y voyait des ministres d'État, de hauts fonctionnaires en mal de portefeuille, des généraux, des prélats, des journalistes, et, mêlés à eux, des éphèbes aux allures décadentes auxquels la protection de l'amphitryon avait ouvert les portes des carrières les plus diverses, sans en excepter la diplomatie (1).

(1) Lorsqu'après avoir succédé au comte Lamsdorff, je me vis obligé d'exclure du ministère des Affaires étrangères quelques-uns de ces protégés du prince

Sous le nouveau règne le prince Mestchersky n'exerça pas une action aussi prépondérante et ne fut pas, comme sous le règne précédent, un intime de la cour ; mais son influence sur l'esprit de l'empereur Nicolas II fut toujours très grande, surtout dans le domaine de la politique intérieure. Dans celui de la politique étrangère, Nicolas II sut, heureusement, se soustraire aux efforts que fit le prince pour le détacher de l'alliance française et l'aiguiller vers l'Allemagne. Lorsque j'eus entrepris l'œuvre de rapprochement avec l'Angleterre et le Japon, le *Gradjanine* s'y montra violemment opposé et son action systématique pour l'entraver me causa de sérieuses préoccupations. Lorsqu'en venant faire mon rapport à l'Empereur, je voyais ce journal sur sa table, et que je lui demandais ce qu'il pensait de la dernière diatribe du prince Mestchersky contre moi et contre ma politique, il répondait en riant qu'il n'y attachait aucune importance et que je ne devais pas m'en inquiéter. Il n'en était pas moins vrai que ces articles, écrits avec beaucoup de verve et de talent, impressionnaient beaucoup Nicolas II et m'astreignaient à un véritable travail de sisyphe pour en combattre les effets.

LA CATASTROPHE DE MOSCOU

C'est en mai 1896, lors de son couronnement à Moscou, que l'empereur Nicolas II prit pour la seconde fois contact avec son peuple. On se souvient dans quelles tragiques circonstances : la fatalité, qui a pesé sur toute l'existence du malheureux souverain, semble s'en être dès lors emparée pour marquer d'avance le sort tragique de son règne. La catastrophe qui assombrit, dès leur début, les fêtes du couronnement de Nicolas II rappelle, de façon saisissante, celle qui s'est produite pendant les réjouissances populaires organisées à Paris en 1770 à l'occasion du mariage de Louis XVI. La même cause, une irrémédiable incurie administrative, eut le même effet : une foule énorme sur un emplacement trop restreint

Mestchersky, la rédaction du *Grajdanine* devint le centre le plus actif des intrigues dirigées contre ma personne et contre ma politique ; il n'y eut, pendant mes quatre années de Ministère, presque pas un numéro de ce journal qui ne contînt contre moi une attaque violente et qui ne me dénonçât comme un « cadet déguisé » et presque comme un complice des révolutionnaires.

qu'on avait omis d'aménager pour la circonstance, prise d'une panique subite, et faisant dans sa fuite désordonnée d'innombrables victimes.

La catastrophe de Moscou, sur laquelle il m'a été donné de recueillir à l'époque même des renseignements particulièrement précis, a prêté à des récits et surtout à des commentaires tout à fait inexacts. D'après le docteur Dillon, l'événement se serait produit en présence de l'empereur Nicolas, au moment où le couple impérial prenait place dans la tribune officielle, salué par la musique militaire qui jouait l'hymne national, et alors qu' « un demi-million de voix acclamait le jeune autocrate de la sainte Russie et son épouse. » L'auteur continue en insinuant que l'Empereur se montra peu ému par cette calamité et explique par l'indifférence de Nicolas II à l'égard du sentiment public, le fait que ce désastre n'interrompit pas le cours des dîners et des bals qui se succédèrent jusqu'à la fin à la Cour et aux Ambassades étrangères.

Voici le témoignage que je crois de mon devoir d'apporter sur ce sujet.

J'étais à cette époque ministre de Russie auprès du Vatican, et comme le Pape Léon XIII s'était fait représenter aux fêtes du couronnement par un ambassadeur extraordinaire, Mgr Agliardi, le ministre des Affaires étrangères russes, le prince Lobanoff, m'avait invité à me rendre également à Moscou pour y veiller aux détails protocolaires très compliqués et délicats que comportait la présence d'un Nonce apostolique. Ayant, outre mon grade dans le service diplomatique, la qualité de Chambellan de la cour impériale, je devais remplir les fonctions de cette charge pendant la cérémonie du sacre. Je partageais à Moscou l'appartement de mon cousin, M. N. Mouravieff, ministre de la Justice, et je voyais tous les jours intimement le comte Pahlen, oncle de ma femme, revêtu, pour la durée du couronnement, de la dignité de grand-maître suprême des cérémonies. J'étais donc particulièrement bien placé pour suivre de près les moindres détails de ce qui se passait dans les coulisses de la politique et de la vie intime de la Cour.

La catastrophe se produisit à une heure très matinale, bien avant celle où l'Empereur et la cour impériale devaient se rendre sur l'emplacement réservé à la fête populaire; quelques instants après, comme il faisait à peine jour, mon cousin, averti

par le téléphone, vint m'éveiller dans ma chambre : il m'informa de ce qui venait d'arriver et me proposa de l'accompagner sur le lieu du sinistre où il était appelé en sa qualité de Procureur général de l'Empire.

Aujourd'hui encore, après vingt-deux ans révolus, je ne puis, sans un frisson d'horreur, évoquer le souvenir du spectacle qui nous attendait, M. Mouravieff et moi, sur le « Hodynskoïé Polié » (c'est le nom que porte le champ de parade où avait lieu la fête). Mes lecteurs comprendront combien il me serait pénible de m'attarder aux détails de ce spectacle ; il me suffira de dire qu'en attendant l'arrivée du ministre de la Justice, qui devait faire les premières constatations, on s'était borné à porter secours aux blessés et aux agonisants, mais qu'on n'avait déplacé aucun des morts dont le nombre dépassait trois mille et qui gisaient en masses compactes devant les guichets où devait se faire la distribution de cadeaux et de vivres au peuple. Je passai la plus grande partie de la journée sur ce champ de mort et de désolation, tâchant d'aider de mon mieux au sauvetage des victimes et ne rentrai que le soir en ville où m'appelaient les devoirs de ma charge.

Les jours qui suivirent, je n'eus pas l'occasion d'approcher l'Empereur ; mais par M. Mouravieff et par le comte Pahlen, ainsi que par quelques personnes de l'intimité de la Cour, j'étais au courant des moindres détails du contre-coup produit par la catastrophe au palais du Kremlin. Eh bien, je puis l'affirmer en toute connaissance de cause, non seulement il est faux de prétendre que Nicolas II y soit resté indifférent, mais il en fut cruellement affecté. Son premier mouvement fut d'ordonner la suspension des fêtes et de se retirer dans un des monastères des environs de Moscou pour y faire un acte public de contrition. La question fut âprement débattue dans son entourage. Tandis que des hommes comme le comte Pahlen appuyaient avec la dernière énergie, la résolution du souverain et lui conseillaient de frapper, sans aucun égard pour leur situation, les responsables, — en premier lieu le grand-duc Serge, oncle de l'Empereur et Gouverneur général de Moscou ; — d'autres, avec M. Pobiédonostzeff et consorts, lui représentaient qu'agir ainsi serait jeter le désarroi dans l'esprit du peuple et produire une mauvaise impression sur les nombreux princes et représentants étrangers réunis à Moscou. Ils ajoutaient qu'en

reconnaissant publiquement la faute d'un membre de la famille impériale, on porterait atteinte au principe monarchique. Ce furent, hélas! comme bien souvent depuis, les mauvais conseils qui prévalurent.

Les fêtes suivirent leur cours. Le soir même de la catastrophe, il devait y avoir bal à l'ambassade de France en présence de Leurs Majestés et de toute la Cour. L'ambassadeur, le marquis de Montebello, et sa femme, tous deux particulièrement aimés dans la société russe, attendaient anxieusement de recevoir l'avis que les souverains ne paraîtraient pas à leur fête et s'apprêtaient à décommander les invités : cet avis ne vint pas et ils durent, quelque regret qu'ils en eussent, ouvrir dans ce jour de deuil national les portes de leur hôtel. J'assistais à ce bal et je garde encore le souvenir de l'atmosphère lugubre qui y régnait. On lisait clairement sur les traits de l'Empereur et de l'Impératrice l'effort que tous deux faisaient pour paraître en public.

Ce fut le comte Pahlen, ancien ministre de la Justice sous le règne libéral de l'empereur Alexandre II, connu pour son esprit d'indépendance et de droiture, que l'empereur Nicolas chargea personnellement de faire une enquête sur les causes de la catastrophe et de fixer les responsabilités. Mon intimité avec lui me permit de suivre, presque jour par jour, les progrès de son enquête : je fus, à cette occasion et une fois de plus, frappé du manque de coordination qui se faisait sentir, de façon si désastreuse, entre les divers services administratifs. La fête populaire, qui devait réunir près d'un million de personnes, avait été organisée par deux pouvoirs distincts : le grand-duc Serge, gouverneur général de Moscou, et le comte Vorontzoff-Daschkoff, ministre de la cour, qui se contrecarrèrent mutuellement et se rejetèrent de l'un à l'autre la responsabilité. Il fut établi que si le grand-duc Serge n'était pas seul coupable, il l'était assez pour encourir une peine disciplinaire sévère : le comte Pahlen n'hésita pas à la réclamer, mais se heurta à une véritable levée de boucliers de la part de la majorité des autres Grands-Ducs et du parti ultra-monarchique. Ils remportèrent d'autant plus facilement la victoire qu'il s'agissait du beau-frère de l'Impératrice : le grand-duc Serge, qui, dès cette époque, exerçait une grande influence sur Nicolas II, était marié à la princesse Elisabeth de Hesse, sœur de l'impé-

ratrice Alexandra, créature angélique, qui se confina après la mort tragique de son mari (tué par les terroristes en 1905) dans une vie presque monastique, consacrée tout entière aux œuvres d'une charité active. En fin de compte, on ne sévit que contre quelques sous-ordres, et le grand-duc, resté indemne, continua à gouverner l'antique capitale russe ; les Moscovites, volontiers frondeurs, le surnommèrent « Prince Hodynsky, » en souvenir du lieu du sinistre.

La catastrophe qui marqua le couronnement de l'Empereur Nicolas fut considérée dans le public comme de très mauvais augure pour l'avenir de son règne et pour sa propre destinée ; on y vit naturellement le présage d'événements semblables à ceux auxquels succomba Louis XVI. Il y avait eu, d'ailleurs, peu de jours auparavant, un incident qui resta à peu près ignoré, mais qui, s'il s'était ébruité, aurait encore renforcé cette impression.

Je fus personnellement témoin de cet incident, et voici dans quelles circonstances. En ma qualité de chambellan de la cour, l'Empereur m'avait désigné pour l'assister pendant son sacre ; ma fonction consistait à soutenir, en compagnie de cinq autres chambellans, le manteau impérial en drap d'or doublé d'hermine, long de quatre ou cinq mètres, que l'Empereur revêtait rituellement, après avoir reçu des mains du Métropolite de Moscou le spectre et le globe, et avant de ceindre la couronne impériale. Au moment le plus solennel de la cérémonie, tandis que Nicolas, suivi de ses assistants, couronne en tête et manteau impérial aux épaules, s'avançait à travers la nef de la cathédrale vers le grand autel, pour recevoir l'onction qui le sacrait Empereur, un chaînon en brillants du collier de l'Ordre de Saint-André passé par dessus le manteau se détacha et tomba à ses pieds ; l'un des chambellans qui soutenaient le manteau le ramassa et le remit au Ministre de la cour, comte Worontzoff, qui se trouvait tout près et qui le mit dans sa poche ; le tout se passa très rapidement et ne fut aperçu que des personnes qui entouraient l'Empereur. J'étais de ce nombre et ne perdis rien de cet incident dont je suis peut-être actuellement le seul témoin survivant. Après la cérémonie, tous ceux qui l'avaient remarqué durent promettre de n'en parler à personne et, chose curieuse, il resta complètement ignoré du public ; moi-même, je le révèle ici pour la première fois.

Si je me suis arrêté à cet incident qui, à des lecteurs d'esprit positif, paraîtra sans doute insignifiant, c'est que, j'en ai la certitude, il produisit une profonde impression sur l'empereur Nicolas et contribua, peut-être, à développer sa tendance naturelle au fatalisme et à la superstition. Il y vit l'annonce d'épreuves qu'il était décidé d'avance à accepter comme venant de la volonté divine et qu'il subit, en effet, par la suite, avec un calme et une résignation extraordinaires.

INFLUENCE DES COURTISANS ET DES AMUSEURS

Les quelques années qui suivirent le couronnement de Moscou furent seules à présenter un tableau de tranquillité et de prospérité relatives; c'est pendant cette période que le caractère de Nicolas II se développa peu à peu pour prendre, vers l'époque marquée par les prodromes du mouvement révolutionnaire de 1905 et de la guerre russo-japonaise, sa forme définitive.

Les influences qui déterminèrent ce développement furent multiples : persistance de l'empreinte donnée à une nature sensitive et faible par la puissante volonté de l'empereur Alexandre III; travail systématique des anciens conseillers de celui-ci pour maintenir le jeune souverain dans les traditions du règne précédent; plus tard, action néfaste de ministres légers et serviles comme M. Sipiaguine, ou dénués de tout scrupule comme M. Plehve et d'aventuriers comme M. Bézobrazoff; enfin, et surtout, emprise sur un esprit mystique et superstitieux d'une nature féminine plus forte, mais encore plus exaltée, et de personnages doués de facultés hypnotiques, le medium Philippe et le paysan-thaumaturge Raspoutine.

Si des hommes d'État, tels que Pobiédonostzeff, mus par des convictions profondes et mettant au service de ces convictions, quelque erronées qu'elles fussent, des talents et des connaissances incontestables, commandent un certain respect, que dire de cette catégorie de ministres, aussi légers qu'ignorants, dont l'unique souci était de se pousser dans la faveur du souverain en flattant ses tendances réactionnaires et certaines puérilités de son honneur? Le type le plus accompli de ces « amuseurs » fut M. Sipiaguine, ministre de l'Intérieur, qui arriva à occuper ce poste important grâce à ses attaches de

famille avec un des gros personnages du parti réactionnaire, le comte Schéréméteff. Ce fut ce ministre qui imagina de faire revivre à la cour de Russie les souvenirs du règne du tsar Alexis Michaïlowitch, deuxième des Romanoff et père de Pierre le Grand. On opposa au règne tourmenté du fils, marqué par l'importation violente de l'esprit occidental, l'époque patriarcale et encore toute « moscovite » du père; il fut de mode, dans l'entourage de l'empereur Nicolas II, de prôner le « Tsar Tranquillissime, » adonné aux exercices de piété, régnant par la douceur, dévoué à sa famille et à ses proches, et faisant dans ses conseils une place à la belle et vertueuse tsarine Nathalie Narichkine. L'engouement pour cette figure, toute conventionnelle d'ailleurs, du tsar Alexis, est la raison pour laquelle Nicolas II donna à son héritier ce nom tombé en désuétude parmi les souverains russes, depuis la mort tragique du fils de Pierre le Grand, le malheureux tsaréwitch Alexis, révolté contre les idées de progrès de son père et sacrifié par le grand réformateur à la raison d'État. Cet engouement revêtit parfois des formes pittoresques, comme lorsque, pendant toute une saison d'hiver, on ne fut occupé autour de l'empereur Nicolas et dans la haute société de la capitale, que de l'organisation d'un bal costumé, resté célèbre, et qui reproduisit, dans les salles du Palais d'Hiver, les splendeurs encore semi-asiatiques de la cour du tsar Alexis Michaïlowitch. Retenu à l'étranger par mes fonctions diplomatiques, je n'assistai pas à ce bal que je ne connais que par les descriptions enthousiastes de ceux qui y prirent part. Il fut d'une somptuosité extraordinaire. Le couple impérial, revêtu de costumes splendides qui rehaussaient la grâce juvénile de l'empereur Nicolas et la beauté imposante de l'impératrice Alexandra, y personnifia le tsar Alexis et la tsarine Nathalie. Les Grands-Ducs, les Grandes-Duchesses et les membres de la haute société de Saint-Pétersbourg y rivalisèrent de fourrures précieuses et de pierreries. Ce bal, qui fut non seulement une fête merveilleuse, mais une espèce de symbole des idées politiques de l'Empereur et de ses conseillers, marqua l'apogée du règne de Nicolas II, qui devait bientôt être obscurci par l'approche des troubles et des catastrophes de tous genres qui en remplirent la seconde moitié.

Ce fut le même M. Sipiaguine qui, après avoir fait décorer une pièce de sa résidence officielle à Saint-Pétersbourg dans le

style des appartements des anciens tsars du palais du Kremlin à Moscou, y reçut l'empereur Nicolas avec tous les rites observés à la cour moscovite du XVIIe siècle, faisant jouer à Nicolas II le rôle d'Alexis Michaïlowitch et apparaissant lui-même dans celui du boyard Morozoff, ministre tout-puissant de ce tsar.

Tandis que l'Empereur et son singulier ministre de l'Intérieur s'amusaient à ces innocentes mascarades, les véritables fonctions d'un Morozoff étaient remplies par M. Pobiédonostzeff; l'influence de ce sinistre personnage se faisait puissamment sentir dans toutes les affaires de l'État, et son action aliénait de plus en plus au gouvernement et rejetait dans l'opposition, et même dans la révolution, la partie éclairée de la société russe.

La méthode constante de M. Sipiaguine et consorts consistait à flatter systématiquement le jeune souverain et à lui faire concevoir une idée exagérée de sa puissance et de ses talents de gouvernement. Nul ne surpassa dans cette voie le comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères depuis 1897 jusqu'à 1900, dont la plate courtisanerie n'avait d'égale que l'absolue ignorance des affaires. Son prédécesseur, le prince Lobanoff, avait été un véritable homme d'État; par malheur, son ministère, brusquement interrompu par la mort, n'avait duré que quelques mois. Cet éminent diplomate, doublé d'un historien de premier ordre, s'était proposé de former aux affaires Nicolas II, dont il appréciait la vive intelligence et pour lequel il avait un attachement quasi-paternel; il profitait de chacun de ses rapports verbaux pour lui faire une espèce de cours d'histoire et de science diplomatique. L'Empereur, habitué de la part de ses autres ministres à des procédés tout différents, subissait avec déférence, mais non sans un certain ennui, les leçons de cet ancien serviteur de son grand père. Aussi le comte Mouravieff, nommé ministre des Affaires étrangères après la mort du prince Lobanoff, ne manqua-t-il pas de prendre l'absolu contre-pied de l'attitude de son prédécesseur. Il déclarait à qui voulait l'entendre qu'il n'était que l'obéissant exécuteur des ordres de son maître et que l'Empereur, dont il vantait à toute occasion la profonde science diplomatique, décidait de toutes les affaires en pleine indépendance et dans les moindres détails. Je me rappelle qu'un des ambassadeurs étrangers accrédités à Saint-Pétersbourg me demandait un jour si ces déclarations devaient être prises à la lettre, ou bien si le

comte Mouravieff trouvait habile de s'en servir en manière d'échappatoire. J'eus quelque peine à persuader à ce diplomate que telle était en effet la méthode adoptée par notre ministre des Affaires étrangères dans ses rapports avec le souverain.

Nous avons déjà vu que le comte Lamsdorff, qui succéda au comte Mouravieff en 1900, renchérit encore sur cette méthode et poussa l'effacement jusqu'à rester à son poste, alors même qu'il n'en exerçait plus les fonctions que nominalement, et que l'Empereur réglait les affaires les plus importantes de son département avec M. Bézobrazoff et ses acolytes.

Pour clore la liste des ministres qui influèrent sur la formation du caractère de Nicolas II, je n'ai plus qu'à nommer M. Plehve, successeur de M. Sipiaguine au ministère de l'Intérieur. Avec lui, on eut affaire à un personnage d'une envergure bien plus considérable. Doué d'une intelligence remarquable et d'une puissante volonté, il poursuivit inlassablement son but, qui était de renforcer le pouvoir autocratique et le système de centralisation bureaucratique. Type accompli du policier, il était absolument sans scrupules dans le choix de ses méthodes, dont quelques-unes eurent un caractère surprenant. C'est lui qui organisa, avec l'aide d'un certain Zubatoff, des associations ouvrières qui devaient combattre l'influence des socialistes en recourant aux mêmes moyens que ceux-ci, c'est-à-dire à des grèves, — mais dirigées en sous-main par la police secrète. Et c'est encore à lui qu'il faut attribuer la paternité du système policier consistant à se servir d'agents à double face, qui servaient simultanément le gouvernement et les terroristes, et dont le plus célèbre, Azeff, a été démasqué par le publiciste russe M. Bourtzeff. M. Plehve fut lui-même une des victimes de cette stupéfiante organisation, car il périt à la suite d'un complot auquel Azeff, comme il fut démontré plus tard, prit une part active, aussi bien qu'à celui auquel succomba, peu de temps après, le grand-duc Serge.

Le ministère de M. Plehve coïncida avec les prodromes de la guerre russo-japonaise. Parfaitement renseigné sur la valeur de M. Bézobrazoff et de ses amis, non seulement il ne fit rien pour combattre leur influence auprès de l'Empereur, mais, renouvelant l'erreur qui a perdu tant de régimes et qui consiste à chercher dans une guerre extérieure un dérivatif à un mouvement révolutionnaire à l'intérieur, il poussa de toutes ses forces

Nicolas II dans la voie qui aboutit au conflit avec le Japon.

On conçoit aisément combien les hommes, dont nous avons vu Nicolas II entouré dès le début de son règne, contribuèrent à fausser le jugement et le caractère d'un jeune souverain doué d'une intelligence naturellement vive, mais faible de caractère et privé de toute instruction solide. Ce sont eux qui, par leurs flatteries systématiques et leur servilité, préparèrent la voie aux aventuriers admis bientôt dans l'intimité de l'Empereur et dont l'influence le poussa aux plus funestes résolutions.

AUX MAINS DES AVENTURIERS

De tous ces aventuriers, le plus étonnant et celui dont l'action se fit sentir avec le plus de force, fut, sans contredit, M. Bézobrazoff.

Que ce personnage burlesque et à moitié fou ait pu, pendant plusieurs années, jouer un rôle politique prépondérant et précipiter la Russie dans une guerre, c'est ce qui dépasse ma compréhension. Issu d'une très bonne famille (son père avait été Maréchal de Noblesse de la province de Saint-Pétersbourg), M. Bézobrazoff avait commencé par être officier dans un des régiments les plus brillants de la Garde Impériale, où servait aussi mon frère, et je l'avais souvent rencontré à cette époque. Ayant subi des revers de fortune, il quitta ce régiment, et l'on savait vaguement qu'il avait pris du service dans l'administration civile en Sibérie. Ce ne fut qu'environ vingt-cinq ans plus tard, qu'il réapparut à l'horizon de Saint-Pétersbourg. On apprit alors avec étonnement qu'il avait, par des moyens restés obscurs, gagné la confiance de l'Empereur, auquel il avait soumis un vaste plan d'expansion politique et économique en Extrême-Orient : il s'agissait des fameuses concessions forestières du Yalou, qui devinrent par la suite la pierre d'achoppement des négociations entre la Russie et le Japon et la cause ultime de la guerre russo-japonaise.

Je ne fatiguerai pas l'attention de mes lecteurs en entrant dans les détails des projets de M. Bézobrazoff, qui avait la prétention d'ouvrir à la Russie de vastes perspectives politiques, en même temps qu'il promettait aux souscripteurs des bénéfices fabuleux; je me contenterai de dire que c'est précisément

le côté fantastique et aventureux de ces projets qui séduisit l'esprit de Nicolas II, facilement accessible aux idées chimériques. Ce qui me paraît plus difficile à expliquer, c'est que l'Empereur ait pu subir l'emprise d'une espèce de fou dont les manières incohérentes et l'outrecuidance étaient faites, semblait-il, pour rebuter sa fine nature. On a voulu attribuer l'accueil favorable fait par l'Empereur aux entreprises de M. Bézobrazoff à l'appât des milliards que celui ci faisait miroiter à ses yeux; je puis certifier que l'intérêt pécuniaire ne fut pour rien dans cet accueil : Nicolas II était absolument indifférent à l'argent dont il ignora toujours la valeur. On sait qu'il avait hérité des goûts simples de son père, et les sommes énormes inscrites au budget pour l'entretien de la cour, jointes aux revenus provenant des propriétés du Cabinet Impérial et des apanages, étaient plus que suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Je puis citer à l'appui de cette assertion le témoignage du comte Witte qui, en sa qualité de ministre des Finances, avait été saisi par l'Empereur de l'affaire du Yalou et s'en était montré adversaire convaincu : malgré son animosité bien connue à l'égard de Nicolas II, il ne lui a jamais imputé dans cette affaire aucun mobile intéressé.

Quoi qu'il en soit, M. Bézobrazoff, secondé par les amiraux Abaza et Alexieff, acquit un tel ascendant sur l'empereur Nicolas, qu'il concentra bientôt entre ses mains non seulement l'organisation de l'entreprise politico-commerciale du Yalou, mais la direction tout entière de nos relations diplomatiques avec le Japon. Promu à la dignité de secrétaire d'État et devenu une espèce de ministre sans portefeuille, il s'arrogeait le droit de correspondre directement avec les représentants de l'Empereur en Extrême-Orient et de leur communiquer les ordres impériaux par-dessus la tête du ministre des Affaires étrangères; j'ai dit ailleurs que c'est à cause de la tournure que prirent, sous l'influence de M. Bézobrazoff, nos relations avec le Japon, que je demandai à quitter le poste de ministre à Tokyo (1).

(1) Voici deux autres faits qui donneront une idée de la crédulité de Nicolas II et de la facilité extraordinaire avec laquelle il accueillait les idées les plus chimériques. Pendant que j'étais ministre des Affaires Étrangères, le Conseil des ministres eut à s'occuper, — naturellement pour le repousser, — d'un projet présenté par un entrepreneur étranger et qui consistait à relier la Sibérie à l'Amérique du Nord par un pont jeté par-dessus le détroit de Behring; le projet impliquait la concession à l'entrepreneur de vastes étendues de terrains le long d'une

Faut-il s'étonner, après ce qu'on vient de lire, que l'empereur Nicolas soit tombé sous l'influence d'un vulgaire imposteur, — le fameux Philippe, — d'abord garçon boucher à Lyon, ensuite spirite, magnétiseur et guérisseur, accusé dans son pays de diverses escroqueries, et qui finit par être l'hôte de la cour impériale russe, consulté par le couple impérial non seulement sur tout ce qui touchait à sa vie privée, mais, assure-t-on, sur les plus graves affaires de l'État.

On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'analogie de la fortune d'un Philippe, et, un peu plus tard, d'un Raspoutine, auprès des souverains russes et d'une partie de leur entourage, avec le rôle joué dans la haute société française à la fin du XVIIIe siècle par des guérisseurs et des thaumaturges du même genre. Il semble bien qu'à un siècle de distance, les approches d'une grande crise révolutionnaire aient été marquées, en vertu d'une loi historique mystérieuse, par le même besoin qu'éprouve une société en voie de décomposition, de se réfugier dans le merveilleux; il est vrai qu'un Philippe ne nous apparaît que comme un imposteur d'un ordre inférieur et ne peut guère être mis en ligne avec un comte de Saint-Germain, un Saint-Martin ou même un Cagliostro; mais la source de leur succès est la même, et l'influence du « Comte pour rire (1) » sur le Landgrave de Hesse (il est à noter que l'impératrice Alexandra est une princesse hessoise), du « Philosophe inconnu » (2) sur la duchesse de Bourbon, ou de Joseph Balsamo (3) sur le cardinal de Bourbon, n'est pas d'une autre qualité que l'emprise de Nizier Vachol, dit Philippe, sur l'Empereur et l'Impératrice de Russie.

Le rôle de Philippe à la cour de Russie n'eut qu'une courte durée et ne produisit aucune conséquence particulièrement grave. Le garçon boucher de Lyon paraît n'avoir poursuivi d'autre but que celui de gains purement matériels et n'avoir

voie ferrée destinée à aboutir à ce pont. Une autre fois, c'était un Américain qu réussissait à persuader l'Empereur qu'il avait découvert le moyen de défendre les frontières d'un pays, fût-il aussi vaste que la Russie, à l'aide de courants électriques d'une force telle qu'aucun ennemi ne serait capable de le franchir et que cette découverte rendait inutile l'entretien de toute armée: il demandait, naturellement, des avantages pécuniaires immédiats pour révéler son secret et on eut beaucoup de peine à soustraire l'Empereur à ses entreprises.

(1) Surnom donné par Voltaire au comte de Saint-Germain.

(2) C'est ainsi que Louis-Claude de Saint-Martin s'intitulait lui-même.

(3) Véritable nom de Cagliostro.

jamais cherché à mettre son pouvoir au service d'une cabale de cour ou d'une intrigue politique. Introduit auprès des souverains russes vers l'année 1900 par la grande-duchesse Militza, fille du roi de Montenegro et femme du grand-duc Pierre (cousin issu de germains de l'empereur Nicolas), il mourut trois ou quatre années plus tard, laissant la place libre à un personnage bien autrement redoutable, Gregori Raspoutine, qui contribua puissamment à amener la catastrophe dans laquelle sombra la dynastie des Romanoff et, avec elle, l'État plus que millénaire russe.

La prodigieuse aventure de ce paysan illettré, ivrogne et dévergondé, parti d'un village perdu de la Sibérie pour devenir l'intime, le conseiller, et on peut dire même l'idole du couple impérial russe, a déjà suscité toute une littérature. Les nombreux livres qui traitent de son incroyable carrière sont naturellement de valeur inégale. Celui qui me paraît contenir l'étude la plus pénétrante et la plus documentée est encore le livre, que j'ai déjà plusieurs fois cité, du docteur Dillon. Je n'ai pas de souvenirs personnels à y ajouter. En effet, quoique la première apparition de Raspoutine à Saint-Pétersbourg semble dater de 1905 ou de 1906, pendant les premières années et jusqu'à l'époque où je quittai le ministère des Affaires étrangères, il ne sortit pour ainsi dire pas des coulisses de la cour, et son influence ne se faisait encore sentir que dans les affaires purement domestiques de la famille impériale. Quoique je me sois trouvé fort souvent au Palais impérial, je n'ai jamais eu l'occasion de l'apercevoir : tout ce que j'en savais à cette époque, je le tenais de M. Stolypine, de quelques-uns des familiers de la cour et de mon frère. M. Dillon raconte que ce dernier dut quitter le poste de Procureur général du Saint-Synode par suite des intrigues de Raspoutine ; c'est parfaitement exact : mon frère donna sa démission à cause de l'intervention de l'impératrice Alexandra dans une série de nominations ecclésiastiques faites dans un sens qu'il n'approuvait pas. Or, l'Impératrice agissait à l'instigation de Raspoutine qui n'osait pas encore se mêler des affaires de l'État, mais qui, dès cette époque, s'essayait à combattre certains prélats dont il redoutait l'hostilité, et à en protéger d'autres sur la connivence desquels il pouvait compter.

Je relève toutefois dans le récit du docteur Dillon une grave

inexactitude : il répète un raconlar d'après lequel M. Stolypine aurait été guéri par Raspoutine du choc nerveux que lui aurait causé l'explosion du 25 août. Je puis certifier que cet événement laissa M. Stolypine absolument calme et maître de lui-même, et qu'il n'eut jamais l'idée, ni à cette occasion, ni à aucune autre, de s'adresser au thaumaturge sur le compte duquel il s'exprimait toujours avec la plus profonde aversion.

Je dois aussi faire toutes mes réserves au sujet d'une assertion du docteur Dillon. D'après lui, ce serait sur le conseil de Raspoutine que l'empereur Nicolas II résista, lors des événements balkaniques de 1912, aux assauts de ceux qui le poussaient à la guerre ; l'auteur ne fait évidemment que répéter une version qui m'avait déjà été donnée par le comte Witte et qui ne me paraît guère plausible.

J'ai déjà parlé du profond sentiment religieux qui était la base de la vie morale de l'Empereur ; comment et par quels degrés, ce sentiment qui, dans les débuts, ne pouvait inspirer que respect et sympathie, se transforma-t-il au point de revêtir les formes d'une grossière superstition et d'une sujétion complète au singulier prophète qu'était Raspoutine, c'est ce qu'il ne m'a pas été donné d'observer personnellement. Pour ma part, je ne puis expliquer cette évolution que par l'influence de tous les instants exercée sur lui par une nature plus forte que la sienne, celle de l'impératrice Alexandra dont l'exaltation mystique tenait certainement à des causes pathologiques. Pour juger d'un pareil cas, il ne suffit pas d'être un observateur attentif, il faut encore posséder des lumières spéciales, auxquelles je ne prétends guère, sur les phénomènes encore si obscurs de la contagion morale et de la suggestion.

Il n'est pas moins difficile, surtout pour des esprits occidentaux, de discerner les causes complexes de l'action extraordinaire qu'un Raspoutine a pu exercer non seulement sur des natures particulièrement aptes à la subir, comme celle de l'empereur Nicolas et de l'impératrice Alexandra, mais, à des degrés différents, — plusieurs témoins en font foi, — sur la plupart de ceux qui l'ont approché. Cette action ne saurait, à mon avis, être expliquée uniquement par les facultés hypnotiques dont il aurait été doué dans une mesure exceptionnelle. Pour comprendre ce phénomène, il est nécessaire de connaître les différents courants religieux et mystiques qui se sont fait sentir,

à des époques successives, et quelquefois avec une grande intensité, en Russie, et qui ont agi sur les âmes russes soit dans les milieux populaires, soit parmi les classes supérieures. Le trait commun qui caractérise tous ces courants est un sentiment de profonde pitié pour les défaillances du pécheur et du criminel, et la croyance à la régénération par la grâce divine. Cette « religion de la pitié, » qui se fait jour dans les écrits de Tolstoï et de Dostoïewsky, subit quelquefois des déformations étranges et aboutit à cette conclusion extrême que, pour obtenir le pardon, il faut commencer par pécher. De là les formes bizarres revêtues quelquefois par les sectes russes dont une des plus répandues en Russie était, et est encore, celle des « Khlystys. » Ces derniers, qui rappellent les « flagellants » et les « convulsionnaires, » ont de tout temps possédé une force de contagion toute particulière. Leurs exercices, où l'exaltation mystique confine de près à l'excitation érotique, ont eu des adeptes non seulement dans les masses inférieures de la société russe, mais dans les cercles les plus élevés. On sait qu'au commencement du XIXe siècle, la haute société de Saint-Pétersbourg subit une crise aiguë de mysticisme ; l'impulsion venait de haut, puisque ce fut l'empereur Alexandre Ier qui, à son retour de Paris en 1814 et sous l'influence de la baronne de Krüdener, donna l'exemple d'une exaltation religieuse intense. Si la célèbre inspiratrice de la Sainte-Alliance elle-même ne se livra jamais à des excès de piété morbide, quelques-uns de ses admirateurs et imitateurs semblent avoir franchi la limite qui sépare le mysticisme outré de certains états pathologiques. Il suffit de nommer Mme Tatarinoff, amie de la baronne de Krüdener et ouvertement protégée pendant quelque temps par l'empereur Alexandre Ier ; les réunions auxquelles l'appartement qu'elle occupait dans un des palais impériaux de Saint-Pétersbourg servit de cadre, paraissent avoir quelque peu ressemblé à celles des « Khlystys. »

Je me contente d'indiquer ici ces éléments du problème sans tenter de les analyser davantage, et, surtout, sans chercher à retenir l'attention de mes lecteurs par des détails inédits et sensationnels sur un sujet auquel je ne puis toucher qu'avec un sentiment très douloureux.

LOYAUTÉ DE NICOLAS II

Au moment où, comme ministre des Affaires étrangères, j'entrai en contact avec l'empereur Nicolas, celui-ci n'accusait pas encore les tendances excessives à l'exaltation mystique et aux idées ultra-réactionnaires qui caractérisèrent la fin de son règne : les malheurs de la guerre russo-japonaise et les secousses révolutionnaires qui la suivirent, l'avaient visiblement mûri et assagi. A l'époque dont je parle, Nicolas II, après avoir eu l'heureuse inspiration de remplacer M. Goremykine par M. Stolypine à la tête du gouvernement, se montrait en somme suffisamment docile aux conseils de son premier ministre : il en avait donné une preuve à propos de l'épisode, relaté plus haut, de la tentative du général Trepoff. Il avait, me semble-t-il, d'autant plus de mérite à rester fidèle aux nouvelles institutions, que son éducation et son penchant naturel le portaient du côté de la réaction. Je puis dire que, tant que dura l'influence de M. Stolypine, — et, on me permettra d'y ajouter, sans fausse modestie, la mienne, — Nicolas II ne se refusa jamais à écouter un appel fait à sa raison et à son sentiment de loyauté.

Ceci m'amène à examiner une autre accusation, — la plus grave de toutes, — formulée contre l'empereur Nicolas II : celle d'avoir manqué de loyauté et de droiture.

Je crois avoir déjà, dans mon précédent article, fait justice de certaines interprétations qu'on a essayé de donner à l'attitude de Nicolas II dans l'affaire du traité secret de Bjorkoë et avoir démontré que, si, dans l'occurrence, il y eut de sa part faiblesse de volonté et imprudence, rien ne fut plus éloigné de sa pensée qu'une trahison envers son alliée ; il me semble même que la façon dont il resta, jusqu'au dernier jour de son règne, fidèle à la France et aux Alliés, est la preuve la plus éclatante par laquelle il manifesta clairement son esprit de loyauté.

L'ancien ambassadeur d'Angleterre en Russie, sir George Buchanan, après être rentré en Angleterre, n'a-t-il pas rendu un éclatant hommage à l'attitude de Nicolas II en déclarant publiquement qu'il tenait à démentir la rumeur d'après laquelle l'ancien empereur de Russie avait été favorable à la

conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne? « Il n'y a, j'en suis convaincu, — a déclaré hautement Sir George Buchanan, — pas un mot de vrai dans cette rumeur. L'Empereur a pu avoir des torts, il n'a pas été un traître. Il n'aurait jamais trahi la cause des Alliés et fut toujours le fidèle et loyal ami de l'Angleterre. »

Le gouvernement français s'est associé à cette déclaration en publiant à la même époque une lettre adressée par l'empereur Nicolas le 13 mai 1916 au Président de la République française, et qui démontre clairement qu'en dépit de tous les efforts déployés pour l'amener à pactiser avec l'Allemagne, il ne consentit jamais à abandonner ses alliés.

On a raconté que, peu de temps avant son assassinat, un général allemand était venu trouver Nicolas II dans sa captivité de la part de l'empereur Guillaume, pour lui proposer d'obtenir sa liberté à la condition qu'il prendrait ouvertement le parti de l'Allemagne. Nicolas aurait refusé de le recevoir, signant ainsi son arrêt de mort et celui des siens. Il est impossible de prouver actuellement l'authenticité de ce récit ; mais pour tous ceux qui connaissaient bien Nicolas II, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'aucune autre réponse n'aurait pu être faite par lui à une pareille proposition.

On a voulu voir une preuve du manque de droiture de l'empereur Nicolas dans la façon dont il lui est arrivé de congédier l'un ou l'autre de ses ministres ou dans le fait qu'après avoir eu l'air d'approuver l'avis d'un de ses conseillers, il suivait quelquefois une ligne de conduite contraire à cet avis. On a cité le cas où un ministre d'État était sorti de son cabinet de travail convaincu de posséder toute la confiance du souverain, pour apprendre, à peine rentré chez lui, qu'il était démissionnaire. Le fait est exact, et j'ai moi-même éprouvé la facilité avec laquelle Nicolas II se laissait détourner, par certaines influences, de résolutions prises avec toutes les apparences de la fermeté. Mais tout ceci ne prouve qu'une chose ; la peur instinctive, commune à beaucoup d'hommes très bons et très faibles, — et qu'il ressentait me semble-t-il à l'excès, — de froisser ceux qui l'approchaient. Décidé à se séparer d'un ministre, il n'osait pas le lui dire en face, redoublait au contraire, à son égard, d'attentions personnelles, et finissait par avoir recours à une communication par écrit. Si l'on a pu dire de lui avec quelque

semblant de vérité qu'il était toujours de l'avis de celui qui lui parlait, cela s'explique par le besoin qu'ont certaines natures très sensitives d'attirer et de charmer tous ceux avec qui elles se trouvent en contact. Il y a des hommes, — des femmes surtout, — chez qui une pareille attitude n'est qu'un artifice et qui emploient la flatterie et l'assentiment systématique comme un moyen de faire des dupes : un des maîtres dans cet art m'a toujours paru être l'ex-chancelier allemand prince de Bülow. Chez l'empereur Nicolas, j'en suis convaincu, cette manière d'être était absolument inconsciente et indépendante de sa volonté ; elle a, peut-être, contribué à lui acquérir la réputation de « charmeur » dont il jouissait, mais sans qu'il y eût de sa part ombre de calcul.

CONCLUSION

Après avoir analysé d'une manière qui, je l'espère, ne paraîtra pas trop minutieuse, le caractère de Nicolas II, tel qu'il se forma sous l'influence du milieu qui l'environna depuis son enfance, je m'arrête devant la tâche d'en donner ici la synthèse. Ce caractère fut essentiellement « ondoyant et divers ; » tout en nuances et en demi-teintes, il ne se prête guère à des définitions tranchées ; il semble bien pourtant que le trait dominant en ait été une faiblesse de volonté qui paralysa un ensemble de qualités de cœur et d'intelligence incontestables.

Au moment de la crise intérieure de 1905, ce fut précisément cette faiblesse de volonté qui sauva la cause de la monarchie. Le mouvement révolutionnaire provoqué par les revers de la guerre russo-japonaise, avait en réalité des causes beaucoup plus lointaines et qui remontaient au règne précédent. Ce mouvement, comprimé pendant treize ans par Alexandre III, aurait certainement fini à la longue par éclater même sous le régime de fer de ce souverain ; à plus forte raison devait-il faire explosion sous celui plus débile de son successeur. Mais, tandis que Nicolas II, se soumettant à l'inévitable, conjurait la catastrophe par l'octroi de la Charte du 30 octobre 1905, la volonté inflexible d'Alexandre III ne se serait probablement pas pliée devant les événements qui auraient fini par le briser. Comme dans la fable du *Chêne et du Roseau*, le faible réussit à se redresser, là où le fort aurait succombé.

Douze ans plus tard, Nicolas II, guidé par le parti réactionnaire, périt pour avoir voulu combattre des forces qui ne pouvaient plus être maîtrisées. La vraie cause de la chute de la monarchie russe fut la folie que commit ce parti en essayant de faire revivre et de perpétuer, en plein xxe siècle, et au mépris des besoins d'un État moderne, l'anachronisme représenté par le pouvoir autocratique, — « le plus dangereux de tous les pouvoirs, écrivait prophétiquement mon aïeul à l'empereur Alexandre Ier, car il fait dépendre le sort de milliers d'hommes de la grandeur d'esprit et d'âme d'un seul. » — Malgré les qualités d'intelligence et de cœur dont il était incontestablement doué, Nicolas II n'eut pas la « grandeur d'esprit et d'âme » nécessaires pour se soustraire à l'influence de la réaction et il fut inconsciemment la cause de la catastrophe sans précédent qui s'était abattue sur ses millions de sujets.

LES DEUX IMPÉRATRICES

Si, malgré toutes mes hésitations je me suis quand même décidé à prendre part à la controverse ouverte autour de la tombe de l'empereur Nicolas, c'est qu'il m'a semblé que mon témoignage, fondé sur des observations directes et sur une connaissance intime de son caractère, pourrait à la fois servir la cause de la vérité et laver sa mémoire de certaines imputations injustes.

Il serait difficile d'invoquer les mêmes raisons pour parler plus longuement que je ne l'ai fait jusqu'ici de l'impératrice Alexandra : dans mes relations avec elle, je n'ai jamais franchi la barrière que l'étiquette des cours dresse entre un sujet, — fût-il ministre et conseiller du souverain, — et la souveraine. Je n'ai jamais été admis dans le cercle étroit qui l'entourait et me suis toujours senti tenu par elle particulièrement à distance. La cause évidente de sa froideur à mon égard était ma tendance aux idées libérales et constitutionnelles. Je craindrais donc, en émettant sur elle un jugement quelconque, de tomber dans l'erreur et de répéter inconsciemment les assertions exagérées ou totalement fausses, dont tant d'écrivains se sont rendus coupables. L'impératrice Alexandra eut, à ce point de vue, exactement le même sort que l'infortunée Marie-

Antoinette, chargée par la vindicte publique de toutes les fautes d'un régime devenu odieux à la nation. Pas plus que Marie-Antoinette n'avait mérité d'être appelée « l'Autrichienne, » l'impératrice Alexandra ne mérita d'être dénoncée à la haine populaire comme « l'Allemande. » Sur ce point précis, je ne crains pas d'être absolument affirmatif : jamais l'épouse de Nicolas II n'eut l'ombre de tendance à trahir les intérêts de la Russie. Étrangère à son pays d'adoption par la naissance et par l'éducation, confinée dans l'atmosphère artificielle de la cour et ne voyant les hommes et les choses, pour ainsi dire, qu'à travers un prisme déformant, elle a pu se méprendre sur les véritables aspirations du peuple russe; mais c'est en toute sincérité et en se considérant comme la meilleure des Russes, qu'elle crut aux formules surannées des ultra-conservateurs et à l'attachement de la Russie pour les formes de l'autocratie. Jamais, à ma connaissance, elle ne chercha à détourner l'empereur Nicolas de sa fidélité à l'alliance française; cette alliance, aux yeux des deux souverains, était placée en dehors de toute discussion. L'impératrice Alexandra fut, il est vrai, contraire au rapprochement avec l'Angleterre et ne se fit pas faute de m'exprimer nettement son sentiment à ce sujet, à l'occasion de mes négociations avec le Cabinet de Londres; mais, à cette époque, elle ne jouait pas encore le rôle politique prépondérant qu'elle assuma par la suite et je n'ai jamais eu à me plaindre d'une ingérence de sa part dans ces négociations.

Voilà tout ce que je puis dire en pleine connaissance de cause sur le compte de l'impératrice Alexandra; je ne toucherai ni à l'influence que son exaltation religieuse eut sur Nicolas II, ni surtout au sujet si délicat de la protection qu'elle accorda à Raspoutine : je n'ai sur ces deux points aucune lumière spéciale et mon témoignage ne pourrait, à cet égard, servir aucune fin utile. Mes lecteurs comprendront, d'autre part, les raisons qui me poussent à m'incliner en silence devant une infortune qui accabla non seulement la souveraine, mais la femme et la mère, et qui a peut-être dépassé en horreur tout ce qu'on a pu en apprendre jusqu'ici avec certitude.

Je me sens plus à l'aise pour apporter le tribut d'une admiration sans réserve à la mère de l'empereur Nicolas, l'impératrice douairière Marie-Feodorowna. Être de charme et de bonté, elle allégea par la douceur de son commerce et éclaira

par sa grâce rayonnante le règne de l'empereur Alexandre III; elle sut créer autour de la cour une atmosphère dans laquelle se fondaient quelquefois les préventions les plus persistantes contre le régime autoritaire de ce souverain.

On lui a reproché, lorsque ce règne eut pris fin, d'avoir voulu tenir trop longtemps son fils en lisières et d'avoir prêté son appui aux conseillers du défunt Empereur qui étouffèrent chez Nicolas II toute velléité de s'affranchir des préceptes de son père. Sans nier ce fait, je ne crois pas que l'on puisse en faire un grief à l'impératrice Marie-Féodorowna : elle connaissait la nature vacillante du jeune empereur et son manque de préparation à sa tâche ; il était donc tout naturel qu'elle cherchât, dans les débuts de son règne, à le maintenir dans le respect des traditions léguées par Alexandre III, dont la puissante personnalité avait dominé d'une manière absolue tous ceux qui l'entouraient. Mais nous avons vu que, plus tard, lorsqu'elle put se rendre compte par elle-même du danger que la continuité de ces traditions faisait courir à la monarchie, elle n'hésita pas à conseiller à son fils des concessions raisonnables et contribua, en octobre 1905, à sauver la situation. Lorsque d'autres influences eurent définitivement pris le dessus sur la sienne dans les conseils de l'empereur Nicolas, il ne lui resta qu'à se renfermer dans le rôle de spectatrice attristée d'événements qu'il n'était plus en son pouvoir de conjurer. Aujourd'hui, enfin, peut-on concevoir une tragédie plus poignante que celle de cette âme d'élite atteinte dans ses fibres les plus profondes par le martyre de son fils et par l'effondrement de l'empire dont elle s'était efforcée, en d'autres temps, d'être le génie bienfaisant? Ayant eu le privilège d'approcher l'impératrice Marie-Feodorowna dans des conditions particulièrement favorables et de recueillir de sa part de précieuses marques de confiance, je remplis un impérieux devoir en déposant publiquement à ses pieds l'hommage ému de mon dévouement et de la douloureuse pitié qui emplit mon cœur lorsque j'évoque l'image de son calvaire.

A. Iswolsky.

APRÈS LES ÉLECTIONS

I. — LE SCRUTIN DU 16 NOVEMBRE

La France a pour fonction historique en Europe de protéger la civilisation contre les grands asservissements. Par elle l'équilibre est maintenu : elle lutte cent ans, trente ans, sept ans, en un mot les années qu'il faut pour barrer le chemin aux dangereuses hégémonies. Au cours de ces luttes formidables, son territoire a été souvent envahi, parfois sa capitale occupée : mais elle a toujours eu raison de ses adversaires. Le monde germanique, le monde britannique, le monde ibérique, le monde slave ont été alternativement ses adversaires et ses alliés ; tous et chacun ont fini par s'apercevoir que mieux valait s'entendre avec elle dans la paix que de tenter d'écraser en elle les libertés européennes.

La France est un pays bien proportionné, harmonieusement assis sur le continent et sur l'océan. A l'extrémité de cette presqu'île si délicatement dentelée qu'est l'Europe, la France au triple rivage représente éminemment *la politique des presqu'îles :* ni la terre ni la mer exclusivement, mais les deux à la fois, et modérément. Quand elle a cherché d'autres voies, c'est qu'elle a pris ses guides hors d'elle-même. Revenue à ses instincts propres, elle se tient aux formules d'un Richelieu ou d'un Vergennes : ses limites naturelles lui assurent, selon l'expression même du ministre de Louis XVI, un « état d'arrondissement suffisant. »

Cette politique ne va pas sans difficultés intérieures et extérieures. On n'est pas toujours libre d'être sage. La politique est chose vivante ; elle subit les à-coups de la vie. La France veut

le bien ; mais souvent et même à son dam, elle cherche avec ardeur le mieux..

C'est à réaliser ces aspirations et à modérer ces chaleurs de l'âme qu'ont à s'employer ses gouvernements.

Après un long périple à travers les divers systèmes constitutionnels, royauté absolue, royauté avec charte, république, empire, la France s'est arrêtée au régime républicain, démocratique, fondé sur le suffrage universel. Dans les grandes crises nationales et internationales, ce système comporte des risques à faire trembler. On peut se demander comment le suffrage du plus grand nombre, troublé par les passions humaines, adultéré par les intérêts individuels, aveuglé par la poussière de l'intrigue et la violence des partis, saura trouver la bonne route aux grands carrefours de l'histoire. Beaucoup nient qu'il en soit capable. En fait, ce guide intérieur, l'instinct national suffit, le plus souvent, à le maintenir dans la voie droite.

Depuis la guerre de 1870-71, le peuple français a conduit ses affaires sagement selon un programme que les plus clairvoyants de ses chefs lui avaient dicté et qui se résume en quelques phrases et aphorismes célèbres :

— « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais. »
(GAMBETTA.)

— « Quand nous serons vainqueurs, nous verrons. »
(VICTOR HUGO.)

— « Plus je me sens Français, plus je me sens humain. »
(SULLY PRUDHOMME.)

— « Il n'y a pas une question sociale, mais des questions sociales » (Gambetta.) — « *Ago quod ago* Je fais ce que je fais » Oui, faisons ce que nous faisons, ne cherchons pas à tout résoudre, ne pensons pas qu'il existe un moyen de rendre uniforme le bonheur général, de résoudre tous les problèmes à la fois. *Ago quod ago* (Gambetta, d'après le général Hoche). C'est la formule opportuniste. Elle a été admirablement adaptée à la plus haute des responsabilités gouvernementales par Clemenceau : « JE FAIS LA GUERRE ! »

La guerre une fois faite, la France avait à reprendre, dans le système constitutionnel dont l'exercice n'a pas été d'ailleurs suspendu une seule minute, la conduite de ses destinées. Le

suffrage universel avait à trancher les questions nationales et internationales les plus hautes à l'aide de cet instrument si extraordinairement simplifié, le bulletin de vote. Et la difficulté des résolutions à prendre se trouvait encore compliquée de ce fait que, par une suite de circonstances et d'engagements antérieurs même à la guerre, le suffrage universel avait à s'exprimer par un mode de scrutin nouveau et dont il ignorait le fonctionnement. Encore une fois, on pouvait tout craindre. Or, le suffrage universel s'est prononcé, dans des termes qui, parmi les difficultés de l'heure présente, peuvent passer pour suffisamment clairs, fermes et efficaces. Il a parlé et il a choisi. Ainsi, sa volonté tend à devenir *action*.

Il faut voir maintenant comment cette action, qui n'est encore qu'*en puissance*, va se réaliser dans les faits, comment, la France s'étant prononcée, elle va maintenant être gouvernée.

Essayons donc de dégager, d'abord, le sens profond des récentes élections.

On a beaucoup dit qu'elles étaient filles de la peur : le fantôme du bolchévisme ayant été agité devant les électeurs, ceux-ci, d'un mouvement d'effroi, se seraient portés vers la réaction. L'observation est plutôt superficielle. Une énorme majorité s'est prononcée. Or, tout le monde n'a pas peur, et surtout tout le monde n'a pas peur en même temps. Les faubourgs ont voté. Les faubourgs n'ont pas peur. Est-il besoin d'ajouter que la France n'est pas un pays de poltrons? Et puis, nous, nous n'en étions pas là. Les Soviets n'ont pas passé la Vistule : le bolchévisme n'est pas à nos portes. Ceux qui ont suivi le mouvement préparatoire des élections savent que les groupes de combattants y ont pris part avec une ardeur décisive : or, si quelqu'un tremble, ce n'est assurément pas ceux-là. La plupart d'entre eux se sont fait des réflexes solides et froids. Ayant vu la mort de près, les *trognes*, comme dit Montaigne, ne les effrayent pas.

C'est plutôt dans les sentiments de ces hommes revenus de l'armée, des combattants rentrés au foyer, qu'il faudrait chercher les caractéristiques du courant qui s'est si fortement manifesté d'un bout à l'autre du pays. Les élections sont d'abord un mouvement de jeunesse; elles manifestent le goût profon-

dément national pour le changement, — l'amour du nouveau. A d'autres électeurs, d'autres représentants. L'Histoire n'est rien autre chose que la lutte entre les jeunes qui veulent arriver et les vieux qui ne veulent pas s'en aller. Or, en quels temps une telle crise est-elle plus naturelle et je dirai plus nécessaire que dans ceux que nous vivons? Des hommes qui ont passé quatre ans dans les tranchées, des hommes qui ont souffert de graves fautes commises, de lourdes imprévoyances, de vilains abandons du devoir, de laides camaraderies et d'embusquages honteux, des gens qui ont vu à quel point ces misères invétérées encrassaient le mécanisme national, ont pris le torchon et se sont décidés à nettoyer les rouages. Sous la pluie et sous les balles, ils ont eu tout le temps de réfléchir aux raisons des choses et aux véritables responsabilités. Ayant gardé dans la vie civile quelque chose de la discipline militaire, ils ont signifié leurs volontés aux profiteurs de la paix, précurseurs et continuateurs des profiteurs de la guerre. En somme, le principal moteur de cette révolution pacifique est une saine vigueur morale. Ce vote est, d'abord, un vote honnête, émis dans une volonté de clarté, de propreté et de lumière.

Et comme conséquence logique, il est *optimiste*.

Depuis que la victoire a été acquise, on ne cesse de répéter à la France qu'elle est en état de crise, presque d'infériorité, à la veille de la faillite. — Qu'elle prenne garde : elle glisse dans l'abîme!... A ces insinuations ou piteuses ou perfides, le corps électoral a reconnu notre vieille connaissance, la propagande défaitiste. Porter atteinte au moral du pays, c'était le but suprême pendant la guerre, — et c'est encore le but après la paix. La France a crevé d'un vigoureux coup de pied cette toile assez laidement camouflée.

Que ceux qui feignent de s'apitoyer sur elle se regardent donc eux-mêmes! Que les pangermanistes bon teint ou mal teints mesurent notre décadence au compas de leur fameuse supériorité! La France préfère s'en rapporter à elle-même : elle a conscience de sa force, de sa raison et de son droit. Si elle a des leçons à prendre, elle saura se les donner à elle-même. Les soldats ont tenu et les civils tiennent.

Puisqu'on insinuait que ce peuple abattu et exsangue était couché impuissant et inactif, atteint de neurasthénie dolente, bercé par la vague de paresse sur son lit de lauriers, il se lève

et marche. Une volonté clairement manifestée n'est-elle pas le plus puissant ressort de l'énergie? Ces élections sont juste le contraire d'une défaillance.

Le plus simple est de reconnaître que le pays de Descartes a manifesté une fois de plus sa subordination aux lois de la raison. Après un effort inouï et une victoire incontestée, il n'a pas voulu, — sagement, — risquer de perdre le bénéfice de son labeur et de sa victoire. C'est tout simple : pourquoi chercher autre chose?

Dans une heure de réflexion intérieure, ce peuple s'est réalisé lui-même! Ces élections le montrent tel qu'il est. Pays de petits propriétaires, de partage égal entre les enfants, de non privilégiés, il s'est montré farouche adversaire de toutes les inégalités, — même de celles dont la tyrannie s'exercerait par en bas. Les privilégiés, embusqués, spéculateurs sont visés à la fois. Comme tout s'est passé au grand jour, personne ne se trompe sur les choses et sur les hommes. On sait qui fut au front réellement et qui n'y fut pas; on a déchiffré tous les systèmes D, on a pris la mesure des vrais dévouements et des vrais désintéressements Les moins bruyants ont recueilli l'honneur et les plus tapageurs la tape. Un très fin et très habile discernement a mis, en somme, hommes et choses à leur place.

Rien de plus significatif à ce point de vue que le souvenir de gratitude et la couronne tendue à l'armée et à ses chefs. Si les Castelnau et les Maud'huy sont nommés, cela a un sens; si les Fabry et les Fonck sont élus, cela a un sens. On a dit, non sans quelque raison : ces élections se sont faites dans l'esprit de la bataille de la Marne : la France unie face à l'ennemi! Eh bien! oui. A noter que la plupart des adversaires du vainqueur de la Marne sont restés sur le carreau. Où est-il Maurice Viollette, enquêteur du maréchal Joffre? Où est-il Dalbiez? Où est-il Longuet?...

Comme il arrive toujours en France, quand une énergie cherche à se manifester, les yeux se sont tournés vers l'autorité gouvernementale. D'instinct, on s'en rapporte, pour agir, aux chefs qui ont en eux le sens et la vibration de l'heure. Et c'est pourquoi les élections se sont faites sur le nom plus encore que sur le programme de Clemenceau. On a voté, si j'ose dire, au-dessus et au delà du discours de Strasbourg, pour saluer l'homme lui-même, le président du Conseil de

la victoire. Il n'est pas un bulletin de la majorité sur lequel n'ait été écrit en traits invisibles ces deux mots : Alsace-Lorraine. Les sœurs retrouvées ont fait la famille apaisée. L'ordre maintenu dans le pays reconstitué, c'est la double palme dont la France a voulu saluer son gouvernement et dont elle s'est saluée elle-même.

En un mot, les élections indiquent surtout une continuation de l'esprit de guerre dans la paix. On sait que ce n'est pas fini. On sait que les grandes secousses ne sont pas apaisées, que si les luttes sanglantes sont localisées, les conflits d'intérêt, de prestige et d'honneur se prolongent; on sait que la Conférence de la Paix n'est pas close, que le protocole reste ouvert, que nos ennemis n'ont pas désarmé, que le traité reste en l'air comme l'île de Lupata et que, s'il tombe définitivement, sa chute peut tout écraser. On sait que la France a ses plaies à panser et, en même temps, ses grands devoirs traditionnels à remplir.

La France donc ne s'est pas abandonnée; elle continuera à remplir son devoir envers elle-même et envers les autres.

Courage, optimisme, raison, devoir, prudence, souci des grands problèmes de l'heure, avec une nuance de préoccupation, par-dessus tout du bon sens et de la réflexion, tel me paraît être le sens profond des élections.

II. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'électeur, en votant, avait, présents à l'esprit, les trois termes de notre politique extérieure : la guerre, la victoire et l'application du traité.

Jamais une Puissance victorieuse n'a été moins impérialiste que la France après la guerre de 1914-1918. Et c'est un des traits caractéristiques de la situation présente. Les peuples savent, comme ils ne l'ont jamais su, qu'ils finissent toujours par payer les fautes de leurs gouvernements, et l'opinion mise en garde ne se laisse plus griser.

Il y aurait un parallèle à faire entre l'Allemagne d'après 1871 et la France au lendemain de 1918. Les victoires trop faciles de 1866 et 1870 avaient enivré l'Allemagne : il en résulta cette mégalomanie qui devint, peu à peu, le grand péril européen.

Même après le traité de Francfort, même après le traité de Berlin, l'Allemagne resta armée jusqu'aux dents; la « paix armée, » telle fut sa conception de l'ordre européen. Elle s'entraîna, par sa victoire, à l'idée de nouveaux triomphes et de nouvelles conquêtes. Rien de plus pénible, pour ceux qui l'ont vécue, que le souvenir de cette période de l'histoire diplomatique où Bismarck régentait les cabinets, distribuant alternativement, selon l'expression du baron de Courcel, « la douche chaude et la douche froide. » Je me souviens d'une conférence tenue en 1885 à Constantinople, dans les salons de l'Arsenal de Tophané où l'ambassadeur allemand Radowitz, renchérissant sur les pratiques de son maître, avait mis en fuite (à la lettre) tous les représentants des diverses Puissances européennes, — même les plus huppées; — après un moment d'émoi, chacun d'eux entrebâillait à tour de rôle la porte du salon où l'ambassadeur irascible était resté seul pour essayer de lire sur son visage si la colère était apaisée et si l'on pouvait rentrer. L'empereur Guillaume, en son style « canaille, » nous donne une idée précise de ces étranges « traditions diplomatiques » par ses annotations en marge des documents publiés par Kautsky... Le monde a dû, par amour de la paix, supporter pendant quarante ans ces façons insolentes jusqu'à la démence qui ont fini par mener ceux qui s'y abondonnaient au point où ils en sont.

Je ne pense pas que ce mal, — ce haut mal, — soit celui qui menace, en ce moment, les Puissances victorieuses, ni surtout la France. On peut même se demander, après quatorze mois, si l'énergie nécessaire sera gardée par tous jusqu'à l'heure des entières et complètes exécutions.

Ce traité, le pays l'a accepté tel quel, — sans enthousiasme. — Jamais elle n'a été plus vraie qu'aujourd'hui, la parole prononcée par M. le président de la République, au jour de la signature : « La véritable paix sortira d'une création continue. »

Cette « création continue » sera l'œuvre de la nouvelle Chambre et celle du gouvernement qui représentera *sa* ou *ses* majorités.

J'ai dit *ses* majorités pour faire la part des caprices et sautes de vent parlementaires : mais je ne pense pas qu'il se produise dans la Chambre, en ce qui concerne les modes d'application

du traité, des divergences profondes. Si l'union doit se faire et se maintenir, c'est sur ce sujet.

Les représentants de l'Alsace-Lorraine, les représentants des régions dévastées, les députés nommés sous l'inspiration du bloc national et des groupes de combattants, constituent une sorte de vieille garde, — les grognards de la victoire, — qui n'admettront pas facilement qu'on y porte atteinte. Ils savent très bien qu'il ne s'agit pas de la victoire d'un jour, mais d'une victoire de tous les jours et qui se prolongera dans les faits de telle sorte que les heures de la guerre deviennent, par des réalisations exactes et des transitions insensibles, celles de la paix.

Si les élections ont un sens, c'est celui-là : Garde au Rhin ! L'idée que l'Alsace et la Lorraine, après être rentrées spontanément au foyer, pourraient courir un risque quelconque du fait d'un impérialisme allemand rapidement reconstitué, l'idée que l'abominable forfait commis aux dépens de nos régions envahies ne serait pas, dans la mesure des forces humaines, réparé, l'idée que l'Allemagne pourrait refaire contre nous un bloc offensif, alors que nous aurions cru naïvement aux faux prophètes de la légende pacifiste, une telle appréhension, ou mieux une telle vague d'angoisse balaierait tout, si on lui donnait jamais l'occasion de se soulever.

C'est peut-être en ce point que se trouvera, dès le début, la fissure latente entre les Chambres et le gouvernement actuel. Que celui-ci se méfie des apologies trop docilement répandues et applaudies. Les paroles coulent; mais la blessure demeure. Si jamais une velléité quelconque venait à l'Allemagne de se dérober à ses engagements et si elle n'était pas ramenée immédiatement à l'innocuité, le sang ne ferait qu'un tour et l'on trouverait des hommes qui ne se laisseraient pas intimider. A l'heure où j'écris, nous en sommes encore aux polémiques épistolaires entre M. Clemenceau et M. von Lersner. Après quatorze mois, l'heure des polémiques est close; il faut passer aux actes. Nous avons assez lu de protocoles allemands. Le moindre sac d'écus ou le moindre sac de charbon feraient bien mieux notre affaire.

Il y avait, dans l'ancienne Chambre, un parti qui, par une singulière méconnaissance des véritables sentiments et intérêts populaires, avait adopté pour système une sorte de pacifisme

international débordant d'une confiance candide et d'égards larmoyants vis-à-vis de toutes les duplicités, de tous les machiavélismes et des plus grossières brutalités. Ni les objurgations de ces habitants de la région du Nord qui avaient vécu sous la botte allemande, ni les attestations des prisonniers militaires et civils arrachés à leur geôle, ni l'exemple terrifiant de la Russie, rien ne pouvait leur ouvrir les yeux. Parmi ces sophistes, les plus déclarés ont été écartés par le suffrage universel.

Je pense que leurs successeurs avertis ne se livreront plus, sur ce point, à aucune surenchère.

Ainsi la Chambre pourra réfléchir et envisager de sang-froid les graves difficultés de l'heure présente. Au moment de la négociation, on a laissé faire. « De guerre lasse » (le mot n'a jamais été plus juste) on s'en est rapporté aux hommes que la destinée avait réunis, à l'heure de la victoire, dans les salons du quai d'Orsay... Le résultat est que Paris reste, sans protection territoriale effective, à quatre marches de la frontière, qu'Anvers et Bruxelles sont exactement dans la même situation stratégique qu'à la veille de la guerre et que l'Allemagne, plus une que jamais, constitue, au centre de l'Europe, un bloc territorial et économique (je ne dis pas militaire), qui peut, dans les balances de l'histoire future, peser d'un poids énorme, sans contrôle et sans contre-partie.

Cela même, on l'a accepté. Mais on n'acceptera plus rien désormais qui ressemble à une concession touchant à l'équilibre des forces en Europe; toute interprétation du traité qui aurait pour effet de grandir la Prusse en Allemagne et l'Allemagne en Europe serait barré d'un trait ferme. L'Europe veut être chez elle : elle entend qu'aucune force centrale ne soit désormais prépondérante en son sein. Que l'Allemagne ne se laisse pas entraîner, sur ce point, à la moindre tentation. La diplomatie recevrait du parlement des ordres formels, je n'en doute pas, et elle aura à trouver les moyens d'empêcher les choses de se gâter en vertu de l'axiome qu'elle connaît bien : *principiis obsta*.

On a vu, à des exemples récents, que toute sagesse et toute énergie n'appartenaient pas, par privilège, aux délibérations du Conseil suprême. D'Annunzio a su tenir en échec les décisions de la Conférence : le masque des augures a reçu de ce fait une nazarde qui l'a fortement endommagé. Il ne plait pas

non plus au public français que l'on brime la Roumanie et la Serbie au profit de la Bulgarie pour des motifs un peu théoriques et lointains, dont on ne lui a d'ailleurs pas fait confidence.

En ce qui concerne ses propres intérêts, la France a subi certaines conditions de la paix qui eussent pu être améliorées. Sans aller jusqu'à la rupture, nos intérêts de fond eussent mérité une plus ferme défense. Le Rhin pèse, dans la balance, au moins autant que l'Adriatique; on s'est incliné un peu promptement devant des raisons qui ne nous ont point paru des plus claires. Puisque les maîtres de l'heure n'étaient pas plus sûrs de leurs affaires chez eux, comment étaient-ils si sûrs de nos affaires chez nous?

L'Allemagne devra donc tenir compte, d'une mise au point, comme on dit, qui se produit de jour en jour dans les esprits et, si elle la bravait, elle n'aurait rien à y gagner.

Ceci m'amène à envisager les futurs rapports de la France et de l'Allemagne. Là-bas, on nous accuse, à ce qu'il semble, de haïr l'Allemagne. Or, si extraordinaire que cela paraisse, après tout ce que l'Allemagne nous a fait souffrir, la France est incapable d'une haine éternelle. Elle déteste un ennemi cruel, fourbe et méchant : mais, qu'il se transforme, et elle se résignera aux conditions normales d'une vie européenne commune. Jadis, nos penseurs, nos poètes, nos philosophes, nos romantiques tournaient des yeux enamourés vers l'Allemagne. Cousin, Renan, Taine en étaient encore, à la veille de la guerre de 1870, à élever des statues à l'apologiste de la force, Hegel. Disons, en deux mots, que l'Allemagne de Weimar et même l'Allemagne de 1848 paraissait à nos pères une compagnonne de vie internationale convenable. On en est revenu de ces illusions. Mais, puisque la race germanique paraît vouloir s'organiser en démocratie libre, rien ne serait plus naturel que de lui voir prendre sa juste place dans la grande amphyctionie que dirigera la Société des Nations. Avec la politique d'un Guillaume, avec l'impérialisme des Universités et des États-majors, avec l'aveuglement et l'entêtement bureaucratique des Bethmann Hollweg, avec la suffisance désespérante d'un Bülow, un apaisement quelconque était impossible. Sans parler de l'Alsace-Lorraine qui restait la blessure inguérissable au droit et à la justice, il

n'y avait pas un diplomate, un homme libre en Europe qui ne souffrît, chaque jour, de cette morgue, de cette insolence, de ces ingérences, de ces prétentions à l'hégémonie et du bruit que le moindre grimaud de boutique faisait avec le sabre impérial traînant sur le pavé. Fatalement ce sabre devait sortir du fourreau. Il en est sorti... L'Allemagne sait à quel prix pour elle-même et pour l'univers.

Si l'Allemagne a compris, si elle est animée de sentiments plus raisonnables, si sa défaite l'a induite à abandonner la dynastie aux 500 uniformes et les États-majors aux clous de bois, alors elle reprendra, aux yeux du monde, l'aspect d'une personnalité, peut-être encore encombrante et d'un tact douteux, mais avec laquelle, du moins, on essaiera de s'accommoder.

Tout dépend donc de l'Allemagne elle-même. La génération actuelle subit, nous l'admettons, les entraînements des passions qui ont provoqué les autres peuples et amené la guerre ; elle n'a pas échappé aux effets de la « manœuvre morale » qui, pendant quatre ans, lui a fait croire à la victoire quand la guerre était perdue depuis longtemps ; elle n'a pas encore *réalisé* sa défaite : cela même nous le comprenons. Mais la génération qui vient, que sera-t-elle ? Militariste ou pacifique ? en casque ou en chapeau melon ? entrera-t-elle dans l'histoire au pas de parade ou, simplement, au pas de marche. Toute la question est là.

En attendant, la France, quel que soit son gouvernement, est décidée à serrer de près les exécutions qui font sa sécurité et à ne rien abandonner de ses droits. Qu'on se le dise bien de l'autre côté.

Et que l'on comprenne aussi que nous ne sommes pas isolés et que, tout au contraire, notre République possède, en ce moment, une puissance de propagande incomparable. Elle a le prestige de la victoire ; mais ce n'est pas cela seulement : on la sent sage, modérée, bien ordonnée, — un peu exsangue peut-être, mais d'autant plus raisonnable. De toutes façons, on lui fait crédit et on croira des choses un peu ce qu'elle en dira. Ayant vu d'avance et de loin, seule parmi les Puissances, ce qui se préparait, elle serait écoutée plus que jamais, si elle dénonçait au monde un péril renaissant.

Quand je publiais, ici-même, en 1916, mes premiers articles

sur « la Guerre et la Paix, » on rit beaucoup en Allemagne, et j'ai gardé dans mes petites archives, les commentaires des journaux répétant à qui mieux mieux : « On le croirait assuré de la victoire, M. Hanotaux!... » Parfaitement; nous savions que l'Allemagne, dès lors, était battue et je l'affirmai dès novembre 1916 en ces termes sans ambiguïté : « *Je le dis parce que je le sais!* » C'était l'époque où l'empereur Guillaume faisait ses premières démarches auprès du président Wilson. Nous savions que le monde allait se lever contre l'ennemi du monde. Et il en est arrivé ainsi que nous l'avions prévu et prédit. On ferait bien de ne plus rire si lourdement de la vérité, même pénible, en Allemagne.

A ce point de vue encore, les élections d'hier sont un avertissement : elles sont d'une portée mondiale, comme on dit. C'est encore un de leurs traits frappants : elles se sont produites, — ce qui est tout à fait exceptionnel, — avec un programme extérieur parfaitement clair; de même que les élections anglaises, elles ont été à la fois sages et nationales. Encore est-il juste de faire observer que Lloyd George, en parfait technicien, avait choisi son heure au lendemain de la victoire et avant les premières déceptions de la paix. La France au contraire, en pleine crise et en pleine obscurité, voyant se lever devant elle un brouillard d'inquiétude opaque, n'en a pas moins voté de telle façon qu'il n'y a pas un peuple au monde qui n'envie sa sagesse et son union. Sagesse et union qui se résolvent en *force* pour l'application du traité. La nouvelle Chambre a conscience de ce premier et de ce plus haut de ces devoirs, d'un de ces devoirs qui, parce qu'ils sont essentiels, consolident à leur tour l'union qui fait la force.

Il semble bien que l'Allemagne, malgré ce qu'il y a de clair dans ces avertissements, ait eu, il y a quelques jours, une certaine tentation de se dérober, ou du moins de tirer parti du retard que la discussion devant le Sénat américain a fait subir à la ratification définitive du traité.

Mais, d'ores et déjà, elle est avertie de son erreur. M. Franck Polk l'a déclaré au ministre allemand von Lersner, et cette déclaration doit être mise en vedette comme le pivot de toute la politique internationale, quoi qu'il arrive : « De toutes les erreurs que l'Allemagne a commises, il n'y en aurait pas de

plus énorme et de plus funeste pour elle que celle qui consisterait à interpréter en sa faveur le retard dans le vote du Sénat... Je ne sais ce que le Sénat décidera, mais il y a une chose que je peux vous affirmer : *c'est qu'il ne décidera jamais que vous n'avez pas à tenir vos engagements.* »

En ce qui concerne particulièrement les relations des États-Unis avec la France, je suis en mesure de verser au débat un document traduisant la pensée de l'homme le plus qualifié peut-être parmi les adversaires du traité, M. Elihu Root : « Les Français qui connaissent les États-Unis ont bien compris que l'opposition acharnée faite en Amérique à la ratification du traité de Versailles vient d'un groupe des anciens amis de Roosevelt qui, comme Roosevelt lui-même, ont toujours aimé la France. Pendant la guerre, leur attitude n'a jamais été équivoque. Ils ne se sont pas décidés à défendre la cause de l'Entente pour des raisons politiques. Ils n'ont pas hésité, dès août 1914, à se déclarer contre l'Allemagne. Pendant la longue lutte, leur loyauté envers la France et leur dévouement à ses intérêts n'ont jamais fléchi. Aujourd'hui, lorsque le Sénat procède à l'examen de la question de la paix, *ils distinguent nettement entre le traité de Versailles et l'engagement de soutenir la France en cas d'agression non provoquée.* ILS APPROUVENT PLEINEMENT LE PACTE ANGLO-FRANCO-AMÉRICAIN; ils ne songent pas à s'y opposer, ni pour des raisons personnelles, ni pour des raisons patriotiques... Au point de vue français, il n'y a aucune raison de s'alarmer de l'opposition faite par M. Root et ses amis aux « erreurs » de M. Wilson. Les hommes mêmes qui composent ce groupe resteront, comme ils l'ont été dès le début de la guerre, les amis fidèles de la France. »

Ainsi, munie des deux côtés à la fois, la France maintient sa confiance entière à ses amis des États-Unis, quel que soit le parti auquel ils appartiennent. Elle comprend parfaitement qu'il s'agit, non pas précisément d'une crise politique intérieure, mais d'une crise d'essence constitutionnelle Pour la première fois, l'opinion publique de la grande République est mise en présence d'une interprétation de la constitution et de la fameuse lettre du président Washington qui avait, en quelque sorte, force de loi et qui imposait à l'Amérique un système d'abstention dans les grandes affaires internationales et en particulier européennes. Quels sont, à ce sujet,

les pouvoirs du président de la République? Quels sont les pouvoirs du Sénat?

Le président Wilson ne s'est-il pas hasardé en venant prendre part en personne aux négociations et en engageant l'avenir de son pays, sans consulter? Nous n'avons rien à voir là-dedans et il appartient aux Américains d'en décider.

Et pour dire le fond de ma pensée, je trouve qu'on nous a fait une montagne de ces fameuses « réserves » américaines. En somme, elles reviennent toutes à ceci : personne n'a qualité pour jeter les États-Unis d'Amérique dans une guerre ou une complication quelconque sans leur assentiment. Eh bon Dieu! Qui se fait la moindre illusion à ce sujet? Qui donc pense qu'on attacherait ce puissant Gulliver avec les bouts de ficelle d'un traité? Il faut avoir la vanité protocolaire poussée jusqu'au délire pour accumuler, à notre tour, des « réserves » sur ces « réserves. » A ce train, on n'en finira jamais.

J'ai peine à comprendre, quant à moi, l'attitude de certains hommes d'État anglais, qui, au lieu d'apaiser un différend purement formel, tendent à l'aggraver. De quelle pensée émane l'article de M. Winston Churchill : « L'Amérique nous abandonnera-t elle? » D'où vient la déclaration un peu réticente de M. Bonar Law aux Communes? Pourquoi ce bruit répandu, venant d'on ne sait où, que l'on était décidé en Europe à se passer de l'Amérique? Pourquoi, enfin, cette interview, attribuée à lord Robert Cecil, jetant par-dessus bord, non seulement le traité, mais l'alliance? Quand on affecte ainsi de faire porter sur l'Amérique des responsabilités qui, grâce à Dieu, ne sont pas les siennes, on fait une question de ce qui, précisément, n'est pas en question. Quand on s'écrie dramatiquement : « Il ne reste plus qu'à laisser la France seule sur le Rhin en face de l'Allemagne et probablement plus tard en face de la Russie, » on agite un fantôme dont l'évocation, à elle seule, peut faire beaucoup de mal. On ne parlerait pas autrement si l'on voulait encourager l'Allemagne à la résistance.

La vérité est toute différente et je pense bien que l'Allemagne ne s'y trompera pas. Non seulement l'*Alliance* existe en fait, — et tout fait espérer qu'elle existera bientôt en droit, — mais la conviction des États-Unis, à ce point de vue, est si forte que si le moindre péril reparaissait du côté allemand, les États-Unis se lèveraient comme un seul homme contre un im-

périalisme avec lequel ils ne jouent, en quelque sorte, à l'heure présente, que parce qu'ils croient l'avoir définitivement abattu.

Nos amis d'Amérique qui sont parmi les plus opposés au traité m'écrivent : Nous cherchons ardemment un moyen de prouver à la France que tout ce qui se passe ici ne la vise ni ne la touche en quelque manière que ce soit. Venez donc, venez avec les victorieux et vous verrez comment nous saurons acclamer les vieux amis de l'Amérique, et surtout les hommes d'État et les chefs militaires qui ont sauvé la liberté du genre humain.

Au moment où ces lignes paraîtront, l'incident du protocole et de la « mise en demeure » adressée à l'Allemagne sera sans doute réglé. De toute façon, et en attendant que les grands accords soient ratifiés dans leur ensemble, il reste, en Europe même, pour tenir tête, s'il y a lieu, une combinaison de forces telle qu'elle est en mesure de parer aux premiers événements. Il ne peut être question assurément que l'alliance anglo-française se passe de la sanction américaine. Prenons garde de l'isoler et de lui supposer quelque velléité de transformer la triplice en duplice : ce serait la plus lourde et la plus gratuite des fautes. Ceci dit, l'alliance anglo-française existe en elle-même : elle repose sur des faits et sur des nécessités qu'aucune circonstance ou actuelle ou prochaine ne saurait, à mon avis, modifier.

Si l'Angleterre considère sa situation générale dans le monde, elle ne peut, à aucun point de vue, se passer du concours actif de la France, à plus forte raison si elle a perdu sa foi en l'adhésion américaine.

Les problèmes mondiaux sont tels en Asie, en Russie, en Turquie (ajoutons en Égypte, aux Indes, en Irlande), que la paix de l'Empire est toujours en question. Guillaume II a dit dans un accès de rage : « Que l'Allemagne périsse, mais que, du moins, l'Angleterre perde les Indes! » L'organisation du monde colonial est une chose d'une telle importance pour l'Angleterre qu'elle ne peut songer à s'isoler de l'action simultanée et loyale de la France qui, partout, est sa voisine et qui, partout, est disposée à lui laisser de larges satisfactions économiques et politiques. C'est seulement sur cette base de confiance mutuelle que l'ordre mondial peut se consolider. Mais il s'agit de bien autre chose encore, il s'agit de la sécurité même de la

métropole, de la sécurité de l'Archipel britannique. Mettons les points sur les i : il s'agit de la Belgique.

Je ne cesserai de le répéter, l'erreur capitale du traité est d'avoir, — contrairement aux avis du maréchal Foch, — rejeté le projet d'un puissant système militaire rhénan barrant définitivement la route aux convoitises prussiennes. Or, ce système avait pour axe de résistance une Belgique forte. L'Angleterre avait l'occasion de consolider, une fois pour toutes, le glacis qui protège Bruxelles et Anvers, c'est-à-dire qui protège l'Angleterre. Comment la campagne de 1914 ne lui a-t-elle pas ouvert les yeux? L'Allemagne avait pour premier objectif stratégique de rafler Anvers, Dunkerque, Calais, le Havre, de façon à isoler, d'abord, l'Angleterre. C'est grâce à l'étonnante énergie et clairvoyance de la manœuvre offensive sur Charleroi que ce plan originel a été déjoué. Joffre a été véritablement, à cette heure, le sauveur de l'Angleterre. Toute la suite de la guerre a prouvé que le *nach Calais* était la raison suprême de la manœuvre allemande. Et c'est quand cette conviction devrait avoir pénétré jusqu'au cœur de l'Angleterre, quand elle devrait sentir jusque dans les dernières fibres de son être que son salut historique est en cause, c'est alors qu'elle néglige la maxime favorite de son grand roi Édouard VII : « Notre frontière est sur le Rhin! »

L'histoire reconnaîtra sans doute, dans cet abandon, une de ces prodigieuses aberrations de l'entendement par lesquels la Destinée se plaît à égarer les hommes et les peuples pour que le drame auquel elle se plaît ne se termine pas sitôt.

Il semble pourtant qu'en présence des premières résistances de l'Allemagne, une certaine évolution se fait dans les esprits en Angleterre et que l'on cherche à combler (ne fût-ce que par des moyens de fortune) la grande lacune du traité. On commence, visiblement, à se préoccuper du sort de la Belgique. Mais cette Puissance, — trop faible par elle-même, — ne peut être défendue contre une agression allemande que par un accord des Puissances intéressées et par la préparation d'une action éventuelle sur le Rhin par la combinaison de ces trois éléments : France, Belgique, Angleterre. Un tel accord et une telle préparation réclament un travail constant, une confiance réciproque, une discipline des volontés et des actes permanente et vigilante, en un mot, un haut commandement.

C'est dans ce sens que j'interprète, quant à moi, un fait considérable et exceptionnel s'il en fût : à savoir la nomination du maréchal Foch en qualité de maréchal des armées britanniques. Ce titre n'est pas un vain mot : le haut commandement de la triplice militaire est ainsi organisé en vue de n'importe quelles éventualités.

Si le traité n'est pas ratifié, si l'alliance à trois est retardée, si la Société des Nations ne fonctionne pas, du moins il reste ceci : une force existe qui peut se préparer et agir d'une minute à l'autre. Le maréchal Foch commande et son autorité est reconnue.

Il ne me semble pas que les choses aient été considérées par le public sous cet aspect et c'est pourtant le seul qui importe. Rien au monde ne peut valoir contre un fait. Le fond des sentiments de l'Angleterre s'éclaire par cette décision et une forte lumière est ainsi projetée sur l'avenir de l'Europe. Tant que le maréchal Foch commandera, il y aura un *pouvoir exécutif* des volontés de l'alliance. Il est en ce moment, comme disent les Anglais, *l'homme du fait :* et il serait substitué en un clin d'œil aux hommes des paroles, aux hommes des protocoles, aux hommes des promesses ou de la chimère. Tant que ce commandement unique existera, il y aura une alliance et il y aura une Europe.

La France a, ainsi, le grand honneur qui lui est revenu de droit par le cours normal des choses de disposer du pouvoir du « dernier mot. » Elle doit avoir, par conséquent, le sentiment profond qui découle naturellement de cette situation éminente, celui de sa responsabilité. Puisque la seule autorité militaire subsistante après la guerre appartient à un Français, la France ne doit s'en montrer que plus prudente, plus modérée, plus mesurée dans ses moindres gestes et mouvements. Elle a charge d'âmes, non pas seulement pour elle, mais pour les autres.

Et c'est parce que ce sentiment existe dans la nouvelle Chambre que le monde est disposé à lui faire confiance, et au Gouvernement qui la représentera.

Les élections qui l'ont désignée ont répondu à l'attente universelle : ce qui importe, maintenant, c'est que la Chambre elle-même ne manque pas à cette large et unanime confiance

qui a salué son avènement. Jamais notre pays n'a été davantage sur le devant de la scène. Qu'il soit lui-même! Qu'il se montre en son naturel avec son esprit de mesure, sa modération, sa raison, son bon sens, et aussi avec ce quelque chose d'essentiellement libre et aisé, enjoué et élégant qui lui appartient en propre.

Je supplie la nouvelle Chambre, puisqu'elle se réunit à une heure historique et, si j'ose dire, sous les yeux du monde, de se garder avec un soin jaloux de ces tendances à la vulgarité qui gâtaient les mœurs de celles qui l'ont précédée. La camaraderie trop facile a causé la perte de la « République des camarades. » Il est de certaines accointances dont nos parlementaires feraient bien de se méfier. Des incidents récents ont averti les électeurs. Certaines exécutions sans bruit sont significatives. Le pays veut que sa représentation le représente bien : 1 500 000 Français ont payé de leur vie la noble idée que l'on se fait au dehors de notre pays et la haute situation qu'il occupe. Que les survivants se montrent dignes d'un si impressionnant héritage! La République romaine, siégeant dans son Sénat, n'avait pas de devoirs plus hauts ni de responsabilités plus lourdes que celles qui incombent à la République française au milieu de l'Europe encore bouleversée.

Une France pacifique et ferme, confiante en ses amis et en ses alliés, ralliant l'Europe autour d'une conception généreuse et juste, protectrice des États faibles, gardienne vigilante des conventions, collaboratrice convaincue de la Société des Nations, attentive aux retours et aux égarements de ses ennemis, mais patiente, raisonnable, gardée par son sang-froid et par la grandeur même de ses sacrifices contre tout système d'ingérence dangereuse ou envahissante, en un mot une France qui soit juste à l'opposé de l'Allemagne de Bismarck, une France *bonne européenne*, tel me paraît être le rôle que nous devons adopter délibérément au point de vue des affaires extérieures, et que la nouvelle Chambre, d'après le vœu formel des électeurs, saura remplir. En deux mots : que la paix soit digne de la guerre!

III. — LA POLITIQUE INTÉRIEURE

En ce qui concerne les problèmes intérieurs, bien des hypothèses et des calculs sont permis. Nous sommes, dès le

début, dans une phase d'incertitude et d'obscurité qui tient aux conditions dans lesquelles les votes ont été émis; nouveau mode de scrutin, fonctionnement de la proportionnelle atténuée, substitution d'un nouveau personnel à l'ancien quelque peu usagé, tout contribue à rendre difficiles les pronostics. Les tableaux qui ont été donnés classant les nouveaux élus dans les anciens cadres et dans les vieux groupements politiques sont absolument faussés par le fait de la copénétration des listes, des programmes et des partis. Tel radical d'hier peut passer pour un modéré aujourd'hui. Tel « sectaire » enragé, selon l'ancien vocabulaire, s'est réclamé de la « tolérance » religieuse et a demandé le rétablissement de l'ambassade auprès du Vatican. La « liste » a fait de ces miracles ; mais la passion, les ambitions ministérielles, les combinaisons de couloir en feront d'autres.

On jure que toutes les querelles sont du passé ; on ne parle que d'union sacrée ; les plus sages résolutions sont prises par des groupes nouveaux, qui s'organisent pour le travail, les réformes économiques, la préparation des lois budgétaires et financières, etc., et qui se targuent de l'avènement des compétences. Oui, mais les chefs de ces groupes ont-ils fait abnégation de leurs légitimes désirs de sortir du rang? Se contenteront-ils de la gloire modeste des « commissions? » On remise les anciens présidents du conseil, les anciens ministres, les autorités établies. Se laisseront-elles remiser? Et puis, si elles s'écartent gentiment, d'autres ne se mettront-elles pas sur les rangs?

La Chambre nouvelle comprend 340 nouveaux élus. Or l'histoire a signalé les inconvénients des renouvellements trop hâtifs et trop absolus du personnel parlementaire. Elle a déploré la décision de l'Assemblée constituante d'écarter tous ses membres des candidatures à l'Assemblée législative. La nature ne procède pas par saut. Les diverses générations ont l'une après l'autre leur place dans l'existence des peuples. Un peu de sagesse et de patience ne messiérait pas à nos jeunes amis. Ils vantent le travail et la compétence. C'est fort bien ; mais il y a des « vieux » qui sont des travailleurs et qui ne manquent pas d'une certaine technique parlementaire et gouvernementale. Tout cela est à considérer. D'ailleurs la discussion publique se chargera de remettre bientôt hommes et choses à leur place.

A titre d'observation générale, il est permis de constater toutefois que deux ou trois décisions saillantes ont été intimées par le suffrage universel à ses commettants. Il a porté ses coups les plus rudes sur les groupes qui s'étaient habitués à s'emparer de la direction politique par le système de la surenchère. Le parti radical-socialiste et le parti socialiste ont été particulièrement éprouvés. Les raisons de diverse nature qui ont déterminé les électeurs à faire des coupes sombres dans leurs rangs peuvent se résumer en une seule : la France ne veut pas de révolution ; elle se satisfait du développement normal et régulier des institutions républicaines.

La République qui a su nous assurer des alliances, du crédit, une discipline civile et militaire dans la plus grande crise qu'ait traversée notre pays, et qui, enfin, a remporté la victoire, est au-dessus de toute discussion. On ne sait plus ce que c'est que le droit divin ; on a horreur de toutes les dictatures, soit d'en haut, soit d'en bas. Les « élites » n'ont droit qu'à leur place au soleil, et à la récompense de leur travail et de leur utilité. La démocratie, pleine d'indulgence pour les faiblesses humaines, — et c'est peut-être là son *faible*, — la démocratie exige que les larges assises populaires se confondent avec les bases mêmes de l'ordre social. Ni coup d'État, ni coup de force. Les fauteurs de désordre, d'où qu'ils viennent, sont avertis : ils ne passeront pas !

Ceci dit, la nouvelle Chambre va se mettre résolument au travail. Oui, tous ces nouveaux députés, jeunes et vieux, brûlent d'envie de se consacrer à la grande œuvre de rénovation et de restauration que le pays leur a confiée. J'ai suivi la préparation électorale d'assez près pour pouvoir dire que les capacités et les compétences seront en grand nombre dans la future Chambre : et les orateurs n'y manqueront pas. Je vois mes amis de la nouvelle fournée arriver à la Chambre avec de gros dossiers sous le bras. Ils ne s'attarderont pas à la buvette. Ils se presseront dans les bureaux et dans les commissions : on verra surgir des hommes à idées, des hommes à systèmes, mais aussi d'excellents esprits animés d'excellentes méthodes. Ce sont les plus sages et ceux qui ont le plus d'avenir qui feront le moins de bruit au début. J'en vois beaucoup qui sont sortis de nos grandes Écoles et qui sont déjà des hommes distingués. Qu'ils ne cherchent pas à briller : c'est le défaut national. Mais qu'ils

marquent le pas en observant. Quand on est jeune, on a tout l'avenir devant soi, et dans la jeunesse elle-même, rien n'est plus savoureux qu'une goutte de maturité.

Le premier art des chefs de la majorité sera, comme disait Gambetta, de « sérier les questions. » A l'heure qu'il est, le programme du travail parlementaire me fait l'effet d'une bouteille que l'on renverse subitement. Le goulot est trop étroit pour que tout passe en même temps. Il faut donc faire place, d'abord, aux questions les plus urgentes.

Or, en tête de toutes, viendra celle dont on ne parle pas dans le programme : la question du personnel nouveau. Qui gouvernera la France? C'est par là qu'il faudra commencer, et telle est l'exigence normale des situations. Un système gouvernemental cherche, d'abord, ses hommes. Le politicien est, par définition, l'homme qui croit que les choses ne peuvent être bien faites que par lui-même. S'il n'était pas ambitieux, il ne se jetterait pas dans la politique. Le choix du suffrage universel s'étant porté sur lui, il se trouve singulièrement confirmé dans cette bonne opinion qu'il a naturellement de lui-même. « Il s'admire s'il se compare. » Les équipes ministérielles sont d'ores et déjà en ligne pour fournir la course.

Cette ambition, dans le sens du mot latin *ambitus*, ne résulterait pas du cours normal des choses qu'elle serait incitée par les circonstances actuelles. M. Poincaré est au terme de son mandat. M. Clemenceau a déclaré qu'il renoncerait à ses fonctions actuelles aussitôt que le nouveau président de la République serait élu. Ainsi se trouve ouverte la course aux portefeuilles, *cursus honorum*.

Un autre fait qui aura aussi son influence sur la question du personnel se produira avant le mois de février, qui sera le mois des grands remplacements : il s'agit des élections sénatoriales.

Le Sénat, quoique son attitude actuelle soit un peu effacée, n'en est pas moins un organe essentiel du régime. Il est d'usage de confier un certain nombre de portefeuilles aux membres du Sénat dans les cabinets qui se constituent ; les sénateurs participent au scrutin pour l'élection du président de la République ; enfin, le Sénat vote les lois et il exerce d'ordinaire avec beaucoup de calme et de sang-froid l'office d'une sorte de

contrepoids peu bruyant, mais efficace, dans le fonctionnement général de la Constitution. Aux élections sénatoriales, cette portion du suffrage qui s'est déjà habituée au maniement des affaires publiques par l'exercice des fonctions municipales, est appelée à se prononcer; Gambetta appelait le Sénat « le Grand Conseil des communes de France ; » il insistait, ainsi, sur cette idée que le Sénat avait un rôle particulier, à savoir la sage adaptation du passé au présent et de l'innovation à l'organisation. A ce titre, le Sénat est un vigilant gardien non seulement des institutions, mais de l'ordre social. Par l'âge, par l'expérience, par la durée du mandat, les sénateurs représentent un élément de stabilité. Dans les circonstances actuelles, l'action du Sénat se trouvera sans doute d'accord avec l'*esprit* des élections législatives. La haute assemblée est naturellement opposée aux extrêmes. Sans doute, renforcée par de nouveaux élus, elle se trouvera étroitement à l'unisson avec la Chambre des députés. Par conséquent, le Sénat n'en prendra que plus d'autorité sur le développement du travail législatif futur. Je pronostique que le Sénat jouera un grand rôle durant la législature qui commence. Il a de l'autorité, de la capacité, de l'expérience ; il représente précisément cette partie du monde politique qui dure et qui prolonge son action en présence de la rupture un peu brusque qui vient de s'accomplir d'une Chambre à l'autre. Avant de juger des prochaines conditions de la vie publique, il n'est pas inutile d'attendre les décisions du corps électoral sénatorial.

Et c'est aussitôt après que les questions du personnel se poseront, d'abord celle de la succession à la présidence de la République.

M. Poincaré s'en va ; nous savons, d'ores et déjà, qu'il habitera rue Marbeau ; nous savons aussi qu'il se trouve trop jeune pour abandonner la vie active, que lui aussi travaillera, qu'il sera probablement candidat au Sénat, qu'il mettra son expérience et son autorité au service de la République, que nous entendrons encore sa voix éloquente et que, selon sa spirituelle déclaration, il deviendra peut-être le président du Conseil de M. Clemenceau président de la République.

Tout se voit. De toutes façons la France ne laissera pas M. Poincaré rentrer dans la vie privée sans lui témoigner la gratitude immense qu'elle lui doit. Au cours de cette guerre,

il a représenté la fermeté, la patience, la sagesse et le tact. Les peuples alliés lui ont rendu hommage. Nos ennemis eux-mêmes l'ont désigné par leur haine à notre reconnaissance. Si la Constitution de 1875 a besoin d'être défendue un jour, on tirera un excellent argument, pour la défendre, de la manière dont M. Poincaré a su l'appliquer. Je sais qu'il ne partage pas tout à fait mon avis à ce sujet; il est beaucoup plus *revisionniste* que moi. Mais peut-être que, du dehors, je suis moins sensible que lui au jeu difficile des rouages et plus frappé par les heureux résultats obtenus. Sans insister et sans vouloir tomber dans l'apologie ou dans l'éloge académique, j'ajouterai seulement que, dans ces circonstances extraordinaires, la France a trouvé en elle-même des équipes remarquables et qu'elles ont toutes accepté la haute direction du président de la République qui restera, pour l'avenir, le président de la République de la Grande Guerre et de la Victoire.

M. Poincaré s'en va : par qui sera-t-il remplacé? Est-il indiscret de se poser ici une question que tout le monde se pose. On parle, d'abord, d'une douce violence que se laisserait faire M. Clemenceau. Rien de plus naturel. Après les grands services, les démocraties n'ont pas beaucoup de moyens à leur disposition pour témoigner de leur reconnaissance à leurs grands serviteurs. Si nous étions à Rome, le Sénat se réunirait et proclamerait M. Clemenceau Père de la Patrie. Ces deux mots le mettraient à sa place dans le monde et devant l'histoire. Mais ces tempéraments actifs ne se nourrissent pas de formules creuses. Un homme de cette trempe a besoin d'exercer ses muscles intellectuels. Sa vitalité n'est pas épuisée ; je dirai même qu'elle s'achève et qu'elle grandit encore plutôt qu'elle ne décline. J'aime mieux le Clemenceau du Conseil suprême et du voyage à Londres que le Clemenceau des négociations. En un mot, il faut à de tels hommes l'occasion d'avoir leur avis, de le dire et d'exercer leur ascendant. Il m'est si difficile de concevoir M. Clemenceau dans la retraite, que je le vois parfaitement à l'Élysée.

Si M. Clemenceau décline toute candidature, nous rentrerons dans le cours normal des choses : nous aurons, sans doute, une candidature Deschanel, peut-être une candidature Viviani : on a parlé aussi de diverses candidatures sénatoriales, soit M. Antonin Dubost, soit M. Jonnart, soit M. Pams; il a été

très vaguement question de la candidature d'un grand chef militaire. Dans le monde et surtout dans les milieux politiques, les conversations vont leur train. Avant les élections sénatoriales, il est très difficile de se faire une opinion. Mais si je considère en particulier la Chambre, mon avis est que la future élection présidentielle répondra au courant de sagesse et de pondération qui a déterminé le scrutin du 16 novembre. Le pays veut être sage, il ne veut pas d'à-coups ; il préfère chercher l'expérience, la compétence, la tenue et la raison. Peut-être aurait-il une toute petite tendance chauvine, si on le prenait par son faible. Mais il la faudrait d'un chauvinisme tellement atténué qu'il fût pour ainsi dire invisible : un civil en bleu horizon.

Voici pour les « honneurs » de la République. Tout de suite, il faudra mettre à leur place les hommes d'action. Je ne fais que traduire le sentiment public en prononçant le nom de M. Millerand. Il est indispensable en Alsace : mais il est indispensable à Paris. Entre les deux devoirs, le plus lourd l'emportera, sans doute. M. Millerand sort de la démocratie, il a été un bon ministre de la guerre ; c'est un parlementaire impeccable ; sa volonté est forte et sa bonne volonté constante. Il est un peu rude, un peu taciturne, un peu obstiné. Mais ce sont des défauts, si ce sont des défauts, qui s'opposent naturellement aux défauts qui ont sonné le glas de la République des camarades. Dans l'énorme accablement d'affaires dont sera écrasé un président du Conseil et parmi le trouble universel qui agite le monde, je ne crains pas un personnage un peu réservé, et même un peu distant. M. Millerand aura l'autorité et le jugement nécessaires pour s'entourer immédiatement des hommes dont sa longue expérience a apprécié la valeur ; il n'est l'homme d'aucun parti ; il est éminemment le type représentatif de la liste *bloc* et de l'*union sacrée.* Tout cela lui donne une grande force. C'est une chance pour notre pays d'avoir immédiatement un chef d'équipe à substituer aux chefs d'équipe, si ceux-ci laissent la place. Un président du Conseil connaissant les affaires d'Alsace, c'est une grande garantie pour l'Alsace. Tout concourt au prochain avènement de M. Millerand.

Je n'insisterai pas davantage sur les questions de personne. La Chambre et le futur président du Conseil se prononceront

selon les circonstances de l'heure. Il est à penser que les choix futurs auront à tenir compte de ce qu'un orateur appelait spirituellement au banquet de la IVe République le « millésime, » je veux dire que les générations qui ont fait la guerre trouveront place dans les futures combinaisons.

Quel que soit le procédé du « dosage, » ce qui importe, c'est de donner tout de suite au pays le sentiment de la stabilité ministérielle. Une majorité compacte et bien disciplinée, comme le suffrage universel l'a constituée, peut contracter avec le futur gouvernement, sur un programme débattu et accepté de part et d'autre, ce que j'appellerai un pacte de gouvernement. Si des ambitions trop pressées ou des intrigues retardataires nous faisaient assister au spectacle du kaléidoscope ministériel, le pays se fatiguerait vite et il trouverait le moyen de mettre le holà, ne fût-ce qu'en exigeant de nouvelles élections. C'est une question d'honneur pour la future Chambre que l'union sacrée ne soit pas un vain mot.

Reste donc cette question du programme du gouvernement. Qu'il soit de proportions modestes, de réalisations promptes et d'une franchise absolue. Avant tout, la France veut voir clair dans ses propres affaires. Elle a le sentiment, que depuis quatorze mois, on a laissé bien des solutions urgentes subir des retards graves et peut-être irréparables. Le public a personnifié cette procédure administrative en créant le type de M. Lebureau. Mais le bureau n'est pas le seul meuble du cabinet gouvernemental, il y a aussi le casier où les dossiers s'entassent, le fauteuil où l'on se prélasse, le poêle où les affaires se règlent quand elles sont trop compliquées.

N'est-il pas invraisemblable, en effet, que fin décembre les feuilles d'impôts sur le revenu n'aient pas encore été distribuées? Je veux faire, à ce sujet, une simple observation, qui porte sur l'ensemble de notre situation financière. Le pays a payé l'année dernière 10 milliards d'impôts, sans qu'il ait reçu une seule « sommation sans frais, » c'est-à-dire le bout de papier vert que la plupart des contribuables attendent avant de faire un pas vers le percepteur. Je ne sais ce que pourraient rendre des impôts régulièrement perçus et contrôlés; mais il est permis de penser que la somme de 10 milliards payée bénévolement par d'honnêtes citoyens qui, même en tra-

vaillant, pensent à la France, serait largement accrue, et peut-être doublée, si l'on ne laissait pas une telle négligence fiscale s'invétérer dans nos mœurs.

La France paiera ce qu'on lui demandera si on sait le faire avec sagesse, fermeté et douceur. Et alors quelle confiance elle inspirerait soudain à l'univers! La baisse du change tient en grande partie à la veulerie dans le travail administratif. J'ai entendu un paysan tenir ce propos que je répète aussi bravement qu'il a été dit : « Pourquoi ne nous fait-on pas payer? Nous avons gagné de l'argent et nous saurons prendre notre part des charges publiques. » Et l'ouvrier est-il si démuni de bon sens? N'est-il pas patriote? Se laisserait-il conduire par quelques meneurs? Tout cela est affaire de mesure, d'équilibre et de sang-froid. On disait jadis : « Ni emprunt, ni impôt. » Et depuis quatorze mois l'on s'est incrusté dans des formules de cette sorte. Il est temps d'en sortir. Sinon, la France compromet sa fortune, et, ce qui est plus grave encore, son crédit.

On affecte de dire dans certains groupes que la question de nos relations avec la Papauté ne sera pas posée. Voilà une singulière dérobade, et ce serait un bien dangereux accroc au programme de l'union sacrée. Pour des raisons qui ont été répétées cent fois et sur lesquelles je ne reviendrai pas, des républicains éminents se sont prononcés pour le rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican. Ce serait un grand apaisement pour les catholiques et pour le pays lui-même. Il y a des problèmes trop pressants posés dans le monde auxquels les hiérarchies religieuses sont directement intéressées, ne serait-ce que la résurrection de la Pologne, le régime de l'Alsace et le maintien de notre protectorat catholique en Orient et en Extrême Orient, pour que nous hésitions à faire un sacrifice d'amour-propre et d'argent, bien minime en face des résultats à obtenir.

Je vais plus loin. Les circonstances me paraissent favorables à un bon règlement de la question des cultuelles, — ce qui serait, au fond, tout le règlement du conflit qui s'est élevé entre le gouvernement de la République et l'Église catholique à la suite du vote de la séparation de l'Église et de l'État.

Un seul mot à ce sujet : la jurisprudence du Conseil d'État reconnaît catégoriquement que les cultuelles ne peuvent exister que si elles sont conformes à l'approbation de la hiérarchie

catholique, c'est-à-dire des évêques et de la Papauté. Nous discutons donc sur des pointes d'aiguille, puisque le Conseil d'État, par sa jurisprudence et en s'appuyant sur le texte de la loi, nous apporte une solution qui ne laisse subsister aucun dissentiment grave avec le point de vue romain. Le pape Benoît XV est un esprit conciliant et modéré; son gouvernement n'a nul caractère offensif; la grande majorité des évêques français a eu une attitude des plus loyales à l'égard du gouvernement de la République dans les dernières élections. La Chambre, dans son désir de paix et d'union, se montrera-t-elle plus intransigeante que la loi votée par les Chambres antérieures et appliquée par le Conseil d'État?

La volonté très nette de la nouvelle majorité est d'aborder également les questions sociales dans un grand esprit de conciliation et d'apaisement. On comprend qu'une production intense est nécessaire à la restauration du pays, mais l'on comprend aussi que le travail a été surmené notamment depuis quelques années et qu'il faut le rémunérer largement. Une communion intime entre le travail et le capital doit être le but atteint dès la prochaine législature. Les dossiers sont prêts, ils ont été soigneusement constitués; ils représentent une dose de travail immense. Le temps est venu d'aboutir. Il me semble que si patrons et ouvriers se penchaient simultanément sur ces dossiers, ils dissiperaient bien des malentendus.

A la conférence internationale du travail qui s'est réunie à Washington, l'accord s'est fait sur les données suivantes : adoption du principe de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures, avec la réserve que, dans le cas où l'on ne travaille pas huit heures certains jours de la semaine, les heures où l'on n'a pas travaillé pourront être réparties sur d'autres jours; mais aucune journée ne devra excéder neuf heures et dans les travaux continus la limite ne pourra pas excéder cinquante-six heures par semaine. Toutes les heures supplémentaires ne seront pas payées moins d'un quart en plus. La main-d'œuvre employée dans les régions dévastées de la France et de la Belgique sera considérée comme un cas spécial.

Il me semble qu'il y a là une base de discussion pour nos réglementations économiques. Sans insister sur les dérogations

qui ont été l'objet d'âpres discussions, en particulier, au sujet des industries saisonnières, il convient de tenir compte de ces accords où l'influence de M. Gompers se fait visiblement sentir. Je ne change rien au point de vue que j'avais développé à ce sujet dans mon livre *La Démocratie et le Travail* : remettre le travail manuel en honneur et lui donner les sages satisfactions qui l'écarteront, une fois pour toutes, des doctrines anarchistes et révolutionnaires.

M. Millerand, dans son programme politique, a tracé une ligne de conduite que ses électeurs ont approuvée par leurs votes :

« L'existence de la nation ne peut risquer d'être chaque jour entravée ou compromise par l'arrêt soudain de services qui lui sont indispensables. L'arbitrage, nécessaire pour empêcher la guerre, ne l'est pas moins pour prévenir la grève.

La vie de notre pays dépend de sa capacité productive qui est, elle-même, fonction de l'entente entre les collaborateurs de la production.

Les lois sociales tiendront la première place dans le souci du législateur républicain. Associer l'employé à l'employeur dans l'organisation du travail, c'est servir l'intérêt de l'un et de l'autre, en même temps que de la paix sociale. »

La nouvelle Chambre, où les compétences sont en grand nombre, profitera des circonstances qui lui permettront de régler ces difficiles problèmes sans se trouver opprimée par l'intrigue des partis, par la violence de la rue, ou par les exigences hautaines des meneurs.

J'aborde, en finissant, un débat qui occupera sans doute de longues heures de travail et de réflexion dans la prochaine législature, la question de l'armée. Je la dédouble immédiatement : il y a l'armée d'hier et l'armée de demain. A l'armée d'hier, la France et le monde doivent une large reconnaissance. Avec elle, il ne s'agit pas de lésiner. Je n'apprendrai rien à personne en disant que le chiffre des indemnités et des pensions est, le plus souvent, dérisoire. Si je ne rougissais pas de le faire, je citerais ici le nom d'un des plus glorieux chefs de nos armées, un homme qui a exercé toujours et partout le commandement le plus impeccable, qui n'a pas connu un revers, qui fut toujours vainqueur même aux heures suprêmes, et qui

a pris sa retraite avec son grade d'avant la guerre et avec une pension de retraite de 6000 francs. L'Angleterre lui eût attribué une dotation considérable et un titre qui eût attiré vers lui le respect du monde entier. J'ai entendu, au sujet du sort des officiers, sous-officiers et soldats revenus de l'armée, des doléances à faire pleurer. La plupart se taisent; le plus grand nombre a repris le travail; quelques-uns se sont inscrits dans les groupes de combattants. On a rendu à ces braves gens leur casque. Que ce ne soit pas le casque de Bélisaire!

Pour l'organisation de l'armée future, des projets divers sont à l'étude. Les compétences ne manqueront pas à la Chambre pour les étudier et les mettre au point selon les nécessités d'*aujourd'hui* et de *demain*. L'Allemagne n'a pas désarmé. Elle est en train d'organiser un système de milices formidables. Il est à craindre qu'un jour ou l'autre la force française ne soit obligée de lui barrer la route. De bons alliés ne suffisent pas : il faut une bonne organisation, un armement au complet et une discipline toujours soutenue et toujours forte. Je dirai que la future organisation militaire sera la pierre de touche de la future Chambre.

Dans cet examen rapide, qui ne peut que modérer les exigences à l'égard du futur parlement et du futur gouvernement en exposant la grandeur de leurs tâches, je n'ai pas dit un mot des questions les plus brûlantes, celles qui doivent attirer, sans perdre une seconde, l'attention des Chambres et du public : ce sont celles qui relèvent non point tant de l'action législative que de l'action gouvernementale proprement dite : la vie chère, la crise du charbon, la baisse du change, l'organisation des transports, la répression de la spéculation, des fraudes, des vols avec effraction, parfois à main armée, enfin toutes misères qui suivent, d'ordinaire, les grandes guerres et qui s'accroissent en raison des moyens d'action que la société moderne remet même à ses agresseurs. Grâce à Dieu, nous n'en sommes ni aux routiers ni aux chauffeurs, ni aux soviets. Mais la volonté du pays est de rendre à l'ordre social sa sécurité et sa stabilité.

Au fond, tous ces problèmes se résument en un seul : celui de la main-d'œuvre. L'accord avec le travail manuel est de toutes les solutions la plus désirable et elle sera la plus efficace. Mais, en attendant, il faut vivre.

J'entre ici pleinement dans les vues de la Commission inter-

nationale de Washington. La restauration des pays dévastés en France et en Belgique est un cas spécial. Il convient d'appliquer ce système à tous les cas urgents et de s'adresser aux travailleurs organisés pour que le travail soit à pied d'œuvre et pour que des secours étrangers soient appelés sans retard là où il est démontré qu'il s'agit d'une nécessité vitale.

Nous avons dans nos colonies, il y a en Italie, en Espagne, une main-d'œuvre que de sages enrôlements pourraient encore attirer sur notre territoire. Si l'on confiait à un grand chef désoccupé la mission de nous rendre de tels services en s'occupant de nos colonies d'Afrique, je ne doute pas qu'un bon système d'enrôlement avec solde avantageuse ne réussît rapidement. Il faut des hommes, il faut des bras; cela prime tout. Sans travail, pas de charbon, pas de blé, pas de transport, pas de vie publique. C'est la dégringolade du change. Or, la France n'en est pas là. Une mauvaise organisation, un système de laisser-faire et laisser-passer, une négligence qui s'est répandue des plus petits aux plus grands est aussi la cause du mal.

De parti pris, on a écarté les autorités locales et les véritables compétences. Le jeu des vieux partis et des modernes jouisseurs s'est emparé de ce domaine où la pêche en eau trouble se trouvait enhardie par de véritables complicités morales. J'en ai gros sur le cœur en pensant à ce qu'ont souffert depuis quinze ans nos pays dévastés, et je tremble en pensant à ce qu'ils souffriront demain.

Paris, ni la politique, ni le parlement, ni l'éloquence, ni les belles carrières, ni les harangues enflammées, ni la victoire elle-même ne sont tout. Une nation comme la nation française, après les grands services qu'elle a rendus au monde, réclame autre chose.

Mais, encore une fois, tout ceci relève de l'action gouvernementale; c'est du travail au jour le jour.

Un bon gouvernement, secondé par un bon Parlement, abordera avec franchise et avec décision ces problèmes « sériés » selon leur urgence. L'esprit de parti, nous l'espérons, ne comptera que peu dans leur solution. Tout le monde aura en vue uniquement LA FRANCE...

La séance d'ouverture de la nouvelle Chambre n'a nul précédent dans l'histoire. Jamais on n'avait vu, devant l'appareil

des lois, le principe de toute loi, c'est-à-dire le *Droit*, venir prendre séance lui-même et prouver, par sa seule présence, sa force immortelle.

L'Alsace et la Lorraine se jetant dans les bras de la France, et, après un demi-siècle de captivité et de martyre, retrouvant leur mère, ont donné à cette séance ce quelque chose de « sacré » qui planera jusqu'à la dernière heure sur les travaux de l'assemblée. Tel sera le caractère de la nouvelle Chambre : elle sera la Chambre de la Réparation. Ce mot dit tout.

De cette séance, je veux retenir seulement une phrase de la déclaration de M. François et une phrase de la déclaration de M. Clemenceau :

M. François a dit : « *L'Alsace et la Lorraine reprennent la garde le long de la frontière du Rhin...* » Cela veut dire que ces vaillantes populations n'ignorant plus, maintenant, ce que c'est que d'être exposé, en première ligne, à la fureur d'un tel ennemi et d'un tel envahisseur, reprennent cependant leur poste et *se dévouent*, corps et bien, comme elles doivent le faire, pour la défense de la mère-patrie. Rien de plus grand, dans une plus parfaite simplicité... Mais, quels engagements! Et quels engagements réciproques ne nous imposent-ils pas?

M. Clemenceau a dit : « *Le droit reconquis ne serait que « théâtre, » s'il n'en surgissait, pour l'accomplissement des tâches nouvelles, un important cortège* DE NOUVEAUX DEVOIRS. »

Les nouveaux devoirs reliant l'accomplissement du passé à la grandeur de l'avenir, voici, précisément, ce qui incombe à la future Chambre. C'est là son mandat particulier. Elle sera grande et noble à jamais si elle l'accomplit.

Il lui appartient donc, dans cette période de recueillement qui précède sa véritable réunion, de réfléchir à cette double tâche, au dehors et au dedans.

Au dehors, la Chambre est en présence du traité de paix, couronnement de la guerre et de la victoire. Un homme d'État est venu d'Amérique qui, entouré de la gratitude universelle, a puisé dans sa bonne foi les inspirations qui lui faisaient entreprendre de fonder un nouvel ordre européen. Cette foi agissante s'est imposée autour de lui. Les hommes d'État alliés, par déférence pour cette mission quasi providentielle, ont laissé porter atteinte à certains principes avérés de ce même ordre européen. En fait, les considérations de personne avaient

été prises en excessive considération au cours de ces premiers débats, et, après quatorze mois, l'œuvre solennelle n'a pu encore entrer en application.

Il est de toute évidence que les grandes améliorations qu'elle aura à supporter la rapprocheront des principes reconnus et de la considération de la volonté des peuples, et laisseront s'atténuer, en revanche, la considération des personnes. Avec une telle règle de conduite, on se retrouvera dans le vrai et le reste se produira par surcroît. Sur ces nouvelles bases, le traité pourrait, sans doute, être bientôt ratifié et exécuté.

Au dedans, la France a supporté tout ce qu'un peuple peut supporter d'une guerre atroce et sans merci. Eh bien! ici aussi, il faut réparer.

L'Allemagne doit réparer. Tous les retards et les atermoiements sont épuisés (quatorze mois!) Maintenant, nous avons droit à des versements et à des apports réguliers, à date fixe, sans faux semblant, ni ambiguïté. Une solution brutale et immédiate est en perspective. Que la Chambre en délibère et se prononce nettement, si cela traîne de nouveau. On verra bien, par un tel vote, quelle est la volonté de la France! Nos ennemis se sont habitués à l'idée que nous ne savons plus vouloir. Qu'ils prennent garde de se retrouver, soudain, en face d'une volonté debout et décidée, comme à la Marne.

Donc, l'Allemagne doit payer.

Quant à la France, elle sait qu'elle doit payer pour ce qui est des charges qui lui incombent.

Elle est prête. C'est un point que tant de malins qui en savent si long sur les affaires publiques, paraissent ignorer également. Que le pays soit mis en présence de son devoir fiscal, pourvu qu'il s'agisse de satisfaire aux nécessités urgentes de la vie française, et non de tomber aux mains des accapareurs, escompteurs, et autres spéculateurs sur le change, — il l'accomplira. *Il le veut*, et *il le peut*. Je ne veux rien dire de plus maintenant, sur un sujet, d'ailleurs inépuisable; je crois avoir établi que la France en émettant, le 16 novembre dernier, un vote de discipline, d'ordre et de foi, s'est montré digne d'elle-même. Il appartient à la Chambre, sortie de ce scrutin, de se montrer digne de la France.

G. HANOTAUX.

LE ROI LOUIS XVII

III[1]

COMPLOTS

Si Paris vécut dans la stupeur cette sombre journée du 21 janvier, au troisième étage de la Tour du Temple, elle s'écoula dans l'angoisse et le désespoir. A six heures du matin, les prisonnières entendirent frapper à leur porte : on demandait « le livre de messe de Mme Tison pour la messe du Roi ; » plus tard elles perçurent le bruit d'un grand mouvement dans l'escalier et dans les cours ; à dix heures et demie, des salves d'artillerie lointaines et la clameur des rues dissipèrent leurs dernières illusions. On a quelque indice qu'en cet instant solennel et terrible, la Reine suffocante relevant son fils qui, dans une prière éperdue se serrait contre ses genoux, le salua Roi de France suivant l'antique usage, et tel fut, dans cette chambre close, toute retentissante de sanglots et de cris de douleur, le sacre de cet enfant dont la petite tête blonde ne devait jamais porter la couronne de France. Hors de France, tous les gouvernements le saluaient du cri traditionnel : *le Roi est mort, vive le Roi !* et, à Paris même, un journal, le *Véridique*, osait imprimer : — « Il est certain que les communs vœux de la Nation et la majorité des peuples de l'Europe ne croient ni à la République française, ni à la possibilité d'une République en France. Ils croient que la mort de Louis XVI a fait un saint de plus et un roi nouveau. Nous nous occuperons

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1919.

un jour du saint ; allons au plus pressé, au roi... Ce roi est le fils de Louis XVI ; il n'est besoin que de lui chercher une régence. » Peut-être, de ce jour-là, l'alléchante perspective de cette régence commença-t-elle à fasciner quelques-uns des favoris de la Révolution qui, grisés de leur popularité, rêvaient déjà des destinées fabuleuses et entrevoyaient la tutelle du petit Roi du Temple comme un but accessible à leur mérite et à leur renommée.

Après le départ du Roi pour l'échafaud, Cléry en pleurs s'était réfugié dans sa chambre ; la Reine le réclama à plusieurs reprises ; mais on lui objecta que Cléry, étant « dans un état affreux, » ne pouvait se présenter devant elle. Pourtant, vers midi, il descendit à la Chambre du Conseil et déclara aux Commissaires que le Roi, en quittant sa chambre, lui avait remis plusieurs objets destinés à la Reine : Cléry les déposa sur la table des Commissaires : c'étaient l'anneau de mariage de Louis XVI, un cachet de montre en argent, enfin « un petit paquet, » sur lequel le condamné avait écrit : — « *cheveux de ma femme, de ma sœur et de mes enfants.* » A cinq heures du soir, les commissaires apposèrent les scellés sur les portes de l'appartement du Roi, non sans avoir auparavant autorisé Cléry à prélever dans les armoires le linge qui lui appartenait et celui du Dauphin. Puis on installa le valet de chambre, qui se trouvait sans logement, dans l'une des pièces de la petite Tour. Goret, l'un des municipaux de garde ce jour-là, après une courte visite à la Reine qui lui réclama des vêtements de deuil, — « les plus simples, » dit-elle, — alla, vers neuf heures du soir, convier Cléry à descendre souper dans la Chambre du Conseil ; Cléry consentit, non sans peine. Le général Santerre s'était invité à la table des municipaux avec quelques officiers de son état-major : il se plut à raconter l'exécution du tyran, donnant des détails et se flattant de son décisif roulement de tambour. Cléry se leva de table et sortit de la salle sur un signe de Goret qui le rejoignit dans sa chambre et passa la nuit auprès de lui.

Les seules modifications apportées, par suite de la mort de Louis XVI, au règlement du Temple furent la réduction à six du nombre des commissaires et la suppression des promenades dans le jardin, la Reine se refusant à descendre l'escalier et à passer devant la porte de l'appartement qu'avait habité son mari. On ne retourna donc point dans la petite salle à manger

du second étage, sur laquelle, d'ailleurs, les scellés étaient apposés; on continua de servir le dîner et le souper dans l'antichambre de la Reine, ainsi qu'on le faisait depuis que toute communication avait été interdite entre le Roi et sa famille. Les repas étaient aussi copieux et aussi soignés qu'auparavant, mais « moins splendidement servis. » La Reine et Madame Élisabeth « accordaient au jeune prince le rang et la prééminence » auxquels son « avènement » lui donnait droit. Soit qu'ils ne s'en aperçussent point, soit que les garçons servants, tous trois dévoués, comme on le sait, aux détenues, s'acquittassent de leur office avec discrétion, Tison et les commissaires laissaient faire; un d'eux pourtant, Pierre Bernard, s'assit, un jour, sans façon, sur la chaise réservée au petit Roi, siège plus élevé que les autres et garni d'un coussin. Il fallut que Tison se chargeât de déloger le municipal, ce qui ne fut pas sans peine, ce rustre protestant « qu'il n'avait jamais vu de prisonniers faire usage de chaises et que la paille est assez bonne pour eux... »

Ainsi, des deux appartements superposés, primitivement destinés au logement de la famille royale, un seul lui restait dont elle ne sortait plus que pour prendre l'air, de temps à autre, sur l'étroite plate-forme crénelée qui régnait autour du toit de la Tour. Huit personnes vivaient en une promiscuité gênante et continuelle dans les quatre petites pièces du troisième étage : la Reine et ses deux enfants habitaient l'une des chambres, Madame Élisabeth occupait l'autre, les Tison faisaient ménage dans la troisième, et les deux commissaires de garde établissaient leurs lits dans l'antichambre où ils passaient toute la nuit et toute la journée. Quant à Cléry, malgré l'insistance de la Reine, il ne devait plus reparaître; il resta confiné dans une chambre de la petite Tour, prenant ses repas à la salle du Conseil; à la fin de février, on lui signifia l'ordre de quitter le Temple, et il dut partir le 1er mars, sans avoir revu ni son jeune maître ni les prisonnières.

Durant les deux premiers mois de la captivité du Roi, la Commune s'était trouvée fort embarrassée pour subvenir à l'entretien de ses otages et à la transformation du Temple en geôle d'État. Dans la joie du triomphe, on n'avait pas lésiné sur les frais; l'Assemblée législative n'avait-elle point, d'ailleurs, le 12 août, voté une somme de 500 000 livres, payable

par huitièmes et imputable aux besoins de Louis XVI et de sa famille jusqu'à la réunion de la Convention nationale? Au milieu d'octobre, la Commune n'avait pas encore touché un écu de ce demi-million; le Roi non plus, bien entendu. Le Conseil insurrectionnel avait paré aux plus pressantes dépenses « en épuisant 15 000 livres trouvées dans les coffres; » mais les fournisseurs, les entrepreneurs et les ouvriers réclamaient, et l'argent manquait pour les payer. Roland, ministre de l'Intérieur, plein de rancunes et d'animosité contre la Commune de Paris, se refusait à « donner un sou » et, par comble, le texte du décret ordonnateur demeurait introuvable. Dans cette extrémité, évaluant qu'elle payait cher la gloire d'être la geôlière du tyran, la Commune avait résolu de modérer l'architecte Palloy et ses collègues auxquels étaient confiés les travaux du Temple, et délégué une commission chargée de lui rendre compte de la situation. Cette commission était composée de deux membres : Antoine Simon, ce cordonnier, et Toussaint Charbonnier, ce bonnetier, dont on a déjà cité les noms.

Il ne paraît pas vraisemblable que, parmi ses deux cent quatre-vingt-huit membres, le Conseil général n'ait pu choisir, pour remplir cette mission difficile et délicate, des représentants plus qualifiés que ces deux personnages, incapables d'examiner un devis, de vérifier une addition et de rédiger un rapport. Si elle n'a pas un but inavoué, leur désignation ressemble à une mystification, et il serait précieux de connaître quel protecteur mystérieux entreprenait de pousser ainsi le savetier Simon sur la voie des honneurs et des profits. Comment expliquer, d'abord, que la section du Théâtre-Français elle-même, l'une des plus « remuantes » et des plus avancées de Paris, n'eût pas trouvé, dans la nuit du 10 août, pour la représenter à l'Hôtel de Ville, un commissaire plus intelligent et plus décoratif que ce besogneux borné et sans instruction? C'était un pauvre hère qu'une vie d'entreprises avortées avait cahoté : en débarquant de Troyes où son père tenait un étal de boucher, il avait été d'abord apprenti, puis maître cordonnier; ne trouvant pas à gagner sa vie, il monta, rue de Seine, une gargote où il donnait « à manger et à coucher; » mais l'ordre et la compétence lui faisaient également défaut; son livre de débit était tenu de telle sorte que, lors d'un inventaire, les experts se déclarèrent dans « l'impossibilité d'y reconnaître

les articles à recouvrer, vu la confusion qui y règne. » Simon avait épousé, en 1766, Marie-Barbe Hoyau, veuve Munster, qui apportait en dot quelques nippes, peu de bijoux, et une fille mariée depuis lors à un tailleur de la rue des Mauvais-Garçons, maître Vanhemerlye. Après la faillite de sa gargote, l'ex-cordonnier reprit l'alène et la gouge et s'établit au deuxième étage d'une maison de la rue des Cordeliers : il vécut là d'expédients, mettant en gage les hardes de sa femme, empruntant à tout le quartier, s'endettant chez les fournisseurs et si dépourvu de ressources que, quand Barbe Hoyau mourut, à l'Hôtel-Dieu, le 11 mars 1786, il dut pour l'enterrer, ou simplement pour noyer son propre chagrin dans une sérieuse ribote, engager, pour 26 livres, le reliquat de la garde-robe de sa défunte : un jupon, une jupe et une camisole. Deux ans plus tard, perdu de dettes, il convolait avec Marie-Jeanne Aladame, une « femme d'ouvrage, » âgée de quarante-trois ans, dont le principal attrait consistait en une dot de 1 000 livres « tant en deniers comptants qu'en habits, linge et hardes à son usage, » et, — dit-on, — une petite rente que lui avait léguée une bourgeoise dont elle avait longtemps « fait le ménage » dans la maison même qu'habitait Simon. L'apport de celui-ci, d'après l'inventaire dressé postérieurement à la mort de sa première femme, consistait en 5 000 livres de dettes et « une somme de vingt sous en deniers comptants; » son matériel de travail, d'une valeur de 38 livres, ne lui appartenait plus : il l'avait cédé, en s'en réservant l'usage, à un garçon savetier du voisinage.

Si un tel homme n'avait pas jugé la société mal faite, il faudrait renoncer à trouver des gens pour acclamer les révolutions. Au signal du branle-bas, il est de toute évidence que Simon s'évertua et s'efforça d'être remarqué : il n'en reste pas moins incompréhensible que dans la section de Danton, de Camille Desmoulins, de Brune, de Marat, de Chaumette, de Fabre d'Églantine, de Legendre, de Momoro, un tel déclassé soit devenu un personnage et, plus encore, que, élu membre de la Commune, il ait été accueilli à l'Hôtel de Ville comme un renfort d'importance. Dès les premières séances, en effet, il est investi de la confiance générale : on lui réserve les missions délicates; il sera, le 13 août, un des quatre commissaires chargés de présider à la translation du Roi au Temple : c'est lui qui, le lendemain, portera à la prison l'ordre de mettre en

arrestation tous les serviteurs de la famille royale; le 2 septembre, la Commune le dépêchera à Bicêtre et à la Salpétrière pour tâcher d'arrêter les massacres : il en revient le 4 au matin déclarant « qu'il n'a rien pu gagner sur l'esprit du peuple. » Plus tard il présidera à l'inventaire des effets provenant des prisonniers égorgés à Versailles. Il est encore au nombre de ceux qu'on désigne, le 29 septembre, quand il s'agit de transférer Louis XVI dans la grosse Tour, et, de ce jour, le cordonnier ne quittera plus, pour ainsi dire, la prison royale : il y est délégué, par le Conseil général, avec le bonnetier Charbonnier, afin de confisquer aux prisonniers plumes, encre, papiers, crayons, jusqu'au carton à dessin de Madame Royale, jusqu'aux règles d'ébène ou de bois de rose dont le Dauphin fait usage pour ses cahiers d'écolier et c'est ainsi qu'il s'installe, toujours en compagnie du bonnetier, au rez-de-chaussée de la Tour, instituant à eux deux une commission dont Simon est élu *présidan* (ainsi écrit-il son nouveau titre) par son collègue qu'il nomme aussitôt son secrétaire, inspectant les travaux de Palloy et de Poyet, vérifiant des comptes, — lui qui n'a jamais su tenir les siens, — prenant la haute main sur le Conseil des commissaires, ordonnant de murer des portes, de consolider des grilles, de combler des fossés, se démenant de cent façons et se transportant audacieusement, avec Manuel, chez le ministre de l'Intérieur, afin d'obtenir le paiement des 500 000 livres dont la Commune a besoin. Roland reçut les délégués plus que froidement : il ne lâcha pas un écu; mais, le jour même, sur un rapport du Comité des Finances, la Convention « revotait » la somme déjà accordée par la Législative, et la Commune de Paris pouvait enfin payer ses dettes. Ses commissaires aux comptes du Temple, le médecin Verdier et le perruquier Profinet, se mirent aussitôt à la besogne et tentèrent un relevé des dépenses occasionnées par l'embastillement de la famille royale; ils ne parvinrent qu'à ébaucher ce travail et la Commune dut nommer en décembre une nouvelle commission, composée de Cailleux, de Moëlle et de Toulan. Celui-ci, — un méridional peu timoré et très franc, — ne se privait pas de proclamer que toutes ces commissions, sous prétexte d'examens de comptes qu'elles n'examinaient pas, « ne se rendaient au Temple que pour manger, comme dans une auberge. »

On en pouvait dire autant de celle que présidait Simon. Le

cordonnier, dès le début d'octobre 1792, hébergé à la Salle du Conseil, pénètre à son gré chez les prisonniers, leur adresse la parole, sans que personne jamais s'étonne de ces dérogations à la consigne. C'est, au physique, un homme robuste, en dépit de ses cinquante-six ans, un peu dur d'oreille, aux traits brutaux à la fois et hébétés, aux yeux écarquillés comme sont ceux des gens qui ont de la peine à comprendre. Il a les cheveux plats, la tête toujours couverte d'un vieux chapeau rond et mou; il est vêtu, quand il est endimanché, d'un habit de drap « couleur de la nation, doublé de rouge écarlate » que le ravaudeur Peigné a « raccommodé partout. » Au moral, le tableau n'est guère plus flatteur; ses collègues, qui ne l'ont pas en aversion, s'accordent à le présenter comme un malheureux, sans éducation ni instruction, pas aussi méchant que les historiens l'ont voulu peindre, ayant « un bon fonds de sensibilité, d'honnêteté et même de générosité, » mais n'étant pas « fort spirituel, » enthousiasmé de la liberté et de l'égalité, jouissant avec délices des droits qu'elles confèrent et en usant envers tout le monde sans gêne ni nuance. » Le portrait diffère grandement de celui que la légende accepte comme authentique; mais il est certainement ressemblant, car il concorde avec quelques épisodes recueillis par les contemporains. Ceux-ci nous montrent, par exemple, le cordonnier farouche, ému aux larmes du désespoir de la Reine et de sa fille le jour où, le Roi étant transféré à la Grosse Tour, elles redoutent une séparation définitive. — « Je crois que ces bougresses de femmes me feraient pleurer, » dit Simon en s'essuyant les yeux; et, tout de suite, pour dissimuler son apitoiement : — « Ah! vous pleurez! Vous ne pleuriez pas, le 10 août, lorsque vous passiez la revue pour faire assassiner le peuple! — Le peuple est bien trompé sur nos sentiments, » répondit simplement Marie-Antoinette. Il traite bientôt d'ailleurs « Mme Capet » en bon camarade; un jour, comme elle lui demande des nouvelles de Mme Simon, malade à l'hôpital : — « Dieu merci! elle va mieux... C'est un plaisir de voir actuellement ces dames de l'Hôtel-Dieu; elles ont bien soin des malades... Elles sont habillées comme ma femme, comme vous, mesdames, ni plus ni moins... » Une autre fois, il pénètre tout courant dans les appartements, car il se démène et s'emploie en conscience du matin au soir; la Reine, le voyant en sueur, dit : — « Vous avez bien chaud, monsieur Simon, voudriez-

vous boire un coup de vin? — Madame, riposte le savetier avec fierté, je ne bois pas comme cela avec tout le monde! » Les princesses l'appellent souvent, le sachant très complaisant : il paraît devant elles d'un air délibéré : — « Que désirez-vous, mesdames? » Et aussitôt il cherche à les satisfaire. Si ce qu'elles réclament ne se trouve pas dans les magasins du Temple, il court chez les marchands. La Reine dit un jour : — « Nous sommes fort heureuses de ce bon M. Simon qui nous procure tout ce que nous demandons. » Les prisonniers paraissent s'amuser de la naïveté de cet homme et il semble bien que tout le monde au Temple rit sous cape de sa bêtise et de son importance, qu'il inspire même à ses collègues une sorte de pitié; mais on ne le redoute pas : il n'est ni faux, ni haineux; comme beaucoup de ceux auxquels la vie n'a pas réussi, heureux de trouver sur le tard une place qui lui donne l'impression d'être indispensable, il prend au sérieux sa qualité d'élu du peuple et s'imagine incarner la Révolution.

Mais à qui, encore une fois, doit-il ce crédit que sa valeur personnelle ne justifie en rien? Quelqu'un d'ambitieux et de puissant ne pousse-t-il pas de l'avant, afin de l'étudier et de s'en faire un instrument docile, ce comparse assez rigide pour être incorruptible et en même temps assez souple pour obéir aveuglément à qui lui commandera en maître au nom de ses devoirs d'intransigeant républicain? Sans l'appui d'aucun texte, on a cité Marat au nombre des protecteurs de Simon; mais on n'aperçoit pas le lien entre ce savetier borné et le théoricien de l'anarchie. Robespierre, dont on a également avancé le nom par simple hypothèse, paraît, lui aussi, être totalement étranger au rapide avancement de Simon. Comme il faut bien cependant en découvrir l'impresario, ne doit-on point croire que Chaumette et Hébert, complices madrés et entreprenants, maîtres absolus au Temple et à la Commune, tiennent les fils de ce pantin auquel ils réservent un rôle de premier plan et dont il jouera inconsciemment les scènes périlleuses, alors qu'eux-mêmes se tiendront prudemment dans la coulisse? Cette supposition a du moins sur les précédentes l'avantage d'une référence : le municipal Verdier qui, en sa qualité de médecin, surpassait en pénétration la grande majorité de ses collègues du Conseil général et qui, ayant été chargé de l'apurement des Comptes du Temple, était en situation de bien

voir et de connaître le personnel de la prison, Verdier écrivait : — « L'un des substituts de la Commune, Hébert, voulut faire de Simon l'instrument de ses scélératesses par les louanges qu'il lui donnait sans cesse et qui lui persuadèrent qu'il était le premier des patriotes. » Quant à Chaumette, on discerne facilement les raisons de son emprise sur ce subalterne balourd : ils habitaient presque porte à porte et se retrouvaient fréquemment au local de leur commune section; tous deux avaient été élus commissaires à l'Hôtel-de-Ville dans la nuit du 10 août; nul doute que Simon n'eût conçu là une profonde admiration pour ce compère éminent, devenu en peu d'heures le ténor applaudi de la Commune et auquel il s'enorgueillissait de se frotter. Une autre circonstance les unissait encore : Chaumette était le fils d'un cordonnier de province, et quoiqu'il eût témoigné naguère une grande honte de cette origine, il s'en prévalait hautement maintenant que l'optique générale s'était démocratisée. Il avait lu dans Jean-Jacques qu'*Émile* « honore beaucoup plus un cordonnier qu'un empereur » et savait que le philosophe de Genève préférait voir son pupille « savetier plutôt que poète : » toutes citations qui ravissaient Simon, plus habitué, par sa vie de mécomptes, aux bourrades qu'aux flagorneries. S'il est donc manifeste que le pauvre homme professait un culte pour Chaumette, celui-ci, en retour, le dominait entièrement, et l'exposé de certains incidents qui vont suivre homologuera de façon indiscutable cette constatation.

***

Depuis la mort du Roi la surveillance de sa veuve, de sa sœur et des deux orphelins s'était sensiblement desserrée. Le 26 janvier, l'un des commissaires de garde, Toulan, osa se compromettre au point d'apporter à la Reine des journaux relatant l'exécution de Louis XVI. Toulan passait pour être un ardent révolutionnaire : originaire de Toulouse, installé, en 1787, libraire et marchand de musique dans le quartier des Tuileries, il avait rapidement conquis une sorte de popularité : président du district du Louvre, puis membre de la Commune du 10 août, à trente-deux ans, en 1793, il était une manière de personnage. De taille moyenne, le visage rond, le front large, le nez légèrement camus, il parlait avec une facilité et un

entrain communicatifs et l'ensemble de sa personne était séduisant. Ses fréquentes visites au Temple lui avaient fourni mainte occasion d'approcher les prisonniers. Comme beaucoup d'autres il se montrait indifférent à leur malheur et cette impitoyable attitude lui méritait la pleine confiance du Conseil général; mais un mot de Marie-Antoinette prouve que Toulan, dès le premier abord, n'avait pris ce masque farouche que pour dissimuler sa respectueuse pitié. Le drame du Temple abonde en artifices de ce genre; c'est ce qui le rend si complexe et, par instants, si obscur : l'Histoire, sur bien des points, est dupée comme l'était la Commune. Ce méridional était si adroit et si habile comédien, il affectait devant ses collègues un jargon si purement révolutionnaire, qu'il déroutait les plus soupçonneux; il leur imposait aussi, car il avait de l'esprit et de l'aplomb. De l'aplomb surtout : il le prouva, lors de son tour de garde des 26-27 janvier, en forçant, dans la salle du Conseil, le tiroir de commode où avait été déposé, cinq jours auparavant, le paquet scellé contenant l'anneau de mariage du Roi, son cachet et les cheveux de la Reine et de ses enfants. Toulan s'empara de ces reliques et les rapporta à la Reine. Quand le Conseil du Temple, en grand émoi, s'avisa de la disparition des précieux objets, il jugea que leur valeur marchande avait tenté quelque voleur vulgaire, opinion renforcée, sans nul doute, par l'éloquence de Toulan lui-même, et l'on s'entendit prudemment pour « étouffer l'affaire. »

C'est aussi bien probablement à l'influence de Toulan que la Reine dut la visite d'une ouvrière mandée pour corriger les robes de deuil, mal bâties, faute d'essayage. Cette ouvrière, M[lle] Pion, n'était autre qu'une ancienne couturière de la Reine, entrée au service de M[me] de Tourzel; elle vint deux jours de suite à la prison : — « Je ne puis dire, raconta-t-elle, tout ce que j'éprouvai en voyant ma chétive personne faire briller sur les visages de cette auguste famille un rayon de consolation... Mgr le Dauphin, dont l'âge excusait les étourderies, courait tantôt à moi, puis à la Reine, aux deux princesses et même au municipal : il en profitait pour me faire, sous l'apparence d'un jeu, toutes les questions que pouvait désirer la famille royale et jouait si bien son rôle qu'on ne pouvait se douter qu'il m'eût parlé. » Peut-être, vers la même époque, faut-il placer les visites du peintre Kocharsky, qui fit au pastel un portrait de

Marie-Antoinette la tête couverte d'un voile de veuve. Incidents précieux à noter : si sévères que fussent les consignes édictées par la Commune, on parvenait à les éluder : le Temple n'était point une prison si fermée qu'on ne pût espérer y pénétrer. La Reine obtint aussi que le docteur Brunyer, ci-devant médecin des enfants de France, donnât des soins à Madame Royale qui souffrait d'une plaie à la jambe : comme le traitement se prolongea durant plus d'un mois, le docteur put largement approvisionner de nouvelles les prisonnières et leur communiquer les renseignements que lui transmettait Mme de Tourzel, alors de séjour à Paris. Le zèle soupçonneux des commissaires se fatiguait visiblement.

On constate, d'ailleurs, à ce même temps, dans la Commune, un relâchement singulier. Le Temple, malgré sa bonne cuisine, semble n'avoir plus d'attrait pour les municipaux. A la séance du Conseil général, le 28 janvier, un membre se faisant le porte-parole de ses collègues, proteste qu'il est ridicule de voir les élus du peuple de Paris servir « de valets à Mme Capet et vider ses pots de chambre. » En dépit des murmures qui accueillent ce mouvement oratoire, il poursuit : — « Il est temps qu'on délivre la Commune de ce fardeau ; il est temps que notre responsabilité cesse; qu'on mette la ci-devant Reine à la Conciergerie ou à la Force! » La proposition soulève un long débat où intervient Réal, l'un des substituts de Chaumette, et qu'il clôt en quelques phrases grosses de prévisions menaçantes : — « Ce n'est pas pour la femme de Capet que vous allez au Temple, mais pour son fils. Vous croyez cette garde inutile?... Moi, je la crois plus importante que jamais. Louis n'était presque plus à craindre; mais son fils, cet enfant intéressant, encore appuyé sur une antique prévention, ne le comptez-vous pour rien? Croyez-moi, c'est un otage qu'il faut conserver avec soin. Craignez qu'en feignant de mettre peu d'importance dans sa garde, vous ne fussiez soupçonnés d'en mettre peu dans son évasion. » L'ardeur des municipaux n'en est pas stimulée : huit jours plus tard, Dorat-Cubières, secrétaire de la Commune, remarque avec mélancolie le petit nombre d'assistants qui siègent au Conseil; il se plaint avec amertume de la négligence de ses frères « et de leur refroidissement à servir la chose publique. » Le général Santerre lui-même est d'avis de réduire la garde militaire du Temple; au

lieu de trois cents hommes, d'un commandant, d'un porte-drapeau, il propose de ne plus mobiliser quotidiennement que cent gardes nationaux commandés par un adjudant et un sergent. La motion va être votée quand Réal, qui semble très renseigné, proclame que « jamais la vigilance n'a dû être plus active, » et la demande du général est renvoyée au Parquet. La milice parisienne montre pour ce service si peu d'empressement qu'il faudra, deux mois plus tard, envisager les moyens de payer trois livres par jour ceux des citoyens qui consentiront à occuper les postes du Temple, ou de les y nourrir aux frais de la nation. L'insouciance au sujet de la prison royale, la désertion des membres du Conseil seront bientôt si générales que certain soir, à l'heure ordinaire de la séance, le maire se trouva « presque seul » pour recevoir une pétition des ouvriers de Paris.

Réal pourtant était bien informé : depuis que les portes du Temple s'étaient refermées sur la famille royale, jamais ses fidèles n'avaient encore travaillé avec plus d'activité à sa délivrance. Des complots d'enlèvement se tramaient à Paris, en province, à l'armée, à l'étranger, et quoique plusieurs, restés sans doute à l'état de projets, — voire de rêves, — ne nous soient connus que par de trop vagues indices, ceux qui prirent forme demeurent assez nombreux pour qu'il soit permis de constater qu'une évasion, même collective, n'était pas considérée comme irréalisable par ceux qui se trouvaient le mieux placés pour en évaluer les risques et les éventuels malencombres. Qu'un émigré français, le comte Louis de Noailles, ait conçu le dessein de venir de Londres à Paris afin d'arracher le Dauphin à ses geôliers, sans autre moyen d'action qu'un faux passeport et deux pistolets à vent, cela prouve plus en faveur de sa résolution que de son discernement. Mais d'autres, beaucoup mieux avertis, n'y mettaient guère plus de circonspection : témoin Dumouriez qui, de son quartier général de Flandre, donna l'ordre au marquis de Frégeville, colonel des hussards de Chamborant, à Montjoye, adjudant général, et à Nordmann, colonel des hussards de Berchiny, de se diriger vers Paris avec trois cents de leurs hommes choisis parmi les plus sûrs et les plus braves. Ces officiers, porteurs d'une dépêche pour le ministre, ce qui eût servi de prétexte à leur mission au cas où ils eussent été contraints de la justifier, « devaient pousser

jusqu'à la forêt de Bondy, s'y cacher, pénétrer dans Paris par le boulevard du Temple, enfoncer la garde de la prison en donnant plusieurs fausses alertes dans différents points, enlever en croupe les quatre prisonniers et les conduire à fond de course jusqu'à Pont-Saint-Maxence où se serait trouvé un autre corps de cavalerie pour les recevoir. » L'entreprise était hardie; mais elle présentait des chances de réussite : il est certain qu'un escadron de hussards, barrant les rues, forçant les portes du Temple, aurait eu raison, en quelques coups de plat de sabre, des paisibles gardes nationaux qui jouaient aux boules ou aux palets dans le jardin de la prison et des commissaires attablés à la salle du Conseil.

La tentative, moins expéditive, perpétrée par certains municipaux, mérite plus d'attention; ceux-ci, du moins, connaissaient par longue expérience les chances de succès aussi bien que les risques qu'ils allaient affronter. On n'a pas oublié peut-être Toulan, ce jeune Gascon qui, de service au Temple le 26 et le 27 janvier, ne craignit pas de soustraire les objets laissés par Louis XVI partant pour l'échafaud et les remit clandestinement à la Reine. Soit que ce coup d'audace lui eût donné la mesure de l'ineptie ou de l'indolence de ses collègues, soit que, tout fougueux républicain qu'il fût, il eût été touché des malheurs de la souveraine captive, il lui soumit, le jour même, un plan d'évasion qu'elle consentit à examiner sous la seule condition qu'un de ses fidèles, resté en correspondance secrète avec elle depuis le début de sa captivité, en aurait connaissance et l'approuverait. Ce dévoué royaliste était M. de Jarjayes; ayant reçu du Roi l'ordre formel de ne pas quitter Paris, il s'était chargé de plusieurs missions délicates et périlleuses; il était, d'ailleurs, toujours en fonctions et employé, en qualité de son grade, au Dépôt général de la guerre.

Toulan n'hésite pas : il se présente chez Jarjayes et demande à l'entretenir en secret. Son costume, ses manières, tout annonce un révolutionnaire et la surprise du royaliste est grande lorsqu'il entend son visiteur annoncer qu'il est membre de l'odieuse Commune régicide et quand il le voit à ses genoux, « témoignant un repentir profond de la conduite qu'il a tenue jusqu'alors, et sollicitant une entière confiance. » Toulan, pour preuve de sa sincérité, remet au général de Jarjayes un billet de la Reine garantissant son dévouement. Il n'expose pas en

cette première entrevue son plan d'évasion, mais se contente d'indiquer que, pour le mener à réalisation, la complicité d'un de ses collègues partageant ses fonctions au Temple lui est indispensable : ce collègue est le municipal Lepitre : celui-ci consent à se compromettre ; mais comme il dirige, au faubourg Saint-Jacques, une maison d'éducation prospère, il exige une grosse somme : deux cent mille francs, dont moitié payée d'avance, pour compenser la perte éventuelle de sa situation. Jarjayes écrit à la Reine, protestant de son absolu dévouement : Toulan qui, comme membre de la Commission des Comptes, pénètre au Temple quand il lui plaît, se charge de remettre la lettre et, quelques jours plus tard, il rapporte au général la réponse de la prisonnière : elle prie Jarjayes de recevoir « le nouveau personnage, » — Lepitre ; — « son extérieur ne revient pas ; mais il est absolument nécessaire et il faut l'avoir. » Marie-Antoinette ajoute que, pour la somme à verser, il convient de s'adresser à M. de Laborde qui a de l'argent à elle.

Lepitre, en effet, ne payait pas de mine : âgé de vingt-neuf ans, il était court de taille, obèse et boiteux. Si son concours paraissait indispensable, c'est parce que, à cette époque encore, six commissaires, relevés, de deux jours l'un, par moitié, montaient continuellement la garde au Temple; chaque soir les trois arrivants mêlaient dans un chapeau trois billets pliés : deux portaient le mot *Nuit*, l'autre le mot *Jour;* celui des trois municipaux qui tirait *Jour* dormait tranquillement jusqu'au matin dans l'un des lits de la salle du Conseil ; les deux autres que le hasard désignait pour la *Nuit* montaient dans l'antichambre des prisonnières et s'y installaient sur les lits de sangle. Or Toulan avait trouvé le moyen de corriger ce hasard : il écrivait *jour* sur les trois billets, présentait le chapeau à l'un de ses collègues et quand celui-ci, dépliant le papier, lisait ce mot *jour*, les deux autres jetaient les leurs au feu sans les ouvrir. Le succès de cet ingénieux stratagène restait, il est vrai, subordonné à la désignation faite par le Conseil Général des Commissaires du Temple; mais, on l'a vu, les municipaux désertaient l'Hôtel de Ville; par suite de leur petit nombre, ce choix était rendu si difficile que, « pendant plusieurs mois on cessa de les tirer au sort ; » on nommait qui s'offrait ; Toulan et Lepitre s'offraient souvent; le troisième collègue qu'on leur adjoignait ne les gênait guère puisqu'ils avaient le moyen de se

débarrasser de lui pour toute la nuit; et c'est ainsi qu'ils étaient parvenus, grâce à la ruse du Gascon, à passer de longues heures avec les détenues et à les entretenir sans crainte des fâcheux, quand les Tison, dont on se méfiait, étaient endormis.

Toulan fit mieux encore : il introduisit au Temple le général de Jarjayes. Comment travesti ? On ne l'a jamais su; mais du fait on ne peut douter, puisqu'on possède l'aveu de Jarjayes lui-même, et deux billets de la Reine faisant allusion à cette visite. Le général avait, sans recourir à Laborde, payé, de sa bourse, cent mille francs à Lepitre; mais il voulait se rendre compte des possibilités de l'évasion projetée : il reconnut après examen, que si la sortie de toute la famille royale était « chimérique, » celle de la Reine seule paraissait « très praticable, » les Commissaires, écrivait-il, « pouvant l'emmener pendant la nuit sans aucun danger, sous le même déguisement qu'ils m'avaient fait prendre pour m'introduire... » On sait que Marie-Antoinette refusa de quitter son fils et sa fille, et Jarjayes qui, nommé à l'armée des Alpes, ne pouvait différer son départ de Paris, l'implora en vain de se laisser convaincre. Il dut se contenter d'emporter du Temple le cachet et l'anneau de Louis XVI qu'il envoya au comte de Provence, avec une lettre de la Reine, de Mme Élisabeth et un court billet portant les signatures de Mme Royale et du Dauphin.

L'illusion avait été courte : conçu vers la fin de février, le projet était abandonné au début de mars; mais déjà une autre tentative d'enlèvement se préparait. La famille royale en était-elle avisée? C'est possible; car le dévouement de Turgy ne se décourageait pas et, à défaut de commissaires complaisants, il entretenait avec le dehors une correspondance suivie. Il semble bien cependant que les nouveaux conspirateurs se passaient, cette fois, de l'assentiment de la Reine. A leur tête se trouvait le baron de Batz, bien connu par son ardeur et ses entreprises contre-révolutionnaires : il avait recruté toute une compagnie, trente royalistes entreprenants, sous le commandement de l'épicier Cortey, capitaine de la Garde nationale : cette compagnie devait occuper les postes du Temple un soir où le municipal Michonis, affilié au complot, serait commissaire à la Tour. Il se chargeait d'ouvrir les portes et de prévenir les détenues qui, couvertes de chapeaux et de manteaux militaires, armées d'un fusil, sortiraient, vers minuit, dans une fausse patrouille;

les deux enfants, bien entourés par les soldats, devaient passer inaperçus. Au dehors, nombre de fidèles apostés, recevant les évadés, les auraient conduits, sans perdre un instant, à une maison isolée des environs de Brie-Comte-Robert où ils seraient demeurés cachés. On disposait de toute la nuit pour effectuer ce court trajet, car le Conseil du Temple ne pouvait s'alarmer qu'au matin seulement, en ne voyant pas la Reine sortir de sa chambre comme à l'ordinaire pour souhaiter le bonjour à sa belle-sœur.

Une telle combinaison peut sembler bien hasardeuse; pour la juger acceptable, il faut savoir ce qu'était cette force armée qui tenait les postes du Temple : la garde nationale de 1793 n'était plus la milice bourgeoise des premiers temps de la Révolution : Santerre et la Commune avaient collaboré à sa désorganisation et à son indiscipline. Hébert, aussi puissant au Conseil général que l'était Chaumette lui-même, avait, pour sa part, déclaré une guerre sans merci aux grenadiers : sans doute l'exiguïté de sa taille expliquait-elle cette haine féroce contre ces beaux hommes, honneur et luxe des cohortes parisiennes. Un soir, à la Commune, il donna libre cours à ses rancunes, s'élevant contre ces favorisés « qui n'ont, au-dessus de leurs concitoyens, d'autre mérite que la taille » et qui bénéficient de « ces distinctions funestes imaginées par le traître La Fayette pour opprimer les patriotes et empêcher l'égalité de naître ! » Et, pris d'une soudaine fureur, il demande qu'un factionnaire grenadier, « placé à la porte de la salle où siège la Commune, soit relevé sur-le-champ. » Conformément à ce réquisitoire, la sentinelle est congédiée, les compagnies de grenadiers sont dissoutes et les quelques municipaux qui siègent ce soir-là, faisant assaut de complaisance et de servilité envers le substitut de Chaumette, décident d'inviter les gardes nationaux à renoncer à l'uniforme, « autre distinction destructive de l'Égalité. » On juge de ce que pouvaient être le zèle et la cohésion d'une troupe enrôlée au service de pareils hâbleurs. On signalait, en diverses localités de Paris, des bandes de gardes nationaux qui, conduits par des officiers municipaux munis de leur écharpe et décorés de la cocarde nationale, pénétraient dans les fermes, garrottaient maîtres et domestiques, les jetaient dans la cave et dévalisaient la maison. Pour l'honneur de la Commune, il fut établi que ces malfaiteurs n'étaient

autres que des déserteurs de l'armée travestis en soldats citoyens ; mais la réputation de la garde nationale n'en fut pas améliorée. Le désordre y était de règle ; il arrivait que des sectionnaires se présentaient au Temple cinq ou sept heures après le *midi* réglementaire sans billets de garde, sans convocation, sans cartes d'entrée, si bien qu'il fallait ouvrir une enquête, afin de discerner si ces miliciens étaient des « malintentionnés, » cherchant à enlever les prisonniers, ou de bons citoyens soucieux d'accomplir leur devoir. On imagine donc ce qu'était cette « formidable » garnison du Temple, composée de trois cents hommes disséminés dans les corps de garde et dans les annexes de la prison, ces sentinelles insouciantes auxquelles il suffisait, pour entrer ou pour sortir, « de montrer de loin sa carte et qui ne se dérangeaient pas pour l'examiner, » et l'on comprend qu'un aventureux comme de Batz n'ait pas hésité à lutter d'astuce et surtout de zèle, contre ces garnisaires indolents.

Il échoua, d'ailleurs, dans son entreprise ; non point faute d'étude et de précautions, car, d'après une note manuscrite laissée par Senar, l'un des policiers des Comités de la Convention, le hardi baron était venu en personne étudier les localités. La nuit fixée, Michonis est à son poste dans l'antichambre de la Reine ; le capitaine Cortey occupe avec ses trente royalistes le corps de garde de la Tour ; de Batz s'est enrôlé parmi eux, voulant partager les dangers auxquels il expose ses compagnons : les commissaires dorment à la salle du Conseil, les soldats dans les communs du Palais ; tout marche à souhait ; Cortey va mettre ses hommes en mouvement quand, soudain, le cordonnier Simon arrive, tout courant. Il vient de la Commune qui siège en ce moment : — « Ah ! te voilà, dit-il à Cortey ; si je ne te voyais pas ici, je ne serais pas tranquille. » Il se fait ouvrir la chambre des prisonnières, constate leur présence, communique à Michonis un ordre du Conseil Général lui enjoignant de se rendre sur-le-champ à l'Hôtel de Ville. Michonis obéit, Simon prend sa place, donne l'alarme ; tandis que Cortey, sous prétexte d'assurer la sécurité des abords du Temple, conduit sa patrouille dans la rue pour permettre à de Batz de s'esquiver. L'affaire n'eut pas de suite, — et c'est bien singulier. Arrivé à la Commune, Michonis répondit avec tant d'aplomb et de bonhomie aux questions qui lui furent posées

qu'il dissipa tous les soupçons ; le lendemain, quand Simon vint, à son tour, exposer que, prévenu par un billet anonyme ainsi conçu : — « *Michonis trahira cette nuit. Veillez!* » il avait cru devoir assumer l'honneur de sauver une fois de plus la République, tous ses collègues furent persuadés qu'un loustic l'avait berné et s'était amusé à mystifier cet imbécile.

En quoi l'on se trompait; car, si la Commune n'était pas mieux informée, c'est parce que quelqu'un ne voulait pas qu'elle le fût. Il semblait qu'il fût interdit de considérer comme possible toute tentative d'enlèvement du jeune Roi et qu'un protecteur anonyme, — le même qui poussait en toute circonstance le naïf Simon à l'avant-scène, — accordât, par une sorte de prudence jalouse, l'impunité du silence à qui tenterait ce coup de fortune. Même tacite neutralité quand Toulan et Lepitre sont dénoncés : le 26 mars, à la Commune, un membre les signale comme ayant eu fréquemment des entretiens secrets avec la Reine et Madame Élisabeth. Le tailleur Léchenard, — l'ivrogne, — appuie l'accusation : — Lepitre est « un faux frère pour qui les détenues sont prodigues de politesses et d'amabilités; » Toulan, lui, s'ingénie à les amuser « par des plaisanteries qui dégradent la dignité d'un magistrat du peuple. » Toulan et Lepitre assistent à la séance : celui-ci se contente de nier les faits; l'autre s'en tire en facétieux qui aime à rire, si bien que la dénonciation n'eut aucune suite : quinze jours plus tard, à peine, Lepitre et Toulan osaient de nouveau se présenter pour prendre la garde à la prison!

Mais, le 15 avril, la fille Tison, étant venue au Temple afin d'embrasser ses parents, fut fouillée par les commissaires : on trouva sur elle « différentes choses, » entre autres une pièce de bassin marquée de caractères louches. Les municipaux l'empêchèrent de pénétrer dans la Tour : fureur des Tison qui n'ont au cœur qu'une passion, leur Pierrette. Tison s'emporte, fait un tel bruit que les commissaires l'invitent à descendre au Conseil; justement Pache, le maire de Paris, est là. Tison l'apostrophe : comment! on lui défend de voir son enfant et on laisse approcher des prisonniers certaines gens peu sûres par l'intermédiaire desquelles elles entretiennent au dehors des correspondances! Pache questionne. Tison raconte tout : il est certain « d'un complot; » un soir, à souper, la veuve Capet, en tirant son mouchoir, a laissé tomber un crayon de sa poche

et, chez Élisabeth, en furetant, il a découvert des pains à cacheter et de la cire à clore les lettres. La Tison, sachant son mari aux prises avec le maire, descend, elle aussi, fort émue : elle défile tout ce qu'elle sait et nomme les municipaux suspects : Toulan, Lepitre, d'autres encore, et aussi le garçon servant Turgy... Elle crie, elle se lamente, réclame sa fille. Elle et son mari signent leur déclaration.

L'affaire vint à la Commune le 21 ; elle y fit grande sensation ; sans doute Lepitre et Toulan sont perdus : la plus sommaire enquête va dévoiler que le premier s'est vendu pour cent mille livres aux ennemis de la République, que l'autre a introduit au Temple un agent royaliste : leur prévarication à tous deux est manifeste ; le tribunal révolutionnaire qui siège depuis quinze jours est institué pour punir les crimes de ce genre... Rien de tel : on se contente d'ordonner que les scellés seront apposés sur les papiers des commissaires incriminés, et comme on n'y trouvera rien de suspect, ils ne seront même pas rayés du nombre des membres de la Commune ! Seules, les prisonnières seront châtiées : une minutieuse perquisition dans leur appartement permettra d'y saisir leurs livres de prières, une *Consécration de la France au Sacré-Cœur de Jésus*, et un chapeau d'homme trouvé dans la chambre de Madame Élisabeth et qu'elle dit être un souvenir de son frère. Stupéfait, plus encore que d'autres, de cette incompréhensible indulgence, Lepitre parvenait plus tard à se l'expliquer par la rivalité qui commençait alors à mettre aux prises la Commune et la Convention ; celle-ci n'avait que mépris pour les *petits représentants* de l'Hôtel de Ville, couramment traités de *boueux*, de *buveurs de sang*, de *massacreurs de septembre*... par les députés modérés, bourgeois dédaigneux de ces petites gens. La Commune, de son côté, ne souffrait pas la moindre atteinte à son prestige et, pour le préserver des fêlures, dissimulait de son mieux l'imperfection de ses membres. Voilà ce qui, durant un temps, sauva tant de municipaux louches ou véreux ; « voilà pourquoi on fit évader Toulan sur lequel il existait des charges assez fortes pour qu'il fût difficile de l'absoudre. »

L'histoire de la captivité et des malheurs du fils de Louis XVI restera incomplète et indéchiffrable si on l'isole de la politique ambiante en négligeant d'étudier les sourdes

intrigues suscitées par sa royale investiture; on ne les connaît pas toutes, certes! Elles furent ignorées de la plupart des contemporains; mais le temps en a démasqué quelques-unes. Il faut d'abord poser en principe que nous ne savons encore presque rien des « dessous de la Révolution; » ceux qui nous l'enseignent l'ont trop souvent réduite à l'étroite mesure de nos préventions ou de leur partialité; elle fut bien différente de ce qu'ils nous la montrent et si quelque Robespierre, quelque Barras ou quelque Fouché, revenait par miracle, nous la raconter sans réticence ni omission, leur récit paraîtrait absurde aux professeurs officiels qui ont pris à tâche de nous endoctriner. Or, « rien, *à priori*, n'est absurde dans cette terrible histoire de la Terreur, si mystérieuse par tant de côtés, » écrit un érudit, bien informé et qui ne passe pas pour se plaire au romanesque. En appliquant ce sage précepte à la captivité du Dauphin, on reconnaîtra peut-être qu'elle ne fut point un simple épisode du grand drame révolutionnaire, mais qu'elle en forma le fond et la contexture, à l'insu même de ceux auxquels étaient distribués les rôles.

Le 6 avril 1793, la Convention décrétait la création d'un comité de neuf membres chargés de concentrer tous les pouvoirs et de donner l'impulsion au Conseil exécutif. La chose n'avait pas été votée sans oppositions et l'une des plus prophétiques fut celle de Biroteau disant : — « N'est-il pas permis à un ami de la liberté de craindre qu'il ne s'élève dans ce comité un ambitieux qui, sous le masque du patriotisme, usurpe le pouvoir suprême? » Le décret constitutif ordonnait que les délibérations du nouveau comité seraient secrètes et consignées sur des registres. Les neuf se réunirent dès le lendemain, dimanche 7 avril; ils décidèrent de tenir deux séances par jour, à neuf heures du matin et à sept heures du soir et « de n'admettre aucun citoyen pendant leurs discussions. » Ainsi naquit le Comité de Salut public. Par quel prodige se trouva-t-il un homme assez audacieux et assez adroit pour braver cette interdiction et s'insinuer en intrus, en habitué aux entretiens des redoutables commissaires? C'est, parmi bien d'autres énigmes, l'une des plus déroutantes et des plus discutées.

Lorsque furent publiés, il y a vingt-cinq ans en Angleterre, sous la direction de Mr J. J. Cartwight, secrétaire de l'*Historical manuscripts commission*, les papiers de Lord Grenville,

conservés dans les archives de Dropmore Lodge, les curieux de l'histoire de la Révolution française demeurèrent ébahis à la constatation que Francis Drake, ministre britannique à Gênes au temps de la Terreur, envoyait à Lord Grenville, alors ministre des Affaires étrangères, des rapports d'un agent secret qu'il entretenait à Paris et où les hommes et les choses de la Révolution étaient présentés sous un aspect qui paraissait absolument fantaisiste.

Comme Francis Drake, au cours de sa carrière diplomatique, fut soumis à de rudes épreuves de la part de nos jacobins qui le bernèrent parfois avec aplomb, on pouvait croire que, une fois de plus victime de son zèle antirévolutionnaire, il avait été grossièrement mystifié. Tel fut l'avis des plus réputés spécialistes. Comment! au nombre des secrétaires du Comité de Salut public, se serait glissé un espion, admis aux délibérations les plus secrètes et les plus compromettantes? Première invraisemblance : et il se rencontrait, par surcroît, que cet espion, demeuré anonyme, avait communiqué à celui qui le payait des renseignements en complet désaccord avec ce que nous savons de cette mémorable époque! Par exemple, il représentait le Comité de Salut public partagé en deux camps ennemis, dont l'un tenait ses séances hors des Tuileries, siège officiel, et tramait ses complots à Choisy, à Charenton, à Vanves, à Issy et ailleurs... Il citait au nombre des personnages prenant part à ces réunions clandestines des hommes tels que Hébert, Pache, Chaumette et d'autres qui, n'étant pas membres de la Convention, ne firent jamais partie du Comité et lui avaient déclaré guerre ouverte. Il y avait là de quoi justifier, dès l'abord, une récusation sans appel de ces bulletins qui, lors de la publication, furent traités de « grotesques niaiseries. »

D'autre part, il semblait tout de même bien étonnant que sir Drake écrivît à son ministre : « qu'il pouvait avoir toute confiance dans l'authenticité de ces rapports émanant d'une personne *employée comme secrétaire par le Comité* et qui dissimule ses véritables sentiments sous les dehors du jacobinisme le plus exalté. » Et, dans une autre dépêche, il précise encore : « Il faut que vous sachiez qu'il est impossible qu'on nous abuse sur ce qui se dit de plus secret dans le Comité de Salut public. » Cette affirmation revient avec tant d'insistance qu'il serait téméraire de la traiter de hâblerie.

Or, quelques sondages permettent d'affirmer que certaines de ces stupéfiantes allégations de l'espion sont conformes aux réalités : oui, il y eut une période où le Comité de Salut public se scinda en deux partis adverses, et l'on possède à ce sujet le témoignage de plusieurs de ses membres : en octobre 1794, la Terreur finie, Cambon fit, du haut de la tribune de la Convention, des révélations inattendues; membre du Comité depuis la création jusqu'au 10 juillet 1793, il avait surpris alors que « Robespierre, Danton, Pache et la Commune se réunissaient à Charenton. » « Le fait est prouvé, dit-il, il fut constaté qu'il y avait des repas... Voyant qu'on créait là un Comité de Salut public, alors que vous en aviez créé un autre à Paris, nous fîmes chercher le ministre; nous appelâmes les membres dénoncés; Danton dit : « Il est vrai, nous avons été dîner ensemble; mais ne crains rien, nous sauverons la liberté. » Dans le même temps on nous dénonçait que, dans des conciliabules, *il était question de proclamer le jeune Capet roi de France...* » Et Cambon ayant déclaré qu'il existait un registre secret que lui et cinq de ses collègues « avaient eu le courage de signer, » où étaient signalées ces réunions irrégulières, Barère rappela que, « à l'époque même où elles avaient lieu, il les avait dénoncées à la tribune de la Convention. »

Ces conférences clandestines entre conventionnels et membres de la Commune ont été également constatées par Courtois dans son Rapport sur les événements du 9 thermidor; on y lit que « Auteuil, Passy, Vanves, Issy étaient successivement les lieux « choisis par les conspirateurs; » à Maisons-Alfort, ils se réunissaient « dans une maison d'émigré louée par Deschamps, l'aide de camp d'Hauriot; Pache, les frères Payan, Fleuriot-Lescot assistaient à ces conciliabules criminels. Quant aux assemblées de Choisy, où figuraient Robespierre, Lebas, Danton, Hanriot et ses aides de camp, Dumas et Fouquier-Tinville du Tribunal révolutionnaire, de nombreux témoignages, recueillis après thermidor dans le bourg même, en attestent la réalité. Elles n'y sont même pas tout à fait oubliées actuellement, puisque, il y a quelques années, une inscription commémorative fut solennellement posée sur la maison où Danton avait son logement, chez son compère et agent Fauvel. C'est le long des berges de la Seine, au lieu dit, du temps des Rois, « le port aux gondoles, » endroit jadis

écarté, favorable aux assemblées secrètes et où, sans doute, fut agité souvent, en acerbes et orageuses discussions, le sort du petit Roi du Temple.

Donc l'espion anglais ne ment pas : les membres du Comité de Salut public se rapprochaient des membres de la Commune et d'autres révolutionnaires influents, en certains colloques furtifs; l'agent de sir Drake avait trouvé le moyen de s'insinuer dans ces réunions extra-parisiennes, et c'est de celles-ci et non des délibérations officielles des Tuileries qu'il rend compte à son correspondant. Voilà, sur ce point, sa véracité établie, puisqu'il rapporte des incidents qui furent révélés postérieurement à thermidor, c'est-à-dire longtemps après l'envoi de son dernier bulletin. Quant à la proclamation du jeune Capet comme roi de France, c'était là, en cette époque trouble, une accusation si banale et si courante qu'elle était devenue un lieu commun. Le Comité de Salut public s'en arma contre les Girondins; on l'utilisa contre Hébert, « ce partisan couvert de la Royauté; » contre Danton; on la formulera contre Chaumette et contre Robespierre; elle enverra à la guillotine des centaines de suspects et on la retrouve si fréquemment dans les réquisitoires de Fouquier-Tinville qu'elle semble un refrain obligé. Or, — c'est un dilemme : — ou bien les protagonistes de la Révolution sont de cyniques bandits, dénués de conscience et d'imagination, qui ne prennent même pas la peine d'inventer, pour chaque hécatombe, un prétexte inédit d'égorger leurs adversaires, — ou bien l'accusation sous laquelle ils succombent tour à tour est fondée, et il en faut conclure que tous, sans oser le proclamer publiquement, considéraient un retour à la royauté constitutionnelle en la personne du fils de Louis XVI comme le dénouement sauveur et la solution salutaire. Ce n'est pas user de paradoxe ni offenser la mémoire des Girondins, de Danton ou de Robespierre de prétendre que, aux heures où la France était en péril, ils sacrifiaient leur sentiment démocratique à l'intérêt de la Patrie et envisageaient l'éventualité d'une restauration monarchique dont ils espéraient, comme immédiats résultats, le recul de l'étranger, la pacification de la Vendée et la fin des discordes civiles. Par malheur pour l'enfant captif, aucun n'osa préconiser ouvertement ce moyen sûr de réconciliation ; chacun l'élaborait en secret et le méditait isolément, escomptant pour son parti la tutelle du petit Roi dont

on parlait d'autant moins qu'on pensait à lui davantage. Oui, dans l'année, lourde d'angoisse, qui suivit la mort de Louis XVI, où la France, désorganisée et égarée hors de sa tradition séculaire, pressentait imminent l'effondrement final, il se trouva, parmi les responsables du grand désarroi, des patriotes sincères qui, venus à résipiscence, firent effort pour endiguer le torrent; d'autres s'y employèrent par visée personnelle, prévoyant que celui qui mettrait la main sur l'otage de paix, de concorde et de puissance qu'abritait le Temple, deviendrait le maître du pays; plusieurs n'y travaillaient que par peur, sachant bien que l'enfant-roi serait pour son libérateur un gage d'impunité, et il faut compter aussi les aventuriers dont les grossiers instincts s'exaspéraient de convoitise à la pensée de ce « louveteau » dont la possession assurerait, à qui aurait la chance de se l'attribuer, la vie sauve, l'argent, l'influence, les honneurs et la renommée. Il ne faut pas attribuer à de mesquines rivalités les luttes farouches et les sanglantes « fournées » qui rougissent l'histoire de notre Révolution : elles furent les épisodes de la bataille acharnée livrée pour la conquête de l'orphelin vers lequel convergeaient toutes les ambitions et que la Commune geôlière gardait étroitement dans la seule crainte de se voir frustrée d'une proie qui valait cher. C'est pourquoi l'évocation de cet enfant aimable, gracieux et attachant, qui, encore à l'âge de l'insouciance, objet de tant de passions, d'intrigues, de vœux, de manœuvres, de soupirs, de brigues et d'appétits, joue au ballon sous l'œil de ses gardiens dans l'antichambre de sa prison, ou, agenouillé près de sa mère, épèle, dans son Histoire de France, les exploits de ses aïeux, demeure, parmi les images dont s'illustrent les annales du monde, l'une des plus suggérantes et des plus pensivement contemplées.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

UN HOMME DE GUERRE ALLEMAND [1]

LUDENDORFF

II [2]

LE GÉNÉRAL, SON CARACTÈRE, SA DOCTRINE

Dès le premier contact, Ludendorff apparaît comme un homme dont l'assurance orgueilleuse stupéfie. Ses *Mémoires*, où le moi domine d'insolente manière, sont un monument élevé à la fois à sa défense et à sa propre grandeur. C'est à peine si, en quelques endroits et en quelques mots, il prend soin de rappeler l'existence d'Hindenburg. Il voit cependant ce maréchal chaque matin, mais il ne lui expose, en termes brefs, que des plans déjà faits, que des décisions déjà prises, et cela suffit toujours. Il ne consacre que çà et là quelques lignes à l'Empereur qui ne l'a pas, d'ailleurs, en spéciale estime.

Ces précautions oratoires prises à peu de frais, il se montre seul sur la scène et il y déploie son personnage avec une véritable aisance de professionnel, bien qu'il prétende n'avoir ni le goût, ni l'habitude de se donner en spectacle. Il a tout conçu, tout préparé, tout dirigé. Il a maintes fois sauvé la patrie et, si elle a été finalement perdue, c'est que ses conseils n'ont pas été suivis. S'il a des aides, ce ne sont que des aides, et il le fait trop sentir, même quand il rend justice à leur tra-

(1) Ces pages forment la conclusion d'un volume qui paraîtra prochainement à la librairie Payot.

(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

vail et à leurs mérites. Il parle sans cesse de l'effroyable responsabilité qui pèse sur lui vis-à-vis de l'armée et du pays! Qu'un chef d'état-major, obligé par fonctions à confier à son général toute sa pensée et quelquefois même à soutenir auprès de lui ses points de vue lorsqu'ils sont contestés, assume une responsabilité redoutable vis-à-vis de sa conscience, la chose n'est pas douteuse; mais que, dans le domaine de la décision, il se substitue à son chef au point de l'annihiler et que cette insupportable prétention ne soulève aucun étonnement, c'est ce qu'on ne peut voir sans doute que dans l'armée allemande.

Et ce ne sont pas seulement ses contemporains que Ludendorff piétine avec une parfaite inconscience, c'est encore la postérité qu'il veut violenter en ses jugements. Écoutez-le parler de ses manœuvres! « Tannenberg est une des plus brillantes actions de l'histoire du monde; la retraite après la première expédition de Pologne restera, dans la suite des temps, comme un exemple de conciliation des nécessités militaires avec les règles de l'humanité; on trouvera, dans l'histoire militaire, peu d'exemples comparables à l'exploit de la deuxième campagne de Pologne; les opérations en Russie de 1914-15-16 sont des événements d'une prodigieuse grandeur; lorsqu'il quitte le front oriental, en août 1916, il laisse derrière lui deux années de labeur incessant et de succès inouïs; à peine arrivé, en compagnie d'Hindenburg, à la Direction de la guerre, il fait faire à l'armée un formidable pas en avant. » Les louanges qu'il distribue à l'occasion de la campagne de Roumanie, ne sont pas moins hyperboliques et il n'a garde de s'oublier lui-même; il affirme que, dans les pays voisins de la Baltique, sa pensée anima tous les rouages de l'administration. En entamant, en 1918, ses offensives sur le front français, il assure que le monde va connaître les plus grands événements de son histoire. Sa pensée est partout souverainement créatrice; son activité est sans seconde, son travail quotidien surhumain. Jamais homme n'a connu d'angoisses comparables aux siennes, de triomphes supérieurs aux siens, de chute plus imméritée que la sienne. A de rares exceptions près, ses fonctions ont été plus lourdes que toutes celles que jamais personne ait assumées.

S'il est orgueilleux pour lui-même, Ludendorff l'est plus encore pour son pays. Son patriotisme, — d'ailleurs respectable en soi, — est poussé jusqu'à un degré d'aveuglement qui

le perdra. Et, quand il parle de l'Allemagne, il n'envisage pas seulement l'Empire de formation récente que nous connaissons, mais toutes les terres qui furent jadis visitées par des Allemands. C'est « un coin de terre de la patrie » qu'il reconnaît, à Mittau, lorsqu'en mai 1916, il accompagne Guillaume II dans cette ville conquise. A Kowno, dans l'hiver 1915-16, il a devant les yeux, sur la rive droite du Niémen, une tour ruinée, reste d'un vieux château-fort autrefois édifié par les chevaliers de l'Ordre teutonique ; il songe alors à la restauration possible de l'hégémonie allemande sur ces territoires baltiques où ses ancêtres ont jadis pénétré. Là où l'Allemagne marqua sa civilisation, elle peut bien l'imposer encore.

Que faut-il pour cela? La victoire. Or, l'Allemagne y est si bien préparée, qu'elle est normalement invincible; elle le restera donc pour peu que le gouvernement entretienne dans le peuple le feu sacré du patriotisme avec l'esprit de sacrifice qu'il implique. En ce qui le concerne, il n'omet rien pour qu'il en soit ainsi aux armées. Son émotion ne fut jamais si forte qu'un certain dimanche où il entendit résonner dans le temple un vieux chant qui disait : « Plein de cœur et plein de vie, je t'ai donné mon cœur et ma vie, ô toi, ô mon pays allemand! » Et il ordonna que ce verset fût chanté à chaque office, afin que tout soldat en connût les paroles. Plus tard, il recrute des conférenciers et organise un service spécial d'action morale qui procède par tournées dans les armées.

De cet axiome, — l'Allemagne ne peut être vaincue, — il tire toutes les déductions, à la manière de théorèmes. Exemple : si l'Allemagne, un jour, est menacée de défaite, c'est donc que quelqu'un de ceux qui étaient chargés de la conduire à la victoire, n'a pas fait son devoir. L'armée ne pouvant évidemment être soupçonnée, c'est le pays qui est coupable, et le gouvernement, son guide, par conséquent.

Allez plaider devant lui la cause de ce gouvernement, dites-lui que le peuple allemand a pu être soumis à trop rude épreuve et qu'il a chancelé sans que rien ni personne s'y pût opposer et il vous répondra sincèrement que cela est faux, que son peuple est, par définition, l'enfant chéri de la victoire, qu'il possède toutes les qualités naturelles pour la séduire et, au besoin, la violenter, et que, s'il n'y est parvenu, c'est qu'on n'a pas su mettre en œuvre tous les dons qu'il tient de la divinité.

Et c'est bien ce qu'il fallait démontrer. Aussi ne craint-il pas de soutenir, — et cela revient au même, — à vous qui êtes du camp opposé, que vous n'êtes pour rien dans l'abaissement de son pays : l'Allemagne des armées n'a été vaincue que par l'Allemagne elle-même, celle de l'intérieur. « Le Seigneur Dieu dans le ciel a abandonné le peuple allemand parce que le peuple allemand s'est abandonné lui-même. » Mais comme un peuple ne s'abandonne jamais que dans les limites permises par ses dirigeants, c'est donc bien le gouvernement qu'il faut accuser.

Son patriotisme prend des allures mystiques, comme on voit. Le Dieu qu'il sert, c'est l'Allemagne. Il professe une foi profonde en la toute-puissance de ses représentants sur la terre, — chefs de l'armée et hommes d'État. — D'où cette thèse qui fait le fond de toutes ses explications, à savoir que si, dans leur sphère, les hommes de gouvernement n'ont pas su conserver au peuple sa santé morale, condition de la victoire, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu. Ce sont des schismatiques de la religion commune abusés par les néfastes idées du jour, en quelque sorte de coupables modernistes du patriotisme.

***

Ludendorff a donc la foi du charbonnier. L'affaire a mal tourné? Pour lui, cela ne signifie pas qu'elle ait été mauvaise, immorale ou mal conçue. L'exécution en fut défectueuse, et voilà tout. Or, l'exécution en était confiée à l'armée, d'une part, et au pays, d'autre part. L'armée a fait tout son devoir; le pays, non. A eux deux, ils ne devaient faire qu'un seul corps, — et ce fut ainsi, car le contraire est impossible, — mais n'avoir aussi qu'une âme. C'est à ce dernier point de vue que le pays n'a pas marché de pair avec l'armée. Abreuvé à des sources spirituelles impures qu'un gouvernement faible n'a pas su tarir, ni même endiguer, il s'est empoisonné ; il a empoisonné l'armée ; c'est la révolution qui a provoqué la débâcle militaire.

C'est en vérité bientôt dit, et l'explication est commode. Depuis quand les révolutions éclatent-elles par génération spontanée? Ludendorff a étudié l'histoire et il sait bien qu'un grand peuple ne se livre aux extrémités révolutionnaires que pour échapper à un régime intolérable ou par réaction contre trop et de trop grandes déceptions. Or, pendant presque toute la guerre, le peuple allemand n'a jamais mis en cause le régime

impérial. Il a été, d'autre part, unanime à vouloir la guerre à son début. A la fin cependant, il s'est révolté. Il faut donc que, dans l'intervalle, la guerre lui ait apporté d'insupportables déboires.

Et, en effet, la guerre qu'il acclamait en 1914 était, non pas celle qui lui fut donnée, mais celle que ses dirigeants et notamment le parti militaire lui avaient promise : courte et grandement profitable. Dès qu'il vit qu'elle serait longue, — et Ludendorff, après la Marne, en eut un des premiers la notion, sans d'ailleurs en tirer les conclusions nécessaires, — son enthousiasme tomba. Dès qu'il entrevit qu'elle pourrait n'être pas profitable, il fut déçu. Sa déception s'accrut encore de ce que la Direction de la guerre s'obstina longtemps à le leurrer. Ne pouvant plus parler de la première partie du programme puisque le temps passait, elle affirma que la guerre serait victorieuse. La victoire qu'elle n'avait pas donnée hier, elle la donnerait demain, avec toutes ses conséquences dont l'énumération demeura, pendant des années, séduisante.

Le peuple cependant ne pouvait être indéfiniment abusé par des promesses toujours vaines. Il vit bien que chaque jour lui créait un nouveau dommage et lui apportait un adversaire nouveau ; il comprit qu'à ce train, le monde entier serait bientôt contre lui : or, on ne vainc pas le monde coalisé ! Il finit par se convaincre que non seulement la guerre ne lui donnerait aucun profit, mais que, déjà désastreuse en ses effets perçus, elle menaçait de tourner à la catastrophe. C'en était trop ; il y fallait mettre un terme, et la révolution gronda. On peut dire qu'elle a été dirigée uniquement contre le parti militaire dont Ludendorff est le plus remarquable représentant.

Ce dont il faut le plus s'étonner, c'est qu'elle n'ait pas éclaté plus tôt, car enfin nous ne la vîmes poindre qu'à l'heure où l'armée allemande, au bord de l'abîme, allait subir une catastrophe militaire telle que l'histoire n'en aurait peut-être jamais fourni d'exemple.

Car c'est une légende à détruire que celle de l'armée allemande invaincue. Lorsque l'armistice lui fut accordé, cette armée formidable qui, au 15 juillet 1918, comptait plus de 80 divisions réservées, avait fondu, sous les coups répétés des Alliés, au point de ne plus disposer que d'une quinzaine de

divisions en arrière de son front de bataille, et encore deux d'entre elles seulement étaient-elles capables d'entrer immédiatement dans la lutte. A la même heure, les Alliés en possédaient plus de 100. Une attaque franco-américaine de 30 divisions qui pouvaient être suivies par une force égale, allait déboucher, le 14 novembre, dans l'Est de Metz, et marcher droit à la Sarre et au Rhin. Rien ne la pouvait arrêter.

L'État-major allemand en était si convaincu qu'il avait ordonné l'évacuation de Metz et de Thionville, ces deux boulevards des Pays rhénans. Plus de 160 divisions allemandes, — bien réduites, il est vrai, — allaient avoir à retraiter, l'épée aux reins et le flanc sud débordé, entre la Moselle en aval de Thionville et le Limbourg hollandais! Après l'armistice, en toute liberté, disposant de toutes les routes entre la Suisse et la Hollande, suivies par un adversaire désarmé par sa parole même, ces 160 divisions ne réussirent leur mouvement rétrograde qu'au prix du sacrifice de la majeure partie de leur matériel. Qu'aurait-ce été en d'autres circonstances? A la vérité, c'est par centaines de mille hommes, par milliers et milliers de canons, qu'il eût fallu compter nos trophées, si les dirigeants allemands ne s'étaient décidés à signer le protocole déshonorant du 11 novembre.

Or, depuis juillet déjà, la situation militaire s'acheminait à grands pas vers ce terme, et les symptômes de découragement, puis de colère, ne firent que peu à peu leur apparition dans l'armée comme dans le pays. Selon l'expérience de toutes les guerres, nos premières victoires constituèrent un des facteurs principaux du mécontentement général; bien loin d'être la conséquence de la crise, elles la provoquèrent.

Non, ce n'est pas la révolution qui donna la victoire aux Alliés. Bien avant la dernière campagne, un Allemand célèbre, Bernhardi, nous avait dit les conditions à réaliser pour vaincre : « La décision surgit soudain de deux causes. Ou bien un grand général jette le poids de son génie dans la balance, ou bien c'est d'une circonstance particulière ou d'un heureux concours de circonstances que naît la victoire : supériorité numérique ou tactique; particularité de l'armement; supériorité morale due au caractère des troupes; supériorité du principe d'action. Et, naturellement, le succès est d'autant plus grand que la circonstance particulière ou l'heureux concours de

circonstances sont exploités par un meilleur général (1). »

N'est-ce pas une vérité éblouissante que, précisément vers la moitié de l'année 1918, les Alliés réalisèrent le maximum des circonstances favorables énumérées par Bernhardi, à savoir : une supériorité numérique croissante grâce à l'apport américain ; l'entrée en ligne d'une masse de chars blindés (dont les Allemands étaient à peu près dépourvus) et d'une artillerie lourde, nombreuse et bien dressée, si bien dressée qu'en un seul mois, les Allemands, de leur propre aveu, voyaient sauter sous ses coups 13 pour 100 de leurs canons; la supériorité morale des troupes alliées, notamment après le 15 juillet; la supériorité, enfin, du principe d'action dont le commandant en chef de l'Entente n'est qu'une vivante incarnation, voilà les causes véritables de notre immense victoire !

Ludendorff n'a jamais compris, et il ne pouvait pas comprendre, qu'il était à la tête de gens d'affaires, engagés dans une mauvaise affaire, et qui, pour éviter la banqueroute, préférèrent, le moment venu, solliciter un concordat et faire faillite.

Car Ludendorff, abusé par sa foi, n'est pas psychologue. Pas plus qu'il ne saisit l'âme de son peuple, il ne pénètre celle de ses adversaires. Il prétend que si l'Allemagne a déchaîné le sanglant conflit, c'était pour se prémunir contre une attaque prochaine de voisins envieux. Bernhardi a plus de franchise ou plus de perspicacité. Il dit : « L'Allemagne nourrit, sur un sol qui a l'étendue de la France, une population de 65 millions d'habitants ; la France n'en a que 40. La population allemande s'accroît chaque année de 1 million environ. Il n'est pas possible que l'agriculture et l'industrie de la mère-patrie puissent à la longue procurer à une masse d'hommes qui croît dans de telles proportions un travail assez rémunérateur. *Nous avons donc besoin d'accroître notre empire colonial.* Une telle acquisition ne nous est possible, avec les partages politiques d'aujourd'hui, qu'au détriment d'autres États ou en nous associant à eux, *et ces solutions ne sont praticables que si nous réussissons d'abord à mieux assurer notre puissance dans l'Europe centrale.* Maintenant, à chaque démarche de notre

(1) Bernhardi, *La Guerre d'aujourd'hui.*

politique extérieure, nous sommes placés en face d'une guerre européenne contre des adversaires supérieurs, et le poids de cette situation nous est presque insupportable. Cela comporte les plus grands dangers pour la paix de l'Europe, — *qui, après tout, peut tenir le second rang dans nos préoccupations vitales,* — mais encore pour nous-mêmes... *Si nous voulons obtenir pour notre nation la place qui lui revient dans le monde, il faut nous confier à notre glaive,* renoncer à toute utopie pacifiste efféminée, regarder avec fermeté les dangers qui nous entourent (1). »

Et comme si ce n'était pas assez clair, dans un livre plus récent (2), il s'exprime avec mépris sur la politique d'équilibre que pratiquent les nations de l'Entente, par effroi des résolutions viriles et pour faire échec à un pays plein de jeunesse et de force dont l'expansion est cependant nécessaire. La lutte est donc certaine; elle est proche. Que l'Allemagne s'arme, qu'elle et ses chefs regardent fermement la tâche à entreprendre. Et, quand elle sera prête, qu'elle marche. Au besoin, sa diplomatie « biseautera les cartes, » car il peut y avoir quelque avantage à obliger l'ennemi à attaquer. Des prétextes? Ils abondent aussi bien en Afrique qu'en Europe. Celui-là au moins parle net et l'on sait à quoi s'en tenir. Il parle si net que les Allemands eux-mêmes ne lui en surent aucun gré, et se montrèrent froissés, non de l'idée, cela va sans dire, mais de la stupidité dangereuse de ce prestidigitateur malhonnête, qui s'en allait de par le monde dévoilant le « truc. »

Ludendorff, lui, prête à ses adversaires les mobiles qui l'animent et qu'au moins publiquement il dissimule. De même que l'Entente a voulu la guerre, de même elle refuse de traiter, quand on le lui propose, parce que son seul but est de jeter bas la grande Allemagne. Il ne veut pas voir que celle-ci fait la guerre pour en tirer profit à notre détriment et que la France se bat pour ne pas périr avec sa liberté. Il se plaint que son pays n'ait pas produit un Clemenceau. C'est peut-être que Bethmann-Hollweg ne luttait pas pour le même motif; c'est peut-être que ces deux hommes n'étaient pas suivis de foules animées du même esprit. Une telle hypothèse ne peut venir à l'esprit de Ludendorff.

(1) *La Guerre d'aujourd'hui.*
(2) *L'Allemagne et la prochaine guerre.*

Sa foi dans la mission quasi-divine de l'Allemagne nous donne l'explication de son obstination et de sa force de « tranquille décision. » Qui détient la vérité, s'y maintient quand même, envers et contre tous. Celui-là n'éprouve aucun doute qui possède la sûre doctrine, et s'y conforme. Nous y trouvons aussi la clef d'une autre particularité de son caractère. Il a la haine innée de tout ce qui, dans l'histoire, vint contrarier la politique des Hohenzollern, comme les vrais croyants ont horreur des hérétiques.

Il est donc aussi vindicatif qu'orgueilleux. Il l'est, à certains moments, au point d'en être enfantin. C'est ainsi qu'il donne à sa première victoire le nom de Tannenberg, sous prétexte de venger un affront subi par des Allemands plus jeunes de cinq siècles. C'est, en effet, le 15 juillet 1410, qu'à Tannenberg, Lithuaniens et Polonais réunis infligèrent une défaite aux chevaliers de l'Ordre teutonique et enrayèrent de ce fait, — crime impardonnable! — la colonisation allemande en terre slave. A Kowno, lorsqu'il regarde la stèle qui, sur la rive gauche, marque le point où Napoléon, en juin 1812, assista au passage du Niémen par la Grande Armée, il ne se sent pas seulement agité par des réminiscences historiques, mais secoué d'une sainte haine pour l'insolente nation qui, à cette époque, avait attaché la Prusse à son char et prétendait étendre sa domination sur l'Europe.

Que Ludendorff ne soit pas toujours sincère, ou que, l'étant, il se contredise, cela est évident. Dans sa hâte à se défendre, il n'a pas pris le temps de confronter soigneusement les différentes parties de son livre. Aussi, les contradictions y abondent. Quand elles résultent de rapprochements entre opinions émises à des pages de distance, elles surprennent; si elles sont trop rapprochées, elles mettent en garde contre la bonne foi de l'auteur. Quelques exemples seulement.

Quand, en novembre 1917, Ludendorff conclut un armistice avec les Russes, il leur fait des conditions d'autant moins rigoureuses qu'il est plus pressé d'arriver à un accord; il va même jusqu'à consentir à des échanges de visites entre soldats allemands et bolchévistes, quoiqu'il sache tout le danger de telles rencontres. Or, ne s'avise-t-il pas, ayant raconté à peu près tout cela, de comparer sa magnanimité en faveur des

Russes à la « volonté de destruction manifestée par l'Entente, en 1919, vis-à-vis des quatre Puissances de l'Europe centrale ? » Il trouve parfait qu'avant de prendre parti, la Roumanie ait laissé passer la contrebande de guerre à destination des Turcs, mais la Suède qui s'oppose au transit du matériel destiné à la Russie est une nation « qui possède la notion juste des devoirs d'un État neutre. » En ravitaillant les Alliés, en construisant pour eux des engins de guerre, l'Amérique, — qui est prête d'ailleurs à rendre le même servive aux Allemands s'ils lui font des commandes, — l'Amérique accomplit un acte de quasi-hostilité, mais la Suède, dont le minerai est si nécessaire aux fabrications allemandes qu'elles ne pourraient, sans lui, continuer, est exempte de tout reproche.

Ces contradictions dont on pourrait allonger la liste découlent toutes d'un esprit que nous connaissons bien et qui suffit, pensons-nous, à toutes les explications : tout ce qui favorisa, favorise ou favorisera l'Allemagne est licite; tout ce qui la desservit, la dessert ou sera de nature à la desservir ne mérite que réprobation.

Ludendorff n'est pas toujours sincère, mais il lui arrive aussi, disant la vérité, de ne pas la dire entière. C'est qu'une réputation allemande est à préserver : celle du grand État-Major par exemple. Ainsi il passe sous silence, ou s'efforce de ramener à des objets secondaires les visées lointaines attachées à plusieurs de ses grandes attaques. Que prétendait faire son prédécesseur, à Verdun, une fois la ville conquise? Quelle exploitation avait-il prévue lui-même pour chacune de ses offensives de mars, mai, juillet 1918, et qu'en attendait-il? Répondre : rien, et le prouver en protestant que la stratégie est sans importance, que la tactique compte seule, est un enfantillage, surtout de la part d'un homme qui a passé deux ans sur le front oriental à faire, ou vouloir faire, de la bonne stratégie. Mais il faut ménager la chapelle et ses desservants!

Cette vue sur la mentalité de Ludendorff nous révèle aussi pourquoi, aux mauvais jours, nous l'avons vu perdre en partie ses dispositions habituelles. Alors son Dieu est menacé au point que les plus fidèles désespèrent de sa puissance. Il est un de ces fidèles qui tantôt regardent leur idole renversée, tantôt se refusent à croire à pareil sacrilège. De là ses contradictions

de la fin, ses appels au gouvernement, un jour pour le presser de conclure une paix rapide, le lendemain pour déclarer la lutte encore possible.

S'il est tenace dans ses rancunes, — et il nous le montre bien par la manière dont il traite, aujourd'hui encore, les personnages civils ou militaires qui n'ont pas eu l'heur de lui plaire, ou l'esprit d'adopter ses opinions, — Ludendorff est fidèle dans ses amitiés. Quand il a mis un subordonné à l'épreuve, il lie sa fortune à la sienne. Tous ceux qu'il a remarqués sur le front oriental, il les pourvoit, une fois parvenu à la Direction suprême, de postes importants, soit à l'État-Major général, soit auprès des détenteurs des hauts commandements. Il se crée ainsi une clientèle, ce qui est peut-être un assez bon moyen d'être fidèlement servi. En tout cas, il facilite ainsi sa tâche en ayant partout des agents avisés, des concours utiles et des collaborations doctrinales.

Ludendorff, cela est évident et c'est une justice à lui rendre, est inhabile à masquer sa pensée, mais il devrait savoir qu'à une certaine hauteur, la vérité crue n'est pas toujours bonne à dire. Trop de gens l'entendent et la commentent à leur gré. C'est une maladresse de traiter des alliés susceptibles avec trop de dédaigneuse condescendance. Il ne s'en prive pas. Ayant un jour à prononcer une allocution à propos du cinquantenaire de l'entrée d'Hindenburg dans l'armée, il fait allusion à la part prise par le maréchal à la bataille de Sadowa, et fait publier son discours. Il s'étonne ensuite ingénument que Vienne se soit ému, que Berlin lui adresse des observations avec ordre de reprendre sa publication. Il n'en fait rien d'ailleurs, sous prétexte qu'il est trop tard. Le motif est peut-être différent : cet imprimé peut augmenter la confiance des troupes allemandes en leurs chefs. Que pèse à côté de cela la mauvaise humeur de l'Autriche? Son armée n'en sera ni meilleure, ni pire, et son opinion, à tout prendre, est sans importance, puisque le lien qui la tient unie à l'Allemagne ne se peut desserrer.

Ludendorff est un audacieux qui aime naturellement le risque. Convaincu de la bonté de sa cause, il n'est pas de ceux qui voient toujours tout en noir et se livrent sans cesse aux pronostics les plus sombres, de ces gens qui sont heureux, quoi qu'il

arrive puisque, si leurs prophéties se réalisent, ils se glorifient de leur sagesse, et partagent encore la joie commune si les événements sont plus favorables qu'ils ne l'avaient prédit. Il est, lui, un homme d'action, placé entre deux alternatives : être acclamé s'il réussit, lapidé s'il échoue, sans que personne se demande les efforts qu'il a faits pour détourner le malheur. A son sens, les hommes d'État de l'Allemagne et de l'Autriche sont de la première sorte ; ils n'ont jamais réellement cru à la victoire et n'ont pas davantage su trouver le chemin de la paix. Que n'ont-ils abandonné leurs fonctions? Ludendorff qui croit au triomphe de l'Allemagne est prêt à jeter bas ces impuissants et à prendre leurs pouvoirs, car il croit connaître les secrets à mettre en pratique pour obliger le peuple allemand à vaincre. Il a bien l'âme d'un dictateur et ce sont les gouvernementaux qui, sur ce point, ont raison.

En cet homme, tout se tient; il est tout d'une pièce; c'est un monolithe. Le succès de l Allemagne étant son unique objet, tout s'y subordonne. Il ne prend cure des moyens. Lorsqu'il s'agit de violer la neutralité belge, il n'a aucune hésitation. Pour lui, comme pour d'autres de ses compatriotes, nécessité n'a pas de loi. Il cherche cependant quelques justifications. La Belgique était décidée à se jeter dans les bras de la France; d'où il appert que l'assaut de Liége n'est qu'une mesure préventive, tout comme la guerre elle-même. D'ailleurs, si la Belgique s'était tenue tranquille, comment la Grande Allemagne se serait-elle accommodée de la présence, sur le flanc de ses armées, de cette puissance, petite mais dangereuse de par sa position? Il eût fallu la ménager, traiter d'égal à égal avec elle. Trop de soucis vraiment à l'heure où l'esprit des dirigeants sera attiré vers des sujets de bien autre importance.

Des explications! Ludendorff en donne quelquefois trop pour une âme tranquille. N'imagine-t-il pas de trouver une preuve de la connivence des Belges avec la France dans ce fait que les routes venant de l'Est étaient barrées tandis que rien de pareil n'existait à la frontière occidentale? Mais ne se souvient-il pas que le roi Albert avait demandé aux Puissances garantes de respecter son territoire, que la France et l'Angleterre s'y étaient engagées et que l'Allemagne seule avait refusé?

Voulant contourner Liége, il trouve les ponts de Visé

détruits, et il en conclut que la Belgique est décidée à la guerre. Qui se garde, chez soi, contre un voisin dangereux, ne prend cependant pas pour cela figure d'assaillant. Où Ludendorff dépasse vraiment la mesure, c'est quand, parlant de la « félonie italienne, » il fait appel « aux lois morales qu'une nation ne doit pas violer. » Ce privilège est évidemment réservé au seul peuple élu.

Devant la violation flagrante des engagements les plus solennels, la Belgique et son roi, n'écoutant que la voix de l'honneur, prirent les armes. Les gardes civiques qui possédaient en tout temps équipement et armement, furent convoqués et firent le coup de feu contre l'envahisseur comme c'était leur devoir et aussi leur droit. Ludendorff fait d'eux des francs-tireurs et ainsi explique, sinon excuse, les actes barbares commis par les troupes allemandes. D'ailleurs, à ses yeux, ce sont pour la plupart des légendes. Légende, l'incendie de Louvain! Légendes, les fusillades en masse et les incendies concertés un peu partout chez nos voisins! Ludendorff sait bien que les gardes civiques agissaient dans la plénitude de leur droit, car l'Allemagne avait signé, comme la Belgique, la France et l'Angleterre, la Convention IV annexée au protocole de la Haye, dont l'article 2 du chapitre I traite précisément de la question. Mais la signature de l'Allemagne au bas de l'acte de la Haye n'engage pas plus que celle de la Prusse sur le Traité de 1839. Nécessité fait loi! Encore, dans le cas particulier, pourrait-on contester le bien-fondé de la nécessité.

Les premières émissions de gaz asphyxiants sur le front russe, — contravention nouvelle aux engagements internationaux, — n'évoquent, en l'esprit de Ludendorff, aucun besoin de justification. Le moyen est bon pour surprendre l'adversaire désarmé et le terrasser à peu de frais. N'est-ce pas suffisant? Il regrette seulement que les coups du début aient manqué et que les gaz se soient quelquefois retournés contre ceux qui les avaient lancés, parce que des insuccès de ce genre sont de nature à jeter la défaveur sur un incontestable moyen de nuire.

La guerre sous-marine sans restrictions devait évidemment causer la mort de milliers d'innocents. Cette idée n'effleure pas son esprit. Il présente cette guerre comme une nécessité pour l'Allemagne d'abord, puis comme une réponse, directe et moins coupable, au « blocus de la faim » exercé par l'Angleterre, mais

il omet de dire que, si les vaisseaux anglais ont coulé des navires et confisqué des cargaisons, ils n'ont pas noyé un seul voyageur inoffensif. Toute la différence est là. Ludendorff ne comprend pas ces différences.

Et cependant, si l'on admet que les deux procédés aient été également contraires au droit des gens, l'un est tout de même supérieur à l'autre au point de vue humanitaire qui est précisément celui du droit des gens. Ludendorff se moque du point de vue humanitaire ; il ne s'y place jamais *à priori*. A ce sujet, ses principes sont nettement et à plusieurs reprises exposés dans ses *Mémoires* : « C'est folie de sacrifier la Patrie à de fallacieux principes d'humanité. » Si, en 1917, au moment du repli sur la ligne Hindenburg, il concentre en quelques points qui vont être bientôt occupés par les Français, les malheureux habitants dont il vient de raser les villages, brûler ou emporter les récoltes, piller les biens, ce n'est pas qu'il pense à leur donner la joie de la patrie retrouvée après tant de souffrances, non, il veut simplement imposer à la France « plus de bouches à nourrir. » S'il renonce, en 1918, à lancer sur Paris des bombes incendiaires qu'il sait devoir faire merveille, ce n'est pas qu'il recule devant un nouveau crime de lèse-civilisation, mais parce que les résultats moraux à attendre ne lui paraissent pas suffisamment établis en comparaison des risques à courir, et ces risques, ses compatriotes les lui indiquent : ils ont peur des représailles des Alliés déjà victorieux et le supplient, s'ils ne le somment, de renoncer à ses intentions.

Tout comme Bernhardi, il est de ceux qui pensent que « la nature même de la guerre est de tout pousser à l'extrême; » elle ignore la pitié. Cela est si vrai que, lorsqu'il lui arrive de faire l'aveu de forfaits commis par ses armées, — rares aveux et combien discrètement consentis ! — il ne trouve pas d'autre mot que celui-ci : « C'est la guerre ! » Sa guerre peut-être, la guerre allemande, mais pas la guerre.

Au moral, notre homme est donc très cohérent. Nous pensons avoir maintenant dégagé l'idée motrice dont il s'inspire et qui se résume en un seul mot : Allemagne. Allemagne avant tout ! Ludendorff nous apparaît comme un prêtre qui, ayant toujours vu ses fidèles accourir à son appel et accomplir minutieusement les gestes de leur religion, ne s'est jamais aperçu que la forme avait tué l'esprit, et demeure convaincu

qu'il est encore entouré de croyants sincères. Il n'entre pas dans sa compréhension que la foi ait disparu du peuple allemand; il la croit seulement en sommeil, prête à se réveiller magnifiquement quand résonnera la voix divine par lui transmise. Hélas! à ses yeux, ceux qui ont charge de la faire entendre se montrent sourds à ses accents et traîtres à leur plus saint devoir! Lui, continue à agir comme s'ils ne l'étaient point, dans l'illusoire espérance d'être entendu quand même. Le peuple, qui ne le comprend plus, lui obéit d'abord puisqu'il est le maître, jusqu'au jour où, sentant que ses prêtres le trompent et que sa perte est prochaine, il se révolte.

*
* *

En tant que chef d'armée, Ludendorff est à coup sûr énergique, observateur sagace, instructeur et manœuvrier de talent.

Là où il excelle, c'est dans la guerre de mouvement qui, seule ou à peu près, avait été minutieusement étudiée, en Allemagne comme ailleurs, avant 1914. Ses manœuvres ou projets de manœuvres contre la Russie sont marqués au coin de la meilleure doctrine guerrière : attaque importante et frontale destinée à attirer les réserves de l'adversaire, puis attaque à intention débordante sur un point faible et qui, en Russie, restera forcément faible parce que la Russie ne possède pas les moyens ferrés et routiers nécessaires à l'embarquement, au transport et au débarquement de grandes masses.

Encore, pour admirer sans réserves, serait-on curieux de savoir jusqu'à quel point les Allemands ont été servis par la puissante faction qu'ils ont toujours eue à leurs gages dans les cercles dirigeants de Russie, et de connaître les embarras inouïs dans lesquels se sont débattus nos alliés, — par imprévoyance antérieure et insouciance du moment, il faut le dire, — notamment au point de vue de l'armement de l'infanterie et du matériel d'artillerie. Quand on sait, comme nous le savons, que des compagnies sont allées au feu avec un fusil pour deux et quelquefois trois hommes, que des batteries ont été réduites à appuyer ou arrêter des attaques avec un approvisionnement d'obus de quelques coups par jour, on trouve que les vainqueurs ont peut-être eu moins de mérite qu'il ne paraît.

Là où Ludendorff excelle encore, c'est dans la manœuvre

dite « en lignes intérieures. » La situation de l'Allemagne entourée d'ennemis, au centre de l'Europe, se prêtait d'ailleurs admirablement à ce genre d'opérations. Elle y était comme une place, immense mais assiégée, d'où elle effectuait des tentatives pour rompre le cercle qui l'entourait. Sorties finalement infructueuses que les attaques en Russie, en Roumanie, en Macédoine, en Italie et en France. Sortie manquée que l'unique essai de la flotte de haute mer pour abandonner ses bases. Tentative de sortie encore que la guerre sous-marine.

Ainsi, sur tout le périmètre investi, tantôt ici, tantôt là, Ludendorff attaque ou résiste. Il passe ses veilles à rassembler ses forces sur un point, soit qu'il prenne l'initiative, soit qu'il doive répondre à celle de ses adversaires. Durant quatre ans, l'Allemagne est sillonnée d'une quantité considérable de trains de troupes qui vont, viennent, déplacent le centre de gravité du système, donc le point d'application principale de l'effort ou de la résistance, au gré de la Direction suprême.

Ces mouvements dont aucune guerre n'avait encore fourni pareil exemple et dont, en temps de paix, on n'envisageait pas sans appréhension la possibilité, mériteraient une étude particulière. Leur connaissance nous a été aussi précieuse, alors que nous étions sur la défensive qu'aux heures de nos attaques, car elle nous éclairait à la fois sur les intentions de l'ennemi dans un proche avenir et sur les craintes que lui inspiraient nos offensives. Il est arrivé, par exemple, qu'une division allemande, embarquée pour le front russe, ait été subitement rappelée, en plein transport, vers le front occidental. Une circonstance aussi anormale est bien de nature à marquer le degré d'inquiétude dont le commandement allemand était, à ce moment, saisi.

Dans la défensive, Ludendorff a nettement vu que les combats pour des bouts de tranchée étaient aussi improductifs pour le résultat final que coûteux en hommes et en munitions. Il a saisi toute l'importance de l'échelonnement de l'infanterie et de l'artillerie dans le sens de la profondeur. Il a compris qu'une première position, attaquée par surprise après bouleversement par une artillerie puissante, a les plus grandes chances d'être enlevée par un adversaire valeureux. Il a même vu que la surprise n'était pas nécessaire, dès le moment où le bom-

bardement dépassait une certaine intensité. Alors, il s'est ingénié à trouver un moyen de reprendre au plus tôt le terrain qu'il ne pouvait pas ne pas perdre, et il a imaginé son système des « divisions d'intervention. » Ce sont des divisions placées à une certaine distance en arrière de la zone présumée des attaques ennemies, protégées par leur distance même contre la majorité des canons, et qui tombent par surprise sur l'assaillant lancé à corps perdu et affaibli, tout au moins désorganisé, par son succès même.

Mais le système n'est bon que si cet assaillant pousse à fond, toujours plus loin à l'intérieur des positions allemandes. S'il s'arrête dans son élan, s'il reste sous la protection de ses canons, s'il se contente, en d'autres termes, de limiter son gain à la portée de son artillerie, les divisions d'intervention ou n'interviennent pas ou n'interviennent que pour venir mourir sous l'avalanche d'obus déchainée contre elles, en avant de la nouvelle position occupée par l'ennemi.

Ludendorff en fait l'aveu : « L'ennemi s'était adapté à notre tactique des divisions d'intervention. Les attaques à objectifs éloignés comme celle entreprise par le général Nivelle lors de la bataille d'Aisne-Champagne, n'étaient plus de mise chez lui. Il savait le secret de notre contre-attaque et agissait en conséquence, en fixant une certaine limite à l'exploitation de son succès. »

Le procédé étant éventé, Ludendorff songea à créer une zone avancée, très faiblement tenue, et à reporter plus en arrière la véritable défense. Nous verrons que, de l'autre côté des fils de fer, on était arrivé à la même conclusion.

Dans l'offensive contre une position fortifiée, tout son art a consisté à amener par surprise une puissante masse d'attaque en face du front à emporter, en une préparation d'artillerie aussi puissante que brève, puis en un assaut poussé à la course, jusqu'à bout de souffle. En arrière des divisions de première ligne, d'autres suivaient, pour les remplacements.

La méthode a obtenu les succès que l'on connait, mais la parade n'a pas tardé à venir. Puisque les défenseurs de la première position pouvaient difficilement résister, même s'ils étaient prévenus de l'imminence de l'assaut, on les supprima ou à peu près. Il ne resta, dans les premières lignes, que quelques

groupes au cœur solide, armés de mitrailleuses et chargés de prévenir du moment de l'attaque, après quoi ils devaient se retirer en faisant le coup de feu. La défense effective fut reportée sur la deuxième position, laquelle demeurait à peu près intacte parce que située en dehors de la zone d'action de la majorité des canons de campagne de l'assaillant. Dès lors, l'attaque donna dans le vide; sa préparation d'artillerie devint inutile; pendant des kilomètres, elle resta sous le feu de l'artillerie de la défense, tandis que les fractions essaimées qui l'avaient démasquée et retraitaient, lui infligeaient pertes et retards. Quand elle parvenait à courte portée de la deuxième position, elle était déjà ébranlée, disloquée, abandonnée par le feu protecteur de son canon qui suivait l'horaire établi *à priori*, soumise au feu destructeur de la défense, tamponnée par les divisions de deuxième ligne qui la suivaient à la trace. Autant dire qu'elle volait déjà en éclats. Finalement, elle échouait piteusement quand elle n'était pas aussitôt contre-attaquée et rejetée sur ses points de départ.

La méthode était bonne; elle ne le serait probablement pas restée longtemps. A la guerre, tout est en perpétuelle transformation. Il n'y a pas de système qui vaille indéfiniment; il n'y en a même pas qui convienne à deux points différents du champ de bataille. La guerre vit, il est vrai, de grands principes, mais, dans l'exécution, elle réclame sans cesse de nouveaux expédients.

Si Ludendorff a tenté sur le front français de grandes attaques, il ne les a jamais lancées que successivement, à intervalles de temps si éloignés que la répercussion de l'une ne se faisait plus sentir sur la suivante, c'est-à-dire que les divisions françaises engagées contre la première restaient capables, après recomplètement et repos, de faire encore face à la seconde. Et c'est la grande faiblesse de sa méthode. « Nous n'avons pu, dit Ludendorff, ni à l'Est, ni à l'Ouest, pendant tout le cours de la guerre, mener aucune grande percée stratégique jusqu'à ses dernières conséquences. »

Nous ne saurions trop le répéter, car cette notion domine toute la guerre, en explique les tentatives vaines comme les événements de la fin : *une attaque, si puissante fût-elle, ne pouvait conduire à rien de décisif sur notre front.* Il existe en

France trop de chemins de fer et trop de routes pour que les réserves accumulées en arrière des lignes ne puissent opportunément arriver à l'endiguer, où qu'elle ait pénétré.

La difficulté de vaincre, en France, ne résidait pas dans la percée du front organisé, — ce qui est chose toujours possible, — mais dans le pouvoir d'exploiter cette percée; ayant franchi la porte par effraction, il fallait entrer profondément dans la maison. C'est pourquoi, quand on cherchait la décision, le véritable adversaire, et le plus redoutable, n'était pas l'occupant des tranchées à conquérir, mais celui qui devait venir tout à l'heure arrêter l'attaque à plus ou moins grande distance des tranchées franchies. En d'autres termes, les réserves devaient être annihilées ou dispersées d'abord, la trouée ne devant venir qu'ensuite.

Pour annihiler, disperser, fixer, user en un mot les réserves, un seul moyen : des attaques partielles, sur plusieurs points, à courts intervalles de temps et finissant d'ailleurs par se superposer, afin d'obliger l'ennemi à des remplacements d'unités et à des renforcements continuels, afin d'aspirer pour ainsi dire toutes ses disponibilités.

Ces attaques d'usure, ou mieux d'absorption des réserves ne se peuvent conduire, on le conçoit, à coup d'hommes. Sans parler d'autres considérations, l'homme est une denrée précieuse et l'un des adversaires n'en est généralement pas plus prodigue que l'autre. C'est surtout à coup de matériel qu'il faut agir. Économie d'infanterie, prodigalité sans limites de canons et autres engins de guerre, telle doit être la caractéristique de ces opérations préliminaires.

Une conséquence s'en suit : avec peu d'infanterie, on ne peut pousser loin. Donc, sans fixer à l'avance de limites infranchissables à ces attaques, car il n'est jamais permis de négliger une providentielle circonstance, on doit procéder de bond en bond, sous la protection de l'artillerie, afin de maintenir l'ennemi sous une constante menace

Quand, à la suite d'un certain nombre d'actions de ce genre, les réserves de l'adversaire ont fondu sur le front, l'heure de la trouée a sonné. Une attaque dernière, plus vaste que les autres pour produire une plus large brèche, toujours pourvue du maximum de matériel : mais encore mieux garnie en profondeur de divisions d'infanterie, peut partir en toute sûreté.

Rien ne l'arrêtera dans l'exploitation de sa percée, puisqu'il n'existe plus rien ou à peu près rien, dans le camp opposé, qui la puisse endiguer. Toute ambition lui est permise.

En d'autres termes, et selon une vieille formule, c'est mettre la charrue avant les bœufs que de tenter la percée avant d'avoir usé, ou mieux absorbé les réserves de l'ennemi.

Nous avons connu des heures où Ludendorff nous accula à une situation analogue à celle qui vient d'être décrite. C'était au début de juin 1918, le seul moment d'ailleurs où deux des grandes attaques allemandes se conjuguèrent suffisamment dans le temps pour que, à force d'y répondre, nous ayons pu craindre de n'avoir plus de divisions réservées. A cette époque, si les Allemands avaient pu faire une troisième attaque en forces sur n'importe quel autre point de notre front, nul ne peut dire ce qui serait advenu.

A notre tour, au début de novembre de la même année, nous étions parvenus, ayant entièrement absorbé les réserves ennemies, à mettre notre adversaire au bord de l'abîme où notre attaque du 14 novembre devait le faire infailliblement sombrer.

Que Ludendorff n'ait pas su appliquer cette méthode de guerre, ou même qu'il ne l'ait pas pu, car elle exige de formidables disponibilités en artillerie, en chars, en avions, en munitions qu'il ne possédait peut-être pas, on le comprend encore, mais qu'il nous ait cru incapables d'en faire usage pour notre compte, cela est moins explicable. Et ce l'est d'autant moins que la marée allemande s'était figée, à l'intérieur de nos lignes, sous la forme dangereuse d'immenses saillants, lesquels sollicitent l'attaque aussi sûrement que le paratonnerre attire la foudre.

Après ses succès aussi considérables qu'éphémères du printemps de 1918, devant l'afflux incessant des divisions américaines en France, après constatation de la fougue, un peu inexpérimentée, mais terrible, des jeunes troupes du Nouveau-Monde, plus certain qu'il ne l'avait jamais été de notre supériorité de production en matériel de toute nature, la sagesse lui conseillait, puisqu'il entendait continuer la guerre, de se créer toujours plus de divisions disponibles. Ce seul moyen lui restait d'endiguer nos attaques, si elles se produisaient sur plusieurs points à la fois. Et comme une position de longueur

donnée ne peut moins faire que d'exiger, pour sa seule garde de tous les jours, un nombre connu de divisions, il n'avait qu'une manière d'augmenter ses disponibilités, — celui qu'il avait déjà employé au commencement de 1917, — le raccourcissement de son front. Certes, le repli est toujours pénible à décider : c'est en quelque sorte un aveu de faiblesse; il est dur d'abandonner un terrain qui a coûté à conquérir tant d'efforts et tant de sang, mais ce qui nous était interdit, à nous, au moins sur de vastes profondeurs, parce que nous combattions sur notre sol, l'était moins pour lui qui, au demeurant, ne cédait que du territoire ennemi. Et c'est bien le cas de rappeler ici que la fin seule importait. Si l'on veut vivre, il ne faut repousser aucun moyen licite de salut.

Ce repli, Ludendorff l'eût dû consentir avant le 15 juillet 1918. Aveuglé, il préféra recommencer les expériences finalement malheureuses du 21 mars et du 27 mai. Ce sont des tentatives qu'on ne reprend pas impunément contre un adversaire quelque peu observateur, donc averti. Ce fut à la fois la faillite du procédé de l'attaque à corps perdu et celle du moral des armées allemandes. « L'offensive pour la paix » sombra misérablement dans nos plaines de Champagne.

A ce moment encore, une claire vision de l'avenir devait inciter Ludendorff à prendre, sans plus tarder, la décision énergique de reculer sur une ligne plus courte. Elle le pouvait sauver, au moins pour quelque temps. Dans son obstination orgueilleuse, il ne la voulut pas prendre Ce fut sa perte. Saisi sur tout son front par nos attaques, il vit peu à peu ses réserves fondre comme neige au soleil. Désormais, il était bien à nous.



Les *Mémoires* de Ludendorff font apparaître en pleine lumière le caractère des hommes qui, jusqu'à ces derniers jours, ont été les véritables maîtres de l'Allemagne, les artisans de sa grandeur dans le passé comme de sa chute récente. Ils mettent au premier plan, peint par lui-même, sans qu'il ait eu grand temps, sinon pour reviser les faits, du moins pour farder ses propres traits, un des produits de l'éducation militaire allemande qui prend l'enfant à peine au sortir du berceau et le conduit, par la voie de l'Académie de guerre et du Grand État-major, jusqu'au sommet de la hiérarchie. Ludendorff en est le

type accompli. Combien d'autres, comme Schlieffen, Bernhardi, Falkenhausen, sans parler de Moltke et de Falkenhayn, eussent, à sa place, déployé les mêmes qualités et commis les mêmes erreurs. C'est que l'État-major allemand imprime à tous ses membres une marque indélébile: l'orgueil, l'orgueil de la patrie allemande, l'orgueil personnel. La supériorité de l'Allemagne dans tous les domaines, et plus particulièrement dans celui des armes, est un dogme indiscutable et d'ailleurs indiscuté. Force est bien d'employer des termes religieux pour expliquer la sorte de culte rendu à leur pays par des hommes tels que Ludendorff.

Divinisée, l'Allemagne a tous les droits et doit avoir tous les pouvoirs sur la terre. Par une pente naturelle, les exécuteurs de ses volontés, — nous allions dire ses prêtres, — c'est-à-dire les chefs de l'armée, croient sincèrement participer de son infaillibilité. Le Grand État-major allemand, cette institution puissante dont le premier Moltke disait orgueilleusement: « La France peut nous l'envier, elle ne le possède pas, » a fait de ses disciples un ordre de véritables et dangereux mystiques. Cela n'est point si enviable!

Sans conteste, Ludendorff plaide sa propre cause, et cela s'excuse, mais il ne fait pas pour rien partie du Grand État-major; c'est pour le justifier qu'il écrit, c'est le parti militaire qu'il soutient, c'est l'apologie des idées qui ont eu cours, et qui continuent à avoir cours dans les milieux pangermanistes impénitents, qu'il entreprend. Il lutte pour la vraie foi. Il en est un des martyrs.

Mais il ne se contente pas de la défendre pour le passé, il prétend bien préparer sa résurrection dans l'avenir. A ses yeux, si bas qu'elle soit tombée, l'Allemagne peut et doit se ressaisir, redevenir la grande nation. Sa confiance en elle est illimitée; il ne désespérera jamais. Il s'insurge contre la réalité et, ne la pouvant pétrir selon ses désirs, il compte sur le temps pour lui faire violence. Les Allemands vont-ils permettre que des Lithuaniens et des Polonais tirent parti de la provisoire impuissance de leurs voisins pour faire reculer la civilisation allemande? Que va devenir cette armée qui, depuis quatre années, a tenu si vaillamment tête au monde entier? Le peuple allemand, en l'abandonnant, veut-il donc se suicider? « Jamais, au grand jamais, il ne pourra l'admettre. » Il prône l'unification de

l'Empire, car la patrie allemande en tirera profit, mais il demande qu'on tienne compte aux États qui, dans la suite des siècles, ont fait la grandeur de l'Allemagne, — lisez : la Prusse, — des bienfaits dont la communauté leur est redevable.

Depuis qu'il n'est plus rien, il ne manque aucune occasion de répandre ses idées et, hier encore, dans une lettre publique où il accuse Noske de vouloir faire des officiers un corps de « mendiants, » il affirme très haut que ses anciens compagnons d'armes demeureront fidèles à leur idéal, qu'ils sont et resteront toujours les représentants de l'avenir, car l'Allemagne ne peut pas ne pas se souvenir de ce que vaut une bonne et solide armée.

Il faut méditer son épilogue. En ce qui concerne les événements, il reste frappé de cécité absolue ; la cause de la réaction contre le militarisme lui échappe toujours ; il continue à penser que son peuple est fou parce qu'il est mal conduit ; il se lamente sur le sort de ce « fier et puissant Empire allemand, naguère encore l'effroi de ses ennemis ; » il noircit, par comparaison outrée avec le passé, le tableau de la situation présente ; son cœur déborde de honte et de dégoût. Non, certes, il n'accepte pas, il n'acceptera jamais !

Aussi prépare-t-il l'avenir. Il se fait prophète et il adresse à son peuple des « commandements. » S'ils sont suivis, ce sera « la résurrection, une ascension nouvelle, la grandeur et la liberté de la patrie recouvrées, sa puissance restaurée. » S'il le faut, l'Allemand doit aller une fois de plus à la mort, donc à la bataille, pour récupérer tous les biens qu'il a maintenant perdus. Ce peut être long ; il a souvenir qu'à Kreuznach, une magnifique roseraie a été submergée et souillée en un jour par une violente inondation ; il a fallu des mois pour la purifier, mais on y est parvenu. Il en sera ainsi de l'Allemagne. Mais, pour atteindre à ce grand résultat, il faut que le peuple rejette loin de lui ses dirigeants actuels, — son écume, — et qu'il choisisse, pour les mettre à sa tête, les hommes capables de le mener dans les voies d'autrefois avec une volonté inébranlable, avec un sentiment profond de leurs responsabilités, des hommes enfin tels que les chefs qu'il eut en campagne, car ceci est écrit.

Prenons garde que la voix de l'ancien premier quartier-maître général ne trouve bientôt un trop fidèle écho ! Au sur-

plus, à des symptômes manifestes, on reconnaît déjà que sa popularité renaît. Qu'on lise le récit de sa réception, le 12 novembre dernier, par la population de Berlin, et l'on sera édifié sur l'influence que cet homme est encore capable d'exercer. Le temps n'est pas loin où, comme à Kreuznach, le peuple se pressera sur son chemin pour lui offrir les fleurs de ses parterres et l'encens de ses acclamations. Qu'on médite sur l'incident du 13 novembre au cours duquel Hindenburg, appelé à comparaître devant la Commission d'enquête du Reichstag, ne put accéder au palais parlementaire, empêché qu'il en fut par une foule enthousiaste et décidée, tant est grand son attachement pour le régime déchu, à substituer sa volonté à celle du gouvernement établi.

Ces manifestations, Ludendorff en prend sûrement acte ; elles le confirment dans sa foi. Ce « hasardeur, » — comme on l'a dénommé, — sait fort bien que, pour un quart de siècle au moins, l'Europe sera secouée par les frissons de la « fièvre danubienne. » Il ne se pressera pas ; il guettera l'occasion et, au besoin, il la fera naître, car il est bon organisateur.

Ludendorff est homme à jouer encore un rôle. Il a, malgré lui, quitté la scène, — qu'il aime, quoi qu'il en dise, — mais il est resté dans la coulisse, attendant l'heure de sa rentrée. Nous entendrons un jour parler de lui.

Général Buat.

UNE VOIX

DU

CANADA FRANÇAIS

Parmi tous les peuples que le sentiment du droit a dressés à nos côtés contre les barbares, parmi tous les membres de l'Empire britannique qui ont répondu à l'appel de la métropole anglaise pour la Belgique envahie, il est une nation que la France a vue venir combattre sur son sol avec un intérêt plus tendre : ce sont les Canadiens de langue française.

On ne les connaissait guère dans nos villes et nos campagnes ; et d'abord il y eut de la surprise chez les bonnes gens, chez nos soldats, quand ils entendirent ces beaux gars vêtus de khaki, armés et disciplinés à l'anglaise, et qui étaient pour eux « des Anglais, » parler français, un français naturel et populaire, avec un accent qui était bien de chez nous. On se reconnut vite ; et c'est ainsi que beaucoup de nos compatriotes découvrirent qu'il y avait une suite à la leçon de l'école qui leur avait appris la mort de Montcalm.

Quelques Français, avant la guerre, étaient allés là-bas : j'y suis allé en 1911, et retourné en 1916. Mes impressions sont sans doute celles de tout le monde ; et c'est leur banalité même qui m'enhardit à les noter ici. Lorsque, parti de New-York le soir, on débarque le lendemain matin à Montréal, c'est un enchantement. On s'est acclimaté à la vie américaine ; on aime ce grand peuple jeune, énergique, si idéaliste sous les apparences de ne connaître que *business*. Et, malgré tout, on n'a pas fait cent pas dans Montréal, qu'on respire plus largement, qu'on se sent plus à l'aise, et comme chez soi. On a vu des gens aller et venir d'une allure qui nous est familière ; on

a entendu un petit gars questionner sa mère, une bonne femme en interpeller une autre avec le franc accent savoureux de la Basse Normandie; on a saisi au passage quelques bons vieux mots tout chargés de la vie de notre peuple, des mots de nos villages et de nos pêcheurs, des mots de Rabelais et des mots de Maupassant. On se croit revenu chez nous. On va à Québec, et, dans la vieille ville inégale, on croit errer par les rues étroites d'une sous-préfecture française; voilà nos enseignes; voilà nos boutiques; voilà l'air et le ton de nos petits commerçants provinciaux : à coup sûr on est en France.

Sans doute, après, on s'aperçoit que ce pays de langue française est bien loin de la France, qu'il l'ignore comme il en est ignoré, qu'il ne le comprend pas comme il en est incompris, qu'il a une histoire qui n'est pas notre histoire, des destinées qui ne sont pas nos destinées, un avenir, des ambitions, et des espoirs qui ne sont pas les nôtres.

Malgré tout, le lien du sang, le souvenir des origines, la communauté de langue, ont une force qui se fait sentir à travers tous les obstacles et qui tend à incliner les Canadiens français vers la France. Le Français qui arrive s'en rend compte peu à peu. Au son des mots, il s'est cru chez lui; au contact des idées, des croyances et des intérêts, il s'est aperçu qu'il y avait un océan et cent cinquante ans d'histoire entre nous; enfin il trouve que ni la distance, ni les conditions différentes d'éducation et de vie, ne sont arrivées à séparer les âmes, éteindre les sympathies, et abolir l'intuition de la parenté originelle. Voilà les trois étapes de l'initiation du Français au Canada.

Le sentiment d'affection pour la France, pour sa langue, pour sa littérature et ses arts, la curiosité passionnée de notre civilisation, le désir de rapprocher du tronc le rameau anciennement séparé et d'y faire circuler de nouveau la sève maternelle, atteignaient avant 1914 un degré de chaleur étonnant dans une élite, peu nombreuse sans doute, mais considérable par sa culture et par son activité.

La guerre est venue; et des Canadiens français ont débarqué sur notre sol, ont mêlé leur sang au nôtre dans les batailles du Nord.

On s'est étonné parfois, au Canada même, qu'ils ne fussent pas plus nombreux. Mais quand on songe à tout ce qui les

séparait de nous, à tout ce qui les retenait chez eux, au sacrifice que représentait pour chaque individu et pour le pays la participation à la guerre européenne, il faut plutôt s'étonner qu'ils soient venus si nombreux. Soyons reconnaissants à ces milliers de volontaires qui, pour la plupart, se sont bien levés pour la France et pour le droit de la France, non pour un autre amour ni pour un autre intérêt.

Le sentiment qui les a conduits de leurs lacs lointains jusqu'à nos plaines de la Flandre et de l'Artois, vient de s'exprimer d'une façon touchante dans un poème de M. Gonzalve Désaulniers.

Tous ceux qui ont visité Montréal connaissent M. Gonzalve Désaulniers, et lui sont redevables. Homme de savoir et de goût, il est au courant, comme le plus informé d'entre nous, des productions de notre littérature; il est nourri des classiques, et saisit la vie dans son mouvement chez les modernes et les contemporains. Nul n'a plus fait que lui pour attirer au Canada des Français, y multiplier les conférences françaises, entretenir et développer chez ses compatriotes l'amour, la connaissance, le commerce habituel de nos livres et de nos idées. La France a une grande dette envers ce fils de sa race, si fidèle à sa culture.

M. Gonzalve Désaulniers a récemment publié un court poème, intitulé : *Pour la France. A la mémoire de nos morts.* Je voudrais en donner brièvement une idée aux lecteurs de la *Revue.* Ils seront sensibles, j'en suis certain, à la profondeur intense de l'émotion, à la simplicité pure, fluide et nette de la forme. Cette poésie que parfume la tradition de Chateaubriand, de Lamartine et de Brizeux, est bien nôtre, et porte avec elle sa preuve d'origine : il n'y a rien là qui sente l'étranger.

L'âme d'un peuple vient à nous dans cette « lettre d'une petite Canadienne française à son fiancé se battant quelque part en France dans les rangs du 22e bataillon. » La lettre est datée du 15 août 1918. Voici comme parle la jeune fille :

> Je suis seule, la nuit est venue, et j'écoute
> Le chant des moissonneurs attardés sur la route.
> Ma grosse lampe est là tout près; son cercle d'or
> Encadre ton visage absent...

C'est l'heure où l'on ne s'occupe pas d'elle, où elle revit le passé, et revoit son aimé.

La nuit est calme. Autour de la vieille maison,
Tout repose : l'on vient de finir la moisson,
J'ai comme un fol espoir que soudain, à la porte,
Des petits coups discrets vont t'annoncer, mon Jean;
Que nous veillerons tard sous l'œil de grand'maman.
Chères émotions dont se tissaient nos vies!
Chères heures d'amour, hélas! trop tôt ravies!

Ils étaient jeunes, faits l'un pour l'autre; ils avaient fait le même rêve de vie à deux, toute calme et unie, le rêve

D'une maison assise au pied des peupliers
Dont l'ombre s'étendrait aux objets familiers,
Au perron sur lequel vient jaser la famille...

Et la vision se complète : la treille, le puits, le four, la grange, le chemin, le pont de pierre : tous les éléments de ce bonheur rustique, si prochain tout à l'heure, et maintenant si loin, s'évoquent devant la songeuse fiancée.

Souviens-toi, souviens-toi, nous nous étions promis,
Quand viendrait la saison où l'on cueille les fruits,
D'aller, parés tous deux comme pour un dimanche,
Au son des cloches, dans l'église toute blanche,
Bénis du vieux curé que recourbent les ans,
A la face de Dieu renouer nos serments.

On n'avait pas prévu la guerre, le péril de la France. Un jour vint la nouvelle.

Je ne sais plus comment te raconter la chose,
Mon Jean, mais ce fut court et simple comme nous.
Rappelle-toi, tu vins te mettre à mes genoux;
L'or du couchant voilait l'éclair de ta prunelle.
Lentement tu me dis la tragique nouvelle :
L'Europe en feu, le sol de la France envahi,
Le monde menacé par le Prussien haï.
Puis tournant ton regard ému sur la campagne,
Tu me montras le bois, le coteau, la montagne,
Le lac, cet œil ouvert sur un ciel parfumé,
Tout ce que les anciens avant nous ont aimé,
Tout ce que leur effort fécond et solitaire
A su tirer de la forêt et de la terre.

Elle comprit, la petite Canadienne. Tout le passé de sa race remonta dans ce cœur de seize ans.

J'étais petite enfant et j'écoutais parfois
Les récits des vieillards sur les gens d'autrefois.
Leurs souvenirs longtemps m'ont tenu lieu d'histoire;
Ils chantaient comme des refrains dans ma mémoire.
Ils évoquaient pour moi, ces récits merveilleux,
Les légendes éblouissantes des aïeux...
Sans autres horizons pendant des mois entiers
Que les flots éternels où tanguaient leurs voiliers,
N'ayant pour les guider vers la terre inconnue,
Comme les mages, qu'une étoile dans la nue...
Chaque strophe du grand poème des aïeux
Se grava dans mon âme et berça mon enfance.
Doux poème d'amour qu'avait écrit la France
Rythmé par des clartés d'aurore et de couchant,
Et dont chaque beauté coule dans notre sang.

Donc c'est elle qui lui a dit : « Va. Réponds à l'appel de la France. Je ferai ta tâche ici. Je couperai le blé et je conduirai les bœufs. Va. Tout ce qui est ici t'est cher,

. . . . . Mais il faut aimer mieux
Celle qui t'a donné ses mots harmonieux,
Ses mots qui sous nos toits riants ou monotones
S'égrènent en chansons normandes ou bretonnes :
Ses mots qui t'ont gardé ton âme. Va là-bas
Les défendre, ces mots sacrés..., —

auxquels les Canadiens français doivent en effet d'avoir conservé leur religion, d'être encore une nation, de ne s'être point engloutis dans la civilisation anglo-saxonne.

La nuit va venir. Tout à l'heure il fera noir.

Il fera noir sur ta maison pourtant si blanche ;
Il fera noir sur chaque épi, sur chaque branche.

Ce serait la nuit sur l'humanité, si la France périssait.

O mon Jean, s'il fallait, dans la rude [illegible]lée
Que la France déjà meurtrie et mutilée,
Tombât comme est tombé ce printemps le grand pin
Que l'orage a couché sur le flanc du ravin,
Il ferait noir ainsi sur nous et sur la terre.
Oui, le monde a besoin de sa douce lumière,
Et grand'mère t'a dit souvent, au coin du feu,
Que la France, c'était un sourire de Dieu.

Va donc là-bas, et pense à moi, pense au village.

Écoute, l'Angelus tinte ; dans l'air léger
Monte jusques ici la voix de ton clocher,
La voix qui communique aux choses la prière,
Qui fait se rapprocher l'église et la chaumière.

. . . .

O cloche, par-dessus nos montagnes sauvages,
Sonne sur les cités, sonne sur les villages ;
Que ta voix ébranlant les vieux clochers pointus,
Dresse sur leurs ergots les coqs qui se sont tus.

Que Jean, devant les cathédrales de France, pense à sa petite église, à la cloche qui peut-être un jour sonnera leurs épousailles.

Enfin, elle lui a dit : Pars, la route est longue. Va là-bas pour l'honneur de ta race,

Pour que la France en toi reconnaisse les siens,
O petit paysan des champs laurentiens!

Ce sont là de beaux vers. On en sentira chez nous toute la valeur d'art; mais nous sentirons tous que nous ne pouvons pas les juger seulement par la valeur d'art. C'est notre cœur de Français qui répondra à la voix du cœur canadien.

Il faut que cette voix soit entendue ici.

Il faut qu'à tant d'amour notre reconnaissance réponde.

Rien ne prévaut contre l'amour. Aucun malentendu, aucune défiance, aucune ignorance, aucun égoïsme ne prévaudra. J'entends dans ces vers le présage de la réunion intime du Canada et de la France.

Il ne s'agit point, nul ne s'y trompera, d'une réunion politique que personne ne rêve. Le courant de l'histoire ne se remonte pas. La France a arrêté le compte de ses fautes anciennes définitivement. Il s'agit de la réunion de deux âmes, de deux personnes morales, qui resteront distinctes, et indépendantes, et libres d'aller chacune vers son destin.

Mais à l'heure où par toute la France s'élève un désir passionné d'oubli des vieilles haines, une claire volonté de concorde entre les citoyens, du même coup s'abaisse la barrière qui empêchait la majorité des Canadiens français de voir la vraie France et de venir à elle.

GUSTAVE LANSON.

CARNETS

D'UN

FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

(Juillet-Octobre 1919)

I. — BERLIN

Berlin, 12 juillet.

Le « train diplomatique, » — comme on l'appelle, parce qu'il transporte les courriers qui assurent la liaison entre la délégation de Versailles et le gouvernement allemand, — arrive à Berlin sensiblement à la même heure qu'y arrivait autrefois le Nord-Express : vers huit heures du matin. Est-ce pour cela qu'en sortant de ma cabine et en regardant par la fenêtre du couloir, j'ai l'impression très désagréable, très décevante, qu'il n'y a rien de changé? Voici Spandau, le *Juliusturm* et l'énorme usine d'où sont sortis les Zeppelins. Voici Charlottenbourg et bientôt le *Thiergarten*. Dans l'allée cavalière, quelques officiers et une amazone. Il monte jusqu'à nous une odeur de verdure mouillée; partout circulent les balayeuses automobiles et les voitures d'arrosage : Berlin fait sa toilette, comme tous les matins, comme avant la guerre.

Le dépit un peu puéril que j'en éprouve s'ajoute à celui que j'ai ressenti hier : la traversée du Nord de la France et de la Belgique n'avait offert à nos yeux que ruine et dévastation. On pénètre en Allemagne, et l'on retrouve brusquement la netteté, l'ordre et la vie. Villages reluisants, fermes aux toits intacts, riches cultures sur l'une et sur l'autre rive du Rhin; usines

grouillantes et fumantes, presque sans interruption de Cologne jusqu'à Dusseldorf. Ce peuple qui a répandu sur une moitié du monde toutes les horreurs de la guerre, ne les a pas vues, ne les verra pas chez lui! Quelle paix assez dure pourra jamais lui faire expier à la fois le crime monstrueux et le révoltant privilège!...

Le train stoppe en gare de *Friedrichstrasse*. Dans la cour s'alignent, à peu près en ordre, des véhicules hétéroclites : chars à banc, tapissières, charrettes à bras. C'est la grève des transports : Berlin, pour le moment, n'a ni fiacres, ni tramways. L'officier français qui est venu m'attendre à la gare fait charger mes bagages sur une camionnette militaire avec le courrier de la mission, et nous allons à pied jusqu'à l'ambassade. Chemin faisant, mon compagnon m'apprend que, dans la nuit d'hier, un sous-officier français, le sergent Mannheim, a été assassiné par des passants, en pleine *Friedrichstrasse*. Les meurtriers n'ont pas été retrouvés; peut-être n'ont-ils pas été recherchés.

13 juillet. — Je me suis promené à travers Berlin; j'ai cherché partout des traces de la révolution, et je n'ai pas trouvé grand'chose. Sur les murs du Château Royal, les mitrailleuses des marins insurgés ont fait quelques éraflures. Les grilles de l'entrée principale ont été arrachées; on a bouché l'ouverture avec des planches. Le balcon doré, d'où Guillaume II, le 31 juillet 1914, avait harangué la foule, s'est effondré. En face du château, on relève encore quelques traces de balles sur le piédestal du monument élevé à la gloire de Guillaume Ier, le vainqueur. et aux quatre coins duquel des lions de bronze serrent entre leurs griffes les hampes brisées de nos drapeaux. Un groupe de curieux, — des provinciaux, — contemplent tranquillement ces menus dégâts. L'un d'eux a tiré sa lorgnette. Ils échangent des réflexions également dépourvues d'émotion et d'ironie, des réflexions de touristes...

Pour apercevoir des marques plus apparentes de la tempête révolutionnaire, il faut pousser jusqu'à *Alexanderplatz*, un des carrefours de la vie populaire. On peut voir là quelques maisons éventrées, dont une palissade dissimule les blessures, des grilles tordues et un trottoir défoncé. C'est tout. A l'endroit même où l'émeute fit fureur, les marchands ambulants ont élu domicile. Le petit peuple se presse autour de quelques voitures chargées de cerises. Les marchandes de roses n'ont pas moins de succès.

Des femmes, des soldats offrent aux passants du savon anglais, du chocolat suisse et des cigarettes américaines. Tout ce monde achète, se bouscule, parle haut et rit bruyamment. Les visages sont gais, mais ils sont, pour la plupart, maigres et jaunes. Les ventres rebondis des agents de police sont tombés : le pli de la tunique flottante sur le ceinturon de cuir en marque la place. Les enfants vont ici sans bas et sans souliers; mais il en était de même avant la guerre. La seule différence est dans l'extraordinaire maigreur des bras et des jambes, et dans l'effronterie des yeux, qui dévisagent et narguent le passant. Je ne puis oublier le regard sinistre de quelques-uns de ces petits Boches, qui ont vu la révolution et les « films sexuels. »

La grève des transports laisse la chaussée libre, et pourtant tout le monde suit les trottoirs. Une patrouille marche au milieu de la rue, l'arme à la bretelle, sans marquer le pas. De la *Charlottenstrasse* débouche un carrosse, attelé de quatre chevaux. Le cocher sur le siège, les deux laquais debout derrière la caisse portent la perruque poudrée et la livrée de l'ancienne cour. Il faut regarder de très près pour reconnaître dans cet équipage la réclame d'un photographe, dont les nouveaux riches sont en train de faire la fortune. » Quelle sottise! » dit à côté de moi une jeune femme vêtue à l'ancienne mode de Paris, gorge nue, jupe aux genoux.

Je rentre par *Unter den Linden*. Il est cinq heures après-midi; l'avenue fourmille de promeneurs; aux terrasses des cafés, les consommateurs sont assis devant des boissons glacées et des pâtisseries noirâtres. Les camelots, en file ininterrompue, offrent du savon, des cigarettes et du chocolat. Des billets sortent de toutes les poches : on achète tout à n'importe quel prix. Deux soldats de Noske, vêtus d'uniformes neufs et coiffés du casque de tranchée, montent la garde à la porte de l'hôtel Adlon, où les missions militaires des Alliés ont pris logement. En revanche, le corps de garde qui est au pied de la Porte de Brandebourg semble tout à fait abandonné : derrière la grille se dressent encore les vingt-quatre supports de métal auxquels les grenadiers appuyaient leurs fusils. Le nouveau gouvernement a jugé cet appareil militaire anti-démocratique et démodé. Mais, sur l'entablement de la Porte, il a fait installer, à tout hasard, deux mitrailleuses.

Sous la Porte, une petite marchande expose, côte à côte, des

portraits de l'Empereur et de l'Impératrice et des photographies rappelant les principaux épisodes des journées révolutionnaires. L'ancien régime est aboli, mais rien de ce qui l'évoque n'a disparu. Tous les fantoches blancs de la *Siegesallee* sont à leur place, intacts; aucun des ancêtres de Guillaume II n'a reçu l'injure ni d'un coup de pierre ni même d'un coup de crayon. Et leur double file semble aboutir, non plus comme autrefois à la colonne de la Victoire, mais à la statue de bois d'Hindenburg. L'image du héros est énorme, ridicule. On songe à quelque idole scandinave. Des traces de dorure sont restées à la casquette, que le maréchal tient entre ses doigts, et aux parements du col et des manches. On a retiré les échelles, qui permettaient aux dévots de monter jusqu'à la tête pour y enfoncer des clous de fer ou d'argent. Sur le terre-plein, un artiste s'est installé, qui offrait naguère aux jeunes mariés et aux amoureux de les photographier avec la statue du héros à l'arrière-plan. Les épreuves qu'il expose témoignent du succès qu'il rencontra; mais il ne travaille plus : il vend, lui aussi, des cartes postales et des cigarettes américaines.

LES OBSÈQUES DU SERGENT MANNHEIM

19 juillet.

Les membres des missions alliées et les quelques Français présents à Berlin ont été convoqués pour dix heures trois quarts à la gare d'Anhalt, afin de rendre les derniers devoirs au sergent Mannheim, dont les meurtriers sont toujours inconnus. Des agents de police font la haie jusqu'à l'entrée de la voie où est garé le fourgon qui doit ramener en France le corps de notre malheureux compatriote. Une centaine d'officiers et de soldats : toutes les armées de l'Entente sont représentées. Face au fourgon funèbre, une section d'infanterie allemande en armes, commandée pour rendre les honneurs. Ce sont des soldats de la *Reichswher :* ils sont habillés de neuf, mais ils se tiennent mal. Pas de faisceaux formés, les fusils sont appuyés pêle-mêle à des wagons vides. Au moment où débouche le cortège, précédé de deux policiers à cheval, les soldats reprennent leurs armes et s'alignent tant bien que mal. La musique joue la marche de Chopin, mécaniquement et comme à contre-sens. Puis un choral de Bach : là, les musiciens se

retrouvent, et l'âme allemande. La phrase monte, s'arrête et descend, continue et articulée, solennelle et humaine. Au son de la musique, les délégués allemands, en redingote et chapeau haute-forme, vont déposer des couronnes sur le cercueil que recouvre un drap noir : pourquoi pas un drapeau tricolore? Voici M. de Stockhammern, président de la commission d'armistice, M. de Kühlmann, non pas l'ancien secrétaire d'État, mais un de ses parents, chef du protocole, qui représente le ministère des Affaires étrangères; des délégués du ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police. Seule la ville de Berlin n'est pas représentée, ayant décliné toute responsabilité au sujet de l'assassinat et refusé de payer l'amende exigée par le gouvernement français.

Le défilé n'est pas terminé, que déjà les soldats de Noske donnent des signes d'impatience. L'officier commande par files à gauche et se dispose à emmener sa troupe indocile. Je vois le général français esquisser un geste de protestation. M. de Kühlmann se précipite vers l'officier, qui semble hésiter d'abord, puis donne un ordre. Les soldats font : à droite, front, et attendent, l'arme au pied.

Comme je sors de la gare, éclate soudain derrière moi un refrain de café-concert. C'est la musique militaire, celle qui jouait tout à l'heure le choral de Bach. Il n'y a là, paraît-il, aucune intention injurieuse : c'est toujours sur des airs de bastringue que les troupes allemandes reviennent d'une cérémonie funèbre.

LA JOURNÉE DU 21 JUILLET

21 juillet.

Les Allemands, ou plus exactement les Berlinois, sont presque seuls à faire aujourd'hui la « grève de solidarité. » En France, en Grande-Bretagne, en Belgique, on y a renoncé; le travail ne sera interrompu ni en Souabe, ni en Saxe, ni en Bavière. Mais on chômera à Berlin, et l'on prévoit que la journée ne se passera pas sans bataille. Le gouvernement a pris des précautions extraordinaires : la garnison de la capitale a été renforcée; deux brigades de marine et la division coloniale de Lettow-Vorbeck ont été amenées par petits paquets. La ville a été divisée en un certain nombre de quartiers, dont chacun

est confié à la garde d'un corps de troupes; le quartier des ministères et celui des journaux sont l'objet d'une surveillance particulière.

Un peu avant midi, je passe dans la *Wilhelmstrasse*. A l'angle de cette rue et de la *Vossstrasse*, un écriteau blanc est fixé au bout d'un piquet. J'en fais le tour et sur l'autre face je lis ces mots : « Qui va plus loin est un homme mort! » En cas d'alerte, on n'aura qu'à retourner l'écriteau.

Vers une heure et demie, comme je sors de l'ambassade de France, une file d'autos blindés et de camions chargés de troupes et armés de mitrailleuses remonte les *Linden*, se dirigeant vers la place du Château. Je traverse l'avenue et, devant l'hôtel Adlon, je reconnais, — avec quelque étonnement, je l'avoue, — une équipe de *Flammenwerfer*. Oui, c'est bien le terrible appareil que nous apercevions naguère dans la tranchée d'en face : un soldat porte sur son dos le réservoir de métal bruni ; deux autres tiennent le tuyau et la lance. Ces hommes, qui ont vu la guerre, qui savent quelles affreuses blessures produit l'engin qu'ils manient, auront-ils le courage de diriger sur une foule allemande des jets de liquide enflammé? Tel est, paraît-il, l'ordre de Noske.

Du côté du château, j'entends une courte fusillade et des cris. Lorsque j'arrive au lieu où l'on s'est battu, il n'y a plus sur la place, dont la police garde les abords, que des vêtements, des cannes, abandonnés par les fuyards, et deux femmes étendues, évanouies, qu'on ne s'empresse point de relever. La troupe achève de refouler dans les rues avoisinantes les manifestants qui, venus des faubourgs de l'Est, étaient parvenus à déboucher sur la place du château et voulaient pousser jusqu'au Reichstag. Les marins, qui avaient la garde du château, ont tiré sur la foule. L'ordre était de tirer à blanc; mais plusieurs, exaspérés par les insultes et les coups de pierre, avaient chargé leurs armes. Les manifestants ont emporté leurs blessés. Le cortège, gros de dix mille personnes environ, disent les policiers, était composé en majeure partie d'adolescents et de filles, qui portaient des drapeaux rouges et des pancartes à inscriptions révolutionnaires.

L'après-midi a été calme.

LA PRESSE, L'OPINION ET LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS

24 juillet.

Un confrère américain, qui est resté en Allemagne jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis et y est revenu peu de temps après l'armistice, me donne quelques renseignements sur l'état de l'opinion et sur les dispositions des journaux. « Comme Français, — me dit-il, — vous aurez quelque peine à remplir ici votre mission d'informateur. Durant les premières années de la guerre et jusqu'au moment de notre intervention, les Allemands affectaient, en paroles, de ménager la France ; leurs injures semblaient réservées à l'Angleterre. Cette attitude était-elle dictée par l'espoir d'amener la France à une paix séparée ? je l'ignore. Mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi. On attribue surtout à la France la rigueur des conditions de paix ; depuis le traité de Versailles, les Français sont devenus les plus haïs, les plus décriés des ennemis.

« J'ai observé le même changement dans la presse, qui, d'une manière générale, est restée l'instrument docile que vous avez connu autrefois. Quel que soit le gouvernement, les directives qu'il donne en matière de politique extérieure sont très rarement discutées par les journaux : les rédacteurs s'y conforment avec plus ou moins d'habileté. Il n'y a pas encore longtemps, la consigne était de critiquer sans aucun ménagement la politique européenne des Américains, particulièrement l'action et même la personne du président Wilson. Mais ensuite des pourparlers ont été engagés entre Berlin et New-York en vue d'un emprunt. Nouveau mot d'ordre : les journaux sont invités à ne parler de M. Wilson et de l'Amérique qu'avec la plus grande réserve ; et cette consigne sera respectée jusqu'à ce que les négociations en cours aient abouti.

« — Alors, dis-je, cet esprit de révolte, ce parti-pris d'indépendance et d'indiscipline dont on nous a tant parlé ?

« — Vous les constaterez dans le peuple, chez les ouvriers, les tout petits employés, les domestiques. Les gens de cette classe, usés par le rude et long effort qu'on a exigé d'eux, cruellement déçus par le résultat auquel cet effort a abouti, ont pris le travail en dégoût, en même temps qu'ils ont perdu toute confiance dans les dirigeants. Les services publics ne se res-

sentent pas encore beaucoup de cet état d'esprit; les conséquences s'en observent surtout dans les magasins, dans les restaurants, dans les hôtels. Nulle part, autrefois, on n'était mieux servi qu'en Allemagne; à présent, on y est réduit à se servir soi-même. Mais il ne faut pas attacher trop d'importance à ce changement, ni surtout lui attribuer une étendue et une portée générale qu'il n'a pas. Dans la bourgeoisie, chez les fonctionnaires, dans le monde de la banque, du commerce et de l'industrie, vous retrouverez à peu près intactes la docilité et la discipline d'autrefois. Croyez-moi, le désordre en Allemagne n'est pas profond : ce peuple reste encore aujourd'hui l'un des plus faciles à gouverner. Mais aussi l'un des plus faciles à persuader. D'où le danger : car il ne discuterait pas plus les ordres d'un directoire bolchéviste qu'il n'a discuté ceux de l'Empereur et des généraux. »

27 juillet. — Je suis allé déjeuner aux environs de Berlin, chez une amie italienne, dont le mari allemand est mort pendant la guerre. Très attachée à sa patrie d'origine, profondément latine d'instincts et de sentiments, Mme de X... a souffert, pendant cinq ans, les pires tortures morales. Elle a fermé sa porte à bien des Allemands, mais a continué d'en voir quelques-uns, de ceux qui, dès les premiers jours, avaient désapprouvé la guerre, et s'étaient élevés publiquement, par la suite, contre la monstrueuse barbarie avec laquelle elle était conduite. Walther Rathenau et le général de Mongelas sont venus récemment la voir. « Vous connaissez, — me dit-elle, — les sentiments de Rathenau, et vous savez comment Max de Mongelas a quitté l'armée et l'Allemagne, pour n'être point contraint de prendre part aux horreurs qui se commettaient en Belgique. Eh bien! depuis le traité de paix, Rathenau et Mongelas sont très excités contre les Puissances de l'Entente, et particulièrement contre la France. Ils disent qu'après avoir combattu et triomphé au nom de la justice et du droit, les Alliés ont imposé à l'Allemagne une paix de violence et d'injustice. La déception qu'ils en éprouvent est d'autant plus vive, qu'ils avaient fondé plus d'espoir sur la modération et la générosité de peuples civilisés, démocratiques, humains.

— « Mais, dis-je, n'est-il pas inévitable que les conditions de la paix se ressentent des conditions de la guerre? Les hommes

dont vous parlez connaissent les cruautés et les horreurs méthodiquement ordonnées par leur gouvernement, puisqu'ils ont eu le courage de les condamner. Ils savent de quels crimes le peuple allemand porte la responsabilité : d'où vient qu'ils n'acceptent pas l'idée d'un châtiment, ou d'une réparation, qui, malgré tout, paraîtront toujours très insuffisants, au regard du crime commis et du dommage causé?

— Ah! répond M[me] de X... vous les connaissez. Ils ne nient point la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre; mais ils s'opposent à ce que cette question soit posée et débattue devant l'opinion. Il y a le point de vue de la conscience humaine, et le point de vue de la politique. Que chacun, disent-ils, pose et résolve pour soi la *Schuldfrage;* mais qu'on ne la discute pas publiquement en Allemagne; et surtout qu'on ne l'exploite pas, comme a fait Fœrster, dans l'intérêt d'un parti ou au détriment d'une classe : c'est le plus sûr moyen de diviser l'Allemagne et de l'affaiblir jusqu'à l'anéantissement. Les Allemands, disent-ils encore, sont plus enclins que d'autres peuples à reconnaître leurs fautes et à s'humilier dans un repentir décourageant, qui brise les forces et détourne de l'action. Mieux vaut donc, politiquement, que le peuple allemand n'ait pas trop conscience d'une responsabilité qui l'accablerait : voilà ce que pensent ici bien des gens. »

Je demande à M[me] de X... des nouvelles de son fils, que j'ai connu enfant : « Il a maintenant dix-huit ans et va entrer à l'Université. Jusqu'à présent les malheurs de l'Allemagne ont paru le laisser indifférent. Le patriotisme est un sentiment qu'il ne ressent pas plus en lui-même qu'il ne le comprend chez les autres. Mon angoisse et mon désespoir, aux jours sombres de Caporetto, l'ont attristé, sans doute, mais surtout étonné. Les socialistes indépendants l'intéressent, par l'aspect philosophique de leurs doctrines; il juge leur internationalisme supérieur au nationalisme de ceux qui ont conduit l'Allemagne à sa ruine; il lit les journaux des indépendants et fréquente leurs réunions. Beaucoup de jeunes gens de son âge et de son milieu pensent et font comme lui. »

Réaction assez naturelle, après de tels excès. Je ne crois pas qu'il faille attacher grande importance à l'engouement passager de la jeunesse intellectuelle allemande pour les théories d'un Hilferding ou d'un Breitscheid. Ce que je viens

d'entendre au sujet de la *Schuldfrage* est beaucoup plus grave. Je songe au mot curieux que m'a dit l'autre jour un Allemand : « Vous nous avez imposé une paix boche. » J'ai répondu d'abord : « A qui la faute? il ne fallait pas nous imposer une guerre boche. » Puis j'ai demandé à mon interlocuteur s'il avait jamais osé penser à ce qu'eût été une paix dictée par l'Allemagne victorieuse ; et il n'a rien répondu.

Mais là n'est pas la question. Le fait qu'il importe de constater, c'est que, non plus que les dirigeants d'autrefois, les dirigeants d'aujourd'hui ne souhaitent que le peuple allemand connaisse la vérité sur la guerre, prenne conscience des responsabilités qui lui incombent, et mesure exactement l'étendue des crimes qu'il doit expier et des dommages qu'il doit réparer.

2 août. — M. de N... est un gentilhomme bavarois, agréable, cultivé, un peu sceptique, que j'ai connu autrefois à Rome, dans la maison du prince de Bülow. Ayant appris ma présence à Berlin, il m'a fait exprimer par un tiers neutre son désir d'avoir un entretien avec moi, le jour et au lieu que je choisirais. Étant ici pour m'informer et pour informer le public français, je dois accepter la rencontre : elle a lieu chez la personne qui a servi d'intermédiaire.

Avec une émotion que je crois sincère, M. de N... me parle d'abord de son pays : « Ma pauvre Bavière! je crains qu'elle ne soit près de sa fin. Après la chute d'une dynastie aimée et respectée de presque tous, la tourmente révolutionnaire et les excès communistes. Après la révolution, l'effort centralisateur et unitariste des gens de Berlin. L'État bavarois cessera d'exister ; Munich ne sera plus rien. Le nonce Pacelli ne disait-il pas l'autre jour qu'il ne voyait plus de motif pour maintenir à Munich la représentation du Saint-Siège ?

« Les extrémistes, il est vrai, ont perdu la partie en Bavière. Il leur a suffi d'exercer le pouvoir pendant quelques jours, pour s'attirer une haine et un discrédit qui les poursuivront durant des années. Mais des troubles sociaux sont inévitables. Le Centre a perdu beaucoup de terrain ; les paysans, qui constituaient son plus ferme appui, sont encore catholiques, mais s'écartent des directions politiques d'autrefois. Le *Bauerbund* (ligue des paysans) penche visiblement vers le socialisme ; le bas clergé lui-même professe des idées très avancées... »

Me souvenant que M. de N... était auprès du comte Hertling pendant la période décisive qui s'écoula entre l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie et la déclaration de guerre, je lui demande quelques précisions sur le rôle joué en cette circonstance par le gouvernement de Munich. « Mon Dieu! répond-il, tout cela est désormais de l'histoire, et nous n'avons plus rien à cacher. Il est incontestable que nous connaissions les termes de l'ultimatum avant qu'il ne fût envoyé à Belgrade. Et dès lors, nous comprîmes clairement à Munich que la camarilla militaire et pangermaniste voulait la guerre et nous y menait tout droit. Mes amis et moi, nous avons conseillé, supplié M. de Hertling de se rendre à Berlin sans retard. Le ministre-président hésitait. Vous l'avez connu : c'était une grande intelligence, mais un caractère faible. Nous obtînmes enfin de lui qu'il adressât à Berlin un télégramme, pour marquer son inquiétude et demander que l'on convoquât d'urgence la Commission des Affaires Extérieures du Conseil Fédéral, dont la constitution de l'Empire lui donnait la présidence. A ce télégramme, rédigé en termes très modérés, très prudents, il ne fut jamais répondu. Tout se passa dès lors entre un petit nombre de personnes, qui entouraient l'Empereur. Lorsqu'on faisait à Jagow quelques objections sur la politique qu'il conduisait, sans peut-être l'avoir bien comprise, il répondait que ses informations étaient formelles et concordantes : le conflit demeurerait limité à l'Autriche et à la Serbie. Avec quelles lunettes lisait-il les télégrammes de Pourtalès?... Vous savez le reste. »

UN TÉMOIN DE LA RÉVOLUTION

7 août.

Un journaliste berlinois, que j'ai connu au temps de la crise marocaine, vient me demander une interview. Je réponds à ses questions; après quoi il répond aux miennes. Je voudrais enfin apprendre, d'un témoin, ce que fut la Révolution à Berlin.

— Vous étiez ici pendant les journées de novembre 1918 : eh bien! que s'est-il passé? qu'avez-vous vu?

— La révolution, me dit-il, — c'est-à-dire la journée du 9 novembre, je l'ai passée chez Hiller (restaurant situé *Unter der Linden*), dans le grand cabinet du rez-de-chaussée, où

quelques amis et moi nous étions donné rendez-vous pour déjeuner. Quand nous y sommes entrés, vers une heure et demie, tout était calme ; quand nous en sommes sortis, vers dix heures du soir, la révolution était terminée. Nous achevions notre repas, lorsqu'on vint nous avertir que des émeutiers et des marins rebelles faisaient le siège du château. Bientôt nous entendîmes distinctement le bruit de la fusillade et les hurlements de la foule. Quelques balles vinrent même ricocher sur le toit, d'autres tombèrent dans la cour. Des mitrailleuses balayaient l'avenue, il ne fallait pas songer à mettre le nez dehors. Nous passâmes l'après-midi ici, attendant les événements. Vers dix heures, on nous avisa qu'on n'entendait plus rien, et que le calme paraissait rétabli. Nous sortîmes du restaurant par la porte cochère, et je rentrai chez moi tranquillement à pied, évitant seulement de passer par la *Wilhelmstrasse*, qui formait avec les rues adjacentes un îlot tumultueux et impénétrable, dont l'hôtel *Kaiserhof* marquerait à peu près le centre.

— Et les jours suivants ?

— Je suis allé tous les jours à mon bureau, au journal. Il n'y avait rien de changé aux heures de travail. Plus tard, les grèves donnèrent lieu à quelques désordres, toujours limités à certains quartiers et réprimés assez rapidement. C'est tout.

— Est-ce vraiment tout ? De plusieurs côtés, j'entends dire que la révolution n'est pas finie.

— L'hiver nous réserve peut-être des surprises. S'il n'y a pas de charbon, si les vivres sont rares, il y aura sans doute des mouvements populaires en Allemagne, comme il pourra s'en produire chez vous, en Angleterre, en Italie. Mais, au point de vue politique, le calme est revenu, sinon l'équilibre. Les fonctionnaires, les hommes d'affaires, les commerçants travaillent comme autrefois, c'est-à-dire régulièrement et le plus qu'ils peuvent. Parmi les officiers qu'on a jetés sur le pavé, les uns sont retournés à leurs terres, les autres s'efforcent de trouver une occupation, et le plus souvent y réussissent. J'ai reçu ce matin, de très bonne heure, la visite d'un ancien officier de la garde, que j'avais connu dans les endroits où l'on s'amuse. Il fait la place pour une grande maison d'ameublement et venait m'offrir ses services. Les nouveaux riches dépensent leur argent avec fureur, mais sans élégance : ils

mangent, boivent, dansent et jouent toute la journée et toute la nuit. Quant à la masse du peuple, elle est indifférente. Vous savez que l'Allemand, si préoccupé d'organisation et d'économie, à tous les degrés, n'a pas la tête politique. Ce qui se passe à Weimar n'intéresse personne : les journaux en parlent à peine. On aspire à retrouver le bien-être, sans toujours se rendre compte que le bien-être est fonction de l'ordre, et qu'il faudrait retourner d'abord à l'ordre et à la discipline. Dans le peuple, il y a de l'abattement, il n'y a pas de désespoir ; du dépit, pas de haine. La Kronprinzessin a traversé l'autre jour avec ses enfants une des grandes gares de Berlin : le public a fait respectueusement la haie sur son passage, et le chef de gare, prévenu, a mis sa redingote et sa casquette de gala pour la guider jusqu'au train qu'elle devait prendre. Deux des fils de l'Empereur vivent à Potsdam sans être inquiétés. J'ai rencontré hier dans une rue de Berlin le prince August-Wilhelm et sa femme, qui se promenaient tranquillement, comme des bourgeois, s'arrêtant aux devantures des boutiques. Indifférence complète : le peuple ne regrette rien, ne désire rien, si ce n'est la commodité et le bien-être. Ce n'est pas avec ces sentiments qu'on fait les révolutions. »

II. — WEIMAR

Weimar, 18 août.

Si l'on voulait mesurer des yeux le changement survenu en Allemagne, ce n'est pas ici qu'il faudrait venir. Weimar, devenue le siège provisoire du gouvernement d'Empire et de l'Assemblée nationale, est restée la petite ville paisible et charmante d'autrefois. Quelques autos grises surprennent par la rapidité de leur allure et l'appel impérieux de leur trompe. La circulation est assez intense entre le théâtre et le château. Partout ailleurs, calme et silence.

Les ministres se sont installés au château, les députés au théâtre; l'ombre de Gœthe habite seule la solitude magnifique du parc. J'y fais une promenade de deux heures sans rencontrer personne, qu'une vieille dame qui, installée sur un banc, au pied des ruines artificielles, abritée sous une petite ombrelle de dentelle noire, lit attentivement un roman anglais. Comme je rentre, en longeant la rivière, des pas lourds résonnent sur

le pont de pierre qui conduit au château : c'est la relève de la garde ; et, de Charles-Auguste, ma pensée retourne à M. Noske.

Je passe la plus grande partie de l'après-midi à l'Assemblée. La séance offre peu d'intérêt : on discute le projet de loi relatif aux pensions des officiers. Mais, dans les couloirs, j'aurai l'occasion de rencontrer des hommes de tous les partis et de m'entretenir avec eux. Le théâtre de Weimar est devenu un palais législatif en miniature. Les députés siègent à l'orchestre et au parterre ; on a installé sur le devant de la scène la tribune présidentielle, celle des orateurs et les bancs du gouvernement. Comme chez Gémier, des gradins montent de la salle à la scène. Le public prend place dans les loges et dans les galeries ; le foyer sert tout à la fois de buvette et de salle des Pas-Perdus.

M. Fehrenbach préside ; à sa gauche est assise une dame en cheveux, de forte corpulence, toute de blanc vêtue : les élections ayant envoyé trente-neuf femmes à l'Assemblée, on a appelé l'une d'elles aux fonctions de vice-présidente. MM. Erzberger, Hermann Müller, Noske et Bell sont au banc du gouvernement. Le débat me semble plus bruyant, moins ordonné qu'il ne l'était jadis au Reichstag : les interruptions sont fréquentes et confuses, parfois le tumulte des voix fait songer aux débats les plus violents d'autres Parlements. Mais peut-être n'est-ce qu'un effet de l'acoustique remarquable dont s'enorgueillit le théâtre de Weimar.

Les couloirs sont fort animés. Des femmes circulent, presque toutes en robe de toile blanche et sans chapeau : ce sont les députées et leurs secrétaires. Un paysan bavarois vêtu à l'ancienne mode de son pays, chemise blanche, gilet de soie, culotte brodée et mollets nus, fume tranquillement dans un coin sa longue pipe de porcelaine : c'est M. Eisenberger, orateur redouté, qui déconcerte l'adversaire par son bon sens narquois et une certaine manière d'appliquer de vieux proverbes à des situations nouvelles. La tenue des députés est ordinairement négligée : la plupart sont en veston de tussor ou d'alpaga. On reconnait les ecclésiastiques à leur longue redingote, et les conservateurs prussiens à la coupe correcte de vêtements irréprochables.

ENTRETIEN AVEC LE COMTE POSADOWSKI

On a demandé pour moi un entretien au comte Posadowski, chef de l'ancien parti conservateur (aujourd'hui national allemand) ; je l'aborde au moment où il sort de la salle des séances; il m'invite à m'asseoir auprès de lui, et nous causons, en français.

« Je mentirais, — me déclare le leader conservateur en lissant entre ses deux mains sa longue barbe blanche, — si je vous disais que nous avons vu avec plaisir installer la république en Allemagne. Mais nous plaçons l'intérêt national au-dessus des intérêts de parti, et nous sommes disposés, mes amis et moi, à prêter notre concours au gouvernement pour toute entreprise raisonnable. Peut-on qualifier ainsi l'entreprise qui consiste à socialiser les principales industries ? Cela se discute. Néanmoins, vu que la philosophie est une chose et que la politique en est une autre, nous estimons qu'en ce moment une certaine socialisation est inévitable. Notre effort tend, non pas à écarter le système, mais à en limiter et à en régler l'application. Nous ne croyons pas, ni qu'on puisse jamais socialiser la terre, ni qu'on puisse encore socialiser les mines; mais nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'on nationalise les forces électriques d'une certaine importance. Notre seule inquiétude vient de ce que, chez vous comme chez nous, l'État est un médiocre administrateur...

« Irons-nous très loin dans la voie de la socialisation ? Je me permets d'en douter. Il y a des modes, en politique comme en vêtement. La mode d'à présent, c'est de crier très haut et à propos de tout : guerre au capitalisme ! J'ai dit autrefois dans un discours, et je pense encore aujourd'hui, qu'on ne gouverne longtemps ni contre le capitalisme, ni contre l'intelligence, qui demeurent, quoi qu'on en ait, deux facteurs très importants de la production et de l'organisation nationale. »

Je demande à M. de Posadowski ce qu'il pense du projet de réforme fiscale récemment présenté par M. Erzberger. « Il y a actuellement pour l'Allemagne, — me répond-il, — une nécessité qui prime toutes les doctrines et tous les systèmes : nous devons exécuter le traité de paix, et pour cela, il nous faut beaucoup d'argent. L'État ne peut prendre l'argent que là

où il se trouve. Toute la question est de savoir dans quelle mesure il peut mettre à contribution ceux qui possèdent sans porter à l'économie générale du pays une atteinte irréparable. Laissons de côté, si vous le voulez bien, l'impôt progressif sur le revenu, et ne parlons que de l' « impôt de sacrifice » sur le capital (*Reichsnotopfer*). Cet impôt, tel qu'il est prévu, pèsera beaucoup plus lourdement sur les propriétaires fonciers que sur les détenteurs de valeurs mobilières. Le capital mobilier échappe aisément au contrôle fiscal : il se dissimule, ou cherche un refuge à l'étranger. La terre s'étale au grand soleil. M. Erzberger propose que le paiement de l'impôt qui frappera la propriété foncière soit échelonné sur une période de trente années, et gagé, durant cette période, par l'attribution à l'État d'une hypothèque privilégiée sur l'ensemble du fonds. Le principal inconvénient de ce système est de diminuer la valeur du gage possédé par les autres créanciers hypothécaires, et d'entraver complètement une circulation fort en usage dans notre pays : celle des *Handfesten* ou bons fonciers (cédules hypothécaires), qui sont donnés et reçus en paiement à peu près au même titre que les billets de banque. Nous ferons certainement opposition à un projet, dont l'exécution ruinerait les régions agricoles de l'Allemagne et bouleverserait l'économie du pays tout entier.

— « Le centre catholique, sur ce terrain, marchera-t-il d'accord avec les conservateurs ?

— « Le Centre, me répond en souriant le comte Posadowski, — ne fut jamais ennemi d'un sage opportunisme, et demeure fidèle à sa vieille tradition. Il est socialiste contre les conservateurs intransigeants, s'il en reste encore, et conservateur contre les socialistes extrêmes. Vous avez vu qu'en dépit de l'accord qui les lie aux social-démocrates, les catholiques ont fait bloc avec nous dans toutes les questions relatives à l'Église et à l'École. On pourrait en conclure que, si la question religieuse n'a rien perdu chez nous de son importance, la question confessionnelle, au contraire, est devenue beaucoup moins aiguë qu'elle n'était autrefois. Nos socialistes réclamaient la séparation absolue des Églises et de l'État, comme l'avait voulue et réalisée en France M. Combes. Catholiques et protestants ont défendu d'un commun accord les droits de l'Église et maintenu pratiquement à notre éducation natio-

nale le caractère religieux qu'elle avait eu jusqu'à présent.

« En ce qui concerne la propriété foncière et l'impôt sur le capital, le Centre devra sans doute régler son attitude sur les aspirations et les intérêts de sa clientèle paysanne. Mais à côté des campagnes, il y a les villes; à l'intérêt des paysans s'oppose celui des petits bourgeois, commerçants, employés, qui forment aussi un élément important du parti catholique : d'où l'embarras qu'éprouvent les députés du Centre à prendre position pour ou contre la politique fiscale du gouvernement.

« Le projet actuel subira certainement des modifications profondes. Mais le principe dont il est inspiré subsistera. Tous ceux qui possèdent devront céder à l'État, pour un temps plus ou moins long, une quote-part importante de leurs richesses. Les conditions de la paix acceptée par l'Allemagne rendent cette opération nécessaire. Ces conditions sont très dures. Permettez-moi d'ajouter que les Alliés seront amenés à en reviser quelques-unes et à réduire quelques-unes de leurs exigences, sous peine de n'en voir satisfaire aucune. Ici encore, la limite est tracée par la nécessité de ne point tarir les sources de production dans un pays à qui l'on devra laisser, si l'on veut qu'il paye ce qu'il doit, du temps, des moyens de travail et de l'argent. »

LES IDÉES DE M. HEINZE

Je prends congé du comte Posadowski pour aller rejoindre M. Heinze, ancien ministre de la justice en Saxe, et député à l'Assemblée, où il siège sur les bancs des conservateurs modérés. Le parti de M Heinze (*Deustsche Volkspartei*) réunit à l'aile gauche de l'ancien parti conservateur l'aile droite de l'ancien parti national-libéral. L'ex-ministre du roi de Saxe a tenu jusqu'à présent pour l'indépendance des États et pour le maintien de leurs privilèges souverains. Je suis curieux de savoir ce qu'il pense de la politique de centralisation que le gouvernement du *Reich* poursuit avec tant d'ardeur.

« Mon sentiment est resté le même, — me déclare M. Heinze, — et je continue de croire que le système fédératif est celui qui répond le mieux au caractère et aux aspirations de l'Allemagne, comme à la diversité des peuples qui la composent. Mais que faire? nous sommes désormais trop pauvres pour nous offrir le luxe d'entretenir vingt-six administrations

dans vingt-six États souverains. Et puis, après la chute des dynasties, après les réformes introduites par la nouvelle constitution, reste-t-il encore aux États assez de vie pour subsister dans leur forme indépendante d'autrefois? j'en doute fort. Il faut savoir prendre une décision et s'y tenir, même lorsqu'on a dû, pour s'y résoudre, surmonter certaines répugnances. Il semble bien qu'aujourd'hui l'Allemagne ne puisse attendre son salut que de son unité. Les revendications du Hanovre, celles de la Westphalie se reproduiront indéfiniment. Vous voyez que, pour y couper court, beaucoup de Prussiens, bien que très attachés à l'unité de la Prusse, se déclarent prêts à la sacrifier.

« Ce qu'on peut reprocher à la Constitution, c'est précisément qu'elle laisse subsister dans le *Reich* des États particuliers qui n'ont plus assez de force pour vivre, et qui en ont encore trop pour mourir. Mieux vaudrait, à mon avis, renoncer franchement au système fédéral, et instituer un régime unitaire, avec la division de l'Allemagne en provinces. On assurerait à chaque province une autonomie compatible avec l'unité de l'Empire et nécessitée par les caractères différents et les intérêts particuliers des diverses régions. La Prusse, à elle seule, ne formerait pas moins de sept provinces, mais pas plus de neuf. Cette solution comporte des inconvénients; mais les circonstances présentes l'ont peut-être rendue nécessaire. »

M. Heinze passe en revue les détails de la réforme centralisatrice, et conclut cet examen en déclarant que l'unification des chemins de fer et celle des finances seront tout à l'avantage de la nation allemande. Chemin faisant, il m'a expliqué pourquoi l'impôt sur le revenu ne pouvait être qu'un impôt d'Empire : les conditions d'existence, les charges locales sont si différentes d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre de la même région, que tout autre système entraînerait des inégalités flagrantes, et, par suite, des déplacements de population qu'il convenait d'éviter.

M. Heinze ne critique pas trop sévèrement les projets fiscaux d'Erzberger. Lui aussi invoque la nécessité comme circonstance atténuante. « Le régime fiscal proposé par le gouvernement est injuste : cela n'est pas douteux. Mais certaines injustices sont nécessaires, et il faut savoir s'y résoudre. Mes amis et moi ne nous faisons aucune illusion sur le double caractère des nouveaux impôts : ils sont destinés tout ensemble

à procurer à l'État les énormes ressources dont il a besoin, et à conserver au gouvernement l'appui des socialistes, dont il ne peut pas se passer, pour le moment. L'impôt sur le revenu est terriblement progressif, puisque, avec le concours des démocrates, nous avons dû faire introduire hier un amendement, aux termes duquel les exigences du fisc ne pourront en aucun cas excéder 90 p. 100 d'un revenu particulier. Observez qu'un Allemand qui possède 100 000 marks de revenu, ce qui est un cas assez fréquent, paiera au trésor entre 66 et 75 000 marks. L'impôt sur les successions n'équivaut pas à la suppression de l'héritage : mais il y prépare ; les droits du fisc sont calculés, non seulement sur l'importance de la succession et sur le degré de parenté, mais encore sur la situation de fortune de l'héritier. C'est assez vous dire que nos gouvernants, en arguant de la nécessité de prendre l'argent où il se trouve, n'ont pas manqué de donner aux socialistes les satisfactions qu'ils attendaient. Tout cela, c'est de la politique, et tout cela, c'est du détail. L'essentiel est de faire face à une situation très difficile, sans ruiner le pays, qui doit vivre, produire, et s'assurer par de nouveaux efforts une prospérité nouvelle. Réduire les dépenses, augmenter les recettes, sans entraver l'activité économique du pays, telle est la tâche difficile qu'assumera demain l'administration de l'Allemagne unifiée.

— « Cette administration, dans son ensemble, diffère-t-elle beaucoup de celle d'autrefois?

— « Au sommet, elle est transformée. C'est à peine si, parmi le haut personnel, on trouve encore un ou deux ministres d'ancien régime, et encore dans les petits États. Mais les fonctionnaires subalternes des ministères et de l'administration sont restés à leur poste presque tous. Ceux qui sont partis volontairement sont en petit nombre, et le nouveau gouvernement n'en a pas remercié beaucoup, sachant qu'il ne pourrait pas les remplacer. Serviront-ils avec le même zèle, le même dévouement? on peut en douter. Car, pour beaucoup d'entre eux, le fondement du devoir professionnel, c'était la fidélité au souverain et à la monarchie, c'était le loyalisme. Cela est surtout vrai en Prusse. Je ne sais si M. Ebert obtiendra de ses fonctionnaires le respect presque religieux, l'abnégation totale, le désintéressement scrupuleux sur lesquels l'Empereur et les princes souverains d'Allemagne étaient certains de pouvoir compter. »

C'est sur cette impression de doute et de défiance dans l'avenir que je quitte M. Heinze et le « théâtre législatif. » La phrase curieuse murmurée tout à l'heure par mon voisin de tribune, un bourgeois de Weimar, me revient brusquement à la mémoire : « Ceux de quarante-huit, à Francfort, délibéraient dans une église; ceux d'aujourd'hui, chez nous, se disputent dans un théâtre. »

La nuit est tombée. Je m'achemine, pour dîner, vers le *Goldner Adler*, l'Aigle d'Or, restaurant d'ancienne renommée. Je trouve les salles déjà encombrées par toute une jeunesse bruyante et joyeuse. Des « chambres séparées » (cabinets particuliers) qui ne sont *séparées* de la salle commune que par un rideau, s'échappent des rires et des cris. On se croirait à Berlin : je ne savais pas que cette frénésie eût gagné la province. Derrière moi, l'inévitable orchestre serine les airs déjà populaires d'une toute récente opérette viennoise; et le public, à tue-tête, met les paroles sur la musique. Mais vers neuf heures et demie arrivent des gens d'aspect plus grave. L'orchestre se tait; les jeunes gens se serrent autour des tables, pour faire place aux députés, qui viennent manger un plat en sortant de la commission.

ENTREVUE AVEC M. HERMANN MÜLLER

20 août.

Je me rends à l'Assemblée de bonne heure, et je n'ai pas encore remis ma canne et mon chapeau aux mains de la dame du vestiaire, qu'on vient m'avertir que je suis attendu par M. Hermann Müller, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. Un huissier me conduit, par les coulisses, jusque derrière la scène, où une sorte de salon a été aménagé pour l'audience des membres du gouvernement. On introduit en même temps que moi le représentant d'un journal anglais; le ministre nous fait asseoir tous deux en face de lui. M. Hermann Müller est encore un jeune homme; l'œil est vif derrière le lorgnon; l'aspect physique est celui, — international, — d'un secrétaire de syndicat; la tenue est simple, mais correcte, un bouton de corail est piqué dans la cravate noire. Le ministre s'exprime en allemand, d'un ton bref, dont la raideur est affectée, au début. Je pense à Kerenski, qui, dans le tête-à-tête, dissimule sous

des dehors analogues son extraordinaire timidité. Mais bientôt M. Müller se départ de son attitude, et parle naturellement.

La question des prisonniers de guerre lui tient au cœur. Il va recevoir tout à l'heure une députation de femmes, venues de toutes les régions d'Allemagne pour réclamer l'intervention énergique du gouvernement. « Que craignez-vous? — me dit-il. — Vous qui êtes depuis quelque temps en Allemagne, ne constatez-vous pas que nous sommes hors d'état de former une nouvelle armée? Nous hésitons à croire que c'est dans notre intérêt, et pour prévenir le danger d'une révolution, que vous conservez chez vous huit cent mille Allemands. Mais, dans cette hypothèse, vous auriez fait un mauvais calcul. Car, au contraire, le retard apporté au renvoi de nos prisonniers exaspère le peuple allemand. Les agitateurs de droite et de gauche lui persuadent que le gouvernement n'a pas fait le nécessaire pour hâter un retour si impatiemment attendu, ou même qu'il a agi secrètement auprès de l'Entente pour que les prisonniers ne lui fussent rendus que plus tard. Vous mettez aux mains des deux oppositions, celle des réactionnaires et celle des indépendants, une arme terrible contre nous. »

Je rappelle à M. Müller que Noske lui-même a avoué la présence de quatre cent mille Allemands sous les armes, qu'il y en a probablement davantage, et que la France ne disposera bientôt plus d'effectifs aussi nombreux. « Enfin, — me demande le ministre, — que craignez-vous le plus : une restauration, ou le bolchévisme en Allemagne? — Nous craignons le plus, — dis-je, — ce qui nous paraît être le plus imminent, le bolchévisme, et nous ne souhaitons pas qu'ayant triomphé chez vous, il puise dans sa victoire des forces nouvelles pour de nouvelles conquêtes. C'est même parce que nous craignons la contagion bolchéviste, que nous n'envisageons point sans appréhension l'arrivée en France de travailleurs allemands volontaires, dont la majorité est socialiste-indépendante, ou même communiste, si l'on en juge par le mémoire qu'ils ont fait remettre au gouvernement, et où, après avoir exposé les détails de leur organisation, ils énumèrent leurs exigences.

— « Oh! répond M. Hermann Müller, je présume bien que vous liez ensemble les deux questions : celle du renvoi des prisonniers et celle de l'envoi des travailleurs volontaires. Mais ces derniers se trouveront cantonnés dans les régions à reconstruire.

Ils n'auront que peu de contact avec la population française, puisque ce sont des régions dévastées. Je ne pense pas d'ailleurs que leur état d'esprit, en général, justifie vos inquiétudes. »

Je demande au ministre quelques précisions sur la réforme de l'Office des Affaires étrangères, qu'il a annoncée à l'Assemblée. Il me répond qu'elle n'est encore qu'à l'étude et qu'il est trop tôt pour en rien dire. Parlant ensuite de lui-même et de sa vie antérieure, il m'avoue simplement qu'il connaît peu l'étranger, n'ayant jamais été en Amérique, et n'ayant passé que huit jours en Angleterre et autant en France, à l'occasion de congrès socialistes. « Cela ne suffit pas, — ajoute-t-il, — pour se faire une idée d'un pays. J'ai cependant connu quelques-uns de vos hommes politiques : Albert Thomas, Longuet, Renaudel... »

UN LEADER CATHOLIQUE : M. PFEIFFER

On introduit de nouveaux visiteurs et je regagne les couloirs. Court entretien avec M. Pfeiffer, le nouveau secrétaire général du parti catholique. Ses premières paroles sont pour justifier l'accord conclu par le Centre avec la Social-Démocratie.

« C'était, — dit-il, — pour le Centre une nécessité, s'il voulait avoir part au gouvernement : et il fallait qu'il y eût part. Nous avons pris dans le ministère les portefeuilles les plus ingrats : Finances, Travaux publics, Ravitaillement.

« L'union des deux partis n'empêche pas que chacun ne garde ses idées et son programme. Et elle nous a permis, à nous catholiques, d'obtenir ou de conserver de précieux avantages : liberté de l'enseignement, reconnaissance des droits de l'Église ; liberté d'association étendue à tous les ordres religieux. Le dernier vestige des lois de mai, le fameux paragraphe qui interdisait aux jésuites de mener en Allemagne la vie de communauté, a été aboli par le nouveau gouvernement, alors que, sous l'ancien, nos efforts de cinquante années n'en avaient pas obtenu la suppression. Nos associations cultuelles sont désormais érigées en personnes morales, et peuvent être l'objet de libéralités, legs, fondations, non seulement de la part des individus, mais encore de la part des collectivités, des syndicats, des organisations industrielles ; c'est grâce à une fondation de ce genre que sera construite la nouvelle église catholique de Düsseldorf.

« Certains de nos coreligionnaires nous reprochent d'avoir approuvé l'article premier de la Constitution : « le pouvoir réside dans le peuple » et d'avoir ainsi méconnu que tout pouvoir réside en Dieu seul. Mais ils confondent un principe métaphysique, auquel nous demeurons fidèles, et une conception juridique, à laquelle nous croyons pouvoir nous rattacher. Ce que nous avons voulu dire, c'est que le pouvoir divin, au lieu d'être délégué au prince, est désormais délégué au peuple et à ses représentants, qui en détiennent l'exercice.

« On nous reproche encore d'avoir adopté la formule laïque du serment de fidélité à la Constitution. Mais on oublie que nous y avons fait adjoindre une formule religieuse facultative. Quel intérêt avons-nous à ce que des athées soient contraints de prendre à témoin de leur engagement un Dieu auquel ils ne croient point? »

Je voudrais savoir de M. Pfeifler comment les catholiques allemands envisagent les nouvelles réformes économiques, ce qu'ils pensent des *Betriebsraete* et de la socialisation. Mais le député du Centre se dérobe avec prudence et me répond simplement : « Ces questions ne sont pas mûres. »

UN LEADER SOCIAL-DÉMOCRATE : M. SINZHEIMER

Tel n'est pas l'avis du docteur Sinzheimer (1), député social-démocrate, qui précisément m'a donné rendez-vous ce matin pour me parler de ces fameux Conseils. Je le trouve à onze heures dans les couloirs, et il m'emmène au foyer du public, qui sert présentement de salon de réception et de buvette. La vaste galerie est à peu près vide et nous causons commodément.

M. Sinzheimer est encore un jeune homme : on le devine instruit, intelligent, actif, et comme tous les actifs, optimiste Il parle d'abondance sur un sujet qui lui tient au cœur, mêlant parfois à son allemand quelques mots de français.

« Notre projet, — me dit-il, — a pour but d'associer les ouvriers à la conduite des entreprises industrielles, et, progressivement, à la direction de la vie économique du pays. Dans la conduite d'une industrie, nous distinguons deux ordres

(1) Le docteur Sinzheimer a joué depuis lors un rôle important, comme rapporteur général de la Commission d'enquête sur les responsabilités.

de questions : les questions sociales et les questions techniques. En ce qui concerne la direction sociale de l'entreprise, nous voulons la complète égalité de droits entre les entrepreneurs et les ouvriers. Toutes les décisions relatives à l'organisation du travail, à la police et à l'hygiène des ateliers, à l'embauche et au renvoi des ouvriers ne pourront résulter que d'un accord entre les deux parties. Sur la conduite technique de l'industrie, nous réclamons pour les ouvriers un droit de contrôle. Leurs délégués seront autorisés à prendre connaissance du bilan : si l'entreprise est une société par actions, ils seront représentés à l'Assemblée générale des actionnaires.

« Dans chaque industrie particulière, les ouvriers et employés élisent un Conseil d'exploitation (*Betriebsrat*), qui exerce en leur nom ce double droit de co-direction et de contrôle. Tous les conseils d'un même district (*Bezirk*) envoient à leur tour des délégués au Conseil économique de district, où sont représentés proportionnellement les entrepreneurs et les ouvriers et employés. Ce Conseil préside à la vie économique du district. Enfin les conseils de district élisent des représentants à un Conseil économique d'Empire (*Reichswirtschaftsrat*), véritable Chambre du Travail (*Kammer der Arbeit*), où entreront, avec les délégués des ouvriers, des représentants des entrepreneurs, et aussi des représentants des consommateurs, élus par les coopératives. Cet organe suprême dirigera la vie économique de la nation.

« Notre effort tend, non pas à étatiser, mais à socialiser. Ce que nous voulons, c'est que tout ce qui se rattache à l'activité économique du pays soit confié, non plus à des bureaucrates, mais à des hommes de métier, compétents et directement intéressés.

— Mais les délégués des ouvriers seront-ils compétents?

— Oh! — reprend vivement M. Sinzheimer, — je connais l'objection : elle fut élevée jadis contre l'institution des syndicats. Or, c'est par les syndicats qu'a été faite l'éducation politique de nos ouvriers. Les *Betriebsraete* feront leur éducation économique. Au premier degré, ils s'initieront à la conduite de l'usine dans laquelle ils travaillent, se familiariseront avec les questions de production, d'achat, de vente, de transports et de marchés. Puis ils verront d'ensemble l'organisation du travail et de la production dans un district, dans un État; et, finale-

ment, ils embrasseront, dans toute la complexité de son mécanisme, la vie économique de l'Empire allemand.

« Le problème que nous avons entrepris de résoudre n'est pas seulement allemand, il est mondial. Ce n'est point par des accords politiques plus ou moins fragiles que les nations parviendront à s'entendre : c'est par des rapprochements opérés sur le terrain économique, sur le terrain des entreprises de production et des organisations de travail. Ainsi seulement nous éviterons la guerre et la révolution, double danger, qui, à des degrés différents, menace tous les États du monde.

« Retenez notre principe : je le crois fécond. Votre Montesquieu a eu cette idée de génie : la séparation des pouvoirs dans l'État. Nous voulons, nous, séparer, émanciper l'économie de la politique. C'est le seul moyen de subordonner à la politique, qui divise les peuples, l'économie qui les unit. »

A ce moment, un vieillard s'approche de la table où nous causons : c'est le professeur Quidde, député à l'Assemblée et chef du parti pacifiste. M. Sinzheimer me nomme au professeur, qui se dit heureux de rencontrer un journaliste français. « Je suis encore venu en France, — poursuit-il d'une voix traînante et un peu mélancolique, — durant l'été de 1914. J'ai fait alors à Lyon une conférence sur le rapprochement franco-allemand, et mes idées avaient été bien accueillies... Je n'ai pas perdu courage, et je vais me rendre à Berne, pour présider le congrès pacifiste international qui doit s'ouvrir le 30 août.

Il me manquait encore d'avoir interviewé une députée. L'occasion m'en est offerte, sans que je l'aie cherchée, par Mme Élisabeth Brönner, journaliste, et députée de Kœnigsberg. Mme Brönner vient à moi : un député, appartenant comme elle à la fraction démocrate, fait les présentations. « Monsieur, dit-elle avec l'accent d'une réelle émotion et, bientôt après, des larmes dans les yeux, je représente ici un district de la Prusse orientale; nous sommes Allemands, de race, de tradition, de culture. Pour rien au monde, nous ne consentirons à devenir Polonais. » Et elle met dans ce dernier mot tout le mépris qu'elle ressent pour la race que ses compatriotes ont si longtemps opprimée. J'écoute un instant le plaidoyer très violent de Mme Brönner, et ne croyant pas devoir en entendre plus long, prends congé d'elle un peu brusquement, en la priant de m'envoyer à Berlin, où je rentrerai demain soir, les documents

et les statistiques dont elle tire argument. Je ne les ai jamais reçus.

Demain, le président Ebert prêtera serment à la Constitution; après quoi gouvernement et Parlement quitteront Weimar, pour revenir à la capitale, où ils estiment que l'ordre est désormais suffisamment rétabli. Ebert, Bauer, Erzberger envisagent l'avenir avec confiance; et puis, ils comptent sur l'énergie de Noske pour conjurer le mauvais destin.

III. — HAUTE-SILÉSIE

Kattowitz, 3 septembre.

La ville présente l'aspect connu de toutes les villes d'industrie et de charbon : des fumées noires la couronnent, une poussière noire la recouvre, apparente même sur les briques rouges du mur ou de la chaussée. Deux édifices gris et massifs ornent la place centrale : l'un est le musée, consacré, dit une inscription, « à la pensée allemande, — à la race allemande; » l'autre est la Préfecture de police.

Tout est noir à Kattowitz; pourtant, on n'y voit plus de charbon. Je tombe ici en pleine guerre : guerre entre capital et travail, guerre entre Allemands et Polonais; c'est tout un, puisque, dans les mines comme dans les usines, l'ouvrier est toujours Polonais, et le patron ou le directeur toujours Allemand. Au mois d'avril dernier, le brusque renvoi de quatre-vingt-dix mineurs a provoqué des troubles, qui ont abouti, le 13 août, à la grève générale. Sous prétexte de maintenir l'ordre, le gouvernement de Berlin a envoyé en Haute-Silésie la plus disciplinée, mais la plus brutale des troupes prussiennes. Le VI[e] corps d'armée, auquel on a rattaché la deuxième brigade de marine, occupe la région comme un territoire récemment conquis. Les habitants allemands se sont enrôlés dans des formations de volontaires : *Grenzschutz*, *Einwohnerwehr*, et terrorisent les Polonais. Parmi ceux-ci, les uns ont passé la frontière et sont allés chercher du travail dans le bassin voisin de Sosnovice; les autres se sont réfugiés dans les anciens puits, dans les forêts, où les soldats allemands leur donnent impitoyablement la chasse. Les femmes et les enfants de ces fugitifs sont restés sans ressource, et exposés aux tracasseries, ou même aux cruautés de la police et de la troupe allemandes, qui fouillent

et pillent les maisons, arrêtent les habitants, les battent et parfois les mettent à mort. Le socialiste Hœrsing, promu à la dignité de haut-commissaire, dirige la répression.

Quelques heures après mon arrivée, j'entends, à l'hôtel où je suis descendu, le récit d'exploits monstrueux et récents. Passant dans un village, devant une maison où des Polonais célébraient une noce, des soldats allemands en patrouille ont lancé, par les fenêtres ouvertes, plusieurs grenades à main sur la paisible assemblée. A Tichau, un garçon polonais de seize ans est accusé d'avoir coupé le nez et les oreilles à un soldat allemand, et immédiatement fusillé. Le lendemain, sur la demande des parents, on exhume le cadavre du soldat, qui est trouvé intact. Des femmes, dont les maris avaient passé la frontière, ont été traînées au poste de police le plus voisin de leur domicile, et battues à coups de cravache, de tringle de fer et de crosse de fusil. La bestialité des soldats s'est acharnée sur des femmes enceintes. Et ceux qui me rapportent ces faits et qui me montrent ces photographies de cadavres horriblement mutilés, sont deux officiers, un Français et un Anglais, tous deux membres de la commission d'enquête interalliée.

LE POINT DE VUE DES POLONAIS DE HAUTE-SILÉSIE

Le soir, j'ai une entrevue avec Adamec, l'un des chefs du mouvement ouvrier polonais. Celui-là insiste sur le caractère social du conflit qui divise propriétaires de mines et ouvriers. Il y a en ce moment, dans la seule région de Kattowitz, plus de vingt mille chômeurs; l'extraction du charbon est réduite de moitié. Ma conversation avec Adamec me fait comprendre à quel point le problème social et le problème national sont ici mêlés l'un à l'autre : il est presque impossible de les séparer.

Je demande à Adamec quelles sont, en Haute-Silésie, les principales organisations. « Ici, — me répond-il, — les patrons sont syndiqués, comme les ouvriers. L'*Arbeitgeberverband* réunit les propriétaires de 63 mines, sur 65 que possède la région. Quant aux organisations ouvrières, il y en a cinq : union socialiste allemande, union socialiste polonaise, union nationale-allemande, union nationale-polonaise, union allemande-chrétienne-sociale. Les organisations ouvrières polo-

naises ont un caractère plus économique que politique : nos revendications en témoignent. Nous demandons :

1° La réintégration de tous les ouvriers renvoyés ;

2° La réouverture des galeries que les propriétaires ont fermées sans motif, et seulement pour nous ôter le moyen de vivre ;

3° La levée de l'état de siège, qui nous est appliqué depuis six mois en permanence, et dont la population polonaise est la seule à souffrir ;

4° L'égalité de salaire et de traitement entre ouvriers polonais et ouvriers allemands ;

5° De sept à quatorze jours de vacances annuelles ;

6° Des maisons habitables et une dotation plus forte en charbon pour nos usages domestiques. »

De leur côté, les directeurs de mines affirment qu'ils ne font aucune différence entre ouvriers allemands et ouvriers polonais, mais seulement entre bons et mauvais ouvriers ; que les galeries qu'ils ont fermées avaient été incendiées, noyées, sabotées par des mineurs bolchévistes ; qu'à aucun prix, ils ne consentiront au retour de ceux qui empêchent les autres de travailler ; et que les mauvais ouvriers et les bolchévistes sont presque tous des Polonais.

Résultat : alors qu'en Tchéco-Slovaquie, la production actuelle de charbon équivaut à 80 pour 100 de celle d'avant-guerre, qu'en Pologne elle atteint 60 à 65 pour 100, en Haute-Silésie elle arrive à peine à 50 pour 100. Et le combustible manque presque partout.

Un ouvrier polonais a dit à un officier allié : « Lorsque les troupes de l'Entente occuperont la Haute-Silésie, nous travaillerons dix heures par jour, s'il le faut, mais nous ne voulons pas tirer du charbon pour les Allemands. » En attendant, les grévistes refusent la journée de sept heures et demie. Sentiment national ? paresse ?

LES POLONAIS DE POLOGNE

Sosnovice, 4 septembre.

J'ai passé la frontière au pont de Sosnovice ; pont de fortune : rondins sur pilotis, car le pont de pierre a été détruit. Un amoncellement de lits de fer en garde l'entrée. Ici, le

Grenzschutz allemand; là, les Polonais de l'armée Haller. Les uns et les autres ont la même consigne : empêcher les patriotes polonais de pénétrer, isolément ou par groupes, sur le territoire prussien. Les persécutions dont sont victimes leurs frères de Haute-Silésie ont excité au plus haut point la colère des Polonais et leur désir de vengeance. Pratiquement, cette frontière est impossible à garder : toutes les nuits, des Polonais la franchissent dans les deux sens, en dépit des patrouilles et des mitrailleuses. Chemin faisant, j'entends quelques coups de fusil; au-dessus de ma tête se balance un ballon allemand d'observation; et c'est un avion allemand que je vois traverser, lui aussi, la frontière, pour aller voir ce qui se passe à Sosnovice.

Les rues de la petite ville sont très animées. Elles empruntent leur couleur, d'une part, aux uniformes bleus des soldats de Haller, d'autre part, aux costumes pittoresques de la population juive. Juifs à papillotes, en longue lévite et bonnet de fourrure, fillettes en robe verte et tablier rouge : on se croirait à Cracovie ou à Jérusalem.

Les réfugiés de Haute-Silésie continuent à affluer ici. En dépit du sentiment de solidarité nationale, les ouvriers de Sosnovice ne voient pas d'un bon œil cette invasion de sans-travail, prêts à faire n'importe quoi pour n'importe quel salaire. En fait, on embauche peu de Silésiens; des comités de bienfaisance les groupent, soit pour les diriger sur les villages, où il est plus aisé de les loger et de les nourrir, soit pour former des corps de milice, appelés à renforcer éventuellement les troupes régulières. Tout cela ne va pas sans désordre et n'est pas sans danger.

On m'a ménagé une entrevue avec quelques-uns des chefs polonais que les Allemands ont expulsés au printemps dernier, et qui continuent à diriger, de Sosnovice, le mouvement nationaliste de Haute-Silésie. M. V..., avocat et homme politique, m'assure qu'à aucun moment la Pologne n'a cherché à provoquer une guerre avec l'Allemagne. L'insurrection de Haute-Silésie est le résultat des manœuvres allemandes. Parmi les Polonais que l'autorité allemande a bannis ou jetés en prison, il y a certainement quelques malfaiteurs, qui ne devront pas échapper au châtiment qu'ils méritent. Mais le plus grand nombre n'a commis d'autre crime que d'être Polonais. Qu'on punisse les coupables, mais qu'on protège les innocents. Qu'on

n'exclue pas des usines les femmes dont les maris se sont enfuis, par crainte de la prison et des mauvais traitements. Que les Alliés exigent une amnistie générale et sincère, s'étendant à tous les délits politiques, la rentrée des ouvriers polonais dans les usines et la levée de l'état de siège.

Je demande à M. V... quelques renseignements sur Hoersing, le haut-commissaire envoyé par l'Allemagne. « Hoersing est un secrétaire de syndicat. De son métier, il est ouvrier métallurgiste. Il a fait la guerre sans gloire et sans risque, comme *feldwebel* dans un camp de prisonniers russes. Aux premiers jours de la révolution, il fut élu membre d'un Conseil de soldats. Par la grâce de Noske, il a été nommé commissaire en Haute-Silésie, et espère bien monter plus haut. Plus énergique qu'intelligent; gourmand et lâche.

— Souhaitez-vous sa destitution et son remplacement?

— Certes, nous le haïssons tous et nous nous réjouirions de son départ... si nous ne craignions qu'il ne fût remplacé par un plus mauvais. »

M. R... est un prêtre silésien, patriote polonais. « J'ai exercé le ministère, — me dit-il, — comme curé de campagne. Mais je fus bientôt dénoncé à l'évêque comme anti-allemand, destitué et privé de tout bénéfice. Tous ceux de mes confrères qui ont eu l'imprudence de manifester leurs sentiments polonais ont subi le même sort. En Silésie, le haut clergé a toujours été un instrument de germanisation. Le successeur du cardinal Kopp au siège de Breslau, Mgr Bertram, est tout dévoué à la cause allemande. Chaque pasteur est invité, plus ou moins directement, à germaniser ses ouailles : s'il ne se prête point à ce rôle, c'est la disgrâce. »

Dans la soirée, j'ai repassé la frontière pour rentrer à Kattowitz.

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

LA

JOURNÉE DE STRASBOURG

Le 22 novembre 1918, les Armes de France rentraient à Strasbourg.

Le 22 novembre 1919, la Science française se réinstallait à Strasbourg.

J'ai eu le rare privilège d'assister aux deux gestes. Je ne les séparerai point en mon souvenir cordial. Ce sont les deux feuilles d'un diptyque indissolublement lié.

Parce que quatre cents professeurs apparaissaient devant les yeux éblouis de la foule drapés de toges multicolores, les amateurs de citations faciles allaient disant : *Cedant arma togae.* Détournée en tout état de cause de son sens primitif, la citation, à tout prendre, ne s'appliquait pas ; ce qui m'a pleinement satisfait en cette magnifique journée, c'est que les « armes ne le cédaient pas à la toge ; » les armes étaient mêlées aux toges et telle circonstance donnait à l'événement tout son sens historique : nos troupes ont, une fois de plus, creusé le sillon où nos maîtres vont jeter les semences de vérité ; le semeur au geste auguste n'a pas perdu une seule occasion d'associer à la fête ceux qui ont si rudement labouré. L'Alsace d'ailleurs ne les séparait point ; elle saluait avec le même enthousiasme les toges après les armes, les armes avec les toges. Et j'ai retrouvé, — une heure au moins, — l'impression exaltante des heures merveilleuses que naguère j'essayais ici-même d'évoquer.

Si j'ai connu, sous l'uniforme, avant l'apothéose du 22 novembre 1918, les dures misères qui la préparaient, j'avais été, plus lointainement, en cette Université de Nancy dont je demeure le fils pieux, le témoin sympathique de l'attente souvent frémissante, jamais désespérée, de l'Université de

Strasbourg chassée par l'usurpation ; car les Facultés de Nancy n'étaient, pour une part, que celles de Strasbourg réfugiées en Lorraine. Lorsque je vins m'asseoir sur les bancs de la grande Université de l'Est, elle était peuplée de maitres alsaciens qui, tous, gardaient les yeux fixés sur le berceau renversé.

L'un d'eux, Christian Pfister, de Bebelnheim en Haut-Rhin, enseignait le Moyen âge; maître admirable qui, jeune encore à cette époque, atteignait déjà la maîtrise par la science érudite comme par la vertu professionnelle. Il se trouva que la leçon d'ouverture de mon nouveau professeur fut la première qu'il me fût donné, — j'avais alors dix-sept ans, — d'entendre en une Faculté. Elle me fit une impression profonde. Le jeune maître, qui préparait une histoire d'Alsace, venait d'être brutalement expulsé des archives d'Alsace-Lorraine, sur la dénonciation même des archivistes allemands, comme sujet dangereux. Je le crois bien, car rien n'était plus dangereux pour les prétentions germaniques que la recherche de la vérité. Christian Pfister était adoré de ses élèves; c'est au milieu d'applaudissements émus qu'il protesta à peu près en ces termes : « On vient de m'expulser des archives de l'Alsace. On craint que je n'y trouve les fondements de nos droits. Comme si les fondements de notre Droit n'étaient pas partout ! Mais si les mains allemandes, voulant étouffer la vérité, m'ont fermé les archives d'Alsace, des mains françaises me les rouvriront. » Or, — trente-et-un ans plus tard, — ce 22 novembre 1919, j'ai vu Christian Pfister, professeur d'Histoire d'Alsace à l'Université de Strasbourg et doyen de la Faculté des lettres, saluer d'une voix que faisait trembler une intense émotion, la rentrée de la Science française à Strasbourg. La Revanche est partout : nos maîtres rentrent eux aussi en soldats qui, pour n'avoir jamais désespéré, méritaient de voir luire « le jour de gloire. »

Oui, la Revanche est partout : elle était même dans les choses. La cérémonie a eu lieu dans l'énorme « cour à colonnes » de l'*Université Empereur-Guillaume*. Cette cour excitait l'admiration de Baedecker : elle n'excitait pas la nôtre. Du palais de l'Université, élevé par les Allemands aux frais de l'Alsace-Lorraine, ce qu'on peut dire de plus favorable est qu'il est le moins laid de ceux dont l'usurpateur a littéralement accablé ce sol, comme si, ne pouvant conquérir les cœurs, il eût pensé fixer sous les moëllons la terre toujours près de se dérober.

Le palais universitaire relève de ce style où les Allemands, recherchant la grandeur, n'ont jamais pu atteindre que le colossal. Au centre du bâtiment, la cour appuie sur des colonnes massives, écrasantes, un toit de verre qui, avec de grandes prétentions au vitrail moyen-âgeux, n'est arrivé qu'à réaliser l'idéal d'une somptueuse brasserie.

Mais lorsque, le 22 novembre dernier, je pénétrai en cette cour, je crus, — ainsi qu'il m'est tant de fois arrivé depuis un an, — faire un invraisemblable rêve. On avait dissimulé la verrière germanique sous un velum de soie bleu de France que semaient d'une constellation d'étoiles les lampes électriques, et les murs cyclopéens disparaissaient sous l'admirable suite des Gobelins envoyés de Paris, *les Victoires de Louis XIV*, qui, on le pense, enlevaient à la ci-devant *Université Empereur-Guillaume* tout son caractère tintamarresque. Et j'admirai comment quelques tapisseries de France suffisent, qu'on me passe l'expression, à *débochiser* une architecture.

Le décor se complétait de la chatoyante assemblée qui, en attendant l'arrivée du Président de la République, s'y trouvait réunie. Nos toges universitaires sont individuellement, si j'ose dire, criardes et presque désobligeantes. Lorsqu'elles se groupent en un ensemble imposant, leurs couleurs, loin de se heurter, se fondent à merveille : que les lettres soient jaunes, le droit vermillon, la médecine écarlate, les sciences grenat, la théologie violette, qui nous expliquera pourquoi ? Mais il n'importe : ces robes multicolores faisaient un admirable effet. Au surplus, c'étaient celles qu'avaient, avant 1870, portées dans les cérémonies universitaires de Strasbourg Pasteur, Janet, Fustel de Coulanges, et Strasbourg les attendait en ce jour comme on attendait, — le 22 novembre 1918, — le pantalon rouge... qu'on ne vit point.

On le vit l'autre jour, ne fût-ce que sur le maréchal Joffre, encore que celui-ci fût pris dans le groupe des habits verts de notre Institut. Pour le reste, l'habit *horizon* foisonnait. On s'est, aussi bien, non seulement habitué à « ces habits bleus par la victoire usés, » mais pris d'amour pour eux, car ils sont entre Rhin et Vosges très manifestement chéris. Ils évoquent les heures de la libération. On entend qu'ils soient de toutes les fêtes ; ils étaient de celle-là. La salle ne regorgeait point seulement de professeurs, mais aussi de soldats, — et des plus

grands. Qui dira la formidable ovation dont les trois maréchaux furent l'objet? Sur leur passage, les toques des professeurs se soulevaient bien haut, — hommage très noblement rendu de la science émancipatrice aux armes libératrices. Mais tout à l'heure, ces illustres soldats donneront le signal des applaudissements quand sera saluée la Science française rentrant chez elle. Et tout à l'heure encore, le recteur associera en un même regret deux illustres absents : le général Gouraud et le maître Ernest Lavisse.

C'est une belle mission que de représenter, en ce 22 novembre 1919, l'Université de Strasbourg; mon confrère Charléty, hier professeur à l'Université de Lyon, après avoir écrit de belles pages d'histoire, en vit une à cette heure, incomparable. Je suppose que ce savant encore jeune est assez indifférent au prestigieux costume dont Napoléon a drapé les recteurs de ses Académies, et qu'il n'est point grisé par tant de soie et de dentelles, mais il aurait le droit d'être enivré du rôle qui lui est en ce moment dévolu : c'est lui qui, au nom de ces cent soixante maîtres des Facultés de Strasbourg, salue le chef de l'État. Il le fait avec une belle dignité, un peu froide : un recteur, — suivi des quatre Facultés, — ne saurait faire caracoler ses sentiments. Mais il évoque dans un beau style d'historien les heures de la vieille Université de Strasbourg d'avant 1789, dont l'attraction s'exerçait sur les deux rives du Rhin, puisque l'on vit, notamment, dans les dernières années du XVIIIe siècle, venir s'y asseoir le jeune Wolfgang Gœthe et le jeune Napoléon Bonaparte.

Tout le monde n'avait point, en regardant se lever, sous sa toge jaune, Christian Pfister, les sentiments tumultueux que j'éprouvais et dont nos lecteurs connaissent la raison. Et cependant, lorsque l'historien alsacien s'avança, les milliers d'étudiants qui cernaient en quelque sorte l'assistance lui firent une telle ovation, que la salle fut immédiatement prévenue qu'à cette minute, une nouvelle revanche s'affirmait.

Voilà déjà huit mois que Pfister groupe autour de sa chaire les étudiants d'Alsace; ils ont reconnu en lui un des plus beaux représentants de l'âme alsacienne. Mais depuis trente ans qu'il professe à Nancy, puis à Paris, pas un des élèves qui ne sache qu'un cœur admirable domine tant de remar-

quables facultés chez ce laborieux artisan de l'histoire; et c'était ce cœur qu'on s'attendait bien à voir s'ouvrir devant nous. Dès les premiers mots que l'émotion la plus intense n'arrivait point à étouffer, tous les auditeurs, — ceux même qui, un instant avant, ne le connaissaient point, — se sentirent ses amis. Cet homme, plus vieilli encore par les plus nobles passions que par un travail acharné, a vécu dans le double culte de la Vérité et de la Justice ; sa parole simple et forte, à laquelle un léger accent d'Alsace donne une saveur de plus, emprunte à son âme frémissante cette autorité que ne confèrent ni les titres ni les décorations. Ce jour est le plus beau de sa vie, mais il l'a, comme nous tous, payé du sang des siens et quoique l'ayant, à toutes les heures de sa vie, désiré comme un croyant peut désirer le Ciel, il dit avec une belle sincérité, qu'à certains moments cruels, il s'est demandé si on ne payait pas trop cher la réalisation d'un rêve si constamment, si passionnément caressé. Cette voix un peu brisée par la douleur trouvait le chemin de tous les cœurs, et il n'est guère d'auditeur qui ne se soit senti les yeux humides et l'âme bouleversée à l'évocation de ces jeunes hommes qui ont, par leur sacrifice, acheté l'heure que nous vivons. Mais de telles considérations peuvent-elles nous amollir ? Une nation vit de la mort de ses héros : eux-mêmes revivent avec nous. *Etiam si mortuus fuerit, vivet.*

Peu avant sa mort, — le fait a été ici même, en son magistral article sur l'Université de Strasbourg, rappelé par M. André Hallays, — Fustel de Coulanges formulait devant ses élèves de l'École Normale ce vœu suprême : « Si jamais Strasbourg nous est rendu, si l'un de vous y occupe mon ancienne chaire, je le prie, le jour où il en prendra possession, d'accorder un souvenir à ma mémoire. » Or, parmi ses élèves se trouvait Christian Pfister. C'est ainsi que le flambeau transmis par l'illustre auteur de *la Cité antique* d'une main défaillante est rapporté à Strasbourg. La chaîne des temps se ressoude.

Elle se ressoude en effet : Pfister, au cours de son discours si émouvant, a eu, parmi d'autres, un mot très heureux : « Nous célébrons *la rentrée des cours de 1870.* » Dans la bouche de ce savant aux formules précises, ce n'est pas là argument oratoire, mais fait historique : l'Alsace n'est point une province qui passe des mains allemandes aux mains françaises comme elle a passé des mains françaises aux mains allemandes; la double

fidélité de l'Alsace-Lorraine à la France et de la France à l'Alsace-Lorraine, cette fidélité entêtée en ses espoirs et que raillait l'Allemand, a eu cette conséquence, que, pour tous, le règne allemand entre Rhin et Vosges n'était qu'interrègne et la présence des *Herren Professoren* à l'Université que trop long intérim. Et voici que les facultés « rentrent. » Elles rentrent même en présence d'un des maîtres qui, en 1870, eût pu « rentrer » effectivement : le vénérable docteur Gross qui, professeur à la Faculté de médecine de Strasbourg depuis le 19 mars 1869, transféra en 1872 son enseignement à Nancy où je l'ai connu doyen et qui, se levant, au milieu des acclamations de l'assistance à l'appel de son nom, semble nous adresser le salut d'outre-tombe des maîtres disparus sans avoir, hélas ! connu l'heure des revanches.

Et voici qu'une autre revanche va s'affirmer : celle d'Ehrmann.

Vous vous rappelez ce jeune étudiant, Ehrmann, que M. Maurice Barrès rencontra chez la sémillante comtesse d'Aoury, en Lorraine annexée, qu'il aperçut peu de temps après assommant si proprement, au cours d'une bagarre épique, des « camarades » teutons de l'Université au théâtre des *Variétés* de Strasbourg et dont, l'année suivante, il reçut les confidences à Sainte-Odile, — bref le héros de ce volume sensationnel : *Au service de l'Allemagne*.

Ehrmann, ancien étudiant de l'Université et ancien volontaire d'un an dans la caserne de la place d'Austerlitz, a ici à prendre deux revanches pour une. Ayant estimé, — au prix de quelles luttes entre sa conscience de Welche et son sentiment de Français ! — que « son devoir d'Alsacien était en Alsace, » il s'est ainsi exposé à être molesté par les Allemands aux *Variétés* et à être méconnu des Français pour avoir passé par la caserne et coiffé le casque à pointe. M. Barrès, à la vérité, — dont l'absence en ces fêtes a été l'objet d'un regret général, — en nous livrant les claires raisons dont s'inspira la conduite d'Ehrmann, nous a imposé sa sympathie pour ce jeune Alsacien dont le réalisme solide est au fond fait d'idéalisme pratique. « *Je suis un héritier :* je n'ai ni l'envie ni le droit d'abandonner des richesses déjà créées. » Et parce qu'il n'a pas abandonné l'héritage, il peut nous le transmettre. Oui, chacun des deux groupes alsaciens a joué son rôle. Un Pfister a, dans ses chaires fran-

çaises, pu, comme un Keller au Parlement, un Erckmann dans la littérature, un Henner dans le monde des arts, mille autres dans vingt milieux, rester en France un des *témoins* de l'Alsace, un de ceux qui, par leur seule présence *d'exilés*, protestaient, et, protestant, empêchaient les protestations françaises de s'endormir. Un Ehrmann, — et ce jeune homme s'appelle légion, — a, en se cantonnant dans son devoir alsacien, été, lui, un autre témoin, le témoin de la race et le défenseur du patrimoine entre Rhin et Vosges, et tandis que nous protestions, — condition nécessaire, — lui, maintenait, — autre condition nécessaire.

Aujourd'hui Ehrmann s'appelle Bucher, à moins que Bucher ne se soit autrefois appelé Ehrmann. Tout le monde connaît maintenant le docteur Bucher. Ceux qui, au banquet du 22 novembre dernier, ont entendu le toast de M. Millerand, savent à quelle valeur sont prisés par un politique éminemment réaliste les services rendus avant, pendant et après la guerre par cet esprit à la fois si souple et si puissant, servi par tant de séductions, par ce personnage singulier et prenant que j'ai présenté naguère aux lecteurs de la *Revue* sous un voile mystérieux, encore que transparent.

Bucher parlait au nom des étudiants alsaciens qui subirent les *Herren Professoren* et les durent digérer *ad majorem Galliae gloriam*. Ces Celtes aujourd'hui éclatent de joie : familiers avec la demeure où nous pénétrions, ils nous y guident avec une triomphante allégresse. Cantonnés dans leur cercle, ils constituaient, en cette Université de Strasbourg, un bataillon toujours sur la défensive, — sauf quand, ainsi qu'aux *Variétés*, ils se ruaient, avec une terrible fureur, contre l'étudiant Masure, Vandale, Suève ou Teuton. C'est aux tout derniers de ces étudiants récalcitrants que Sa Magnificence le Prorecteur Rahm adressait en 1912 cette admonestation : « Depuis quelque temps, nous remarquons que vous ne venez pas à nous dans un esprit libre d'arrière-pensées. Notre devoir est de vous mettre en garde contre les dangers auxquels vous vous exposeriez en regardant du côté des Vosges et en vous laissant aller à des illusions *qui ne deviendront jamais des réalités.* » — Admirable témoignage du danger pour un Prorecteur d'être trop affirmatif et des craintes qu'inspirait, plus encore en 1912 qu'en 1902, la jeunesse alsacienne à l'usurpateur.

L'orateur d'aujourd'hui cependant représente avant tout la génération de 1902. Il parle avec la belle assurance des gens qui ont, — à toute heure, — connu la lutte, la lutte souvent obscure, guerre de guérillas, guerre de ruse et de force à la fois, qui faisait s'inquiéter un statthalter en son palais, un recteur en son « Sénat. » Et c'est avec cette assurance qu'il a, très nettement, sans rudesse, mais sans artifices, expliqué, pour les Français venus de tous les coins de France, la mentalité présente de l'Alsacien. Qui bien se connaît, bien se porte, nous affirment les hygiénistes, et la sagesse des nations ajoute : Un homme averti en vaut deux. Bref, Bucher, — en affirmant tout à la fois sa fidélité de tous les temps, maintenue au milieu des luttes contre le Germain et les revendications de la personnalité alsacienne à cent lieues du séparatisme et de l'autonomisme, — a pris avec aisance sa double revanche. « L'héritier » de Maurice Barrès parlait au nom de l'héritage.

Si Bucher apportait à l'Université française ressuscitée le tribut de fidélité que lui gardèrent, un demi-siècle, ceux que l'*Université Empereur-Guillaume* avait immatriculés sans les plier, il était bon que l'on sût publiquement dans quels sentiments les Universités étrangères voyaient cette résurrection. Maîtres et élèves sont accourus de tous les points de l'Europe. Le Congrès des étudiants avait déjà accueilli ou allait accueillir les touchantes félicitations des camarades d'Europe tout frémissants encore de la joie qu'a déchaînée notre victoire parmi les peuples libres, — fussent-ils restés neutres, — de ces étudiants de Norvège dont la bannière, avec vingt autres, se dressait au fond de l'estrade, à ces étudiants belges que nous verrons saluer Kléber comme un de leurs héros, — ce en quoi ils étaient dans la vérité, car toutes ces Marches de l'Est ont, il y a un siècle, combattu sous le même drapeau, sous les « couleurs de la Nation. » « L'Université de Strasbourg, avait tout à l'heure proclamé M. le recteur Charléty, est la filleule du monde, » et il avait ajouté : « Nous mêlerons sa vie à celle de toutes les provinces, car elle est vraiment aujourd'hui une œuvre nationale. » Le monde, puis nos provinces, allaient venir sanctionner la parole du Recteur.

Rien de plus solennel que l'appel fait, de la voix claire et haute qu'on connaît, par le président Poincaré aux délégués des Universités venues saluer avec la résurrection de l'Uni-

versité de Strasbourg, la revanche du Droit : Louvain et Belgrade, Lausanne et Liége, Jassy et Gand, Prague et Oxford, Cambridge et Athènes, Gand et Glasgow, Édimbourg et Rome, Coïmbre et Christiania, Madrid et Groningue : des neutres d'hier, des alliés, des amis, nations préservées, nations sauvées, nations délivrées, nations ressuscitées, Bruxelles s'affirmant « sœur » et le prouvant, Lausanne se réjouissant de voir prévaloir le droit, Christiania parlant par la bouche d'un historien norvégien de Gambetta, Louvain criant de ses ruines son allégresse et son amitié. La plupart des délégués se drapant dans les splendides costumes dont quelques-uns évoquent les âges déjà lointains, s'avançaient avec la majesté de cardinaux à *cappa* de moire : c'étaient des cardinaux en effet, et Strasbourg semblait aujourd'hui le centre d'un grand Concile où l'âme de l'Europe tenait assises, congrès des « Amitiés françaises. »

Puis toutes nos provinces de France défilèrent, représentées par les délégués de leurs Universités : Paris d'abord avec le recteur Lucien Poincaré qui, la veille, avait, avec sa douce gravité, adressé de si belles paroles aux étudiants assemblés, et Lille qui elle aussi sort à peine de fers brisés, et puis Nancy qui naguère gardait, je l'ai dit, une partie de l'héritage et s'estime heureuse de rapporter le flambeau conservé, et toutes nos régions, Lyon, Bordeaux, Grenoble, Poitiers, Rennes, Toulouse, Aix, Clermont, Caen, Dijon, Besançon, toute la France accourue.

Et lorsque toutes ces provinces, — après tant de pays amis, — eurent déposé entre ses mains leurs adresses et leurs vœux, le président Poincaré se leva et parla.

Tout le monde a lu son discours : il serait, aussi bien, malaisé de l'analyser ; on analyse difficilement un discours de notre Président. Il ne s'y trouve jamais de phrases négligeables ; le discours s'avance serré, nourri, substantiel, en cette belle ordonnance et cette langue élégante qui, soutenant et, en quelque sorte charmant l'attention, permet à l'orateur ce que d'autres ne tenteraient pas sans appréhension, — et par exemple de dire tout ce qui peut être dit de l'Université de Strasbourg, son passé, son présent, son avenir, l'esprit de son institution, l'histoire de son développement, le tableau de son activité au XVIIIe siècle, l'exposé de ses vœux lorsque fut réorganisé l'enseignement public, — y compris ce curieux document inédit où Strasbourg, en l'an V de la République, réclamait

ce groupement d'écoles en Université que réalisera seulement, cent ans après, la Troisième République, — la chronique des Facultés où l'on vit, au XIXe siècle, professer tant de grands maîtres, et, dans les dernières années, Paul Janet, Pasteur et Fustel de Coulanges. Le Président a célébré, avec faits à l'appui, la fidélité des étudiants alsaciens se révoltant contre les assertions provocatrices des professeurs allemands et, tous les ans, « renouvelant la protestation muette de l'Alsace opprimée en défilant, chapeau bas, devant la statue de Kléber ; » il a montré que l'Université allemande de Strasbourg avait été moins un temple de science qu'une forteresse du pangermanisme, une machine à broyer les âmes ; celle dont nous saluions aujourd'hui la renaissance serait, tout au contraire, « à la frontière de l'Est, le phare intellectuel de la France, dressé sur la rive où vient expirer le flot germanique comme autrefois cette enceinte celtique qui couronnait la montagne de Sainte-Odile et dont les gardiens surveillaient à l'horizon les mouvements du monde barbare. »

Notre Président n'est jamais plus à l'aise qu'en ces Marches de l'Est. Il en a manifestement l'esprit, le cœur et je dirai la moelle. On le sent ici dans l'atmosphère où sa race s'est formée. Il en exprime le sentiment avec une sorte d'âpreté aujourd'hui traversée d'allégresse : le début de son discours a saisi les auditeurs comme le cri de joie presque sauvage des Marches définitivement délivrées à Versailles. Cette joie immense que j'ai vue se peindre sur ses traits, lorsqu'en décembre 1918 il entrait dans Metz, dans Strasbourg, dans Colmar, dans Mulhouse, a derechef reparu sur sa physionomie à l'ordinaire plus fermée. Et parce que ces populations de l'Est reconnaissent en lui leur homme, ce grand Lorrain est ici le porte-parole le plus populaire de la France libératrice devant la France libérée.

Il fallait que la cérémonie universitaire se terminât par une fête de la rue. Tout Strasbourg s'était massé en foule compacte devant l'Université, sur la place de la République et dans toutes les avenues. La fête que Strasbourg aime et aimera toujours par-dessus toutes les autres, le régal favori, le banquet où il se rue, c'est le défilé des troupes libératrices.

Sous le ciel pâle, — moins brillant que celui qui, le 22 no-

vembre 1918, répandait sur les troupes de Gouraud un soleil d'apothéose, — le général Humbert s'avance vers l'Université à la tête de la garnison. Humbert, c'est encore un de ces grands chefs vainqueurs qui sont ici l'objet d'un culte attendri : car hier Gouraud ne quittait Strasbourg qu'au milieu d'un concert d'enthousiastes amitiés et de regrets éclatants. *Uno avulso, non deficit alter aureus :* Strasbourg a vu un autre héros de la Grande Guerre apparaître ici et l'acclame. Un large salut de l'épée au perron. Là, autour du Président, des ministres, des maréchaux, la masse des toges multicolores, des habits de l'Institut, des étudiants à bérets, des bannières d'universités : le spectacle pour la rue est admirable. L'armée rentrée salue la science rentrée.

Ce ne sont plus les soldats que j'ai vus l'an passé, défilant le casque encore bossué et les vêtements usés par cent combats; mais pour ceux qui, pour la première fois, — et ils sont nombreux, — voient des troupes françaises s'avancer de la ci-devant « place de l'Empereur » vers la ci-devant « Université Empereur-Guillaume, » l'émotion est celle qui, le 22 novembre 1918, mouillait nos yeux et faisait éclater nos cœurs. Comme sur le passage des maréchaux, les toques se levaient devant les soldats bleus avec une sorte de respect cordial. Une immense fraternité unissait les cœurs, du perron où trônaient les professeurs au pavé que foulaient allègrement les derniers *bleuets* de la Grande Guerre. Et une fois de plus s'affirme le caractère de la journée. Tout à l'heure Millerand le dégagera en son style ferme et sans ambages : « En choisissant cet anniversaire pour la reprise solennelle de ses travaux, l'Université de Strasbourg n'a pas entendu seulement manifester sa reconnaissance aux artisans de sa libération dont je salue dans les maréchaux de France les représentants glorieux. Elle a voulu, dans ce pays que le militarisme prussien a, quarante-huit ans, opprimé, à quelques lieues de Saverne, signifier *la nécessité de l'accord entre les hommes de la pensée dont l'existence est consacrée au culte de la vérité et les hommes d'action qui ont voué leur vie à la défense de la patrie...* » Et dans un rapprochement que saluaient les applaudissements des convives du banquet, il ajoutait : « La Cité dont les statues de Gutenberg et de Kléber ornent les deux places principales n'était-elle pas toute désignée pour faire entendre cette leçon ? »

Il m'avait bien paru reconnaître le matin, sous une toge jaune, M. Bergeret, maître de conférences à la Faculté des lettres, ce fameux Bergeret dont la jeunesse de 1900 goûtait tant les propos doucement dissolvants. Je le retrouvai au banquet; il me confia que, soudain inspiré par quelque « démon » intérieur, il avait sollicité, — encore que cela comportât quelques sacrifices, — l'honneur d'être envoyé de la Sorbonne à Strasbourg. Il y avait rencontré le brave général Cartier de Chalmot, qui maintenant commandait, tout près de là, un corps d'armée et était allé le saluer avec infiniment de déférence. Nous causâmes de la journée. « Ce qui m'étonne le plus ici, dit-il, c'est de m'y voir. » Il admirait en effet sa propre présence qui condamnait des idées qu'il avait, — il y a vingt ans, — crues très larges et qui s'étaient avérées très courtes : « Parlons bref, me dit-il; nous étions de purs extravagants. Je déplorais devant le commandeur Aspertini que, Mac Mahon ayant été battu à Sedan, le manuel de philologie de mon confrère Raynouard fût banni des écoles d'Oxford, mais je n'en tirais pas la conclusion logique ; or, je viens d'apprendre, précisément par un des maîtres de cette Université, qu'une chaire de philologie française vient d'y être fondée sous le vocable de *chaire Foch*. Je comprends aujourd'hui qu'argumentant fort sainement, je ne savais point juger. C'est grâce aux « trognes armées » que j'ai eu l'honneur et la joie de revêtir cette bizarre, mais prestigieuse robe de soie jaune dans cette Alsace reconquise. J'éprouve d'ailleurs à reconnaître une erreur de jeunesse une joie de plus et, tout comme M. Terremondre que jadis je persiflais doucement, j'ai, devant les tirailleurs, crié : Vive l'armée ! Et voici que le soir au Théâtre où, pour que d'un bout à l'autre la journée commencée dans les *Gobelins* gardât un beau caractère d'élégance française, on entendait chanter la délicieuse *Manon*, j'abordai le général Cartier de Chalmot. Il me dit : « J'ai vu Bergeret : c'est un excellent esprit ; nous autres soldats, remettons avec bien de la confiance à ces messieurs le soin d'achever notre ouvrage. Ils monteront aussi sûrement que nous et avec nous, de l'Université de Strasbourg, la garde sur le Rhin. »

Louis Madelin.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN
DE
RABINDRANATH TAGORE

THE HOME AND THE WORLD, par Sir RABINDRANATH TAGORE (1).

On sait que depuis quelque temps le grand poète hindou Rabindranath Tagore paraît en train de prendre dans la pensée contemporaine une place analogue à celle qu'occupait naguère le comte Léon Tolstoï. Le public devient attentif à cette voix de l'Orient. Si aucun des drames ou des contes de Tagore n'a obtenu encore dans les pays européens la renommée de la *Puissance des ténèbres* ou de la *Sonate à Kreutzer*, c'est pourtant la position de l'illustre écrivain russe que rappelle aujourd'hui la sienne : celle d'un chef religieux, d'un directeur de conscience, plutôt encore que celle d'un artiste ou d'un poète. Avec cette différence que le prophète d'Yasnaïa-Poliana avait pris l'habitude de vivre dans sa retraite, qui était devenue un lieu de pèlerinage où il donnait audience à tout ce que la terre lui envoyait quotidiennement de fidèles et de dévots ; tandis que le sage hindou, non content d'enseigner dans son école ou son « Asram » de Shanti Nikitan, non loin de Bolpour, véritable séminaire de la doctrine nouvelle, s'est fait aussi l'apôtre et le missionnaire de

(1) 1 vol. in-8°, Macmillan, Londres, 1919.

ses idées, qu'il est allé prêcher dans les Indes tout entières, ainsi qu'en Angleterre, en Amérique et au Japon. Aux approches de la soixantaine, le vieux maître déploie une jeunesse et une activité nouvelles pour faire entendre au monde, qui l'avait oubliée, la parole de l'Asie. On a vu à Tokio, à New-York et à Londres la bure voyageuse et la barbe grisonnante du majestueux *maharishi*, ses belles boucles séparées sur le front par une raie et cette expression d'amour qui lui donne, dit-on, la ressemblance du Christ, si bien que plusieurs, dans un pays qui n'a pas cessé de croire aux existences successives, le prennent, assure son biographe M. Ernest Rhys, pour une réincarnation de Jésus.

On comprendra donc après cela qu'un livre de Tagore ait paru mériter un moment d'attention. A la vérité, je doute un peu que ce roman, le *Monde et la maison*, qui est aussi bien le premier qu'on signale de lui, retrouve chez nous le succès quasi vertigineux qui vient de l'accueillir dans son pays d'origine, où l'on dit que le livre s'est vendu à un nombre tout à fait fabuleux d'éditions, qui se chiffrait en quelques mois par millions d'exemplaires. Ce petit volume a des chances de nous toucher beaucoup moins. Non pas que l'intérêt n'en soit vif, même pour nous. De moins en moins ce qui est humain peut nous demeurer étranger. Tous ces nationalismes qui s'agitent à la surface de la terre, aux Indes, en Egypte, en Chine, au Japon, sont des choses auxquelles nul témoin n'a le droit de rester indifférent. Nul ne sait de quelle manière ces forces inconnues transformeront le monde. Et c'est précisément le sujet du nouveau livre de Tagore. Son roman est une suite ou une illustration de son précédent recueil de discours sur le *Nationalisme*, et en particulier du dernier de ces discours, sur le nationalisme hindou. L'auteur s'est borné à en mettre les idées en action. De sorte que son livre, en même temps qu'une délicate et émouvante histoire, est surtout une leçon à l'adresse de son peuple et une manière d'épître ou de sermon aux peuples d'Occident, qu'égare le vertige du nationalisme.

Et tout cela, on le voit, ne laisse pas d'être en soi fort curieux et fort instructif. Cette vie et cette âme hindoues d'aujourd'hui, que nous ne soupçonnions guère que par l'auteur de *Kim* et du *Livre de la Jungle*, il valait bien la peine de les connaître par un témoignage plus intime. Et tout ce que Tagore nous laisse entrevoir de ce sujet constitue, en effet, pour nous la part

la meilleure de son œuvre. Malheureusement le roman de mœurs n'y laisse que trop souvent la place au roman à thèse; la discussion des idées empiète à chaque page sur les faits et la vie. Il semble d'ailleurs que l'écrivain, habitué à un genre de compositions resserrées, ait eu quelque peine à remplir le cadre d'un roman. L'admirable conteur de ces pathétiques nouvelles, la *Victoire*, les *Pierres qui mangent* et *Monseigneur l'enfant*, paraît avoir perdu sa maîtrise ordinaire dans un ouvrage plus étendu. Ajoutez que l'auteur, sans qu'on sache pourquoi, a pris le parti assez étrange de confier le récit tour à tour à ses trois personnages, et de supposer que chacun d'eux, bien que vivant sous le même toit, rédige de son côté son journal; de sorte que l'histoire, qui serait en bon français celle du mari, de la femme et de l'amant, se continue de l'un à l'autre, selon qu'il plaît à Tagore de nous montrer la « copie » de son Nikhil, de son Sandip ou de sa Bimala.

Avec tout cela, on ne peut nier que l'histoire prise en elle-même a de quoi nous charmer. Nous sommes au Bengale, dans la maison d'un des seigneurs ou rajahs du pays, un jeune prince du nom de Nikhil, et nous lisons le journal intime de sa femme Bimala. Nous y apprenons que cette jeune femme, mariée depuis neuf ans à Nikhil et presque sans fortune, quoique de caste princière, a été choisie pour épouse par la famille de son mari parce que son horoscope promettait toutes les vertus d'une bonne femme. Tous les pays se flattent d'avoir les meilleures femmes du monde. C'est sans doute que chacun fait les siennes comme il les lui faut. Tagore écrit dans ses *Souvenirs* qu'il avait cru longtemps qu'il n'existait pas sur la terre de femme plus parfaite que celle du Bengale. C'est seulement quand il vint à Londres, à l'âge de dix-huit ans, qu'il connut Mrs Scott, sa logeuse, et dut convenir qu'elle était digne d'être une femme hindoue. Il ne nous dit pas que cette personne fût particulièrement jolie, mais elle ne vivait que pour son mari. Elle ne laissait à personne le soin de s'occuper de lui. C'est elle qui, chaque soir, à l'heure où M. Scott rentrait de ses affaires, disposait devant la cheminée son fauteuil et ses pantoufles.

Tagore a toujours été fort sensible au charme et au bonheur de la tendresse féminine. Et si le culte de la femme est la mesure du raffinement d'une civilisation, l'image que Bimala nous donne du ménage de son mari témoigne d'une

culture exquise. J'ai dit qu'elle était pauvre, et de plus elle se plaint de ne pas être assez belle. Plus tard, nous apprendrons qu'elle est grande, élancée, « long jet d'eau d'une fontaine de vie, jailli du sein du Créateur; » si elle a la peau noire, « c'est qu'elle ressemble à l'éclair sombre d'une lame d'épée brunie. » On devine à ces madrigaux le langage d'un amant, et en effet, ce sera ce nouveau personnage qui lui révélera sa beauté. En attendant, la pauvre moricaude, comme l'épouse du Cantique, — « *nigra sum, sed formosa,* » — n'a d'autre idée que de faire oublier à son seigneur et maître, à force d'humilité et de soumission, toutes les imperfections dont elle a conscience. Sa première phrase est pour rappeler la petite marque rouge qu'elle voyait à sa mère, et que les femmes hindoues se peignent sur le front, en signe de leur sujétion et de la pudeur qui ne doit jamais quitter l'épouse en présence de l'époux. Elle se rappelle aussi les gestes pleins de noblesse qu'elle avait pour servir son père et placer sur la table les fruits de son repas.

Elle-même aurait besoin de remplir les mêmes devoirs d'adoration. Il y a en elle une soif de servir, une soif de dévouement. Mais elle n'a pas d'enfants, et son mari ne souffre pas d'hommages. Étrange personnage, ce Nikhil! Un moderne, ce rajah, docteur ou « maître ès arts » de l'Université de Calcutta, nourri de littérature anglaise et faisant ses délices du *Journal* d'Amiel. En même temps, il conserve le culte d'un tas de vieilleries, ne renoncerait pour rien au monde à ses vieilles plumes de roseau et à sa vieille lampe à l'huile de castor. Il habite toujours la vieille demeure de famille, avec ses successions de vérandahs et de jardins, où sa mère est entrée à l'âge de huit ans, et où sa belle-sœur, la veuve de son frère, continue à mâcher ses feuilles de bétel. Cependant il admet des photographies dans sa chambre, et il ne tolère pas que Bimala le traite autrement qu'en égale. Il ne lui permet pas d' « essuyer sa poussière : » c'est le geste qui consiste à toucher de la main les pieds de la personne qu'on révère, et à se signer ensuite en portant cette main à son front. Il s'applique à délier Bimala des liens de la *Purdah*, c'est-à dire de cet ensemble de traditions minutieuses qui règlent aux Indes la vie des femmes dans le gynécée ou le *zénana*. Il lui donne pour compagne une jeune institutrice anglaise. Il l'engage à

sortir, il l'habille à l'européenne... Ainsi imprudemment, il se plaît à l'émanciper et à lui donner des idées et des besoins qu'elle n'avait pas. Il change la notion des rapports qu'elle concevait comme nécessaires entre mari et femme et la vieille morale qui faisait de celle-ci l'humble servante du foyer. Il laisse sans emploi ses facultés de sacrifice. Elle sent qu'il lui manque quelque chose. Elle a tout ce qu'il faut pour rendre une femme heureuse, et cependant, il y a on ne sait quoi qui ne va pas. Est-ce qu'une femme heureuse a l'idée d'écrire son journal?

Alors se présente l'occasion qui doit précipiter la crise. Un certain Sandip, fameux agitateur nationaliste, organise un *meeting* sur les terres du rajah et vient prêcher aux foules ce qu'on appelle là-bas le mouvement *Swadeshi*. La jeune femme entend son discours et revient bouleversée. L'idée de la patrie pénètre avec violence dans le vide de son cœur. Désormais, Bimala a une foi dans sa vie. Un moment même, poussée par la curiosité, elle écarte le rideau qui dissimule la loge des femmes : un rayon du soleil couchant frappe en plein le visage transfiguré de l'orateur, et Bimala a le sentiment que celui-ci l'a remarquée et parle maintenant pour elle. Au retour, elle qui n'a jamais consenti à paraître aux dîners d'amis de son mari, elle supplie Nikhil d'inviter Sandip et de lui faire la grâce de le servir elle-même. Après le dîner des hommes, elle revient presque aussitôt, sans avoir pris le temps de manger, revêtue de son plus beau *sari*, un *sari* de feu ourlé d'or, avec une fleur rouge dans les cheveux : et ainsi, toute pareille à une longue flamme vivante, on la prendrait pour « le génie visible de la patrie. »

On devine bien que Sandip n'est pas longtemps sans observer les frais qu'on fait pour lui et sans concevoir qu'il en peut tirer quelque avantage. Ce type de meneur et de politicien hindou est en somme assez semblable à ses confrères d'Occident. Jeune encore, de belle figure, « avec un mélange de bassesse, » il s'anime en parlant, et sa physionomie un peu vulgaire s'illumine subitement par la passion oratoire; il se donne volontiers l'air fatal; mais sa principale faculté est ce don d'éloquence, ce tempérament de rhéteur qui lui permet de se draper toujours dans de belles phrases et de n'être jamais à court de grands mots au service de ses appétits. Il professe

bruyamment cette « morale des maîtres » et cette théorie du génie qui court les rues sous le nom de la théorie du Surhomme, et qui n'est que le masque le plus récent de l'égoïsme. Il se donne surtout pour un homme de réalités, et qui ne se laisse pas duper, comme ce niais de Nikhil, par les vaines illusions de la justice et de la pitié. « Est-ce que le volcan est juste? » Ou bien : « Nous sommes les carnassiers, les rapaces de l'univers; nous avons bec et ongles; nous sommes des chasseurs, nous tuons et nous déchirons. »

Il est assez piquant de retrouver au Bengale cette figure de Nietzschéen, et ces maximes ronflantes qui semblent empruntées aux chants de Zarathoustra. Mais on peut se demander si Tagore, pour inventer son Sandip, a eu besoin de s'inspirer du fameux « immoraliste » allemand et de son système nouveau de classement des « valeurs. » Il y a longtemps que l'orgueil a trouvé ces raisonnements. Et Sandip ne manque pas de découvrir fort à propos dans la mythologie hindoue toutes les figures dont il a besoin pour justifier ses théories. Quand on se dit que « la convoitise est le coursier des grands de la terre, comme l'éléphant Aïravat est le coursier d'Indra, » on n'a garde de se sentir un ambitieux vulgaire. Mais ce qui est moins clair, sous le luxe de ces métaphores, et ce que j'avoue ne pas arriver à saisir, c'est le point de savoir s'il y a, au total, quelque chose de sincère dans les idées patriotiques de l'orateur nationaliste, ou bien s'il ne s'en sert que comme d'un moyen de succès personnel. L'auteur laisse dans l'ombre cette question importante. Il ne nous dit rien des origines de son Sandip, de son éducation, de la formation de ses idées. Sans doute, rien n'est moins facile à préciser que le degré de conviction d'un poète ou d'un orateur. Les hommes de ce genre vont naturellement aux partis qui leur offrent de beaux thèmes; ils sont conduits par leurs talents. On aurait voulu cependant que le romancier s'expliquât davantage : à défaut de quoi son Sandip ne peut que nous sembler, avec ses airs avantageux, un assez vilain personnage, une espèce de gredin sensuel, intelligent, cynique, avec la langue bien pendue et se voyant, avec « une nature et des goûts de nabab, » réduit à la condition humiliante de voyager en troisième classe.

Quoi qu'il en soit, son plan de campagne est bientôt fait. Reçu dans le palais du rajah et voyant l'impression qu'il fait

sur la femme de celui-ci, il décide de rester dans la maison et d'entreprendre la conquête de la maîtresse du logis. Il se dit, comme Julien Sorel devant Mme de Rênal : « Je suis un lâche si je ne l'ai pas. » On s'étonne un peu que cette Bimala si distinguée ne soit pas rebutée tout de suite par ce qu'il y a de grossier dans les manières du tribun; c'est elle qui nous avoue qu'avant de le voir elle avait pour lui de l'antipathie. Sur sa photographie, elle lui trouvait l'air commun. Mais elle n'avait pas éprouvé la magie de sa voix. Elle le voit désormais dans sa gloire d'homme public, au milieu des ovations et de l'apothéose. D'ailleurs, le rusé compère, comme les êtres de cette espèce, est aussi un charmeur; il est habitué aux succès de femmes, et il sait que les femmes n'aiment rien tant que la force. Ce qu'il adore en elles, c'est de pas être, comme les hommes, des êtres de convention; c'est d'être restées des créatures d'instinct et de désir. Et là-dessus, comment résister aux galanteries dont le grand homme enivre Bimala? Le pays a besoin des femmes; si les femmes s'en mêlent, la partie est gagnée. Bien mieux! Est-ce que Sandip lui-même, en apercevant la jeune femme, n'a pas cru voir en elle l'image de la patrie? Est-ce que la beauté de Bimala ne lui a pas fait mieux comprendre la beauté même de l'Inde? « Quand je vous vois, s'écrie-t-il dans une improvisation fougueuse, je vois mieux que ma patrie est belle. Dans la patrie, je vous contemple sous votre aspect universel. Le Gange et le Brahmapoutre sont la double chaîne d'or qui entoure votre cou; les nappes des bois qui ombragent les bords sombres des eaux, sont l'ombre de vos cils sur l'éclat de vos regards; le chatoiement de votre *sari* est le jeu de l'ombre et de la lumière dans les vagues des blés mûrs; et le rayonnement torride de l'été, quand le ciel pèse sur l'horizon comme un lion couché dans le desert, la langue hors de la gueule, n'est que votre cruelle splendeur. »

La jeune femme est évidemment touchée de ce compliment : on ne lui en avait jamais tant dit. Si elle voulait, elle deviendrait la muse du tribun. L'orateur trouverait en elle les forces nécessaires pour son œuvre. Il ne tiendrait qu'à elle d'être davantage encore, et de représenter aux foules la figure même de la « Cause, » d'être le « Shakti » de la Patrie. Le Shakti, dans le langage hindou, c'est le terme qui correspond à ce que chez nous M. Bergson appelle l'énergie intime, le principe ou l'élan

vital. On conçoit qu'il est très flatteur pour une jeune femme de se voir ainsi divinisée. Le plaisir de jouer un rôle tourne la tête à cette petite Bovary du Bengale. Elle prend très au sérieux cette tâche nouvelle, sans même comprendre tout de suite le mal qu'elle fait à son mari. Il faut croire qu'il y a partout un attrait étrange pour les femmes dans ce rôle d'Égéries.

Mais ce n'est pas là le compte de Sandip, qui, en fait d'amour, ne tient qu'au positif. En attendant, il fait le siège en règle de la jeune femme et chaque jour, sous le prétexte de parler de la « Cause, » il l'envoûte un peu davantage, lui fait lire de ces livres consacrés aux problèmes sexuels, qui sont une des branches importantes de la littérature anglaise, lui montre des photographies « artistiques, » faites d'après des tableaux de la *Royal Academy*, enfin il recourt à tous les moyens possibles de la troubler et de lui faire croire qu'il n'y a rien de plus « moderne » que le respect de la passion. Bref, nous reconnaissons, dans les discours du don Juan hindou, — peut-être avec un faste plus « oriental » de grandiloquence, — à peu près tous les arguments du théâtre contemporain sur le droit au bonheur. La tactique du tentateur n'est pas bien variée; ses moyens sont toujours les mêmes, et puisqu'ils sont si bons, il aurait bien tort d'en changer. « Le fruit tient à la branche, mais le droit de la branche n'est pas indéfini. Le fruit ne peut pas jurer une fidélité éternelle à sa tige. » Et voilà démontrée la « morale » de la chute.

Ce qui est singulier dans tout cela, c'est le personnage du mari. Il n'est pas très loin, dans le fond, de penser comme sa femme et comme son rival. Ce pauvre homme, que l'auteur entend nous donner pour un saint, est tellement respectueux de la liberté de sa femme, qu'il ne se reconnait pas le droit de rien faire pour retenir celle-ci. Il appartient, comme d'autres maris de notre connaissance, à l'espèce des maris philosophes; il est vrai que sa philosophie ne l'empêche pas de souffrir; mais qu'il ne lui vienne pas l'idée de se défendre et, par exemple, de mettre le galant à la porte, c'est un exemple de patience qui passe un peu ce qui serait compris en Occident. On conçoit que Bimala le prenne pour un simple imbécile et qu'elle ne s'explique pas ce que sa conduite, aux yeux de l'auteur, offre de sublime et d'héroïque. Nikhil pratique la doctrine de la non-résistance au mal. Avec plus de poésie et plus de métaphysique, il nous

rappelle le fameux personnage de Karénine : et rien ne nous montre mieux ce qu'il y a d'oriental dans le christianisme de Tolstoï. Tagore veut nous présenter une âme qui arrive au pur détachement, qui se dépouille de l'amour comme d'un dernier égoïsme et se sert de l'épreuve comme d'un moyen d'immolation et de perfectionnement.

Il est fort heureux pour Nikhil que sa femme, malgré tout, conserve un instinct de propreté qui l'empêche, contre toute attente, d'aller jusqu'au bout de sa faute, et que Sandip lui-même ne soit pas tout à fait l'homme fort qu'il se flatte d'être. Cet homme de proie n'est au fond, lui aussi, qu'un héros de carton, un cabotin sonore : dans ses heures de franchise, il se plaint de son manque de volonté. Il y a toujours, autour de ces âmes hindoues, une espèce de brouillard, une buée du Gange, un voile de mirages. Ces vapeurs peuvent prendre des formes gigantesques et terribles, elles ne cachent toujours que la même mollesse et la même impuissance d'agir. Sandip et Nikhil, ces deux ennemis, sont deux frères, fils d'une race que dévore le rêve. Et c'est pourquoi le crime de Bimala ne se consomme pas.

Mais ce petit drame domestique ne forme qu'une partie du roman. Le reste est rempli par l'histoire du mouvement nationaliste. On a vu que l'agitateur s'était arrêté chez Nikhil pour faire de sa maison le quartier général de son apostolat dans le gouvernement du rajah. De ce moment, les actes de violence se succèdent. Il s'agit de faire la guerre aux articles étrangers ; le mouvement national commence en mouvement économique. Le tribun fait jurer au peuple de boycotter le sel, le sucre, les laines d'importation ; on n'achètera plus que les produits de l'industrie indigène. Bimala, prise d'un beau zèle, commence par un auto-da-fé de sa garde-robe européenne. Plus de laines de Birmingham ! Plus de tissus écossais ! Comme toujours, le parti de l'indépendance n'a rien de plus pressé que d'opprimer les autres ; les brimades, les rixes se multiplient. A la foire du pays, qui est l'époque annuelle des rencontres et des échanges, des bandes d'énergumènes braillant l'hymne national dispersent les étalages ennemis, mettent le feu aux magasins, jettent les cargaisons à la rivière.

Tant pis pour le public, qui n'aura plus que des cotonnades et qui paiera le coton plus cher ! On sait que les révolutions ne

sont pas amies de la liberté. Il y a dans tout tribun de la graine de tyran. Sandip trouve fort naturel de ruiner un tas de pauvres gens; on pille, on incendie; le héros national s'amuse à jouer au terroriste : tout va le mieux du monde. L'Idée, soutenue par la canaille, fait des pas de géant. Mais il se produit çà et là des accidents, des gaffes. Il arrive que la foule a coulé le bateau d'un marchand considérable; cet homme a des appuis sérieux; il ne demanderait pas mieux que de retirer sa plainte, s'il rentrait dans ses frais. On pourrait même, en y mettant le prix, le gagner à la Cause. Au fond, le mouvement national est une affaire d'argent. Mais il faudrait l'argent tout de suite : cinq ou six mille roupies, une misère... Bimala les prend dans le coffre-fort de son mari. Voleuse domestique! Voilà pourtant où elle en vient par suggestion, hypnose. A ce coup, elle se réveille, comme une somnambule qu'on tire de son accès; un sursaut de dégoût la rend à elle-même. Sandip lui fait maintenant horreur. Mais les conséquences de la faute ne peuvent plus être arrêtées. Le drame se précipite. Les excès des nationalistes ont provoqué une réaction de la population musulmane. Une émeute éclate dans la ville. Le tribun prend la fuite, et le rajah, le sage, le héros selon le cœur de Tagore, monte à cheval, se jette entre les belligérants et se fait tuer en cherchant à ramener la paix.

Telle est la petite anecdote qu'a imaginée le poète hindou pour dessiller les yeux de ses compatriotes et les détourner de la voie mauvaise. Il est clair, à l'entendre, que l'idée de nation est la cause de tout le mal : à peine introduite dans une maison, elle la désole et la ruine; dans le peuple, elle réveille les mauvaises passions; l'appétit du lucre et l'instinct de la domination se débrident; les sentiments envieux et injustes se déchaînent. On arrive au désordre et à l'assassinat. L'idée de patrie, selon l'auteur, n'est au fond que la forme la plus spécieuse de l'égoïsme, l'aspect le plus redoutable de la volonté de puissance et de l'orgueil de la vie. Elle n'est que la religion de la Force. Dès qu'elle se montre, éclatent les violences et les crimes. Malheur aux nations qui subissent son ivresse! L'Europe n'est-elle pas en train d'expier sa folie? L'antique Asie à son tour suivra-t-elle le même exemple ? Se laissera-t-elle gagner à cette « épidémie de péché qui lui arrive de l'étranger? » Fera-t-elle le marché qui consiste à « mettre la patrie à la place de

la conscience, » à « vendre son âme pour des objets politiques, » à faire de la nation « une idole et un fétiche ? » Ou restera-t-elle fidèle à sa vocation de mère des religions et des philosophies ? Les grandeurs de chair passent et les empires croulent. L'Asie est l'aînée de l'Europe et n'a que faire des conseils de sa cadette, de ses poisons et de ses alcools. Elle a eu autrefois ses âges de splendeur, et elle peut patiemment en attendre le retour. Qu'est-ce qu'un sommeil de deux mille ans dans le cours indéfini de la conscience humaine? Peut-être assistons-nous, dans les convulsions de notre siècle, au crépuscule de l'Europe ; quel ne sera pas alors le rôle de l'Orient, berceau de la pensée humaine, à condition de ne pas trahir sa mission immortelle, qui est d'enseigner au monde le renoncement et la tendresse ? Que reste-t-il, au bout de peu d'années, des royaumes de la terre ? Le grand vainqueur du monde, ce n'est pas Alexandre, c'est Çakia-Mouni.

On reconnait là des idées qui nous sont familières, des leçons de spiritualisme qui sont le fonds commun de la pensée mystique. Cet idéal de paix et de bonheur intime, produit de l'amour de Dieu et de l'amour d'autrui, n'ont rien de nouveau pour des oreilles chrétiennes. Nous connaissons la voix qui a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde, » et qui a dit encore à la sœur de Marie : « Marthe, Marthe, pourquoi te tourmenter de tant de choses? Une seule est nécessaire. Marie a pris la meilleure part, elle ne lui sera point ôtée. » Depuis des siècles, il y a chez les hommes d'Occident une race éternelle qu'attire la vie contemplative.

Périodiquement, on ne sait quel atavisme lointain nous remémore la magie de l'âme orientale : un souffle de détente, le dégoût de l'énergie, l'assoupissement des passions, l'extinction du désir. N'est-ce pas la raison de la vogue de Tolstoï? Et même, en plein essor de l'impérialisme allemand, la dernière pensée du musicien de *Parsifal* se tournait, on le sait, vers une démission complète et une abdication de la volonté, vers un idéal de délivrance et d'anéantissement qui devait faire le sujet de son opéra des *Brahmanes*.

Il est vrai. Il est vrai aussi que ces idées, dans le monde présent, semblent peu populaires. Tagore a eu le courage d'annoncer son « message » au Japon. On ne voit pas qu'il y ait eu grand succès. Sera-il mieux écouté aux Indes ? L'avenir le

dira. Mais le prophète ne se trompe-t-il pas en voyant dans le nationalisme qui s'éveille en Orient, une importation étrangère? Ne se trompe-t-il pas plus encore en ne voyant dans l'idée de patrie qu'une puissance malfaisante? Il serait facile de lui montrer le contraire. Dans les pays européens, la forme nationale a été la condition essentielle du progrès; elle s'est trouvée être le cadre naturel de l'existence. Peut-être l'inintelligence de Tagore à cet égard provient-elle en effet d'une infirmité de sa race et d'une impuissance politique qui a toujours empêché l'Inde de développer en ce genre un ordre original. Il y a dans ce pays une sorte d'ablation des organes pratiques, une incapacité radicale de l'action, qui est sans doute la rançon de ses facultés spéculatives. C'est le résumé de son histoire, qui n'est que celle des conquêtes successives qu'il a subies; c'est celui du roman de Tagore, dont tous les personnages semblent ne vivre que par le cerveau, et être tous incapables d'aller jusqu'au bout de l'action. Le monde réel leur échappe : toujours il se perd pour eux dans les « brumes du Gange. » Jamais ces âmes-là ne sont tout-à-fait adultes; elles n'ont pas atteint l'âge de la majorité. Elles sont brouillées de naissance avec l'idée de l'État. Elles sont étrangères à toute notion d'activité et d'organisation. Il leur reste le domaine du rêve. Et le livre de Tagore lui-même, avec son tour confidentiel et sa faiblesse dramatique, semble une preuve nouvelle de cette inaptitude physique. Ce qui en reste dans la mémoire, ce sont de belles images. Pourquoi l'auteur se mêle-t-il d'agir et de prêcher, alors qu'il pouvait se contenter de la gloire d'être un grand poète ? Pourquoi a-t-il cessé, pour entrer dans les conflits du monde, de nous donner ces divines berceuses du *Croissant de lune* et du *Gitanjali* qui contenaient quelques-unes des plus sereines méditations que l'on ait jamais faites sur la vie et la mort, et des images les plus charmantes que l'homme ait inventées pour se consoler de sa misère et s'en distraire par la beauté ?

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

LES ROMANS DE M. ÉDOUARD ESTAUNIÉ (1).

M. Édouard Estaunié est un romancier qui ne se dépêche pas. Il a mis une trentaine d'années à écrire neuf romans. Ajoutons un recueil d' « impressions de Hollande, » *Petits maîtres :* voilà, quant à présent, toute son œuvre d'écrivain. Par ailleurs, il est homme de science et administrateur. Sans doute, la science et l'administration lui ont-elles pris beaucoup de temps. Mais je ne crois pas qu'il ait souhaité de donner plus de livres et de les donner plus vite. Son œuvre se développe avec la lenteur et la noble gravité d'une méditation digne d'occuper toute une existence ; à chacune de ses étapes, on remarque et l'on admire une acquisition de pensée. Cette œuvre courte et sans fatras, riche de sentiments et d'idées, est toujours en chemin, toujours en quête, et ne baguenaude pas, ne se laisse pas divertir. Elle a de l'activité, de la ferveur et de la méthode.

En 1891, quand préludait M. Édouard Estaunié, le réalisme régnait encore. Mais il régnait depuis longtemps et l'on était un peu las de lui. Surtout, on était las de ses vieilles audaces et de son romantisme suranné. L'on cherchait une autre sorte de réalisme, plus vrai et qui se contentât de peindre, comme l'inscrivait Maupassant à la première page d'*Une vie*, « l'humble vérité. » M. Estaunié publia *Un simple*, roman d'un jeune garçon qui s'aperçoit que sa mère n'est pas digne de sa tendresse déférente et qui se tue. L'année suivante, il publia « *Bonne Dame* » ou l'histoire d'une mère qui, de sa fille bien-aimée, ne reçoit pas sa récompense de tendresse.

(1) *L'Ascension de M. Baslèvre* (librairie Perrin). Du même auteur, à la même librairie : *Un simple*, « *Bonne dame*, » *L'Empreinte*, *Le Ferment*, *L'Epave*, *La vie secrète*, *Les choses voient*, *Solitudes* ; et un recueil d' « impressions de Hollande, » *Petits maîtres*.

Dans les deux romans, la péripétie est extrêmement peu compliquée. Il n'y a guère d'incidents que médiocres et vulgaires : ce n'est pas là ce qui intéresse le lecteur, mais la souffrance des personnages qu'il a fallu qui fussent très charmants pour gagner notre amitié plutôt que notre curiosité. L'auteur a su nous attacher à eux : lorsque le petit Deschantres va passer son baccalauréat, nous redoutons vivement son échec ; et nous accompagnons avec chagrin la bonne Dame qui, ayant tout donné à sa fille ingrate, se retire dans un asile de vieillards. Cependant, nous n'évitons pas de nous apercevoir que la peinture de la vie terne et ennuyeuse, même délicatement faite, ennuie un peu. L'auteur aussi s'en est aperçu. La seconde partie d'*Un simple* n'est pas simple comme la première : le drame caché se déclare et aboutit à des scènes violentes ; un suicide est le dénouement. Peut-être M. Estaunié n'approuvait-il plus ce dénouement dès l'année suivante : sa bonne Dame finit mieux que son petit Deschantres et le roman garde jusqu'à la fin la même couleur grise ou, du moins, tâche de la garder. Quelquefois, l'auteur a manqué de très subtile habileté. Au moment où la bonne Dame, ayant marié sa fille, devient jalouse de son gendre et jalouse de l'autre belle-mère, elle crie beaucoup trop fort. C'est difficile de peindre gris sur gris : l'auteur a mis du noir et, par endroits, du rouge un peu désagréable, dans ces deux livres de ses débuts et qui ont pourtant de jolies qualités, une intention plus exquise que la réussite.

Il semble que M. Estaunié ne fût satisfait ni d'*Un simple* ni de *Bonne Dame*, et qu'il ne voulût pas continuer ainsi. Après « *Bonne Dame*, » il ne publiera de roman que quatre ans plus tard, et un roman bien différent, *L'Empreinte*. Dans l'intervalle, il est allé prendre conseil de ces réalistes parfaits, et amusants, les peintres hollandais. Le petit volume qu'il a consacré à Brauwer, à Terburg, à Gérard Dow, à Pieter de Hooch, à Van der Meer, est délicieux d'intelligence et de sensibilité ; puis on y voit comment un romancier peut consulter les peintres sur un art qui est le leur et qui est le sien, l'art d'interpréter la réalité. Il ne suffit pas de la copier ; il ne convient pas de l'embellir au moyen de faux ornements : il faut découvrir et montrer l'âme qui est en elle.

Et, tandis que M. Estaunié regardait avec soin les petits maîtres de Hollande, il inventait pour son usage plusieurs des idées qu'il n'était pas encore tout prêt à utiliser, mais qui plus tard, et des années plus tard, lui revenant à l'esprit, seront la substance nouvelle de ses romans.

Il y a, au musée de La Haye, le portrait de Terburg; un visage long, le nez droit, la bouche grande et sans lèvres, le menton fort et d'une seule pièce, la physionomie glaciale : un puritain. « Profil et maintien de prédicant, silhouette raidie et prétentieuse d'homme de robe... Point de gaieté ni de charme... La bouche ne parle pas. Le regard n'interroge pas. Le personnage pourrait être un reclus de Port-Royal, un pasteur Gomariste, ou un conseiller au Parlement : c'est Terburg! Et voici que devant ce portrait, je me rappelle, stupéfait, l'œuvre délicieuse du peintre, toute en attraits mystérieux, en grâces déjà minaudières. » L'œuvre ne ressemble pas au peintre et lui ressemble si peu qu'on vient à se demander si le portrait de La Haye ne trahit pas le modèle. Mais voilà résoudre la difficulté trop aisément. Nous avons ce témoignage et croyons que tels furent le visage austère et le maintien très guindé de ce Terburg. Alors ? « La Hollande intolérante et puritaine, qui était la Hollande de son temps, a pu jeter sur son épaule le manteau noir qui l'assombrit. Quoi qu'on veuille, son âme n'est point là. » Où est son âme ? Dans son œuvre. Ainsi Terburg, tel que l'ont vu et l'ont connu ses contemporains, ses camarades et peut-être ses amis, ne ressemblait point à son œuvre, laquelle dut ressembler à son âme. Les gens ne ressemblent point à leurs âmes; et leur vie apparente n'est point l'image de leur vie intime et profonde. Cette remarque est un avertissement précieux pour le romancier réaliste : s'il l'a bien entendue, il se méfiera des apparences. Et, une quinzaine d'années après la publication des *Petits maîtres*, où elle est notée d'abord, elle animera toute la philosophie du livre le plus singulier de M. Estaunié, le roman de *La vie secrète*.

En regardant les réalistes hollandais, l'auteur des *Petits maîtres* s'est aperçu de l'impossibilité où l'on est de comprendre et de juger un tableau par les seuls procédés de la science. Or, à cette époque, il y a une trentaine d'années, on crut que la science offrait la clef, le passe-partout, de la critique. Émile Hennequin venait de publier sa théorie de la *Critique scientifique* et deux essais d'application, sur les « écrivains francisés » qui étaient à la mode, les Russes principalement, et sur « quelques écrivains français, » Victor Hugo, Gustave Flaubert, Zola, les Goncourt, Huysmans et d'autres. « Non, la critique n'est pas et ne peut être une science, » répond M. Estaunié, qui est un homme de science, qui restera un homme de science et qui seulement ne veut pas embrouiller toutes choses. L'œuvre d'art ne relève pas de la science. Et, comme on a vu l'auteur des *Petits maîtres* considérer que l'œuvre d'art et l'âme de l'artiste sont toutes proches

et ressemblantes, c'est la connaissance de l'âme ainsi que l'interprétation de l'œuvre que M. Estaunié retire à la science ou à l'esprit de géométrie pour la donner à l'esprit de finesse. Les romanciers réalistes comptaient sur la science, avaient confiance de lui emprunter leurs méthodes, qu'à tout hasard ils appelaient méthodes expérimentales, et enfin se vantaient de collaborer à une enquête scientifique sur l'homme et les sociétés humaines. L'auteur des *Petits maîtres* est désormais averti de renoncer à de si imprudentes prétentions.

Quand il retourne au roman bientôt, *L'Empreinte* et *Le Ferment* révèlent un écrivain que ses deux premiers romans n'avaient point annoncé. Ni *Un simple* ni « *Bonne dame* » ne sont écrits à la perfection; le style a de la gaucherie, de la négligence : et l'on dirait qu'auprès de Terburg, de Brauwer et de Van der Meer, qui savaient si bien leur métier, M. Estaunié s'est avisé d'apprendre le sien, d'en avoir l'amour et le souci religieux. Soudainement, le voici maître de ses mots et de sa phrase. Le voici peintre à son tour, peintre des gens et des objets, peintre de l'atmosphère, peintre de l'âme que dégage l'authentique réalité. Le roman de *L'Empreinte* est célèbre. On se souvient du collège Saint-Louis de Gonzague et de ce jeune homme alarmé que charment la discipline et l'extase, que tente la vie émancipée et que ramène à Dieu l'enchantement des messes matinales, ce Léonard Clan, docile et révolté, curieux d'une liberté dont il ne sait plus rien faire : Stendhal l'aurait aimé.

L'Empreinte a fait grand plaisir à divers penseurs véhéments qui ont vu, dans ce beau livre, une condamnation des Jésuites et de l'enseignement clérical. C'est rabaisser un beau livre au niveau de la piètre polémique. Léonard Clan, formé par d'autres pédagogues, savez-vous ce qu'il devenait? Et, les autres élèves du collège Saint-Louis de Gonzague, voyez ce qu'ils sont devenus. De pauvres êtres incapables d'organiser leur vie normale dans le monde ? Pas du tout! Léonard, au collège, avait un ami très cher, qui s'appelait Lanie. Quelques années plus tard, il le rencontre et d'abord ne le reconnaît pas. Lanie raconte à Léonard qu'un de ses enfants a la rougeole et qu'afin de ne pas répandre la contagion, sa maison se tient en quarantaine : il est notaire dans une petite ville du Nivernais ; il est « affairé, honoré, bedonnant, rustaud ; ses pensées sont épaisses, son accent traîne ; » un bon notaire de petite ville. Et sans doute l'on ne conclura pas que l'enseignement des Jésuites n'est destiné qu'à former des notaires bedonnants et rustauds, dont les fils ont la rougeole : on ne

conclura pas davantage que l'enseignement des Jésuites forme des rêveurs découragés et malheureux.

Si l'on voulait absolument trouver, dans le roman de *L'Empreinte*, la condamnation de l'enseignement clérical, et si l'on était sincère, il faudrait considérer *Le Ferment* comme la condamnation de l'enseignement laïque. Les héros du *Ferment*, sortis des lycées et des grandes écoles, sont des anarchistes satisfaits ou mécontents selon que leurs convoitises forcenées ont eu de la chance ou non. Gradoine, qui n'a pas réussi, se fâche, au nom de la justice. Julien, qui a réussi, serait plus volontiers conservateur, comme on l'est aussitôt que l'on a quelque chose à conserver. Mais l'étrange conservateur, en qui subsistent les fureurs de ses commencements : « Regarde-moi ! dit-il à ce Gradoine. Ai-je l'air d'un homme qui oublie ou qui pardonne? Comme toi, je fus leurré de promesses; comme toi, j'ai connu tous les désirs, toutes les ambitions, tous les appétits ! Et rien pour les satisfaire ! une science vaine, pas un rêve, pas une de ces idées qui aident à vivre et pour lesquelles on meurt !... D'autres croient à Dieu, à l'au-delà : Dieu est inconnu, l'au-delà est une sottise, on me l'a démontré, je le sais. J'avais une famille, une maison : j'ai dû livrer la maison à de plus paysans que moi, renier ma famille pour avoir appris à la trouver vulgaire. Du moins, après m'avoir fait ainsi, la société devait m'aider et rester neutre. Tant que j'ai obéi à ses règles, elle m'a laissé pauvre; le jour où, sautant les barrières, j'ai changé de chemin, c'est elle encore qui s'opposait à mon passage. Ah ! je la hais, autant que toi et mieux. Notre haine est pareille ; nous ne différons que de méthode ! » Gradoine accuse l'autorité de fraude, la justice de corruption, la religion de mensonge : « Autorité, justice, religion, moi j'achèterai tout ! » répond Julien. Et il ajoute : « Le seul anarchiste, le seul qui agisse vraiment, c'est moi, le lanceur d'affaires, le trafiquant d'argent, le parvenu et le jouisseur ! » Cependant, Gradoine a voulu tuer Julien ; dans le moment qu'il déchargeait son revolver, il se croyait le vrai anarchiste et criait : « Vive l'anarchie ! » car c'est le rite et l'on a le goût des cérémonies bien menées. Julien réclame et revendique ses qualités d'anarchiste plus savant : « Que l'on soit gueux comme toi ou dépourvu de scrupules comme tu m'accuses de l'être, tous, nous travaillons de même. Nous sommes le Ferment, te dis-je ! Non pas le Ferment de vie que tu croyais, mais bien le Ferment de mort, celui que les bourgeois aveugles ont cultivé et dont ils vont mourir. Reconnais-tu maintenant ta sottise ? des loups ne se dévorent pas quand le troupeau est en vue : ils se précipitent et ils pillent ! »

Gradoine s'aperçut que Julien, plus fort que lui, était un anarchiste plus efficace.

Les penseurs de gauche et d'extrême-gauche, à qui *L'Empreinte* fit tant de plaisir, *Le Ferment* les désola. Tant pis pour eux! Et l'on est à constater que l'auteur de ces deux romans n'était pas un homme de parti, l'un de ces théoriciens prompts à la besogne qui croient tout sauvé si le parti est au pouvoir.

Gérard Dow, un des petits maîtres hollandais que l'auteur de *L'Empreinte* et du *Ferment* venait d'étudier, avait été l'élève de Rembrandt : Gérard Dow, si étonnamment dépourvu de génie, et si adroit, si malin, si méticuleux. Mais oui ! « Ce myope sort de l'école du prodigieux visionnaire. Durant trois ans, on lui apprit l'art du clair-obscur, la mise en relief du trait, l'étude du caractère d'après l'extérieur de l'être. Puis, ayant vu peindre le Syndicat des Drapiers, il tartina des maraîchères poupines et monochromes, des épiceries nettoyées comme des palais, et obstinément s'épuisa à décrire une jolie fille à joues rondes qui, toujours attifée de la même façon, pleure sa mère expirante ou rattache une volaille au garde-manger ! » Mauvais élève ? Excellent élève, au contraire, et le type de l'excellent élève ! Seulement, Gérard Dow n'a jamais cessé d'être un élève et d'appliquer des procédés : il ne les appliquait à rien, par malheur, n'ayant quasi rien du tout qui fût à lui.

Ce n'est pas à dénigrer l'éducation des Jésuites et puis l'éducation de l'État que sont dédiés les deux romans de M. Estaunié, mais à poser, je ne dis point à résoudre, le problème de l'enseignement. Un de mes amis a quitté l'enseignement, un beau jour. Et il disait : — J'avais deux sortes d'élèves. Les uns, sur lesquels je n'avais aucune influence : ils ne m'intéressaient pas. Les autres, sur lesquels j'avais trop d'influence : ils me faisaient peur !

Et c'est une terrible chose, en effet, l'influence qu'on a, d'une âme à une âme. Il faut avoir une extraordinaire certitude et la confiance de posséder l'indiscutable vérité. Puis, il faut croire que les idées, en passant d'une âme à une âme, ne se dénaturent pas et, calmes chez vous, ne vont pas se mettre à flamber dans une autre âme. Heureux Rembrandt, avec son bon élève de Gérard Dow ! Celui-là n'était pas alarmant ; celui-là ne faisait qu'appauvrir et dessécher la leçon. Mais, pour un Gérard Dow, niais et de tout repos, combien n'y a-t-il pas d'inquiétants disciples qui, d'un évangile raisonnable, font un conseil de mysticisme intempérant, de frénésie voleuse ou meurtrière ! C'est le problème de l'éducation que traite M. Estaunié, dans ses deux

romans de *L'Empreinte* et du *Ferment* : c'est aussi le problème de l'idéalisme et de sa bonne santé si rare. Les idées sont extrêmement délicates, souvent malades et alors dangereuses. Notre société, soumise au gouvernement des idées, prend leurs maladies. Et concluez, si le cœur vous en dit !

Les romans de M. Estaunié, depuis *Un simple* et « *Bonne dame*, » se sont enrichis d'une pensée ardente et brûlante. L'anecdote empruntée à la vie ordinaire devient une pathétique aventure dans laquelle se trouvent engagées les conditions mêmes de la vie individuelle et sociale. Ce n'est plus le baccalauréat du petit Deschantres qui nous importe, ni de savoir comment la bonne Dame souffrira que sa fille appelle « maman » la belle-mère : il s'agit d'une autre angoisse et de l'immense péril où risquent leur survie et leur durée notre époque et cet arrangement précieux, lente acquisition des siècles et leur chef-d'œuvre imparfait, la civilisation. Car tout se détraque, si la transmission des doctrines est faussée, si les croyances qui ont été des disciplines et les philosophies destinées à organiser l'ordre social tournent vite à l'absurdité.

En même temps que des romans comme *L'Empreinte* et *Le Ferment* gagnent, de leurs grands sujets, une poignante beauté, les personnages dont l'histoire y est contée sont plus vivants et attrayants. Le drame où ils font leur partie excite en eux une nouvelle intensité de passion. L'auteur ne les a point sacrifiés à l'idéologie que remuent ses livres ; mais il a incarné en eux les idées. Son propos n'était pas une controverse d'idées : il montrait comment les idées, parmi les hommes et par eux, deviennent, — du mysticisme et de la révolution ? — des mystiques et des révolutionnaires. Il n'allait point à rendre ses personnages abstraits, mais à rendre concrètes des idées.

Depuis *Le Ferment* jusqu'à *La Vie secrète*, l'intervalle est de dix années : je n'oublie pas *L'Épave ;* mais *L'Épave* n'est qu'un épisode, une première esquisse de *La Vie secrète*.

Avec son air guindé, son air d'austérité revêche, un Terburg dénué de sourire peint les grâces galantes, les émois de l'amour, le trouble furtif des aveux et l'imprudence du plaisir. A-t-il vécu selon l'une ou l'autre philosophie, celle que fait imaginer sa mine puritaine, ou celle que fait imaginer sa peinture voluptueuse ? Il a mené probablement deux existences, l'une que le monde a vue, et l'autre qui était cachée. L'hypocrite ? — Non pas ! Ou bien l'hypocrisie de Terburg est l'hypocrisie universelle : toute âme a une vie secrète, et qui peut être pire ou meilleure que sa vie évidente, et qui n'a presque pas d'analogie

avec sa vie évidente, et qu'elle-même ignore quelquefois. Cette dualité n'est point le caractère ou la vicieuse infirmité de certaines âmes : c'est, pour ainsi dire, une loi de la nature humaine.

Aux premières pages de *La Vie secrète*, voici une demoiselle mûre, Mlle Peyrolles de Saint-Puy. Elle habite un vieux château. Elle est dévote et consacrée à ses manies et habitudes. Elle a toutes ses journées pareilles : elle s'occupe de son jardin, fait le catéchisme aux enfants du village et attend que vienne le soir. Le soir, M. Lethois et le curé, M. l'abbé Taffin, partagent avec elle le divertissement régulier d'un whist. M. Lethois est un petit homme de soixante ans, à cheveux gris et coupés ras. M. l'abbé Taffin a « les joues pleines, le nez gai et le sourire constant d'un chérubin. » Ces trois personnes ont la même assiduité au jeu, la même tranquillité d'humeur et semblent également préservées de tout ce qui n'est pas le trantran de leur destinée douce et morne.

Vous les voyez vivre et ne craignez pour elles que l'ennui. Elles ne s'ennuient pas : leur vie secrète suffit à les exalter, leur vie secrète qui est plus passionnée, plus chimérique et folle que nul roman de cape et d'épée. M. Lethois, qui étudie les mœurs des fourmis et, de leur examen, conclut à la négation de Dieu, des lois et de la propriété ; M. l'abbé Taffin, que mène à l'idolâtrie le culte de sainte Letgarde et qui, apprenant que cette sainte n'a point existé, va sombrer dans le nihilisme ; enfin Mlle Peyrolles, qui maternellement s'éprend d'un sien neveu avec le zèle qu'une Lespinasse accorde à ses amours : ces trois personnes, qui ont l'air si reposé, sont animées d'une étonnante frénésie. La « vie secrète » n'est point sage. Hommes et femmes, les gens que vous rencontrez « vivent des tragédies qu'on ne voit pas. » M. Lethois et l'abbé Taffin passent des années côte à côte ; une amitié mutuelle les unit : et chacun d'eux ignore son camarade. Il faut une occasion, le moindre hasard, pour que la « vie secrète » se révèle. Et elle est effrayante. « Pendant si longtemps, dit l'un des personnages du roman, moi aussi je n'ai vu que l'extérieur, des gestes. Mais aujourd'hui, comme je comprends que les âmes portent toutes un vêtement; que, derrière la vie qu'on aperçoit, il y en a une autre qui nous épouvanterait si l'on devait la mettre à nu !... Le monde est semblable à la mer : il y a de petites vagues innombrables qui blanchissent, écument, se battent, disparaissent : mais, plus bas, les courants circulent, invisibles, et ce sont eux qui poussent les navires. Depuis hier, je suis ainsi portée. Je ne sais plus où ils me mènent !... » Ces courants cachés mènent les gens

et l'humanité hors des chemins que trace la juste et l'exacte raison.

Ce qu'appelle M. Estaunié la « vie secrète » a quelque ressemblance avec ce que les philosophes décrivent sous le nom de la « subconscience. » Mais cette « vie secrète » n'est pas seulement caractérisée par son mystère : elle a une réalité séparée, une logique à elle et qui dépend d'un pouvoir, caché aussi, la destinée. Ce mot, la destinée, est là pour désigner ce qui, d'ailleurs, échappe à toute analyse et défie toute prévision. La « vie secrète » est continuelle et fait son incessante besogne, mais ne se manifeste que parfois. « Durant de longs jours, on dirait qu'elle n'existe pas... On voit, durant des siècles, sur la surface unie du globe, des champs paisibles où l'homme laboure, ensemence et récolte : parce que le cycle des saisons y a commandé toujours le même cycle de travaux, ils semblent à l'abri. Soudain, pareille à une chaudière mal close, la terre s'entr'ouvre, un cataclysme bouleverse les sécurités séculaires et une contrée neuve remplace l'ancienne. Ainsi la vie secrète, en silence, travaille le sol sacré des âmes. Longtemps masquée par la vie coutumière, elle éclate, renverse, sauve ou tue. Révolution des cœurs que nul ne reconnaît plus : tous sont arrachés par elle aux habitudes, aux lois, à la règle. C'est l'heure unique où le Dieu passe, exalte qui lui répond et brise qui lui résiste. La vie secrète ! force redoutable qui règne au plus profond de l'âme pour forger sa destinée, mais que nul n'aperçoit ; car, enfermé dans son drame, chacun méconnaît l'autre. Tous les cœurs sont murés. Les plus proches ne se découvrent pas. Le mystère nous baigne. » Admirable page, si pleine de pensée ; dernière page d'un roman digne d'aboutir à ce dénouement philosophique ! Le tumulte des passions que la vie secrète à soulevées s'apaise dans la contemplation du phénomène surprenant.

Cette philosophie de M. Estaunié, si nouvelle, se relie néanmoins à d'autres philosophies ; car toute invention dérive d'une autre : et quelques-unes des idées de M. Estaunié continuent le thème de méditation que propose l'œuvre de M. Maurice Maeterlinck. Peut-être aussi découvrirait-on, dans les poèmes dramatiques de Robert Browning, le thème de la vie séparée et de la vie secrète. Toujours est-il que les romans de M. Estaunié modifient très sensiblement l'atmosphère morale et mentale où se meuvent les héros de l'aventure quotidienne. La psychologie ordinaire, et scientifique, ne suffit pas à expliquer tout le tracas des âmes, leur longue docilité, leurs soudaines révolutions et enfin leur extravagance. On dira que M. Estaunié ne résout pas le problème et que la « vie secrète, » une fois constatée,

restė mystérieuse. Force redoutable qui forge nos destinées dans nos âmes, la « vie secrète » ne donne aucune prise à l'analyse : en l'appelant secrète, M. Estaunié n'avoue-t-il pas qu'elle échappe à son investigation? Puis il compare les bouleversements de la « vie secrète » aux révolutions du globe : ces révolutions, qui dépendent d'une force également mystérieuse, fournissent les éléments d'une comparaison, mais ne procurent pas une solution du problème. En définitive, la « vie secrète » ne serait qu'une métaphore.

Admettons-le. Ensuite, demandons-nous si une métaphore très juste n'est pas le dernier mot de la science. Mais, pour le romancier, pour le peintre des âmes et de leurs passions, le principal est de posséder une doctrine accueillante aux phénomènes inattendus qu'il observe, et non pas une doctrine étroite où les phénomènes se rangent difficilement, où les phénomènes indisciplinés et qui semblent saugrenus n'entrent pas. Disons que tout se passe comme si la « vie secrète » gouvernait nos destinées : ce genre de formule est de qualité scientifique; une formule de ce genre contient une abondante vérité, constatée, puis rendue intelligible.

C'est encore une métaphore ou un symbole de vérité qui fait le titre et le sujet du roman de M. Estaunié le plus étrange et l'un des plus beaux, *Les choses voient*. L'auteur l'a dédié à sa mère morte ; et voici quelques lignes de cette dédicace, où le chagrin, la tendresse et l'intelligente rêverie composent une poignante parabole de vérité : « Ce livre, commencé près de toi, dans la joie, dans la lumière, s'achève encore près de toi ; mais la joie s'est évanouie et la lumière est cachée. Au début, je ne voulais que demander aux choses le secret du souvenir qu'elles portent en elles... Tu vis toujours : si tu as cessé d'être visible, ce n'est pas que tu sois partie, c'est que je suis aveugle. Combien de fois déjà, croyant toucher la muraille, me suis-étonné d'en trouver le contact si doux? C'était toi qui me serrais dans tes bras maternels : hélas ! quand j'ai compris, j'étais revenu au centre de la pièce vide. Mais, y a-t-il des pièces vides? Celle-ci, où tu vécus et où je vis, n'a point changé. Comme une cassolette fumante, chaque objet familier y exhale ta mémoire. L'écho de ta voix agite encore les rideaux que tu as brodés. Ton amour est le vrai parfum des roses et des œillets qui fleurissent ta place préférée... » La souvenir est une existence qui dure au delà de la mort apparente. Les mystères de la vie secrète enveloppent la continuité des êtres qu'on a cessé de toucher et de voir. Les choses voient : si l'on suppose qu'elles voient, comme elles gardent le souvenir des êtres qui les ont

eues pour compagnes de leurs journées, on peut supposer aussi que leur vision dépasse les apparences qui sont la limite de nos regards; et l'on peut leur prêter une aptitude singulière à pénétrer jusqu'au tréfonds de la vie secrète. Dans le roman de M. Estaunié, une vieille horloge qui a compté les minutes d'autrefois, un miroir qui a reflété des visages solitaires et dépourvus de leur dissimulation la plus fréquente, un secrétaire, un portrait, les murs, les choses qui voient, qui sont les témoins de la vie secrète, racontent une histoire oubliée. Oubliée : et même on ne l'a pas sue. On a su que telle jeune femme était morte : on n'a pas su comment ni pourquoi. Une enquête plus avisée de la police aurait découvert les culpabilités, peut-être, et ce n'est pas sûr. Mais, si l'on avait appris le suicide et que cette jeune femme fût menée à se tuer par l'initiative d'une autre, alors même on n'aurait pas su comment et pourquoi cette initiative s'est déchaînée, comment et pourquoi elle a eu cette conséquence ; on n'aurait pas su le travail intime et dangereux des âmes et de leur malice mêlée d'amour. On n'aurait pas tout su : l'on n'aurait, en somme, rien su. Les choses, qui ont les regards les plus pénétrants, n'ignorent point les âmes, ce qu'elles n'avouent pas, ce qu'elles dissimulent à elles-mêmes.

Le roman de *La vie secrète* marque le moment où M. Estaunié prit, pour ainsi parler, possession de son idée principale ou de sa philosophie. Le roman des choses qui voient la vie secrète et ses manigances de folie est un corollaire ou une scolie de *La vie secrète*; et pareillement le roman des *Solitudes*. A cause de leur vie secrète, les âmes sont, les unes à côté des autres, comme si elles étaient seules. Inattentives ou résignées, toutes sont en prison. Mal résignées ou désireuses de communiquer à leurs voisines leur émoi, elles ne font qu'apercevoir leur isolement ; et les signes qu'elles échangent ne vont pas de l'une à l'autre ou bien, dans l'intervalle, perdent leur signification. La solitude n'est pas un accident qui vous arrive et qu'il fallait éviter : elle est l'inévitable condition des âmes, le résultat de leur nature. Elle est leur supplice, parce qu'il y a aussi, dans leur nature, un désir d'amitié qui fait qu'une perpétuelle déception les tourmente. Elle est cependant leur loi et l'est à un tel point que les âmes les plus solitaires sont les plus parfaites et atteignent, dans les moments de leur solitude absolue, leur plus haut degré de puissance. La solitude les exalte : et cette exaltation, trop forte pour les âmes faibles, tue ces âmes faibles et fortifie les plus vaillantes. La solitude « est un instrument de mort, le plus redoutable qui soit ; » et l'on

peut l'appeler « bête malfaisante, » puis s'écrier : « O déchirement de la solitude!... Comme tu nous emportes loin de nous-mêmes, c'est-à-dire vers les hauteurs ! » La solitude « n'est pas seulement une force : elle est aussi l'asile profond des tendresses dépouillées. Par un jeu divin, elle qui sépare si bien les vivants, semble au contraire abattre la muraille devant ceux qui ne sont plus... Mais à quoi bon poursuivre ? Il s'agit trop ici de *choses du dedans*. Baissons les paupières et taisons-nous. » L'évangile de solitude aboutit à un évangile de silence.

Le roman que M. Estaunié vient de publier, *L'Ascension de M. Baslèvre*, a en quelque sorte le caractère d'une conclusion : d'une première conclusion, provisoire et qui va s'épanouir en d'autres œuvres. M. Baslèvre est un solitaire et silencieux, qui mène la vie la plus monotone et insignifiante, qui a son temps réglé de la façon la moins romanesque, la plus morne, et qui n'attend pas qu'un hasard — ou dirons-nous une fatalité? — survienne et interrompe le cours paisible de son ennui. Un grand amour s'empare de lui, le soulève, le rend très différent de ce qu'il était, différent de ce dont il avait l'air, et pareil à ce qu'il est dans sa vie secrète. La femme qu'il a aimée, et qui ne pouvait pas être à lui, meurt et, pour lui, continue de vivre, incarnée en un souvenir plus réel que la fausse réalité au milieu de laquelle vous croyez vivre. Et cette morte lui enseigne le pardon, l'abnégation, l'éternel bonheur. « J'ai fait de toi une âme ! » lui dit cette morte. *L'Ascension de M. Baslèvre* est le roman du silence et de la solitude, le roman de la vie secrète, où les choses voient, le temps s'anéantit, les âmes se révèlent. Ce roman, d'une inspiration si pure et noble et qui contient — en résumé, mais en un résumé peut-être un peu succinct, — toute la pensée qu'avait amassée précédemment M. Estaunié, je ne sais ce qui lui manque : il n'achève pas l'œuvre puissamment originale de cet écrivain, l'un des maîtres de la méditation pathétique. Il en prépare de loin l'achèvement, la conclusion digne des prémisses.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La situation générale de l'Europe, telle qu'elle paraît à la fin de l'année 1919, frappe plus l'esprit par les incertitudes que par la clarté. Longtemps encore, elle occupera les hommes d'État. Plus de douze mois après l'armistice et plus de six après la signature du traité de Versailles, la paix n'a pas encore pris sa forme. On conçoit sans peine que M. Clemenceau et M. Lloyd George aient senti le besoin d'examiner ensemble le tableau du monde et qu'ils aient prié le ministre des Affaires étrangères d'Italie, l'ambassadeur des États-Unis, l'ambassadeur du Japon, de participer aux entretiens qui ont eu lieu à Londres. Les sujets de méditation ne manquaient pas, qu'ils fussent pris chez les Alliés ou chez nos ennemis. Au seuil de l'année nouvelle, nous voyons les États-Unis toujours absorbés par la discussion du traité et comme absents de la politique universelle, dont ils ont inspiré les lignes essentielles, l'Italie grandement embarrassée par sa situation intérieure et le problème de l'Adriatique, la Russie chaotique et mystérieuse. Du côté des vaincus, l'Autriche en détresse envoie son chancelier à Paris pour demander secours au Conseil suprême, la Turquie dont le sort n'est pas réglé présente les signes d'une crise inquiétante, l'Allemagne enfin peu empressée à tenir ses engagements, menacée de troubles intérieurs et agitée par ses arrière-pensées, se donne aisément l'allure énigmatique et mal sûre. Cette vue d'ensemble était de nature à inspirer aux premiers ministres et aux ambassadeurs rassemblés à Londres le désir de fixer au moins pour les questions les plus pressantes un programme d'action commun.

L'objet que se proposent les Alliés est clair. La guerre a eu pour résultat de détruire l'Europe telle que l'avait conçue Bismarck : il s'agit à la fois de l'empêcher de se reconstituer et de créer une Europe nouvelle. Le traité de Versailles n'a pas détruit l'unité alle-

mande. Il y a toujours au milieu de l'Europe une masse germanique encore dominée par la Prusse. Les conséquences de cet état de fait n'ont pas changé depuis que l'histoire existe. Lamartine jadis, dans une de ces phrases d'une magnifique clairvoyance qui illuminent son œuvre, les a résumées en disant : « Quatre-vingts millions d'Allemands groupés en une seule puissance active contre trente-six millions de Français, unité destructive de tout équilibre et de toute paix, unité de l'extermination : l'unité allemande, que serait-ce autre chose que la coalition en permanence contre la France? » La guerre a montré que cette coalition dirigée en permanence contre la France l'était en réalité contre le monde entier. N'étant pas protégés contre l'unité germanique par le traité de Versailles, les Alliés ont cherché du moins une autre assurance. L'accord anglo-franco-américain est précisément destiné à préserver la paix contre une entreprise agressive de l'Allemagne : c'est une sécurité donnée à tous les peuples. Il est vrai que cet accord n'est pas encore mis en formules écrites, que la réponse des États-Unis est toujours attendue, que M. Lloyd George a déclaré à la Chambre des Communes que si, d'aventure, l'Amérique ne ratifiait pas cet accord, la Grande-Bretagne serait libre de ses décisions. Mais l'entente des trois grandes Puissances répond si nécessairement aux conditions générales de la politique, elle est si fortement conclue dans les volontés, elle est consacrée si spontanément par les peuples qu'il est permis de la considérer comme acquise. Il y a des circonstances où l'esprit devance la lettre. Les modalités protocolaires de l'accord ont sans doute leur importance ; l'accord lui-même est dessiné par les événements. Après qu'ils ont sauvé la liberté universelle menacée par l'hégémonie allemande, les Alliés ont eu le sentiment qu'ils n'avaient pas subi cinq ans de guerre pour laisser demain le monde en face du même péril. Ils affirment que l'Allemagne battue retrouverait, si jamais elle était hantée par le songe brutal d'une entreprise de domination, les mêmes adversaires rassemblés pour défendre la même cause. Les négociations des gouvernements au cours de l'année écoulée ont eu ce grand résultat qui répond à la nature des choses. C'est le fait politique et moral qui domine dès aujourd'hui l'Europe.

Mais cet accord anglo-franco-américain n'est qu'une assurance. Il rend possible l'avenir ; il ne l'organise pas. C'est une garantie suprême, précieuse à tous les pays et particulièrement au nôtre : ce n'est pas un instrument d'action. Le danger qu'il écarte peut se présenter ; il n'est pas imminent. L'Allemagne, malgré l'allure de ses

pangermanistes, n'est pas en état de refaire très prochainement l'effort de destruction et de violence qu'elle a accompli. Le problème immédiat à résoudre, c'est l'application des traités. Les trois grandes Puissances, par l'accord anglo-franco-américain, ont essayé, autant que les prévisions humaines et le calcul de la raison le permettent, de garantir l'avenir éloigné. C'est la Conférence de la paix qui a eu la charge d'organiser l'avenir prochain. Les traités de paix ont précisément pour objet de faire rentrer l'Allemagne dans certaines limites et de préparer la carte de la nouvelle Europe. En même temps, ils ont prévu les conditions d'exécution de ce grand travail. La Société des Nations est sinon encore la formule pratique, du moins, le symbole de la collaboration des Puissances. Cette conception d'une Société des Nations était nouvelle, et elle a été critiquée : elle répondait à une espérance des peuples, elle consacrait le principe selon lequel les Alliés allaient se mettre à l'œuvre. Ce devait être l'organisme régulateur du monde nouveau. Or cet organisme n'existe pas encore réellement. L'isolement momentané des États-Unis n'a pas seulement pour résultat de rendre difficile l'exécution de toute une série de mesures, comme le contrôle, l'organisation des plébiscites, la livraison du matériel, l'administration de certains territoires. Il donne à la paix l'aspect d'une œuvre incomplète et comme en suspens. L'Europe a tenu à ne pas se mêler des discussions qui se poursuivent en Amérique : c'est de sa part du tact et de la dignité. Elle n'a pu constater cependant sans tristesse qu'au moment où finissait l'année de l'armistice, les États-Unis étaient encore en dehors de la paix. Nous ne doutons pas qu'il ne s'agisse finalement que d'un délai, et nous croyons que le retard des États-Unis n'empêchera pas les traités d'entrer en vigueur, ni même la Société des Nations d'avoir un commencement d'existence. Mais il est trop clair que, pour avoir toute sa force, la paix a besoin de l'adhésion et de l'appui de tous ceux qui ont travaillé à la formuler, après avoir réussi à la faire surgir de la victoire. Tant que ce résultat ne sera pas acquis, l'impression demeurera celle d'une attente. C'est celle qui domine encore aujourd'hui : nous avons l'espérance plus que la réalité de la paix. Le monde entier, pour commencer une vie nouvelle, attend la décision des États-Unis.

Cependant, il faut vivre; il est nécessaire d'étudier un certain nombre de questions urgentes et de préparer un certain nombre de solutions. C'est le résultat que M. Clemenceau et M. Lloyd George ont cherché. On se tromperait en parlant des entretiens de Londres

comme s'ils devaient être suivis d'accords nouveaux. Ils auront eu toute l'importance qu'on en peut attendre pour le moment si les deux premiers ministres, parlant avec leur complète franchise et une parfaite confiance, ont pu arriver à des conclusions sur les sujets qu'ils ont examinés. Dans l'état présent des affaires européennes, rien n'est plus naturel que cette conjonction des efforts britanniques et des efforts français. L'Italie se trouvant retenue par les embarras que lui cause l'affaire adriatique, il ne reste dans l'Europe occidentale que l'Angleterre et la France pour s'occuper des multiples problèmes encore en suspens. Leur union est indispensable au bien général, et les gouvernements de Londres et de Paris en ont eu le sentiment si vif que, dans le communiqué qu'ils ont publié, ils ont affirmé la complète solidarité des Alliés. C'était même, dans ce communiqué laconique, la partie la plus précise : mais c'était la plus utile à l'heure où l'Allemagne faisait des difficultés pour tenir ses engagements et retardait la paix. L'une des espérances des vaincus, c'est que l'Angleterre, forte de tout ce que lui a donné la victoire, retourne au sentiment de son caractère insulaire et ne marque plus autant d'intérêt aux affaires continentales. Cette politique à courte vue ne saurait être celle du peuple qui a tenu, dans le conflit dont sort un monde nouveau, une si grande place. Les mêmes raisons qui ont fait jouer à la Grande-Bretagne un rôle si actif dans la guerre l'invitent à jouer un rôle actif dans la paix. Entre M. Lloyd George et M. Clemenceau il a été question de problèmes purement économiques, des problèmes du charbon et du change qui nous intéressent particulièrement et dont l'Angleterre, qui a moins souffert que nous de la guerre, sait tout le prix : mais il a été question surtout des trois problèmes politiques les plus pressants : l'application de la paix par l'Allemagne, la situation de l'Europe centrale, les difficultés de l'Orient, et c'est sur ces sujets que les premiers ministres ont précisé leurs projets. Dans la période actuelle, l'accord de l'Angleterre et de la France assure pratiquement la politique du présent, en attendant que les Alliés puissent organiser ensemble celle de l'avenir.

L'Allemagne paraît résignée à l'entrée en vigueur du traité de Versailles. Après avoir fait preuve d'un esprit très conciliant et consenti à toutes les modifications qu'ils jugeaient possibles, les Alliés ont parlé de rompre l'armistice si l'Allemagne tergiversait encore. L'Allemagne s'est donc inclinée. Elle n'insiste plus sur les prison-

niers, à propos desquels elle avait élevé il y a un mois une controverse qui lui paraissait si importante. Elle assure que, conformément au traité, elle livrera les coupables. Elle a cependant demandé quelques changements d'ordre technique en ce qui concerne les réparations dues pour le sabordage de la flotte allemande à Scapa-Flow. On paraît être au terme de cette série de discussions et de chicanes, et le traité de Versailles est enfin à la veille d'entrer en vigueur. Mais comment ne pas retenir les méthodes employées par l'Allemagne dans cette controverse, et comment n'en pas tirer la leçon pour l'avenir ? A ne considérer que la forme du débat, l'Allemagne a l'air de rester fidèle aux anciennes habitudes de la chancellerie germanique. Les incidents qui se sont succédé laissent deviner malheureusement un état d'esprit général. Le gouvernement de Berlin n'ignorait pas qu'il céderait, et il n'a jamais eu l'intention d'aller jusqu'au bout de ses résistances. Il a cependant multiplié les notes, envoyé, puis rappelé sa mission, retardé volontairement la paix. Pourquoi donc? et en est-il réduit à ce simulacre de résistance pour ménager ses amis, pour complaire à l'état-major et aux survivants du pangermanisme ? S'il en est ainsi, les Alliés seront bien inspirés en réfléchissant par avance à tout ce que leur promettent les sentiments de l'Allemagne. Le nouveau régime est fortement influencé par l'ancien : les fonctionnaires de la diplomatie appartiennent encore à l'école bismarckienne ; la propagande accoutumée de l'Allemagne a repris son cours ; les manifestations des partisans d'un nouvel esprit sont suivies librement des manifestations de l'État-major. Il y a outre Rhin non pas seulement le désir qui s'expliquerait d'adoucir autant que possible les conditions de la paix ; il y a chez certains le désir d'échapper au traité. A l'Assemblée prussienne, le ministre des finances Südekum a résumé ainsi la pensée de ses amis : « L'idée centrale qui doit dominer la vie de tout Allemand et de l'ensemble du peuple est de se libérer du traité de paix qui a été imposé. » Et le ministre qui s'exprime ainsi se défend d'être un partisan des idées extrêmes : il met en garde le public contre les groupes de droite et il déclare impossible le rétablissement des dynasties.

Le public allemand a eu cependant depuis quelques mois toutes les occasions de s'instruire. L'Allemagne est accablée de révélations. Après les Mémoires de Ludendorff, ceux de Tirpitz, ceux de Falkenhayn, voici ceux de M. Hamman, qui a été longtemps directeur de la presse à la Wilhelmstrasse, voici surtout les volumes des documents publiés par M. Kautsky. Il y a bien de la diversité dans

ces ouvrages, et chaque auteur y songe surtout à soi. Mais il en ressort quelques vérités générales. La politique de l'Empire qui avait un grand apparat et de solides parties a été en réalité dirigée par des hommes dont la médiocrité est aujourd'hui manifeste, et il ne faut pas en excepter l'Empereur. Elle a été surtout constamment appuyée par une procédure de mensonge, qui est d'autant plus révoltante qu'elle est plus continue. Les documents livrés à la publicité par Kautsky, qui les a eus en mains en raison de ses fonctions et qui avait été chargé par le nouveau gouvernement de les examiner, mettent à nu toute la manœuvre allemande de 1914 pour provoquer la guerre, d'abord et pour paraître ensuite la subir. Au lendemain de tant de démonstrations, il n'y a pas en Allemagne un mouvement de pudeur ni d'indignation, il n'y a pas de hâte pour liquider la néfaste entreprise germanique, qui a fini par l'écroulement des dynasties, de l'ancien système prussien et la défaite de la patrie. La vérité est que la Commission d'enquête sur les responsabilités a même de la peine à poursuivre son œuvre. Elle a pour elle les socialistes et les partis libéraux, mais elle a contre elle les anciens dirigeants et les militaires qui tentent de la faire disparaître à la faveur d'incidents tumultueux. *La Gazette de Voss*, qui fait quelque effort pour garder son impartialité au milieu de tant d'événements et pour voir les faits tels qu'ils sont, écrit à ce sujet ces mots très justes : « Un coup heureux porté à cette institution de la démocratie ébranlerait tout le régime actuel : la Commission d'enquête parlementaire symbolise le droit qu'a le peuple souverain de demander des éclaircissements sur la façon dont ses chefs responsables l'ont conduit. »

En attendant le jour, peut-être lointain, où l'Allemagne sera différente, et où le désir d'entrer dans la Société des Nations civilisées sera assez fort pour y modifier les mœurs, de quels moyens de persuasion disposeront les Alliés ? Ils ont discuté jusqu'à présent sous le régime de l'armistice ; ils discuteront désormais sous le régime de la paix. Ils avaient d'abord songé à prolonger le délai où il leur serait permis de prendre des mesures de coercition et ils y ont renoncé. Sur la remarque faite par l'Allemagne qu'un état de paix qui pourrait sans cesse être rompu par l'emploi de ces mesures ne serait pas une paix véritable, ils se sont privés de ce recours à la force. Après la mise en vigueur du Traité de Versailles, les Alliés n'ont d'autres moyens pour convaincre l'Allemagne que ceux qui résultent du traité ou des règles communes du droit des gens. Si l'Allemagne se refusait à tenir ses engagements, il n'y aurait théoriquement qu'à recom-

mencer le blocus et à faire la guerre. Mais avant d'en arriver à cette extrémité, il y a des étapes. Le traité de paix prévoit que l'occupation de la rive gauche du Rhin, dont la durée est fixée selon les régions, pourra être prolongée si l'Allemagne n'a pas exécuté le traité. En outre, des commissions de contrôle fonctionneront et permettront de rappeler l'Allemagne à l'ordre, si elle continue, par exemple, de préparer des armements ou d'entretenir des effectifs plus nombreux qu'elle ne doit. Mais qui centralisera les renseignements à ce sujet? Qui en tirera les conclusions pour les gouvernements alliés? A Londres, M. Clemenceau et M. Lloyd Geeorge ont pris une résolution qui semble très heureuse. Ils ont décidé d'établir un organisme militaire interallié qui sera permanent sous la présidence du maréchal Foch. L'unité du commandement qui a fait la force des Alliés pendant la guerre fera aussi leur sécurité au cours des années qui viennent. Ce comité interallié sera comme un État-major destiné à renseigner les gouvernements, à préparer les mesures, à expliquer les besoins de chaque pays et la répartition des forces de chacun : il sera le signe vivant que ceux qui ont triomphé ensemble veulent ensemble réaliser la paix, et puisque l'Allemagne ne s'incline que devant la force, il sera le symbole toujours présent des forces associées des grandes puissances victorieuses.

Pour maintenir l'Allemagne dans ses limites, la politique depuis longtemps connaît un autre genre d'action : elle s'intéresse aux nations qui peuvent faire contre-poids à l'Allemagne. Historiquement et géographiquement il y a deux nations pouvant jouer ce rôle, et actuellement elles n'existent plus ni l'une ni l'autre : c'est la Russie et l'Autriche. La Russie a été mise hors de cause par la révolution et l'Autriche disloquée par le traité de paix. Les Alliés savent très bien que rien ne sera réglé en Europe, tant que le problème russe ne sera pas éclairci : mais ils se déclarent au fond hors d'état d'improviser une solution et ils attendent les événements sans rien tenter. La question autrichienne se présente sous un aspect très différent. La nation qui pouvait théoriquement dans le passé servir de contrepoids à l'Allemagne, lui a surtout servi de complice. La politique des Alliés, au cours même de la guerre, a tendu à la dislocation de l'Autriche. C'est une question de savoir si elle était la meilleure des politiques, mais c'est un fait qu'elle a réussi. Sur les ruines de l'ancienne monarchie, s'élèvent aujourd'hui les États qui en sont les successeurs affaiblis et les États affranchis qui doivent servir de barrière au germanisme en Orient. Seulement, le problème autri-

chien ainsi posé existe encore : un an après l'armistice, les Alliés sont amenés à s'occuper du sort de Vienne et à reconnaître l'importance essentielle pour eux de la destinée de l'Autriche, même réduite à ses nouvelles frontières.

Le chancelier Renner est venu à Paris au milieu de décembre pour tenter une suprême démarche auprès de la Conférence de la Paix et pour sauver l'Autriche du désastre : sous les apparences d'un problème surtout économique, c'est en réalité tout l'avenir politique qui est en jeu. L'Autriche est dans une situation matérielle terrible : elle paie cher aujourd'hui la folie qu'elle a commise en se faisant, en 1914, la complice de l'entreprise allemande. En parlant de ses souffrances, on ne peut s'empêcher de songer à tout ce qu'ont subi injustement tant de nos provinces pendant cinq ans d'invasion et à toutes les difficultés qu'elles éprouvent à se reconstituer. La détresse autrichienne n'en est pas moins un fait. Le Chancelier d'Autriche avait commencé par jeter un cri d'alarme, il y a quelques semaines, devant l'Assemblée nationale : il avait montré l'insuffisance du ravitaillement et avoué la menace de la famine. A Vienne, les services publics risquent de ne plus fonctionner; la mortalité croît, surtout parmi les enfants, la population est déprimée et ne se sent plus en sécurité. Isolée politiquement et économiquement, la République autrichienne est incapable de se suffire à elle-même. Tous les renseignements fournis par la presse autrichienne, par les voyageurs, confirment les aveux du chancelier. Il n'y a ni pain, ni farine, ni charbon, et, quand il s'en trouve, la population les paie à des prix exorbitants. A la fin de novembre, Vienne s'est réveillée un matin ayant épuisé son stock de pain et de combustible. Les usines électriques ne pouvaient plus fonctionner que deux jours et elles n'ont fourni après qu'un travail réduit. La suspension du travail par suite de l'insuffisance du charbon cause un chômage considérable et pose la question du secours aux sans-travail. La crise est à la fois économique et sociale. Le chancelier Renner est venu demander au Conseil suprême de prendre en garantie les ressources financières de l'Autriche et de l'aider à vivre. S'il avait échoué, il était en droit de dire à la République autrichienne qu'il ne pouvait plus prendre la responsabilité de la gouverner : c'était l'Autriche livrée à la révolution.

C'était pire encore : c'était l'Autriche livrée à l'Allemagne. Durant toute la crise que subissait l'Autriche, l'Allemagne n'a cessé de lui témoigner sa sollicitude. Plus l'Entente semblait avoir d'autres préoccupations, plus l'Allemagne affectait de dire qu'elle se chargerait

de ravitailler son ancienne alliée. Au plus fort des difficultés du ravitaillement, l'Allemagne annonçait cinq mille tonnes de farine; elle autorisait un trafic de Mannheim à Ratisbonne pour écouler les céréales qui étaient en souffrance sur le Rhin; l'Assemblée nationale allemande demandait même au gouvernement du Reich de secourir l'Autriche et de réduire pendant quatre semaines la ration du consommateur allemand. La presse autrichienne insistait sur cette générosité de Berlin. Elle utilisait quelques articles parus en Angleterre pour faire croire que la politique britannique demeurait insensible ou du moins indifférente, et qu'elle ne considérait la détresse autrichienne que dans ses rapports avec le marché international. Les Allemands trouvaient dans ces circonstances une occasion de reprendre quelque chose de leur ancienne influence sur Vienne et peut-être de faire davantage : ils n'y manquaient pas. Les deux grandes espérances de l'Allemagne pour réparer sa défaite, c'est de dominer la Russie et de dominer Vienne. Pour s'installer en maîtresse en Autriche, elle a de puissants souvenirs. Son voisinage lui donne de grands moyens. En cas de troubles et de mouvements révolutionnaires, elle est en mesure d'intervenir et elle sait qu'elle aurait d'autant moins de difficulté que sa propagande n'a pas perdu à Vienne ses traditions. Le gouvernement de Berlin alors aurait beau jeu. Il retrouverait du coup son pouvoir sur l'Europe Centrale et la route de l'Orient; il s'avancerait sur le Danube; il isolerait le nouvel état de la Tchéco-Slovaquie, et tous les pays nouveaux issus du démembrement de l'Autriche; il aurait le moyen de reparaître enfin sur les frontières de l'Italie. Il n'y a pas pour l'Allemagne battue de chances plus précieuses que celles dont l'Entente lui aurait fait don si elle avait repoussé l'Autriche.

Le Conseil suprême, après avoir écouté l'exposé que lui a fait le Chancelier Renner, a résolu d'intervenir. Ce n'est pas seulement une question d'humanité : c'est une nécessité politique. Pour que l'Autriche puisse jouer dans l'Europe centrale le rôle que les Alliés lui destinent, il faut d'abord qu'elle existe. Elle a besoin de recevoir tout de suite les vivres indispensables pour passer les mois d'hiver; elle a besoin d'un crédit qui lui permettra d'acheter des matières premières et de se remettre au travail. Ces décisions suffiront à parer au plus pressé : un programme d'ensemble ne pourra être établi que plus tard, c'est-à-dire lorsque l'Angleterre et la France pourront compter sur le concours des États-Unis. Mais un programme restreint aux nécessités présentes servira du moins à réserver l'avenir, et c'est une

précaution essentielle. Lorsqu'une commission interalliée sera établie à Vienne et administrera les principaux revenus de l'Autriche, elle ne mettra pas seulement un peu d'ordre dans les finances de ce pays; elle en facilitera le relèvement; elle exercera son influence dans cette République autrichienne, qui même avec ses limites restreintes demeurera un centre important, à la tête de la navigation du Danube, au carrefour des grandes routes qui mènent de l'Occident à l'Orient. Dans cette Europe orientale formée de plusieurs États qui ont besoin de se constituer et qui ont entre eux tant de sujets de querelles, les Alliés ont la volonté de faire prévaloir une politique d'union. Comment auraient-ils chance d'y réussir, s'ils se trouvaient matériellement séparés de ces États, s'ils ne pouvaient exercer leur action qu'à distance, tandis que les Allemands seraient à portée? Le chancelier Renner a indiqué lui-même dans ses discours et dans ses déclarations diverses qu'il avait le sentiment de la politique imposée par les événements : c'est avec Prague et avec Belgrade qu'il entend collaborer. Les Alliés ont l'occasion de s'opposer au projet d'extension germanique qui fait toujours rêver Berlin et qui consiste à unir les Allemands de Hambourg à l'Adriatique; ils peuvent fortifier l'influence occidentale au cœur de l'Europe centale, à Vienne même. L'Italie, les États-Unis, l'Angleterre ont le même intérêt à cette politique : pour nous, elle est d'une nécessité plus évidente encore, puisqu'elle nous permettra de jouer en Orient le rôle qui est conforme à nos traditions. Les Alliés, en même temps qu'ils décidaient de secourir l'Autriche, ont marqué qu'ils s'opposeraient à toutes tentatives de nature à porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien ou qui auraient pour effet, contrairement au traité de Saint-Germain, de compromettre l'indépendance politique ou économique de l'Autriche. C'est un principe général dont la raison est assez facile à deviner : les Alliés ont voulu affirmer de la manière la plus catégorique qu'ils ne permettraient pas la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Mais le principe vaut pour tous les cas qui peuvent se présenter. En ces derniers temps, l'Autriche a vécu dans un état si troublé et si instable que des mouvements séparatistes se sont produits : le Vorarlberg parlait de se rattacher à la Suisse, le Tyrol et le pays de Salzbourg à la Bavière. Le Conseil suprême a coupé court à tous ces projets de remaniements et il a fait sagement. L'État autrichien a son statut fixé par le traité de Saint-Germain : tel qu'il est constitué, il doit jouer son rôle en Europe. Pour lui, comme pour les nations,

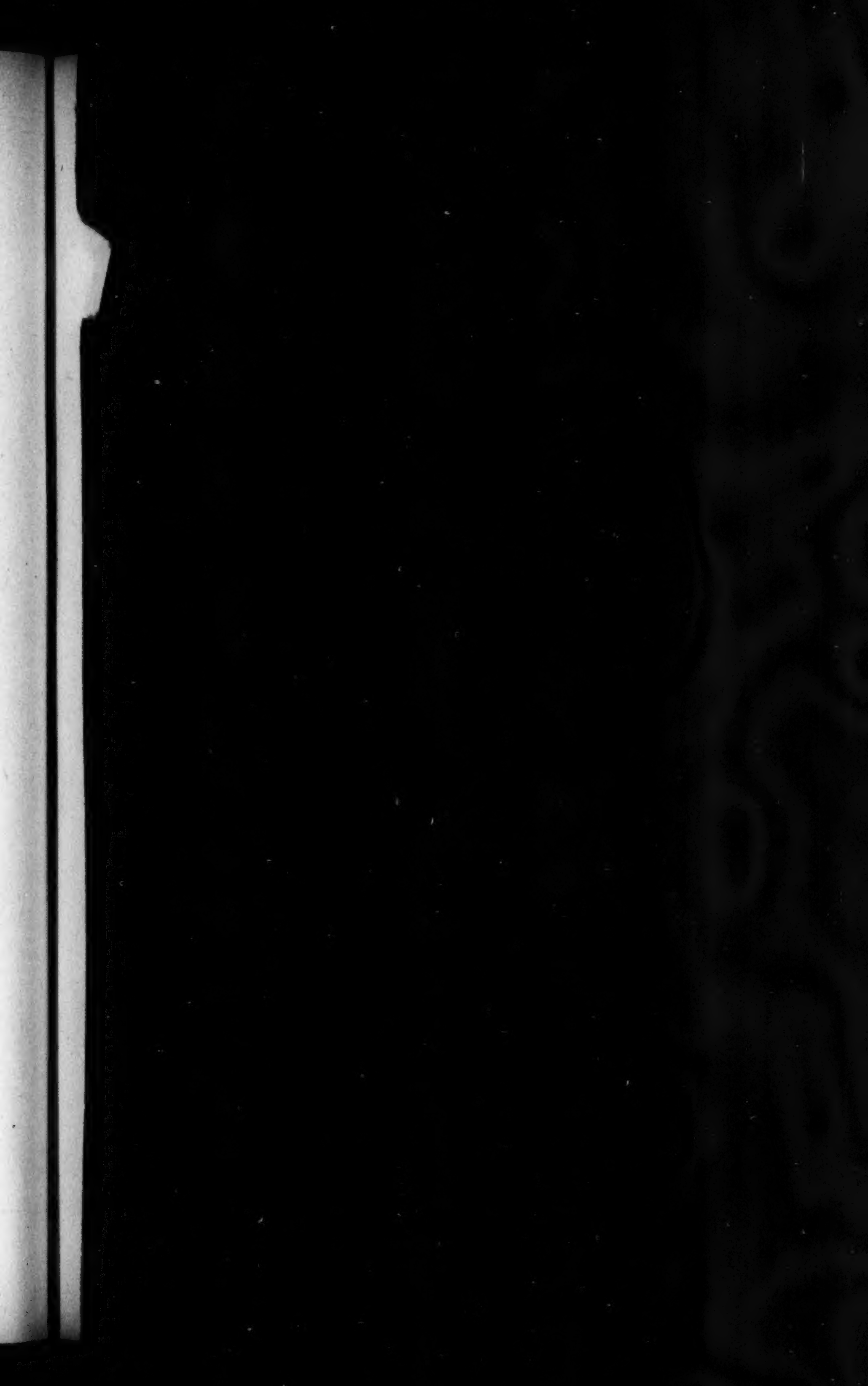
l'année 1919 a été l'année de transition, l'année de l'armistice : espérons pour tous les peuples que l'année 1920 sera celle où la paix commencera réllement de s'établir.

La Chambre des députés réunie le 8 décembre pour un jour n'a repris ses travaux que le 18. Les élections cantonales avaient obligé les députés à retourner en grand nombre dans leurs départements. Après avoir tenu une première séance pour prendre acte solennellement de la rentrée des représentants de l'Alsace et de la Lorraine, la Chambre s'était donc ajournée. Dès qu'elle a pu se réunir, elle a procédé à la validation de la plus grande partie de ses membres et à la nomination de son bureau. Avant d'aborder les graves problèmes financiers qui vont être les premiers à retenir son attention, la Chambre a donné, en nommant son président et ses vice-présidents, une fois de plus une indication sur les sentiments qui l'inspirent. Elle a choisi tous les vice-présidents parmi les partisans d'une politique d'union; elle a écarté un socialiste qui comptait cependant des sympathies personnelles, mais qui avait le grand tort d'être unifié. Comme président elle a nommé par 478 voix sur 485 votants M. Paul Deschanel et ce choix était si indiqué qu'il a paru tout naturel que M. Paul Deschanel n'ait pas eu de concurrent. Il semble bien qu'on lui en ait cherché un, mais il est certain qu'on ne lui en a pas trouvé, ce qui est tout à l'honneur de l'esprit politique des députés qui ont pu être sollicités. Rien n'aurait été plus injuste qu'une manœuvre destinée à contester son élection à M. Paul Deschanel. Depuis tant d'années qu'il préside l'Assemblée, M. Paul Deschanel s'est acquitté de ses fonctions avec autant de tact que d'autorité. Il a été, — son récent volume, *la France victorieuse*, en témoigne, — durant la période de guerre un président très actif et qui a exercé une heureuse influence. M. Paul Deschanel méritait l'honneur qui lui a été fait par ses collègues : la nouvelle Chambre qui sait tout ce qu'on attend d'elle a voulu commencer par placer ses travaux sous la direction d'un homme politique qui représente avec beaucoup d'expérience et de talent les sentiments même d'union nationale dont elle est animée.

ANDRÉ CHAUMEIX.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.



L

V

ab
ta
ag
un
les
no
la
pa
me
ac
ell
co
co
un

se

QUE FAIT L'UNIVERSITÉ

POUR

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE?

LETTRE A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR LA RECONSTITUTION INTELLECTUELLE DE LA FRANCE

MONSIEUR LE MINISTRE,

VOICI une nouvelle Chambre. Elle promet de s'attacher immédiatement d'une manière intense à la reconstitution économique du pays. Il ne faut pas nous laisser absorber par les besoins de réalisations particulières, si importants qu'ils soient. Nous n'aurons vraiment de grands résultats agricoles, industriels et commerciaux, que si nous procédons à une réforme de la haute culture. L'idée, quoi qu'en pensent les gens à courte vue, domine les questions d'affaires. Songeons-nous à la reprise de la vie intellectuelle et à la fabrication de la pensée? Nous nous préoccupons de créer de la richesse par le travail, mais c'est la science qui donne au travail ses meilleures méthodes. La France ne peut se relever des ruines accumulées par la guerre et tirer un large parti de sa victoire, elle ne peut renouveler son organisation économique et sa constitution sociale, elle ne rayonnera à travers le monde, comme le monde le lui demande, qu'autant qu'elle s'assurera une grande puissance scientifique.

Les hautes parties intellectuelles et morales de la France se sont montrées hors de pair. C'est avec son cœur que la

France a résisté d'abord au matériel supérieur de l'Allemagne. Quelle formation ce cœur avait reçue aux foyers de la famille, dans nos petites églises de village, dans nos écoles! Comme la tradition chrétienne et la tradition classique se sont révélées fécondes! En tenant bon, le cœur donna au cerveau le temps d'inventer des moyens de vaincre. Nous avons un devoir de gratitude à remplir vis-à-vis des savants français. Quelqu'un devra établir ce que les maîtres de nos laboratoires surent improviser au début pour notre défensive et puis réaliser pour l'offensive de libération. Je suis incapable de tracer même une esquisse de ce pathétique tableau, mais je le réclame, car je pressens la leçon qui s'en dégagera. Quand nous mesurons les services qui nous furent rendus au cours de cette guerre par la haute culture morale et intellectuelle, par la tradition religieuse et par la recherche scientifique, nous les considérons l'une et l'autre comme le bien le plus précieux de la nation et nous comprenons que leur développement est lié au salut et à la grandeur de la France. Celui qui écrit ces lignes a dit un jour à la tribune de la Chambre qu'il défendait « l'église de village au même titre que le Collège de France. » Et il ajoutait: « Où la civilisation est-elle défendue aujourd'hui? Dans les conseils d'administration? Je ne suis pas de ceux qui le croient. Elle est défendue dans les laboratoires et dans les églises. » Le moment est venu de proclamer les titres, les droits et les besoins des laboratoires de France, et de réclamer au nom de leur gloire en faveur de leur misère.

La France fait l'inventaire des richesses qu'elle a pu sauver de la catastrophe. C'est une question essentielle de savoir dans quelle mesure l'intelligence française a souffert et comment ses dommages pourraient être réparés avec le plus de bénéfice possible. C'est une connaissance préalable à beaucoup de réformes que nous projetons. Je sais, Monsieur le Ministre, combien cette recherche vous tient à cœur, et j'ai l'honneur de vous faire connaître mon intention de porter ces grands intérêts à la tribune.

On pense bien que je ne prends pas cette initiative sans m'être entouré d'une documentation abondante. De tous côtés se fondent des ligues pour la reprise du travail et des syndicats pour la défense des diverses corporations. On dresse le bilan de nos industries et de notre commerce. Ce sont de bonnes

méthodes. J'ai procédé dans un esprit analogue. J'ai recueilli de toutes parts les avis des meilleurs. Voici un chapitre de mon enquête, le fruit de quelques-unes des consultations que j'ai sollicitées de nos maîtres. Que fait l'État, leur demandai-je, pour l'organisation des recherches scientifiques? — Et tous de lever les bras au ciel, pour le prendre à témoin de leur dénuement et, je crois, le bénir que la question fût posée.

C'est que la situation faite à nos meilleures têtes scientifiques est un scandale intolérable. Un professeur de l'Université de Cambridge, peu avant la guerre, se faisait montrer les principales installations scientifiques de Paris, les laboratoires du Collège de France, du Muséum et de la Sorbonne, les caves, les greniers, les cuisines, les hangars historiques où Claude Bernard, Pasteur, Berthelot et Curie accomplirent leurs admirables travaux. Quand il eut vu, il s'écria : « Toutes les grandes découvertes qui, depuis deux siècles, ont bouleversé le monde, transformé les conditions de la vie et métamorphosé l'état des connaissances humaines, ont donc été réalisées chez vous par miracle... » Il avait vu notre pénurie matérielle, qui va parfois jusqu'à la misère, mais s'il avait étudié les conditions que nous faisons au personnel scientifique! Ah! c'est alors qu'il se fût émerveillé! Vraiment, c'est un prodige de la force des vocations françaises, un miracle de notre génie que nous puissions trouver des savants avec la vie précaire que nous leur faisons. Nous ne songeons pas plus à faciliter l'essor des talents, l'essor même de ces esprits dans lesquels il y a de la divinité que la nature à déterminer l'emploi de ces forces terrestres illimitées, l'eau, le vent, les marées. Chez elle et chez nous même indifférence au rendement, même gaspillage des puissances. Nous nous fions aux dons spontanés de notre race et à la bonne fortune.

J'ai déjà signalé (dans une suite d'essais à *l'Écho de Paris*) ce double défaut d'organisation, ce manque de personnel et de matériel qui entrave l'activité de nos deux plus grands instituts, le Collège de France et le Muséum, voués cependant par définition à la recherche scientifique. J'ai décrit la misère de ces laboratoires du Collège de France que les maîtres n'osent pas montrer aux savants étrangers, et la honteuse exiguïté des installations du Muséum qui empêchent Edmond Perrier et ses collègues d'accepter ou d'exposer des collections de grand prix offertes à l'État par de généreux donateurs. J'ai montré un

préparateur au Collège de France qui, ancien combattant et chef de famille, se contente d'une rémunération misérable pour se vouer à la science, alors que de magnifiques situations lui sont offertes par l'industrie. J'ai cité le fait d'un professeur du Muséum heureux de recevoir d'un particulier des subventions annuelles pour rétribuer son étaleuse de papillons. Nos grands instituts de recherche réclament d'urgence des réformes. Mais je ne reviens pas sur les parties déjà traitées d'un immense sujet qu'il faut nécessairement sérier, et je me propose ici, Monsieur le Ministre, de vous exposer le manque d'organisation qu'il y a dans l'Université, quant au travail de l'investigation scientifique.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, la plainte que je vous apporte! Déjà Renan, Pasteur, et combien d'autres maîtres illustres! ont déploré que l'Université délaissât le développement des sciences. La raison de cette faute, ils l'ont signalée. C'est que l'Université, ayant à former des étudiants et à leur distribuer la haute culture, subordonne nettement sa mission de recherche scientifique à sa mission d'enseignement.

Grande difficulté! On exige du savant qu'il soit un professeur. Or certains esprits génialement doués pour l'investigation n'ont aucun don pédagogique, tandis qu'en revanche d'excellents professeurs sont tout à fait inhabiles à concevoir ces idées neuves et fécondes que l'expérience a pour but de transformer en une interprétation *à posteriori* des choses.

Que de savants ont souffert de cette pénible situation où les met une erreur fondamentale de l'État! Ils ont été assujettis à des enseignements parfois élémentaires, sans y trouver la liberté et les moyens nécessaires à la recherche. « Les hommes qui ont le pressentiment des vérités nouvelles sont rares, » disait Claude Bernard. Et ces hommes rares, eussent-ils d'ailleurs le don pédagogique, on sera sage de les laisser à leur mission supérieure, qui est de développer les connaissances humaines. J'ai rappelé déjà le cas si tristement significatif de Pierre Curie. Avant lui Pasteur, excédé de soucis professoraux, s'était plaint amèrement des usages universitaires qui relèguent au dernier rang la recherche scientifique. Il y a une opposition permanente entre l'enseignement et l'investigation. Et de fait, le laboratoire est sacrifié à la chaire professorale. Eh bien! cet antagonisme, il faut que l'Université le résolve; il faut

qu'elle fasse marcher de pair la recherche et l'enseignement, et qu'elle maintienne l'inventeur dans le professeur; il faut qu'elle suscite des vocations et leur donne les moyens de se produire, qu'elle assure un recrutement de savants et un outillage scientifique. Bref, l'une de ses missions étant de créer la science, elle doit se développer, fût-ce en dehors de ses cadres rigides, pour être en mesure d'accomplir cette œuvre royale.

Par quelles voies et par quels moyens, je ne prétends pas l'indiquer en détail. Je me fie à la sagesse de l'Université elle-même. Il faut la consulter. Ce qui est bien arrêté dans mon esprit, c'est qu'il faut s'adresser aux savants et aux professeurs, à tous les esprits directement intéressés à la réforme, établir avec eux un questionnaire et coordonner leurs réponses.

Comment procurer aux étudiants les mieux doués des postes d'attente qui leur permettent de faire l'épreuve de leurs talents? Quel mode de recrutement adopter, afin d'obtenir des maîtres aptes à la recherche en même temps qu'à l'enseignement? Quels moyens de travail et d'investigation assurer aux jeunes agrégés et maîtres de conférences? L'État a-t-il le souci de stimuler le zèle scientifique des professeurs et de récompenser leurs découvertes? Que valent les laboratoires de nos Facultés? Vers quelle organisation nouvelle de la recherche et de l'enseignement nos Universités s'orientent-elles? Voilà des points essentiels. Et là-dessus mon enquête apporte des éclaircissements et de précieuses précisions. Dans ce travail nécessairement impersonnel, je n'ai rien mis de moi qu'une ardente curiosité et mon zèle pour la patrie. Puissé-je avoir clairement groupé des faits exacts propres à nous orienter vers la reconstitution intellectuelle de la France !

I. — MAITRES ET ÉTUDIANTS

COMMENT FORMER DES VOCATIONS SCIENTIFIQUES PARMI LA JEUNESSE FRANÇAISE DÉCIMÉE

Voici une première question (la question préalable), émouvante et troublante. Les jeunes générations françaises qui se destinaient aux carrières intellectuelles ont été, comme les autres, terriblement décimées. Où l'Université pourra-t-elle lever un nombre suffisant de recrues, pour les former au tra-

vail expérimental, qu'exigent la science contemporaine et la technique industrielle ?

A la rentrée de l'École Normale, en mars 1919, ce n'est point un palmarès qui a été lu, mais un martyrologe. Cent quarante-trois Normaliens, appartenant aux dix promotions les plus jeunes, tombés au champ d'honneur. En août 1914, cent soixante-et-un élèves des promotions 1911, 1912 et 1913, partaient de la rue d'Ulm aux armées ; quatre-vingt-un sont morts ou disparus, soixante-quatre blessés ! Exemple magnifique : triés avec soin et chargés des richesses de la vie spirituelle ils ont couru à la défense de la patrie. Mais la France dont ils assuraient le salut et la gloire, que de forces elle perdait en eux ! Et ce n'est pas seulement dans les rangs des étudiants, ces vides effrayants, c'est aussi parmi les maîtres : quatre-vingt-sept Normaliens des promotions antérieures à 1908 sont morts ou disparus. A la Sorbonne, même effondrement. La déclaration de guerre dispersa en moins de vingt-quatre heures les étudiants. La montagne Sainte-Geneviève dépeuplée offrit un spectacle sans précédent. Au temps du moyen âge et de la Renaissance, quand la guerre sévissait à l'état chronique, les échoppes de la rue du Fouare et les collèges gardaient leurs élèves ; les clercs échappaient aux tueries. Sous la Révolution et l'Empire, le quartier latin maintint son privilège de paix. Il était réservé au siècle des espérances démocratiques et pacifistes de voir toute cette jeunesse qui près du Panthéon s'initie à l'œuvre scientifique, littéraire, philosophique des grands hommes, abandonner ce foyer d'intellectualisme, et se joindre contre l'envahisseur aux autres classes de la nation. Il est difficile de chiffrer ses pertes avec une exactitude absolue, mais des renseignements envoyés par les familles aux secrétariats des Facultés des sciences et des lettres, il résulte que 40 pour 100 de ces jeunes hommes ont été tués ou mutilés au point de disparaître des lieux d'étude. Proportion effrayante, si l'on songe que, parmi les rescapés, figurent nombre de blessés et de malades ! Cette élite, dressée pour assurer la direction de la France et que voilà massacrée par moitié, c'est une hécatombe sans égale dans l'histoire.

Si puissante que doive être, nous en sommes sûrs, l'action de la victoire sur l'élan de la pensée française, comment ne pas redouter une diminution grave dans l'effort de découverte?

L'espèce d'indifférence et de gaspillage qu'à l'exemple de la nature notre pays pratiquait dans la formation de ses cadres intellectuels, dans l'œuvre d'avancement des sciences et dans la culture des hautes et rares vertus de l'esprit, nous comprenons bien, n'est-ce pas, qu'à partir d'aujourd'hui elle nous est interdite. Toutes les jeunes forces françaises doivent être distinguées, guidées, employées. Après ces coupes sombres, l'éducation appropriée de l'élite et l'organisation du travail scientifique deviennent des devoirs urgents.

Ces étudiants qui survivent en petit nombre, reviennent en outre avec de graves gênes. Tels d'entre eux sont restés cinq ans, six ans, sept ans sous les armes. Qu'est devenue leur préparation technique? Dans un âge déjà un peu avancé et quand l'esprit a été mûri par des épreuves surhumaines, comment se remettre à un apprentissage, avec tout ce que cela suppose de démarches élémentaires? En pleine mêlée, dans les conjonctures les plus tragiques, ils ont pris des habitudes de mouvement et de décision, un besoin de résultats, bref le goût de l'action. Se résoudront-ils à l'ingrate lenteur d'une carrière d'investigation? La France veut se loger, se vêtir, se nourrir; des régions entières sont dans une détresse que l'imagination a peine à concevoir; l'œuvre de production est à porter au maximum : l'industrie réclame des cerveaux et des bras. Elle est prête à rétribuer largement tous les concours. Ces combattants d'hier, chez qui la vie du front a développé quelque chose de foncièrement réaliste, ne seront-ils pas enclins à entendre des appels qui leur ouvrent des voies rapides et sûres? Que deviendra l'effort à échéance lointaine, l'effort du laboratoire?

Ce n'est vraiment pas le moment d'ajouter par d'excessives exigences aux obstacles de toute nature dressés contre les vocations scientifiques. Il faut aplanir la voie devant les jeunes hommes qu'anime la passion du vrai, et faire en sorte que la science ne leur soit pas une marâtre. L'Allemagne n'a pas subi d'aussi effroyables pertes dans son élite. Et pourtant elle multiplie déjà les efforts pour engager dans la carrière de recherches les esprits les mieux doués. Elle a éprouvé que science signifie de nos jours puissance et fortune; elle se rend compte que, vainqueur ou vaincu, le peuple qui occupera dans vingt ans le premier rang sera celui dont les laboratoires auront porté

au plus haut point de puissance les moyens de production (et de destruction). Ses grands industriels ont constitué une « association des bourses de Liebig, » pour subventionner les jeunes chimistes les plus méritants. Les grandes firmes d'Essen, de Francfort, de Cologne, de Ludwigshafen, de Berlin s'y inscrivent pour des souscriptions de 50 000, 100 000, 150 000 marks! C'est que les fabricants d'outre-Rhin savent que la grandeur de l'industrie chimique dans un pays dépend essentiellement de l'intensité des recherches. Ils entendent assurer aux maîtres des collaborateurs d'élite, des techniciens de premier ordre, qui s'attacheront ultérieurement soit à la science pure, soit à l'industrie. A nous, Français, d'imiter cette initiative et de retenir les jeunes hommes dans les laboratoires par des bourses.

L'Institut de France en distribue quelques-unes. L'État et l'industrie donneront-ils à temps ce concours pécuniaire, sans lequel, au retour du front, nos jeunes hommes les plus distingués seront contraints de renoncer à la science?

Nous pouvons encore encourager d'autre manière les travailleurs soucieux de s'assurer une formation scientifique complète. Décernons-leur des titres à la suite d'examens qui n'exigent pas des études trop diverses et trop longues. Le doctorat d'Université (distinct du doctorat ès sciences d'État), les diplômes des Instituts d'Université, semblent se prêter à ces modes de récompense. Certains maîtres trouvent cependant des avantages à la suppression du doctorat d'Université et à la transformation du doctorat d'État, qui serait rendu plus accessible. On instituerait alors, sous un nom nouveau, une épreuve d'érudition scientifique exigée des seuls candidats à l'enseignement supérieur... Que la réforme ait tel ou tel aspect, elle engagerait toujours nos jeunes gens à poursuivre une initiation propre à développer leur facultés d'expérimentation et d'invention et à leur procurer des titres prisés dans l'industrie.

Enfin l'Université doit être en mesure d'offrir aux jeunes gens vraiment doués, dans ses cadres auxiliaires, des fonctions temporaires qui leur permettent de s'essayer, sans souci d'ordre matériel, à la carrière des recherches. Mais là-dessus, plus loin, nous insisterons avec des détails.

La grande affaire, c'est de bien voir le but à atteindre. Il ne s'agit pas de former des érudits. Nous avons besoin d'esprits capables de spontanéité et de décision, on veut des chercheurs,

— je dirais, d'une façon plus générale, des chefs. « Un esprit bien fait vaut mieux qu'un esprit bien plein. » Le savant n'est pas celui qui sait, mais celui qui fait. Qu'un esprit bien dressé, rendu apte à prendre la tête d'un mouvement de recherches ou de réalisations, aille par la suite se consacrer à la science pure ou à l'industrie, peu importe; l'Université aura de toute manière créé une force, et mis debout un individu utile à la nation. Nous lui demandons qu'étant donné la diminution numérique de ses étudiants, elle s'attache plus que jamais à distinguer et à fortifier les aptitudes originales, qu'elle considère les jeunes talents comme un bien national précieux entre tous, qu'elle leur permette par des facilités de toute sorte (diplômes, bourses, situations d'attente) de se développer, qu'elle les distribue entre les fonctions (de science pure ou d'applications) où ils puissent donner leur rendement maximum, qu'elle tâche enfin par tous les moyens d'attirer et de retenir une forte élite de jeunes travailleurs.

Tout ce problème est d'une importance telle que je n'ai pas le droit de taire ce qui m'inquiète après que j'ai causé avec les maîtres de la science. Il ne suffirait pas de combler les pertes de la guerre. Avant 1914, les maîtres réputés qui travaillent ou professent dans nos grands instituts de recherche et dans notre enseignement supérieur étaient déjà insuffisamment secondés et suivis. Ils nous le disent, voilà longtemps que le personnel réduit dont ils forment le haut état-major ne répond plus, ni par le nombre, ni par le zèle, aux exigences de l'œuvre scientifique... Alors vous voyez bien que, de tous nos efforts, il faut préparer systématiquement des lendemains plus favorables et plus abondants.

Pourquoi ne pas créer dans le grand public le préjugé que la vocation des hautes études est noble ? Il n'y a rien dont, pour ma part, je sois plus persuadé. Et les circonstances semblent favorables à cette vue pratique. La valeur attribuée naguère à la supériorité de naissance est passée à l'argent, qui, lui-même, est bien incertain de son lendemain. Les privilégiés d'hier mis en péril par l'évolution générale entrevoient de retomber dans la masse. Et cependant, élevés dans le sentiment d'une supériorité qu'il s'agit maintenant de justifier de nouveau, ils prendraient mal leur parti de ne compter que comme le premier venu. On leur conseille de se jeter dans la bataille de la vie et

de faire des affaires. Ce n'est pas le goût de tout le monde. Je les engagerais plutôt à travailler pour s'assurer la supériorité du savoir. Que la science leur redonne des titres de noblesse. Beaucoup d'anciennes familles ont maintenu dans leur conception de la vie la prédominance de l'esprit militaire sur les considérations commerciales. Hors de Saint-Cyr, dans les cinquante dernières années, elles ne voyaient pas grand'chose. Elles s'accommoderaient difficilement de n'avoir pas d'autre mobile que l'intérêt. Pourquoi leurs fils ne chercheraient-ils pas à s'arroger la maîtrise de la raison, à créer la science et à diriger l'esprit humain? Ils peuvent former une tête de société et monter légitimement au faîte de l'édifice s'ils emploient leurs ressources à s'assurer la grande culture de l'esprit. Et puis, ne seraient-ils pas heureux d'avoir foi en quelque chose d'immatériel ? Tenir un rang, même modeste, dans les équipes de la science, c'est quelque chose d'équivalent au service du prêtre et du soldat dans les ordres et dans l'armée.

Je suis persuadé que les salons, pleins de distinction mais où la spiritualité se renouvelle mal, sont prêts dès maintenant à reconnaître la valeur d'une forte et saine éducation rationnelle. Je crois que, dans un moment où chacun convient qu'il est déplaisant (et presque impossible) de vivre en oisif, il y a moyen de diriger les classes riches et aristocratiques vers les hautes études. Enfin je suis certain que d'une manière plus systématique qu'on n'a fait jusqu'alors, on pourrait éveiller dans les bonnes petites têtes d'enfants des vocations de travailleurs scientifiques.

Je n'entends pas m'engager ici dans la critique de notre enseignement public, secondaire et primaire, mais je transcris brièvement les vœux que m'expriment des voix autorisées.

Notre enseignement primaire est trop abstrait. Il n'oriente pas les enfants des campagnes vers les carrières agricoles, ni les enfants des villes vers les carrières commerciales et industrielles ; il leur donne mal le sentiment de la supériorité que leur assurerait la connaissance rationnelle de leurs métiers. Les conduit-il, par une pente naturelle, vers les enseignements techniques? Et les intelligences d'élite, les achemine-t-il aux études plus lentes, plus laborieuses et plus complexes, qui donnent accès au travail scientifique? L'enseignement primaire compte plusieurs millions d'élèves. S'il était mieux

inspiré, ne pensez-vous pas qu'il fournirait à la science un recrutement magnifique d'auxiliaires et de maîtres?

L'Enseignement secondaire ne comprend qu'une centaine de milliers d'élèves. Le grief essentiel qui lui est fait, c'est (en raison du quadruple fractionnement des études établi par la réforme de 1902) de former des esprits incomplets : les uns tournés exclusivement vers l'antiquité gréco-latine; les autres, au contraire, tenus dans l'ignorance de ces grandes étapes de l'esprit humain; d'autres, instruits simplement des langues étrangères ou des sciences mathématiques. De l'aveu général, l'Université n'a pas encore réussi à édifier une forte culture, fondée sur l'étude des classiques et ouverte aux influences des grands mouvements d'idées, et des chefs-d'œuvre étrangers, comme aux suggestions saisissantes de la science contemporaine. L'Enseignement secondaire ne donne pas des esprits formés, habiles au travail, épris de la grandeur des disciplines littéraires et scientifiques du siècle. Il n'assure plus que des initiations partielles, insuffisantes. Nos savants se plaignent que les élèves des lycées préparés aux sciences n'aient que de faibles traces des qualités de logique, de composition et d'exposition, tenues jusqu'ici pour inhérentes à l'esprit français, et qu'ils n'aient, non plus, presque rien de cette curiosité et de cette flamme, sans quoi les méthodes d'observation et d'expérimentation apprises par la suite ne sauraient permettre d'explorer efficacement le mystérieux domaine du monde physique.

Il faudrait que l'on revînt sur ce fâcheux démembrement des études imposé par les programmes de 1902 et que nos lycéens reçussent la formation d'esprit et l'entraînement à l'effort intellectuel, sans quoi il n'existe pas d'homme cultivé, en même temps que la notion du merveilleux « devenir » des sciences de la nature. Mais les savants formulent contre nos collèges un second grief, et, si nous prêtons attention à nos souvenirs, aussi bien qu'aux propos de nos enfants, nous reconnaîtrons qu'il n'est pas sans fondement. Ils disent qu'en vertu d'un préjugé ancien et vivace, dans nos établissements secondaires, les sciences sont tenues pour inférieures, et les lettres comme seules dignes d'occuper les esprits distingués. Au point que les meilleurs élèves seraient d'autorité détournés des sciences vers les lettres... Il y a du vrai dans cette appréciation, et c'est malheureux, car l'intérêt national voudrait que

l'Université produisît moins d'avocats, de journalistes et d'apprentis politiciens, moins d'esprits satisfaits d'une maigre substance, soi-disant littéraire, et beaucoup plus de jeunes cerveaux munis de cet outil non pareil qu'est la méthode des recherches et des applications scientifiques.

Dans un discours mûrement délibéré (du 11 avril 1919), M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, déclarait au Sénat : « La véritable crise de l'enseignement supérieur, s'il y en a une, est tout entière dans l'insuffisance de nos installations et de notre outillage. C'est donc, en définitive, une question de crédits, une question de matériel qui se pose devant nous. » A quoi M. Henry Le Chatelier, le grand chimiste, répondait dans *le Temps* du 22 juillet 1919) : « Ce qui nous manque, ce n'est pas tant l'argent que les hommes capables de l'employer. Tout notre effort doit être concentré vers la production de ces hommes... Pour remettre en honneur la recherche scientifique, il faut commencer par élever le niveau de l'enseignement primaire, délivrer l'enseignement secondaire de la tyrannie des programmes d'examens et supprimer l'anarchie dans l'enseignement supérieur. » La plupart de nos savants partagent cette opinion. Ils disent avec le Dr E. Roux que « la désertion des laboratoires est un péril pour notre pays. » (*Temps*, 25 juillet 1919). Ils appréhendent que le réalisme grossier dont l'expansion paraît inévitable après toute grande époque de contrainte et d'épreuves, d'élans et de sacrifices, ne détourne encore les esprits de la recherche scientifique. De là une campagne conduite par un groupe d'hommes éclairés pour déterminer dans notre pays un mouvement d'opinion en faveur des sciences, pour obtenir notamment des classes dirigeantes et opulentes la création de bourses au profit des jeunes travailleurs scientifiques, la dotation des Instituts créés ou projetés, une aide morale et pécuniaire à la recherche. De là également des regards de détresse et d'espoir jetés par quelques maîtres vers « les forces prolétariennes, » des invitations à « aller droit aux organisations populaires et à leur expliquer franchement et complètement ce qu'on croit être le vrai et le juste, ce que l'on attend du peuple, ce que l'on veut faire avec lui et pour lui, » de là ces préparatifs de « lutte pour le maintien d'une vie scientifique dans notre pays ! » (Professeur E. Gley, *Temps*, 27 juillet 1919.)

Je préfère à la quiétude des hauts administrateurs de l'Université ces sourdes angoisses et ces tentatives de nos maîtres, frémissants de la plus belle passion. Nul doute que, dans la France d'après-guerre, le besoin de lucre et de jouissance ne se heurte de plus en plus aux énergies des jeunes générations et à leur volonté de rendre la patrie aussi active que leurs aînés l'ont faite glorieuse. Encore faut-il que les directeurs intellectuels de cette saine jeunesse masculine et féminine lui mettent au cœur un premier goût des études scientifiques et lui montrent qu'elles sont l'instrument de la plus puissante action. Les vocations fécondes sont faites d'impondérables : influences opportunes, désir de communier avec son temps, de lui donner le bien auquel il aspire et d'en obtenir la célébrité.

Chaque génération assume une tâche. La jeunesse présente vient de sauver le monde sur les champs de bataille. Celle qui entre dans la carrière doit donner à notre haute culture un renouveau de lustre pour le relèvement et le rayonnement de la France appauvrie, à qui le monde demande des leçons. Il faut que les maîtres aident la jeunesse à discerner sa sublime mission.

COMMENT PROCURER DES POSTES D'ATTENTE AUX ÉTUDIANTS D'ÉLITE. LES PRÉPARATEURS

Il convient que l'Université s'efforce d'orienter vers les sciences l'imagination des enfants, puis d'attirer par des honneurs et des titres les jeunes hommes les mieux pourvus d'aptitudes intellectuelles, et enfin de les retenir par des postes d'attente, rétribués... Mais précisément quelles fonctions l'Enseignement supérieur peut-il confier, à titre temporaire, à des travailleurs qui ne sont plus des étudiants, pas encore des techniciens ?

La réponse, les maîtres de nos sciences sont unanimes à la donner. Un grand chimiste Strasbourgeois, Charles Gerhardt, consulté, en 1846, sur les besoins d'une chaire de chimie qu'il occupait alors à la Faculté des sciences de Montpellier, exprimait divers désirs qui sont précisément ceux que nous confient les maîtres d'aujourd'hui. Notamment il réclamait un préparateur, en soulignant que celui-ci ne devait être nommé que pour un temps limité (trois ou quatre ans). « Pour être utile, disait-

il, le professeur ne doit pas se borner à des leçons orales faites à un auditoire bénévole et fugitif. Il doit former des élèves dans son laboratoire. Un des moyens efficaces de les y attirer est de faire des fonctions de préparateur la récompense du mérite, un acheminement vers une position meilleure, un moyen enfin de parvenir, et non plus un poste fixe propre à satisfaire l'ambition la plus modeste. Ces fonctions étant temporaires, on faciliterait ainsi l'étude, à peu de frais, à des jeunes gens capables et studieux, mais pauvres. On placerait de cette manière auprès des professeurs, des élèves dont ils feraient l'éducation scientifique. La science y gagnerait parce qu'on stimulerait ainsi le zèle du professeur en facilitant considérablement les moyens d'étude. » (Correspondance de Charles Gerhardt, publiée par Marc Tiffeneau).

Ces quelques lignes nous donnent la solution cherchée. Qu'il prépare ce qui est nécessaire pour les leçons de chimie, de physique, etc., et pour les travaux pratiques, ou qu'il seconde un professeur dans ses investigations, le préparateur est essentiellement un exécutant. Il doit être jeune et avoir l'ambition de ne pas s'éterniser dans cette fonction, mais de devenir lui-même celui qui conçoit et qui dirige. Des jeunes gens de mérite, appelés pour quelque trois années à ces postes, qui généralement laissent beaucoup de loisirs (et dans lesquels d'ailleurs ils pourraient être prolongés sous certaines conditions), seraient en mesure de poursuivre des travaux scientifiques. En tout cas, ils y acquerraient la pleine possession de la technique expérimentale et se trouveraient admirablement préparés à devenir des chercheurs, dans l'Université ou dans l'industrie. Il est malheureux qu'en dépit du sentiment unanime des professeurs, on ait rendu permanentes les fonctions de préparateurs ; on a constitué ainsi une caste distincte, presque fermée, comparable en quelque mesure à celles des maîtres répétiteurs dans l'enseignement secondaire et des anciens sous-officiers dans l'armée. Créer dans la maison de la science, vouée aux études nouvelles et aux recherches, un fonctionnarisme à demeure, médiocrement rétribué, sans liberté d'action, sans espoir sérieux d'avancement, c'est un non-sens. Il faut en revenir au mandat temporaire du préparateur, tel que Pasteur l'a établi dans son Institut, tel qu'il existe dans les Facultés de médecine pour les aides

d'anatomie et les prosecteurs. Maintenons aux préparateurs actuels l'intégralité de leurs droits, mais hâtons-nous de décider que cette fonction, désormais temporaire, devient l'apanage des jeunes. Elle sera confiée, sur la proposition des professeurs ou chefs de service, à des étudiants ayant terminé avec distinction leurs études. Dans ce poste, ils parachèveront volontiers leur éducation comme font dans l'internat des hôpitaux les jeunes médecins et pharmaciens les plus distingués. Ils se perfectionneront en vue de devenir chef de travaux, maître de conférences, professeur ou technicien de premier ordre dans la grande industrie.

La permanence s'expliquait tant bien que mal à l'époque où la science était reléguée à l'école, comme en dehors de la vie nationale, sans liaison avec l'industrie, et quand ses auxiliaires, s'ils ne s'élevaient pas dans la carrière universitaire, ne pouvaient trouver des débouchés dans les usines et manufactures. Mais demain, pour n'être pas distancée et expropriée par ses rivales étrangères, notre industrie devra être constamment pourvue de techniciens (en même temps que de procédés nouveaux) par les laboratoires scientifiques; elle embauchera avec joie les préparateurs qui lui seront désignés par ces fonctions provisoires réservées à l'élite, — et alors la mesure fâcheuse de naguère perdra même sa pauvre raison d'être.

DU MODE DE RECRUTEMENT DES MAÎTRES DE L'UNIVERSITÉ ET DE SES IMPERFECTIONS

L'Université est la grande détentrice des instruments de travail scientifique... Alors elle s'efforce d'appeler à elle et de fixer dans les cadres de son enseignement supérieur les hommes qui possèdent la faculté d'invention et la vocation des recherches? Pas du tout. Sa préoccupation principale, c'est de s'assurer des professeurs pleins de savoir et de talent.

Les agrégés de nos Facultés de médecine et de pharmacie sont désignés au concours. Si les maîtres de conférences de nos Facultés des sciences ne sont pas tenus strictement de passer le concours de l'agrégation (des sciences physiques et chimiques, naturelles, etc.), la plupart d'entre eux jugent utile d'en faire l'effort. En tout cas, ils doivent avoir été reçus au doctorat ès sciences qui, par l'étendue et la durée des études

qu'il impose et que couronne la soutenance d'une thèse, est d'un accès extrêmement difficile. On peut dire que l'enseignement supérieur en France se recrute presque exclusivement par le concours ou ses équivalents. Nous n'aurons pas l'injustice de méconnaître la qualité de ce mode de sélection. C'est probablement le meilleur, s'il s'agit de désigner des sujets remarquables par la mémoire et le talent d'exposition. Nous lui devons d'admirables professeurs. Que vaut-il pour faire surgir le personnel le plus propre aux investigations scientifiques? Il ne tient pas compte des aptitudes nécessaires à des chercheurs, à des inventeurs. Il rebute nombre d'entre eux en leur imposant des épreuves difficiles qui ne sont pas leur affaire.

Alfred Giard s'élevait contre des épreuves qui firent échouer à l'agrégation un Claude Bernard, dont ses contemporains ont pu dire : « Bernard n'est pas un physiologiste, c'est la physiologie même. » Ramsay, le célèbre chimiste anglais, critiquait vivement ce mode de recrutement et d'avancement. Et M. Armand Gautier, lors d'enquêtes demeurées célèbres, a préconisé, en remplacement du concours, le « système d'appel, » en usage dans les universités allemandes.

Chez les Allemands, pour que la recherche soit ouverte à tous les esprits qui en ont le goût et l'aptitude, l'accès de l'enseignement est très large. Les jeunes gens qui veulent étudier les sciences s'inscrivent au sortir du gymnase, à dix-sept ans, dans une université. Ils suivent les cours qui les intéressent et prennent place dans un laboratoire (en payant partout un droit d'entrée). Après quelques années de préparation, à vingt-et-un ans, ils passent le doctorat, examen facile, qui ne comporte ni l'universalité ni le développement des connaissances qu'en France nous exigeons. Dès lors, les voilà libres : plus d'examens et pas de concours! S'ils ont hâte de gagner leur vie, ils entrent dans l'industrie ; sinon ils restent attachés à une université. Un grand nombre d'entre eux appartiennent à des familles riches, la carrière scientifique étant fort honorée outre-Rhin. Ils se spécialisent, se font agréer comme privat-docent et sont rétribués par leurs auditeurs. A vingt-six ou vingt-huit ans ils ont des honoraires, un laboratoire et de grands moyens de travail, car le matériel et les produits sont mis gratuitement à leur disposition par les universités, ou

par des compagnies industrielles toujours disposées à s'intéresser aux recherches. Réussissent-ils à se faire connaître par des travaux, quelque conseil d'université les nomme professeurs.

(Chez nous, le ministre de l'Instruction publique envoie un agrégé, un maître de conférences dans une université qu'il ne consulte pas. Celui qu'il nomme est au-dessus de toute discussion, puisqu'il a triomphé dans les plus redoutables examens et concours. Outre-Rhin, ce sont les universités qui pourvoient elles-mêmes aux vacances de tous ordres. L'assemblée des professeurs peut même s'adjoindre un praticien étranger aux milieux universitaires. La garantie de son choix, c'est l'intérêt qu'elle a tout naturellement à soutenir le prestige de l'Université, à y attirer un grand nombre d'étudiants, et à grossir ainsi les bénéfices de tout le corps professoral.)

Dans ce système allemand, la recherche, ses exigences et ses résultats sont mis toujours au premier plan. En France, c'est le souci de l'enseignement oral qui l'emporte. Imaginez le recrutement des lettres françaises limité aux élèves admis au concours de l'École normale : vous aurez une impression à peine grossie, de ce qu'est actuellement, avec cette porte étroite du concours, le recrutement de la science française.

Comment modifier ce fâcheux état de choses? Comment empêcher que des vocations scientifiques soient lassées par des épreuves excessives, ou même dégoûtées et rejetées? Je demande qu'on en délibère. Je n'entends que stimuler l'opinion éclairée et lui soumettre un problème essentiel. Faut-il modifier la charte de notre corps enseignant et admettre que des chercheurs accèdent à l'enseignement supérieur, à ses chaires et à ses laboratoires, sans suivre la voie exténuante des examens et des concours? C'est ainsi que certaines personnalités militaires sont promues aux grades les plus élevés sans passer par l'École de guerre. Je ne sais pas si nos maîtres, justement jaloux de leur prestige, accepteraient une réforme aussi radicale. La plupart d'entre eux souhaitent que nos universités puissent prendre plus de part à la nomination des maîtres de conférences et des professeurs titulaires. Ils croient que, désireuses d'accroître leur influence, elles éliraient de préférence des hommes d'une valeur personnelle, entraînés aux recherches, connus déjà par leurs travaux et qu'ainsi les cher-

cheurs se sentiraient mieux soutenus et fort justement plus favorisés. En tout cas, si l'on veut maintenir les traditions, les garanties et les privilèges du corps professoral (ce qui peut bien se soutenir), il est tout un ensemble de mesures à adopter pour empêcher la ruine des aptitudes et des talents scientifiques qui lui resteront étrangers.

Par exemple, pour tenir éveillé chez les étudiants le goût de l'expérimentation et l'estime de la science en formation, pour faciliter aux mieux doués d'entre eux une carrière de recherches, pourquoi ne pas développer, sous la direction des universités, ces instituts scientifiques spécialisés, de création récente, où peuvent être appelées les compétences techniques d'une ville, d'une région, où les instruments de travail sont mis à la disposition de qui peut vraiment les utiliser? Pourquoi ne pas créer, parallèlement à l'œuvre scientifique du corps professoral, un mouvement d'investigation soutenu par nos universités?

Il est toujours, pour les hommes de bonne volonté, des solutions conciliantes et efficaces.

DE LA NÉCESSITÉ DE DONNER AUX JEUNES AGRÉGÉS
ET MAITRES DE CONFÉRENCES DES INSTRUMENTS DE RECHERCHES

Voici de jeunes techniciens issus des examens et des concours les plus redoutés, possesseurs d'une vaste érudition, en pleine vigueur, en pleine ferveur intellectuelle. L'Université va-t-elle leur confier des instruments de recherche, afin qu'ils lui donnent une moisson d'études originales et de découvertes?

Nullement! Et c'est l'un des traits les plus absurdes de notre organisation universitaire, qui satisfait peut-être aux conditions de l'enseignement oral, mais non aux exigences du labeur scientifique. Les maîtres de conférences de nos Facultés n'ont ni crédits, ni auxiliaires, ni installations pour effectuer des investigations. Ils sont condamnés en principe à rester étrangers au travail de développement des sciences. L'État les a triés rigoureusement, de manière à constituer une sélection précieuse et peu nombreuse, et en même temps qu'il les appelle au haut enseignement, il les écarte des laboratoires! C'est incroyable. Et en effet Pasteur s'écrie : « Qui voudra me croire, quand j'affirmerai qu'il n'y a pas, au budget de l'Instruction publique,

un denier affecté au progrès des sciences physiques, que ce n'est que grâce à une fiction, à une tolérance administrative, que les savants envisagés comme professeurs, peuvent prélever sur le Trésor public quelques-unes des dépenses de leurs travaux personnels, au détriment des allocations destinées aux frais de leur enseignement? »

Les professeurs sont dans un dénuement moindre qu'au temps de l'illustre biologiste. Mais l'âge moyen auquel ils sont nommés est tout proche de la cinquantaine. Jusqu'à cette promotion tardive, les maîtres de conférences restent strictement privés de tout moyen de recherches. Songez à Pierre Curie et à son rêve jamais satisfait d'un laboratoire en Sorbonne! Lisez ces lignes d'un jeune savant de l'Université de Paris, connu déjà par ses découvertes : « A quelques exceptions près, seuls les professeurs sont dotés d'un laboratoire et de crédits de laboratoire. Il en résulte que, de 30 ans à 45 ou même à 50 ans, les chercheurs ne disposent dans l'enseignement supérieur d'aucune allocation et ne peuvent effectuer leurs recherches qu'en demandant l'hospitalité dans un laboratoire de professeur, ce qui est souvent impossible. Les maîtres de conférences ou les agrégés demeurent dans la même situation que lorsqu'ils étaient élèves préparant leur doctorat. On peut avancer hardiment que si des moyens de travail étaient accordés aux chercheurs à la période la plus féconde de leur vie, c'est-à-dire de 30 à 50 ans, *la production scientifique de notre pays serait doublée.* »

Ai-je le droit de traiter de scandale un tel état de choses? Vainement on m'objectera qu'il existe une caisse des recherches scientifiques. Cette caisse ne distribue que des subsides parcimonieux, en petit nombre, pour une année, et en vue d'un travail déterminé, et cela aux professeurs (insuffisamment dotés par l'État) comme aux autres chercheurs. Vainement d'autres contradicteurs me diront : Voulez-vous donc dresser écoles contre écoles, et faire de la poussière de laboratoires? — Je réponds : La France ne peut tolérer qu'après une sélection rigoureuse et une formation laborieuse, des jeunes énergies intellectuelles soit mises en inactivité, en réserve... pour être utilisées vingt ans plus tard!

Construisez, si telle est votre préférence, des ateliers scientifiques assez vastes, où, sous le patronage des professeurs, des

maîtres de conférences puissent trouver place; mais n'oubliez pas que ces nouveaux travailleurs auront besoin d'auxiliaires (car il n'est plus de labeur scientifique sans main-d'œuvre), et de crédit, (les produits nécessaires aux expériences étant coûteux). Décidez que le crédit que vous accorderez aux jeunes maîtres de l'Université ne sera qu'annuel, prévoyez même sur l'emploi de ces fonds le contrôle du Conseil de l'Université. Mais, de grâce, agissez!

« Les crédits, suggère un jeune savant, pourraient n'être pas affectés nécessairement à la fonction d'agrégé, de maître de conférences, de chef de travaux, ou même de préparateur, mais seraient demandés par les titulaires de ces postes, chacun pour sa part, à une caisse du Ministère... »

Peu importe le moyen. Je ne cherche pas à servir ou à contrarier les intérêts d'aucune personnalité. Je cherche à provoquer l'emploi d'admirables énergies trop gaspillées et à faire élaborer une saine distribution du travail scientifique. J'ai sous les yeux une France terriblement appauvrie d'hommes jeunes et cultivés, qui doit assurer sa reconstitution intellectuelle, économique, sociale, et d'autre part un cadre de jeunes maîtres, peu nombreux, mais animés de la passion du mieux... auxquels on refuse des instruments de travail : mon devoir est de dénoncer le tort, que, par impéritie, on fait à notre pays.

LES PROFESSEURS : LES VICES DE LEUR PRÉSENT STATUT. — COMMENT LES INCITER A L'INVESTIGATION ET AUX DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES

Après avoir été exclus, de leur trentième à leur cinquantième année environ, du travail de laboratoire, les maîtres de conférences nommés professeurs reçoivent enfin un atelier, des crédits et des auxiliaires. Mais les voilà soumis à des conditions d'avancement à l'ancienneté, de rétribution médiocre, d'uniformité de carrière, de mise à la retraite tardive, propres à décourager de nouveau l'initiative et l'effort d'investigation.

Imaginez une industrie, une armée, où aucun des mobiles qui anime le cœur des hommes ne serait mis en jeu, où il n'existerait aucune récompense pour l'effort, le courage et les actions d'éclat, où l'intérêt ne serait pas sollicité, ni l'amour-propre, ni l'honneur, où il n'y aurait pas de péril à mal agir, pas de profit ni de gloire à bien faire : à quelle faillite ne

courrait pas cette industrie ou cette armée! Or telle est la loi dans l'enseignement supérieur. Sans doute il comprend des hommes de haut mérite, mais ce sont des hommes, et en raison de la difficulté, de la lenteur, de l'uniformité des carrières, la passion du mieux s'amortit chez eux et s'éteint. Ils en viennent à se tenir pour satisfaits du grand effort et des succès qui, de vingt à trente ans, ont illustré leur laborieuse jeunesse. Ils sont entrés à l'École Normale, ils ont réussi au concours de l'agrégation, ils ont conquis le titre apprécié de docteur ès sciences; désormais ils se borneront à dispenser honnêtement l'enseignement dont ils ont la charge, et ils demanderont à des travaux d'ordre privé, analyses, expertises, un complément de rémunération. (Jusqu'ici un professeur d'université de province d'une soixantaine d'années, devenu un spécialiste réputé, « recevait un traitement effectif de 7 600 francs. »)

J'ai entendu des savants illustres déplorer avec une vraie anxiété ce mal d'indifférence qui sévit dans maintes chaires d'Université, et en donner comme cause profonde l'absence de tout système d'émulation et de stimulation. Tout semble ménagé pour faire de nos professeurs de Facultés des fonctionnaires distingués, estimés, peu rétribués et déshabitués de l'effort scientifique, bref des mandarins. Aucune mesure ne permet de récompenser le zèle des chercheurs. Les professeurs de Facultés sont inamovibles de fait; et leur traitement s'élève à l'ancienneté. « Les choses sont si bizarrement agencées chez nous, constate M. Edmond Perrier, que les professeurs des plus petites Universités de province n'ont aucun intérêt à briguer les chaires du Collège de France et du Muséum, qui ont été créées pour les plus grands esprits. » Renan se plaignait de ces « habitudes de paresse et de négation malveillante dont les corps enseignants ont tant de peine à se préserver; » surtout, ajouterai-je, quand rien n'est fait pour les pénétrer du goût de la recherche!

Les universitaires sont les premiers à dénoncer le mal et à réclamer une réforme. Eux aussi « reprochent au système actuel de produire des carrières trop uniformes, n'offrant pas un stimulant à l'effort. » (*Bulletin de l'Association amicale du personnel enseignant des Facultés des sciences, fascicule 21*, 1919). Et ils proposent un ensemble de mesures, qui semblent judicieuses. Ils voudraient que l'État consultât les spécialistes

compétents pour la nomination des professeurs et maîtres de conférences (puisque c'est généralement parmi ces derniers que sont pris les professeurs). Ainsi l'avancement aurait chance d'être donné aux maîtres qui ont une œuvre. Ils demandent que les classes les plus élevées du professorat soient attribuées seulement au choix, et que ce choix s'exerce au profit des chercheurs, après consultation des spécialistes. Enfin, ils souhaitent la création, au profit des maîtres qui forment école, d'un casuel pris sur les frais de scolarité des étudiants... Je n'examinerai pas ces propositions, non plus que d'autres, de même ordre et de même portée (droit pour les professeurs de l'Université de faire breveter leurs inventions; congé périodique avec traitement, pour faciliter l'accomplissement de voyages d'ordre scientifique à l'étranger; majoration de retraite (*emerita*) aux maîtres dont l'œuvre a été exceptionnellement féconde); il me suffit de prouver que, sans disconvenir aux universitaires, sans leur enlever les prérogatives auxquelles ils tiennent, on peut aisément les orienter vers la recherche. Ils le demandent, et c'est à nos dirigeants de vouloir et d'agir.

DES VIEUX SAVANTS

Exclure des laboratoires les maîtres de trente à cinquante ans, puis à cinquante ans leur donner des instruments de travail expérimental, sans les inciter à des recherches, dont la plupart sont déshabitués, c'est un système indéfendable : il trouve son couronnement dans les conditions actuelles de la mise à la retraite. Écoutez plutôt! L'État maintient les professeurs de l'enseignement supérieur en pleine activité jusqu'à soixante-dix ans, soixante-quinze même, s'ils sont membres de l'Institut. A ces vieillards, il demande un cours régulier, la direction d'étudiants, la présence aux jurys d'examens et de concours, la participation aux conseils de Facultés et d'Université, la rédaction de rapports, l'accomplissement en un mot d'obligations très diverses. Or l'enseignement seul exige une documentation générale sans cesse tenue à jour (par la lecture des périodiques, des mémoires français et étrangers), et un effort physique, quand il s'agit de s'imposer à un auditoire de jeunes gens : tâche évidemment excessive, une fois passé l'âge

de soixante-cinq ans. Aussi qu'arrive-t-il en fait? C'est que, pour motif de santé, beaucoup de professeurs âgés cessent leur cours, dont la charge retombe sur un maître de conférences. Mais celui-ci n'a pas le traitement ni la libre disposition des instruments de travail (laboratoire, crédits, main-d'œuvre) qui correspondent à cet enseignement. Il est parfois promu professeur adjoint, sans augmentation de traitement. A la Sorbonne, tel maître réputé fait depuis une dizaine d'années un cours professoral dans ces conditions de suppléance précaire. Conçoit-on pour des hommes de talent, quadragénaires ou quinquagénaires, un régime plus décourageant? Au reste, admettez que les vieux professeurs continuent à faire leur cours : que deviennent alors les ateliers et les crédits qui leur sont si jalousement réservés? Que devient la recherche scientifique? Elle est encore et toujours sacrifiée.

Il serait aisé, cependant, d'établir un état transitoire, adapté aux forces des septuagénaires, qui concilie les prérogatives des vieux savants, les intérêts des jeunes maîtres, le soin des étudiants et les exigences du travail et de la production scientifiques. A une limite d'âge moins tardive, soixante-trois ou soixante-cinq ans (comme dans les hôpitaux de Paris, où les médecins fournissent cependant une tâche moins absorbante que celle des professeurs de l'Université), on mettrait en demi-retraite les professeurs titulaires, en leur maintenant pendant une dizaine d'années encore le droit de présence et de vote aux conseils de l'Université, un atelier de recherches et leur traitement. Ils poursuivraient sans fatigue excessive et sans souci pécuniaire leur œuvre d'investigations, et laisseraient aux maîtres plus jeunes leur chaire, c'est-à-dire la lourde charge de l'enseignement et l'emploi des grands moyens de travail.

Les meilleures têtes scientifiques préconisent une réforme de ce genre. Elles ont de hautes ambitions pour l'Université. Et elles distinguent la misère présente de ce pays, qui ne peut compenser la perte de ses jeunes hommes et d'une grande part de ses ressources que par l'emploi intensif des talents qui lui restent et par le développement des moyens de puissance et de prospérité que procure la recherche scientifique. Quand donc les chefs responsables le comprendront-ils?

Trop longtemps, jusqu'au relèvement des traitements

décidé en septembre, l'État a laissé les maîtres dans cet état de gêne matérielle et morale que dépeignait si fortement Bossuet : « Lorsque je me sens à l'étroit dans mon domestique, je perds la moitié de mon esprit ! » Aussi les meilleurs sujets refusaient-ils, ces dernières années, de s'engager dans cette carrière déshéritée. Plus d'un maître quittait sa chaire pour entrer dans l'industrie. Le recrutement de l'enseignement supérieur était menacé. Un abaissement de la haute culture pouvait se produire en France, au moment où, le prestige de nos idées étant grandi par la victoire, l'étranger nous demande nos professeurs, nos méthodes et nos directions intellectuelles. Ce danger est conjuré. L'État assure maintenant aux maîtres une condition matérielle décente. Qu'il leur demande un zèle nouveau ! Ils répondront à son appel. Il ne suffit pas que l'Université ait une avant-garde de savants illustres, et en arrière une armée de professeurs, satisfaits de divulguer la science faite. Le développement des sciences et de leurs applications exige des concours unanimes et résolus. D'après des témoignages irrécusables, la production scientifique de l'Université peut être considérablement accrue, pourvu qu'on l'organise.

II. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL

DÉFAUTS ET INSUFFISANCE DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL DANS L'UNIVERSITÉ

L'État Français, lorsqu'il est en veine de protéger la science, songe à lui offrir un palais. Mais la science est chose mouvante, en incessant devenir, et ses besoins ne sont plus le lendemain ce qu'ils étaient la veille. Très vite un palais devient pour elle une prison. Est-il demeure plus architecturale que la Sorbonne? Nos savants sont unanimes à vouloir s'en évader. Ils réclament de l'espace et de la lumière, de claires galeries extensibles, transformables et de « style usine. »

Songez que, depuis un quart de siècle, des sciences considérées comme fort avancées et proches de la perfection, ont été bouleversées, telles la chimie et la physique; que d'autres sont nées et ont pris un développement inattendu. Comment, dans un monument définitif, moulé sur les pensées et les besoins d'une époque, aménager sans cesse de nouveaux ateliers? Telle chaire nouvelle, à la Sorbonne, n'a pas de laboratoire, ni de

main-d'œuvre, ni de crédit, faute de place : ainsi, la chaire de physiologie végétale. Et c'est souvent pour la même raison, d'une pitoyable mesquinerie, que des enseignements, prospères à l'étranger, ne sont pas encore créés chez nous.

En même temps que les sciences croissent et se multiplient au delà de toutes prévisions, le nombre des esprits qui s'y initient augmente. La victoire va amener de tous les points du monde, par centaines et par milliers, des jeunes hommes désireux de recueillir nos leçons magistrales. Le laboratoire d'enseignement de la chimie de la Sorbonne ne peut accueillir tous les étudiants français qui s'y présentent; le laboratoire de physique, d'après les déclarations de M. Leduc, n'est pas moins à l'étroit : que sera-ce, quand accourra ce grand flot des étudiants étrangers? Nos maîtres s'estiment hors d'état de les recevoir.

Tout ce que j'ai dit de l'insuffisance des laboratoires du Collège de France et du Muséum, de leur défaut d'outillage, de leur dotation ridicule, du manque de personnel auxiliaire, s'applique aux services d'investigation de la Sorbonne. Son laboratoire de physiologie n'a pas de salle d'opérations aseptique; son laboratoire de zoologie ne dispose ni d'abri pour les animaux, ni d'aquarium; son laboratoire des êtres organisés, où Giard accomplit ses travaux justement réputés, est hors de la Sorbonne même, dans l'atelier en ruines où Soufflot travaillait du temps qu'il édifiait le Panthéon. Tous ces laboratoires, comme ceux de chimie minérale, de chimie physique, n'ont qu'un outillage incomplet; les préparateurs y sont rares, les garçons de laboratoire trop peu nombreux. Quant aux crédits, ils couvrent les frais de combustible et d'électricité, mais non les achats d'instruments et de produits nécessaires aux recherches. Comment les maîtres de la Sorbonne ont-ils pu, durant la guerre, seconder la fabrication des explosifs, fournir (dans un seul service) 14 000 appareils d'écoute souterraine de types divers et des appareils pour l'écoute sous-marine et l'écoute d'avions, donner sous maintes autres formes le plus précieux concours à la défense nationale? Parce que les ministères de la Guerre et de l'Armement leur allouèrent des crédits élevés et leur permirent ainsi de monter des ateliers, de faire travailler à l'extérieur des chercheurs et des mécaniciens. Que vont devenir ces entreprises dont les résultats dépassèrent toute attente?

Je ne m'étendrai pas sur ce défaut d'organisation matérielle à la Sorbonne parce que je serais amené à répéter ce que, dans *l'Écho de Paris*, j'ai dit du Collège de France et du Muséum, et parce que les besoins des laboratoires de l'Université ont été exposés de la manière la plus remarquable devant le Sénat, le 10 avril 1919, par M. le docteur Goy. Mais j'ajoute que, dans nos Universités de province, l'organisation du travail n'est pas mieux entendue qu'à la Sorbonne. Elles aussi manquent de chaires, de laboratoires, de personnel auxiliaire et de crédits. Elles ne sont ni conçues ni outillées en vue de la recherche. Leurs bibliothèques ont des dotations ridicules. Telle chaire de chimie biologique, dans l'une de nos premières Facultés de médecine régionales, dispose pour achat d'appareils, de produits, etc., de 300 francs par an! Imaginez toutes choses à l'avenant. Et puis, malgré la réforme de Liard en 1896, nos Universités demeurent, de toutes les Universités du monde, les moins libres. Elles sont chargées de donner aux étudiants issus des établissements secondaires un enseignement uniforme d'État. Elles font toutes obligatoirement des cours analogues sur l'ensemble de chacune des principales sciences, et ce sont des cours généraux et sommaires. Elles ne comptent presque pas de leçons d'un caractère approfondi sur les branches nouvelles de ces sciences. En dépit de l'opinion commune, un enseignement scientifique vraiment élevé est exceptionnel dans nos Universités.

De cet ensemble de conditions, de ce programme rigide, de ces mœurs administratives et de cette pauvreté de moyens, il résulte que ces Universités accomplissent pour la plupart peu de travaux et de découvertes. Il faudrait une ténacité singulière aux savants de province pour faire œuvre personnelle. Certains y réussissent et obtiennent jusqu'à l'étranger les hommages les plus flatteurs, tel le prix Nobel. Mais combien se rebutent!

Mal résignées à cette vie médiocre, nos Universités réclament énergiquement des mesures propres à favoriser en elles l'originalité. Elles demandent à n'être plus régies par ces représentants de l'État que sont les recteurs, mais à voir à leur tête, comme leurs émules étrangères, un président ou un chancelier élu. Ce magistrat universitaire, secondé par le Conseil de ses collègues, saurait distinguer les possibilités de développement de son Université et en poursuivre méthodiquement la

réalisation. Sous son impulsion, l'Université prendrait appui, obligatoirement, sur la société provinciale, à laquelle la rattacheraient ses anciens élèves. Elle appellerait des personnalités locales à participer à son activité scientifique. Elle serait amenée à adapter ses enseignements aux ressources et aux besoins de la région, à orienter ses recherches dans des voies jusqu'ici délaissées. Ainsi apparaîtraient des enseignements et des travaux, qui font encore défaut en France ; ainsi s'organiseraient d'elles-mêmes la division du travail scientifique, la spécialisation, la recherche originale.

Une quinzaine de corps d'État, à cinq Facultés, répartis en France pour distribuer un enseignement supérieur uniforme, défendus contre toute influence et participation locales, l'investigation demeurant ainsi aiguillée vers les mêmes directions, et d'ailleurs négligée : c'est une formule périmée. Là dessus l'exemple des États-Unis est probant. Un des maîtres qui ont étudié avec le plus de pénétration la vie scientifique de nos amis d'outre-mer, M. Maurice Caullery, dit que la caractéristique en est « l'élargissement énorme de la notion d'Université, qui, débordant largement nos cinq Facultés consacrées, couvre maintenant toutes les branches de la société moderne, et répand largement les méthodes de la science positive avec l'idée de sa puissance. »

C'est là que doivent en venir nos Universités. Il n'est pas possible que, dans cette paix hasardeuse, notre pays conserve une organisation de travail surannée, après qu'en pleine guerre il a manifesté d'un tel éclat ses puissances d'invention. Nos maîtres d'ailleurs sont déjà passés des doléances ou des vœux à des réalisations remarquables, — que nous allons examiner.

L'ŒUVRE DE NOS UNIVERSITÉS RÉGIONALES : LES INSTITUTS TECHNIQUES

La plupart d'entre nous, à cette heure, ont cessé d'ignorer quel étonnant « rétablissement » l'industrie française dut faire, après août 1914, pour procurer à nos armées l'armement et les munitions nécessaires et pour répondre à la redoutable offensive de la chimie de guerre allemande. Ils savent le fait, mais se l'expliquent-ils? Savent-ils comment cette industrie, privée de main-d'œuvre et de matières premières, réussit à improviser des installations et une production formidables?

Elle ne le put que grâce aux cadres que lui avaient assurés nos universités provinciales ?

Malgré leur haute valeur et leur autorité scientifiques, l'École polytechnique et l'École centrale, qui forment tant d'officiers et de fonctionnaires excellents, ne peuvent suffire à pourvoir la France de tous les ingénieurs qu'il lui faut. Leur enseignement établi sur la prépondérance des mathématiques, n'est d'ailleurs pas conçu pour préparer aux industries fondées sur les sciences naturelles, chimie minérale, chimie organique, physique, etc... Aussi, malgré le faible développement de ces industries dans notre pays, étions-nous envahis naguère par une nuée d'ingénieurs, trop souvent des Allemands. Les maîtres de nos universités de province, émus d'un état de choses si fâcheux à tant d'égards, cherchèrent à réagir. Des hommes de haute valeur déployèrent une superbe énergie contre l'inertie coutumière. A Nancy, dès 1878-1879, M. Haller conçut le projet d'un Institut voué aux recherches, ainsi qu'à la préparation de chercheurs et d'ingénieurs, dans l'ordre de la chimie appliquée. Il lui fallut dix ans d'efforts inlassables pour convaincre les pouvoirs publics et les groupements privés. En 1890, l'Institut fut ouvert, sous l'égide de la Faculté des Sciences; quelques années après, il comptait cent quarante élèves, un budget de 350000 francs; il délivrait des diplômes appréciés d'ingénieurs-chimistes, et il acquérait une réputation universelle!

M. Haller avait obtenu, non sans peine, que, selon la règle admise en Allemagne, les étudiants dussent payer une redevance (600 francs) pour bénéficier de cet enseignement spécialisé et user des laboratoires, appareils, produits mis à leur disposition. Tout en acceptant des élèves boursiers, l'Institut s'assurait ainsi le moyen de rétribuer le concours de professeurs étrangers à l'Université et surtout d'entretenir un outillage perfectionné.

Tel fut le succès de cette forme nouvelle de travail et d'enseignement scientifiques qu'elle fut aussitôt adoptée par les Facultés des Sciences en d'autres régions. L'université de Lyon fonda un Institut de chimie (1899), auquel fut rattachée l'École de chimie industrielle créée dès 1883 par ce précurseur, Jules Raulin. Disons-le en passant, le doyen de la Faculté de Lyon avait refusé d'accueillir parmi les étudiants les élèves de cette

École pratique de chimie. Grenoble transforma en un Institut électro-technique (1901) le cours et le laboratoire d'électricité industrielle créés en 1892, sur l'initiative du professeur Paul Janet. A la veille de la guerre, l'Institut de Grenoble, enrichi de branches nouvelles et devenu véritablement un « Institut général de sciences appliquées, » ou « Institut polytechnique, » comptait quatre cent cinquante élèves! Toulouse obtenait un succès pareil avec l'Institut de chimie (1906) de Paul Sabatier et son grand Institut électro-technique (1907). M. Haller fondait à Nancy (1900) un second Institut, également électro-technique. L'université de Lille suivait cet exemple.

Ainsi quatre ou cinq de nos universités régionales peuvent se glorifier d'avoir donné à la France les jeunes ingénieurs-chimistes, physiciens et autres, qui, sous la direction de maîtres éminents, ont assuré la défensive et la contre-offensive industrielles et scientifiques de la France en 1915-1918.

Que de telles institutions, ajustées aux besoins profonds de nos provinces, demeurent actuellement, selon une expression officielle, de simples « émanations des Facultés des sciences » et qu'elles réclament un statut d'ensemble, définitif, c'est légitime. Autonomie plus grande, régime administratif simplifié, fixation du recrutement et des prérogatives du personnel enseignant, que l'on aimerait aller chercher jusque dans les cadres de l'industrie, représentation au conseil de l'Université, conditions d'admission des étudiants, consécration des études par la délivrance de diplômes d'État et non plus seulement d'Université ; nul n'y contredit plus. Un projet de loi déposé au Sénat par le gouvernement, le 24 janvier 1919, vise à y pourvoir. Il va consacrer et renforcer l'œuvre de nos Universités, sans la déformer.

Mais l'essentiel, c'est de développer, de multiplier l'intervention des talents universitaires dans le domaine des sciences appliquées. Jusqu'à cette heure, cette intervention n'a été tentée que par quelques Universités, dans des directions peu nombreuses. Nul doute que, pour répondre aux exigences de notre époque, ce mouvement vers l'organisation des recherches d'application pratique ne doive être généralisé, diversifié et intensifié.

Ainsi voilà une industrie nourricière de la France, l'industrie agricole, qui met en œuvre un capital de plus d'une cen-

taine de milliards de francs, qui exploite quarante-six millions d'hectares, qui emploie six millions de travailleurs, représentant, avec leurs familles, près de la moitié de notre nation; c'est, au point de vue social, l'industrie modèle, celle qui rend le plus aisée au salarié l'accession à la propriété, celle qui forme les populations les plus vigoureuses, et les plus propres à soutenir la patrie dans la guerre comme dans la paix : de l'aveu des savants compétents, M. Gaston Bonnier, M. E. Tisserand, cette industrie fondamentale peut être transformée, ses rendements énormément accrus, par le concours de la science... Eh! bien, que font pour elle nos Universités?

On me citera des initiatives individuelles de haut intérêt : la station de physiologie végétale de Fontainebleau créée par M. Gaston Bonnier en annexe de sa chaire de botanique à la Sorbonne; quelques laboratoires œnologiques, pomologiques ou agronomiques aménagés par nos Facultés de province. Louons ces efforts précurseurs; mais tout de même, nos universités situées dans des régions célèbres par leur fertilité devraient entreprendre une œuvre infiniment plus étendue!

Je sais, il existe en France un ensemble d'institutions de recherches agricoles (bien pauvre d'ailleurs par les moyens et l'action, si on le compare aux établissements analogues des États-Unis et d'Allemagne.) Malheureusement, — M. Georges Wéry, directeur de l'Institut national agronomique, le constate lui-même, — cette organisation manque de plus en plus d'un personnel qualifié : « La formation de jeunes chimistes agronomes, de jeunes biologistes épris de la science et de l'agriculture, instruits, rompus aux bonnes méthodes de travail, ardents à la recherche, ayant assez d'étoffe pour devenir des maîtres, voilà l'une des conditions indispensables à la vie de ces laboratoires, à leur développement. »

Plusieurs de nos universités régionales, nous l'avons constaté, ont créé des instituts de chimie; quand donc l'une d'elles fondera-t-elle un institut de chimie agricole? Des savants hautement qualifiés affirment qu'ils entrevoient des découvertes propres à révolutionner nos industries rurales et à leur donner une expansion sans égale!

C'est un exemple, entre maints autres, mais d'une manière générale la science, mise résolument par nos Universités (dont quelques-unes demeurent trop peu entreprenantes), au service

de nos provinces, peut faire jaillir du sol national de nouvelles sources de richesses et assurer le relèvement de notre pays. La propagation de l'esprit scientifique dans les cadres de nos industries agricoles et manufacturières serait un immense bienfait. Que l'opinion éclairée, que l'État stimulent et soutiennent nos maîtres dans cet effort nécessaire pour guider la vie régionale, pour la rendre plus experte et plus féconde. Que l'initiative remarquable de Nancy, Lyon, Grenoble, Toulouse et Lille soit imitée; que l'œuvre de recherches d'applications pratiques soit entreprise dans tous nos grands centres universitaires, dans tous nos foyers de culture scientifique et qu'elle soit adaptée aux exigences spéciales de la région. Dans ce moment (octobre 1919) l'université de Nancy, toujours à la tête du mouvement de réorganisation scientifique, vient d'ouvrir, d'accord avec la Chambre de commerce et les groupements industriels de la région, un « Institut métallurgique et minier. » Elle y formera les ingénieurs que réclament les puissantes exploitations (fer, sel, soude, potasse, houille) de la Lorraine, du pays messin, de l'Alsace et de la Sarre. Voilà un exemple. Que sur toute la France soient ainsi rénovées des industries indispensables à notre prospérité; que partout s'ouvrent à notre génie de nouveaux champs d'action et des branches délaissées de la haute culture. A l'étude des phénomènes volcaniques en Auvergne et des phénomènes océaniques ailleurs, répondra l'étude de la culture italienne à Grenoble, espagnole à Toulouse, etc. Les Facultés de jadis, isolées et dépendantes, sans lien entre elles dans la même ville, mais soumises à l'autorité de Paris, sont devenues, tardivement, des universités. Ces universités prennent racine dans nos provinces, en reçoivent un soutien de plus en plus substantiel, leur donnent une ambition intellectuelle, des directions techniques déjà précieuses. Encore une étape, et elles exprimeront par leurs œuvres et leurs enseignements, la magnifique diversité de nos terres lorraines, lyonnaises, languedociennes, bretonnes, etc...; elles les enrichiront; elles développeront, à la source même, les forces naturelles et les énergies intelligentes, dont le faisceau constitue la puissance française.

LA NOUVELLE FORMULE D'ORGANISATION DU TRAVAIL SCIENTIFIQUE : L'INSTITUT DE RECHERCHE

Mais ces instituts techniques, ce n'est pas toute l'œuvre nouvelle de notre Université. Dans le même temps qu'elle les créait, elle a fait des efforts, qu'il faut que nous connaissions, en vue de développer chez elle la recherche scientifique pure...

Il y a vraiment deux mouvements réformateurs, deux beaux souffles de vie dans les cercles les plus actifs de notre enseignement supérieur. A côté de cette tendance vers l'extension des applications pratiques, dont nous venons d'examiner le développement, il en est une seconde (d'accomplissement plus ingrat et, par suite, nous l'allons voir, simplement ébauchée), vers l'investigation désintéressée... Hâtons-nous de le dire, ce sont là deux tendances jumelles, elles naissent d'un même sentiment : sentiment de l'insuffisance de l'enseignement verbal traditionnel, sentiment de l'obligation de former des travailleurs scientifiques et des techniciens industriels entraînés à l'effort méthodique, sentiment du haut devoir qui incombe à nos universités de mettre leur personnel d'élite, leurs ressources et leurs installations, au service de la reconstitution intellectuelle et économique de la France dévastée. Comment faire le départ entre les recherches pures et les essais d'ordre pratique? C'est en partant de ceux-ci, que les Lavoisier, les Laplace, les Monge, les Berthelot, les Gay-Lussac, les Sainte-Claire Deville ont abouti à celles-là. C'est en observant une épidémie, funeste pour nos magnaneries, que Pasteur fut conduit à de grandes découvertes. Recherches de science pure, recherches d'application pratique, les unes et les autres réclament les mêmes moyens pour aboutir à de bonnes réalisations.

Pour se vivifier et répondre à sa double tendance, pour s'acquitter de cette double mission qu'à son grand honneur il se donne, notre enseignement supérieur a besoin d'appeler à lui par des conditions, des programmes et des diplômes appropriés des hommes nouveaux (collaborateurs libres issus des carrières industrielles et surtout élèves capables d'être formés à la science ou à la technique ;) il a besoin d'obtenir des moyens plus étendus (ressources pécuniaires, outillage perfectionné ;) il a besoin

enfin de se créer un cadre plus souple que celui de nos vieilles Facultés, dont les chaires, les attributions, les programmes sont trop étroitement délimités. Aussi s'est-il aperçu que ce mode d'organisation, l'Institut, si parfaitement efficace dans l'ordre d'application pratique pouvait l'être également dans les essais de création de la science pure.

L'Institut universitaire de recherches, tel que le conçoivent les meilleurs esprits et tel qu'il commence d'exister, n'est nullement comparable à nos grandes maisons nationales de recherches, Collège de France et Muséum d'Histoire naturelle, qui embrassent, l'un, l'universalité et l'autre tout un ensemble de sciences et qui constituent, avec leurs chaires réputées et leurs précieuses collections, les véritables conservatoires des grandes traditions intellectuelles françaises. C'est un organe plus simple, spécialisé dans un ordre d'investigations. De même ne ressemble-t-il que de loin à ces Instituts allemands, « type Empereur Guillaume, » fondés sous les auspices d'un potentat, avec les libéralités qu'il recueillait, déliés de toute attache universitaire, dégagés de toute tâche d'enseignement, et qui poursuivent un but unique, tantôt l'étude et la guérison de la tuberculose, tantôt l'étude et la guérison du cancer. Ces fondations d'Outre-Rhin paraissent inspirées de notre Institut Pasteur. Nos Instituts universitaires rappellent plutôt ceux qu'ont créés récemment quelques grandes universités américaines, regorgeant de ressources et d'une activité qui déborde les cadres vieillots des Facultés. Au reste, ils sont d'origine bien française, puisqu'ils ne sont qu'une forme plus récente des instituts créés dès 1890 dans nos universités de province (comme on l'a vu plus haut) en vue des applications de la science à l'industrie.

Si ces Instituts techniques ont dû leur brillante fortune à leur mission utilitaire, ils n'ont pas négligé les investigations purement scientifiques. Et l'idée devait surgir de consacrer des établissements semblables à la science pure. En effet, que telle ou telle science ne comporte pas d'application immédiate, est-ce une raison pour négliger d'organiser au mieux les recherches propres à la faire progresser? L'inconvénient de l'Institut de recherche, c'est qu'étant consacré à une activité désintéressée, il attire moindrement les jeunes gens et les industriels. Il a peu d'élèves et peu de donateurs. C'est la

grandeur et la faiblesse à la fois de la spéculation désintéressée qu'elle n'émeut qu'un choix d'esprits élevés. Eh bien! il appartient à l'État de suppléer par une dotation assez large à la défaillance du public.

Même s'il ne fait pas spontanément recette, l'Institut de recherche présente des avantages distincts qui peuvent rendre sa création opportune dans une Faculté des sciences. Il possède une espèce d'autonomie que les projets du gouvernement tendent à accroître. Il est régi par un fondateur ou un directeur, que désignent des qualités d'ouverture d'esprit et de volonté tenace. Il rassemble des installations appropriées, un matériel complet, un personnel spécialisé. Il facilite cette coordination d'efforts que rend nécessaire, à notre époque, la production scientifique. C'est une forme neuve et qui rallie les espérances de nos savants, qu'ils soient tournés vers la spéculation ou vers l'application. Ils estiment qu'elle est plastique, qu'elle se modèle au gré des exigences des diverses sciences, qu'elle est propre à accroître l'intensité et le rendement de l'action des maîtres. Ils y voient le meilleur instrument pour la renaissance universitaire.

La Sorbonne, parfaite naguère comme centre d'enseignement verbal, *ex cathedra*, représente à certains égards un anachronisme. Qu'est-ce que son agglomération de laboratoires à l'étroit, quand chacun devrait réunir un ensemble de rouages, telle une usine! Les maîtres, excédés de l'exiguïté du palais et de la rigidité des règlements, réclament avec force l'érection d'Instituts pour chacune des sciences qu'ils professent. Écoutez l'un de ces messieurs, M. Leduc. L'Institut de physique, nous dit-il, devrait comprendre, « outre les amphithéâtres, salles de conférences, bibliothèqnes et salles de travail, les divers laboratoires existant actuellement, mais construits sur des plans bien différents et, en plus, un laboratoire d'applications techniques, où l'on pourrait étudier les questions intéressant les diverses industries. » Et l'éminent professeur de décrire les salles spécialisées où seraient installés un atelier de mécanique, un atelierde soufflage et de travail du verre, un appareil frigorifique, certains dispositifs d'étalonnage, les moteurs et machines, etc...

Ces idées de nos maîtres s'imposent à l'agrément de la haute administration, cependant si routinière. Le 1er avril 1919,

le ministre de l'Instruction publique déclara au Sénat que plusieurs Instituts étaient en voie de création, dans nos diverses universités, et définit leur rôle en ces termes : « Dans ces Instituts, il y aura deux parties : laboratoires de recherche et laboratoires d'enseignement. Les laboratoires de recherche devront avoir un nombre de places limité, car le nombre des chercheurs est assez restreint... ; au contraire, les laboratoires destinés à l'enseignement doivent se conformer aux nécessités de chaque région » et répondre à l'affluence certaine des élèves. A Paris même sont actuellement en cours la construction d'un Institut de chimie (distinct de l'Institut de chimie appliquée, déjà édifié), l'agrandissement de l'Institut du radium, la réalisation d'un Institut de chimie physique, d'un Institut d'histoire de l'art; et l'on étudie la fondation d'un Institut de géographie, d'un Institut d'hygiène, d'un Institut de biologie médicale, etc.

Sans doute, il y a dans ces créations quelque décousu, des obscurités, des imperfections (un ministre organisateur en profiterait pour faire disparaître nombre d'enseignements similaires, de doubles emplois, pour coordonner et spécialiser); mais que sont ces inconvénients, en regard de la vitalité dont témoignent ainsi nos Universités et de la satisfaction donnée aux grands intérêts intellectuels et économiques de la France? Enfin un budget de recherche apparaît à côté du budget de l'enseignement proprement dit, — un budget de la science !

La guerre a montré les prodiges que nos savants pourvus de moyens utiles pouvaient accomplir : nous leur promettons les instruments de recherches qui leur permettront de rendre la paix française laborieuse et féconde. Une bonne organisation du travail scientifique se dessine. Une génération nouvelle de chercheurs et de techniciens se prépare. Une direction éclairée sera donnée au petit nombre de travailleurs dont dispose la France victorieuse mais décimée... Voilà du moins ce que je veux entrevoir dans cette floraison d'Instituts d'universités.

Ne nous grisons pas toutefois de nos espérances. Ce n'est qu'une entrevision. Gardons notre lucidité. Ne cessons pas de réclamer. Alors qu'un petit, trop petit nombre d'instituts techniques fonctionnent en plein développement, les instituts de

recherche attendent encore leur complète organisation. Or, ne l'oublions pas, la clef de voûte de tout le nouveau système universitaire doit être cet institut de recherche qui n'est encore qu'à l'état d'ébauche. Ce serait un dessein inintelligent et voué à l'échec que de délaisser la recherche libre et désintéressée, pour ne doter d'un nombreux personnel et d'abondants moyens pécuniaires que les laboratoires de science appliquée. Ce serait s'exposer à ce que la source même des progrès de la technique tarît. La science pure et intégrale doit être soutenue largement et développée par tous les concours de l'État, parce que c'est d'elle que découlent, pour une bonne part, les noblesses de l'esprit humain et que sont déduites toutes les applications pratiques. Les médiocres réalistes qui assigneraient aux sciences un but exclusif et en quelque sorte mercantile, méconnaîtraient à la fois les intérêts et le génie de la France.

CONCLUSION : NÉCESSITÉ D'UNE DIRECTION SCIENTIFIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR RÉALISER LES VŒUX UNANIMES DES MAÎTRES

Le dénuement de l'Université et de la France, tel que je viens de le décrire, n'est pas contestable, et notre tableau ne sera pas déclaré irréel. Nul ne niera qu'en 1914 nous étions dépassés par l'organisation scientifique allemande et que c'est dans la connaissance de cette supériorité que l'Empire, qui ne prévoyait pas les concours que nous reçûmes du dehors, puisa la conviction qu'il nous écraserait. Notre faute fut grossière. Il faut la réparer sans retard. Il faut adopter d'urgence les réformes que nous venons d'exposer. Qu'y peut-on trouver de téméraire? Je ne fais rien que mettre en ordre, pour vous les soumettre, Monsieur le Ministre, et pour les soumettre à la Chambre, les vœux de l'ensemble des savants.

Mais je vois clairement qu'il ne suffit pas que des propositions soient claires et raisonnables; il ne suffit même pas qu'elles fassent l'objet d'un discours parlementaire et qu'elles reçoivent l'approbation de la Chambre. Hier encore, tout le monde m'approuvait quand je demandais que nous ayons une politique rhénane et qu'immédiatement, pour associer les pays rhénans à la France par le commerce, nous instituions des commissions mixtes, composées de Rhénans et de Français. On m'approuvait. Qu'en est-il sorti? Rien du tout. C'est l'histoire de chaque jour.

Nous savons trop que maints projets intéressants n'aboutissent pas et que maintes lois même ne sont pas appliquées, faute d'un réalisateur.

Tous les intérêts, publics et privés, professionnels et généraux, étant admis à se faire valoir, dans notre Parlement et notre gouvernement, par les mêmes méthodes et avec le même retentissement, ceux-là seulement réussissent à l'emporter, qui sont confiés à des défenseurs tenaces. Le ministre de l'Instruction publique est l'avocat attitré de la science. Mais que d'autres questions l'accaparent! Questions de personnes, de clochers, de syndicats et de politique électorale. N'est-il pas le chef de plus de cent mille maîtres des écoles, lycées et collèges de France? N'a-t-il pas à distribuer les milliers de palmes académiques que sollicitent âprement, pour leur clientèle, les députés et les sénateurs? Il faut donc qu'il ait près de lui, exigeant son attention, un représentant de la science. Ce sera le directeur de l'enseignement supérieur? Hélas! ce personnage, lui aussi, est disputé par trop d'obligations. Il doit veiller au développement des Lettres, de l'érudition et de la philosophie française; il consacre des chaires à l'histoire des peuples de l'antiquité et à l'effort de toutes les civilisations contemporaines, à l'étude de tous les Arts. Et les instituts, que nos universités créent à l'étranger, les chaires offertes à des maîtres français en Amérique et dans l'Europe orientale, demandent son intervention bienveillante. Il a sous sa juridiction un autre ensemble de disciplines, tout ce qui a trait à l'organisation des sociétés humaines, à la constitution économique, politique, juridique, financière, sociale, de la nation française, et qu'enseignent nos Facultés de droit. Et là encore, quel mouvement d'idées se dessine, puisqu'au fur et à mesure que se transforme la structure de l'État moderne, que sa mission devient plus complexe et que s'élève la condition des travailleurs, un droit international nouveau apparait!

Un directeur de l'enseignement supérieur, qui entend être informé des principaux travaux accomplis en France et à l'étranger dans ces multiples ordres d'études, des perspectives qu'ils ouvrent, des recherches nouvelles qu'ils rendent nécessaires (et il doit l'être pour soutenir le rang des Lettres et du Droit français), un directeur qui administre en même temps les établissements d'enseignement supérieur de France, a une

mission qui dépasse peut-être l'activité la plus zélée et la plus éclairée. Imposez à un tel personnage le soin de suivre les progrès des sciences générales, mathématiques, astronomie, mécanique, physique, chimie, minéralogie, géologie, physiologie, botanique, zoologie, sciences médicales; chargez-le de s'enquérir des grands résultats obtenus dans les multiples branches de ces sciences; demandez-lui d'être au courant des applications essentielles de ces disciplines diverses dans le monde entier : vous exigez l'impossible.

Qui est responsable de la détresse de la science, en France, à la veille de la guerre? Mais il ne peut être désigné de coupable, puisqu'il manquait un chef à la tête de la grande équipe des savants et des chercheurs. C'est ce chef qu'il faut, avant tout, réclamer et obtenir. Pourquoi clamer dans le désert? A quoi bon établir un plan de réformes, s'il n'est personne pour le recueillir, pour s'en inspirer, pour en faire aboutir l'essentiel?

On demande un homme de cœur et d'action, pourvu de toute l'autorité nécessaire, qui se consacre à la mise au point de ces hautes visées et de ces menues critiques, et à leur transformation en réalités vivantes. Il est indispensable qu'il y ait auprès du ministre de l'Instruction publique deux directeurs de l'enseignement supérieur, l'un chargé du département littéraire et l'autre du département scientifique. Celui-ci prendra en main le sort de la science française. Tel est le vœu unanime des savants que j'ai consultés. Ils voient dans cette mesure la condition même de la renaissance des études scientifiques en France.

S'imagine-t-on l'extraordinaire étendue du champ exploré maintenant par les maîtres de nos laboratoires? Naguère, les phénomènes de l'électricité étaient aisément connus d'un seul technicien. Ils ont été découverts en tel nombre depuis lors, et dans des directions si différentes, qu'aucun savant ne les possède plus dans leur intégralité. La chimie, science de la matière et de ses transformations, est d'une complexité infinie. Un exposé sommaire de la chimie organique, tel qu'un grand maître français projette de le composer, exige une dizaine de volumes et une douzaine de milliers de pages. Songez au nombre des industries qui en dérivent : industries de la fermentation, du goudron de houille, du pétrole, du caoutchouc,

des huiles et savons, des résines et parfums, des produits pharmaceutiques, des matières colorantes, des teintures et impressions, du coton (poudre sans fumée, soie artificielle), des produits photographiques, de la tannerie, de l'alimentation, etc... La liste s'étend journellement, au gré des découvertes. L'empire de la chimie minérale est aussi vaste, qui comprend les industries des acides sulfurique (et dérivés), azotique, phosphorique, du chlore, des chlorates et hypochlorates, des permanganates et bichromates, des procédés électrolytiques, des métaux alcalins et alcalis caustiques, de la soude et de l'ammoniaque, des couleurs minérales et du gaz, des engrais artificiels, des carbures de calcium... que sais-je encore ? La chimie appliquée, organisée comme il convient, prendra en France une extension surprenante : et ce sont des bienfaits illimités que nos classes rurales et la nation entière retireront de la chimie agricole.

La seule difficulté sérieuse à laquelle se heurtera l'institution nouvelle d'un directeur scientifique demeure dans cette complexité de la science contemporaine et dans l'effort nécessaire à un esprit, si puissant que nous l'imaginions, pour en suivre et en favoriser tous les développements. Il appartiendra au nouveau directeur de s'entourer des collaborateurs nécessaires et de faire nommer, par exemple, s'il n'est pas chimiste lui-même, un sous-directeur chargé du département chimique. C'est ce haut administrateur également, qui pourra prononcer sur la création, dans les Académies, d'un sous-recteur investi de la direction scientifique.

En demandant la création d'une direction scientifique de l'Enseignement supérieur, nous posons la pierre angulaire de l'édifice qu'il s'agit de construire en vue du développement des sciences. Les maîtres viennent d'en tracer le plan. Je n'étais que leur secrétaire.

Déjà ses lignes essentielles se dessinent.

C'est dans l'ordre des recherches l'aménagement d'instituts pourvus de tout l'outillage et de tous les produits nécessaires pour l'étude des phénomènes. C'est, dans l'ordre des applications, la création d'autres instituts, chargés de former des techniciens pour l'industrie et de déduire les conséquences pratiques des découvertes scientifiques. C'est, dans l'enseignement proprement dit, un ensemble de mesures propres à faci-

liter l'accès et le succès des études scientifiques. C'est enfin, en ce qui a trait à l'extension universitaire, la publication de grandes œuvres françaises et l'établissement de relations régulières avec les groupements savants de l'étranger... donnez-nous l'homme de valeur qui mette debout ces idées et leur communique son souffle. Il sera un faiseur de vie et en même temps un symbole. Il signifiera la place éminente faite dans l'État à la science.

L'Allemagne n'a réussi à propager la culture technique qu'en honorant officiellement la science et les savants. Il n'est pas Outre-Rhin de carrière plus considérée et plus enviable que les carrières scientifiques. En France, la fausse culture littéraire des cénacles et du journalisme, les vains bavardages du Palais Bourbon ou du Palais de Justice, indignes des grands écrivains ou orateurs qui joignent à la science de leur profession l'enthousiasme de leur mission, risquent continuellement d'être élevés au premier rang. J'attends d'une direction scientifique de l'enseignement supérieur qu'elle donne une impulsion nouvelle aux recherches de nos maîtres, aux études de la jeunesse et, d'une manière moins directe, par répercussion de proche en proche, aux parties élevées et sérieuses de l'esprit français.

Après le désastre de 1871, les hauts représentants de la pensée française s'émurent de la soudaine apparition d'une Allemagne sans cesse mieux outillée et plus prospère grâce à la propagation des notions et des méthodes scientifiques. Et Berthelot, avec l'autorité de sa jeune gloire, s'écriait : « Notre état intellectuel n'est inférieur à celui d'aucun peuple au point de vue des sommités scientifiques. Mais la France n'en a pas tiré le même profit matériel que ses voisins, parce que nos laboratoires trop petits et trop mal outillés n'ont pu fournir aux fabriques et aux ateliers ces nombreux ingénieurs et chimistes qui font la force des usines allemandes. Nous sommes des généraux sans soldats... C'est notre force productrice qui menace d'être atteinte et bientôt tarie dans ses sources fondamentales. »

Cette inquiétude demeure actuelle et pressante ; elle est justifiée par les nécessités de la guerre et de la paix, de la défense nationale et de notre rayonnement mondial, de notre puissance économique et de notre grandeur morale.

C'est elle qui m'a mis en route pour cette campagne de gloire française.

Monsieur le Ministre,

Il n'est pas possible que sous un régime politique qui se réclame de la libre culture et qui inscrit en tête de tous ses programmes le développement de l'enseignement et même parfois la « religion de la Science, » l'État réduise plus longtemps les sciences et la haute culture à des conditions insuffisantes et misérables. Nous avons le droit de dire qu'en laissant ainsi inorganisée la constitution de la science, l'État trahit son principe même. Les grands orateurs de la République nous ont mille fois répété comme une vérité essentielle que « la science seule peut améliorer la malheureuse condition de l'homme ici-bas. » Nous avons le droit de le rappeler à la République et de compter qu'elle veut réaliser sa profonde pensée... A moins que...

A moins que nous ne soyons dupes d'une façade et d'une survivance toute verbale. A moins que, derrière des axiomes que continuerait de répéter quasi machinalement l'État, nous ne sachions pas distinguer la vérité nouvelle, en train de naître...

Dans sa séance du 29 avril 1919, l'Académie de Médecine a accueilli par des applaudissements prolongés la communication saisissante d'un savant de haute valeur qui osait produire au grand jour ce qu'il tient pour la tendance exacte de notre société et déclarer que « sur les ruines du monde moderne nous allons voir grandir un mouvement... où les questions intellectuelles céderont le pas aux questions sociales. »

« Les hommes de ma génération, disait avec une tristesse tragique ce savant, auront été les témoins, je le crains du moins, de l'apogée de la recherche scientifique. A l'heure où je parle, un déclin a peut-être déjà commencé. Les instigateurs de ces nouvelles formes sociales, qui visent à bâtir la société future... se désintéressent des pures recherches de l'esprit. Ces hautes disciplines dont les applications ne sont pas assez immédiates, leur paraissent trop abstraites, trop éloignées de la vie. Pour ma part, j'ai l'incertain privilège d'être en contact et en discussion presque quotidienne avec les représentants de ces organisations ouvrières. Je les écoute avec curiosité. Ne

nous faisons pas d'illusion : leur mentalité n'est pas la nôtre. La plupart des occupations qui font pour nous le prix et la beauté de la vie leur sont indifférentes. Aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, à la plainte désespérée qui s'élevait à la mort d'un Lavoisier : « Une seconde a suffi à faire tomber cette tête ; un siècle suffira-t-il à en produire une pareille? » vous entendriez répondre durement : « La République n'a plus besoin de chimistes. » Pas davantage d'astronomes ou de mathématiciens... »

Paroles glaciales, je veux dire qui font froid au cœur et qui prennent d'autant plus de sens qu'elles sont prononcées par un fils du grand Berthelot. Je les ai transcrites sur mon exemplaire de *l'Avenir de la science*. Je n'y veux voir toutefois qu'un avertissement et le cri d'alarme qui nous signale un péril possible de mort. J'ai confiance que les nouveaux venus peuvent être intéressés et associés à la vie supérieure et qu'ils vont déléguer, selon l'usage immémorial, leurs fils les meilleurs au banquet de la lumière pour qu'ils en deviennent les conservateurs.

En tout cas, plus que jamais nous avons le devoir d'entraîner l'opinion publique vers la grande culture intellectuelle et morale ; plus que jamais, l'État doit être l'organisateur de la recherche scientifique et de tout ce qui favorise les hautes tendances de la nature humaine. Dans aucun moment le rôle du ministère de l'Instruction publique ne fut aussi sérieux.

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

MAURICE BARRÈS.

LE CHEMIN DU SALUT

IRÈNE OLETTE

TROISIÈME PARTIE (1)

CHANGER DE QUARTIER
C'EST PARFOIS CHANGER D'EXISTENCE

I. — L'HÔTEL POMMELÉ

Dans les dernières années du règne de Louis XIV, Révérende mère Tiberge, quatrième Supérieure générale de l'Institut des Sœurs du Saint-Enfant Jésus, déplorant l'insuffisance de plus en plus pénible des étroits bâtiments qu'occupait à Paris, rue Saint-Maur, depuis 1678, l'Ordre, — fondé par le vénérable P. Barré, Minime, de grand zèle, et confié à son directorat, — s'enhardissait à s'agrandir, et le 1er septembre de l'année 1700, elle faisait l'acquisition d'une importante maison voisine consistant, ainsi qu'il est décrit aux archives de la Communauté, « *en un corps de logis sur la rue de Sève, appliqué à entre-solles et un estage de chambres, grenier au-dessus, deux corps de logis en aisle appliqués chascun à un rez-de-chaussée servant d'écurie et de remise, grande cour, petite cour, pour servir à chascun desdits corps de logis, caves en dessous, jardin, appartenances et dépendances, contenant le tout environ sept cents toises de superficie.* »

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1919 et 1er janvier 1920.

L'hôtel et ses dépendances ne tardèrent pas à être loués à un riche Anglais, le comte de Clare. Après lui, vint un M. de Nocé. Vendu à la Révolution comme bien national, l'hôtel fut racheté en 1855 à la famille Pommelé par l'Institut du Saint-Enfant Jésus. Mais depuis 1904, tout en continuant de garder son vieux nom, il était passé dans les mains de M. Brocatel, l'industriel bien connu, qui en habitait le premier étage.

Or, c'était là, dans cet hôtel Pommelé, 45 *bis*, rue de Sèvres, que la femme Lesoir avait amené Irène Olette pour passer la nuit.

Bien que les corps de logis aient subi, au cours des siècles écoulés, de nombreuses modifications et que, pour ne citer que les principales, les rez-de-chaussée aient été transformés en appartements, la plupart des anciennes dispositions sont encore reconnaissables.

C'est ainsi que la sortie sur la rue de Sèvres par la cour de l'hôtel, qu'avait value autrefois au couvent l'annexion de 1700, existe toujours et se fait par la porte charretière que nous avons précédemment signalée au milieu du mur mitoyen; et les arbres qui dépassent ce mur sont ceux des anciens jardins Pommelé appartenant aujourd'hui aux Sœurs de Saint-Maur, qui n'ont point cessé de demeurer là; et la rue Saint-Maur, à peu près pareille à ce qu'elle était du temps de mère Tiberge, n'a fait que devenir la rue de l'Abbé-Grégoire, — baptême inutile et profane.

Composé d'un bâtiment en façade sur la rue de Sèvres et de deux bâtiments en aile sur la cour, l'hôtel se présente de la façon suivante.

Le bâtiment sur rue comprend : un rez-de-chaussée monumental formé à l'intérieur de deux petits étages, et un grand premier étage. La façade a environ vingt mètres de largeur et compte huit travées. Une travée formant avant-corps, et décrochée seulement de quelques centimètres, contient la porte cochère à arc surbaissé et peinte en vert. A droite de celle-ci se trouvent trois travées et à gauche quatre, toutes normales au nu des maisons voisines.

La façade est couverte d'un enduit imitant des bossages au rez-de-chaussée, et lisse au premier étage. Un soubassement uni court tout du long.

En commençant par la gauche, les deux premières travées

de la façade sont percées de deux petites baies en forme de soupiraux surmontées de deux fenêtres normales avec persiennes. Les deux travées suivantes sont « aveugles, » percées seulement de deux petites baies rectangulaires à l'étage le plus bas et d'un *oculus* ovale contre le tuyau de descente qui longe la travée en saillie de la porte cochère.

Après ladite porte, et par conséquent à sa droite, la première travée comprend une baie rectangulaire en largeur surmontée d'un autre *oculus* ovale qui éclaire la loge du concierge. Les deux dernières travées à droite ont, à l'étage le plus haut, deux fenêtres normales comme celles du côté gauche décrites précédemment, mais celles-ci, sans persiennes, et défendues par de fortes grilles à cinq barreaux et à deux traverses.

Un large bandeau sépare le rez-de-chaussée du premier étage.

Celui-ci offre huit grandes fenêtres dont trois « aveugles » au milieu, encadrées toutes d'un chambranle très simple bordé d'un contre-chambranle et couronnées par un entablement dont la frise s'orne d'une tablette flanquée de deux rosaces.

Dans la baie de la travée d'avant-corps, le chambranle est à crossettes et la tablette est remplacée par une guirlande d'excellent style. En saillie sur le nu du mur sont des balustrades-appuis à cinq balustres, et la corniche est à denticules.

Au-dessus, le versant du *comble* donnant sur la rue est couvert en ardoises. La toiture, au milieu de laquelle s'élèvent deux corps de cheminée en maçonnerie, un grand et un petit, est percée d'une lucarne à droite de la façade; enfin le pignon de l'aile droite sur cour apparaît derrière la façade.

Cela, c'est l'aspect de l'hôtel vu du trottoir d'en face, rue de Sèvres.

Si maintenant, franchissant la porte cochère, nous entrons dans la cour, nous verrons que le bâtiment principal se traduit par cinq travées; et à deux de ces travées correspond, au rez-de-chaussée, le passage de la porte cochère, en arc surbaissé, qui va s'élargissant de la rue à la cour. Les cinq fenêtres du corps principal sont également garnies d'appuis-balustrades.

Le versant sur cour, couvert d'anciennes tuiles plates grand moule, est percé d'une lucarne.

Nous avons dit que l'hôtel comprenait par derrière deux ailes de dimensions inégales.

En arrivant de la rue, l'aile droite, composée d'un rez-de-chaussée et de deux étages, a douze travées. Un large perron au droit de deux grandes portes-fenêtres donne accès à l'escalier de pierre monumental garni d'une rampe de fer de style Louis XV.

L'aile gauche a cinq travées seulement et ne se compose, comme le bâtiment sur la rue, que d'un rez-de-chaussée et d'un étage. Les étages des ailes sont de plain-pied avec ceux du bâtiment principal. Les fenêtres des ailes ont des balcons en fer forgé d'un dessin très simple, et la cour est à petits pavés entre lesquels l'herbe pousse.

Tel était l'hôtel Pommelé, à l'époque où se passait l'histoire que nous avons à raconter. Si la description en a paru au lecteur un peu longue et trop minutieusement technique, il voudra bien nous le pardonner. Nous avons pensé qu'elle ne lui serait pas inutile pour la suite de notre récit. Connaissant désormais les lieux dans le détail, peut-être pourra-t-il ainsi mieux se représenter les faits et gestes de ceux qui les habitaient.

M. et Mme Précipice, concierges dudit hôtel et insensibles à son histoire, n'étaient pas prodigues de renseignements sur ceux qui l'occupaient. Discrets et méfiants, loin de justifier les reproches de bavardage attachés à la corporation, ils parlaient le moins possible et leur bouche restait aussi prudemment close que leur porte. Ils consentaient à la rigueur, — et encore quand la figure des gens leur revenait, — à se départir un instant de leur mutisme et à fournir quelques indications, mais sans se plaire au détail et sur un ton qui montrait leur idée bien arrêtée de n'en pas dire davantage.

— La maison est antique, récitaient-ils, l'un ou l'autre, et c'est *une* ancienne hôtel. Deux étages avec jolie vue sur les jardins. C'est grand sans être grand, mais ça n'est pas petit non plus, et pourtant nous n'avons pas beaucoup de locataires. Cinq en tout, — qu'il s'agisse d'une seule personne ou d'une famille, peu importe. — Au rez-de-chaussée, c'est M. Pootius. Au premier, sur la rue et sur la cour, c'est M. Brocatel, le propriétaire. Dans le fond sur la cour, à l'aile droite, c'est, au premier, les demoiselles Dandin et, au deuxième, les Paradour. Au-dessus, dans les débarras, c'est la veuve Lesoir, avec les domestiques de M. Brocatel, les bonnes des Paradour et des

demoiselles Dandin et la Belle Julie qui a soin des escaliers. Un coin, c'est tout. Maintenant, qu'est-ce que fabriquent toutes ces personnes-là? Qui sont-elles? Travailleurs? Rentiers? Ne le demandez pas. Nous le savons, vous pensez bien! et mieux qu'eux! Mais ça ne regarde pas autrui et ce n'est pas à nous de le trahir. Tout ce que nous pouvons vous jurer, c'est que c'est du bon monde et qu'on n'entend jamais de bruit. Voilà huit ans que nous avons la loge, eh bien! nous ne changerions pas pour aller place de l'Opéra. »

Nous nous garderons, après cela, d'insister auprès de M. et Mme Précipice, d'autant que nous avons le moyen de savoir en dehors d'eux ce qui nous est utile pour la suite de ce récit; et puisqu'ils ont prononcé, avec la nuance de considération spéciale qu'il mérite à leurs yeux, le nom de Brocatel, le propriétaire, habitant le premier étage, apprenons d'abord qui c'était.

II. — M. BROCATEL

Maigre et sec, le nez busqué, la joue ferme et creusée comme par un sculpteur, la bouche expressive, les cheveux poivre et sel, bien mélangés, avec une moustache à la Guise, et une courte barbe « en chat fâché » qu'on eût dite repoussée par le plateau d'une invisible fraise, M. Brocatel avait l'air d'un homme de guerre du XVIe siècle. Ses yeux d'un noir d'estampe, cernés de violet, allumés d'un feu sombre, très vite adouci, et surtout le bistre du teint, jaune et bilieux, y ajoutaient un cachet très accentué d'énergie espagnole; et pourtant, fils unique et dorloté de paisibles bourgeois du Marais, il n'avait jamais cessé de mener la vie de bureau la plus régulière. Mais dès son enfance il s'était appliqué au travail et, pour mieux dire, jeté dessus avec cette intelligence opiniâtre et en même temps cette forte sagesse qui se lisaient entre les lignes de son hardi visage et jusque dans l'énergie disciplinée de ses traits. Il y avait en lui de l'homme d'action et de l'homme d'étude, de l'inventeur et du désabusé, du mathématicien et du philosophe. Cette physionomie dégageait l'audace et la résignation. L'enthousiasme et le détachement y alternaient pour s'y faire tour à tour mieux valoir. Mais en dépit des bouffées de flamme extérieure, le foyer paraissait de glace; peut être ce fond

conservait-il malgré tout, sous sa rigide couche, des vertus d'embrasement? Qui sait si la plus terrible froideur n'est pas autre chose que de la confiance, de l'espérance et de l'amour, *frappés*, emprisonnés, saisis et gelés, pour un long hiver? Combien de volcans humains, entre les plus beaux, sont recouverts de neige !

Enfin, par-dessus cette froideur lointaine, l'expression qui dominait chez M. Brocatel, c'était la tristesse.

Non une tristesse abattue ou même accoudée, ni rêveuse, ni fièvreuse, mais grave, sévère, profonde, digne et haute, empreinte de religion ; une tristesse, non seulement subie, mais acceptée, comme si elle était *méritée*.

On sentait qu'elle ne résultait pas d'une cause naturelle ou indéterminée, d'un penchant, d'un goût, ni des conditions particulières d'un physique troublé, mais qu'elle était supérieurement logique et morale.

Elle resplendissait, ainsi qu'un de ces secrets débordants dont on peut bien garder l'esprit et la lettre, mais dont on est impuissant à dissimuler l'existence.

M. Brocatel, malgré lui, portait à toute heure, et partout, rayonnante sur son front et sur toute sa personne, — comme d'autres portent la joie, — cette tristesse invincible.

Cela ne l'empêchait pas d'aller, de venir, de faire ses affaires qui étaient considérables, de fournir un labeur prodigieux, de s'intéresser à tout, de lire, d'écrire une moyenne de vingt-cinq lettres par jour, et de parler, abondamment ou brièvement, selon qu'il le fallait, de traiter les questions de technique les plus serrées et aussi d'être affable, indulgent, simple, attentif aux petites choses après avoir embrassé les grandes... Mais dans tout cela il restait triste, résolument. Sa tristesse, incapable de l'abandonner une minute, comme si elle eût été sa *gardienne*, l'accompagnait et se mêlait à tous ses actes. Elle était tour à tour ramassée et dispersée, active ou ralentie, loquace ou muette, et gaie aussi à l'occasion. Quand M. Brocatel riait, et il ne s'en faisait pas faute, il « riait triste. »

Et son rire restait toujours le dernier, parce qu'il coupait net et arrêtait les autres.

Né en 1859, à Paris, marié en 1885 et veuf cinq ans après, il n'avait eu qu'un fils, Jean. Ce fils, ombrageux et de caractère

indomptable, lui avait donné dès l'enfance et pendant toute sa jeunesse les plus grandes difficultés. Violent de façons, de langage et d'idées, il s'annonçait comme un magnifique aventurier. Nature d'orgueil et de révolte, il n'acceptait aucun joug, aucune contrainte, aucune règle, aucune observation. On ne pouvait pas le retenir et encore moins le diriger. Il brisait tout, se jetant sur l'obstacle et sur l'homme avec la même colère. Tous les moyens employés pour le réduire avaient échoué.

Un incompréhensible démon le possédait.

Les défauts de son père, exaspérés et comme aigris en lui, s'y épanouissaient avec la force et l'ampleur mauvaise d'un reproche. Mais, tandis que chez ce père irritable et dominateur ils tournaient néanmoins en qualités, chez le fils malfaisant et enragé ils ne composaient que des vices.

A vingt ans, ce garçon, taillé en cow boy, qui, malgré son intelligence, n'avait jamais voulu se livrer à aucune étude, et qui ne montrait une inlassable fougue que pour la vie physique et ses excès, présentait une figure étrangement dangereuse.

Il était *hostile*, en tout. Voilà le seul mot propre à le caractériser. Ce qu'il disait, ce qu'il faisait, ce qu'il pensait venait d'un ennemi. Il n'aimait pas et on ne pouvait pas l'aimer. Les liens instinctifs du sang, de la parenté, même la plus directe et la plus étroite, irrésistible autant que nécessaire, n'avaient jamais pu s'établir entre ce père et ce fils étrangers, verrouillés l'un pour l'autre. Toujours ils avaient vécu divisés, dans une lutte acharnée et continuelle dont la prolongation et l'inutilité n'avaient fait que les durcir de plus en plus. Pas une fois ne s'était produite entre eux une de ces détentes soudaines et même involontaires pendant lesquelles le cœur se laisse entrevoir, approcher. Épouvanté et ulcéré par l'insuccès de toutes ses tentatives de patience et de douceur, le père s'était raidi dans la rigueur d'un autoritarisme où il voyait sa suprême ressource en même temps que le plus impérieux et le dernier de ses devoirs. Il se persuadait, à tort ou à raison, que seule la force obstinée arriverait un jour à bout, tout d'un coup, de cet être sauvage en perpétuel état d'insurrection; et, de son côté, le fils, que le rouge feu de la jeunesse rendait au fur et à mesure plus bouillant et plus enivré, se trempait dans sa

résistance. Ce père qui entendait le soumettre, il avait résolu, lui, de le dompter. Il ne le détestait pas, tout comme il percevait bien que son père n'avait contre lui aucun parti pris mauvais. Leurs sentiments affectifs, qui n'avaient pas eu le temps ni l'occasion de naître et de se former, étaient en dehors, comme un ordre de choses mis à part et réservé pour un avenir, encore lointain, peut-être chimérique. Il n'y avait que deux amours-propres, deux volontés, et deux orgueils, férocement aux prises.

Cette lutte avait créé entre eux un antagonisme inévitable à propos de tout, une âpre divergence d'opinions et de jugements en matière politique, sociale, religieuse, et chacun, par une bravade fatale, accentuait et poussait jusqu'à la passion ses idées. Ferme catholique, le père avait vu se dresser en face de lui un négateur sacrilège; ardent patriote, il s'indignait, — pour mieux cacher sa douleur, — de l'indifférence et du mépris avec lesquels parlait du drapeau ce Français qui portait son nom.

Ajoutez à cela que M. Brocatel était riche et que la parfaite connaissance de sa fortune donnait à son fils unique un encouragement et une solidité redoutables.

Cette situation infernale et sans issue avait atteint son paroxysme en 1906.

Oppressés l'un en face de l'autre et respirant mal dès qu'ils se regardaient, M. Brocatel et son fils ne se parlaient plus que des yeux, et c'était à qui alors ne baisserait pas les siens.

Duel tragique, impie.

Or, un soir, un beau soir d'été, jaillit l'étincelle et tomba la foudre amassée, suspendue depuis si longtemps.

Au cours d'une brusque scène, attaquée tout à coup pour être décisive, terrible et presque froide à force de fureur exténuée, le père avait commis l'acte irréparable.

Il avait souffleté son fils, un homme de vingt ans!

Celui-ci, sous l'insulte, avait poussé un cri, oh! tout petit! à peine un cri d'enfant, qui avait plus gêné et glacé le père que si c'eût été un rugissement; et tournant le dos, les bras levés au ciel à poings fermés, s'abattant ainsi sur la porte de la chambre et la forçant à plat avec sa poitrine et son front, il s'était enfui...

Sans dire un mot.

Et on ne l'avait jamais revu.

Il y avait de cela sept ans passés.

Voilà pourquoi M. Brocatel était triste et ne riait pas de bon cœur.

Pendant ces sept ans, aucun signe, aucun indice n'était venu l'éclairer.

Il savait que son fils avait quitté la maison dans la minute, sans le moindre bagage, sans canne, sans chapeau, nu-tête, n'ayant que le vêtement qu'il portait et un portefeuille, garni de trois mille francs qui lui appartenaient. Et c'était tout.

Les plus savantes recherches de la police, aussi bien à l'étranger qu'en France, étaient restées infructueuses.

Toutes les hypothèses, l'une après l'autre, avaient ravagé, des milliers de fois, la pensée toujours en travail du sombre père.

L'idée du suicide, examinée un instant, était tellement invraisemblable que l'on ne pouvait s'y arrêter.

Si le jeune homme fût resté à Paris, même en se cachant, on n'eût pas tardé, malgré ses précautions, à retrouver sa trace.

Puisqu'il semblait avoir voulu disparaître, il était permis de supposer que les pays étrangers avaient seuls pu l'attirer, lui garantir d'abord l'incognito et la sécurité qu'il cherchait, et lui ouvrir ensuite l'étourdissante perspective des aventures.

A ce mot d'aventure, M. Brocatel était envahi d'un trouble déchirant. Il songeait à l'abîme, au ruisseau, à la boue ou au sang dans lesquels risquait de glisser et de tomber l'enfant furibond, livré maintenant à lui-même. Il s'accusait d'être un criminel. Par ce soufflet donné à son fils il l'avait en effet repoussé, rejeté hors du foyer et du pays, loin de lui et de tout ce qui pouvait encore le rattacher à l'honneur ; il en avait fait un orphelin, un exilé, un solitaire, un errant, une âme vagabonde ; et non seulement il l'avait *perdu* en ce sens qu'il s'en était privé pour toujours, mais il l'avait tué en tant que fils. En le frappant il lui avait porté le coup mortel, et il gardait ce cri de rien, faible et douloureux, pareil à une plainte, qu'avait poussé sous l'affront le jeune homme hagard, et qui était comme le dernier soupir du petit enfant au moment de rentrer dans la nuit.

Depuis qu'il ne voyait plus Jean, il le revoyait toujours ; et

il se disait : « *Lui seul me reverra*, quand on lui annoncera mon décès, qu'il attend ! Mais ce jour-là, où ses yeux me retrouveront, les miens seront clos et ne le recevront pas. Qui sait même s'il aura le temps de venir pour s'assurer de mon cadavre ? Il est probable que non. Il sera loin, dans quelque bout du monde. Il lira la dépêche du notaire et s'écriera : « Enfin ! » Mais c'est ma faute, ma très grande faute ! »

Et le poing sur la poitrine, M. Brocatel, ne se bornant plus à s'accuser, se jugeait et se condamnait.

Le remords ne lui suffisait pas ; il voulait l'expiation.

Il avait résolu de la pratiquer de deux manières :

En refrénant et en exterminant d'abord chez lui cette colère qui avait fait tout le mal ; et ensuite en se consacrant au bien, à la charité.

Désormais il serait doux, dans ses désirs, dans ses jugements, dans son langage, dans ses actes.

Seule, la bonté sanctifierait en son cœur le repentir.

Quant à l'absolution, il ne la pouvait obtenir que de deux personnes : de Dieu et de son fils, et de son fils avant Dieu.

Il fallait que son fils commençât. Alors Dieu suivrait.

Peut-être.

Il s'était tenu parole. S'il avait extérieurement conservé dans ses traits et dans son allure sa vivacité habituelle, rien du vieil homme irritable et autoritaire n'était demeuré en lui. On ne remarquait plus sa violence passionnée que pour admirer combien il avait su la rendre soumise ; et les traces lointaines qu'en gardait son visage, avaient cessé d'en être les signes pour n'en plus être que les cicatrices.

Mais il convient d'établir sa position.

Supérieurement organisé pour les sciences et en particulier pour la mécanique à l'étude de laquelle il avait sacrifié tous les plaisirs de sa jeunesse et consacré le labeur de sa maturité, il s'était associé en 1896 avec Paul Tapard, le fameux métallurgiste.

Apôtre énergique et metteur en œuvre passionné de l'automobilisme à peine encore à sa naissance, Brocatel avait proposé à Tapard, qui tout de suite l'avait accepté d'enthousiasme, la création d'un « type de voiture à vapeur marchant sur des routes. » Il n'était rien moins en somme qu'un des premiers et nouveaux Papins du moteur à explosion, ayant eu le génie

d'en prévoir le développement vertigineux et le foudroyant succès.

L'association rapportait à Brocatel plus d'honneur que de profit, le laissant au point de vue pécuniaire dans une situation franchement subalterne. Mais c'était lui qui l'avait voulu ainsi.

Désintéressé par principe et repoussant tous les esclavages surtout celui de l'argent, en possession déjà d'ailleurs d'une centaine de mille livres de rente, héritage paternel, il n'avait demandé dans l'affaire qu'une part de 5 pour 100. Le gros du bénéfice restait à Tapard.

Cette incroyable et inutile modération, bientôt connue de Jean Brocatel, n'avait pas peu contribué à envenimer le désaccord aigu du père et du fils en fournissant à celui-ci un de ses plus amers griefs. Mais Brocatel s'était toujours déclaré satisfait de sa décision, et même, Tapard lui ayant dans la suite fait des conditions plus avantageuses, il les avait refusées, estimant que, grâce au rendement colossal de l'entreprise, il était encore trop récompensé par le bénéfice annuel qu'il en recueillait.

Loin de s'étaler, cet homme modeste ne semblait soucieux que du soin de se faire oublier. Menant l'existence la plus simple et la plus régulière, il ne recevait pas et ne sortait pas. Il n'avait que deux domestiques, — deux femmes, — et un chauffeur, l'indispensable auto constituant le seul luxe auquel il fût obligé. Devenu en 1906, à la mort de Tapard, unique directeur sans que sa situation personnelle en reçût pour cela de nouveaux avantages, il avait laissé bénévolement dans la publicité, sur les panneaux-réclames, les affiches, les prospectus, le nom du créateur de la maison dominer et écraser le sien. On ne voyait partout que Tapard et il fallait se donner de la peine pour trouver çà et là dans un coin, à côté, un humble Brocatel en petits caractères. — « C'est exprès, déclarait-il. Tapard tout seul éclate et résonne. Tapard tape. Il est magnifique. On n'a pas le droit de toucher à ça. Brocatel alourdit, et retire au lieu d'ajouter. Tout le monde connaît Tapard et personne ne connaît Brocatel. Il n'y a qu'une maison : la maison Tapard. »

Il disait vrai.

En dehors des techniciens et des intéressés de l'industrie, la foule l'ignorait. Beaucoup de gens eussent été fort étonnés

d'apprendre que Tapard était enterré depuis des années, à tel point la sonorité de ce nom le rendait vivant. C'était lui, Brocatel, qui avait l'air d'être le mort; et il arrivait assez souvent à quelques bons étourdis, rencontrant le directeur pour la première fois, de le prendre bravement pour Tapard.

Du drame survenu entre le père et le fils, nul n'était au courant, à l'exception des proches, très rares, auxquels il n'avait pas pu échapper. Et, pour le reste, qu'aurait eu à commenter et à répandre la malice des voisins? Dans son quartier même, on savait peu de chose sur lui, sinon qu'il habitait le premier étage de l'hôtel Pommelé dont il était propriétaire, et où il ne faisait que prendre en hâte ses repas et coucher.

Levé en effet tous les matins à 6 heures, il travaillait jusqu'à huit devant la fenêtre de sa chambre. De 8 à 9, il accordait quelques rendez-vous, exclusivement relatifs aux œuvres dont il s'occupait et à ses charités privées. Vers 9 heures et demie, il se rendait rue Scribe au siège de la Société où il restait jusqu'à près de midi, heure à laquelle il rentrait déjeuner chez lui. Ensuite, il abattait des courses jusqu'à trois heures et retournait pour la signature à son bureau de la rue Scribe dont il ne sortait que pour revenir dîner rue de Sèvres. Après dîner, il lisait. A dix heures, il éteignait sa lampe.

Il avait deux directeurs, un commercial à Paris et un technique à l'usine de Courbevoie, où, trois fois par semaine, il allait lui-même passer la journée.

A l'hôtel Pommelé il s'était fait un touchant plaisir de recruter de préférence son personnel parmi des malheureux que leur irrémédiable détresse, l'état précaire de leur santé ou toute autre cause grave rendait dignes d'une pitié choisie.

M. et Mme Précipice, outre les bons certificats fournis par eux, ne devaient leur place qu'à l'impossibilité absolue dans laquelle ils se trouvaient d'être acceptés partout ailleurs comme concierges. Mme Précipice, lourde et asthmatique, n'aurait pu, sans risquer sa vie, monter l'escalier le plus doux. Se remuer, se baisser, frotter, la mettait à deux doigts de l'étouffement. Balayer? il n'y fallait pas songer. Mais du moins pouvait-elle, à la condition de n'en pas faire usage, tenir le balai. C'était le principal. Elle ne le quittait pas. En revanche, elle était maîtresse à l'exercice du cordon et de poigne si vigoureuse qu'il lui arrivait de le casser, généralement la nuit, quand la fureur

d'être réveillée en plein sommeil décuplait la force de son bras.

Du moins, M. Précipice, pensez-vous, sans doute solide gaillard, l'aidait-il en travaillant pour deux?

Hélas non! car le pauvre homme tombait du haut mal.

Il s'en était confessé à M. Brocatel, avec un accablement naïf, et cette franchise lui avait aussitôt valu d'être préféré à un borgne qui, marié à une boiteuse, avait de grandes chances.

Il était, de son métier, frotteur. On l'employait donc à droite, à gauche, dans un petit rayon, pour pouvoir le rapporter facilement en cas « d'attaque », et comme il frottait tout doucement, ah! dame! tout doucement, sans cogner les meubles, ni rien casser, il plaisait.

Il faisait le parloir des Dames de Saint-Maur. C'étaient elles qui l'avaient indiqué à M. Brocatel.

Et puisque nous nous sommes expliqués tout de suite, pour n'avoir pas à y revenir, sur le ménage Précipice, n'oublions pas de mentionner les deux bêtes qui leur tenaient lieu d'enfants : une poule et un chat, d'un âge invraisemblable, aussi vieux l'un que l'autre, et qui vivaient dans un rapprochement de tendresse extraordinaire. Plouf et Bobine, — c'étaient leurs noms, — passaient leurs journées côte à côte sur le paillasson de la loge dans laquelle on n'entrait qu'en les enjambant. Plouf était jaune comme une poule quand elle est jaune, et Bobine noire et blanche comme un chat quand il est moucheté. Plouf avait des moustaches de crin bleu, et Bobine une barbe en drap rouge. Plouf était gras comme un édredon et Bobine n'avait que la plume et les os. Ils s'entendaient à merveille; on ne les rencontrait jamais séparément. Bobine becquetait Plouf et Plouf léchait Bobine, sans que l'on pût deviner qui des deux éprouvait à cette caresse la plus grande volupté.

Quand le soleil chauffait, à midi, et que Plouf étalait à terre avec béatitude le paquet de ses fourrures, Bobine lui grimpait sur le dos, s'y accrochait, s'y accroupissait, s'y enfonçait, et lâchant de chaque côté ses ailes pendantes qui s'ouvraient comme des éventails, elle le couvait. Ensemble ils rentraient alors leurs paupières et dormaient. La puissante et tranquille respiration de Plouf soulevait Bobine qui, à chaque seconde, montait, descendait, remontait...

Tout le quartier les connaissait bien.

C'était aussi une disgrâce de la nature qui avait providen-

tiellement amené « Belle-Julie » au service de M. Brocatel.

Une tache de vin, noirâtre par endroits comme de la lie, et à d'autres d'un violet, — tour à tour admirable et hideux, — de scabieuse et de betterave, lui couvrait toute la face, ne lui laissant autour des yeux et de l'ovale de la figure que deux cercles et un ruban de peau restée blanche, de sorte qu'elle ressemblait à un étrange et grotesque personnage de la comédie italienne masqué d'un sombre velours amarante.

Loin de souffrir de cette ironique appellation de Belle-Julie qui lui avait été donnée dès sa jeunesse, elle y tenait et en riait, ayant acquis la preuve d'atténuer par là le sentiment de répulsion qu'à première vue elle inspirait. On s'habituait d'ailleurs très rapidement à la couleur de son visage, au point d'être beaucoup plus choqué par celle de ses mains dont la blancheur devenait anormale. Vieille fille, bien entendu. Bretonne courageuse et robuste encore à cinquante ans, elle entretenait la cour et les escaliers et occupait sous les combles une chambre à côté de celles où nous avons vu entrer Valérie Lesoir accompagnée d'Irène Olette. Comme cette Valérie lui avait en maintes circonstances témoigné de la bonté, Belle-Julie s'était prise d'attachement pour elle et l'appelait Madame. Elle lui faisait son lit, sa chambre et sa cuisine.

La femme Lesoir habitait en effet, depuis plusieurs années déjà, les deux petites pièces de l'hôtel Pommelé que nous avons décrites et qui lui avaient été concédées gratis par M. Brocatel.

Les Précipice, bien situés pour être au courant des choses, savaient pertinemment l'histoire de Valérie qui pouvait se résumer en peu de mots.

Fille de petite bourgeoisie tombée et ruinée sans jamais avoir été riche, veuve, — sans enfants, — d'un méchant petit employé qui l'avait rendue malheureuse et laissée dans la misère, il lui était du moins, sur le tard, arrivé cette chance de gagner la sympathie de l'abbé Chamaille, et celui-ci l'avait recommandée à M. Brocatel, son ami.

Tout de suite, elle s'était attiré l'estime et la confiance du propriétaire. Non content de la loger pour rien, il l'aidait.

Ayant éprouvé sa discrétion, son tact et son intelligence, il l'employait au ministère de ses bonnes œuvres. S'agissait-il d'une enquête prudente, d'une visite à un malade, à un né-

cessiteux, de la remise d'un secours, il en chargeait Valérie qui s'acquittait toujours à la perfection de ces tâches délicates. Elle-même y prenait goût et ne se gênait pas, quand elle avait connaissance de quelque grande détresse, pour la signaler à son bienfaiteur.

Ainsi, jouissait-elle, pour des raisons circonstanciées et à un degré très supérieur, de la même protection compatissante et sûre accordée par M. Brocatel aux Précipice, à Belle-Julie, et à d'autres encore dont on ne se doutait pas.

III. — PANTEAU SE DÉCIDE

Ce matin-là, vers les huit heures, M. Brocatel achevait à peine sa correspondance quand la femme de chambre vint l'aviser de près, à l'oreille, qu'un jeune homme désirait lui parler. « Il était dans le vestibule. »

— Son nom?

— Il dit que Monsieur ne le connaît pas, mais que c'est de la part de quelqu'un que Monsieur connaît.

— Ah! Et comment est-il?

La domestique, une femme mûre, aux pieds silencieux et avec un regard instruit par les armoires, eut un geste et une moue qui signifiaient : Ni bien, ni mal, et laissa tomber : « Comme ça. »

— Faites-le entrer, accorda M. Brocatel. Et se penchant sur la table à laquelle il était resté assis, il continua, sans se presser, d'écrire sur une enveloppe une adresse assez longue.

Pendant ce temps, le nouveau venu était introduit et attendait, debout, derrière lui.

C'était Panteau.

Chassé du lit, dès l'aube, après une nuit agitée, il avait bien eu un instant d'embarras sérieux.

Lequel des deux « grognons » tâcherait-il d'apprivoiser? Le Chamaille? Ou le Brocatel?

En un clin d'œil il s'était décidé : « Pas le curé! Il me roulera. Allons chez le civil! »

Et donc, plein d'astuce et d'espoir, rasé de frais, peigné à l'eau, son « tyrolien » vert tenu à deux mains, il était là, soulevant déjà en esprit « le bourgeois » pour voir ce qu'il pesait.

Le « bourgeois » pensait à son fils.

On ne pouvait lui annoncer un jeune homme, quelqu'un « qui ne voulait pas se nommer », sans qu'il se défendît à l'instant d'un petit tressaillement intérieur. Il se disait : « Si c'était *lui* qui allait entrer? Qui sait? »

Il était persuadé que la chose arriverait de cette façon-là. On introduirait un jour un inconnu, et ce serait son fils, immobile, tout pâle.

M. Brocatel se retourna et vit que « ce n'était pas encore pour cette fois. »

— Vous avez à me parler? dit-il au nouveau venu. Je vous écoute; » et il lui indiqua une chaise.

A l'aspect de ce visage sévère, impressionnant d'énergie et de finesse, Isidore fut dérouté.

Mais s'asseyant, il alla tout de suite droit au but :

— Excusez-moi de vous déranger, monsieur, vous connaissez une dame Lesoir?

M. Brocatel fit un signe de tête affirmatif.

— J'aurais besoin d'avoir son adresse et je viens vous la demander.

— Pourquoi ?

— C'est pour lui remettre quelque chose.

— Rien de plus facile. Vous avez toute confiance en moi ?

— Oh ! monsieur ! s'écria Panteau en riant.

— Eh bien, laissez-moi l'objet et votre commission sera faite.

— Sans doute, approuva le jeune homme, mais j'aurais bien aimé la faire moi-même. Ça ne fâche pas monsieur?

— Pas le moins du monde, mon ami. De quoi s'agit-il ? d'un paquet? d'une lettre ?...

— Non, monsieur. D'un porte-monnaie.

M. Brocatel prit un air d'excuse :

— Ah ! diable ! Un porte-monnaie! C'est sérieux. C'est tout différent. Et avec de l'argent dedans, peut-être ?

— Oui, monsieur.

— Beaucoup ?

— Ça dépend. Quatorze sous.

— Et à qui est-il ce porte-monnaie ?

— A cette dame.

— Et comment est-il entre vos mains ?

— Parce qu'elle l'a perdu et que je l'ai trouvé. Oui. Elle est venue dîner hier boulevard de Clichy, à la *Sortie des Bains* où je suis garçon. C'est moi qui l'ai servie. Après son départ, j'ai trouvé à terre son porte-monnaie qu'elle avait laissé tomber. Je l'ai ouvert, j'ai vu son nom dedans, alors je le lui rapporte.

M. Brocatel avait écouté cette histoire avec une grande expression de sympathie.

— C'est très bien, prononça-t-il, et je vous fais compliment de votre honnêteté.

— N'y a pas de quoi, bougonna Panteau. Pour si peu de chose !

— Ne dites pas cela. Il n'y a pas de petites sommes. Se déranger de son travail, perdre sa matinée « pour si peu de chose » comme vous prétendez... est justement la preuve d'une probité admirable ! Quand on vient d'un bout de Paris à l'autre, à huit heures du matin, pour rapporter quatorze sous, c'est qu'on rapporterait quatorze mille francs... Vous n'obéissez qu'à la voix du devoir. Ne protestez pas. Quel autre sentiment vous pousserait ? Le contenu de ce porte-monnaie, aussi bien que le modeste repas de celle à qui il appartient ont dû vous fixer d'ailleurs, et ce n'est donc pas l'espoir d'une grosse récompense qui vous dicte votre conduite, mais bien la plus pure délicatesse. Comment vous appelez-vous ?

— Isidore Panteau, garçon limonadier.

— Eh bien, monsieur, ce que vous faites est très beau.

Isidore était de plus en plus troublé. L'entretien l'agaçait. Il reprit :

— Alors, monsieur comprend que ça m'aurait fait plaisir et amusé de remettre moi-même l'objet à cette dame. Ça m'est bien égal, parbleu ! Mais je l'aurais préféré. Aussi je suis sûr que monsieur ne m'en veut plus de lui demander l'adresse...

M. Brocatel se récria :

— Je ne vous en ai pas voulu une seconde... Mais qu'est-ce qui a bien pu vous donner l'idée de venir ici pour obtenir de moi ce renseignement ?

— Parce que c'est dans le porte-monnaie, monsieur.

— Comment cela ?

— Mais oui.

Panteau vivement le sortit de sa poche, l'ouvrit, et retirant la carte pliée qu'il tendit :

— Voyez? C'est elle qui m'envoie ici, qui donne votre nom, votre domicile, avec ceux de monsieur l'abbé... je ne me rappelle plus...

— Chamaille, détacha M. Brocatel qui lisait la carte.

— Ça vous explique.

— En effet, en effet. Maintenant, j'y suis.

Il avait replié la carte dans la pochette et posant sur la table le porte-monnaie, il soupira, comme quand on se parle à soi-même :

— Je suis bien contrarié...

— De quoi donc, monsieur?

M. Brocatel écarta les bras :

— De ne pouvoir vous donner l'adresse.

— Monsieur ne l'a pas? demanda Isidore d'un ton sous lequel se devinait l'impertinence de celui qui attend et même espère un mensonge.

— Mais si! Je l'ai, rectifia l'autre. Seulement. Écoutez-moi. Il faut se mettre à la place des gens, n'est-ce pas? et respecter leur désir. Plus humble est leur condition, plus leur volonté devient sacrée. Voilà une digne femme, qui, pour des raisons aussi navrantes que faciles à deviner, ne tient pas à ce que l'on connaisse la triste maison, la chambre lointaine et misérable où elle abrite sa pauvreté. Respectons cette pudeur. En prévision d'un accident grave ou mortel sur la voie publique, elle recommande expressément que M. l'abbé Chamaille, ou moi, soyons seuls avertis. Oui, en songeant à une éventualité pareille elle ne livre même pas son adresse, montrant bien ainsi à la fois sa propre volonté de la taire et sa défense à d'autres de la révéler! Puis-je trahir cette malheureuse! Je vous fais juge.

— Eh bien alors? Quoi, monsieur? dit Panteau bloqué.

— Eh bien, alors, le mieux est de me laisser ce porte-monnaie que je remettrai à Mme Lesoir, de votre part. Elle sera très touchée.

Panteau ne disait rien.

— ...A moins, poursuivit M. Brocatel, que vous ne le déposiez vous-même au bureau du commissaire de police de votre quartier. A votre choix. Et soyez sûr également que si, au lieu de venir chez moi, vous étiez allé chez M. l'abbé Chamaille, il vous eût tenu le même langage. Que décidez-vous?

— Remettez-le à cette dame.

— Vous pouvez y compter. Au revoir, mon ami.

Il lui tendait la main. Panteau la prit, mollement.

— Ah? Et si l'on veut vous remercier, où demeurez-vous? demanda tout à coup M. Brocatel.

— 151 *bis*, rue de Rome.

Et ayant salué, Isidore sortit.

Resté seul, M. Brocatel inscrivit sur un carnet l'adresse de Panteau, serra dans un tiroir de son bureau le porte-monnaie et se remit à son travail.

IV. — LE SOLEIL DONNE

Quand Irène s'éveilla, elle n'éprouva aucune surprise. Elle avait une mémoire puissante et prompte qui la rétablit instantanément dans sa situation nouvelle. La nuit ne la rouillait pas.

Mais elle subit, en ouvrant les yeux, une impression d'une profondeur étrange.

Il lui sembla qu'elle naissait, qu'elle venait au monde, et qu'elle en avait conscience dans une béatitude parfaite. Son passé, qu'elle se rappelait très bien, était reculé, vaporeux comme un mirage détaché d'elle. Il s'en allait de son côté, il la quittait; il avait terminé; il rentrait se perdre en arrière, tandis qu'elle continuait en avant ou plutôt repartait, prenait vie sous une autre forme, et dans des conditions différentes, pleines d'un charme ineffable. Elle ne s'inquiétait de rien, elle ne se demandait pas où elle était, ni chez qui, ni ce qu'il adviendrait d'elle demain. Est-ce que l'être qui naît, s'il avait déjà les ressources de sa pensée, se poserait de pareilles questions? Il commencerait par jouir du sentiment prodigieux de son existence, par se goûter, se savourer, toute l'éclosion de l'avenir étant contenue pour lui dans la fleur de la minute...

C'est ce que faisait Irène Olette. Elle se respirait.

Sa chambre, toute petite, avait les dimensions de l'infini. La porte sans verrou donnait confiance, les murs gais renvoyaient de l'espoir, et la fenêtre, derrière le rideau de toile tendu, était un étourdissement de lumière.

Se levant aussitôt, passant un jupon et mettant pieds nus ses bottines, la jeune fille écouta à côté, chez Valérie Lesoir.

Elle n'entendit rien.

La porte étant restée tout contre, elle la poussa. Il n'y avait personne et le lit était fait.

Rentrant alors, elle alla à la fenêtre, tira le morceau d'étoffe qui la garnissait et regarda par les petits carreaux.

Ce qu'elle vit l'enchanta.

En face d'elle, s'étendait un vaste jardin, planté de beaux arbres.

Par devant, une pelouse centrale assez grande, et plusieurs autres petites, coupées par des allées sinueuses, bordées de buis, formaient un agréable tapis de verdure et de cailloutė.

Au fond, en arrière des arbres, sur une largeur à peu près unie, de plus de cent mètres, s'élevaient des bâtiments, d'ancienne et tranquille ordonnance, avec de hautes et limpides croisées, le long desquelles, à l'intérieur de chacune, pendaient les rigides plis d'un seul rideau de toile blanche immaculée, sans embrasse. Et, du milieu des arbres qui la pressaient sur ses flancs, s'avançait, ainsi qu'un vaisseau, une chapelle en pierre dont le chevet dépassait, dans la partie découverte du jardin.

On en voyait distinctement les pans coupés et les trois verrières ogivales.

Tout cet ensemble composait le couvent des religieuses du Saint-Enfant Jésus, dites : les Dames de Saint-Maur.

Il formait un véritable domaine, impénétrable au siècle et clos de tous les côtés par de vieilles maisons, avec l'enclave de son grand jardin, dont il était impossible, des rues qui, bien au delà l'entouraient, de soupçonner l'existence.

Sur la gauche le terrain était limité par le mur percé de la porte charretière, qui le séparait de la cour de l'hôtel Pommelé; mais comme ce mur n'atteignait même pas la hauteur de l'entresol, il ne pouvait empêcher ceux qui habitaient l'hôtel de jouir du voisinage de la Communauté, aussi bien par les fenêtres de la façade intérieure que par celles des deux ailes, avec cette différence notable pourtant que l'aile gauche s'arrêtait au mur de la cour, tandis que la droite entrait sur une bonne longueur dans la propriété des Dames. Le rez-de-chaussée de ce corps de logis était condamné, mais au-dessus on avait, à tous les étages, une vue beaucoup plus jolie et plus rapprochée sur les jardins.

Quand elle eut bien fini de tout examiner, Irène songea à

s'habiller. Elle ne fut pas peu étonnée alors de voir un pot d'eau chaude sur la toilette, en même temps qu'elle constatait la disparition de sa robe, posée tout à l'heure encore sur la chaise, au bout du lit. Il était évident que l'on avait profité de l'instant où elle était absorbée par la contemplation du paysage pour entrer dans la chambre, y apporter de l'eau chaude et venir y chercher ses vêtements, sans doute afin de les brosser. Ayant eu l'idée de regarder ses souliers, elle remarqua qu'ils avaient été nettoyés. Il fallait tout de même que ces différents soins eussent été pris avec bien des précautions pour qu'elle ne s'en fût pas aperçue.

En attendant, elle se lava, se peigna, et elle était sur le point d'achever son petit ménage quand on frappa à la porte.

Après qu'elle eut dit d'entrer, la porte fut ouverte à demi pour laisser passer une main qui lui tendait sa robe. Mais comme, en prenant celle-ci, la jeune fille tirait la porte pour l'ouvrir tout à fait, la personne qui tenait la robe la lâcha précipitamment et s'enfuit.

Irène la voyait, de dos, courir dans le corridor.

Elle l'appela : « Madame ! Madame ! Pourquoi vous sauvez-vous ?... »

La personne interpellée s'arrêta et tout à coup saisit à deux mains son tablier dont elle se recouvrit la tête. Alors seulement, s'étant retournée, elle revint, fit quelques pas, ainsi encapuchonnée comme un pénitent, et Irène, qui n'y comprenait rien, l'entendit lui dire à distance, à travers la toile bleue :

— C'est pour ne pas vous effrayer, mademoiselle, tant je suis vilaine ! Pour me voir faut l'habitude !

— Qui êtes-vous ?

— Belle-Julie.

Et elle éclata de rire, car elle était toujours de bonne humeur. Elle ajouta :

— C'est Mme Lesoir qui m'a dit de m'occuper de vous.

— Je m'en doutais, répondit Irène. Où est-elle ?

— Pas loin. Prenez patience.

— Oui, mais baissez votre tablier, priait Irène, intriguée et courageuse.

— Non, mademoiselle, répétait la voix. Madame me l'a défendu. Vous avez bien le temps d'en être malade. Au revoir.

Et elle repartit sans se découvrir.

Une fois habillée, Irène, qui ne pouvait tenir en place, sortit de sa chambre, et, quoique résolue à ne pas s'éloigner, se mit, petit à petit, à explorer les alentours.

Rien n'excite plus à la curiosité que les méandres d'un corridor de vieille demeure où l'on se trouve seule. Celui-ci conduisait, d'un côté, à l'étroit escalier par lequel la jeune fille était montée la veille au soir avec Valérie, et de l'autre il aboutissait au dernier palier du « grand escalier » de pierre, à rampe de fer. Puis, reprenant après ce palier, il desservait, toujours sous les combles, les autres chambres donnant en retour sur la rue de Sèvres.

On plongeait de là, directement, par des lucarnes à hauteur d'appui, dans la cour de l'hôtel.

Or, ayant poussé sa promenade jusqu'à cet endroit désert, Irène aperçut en bas un jeune homme qui observait avec attention autour de lui en levant la tête comme s'il attendait un signe ou guettait quelqu'un. Avant qu'il eût regardé dans sa direction, et comme il s'apprêtait à le faire, elle eut le temps de reconnaître en lui le garçon de café de la *Sortie des Bains*.

C'était effectivement Panteau qui descendait de chez M. Brocatel et qui, en traversant la cour, ne pouvait s'empêcher de jeter sur les trois façades de la maison un coup d'œil circulaire dans le vague espoir d'y découvrir quelque chose d'intéressant.

Irène, dans un mouvement irraisonné, se recula pour ne pas être vue, et quand elle se remit ensuite à la lucarne, le jeune homme était parti.

Elle se dit alors, tout d'un coup, que la femme Lesoir l'attendait peut-être déjà dans sa chambre, étonnée de ne pas l'y trouver, et qu'il était préférable, pour des raisons confuses mais cependant excellentes, que celle-ci ne connût rien de son indiscrète excursion dans les corridors.

Rebroussant chemin, elle rentra donc vite. Valérie n'était pas là.

S'étant assise au pied de son lit, Irène commença seulement d'être frappée par la croissante bizarrerie de sa situation.

Tout ce qui lui était arrivé depuis la veille se classait, se coordonnait, semblait prendre une physionomie et une direction. Cela cessait d'être du hasard et de l'incohérence pour devenir une espèce d'arrangement, le début d'on ne savait

quelle surprenante histoire. Elle ne se sentait nullement dépaysée dans ce vieil hôtel calme et hospitalier; et cette chambrette, où elle n'avait vécu que quelques heures, était déjà comme agrémentée des impressions que ses murs lui préparaient. L'avenir tout nouveau et pourtant ignoré dont Irène avait l'intuition secrète, lui procurait à l'avance le charme et la douceur d'un passé qu'on évoque. Ah! que la rue des Fossés Saint-Jacques, et Féline, et la chère tante elle-même étaient donc loin! Comment une nuit, une seule, pouvait-elle emporter dans son sac de ténèbres un si grand nombre d'années, de peines, de joies, d'émotions et de visages?

C'est à quoi songeait la jeune fille envahie par cette apaisante langueur qui succède aux crises du corps ou de l'âme et qui suit fréquemment la disparition d'un être chéri, comme si le défunt, à peine y était-il entré, avait hâte de nous envoyer un peu de son repos.

Elle rêvait, depuis un assez long temps, percevant les bruits familiers qui successivement se révélaient, cris enroués et éloignés des marchandes des quatre-saisons, le battage d'un tapis, l'aboiement d'un chien, des sonneries de cloches... quand la femme Lesoir vint enfin la rejoindre.

Elle était vêtue comme la veille, avec la même simplicité; mais bien qu'elle gardât son expression tranquille et modeste, elle fit l'effet à Irène d'être une autre personne, moins humble, plus assurée. La nuit l'avait changée, elle aussi.

— Elle prit la parole la première:

— Avez-vous bien dormi?

— Très bien, madame.

— Vous ne vous êtes pas ennuyée en m'attendant?

— Oh! non!

Cette exclamation fut si franche que Valérie laissa voir le plaisir qu'elle en éprouvait.

— J'ai été longue, avoua-t-elle, mais il le fallait. A présent, causons. Vous m'avez raconté hier au soir tout de votre vie et vous ne savez rien de moi. A mon tour de vous apprendre qui je suis et où vous êtes.

Elle lui dit en peu de mots, ainsi qu'en est déjà averti le lecteur, son nom, son passé, son veuvage et sa triste situation jusqu'au jour où elle avait eu le bonheur de rencontrer M. Brocatel. Et après l'avoir renseignée, dans la mesure où il

convenait, sur cet homme vertueux et lui avoir expliqué comment il voulait bien l'employer dans le secret de ses recherches charitables, elle lui fit connaître la vraie raison de sa présence, la veille, à l'établissement de la rue Doudeauville.

C'était lui, qui, de temps en temps, la chargeait d'aller dans les asiles de nuit et de s'y mêler au groupe des pauvresses, comme si elle-même était une sans-gîte, et qui la priait, une fois qu'elle était là, dans le tas, d'observer, d'écouter, de questionner, de voir enfin si une belle misère ou quelque infortune rare, originale, lui paraissait digne d'un intérêt particulier, tout au moins immédiat. En ce cas, elle devait en prendre note et la lui signaler. Il appelait cela l'*envoyer à la chasse.*

— Vous souvenez-vous, dit Valérie, qu'hier au soir, comme nous rentrions de l'Hospitalité, vous m'avez demandé ce qui m'y avait amenée et que je vous ai répondu que j'avais à y faire une commission?

— Certainement, déclara Irène.

— Mais alors, m'avez-vous dit, vous n'avez pas pu la faire? Et je vous ai répondu que si. Comprenez-vous maintenant? M. Brocatel m'avait recommandé : « Tâchez de trouver *quelque chose*. Je vous avais trouvée. Donc ma commission était faite. Restait à en informer celui qui me l'avait donnée. Ce matin, de bonne heure, pendant que vous dormiez encore, je suis descendue chez M. Brocatel et je lui ai tout raconté. Votre histoire l'a tellement saisi qu'il veut bien vous venir en aide.

— Ce monsieur est trop bon et je l'en remercie, s'écria Irène, mais je ne veux pas d'aumône.

— Il ne s'agit pas d'aumône puisque vous n'êtes pas dans le besoin. La première chose, en effet, a-t-il dit, c'est de savoir ce que laisse votre tante et de vous mettre en possession de cet héritage. L'atelier de reliure, tout le matériel, les papiers, les cartonnages... tout cela est votre propriété. Vous l'oubliez donc? Dès aujourd'hui, quand il en aura parlé avec vous, M. Brocatel fera, de ce côté, le nécessaire, et vous n'aurez à vous occuper de rien. Eh! bien, quoi? Vous voilà toute pâle?

— C'est que je pense à Féline! Féline, qui me cherche déjà, qui doit être dans un état de fureur! Pour ces questions de règlements, je vais être obligée de le revoir, de lui parler? Il va retrouver ma trace. Jamais! Jamais! J'aime mieux tout perdre! D'ailleurs, je ne tiens pas à l'argent!

— Vous ne savez pas ce que vous dites, murmurait avec un soupir étouffé la femme Lesoir.

— Non, je n'y tiens pas! répétait Irène en secouant sa petite tête blonde ébouriffée d'or. J'aime le travail, je gagnerai toujours juste assez pour vivre. C'est tout ce qu'il me faut.

Valérie lui prit les mains.

— Calmez-vous! M. Brocatel a songé à cela. Il songe à tout. Les choses seront faites par l'entremise de son avoué, des gens de loi, sans que vous ayez à voir ce Féline, sans que le lieu de votre retraite soit connu de lui, — ni de personne autre, si vous le voulez.

— Je crois bien que je le veux! Seulement, où serai-je assez en sûreté pour qu'on ne puisse pas venir me tourmenter et me prendre, si on me découvre?

— Mais ici, dit Valérie.

— Ici? s'écria Irène en joignant les mains. Ici, dans cette petite chambre si loin? sur les jardins? et à côté de vous? C'est vrai? Vous voulez bien?

— Pas moi, ma petite, M. Brocatel. C'est lui le maître, et c'est à lui qu'appartient la maison.

— Oui, mais je sens que c'est tout de même à vous que je dois tant de bienveillance, à la façon dont vous avez su parler de moi. Où serais-je sans vous? Quand je me suis arrêtée rue Doudeauville, et que j'ai pris la file à la suite de ces malheureuses, j'étais bien abattue, je pleurais, je n'avais pas conscience de mon état. Je ne savais plus ce que je faisais, où j'allais. J'échouais là, sur le trottoir, comme une pauvre chose balayée. Et à la minute, en vous voyant à côté de moi, j'ai été apaisée. C'est singulier. Je ne vous connaissais pas et je vous ai pour ainsi dire reconnue. Vous aviez l'air de m'attendre.

— C'est bien la vérité, confirma Mme Lesoir. Je vous attendais sans vous connaître; et moi aussi, quand je vous ai vue, je me suis dit : « Voilà quelqu'un pour moi. » Avant d'avoir échangé un mot, nous nous entendions. Je me suis rapprochée de vous, de plus près, non seulement avec le corps...

— Mais aussi du regard, de toute la pensée, je l'ai bien remarqué. Votre présence et votre attitude m'encourageaient. Vos yeux étaient tristes comme les miens, et pourtant, tout au fond, j'y voyais un sourire. Ces femmes qui nous entouraient

avec une curiosité si méfiante nous resserraient davantage encore l'une contre l'autre. Nous étions — en face d'elles — toutes les deux ensemble ; nous formions deux camps. Après cette première coïncidence des papiers d'identité qui nous manquaient et malgré laquelle nous avons tout de même été acceptées, combien j'ai admiré la gentillesse que vous avez eue de toujours dire comme moi, pour les chaussures, pour la douche, pour la soupe, jusqu'à la fin, quand j'ai déclaré que je voulais partir et que vous l'avez voulu aussi, pour ne pas me laisser m'en aller seule ! Alors, si je n'avais rien dit... qu'auriez-vous fait ?

— Je serais restée.

— Vous ne seriez pas rentrée ici, dans votre bon lit ?

— Mais non.

— Pourquoi ?

— Pour ne pas vous perdre.

— Et quand vous m'auriez perdue ? Quand vous me perdriez demain ? Le beau mal ! Quelle peine en auriez-vous ? C'est trop tôt pour m'aimer.

— Ça n'est jamais trop tard pour l'essayer. Sans doute je ne peux pas encore avoir d'affection pour vous, mais vous m'êtes sympathique et dès hier j'étais résolue, — vous ayant rencontrée, — à ne pas vous abandonner. Si vous aviez couché rue Doudeauville, j'y aurais couché également.

— Je ne pouvais pas.

— Ce n'est pas si mal que vous croyez, fit Valérie d'un air appréciateur.

— J'en suis bien sûre, repartit Irène, mais ce n'était pas la crainte d'être mal. Je ne suis pas princesse.

— Qu'était-ce donc ?

— L'horreur et le dégoût que me causaient ces femmes, après leurs ignobles propos ! Monter dans ce dortoir, me déshabiller, me coucher devant elles, à côté d'elles ? subir leurs histoires de lit, les entendre rire, chuchoter, cracher, faire leur sabbat dans l'ombre, à la veilleuse... Non ! non ! et d'abord je n'aurais pas pu m'endormir. Il m'aurait semblé à chaque instant, sentir quelqu'une d'entre elles, celle qui louchait, ou celle à la main fourchue, ou l'autre avec l'affreux trou de son oreille raclée, se pencher sur moi, me souffler sur le front, toucher mes pieds...

— Vous auriez dormi tout de même ! A votre âge on dort partout.

— Mais quel réveil ! au petit jour gris, en retrouvant dans les traversins défoncés, parmi les draps fripés, noirs de tabac, ces visages effrayants aux cheveux sales, ces bras demi-nus hors des manches... Tandis qu'ici, quel soulagement, quelle douceur, quand j'ai rouvert les yeux !... J'entendais des oiseaux et le soleil était partout.

Valérie approuva :

— C'est vrai. Le soleil donne.

— Ah ! je ne regrette pas de vous avoir suivie ! déclarait Irène, toute vibrante.

— Mais pourtant, d'où vous venait, accentua la femme Lesoir, en la fixant de son clair regard, cette confiance si grande ? Les petites marques d'intérêt que j'avais pu vous témoigner n'étaient tout de même pas suffisantes pour que, sans rien savoir de moi, vous vous laissiez ainsi conduire la nuit, là où il me plaisait de vous mener ! Même aujourd'hui, vous ne jugez pas que c'était bien irréfléchi, et d'une imprudence extraordinaire ?

— Non ; et je vais vous dire ce qui m'a surtout mise avec vous en entière sécurité. C'est quand vous m'avez hier, dans le restaurant, priée de vous appeler tout haut...

Elle s'arrêta, ayant à présent quelque pudeur à prononcer, en plein jour, le mot sacré.

Valérie le dit : maman.

— Oui, répondit Irène. Cette demande si inattendue et si bizarre, à moi adressée, et d'un ton tout naturel, par quelqu'un qui ne me connaissait que depuis une heure, me causa une émotion dont vous ne pouvez pas vous douter. Je me figurai, sans même chercher à comprendre à propos de quoi vous venait cette idée, que c'était du moins ma tante, ma chère tante gardienne qui tout à coup vous l'inspirait, pour me faire ainsi connaître qu'elle était toujours là d'abord, qu'elle me continuait sa vigilance et son appui, et ensuite pour vous désigner et vous recommander à ma confiance, d'une manière indiscutable. Il m'a semblé qu'avec un pareil mot, elle et vous, la morte et la vivante, vous ne pouviez pas me tromper. Et je vous ai accompagnée aveuglément. J'étais bien tranquille.

— L'êtes-vous toujours ?

— Pas plus. Mais, maintenant, permettez-moi d'être indiscrète? Pourquoi m'avez-vous fait hier cette demande?

La femme Lesoir sourit en secouant la tête :

— Oh! c'est tout simple, parce que je ne voulais pas, que, même en nous voyant ensemble, on vous prît pour une jeune fille *seule*, parce que je ne voulais pas qu'à cause de votre grand deuil, on vous supposât orpheline, sans appui naturel et sans protection, et que je trouvais plus convenable qu'à cette heure, sur ce boulevard, dans ce café, et à votre âge, vous eussiez l'air d'être avec votre mère. Voilà.

Irène, attendrie à ces mots, eut un mouvement spontané vers sa compagne, comme pour la remercier en l'embrassant, mais il lui sembla, aussitôt, — fût-ce à tort? — que cet élan produisait chez Valérie un effet contraire et que celle-ci au même instant se reprenait, se refermait. Nuance imperceptible, sensation plutôt que sentiment. La jeune fille l'éprouva néanmoins avec assez de clairvoyance pour ne pas insister, et un peu déçue, — cela n'allait pas jusqu'à la peine, — elle se retint.

La femme Lesoir disait sur un autre ton comme quand on veut changer de conversation :

— Je vous préviens qu'aujourd'hui nous déjeunons chez M. Brocatel.

Irène s'étonna :

— Comment? Moi ?

— Oui, c'est un homme si bon! De temps en temps, il me fait l'honneur de m'inviter : eh bien! malgré la différence de nos conditions, jamais je n'ai souffert, près de lui, de la moindre gêne. Il sait tout de suite vous mettre à l'aise.

Valérie s'était levée.

— En attendant, puisque vous n'avez rien à faire d'ici là, je vais vous présenter à Mesdemoiselles Dandin. Ce sont des vieilles filles, les deux sœurs, qui habitent au second. D'excellentes personnes.

— Des rentières? demanda Irène.

— Point du tout, ma petite. Des travailleuses. A part le propriétaire, d'ailleurs, il n'y a pas de rentiers dans la maison. Tous les locataires sont, plus ou moins, des besogneux, qui ont grand mal et grand mérite à joindre les deux bouts. Ces demoiselles Dandin réparent les vieilles tapisseries. Leur appar-

tement a ses fenêtres sur la rue de Sèvres et sur la cour, et elles emploient une dizaine d'ouvrières installées en-dessous dans plusieurs salons qui ont vue sur le jardin. Venez, cela va vous amuser.

V. — LES DEMOISELLES DANDIN.

Le passé qui meurt ne disparaît pas complètement.

En dehors de son histoire, de ses souvenirs, de ses vestiges de pierre, des marques profondes qu'il imprime sur le sol comme les lettres de son nom, comme sa signature à la fin du livre, il laisse après lui des contemporains de ses époques, pour monter la garde, des types de son humanité, de ses classes, de ses métiers, qui le représentent parmi nous, le prolongent et l'expliquent, espèces de commissionnaires de ses mœurs, de délégués de son esprit, héritiers de ses qualités et de ses défauts, images de son charme et de son caractère.

Ces vivants, ou plutôt ces survivants, sont-ils des oubliés, des réservés en vertu d'un pacte mystérieux conclu entre le passé et la mort pour que celle ci n'y touche pas et les maintienne durant une période plus ou moins étendue dans la stabilité de leur force et la plénitude de leur saveur ? Ou bien ne sont-ils reproduits, à dessein, que par moments et à de certains intervalles, afin que le présent n'en perde pas tout à fait la mémoire, le sentiment ?

Peu importe. Ils existent.

A moins d'une grâce qui ne leur est presque jamais accordée, ils ne soupçonnent pas leur originalité, leur rôle, leur mission ; ils ne « posent » pas, ils croient qu'ils sont « comme tout le monde » et c'est ce qui fait le naturel de leur pittoresque puissant.

Et plus rares qu'eux sont, il faut bien le dire, ceux qui savent les reconnaître.

Combien les croisent, les fréquentent, sans se douter qu'ils se frottent à des « revenants ? »

Mais quelle pensive joie éprouve, en revanche, l'amoureux du passé à discerner autour de lui ces inconscients modèles, à les regarder et à les étudier ! car ils n'ont pas été simplement ressuscités pour le plaisir et la distraction mais surtout pour notre enseignement.

Ils sont chargés de nous servir de termes humains de comparaison, dans le bien comme dans le mal, avec les vivants d'aujourd'hui.

Sans pulluler, ils sont cependant en plus grande quantité qu'on ne se l'imagine, et tous les milieux, tous les états, toutes les fonctions fournissent, pour tous les temps écoulés, leurs personnages respectifs, en haut et en bas, à tous les degrés de l'échelle sociale, à la ville et aux champs, à la boutique et au salon, dans la maison et dans la rue.

Il suffit d'être en aimentation avec autrefois, de posséder le don de clairvoyance antérieure, pour retrouver du premier coup, jusque sous les habits modernes qui se dénaturent à leur contact, un lansquenet, une ribaude, un clerc, un chanoine, un sergent du moyen âge, un ligueur et un mignon, des femmes de la Renaissance et du siècle de Louis XIV, des Clouet et des Largillière, un membre du Parlement, une précieuse et un raffiné de Louis XIII ; un rémouleur, un apothicaire et un spadassin; une bergère et un perruquier Louis Quinze; une marquise, un procureur, un cocher de carrosse; un garde-française et un jacobin, une tricoteuse et un grognard; un demi solde, un page de Charles X et un bourgeois Louis-Philippe, et tous effarants de vie personnelle, criants de vérité, *purs*, *frais* de façons, d'accent, de gestes, de tics, de pensées, étant de l'endroit même, de la profession, de la circonstance et n'ayant pas bougé, datant du règne, de l'année.

Mesdemoiselles Dandin, coiffées de ce beau nom classique, tout droit échappées du XVIIIe siècle, étaient de ces légataires directes du passé.

Filles d'un négociant en vins du Gâtinais, ruiné par de mauvaises affaires et restées bientôt seules avec leur mère quand celle-ci devint veuve, elles avaient vécu la première moitié de leur vie à Orléans où elles occupaient une vieille maison dans laquelle étaient nés leurs parents et grands-parents. Cette maison se trouvait au milieu de la rue Pourpointelle, qui commence rue des Chats-Ferrés et finit rue Chasse-Coquin.

Mme Dandin, une brodeuse aux doigts de fée, apprit à ses enfants tous les ouvrages à l'aiguille, et rapidement elles arrivèrent à l'égaler. Dès leur jeunesse, on savait dans tout le département, et même jusqu'à Étampes, qu'elles travaillaient « comme des anges. »

De ce talent elles s'étaient fait un gagne-pain.

Forcées de vendre, après la mort de leur mère, la maison familiale, pour achever de payer les dettes de monsieur leur père, elles avaient dit adieu à Orléans, et Paris les avait prises. A la suite de plusieurs essais à l'Ile-Saint-Louis, sur la montagne Sainte-Geneviève, au Marais, toujours dans des vieux quartiers, elles s'étaient fixées depuis 1904, c'est-à-dire depuis dix ans, à l'hôtel Pommelé, où M. Brocatel avait été heureux de leur louer, à un prix infime et avec un bail illimité, un des appartements du second.

Orphelines d'assez bonne heure, elles n'avaient jamais voulu se quitter. Un sang calme et régulier coulait dans leurs veines. L'homme les effarouchait; elles se trouvaient parfaitement heureuses l'une près de l'autre. A quoi bon dès lors se marier?

Elles ne s'y seraient décidées que dans un cas spécial dont elles posaient fermement les conditions : celui de deux frères, honnêtes, possédant presque toutes les qualités et aussi unis qu'elles, et qui auraient demandé leur main à toutes deux, de façon que le double mariage se fît en même temps, le même jour, et sous cette obligation que non seulement chaque promis plût à sa fiancée, mais qu'il fût aussi agréé par sa future belle-sœur, car ces mariages n'étaient possibles que si les deux maris acceptaient que l'on vécût tous les quatre ensemble.

Ces frères-là, — on ne savait pourquoi, — ne s'étant jamais rencontrés, elles avaient coiffé Sainte-Catherine et étaient restées vieilles filles.

L'aînée s'appelait Marguerite et la cadette Marie.

Mais, par une règle du vieux temps où, pendant plus de deux siècles, tous les noms de baptême dans la petite et moyenne bourgeoisie, aussi bien pour les filles que pour les garçons, se transformaient en leurs diminutifs populaires, Marguerite était, dès le jour de sa naissance, devenue Gogote et Marie Manon. Leurs grand'mères, leurs aïeules s'étaient appelées ainsi. Elles continuaient.

Un moment, le commerce des soieries et des vieilles étoffes les tenta, mais elles durent bientôt y renoncer parce que les prix, en s'élevant, leur rendaient de plus en plus difficile l'achat de ces tissus.

Depuis leur entrée à l'hôtel Pommelé, elle s'étaient exclu-

sivement consacrées à la réparation des tapisseries, de tout genre et de toute grandeur.

Gogote, à l'époque où se passe cette histoire, avait soixante-deux ans et Manon cinquante-sept.

Gogote, enfant, avait réchappé d'une petite vérole dont quelques traces lui étaient restées, juste assez pour ne pas l'enlaidir et donner au contraire du relief à sa physionomie. L'œil noir, la lèvre rouge avec un gros nez à tabac, des sourcils drus, de fortes pommettes et des traits masculins, elle avait des cheveux gris, — toujours pleins de bouts de laine de toutes les couleurs, — relevés et envolés en boucles éparses autour d'un front bombé. Elle portait, pour travailler, de larges lunettes rondes en fer, et des dés de fer également, à l'index et au pouce, ainsi qu'un archer gaulois. Vêtue, en toute saison, de lourdes jupes de serge ou de futaine à plis nombreux et serrés, elle nouait par dessus, à ses hanches trapues de ménagère, un tablier de cuisine à trois poches, tel qu'on les coupait depuis deux cents ans, dans sa famille, d'un beau bleu lavé de montagne ou de forêt. La guimpe, bien tendue sur les pelotes de la poitrine, se hérissait d'épingles et d'aiguilles, et au bout d'un cordon noir des ciseaux lui pendaient au côté.

Prompte aux décisions, le verbe haut, ne craignant pas, quand il le fallait, la dispute avec les fournisseurs et les marchands, Gogote était « l'homme » de ce ménage dont Manon était la femme.

Celle-là se présentait tout l'opposé de sa sœur. Blonde, pâle et frêle, douce et soignée, elle avait des cheveux sages, un nez fin, des yeux de pervenche. Tandis que l'aînée se montrait toujours tête nue, la cadette s'entourait le visage d'une fanchon de soie prune attachée sous le manton. Ses tabliers, à elle, étaient à dessins et à fleurs. Ses poignets nus et son cou dégagé se paraient invariablement, en guise de collier et de bracelets, de rubans de velours. De jolies chaussures ou des mules à talons faisaient ressortir l'élégance de son pied, à côté de ceux de Gogote remplissant comme un boisseau de noix de forts souliers à cordons.

Gogote était presbyte et Manon myope. On eût dit deux canevas différemment recouverts. Gogote avait été faite au gros point et Manon au petit. La première avait l'air d'un Perronneau

et la seconde d'un Latour? Et cependant nul ne pouvait s'y tromper, c'était bien les deux sœurs.

Elles s'adoraient. Jamais ne s'élevait entre elles le moindre nuage. Leur affection s'exprimait avec une politesse enfantine et délicieuse. Elles s'appelaient : « mon petit chat, mon chérubin, ma caille. » Ou bien des solennités : « Madame, Mademoiselle, comtesse, baronne, » en se disant toujours vous

Ou encore, avec des inflexions et des inclinaisons dévotes : « ma mère, ma sœur, ma fille, monsieur l'abbé... » Pour rire, s'amuser, même en gardant le sérieux.

Leur travail de « réparations » était quelque chose d'admirable. Il fallait l'avoir vu pour le croire.

On leur apportait des loques, des guenilles, des trous, et elles vous rendaient un paysage, une scène, un tableau. Elles bouchaient le vide, reconstituaient la façade ou la figure, retrouvaient la perspective et le plan, les étendues de terre et les bandes de ciel.

Ces tapisseries, reléguées souvent et oubliées pendant des éternités dans les granges, les greniers, ou cachées dans les caves, qui avaient souffert de l'incendie, de l'inondation, tantôt rongées de soleil et tantôt pourries de salpêtre, ayant recouvert du fumier, des tas de bois, des meules, des châssis de serre, et reçu la pluie, et bu la neige, recueilli les feuilles d'automne, les fientes des bêtes... ces demoiselles les exhumaient réduites aujourd'hui à l'état de grappes, de torchons et de serpillières, et les recomposaient, les ranimaient de leurs cendres.

Laborieuses, candides et gaies avec du jugement, des opinions nettes, c'était les créatures mises exprès au monde pour vivre en cet endroit de Paris, dans cette vieille demeure, et y exercer ce métier qui les rattachait davantage au passé dont elles descendaient, issues en droite ligne, duquel il semblait à chaque instant, comme d'un tapis secoué, les voir tomber. Elles en faisaient partie malgré elles, inconsciemment; elles en étaient les possédées, et non les maniaques; elles l'avaient moins dans l'esprit et la volonté que dans le sang.

Ces tentures qu'elles raccommodaient, et au milieu desquelles se déroulait pour elles l'existence, étaient leur toile de fond distinctive et appropriée, leur horizon normal. Ne devaient-elles pas à ces grandes pages sombres sans tristesse, à ces vigou-

reuses histoires bleues et jaunes le plus clair et le plus solide de leurs pensées, le principal sujet de leurs entretiens? Ces *verdures*, c'était leur campagne. C'est ainsi, d'après leur arrangement, leur lumière et leur coloris qu'elles comprenaient et voyaient les arbres, les fleuves, les rochers, les oiseaux.

Les jardins du couvent n'offraient pas une sensible différence avec les plantations de l'aiguille et les beaux décors de la laine. Ces quinconces, ces plates-bandes, ces buis monastiques, ces toits rugueux, ces cours centenaires, cette chapelle, les Sœurs en costume, les outils de jardinage, les scènes de liturgie champêtre que ramenaient les fêtes du printemps et de l'été, dans le suave évangile du matin, aux vêpres brûlantes de l'après-midi, à la bénédiction du soir sous les lampes bleuâtres... tout cela calme, et « vieux tons, » c'était encore une tapisserie.

Sortant très peu, ne s'absentant pas, ne prenant jamais de vacances, telles vivaient, comme autrefois en leur province, aux bords du fleuve Loire, ces demoiselles Dandin, chez lesquelles Valérie amena Irène Olette.

La jeune fille passa là deux heures délicieuses, et quand il lui fallut descendre pour aller déjeuner chez le propriétaire, les vieilles personnes, penchées sur la rampe du grand escalier, lui disaient avec des mains agitées dans le vide : « Au revoir, mignonne! A bientôt, mon chou! »

VI. — LA PLUS GRANDE DISCRÉTION

En se mettant à table, elle était grise encore de l'accueil que lui avaient fait Gogote et Manon, et les ouvrières.

Le déjeuner, — qu'elle redoutait, — ne fut pas triste. A peine d'abord eut-elle vu M. Brocatel qu'il lui plut. Tout le monde, dans cette maison de conte de fées, lui plaisait.

Elle répondit avec un entier abandon aux nombreuses questions qui lui furent posées, et c'est avec l'attention la plus émue qu'elle écouta ensuite l'homme aux yeux noirs et à la belle figure quand, après le dessert, une fois que la domestique se fut retirée, il lui parla.

Il s'exprimait par petites phrases, qu'il soulignait d'un geste court, et la bienveillance de son accent n'en excluait pas la fermeté.

— Tout ce qui m'a été raconté sur vous, Mademoiselle, m'a

beaucoup intéressé. Je vais, — comme on vous l'a dit, — m'occuper du règlement de vos affaires. Vous avez un métier, il faut l'exercer. Vous devez au plus tôt reprendre votre commerce, rouvrir la maison de reliure. Si c'est un peu lourd pour vous au début, on vous aidera. Pour assurer votre tranquillité, vous quitterez le logement de la rue des Fossés-Saint-Jacques, et nous tâcherons d'installer ici, ou tout près d'ici, votre nouveau magasin. Cette organisation peut prendre quelques semaines. Comme, d'ici là, vous vous ennuieriez de rester oisive et qu'il faut travailler, que c'est le devoir de tous, même de ceux qui pourraient s'en dispenser, vous verrez ce qui vous convient davantage, ou de faire de la couture, ou d'aller chez les demoiselles Dandin, à moins que vous ne préfériez les écritures, la comptabilité.

Irène s'apprêtait à lui dire tout de suite ce qu'elle choisissait, il ne lui en laissa pas le temps :

— Ne vous hâtez pas! Réfléchissez. Vous vous arrangerez après, là-dessus, avec Valérie. C'est à elle que je délègue mes pouvoirs. Je vous demande de l'écouter, et, — ne vous effrayez pas du mot, — de lui obéir. Sans doute, il n'entre pas dans mon idée de vous tenir prisonnière, ni même de vous surveiller. Vous restez libre, vous pouvez sortir, mais vous n'êtes pas une enfant, vous savez déjà ce que c'est que la vie et ses dangers, la rue et ses pièges, le désordre et ses tentations? Pensez-y toujours.

« Vous comprenez bien aussi, puisque pour le moment et jusqu'à nouvel ordre vous êtes seule au monde, qu'il ne saurait y avoir d'un côté, protection, s'il n'y avait, de l'autre, docilité. Votre intelligence et votre cœur nous rendront, à tous les trois, j'en suis sûr, cet échange de sentiments agréable et facile.

« Enfin, vous voudrez bien ne rien dire, à personne, de ce que je fais pour vous, ni la façon dont vous m'avez connu, aussi bien moi que Valérie, ni donner votre adresse à moins que ce ne soit à des gens d'une parfaite honorabilité, ni attirer l'attention d'aucune manière sur la maison et ceux qui l'habitent. C'est d'ailleurs votre intérêt. Ainsi, la plus grande discrétion?

— Je vous la promets, monsieur.

— J'en prends acte, mon enfant.

Valérie, pendant ce discours, s'était écartée un peu, et tournant le dos, regardait de l'argenterie rangée dans une vitrine.

VII. — OÙ PANTEAU CONTINUE A JOUER DE MALHEUR

Panteau avait quitté M. Brocatel dans un grand état de colère.

« J'ai eu affaire, pensait-il, à un damné bourgeois. Quel jour qu'on les tue? J'aurais dû aller heurter l'autre espèce, le coquin d'église. Du drôle en pantalon non seulement je n'ai rien décroché, mais c'est lui qui m'a tiré les vers du nez. Mes noms, profession, où je demeure, il sait tout de moi, cet indiscret! et moi, je m'en retourne à pied, sans bagages, ignorant la seule chose que je voulais, qui me démange au cœur, l'adresse de la bonne femme et de son aurore de fille. C'est du guignon!

Quand on n'a pas la conscience tranquille, ou que l'on porte en soi un gros secret que l'on tient à cacher, — qu'il s'agisse d'une nouvelle ou d'un sentiment, — tout vous est sujet de méfiance. A chaque minute, on s'imagine que votre secret est découvert, qu'il vous échappe, se lit dans vos yeux, se trahit dans votre maintien, dans les plus insignifiantes de vos paroles, et que votre silence lui-même le crie.

Isidore, amoureux fou depuis la veille, n'était pas éloigné par instants de croire que M. Brocatel avait perçu tout de suite le vrai motif qui le guidait et cette idée lui causait une vive inquiétude.

Il se voyait, du premier coup, *brûlé*.

Il avait beau se prouver, à la réflexion, l'inanité de ses craintes, il n'en restait pas moins soucieux.

Il avait déjà été blessé que la concierge, — une énorme dinde, — l'eût fait monter par l'escalier de service. Quand il le redescendit, son humiliation s'accrut de l'échec qu'il venait de subir.

En traversant la cour de l'hôtel il coucha en joue les fenêtres, tout autour de lui, dans une sorte d'avidité instinctive.

C'est à ce moment qu'Irène le reconnut.

Mais lui, ne la vit pas.

Cependant son attitude avait paru suspecte à Mme Précipice qui, debout près de sa loge et crispée au manche de son immobile balai, l'observait sans complaisance.

— Qu'est-ce que vous regardez en l'air? lui demanda-t-elle.

— La lune.

— En ce cas, c'est d'en face dehors qu'on la voit le mieux! avertit tout d'un trait cette femme avisée.

Isidore allait renvoyer « quelque chose, » mais ses yeux étant tombés sur le groupe extravagant de Plouf et de Bobine superposés, il ne put s'empêcher de rire en lançant : « Ben! vrai! En v'là des postures! »

Pour suffoquer Mme Précipice, il n'en fallait pas tant qu'un pareil langage. Mais quand elle vit le cynique inconnu, qui s'était rapproché « de ses enfants, » se baisser et allonger la main vers la douce Bobine, elle poussa un cri :

— N'y touchez pas!

En vain Panteau protestait : C'est pas pour y faire du mal!

— Pourquoi donc en ce cas?

— Pour la caresser.

— On ne caresse pas les poules!

— Avec ça, la mère! On s'en prive!

Perdant toute retenue, le jeune homme avait alors donné à sa libre gaieté un cours si furieux que Mme Précipice en était restée, ainsi qu'elle le dit plus tard, « comme une pagode. »

Enfin, « ce malhonnête » ayant franchi le seuil, la concierge avec indignation referma sur lui, à deux mains et à dix doigts, la porte cochère.

VIII. — OÙ PANTEAU SE RATTRAPE

Bien qu'il n'éprouvât pas le besoin de retourner à l'avenir chez M. Brocatel, et tout en étant à mille lieues de supposer que l'hôtel abritât son adorée et celle qu'il croyait être sa mère, Panteau ne ressentit pas moins une nouvelle contrariété de l'incident survenu entre lui et la femme à la poule.

Il n'avait décidément pas de chance.

Après avoir été tout à l'heure joué par le propriétaire, il trouvait le moyen, — ce qui était beaucoup plus grave, — de se faire mal voir de la concierge.

Il avait gagné, rue de Sèvres, le trottoir d'en face, et de là, il regardait, non pas la lune, mais cette porte qu'on venait de lui fermer au nez.

Pourquoi restait-il là?

Qu'attendait-il?

Rien.

Il rageait.

C'est un état pénible et douloureux, mais qui a son charme amer. Comme s'il avait des dents, l'esprit grince, la pensée va plus vite, et le cœur bat plus fort. Tout s'accélère en vous. Les sens sont aiguisés, les nerfs sont tendus. La volonté combative est bandée ainsi que la corde d'un arc. On est sous pression de ruse et de désirs méchants. On guette, on combine, on manigance, on se tortille, on se ramasse, on se retient pour mieux bondir et pour mieux éclater. On vit double, dans le ronflement interne et la trépidation d'une machine actionnée par l'astuce et la fureur.

Panteau était en train de goûter ces âcres délices quand il vit la porte de l'hôtel s'ouvrir, juste assez pour livrer passage à quelqu'un qui se coula dehors, de côté, presque timidement, comme pour tenir moins de place et ne pas fatiguer le battant.

C'était un homme tâtant la soixantaine, coiffé d'un grand chapeau à la Rembrandt.

Un manteau pluvial de drap noir, attaché haut par une agrafe à double coquille d'argent, drapait ses étroites épaules et tombait jusqu'à ses jarrets. Cette rotonde, à plis nombreux, lui cachait entièrement les bras.

De taille moyenne et plutôt petit, les cheveux bien peignés, mais longs, comme le veut le port du feutre à larges bords, et enroulant exactement l'oreille ainsi que la queue d'un chat quand il s'en entoure les pattes, le nez candide et rond, la joue pleine et un peu frottée de couperose, il avait tout à fait l'aspect, — avec, en plus, sa moustache civique et son menton débonnaire, — d'un bourgmestre de théâtre.

Il marchait « ratatin, » les genoux pliés, traînant le pied à plat.

Panteau n'eut besoin que d'un coup d'œil pour connaître que cette créature excellente habitait la maison.

A quoi vit-il cela, direz-vous? Mais à son air, qui ne pouvait pas tromper.

On prend à son propre insu pour sortir de chez soi, surtout dès le matin, et quand c'est la première fois de la journée, un air tout particulier d'épanouissement; on a une façon vaniteuse d'ouvrir et de braquer la narine, de humer la rue, d'inspecter,

d'entrer à nouveau dans la circulation publique et dans le bain de la vie, incapable de ne pas frapper le témoin le plus distrait.

Il était évident, certain, que ce bonhomme demeurait à l'hôtel Pommelé.

Il avait tourné à gauche et descendait la rue de Sèvres.

Panteau le suivit.

Le vieillard ne semblait pas pressé. Du regard et de la langue, sans s'arrêter, il caressa et lécha, de loin, une rangée de « puits d'amour » disposés déjà dans l'étalage du pâtissier Gerboise, et arrivé, après les rues Sainte-Placide et Dupin, à un marchand d'oiseaux situé vis-à-vis le square du Bon Marché, il entra dans la boutique.

Isidore, resté sur le trottoir, prit part aussitôt aux récits de voyage d'un perroquet qui, se balançant sur la grand-vergue de sa cage, racontait : « J'arrrrrive du Brrrésil ! Là mérrr était grrrôsse ! Quel mal de cœur, mon chérri ! Ah ! qu'on a ri ! Qu'on a vomi, Biribi ! Ah ! ah ! ah ! ah ! »

Cependant, le bourgmestre achetait des graines qui lui étaient versées d'abord dans le creux de la main.

Il ressortit au bout d'un instant et continuant sa promenade par la Croix-Rouge et la rue de Rennes, il gagna rue Bonaparte, un peu avant la rue Jacob, le magasin d'un marchand de couleurs.

Comme plusieurs tableaux étaient exposés à la devanture, Panteau prit son temps pour les admirer.

Le bonhomme était connu dans la maison ; il recueillit des sourires qu'il rendit avec un geste familier. On lui offrit une chaise. Il choisit alors une douzaine de couleurs en tubes, deux pinceaux de martre noire et une brosse queue-de-morue en sanglier de Lorraine. La demoiselle vendeuse lui fit du tout un agréable petit paquet, noué d'une jolie ficelle, comme pour une dame. Il avait l'air de porter un cadeau à un enfant.

Ayant pris congé de la caissière, il se retrouva dehors.

Il faisait un temps merveilleux. C'était une de ces matinées incroyables et étincelantes, où, entre deux menaces bleues et noires de giboulées, s'inscrivent déjà dans le ciel des promesses printanières.

L'homme à la rotonde allait maintenant vers le quai, toujours suivi, et d'assez près, par le fidèle Isidore.

Comme il arrivait au coin de la rue Visconti, un auto des

postes dévala en trombe derrière lui, rabotant le trottoir qui, à cet endroit, est tout juste large pour une personne ; il n'eut que le temps de se jeter contre le mur, mais dans la brusquerie du mouvement, le paquet sortit de sa ficelle et les tubes de couleurs se répandirent à terre.

Il se penchait, consterné, quand une voix joyeuse dit : « Vous pliez pas! Je vais vous ravoir vos cartouches! »

C'était Panteau qui, déjà baissé, ramassait vivement les pinceaux, la brosse, le cobalt, le jaune-de-Naples, le brun Van-Dyck... Tout se retrouva. Il n'y eut de perdu que le vert-de-vessie sur lequel un garçon boucher avait mis le pied en sifflant et qui répandait ses entrailles comme un gros insecte éventré.

Le vieillard se confondait en excuses :

— Vraiment, monsieur...

— Me remerciez pas! C'est un plaisir...

— Sans vous, reprenait le bonhomme, en remettant les fournitures dans sa poche, je ne sais pas comment j'aurais fait, car si les yeux, le cœur et les doigts sont toujours bons, les jambes, dame... Ah! les jambes, ça n'est plus ça!

— La jambe est pas tout dans le monde! affirmait Panteau. Et puis pour vous, c'est moins de conséquence. On ne peint pas avec! Monsieur est peintre?

— Vous l'avez deviné? demanda le boniface, avivé par une joie candide qui lui empourprait le visage.

— Sans doute!

— A quoi?

— Au chapeau. Et puis aux machins à l'huile qui viennent de se garer.

Alors, le bonhomme souleva lentement son feutre et dit avec respect :

— C'est la vérité, monsieur; je suis peintre.

On comprenait qu'en se découvrant il saluait l'*Art* beaucoup plus que Panteau.

Il demanda, le sourcil interrogateur :

— Aimeriez-vous la peinture?

— Si je l'aime! s'écria Isidore, qui se sentait sur un bon terrain. Au point que plus d'une fois, monsieur, j'ai pleuré de ne pas l'avoir embrassée. A présent, c'est trop tard. Et puis, j'ai une profession.

— Laquelle?

— Garçon limonadier, dit Panteau avec dédain. Y a loin d'avec Rubens!

— Pas si loin que vous le croyez, mon ami, répliqua le bonhomme. Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler de Brauwer?... Adrien Brauwer?

— ... Un peu, fit en détournant le regard Panteau, que ce nom frappait pour la première fois.

— Eh bien! Brauwer fut valet de tabagie, et ça ne l'empêcha pas d'égaler Van Ostade. Il faisait le clair-obscur comme un dieu. Il mourut, hélas! dans la misère, à l'hôpital d'Anvers. Il avait trente-deux ans... Et on l'enterra au cimetière des Pestiférés...

— C'est malheureux! prononça Isidore.

Le vieillard, tristement, hochait la tête. Mais il chassa tout à coup ce pénible souvenir, et, tapotant de sa main droite, aux doigts allongés comme s'il tenait le pinceau, la poitrine d'Isidore :

— Puisque vous goûtez la peinture, jeune homme, je vous invite à me venir voir...

— Ma foi, monsieur, ça n'est pas de refus!

— Le mercredi ou le vendredi.

— Le matin?

— L'après-midi. Jusqu'à quatre heures.

— Ça ne m'est pas commode. Mais je m'arrangerai. L'adresse?

Panteau l'attendait, la disait déjà à part lui : « 45 *bis*, rue de Sèvres. Parbleu! »

— Là, dit le vieillard, en indiquant, de son petit bras tendu, la rive droite et les quais.

— Bah! fit Panteau, surpris. Où donc c'est-il?

— Au Louvre. Cabinet 7. Devant l'Hobbema..

— Au Louvre... Hein?... Devant l'O... quoi?

— Vous ne connaissez pas?... Il ne connait pas Hobbema! gémit le bourgmestre... Allons, je vais vous l'écrire.

Tirant un portefeuille de chagrin violet, à pattes, de forme démodée, il y prit une carte de visite, large et basse, au verso de laquelle il traça au crayon quelques lignes.

Puis, la lui remettant :

— Voici, monsieur, avec mon nom. Je vous remercie.

Il s'inclina, la main au feutre :

— Votre serviteur!

— C'est moi qui le suis, monsieur, assurait le jeune homme. Comptez que vous me verrez. Isidore Panteau. Pour vous ramasser ce qui tombe... Chaque fois que vous aurez besoin.

Le bonhomme s'en allait, de son même petit pas de parquet.

Isidore, demeuré seul, lut la carte qui était ainsi faite et conçue :

CIVILIS, GUILLAUME POOTIUS,

MEMBRE D'HONNEUR DE L'ACADÉMIE NÉERLANDAISE,

Peintre,

Restaure tous les Maîtres.

Par derrière étaient ces mots qu'il venait d'écrire :

On le trouve le mercredi et le vendredi, au Louvre, cabinet 7, devant le Moulin à eau *d'Hobbema, qu'il copie depuis vingt-sept ans.*

— Voilà une poire en or, et joufflue! songeait Panteau. Ma langue me dit : Vas-y, vas-y! Ce vieux fruitier doit connaître le Brocatel, et probablement la femme Lesoir. Je saurai par lui l'adresse.

Il reprit, tout gaiement, le chemin du boulevard des Batignolles, car il fallait qu'il fût à dix heures à *la Sortie des bains.*

IX. — MONSIEUR GUILLAUME

Quelques années auparavant, en 1906, il était arrivé un grand malheur au couvent des Dames de Saint-Maur.

Sœur Sainte-Opportune avait crevé l'œil au Père de Brisacier. L'œil droit.

Voici comment cela s'était passé.

La pauvre fille, montée sur un escabeau dans le parloir, époussetait pieusement un matin le portrait du Révérend Père, lorsque l'escabeau avait glissé. En voulant se retenir, elle s'était appuyée malgré elle contre la toile et elle avait eu la douleur de voir et d'entendre son index, avec un craquement

de péché, s'enfoncer tout entier dans le tableau, comme dans un pot de confitures.

Quand elle s'était décidée à le retirer de la tête du vénérable religieux, celui-ci était borgne.

A la place de la prunelle, il y avait un trou, rond comme celui d'une balle, d'une grosse balle, car Sœur Opportune avait le doigt fort.

C'était pénible à voir.

Datant de l'époque et faite par un artiste inconnu, l'œuvre, honnête sans plus, ne pouvait évidemment pas « se donner » à M. Rigaud. Mais c'était M. de Brisacier! Pensez donc! Ancien aumônier de la reine Marie-Thérèse, confesseur de Mme de Maintenon et des demoiselles de Saint-Cyr, ayant pris à quatre-vingt-neuf ans la charge de régir l'Institut des Écoles charitables de l'Enfant-Jésus! Une gloire de la maison! Cette belle physionomie, représentée précisément au sommet de son auguste vieillesse, ne devait pas rester défigurée.

Mais à qui s'adresser pour réparer le désastre?

Il était dangereux de confier ce soin au premier venu. Il fallait que ce fût quelqu'un d'expert et de déférent, qui sût et comprît ce qu'il avait dans les mains.

L'opération demandait à être entreprise avec les plus grandes chances de certitude, et à être réussie, faute de quoi l'on s'exposait à ce que l'ancien gouverneur ne regardât plus à l'avenir ses filles que de travers.

Une fois fini, on était bien obligé, bon ou mauvais, de prendre l'ouvrage tel quel.

C'était l'œil forcé. Grave affaire!

Or, ce même jour, quand, une heure après, la Mère Supérieure avait raconté l'accident à l'abbé Chamaille, aumônier de la Communauté : « C'est un peu fort! s'était écrié celui-ci. Justement l'on m'a parlé hier, aux Missions, d'un véritable artiste, un Hollandais, digne homme, peu fortuné, qui accomplit très bien ce genre de petites choses. »

Comme il était apparu aussitôt que le doigt de la Providence se montrait manifestement pour remédier tout de suite au mal qu'avait causé celui de notre sœur Opportune, le Hollandais fut mandé dès le lendemain.

C'était Guillaume Pootius.

On ne l'eut pas plutôt vu avec son chapeau d'histrion, ses

cheveux d'évêque, sa pèlerine sans frivolité, qu'il inspira une confiance aveugle. On répondit du succès.

Et de fait, il avait rendu « son œil » à M. de Brisacier avec un bonheur inouï, à ce point que les personnes qui ne le savaient pas, se sentaient embarrassées pour dire lequel, du droit ou du gauche, était le *faux*.

Peu de jours après, M. Brocatel, apprenant de l'abbé que le Hollandais cherchait un logement avec un atelier, avait été heureux de lui proposer, aux conditions les plus engageantes, le rez-de-chaussée de l'hôtel Pommelé qui se trouvait libre, et le peintre avait accepté, pleurant de joie.

Tout le monde ainsi était content : les bonnes Sœurs d'abord, pénétrées de gratitude, — car M. Pootius, malgré leurs prières, n'avait jamais voulu leur faire payer la restauration du tableau : — ensuite le propriétaire qui, poursuivant ses résolutions de charité dissimulée, s'assurait du même coup un locataire honorable et silencieux : et le bonhomme enfin, qui pour cinq cents francs par an, — le prix ailleurs d'une piètre mansarde, — avait un appartement de trois chambres, clair, avec le bon éclairage au Nord. Les deux fenêtres de la pièce qui seule pouvait servir d'atelier, donnaient en effet sur la rue de Sèvres, munies comme nous l'avons vu, de forts barreaux, ce qui ravissait le vieillard, extrêmement peureux.

Fils d'un grainetier-fleuriste, il était né à Amsterdam qu'il prononçait Amstredam, ainsi qu'il est écrit dans les vieux bouquins en veau.

Dès qu'il lui avait été possible, à l'âge de trente ans, il était venu à Paris qui l'attirait et qu'il n'avait depuis jamais quitté. Benoîtement passionné de peinture et s'y étant adonné tout jeune, en son pays, à l'école des maîtres d'abord et aussi d'un professeur de paysage qui l'avait pris en affection, M. Pootius s'était appliqué à l'art émouvant et redoutable de restaurer les tableaux. Cet art, il le pratiquait comme un sacerdoce, avec une piété pleine de noblesse. Hobbema était son dieu.

Le *Moulin à eau*, une des rares œuvres de ce génie que possède le Louvre, avait tellement enchanté le Hollandais quand il le connut, qu'il avait voulu le reproduire. Ayant vendu, peu de temps après l'avoir achevée, cette première copie, il en avait entrepris une seconde, qui trouva également amateur. Une troisième eut le même sort avantageux. Cela lui demandait

trois à quatre mois. Il travaillait lentement et pour ainsi dire en religion.

Il avait fini par s'attacher à ce tableau, à s'y vouer, à s'en faire le spécialiste et l'apologiste, le guide, l'interprète amoureux, le traducteur attitré, le surveillant farouche.

Il s'imaginait avoir sur lui des droits spéciaux et en être un peu le propriétaire.

On ne pouvait, quand il était devant, s'en approcher qu'avec sa permission.

Il le défendait, le barrait. Il en avait pénétré à la longue toutes les beautés, les charmes les plus secrets. Il en connaissait toutes les « valeurs, » toutes les prouesses de reflets et de nuances, tous les passages merveilleux et fins. Il le savait par cœur, il aurait pu le réciter. Il l'avait copié vingt-trois fois. Il disait : « Je le peindrais les yeux fermés ! »

C'était un bonhomme extraordinaire. Par dessus tout, un personnage de tableau.

Il offrait lui-même l'aspect frappant d'un promeneur d'Hobbema, d'un corporatif de Franz Hals, d'un liseur, d'un fumeur, d'un buveur, d'un bourgeois de Terburg ou de Pietr de Hooch. Il avait le visage bien construit, bien peint, bien modelé, l'œil petit, brillant, rond et vif, toujours piqué, mouillé d'une goutte de lumière et ses habits faisaient des plis déterminés et significatifs comme ceux des portraits célèbres. Rien que par sa silhouette, son attitude, son geste, il situait instantanément des chefs-d'œuvre fameux, il reconstruisait des scènes, plantait des décors. Dans n'importe quelle chambre, il évoquait tout de suite les intérieurs de la vieille Hollande ; on se le représentait levant son verre à la santé d'une dame qui pointille une dentelle ou joue de la guitare. Posté au coin d'un trottoir devant quelque gros cheval blanc d'omnibus, il avait l'air d'avoir donné rendez-vous à Cuyp ou d'attendre Wouwermans. Dans le moindre bout de campagne, vide et sans caractère, il faisait, par sa seule présence, entendre une chute d'eau, mugir un bœuf, nasiller une cornemuse, voir et tourner un moulin... qui n'y étaient pas. L'esprit mystérieux de la peinture semblait l'habiter et l'accompagner partout, présider à tous les actes de sa vie. Autour de lui, les objets, aussi bien sur les meubles qu'à terre, se plaçaient naturellement dans une symétrie ou dans un désordre toujours heureux. Qu'il fût

canne, gant, manteau, livre ouvert ou fermé, pelle ou pincette, carton à dessins, vase de fleurs, panier de fruits, jamais l'accessoire ne se trompait chez cet harmonieux ami de la « composition. » Très simple, se nourrissant d'une soupe, d'un pot de bière, et de poisson fumé, le sobre vieillard, sans s'en douter, trouvait encore le moyen de grouper sur sa table les classiques natures mortes.

Il menait l'existence la plus sage et la plus douce. En dehors de ses séances au Louvre, il ne bougeait presque pas de son atelier. Là il rentoilait, vernissait, réparait des tableaux de tout genre et de toute grandeur pour le compte de certains antiquaires de la rive droite.

S'il sortait, c'était pour une courte promenade, ou pour aller au marché aux fleurs et aux oiseaux.

Sauf exception, il prenait ses repas chez lui avec l'aide de Mme Précipice dans les bonnes grâces de laquelle il avait su se caser et qui faisait son ménage, au rez-de-chaussée seulement, car il couchait au dernier étage, sous les toits, dans une chambre qui était à quelques portes de celles occupées par la femme Lesoir et tout récemment par Irène Olette. Il avait adopté cette résolution une semaine après son entrée à l'hôtel Pommelé.

Le bonhomme, en effet, nous le rappelons, était très peureux. En bas, il se trouvait trop près de la rue et les barreaux de fer des fenêtres « suffisants à la rigueur dans le jour » disait-il, cessaient à ses yeux de l'être la nuit. De plus, bien que lesdites fenêtres fussent assez élevées au-dessus du trottoir pour empêcher qu'on ne le vît du dehors, il arrivait cependant que les gens haut placés, tels que les cochers sur leur siège, pouvaient en passant l'apercevoir, et cela le troublait. Ajoutez que de mauvais plaisants se donnaient, à des heures indues, la grossière joie de cogner aux vitres et de racler les grilles de fer avec un morceau de bois. Plusieurs fois même, en pleines ténèbres, le vieillard épouvanté s'était entendu appeler par son nom. C'est ce qui l'avait décidé à coucher au troisième.

Là, dans sa chambre du haut, bien fermée à clef, munie de deux bons verrous, il se sentait parfaitement tranquille. Nul n'y pénétrait, sauf Belle-Julie à laquelle avaient été confiés le balayage et l'entretien, puisque Mme Précipice était incapable de monter sur une chaufferette sans suffoquer.

On savait que le Hollandais aimait les serins et qu'il en avait, dans cette chambre, quatre couples en cage. Presque toute la journée on les entendait chanter; ils rajeunissaient la maison.

En avril et mai, le vieillard soignait dans son atelier des tulipes et des jacinthes. Il racontait comment on les traite, comment on les arrose, on les met au soleil, ou on les range à l'ombre; comme on y touche et même *comme il faut leur parler*, et elles fleurissaient mieux que d'autres entre ses mains merveilleuses.

Oté de la peinture, des oiseaux et des plantes, M. Pootius ne différait pas d'un habitant de la lune. Il ne lisait jamais un journal et n'était au courant de rien. On ne pouvait pas lui faire retenir qui était président de la République.

Tel était Civilis Guillaume Pootius.

Le premier de ses petits noms, expliquait-il, lui avait été choisi en commémoration du Civilis qui, l'an XII avant Jésus-Christ, tenta d'arracher la Batavie au joug romain. Le second signifiait un hommage de reconnaissance envers les nombreux et illustres Guillaume qui, au canal des âges, tinrent le pouvoir en Hollande. Quant au troisième, à son nom de famille, c'était celui qu'il tenait du bon Dieu.

A l'hôtel Pommelé, tout le monde l'aimait. Bien qu'il fit sourire, il gagnait l'estime.

On l'appelait familièrement M. Guillaume.

Deux à trois fois l'an, M. Brocatel l'invitait à dîner.

Il fréquentait, avec discrétion, chez les dames de Saint-Maur, allant de temps à autre voir où en était l'œil de M. de Brisacier, qui, par les brouillards, devenait *embu*.

Les demoiselles Dandin le consultaient sur des Empyrées et des Olympes de tapisserie, dont les personnages leur demeuraient étrangers et il en déchiffrait sur-le-champ pour elles la plendeur mythologique.

La délicieuse famille des Paradour, que nous n'avons fait que signaler, mais dont nous pénétrerons peut-être un jour l'intimité, le recevait aussi dans son appartement du deuxième étage.

La femme Lesoir, si modeste pourtant et si peu liante, voisinait avec lui, çà et là.

Bien élevé, poli, complaisant à toute heure, il s'offrait pour de menus services, de petites courses dans le quartier, pour

rapporter un journal, jeter une lettre à la poste, prêter un parapluie ou un bougeoir.

Enfin, il était le seul pour lequel les deux bêtes de la loge (c'est Plouf et Bobine que nous voulons dire) consentissent à se remuer.

Dès qu'il sortait, Plouf se frottait à sa jambe.

Quant à Bobine, elle se lançait, à coups de bec, sur ses souliers, et l'on n'avait pas encore pu deviner si c'était de l'amour ou de la haine, tellement, jusque chez les animaux, ces deux sentiments contraires n'ont parfois qu'une même façon de s'exprimer.

X. — LE CHOIX D'UN NOM

C'était le soir de cette même journée.

Valérie et Irène achevaient de dîner l'une en face de l'autre dans la première des deux chambres, celle qu'occupait la jeune fille depuis la veille.

Une lampe à abat-jour de porcelaine blanche, posée au milieu de la petite table ronde, les éclairait de sa douce lumière, et Belle-Julie desservait avec un entrain d'auberge. Elle s'était enfin montrée à visage découvert à Irène et celle-ci n'en avait éprouvé aucune frayeur ni répulsion. Tout dépend des yeux. Ceux de Belle-Julie, bons et gais, étincelants de franchise et de vivacité, faisaient passer la figure. Ils étaient comme des brillants sur du velours rouge. En voyant scintiller ces deux pierres on ne regardait pas l'écrin.

Quand la Bretonne eut fini son ménage et se fut retirée, Valérie prit gravement la parole.

— Nous allons donc vivre ensemble, dit-elle. En attendant que vos affaires de succession soient arrangées et que vous puissiez vous remettre à vos reliures, vous travaillerez dès demain, selon votre désir, chez ces demoiselles Dandin et vous prendrez vos repas avec moi. J'ai bien peur de n'être pas la compagne rêvée pour une jeune fille. Je ne suis pas gaie. Ma santé ne vaut rien et me rend maussade. J'ai eu de grands malheurs. Je parle peu. Je reste des heures entières sans dire un mot. Il faudra me pardonner, ne pas faire attention à mes rêveries, à mes découragements, à mes tristesses. Il m'arrivera de m'absenter, car M. Brocatel m'envoie de temps à autre en voyage. Enfin, vous serez gentille de ne pas vous étonner de

mes façons, non plus que de mon caractère. Je vous paraîtrai souvent froide, égoïste, indifférente, insensible... Ce n'est pas ma faute. J'ai trop souffert. Ainsi, je ne remplacerai sûrement pas votre tante et cela vaut mieux, car il vous déplairait que je vous la fasse oublier; mais toute imparfaite que je sois, je crois que vous pouvez tout de même retirer çà et là de ma présence à vos côtés quelques petites satisfactions, comme moi je suis bien sûre d'en avoir par vous de plus grandes. Nous sommes deux pauvres femmes, sans la moindre attache, qui allons essayer d'unir, s'il se peut, nos solitudes. Mais c'est moi, je vous le dis, qui fais le meilleur marché.

Elle avait prononcé ce discours tranquillement, d'une voix égale, et les mains à plat sur la table, des mains tenues sans coquetterie, mais propres, longues, fines, des mains de femme à bandeaux blancs, et qui sortaient, au bout des poignets nus, de manches trop courtes.

La jeune fille que ces paroles, précisément à cause de leur intonation mystérieuse et un peu solennelle, avaient remuée, fut sur le point d'y répondre par un élan de tendresse, mais elle se rappela l'espèce de gêne avec laquelle Valérie avait accueilli le matin même un pareil mouvement de son cœur et elle se roidit aussitôt.

Avec une grâce qui restait sérieuse, elle dit :

— Oui, vous verrez : tout ira bien. Vous ne vous repentirez pas d'avoir été bonne.

Il y eut un silence plein de mille choses qui restaient flottantes, suspendues.

Et puis la jeune fille formula :

— Vous, c'est tout simple, vous m'appellerez Irène, mais moi, comment vais-je vous appeler? Madame? Je le devrais. Pourtant cela me glace.

— Non. Pas madame.

— Alors... Madame Valérie ?

— C'est trop long. Appelez-moi Valérie.

— C'est trop court. Et puis, je n'oserais pas.

Elle cherchait, embarrassée :

Comme il y a peu de noms à se donner! dit-elle, aucun n'est libre ; ils sont tous pris.

— Eh bien! appelez-moi marraine, dit la femme Lesoir. Est-ce entendu ?

— Oui, marraine.

Irène Olette observait Valérie, sa robe sombre où ne tranchait aucun liséré de linge, l'alliance d'or usé de sa main gauche, la broche de jais qui attachait le haut de son corsage montant.

— Êtes-vous donc, vous aussi, en deuil? demanda-t-elle.

— Oui, répondit Valérie, quoique ce soit depuis longtemps. Mais le temps n'y fait rien. Même si je n'avais pas de raison d'être ainsi vêtue, je porterais du noir. C'est la seule couleur de la vie. On devrait toujours, à partir d'un certain âge, être en deuil à l'avance, par précaution.

« Et à ce propos, ma petite, ajouta-t-elle, il faudra non pas quitter le vôtre, mais en changer. Il est trop voyant, il attire. Ces grands voiles-là, si abondants et tombant jusqu'à terre, ne conviennent à la jeunesse que s'ils sont blancs. Quand je vous ai aperçue, tout à coup, rue Doudeauville, enfouie dans ce nuage de crêpes, savez-vous de quoi vous m'avez fait l'effet?

— Non.

— D'une première communiante, en noir! Il ne vous manquait qu'un cierge noir, un livre noir, un chapelet noir et des gants noirs. J'en suis restée toute saisie. Vous m'ôterez donc ces voiles qui vous emprisonnent. Vous avez besoin de lumière.

— A demain.

Elles se sourirent.

— Savez-vous où je suis allée tantôt? se rappela soudain la femme Lesoir. Porter les vingt centimes au bureau du tramway, place de l'Étoile, pour qu'on les remette au receveur de la voiture 30. Et je les avais bien serrés dans un morceau de papier, sous une enveloppe, cachetée à la cire, s'il vous plaît!

XI. — RIEN NE VAUT LA PENSÉE SUR LAQUELLE ON S'ENDORT...

Une heure après, Irène couchée, ayant éteint sa lampe, songeait. Elle revoyait dans son esprit le garçon de la *Sortie des Bains*, debout au milieu de la cour de l'hôtel et levant les yeux avec anxiété vers les fenêtres.

Cette présence l'intriguait, la troublait, et lui causait un vague plaisir, sans qu'elle sût pourquoi.

Que pouvait bien être venu faire dans la maison le jeune homme? De chez qui sortait-il?

Comme la direction de sa marche indiquait qu'il était descendu par le petit escalier, il n'avait pas pu rendre visite au peintre hollandais qui occupait le rez-de-chaussée où l'on entrait sous la voûte.

Il ne paraissait pas vraisemblable qu'il fût allé chez les demoiselles Dandin, puisqu'elles habitaient sur la cour un appartement auquel on n'accédait que par le grand escalier.

Chez les Paradour? C'était bien tôt pour se présenter dans un milieu où il y avait une femme et des jeunes filles.

L'heure matinale s'accordait au contraire avec les habitudes de M. Brocatel qui donnait quelquefois, — elle l'avait appris, — ses rendez-vous dès la pointe du jour. Tout la persuadait d'ailleurs secrètement qu'Isidore ne pouvait être allé que chez le propriétaire, et que cette visite se rattachait à la rencontre qu'elle et Valérie avaient faite avec lui la veille au soir *A la Sortie des Bains*.

Mais la raison de cette visite?

Elle la cherchait en vain.

Supposer qu'il était déjà en rapports avec M. Brocatel et qu'il n'y avait aucune relation de cause à effet entre les événements qui l'avaient conduite en cette maison et la démarche du jeune homme lui paraissait inadmissible.

Alors elle ne comprenait pas.

L'idée du porte-monnaie de Valérie, peut-être trouvé et rapporté par lui, avait bien un instant effleuré sa pensée. Mais elle ne s'y était pas arrêtée. Ignorant en effet qu'il contenait les recommandations de s'adresser à M. Brocatel ou à l'abbé Chamaille, comment aurait-elle pu s'imaginer qu'Isidore eût été mis au courant de l'adresse? Et puis, si c'était cela, M. Brocatel et Valérie n'eussent pas manqué d'en parler devant elle dans la journée. Cet incident du porte-monnaie perdu avait trop d'importance aux yeux de la pauvre femme Lesoir pour qu'elle n'eût pas aussitôt pensé à informer de son heureuse issue sa compagne. Or, elle n'en avait rien dit. Ce n'était pas tout. Irène avait eu la certitude que le jeune homme, en leur faisant des prix fictifs, leur avait servi son propre repas. Elle se rappelait la question perfide de la patronne au garçon : « Eh bien? et vous? quand dînerez-vous? »

Mille détails en plus se retraçaient dans son esprit ému avec une force et une netteté singulières, des regards d'Isidore

longuement attachés sur elle, son attitude admirative, l'empressement même de son immobilité. Elle avait beaucoup lu, la plupart des livres qu'elle reliait, elle connaissait la marche courante, rapide et merveilleuse de l'amour dans les romans... C'est ainsi, dès le coup de foudre, que les choses commencent, par des marques d'intérêt et des procédés délicats, et puis des courses, des stations, des recherches guidées par un infaillible instinct, des yeux à la fois pleins de faiblesse et de volonté levés vers des fenêtres... Aucun doute ne pouvait subsister. Le jeune homme était bien venu pour elle, pour elle seule; et du moment qu'il savait qu'elle demeurait à l'hôtel Pommelé, *il reviendrait.*

Le sommeil la prit peu à peu dans l'engourdissement de cet espoir.

XII. — LES QUATORZE SOUS DE VALÉRIE.

A peine Irène Olette commençait-elle à s'endormir que la femme Lesoir, ouvrant sans bruit la porte de sa chambre qui donnait directement sur le corridor, sortait avec précaution.

A cette heure, dix heures et demie, tout était éteint dans la grave maison baignée de silence; aussi Valérie s'éclairait-elle de sa lampe Pigeon dont elle masquait à moitié, de la main gauche, la flamme pourtant bien petite. En passant devant la chambre de la jeune fille, elle marcha sur la pointe du pied, et c'est seulement quand elle en fut assez éloignée qu'elle prit son pas ordinaire. La crainte de réveiller Irène suffisait sans doute à justifier cette attitude, mais cependant il ne semblait pas que ce fût là l'unique raison de son allure circonspecte et plutôt hâtive. On ne pouvait pas dire qu'elle se cachait. Rien n'indiquait vraiment sur son visage et dans ses façons l'inquiétude d'être vue, encore moins la peur d'être surprise... et cependant on sentait un secret désir de passer autant que possible inaperçue en ce moment et en cet endroit. Elle ne courait pas, elle n'allait même pas plus vite qu'à l'ordinaire... mais elle glissait, sans s'attarder, sans perdre une seconde, sans peser sur le sol. Elle atteignit ainsi le grand escalier qu'elle descendit en frôlant le mur, par le côté où les marches de pierre sont les plus larges. Arrivée au premier étage, devant l'entrée de

l'appartement qu'habitait le propriétaire, elle s'arrêta. Un tambour de cuir marron, à deux battants épais, doublait la porte de bois, et entre les deux, il y avait une embrasure assez profonde.

La femme Lesoir disparut derrière le tambour qui se rabattit mollement sur elle comme si elle entrait à l'église. On ne la voyait plus, mais on aurait pu l'entendre ouvrir, sans tâtonner, comme quelqu'un qui a l'habitude de la serrure, la seconde porte fermée à clef et au verrou de sûreté. Et puis cette porte aussi lui livra passage, la raie de lumière s'éteignit dans la fente du tambour et le silence absorba de nouveau, du haut en bas, l'escalier ténébreux.

M. Brocatel écrivait dans sa chambre, au milieu de papiers étalés sur sa table.

Au bruit d'un pas léger qui se rapprochait, il demanda, sans même bouger : « C'est vous? »

— Oui, fit Valérie, terminez.

Et elle s'assit, dans un fauteuil.

— J'ai fini, déclara-t-il en se retournant. Nous pouvons causer à notre aise. Ah! ça, vous avez donc perdu votre porte-monnaie?

— Comment le savez-vous?

— On l'a retrouvé.

— Qui cela?

— Le garçon du restaurant où vous l'avez laissé tomber en dînant, hier au soir; il l'a ramassé après votre départ et il s'est présenté chez moi, ce matin, pour vous le remettre. Ah! il aurait bien voulu avoir votre adresse...

Valérie eut un geste de crainte.

— Rassurez-vous, continua M. Brocatel, je ne la lui ai pas donnée. Je lui ai dit que je vous rendrais l'objet moi-même. Il a paru le croire mais il n'avait pas l'air content. Vous rappelez-vous ce que vous aviez en poche?

— Quatorze sous.

— Ils y sont. C'est un honnête homme.

Tout en prononçant ces mots, M. Brocatel avait ouvert le porte-monnaie, et retirant du gousset à l'or où il n'y avait jamais d'or, le papier qu'il déplia :

— Expliquez-moi maintenant ce que signifient ces lignes, et l'étrange façon dont elles sont écrites : *S'il m'arrive quelque*

chause sur la voi public... (son doigt montrait, au fur et à mesure, les mots estropiés). Vous savez pourtant l'orthographe?

Valérie haussa doucement les épaules :

— Ces lignes ne sont pas de ma main. C'est de Belle-Julie.

— A la bonne heure! Je m'étais demandé un instant...

Il n'achevait pas.

— Et quoi donc? interrogea-t-elle en le fixant de ses yeux pâles.

— Si ce n'était pas là de votre part une fantaisie, comment dirais-je?... volontaire?

— Mais non! mais non! protesta Valérie avec vivacité. Vous connaissez le dévouement de Belle-Julie pour moi? Elle a la hantise des accidents de la rue et du transport à la Morgue. C'est elle qui, l'an dernier, s'avisa d'écrire en cachette ce papier et de le glisser dans mon porte-monnaie. Le jour où je l'y découvris par hasard, assez longtemps après, je fus d'abord outrée à l'idée que s'il m'était arrivé malheur, on eût pu croire, en me ramassant, que cette orthographe de cuisinière était la mienne!... Et puis, comme j'avais fait venir la pauvre fille pour la gronder, je la vis si émue à l'avance que je ne me sentis pas le courage de l'humilier; je ne lui dis donc rien et je laissai le papier tel quel, en songeant que, tout pesé, c'était même bien mieux ainsi! Mais, pour en revenir à ce garçon de café, je veux le remercier.

— Je le ferai de votre part.

— Ce ne sera pas la même chose. Son nom? Son adresse?

— Je vous les donnerai.

Valérie était soucieuse.

— Vous ne trouvez pas bizarre, observa-t-elle, la hâte de ce jeune homme à me rapporter une somme aussi infime?

— Mais non. Précisément il aura pensé, vous voyant en pareille misère, que ces quelques sous vous faisaient défaut.

— Oui, opina la femme Lesoir, d'une voix assez rude, à moins qu'il ne soit venu pour Irène Olette?

— Oh! s'écria M. Brocatel, en feignant de s'étonner, qu'allez-vous supposer là?

— Rien que de vraisemblable. J'ai cru m'apercevoir hier, pendant qu'il nous servait, que cette jeune fille avait produit sur lui une forte impression.

— Vous vous êtes trompée. Il n'y a d'ailleurs que les femmes

telles que vous, honnêtes et rangées, pour s'ingénier à trouver en tout du romanesque et de l'aventure.

— Bien entendu! riposta Valérie sur un ton presque agressif, comme si nous ne savions pas qu'il n'arrive jamais rien d'extraordinaire et de merveilleux! Et que dites-vous de cette petite?

— Elle m'a paru charmante, affirma M. Brocatel et je ne lui vois jusqu'ici qu'un défaut, capital.

— Lequel?

— Sa beauté.

— A ce point? Cela ne m'a pas tellement frappée. Mais les hommes font attention à ce défaut-là beaucoup plus que nous.

— Non, ni plus ni moins, dit le propriétaire, mais d'une autre façon. Votre Irène est belle. C'est un grand malheur, et que nul ne peut empêcher. Nous tâcherons toutefois que, ni elle ni vous, n'en ayez trop d'ennuis.

— Ah! je les pressens déjà! lança tout à coup Valérie. Oui, depuis que j'ai rencontré hier cette enfant, voilà que j'ai peur de m'y attacher. C'est vous qui en êtes la cause!

— Moi?

— Sans doute! avec ces missions que vous me donnez! Qu'ai-je été faire là?

— N'ayez donc pas peur, je vous en prie, recommandait M. Brocatel, en y mettant un accent singulier. Quand donc, mon Dieu, cesserez-vous d'avoir toujours peur?

— Quand je cesserai de vivre, dit la triste femme.

— Eh bien non! Même pas! Dans l'autre monde, après, vous aurez peur encore, je le parierais!

— L'habitude. C'est bien possible. Mais quelle peur plus terrible alors! La vraie, la grande, la...

— En attendant, — et Brocatel l'interrompit sans forme et sans pitié, — il faut qu'une fois de plus, je vous fasse souffrir.

Valérie s'était levée, ayant sur le visage une expression d'immense ennui et de douleur.

— Oui, poursuivait l'autre, sans s'émouvoir, évidemment, c'est très pénible et je suis un méchant, mais malgré votre défense, et coûte que coûte, je dois pourtant vous informer...

— Ah!

Elle soupirait.

— ... Vous-dire-ce-qu'il-en-est!

— Ah!

— Il le faut. C'est mon devoir.

— Ah!

Elle eut, de ses bras ballants, un geste de résignation harassée qui signifiait : Allez!

— Eh bien? — il martelait les mots, — au dernier balancement des comptes de la Société Tapard et Cie qui a été arrêté tantôt...

Elle avait porté les mains à son cœur pour en comprimer les battements.

— ...Votre fortune...

— Assez! C'est bon! Je sais. J'ai compris! murmura-t-elle.

— Votre fortune se monte aujourd'hui à quatre-vingt-dix-sept millions.

— Quatre-vingt...

— Dix-sept, oui.

— Hélas!

— ...qui font exactement : quatre millions huit cent cinquante mille francs de rente.

Elle avait baissé la tête. Ils se taisaient tous les deux. On n'entendait que le menu tic-tac de la pendule faisant tinter l'un après l'autre sur le marbre de la cheminée les centimes du temps.

— Alors, demanda Brocatel en rompant le silence, vous êtes toujours dans les mêmes idées?

— Toujours.

— Vous persistez à ne pas vouloir?...

— Inutile. Oui. Bonsoir.

— Bonsoir, chère amie.

Elle s'en allait.

Il la rappela : — Valérie!

— Quoi?

— Vos quatorze sous, que vous oubliez?

— C'est vrai! Où ai-je la tête?

Revenant sur ses pas, elle prit le vieux porte-monnaie, et le tenant à la main, à plat, comme une servante qui va au marché, elle sortit.

HENRI LAVEDAN.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES [1]

II [2]

LA SEMAINE TRAGIQUE

A LA COUR DU ROI GUSTAVE V

I

Le surlendemain du jour où je débarquai à Stockholm, je fus reçu par le Roi en audience solennelle. Le Roi partait le lendemain même pour la chasse à l'élan dans les provinces du Nord, — d'autres prétendaient pour y inspecter les troupes et les forteresses, — et avait hâte d'en finir avec mon audience. Il était d'ailleurs sérieusement indisposé depuis des mois et ses souffrances physiques, jointes aux tribulations de la politique, le rendaient, disait-on, nerveux et même parfois irritable. Je n'en pus rien remarquer pendant mon audience, sauf la très mauvaise mine de Sa Majesté qui avait l'air vraiment malade. Comme on sait, son voyage dans le Nord fut interrompu par une crise aiguë du mal intérieur dont il souffrait. Ramené à Stockholm, il y subit une très grave opération, qui réussit à merveille, mais qui laissa Sa Majesté encore longtemps faible. Le Roi ne recouvra complètement ses forces qu'au bout d'une année où il put recommencer son existence normale et les sports où il excelle : la chasse et le tennis.

La réception des Ministres Étrangers qui viennent présenter

(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1919.

au Roi leurs lettres de créance, se fait à Stockholm dans le cadre prescrit par l'ancienne étiquette. A l'heure convenue, un maître de cérémonies vint me prendre chez moi et me conduire, ainsi que ma suite, dans des carrosses dorés au palais. Pas d'escorte ; mais en revanche, au château de Stockholm, — grandiose dans sa simplicité de vieux palais romain, — les dragons de la garde étaient échelonnés le long du grand escalier dans leurs uniformes historiques du temps de Charles XII. A l'entrée des salles de réception, remplies de beaux meubles, de tableaux, de bronzes et d'admirables Gobelins du XVIIIe siècle, m'attendait toute la Cour du Roi. Aussitôt les présentations faites, les portes s'ouvrirent et je fus introduit auprès de Gustave V. Sa Majesté échangea avec moi, sur un ton froid et compassé, les compliments d'usage, accueillit de même les personnes qui m'accompagnaient et puis me pria de le suivre dans son salon privé ; le Ministre des Affaires Étrangères M. Wallenberg (dont j'avais fait connaissance la veille) y fut aussi invité. Là l'expression du visage et le ton du Roi changèrent complètement. Il s'assit, en nous offrant des sièges, et commença par me poser des questions sur la santé de l'Empereur et de sa famille ; il passa ensuite avec beaucoup de simplicité à la question épineuse du récent divorce de son fils et exprima, en termes dont on sentait la parfaite sincérité, ses regrets d'avoir vu partir pour toujours la jeune Grande-Duchesse, sa bru, à laquelle il était très attaché.

J'appréciai la dignité et la franchise de ces paroles qui me mettaient d'emblée à l'aise avec le Roi. Sa Majesté me questionna ensuite au sujet des événements qui s'étaient déroulés en Bulgarie. « Comment le roi Ferdinand, qui avait la réputation d'un politique si fin, avait-il pu perdre si complètement la partie qu'il avait engagée ? » Je répondis par quelques appréciations sur les événements dont je venais d'être témoin, ainsi que sur la personne de Ferdinand. J'émis entre autres choses l'opinion que le caractère si étrangement indécis du Roi avait été pour beaucoup dans ses déconvenues ; s'il avait su, dès le commencement, adopter un parti et s'y tenir tout le temps, beaucoup de choses ne seraient pas arrivées. Mais Ferdinand avait continuellement changé d'avis et de direction... Ici le Roi m'interrompit. « Oh, Monsieur le ministre, s'écria-t-il d'un ton sincèrement convaincu, ne jugez pas trop

sévèrement les souverains! Si vous saviez comme cela est difficile, comme cela est pénible quelquefois de prendre une décision au milieu d'avis et d'opinions contraires qui s'entrechoquent dans le pays! »... A quoi le Roi faisait-il allusion? Sa sincérité, qui perçait à travers beaucoup de réticences, me fit impression; « cela me changeait » décidément de Ferdinand et de la fausseté qui se sentait sous toutes les effusions et dans toutes les confidences du Roi des Bulgares.

De chez le Roi je fus conduit dans les appartements de la Reine où je me trouvai en présence d'une souveraine qui était en même temps grande dame, correcte et accueillante. Je fus les jours suivants, reçu en audience par les autres membres de la famille royale. Ce fut d'abord le prince royal et son épouse, née duchesse de Connaught. Lui me fit l'effet d'un jeune homme sérieux, plus sérieux que son âge, très simple de manières, très retenu dans son langage. Elle charmante et aussi d'une simplicité du meilleur aloi.

Le prince Charles, frère du Roi, jouit de la sympathie et du respect de tous ceux qui l'approchent. Grand, bel homme, avec un air chevaleresque, — il laisse une impression qui ne fait que s'accentuer quand on connaît les admirables qualités de son caractère, sa grande et active bonté, son esprit si droit. Son épouse, née princesse Ingeborg de Danemark, possède tout le charme prenant, — et si réel, — de sa famille d'origine. Jolie, intelligente, excessivement simple de manières, et en même temps « every inch of a princess, » elle me rappela vivement sa tante, l'Impératrice douairière de Russie, qui m'avait chargé de mille choses pour sa nièce. Trois délicieuses jeunes filles, dont l'aînée fit son entrée dans le monde pendant mon séjour à Stockholm, et un beau petit garçon, complétaient la famille.

Le frère cadet du Roi, le prince Eugène (Napoléon), le seul de la famille qui eût beaucoup conservé le type français, vit presque en homme privé, s'adonnant exclusivement à la culture des arts. C'est un peintre paysagiste très sincère et jouissant d'une vogue véritable dans le pays. On peut sans exagération le ranger parmi les très bons peintres de la Suède, tout de suite après Zorn, le célèbre Liliefors et Carl Larson.

Je connaissais déjà le prince Guillaume, l'ex-époux de la grande-duchesse Marie, grand beau garçon qui se confinait presque exclusivement dans son métier de marin et la société de

ses camarades ; d'ailleurs très distingué par les belles dames de la société de Stockholm dont il a toujours été le favori.

Comme je l'ai dit plus haut, le Roi tomba gravement malade au cours de son voyage dans le Nord. Il fut pendant des semaines entre la vie et la mort, et ce ne fut qu'en juillet que je le revis, extrêmement éprouvé, amaigri et affaibli, mais commençant à reprendre peu à peu ses forces et sa santé.

* * *

Deux jours après mon audience solennelle chez le Roi, j'allai chez M. Wallenberg, avec lequel je n'avais fait qu'échanger, à peine débarqué, quelques banalités d'usage. Le nouveau ministre suédois des Affaires étrangères se mit aussitôt à causer avec moi *affaires*, et, à ma grande surprise, entama un sujet de « haute politique » et de politique générale. Il m'exprima, en termes surveillés, mais néanmoins très francs, ses appréhensions au sujet de la situation de l'Europe, et même ses craintes pour la conservation de la paix. Tout en partageant *in petto* les sentiments de mon interlocuteur, je me gardai bien d'abonder dans son sens et même de le suivre dans cet ordre d'idées scabreux; j'exprimai, au contraire, le ferme espoir que la paix ne serait nullement menacée, que chez nous on ferait tout pour éviter des frottements dangereux, que ma longue carrière diplomatique m'avait habitué à ces accès de malaise européen qui, heureusement, n'avaient jamais de suites désastreuses, etc... Cependant mon interlocuteur ne se laissait pas décourager. « Vous arrivez de l'Orient balkanique, monsieur le ministre, et en connaissez bien la situation ; ne croyez-vous pas que l'état politique de ces contrées est plein de menaces? Ici et dans beaucoup d'autres endroits on craint que de là justement ne puisse venir le danger. » Je fis de nouveau la sourde oreille à cette invite aux confidences. « Voici un banquier, me dis-je, qui vient de devenir ministre des Affaires étrangères et qui croit de son devoir, — dès la première entrevue avec le nouveau ministre de Russie, — de l'entretenir de questions de haute politique. » Si j'avais un peu connu M. Knut Wallenberg, je n'aurais jamais formulé un jugement aussi erroné. Depuis, au cours de trois années de relations presque quotidiennes, au milieu d'événements d'une gravité exceptionnelle, j'appris à connaître à fond le caractère et la

mentalité du remarquable homme d'État suédois et je pus constater que, sans manquer de franchise, M. Wallenberg pesait profondément ses paroles et ne les jetait jamais au vent. C'est en cela surtout qu'apparaissait la longue expérience du financier. D'ailleurs M. Wallenberg est essentiellement Suédois, et tout Suédois est particulièrement parcimonieux de paroles. Si donc le nouveau ministre des Affaires étrangères avait cru nécessaire de m'entretenir, dès le début de nos relations, de ses craintes au sujet de l'état politique de l'Europe, c'est qu'il devait avoir des raisons très sérieuses pour le faire.

L'agitation artificielle entretenue dans le pays, la collision d'opinions entre le Roi et le Cabinet Staaf-Ehrensvaerd et les démonstrations qui avaient amené la dissolution de la Chambre, étaient dues, — les événements qui ont suivi sont là pour le prouver, — aux excitations allemandes. Des projets criminels mûrissaient à Berlin; il fallait tâcher de recueillir, du côté de la Suède, le fruit du travail opiniâtre dont j'ai parlé plus haut; il fallait s'assurer, en fin de compte, l'alliance formelle de la Suède.

Nul doute pour moi que, dans le courant du mois de février 1914, la Cour de Suède n'ait été avisée de Berlin de l'extrême tension de la situation politique et n'ait reçu des propositions d'alliance. De là, le sérieux avec lequel le Roi Gustave V jugea la question de la défense nationale de la Suède, de là aussi son désir de s'entourer, dans la grande crise qui se préparait, de personnages qu'il considérait soit comme très prudents et versés dans les questions de politique générale, soit comme des amis personnels. M. Hammarsjold semblait, — dans l'opinion du Roi, — répondre surtout à la première condition; en M. Wallenberg, d'autre part, Sa Majesté retrouvait un ami éprouvé des heures difficiles et un conseiller dont le bon sens saurait faire face aux circonstances exceptionnelles qui s'annonçaient. Car M. Wallenberg était réellement un intime du Roi et jouissait de sa complète confiance.

Or, dès que les nouveaux ministres furent appelés au pouvoir, Gustave V dut les mettre au courant de la situation et leur confier, — surtout à M. Wallenberg, — les renseignements qu'il tenait des sources les plus intimes et qui devaient rester cachés à tous ceux dont il n'était pas complètement sûr. Con-

naissant M. Wallenberg comme je le connais actuellement, je puis m'imaginer avec quel sérieux, — je dirai même avec quelle angoisse patriotique, — cet homme intelligent et circonspect accueillit les confidences du Roi touchant les suggestions qui arrivaient de Berlin et qui jetaient Sa Majesté elle-même dans la plus cruelle perplexité. Mais alors je ne connaissais pas du tout M. Knut Wallenberg. Je savais qu'il était très riche, qu'il se trouvait à la tête du groupement financier le plus puissant de la péninsule scandinave et qui fournissait volontiers des fonds pour les grandes entreprises industrielles en Suède et en Norvège (mines de fer, houille blanche, azotes, etc.); que ce groupement était le seul qui eût des relations étroites non seulement avec le marché financier de Berlin, mais aussi et surtout avec celui de Paris; que M. Wallenberg avait été le vrai fondateur de la « Banque des Pays du Nord. » Mais à cela se bornaient mes renseignements sur celui que j'allais avoir comme partenaire dans les circonstances les plus difficiles et les plus délicates.

*
* *

Bientôt après notre première entrevue, M. Wallenberg me dit qu'il allait partir pour l'étranger et notamment pour Paris et Berlin. Le but de ce voyage, qui devait durer peu de jours, serait strictement personnel et se rapporterait aux affaires financières du groupement de l'Enskilda-Bank, affaires que M. Wallenberg désirait clore avant de remettre la gestion de la Banque à son frère. Il profiterait néanmoins de son séjour à Paris pour voir aussi le Ministre des Affaires étrangères et quelques personnages politiques qu'il connaissait particulièrement.

Revenu de son voyage, le ministre s'empressa de me raconter qu'ayant vu les personnes précitées à Paris, et ayant aussi visité M. de Jagow et M. Zimmermann à Berlin, — il avait retiré de ses conversations avec les deux partis des impressions rassurantes. Cette insistance à me mettre au courant de la situation politique de l'Europe me surprit un peu, mais je n'en sus pas moins gré à M. Wallenberg de la courtoisie et de la confiance qu'il me témoignait à cette occasion.

Les conversations avec mes nouveaux collègues, surtout avec celui de la Grande-Bretagne, n'étaient pas de nature à

aviver mes propres appréhensions. Sir Esme Howard (alors encore M. Howard), — dont j'ai su apprécier plus tard les éminentes qualités d'esprit et de caractère, — reflétant d'office les dispositions profondément pacifiques du ministère Asquith-Grey, — ne se laissait pas aller à des prophéties lugubres, ni à des considérations qui eussent pu me mettre en garde contre les Suédois et leur politique actuelle; M. Howard était plutôt enclin à ridiculiser l'agitation de Swen-Hédin et consorts et n'y voyait pas le reflet d'une manœuvre politique préconçue de Berlin. Mon collègue de France M. Thiébaud prenait plus au tragique l'agitation « russophobe » qui s'était emparée de la Suède. Il me prémunit longuement contre la répétition de fautes déjà commises, à son avis, par la représentation russe et surtout contre tout agissement qui eût pu paraître suspect aux Suédois. J'abondai tout à fait dans le sens de mon collègue. Je sus plus tard que M. Thiébaud avait entamé à cette même époque des pourparlers confidentiels avec ses chefs, afin de préparer une espèce d'intervention du Président de la République lui-même entre la Suède et la Russie. M. Poincaré allait se rendre bientôt en Russie et de là faire des visites officielles aux trois Cours scandinaves et devait à cette occasion faire à Pétersbourg des observations amicales au sujet de « l'affaire Assanovitch » (1) et rapporter au Roi de Suède des explications rassurantes de Sa Majesté l'Empereur. Cette idée fut adoptée; elle avait du bon, tout en exagérant un peu trop la portée des calomnies Swen-Hédinoises.

Dans le courant du mois d'avril, j'eus à m'occuper plus spécialement de la participation russe à une exposition « des pays riverains de la Baltique » qui allait être inaugurée à Malmoë (2). Le Gouvernement impérial, froissé par les récentes démonstrations suédoises, ne voulut prendre aucune part à cette exposition. Mais ensuite, grâce aux efforts de quelques personnes qui craignaient que cette abstention ne fût mal interprétée en Suède, on permit à M. Emmanuel Nobel de se mettre à la tête d'un comité d'initiative privée, lequel, tant bien que mal, mit sur pied une section russe. Le résultat fut, au point de vue matériel, très maigre : quelques broderies et

(1) L'attaché militaire de Russie dont les Suédois avaient exigé le rappel par suite d'un procès en espionnage intenté à deux Scandinaves demeurant en Suède.

(2) Port suédois, situé vis-à-vis de Copenhague.

dentelles de fabrication villageoise, appréciées à l'étranger, un *stand* des entreprises pétrolifères de Bakou appartenant à Nobel, un autre des fabricants de caoutchouc de Riga, une section frigorifique et enfin une section d'arts représentée par les peintres russes de la toute nouvelle école et où, à côté de quelques excellents portraits, s'étalaient des peintures à faire hurler les chiens; — telle fut cette exposition russe qui tranchait d'une façon que je considérais comme désastreuse sur les sections suédoise, danoise et allemande, où l'on avait eu soin de rassembler les plus curieux et meilleurs spécimens de l'industrie de ces pays. Néanmoins et par la suite, je ne pus que me louer de l'effort des particuliers qui, malgré l'opposition de nos cercles officiels, parvinrent quand même à réaliser ce simulacre de représentation de la Russie à l'exposition de Malmoë : les Suédois surent quand même gré à la Russie d'y avoir participé. Et si on ne l'avait pas fait, tout le monde en Suède y aurait vu la preuve évidente de l'hostilité russe et de ses « sinistres projets » à l'endroit de la péninsule du Nord!

A la fin du mois d'avril, j'allai à Malmoë pour voir où en étaient la construction et l'aménagement de la section russe. Vers le 15 mai, j'y retournai officiellement pour assister à l'inauguration de l'exposition. Le Roi étant encore malade, ce fut le Prince Royal et son Épouse qui présidèrent aux fêtes de l'ouverture. Prières d'usage, cantate obligée, nombreux et longs discours en excellent suédois (dont à cette époque, je ne comprenais encore mot), grand banquet présidé par le couple princier et auquel je fis la connaissance d'un tas de gens que je ne revis plus jamais, tel fut le bilan de la première journée. Le lendemain, il y eut un grand dîner à la section allemande dans la salle des belles porcelaines de Berlin. J'y fis la connaissance du comte Brockdorff-Rantzau, ministre d'Allemagne à Copenhague. Le Comte me marqua un accueil particulièrement empressé. Des banalités courantes, nous passâmes à l'échange de quelques impressions politiques, et le comte Rantzau sembla saisir l'occasion au vol pour exprimer, avec une chaleur et une conviction qui me frappèrent, des idées sur l'absolue nécessité de bonnes relations entre la Russie et l'Allemagne et sur les affreuses conséquences que pourrait avoir pour les deux pays une collision qui surgirait entre eux. J'acquiesçai très sincèrement à cette manière de voir. « C'est bien dom-

mage que nous n'ayons pas le temps de causer plus à fond, » me dit Rantzau. « Mais vous viendrez pour sûr ces jours-ci à Copenhague. Venez donc me trouver; nous pourrons causer plus à l'aise et longuement : venez. »

J'allai le surlendemain même à Copenhague, mais je ne me rendis pas chez le Ministre d'Allemagne. Je me dis que rechercher une conversation politique avec le comte Rantzau là même où il avait toujours à sa portée son collègue russe, — le baron de Buxhoeveden, — eût été un procédé peu délicat de ma part vis-à-vis de ce dernier. J'ai tout lieu de croire cependant que les sentiments et les opinions que m'avait énoncés le comte Rantzau, n'était pas factices. Diplomate fort en faveur auprès de sa Cour, il devait, à cette époque, savoir beaucoup de choses qui ne se sont révélées que deux mois plus tard au reste du monde, et je sais de source assez sûre que les appréhensions du diplomate allemand, qui n'avait jamais manqué d'intelligence, étaient absolument sincères.

Un dîner plus intime à la section russe vint clore la série des fêtes. Dans le toast que je portai au Roi absent et au couple princier qui présidait la fête, je m'attachai à faire ressortir bien clairement les sentiments absolument bienveillants et sympathiques qui animaient la Russie envers tous les pays scandinaves, — ses voisins baltiques, — et souhaitai le développement d'étroites relations commerciales et industrielles entre ma patrie et la Suède. La presse de Stockholm releva et approuva ce toast et j'eus en général l'impression que les Suédois qui se trouvaient à Malmoë pour l'inauguration de l'exposition, étaient repartis moins effarouchés à l'endroit de la Russie qu'ils ne l'étaient en arrivant.

* * *

Vers la fin du mois de mai se réunit à Stockholm le Riksdag « de la défense nationale. » La cérémonie de l'ouverture eut lieu, comme toujours, dans la grande salle du château royal et avec la pompe accoutumée. Le Roi tint à ouvrir lui-même ce Parlement, quoique sa mine, sa démarche et sa voix se ressentissent encore de la cruelle maladie et de l'opération qu'il venait de subir.

Gode Herrar och svenske män (1), commença-t-il, selon l'usage

(1) « Bons seigneurs et prud'hommes suédois. »

consacré, le discours du Trône ; et je me souviens de l'impression que me fit cette antique formule. « Quand donc, pensai-je, arrivera le jour où l'Empereur, mon auguste maître, ouvrira en personne une *Douma nationale* vraiment digne de ce nom et s'adressera avec confiance aux vrais élus de la nation, forts de leurs droits, conscients de leurs devoirs et se sentant surtout fils de leur patrie et mandataires autorisés de leur peuple? » Le Riksdag consentit, avec quelques amendements, les dépenses que lui demanda le gouvernement pour l'augmentation des forces suédoises et leur armement.

Pendant que siégeait ce Riksdag, l'état politique de l'Europe s'assombrissait chaque jour davantage. Ce fut d'abord le milliard de dons gratuits que préleva la Chambre allemande sur toutes les grandes fortunes du pays; puis ce furent des allées et venues continuelles entre Berlin et Vienne ; les chefs d'État-major des deux empires du centre et les chefs de leurs flottes, conférant ensemble ; l'entrevue de Konopischt, où Guillaume II vint mettre la dernière main à l'accaparement de l'Autriche-Hongrie dans la personne de l'héritier du Trône, le belliqueux archiduc François-Ferdinand ; enfin, l'énorme somme versée dans les caisses de la Croix-Rouge allemande. Le langage de la presse austro-allemande devenait de jour en jour plus chauvin, plus intransigeant...

Comment réagissait-on chez nous vis-à-vis de toutes ces démonstrations, de tout ce travail qui, — comme on dit vulgairement, — « crevait les yeux? » Je n'en ai rien su. Aucun écho ne m'en arrivait de Pétersbourg et de notre ministère des Affaires étrangères. Notre ambassadeur à Berlin, Mr Sverbeieff, partit vers la fin du mois de juin en congé, — comme il le faisait tous les ans à la même époque, — pour présider aux travaux des champs dans ses biens de Toula. L'ambassadeur de Russie à Vienne, Mr Schébéko, devait bientôt le suivre et partit effectivement, — *l'avant-veille de l'envoi du célèbre ultimatum à la Serbie,* — pour ses biens de Yaroslaw. Il dut revenir sur ses pas à peine arrivé à Saint-Pétersbourg.

D'où venait cette quiétude, d'où cette confiance dans le proche avenir? Je me le suis souvent demandé et n'ai pu jusqu'à présent formuler une réponse satisfaisante. Les représentants français à Berlin et à Vienne étaient très inquiets; le *Livre jaune* est là pour le prouver noir sur blanc. Ils ont dû, —

et fréquemment, — faire part de leurs inquiétudes à leurs collègues russes. Comment se fait-il que ces derniers eussent ajouté si peu d'importance aux avertissements de leurs collègues alliés?

Dans le cas de M. Sverbeieff, cela ne m'étonne guère. Cet homme très distingué était, par ses qualités mêmes, réfractaire à tout soupçon de danger et d'intentions mauvaises. Toute sa carrière avait été due à son tact naturel, à son usage du monde et à son prudent effacement. Après avoir été pendant deux années ministre à Athènes, où toute la famille royale, présidée par le sage roi Georges, l'adorait, où tout le monde raffolait de ses réceptions aussi élégantes qu'hospitalières et où M. Venizélos, — homme politique éminemment honnête et principalement ami de la Russie, — trouvait en lui un partenaire toujours bienveillant et attentif, M. Sverbeieff fut porté à croire que son rôle à Berlin ne présentait qu'une extension naturelle de celui qu'il avait joué au pied de l'Hymète. Il s'occupa énormément de sa maison, de sa livrée, de ses nouvelles relations mondaines ; il sut se faire aimer et même, jusqu'à un certain point, estimer par ses partenaires officiels allemands; mais il ne sut pas comprendre ce qui se passait en Allemagne, ce qui se tramait à Berlin; il ne sut pas jeter à temps le cri d'alarme...

Ce cri, le comte Osten-Sacken l'avait jeté dans une lettre magistrale, écrite par lui en 1907 et où l'éminent diplomate, — si solidement ancré à la Cour de Berlin et entouré des prévenances personnelles de Guillaume II, — prédisait néanmoins, avec l'absolu franc-parler d'un grand seigneur patriote, que dorénavant le kaiser chercherait à nuire à la Russie *et choisirait le terrain du proche Orient pour nous y infliger des échecs sensibles*. La déduction était logique : si nous ne voulions pas la guerre avec l'Allemagne, il fallait trouver un terrain d'entente. Cette lettre avait probablement été oubliée dès 1908. De nouvelles ambitions étaient venues s'essayer à la direction de la politique extérieure de la Russie, et la question : « Quels avantages peut-on se procurer? » avait relégué au second plan la question : « Quels périls immédiats doit-on éviter? »

Je suppose que lorsque M. Jules Cambon venait faire part à son collègue de Russie de ses doutes et de ses craintes, ce dernier l'écoutait avec attention, mais se tranquillisait en se disant que du côté français on était généralement porté à s'exagérer le

péril allemand et l'agitation de Guillaume. Il se disait probablement aussi que l'un des bons moyens d'éviter les dangers, était de ne pas les proclamer trop haut, ni de livrer des appréhensions insuffisamment contrôlées *aux indiscrétions des bureaux et des cours.*

Moins compréhensible fut pour moi le scepticisme dont fit preuve (ou parade) M. Schébéko. Peut-être croyait-il pouvoir, en temps utile, maîtriser la situation. Il avait été, à Vienne même, le proche témoin de l'ascendant qu'y avait su conquérir son ancien chef, le prince Lobanoff. Il avait vu ce dernier, et à plusieurs reprises, agir par la force de son caractère et la lucidité de ses arguments sur l'esprit chancelant de ses partenaires viennois et attirer en même temps chez nous l'attention sur les écueils qui se présentaient et sur la nécessité de les éviter. Cette force de caractère et de tempérament M. Schébéko la possédait incontestablement. On le vit lorsque, revenu en toute hâte à Vienne pendant la semaine tragique qui précéda la rupture, il sut en deux entrevues avec le comte Berchtold, lui extorquer le consentement d'entrer en conversation avec la Russie, c'est-à-dire d'abandonner la posture intransigeante qu'avait adoptée dès le premier jour le gouvernement austro-hongrois. Guillaume II fut obligé alors de recourir à des moyens extrêmes et à l'ultimatum lancé à la Russie pour déchaîner quand même les événements et entraîner l'Autriche à sa suite. L'intervention énergique de l'ambassadeur de Russie était malheureusement venue quelques jours trop tard.

On m'a assuré aussi que le voyage même qu'avait entrepris M. Shébéko, avait eu pour but principal de causer de vive voix avec M. Sazonow au sujet de la situation qui se faisait grave et des événements qui se dessinaient. En ce cas, il faut énormément regretter que notre ambassadeur à Vienne ne se soit pas mis en route beaucoup plus tôt, c'est-à-dire, dès l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand.

C'est par un optimisme démesurément « robuste » que pécha dans cette circonstance toute notre diplomatie et je suis toujours encore à me demander d'où pouvait venir cet optimisme, alors que l'Europe entière était prise d'un malaise incontestable et alors qu'en Russie même, continuait à gronder sourdement la révolution enrayée mais non liquidée depuis 1906?

Oui, la révolution était toujours là, étendant ses racines

dans le sol de la Russie. Nous autres diplomates en fonctions à l'étranger, nous aurions encore pu nous y méprendre; mais comment pouvaient ne pas en être saisis ceux des nôtres qui de Pétersbourg dirigeaient la politique russe et se trouvaient en contact journalier avec la terrible réalité?

J'ai esquissé dans l'un des premiers chapitres de mes Souvenirs, l'une des causes de ce phénomène. J'ai dit que, depuis la disparition de Stolypine, la politique extérieure de la Russie avait presque entièrement divorcé avec la politique intérieure. Mais il y avait plus. A l'époque où se produisit le terrible conflit mondial, le « cabinet » russe avait pris un aspect aussi bizarre que tranché. Deux partis s'y trouvaient en présence qui n'avaient rien de commun entre eux et qui se combattaient réciproquement. D'une part, les « réactionnaires » : M. Maklakoff, Casso, Makaroff, Sabler, prince Schakhowkoy et, jusqu'à un certain point, le président du Conseil M. Goremykine; d'autre part les sincères partisans des réformes indispensables, — principalement M. Sazonoff et Krivochéïne. Les ministres réactionnaires distinguaient très clairement, — beaucoup plus clairement que leurs collègues —, les dangers de la situation intérieure; seulement, pour y obvier, ils préconisaient et mettaient en œuvre des mesures qui ne faisaient qu'augmenter le mécontentement général et la tension nerveuse du pays; et, pour garder leurs places et faire triompher leur système, quelques-uns de ces messieurs ne se faisaient pas honte d'aduler l'ignoble Raspoutine et de protéger ses plus intimes amis(1). Les ministres appartenant au camp opposé se rendaient parfaitement compte de ce qu'il eût fallu faire, c'est-à-dire, procéder à des réformes immédiates, adopter sincèrement le régime représentatif octroyé en octobre 1905 et faire cesser le scandale Raspoutine, qui humiliait profondément jusqu'aux plus fidèles serviteurs du Trône et qui commençait à déconsidérer le Souverain lui-même dans les couches populaires. Mais, tout en connaissant bien les remèdes, ces messieurs croyaient que l'application de ces remèdes guérirait tout le mal et rendrait à la Dynastie et au gouvernement Impérial la confiance publique qui pour lors faisait absolument défaut.

On pouvait, à leur avis, ne rien sacrifier du prestige exté-

(1) M. Goremykine et M. Casso, heureusement pour leur mémoire, ne se sont jamais compromis dans ces dégradantes complaisances.

rieur de la Russie; il suffisait qu'un ministère homogène, composé de gens honnêtes et sages, comme eux, reçût la mission de gouverner la Russie, — et l'effervescence intérieure se calmerait aussitôt, faisant place à un travail systématique et fécond lequel, à son tour, renforcerait la situation internationale du pays et permettrait de faire au dehors une politique active et intransigeante. Ces hommes, intelligents pourtant et bien intentionnés, ne comprirent pas que les fautes, accumulées par le gouvernement, et la propagande effrénée des partis d'opposition avaient à un tel point sapé les bases mêmes de l'existence nationale, que tout le peuple et tout le pays présentaient les symptômes d'une maladie aiguë et grave. L'État, si dangereusement atteint au dedans, ne pouvait vivre d'une vie normale au dehors. Bien plus qu'en 1856, la Russie devait *se recueillir* (1). C'est ce que l'on ne comprit pas chez nous pour plusieurs raisons, mais dont la principale fut que les hommes d'État de la trempe du prince Gortchakof n'existaient plus, ou bien n'étaient plus appelés au pouvoir...

***

Je passai cet été en ville, ayant à achever mon installation et projetant de faire en septembre, avec ma famille, une cure et un court séjour en Italie. Comme l'été s'annonçait remarquablement beau et chaud, nous en étions à regretter de ne pas nous être assurés d'une villégiature.

Le 28 juin au soir nous attendions quelques membres de la Légation qui avaient passé la journée à la campagne et devaient l'achever chez nous. Vers les onze heures nous les vîmes entrer tout émus : « Savez-vous, M. le Ministre, ce qui vient d'arriver? — On a assassiné à Serajevo l'Archiduc héritier d'Autriche et sa femme. Voici le bulletin télégraphique que l'on vend dans les rues. » — « C'est grave, » dis-je. — « Mais peut-être, hasarda l'un de ces messieurs, serait-ce quand même pour le mieux? On prétendait partout que le défunt François-Ferdinand était chaleureux partisan de la guerre. Si c'était vrai, sa disparition augmenterait les chances de la paix... » — « C'est possible, répondis-je; mais d'abord

(1) « La Russie ne boude pas, la Russie se recueille, » — célèbre mot du prince Gortchakof.

un assassinat reste toujours un assassinat, c'est-à-dire une chose odieuse ; et puis l'événement de Sarajevo pourrait augmenter les ressentiments des centraux contre les Serbes, — et contre nous, leurs protecteurs naturels, — et mettre précisément le feu aux poudres... »

Cependant les jours suivants ces appréhensions semblèrent peu justifiées. Nous assistâmes à Stockholm, comme partout, à un office funèbre célébré à la mémoire de l'Archiduc et de sa malheureuse épouse. On parla beaucoup dans les journaux des obsèques du couple assassiné et du caractère *voulu* de simplicité que la Cour de Vienne avait donné à ces obsèques. Puis, on apprit, à la grande satisfaction du monde entier, que ce lugubre événement n'empêchait pas l'empereur Guillaume de procéder à sa croisière habituelle dans les fiords norvégiens et qu'il venait de se mettre en route. Bref, tout semblait rentrer dans le calme.

Quelques jours plus tard, je refis le voyage de Malmoë où se rendait, — la première fois depuis sa guérison, — le roi Gustave V et où vint le rencontrer le roi de Danemark. Le temps était beau et chaud; les fêtes en l'honneur du roi furent empreintes de cordialité. Je vis plusieurs fois mon collègue allemand qui me témoigna de l'empressement malgré qu'il eût beaucoup à faire avec une grande députation d'officiers allemands arrivés pour saluer le roi de Suède et qui se montraient avec ostentation partout dans leurs plus beaux uniformes et fraternisaient en de continuelles agapes avec leurs camarades suédois des garnisons du midi de la Suède.

Je remarqnai aussi, — cela sautait aux yeux, — la présence dans les eaux du détroit (le Sund), qui sépare Malmoë de Copenhague, d'une grande quantité de destroyers allemands. En allant, après le départ du roi de Malmoë, à Copenhague, j'en rencontrai plusieurs en chemin. Il en sortait de chaque anse! A mes questions à ce sujet, on me répondit que c'était l'escadre de destroyers commandée par le prince Eitel-Friedrich, lequel, après avoir croisé dans les détroits, devait venir faire une visite au couple royal de Suède dans le château de Plaisance de Jullgarr; ce qui se fit effectivement dix jours plus tard.

En attendant, le Président de la République française se rendait par mer à Saint-Pétersbourg et de là devait arriver le

25 juillet en visite officielle à Stockholm; on se préparait à le recevoir avec tout l'apparat en usage.

Je me souviens que le 12 nous fîmes en famille et avec quelques membres de la légation une charmante excursion dans le « skaergard » de Stockholm. Temps délicieux, jolis paysages. gai goûter, belle journée passée entièrement en plein air. En revenant le soir en motor-boat par une de ces suaves et claires soirées qui en été font le charme spécial de ces parages, je m'adonnai entièrement au plaisir de vivre : « Eh bien, disais-je, faisant tout haut mes réflexions, je ne suis pourtant pas fâché d'avoir dû changer Sofia contre Stockholm! Sofia était certainement un poste plus intéressant et surtout plus important; mais ici en revanche on a du repos; on peut jouir de la vie sans être à chaque moment obsédé de préoccupations politiques... » Une méchante fée m'entendit.

Cela se passait le mercredi 22 juillet; le lendemain soir, les journaux apportèrent la première nouvelle d'un ultimatum autrichien à la Serbie, et le samedi matin, quelques heures avant l'arrivée de M. Poincaré, paraissait le texte même de cet ultimatum subit et inouï de violence. La *Semaine tragique* commençait; la semaine où se jouèrent les futures destinées du monde, et où se décida la guerre mondiale, — laquelle à son tour aboutit au terrible effondrement de ma malheureuse patrie.

II

Le premier jour de la « semaine tragique » se confondit à Stockholm avec la réception officielle du Président de la République française et les fêtes qui avaient été préparées pour cette réception.

Le Président ne devait rester à Stockholm qu'un seul jour. Le croiseur cuirassé qui portait le Chef de l'État français ne pouvant arriver jusqu'aux quais de la ville, devait jeter l'ancre à deux ou trois kilomètres de distance, et le roi Gustave V s'embarqua à l'heure voulue pour chercher son hôte à bord et le conduire au Château royal dans une gondole à douze paires de rames, datant du XVIIIe siècle et richement décorée dans le style Louis XV.

Les chefs de missions devaient être présentés au Président

dans la journée et étaient invités au grand banquet qui allait réunir au Palais, autour du Roi et de ses hôtes français, toutes les notabilités politiques et sociales de Stockholm. Après le banquet, concert des sociétés chorales suédoises et, tard dans la soirée, départ aux flambeaux du Président et de sa suite. Le corps diplomatique ne prenant pas part à la réception même du Président, tous les membres de ce corps ainsi que les étrangers de distinction étaient conviés dans le jardin du château pour jouir de là du spectacle de l'arrivée. Un temps splendide favorisait la fête.

Lorsque nous nous réunîmes dans le jardin qui surplombe en terrasse le bras de mer par lequel devait arriver la gondole de parade, on sentit immédiatement l'énorme gêne qu'apportaient à cette réunion les nouvelles, reçues depuis la veille.

Tous les visages étaient plus ou moins contractés. Les « Centraux » faisaient bande à part et parlaient à voix basse entre eux. Le personnel de la Légation de France, prenant part *in corpore* à la réception du Président, n'était pas parmi les spectateurs. Mon collègue de Grande-Bretagne avait sa figure sérieuse et un peu pâle que je lui connus plus tard dans les nombreux jours d'émotions partagées en commun. Il me demanda ce que je pensais de l'ultimatum et je ne lui cachai pas que je considérais la situation comme excessivement tendue; c'était aussi son avis. On me fit faire la connaissance du nouveau ministre d'Espagne, débarqué l'avant-veille. En serrant la main à l'aimable et sympathique duc de Amalfi, je ne me doutais pas que dans un très proche avenir, j'aurais journellement affaire à son obligeance et à son travail inlassable dans les questions se rapportant aux Russes restés en Allemagne, à nos prisonniers de guerre, etc... On ne donna qu'un regard distrait au ravissant spectacle qui se déroulait devant nos yeux, — celui des bords pittoresques du bras de mer que nous surplombions, de la masse bariolée du public, attendant gaiement l'arrivée des hôtes français, de la jolie gondole qui apparut enfin, suivie de toute une flottille de chaloupes, et qui débarqua auprès du château — le Roi, le Président de la République et leurs suites, tandis que le canon tonnait la bienvenue et que les cloches des antiques églises de la vieille ville carillonnaient à toute volée...

Lorsque je revins à la Légation et relus et étudiai le texte

de l'ultimatum autrichien dans la traduction française, mon inquiétude grandit encore. Comme en 1912 à la cathédrale de Sofia, à l'apparition de l'étendard de Samara, une pensée subite et irrésistible comme l'éclair traversa mon cerveau : « c'est la guerre. »

A quatre heures de l'après-midi je me présentai avec mes autres collègues étrangers au château, pour saluer le Président de la République. On nous plaça dans un des salons adjacents à l'appartement occupé par le Président. Après quelques minutes d'attente, la porte de l'appartement s'ouvrit et M. Poincaré entra, suivi de M. Viviani. Il s'entretint à tour de rôle avec les chefs de missions rassemblées. « Je n'ai pas besoin qu'on me présente M. Nékludoff, s'écria-t-il aimablement lorsque mon tour fut venu; c'est un ancien ami à nous! » Puis, me serrant la main et baissant la voix, le Président me dit : « Nous traversons une crise bien angoissante; je n'ai pas le temps de m'en entretenir avec vous, mais j'espère que nous pourrons causer un instant ce soir. » M. Viviani s'arrêta quelques minutes pour échanger ses impressions avec moi. « Que dites-vous de la situation, monsieur Nékludoff? — Hélas! répondis-je, je crains bien que ce ne soit la guerre. »

« C'est terrible, c'est terrible, s'écria le président du Conseil français; *car si c'est la guerre pour vous, c'est bien entendu aussi la guerre pour nous.* — Je ne m'attendais pas à d'autres paroles de votre part, dis-je à M. Viviani; enfin, espérons toujours que les choses pourront s'arranger. — Oui, oui, espérons-le. Nous aurons l'occasion de causer plus longuement ce soir, ajouta M. Viviani en prenant congé de moi. »

Le banquet servi à sept heures du soir, dans la grande galerie des fêtes du château, fut houleux. Les invités ne s'abordaient que pour parler de l'ultimatum et des dangers de l'heure. Au bas de l'escalier je me rencontrai nez à nez avec le ministre d'Autriche-Hongrie, qui était parti en congé deux ou trois jours auparavant et qui n'était apparu ni le matin à la terrasse du château, ni dans l'après-midi à la présentation à M. Poincaré. « Tiens, vous êtes revenu, comte Hadig? l'apostrophai-je. — Oui, je suis revenu..., » et en disant ces mots le comte me tournait déjà le dos et disparaissait dans la foule. Le ministre d'Allemagne était plus pâle que d'ordinaire et portait sur le visage l'empreinte d'une émotion contenue. Il tint à

s'approcher de moi et à échanger quelques banalités sur le bel aspect de la salle et sur le magnifique service de Sèvres Louis XVI qui décorait la longue table. On prit place; la musique joua; à un certain moment le Roi et le Président de la République échangèrent des toasts cordiaux, suivis de *la Marseillaise* et de l'hymne suédois. Bref, les dehors de la fête avaient l'aspect protocolaire. Mais personne ne faisait attention à ce qui se passait autour de soi. Toutes les pensées étaient pour les événements qu'on redoutait, qu'on voyait venir implacables et terribles, étendant leur étreinte fatale jusqu'à cette ville pittoresque, inondée d'une douce lumière du soleil couchant, jusqu'à ce vieux et fastueux palais qui vit se dérouler dans ses murs tant d'événements tragiques, jusqu'aux personnes mêmes qui prenaient part au banquet et qui causaient entre elles.

J'avais assisté à Paris en octobre 1908 à un *raout* à l'ambassade de Russie donné en l'honneur de M. Iswolsky ; c'était le lendemain de l'annexion de la Bosnie et de la proclamation de l'indépendance et de la royauté bulgares. L'aspect de la réunion était aussi houleux; beaucoup de représentants étrangers s'abordaient sans savoir au juste s'ils avaient affaire à un ami ou à un futur ennemi; dans le fond du grand salon, M. Iswolsky, — point de mire de toute l'assistance, — expliquait avec complaisance sa diplomatie et la situation aux plus jolies et charmantes femmes politiques du Paris d'alors : la comtesse Jean de Castellane, la comtesse Jean de Montebello, la comtesse de Greffulhe ; tandis que, de l'autre côté, le bel et élégant ambassadeur d'Autriche, comte Koewenhüller, qui venait d'être nommé chevalier de la Toison d'Or, entouré d'une autre cour de jeunes et belles dames, fixait un regard ironique sur le ministre russe, comme pour dire : « Et vous, mon ami, vous n'en décrocherez rien que des ennuis... » Cela n'était pas comparable au tragique banquet du 25 juillet de Stockholm. Le Destin planait au-dessus de la brillante réunion; et tout le monde sentait le frôlement de ses ailes.

On apportait continuellement au Roi des télégrammes volumineux, et le Roi les passait à M. Poincaré. Cela continua après qu'on se fût levé de table. Le Roi, si scrupuleusement correct et aimable à l'ordinaire, ne pensait même pas à faire cercle et à s'approcher des notabilités de la réunion. Il évitait

en particulier toute conversation avec les ministres étrangers. Se tenant à l'écart, à l'extrémité de l'un des grands salons de réception, il causait à voix basse tantôt avec M. Poincaré, lui passant les télégrammes qu'on lui présentait, tantôt avec M. Viviani ou avec M. Wallenberg. Le Président, m'apercevant à sa portée, s'approcha de moi : « Monsieur le ministre, me dit-il, j'ai eu l'occasion de transmettre ce matin au roi Gustave ce dont m'avait chargé pour lui l'empereur Nicolas II, c'est à-dire les assurances les plus formelles et les plus gracieuses de ses bonnes et inaltérables dispositions envers la Suède et la cour suédoise. En particulier, j'ai pu certifier au Roi que l'incident Assanovitch, qui avait tant ému l'opinion publique suédoise, n'avait aucunement la portée que lui prêtait cette opinion. Sa Majesté le Roi a accueilli cette communication avec un sincère contentement, mais exprime l'espoir que dorénavant on donnerait de Pétersbourg des ordres catégoriques à la légation de Russie à Stockholm et surtout à l'agent militaire qui doit succéder à M. Assanovitch, d'éviter avec le plus grand soin tout ce qui pourrait présenter le caractère d'agissements clandestins ou irréguliers. Ce que je vous dis, continua le Président, n'a qu'une portée très secondaire en comparaison des événements politiques du moment; toutefois, il serait d'autant plus nécessaire de tranquilliser les Suédois et d'enlever aux empires du Centre toute occasion plausible d'intrigues... » J'acquiesçai entièrement au point de vue du Président et l'assurai que, dès mon arrivée à Stockholm, je m'étais proposé de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour corriger les fautes commises par nous dans les derniers temps en Suède.

Nous parlâmes ensuite de la situation politique du moment. « Le Roi a reçu ce soir des nouvelles de Berlin qui l'ont un peu tranquillisé ; on pourrait encore, selon Sa Majesté, trouver une issue favorable à la crise qui vient d'éclater, pourvu seulement que des deux côtés on y mît de la bonne volonté. Puisse-t-il avoir raison! En tout cas j'ai décidé de brûler Copenhague et Christiania et de me diriger en toute hâte sur Paris. J'espère que les deux cours scandinaves accueilleront bien les excuses que va leur porter de ma part le général Brugère, et qu'elles ne m'en voudront pas, étant donné les événements. » Je répondis au président qu'en Danemark tout

comme en Norvège, on devait comprendre encore mieux qu'à Stockholm la portée et la gravité de ce qui se passait et qu'on y serait surtout anxieux de voir le chef du gouvernement français revenir en toute sécurité et au plus vite à son poste. Je causai ensuite et sur les mêmes sujets avec M. Viviani. En ce moment, comme de beaux accords de voix se faisaient entendre, le Roi et son hôte se souvinrent de l'audition des sociétés chorales qui figurait sur le programme, passèrent dans la salle voisine et écoutèrent et applaudirent quelques morceaux. C'est égal, jamais les jolies chansons populaires et les beaux chants patriotiques de Suède ne furent écoutés d'une oreille aussi distraite que cette fois-là. Tout le monde avait hâte d'en finir avec les conventions et les fatigues de la fête officielle ; et il y eut un soupir de soulagement lorsque le signal du départ fut donné. Un quart d'heure plus tard, en longeant en automobile le quai opposé au débarcadère du château, je vis de loin le beau spectacle du départ des hôtes français, éclairés d'une masse de flambeaux; des lueurs rouges tremblaient dans l'eau et lui donnaient un reflet de sang. « Voici bien la torche de Bellone, » me dis-je avec un frisson involontaire...

***

Le lendemain dimanche, on eut la nouvelle de la réponse serbe à l'ultimatum austro-hongrois et du rejet de cette réponse. Lorsque parut, le lundi, à Stockholm le texte même de la note serbe, je pus me rendre compte de la gravité du danger que courait la paix de l'Europe. Malgré la haute opinion que j'avais de la prudence de M. Pachitch, je ne m'étais pas imaginé que la Serbie eût pu faire preuve de tant de mesure et de tant d'obéissance à nos conseils. L'ultimatum inouï, brutal de Vienne était accepté sauf un seul point, — celui qui visait tout simplement à remplacer dans le Royaume la police nationale par la police austro-hongroise. Et les restrictions serbes au sujet de ce seul point avaient suffi pour que l'Autriche n'acceptât pas la réponse et rompît toutes relations diplomatiques avec sa voisine ! Il était clair comme le jour qu'on avait irrévocablement décidé à Vienne, ainsi qu'à Berlin, — l'exécution de la Serbie. Or, comme je prévoyais que la Russie ne pourrait pas tolérer cette brutale exécution, il devenait presque certain pour moi que, dans peu de jours, mon pays se

trouverait en collision ouverte avec les deux Empires Centraux.

Les négociations et les événements des jours suivants démontrèrent que ces deux Empires n'envisageaient pas d'une façon identique l'action qu'ils venaient d'entreprendre. Tandis que pour les Autrichiens il s'agissait surtout de *châtier les Serbes*, de prendre une revanche des événements de 1912 et de 1913, d'asseoir à nouveau et *manu militari* l'influence de l'Empire dans les Balkans ; tandis qu'à Vienne on espérait *in petto* une capitulation de la Russie qui eût permis à l'Autriche de faire le coup sans affronter les terribles épreuves de la grande guerre, — à Berlin on voulait précisément cette guerre qu'on avait décidée, après de longues tergiversations et une lutte sourde mais violente entre le parti de la *guerre préventive* et celui de la paix ; et, l'ayant une fois décidée, on voulait la faire déclencher dans le moment choisi et qui semblait particulièrement propice. J'ai tout lieu de croire qu'à la Wilhelmstrasse, on s'était préparé à la marche des événements dans l'ordre suivant : 1° bombardement de Belgrade et investissement de la Serbie par les troupes austro-hongroises ; 2° mobilisation russe et ultimatum de la Russie à l'Autriche ; 3° contre-ultimatum et déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Lorsque, dès le mardi 28, se révéla à Vienne une certaine hésitation et une tendance à entrer en conversation avec la Russie, Guillaume II et ses conseillers décidèrent de brusquer les choses et, sans attendre la deuxième phase qui pouvait faire défaut, lancèrent leur ultimatum et leur déclaration de guerre à la Russie en prenant prétexte de la mobilisation russe.

Tout ce plan ne se révéla pourtant, dans sa cynique crudité, que par la suite. Alors on pouvait encore espérer contre tout espoir et tenter des solutions possibles. C'est ce qu'on eût fait chez nous, si à Berlin on nous eût laissé quelques jours de répit.

Le mardi 28 juillet, les télégrammes des agences constatant une certaine détente, — je me rendis chez mon collègue d'Allemagne, M. de Reichenau, afin de sonder auprès de lui la situation. Je lui dis tout franchement que j'étais très inquiet et que je profitais peut-être du dernier jour où il nous serait permis, à lui et à moi, de causer ensemble. « Les événements sont d'ailleurs tels qu'il faut ou bien tout dire, sans aucune réticence, ou bien ne pas du tout causer, ajoutai-je, lorsque M. de Reichenau

m'exprima son grand plaisir de s'entretenir avec moi. « Que fait-on en ce moment à Berlin? On est en train de déchaîner les plus terribles événements qui se soient jamais passés en Europe... — Mais nous ne voulons aucunement la guerre, je vous assure; protesta M. de Reichenau. — Voyons, très franchement, mon cher collègue, est-ce que vraiment vous pouvez croire que c'est *nous* qui voudrions la guerre? — Non, je ne le crois pas; mais il n'est pas question de guerre ou de paix. Nous sommes fermement décidés à châtier cette fois les Serbes — *die Friedensstoerer*, — comme ils le méritent. Vous voulez l'empêcher. Eh bien! nous ne pouvons pas admettre que vous assumiez ce rôle de protecteurs obligés des Serbes ou de quelque autre peuple balkanique; cela donne à ces petits États une arrogance et une audace qui sont incompatibles avec la dignité et les intérêts vitaux de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne elle-même. Voilà avec quoi nous voulons en finir, voilà contre qui nous armons. — Mais comment voulez-vous que nous abandonnions complètement notre rôle de protecteurs des nationalités slaves et orthodoxes en proche Orient? C'est de l'histoire. On ne remonte pas le courant de l'histoire! Je comprendrais encore que vous nous disiez : arrangez-vous avec l'Autriche pour maintenir dans les Balkans l'ordre et la sécurité politique. Mais entreprendre une action armée en Serbie et dire que cela ne nous regarde pas, cela notre opinion publique ne pourrait jamais ni le comprendre, ni le pardonner au gouvernement, si le gouvernement impérial s'y prêtait !... Songez donc, dans le courant des cinq dernières années, c'est pour ainsi dire le troisième ultimatum que vous nous adressez virtuellement au sujet des affaires balkaniques. En mars 1909, vous nous aviez *sommés* de nous incliner devant le fait de l'annexion de la Bosnie; nous nous sommes inclinés. En 1912, vous avez exigé que nous amenions les Serbes à se retirer du littoral nord-albanais et les Monténégrins à abandonner Scutari : nous nous y sommes honnêtement employés, malgré les protestations et les cris de la majeure partie de notre presse. Maintenant vous voulez que nous assistions impassibles et indifférents à l'exécution de la Serbie, sans même savoir jusqu'où ira cette exécution! Croyez-vous possible pour notre ministère des Affaires Étrangères, pour Sa Majesté l'Empereur lui-même de consentir à cette troisième capitulation?... — Oui, je comprends

que ce serait dur pour vous; mais pour nous ce serait impossible de reconnaître votre droit à protéger contre nous la Serbie. C'est impossible, impossible!... — Écoutez, Reichenau, dis-je, pris d'une émotion profonde et sincère; pensez, pensez bien à ce que vous faites. Vous déchaînez une guerre terrible, une lutte comme il n'y en a peut-être pas eu de pareille dans l'histoire. Je serai franc avec vous jusqu'au bout : je crains cette guerre, je la crains affreusement pour mon pays. Si nous sommes vaincus, la Russie sombre. Mais supputez bien quel en serait le résultat pour vous? Soyez bien sûrs que dans le pays qui aura le dessous, c'est la révolution qui éclatera et une révolution terrible; mais nous sommes beaucoup trop proches voisins; nos intérêts, notre vie économique, notre histoire même sont trop enchevêtrés, pour qu'une pareille révolution puisse se limiter à un seul des pays sans atteindre l'autre. Si l'empereur Guillaume déclare la guerre à la Russie, qu'il sache bien ce qui en résultera : il portera un coup décisif au principe monarchique en Russie, en Allemagne, en Europe. C'est au nom des anciennes traditions, au nom du principe monarchique que je viens chez vous vous crier casse-cou! Demain peut-être nous ne pourrons plus nous voir; mais vous vous rappellerez un jour ma dernière visite et mes dernières paroles!... »

J'avais parlé probablement avec beaucoup de chaleur et de persuasion, car je vis à un certain moment les yeux de M. Reichenau se mouiller de larmes... « Espérons, cher collègue, dit-il en concluant, que nous aurons encore mainte occasion de nous voir et que les malheurs que vous présagez n'arriveront pas. — Espérons-le, » dis-je, et sur ce je pris congé de mon collègue d'Allemagne que je n'eus plus l'occasion, ni la possibilité de rencontrer.

Si M. de Reichenau vient à avoir sous les yeux ces lignes, je suis sûr qu'il se souviendra de notre dernière conversation et qu'il reconnaîtra la parfaite exactitude de mon récit.

Les événements fatidiques qui se déroulèrent depuis ont dépassé, — en les rendant oiseuses, — mes pires prévisions. Ce n'étaient pas seulement la dynastie des Hohenzollern et celle des Romanoff qui furent jugées et condamnées à l'heure où éclata la guerre, — c'est le principe monarchique même qui fut atteint, — et peut-être irrémédiablement. Le pouvoir

monarchique c'est la prépondérance de la volonté et de la raison d'un homme sur celles de tout un peuple ; pour que cette prépondérance soit justifiée il faudrait que cette volonté et cette raison fussent l'expression d'une idée haute et salutaire et qui ferait défaut à la majorité du pays. Dans les temps modernes, lorsque la diffusion de l'instruction et l'influence de la presse eurent remplacé la rivalité des Gouvernements et des États par la rivalité consciente des peuples, — les Souverains devaient interposer leur autorité contre la propagande néfaste des haines et des compétitions internationales. Partout ailleurs ils pouvaient et devaient être les premiers serviteurs de leur peuple ; dans les questions de paix et de guerre, ils devaient résolument se faire les champions d'une solidarité mutuelle qui eût préservé le monde des pires fléaux. Les uns, comme Guillaume II, ont fait tout juste le contraire ; d'autres ne l'ont pas assez compris ; de là la déchéance du principe monarchique à travers le monde entier... Mais je me reprends à juger les Souverains, malgré les pressantes recommandations de Sa Majesté le Roi de Suède !

* * *

Le mercredi 29 juillet, les nouvelles furent de nouveau plus mauvaises et une agitation extrême s'empara de la Suède. Toute espèce de bruits commencèrent à courir en ville et dans le corps diplomatique; on assurait que la Suède était liée par une convention militaire secrète avec l'Allemagne et qu'en cas de guerre, les Suédois marcheraient résolument avec elle. M. Wallenberg, que je vis le mercredi, m'avoua que la situation rendait le Gouvernement Royal très soucieux ; il me dit ensuite, en soulignant ses paroles, que la Suède était plus que qui que ce soit intéressée au maintien de la paix européenne et qu'une collision entre ses deux puissants voisins la mettrait dans une situation dangereuse. « D'ailleurs, ajouta-t-il, le Roi n'a pas perdu tout espoir que les choses puissent encore s'arranger... »

Vendredi matin, arriva de Saint-Pétersbourg le nouvel attaché militaire de notre légation, le lieutenant-colonel Kandaourow, dont on m'avait signalé, peu de jours auparavant, la nomination. La première question que je lui adressai fut : où en étaient les choses au moment où il avait quitté Pétersbourg ? « Tout ce que je puis vous dire est ceci, me répondit le colonel ;

j'occupais, comme vous le savez, les fonctions d'adjoint du quartier-maître général de notre Grand État-Major ; comme le travail était immense, je n'ai quitté mon bureau que deux heures avant le départ du train pour Abo, c'est-à-dire, hier jeudi et toute la nuit, je fus occupé à expédier des ordres péremptoires à nos chefs de troupes en Pologne et sur la frontière de Prusse, d'éviter soigneusement en cas de mobilisation, tout ce qui eût pu paraître aux autorités allemandes une menace d'action militaire contre l'Allemagne. Tous les postes de frontière devaient être reculés à dix et à quinze kilomètres, aucune colonne de marche ne devait être formée ; les garde-frontières même devaient être retirés afin qu'il ne pût y avoir aucune collision au cas où les troupes allemandes s'approcheraient de notre frontière et même la dépasseraient... Ces ordres émanaient de Sa Majesté elle-même ; ils arrivèrent au Grand État-Major très tard dans la soirée de mercredi, et, hier jeudi, à six heures du matin tous les télégrammes qui en découlaient étaient expédiés. Vous pouvez juger par là, Monsieur le Ministre, qu'on n'a aucunement perdu chez nous l'espoir de s'arranger avec Berlin... » Cette nouvelle me redonna de l'espoir ; mais ce ne fut pas pour longtemps : le lendemain matin parut la nouvelle de l'ultimatum allemand adressé à la Russie, et je compris dès lors que tout espoir était évanoui.

A Stockholm, dès vendredi soir, régna une vraie panique : toutes les banques furent fermées, par ordre du Gouvernement, pendant qu'aux portes d'énormes queues se formaient de gens qui voulaient reprendre leurs dépôts et leur argent. L'escadre des « destroyers » du prince Eitel Friedrich était repartie l'avant-veille pour une destination inconnue. On m'avisa que mon collègue d'Allemagne avait dit dans une réunion, qu'il était sûr que la Suède marcherait avec l'Allemagne.

Samedi matin je reconduisis au bateau en partance pour Abo les membres de la délégation russe à la Conférence du Spitzberg qui venait de se terminer à Christiania, MM. Bentkowski et Mandelstamm. Avec eux partait mon fils aîné, attaché à la chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, qui venait d'arriver en congé et qui était rappelé d'urgence à cause de l'énorme masse de travail à la chancellerie. Je chargeai ces messieurs, mais principalement M. Mandelstamm, qui connaissait si bien le terrain de Constantinople, de transmettre

de ma part à M. Sazonoff ce qui suit. Dans le cas où la guerre éclaterait et si l'attitude de la Turquie devenait menaçante, je me permettais de conseiller instamment une descente russe sur le littoral de la Bulgarie méridionale: cette descente devait être effectuée par des forces considérables, un grand corps d'armée au minimum; en même temps qu'on forcerait ainsi les portes de la Bulgarie, on devrait adresser une proclamation au peuple et à l'armée bulgares, leur disant que les Russes arrivaient pour leur rendre Andrinople, Lesengrad et la Thrace, que les Turcs leur avaient enlevés contre tout droit et en profitant des malheurs de la Bulgarie : je me portais garant qu'en cas de réussite de la descente, l'armée bulgare se mettrait de notre côté et que le roi Ferdinand serait obligé de se soumettre à ce mouvement.

Je savais parfaitement qu'au Ministère on ne ferait pas la moindre attention à ces conseils; qu'on y verrait une ingérence présomptueuse de ma part dans des affaires qui n'étaient plus de mon ressort. Mais je croyais de mon devoir de ne pas garder pour moi, dans un moment si grave, une idée qui pouvait être salutaire pour notre cause. Je réitérai quelques jours plus tard les mêmes conseils dans une lettre au baron Schilling, — la seule personne dans l'entourage de Sazonoff dont j'appréciais entièrement le caractère, l'intelligence et le patriotisme.

Les événements ultérieurs de la terrible guerre ont prouvé que je n'avais pas eu tort. La Bulgarie y a joué le rôle décisif du poids secondaire qui fait définitivement chavirer la balance; sa situation géographique la prédestinait à ce rôle. C'est en octobre 1915 que se dessina, par l'entrée en lice de la Bulgarie, — une supériorité décisive de l'Allemagne sur ses adversaires. En septembre 1916, l'entrée en guerre de la Roumanie fut paralysée et réduite à néant parce qu'on ne comprit pas chez nous que le premier avantage à retirer de l'alliance roumaine eût été d'attaquer les Bulgares *avec des forces russes considérables* et de les battre, après quoi toute l'armée bulgare eût passé de notre côté au cri que la Sainte Russie était invincible, que des traîtres seuls avaient amené le peuple bulgare à prendre part à une guerre sacrilège et que ces traîtres méritaient la mort. Enfin, lorsque en 1918 les troupes bulgares, fatiguées par l'interminable lutte, furent dûment battues et culbutées, — la défection de la Bulgarie qui s'en suivit déclencha la défection

de l'Autriche et celle de la Turquie et hâta, en fin de compte, la capitulation de l'Allemagne. Si l'entrée en guerre de la Bulgarie à côté de l'Allemagne eût pu être empêchée, — et on avait eu pour cela l'espace de temps compris entre août 1914 et octobre 1915, — la guerre n'eût pas duré si longtemps, c'est-à-dire, qu'elle n'eût pas pris le caractère d'une calamité mondiale sans exemple et n'eût surtout pas amené l'affreux effondrement de la Russie.

Je me suis laissé dire, que les fautes diplomatiques commises dès le commencement de la guerre à l'égard de la Turquie et de la Bulgarie, étaient dues entre autres causes à la fausse orientation de la diplomatie anglaise qui ne voulait pas voir le danger et croyait pouvoir user d'atermoiements et de douceur là où il fallait au contraire faire montre de force et de décision. Pour ce qui est du terrain de Constantinople, je n'ai aucune donnée qui me permette de croire ou ne pas croire ces assertions; pour ce qui est de celui de la Bulgarie, je serais personnellement porté à douter que le Gouvernement Anglais fût bien et dûment renseigné à cette époque sur la situation politique de la Bulgarie et sur les vraies dispositions du roi Ferdinand et de son peuple.

Le dimanche 2 août, on me réveilla à sept heures du matin pour m'apporter les télégrammes reçus dans la nuit. Le premier que j'ouvris était un télégramme en clair par lequel M. Sazonoff m'annonçait que la veille à sept heures du soir, l'Ambassadeur de Guillaume II lui avait remis la déclaration de guerre de l'Allemagne.

En lisant cette terrible nouvelle, je fus pris d'une angoisse indescriptible; c'était comme si un tourbillon de visions sinistres m'eût enveloppé; j'eus en ce moment le pressentiment tout à fait clair des malheurs qui devaient frapper ma patrie, mes proches... J'entrai précipitamment dans la chambre de ma femme. « La guerre est déclarée ! » m'écriai-je en éclatant en sanglots...

Ma femme trouva immédiatement les paroles nécessaires pour me rendre mon sang-froid : « Stockholm est en ce moment l'un des postes diplomatiques les plus importants pour la Russie. Si le Ministre qui occupe ce poste, se laisse aller à ses nerfs, les pires choses pourraient arriver. Il faut absolument et, dès le premier moment, se ressaisir et faire son devoir ! »

Je refoulai mes sanglots et sortis de la chambre. « Le vin est tiré; il s'agit de le boire; jusqu'à la lie s'il le faut. » Cette formule me rendit mon courage et ma faculté d'action.

Ayant achevé ma toilette, j'allai à la chancellerie de la Légation, où toute une troupe de nationaux, — les premiers échappés de l'Allemagne, — m'attendait. « Messieurs, leur dis-je, je viens de recevoir la nouvelle officielle qu'hier soir la déclaration de guerre a été remise à notre Ministre des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Allemagne. Messieurs, vive la Russie! vive Sa Majesté l'Empereur! »

Un murmure indistinct accueillit ce petit speech. Un monsieur à barbe rousse et au nez crochu prit alors la parole et me dit, avec un accent russe très accusé : « Oui, c'est très bien, Monsieur le Ministre, vive la Russie et l'Empereur; mais avant tout il faut s'occuper de notre malheureuse situation; nous venons d'arriver de l'Allemagne; comment, par quelle voie pourrons-nous rentrer dans notre patrie? etc. » « Toujours les mêmes, ces compatriotes! » me dis-je avec un sentiment amer de la réalité des choses; et ce sentiment acheva de me rendre tout mon sang-froid. Il fallait parer aux choses les plus urgentes et laisser le reste à la volonté de Dieu...

III

La première question, — la question angoissante entre toutes pour moi, — était celle du parti qu'allait prendre la Suède. Resterait-elle neutre? Se rangerait-elle décidément du côté de l'Allemagne, comme l'annonçait à qui voulait l'entendre M. de Reichenau?

Je savais bien quels étaient les éléments qui, dans le pays, préconisaient l'alliance active et immédiate avec Berlin. C'étaient, en premier lieu, la majorité des généraux et des officiers de l'armée suédoise, sortis principalement des rangs de la noblesse, convaincus de la supériorité écrasante des forces allemandes et de leur infaillible victoire, animés des vieilles rancunes contre la Russie et de l'espoir de nous enlever, pour le moins, la Finlande. C'étaient ensuite une grande partie de l'aristocratie, la grande masse du clergé luthérien (il n'en existe pas d'autre en Suède) et la majorité des universitaires.

Les partisans de la neutralité étaient : les libéraux, qui

venaient de quitter le pouvoir et en étaient sortis passablement défaits, mais qui avaient quand même une forte assiette dans le pays, et les socialistes, conduits par M. Branting et par le baron de Palmstierna. De sources autorisées, je savais que, dans les couches profondes du peuple suédois, on était réfractaire à l'idée même de la guerre; mais je savais aussi que, si la guerre éclatait quand même, les soldats se battraient admirablement et que la population entière se montrerait prête à tous les sacrifices pour le salut de la patrie.

Je vis le lendemain même M. Wallenberg, qui me dit, dans des termes sérieusement pesés, que le gouvernement *espérait* sauvegarder le principe de la neutralité suédoise.

Le jour même de l'arrivée de notre nouvel attaché militaire, c'est-à-dire le jeudi 30, j'avais fait les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation de le présenter à Sa Majesté le Roi. J'attendais avec une impatience, — croissante à mesure que se dessinaient les événements, — une réponse à ce sujet. Si le Roi nous recevait, ce serait un bon signe; s'il déclinait l'audience, on serait autorisé à en tirer les plus mauvais augures. Enfin, le lundi, vers le soir, je fus informé que nous serions reçus tous deux le lendemain mardi, à onze heures.

On nous introduisit, à l'heure indiquée, dans un salon attenant au cabinet de travail du Roi; la réception fut glaciale : c'est à peine si le Roi adressa quelques paroles au colonel Kandaourow. L'incident Assanovitch était de trop fraîche date!

Mais, après ce court entretien, Sa Majesté me pria de passer seul avec elle dans la pièce voisine. Et là, — tout comme le jour de mon audience solennelle, — le Roi changea complètement de ton. M'invitant à prendre place et ne cachant pas la profonde émotion que lui causaient les événements qu'il taxa de « terribles, » il me dit, en appuyant bien sur chacune de ses paroles : « J'ai tenu à vous voir, Monsieur le Ministre, pour vous dire *que la Suède n'était liée avec personne.* » Le Roi me répéta ensuite ce que m'avait communiqué la veille son ministre des Affaires étrangères, c'est-à-dire, que le Gouvernement suédois désirait garder une neutralité absolue; « pourvu, ajouta Sa Majesté, que les pays belligérants nous rendent possible cette résolution? » Je m'empressai de répondre que pour ce qui était de la Russie et de son alliée (la Grande-Bretagne ne

s'était pas encore déclarée), la Suède pouvait être sûre de notre parfaite correction à son égard et de notre désir de lui faciliter sa neutralité. Là-dessus je fus très aimablement congédié. L'entretien n'avait duré que quelques minutes, mais je sortis du cabinet de travail du Roi avec un énorme souci de moins.

Le surlendemain, l'Angleterre s'était rangée du côté des Alliés et, à partir de ce jour, nous étions, M. Howard, M. Thiébaut et moi, à même de travailler de concert et de nous communiquer tout ce qui nous parvenait. Sur l'initiative des ministres de France et de Grande-Bretagne, leurs deux gouvernements firent au gouvernement suédois, dès les premiers jours de la guerre, la déclaration que les deux puissances garantissaient à la Suède son intégrité et sa parfaite souveraineté, à condition qu'elle gardât une stricte neutralité. Lorsque MM. Thiébaut et Howard apportèrent cette déclaration à M. Wallenberg, ce dernier les en remercia chaleureusement et ajouta : « Ah! si le ministre de Russie m'apportait une déclaration identique! Comme cela faciliterait ma tâche dans les conseils du Roi! » Je n'avais pas attendu cette invite pour faire à Saint-Pétersbourg la même démarche qu'avaient faite à Paris et à Londres mes collègues, et j'attendais avec une certaine anxiété la réponse; cette réponse tardait pendant que l'agitation activiste se faisait de nouveau sentir plus âpre à Stockholm et que toute espèce de bruits alarmants commençaient à y circuler. Enfin, je reçus de M. Sazonow la réponse tant désirée : « Vous êtes autorisé à faire une déclaration identique à celle des gouvernements alliés. » Cependant, le lendemain matin, un autre télégramme, émanant des bureaux du ministère, me priait de surseoir un peu à la déclaration. Le même jour, mes deux collègues vinrent m'avertir que le retard de la déclaration russe agitait énormément le gouvernement suédois et fournissait des arguments aux partisans de l'alliance allemande. « J'en étais sûr, Messieurs, et j'ai déjà envoyé un télégramme pressant à Pétersbourg pour indiquer la nécessité absolue et l'urgence de notre déclaration. »

Je sentais bien que le moment était décisif et que tout ajournement pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Par bonheur, la nuit même, un troisième télégramme arrivait du ministère et m'autorisait à faire la déclaration. Craignant un nouveau contre-ordre, je m'empressai, de grand matin,

de solliciter une entrevue avec M. Wallenberg et lui remis la note si impatiemment attendue par lui. Le ministre des Affaires étrangères suédois ne me cacha pas sa grande satisfaction. « Ce que vous m'apportez là assurera, je l'espère, définitivement la neutralité de la Suède, car la déclaration russe rassurera beaucoup de monde chez nous au sujet de vos prétendues intentions. » Presque immédiatement après, parut effectivement la déclaration de la neutralité absolue de la Suède, et ceci contribua à calmer considérablement l'opinion publique.

Dès lors, il y eut en Suède deux courants absolument distincts. La majorité du pays, — en premier lieu les libéraux conduits par Mrs Staah, Ehrensvard et Edèr (1), — se rangea à l'opinion que la Suède devait, à tout prix, sauvegarder sa neutralité; l'autre courant, celui des *activistes*, prônait au contraire, à chaque circonstance favorable, l'idée d'une alliance avec l'Allemagne ou, pour le moins, l'opportunité de parler à la Russie et à ses alliés un langage ferme et même menaçant, chaque fois que ces puissances seraient tentées de restreindre et de léser, en quoi que ce fût, les intérêts de la Suède.

Grâce au sincère amour de la paix du roi Gustave V, grâce à l'intelligente et ferme politique de M. Wallenberg, grâce surtout à la parfaite droiture dont firent preuve, en toutes circonstances, le souverain et son ministre, le premier courant, celui de la neutralité, prévalut définitivement. Ce n'est qu'aujourd'hui, après que la longue et terrible lutte a pris fin, que l'on peut apprécier à sa juste valeur la sage et loyale conduite de ces deux hommes de bien, auxquels il est équitable d'ajouter encore un troisième nom, celui du leader des socialistes suédois, M. Branting. Pendant tout le cours des événements, ce dernier se conduisit en patriote suédois plutôt qu'en chef d'un parti extrême et par cette attitude même fit bien plus et pour la cause de la paix, et pour sa propre autorité, et pour celle du socialisme suédois, que s'il avait voulu, profitant des circonstances, extorquer au gouvernement des concessions et des capitulations.

Quand je dis que ce n'est que maintenant que l'on peut apprécier les services rendus par les chefs du parti de la neutralité, j'ai en vue que ce n'était pas du tout l'assurance de la

(1) M. Edèr remplaça dans la direction du parti M. Staah qui mourut inopinément dès le commmencement de la guerre.

victoire finale de l'Entente qui les avait inspirés. Bien au contraire, tout le monde en Suède, — sans exception, — croyait de bonne foi que l'Allemagne était invincible. Lorsqu'à la fin des huit premiers mois de lutte, vers mars 1915 environ, on commença à supputer dans les pays de l'Entente l'épuisement de l'Allemagne et de ses alliés en soldats, en munitions et surtout en vivres, les Suédois les plus amis de l'Entente (je dirais plutôt de la France et de l'Angleterre, car les préventions contre la Russie persistaient), contestaient notre optimisme et ne cessaient de dire que l'Allemagne n'était aucunement à bout de ressources, qu'elle saurait toujours s'arranger pour se ravitailler tant bien que mal, que d'énormes contingents nouveaux seraient appelés sous les armes, que l'industrie de guerre allemande enfin n'avait pas encore donné tout ce qu'elle pouvait donner et ménageait aux adversaires maintes surprises.

Tout cela était parfaitement vrai, et la néfaste année 1915 où faillit sombrer, malgré l'entrée en guerre de l'Italie, la fortune des armes de l'Entente, prouva qu'on était bien mieux informé en Suède que chez nous des ressources allemandes.

Ainsi donc, ce n'est pas un calcul utilitaire qui dirigea la politique des gardiens de la neutralité suédoise, mais bien plutôt le sincère amour de la paix et le sentiment de la responsabilité envers le peuple et le pays. Nous serions coupables de ne pas rendre cette justice à ceux de leurs hommes politiques et de leurs gouvernants qui surent si bien tenir tête aux partis-pris et aux entraînements de la fraction remuante du pays.

A. Nekludoff.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

I

M. LOUIS MADELIN

La *Société des Conférences* annonce une série de leçons sur la guerre. C'est la première fois que la suite des événements des quatre années glorieuses sera esquissée devant le public dans une histoire complète. L'orateur sera M. Louis Madelin. Au moment où l'auteur des belles études sur la guerre, qui ont paru ici même, prend possession de la chaire des Brunetière, des Lemaître, des Faguet, des Ségur et des Donnay, essayons de tracer un croquis du jeune et brillant historien.

C'est au Canada, je crois bien, que je l'ai rencontré pour la première fois. Il avait déjà écrit *Fouché* et venait de publier *la Rome de Napoléon*. Il avait trente-six ans, était docteur depuis sept ou huit, après avoir été le plus jeune agrégé de France; il venait d'obtenir coup sur coup le prix Thiers et un deuxième prix Gobert, en attendant de décrocher le premier avec son grand ouvrage sur *la Révolution*; et Faguet l'appelait « un de nos tout premiers historiens, » ce qui n'était pas peu dire quand ces historiens, pour ne parler que des morts, se nommaient Sorel, Vandal, Houssaye. Tout le monde s'accordait à reconnaître dans ce nouveau venu un maître. Et puisque l'Université ne se pressait pas de l'utiliser, Brunetière, qui se connaissait en hommes, l'avait désigné pour faire aux États-Unis une de ces tournées de l'Alliance française, dont on ne dira jamais

assez le rôle dans les préludes de ce qui devait se préciser plus tard en une autre « alliance. »

Vous pensez bien que M. Madelin avait pris pour sujet : Napoléon. C'est un sujet dont le public d'outre-mer ne se lassait pas. Remarque curieuse ! Dès qu'un Français arrive à l'étranger, il s'aperçoit que celui dont on lui parle toujours, comme si rien ne devait lui faire plus de plaisir, c'est ce diable d'Empereur, dont nous ne parlions guère chez nous qu'avec un peu de gêne. Peut-être que les choses ont changé depuis douze ans et qu'il y a aujourd'hui de nouveaux thèmes de conversation ; mais je n'en suis pas sûr. Je me rappellerai toujours cet ami de New-York, un brave homme de marchand, qui, voulant me faire honneur de ce qu'il possédait de plus précieux, tirait pieusement de son tiroir secret sa plus chère relique : une croix de la Légion d'honneur, qui lui venait d'un grand-père, soldat de la Grande Armée. Et à M. Madelin lui-même est-ce qu'un autre Américain ne disait pas un jour : « Je suis *fâché de la France* qu'elle n'ait pas célébré le centenaire d'Austerlitz. Notre nation est bien riche : elle paierait beaucoup de milliards pour pouvoir célébrer ce centenaire-là. » A ce moment en effet, — aux environs de 1908, — nous ne nous vantions pas de nos gloires militaires. Nous nous faisions modestes, modestes !... On enseignait dans les écoles une histoire expurgée. On cachait Louis XIV, on effaçait Jeanne d'Arc, on se voilait la face devant Napoléon.

Quelle sottise ! Si j'avais eu sur ce point aucune espèce de doute, il m'aurait suffi d'écouter M. Madelin en Amérique. Rarement je fus à pareille fête. Il faisait passer devant nous, comme des estampes de Raffet, depuis le capitaine Coignet jusqu'au sergent Fricasse, toute la légion des grenadiers épiques. Ah ! il ne mettait pas son drapeau dans sa poche. Et comme il avait raison ! J'aurais voulu voir dans la salle quelques-uns de nos historiens officiels, qui se figuraient qu'il est de bon goût de faire silence sur nos victoires. Je gage qu'ils auraient senti combien ce respect humain est une mauvaire affaire, et ce que vaut une politique qui consiste à se rapetisser.

De ce jour, je vouai à Louis Madelin une vive reconnaissance. Et ce n'était pas la première fois qu'il se faisait ainsi, sous l'habit du conférencier, l'apôtre de la grandeur française. N'était-il pas allé à Metz parler du général Lassalle, devant les huit cents Lorrains des conférences de l'*Austrasie* et vingt

officiers allemands de la garnison en uniforme? M. Maurice Barrès a raconté la scène dans *Colette Baudoche*. On pense si, dans un tel milieu, la prise de Stettin et de 6000 Prussiens par une brigade de hussards sans une pièce de canon, produisit son effet. L'histoire, pour M. Madelin, dans de telles conditions, c'était déjà quelque chose comme une petite revanche intime.

Mais tout ne finissait pas avec la conférence. Au contraire, cela ne faisait que commencer. Vous croyez peut-être qu'un orateur qui venait de parler une heure et demie, après des nuits de Pulman-car, pouvait avoir le droit de se sentir fatigué? C'est que vous ne connaissez pas Madelin. Après avoir parlé, il causait. Et quel causeur! C'était un flot de souvenirs, d'anecdotes sur les personnages politiques et sur certains dessous de l'histoire contemporaine, sur la séparation et sur le modernisme, sur Pie X et le cardinal Rampolla. Madelin était intarissable. Impossible de trouver mieux pour une œuvre d'expansion française. Il était l'expansion incarnée. On eût dit qu'il n'avait pas ouvert la bouche depuis trois mois, tant les paroles se pressaient abondantes sur ses lèvres. Il causait ainsi jusqu'à deux heures du matin. Et il recommençait le lendemain.

Tout cela donnait l'impression d'un magnifique tempérament. Je m'amusais, en l'écoutant, à démonter en esprit cet admirable mécanisme que je voyais ainsi fonctionner devant moi. Ce qu'on appelle le *don*, c'est-à-dire la faculté rare de faire une certaine chose et d'être organisé par la nature pour cet objet, je n'en ai guère vu d'exemple plus frappant. Je viens de parler de sa mémoire. Je n'étais pas moins charmé d'un autre trait: c'est qu'il n'y avait en lui rien de livresque. Un historien sent toujours plus ou moins la poudre des bibliothèques. Mais celui-là n'avait pas moins appris dans la vie et dans le monde, dans les salons et dans les coulisses du Parlement, que dans les cartons des Archives et les liasses de dossiers des Affaires étrangères. Ancien « Romain, » le Forum ne l'avait empêché de voir ni le Consistoire ni Montecitorio. Fouché, Talleyrand n'étaient pas pour lui moins vivants qui MM. René Viviani ou Aristide Briand.

Il évoluait des uns aux autres avec aisance, passait sans nulle difficulté de l'un à l'autre étage et d'une génération à l'autre, familier avec tout le personnel politique du régime

comme un habitué de la maison, connu de longue date dans les bureaux, qui ne s'égare pas dans les couloirs et qui, derrière chaque porte, a une figure de connaissance. En vérité, il n'y avait aucune différence, dans la matière de ses discours, entre celle de la conférence et celle de la causerie; c'était le même sujet qui se continuait. On aurait dit un homme qui, ayant beaucoup vu, aurait beaucoup retenu, et pour qui toute l'histoire, de François I[er] à nos jours, était faite de souvenirs de famille ou de souvenirs personnels.

C'est ici le vrai mot : cet historien était un homme qui contait des histoires. Depuis quelque temps, un livre d'histoire était un recueil de documents, une publication de matériaux et de pièces justificatives. Mais voici que ce jeune homme ne craignait pas de dérider l'austère déesse et de lui rendre le sourire qu'elle avait eu jadis pour instruire le bon Plutarque et le charmant Hérodote. L'Histoire se souvenait qu'avant d'être savante, elle doit être une histoire, qu'elle est avant tout ceci : l'art de conter la belle histoire, et qu'à cette condition seulement elle a chance d'être vraie. Et l'on voit pourquoi le public applaudissait M. Madelin : c'est que l'histoire pour lui n'est jamais qu'une manière de représenter la vie.

*
* *

Si jamais M. Madelin songe à publier ses Mémoires, il devra, s'il n'est pas un ingrat, écrire à la première ligne : « Je suis un homme heureux. » Il respire l'activité, la joie inouïe de faire l'œuvre pour laquelle on est né. Jamais l'ombre d'un doute sur sa vocation. D'abord, il est Lorrain, et l'on sait que la Lorraine est le meilleur observatoire d'où embrasser la France et plusieurs des problèmes franco-européens. Tout enfant, on l'a conduit de Neufchâteau à Domremy, et il a cette fortune, comme son compatriote le général Thiébaut, d'appeler Jeanne d'Arc « sa payse ». Il est né au lendemain d'une guerre, celle que pendant toute notre enfance nos parents ont appelée « la guerre. » Un de ses premiers souvenirs, c'est d'avoir vu à Toul, appuyés aux arcades du cloître, les soldats allemands fumer leurs longues pipes. Ainsi il grandit dans une province dont il apprit tout de suite qu'elle était une frontière, sur ce plateau lorrain qui verse ses eaux à la fois au Rhin et à la Marne, et qui depuis longtemps, entre ces doubles destinées, avait, avec

Jeanne et les Guises, fait choix du bassin de Paris. Il est venu au monde au moment où ce choix venait d'être violemment contrarié, et où l'acte de Francfort posait, devant le fils du magistrat lorrain, un cas de conscience historique. Autant de circonstances bien faites, on l'avouera, pour éveiller et pour nourrir, chez un enfant réfléchi, la muse de l'histoire.

Toute son enfance se passa à Bar, au pied du « gros Horloge, » dans cette vieille ville charmante, juchée sur sa colline, la mieux faite par elle-même pour provoquer les rêveries d'un jeune esprit en qui se glisse le démon du passé. Et sur les places de la ville, que de maréchaux de bronze, Exelmans, Oudinot, gouverneur de Berlin! Voilà de quoi faire songer, aux environs de 1880, un Barrois de la génération qui a suivi Sedan. Sans doute on ne lisait pas encore sous la porte du lycée l'inscription de marbre noir qui enseigne aux petits Lorrains que le plus court chemin qui mène à l'Élysée est une droite partant du lycée de Bar-le-Duc : mais déjà toute la ville montrait avec orgueil un jeune élève de rhétorique qui marchait sans distraction vers les plus hauts destins. Et cette ville de 18 000 âmes ne doutait pas qu'elle donnerait des chefs d'État à la République comme elle avait, en moins de cent ans, donné deux maréchaux et cinquante généraux à la France. Le petit Poincaré n'a pas démenti ces promesses. Quant à l'Académie française, Madelin devait y voir jusqu'à sept Lorrains à la fois, Theuriet, Mézières, Gebhart, le cardinal Mathieu, MM. d'Haussonville, Barrès et Raymond Poincaré lui-même.

A huit ans, il savait qu'il ferait de l'histoire. Il savait même positivement que ce serait celle de Louis XI, M. Madelin le père ayant accoutumé de lire le soir à ses enfants les romans de Walter Scott et ayant commencé ces lectures par *Quentin Durward*. A vrai dire, le jeune homme s'aperçut assez vite que Louis XI était un sujet furieusement compliqué; il se borna à étudier le Concordat de 1516 : on peut, dans ses projets d'avenir, se tromper de cela. Mais Madelin est resté fidèle à Walter Scott, et il est un nouvel exemple d'une vocation d'historien, éveillée par le génie de l'incomparable romancier et poète écossais. L'action de ce grand homme est une des plus fécondes qui se soient exercées en Europe. Elle a été décisive sur Balzac, qui a reconnu le fait et le proclame en vingt endroits : et ce témoignage seul devrait suffire à défendre l'illustre châtelain

d'Abbotsford contre le dédain où nous voyons aujourd'hui reléguer ses magnifiques fresques d'histoire, sous l'étiquette méprisée de romans historiques. J'en crois là-dessus M. Madelin, qui tient Walter Scott comme Balzac pour des historiens supérieurs : le premier pour le plus grand des devins du passé et le second pour le plus puissant des analystes sociaux. Que de fois je l'ai entendu soutenir que nul n'a compris mieux que Balzac l'importance du fait capital de la Révolution : la vente des biens nationaux! A cent ans d'intervalle, ce fait est encore le fondement essentiel de la République : dans chaque province, à chacune de nos élections, ce que l'on trouve au fond des luttes de partis, derrière les programmes et les disputes d'idées, c'est le classement qui résulte de cette distribution nouvelle de la propriété. Tout radical de 1900 est petit-fils d'un acquéreur de 1791. Qu'une telle vue, qui explique cent ans de politique française, soit une vue de romancier, et que Balzac l'ait aperçue trente ans avant Tocqueville, c'est un exemple de ce que l'histoire peut apprendre du roman, c'est-à-dire d'une certaine façon de comprendre les intérêts, les passions et les mœurs. C'est pourquoi Madelin n'a cessé de s'instruire chez les grands écrivains et les hommes qui font profession d'étudier la vie. Si je suis bien informé, n'est-ce pas au théâtre, en sortant du Vaudeville, après la « seconde » de *Madame Sans-Gêne*, que subitement, sur le trottoir de la Chaussée d'Antin, l'idée lui vint d'écrire son *Fouché*? C'est probablement le seul cas où Mme Réjane aura collaboré à une thèse de Sorbonne. Je me reprocherais d'insister; mais je crois que le scrupuleux historien ne me désavouera pas, si j'avance que pour lui la qualité maîtresse en histoire est l'imagination.

La bibliothèque de M. Madelin le père ne contenait pas seulement les œuvres de Walter Scott; il y avait aussi le dictionnaire de Moreri. Ces vénérables in-folio n'étaient pas une compagnie sans danger pour un enfant; on trouve dans leurs doctes colonnes le répertoire ingénu des crimes de l'histoire. C'était de quoi pervertir une jeune âme aussi sûrement qu'eussent fait les romans de Laclos et de Crébillon fils. Madelin n'y prit que le goût de la science. L'instinct précoce du fureteur, la passion du chasseur pour le document nouveau, du curieux pour la pièce rare, s'éveillaient en lui de bonne heure. A côté du conteur s'annonçait le savant. A Nancy, à l'école de ces

maîtres éminents, MM Christian Pfister et Charles Diehl, il fit partie de ce séminaire d'études historiques qui, tous les ans, obtenait régulièrement deux ou trois places sur huit au concours de l'agrégation ; rompu à cette gymnastique spéciale, à ce dressage de l'érudition, de la recherche et de la critique historiques, ce genre de travail n'eut bientôt plus de secrets pour lui. Il passa le concours comme une lettre à la poste. A Paris, à l'École des Chartes, ses maîtres de prédilection furent encore les maîtres sévères, un Monod, un Paul Meyer. Cet enseignement continua à l'école du Palais Farnèse, sous la haute direction de Mgr Duchesne.

Mais quelle que soit sa dette envers de tels guides, qui l'initièrent à la méthode et lui mirent l'outil entre les mains, celui qui a le plus fait pour fixer ses idées, ce fut son professeur des Sciences politiques, l'illustre penseur Albert Sorel. C'est à lui qu'il dédia *la Rome de Napoléon*. Sans doute, une œuvre d'histoire étant plus que toute autre une œuvre complexe, où nul ne peut se flatter d'avoir tout vu à lui tout seul, il n'y a guère un historien à qui M. Madelin ne doive quelque chose ; de M. Lavisse à M. Aulard et de M. Chuquet à M. Frédéric Masson, quiconque s'est occupé des études révolutionnaires et napoléoniennes a été consulté et écouté par lui. Des rapports particulièrement étroits l'unissaient à Henry Houssaye. C'est au jeune historien que ce parfait artiste en mourant confia son dernier ouvrage et commit le soin d'achever son livre sur *Iéna*, l'écrivain patriote, après avoir conté les derniers jours de l'épopée, ayant voulu se donner la joie de couronner son œuvre par un récit de victoire. La plume lui échappa à la moitié du livre, et c'est M. Madelin qui la recueillit de ses mains, en consacrant à sa mémoire une préface qui est un des morceaux les plus achevés qu'il ait écrits.

Toutefois, et quoiqu'il ne lui ait pas été attaché par des liens aussi intimes, il doit davantage à Albert Sorel. Ce grand esprit est entre tous celui qu'il se plaît à saluer pour maître. Celui-là est parmi nous l'héritier de Montesquieu. L'idée centrale de Sorel dans son puissant système de *l'Europe et la Révolution*, à savoir l'unité de notre histoire nationale, le spectacle de la Convention continuée par Napoléon et continuant elle-même l'œuvre des rois de France, l'idée de grandes lois politiques sorties de la nécessité des choses et s'imposant aux

hommes en dépit de leurs préjugés et de leurs théories, est celle qui domine l'œuvre de M. Madelin. Il y a, on le sait, une vue apocalyptique de la Révolution qui fait dater de 1789 une rupture et un commencement, la naissance d'une ère nouvelle et l'époque d'une hégire ; c'est la manière mystique d'envisager les faits, c'est le système fameux du « Bloc » républicain. M. Madelin trouve cette légende installée à l'école et pénétrant l'esprit des masses ; en province, dans les professions de foi des candidats, dans les périodes électorales, il discerne quelques grands faits, quelques idées qui viennent tout droit de la Révolution. Il reconnaît dans ce phénomène énorme et monstrueux l'origine de toute notre politique contemporaine, j'entends la politique vivante et qui gouverne à leur insu l'esprit des électeurs des campagnes, au fond des cabarets de village. Alors, il cherche à démêler quels sont les éléments de cette tradition, de quoi elle est faite, comment s'est constituée cette psychologie qui domine encore à distance la vie de notre temps. Il va demander au passé le secret du présent.

Quatre grands livres, jusqu'à ce jour, sont consacrés à cette enquête. Dans *Fouché*, l'historien étudie un personnage qui lui paraît le type du politicien moderne. La vie du conventionnel régicide, devenu le ministre de Napoléon et de Louis XVIII, indispensable sous tous les régimes et poursuivant à travers tant de circonstances différentes la même politique modérée, l'idée de sauver les « conquêtes » de la Révolution, se servant de Napoléon pour les consolider, les défendant contre l'Empire, cherchant à les concilier ensuite avec la Restauration, pose un cas typique d'un problème qui se représentera bien souvent de nos jours : c'est le parti qui, ayant conquis le pouvoir, voudra s'y maintenir, c'est le révolutionnaire satisfait et devenu conservateur. La vie de Fouché offre à cet égard des exemples d'adaptation qui sont un prodige d'équilibre. L'homme du 21 janvier et des massacres de Lyon, devenu le favori du faubourg Saint-Germain, en même temps qu'il achève d'écraser la Vendée, n'a jamais, à travers toutes ces apparences contradictoires, qu'une idée fixe, qui est de réconcilier la France avec un état de fait, d'empêcher toute réaction, de défendre *sa situation* et d'arriver enfin à la stabilité. C'est pourquoi il est sans cesse obligé de ruser, de composer avec les faits, de prendre ces attitudes qui, au milieu de ses avatars successifs,

sont uniquement dirigées par un intérêt réaliste. Fouché devient ainsi le modèle de l'opportuniste. Son histoire est le manuel du politicien, un catéchisme du parlementaire, quelque chose comme ce que fut, sous les régimes absolus, *le Prince* de Machiavel ou la *Vie de Castruccio Castracani*.

La Rome de Napoléon est une étude, un raccourci infiniment curieux de l'administration impériale en Europe et des raisons qui la condamnaient à l'échec. On y admire à la fois la prodigieuse ampleur et l'inconcevable fragilité de l'œuvre de Napoléon; on y voit l'essai majestueux d'une Europe nouvelle dans les cadres de l'Empire, la naïveté de ces Français qui viennent réveiller les Romains de Tite-Live, leur déception inévitable, l'avortement de leur tentative, et pourtant l'unité italienne s'élevant, grâce à eux, sur les ruines de leur œuvre.

Après ces deux monographies si riches de faits et d'aperçus, et qui éclairent en passant tant de côtés de l'histoire, le jeune écrivain abordait le centre du problème et osait entreprendre une synthèse générale, une construction d'ensemble de l'époque révolutionnaire, qui devait être, sous une forme accessible au public, la somme de ses études et la mise au point de sa philosophie. Dans un premier volume, que l'Académie honora de son grand prix Gobert, il résume le torrent de *la Révolution*. En même temps, comme un portrait dessiné dans la marge, il peignait la figure énigmatique de *Danton*. Et il s'apprêtait à terminer son grand ouvrage par un second volume sur *le Consulat et l'Empire*, lorsque survint la guerre.



La guerre est un des événements qui devaient le moins surprendre un historien lorrain. M. Louis Madelin s'y était préparé toute sa vie. Tout Lorrain appartient à la « zone de couverture, » sait que son pays est une « marche, » un champ de bataille où les peuples se sont toujours battus et reviendront tôt ou tard pour vider leurs querelles. Comme M. Maurice Barrès ne manque pas de revenir tous les étés à Charmes, il revenait chaque année passer la belle saison sur sa colline de Raon-l'Étape, dans une situation charmante sur un promotoire des Vosges, où l'historien, avant la guerre, avait écrit plus d'un de ses livres en ayant sous les yeux l'éternelle question du Rhin, et dont nos artilleurs se servirent durant la guerre comme d'un

précieux observatoire. Deux de ses frères étaient soldats. L'un était ce commandant Madelin, esprit supérieur, distingué de Pétain qui le tenait pour un des chefs les plus pleins d'avenir, et dont la mort aux Ouvrages Blancs, en mai 1915, fut une des pertes les plus sensibles de notre jeune armée. L'autre, le général Madelin, fut un de ces divisionnaires de 1918, qui formeront une équipe aussi célèbre dans l'histoire que notre corps de généraux de 1796. Enfin, un oncle de M. Madelin, le colonel Zeller, ancien chef d'escadron sous le colonel Nivelle, allait faire partie de l'état-major Castelnau et demeurer avec Pétain le chef du bureau des opérations de la 2e armée.

On voit que ce Lorrain, de famille aux trois quarts militaire, était dès le temps de paix quasi mobilisé. Il n'eut donc presque aucune surprise, en rejoignant le 3 août son poste de sergent au 44e territorial, le « régiment de place » de Verdun, et se trouvant le lendemain aux avant-postes, au cimetière de Vaux, dans l'attente des premiers uhlans. Il avait pris depuis longtemps son « dispositif face à l'Est, » à l'avant-garde de la France. Il n'y eut dans son âme nulle ombre d'hésitation sur l'attitude à prendre, le jour inévitable du règlement de comptes avec la Germanie. C'était une échéance prévue depuis toujours. Que de fois, parcourant l'Argonne au couloir des Islettes, pendant les manœuvres d'automne, le sergent réserviste avait « répété » la campagne de 1792 et revécu l'histoire aux « Thermopyles de la France ! » Que de fois, dans ses promenades sur la muraille des Hauts-de-Meuse, sur ce chemin de ronde qui de Verdun à Toul commande les routes de Woëvre, il avait rêvé d'une rencontre dans cette fatale arène, d'une immense balaille « où se déciderait le sort du pays ! » Ce qu'il n'avait pas prévu, c'est que les Allemands, pour ne pas se heurter à cette muraille, essaieraient de la tourner par l'Ouest, en débordant par la Belgique. La rencontre décisive se produisit, non pas en Woëvre, mais en Champagne : ce fut la bataille de la Marne. Les Allemands la perdirent pour n'avoir pas réussi à faire tomber Verdun. Ainsi notre « force de l'Est » avait joué tout de même son rôle dans la victoire. Dès le début de la guerre, Verdun en était le pivot. Il y a une destinée pour les historiens : la sienne amenait Louis Madelin, dès les premiers coups de fusil, au poste qui, jusqu'à l'armistice, devait être le gond du front occidental.

Il a conté lui-même, dans deux articles charmants, ses souvenirs de l'année qu'il passa dans la troupe, avec son régiment, sur ce front de Verdun et dans ces villages ou ces forts, Fleury, Douaumont, Damloup, dans ces bois qui ne sont plus aujourd'hui que des noms, mais des noms à jamais illustres dans l'histoire. Tout ce pays, promis à une gloire tragique, était alors un des coins les plus calmes du front. Calme relatif, du reste, dont les bombardements par les gigantesques 420 étaient les événements, et entretenaient en Allemagne la fable du « siège de Verdun » par le redoutable von Benzino. En fait, c'était ce général de l'armée « assiégeante » qui était alors fort en peine de maintenir ses positions. L'armée de Verdun, cette année-là, se donnait continuellement de l'air, attaquait aux Éparges, s'élargissait en Woëvre, poussait jusqu'aux lisières d'Étain, et les territoriaux de la Meuse se taillaient une assez jolie part dans cette suite d'affaires de « grignotage. » « Vous êtes un régiment de place, leur disait un jour de revue le général de division, mais vous avez porté la place chez l'ennemi. » Beaucoup de régiments « actifs » auraient pu envier cette louange.

C'est alors que le général Herr, le nouveau commandant de la « région » de Verdun, découvrit Madelin, le fit sous-lieutenant et l'appela à son état-major. Peu après commençait l'effroyable bataille. Les Allemands, s'étant aperçus de leur faute de 1914, avaient décidé d'emporter ce saillant de Verdun qui était le pivot de notre défensive, et qui constituait (comme on allait le voir en 1918) une si grave menace pour leurs communications par Metz. On sait ce que fut cette crise, l'une des plus tragiques de la guerre. De Dugny, puis de Souilly, où se transporta bientôt le quartier-général, le sous-lieutenant Madelin en suivit les péripéties ; sous les ordres de Pétain, puis de Nivelle, il vit le combat, d'abord commencé en revers, changer de face et chaque jour s'affirmer en victoire. Mais ce rôle de témoin allait bientôt se changer en un rôle plus actif.

Il y avait alors auprès de Joffre, comme major-général, un des plus merveilleux officiers de notre armée, chef aussi habile qu'énergique, qui plus tard, au 5e corps, dans les journées sinistres de mars 1918, couvrit Compiègne, sauva Paris. Haï des politiciens, dont il était la bête noire, parce qu'il incarnait à leurs yeux l' « esprit de Chantilly, » ou peut-être tout bon-

nement parce qu'il avait de l'esprit, le général Pellé était du petit nombre des généraux qui avaient parfaitement compris le pouvoir de la presse. Pendant longtemps, le pays, — avant le régime des permissions, — n'avait rien su de la guerre que par le communiqué : il avait courageusement accepté l'ignorance. Avec une admirable pudeur, qui fait honneur à leur caractère, à leur profonde honnêteté, à leur absence de charlatanisme, à leur horreur de la réclame, les militaires avaient pris le parti de ne rien publier d'eux-mêmes et de laisser parler les faits. On peut penser aussi que Joffre connaissait de longue date la susceptibilité inquiète du « civil » et ne se souciait pas d'alarmer sa méfiance. De là ce résultat que les premières années de la guerre se passèrent presque mystérieusement, sans que rien s'ébruitât de ce qui se faisait dans les tranchées à vingt lieues de Paris, et qu'on fit, à ce pays traditionnellement amoureux de la gloire, accepter la consigne de l'anonymat et du silence. Ce fut très beau. L'armée, la France se soumirent par discipline. Il y eut pourtant un moment où la muraille de Chine qui séparait le « front » de l' « arrière » devint impossible à maintenir. L'angoisse soulevée par les nouvelles de Verdun fut trop forte : elle fit éclater la barrière. A mesure que la bataille se prolongeait, se transformait en lutte d'usure, l'importance du moral devenait plus évidente. L'ennemi nous donnait l'exemple et ne négligeait rien pour exalter les siens, impressionner les neutres. C'est Napoléon qui l'a dit : « Tout est opinion à la guerre. » Et il le savait si bien qu'il ne laissait à personne le soin de faire sa presse ; ses bulletins de la Grande-Armée sont les modèles du genre. Le général Pellé s'avisa donc qu'il avait sous la main, à l'État-major de Verdun, un historien de profession, de famille militaire, préparé par ses études à comprendre une bataille, et le chargea de renseigner le public sur les événements qui passionnaient le monde. Avec le capitaine Henry Bordeaux, accouru dès la première heure d'un état-major voisin, le sous-lieutenant Madelin reçut la mission de raconter les faits et de transmettre au jour le jour l'écho de l'épopée. Tels furent les débuts, à Verdun, de ce qui devait devenir, au bout de quelques mois, la Section d'Information.

Quels services y rendit Madelin, est-ce aux lecteurs de la *Revue* qu'il faut l'apprendre ? On se souvient assez de cet article retentissant, intitulé *l'Aveu allemand*, un des premiers

qui nous donnèrent, à nous autres spectateurs lointains, l'assurance bienfaisante de l'étendue de notre victoire : on lisait, racontés par les Allemands eux-mêmes, leurs projets, l'ivresse des premiers jours, puis le doute, la dépression, enfin le désespoir. Qu'on juge de l'effet que produisaient de telles pages lorsqu'elles venaient à pénétrer de l'autre côté des lignes! Je ne dis point qu'elles changèrent l'opinion d'un Allemand; les Allemands n'en ont jamais cru que leur état-major. Mais lorsque M. Madelin publia en brochure sa *Bataille de la Marne*, une mère française, dont le fils était prisonnier depuis Maubeuge, dépeça le volume, se servit des feuillets pour couvrir des confitures et expédia le tout en Allemagne avec une lettre : « Tu goûteras le dessus, disait-elle; tu sais que c'est le meilleur. » La censure allemande ne comprit pas et laissa passer. C'est ainsi que tout un camp de prisonniers français, qui n'avaient jamais ouï parler de la victoire de la Marne, fut instruit, grâce à Louis Madelin, par le « dessus » des confitures.

Un tel trait suffirait à justifier le rôle de la Section d'Information. Ce n'est d'ailleurs pas sans peine que les premiers « informateurs » acquirent le droit de faire reconnaître l'utilité de leur fonction. Il y a chez les militaires une méfiance irréductible pour tout ce qui écrivaille, l'hostilité de l'homme d'action contre l'homme de parole. Il fallut une longue expérience, il fallut le tact et le dévouement d'un Bordeaux et d'un Madelin pour vaincre sur ce point les premières répugnances. Mais les deux amis se passionnaient pour leur métier : il leur faisait un devoir d'aller partout et de tout voir. Jamais ils n'hésitaient, pour se renseigner de plus près, à courir jusqu'aux premières lignes, à se mêler aux combattants. Ils faisaient voir que la conscience professionnelle est une des formes du courage; leurs belles « citations » en témoignent. Ainsi ils méritaient l'estime de leurs camarades, conquéraient le respect. Ils soutenaient l'honneur de la littérature. Je pourrais rapporter de cette petite lutte plus d'une anecdote piquante. Peu à peu, les deux écrivains réussirent à en venir à leurs fins. Ils obtinrent par degrés que l'on renonçât en partie au secret de la gloire. Pendant deux ans, nos hommes s'étaient battus dans le gris, sous une brume incolore. On ne voyait plus le drapeau. Louis Madelin souleva un coin du voile. On constata aussitôt quel effet d'émulation et d'encouragement produisait sur le soldat cette

publicité nouvelle. Le Français a besoin d'amour. Il aime à être aimé. Citer des noms, conter les hauts faits de nos hommes, en faire honneur à leur régiment, à leur ville, ce fut un des moyens d'action les plus forts sur ce peuple d'amour-propre si vif. Ces articles étaient lus, commentés au village. Nous sommes toujours les Français de ce Joinville, qui se battait à la Mansourah en pensant qu'« on parlerait de cette journée dans les chambres des dames. » On en vint à tenir ces récits semi-officiels pour une sorte de récompense, comme une espèce d'ordres du jour. Plus tard, lorsque fut rétablie la distinction de la fourragère, M. Madelin fut chargé de faire l'historique des régiments qui la reçurent. Pétain, qui n'avait pas été d'abord sans une certaine froideur à l'égard de l'Information, apprit bientôt à se servir d'un instrument si précieux. Lorsqu'il devint général en chef, au mois de mai 1917, au moment des mutineries qui suivirent l'affaire du Chemin des Dames, c'est lui qui demanda à Madelin le bel article, paru ici même, sur *la Crise de la discipline en 1792*.

Je n'ai pas à rappeler cette série d'études qui devait s'achever sur les grandes fresques des *Merveilleuses Heures d'Alsace et de Lorraine*, et de *la Bataille de France*. Ces récits contiennent les éléments d'une histoire complète de la guerre. Et l'écrivain y atteint à une maîtrise accomplie. Il y a dans ces pages un instinct des ensembles, un art de simplifier les faits, de faire mouvoir les masses, de situer le sujet par la topographie, de l'éclairer par des portraits, de faire comprendre une situation, d'expliquer une manœuvre, de la placer sur le terrain et de tout ramener cependant au cerveau d'un seul homme; il y a une façon de distribuer les parties, de peindre les individus, de varier l'intérêt et de le soutenir; il y a enfin d'un bout à l'autre, pour soulever cette masse de faits, un ordre, un mouvement, un souffle, qui feront de ces beaux récits des modèles de l'histoire militaire. J'aimerais à montrer comment M. Madelin gagne cette gageure de renouveler ses tableaux, de les graduer, d'établir de l'un à l'autre une sorte de *crescendo* continu qui, à travers les épisodes et les péripéties, ne cesse pas un instant dans ces quatre ou cinq cents pages. On verrait là ce que l'histoire gagne à être traitée, suivant le mot des Latins, comme un *opus oratorium*, c'est-à-dire par un écrivain, avec les procédés de la composition et comme une œuvre d'art.

Je sais qu'il y a, sur le principe même d'écrire l'histoire des faits contemporains, plus d'une objection que M. Madelin s'est faite à lui-même. L'historien n'est pas exempt de doutes sur son « œuvre de guerre. » Si loin qu'on pousse la gravité et l'indépendance, on n'a pas avec les vivants la même liberté qu'avec les morts. Plus d'un secret demeure obscur, beaucoup de documents et de témoignages échappent. De ces faits si complexes nous ne connaissons partiellement qu'un côté, qui est le nôtre; à peine pouvons-nous aujourd'hui entrevoir ce qui s'est passé chez l'ennemi. M. Madelin a trop le goût de la science pour avoir beaucoup celui de l'actualité. Je gage qu'il lui tarde de revenir à ses études sur le Consulat et l'Empire. Il y est plus à l'aise. Le passé lui offre cette satisfaction d'arriver, dans la mesure où l'ambition en est permise aux facultés humaines, à quelque chose de définitif.

Il y a du moins un préjugé que ces études contemporaines lui ont permis de dissiper. Depuis la charmante équipée de Fabrice del Dongo, qui se promena en amateur sur le champ de bataille de Waterloo, n'y comprit rien et en conclut que la guerre est une collection de hasards incompréhensibles, c'est une vérité pour les gens de lettres que les plans de campagne n'existent que pour flatter l'importance des états-majors, que les ordres ne comptent pas, et que dans une armée le personnage le plus inutile est le chef qui la commande. De Tolstoï à Zola et à nos derniers romanciers défaitistes, nous avons cent variantes de ce cliché littéraire. Louis Madelin n'est pas de cet avis. Il pense que Napoléon a gagné lui-même ses batailles. Il estime que ses maréchaux n'étaient pas tous des incapables. Mais enfin, quand il a reconstitué de son mieux la manœuvre d'Essling ou celle d'Auerstaedt, quand il a refait sur le papier le mouvement de Davoust, il reste toujours cette question : « Est-ce bien cela? Ma bataille se tient, mais qu'en dirait Davoust? »

C'est là-dessus qu'il est précieux, pour un écrivain, d'avoir la témoignage des grands acteurs du drame. Quand Joffre se reconnaît dans *la Marne* de Madelin, lorsque Foch, ayant lu *la Bataille de France*, s'écrie : « Mais parbleu! Vous étiez donc sous la table? Des choses que je n'ai dites à personne, vous les devinez! » — l'historien a de quoi se tenir pour rassuré. Un comparse pourra contester l'exactitude d'un détail et soutenir

que dans son coin « ça ne s'est pas passé ainsi; » d'autres pourront « tolstoïser » à l'aise et faire une histoire de la guerre à l'échelle d'un chef d'escouade : nous saurons qui dit vrai, et nous en croirons les vainqueurs.

« *Vous étiez sous la table!* » Voilà bien un mot de Foch, une de ces images qui illuminent un sujet et montrent le fond des choses. Je pense que jamais compliment n'a été plus droit au cœur de M. Madelin. C'est la plus belle définition qu'on ait donnée de son talent. Sans doute, nous ne savons pas tout, et nous ne saurons jamais tout. Des millions de documents dorment dans les archives et préparent une tâche gigantesque à l'avenir. Il est possible que certains faits se trouvent mieux connus dans cinquante ou cent ans qu'ils ne le sont aujourd'hui. Mais la vérité est-elle toute dans les paperasses? En dernière analyse, la valeur de l'histoire ne réside-t-elle pas dans son pouvoir d'évocation, dans la faculté que l'écrivain possède de restituer la vie? Michelet, qui s'est tellement et si souvent trompé, n'est-il pas encore le plus grand de nos historiens, pour avoir eu plus qu'aucun autre ce don de « résurrection ? » On peut se demander, — en dépit de ceux qui font de l'histoire une collection de textes, — si elle n'est pas avant tout une peinture et une « vision, » et si le plus grand historien n'est pas le plus grand visionnaire, celui qui est capable de faire surgir le passé avec une puissance et une réalité d'hallucination? « J'ai couché, disait Henry Houssaye (dont les livres possèdent ce pouvoir à un rare degré), j'ai couché sous la tente de l'Empereur, j'ai assisté au petit lever de Marie-Louise, j'ai chargé avec Murat, j'ai vu fusiller Ney. » M. Madelin est de cette école. Qu'il s'agisse de Fouché ou de Foch, de Danton ou de M. Clemenceau, d'un personnage de l'An II ou d'un soldat de 1916, les méthodes de l'historien, son objet sont les mêmes; et il n'arriverait pas à tant de vérité, s'il n'était un tel artiste.

***

Quoi qu'il fasse, d'ailleurs, il ne pourra s'empêcher d'être heureux. Il a ce mérite irrésistible, auquel nous passons tout, cet amour de la vie qu'ont ceux pour qui la vie n'a eu que des sourires. Les épreuves n'ont pu entamer ce puissant optimisme. Trait bien digne de remarque : cet historien n'a rien d'une Cassandre. Il adore le passé, et le passé ne l'a pas

dégoûté du présent. Il a vécu dans le cloaque sanglant de la Convention, et ce spectacle ne l'a pas découragé de l'humanité. Il est passionnément admirateur de Napoléon, et il ne fait pas de vœux pour le voir revenir. Il connaît l'histoire, il connaît le monde, il a fait la guerre, traversé les grands carnages des batailles, et il continue de faire crédit à la vie.

La vie le récompense de tant de confiance. Né au lendemain de Sedan, à deux pas de l'exécrable frontière, élevé dans la pensée constante de nos désastres, il n'a jamais douté un jour de la revanche et de la justice nécessaire des choses. Il savait qu'un moment viendrait où la France rentrerait chez elle dans Metz et dans Strasbourg. Et l'« heure merveilleuse » est venue. L'historien a eu la fortune de revenir en soldat dans nos provinces libérées et de réaliser à l'âge d'homme le rêve de l'enfant.

Il a vu sous ses yeux se faire l'histoire, et quelle histoire! Après s'être penché curieusement sur nos mœurs politiques, s'être mêlé aux élections et à la chimie des partis, avoir vu le bouillon de culture de la pensée française au travail dans la cornue parlementaire, son destin lui ouvrait un autre laboratoire. Il a hanté des hommes dont l'avenir dira qu'il n'en est pas de plus grands. Joffre, Foch, Castelnau, Pétain, Nivelle, Mangin, Fayolle, Debeney, Gouraud, l'ont reçu dans leur confidence. Il a surpris le secret des grands événements. Il en a sondé les acteurs. Il sait comment se fabrique une victoire de Verdun ou une bataille de la Marne.

Rarement historien aura eu pareille chance. Quel usage M. Madelin fera-t-il de la sienne? Reviendra-t-il, muni de cette prodigieuse expérience, à ses grandes fresques du passé ? Se plaira-t-il à montrer dans la France d'aujourd'hui la race, les vertus d'autrefois? Jamais plus noble matière ne s'est offerte à l'histoire. Il est beau de pouvoir faire à la patrie un lit de drapeaux, d'ajouter ceux de la République aux trophées de la Monarchie et de l'Empire, et de dire à la France, comme Bonaparte à Lassalle, le soir de Rivoli : « Va, couche-toi dessus : tu l'as bien mérité. »

FIDUS.

LETTRES A L'ÉTRANGÈRE

NOUVELLE SÉRIE (1)

VI

A Madame Hanska, à Dresde.

[[Passy, jeudi,] 6 mars [1845].

Ma bonne chérie minette, tu as donc lu de travers ce que je te disais uniquement que nous étions volés, qu'on te faisait payer l'affranchissement, et que je le payais aussi, ce qui constituait un danger et une dépense inutile.

Voilà douze ans, chère ange, que je t'écris, et jamais une lettre n'a passé par d'autres mains que les miennes, de ma table à la boîte aux lettres. Ce n'est pas un reproche que je te fais. Je sais bien que tu ne peux pas, comme tu me le dis, mettre toi-même dans la boîte la lettre, par vingt-deux degrés de froid, surtout quand tu es souffrante. Ce n'est que le Noré qui se traîne de son lit, mourant, pour y aller, comme l'année dernière, quand j'avais la bile dans le sang et que j'étais depuis six semaines au lit, n'ayant bu que de l'eau. Mais ceux qui ont failli font plus que les gens irréprochables. Les lettres me font toujours trembler. Je n'affranchis pas les miennes, parce que la poste ayant intérêt à faire parvenir une lettre qui lui doit trois francs, en prend du souci, et je préférerais bien que tu n'affranchisses pas les tiennes, quand tu n'y es pas forcée. Voilà, madame. Et surtout, en voilà assez. Avoue que tu ne te dou-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1919

tais pas du danger de remettre à des mains étrangères tes précieuses lettres; elles allaient de main en main!... En lisant ce détail, j'avais froid dans le dos, car on peut, et cela s'est vu, acheter des lettres, les lire et les envoyer tout de même.

Bébête, ton sonnet n'est pas un sonnet (1). Un sonnet a ses lois, et c'est trois stances de même forme (que tu me transcris). Mais il est bien rassurant pour moi, car il annule tout ce que tu me dis de ta *vieillesse anticipée*. Mais je vais aller en juger par moi-même et, dans vingt jours d'ici, je serai à Dresde, car je n'y tiens plus. Je vais brocher *les Paysans* et aller, ne fût-ce que pour trois jours, voir ma chérie. Tu m'écriras de ne pas venir, je serai en route! Je te le dirai d'ailleurs par un mot.

Il est trois heures du matin; j'ai lu ta lettre d'hier, et je me suis forcé de faire, tels quels, *les Paysans*. Le 20 mars, si j'ai terminé, je prendrai une place à la malle, et j'irai en cinq jours comme une lettre.

J'ai lu l'affreusement bête tragédie de Canino, devant un auditoire choisi, à qui cela a dû paraître une mystification. Le sacrifice est fait. Il n'y a pas de lecteur possible là où il n'y a *rien* à lire, et j'ai lu des riens.

Chère minette, vous me donnez le conseil de payer mes dettes *petit à petit*.

Je vous assure que, depuis cinq ans bientôt, je les paie *grand à grand*, car, dans dix-huit mois, je ne devrai plus rien. Mais, tant que tu ne seras pas venue à Paris étudier les choses, ne juge pas les affaires de Paris. Si j'avais l'heureux hasard de rencontrer toute bâtie une maison dans les conditions voulues de notre habitation, je m'empresserais de l'acheter et je n'en ferais pas moins l'affaire de Monceaux, car, l'arpent que Plon m'a vendu soixante mille francs, en vaut aujourd'hui cent vingt mille, et en vaudra deux cent cinquante dans deux ans, et il n'y a pas de placement pareil.

La maison, 76, rue de Ponthieu, coûterait deux cent mille francs. Il y faudrait dépenser trente mille francs. Claret y est allé. Enfin, tu connais si peu Paris que tu crois Monceaux plus loin de Paris que la rue de Ponthieu, et tu es dans une erreur *capitale*. Car mon terrain, notre terrain, est en haut de la

(1) Vers écrits par le *porte-glaive* (le comte Michel de Borch) en l'honneur de Mme Hanska.

rue Miromesnil, qui, dans le mouvement actuel, sera dans quelque temps une autre Notre-Dame de Lorette.

Au surplus, je vois dans les affiches une maison vendue par autorité de justice, sur une mise à prix de trente mille francs, rue Fontaine-Saint-Georges, avec *cour, jardin et dépendances*, et je vais y envoyer Claret, M[me] de B[rugnolle], et j'irai, si cela peut faire mon affaire, car j'avoue que j'aime mieux une maison de quarante mille francs qu'une de cent mille.

Je ne tiens qu'à deux choses : pas de bruit, entre cour et jardin, et l'exposition du midi. La rue Fontaine-Saint-Georges continue la rue Notre-Dame de Lorette; il y a des gens qui ont fait des folies par là, et on y trouve des occasions uniques. Mais il faut l'argent à la main.

J'ai terminé aujourd'hui l'affaire des *Petites misères de la vie conjugale* illustrées, avec Chl[endowski]. Il a racolé un compatriote, qui s'associe avec lui, car il faut quarante mille francs pour faire ces petites bêtises de livres-là. J'ai vraiment énormément à travailler.

Le louloup demande avec raison de S[a] M[ajesté] la reine louloupienne de ne plus parler : *primo* de la *Chronique* [*de Paris*]; *secundo* des meubles florentins; *tertio* des Jardies ; et, subsidiairement, de ne plus jamais mettre en accusation le nommé Noré, attendu que les meubles florentins ne coûtent plus que cinq cents francs, et qu'ils sont supérieurs à ceux qu'on serait forcé d'acheter, modernes, à ce prix, et qu'un homme comme le susnommé a le droit de mettre cinq cents francs à un caprice, et qu'en outre il attend pour les vendre l'effet de leur publication par le *Musée des Familles* et [par] *l'Illustration;* attendu que les Jardies sont vendues et que le prix d'icelles sera employé de manière à couvrir toutes les pertes essuyées; attendu que la *Chronique* [*de Paris*] devait succomber par l'invention des journaux à quarante francs, qui balayaient, en paraissant tous les jours, un journal de soixante francs, paraissant deux fois par semaine, et qu'il ne faut pas dire à un homme (sa femme surtout), à qui une tuile tombe sur la tête : « Pourquoi es-tu sorti ? » quand il sortait pour la plus grande gloire de la maison ; attendu enfin que voici cinq ans que nous remâchons ces malheurs et que les louloups ne sont pas des animaux ruminants, et que S[a] M[ajesté] pourrait

être pleine de confusion si les meubles florentins étaient achetés à leur valeur; attendu enfin que tout ceci est profondément inconstitu-ti-o-nnel; attendu enfin que V[otre] M[ajesté] très peu chrétienne, et très peu raisonnante, me conseille de faire fortune en ne dépensant pas mes revenus, et que cette observation pèche par sa base, puisque l'impétrant empêtré n'a pas une obole de revenus, n'a pas deux liards devant lui, est prolétaire, et, de plus, doit encore quatre-vingt mille francs au moins. Si S[a] M[ajesté] a joué le lansquenet avec cinquante-deux cartes, elle a joué avec cinquante-deux assassins, car pour rendre les chances supportables, les spirituels Parisiens mêlent six jeux de cartes, et le lansquenet est le jeu le plus raisonnable, en ce sens qu'il laisse la liberté de jouer ou de ne pas jouer, tandis que la bouillotte, par exemple, ne laisse pas d'alternative, pas plus que le whist.

Tu n'as aucune idée ni de ma prudence, ni de mon coup d'œil. Hélas! c'est surtout dans le domaine moral de l'argent qu'on ne prête qu'aux riches! Un pauvre poète, assez courageux pour vivre à Passy depuis cinq ans, de n'y dépenser que cinq mille francs par an, et d'y payer deux cent trente mille francs de dettes, n'a-t-il pas, chère ange, le droit de plaisanter un petit, quand tu lui parles d'économie, comme une mère à son moutard? Tu n'es la femme de Mahomet que du côté littéraire; mais, en fait de finance, tu ne me caches pas tes terreurs, tu annules ma raison, à l'endroit de la caisse.

Voilà bien la dixième fois que je dis ces paroles, à propos des mêmes observations sur les mêmes faits. Aussi me proposai-je de reparaître devant ma Souveraine avec la même garde-robe de [Saint] P[étersbourg], et, pour lui donner confiance en moi, je lui dirai que quatre de mes belles cravates ont été gardées [là-bas] par la blanchisseuse polonaise, et remplacées par des cravates de mousseline en loques et marquées bizarrement. Mais elle aura voulu faire des reliques des miennes, ou les donner à des admirateurs de mon cou athlétique, et je lui pardonne.

Le soussigné espère que S[a] M[ajesté] louloupienne adhérera aux conclusions qu'il a prises dans l'intérêt de ses plaisirs, car c'est donner aux affaires dans nos lettres, plus d'étendue qu'elles n'en doivent avoir. Enfin, il ose espérer que S[a] M[ajesté] prendra cette plaisanterie pour ce qu'elle vaut, et qu'elle

aura souri. Conclusion : je n'ai plus parlé de Monceaux; parce que c'est une affaire excellente et terminée, je l'espère. Plon ne peut réaliser qu'en payant L[ouis-]Philippe.

Ma linette aimée, tu ne m'as rien dit de toi ni de moi dans ta lettre; tu ne réponds pas à la mienne, et j'ai de telles inquiétudes, que si je n'avais pas *les Paysans* à donner à *la Presse*, je serais parti incontinent. Nous avons un hiver bizarre; le froid vient de reprendre avec une intensité inattendue, et je crois qu'il durera tout mars. Aussi ne pourras-tu quitter Dresde qu'en avril avec sécurité. Je pense à la *Stadt-Rom* depuis dix jours; je vois l'hôtel [de Saxe] et la place, le petit dôme de l'église, le marché... Ah! comme j'y voudrais être!

Si l'affaire de la maison rue Fontaine-Saint-Georges était approuvée par Gavault et Claret, chacun dans leur spécialité, et qu'elle convînt comme habitation, mon acquéreur [des Jardies] ne me donnant que dix mille francs comptant et remettant les dix-huit mille autres à payer après l'accomplissement des formalités, peut-être faudrait-il que tu envoyasses tes *métalliques*, et je ne sais pas comment, mais il y aura toujours le temps de se retourner. En quinze jours, je ferai bien dix mille francs en travaillant.

D'ici la fin de cette semaine, nous aurons visité la maison et tu auras de moi une lettre, à quatre jours de celle-ci, pour te dire ce qui en est, car c'est quelque chose d'important que de restreindre son loyer de quatre mille à deux mille francs à Paris. Je suppose que sur une mise à prix de trente mille francs, il y ait une enchère du tiers, ce qui fait quarante mille francs, et aujourd'hui on n'a que quinze cents francs de rente avec quarante-deux mille cinq cents francs [de capital], et il y a bien cinq cents francs de portier, d'impôt et de réparations annuelles, ce qui fait les deux mille francs. Or, deux mille francs de loyer, ce n'est rien à Paris. On n'a presque rien pour ce prix, en appartements.

Voilà beaucoup parler d'affaires, et j'en parle encore en t'annonçant que l'édition de *la Comédie humaine* sera vraisemblablement achevée d'imprimer en avril, si Messieurs les imprimeurs veulent faire un effort. Cela fera dix-sept volumes.

La deuxième édition en aura sans doute vingt-quatre, et si c'est un succès, si les libraires la tiraient à six mille exemplaires, je deviendrais non pas riche, mais j'aurais la pâtée et la

niche, le nécessaire. J'ai beaucoup gagné auprès des gens sérieux; on commence à comprendre que je suis beaucoup plus historien que romancier. Enfin, on ne [me] conteste plus, et c'est alarmant. Il faut que l'on crie après moi pendant dix ans encore.

Adieu, mon bonheur chéri, ou plutôt, à bientôt, car je vais me mettre en mesure d'aller voir les rives de l'Elbe. Il est indécent que tu restes là trois mois sans que j'y vienne, quand je suis allé à [Saint-]P[étersbourg]. C'est insultant pour nous deux, et je suis dans un mortel chagrin d'avoir à écrire [en ce moment] autant de lignes qu'il y a de pas entre nous.

Mais si tu me vois le 25 ou le 30 de ce mois, tu peux me regarder avec admiration : j'aurai fait un terrible tour de force. Maintenant, ma décision est prise, et je vais travailler avec une [ardeur] extrême, et Dieu veuille que le bonheur [de l'exécution] soit égal à la volonté !

Le jour me surprend à t'écrire, et j'aurais dû faire le traité des *Petites Misères* [*de la vie conjugale*]. Allons, chère vie de mon âme et principe de tous mes efforts, il faut te quitter pour toi-même et travailler comme jamais, afin de ne plus tarder. Eh! si j'avais su, je pouvais encore partir le 1er février et être de retour ici le 1er mars, t'ayant [vue] pendant quinze jours. Je t'écoute trop! Maintenant, je broche mon ouvrage et je pars, ne fût-ce que pour te voir me prier de repartir. Je t'aurai vue. Après tout, l'imprudence de [Saint-]P[étersbourg] n'a pas été grande et ne t'a fait aucun tort.

Allons, ma minette, mon minou chéri, mille caresses et mille tendresses. Adieu, pense à moi, mais écris-moi plus en détail que tu ne le fais, et tous les jours. Tu as tout ton temps. Tu n'as pas de *Paysans* à écrire. Tu peux me réjouir de ton écriture, de ta chère pensée, beaucoup plus que moi, et c'est moi qui écris les plus longues lettres et le plus souvent.

Voilà le grief sérieux de cette lettre, et ce qui me confond quand je soupèse tes lettres. Oh! chère ange, si tu savais ce que sont tes douceurs pour un pauvre homme, qui travaille plus quand il ne travaille pas que quand il travaille, qui ne vit que par son Ève et qui ne songe qu'à elle! Je t'en supplie, si tu m'aimes, écris-moi plus souvent, n'affranchis pas, et aime-moi encore plus, ou, si tu veux, dis-le moi davantage. Je t'envoie bien des impatiences dans mes tendresses et bien des baisers

donnés au vent depuis des jours. Ils pourraient dégeler la Saxe en y arrivant.

Ma minette, soigne-toi surtout.

VII

A Madame Hanska, hôtel de Saxe, à Dresde.

Passy, 20 mars [1845].

J'ai reçu hier, chère, votre dernière lettre où vous me marquez une sorte d'effroi de me voir venir là où vous êtes, comme s'il y avait eu, à [Saint-] P[étersbourg], moins de dangers semblables à ceux dont vous parlez. Pourquoi cette lettre m'a fait tant de mal? Je ne saurais le dire. Elle vient après trois autres où je vous vois prise par la *société*, par le monde, embarrassée à cause de gens que vous n'avez jamais vus. Vous m'écrivez poussée par une sorte de nécessité, vous me parlez une heure en huit jours, et je ne vois plus clair ni dans votre pensée, ni dans votre cœur. Je suis resté comme foudroyé.

Vous m'y laissez dans l'inquiétude de savoir si *toutes* mes lettres vous sont parvenues, en ne m'y répondant pas, en [ne] me disant pas quelle vous avez reçue, et vous me faites apercevoir comme un persécuteur et une persécution.

En m'écrivant tous les jours, ou peu s'en faut, à P[étersbourg] et à W[ierzchownia] vous me mettiez dans votre cœur. Enfin, il y a quelque chose qui m'oppresse.

Vous ne voulez pas de moi à D[resde] à cause d'une espèce d'hostilité qu'il y a contre moi. Hélas! Je la trouve partout. Mais vous serez obéie, et je n'irai pas. L'état moral dans lequel je vis depuis trois mois a produit l'inertie la plus complète dans mon cerveau; le cœur a tué l'intelligence ou son jeu; je n'ai pas une ligne d'écrite sur *les Paysans* et il faut absolument les reprendre [dans *la Presse*], le 10 avril. Un désir de toi m'aurait fait envoyer promener tous les journaux ensemble et tous les publics et la gloire. Mais peut-être vais-je me mettre à travailler, puisque tu ne me veux pas.

Voici bientôt trois mois que tu es à D[resde]. Tu aurais pu te partager entre ton pauvre souffrant de Passy, ne donner que peu au monde. Je viens de relire toutes tes lettres de D[resde], et il n'y en a pas une seule où tu ne sois obligée de ne me don-

ner qu'un instant. Je ne te reproche pas d'y être restée. Il eût été insensé de voyager par cet hiver, qui a mis de la neige jusqu'en France, à rendre les chemins impraticables. Mais, qui t'empêchait d'être une heure avec moi tous les jours? Cette pensée a fait de grands ravages chez moi. Je suis resté sept heures dans une tristesse de suicide, car ta lettre était une sorte de coup de grâce, et j'ai bien vu que tu ne sais pas ce que tu es pour moi, ni combien je t'aime, ni... Enfin, ces récriminations d'une jalousie qui ne s'attaque qu'à l'âme et à son exhalation, pour ainsi dire, en amènent, chez toi, qui s'attaquent à des faits. Je me tais [donc], et je vais me mettre à l'ouvrage, afin d'être à F[rancfort] quelques heures après avoir reçu la lettre où tu me diras de venir.

Les journaux t'auront appris la fin de Dujarier. Je m'étais lié avec ce garçon depuis trois mois ; il m'avait chargé de le marier, et Mme de Bocarmé ne demandait pas mieux que de lui donner sa fille.

Mais, à l'entrevue, elle le trouva poitrinaire, ce qui était, et n'en voulut plus. Il avait chargé un de ses amis de le marier, comme il m'en avait chargé aussi, et, le jour de sa mort, il devait arrêter le contrat. Il s'est conduit plus en gentilhomme qu'en parvenu, car la veille du duel il est allé passer la soirée chez [Alexandre] Dumas. Il fut gai, et, à onze heures, il le prit à part en s'en allant et lui dit : « qu'à raison de leur mort respective le traité devant être nul, relativement à l'exploitation de ses œuvres, il ne voulait pas qu'il fût dans l'embarras jusqu'à ce qu'il eût trouvé un éditeur, qu'il se battait [le len]-demain, qu'il pouvait être tué, » et il lui donna trois billets de mille francs.

[Là-dessus], il est rentré écrire son testament.

Cette nouvelle m'a fait mal ; j'avais joué et dîné avec lui dix jours auparavant, le jour même où il avait eu Lola Montès. Mme Gay lui dit à ce dîner qu'il avait un *abattement indiscret*. Lola Montès n'était pour rien dans le duel, *sans motif sérieux*, et dont l'histoire est trop ténébreuse pour être écrite. Je vous la raconterai. Il était aimé à *la Presse*, où Girardin est haï. Ce fatal événement a été la cause d'une affluence excessive à son convoi, et l'église a été la cause d'un redoublement [d'empressement]. L'archevêque a refusé de recevoir le mort à l'église. Il a dit avec justesse que le cas était trop public, que

les témoins s'étaient enfuis, qu'il était mort sur le coup, et que personne n'était venu faire le pieux mensonge de dire qu'il avait demandé un prêtre, qu'on n'avait pas même eu la pensée d'en aller chercher un, et que tout Paris savait qu'il était sorti des bras de Lola pour aller [se battre] au Bois de Boulogne.

J'ai cru devoir me montrer à son enterrement; j'ai trouvé [là] *mille* amis! Méry, qui est très frileux, et qui devait porter un des cordons du poêle, est resté dans sa voiture. On m'a prié de le remplacer, et, dans ces circonstances, en présence de ce corps et de l'église fermée, il a fallu marcher, tête nue, de la rue Laffitte au cimetière Montmartre, au milieu d'une foule pressée, comme celle d'un bal de l'Opéra.

La danseuse espagnole, en voyant rentrer les pieds en avant ce garçon qu'elle attendait avec assez d'anxiété, a été renversée. Elle a été emportée évanouie.

Aussitôt que j'aurai fini *les Paysans*, j'aurai besoin d'un long repos, d'un repos absolu d'au moins six mois. J'ai les nerfs dans un état pitoyable. L'abus du café me fait remuer tous les nerfs des yeux ; je me sens épuisé. Cette longue attente du cœur, du bonheur, d'une vie rêvée, m'a plus détruit que je ne le croyais. Je ne vois rien de décidé dans ta pensée pour nous; il y a dans ta volonté bien des choses flottantes, et cela s'accorde avec les paroles de doute de [Mademoiselle] Borel. Je suis agité, dans le principe même de ma vie, à en mourir. Cette incertitude plane sur toutes choses. Aussi n'y a-t-il qu'un mot pour rendre ma situation : *Je me consume.*

Je te pardonne tous les maux qu'il y a dans cette phrase, car ils viennent plus des choses que de toi-même, et peut-être de mon cœur qui, lui aussi, a de l'imagination.

Une profonde mélancolie est entrée dans mon âme, apportée par cette dernière lettre où il n'y a que deux mots de tendresse, rien de ta vie, et écrite à la hâte.

Quand je t'écris, je t'écris en me levant à deux heures du matin, dans le silence et la nuit, dans le recueillement. Je ne demande pas cela ; mais voici bien des fois que je te demande de me donner un quart d'heure tous les jours. Enfin, tu es *l'aimée* et tu le sais bien, quoi que tu dises. Tu sais bien que, nous ne devrions plus nous revoir, tu agiterais ma vie jusqu'à mon dernier soupir, que tu serais l'étoffe même de mes pensées. Tu te sais aimée absolument !

Si tu es le 15 avril à F[rancfort], il est inutile que je t'envoie le paquet de livres à Dresde. Si tu n'as pas le temps de m'écrire, tu ne dois pas avoir celui de lire, et d'ici là, d'ailleurs, *la Comédie Humaine* sera achevée, comme impression.

Allons, je vais me mettre aux *Paysans;* il le faut, dussé-je y dire des sottises, et je vais travailler aujourd'hui, Jeudi-Saint.

Je t'envoie une petite branche de buis bénit dans la petite église de Passy; cela te fera sans doute plaisir. J'en mets tous les ans une branche à ton portrait, et une branche dans mes manuscrits.

Je t'aime bien, ma chère louloup, et avec trop de naïveté peut-être. A bientôt; car maintenant vingt-cinq jours ou trente, ce n'est presque rien, surtout quand ils vont être remplis par le travail.

Dans la petite lettre, qui a précédé celle que je viens de recevoir de quelques jours, tu me dis d'entrer à l'Académie, et dans tes lettres de [Saint-] P[étersbourg] et de W[ierzchownia], quand je te disais qu'il fallait que j'eusse une maison et une certaine apparence pour entrer à l'Académie, tu me disais d'attendre deux ou trois ans, et tu me dis aujourd'hui qu'on t'a fait souffrir de ce que je n'en étais pas. Je sais tes lettres par cœur, mon cher petit loup bien-aimé.

Je ne veux pas finir par des gronderies à la Géronte, et je t'avoue que, quand je regarde ton portrait, je me dis : « Tout lui est permis. Sa logique, c'est la beauté, comme son amour est mon bonheur. » Il ne faut jamais discuter ce qu'on aime. Mille caresses au minou chéri.

Allons, adieu; aime-moi bien.

VIII

A Madame Hanska, Hôtel de Saxe à Dresde.

[Passy], 24 avril [1845].

Mon chéri louloup, la nécessité de me faire envoyer mes épreuves m'a fait perdre en démarches quatre grands jours. Cette petite chose a nécessité des travaux comme pour réunir la Belgique à la France, et il en résulte que les deux seuls pays d'où je puisse travailler, c'est ou Francfort ou Berlin. Mes

places sont retenues à Francfort et ici ; je pars demain, et je ne sais pas si tu ne me verras pas avant cette lettre. On attache du prix à ce qui est avant la lettre, mais j'aimerais mieux que tu fusses prévenue. Je t'écris à la hâte, au milieu des paquets et des préparatifs.

Mais à cause de ta sœur, je t'écris une lettre que tu peux laisser voir.

Je ne te dis rien, qu'un mot que je te dirai cent mille fois dans un regard d'ici à cinq jours; c'est : je t'aime comme un fou! (1).

HONORÉ, dit NORÉ.

IX

A Madame Hanska, poste restante à Francfort.

[Passy, 31 août-3 septembre 1845]
Dimanche 31 août.

Mon Ève chérie, ainsi que je l'avais présumé, la route était libre par Lille, et après notre adieu, si triste pour moi, quoique momentané, j'ai trouvé place dans le coupé de la diligence pour Paris.

Ma chère âme, je suis si fatigué, et hier je l'étais tant au moral et au physique, qu'après avoir pris langue, je suis venu me coucher à Passy, car il y avait vingt-quatre heures que je n'avais fermé les yeux. Cette séparation est un événement pour mon cœur. Je n'avais jamais si bien vécu cœur à cœur avec mon Évelette ; j'étais déchiré dans toutes les bonnes accoutumances de la vie, dans toutes les joies inattendues qui naissaient pour moi. Je souffrais de cette renaissance interrompue de ma jeunesse, d'une conjugalité inespérée, adorable, qui surpasse mes souhaits. Je ne sais si je dois te dire des choses si cruelles, mais sans le ressort des obligations, des affaires,

(1) Balzac vint retrouver Mme Hanska vers le 1er mai 1845 à Dresde, d'où ils allèrent s'installer pour un mois à Canstatt. Il passa avec elle, sa fille, et le comte Georges Mniszech, fiancé de Mlle Hanska, quatre mois (mai-août 1845). Mme Hanska et sa fille, quoique n'ayant pas l'autorisation nécessaire, virent, pour la première fois, Paris ; pendant ce temps, Balzac les fit passer sur son passeport (ainsi qu'il l'avait projeté) pour sa sœur et sa nièce. Ils firent ainsi des excursions en Allemagne, en France, en Belgique et en Hollande, et c'est à Bruxelles, à la fin d'août, que Balzac quitta ses compagnons de voyage pour retourner seul à Passy.

des manuscrits à composer *et immédiatement*, je crois que j'allais m'affaisser comme un ballon piqué.

Passer de la contrée aimée, où j'étais comme dans la riche nature des Tropiques, au Groënland, c'est une si affreuse transition que les ennuis que je viens de trouver [ici] et ceux de la gouvernante ne me font pas l'effet d'une mouche qui bourdonne. Tout m'est indifférent ici de ce qui ne vous concerne pas, pour ne pas dire odieux, et c'est à un tel point qu'hier, accablé de fatigue, barbe de huit jours, poussière de vingt-deux heures de route, linge sale, costume de voyage, je suis allé chez Froment Meurice, avant de venir ici; m'occuper de toi, de ton Anna, m'a paru le comble du bonheur, et j'ai eu quelques larmes [aux yeux] en arrivant rue Lobau, ta dernière étape, ton dernier plaisir!

Froment [Meurice] est acquitté de tout blâme. Eugène Sue a voulu donner un grand dîner sans doute pour célébrer la fin de ce roman d'épicier qui s'appelle le *Juif-Errant*, et il a voulu son [service d']argenterie à heure fixe. Froment est arrivé pour le mettre sur la table, une heure auparavant le dîner; mais il a gagné la fièvre à ce travail forcé. Il est resté au lit; il a dessiné au lit. Mais, malgré son désir, la divine broche et les boucles d'oreilles à deux fins n'étaient au contrôle que du matin même, et elles n[']e[n] doivent revenir que demain. Ah! louloup, revoir la place de la Concorde, ces endroits aimés, la route que je ne faisais pas seul, la faire avec des souvenirs, non, c'est un supplice que je ne connaissais pas!

Mille souvenirs et mille vœux d'amour, mon minou adoré, ma chère compagne adorable, aimée, regrettée à toute heure.

X

Lundi, 1er septembre.

Je suis rentré hier pour dîner. Ce matin, j'ai eu la force de me lever à trois heures du matin, de ne pas prendre de café. Mais, pour me tenir éveillé, [pour reprendre] mes habitudes, j'invente, mon louloup, de t'écrire, et alors je suis, comme à Anvers, les yeux comme deux charbons, malgré les fatigues.

Je suis consterné. Pas de maison possible à Paris; autour de Monceaux, pas d'appartements. Tout est d'une affreuse cherté, peu de choix. Les rues entre Monceaux et le chemin de

fer se sont meublées de maisons depuis quatre mois, et tout est loué à mesure que les bâtisses [se] finissent. Ce matin, pendant que j'irai chez Rothschild, chez Froment [Meurice], à la Douane, chez Gavault, etc. (et il faut auparavant corriger cinq feuilles de *la Comédie humaine* qui sont là) la gouv[ernante] ira battre Passy et voir la maison de la route du Ranelag[h] avec ordre de louer à tout prix.

Me voici fouetté par mille difficultés, car Chl[endowski] est furieux et parle procès. Sa femme est venue hier pendant mon dîner. On lui a promis les *Petites misères* [*de la vie conjugale*] pour mercredi. Elle s'est en allée joyeuse. Maintenant, ange chéri, tu sais ce que c'est [ici] que des courses à faire, et cinq feuilles [de *la Comédie humaine*] à corriger. J'ai là une journée laborieuse.

Adieu pour aujourd'hui, minette adorée.

XI

Mercredi 3 septembre.

Je fais des efforts inouïs pour réhabituer mon corps à mon lever et à mon coucher, mais, surtout, à rester à une table, à écrire dix ou douze heures, après cette vie errante et animée, oisive et curieuse, voyageuse et amoureuse, que je viens de mener pendant quatre mois. C'est affreux, c'est un supplice ! Oh! que l'œuvre d'être libre, de ne rien devoir, donne de force! Oh! que le désir de revoir une Ève donne de puissance!

Je viens de revoir encore ton cher minois de Vienne, et de corriger les cinq feuilles [de *la Comédie humaine*] une deuxième fois. Oh! tu es bien belle, et le souvenir de nos deux mois te rend irregardable! J'ai trop d'émotions.

J'attends ce matin Chlendowski, et je n'ai pas encore une ligne d'écrite [pour lui]. Mon Dieu, quitter ce cabinet plein de oi, y écrire pendant quarante-cinq jours!

Méry a raison; il y a dans l'amour vrai des supplices auxquels les romanciers, ces historiens du cœur, n'ont pas pensé. Ah! louloup, je croyais savoir combien je t'aime; j'essayais de te le dire. Mais il fallait deux mois de bonheur, et me trouver [après] à cent lieues de toi, pour mesurer la profondeur du mal dans mon cœur, et savoir tout ce que tu es pour moi! Je respire avec douleur, voilà ce que je puis dire.

Le bruit court que je suis marié avec une princesse russe, qui a des millions de rente. Excusez du peu.

Le Charivari a fait un article, *fort serviable* par sa bêtise et sa drôlerie, où l'on me représente avec douze princesses russes et allemandes. Voilà l'état des cancans.

Fontenay a dîné chez Mme [de] Girardin. Il a dit m'avoir vu, sans te nommer, en *Wictenberg*, et Mme [de] Girardin m'ayant demandé si c'était le nom de la voyageuse, je lui ai dit : « Si vous m'aimez, madame, au nom de Dieu, que mes amis De Wurtemberg ne sachent pas que j'ai voyagé avec des Allemandes ou des Espagnoles, et ne dites rien à M. de Fontenay. » Ma vivacité l'a trompée. Je ne crois pas à une indiscrétion de F[ontenay] sur nous, car rarement un Français croit au succès d'un autre Français. D'ailleurs, mon retour et mes travaux vont faire évanouir tous ces bruits qui sont, dans Paris, ce qu'est un individu dans la foule. [Eugène] Guinot aurait, m'a-t-on dit, appris à Baden, d'un Polonais, la nouvelle de mon mariage avec une riche princesse russe.

Pardonne-moi, chère Évelinette, le décousu de ma lettre; c'est écrit à bâtons rompus. Je ne suis pas encore allé chez Plon. *La Comédie humaine* sera finie dans ce mois-ci.

Ce sera, mon ange, un grand fardeau de moins sur mes épaules. Demain Dutacq et Gavault viennent, et, tous les jours, j'aurai, jusqu'à ce que j'aie traité de mes travaux et d'une maison, des conférences et des courses.

Mais ma promesse est encore plus sacrée pour la femme que pour la *maîtresse*, et je t'écrirai tous les jours, dussent nos intérêts en souffrir. Faisons souffrir les intérêts, jamais le cœur!

Adieu, à demain, puisque je ne te laisserai jamais un jour sans une page, et toi de même. Ah! je prévois une demande de mon loup. Pourquoi es-tu allé chez Mme de Girardin, sitôt, etc.? J'y suis allé, belle dame, pour placer là, à *la Presse*, deux *Petites misères* [*de la vie conjugale*] inédites, et [je] l'ai vue parce que Girardin est absent. Enfin, j'oublie encore de te dire que tu ne peux pas avoir ton bracelet pompadour parce qu'il est vendu, que la personne ne le cède pas, et que le double n'a pas été fait. Comme j'entends que ma femme ait un bracelet de moi, et qui représente *nos villes*, je n'ai pas insisté. Les dessins [des pièces du nécessaire] de la

toilette [d'Anna] seront faits en grand, et je les apporterai à Dresde. [A mon retour ici], on exécutera le tout pour le mois d'avril, et je l'apporterai [ensuite, à mon premier voyage].

Ma première lettre partira dimanche, selon nos conventions. Dieu veuille que tous nos traités soient terminés et que j'aie une maison. Si je n'ai pas la grande de Passy, je suis décidé à mettre deux mille francs à une maison seule, qui donne sur le parc Monceaux. Elle est horrible, incommode; mais seule, avec un jardin et à Paris. J'y arrangerai deux pièces : ma bibliothèque et ma chambre, et tout le reste sera à l'état de garde-meuble. Voilà ma résolution du moment.

Alors, adieu, ange aimé, qu'on ne peut pas plus quitter en personne qu'en souvenir, et la plume à la main. Tu sais maintenant que je n'ai jamais aimé que toi, depuis que je vis, aimé de ce triple amour qui comprend le cœur, la tête et les sens, le passé, le présent, l'avenir! Tu sauras bientôt que je n'aimerai jamais que toi. Mon cœur est dans ton cœur. Je te suis des yeux dans l'espace, me demandant où tu es, si tu es sur le Rhin, sur le chemin de fer rhénan, badois? Ma pensée est tout à fait incomplète; elle est forcée d'être toujours à toi, par mon cœur, quand mon esprit a besoin de toute ma pensée.

Oh! l'on ne devrait pas avoir à travailler de la littérature quand on est si heureux, et, à la fois, si malheureux!

Adieu.

XII

Samedi 6 [septembre] à cinq heures du matin.

Il n'y a rien de fait encore, mais je vais voir le propriétaire ce matin, et j'aurai terminé. Je suis décidé. Je ferai encore une fois un bail au nom de la gouvernante, et je le ferai enregistrer pour qu'il soit valable. Et puis, à une date postérieure, je ferai, par devant notaire, un bail à mon nom, où celui de la gouv[ernante] sera annulé. Je ferai le bail chez mon ami Outrebon, le notaire, en secret, et ce sera à moi que la promesse de vente sera faite. Si quelque créancier me cherche chicane, j'opposerai le bail de la gouv[ernante], et comme moi seul et le propriétaire connaîtrons l'existence du deuxième bail, on ne pourra pas nous contredire. Cette précaution est extrêmement nécessaire.

J'ai des nouvelles de M. Fessart. Tous nos créanciers disent :

« M. de Balzac est un très honnête homme; et travaille tant et mène une vie si sage qu'il deviendra riche d'ici à deux ou trois ans. Nous avons attendu ; nous attendrons. » C'est flatteur, mais c'est gros de procès et d'argent à donner. Mais la nécessité les ramènera, un à un.

Dans ce moment, il faut me loger absolument, et il me faut travailler avec une excessive ardeur. Or, la maison de la rue Franklin me loge sans frais, chèrement, il est vrai; mais elle m'ôte tous soucis. Du 1er au 10 octobre, j'aurai fait mon déménagement.

Puis, le propriétaire s'engage à me la vendre, pendant un an, à un prix de cent mille francs, sans que je sois tenu de la prendre. J'ai donc la liberté d'acheter ou de ne pas acheter. C'est la sagesse même, n'est-ce pas?

Quelque sinistre que soit pour moi la gouvernante, quelque affreuse qu'en soit la vue, elle seule peut être mon prête-nom; elle a la plus exacte probité. D'ailleurs, le second bail évite tous les inconvénients des contre-lettres, et met fin à l'ennui d'être sous son nom et à cette apparence [que cela lui donne] de maîtresse de maison.

J'ai bien des ennuis; mais elle ira jusqu'au mois de janvier, je le vois, et, vers cette époque, le jour où je serai propriétaire, elle ne restera pas dans *notre* maison; je le vois à ses discours, elle a pris son parti. Je n'achèterai qu'après six mois d'habitation, car il faut bien connaître la propriété.

D'ailleurs, il y a des dépenses folles de faites par ces heureux bourgeois, au temps de leur bonheur. Des conduits en plomb partout, pour avoir l'eau de la Seine partout, en sorte que l'on a des jets d'eau. Cela a coûté cinq à six mille francs. Puis, comme ils étaient sur le roc, ils l'ont fait creuser, et ils ont acheté la terre d'un arpent de jardin, et ils l'ont transportée sur leur terrain. Cela a coûté dix mille francs. La maison a dû coûter, à cette hauteur, en 1805, plus de cent mille francs. Enfin, il est certain que cela est revenu à plus de deux cent mille francs. Ce matin, je vais donc terminer, comme je te le dis, et, à Dresde, nous déciderons si j'achète, ou si je n'achète pas, si je loue pour quatre ans, ou si je ne loue pas. A moins que tu ne me donnes par un mot un absolu pouvoir, je resterai dans ces conditions. Je puis te répondre que c'est aussi beau, comme vue, que le paysage de Tours.

Hier, j'ai vu Furne. Toute *la Comédie Humaine* sera finie en octobre. Il est très content. Il va exploiter cela. Tout le monde lui dit qu'il n'y a encore que moi dont on puisse dire avec assurance, dans cette époque, que je serai dans *les classiques!*

J'ai vu Plon; le Roi recule à mesure qu'il avance. Le Roi veut maintenant ses treize cent mille francs.

Je ne sais vraiment pas si cette affaire se fera. Je serai toujours d'avis d'y mettre une somme pour l'avenir. C'est le placement le meilleur et le plus sûr; mais, si l'affaire Franklin a lieu, je ne lui demanderai plus que deux arpents, pour cent trente mille francs; c'est tout ce que nous pouvons nous permettre. Et encore, cent mille francs [à] payer en décembre 1846, et trente mille francs seulement en achetant, n'est-ce pas? Réponds-moi bien sur tout cela, mon louloup. Je fermerai ma lettre demain et te dirai tout ce qui se sera fait pour [la rue] Franklin et les journaux. Hier, je suis allé à la poste à quatre heures, et pas de lettre! Où donc as-tu mis ta lettre à la poste, mardi?... Hier au soir, j'ai dormi à sept heures. Je suis à peu près sûr de retrouver mes heures de travail, de manger, de me coucher, et, si les difficultés du logis sont résolues, j'aurai de la tranquillité dans l'âme, car la maison est à ma disposition, et je puis faire le déménagement à mon aise, et tout en travaillant ici jusqu'au dernier moment.

Je me mets ce matin a écrire de *Petites Misères* [*de la vie Conjugale.*] A ce soir ou demain. Mille tendresses à mon Évelin[e], mille caresses au minou, mille baisers à mon loup... J'ai bien des regrets à toute heure. Hier, en passant rue du Mail, François m'a salué dans un cabriolet. Je suis devenu pâle. Le cocher a cru je ne sais quoi. Enfin, je vis d'espérance et je me dis que dans les moindres choses que je fais, il s'agit de *nous!*

XIII

Dimanche 7 septembre, quatre heures et demie.

Je me lève. Je t'embrasse [en effigie] avec délices. J'ai eu hier au soir ta lettre. Figure-toi, mon Évelette, que j'ai eu du malheur. Ta lettre qui a reçu un pâté d'encre, s'est collée à une autre, et il y a eu un retard, constaté par la poste sur l'enveloppe. La directrice [du bureau] qui, depuis deux jours, voyait mon anxiété, m'a crié : « Monsieur, il y a une lettre, »

en me voyant, et m'a fait voir la chose [avec une joie quasi-personnelle]! Et quelle lettre! Je l'ai lue en allant tout doucement par des endroits solitaires. Ah! être aimé ainsi, c'est à ne plus écrire une ligne, et [à] rester couché aux pieds de son Ève!... Enfin, j'ai dormi! Je dois te l'avouer, voici deux jours que je n'ai pas pris de sommeil, tant ce retard m'inquiétait. Mon Ève, songe que si je n'ai plus quarante feuilles [de *la Comédie Humaine*] à faire, j'en ai toujours dix-neuf. Tu vois qu'au lieu d'écrire les manuscrits [pour] Chl[endowski] je t'écris à toi. Je t'écrirais toute la journée. Hélas! Je t'aime comme un fou, je voudrais être près de toi! Je n'ai pas encore une ligne d'écrite! En me levant, je viens de relire ta lettre, et je l'ai lue les larmes dans les yeux. Tout ce que je t'ai écrit doit te prouver que ce que tu regardes comme au-dessus de l'homme et l'apanage de la femme, est le fait de ma vie; je ne pense qu'à toi et à toute heure!

Il y a de trop bonnes nouvelles pour que je ne m'interrompe [sur ce sujet], et ne te les dise pas à l'instant. J'ai soupçonné chez la gouv[ernante] un intérêt à me renvoyer d'ici, et j'ai voulu sonder les Grandemain. J'ai dit au marchand de bric à brac de Passy, qui est leur ami, que j'étais chassé de chez eux, qu'ils faisaient des bêtises, qu'on ne renvoyait pas un bon locataire, etc., etc. Comme cet homme est sur la route de la poste, et que j'allais à la poste deux fois par jour (mon ange, ce chemin est pavé d'inquiétudes, de joies, de mélancolie et de bonheur!), je pouvais causer avec lui. Je lui avais dit cela hier matin, et, à cinq heures, en allant chercher ta lettre pour la deuxième fois, Fontaine [le marchand] me dit : « Je vous ai dit ce matin que Mme Grandemain voulait bien vous garder; mais quand elle a su que je vous l'avais dit, elle est déjà venue encore savoir pourquoi vous ne lui avez pas parlé. » Donc, j'ai deviné que j'étais sûr de rester ici, malgré l'assurance que la gouvernante me donnait du contraire. Je suis alors entré chez Mme Grandemain, et je suis convenu avec elle de rester dix-huit mois, à huit cents par an, avec une loge de portier à moi et une remise, en plus, et de pouvoir m'en aller à tout moment, en lui donnant un terme.

Si j'étais allé dans la maison tant désirée, il aurait fallu payer un loyer de huit cents francs au moins, si je l'achète, et de deux mille francs par an, si je ne l'achetais point. J'écono-

mise donc, et ma peine, et mon déménagement, et de l'argent. Ceci te rendra triplement heureuse, n'est-ce pas, ma ménagère ? Enfin, j'ai découvert que la gouvernante et Mme Grandemain ne se saluent plus, et, quand j'ai interrogé la gouvernante, elle m'a dit que Mme Grandemain, *par des cancans* au sujet du séjour de ces dames, l'avait mise dans le cas de lui répondre *que j'étais libre, qu'elle l'était aussi*. Enfin, le renversement total de son système de *monsieur, madame*. De là son envie de quitter la maison Grandemain. Mais je reste, et [je] reste avec d'autant plus de raison que, comme nous aurons sans doute la maison Franklin, je pourrai surveiller les embellissements, réparations, arrangements [etc...] et ne déménager qu'à mesure et à mon aise. Ce matin, le propriétaire vient, et je lui demanderai tout bonnement sa parole de me vendre [la maison] à cent mille francs, jusqu'au 1er janvier, sans que je sois forcé de prendre, et je t'en apporterai les plans [extérieur, intérieur], et le croquis. J'ai un pressentiment que ce sera notre demeure, au moins pour dix ans, et que, si Passy n'est pas réuni à Paris, si jamais nous y rentrions, nous serions assez riches pour garder cet éden, d'où Ève ne voudra sortir pour aucune personne.

Je reviens à ta lettre, et je t'en remercie, car je serai, je crois, toujours amant et jamais mari. Je l'ai lue avec tous les sentiments qu'elle excite, une adoration agenouillée moralement devant cette exquise perfection du cœur. Oh ! louloup, l'amour, l'amour violent et durable, nous tient collés l'un à l'autre !

Tu es bien ma femme, mon rêve et la réalité. D'entre chaque ligne sort une image de nos chers plaisirs, de notre union, de cette perpétuelle cohérence des âmes, même dans nos petites disputes, qui a marqué ces quatre mois et qui ne cessera jamais ! Je n'ai jamais aimé [que toi], je le sens ! Il n'y a pas en moi la moindre envie d'écrire autre chose que ce que je t'écris. Ah ! voilà comme une Évelette écrit quand elle aime ! Tu m'as fait suivre ta vie pas à pas, et j'y étais comme tu es dans la mienne, en me lisant ! Maintenant, sois tranquille, je serai du 15 au 20 octobre à Dresde, et [je] [ne] repartirai que le lendemain de ton départ ! En pensant à notre séparation pendant quatre mois, les six semaines ne me semblent plus rien. Aussi, ai-je bien envie d'aller jusqu'à Wierzchownia. Je

ne suis retenu que par la crainte des bruits confirmatifs qui se répandraient sur notre mariage. Je vais le plus ruiné possible, à travers Paris; je fais voir, le plus possible, un état bien éloigné de la vérité. Mais il vient de Bade des cancans polonais.

Voici huit jours que je suis revenu; ils se sont passés en courses, en inquiétudes, en pourparlers, et je n'ai pas écrit autre chose que seize feuillets pleins à ma femme. C'est un adorable symptôme d'amour pour elle, mais un affreux symptôme financier. Cela aurait fait les *Petites Misères* [*de la vie conjugale*] qui manquent et dont on offre trois mille francs. J'en ai fait de *grands bonheurs*, mais cela retarde mon retour auprès de toi. Pour t'aimer, il faut ne plus t'écrire que quelques lignes, et faire au plus vite les manuscrits dus.

Malheureusement, ma plume est comme mon cœur, entièrement à toi, et j'éprouve non pas un plaisir (c'est un plaisir depuis douze ans) mais une démangeaison perpétuelle de la prendre pour te parler.

Ah! tu as vu des joueurs! J'en suis bien aise, car on t'a dit et tu as cru longtemps que j'étais joueur! Sache donc, ma bébête, qu'on ne peut pas être amoureux, écrivain et joueur! Un joueur ne pense qu'à jouer. L'entraînement de la production [littéraire] m'a empêché de tenir ma maison; il y a eu du gâchis pendant trois ans. Les dettes ont compliqué ma situation, et de là est venue l'opinion que j'étais prodigue. Maintenant, depuis cinq ans, la gouvernante tient la maison. Il n'y a plus de gâchis; je paie mes dettes; je ne dépense rien; on me dit avare. Rien de tout cela n'est fondé. Je t'aime et j'écris, voilà tout.

La vieille fille qui tient [le bureau de] la poste te dira mes anxiétés pour les deux jours de retard, dont tu n'es pas coupable. Je n'existais pas, et j'allais trois fois par jour à la poste. Cela fait sept fois en deux jours.

Allons, mille baisers au minou, cent mille tendresses au cœur, une étreinte de revoir à la femme, une aspiration à l'Ève, une caresse à la petite fille, un serrement de main à l'Éveline, un bien doux sourire à l'Évelette, mon âme et ma vie à toutes ces créatures, et mille souvenirs de bonheur au louloup.

XIV

A Madame Hanska, Hôtel du Cerf, n° 2, à Baden-Baden.

[Passy, 15-20 septembre 1845.]
Lundi 15 septembre.

Ma Line chérie, je ne suis pas très avancé. J'ai encore treize feuilles de *Petites Misères de la vie conjugale* à faire, huit feuilles de *la Comédie Humaine* pour M. Chlendowski. Que veux-tu? Je ne puis plus que t'aimer; je ne pense qu'à toi. A mes œuvres, point. Tu m'as fait connaître le bonheur infini; je ne veux plus que cela. Je ne m'occupe des choses que par rapport à toi.

Hier, je suis allé revoir la maison de M. Sallon en détail, avec lui. Non, c'est inconcevable; je n'en reviens pas. Ça a déjà coûté plus de cent mille écus. Aussi, suis-je tout décidé. Peut-être partirai-je dimanche prochain pour t'aller voir. J'attends pour me décider que je sache où tu es.

XV

Samedi 20 septembre.

Beaucoup de courses, rien ne se termine. Mon louloup adoré, je tiens ta lettre numéro trois. J'y réponds par un seul mot; quand tu tiendras cette lettre-ci dans tes belles mains adorées, qui sont les plus belles que j'aie jamais vues, ton Noré sera dans la malle-poste de Strasbourg, et tu le verras vendredi pour déjeuner. Prie Georges de ma part de me trouver une chambre à n'importe quel étage. Je viens te voir deux ou trois jours. Je t'apporte le plan de la maison et je viens causer avec toi de mes affaires. Elles sont en bon train; il se prépare pour moi d'excellents résultats. Mais je ne veux pas prendre certains partis dans la vie sans t'avoir consultée, et, chère âme de mon âme, ce que tu me vois faire aujourd'hui, je le ferai jusqu'à la fin de mes jours, car tu es ma lumière. Des lettres à écrire là-dessus me fatigueraient beaucoup, seraient interminables; les réponses viendraient trop tard; et puis, te voir... Oh! si tu savais ce que c'est pour moi! Je te le dirai.

Je retiendrai ma place du retour, à la malle-poste de Stras-

bourg, en y arrivant. Ainsi, le temps de ma visite sera fixé. Tu me reverras plus tard. J'ai plus de liberté que je ne le croyais, et, sois tranquille, le voyage fait ainsi, toi au bout, n'est pas une fatigue. Quand tu m'entendras, tu verras que je suis venu utilement comme s'il n'y avait pas de plaisir, le plus immense bonheur, à récolter ; celui de voir, de respirer mon louloup !

Enfin, cela ne coûte que quinze louis d'aller et de revenir. Quand je te verrai, il y aura *un mois* presque, que je t'aurai quittée.

XVI

A Madame Hanska, Hôtel du Cerf, n° 2, à Baden-Baden.

[Passy, 4-7 octobre 1845.]
Samedi 4 octobre. Deux heures.

Je suis arrivé ce matin à cinq heures, sans avoir pu dormir pendant les deux nuits passées en malle-poste.

Je viens de me reposer. J'ai dormi cinq heures. Je viens de déjeuner ; je pars pour faire des courses dans Paris. Je t'embrasse en pensée. A demain pour plus de détails, car il faut, malgré ma fatigue, que je me lève cette nuit, et que je reprenne mes travaux.

XVII

Dimanche 5 octobre. Quatre heures du matin.

Au lieu de me lever à deux heures, je n'ai pu que me lever à trois heures et demie. J'ai pris du café. J'ai les épreuves de quatorze feuilles de *la Comédie Humaine* à lire, et il faut fournir Chlendowski, lequel a vendu à des tiers les ouvrages qu'il avait à publier. Il faut porter demain mes quatorze feuilles corrigées aux imprimeries, et, quatorze feuilles, c'est quasi la moitié d'un volume de *la Comédie Humaine*.

Je ne te parle pas, mon bon louloup, de mon chagrin ; il n'est contenu que par le désir, la certitude de te revoir bientôt.

H. DE BALZAC.

(A suivre.)

CARNETS

D'UN

FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

(Juillet-Octobre 1919)

II [1]

IV. — AU CHATEAU DE PLESS

Pless, 6 septembre.

De Kattowitz à Pless, la route traverse une contrée fertile, riante, inattendue. Une campagne bien cultivée, semée de grosses fermes, et bientôt après, une magnifique forêt, coupée de clairières : c'est la forêt de Pless, où Guillaume II venait volontiers chasser. L'agrément de la promenade n'est gâté que par la rencontre fréquente de patrouilles, de colonnes, de convois, et par la pensée que cette forêt de luxe, soignée, peignée, aménagée pour le plaisir et la commodité des chasseurs, abrite aujourd'hui des milliers de malheureux fugitifs qui, chaque nuit, lorsqu'ils sortent de leurs repaires pour chercher dans les champs quelque nourriture, s'exposent aux coups de fusil des soldats allemands.

Cette contrée est beaucoup plus agricole qu'industrielle : rarement on y entendit parler de grève, et jamais de bolchévisme. Ici du moins, les Allemands ne peuvent pas mettre les troubles sur le compte du conflit social. Et pourtant, les fermes

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

sont abandonnées ; dans les villages, on ne rencontre guère que des femmes et des enfants. A l'un des rares paysans que j'ai croisés sur ma route, j'ai demandé en allemand, — les Polonais de Silésie connaissent tous la langue de leurs oppresseurs : — « Qu'est-ce que c'est que ce bolchévisme, dont j'ai si souvent entendu parler à Kattowitz, à Gleiwitz, un peu partout en Silésie? » L'homme réfléchit un instant et répond : « Le bolchévisme, je ne sais pas exactement, mais je crois que c'est une espèce de *Grenzschutz*. » Vaguement, il se rendait compte qu'il s'agissait là d'un fléau, de quelque chose de terrible et de destructeur, et son esprit ne lui présentait qu'une image : celle du milicien allemand, déchargeant son fusil sur les travailleurs des champs, pillant les fermes, battant les femmes et jetant des grenades à main par les fenêtres ouvertes des maisons.

Au sortir d'un village, — je crois que c'est Tichau, — je rencontre le curé et j'obtiens de lui quelques détails sur la façon dont les troubles ont éclaté. « Le soir du 16 août — me dit-il, — tout était tranquille dans ce village. Pendant la nuit du 16 au 17, je suis réveillé brusquement par un bruit dans la rue. Je descends. Un paysan me dit : « Les troupes de Haller arrivent. Les Allemands vont nous massacrer. Nous n'avons que le temps de fuir. » J'essaye en vain de le rassurer. Les hommes s'arment, se rassemblent. Ceux des fermes les rejoignent; et tous, à travers champs et forêts, se dirigent vers la frontière. Ceux-là sont en sûreté, à Teschen. Mais leurs femmes, leurs enfants, comment les protéger contre la barbarie des Prussiens? »

Il semble donc bien, qu'au moins dans cette partie du pays, l'alarme fut répandue par les Allemands, qui, craignant un soulèvement, le firent éclater avant qu'il ne fût organisé, pour le réprimer plus aisément.

Dans la petite ville de Pless, tout le monde est dehors. Les généraux alliés venus de Berlin y sont arrivés le matin, et, après avoir fait leur enquête, regagnent les voitures qu'ils ont laissées sur la place. Autour des autos gris, une foule s'est assemblée, surtout des femmes. J'entends quelques cris de « Vive la Pologne ! » à quoi répond timidement un *Deutschland über alles!* entonné par quelques voix et bientôt interrompu. Un groupe de femmes s'est approché de la voiture où le général français vient de monter. Quelques-unes tendent des

placets : ce sont des Polonaises dont les maris ont été arrêtés et emmenés comme « prisonniers de guerre; » sur ces bouts de papier, elles ont tracé avec confiance les noms de ceux dont elles implorent le retour. Mon regard s'arrête sur deux d'entre elles : une jeune et une vieille. La jeune femme a les yeux pleins de larmes et n'ose pas s'avancer; la vieille lui soutient le bras et l'encourage. Une horrible angoisse apparaît dans les yeux de la malheureuse, lorsqu'elle voit les autres femmes présenter aux officiers leurs placets. Je l'entends murmurer : « Moi qui n'ai rien écrit ! » Elle éclate en sanglots et tombe sur les genoux, au moment même où les voitures se mettent en marche.

Le château de Pless fut pendant plus de deux ans le siège du Grand Quartier Général allemand. En février 1917, lorsque l'on comprit que la décision ne se produirait pas à l'Est, et que les opérations les plus importantes allaient désormais se dérouler sur le front occidental, l'état-major allemand quitta Pless pour aller s'établir à Kreuznach. Au même moment, le Grand-Quartier Général autrichien, qui avait été jusqu'alors à Teschen, se replia sur Baden, près de Vienne. Entre Pless et Teschen, les relations étaient fréquentes et faciles : une heure d'auto séparait les deux états-majors alliés. De Baden à Kreuznach, on devait s'entendre moins bien.

Je demande si l'on peut visiter le château. On me conduit à un régisseur majestueux, mais déférent. « Le prince et la princesse sont absents, me dit-il. Mais tous les appartements sont ouverts : car nous nous attendions à recevoir les officiers de la commission interalliée. Voulez-vous voir les appartements qui furent occupés par l'Empereur ? » Il n'a pas dit : Sa Majesté. J'accepte et suis mon guide.

Le château de Pless est une énorme bâtisse toute neuve et point belle. Il a été construit entre 1870 et 1875, et se ressent de l'époque. C'est la demeure fastueuse, confortable et sans style d'un commerçant enrichi, plutôt que celle d'un grand seigneur. Et pourtant la maison féodale de Pless paraît authentiquement depuis la fin du XII[e] siècle et n'a jamais quitté la Silésie. Seuls la terrasse et le parc ont quelque grandeur. Je pénètre à la suite du régisseur dans un petit salon du rez-de-chaussée. A droite, une chambre à coucher, au milieu de laquelle se dresse un énorme lit en bois doré, à colonnes, et à

baldaquin de soie bleue. Mon guide écarte les rideaux : sur la couverture, en guise d'édredon, un amoncellement de peaux de mouton blanches comme neige. Le « Seigneur de la Guerre, » lorsqu'il avait entendu les dernières nouvelles du front et congédié ses généraux, craignait-il de frissonner dans son lit?... Aux murs, quelques lithogravures comme on en voit dans toutes les maisons bourgeoises d'Allemagne; leur humilité contraste avec la royale majesté du lit à colonnes. De l'autre côté du petit salon s'ouvre la salle des rapports. Je la reconnais, pour l'avoir vue bien souvent dans les journaux illustrés allemands : une grande pièce oblongue, ornée de glaces et de trophées de chasse; la table et les fauteuils sont en chêne sombre ; trois larges fenêtres s'ouvrent sur le parc. Plus loin, une chambre à coucher et un salon : c'était l'appartement de l'Impératrice. « Venait-elle souvent à Pless? — Elle y est venue trois fois en deux ans, répond le régisseur. Les trois fois, c'était pour le jour de naissance de l'Empereur, le 27 janvier. Elle arrivait la veille et repartait le lendemain. — Et le Kronprinz? — Nous ne l'avons vu qu'une fois, *en visite*. Mais les autres fils sont venus plus souvent. »

Nous montons au premier étage. Au milieu du palais se dresse un grand portrait de Guillaume II en habit de chasse : redingote et culotte de drap vert, chapeau tyrolien. Dans tous les salons, je retrouve l'effigie impériale, sculptée, peinte ou photographiée : ce prince de Pless doit être bon courtisan. A côté de l'Empereur, quelques portraits de famille et deux portraits de Guillaume Ier, dont l'un est sans doute une pièce assez rare : l' « inoubliable grand-père » y est représenté en civil, le buste massif serré dans un gilet blanc et une redingote.

— Voici, me dit le régisseur, la salle à manger où l'Empereur prenait ses repas avec les chefs des cabinets civil et militaire, le chef d'état-major général, le représentant du ministère des Affaires étrangères, les officiers de la suite et les invités. Et voici le salon où l'on se réunissait avant et après le repas. Dans l'embrasure de cette fenêtre, l'Empereur s'entretint plusieurs fois avec l'archiduc Frédéric, qu'il oubliait de faire asseoir : l'archiduc, toujours essoufflé et impotent, s'en plaignait. Cette petite table vous montre la place occupée par chaque convive. » En effet, ils ont tous gravé leur nom à la pointe sur le disque de métal encastré dans ce guéridon : une

glace protège les curieux autographes. Voici Wilhelm, empereur et roi; en face de lui, le maître de la maison, Henri XV de Pless. Et voici Hirschfeld, le *Flügeladjutant* de Sa Majesté; Plessen, son adjudant-général et son confident; le comte Westphal; le capitaine Zeiss, qui veillait sur les automobiles du grand quartier; von Reischach, grand maréchal de la cour; von Valentini, chef du cabinet civil; von Müller, représentant de la *Wilhelmstrasse;* Falkenhayn, Moltke, Gontard, Bentler, Estorff.

— Je ne vois pas le nom du maréchal Hindenburg?

Le régisseur sourit et m'indique du doigt la date gravée au milieu de la table.

— Hindenburg, dit-il, n'est arrivé ici que plus tard, le 29 août 1916, lorsqu'il a pris la direction de l'état-major général. Mais auparavant il était venu à plusieurs reprises, comme invité, avec le général Ludendorff. La dernière fois, c'était à la fin de juillet ou au commencement d'août 1916. Il y avait dîner de gala au château; beaucoup de généraux étaient venus du front et de Berlin; l'archiduc Frédéric était là aussi, et le maréchal Conrad von Hœtzendorf, qui arrivait toujours en retard et ne parlait presque jamais à personne. Ce jour-là, il paraissait inquiet, allait de l'un à l'autre, comme pour s'enquérir de quelque chose qu'il voulait savoir et qu'on lui cachait. Enfin, comme on allait passer à table, il s'approcha du comte de Plessen et lui demanda : « Mais où est donc Falkenhayn? J'aurais besoin de lui parler, je ne le vois pas. » Le comte répondit : « Falkenhayn ne viendra pas dîner ce soir, il ne se sent pas très bien. » L'Empereur venait de décider que Falkenhayn s'en irait et que le maréchal Hindenburg s'installerait à Pless comme chef d'état-major général. Dans l'antichambre que vous avez vue en bas, lorsque les invités vinrent reprendre leurs vêtements, il y eut encore de longues conversations. L'archiduc Frédéric, très animé et toujours essoufflé, parlait au maréchal Conrad, qu'il avait pris par un bras; et le maréchal secouait la tête et disait : « Cela m'est égal, mais ce n'est pas mon avis. » Peu de temps après cette soirée, Hindenburg et Ludendorff arrivèrent ici avec plusieurs officiers qui n'y étaient jamais venus. Mais ils n'habitèrent point au château. On avait loué pour le maréchal la villa du docteur X..., que vous avez peut-être vue à droite de

l'église. Il ne venait ici que pour le rapport. D'ailleurs il n'est pas resté très longtemps à Pless. L'Empereur a encore célébré ici le Noël de 1916 : quelques semaines après, tout le monde est parti. »

Le régisseur me reconduit, toujours solennel, jusqu'au seuil du château, et me laisse seul sur la terrasse où, pendant deux années, furent peut-être ébauchés et poursuivis tant de rêves de gloire sanglante et de brutale conquête. Un tumulte de voix rauques, bientôt suivi d'un roulement de camions, vient me tirer de mes réflexions.

Je vais jusqu'au bout de la terrasse et j'aperçois dans la cour des communs des soldats qu'on embarque. Après avoir abrité l'Empereur et le grand état-major allemand, le château sert de cantonnement aux troupes chargées de réprimer dans le district les soulèvements polonais. Un ordre du commissaire Hœrsing est la cause de tout ce tapage. Les soldats s'entassent, les camions roulent et la troupe allemande quitte à grand fracas l'ancien grand quartier impérial, pour aller traquer le Polonais en forêt de Pless.

V. — HAMBOURG

Hambourg, 17 septembre.

Découvrir une chambre dans un hôtel à Hambourg est une entreprise. Pourtant il n'y a pas de bateau en partance, et les affaires sont calmes. Mais il s'agit bien d'affaires! Hambourg n'est-elle pas ville de luxe et ville de sport? Les nouveaux riches sont accourus en foule aux rives de l'Alster. Les quais présentent l'animation du temps de paix, à la saison; le lac est sillonné d'innombrables voiles blanches; la pureté du ciel, l'éclat modéré du soleil d'automne accentuent dans ce tableau la note de tranquille gaieté. Il y a foule dans les restaurants à la mode; on y trouve, en payant, à peu près tout ce qu'on désire. Et pourtant Hambourg est peut-être la ville d'Allemagne où la misère est le plus horrible : on me l'a assuré à Berlin, les grèves récentes en témoignent. J'ai éprouvé il y a quelques mois, en arrivant à Vienne, une illusion pareille, bientôt dissipée. J'irai cet après-midi faire une tournée au port et dans les faubourgs, à Saint-Georges et à Saint-Pauli.

L'OPINION D'UN HAUT FONCTIONNAIRE HAMBOURGEOIS

18 septembre.

La Bourse, à Hambourg, est reliée par deux bâtiments d'aile au monumental hôtel de ville qui, depuis le jour où il a subi l'assaut des émeutiers, est occupé militairement. Pour joindre le docteur Heidecker, premier conseiller du département du commerce, de l'industrie et des transports maritimes, qui m'a donné rendez-vous à la Bourse, il me faut passer entre deux haies de fil de fer barbelé, expliquer mon cas à deux ou trois sentinelles, traverser une cour encombrée par deux pièces d'artillerie légère et leurs caissons, sans compter les cuisines roulantes. Enfin, les soldats me remettent aux mains d'un huissier civil, qui m'accompagne jusqu'aux bureaux de la *Deputation* (ministère) *für Handelsschiffahrt und Gewerbe*.

— Vous êtes bien gardé, dis-je au docteur Heidecker en le saluant. Ce sont là, je pense, des précautions inutiles?

— Faute de les avoir prises à temps, me répond le haut fonctionnaire hambourgeois, nous avons vu les émeutiers mettre notre hôtel de ville dans le triste état où il est encore aujourd'hui. La révolution, à Hambourg, n'a duré que quelques heures et n'a été, en somme, qu'une grève des militaires. Si nous avions eu ici deux compagnies de soldats réguliers, il n'y aurait pas eu de révolution. Le Hambourgeois est paisible et raisonnable; la politique l'intéresse beaucoup moins que les affaires. Notre peuple est républicain depuis trop longtemps pour être encore révolutionnaire.

— Et pour l'avenir, monsieur le conseiller, n'avez-vous pas de craintes?

— Au point de vue politique, répond M. Heidecker, ce qui est passé ne reviendra plus. Je considère la restauration du régime monarchique et le retour des dynasties en Allemagne comme tout à fait impossibles. Peut-être passerons-nous par une dictature militaire, si cela est nécessaire pour rétablir l'ordre; mais rien ne prévaudra plus contre la démocratie.

« Au point de vue économique, notre avenir est beaucoup plus incertain, parce qu'il ne dépend pas de nous seuls. Nous sommes tout disposés à nous remettre au travail avec bonne volonté et avec ardeur. Mais nous manquons de tout. Il nous

faut des vivres, du linge et des vêtements; il nous faut des matières premières pour notre industrie; il nous faut du crédit. L'ouvrier a souffert longtemps de la faim ; aujourd'hui encore, il mange insuffisamment et mal. Il ne retrouvera sa capacité et son rendement d'autrefois que lorsqu'il sera mieux nourri.

« Si vous vous êtes promené dans les rues de Hambourg, vous avez pu voir combien de gens vont sans chemise; même dans la bourgeoisie, on n'achète plus de bas pour les enfants : les bas sont trop chers; ma fille, qui a douze ans, n'en porte point. Ah! si l'Entente nous envoyait un bateau de sous-vêtements avant l'entrée de l'hiver, quel accueil on lui ferait dans le port de Hambourg !

« Je dois vous dire qu'ici la guerre n'a pas laissé dans les cœurs d'inimitié profonde : les Hambourgeois sont trop internationaux et trop commerçants pour ressentir la haine qui peut encore subsister ailleurs. Ce qu'on n'a pas compris, c'est que le blocus économique fût maintenu après l'armistice. Peut-être y avait-il à cette mesure des raisons politiques; mais elles échappaient à notre peuple, qui avait envisagé l'armistice comme la fin de ses longues souffrances. Quoi qu'il en soit, nous n'aspirons aujourd'hui qu'à une chose : travailler, reprendre les affaires avec tout le monde, et, lorsque le pavillon français réapparaîtra dans le port de Hambourg, il y sera le bienvenu.

« Nous avons besoin de matières premières en grande quantité et de crédits par milliards : nos stocks sont épuisés, nos coffres sont vides. La baisse continue du mark vient encore augmenter nos énormes difficultés financières. Mais je crois qu'un crédit d'une année nous suffirait pour remettre en mouvement notre industrie et notre commerce, et pour rétablir, dans une certaine mesure, notre vie économique.

« Il faudra que, pour quelque temps encore, l'État joue chez nous le rôle de distributeur et se charge de répartir entre les grandes entreprises industrielles et commerciales les matières premières et les crédits qu'il aura obtenus de l'étranger. Une répartition du travail sera également nécessaire, et la reconstruction du nord de la France en offre une première occasion.

« Vous trouverez partout chez nous la ferme volonté de réparer les dommages que nous avons causés· nous considé-

rons tous cette reconstruction, non comme une affaire, mais comme une obligation, comme un devoir. Nous voudrions pourtant qu'on nous permît d'accomplir ce devoir avec méthode. Chaque État particulier, en Allemagne, a ses ressources spéciales en industrie, en outillage, en main-d'œuvre qualifiée. Que, par l'intermédiaire du *Reich*, l'Entente invite les États à se répartir entre eux la tâche de reconstruction; qu'elle mande auprès d'elle les représentants techniques de chaque État, pour procéder, d'accord avec eux, à cette répartition. Ainsi, non seulement vous gagnerez du temps, — et vous en avez déjà perdu beaucoup depuis l'armistice, — mais vous obtiendrez une meilleure qualité de travail, chacun n'étant chargé que de ce qu'il peut faire et de ce qu'il sait faire le mieux.

« En travaillant à reconstruire votre pays, nous aspirons, bien entendu, à restaurer aussi le nôtre, et nous ne pouvons y parvenir que si nous obtenons de vous du travail et les moyens de travailler. Entre les États d'Allemagne, l'État de Hambourg est peut-être celui qui a le plus souffert : nous n'avions qu'une corde à notre arc, le commerce. Or, nous n'avons plus rien à exporter. Comme vous le verrez vous-même, notre port est vide et inerte. Mais il est prêt à travailler. C'est une machine puissante, parfaitement équipée, qui, dès qu'elle sera remise en mouvement, ne cessera plus de produire, pour nous, qui l'avons créée et pour le monde entier, dont elle attend la matière nécessaire à son activité. »

LE PORT ENDORMI

19 septembre.

Par les soins de M. Heidecker, j'ai reçu ce matin un petit papier blanc et vert, qui m'autorise à visiter le port; ce bulletin porte deux cachets : à gauche, celui du département d'État, à droite celui du « Corps des Volontaires de Holstein, » qui a assumé la garde de Hambourg au lendemain de la révolution. Il est dix heures lorsque je monte dans la vedette que les autorités du port ont mise à ma disposition pour parcourir les bassins, qui s'étendent sur seize kilomètres au long des deux rives de l'Elbe. Le brouillard du matin s'est dissipé; tout baigne dans la lumière; l'eau est aussi bleue que le ciel. « Un soleil bien joyeux pour éclairer un cimetière », me dit le capitaine

du port, qui s'est offert à guider ma promenade. Il y a de l'amertume dans ces premiers mots et dans le sourire qui les accompagne. Et il y a un souci, respectable, mais significatif, de nationalisme pointilleux dans ceux-ci, qui les ont immédiatement suivis. J'avais salué le capitaine en français, il me rendit mon salut dans la même langue; puis : « Voulez-vous bien, me dit-il, puisque vous êtes ici chez nous, que nous poursuivions l'entretien en allemand? — L'exercice me sera profitable, lui répondis-je, j'accepte. »

Le port de Hambourg est une gigantesque et merveilleuse machine, où tout a été calculé pour obtenir le rendement maximum, en épargnant le temps et la peine des hommes. La force électrique met en mouvement les grues et les élévateurs, ouvre et ferme les écluses; l'air comprimé vide les cales des gros cargos, compte ou pèse la cargaison et remplit les silos; l'air chaud circule dans les vastes resserres où s'entassent les fruits du Sud... Mais il faut mettre tout cela au passé. C'était ainsi; cela pourrait être encore ainsi : pour le moment, tout est vide, tout est silencieux, tout est mort. L'immense machine est arrêtée.

Nous parcourons les bassins, nous longeons les quais qui portent les noms de toutes les parties du monde : *Indiaquai, Afrikaquai, Amerikaquai*. Notre vedette zigzague librement dans les bassins où, avant la guerre, le plus petit canot ne pouvait virer de bord sans accrocher. Tous les quais ont le même aspect de nudité et d'abandon; aucun bateau ne les accoste, aucune marchandise ne les encombre. Sommes-nous dans un port-fantôme?

Voici pourtant du mouvement et du bruit : un cargo est arrivé d'Amérique, apportant du ravitaillement. Tout près, le pavillon britannique flotte sur un beau destroyer tout flambant neuf; et je reconnais, hélas! nos trois couleurs à la proue d'un pauvre petit contre-torpilleur, dont on a négligé de repeindre la coque : on dirait que nous le faisons exprès! Un peu plus loin, deux bateaux, venus d'Aussig en descendant l'Elbe, attendent d'être déchargés : ils apportent le sucre tchéco-slovaque qui nous est destiné; ce soir ou demain, les précieux sacs repartiront pour Bordeaux. Et puis c'est tout.

Le capitaine avait bien dit : c'est un cimetière que nous visitons. Le moindre mouvement attire l'œil, le moindre bruit

fait dresser l'oreille. Les énormes portes d'écluse, qui s'ouvrent devant la vedette ou se ferment sur elle sans un effort visible, sans un grincement, comme dans un rêve, complètent cette extraordinaire impression de vide et d'irréalité. Le vaste chenal où nous nous engageons est construit en basalte, pierre coûteuse et inusable. « Ici, me dit le capitaine, hivernaient les bateaux employés à la navigation intérieure. Ils nous arrivaient au début de l'hiver et ne repartaient qu'après la fonte des glaces. Ce long séjour ne leur coûtait pas un pfennig. Bien plus, les bâtiments que vous voyez sur la rive, ce sont des écoles pour les enfants des mariniers, un hôpital pour leurs malades. Instruction et soins étaient donnés gratuitement. Vous comprendrez mieux tout cela, si vous vous représentez que, dans un État comme le nôtre, la politique du port et de la navigation était entièrement inspirée et dominée par la politique commerciale. Les « Messieurs de Hambourg » sont de grands marchands ; s'agissait-il de creuser de nouveaux bassins, même pour abriter des bateaux qui ne paieraient rien? ils étaient prêts à donner des millions, calculant qu'en retenant les bateaux ils attiraient les marchandises, et qu'ainsi les bateaux finissaient tout de même par payer, beaucoup plus cher et beaucoup mieux qu'en acquittant des droits d'ancrage et de séjour. »

Nous filons toujours entre les rives plates et nues, et voici qu'apparaît un village, presque une ville, que domine la coupole d'une église orientale. « Nous sommes, m'explique mon guide, dans le port des émigrants. Sur les 118 131 passagers qui se sont embarqués à Hambourg en 1910, il y avait 48 000 paysans russes, en partance pour l'Amérique. Tout ce monde trouvait ici de vastes baraques, des lazarets, des bains, des établissements de désinfection, des écoles, et même, vous le voyez, un temple pour prier selon le rite orthodoxe. »

Poursuivant notre route vers le Nord, nous arrivons au port des pétroles. Dix-huit tanks alignent leurs énormes cylindres blancs sur la rive gauche du fleuve, tandis que sur la rive droite, les collines d'Altona montrent, à demi cachées dans la verdure, les maisons d'été des grands marchands hambourgeois. Je reconnais Klein-Flottbeck et la maison blanche du prince de Bülow, moins majestueuse, mais plus plaisante que son impériale villa du Pincio. « L'administration du port,

me dit le capitaine, eut grand'peine à faire approuver par les bourgeois de Hambourg l'installation de ces tanks qui gâtaient la vue de leurs terrasses. Nous n'avons obtenu leur consentement qu'à la condition de planter ce rideau de peupliers d'Italie, qui dissimulera, sinon à leurs yeux, du moins à ceux de leurs enfants, l'incontestable laideur des réservoirs de pétrole. »

Tandis que nous virons de bord, quelques voiliers apparaissent, on reconnaît le bruit d'un moteur : des bateaux de pêche, venant du large, remontent vers Hambourg. Le capitaine jette un regard reconnaissant, presque attendri, sur ces humbles visiteurs qui animent pour un instant la solitude désolée du fleuve. Nous nous dirigeons maintenant vers les docks et les ateliers de construction. Voici les chantiers de la société Vulkan, et l'énorme grue soulevant 175 tonnes. Celle qui se dresse sur l'autre rive est encore plus puissante et en enlève 250 : elle marque le centre des docks de Blum et Voss. Un paquebot gigantesque et inachevé encombre le chenal : c'est le *Bismarck*, qui devait étonner l'Océan, faire crever d'envie les Américains, et qu'aujourd'hui personne ne se soucie d'acheter, même à bas prix. Plus loin, un autre chantier, des bâtiments tout neufs, des docks en construction : c'est la *Deutsche Werft*, dont le capital, 70 millions de marks, a été fourni en partie par l'A. E. G. de Berlin.

« Vous voyez, me dit le capitaine, que nous sommes outillés pour faire des bateaux. Si énormes que soient les exigences de l'Entente, elles ne dépassent pas nos moyens. Qu'est-ce que deux cent mille tonnes? Cinq cent mille tonnes peuvent sortir annuellement de nos chantiers. Mais ce sera de la construction en série, des bateaux qui ne vaudront pas beaucoup mieux que les bateaux américains. C'en est fait pour longtemps, peut-être pour toujours, de la construction précise et parfaite qui a rendu nos ateliers célèbres. Dans un an, le monde aura plus de bateaux qu'il n'en pourra utiliser. Là, comme partout, ce sera la baisse, le déséquilibre, la ruine. Pour moi, je ne mettrais pas un pfennig dans une entreprise de construction navale. » Nous arrivions à la ligne flottante du radeau qui sert de frontière entre le port franc et le canal douanier. Le capitaine indiqua d'un mot bref au timonier l'endroit où il voulait accoster. « Revenez nous voir, me dit-il vivement, mais pas avant que nous soyons ressuscités. »

A LA « HAMBURG AMERICA »

20 septembre.

« *Mein Feld ist die Welt.* » — Mon champ est le monde, — c'est la devise orgueilleuse que Ballin, fondateur de la *Hamburg-Amerika-Linie*, a fait graver au-dessus de la porte principale du magnifique palais où siège la grande Société de navigation. Ballin travaillait avec ardeur, et avec succès, à réaliser son ambitieux programme, lorsque la guerre vint interrompre ses efforts. Sans attendre le dénouement, qu'il avait prévu, il se suicida.

Son successeur, le directeur Huldermann, me reçoit dans le grand cabinet dont les fenêtres s'ouvrent sur l'Alster. Au mur, une large plaque de bronze atteste la reconnaissance de l'État de Hambourg envers la Société. « Vous n'attendez pas de moi, me dit M. Huldermann, que je vous parle longuement de la navigation, puisque nous ne naviguons plus. Les seuls bateaux qui soient encore sur la ligne sont des bateaux américains, et leur service est irrégulier. Quelques-uns de ceux qui traversent l'Atlantique pour se rendre dans les ports anglais daignent pousser jusqu'ici. Nous n'avons d'ailleurs pas de cargaison à leur offrir, et ils repartent sur lest.

— Vous avez pourtant, dis-je, repris quelques relations d'affaires avec l'Amérique. Comment, de ce côté, envisagez-vous l'avenir?

— C'est à peine si ces relations ont commencé, répond M. Huldermann. Nous ne savons pas encore où nous en sommes. Pendant cinq ans, nous avons été coupés du reste du monde. Nous recevons aujourd'hui les premiers rapports, qui nous apprennent ce que nous devons, ce qu'on nous doit, quelles entreprises et quels marchés on nous propose. Mais nos directeurs d'Amérique sont très réservés et ne disent que ce qu'ils veulent dire. Partout c'est le nouveau, l'incertain, l'inconnu. Le traité de paix n'est pas encore ratifié. Nous ne connaissons pas encore l'attitude que l'Amérique, que les autres nations adopteront vis-à-vis de l'Allemagne. Avant de rien entreprendre, nous voulons y voir clair, et nous attendons. »

Les déclarations du premier directeur sont parfaitement

courtoises, mais n'éclairent pas beaucoup la situation. Le directeur Pelzer, chez qui l'on me conduit lorsque j'ai pris congé de M. Huldermann, apporte à l'entretien plus de vivacité. « Nos bassins sont vides, me dit-il, nos chantiers aussi. Pourquoi construirions-nous? pour livrer à l'Entente nos bateaux neufs? Elle exige de nous, vous le savez, 200 000 tonnes par an pendant cinq ans. Plutôt que de contribuer à cette livraison, nous avons annulé d'importantes commandes de construction. D'autre part, notre personnel nous quitte, attiré par les gros traitements qu'offrent les Américains et les Japonais. L'Allemagne n'aura tantôt plus d'ingénieurs, plus de mécaniciens spécialistes, plus de marins. C'est toute notre « intelligence » qui émigre, et nos ouvriers suivront.

« Avant 1870, l'Allemagne nourrissait à grand'peine de 35 à 38 millions d'habitants. Le travail intense et l'organisation méthodique que vous savez ont réussi à grouper dans ce pays, artificiellement, une population de plus de 70 millions. Nous allons forcément revenir à l'état naturel, et les Allemands quitteront l'Allemagne dans la mesure où il y aura des bateaux pour les transporter. Ceux qui resteront verront s'augmenter d'autant leur part de la dette qui pèse sur toute la nation.

« Voulez-vous que je vous dise franchement ma pensée? Jamais vous ne verrez la couleur de notre argent. Jamais les Allemands, en ne travaillant que chez eux, ne pourront payer l'énorme tribut que vous leur avez imposé. Alors, faites-les travailler ailleurs. Ouvrez-leur vos colonies. Vous n'avez pas les moyens de les mettre vous-mêmes en valeur. Employez à cette tâche nos ingénieurs, nos entrepreneurs, nos commerçants, nos ouvriers. Cela nous permettra de vivre, et c'est pour vous le seul moyen de vous faire payer.

— L'idée, fis-je, n'est pas nouvelle. Le prince de Bismarck disait : « L'Allemagne n'a pas besoin de colonies, tant qu'elle a les colonies des autres. » Mais je doute que votre proposition trouve en ce moment grand accueil, soit en France, soit en Angleterre. Tenons-nous en donc à ce que les Allemands pourront produire en Allemagne. Tout le monde à Hambourg m'a dit : « Nous voulons travailler, mais il nous faut des matières premières, par conséquent du crédit pour les acquérir. » Comment pensez-vous obtenir les crédits dont vous avez besoin?

— Voici, me répond M. Pelzer, le système qu'envisagent

les hommes d'affaires anglais et américains qui sont venus ici récemment. Nous avons besoin de coton brut. Les vendeurs nous en livrent à crédit une certaine quantité. Ce crédit est renouvelable aux conditions suivantes : l'Allemagne est tellement dépourvue de tout, tellement vidée, qu'elle absorberait à elle seule, peut-être pendant un an, la production la plus intensive. On lui laisse la moitié des produits qu'elle aura fabriqués. L'autre moitié est réservée à l'exportation et livrée aux vendeurs, qui ne font une nouvelle ouverture de crédit que lorsqu'ils ont pris livraison de la quantité de marchandises qui leur est due. En attendant, les stocks qui représentent ce nouveau crédit restent dans les magasins, soit au pays des vendeurs, soit même ici, sous leur surveillance.

« Ce que nous redoutons le plus, c'est une trop grande ingérence de l'État dans ce genre d'opérations. Si l'on veut que nous produisions, qu'on nous laisse libres de prendre des responsabilités et de courir des risques comme autrefois. Pourquoi interdire à nos commerçants d'importer des objets de luxe, s'ils se croient assurés de les vendre? Mais nous abordons ici le terrain de la politique intérieure, sur lequel je ne veux pas m'engager.

— Prévoyez-vous de nouveaux troubles pour l'hiver prochain, une nouvelle révolution?

— Il faut s'attendre à tout, même au pire. Mais le meilleur remède contre le désordre, c'est le travail. Si vous voulez que l'ordre règne en Allemagne, donnez aux Allemands les moyens de travailler. »

Lorsque je sors de la *Hamburg-Amerika*, le soleil est près de se coucher. Une promenade sur l'eau serait délicieuse. Un petit bateau à vapeur me transporte jusqu'à l'extrémité de l'Alster extérieure, à Uhlenhorst. Sur la rive orientale, les nombreuses escales sont autant de bastringues; les terrasses des cafés à musique s'avancent jusque sur l'eau, et, tout le long des balustrades, les *Zollen* (petites barques), où des élégantes étendues flirtent avec de petits jeunes gens, se balancent au rythme odieux des *rag-times* ou des *fox-trotts*. Hambourg s'amuse, comme s'amuse Berlin. Qui donc me disait cet après-midi : « Notre bourgeoisie ne comprend rien à la gravité de l'heure présente, notre bourgeoisie a fait faillite... »? Si c'était vrai!... Mais, pour ma part, je n'en crois rien.

VI. — BERLIN

LA RENTRÉE DU REICHSTAG

Berlin, 20 septembre.

Je suis allé ce matin au *Reichstag*, pour retirer la carte qui me permettra d'assister cet après-midi, de la tribune de la presse, à la séance d'ouverture de l'Assemblée nationale. Depuis la révolution, ce sera la seconde fois que les représentants allemands siègent à Berlin : la première fois, le palais législatif était occupé par le Conseil des Ouvriers et Soldats, et les députés avaient dû chercher asile dans le grand amphithéâtre de l'Université.

A l'intérieur du *Reichstag*, on ne trouve plus trace des scènes tumultueuses qui se déroulèrent durant les journées révolutionnaires. On a soigneusement réparé les dégâts commis, en novembre dernier, par les délégués des Conseils. Les couloirs ont été remis à neuf. On a bouché les trous creusés dans les parquets pour fixer les trépieds des mitrailleuses. Dans le salon rouge, des fauteuils de cuir flambant neuf ont remplacé les sièges lacérés par les émeutiers. La grande statue de Guillaume Ier est toujours à sa place.

Dans le bureau du directeur, deux toutes petites brimades m'attendent : 1° sur la carte qui m'est destinée, on a calligraphié mon nom et mon prénom en caractères gothiques : c'est cocasse et illisible ; 2° on ne m'a pas réservé de place assise. Je rappelle poliment au fonctionnaire qui me reçoit, que jadis, avant la guerre, les journalistes étrangers avaient le droit de s'asseoir. « C'est vrai, répond-il. Mais nos journaux et leurs représentants parlementaires sont devenus si nombreux ! »

C'était un simple bluff, car, lorsque je suis arrivé dans la tribune de la presse, elle était aux trois quarts vide, et ne s'est point remplie au cours de la séance. Je n'ai eu, pour m'asseoir devant une table à pupitre, que l'embarras de choisir. Les tribunes réservées au public n'étaient pas mieux garnies. Décidément, la vie parlementaire n'intéresse plus les Berlinois, depuis qu'ils ont vu la révolution...

Le décor d'autrefois est intact. Comme au temps de Bülow

ou de Bethmann-Hollweg, des officiers en uniforme font la navette entre le banc des ministres et le grand salon réservé aux membres du Gouvernement. Les figurants sont les mêmes : il n'y a de changé que les premiers rôles. A la place occupée naguère par le chancelier de l'Empire est assis M. Erzberger ; auprès de lui, je reconnais M. Hermann Müller et M. Noske.

Le président Fehrenbach ouvre la séance à trois heures et demie devant un hémicycle presque désert ; la discussion sur la réparation des dommages de guerre et l'interpellation des conservateurs sur la baisse du mark n'ont pas attiré beaucoup de députés dans la salle des séances. On me dit que les bancs du *Reichstag*, dans leur confortable disposition d'autrefois, ne contiennent pas assez de places pour asseoir tous les membres de l'Assemblée. Il faudra serrer les rangs et ajouter en avant, vers la tribune, quelques bancs supplémentaires. Mais, si j'en juge par la séance d'aujourd'hui, il n'y a rien qui presse : on peut attendre.

Dans les couloirs, un peu plus animés que la salle des séances, on annonce que Noske, parlant à la Commission du Budget, a déclaré qu'aucune diminution de crédits ne pouvait encore être inscrite au chapitre de la Guerre.

UN PROTESTANT ALLEMAND PARLE DE L'ÉGLISE ROMAINE

8 octobre.

M. M... est un Allemand protestant, qui a du penchant pour le catholicisme et de nombreuses relations dans le monde catholique. Il a rencontré plusieurs fois pendant la guerre le père Ledochowski, général des Jésuites, et le nonce apostolique en Bavière, Mgr Pacelli. Les milieux romains lui sont connus, et il les a un jour évoqués devant moi avec une vérité et une précision qui m'ont frappé.

Je l'ai rencontré aujourd'hui chez..., et tout de suite nous avons parlé religion, ou plus exactement politique religieuse. « L'Église romaine, me dit-il, aurait en ce moment un beau rôle à jouer en Allemagne. Le protestantisme perd chaque jour du terrain. D'abord, il a cessé d'être religion officielle ; l'État lui a retiré le privilège qui faisait chez nous la moitié de sa force. Et puis, la guerre et la révolution ont créé dans beau-

coup d'âmes allemandes un besoin de mysticisme, que la religion luthérienne est impuissante à satisfaire. Le terrain est tout préparé pour une large et rapide conquête. Assurément Rome devra faire certaines concessions, non pas d'ordre dogmatique, mais d'ordre disciplinaire : admettre, par exemple, le mariage des prêtres, en maintenant l'obligation du célibat pour les évêques, comme il est de règle dans certains rites orientaux. On n'a rien pour rien, et la chose en vaudrait la peine. » Je fais d'abord quelques objections, et puis je n'en fais plus : c'est inutile. En dépit de sa culture catholique et de ses accointances romaines, M. M... reste un Allemand protestant.

Il continue : « L'Internationale socialiste a fait faillite : la guerre mondiale, puis le bolchévisme l'ont compromise. L'Internationale catholique est intacte, ou plutôt elle est en progrès. Dans la société de demain, elle jouera un rôle considérable : non seulement un rôle religieux, mais aussi un rôle politique. Rome restera la capitale religieuse du catholicisme : il faut que Vienne en soit la capitale politique. » Je reconnais le fameux projet attribué à l'impératrice Zita, mais dont la paternité revient sans doute au père Andlauer et au père Ledochowski.

« Il faut bien que Vienne demeure le centre de quelque chose. Vous avez détruit la monarchie austro-hongroise; mais vous n'empêcherez pas que Vienne ne reste une capitale. Elle est une capitale qui cherche son empire : elle le trouvera. »

COMMENT UN ANCIEN BOLCHÉVISTE ENVISAGE LA PÉNÉTRATION ALLEMANDE EN RUSSIE

14 octobre.

Long entretien avec le docteur H., ancien bolchéviste russe, devenu social-démocrate allemand. H., dont le pseudonyme fut un moment célèbre, a été en 1905 l'inventeur des soviets, et, un peu plus tard, le précepteur politique de Trotsky. Il est resté en relations avec son ancien élève et avec Lénine, mais a publiquement désapprouvé l'application que faisaient de principes qui lui sont chers les deux maîtres de la Russie. Il a passé en Scandinavie la dernière période de la guerre, faisant des affaires qu'on dit avoir été fructueuses, et rendant aussi,

je pense, quelques services à l'Allemagne, qui l'a depuis lors volontiers adopté.

C'est de la Russie que le docteur H. me parle tout d'abord, et de la politique que les gouvernements de l'Entente poursuivent dans ce pays. « Plaçons-nous, me dit-il, au point de vue de l'Entente, que d'ailleurs je crois faux. L'Entente veut réduire le bolchévisme par la force. L'entreprise était réalisable. Une armée d'un demi million d'hommes, peut-être d'un million, mais une armée régulière, bien équipée, bien armée, bien encadrée, eût pu venir à bout des bandes bolchévistes, en six mois ou en un an. Cela ne s'est pas fait. Les raisons? je ne les connais pas, mais je puis en imaginer quelques-unes. Il se peut que vos soldats n'aient pas voulu marcher. Il se peut aussi que vous ayez pensé : quand nous serons entrés dans Pétrograde, il faudra ravitailler la population... Entrer à Pétrograde était pourtant le seul moyen de réduire le bolchévisme, en organisant un blocus effectif, toutes les voies ferrées et les principales voies fluviales passant par cette capitale.

« Le blocus que vous venez de décréter risque fort de n'être qu'une manifestation. Moyen accessoire, avec une action militaire comme moyen principal, passe encore. Mais le blocus seul, tel que vous pouvez le faire sans être à Pétrograde, ce n'est pas suffisant. Actuellement la Russie se ravitaille par l'Ukraine et par le Japon : l'Ukraine fournit des céréales, le Japon des produits fabriqués. Les petits Japonais, que les Russes ne haïssent point, qu'ils ne redoutent point, dont ils ne se méfient point, n'ont pas attendu la fin de la guerre pour prendre la place laissée libre par les Allemands. Pouvez-vous les empêcher d'inonder la Russie de leur population et de leurs produits? Non. Pouvez-vous fermer la frontière de l'Ukraine? pas davantage : il n'y a pas de frontière entre l'Ukraine et la Russie. Alors, il eût mieux valu ne point parler de blocus.

« En fait d'action militaire, vous avez opposé aux bandes rouges, non pas des armées, mais d'autres bandes, celles de Koltchak, de Denikine et de Youdénitch : dans ces conditions, la lutte peut durer indéfiniment. Les mêmes soldats, les mêmes pillards passent d'un camp dans l'autre, suivant la solde qu'on leur offre. Également terrorisé par les rouges et par les blancs, puisque au fond ce sont les mêmes, le peuple russe continue de payer les frais. Entre les deux partis, il fait

cependant une différence. On ne lui a pas caché, comme bien vous pensez, que les troupes de Koltchak, de Denikine et de Youdénitch sont armées et entretenues par les étrangers. Les bolchévistes, qui les combattent, en viennent ainsi à faire figure de nationalistes, de patriotes russes, qui défendent le sol sacré de la Russie contre l'étranger et ses suppôts.

« Combien de temps durera le bolchévisme? Il faut distinguer entre le bolchévisme doctrine et le bolchévisme action politique. Le premier, qui est quelque chose d'assez analogue à l'anarchisme, vivra autant que le monde : car tant qu'il y aura, je ne dis pas des nations, mais une société, il y aura des mécontents, des désespérés et des exaspérés. Le second est un accident, et un accident malheureux. Les bolchévistes russes sont parvenus à se rendre maîtres d'un grand pays, à la faveur de circonstances exceptionnelles et par des moyens qui sont presque universellement réprouvés. Ayant conquis la Russie, ils ne peuvent ni l'organiser, ni la gouverner : ils ne peuvent guère que la ruiner. Là-dessus, Lénine et Trotsky eux-mêmes ne se font aucune illusion. Leurs réformes industrielles ont abouti à une diminution formidable de la production ; leur réforme agraire a totalement échoué.

« Ils reconnaissent aujourd'hui qu'ils se sont trompés, et que la Russie n'est pas mûre pour le bolchévisme. Cependant ils ne veulent pas renoncer aux principes, à la doctrine. Alors, comment vous expliquer cela? ils se ménagent, sur le terrain de la politique intérieure, la possibilité d'une évolution, et réservent toute leur intransigeance pour la politique extérieure. Ils se résolvent à prendre la Russie pour ce qu'elle est ; mais ils savent qu'il existe en Occident des nations politiquement et socialement plus évoluées que la Russie. Tentée dans quelques-uns de ces pays, l'expérience bolchéviste peut réussir. Après quoi le bolchévisme reviendra fortifié dans une Russie mieux préparée à le recevoir. Voilà, si je ne me trompe, la position actuelle des chefs, et voilà leur plan d'action. En même temps qu'ils se montrent en Russie plus opportunistes, plus enclins aux concessions, ils poussent plus vigoureusement leur propagande en Suisse, en Italie, en Belgique, en Angleterre et jusqu'en Amérique.

« Vous voyez en Lénine un doctrinaire, un exalté, un apôtre. Il est tout cela. Mais il est encore un inductif et un

réfléchi. Je le sais capable de se critiquer lui-même, peut-être de se réformer. Trotsky a le tempérament et les qualités d'un organisateur. Ayant, en somme, créé de toutes pièces une armée, il en est venu à présenter et à considérer lui-même son œuvre comme une œuvre nationale russe, une œuvre de défense contre l'étranger. Cette apparence lui vaut toutes les sympathies des Russes, dont le patriotisme est à base de xénophobie. Quant à Boucharin, c'est un pâle disciple de Lénine, dont il ne possède ni la force logique, ni la faculté de critique : esprit étroit, têtu, incorrigible. J'ajoute qu'au-dessus des préoccupations de doctrine, si puissantes qu'elles soient, tous les chefs bolchévistes russes placent la nécessité de se maintenir au pouvoir, et qu'ils chercheront à s'y maintenir par tous les moyens.

« Reportez-vous maintenant aux événements d'Allemagne. Comment l'anarchisme a-t-il été vaincu ? par qui le spartakisme est-il actuellement tenu en respect ? ce n'est point par la police : c'est par la social-démocratie organisée, par les syndicats. Les disciples allemands de Lénine l'ont si bien compris, que ce n'est pas contre la bourgeoisie, c'est contre les syndicats qu'ils ont agi avec le plus de violence. Ils voient dans les social-démocrates des ennemis beaucoup plus redoutables que les bourgeois. Il en sera en Russie comme il en a été en Allemagne. Le seul moyen de réduire le bolchévisme russe, c'est d'améliorer en Russie la condition matérielle et morale de l'ouvrier, de reconstituer l'industrie, le commerce et l'agriculture, en recréant ou en créant les syndicats. Comme aussi le seul moyen de ravitailler la Russie, c'est de réorganiser la production russe. Un pays de cette étendue et aussi pauvre en voies de communications ne se ravitaille point du dehors.

« Voici donc où je veux en venir. Votre politique en Russie, depuis la révolution, a toujours consisté à combattre quelqu'un ou quelque chose. Mauvaise formule, mauvaise méthode dans un pays où l'on est las de lutter, où l'on aimerait presque mieux mourir en paix que continuer à vivre en se battant. Nous voulons, nous (quand il dit « nous, » il s'agit évidemment des Allemands), nous présenter aux Russes en gens pacifiques, indifférents aux conflits intérieurs, aux luttes des partis, soucieux seulement de remettre le pays en état de produire et de vivre. Nous ne combattrons ouvertement ni le bol-

chévisme, ni la réaction ; nous ne parlerons que d'économie et de culture. Nous bâtirons des écoles professionnelles et nous construirons des routes; nous fonderons des sociétés et des journaux. Et nous serons les bienvenus.

— Mais trouverez-vous en Russie la base sur laquelle appuyer une pareille action?

— Oui, nous la trouverons dans une classe nouvellement constituée : celle des *Grands Paysans*. La Russie était et reste un pays agraire. Je vous disais que la réforme agraire de Lénine avait échoué : il ne l'avait d'ailleurs entreprise que pour la galerie, à des fins de propagande. Sa tentative a eu cependant un résultat, mais contraire à celui qu'il en attendait. On n'est pas retourné à la propriété collective; mais, avec les débris de la très grande propriété, se sont formés des domaines, qui en Occident paraîtraient immenses, et qui sont en Russie des domaines importants. Ils sont possédés par des gens énergiques et laborieux, sans culture, mais déjà munis de quelque expérience de l'administration, connaissant et appliquant les nouvelles méthodes d'exploitation agricole et ayant l'habitude de travailler avec les banques. Ces grands paysans ont un ardent désir de s'instruire et de s'élever socialement au niveau de leur nouvelle fortune. Ils éprouvent en outre des besoins matériels nouveaux : ils aspirent à vivre avec confort, même avec luxe. Nous leur apporterons ce qui leur manque, des chemins de fer et des usines électriques, des machines agricoles et des ameublements, des journaux et des bibliothèques. Nous les associerons à une action économique, qu'ils prolongeront eux-mêmes en action politique, car ils seront peut-être demain les dirigeants de la Russie.

« Les grands paysans russes sont, bien entendu, partisans de la propriété individuelle et par conséquent anti-bolchévistes. Mais ils sont démocrates avancés, et même, en un certain sens, socialistes. Je ne leur trouve d'analogues dans aucun État de l'Europe occidentale. Mais songez aux grands fermiers, aux grands entrepreneurs américains d'il y a quatre-vingts ans, à ceux qui fondèrent des journaux de doctrine, et les ouvrirent à Karl Marx... Vous saisirez peut-être ainsi le caractère et les tendances de cette nouvelle classe russe, que j'ai quelque peine à vous définir dans le langage politique de l'Occident européen.

« Vous connaissez maintenant notre plan. Pour le réaliser, nous avons les hommes, l'outillage, les connaissances techniques nécessaires et l'expérience du pays : il ne nous manque que l'argent. Dans une telle entreprise, la France, grosse créancière de la Russie, aurait tout intérêt à devenir l'associée de l'Allemagne. Ce que nous offririons aux Français, ce n'est pas seulement un moyen de rentrer dans leurs capitaux, mais le placement avantageux de capitaux nouveaux, des débouchés commerciaux considérables et de larges facultés d'échange. Les Américains ont complètement échoué en Russie : ni leurs méthodes, ni leurs goûts ne s'adaptent aux habitudes et aux besoins de ce pays. Il appartiendrait à la France et à l'Allemagne, par une action commune et bien concertée, de réorganiser économiquement le territoire russe et d'en exploiter les énormes richesses, pour le plus grand avantage des trois pays, et du monde entier. »

L'exploitation de la Russie, c'est aujourd'hui la grande idée de l'Allemagne. Ne pouvant agir seule, elle cherche des associés, qui, bien entendu, travailleraient sous sa direction et à son profit. Et elle emploie à cette intention les « démarcheurs » les plus variés et parfois les plus inattendus.

16 octobre.

C'est aujourd'hui la quatrième visite que je reçois, depuis un mois, d'anciens policiers allemands, qui, avec l'espoir avoué d'un gros pourboire, et dans une intention de vengeance personnelle à peine dissimulée, s'offrent à me révéler tous les détails des organisations secrètes qui fonctionnèrent en Belgique et dans le Nord de la France, et les auteurs responsables des atrocités commises dans les régions occupées. « Nous vous donnerons tous les noms, toutes les adresses, toutes les preuves. Vous publierez cela à Paris, dans les journaux. » Et ils semblent très étonnés lorsque je leur réponds que ce n'est pas là mon affaire.

19 octobre.

Je ne suis ni monarchiste, ni militariste, me dit M. S..., fonctionnaire allemand très instruit et très intelligent. Mais je n'étais pas d'avis que l'Allemagne acceptât les conditions du traité de paix. Je pense que nous aurions dû, en même temps,

refuser de signer et évacuer tous les territoires occupés à l'Ouest, en poursuivant à l'Est les opérations militaires contre la Pologne, de manière à revenir jusqu'à la frontière sans laquelle l'Allemagne ne peut pas vivre.

« Si l'Entente, poussant alors ses armées sur notre territoire sans défense, s'était livrée à des actes de violence, elle aurait mis le bon droit de notre côté. Mais elle n'aurait pas commis cette faute. Elle aurait occupé sans massacrer et sans détruire. Et nous aurions dit à l'Entente : « Nous ne voulons pas signer un traité que nous savons ne pas pouvoir exécuter. Envoyez chez nous des commissaires, qui feront un recensement exact des ressources de l'Allemagne et nous imposeront des conditions qui seront mesurées à nos moyens et que nous pourrons sincèrement accepter.

« Je vous assure que le peuple allemand est capable de reconnaître ses fautes, et même de s'en repentir. La « méchanceté » n'est pas le fait de notre peuple, mais d'une « clique » qui a trop longtemps gouverné l'Allemagne. Nous vous avons fait, à plusieurs reprises, des offres consciencieuses et raisonnables, que vous avez repoussées. Vous poussez le peuple allemand au désespoir, alors que vous devriez admettre sa sincérité et avoir confiance en lui. »

J'ai répondu : « Nous devrions? J'en doute. Mais je suis certain que nous ne pouvons pas. Ne demandez pas au peuple français d'établir une distinction, dans le ressentiment qu'il éprouve, entre la « clique » qui ordonnait le crime, et la nation qui l'exécutait. Notre peuple ne connaît du crime que les résultats, dont il a épouvantablement souffert. Il contemple sa patrie dévastée, ses foyers détruits, ses villes ruinées, ses enfants mutilés, et il dit : « C'est le Boche qui a fait ça! »

Ce mot de « Boche » est insupportable aux Allemands. Lorsqu'ils font mine d'oublier le passé, il n'est que de le prononcer devant eux, — et ils se souviennent!

MAURICE PERNOT.

L'ILE DE FRANCE

A LA FRANCE

Jusqu'à la fin du xve siècle, époque des mémorables explorations du Portugais Mascarenhas (d'où le nom d'iles Mascareignes), Maurice et Bourbon étaient de délicieuses oasis inhabitées, dont les forêts vierges étaient remplies de toutes les espèces d'oiseaux, dont plusieurs aujourd'hui sont éteintes.

Les Français, qui, dès le commencement du xviie siècle, possédaient déjà de solides établissements sur la côte Est de Madagascar, prirent, à deux reprises, en 1643 et 1649, possession de celle des îles Mascarenhas, à laquelle de Flacourt imposa le nom de Bourbon, ne pouvant, dit-il, « trouver un nom qui pût mieux cadrer à sa bonté et à sa fertilité. » En 1664, Colbert fonda la Compagnie des Indes orientales, qui choisit Madagascar (Fort-Dauphin) comme siège de ses opérations commerciales et exerça bientôt sa suzeraineté sur Bourbon, où elle concentra ses meilleurs soins. En 1715, l'âge d'or commença pour cette île, avec la culture du café et l'importation des merveilleux plants de moka. Les nègres défrichèrent ainsi, peu à peu, les magnifiques forêts de Bourbon, mais en donnant aux Bourbonnais, suivant l'expression d'Azéma, « leur sueur, en échange du bien-être qu'ils ne possédaient guère à l'état sauvage. »

Et Maurice? Quelles furent ses origines? Après la découverte de Mascarenhas (1512), Maurice (appelée alors *Cerné*, du nom du bateau qui servit à la découvrir) demeura aux mains des Portugais, mais de nom seulement; car ils ne s'y établirent point. En 1598, les Hollandais y débarquèrent,

s'étonnèrent de la trouver déserte, mais, surtout, furent saisis d'admiration à la vue d'une terre luxuriante de fougères arborescentes et de palmeraies gigantesques, où roucoulaient des millions de tourterelles. L'île fut alors dénommée « Mauritius, » en l'honneur du stathouder de Hollande, Maurice de Nassau. Les Hollandais abandonnèrent Maurice en 1712 et, dès lors, son histoire se confond intimement avec celle de Bourbon.

L'abandon définitif de l'île par la Hollande étant connu des Bourbonnais, le gouverneur de Bourbon envoya G. Dufresne, capitaine du *Chasseur*, prendre possession de Maurice le 20 septembre 1715. L'île fut, dès lors, baptisée « Ile de France. » Six ans après, Garnier de Fougeray, commandant du *Triton*, entra de nouveau, en grande pompe, dans le port qui fut bientôt appelé Port-Louis ; il ajoutait, cette fois officiellement, l'Ile de France « aux domaines de Sa Majesté Louis XV. »

A la fin de 1722, de Nyon, nommé gouverneur, arriva, à son tour, avec un groupe d'ingénieurs, de soldats et de marins, organisa dans l'île un premier Conseil national et entreprit la culture du café et des graines potagères. Un règlement, en date de 1727, prescrivit au dit gouverneur de séjourner, alternativement, chaque année, six mois à l'île Bourbon et six mois à l'Ile de France. En 1735, Mahé de La Bourdonnais, déjà célèbre par ses conquêtes aux Indes, fut nommé gouverneur des deux colonies, qui avaient périclité et se trouvaient en assez médiocre posture. Il y importa le manioc et *la canne à sucre*, forma une escadre de neuf vaisseaux, qu'il approvisionna à Madagascar et entreprit, bientôt, la prise de Madras. Capturé par les Anglais, La Bourdonnais fut reconnu, par le prince de Galles lui-même, « comme ayant fait la guerre en ennemi humain et généreux; il fallait, ajoutait-il, estimer grandement un homme qui servait si bien son Roi. »

Nous ne rappellerons pas ici les persécutions que ce grand homme eut à subir ensuite de la part de son illustre rival Dupleix; son emprisonnement, qui dura plusieurs années, et sa mort, qui survint à la peine (1751). Nous dirons seulement que La Bourdonnais fut, incontestablement, le père de notre colonie, le véritable fondateur de sa prospérité : pendant les onze années de son gouvernement, il fit de Maurice l'un des pays les plus riches du monde. Il avait fixé sa résidence à Port-

Louis. L'abbé Raynal disait, alors, que Bourbon « n'était qu'une onéreuse dépendance de l'Ile de France. » La vérité, c'est que Bourbon suivait l'impulsion donnée par une puissante main. Mais déjà il ressortait des conditions naturelles de Bourbon (étendue de sa région montagneuse, restriction de l'espace dévolu à la culture, absence de port), que cette île se trouvait en flagrant état d'infériorité. C'est grâce à Maurice que la marine française prit peu après, dans l'Océan Indien, l'empire des mers, d'où dépendait la splendide prospérité des deux jumelles, qui révélèrent, alors, au monde le génie colonisateur de la France. Puisse cette étoile double, suivant la charmante expression de Bérard, briller de nouveau, bientôt, dans le beau ciel de nos tropiques !

L'histoire de notre île, par deux fois dénommée Ile de France (et qui mérite encore si pleinement ce beau nom), se trouve toujours intimement associée à celles de Madagascar et de la Réunion. C'était, alternativement, dans les trois îles, que venaient se ravitailler les hardis marins qui eurent noms Duperré, Bouvet, Magon, Hamelin, Roussin, Surcouf et Mallerousse accomplissant leurs glorieuses croisières à travers l'Océan Indien.

Mentionnons ici quelques dates importantes. En 1767, la Compagnie des Indes fut obligée de liquider les affaires qu'elle avait à Bourbon et à l'Ile de France et de rétrocéder ces îles au Roi et la Compagnie de Saint-Malo. C'est cette année même que le Lyonnais Poivre (qui mérita si bien son nom) fut nommé intendant général des îles et les enrichit de la culture des fines épices (girofle, muscade, vanille, cannelle) arrachées à l'avidité des Hollandais, en dépit de la sévérité des lois bataves, qui punissaient de mort ceux qui tentaient d'enlever les précieux aromates des îles Moluques et de Java. C'est en 1768 que Bernardin de Saint-Pierre débarqua à Port-Louis, avec des idées commerciales assez utopiques. S'il ne réussit guère comme commerçant, en revanche, il revint en France avec son immortel chef-d'œuvre de *Paul et Virginie*, qui révéla à l'univers l'existence de nos îles et les beautés de « Pamplemousses. »

En 1772, sous la dénomination de « régiment de l'Ile-de-France, » plusieurs bataillons de garde furent créés pour protéger nos colons agricoles. A cette époque, l'Ile de France, favorisée par la nature de deux superbes ports, était regardée

par l'Angleterre comme la clef de l'Inde (nos armoiries le disent encore par leur devise) et comme un autre Gibraltar, mais un Gibraltar français...

En 1781, le bailli de Suffren, et en 1783, le comte de Bussy, avec des troupes composées en grande partie des volontaires des îles de France et de Bourbon, battirent les forces britanniques sur la côte de Coromandel et près de Gôndelour, après avoir accompli des prodiges de courage. Ce fut surtout, d'ailleurs, dans cette fin du XVIIIe siècle, que la mer des Indes devint le théâtre des plus glorieux exploits de la marine française. A cette époque, dit notre historien Hervé de Rauville, l'Ile de France fondait ses canons, manufacturait sa poudre, construisait ses navires et envoyait ses enfants au secours de Tippo-Sahib et des révoltés de l'Inde. Son activité maritime et militaire s'épanouissait dans les plus aventureuses expéditions. C'est alors que Duperré, Lhermite, Bouvet (natif de Bourbon), de Sercey, Hamelin, Tréhouart, l'amiral Magon (créole de l'Ile de France), Surcouf et tous ses braves compagnons transformèrent le pavillon français en un épouvantail pour les Anglais. Leurs bateaux semaient la terreur sur leur flotte, paralysant partout le commerce, rançonnant les comptoirs de Bombay et du Bengale. Jusqu'en 1810, ce fut l'Ile de France qui formait toujours le centre de ces opérations maritimes : les croisières de Bouvet sur l'*Entreprenant*, en 1807, tiennent particulièrement du prodige...

L'administration du général Decaen, choisi par Napoléon lui-même, comme l'un de ses lieutenants les plus éminents, mit fin aux convulsions de l'époque révolutionnaire, déjà bien calmée par l'habile gouvernement du comte de Malartic. Elle fut remarquable, au point de vue des intérêts de l'Ile, devenue tranquille au dedans, tandis qu'au dehors elle se faisait redouter et harcelait la flotte britannique au cours de rudes combats renouvelés sans trêve. Toutefois, le 9 juillet 1810, Bourbon tomba aux mains des Anglais. Le 23 août suivant est la date mémorable du glorieux combat de l'Ile de la Passe (ou du grand-port), soutenu victorieusement par l'Ile de France bloquée et réduite à ses seules ressources de défense. Grâce au généreux dévouement des Mauriciens, groupés « en une seule confrérie, » sous l'égide de Decaen, l'escadre anglaise fut anéantie. Cet exploit est enregistré sous l'Arc-de-Triomphe de

l'Étoile, consacrant, pour les générations à venir, l'une des pages les plus belles de la France maritime.

Le 29 novembre 1810, une flotte anglaise de 76 voiles débarquait 12000 hommes à l'Ile de France. Défendue seulement par 900 hommes de troupes régulières et 3000 volontaires levés à la hâte, la capitale tint pendant trois jours : finalement, Decaen fit accepter une capitulation en dix articles rédigée par lui-même et signée le 3 décembre sans discussion. Ce fut, dit Napoléon, la plus belle des capitulations jamais obtenues (pas de prisonniers, honneurs militaires à la garnison, respect absolu aux propriétés, lois, religion, langue et coutumes des Mauriciens).

En résumé, « le drapeau seul changeait et tout restait en l'état. » Decaen avait voulu faire insérer dans la capitulation une clause d'après laquelle la colonie serait obligatoirement restituée à la France à la signature de la paix. Ce fut Bourbon, comme on sait, qui bénéficia seule de cette faveur. L'Ile de France n'appartenait plus à la France, et le traité de Paris (1814) la faisait tomber, définitivement, aux mains de l'Angleterre.

Plus tard, malgré le laborieux dévouement du grand patriote Adrien d'Épinay, qui s'efforça pendant neuf ans (1830-1839) d'arracher à nos nouveaux maîtres quelques libertés pour son pays, et lutta jusqu'à la mort *pro patria*, la langue française fut enlevée aux tribunaux (1847), ce qui ne fit qu'accentuer la mésentente entre les Anglais et les Franco-Mauriciens. Interdite à la vie officielle, la langue française se réfugia religieusement dans la maison et dans la famille, où elle s'enferma, comme au sein d'un sanctuaire. Ce fut au point que le gouverneur Broome souhaita de voir interdire le mariage des fonctionnaires anglais avec des Mauriciennes, qui « francisaient » aussitôt leurs maris d'une manière « incompatible avec leur mission. »

Un rayon de soleil brilla, pourtant, à travers ces misères de la politique. Nous voulons parler du généreux gouvernement de Sir John Pope Hennessy. Cet Irlandais au cœur chaud, ancien membre de la Chambre des Communes, fut nommé, le 2 décembre 1882, gouverneur de l'île. Énergique, ennemi de l'injustice sous toutes ses formes, il entreprit, aussitôt, amicalement, de restaurer les droits méconnus des Mauriciens, au moyen d'une réforme libérale. Suspendu, en

1886, de ses fonctions, comme hostile à l'oligarchie et protecteur avéré des aborigènes, Sir John fut réintégré dans son gouvernement, au bout de quelques mois d'énergiques protestations. Il revint dans notre île, où l'attendait triomphalement l'accueil unanime, ardemment enthousiaste et reconnaissant, de cette population, dont il avait, officiellement, apprécié l'indiscutable supériorité pour l'aptitude aux emplois exclusivement réservés, jusque-là, aux protégés du bureau colonial. « Maurice aux Mauriciens! » tel fut le cri réformiste et le programme politique de l'époque. Sir John avait reconnu nettement, que les Mauriciens étaient aussi dignes de se gouverner eux-mêmes que les « british-born, » jusqu'alors seuls en droit d'être promus aux hautes fonctions. Après soixante-quinze années de luttes et de revendications, lord Derby accordait enfin à la Communauté Mauricienne une représentation élective restreinte. Sur les vingt-huit membres qui composent le Conseil législatif, on admit dix élus au suffrage restreint. Quelques années encore assez violentes succédèrent à cette crise réformiste. Mais le calme renaquit peu à peu et, depuis une trentaine d'années, les noms des Mauriciens de vieille souche sortirent constamment des urnes.

***

« Combien Maurice est complètement français, c'est là une chose dont vous ne vous faites pas idée en Angleterre, » écrivait Lady Barker dans ses *Letters for Mauritius.* » Le Roi Georges V, à la visite qu'il fit à l'île Maurice en 1901, alors qu'il était prince de Galles, dit : « Les familles mauriciennes sont douées des traits charmants de la vieille France. »

Le gouverneur d'alors, Sir Charles Bruce, ajoute que, chez le Mauricien d'origine « les traditions personnelles s'associent à des vertus de naissance, qui trouvent leur expression dans le proverbe : « noblesse oblige. » D'autres gouverneurs, Sir John Pope Hennessy, Sir Gerningham, et ces jours derniers le gouverneur actuel assuraient l'attachement du Mauricien français à sa patrie d'origine. « C'est une très vieille et très jolie France, » ajoutait Jules Lemaître, en préfaçant le livre magistral de Hervé de Rauville, *L'Ile de France contemporaine.*

Depuis plus de cent ans que notre colonie a été annexée au

grand Empire britannique, elle n'a pas cessé, un seul jour, « de témoigner de la puissance durable et de la séduction permanente du génie français. » La conduite des Mauriciens en général, au cours des quatre années de guerre mondiale, a été au-dessus de tout éloge.

A l'Ile de France, tout est resté français : langage, écriture, mœurs et coutumes, pensée intime. Notre cerveau étant demeuré celui de nos pères, tout « se francise, » pour ainsi dire, automatiquement à l'île Maurice. L'amour de la patrie d'origine, le profond sentiment de l'honneur français et les instincts de courtoisie et de désintéressement, propres à la race, n'ont jamais fléchi, en dépit du loyalisme toujours officiellement observé vis-à-vis du « conqueror ». La suprême aspiration du Mauricien, c'est la France, dont il se souvient d'avoir glorieusement soutenu la puissance, en son boulevard, sur la mer lointaine.

Les Mauriciens actuels sont, pour la plupart, les descendants d'anciens colons spécialement choisis en France dans l'élite de toutes les classes sociales, en vue de la colonisation des Mascareignes. A ce premier noyau sont venus s'ajouter, par la suite, des cadets de famille, notamment normands et bretons, et des officiers de terre et de mer restés dans l'île au moment de la Révolution.

Véritable réservoir de terre arable, grâce à l'humus de ses anciennes forêts et aux cendres de ses anciens volcans, l'île Maurice offre les plaines de culture les plus fertiles, tandis que ses ports naturels et sa configuration géologique elle-même concourent à sa valeur économique et commerciale. L'île est, actuellement, pour les trois quarts, plantée de canne à sucre : la canne y a même tué toutes les autres cultures. Elle produit un sucre abondant (le neuvième de la production totale du globe) et de qualité hors ligne (les rapports des expositions en font foi). Tous les capitaux de Maurice, toute la main-d'œuvre indienne sont réunis pour le triomphe de l'industrie sucrière. C'est en grande partie à la race intelligente et travailleuse de l'Inde qu'est due la prospérité actuelle de nos cultures : on a été obligé, depuis plus de soixante ans, de faire appel à l'ouvrier agricole des Indes, afin de suppléer au manque de bras des noirs émancipés. Actuellement, l'Indien forme les trois quarts de notre population totale : 300 000 sur 400 000.

Remarquons ici, avec Paul Carié, que Maurice est l'un des pays les plus peuplés du monde : 200 habitants par kilomètre carré.

Les créoles français des Mascareignes, Bourbon et Maurice, sont remarquables par leur résistance, leur vigueur, leur stature, leur belle santé, leur sobriété, leur renom de large et généreuse hospitalité. Toutes ces qualités évoquent l'idéal de l'ancien gentilhomme de France. Très douée pour les arts et la musique, la Mauricienne a la religion du devoir domestique et de l'amour maternel. Elle est femme d'intérieur au premier chef.

La métropole a été très généreuse pour Bourbon, qu'elle a dotée d'un port, creusé de ses propres deniers; elle a étendu ses libertés politiques et son autonomie, et surtout a fait les plus grands sacrifices pour son instruction publique. Saint-Denis a été doté d'un lycée de tout premier ordre, d'où sont sortis et sortent, sans cesse, des pléiades de Bourbonnais, appelés à occuper dans la métropole les plus hautes situations: à l'Institut, au Collège de France, au Parlement. On peut aussi dire que le Lycée de la Réunion est devenu la pépinière des administrateurs coloniaux et même des gouverneurs français. Vis-à-vis de Bourbon, Maurice demeure dans des conditions réelles d'infériorité au point de vue de l'instruction. D'autre part, le Mauricien n'a aucun avenir national possible. Heureusement il a su conserver les vertus et maintenir l'énergie de ses ancêtres et finalement compenser, par ses qualités pratiques et son amour du travail, l'infériorité de sa situation politique.

Cette fâcheuse situation cessera du jour où les deux îles étroitement liées par leur situation géographique et leur histoire, seront de nouveau rassemblées sous le même drapeau. Elles se complètent, en effet, mutuellement; elles se prêteront, dans la suite, un appui matériel et moral profitable aux progrès harmonieux de l'avenir.

Nous ne pouvons citer ici les nombreux Mauriciens qui, malgré les obstacles apportés à leur instruction normale dans l'île, sont parvenus à des notoriétés diverses. Il importe toutefois de signaler que les huit journaux publiés à Maurice sont tous rédigés en français par des écrivains de réelle valeur. Ces journalistes contribuent largement à maintenir dans l'île les

bonnes traditions françaises. Le fait est que le Mauricien français ne s'est jamais abandonné et s'est constamment ressaisi à travers les circonstances politiques et administratives les plus critiques. C'est de l'île Maurice d'abord et de Bourbon ensuite, que partirent les premières propositions d'abolition de la traite des nègres, à une époque où la plupart des gouvernements ne craignaient pas de repousser ce principe élémentaire de justice humaine.

***

Nos brillants collègues Hervé de Rauville, Paul Carié, et Dabbadie, ainsi qu'Édouard Laurent, et Abel Lourneau avant et pendant la guerre, avaient posé, chacun dans la mesure de ses forces et de son influence, les prémisses de la rétrocession de Maurice à la France. Au moment de l'armistice, un banquet fut donné à l'hôtel-de-ville de Port-Louis, en l'honneur de la France, sous la présidence du docteur Maurice Curé. A l'issue de ce banquet, le docteur Edgard Laurent fit voter, à l'unanimité, les termes d'un câblogramme envoyé à Paris pour témoigner de l'admiration, de la reconnaissance et de l'affection des Mauriciens pour les hautes autorités, civiles et militaires, de la France.

Des manifestations empreintes du plus ardent patriotisme se produisirent alors en diverses circonstances, chez le consul de France en particulier, au point qu'il fut décidé par le gouvernement que le 14 juillet deviendrait la fête nationale à l'Ile Maurice.

Le 5 mars de cette année, un grand meeting ouvert, autorisé par l'administration, nomma des délégués auprès de la Conférence de la Paix. Ce meeting pro-français fut présidé par notre grand Anatole de Boucherville. Tous les membres présents communièrent dans le même amour de l'ancienne mère-patrie.

Comme suite à la mission confiée aux délégués, une requête fut présentée, du même geste, sur le terrain de la Conférence de la Paix, au premier ministre de la Grande-Bretagne et au premier ministre de la République française, pour réclamer la rétrocession de l'île Maurice à la France, sa patrie d'origine. La requête exposait courtoisement que l'Ile de France, comme la Réunion, se rattache à Madagascar par ses

origines, son passé, ses intérêts matériels et moraux, corollaires de sa position géographique. Elle ajoutait que l'alliance anglo-française, indispensable à la paix de l'univers, ne saurait s'établir indestructiblement, si l'on n'aboutit pas à des sphères d'influence nettement définies et ne laissant prise, dans l'avenir, à aucune friction entre les deux peuples. Tout cela, bien entendu, exprimé avec le loyalisme le plus respectueux pour la Grande-Bretagne.

La France doit, il nous semble, avoir à cœur de récupérer le superbe épanouissement colonial qui fit autrefois son orgueil. Renoncer à Maurice, ce serait, de sa part, la répudiation de la gloire navale des temps anciens.

L'« Athènes de la mer des Indes » (ainsi que Thiers surnommait Maurice) doit faire retour à sa mère d'origine. Serait-il admissible que la Société des Nations pût autoriser l'étonnant spectacle d'une colonie, française par les traditions, les mœurs et le langage, qui ne serait pas gouvernée par des Français? La guerre mondiale a démontré à tous les esprits clairvoyants la nécessité de restaurer les groupements ethniques naturels. Résolue suivant l'équité, la question de Maurice, en effaçant toutes les traces d'ancien antagonisme et toutes les raisons futures de mésentente entre la France et l'Angleterre, consacrerait à jamais l'alliance et l'amitié des deux grands peuples qui viennent de s'unir contre la barbarie organisée. Ce serait, à la fois, le triomple de la justice et la condition du progrès moral pour le genre humain, avec la fin d'une période de conquêtes et de violence, pour toujours abolies...

Docteur J.-A. Rivière.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre des Arts : *L'Ame en folie*, comédie dramatique en trois actes de M. François de Curel. — Variétés : *La Chasse à l'Homme*, comédie en trois actes de M. Maurice Donnay. — Comédie-Française : *Le Prince d'Aurec*, comédie en trois actes de M. Henri Lavedan.— *Œdipe* au Cirque.

C'est au théâtre des Arts, sur les hauteurs des Batignolles, que M. François de Curel a fait représenter sa nouvelle pièce : *l'Ame en folie*. Le choix de ce théâtre excentrique et lointain nous a remplis d'aise. Il nous reportait au beau temps du Théâtre libre, qui fut pour les hommes de mon âge l'époque de leur jeunesse. En ce temps-là, on partait, pèlerins passionnés de l'art, vers des impasses de l'Élysée ou des Théâtres Montparnasse. On allait, confiants, dans l'espoir de la révélation. Il arrivait que la révélation fût une simple mystification, mais on ne se décourageait pas pour si peu. Et puis ce théâtre étant libre, on lui passait toute sorte de libertés que nulle part ailleurs on n'eût supportées. Il y avait là de tout un peu et de toutes les notes, depuis le réalisme le plus vulgaire jusqu'au plus nuageux symbolisme. Trop souvent on piétinait dans la trivialité; d'autres fois on était soulevé par une vague de lyrisme, emporté par un torrent d'éloquence, et c'étaient justement les soirs où le Théâtre libre s'honorait en accueillant l'art si original et si âpre de M. François de Curel.

Ce qu'il y avait encore de bien curieux au Théâtre libre, c'était l'atmosphère qu'on y respirait. Maintes fois, le spectacle de la salle fut pour le moins aussi intéressant que celui de la scène. Quel public ! Quel cœur il avait et quel estomac ! Comme il applaudissait et quelles choses il applaudissait ! Quelle fureur d'enthousiasme et quelle bonne volonté ! C'est qu'il y avait de la poudre dans l'air. En battant des mains, on se battait. Chaque soirée était un soir de combat.

Ceux de 1830 ont eu leur bataille de Hernani. Ceux de 1890 ont eu les batailles du Théâtre libre... Ces souvenirs nous revenaient à l'esprit, ce soir de *l'Ame en folie* où, comme il y a vingt-cinq ans, nous nous acheminions vers un théâtre d'avant-garde. Le théâtre des Arts est celui-là même où, un peu avant la guerre, fut joué *le Grand Soir*, cette préface de la saturnale russe. Comme jadis au Théâtre libre, la pièce était de M. François de Curel et la mise en scène était de M. Antoine. L'illusion était complétée par la vignette suggestive dont s'ornait notre billet d'invitation : on y voit, parfaitement dessiné, un squelette qui serre galamment dans ses bras décharnés une femme nue. Le programme nous avertissait que cet engageant personnage avait un rôle dans la pièce. Et nous nous rémémorions la prédilection qu'a toujours eue le Théâtre libre pour le genre macabre.

Donc la scène représente une maison de campagne où un original, Justin Riolle, s'est retiré pour y mener le genre de vie qui convient à son humeur morose et à son goût pour les rêveries scientifico-philosophiques. Sa femme, qui n'est plus jeune, vient d'être gravement malade. Elle sort à peine d'une longue crise cardiaque : c'est une femme condamnée. Justin Riolle semble être à peu près seul à ne pas s'en apercevoir ou à ne pas s'en inquiéter. Ce n'est pas un sentimental. Il a une réelle affection pour sa brave femme de femme; mais cette bourgeoise pot-au-feu est totalement dépourvue d'idées générales : il ne peut voir en elle une compagne de son intelligence. Il vit à côté d'elle et loin d'elle, indulgent et méprisant, retranché dans son égoïsme sarcastique d'homme supérieur et méconnu.

La pauvre femme dont l'esprit faible vient d'être encore affaibli par la maladie, nous confie une terreur qui l'a hantée pendant sa dernière crise. Il y a là-haut, dans un grenier dont son père avait fait jadis un atelier, un squelette. Ce squelette s'obstinait à venir la tourmenter dans sa fièvre. Elle supplie qu'on l'en débarrasse. Justin Riolle y consent, tout en haussant les épaules et regrettant ce vieux meuble qui flattait sa manie de physiologiste amateur et réjouissait son ironie de misanthrope.

Ainsi commence à se dessiner le caractère de Justin Riolle. C'est une manière de philosophe campagnard. Il a jadis écrit un livre, *l'Ame en folie*, qui n'a eu aucun succès : l'édition presque complète a fait retour à son auteur. A en juger par ce que nous entendrons tout à l'heure, les savants ont dû trouver qu'il y avait mis trop de

littérature, et les littérateurs trop de sciences naturelles. Déçu par cet insuccès, Justin Riolle a secoué la poussière de ses souliers au seuil de l'école, et il s'est réfugié dans le désert d'Alceste, pour y philosopher en liberté. Il a fait choix d'une campagne perdue, à la lisière des bois. Il vit là tout près de la nature, il se mêle au grouillement de la forêt, il étudie sur place et vérifie *in animâ vili* les lois qui régissent le monde animal : ne soyons pas trop surpris si, dans la société des bêtes, il a un peu oublié la société des gens.

On annonce une visite. Une visite dans cette thébaïde, c'est un événement. Et quelle visite! Celle du célèbre auteur dramatique Michel Fleutet. Qu'est-ce qui peut bien amener dans ces parages ce Parisien renforcé? Avec une belle intrépidité de flagornerie, il invoquera le désir de connaître l'auteur de *l'Ame en folie*; car il a lu ce livre que personne ne lit; il est celui qui a lu *l'Ame en folie*, et il l'admire. Parlez-moi des auteurs dramatiques pour savoir soigner une entrée! Ces fins psychologues devinent ce qui se cache de vanité sous de certains airs indifférents et bourrus. Michel Fleutet a un autre motif, — le mauvais motif, — qui est le vrai. Il est à la poursuite d'une actrice, Rosa Romance, qui le fuit, mais qui, en fuyant, a eu soin de laisser une adresse. *Et fugit ad salices*... L'adresse qu'elle a laissée est celle des Riolle. Car cette Rosa est leur nièce, et ils l'attendent d'un instant à l'autre. Justin Riolle a beaucoup observé dans la forêt les mâles, ardents à la poursuite des femelles. Il est tout réjoui par la pensée que la fugitive, en arrivant chez lui, va se trouver en présence du mâle lancé sur ses traces. Magnifique occasion que lui fournit le hasard, d'expérimenter sa doctrine de l'identité foncière entre la folie des bêtes et l'amour des humains.

Le second acte est presque entièrement rempli par l'exposé des théories de Justin Riolle. Il faut songer qu'il se tait depuis des années et qu'il vient de trouver un auditeur bénévole... Avec une infinie complaisance, il nous explique comment il est devenu philosophe : c'est en courant les bois. Une forêt est un monde; chacun y voit et y entend ce qu'il veut, suivant son humeur et ses dispositions : Justin Riolle y a surtout entendu bramer les cerfs. « Lorsque les cerfs auront fini de bramer, ce sera le tour des sangliers. Puis l'inévitable fièvre gagnera d'autres espèces. Toutes y passeront. Oui, lorsqu'on sait écouter et voir, une forêt n'est pas la paisible retraite qu'on imagine. C'est le pays de la violence et de l'assassinat, la patrie des fauves déchaînés. C'est la forêt tragique. Et c'est là que j'entrais pour être assailli par l'émouvant spectacle de l'amour des bêtes,

moi, tout palpitant de l'amour humain. » Un poète aurait chanté, à la manière de Lucrèce. Justin Riolle ratiocine, à la manière de Darwin. « Ma première idée a été de suivre l'instinct de la reproduction depuis l'époque où il n'était, dans une goutte de protoplasme, qu'une aveugle attraction, voisine de l'affinité chimique, jusqu'au point où, dans nos âmes, il déchaîne les magnifiques orages de la passion. Mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir que l'entreprise était au-dessus de mes forces, et je me suis borné à essayer de construire l'amour humain sur la furie sensuelle de nos grands cousins les grands mammifères. » Excusez du peu!

Voici ses conclusions. « L'intelligence, aussitôt qu'elle se manifeste par quelques lueurs dans une espèce animale, devient immédiatement la servante attentive des besoins sexuels... C'est l'intelligence qui dirige les batailles des mâles, règle l'escrime de leurs bois, etc... Grâce à ces jeux variés, l'intelligence acquiert peu à peu la notion de beauté, si bien qu'il est permis d'affirmer que les sublimes envolées du génie ont pour origine, dans le recul des âges, les ardeurs de l'animal en rut. » Justin Riolle n'est pas un philosophe de salon : le mot cru ne lui fait pas peur : je le soupçonnerais plutôt de le rechercher. Et il n'a pas peur non plus d' « affirmer. » Dans sa solitude de penseur à qui nul ne donne la réplique, son moi s'est exalté, sa philosophie lui est montée à la tête : la fumée de ses idées l'a enivré. Il continue en remarquant que chez les bêtes l'intelligence va toujours dans le sens de la sélection naturelle; chez les gens, il en est autrement. L'avantage n'est d'ailleurs pas uniquement du côté des bêtes. Il y a une sélection suivant l'ordre de l'intelligence et du sentiment, etc., etc.

Que valent ces théories en elles-mêmes? Elles ne sont pas neuves et n'ont jamais été que des hypothèses. Mais peu importe. Et c'est ici, je crois, que la plupart des critiques, dans l'espèce de fureur sacrée qui s'est emparée de leur docte phalange, se sont trompés sur les intentions de l'auteur et sur le caractère de son œuvre. Ils ont salué l'avènement d'une sorte d'évangile naturaliste. Ils ont rendu compte d'une pièce de théâtre, comme ils auraient fait d'une soutenance de thèse en Sorbonne. Nous sommes au théâtre : les idées de Justin Riolle n'ont d'intérêt qu'en tant qu'elles sont les idées de Justin Riolle. Elles font corps avec le personnage, elles tiennent à son caractère et cadrent avec son type. C'est pour cela même que, si long qu'en soit l'exposé, elles n'ennuient pas. Elles ont passé par le cœur du bonhomme aussi bien que par sa tête; elles se sont incarnées en lui.

Elles valent ce que vaut l'homme. Or M. François de Curel a campé son personnage avec sa franchise et sa rudesse coutumières ; il l'a peint en pleine pâte ; il l'a animé d'une vie puissante. Il a ainsi atteint le but qui est celui de l'auteur dramatique : rien de ce qui touche à Justin Riolle ne nous est indifférent. Nous sommes curieux des rêveries, quelles qu'elles soient, de ce promeneur solitaire. Nous voulons tout connaître de ce cerveau bizarre.

Pour ce qui est du doux Michel Fleutet, il a écouté toutes ces belles choses sans sourciller, en homme qui va s'empresser de les oublier dans les bras de la charmante Rosa. Car l'instant est venu où ce qu'il souhaitait si ardemment va s'accomplir. Mme Riolle est indignée que cela s'accomplisse chez elle. Mais alors Justin Riolle, (décidément il est déchaîné !) lui fait une étrange révélation. Il lui déclare que son indignation n'est que jalousie toute pure : elle est amoureuse de Michel Fleutet ! Tout de suite convaincue, la pauvre femme convient que, tout en continuant d'aimer son mari et souhaitant de lui rester fidèle, si ce Fleutet lui faisait certaines propositions, elle y céderait. Michel Fleutet n'y songe guère et la bonne dame ne court aucun danger ; mais tout de même elle en frémit : tant les aperçus de Justin Riolle sur l'origine des espèces l'ont bouleversée !.. Dirai-je que tout cela ne me paraît pas très vraisemblable ? Esprit simple, femme de bon sens timoré et de vertu bourgeoise, dévote de province, je croirais plutôt que la cynique éloquence de son mari a dû la scandaliser. Et au degré de misère physiologique où elle est, entre deux crises dont la dernière l'enlèvera, non, je ne crois pas qu'elle soit très portée à ce que nos pères, qui n'avaient pas lu Darwin, appelaient la gaudriole.

Le troisième acte est l'acte du squelette. Nous pénétrons dans l'atelier dont ce vieux camarade fait, depuis des années le plus bel ornement. La charitable Mme Riolle voudrait lui ménager une sépulture chrétienne. Elle sollicite le curé de l'accueillir en terre consacrée et de lui faire les honneurs d'une petite cérémonie. Cela soulève quelques difficultés. Ce squelette n'a jamais été un chrétien, n'ayant jamais été même un vivant. C'est une pièce anatomique, ce qui est bien différent. Un habile commerçant a réuni des ossements de provenances diverses, fournis par l'École de médecine, et en a composé un tout artificiel. Nouvelle matière à philosopher pour l'intarissable Justin Riolle. Il découvre à ce squelette une valeur de symbole. La diversité des pièces qui le composent symbolise la diversité des instincts que nous apportons avec nous en naissant et qui nous

viennent d'ascendants multiples et bariolés. Qui sait si ce crâne n'est pas celui d'un savant, ce fémur celui d'un homme d'église, et ce tibia celui d'un assassin? De même, nous tous tant que nous sommes, nous avons le front d'une de nos grand'mères, le nez d'un aïeul et le menton d'une tante. C'est pourquoi nous sentons parfois s'éveiller en nous d'obscurs instincts et s'exercer des poussées imprévues dont nous ne sommes ni maîtres, ni responsables, car elles nous viennent de notre préhistoire.

Enfin, on emporte le squelette! Mais il est toujours là pour la malheureuse Mme Riolle, qui, restée seule et reprise d'une crise de cœur, l'entend lui tenir dans les ténèbres d'abondants discours, à voix basse et sifflante. Car il ne faut pas confondre les squelettes avec les fantômes qui ont, comme on sait, une voix bien timbrée, dans les notes graves. Tant qu'enfin l'infortunée tombe morte sur un dictionnaire qu'elle venait d'ouvrir : toutes ces émotions l'ont tuée. Justin Riolle lit le mot sur lequel s'est raidi le doigt de la mourante : Messaline! Finirat-il par comprendre qu'il eût mieux fait de ne pas troubler cette pauvre cervelle et de garder pour lui ses récréations philosophiques, darwiniennes et ironistes?

On sort de *l'Ame en folie* avec un peu de vertige et de courbature: le chemin est long des temps géologiques jusqu'à nos jours. On vient d'errer dans les broussailles de la forêt, parmi les fourrés des idées; on n'est pas sans inquiétude : on sent à ses trousses une meute de comparaisons et d'images tirées de l'animalité. Le squelette aussi vous poursuit. On se tâte. On s'interroge sur son hérédité : est-on sûr de chacun de ses membres et de chacune de ses vertèbres? Jurerait-on que dans le nombre il ne s'en est pas glissé quelqu'une de provenance douteuse? On rentre chez soi plus troublé que de coutume par ces menus craquements qui s'entendent dans la nuit. Crainte d'avoir le cauchemar, on ouvre un livre pour se changer les idées. Si vous m'en croyez, vous choisirez Racine ou Musset. Vous n'y entendrez parler ni de sélection naturelle, ni de protoplasme, ni de l'amour chez les mammifères; mais vous y apprendrez beaucoup de choses sur l'amour, tourment des hommes et des dieux.

Mise en scène et jeu des acteurs portent bien la marque de M. Antoine. Du naturel avant toute chose. M. Grétillat a été tout à fait remarquable dans le rôle écrasant de Justin Riolle qui doit beaucoup à sa fougue et à sa conviction, et Mme Mady Berry dans celui de Mme Riolle nous a vraiment émus.

Tout doucement, sans fracas, sans insistance, sans avoir l'air d'y toucher, M. Maurice Donnay nous apporte sinon une forme, du moins une nuance de comédie nouvelle et charmante. Nous pouvons d'autant mieux nous en réjouir à la *Revue*, que nous avons eu la primeur de cette manière fine et légère. Aucun de nos lecteurs n'a oublié ces *Conversations pendant la guerre* qui reproduisaient si ingénieusement le tour et les sujets de nos conversations quotidiennes. Nous retrouvions, sous la plume de l'écrivain, ce qui se disait un peu partout et que nous avions dit nous-mêmes. C'étaient les Français peints par leurs propos de salon. Image fidèle qui n'était pourtant pas une simple copie. Qu'y avait-il de changé? Moins que rien. C'étaient les mêmes paroles sur un air à peine transposé. Combien de fois nous est-il arrivé d'entendre un homme d'esprit répéter les propos d'un imbécile! Il les répète textuellement. Mais l'intonation, le sourire, un je ne sais quoi donne à la phrase banale un accent et un sens, l'accompagne, la commente, la traduit et la trahit pour notre plus grand plaisir. Ainsi en était-il dans ces charmants dialogues, ainsi en est-il encore dans *la Chasse à l'homme*. Les personnages que M. Donnay met en scène ne sont pas des imbéciles : ce sont de braves gens, des gens de la moyenne, pareils à beaucoup de ceux que nous connaissons. D'un trait léger l'auteur indique, plutôt qu'il ne les souligne, les travers, les manies, les ridicules. Ce sont travers du jour, ridicules de maintenant, manies du temps présent, nées de notre nouvel état social. On a fait jadis des portraits-charges; M. Donnay fait le portrait-blague. Et la note est si juste, l'observation si exacte et si actuelle, l'air si bien d'aujourd'hui que le public saisit aussitôt l'allusion, et rit de tout son cœur à ce portrait de lui-même tracé par un observateur malicieux et bon enfant.

Nous voici chez les Friolley, bourgeois riches, moins riches qu'avant la guerre, ce qui nous les rend tout de suite sympathiques. Ils sont gênés dans leurs affaires : misère dorée où beaucoup d'entre nous s'accommoderaient très bien de prendre leurs invalides. De quoi parle-t-on chez les Friolley? Mais bien entendu de la vie chère, comme partout. Comme partout, chacun cite des chiffres : les plus impressionnants sont les meilleurs. On parle de la difficulté de se loger, de s'éclairer, de se chauffer, de se nourrir, de s'habiller et généralement de procéder à tous les rites de l'existence. On parle des modes et de leur excentricité, des jupes courtes et des corsages absents et de cette folie dansante qui s'est emparée d'une partie de

nos contemporains. On parle de mille choses encore, et de la façon même dont on en parle cet hiver.

Les Friolley ont deux filles, dont l'une, Odette, n'est pas mariée et l'autre, Françoise, ne l'est plus. Donc toutes deux partent à la chasse à l'homme. Ainsi le veut le malheur des temps : c'est la force des choses et il n'y a pas à récriminer. Simple affaire de statistique. Déjà, avant la guerre, il y avait plus de femmes que d'hommes et le jeune homme à marier faisait prime sur le marché. Après la terrible hécatombe, les femmes sont en surnombre et la loi de l'offre et de la demande joue impitoyablement. Il faut en prendre son parti, les temps chevaleresques sont passés : on ne recherche plus les jeunes filles en mariage ; c'est à elles maintenant de courir après les jeunes gens et de leur faire la cour. Le premier des sports auxquels doit s'adonner une jeune fille moderne est la chasse au mari. Ce sport a comme les autres ses règles, ses usages et son code de la courtoisie. Odette et Françoise ne sont pas des rivales : ce sont des championnes. Championnes loyales, elles s'avertissent, se tiennent au courant de leurs projets et de leurs progrès ; au besoin même, elles s'entr'aident : l'essentiel est que l'une ou l'autre atteigne le but. Le but s'appelle Philippe Guersant. Avant la guerre, il était avocat ; il a très largement fait son devoir : blessé, croix de guerre, c'est un parti des plus présentables. Odette et Françoise se le disputeront en usant chacune des avantages que leur confère leur situation respective.

Cette chasse à l'homme, en dépit du titre, n'occupe dans la pièce ni trop de place, ni même la première place, réservée, comme il convient dans une maison d'aujourd'hui, aux gens de maison. La scène la plus pittoresque de ce premier acte, et la plus vraiment comique, est celle de l'engagement d'une femme de chambre en l'an de grâce 1919. Les historiens de la « petite histoire » s'y reporteront un jour, comme à un document. Les conditions sont faites par M. Friolley lui-même que la distinction, la réserve et la grâce de Simone ont singulièrement affriolé. Un petit cri de surprise échappé à une visiteuse sur le passage de Simone, un signe de cette Simone réclamant le secret, nous avertissent que ce n'est pas là une femme de chambre ordinaire.

Le second acte se passe le matin du 14 juillet dans un appartement ayant vue sur l'avenue des Champs-Élysées. La maîtresse de maison a loué ses fenêtres au bénéfice d'une Œuvre, tout en réservant quelques places à des amis. Je jurerais que M. Donnay y était, de sa

personne, et qu'il a, — justement de ce balcon-là, — assisté au défilé de la Victoire. Tout le décor est peint avec une exactitude minutieuse et donne l'impression de la réalité dans chacun de ses détails, jusqu'à celui-ci, qu'on n'inventerait pas : l'envoyé du fisc venant faire le compte des personnes payantes et donc taillables et corvéables ! Dans ce cadre réel, M. Donnay a fait tenir des épisodes de la plus divertissante fantaisie et d'amusantes scènes dont la plus applaudie se joue en anglais. Les petites Friolley continuent à se disputer l'homme désigné à leurs convoitises, cependant que Friolley père serre de près l'affriolante femme de chambre et brûle de la suivre jusque sur les toits pour contempler de ce poste élevé la rentrée de nos troupes victorieuses.

Ai-je dit que Philippe Guersant s'est fait chauffeur? Entre les honoraires d'un avocat et les gains d'un chauffeur, la balance n'est pas égale. Philippe a donc quitté la barre pour le volant. Le jour il conduit sa machine et le soir il va dans le monde. C'est le même genre de calcul qui a poussé Simone à prendre le tablier de femme de chambre : si elle se fût obstinée à enseigner le français, usant des brevets qui certifiaient son aptitude, elle serait tout bonnement morte de faim. Ainsi vont les choses. Tant pis pour ceux qui ont choisi une profession au lieu d'un métier ! Ces deux jeunes gens sont dignes de se comprendre, ayant si bien compris leur époque. Leur union fera un ménage bien lendemain d'armistice. Et les petites Friolley en seront pour leurs frais. Car les temps sont durs pour les ci-devant classes aisées.

Ainsi se poursuit, sous les apparences de la fantaisie, une indulgente satire de nos mœurs. Le dialogue, plein de gaieté et d'imprévu, se souvient du Chat Noir. Et le spectateur ne regrette pas qu'il y ait si peu de pièce, en songeant à tout ce que l'auteur a mis autour.

M. Raimu, dans le rôle de Friolley, est excellent de rondeur et de comique exubérant. Mme Jeanne Marnac a dessiné, avec une rare finesse et une agréable malice, la silhouette de Simone. L'ensemble de l'interprétation est chatoyant et gai.

Lorsque M. Henri Lavedan fit représenter *le Prince d'Aurec*, il y aura bientôt trente ans, il n'avait encore donné qu'une comédie, *Une famille*, jouée à la Comédie-Française où elle obtint un succès d'estime : je ne compte pas les *Quarts d'heure*, une petite plaisanterie pour le Théâtre libre. Ce fut son véritable début d'auteur drama-

tique : un coup de maître. *Le Prince d'Aurec* est, à ne le juger qu'au point de vue de l'art, une de nos meilleures comédies modernes. On peut le mettre à côté du *Gendre de M. Poirier* dont il est une suite : ce n'est pas peu dire. C'est une des idées chères à M. Lavedan que tous les grands sujets ont été traités, mais qu'ils peuvent tous se reprendre et qu'on peut refaire, à quelque cinquante ans de distance, *Monsieur de Camors*, ou le *Bourgeois gentilhomme*, ou même *Les Misérables*. La pièce, où l'on sent partout la main de l'homme de théâtre sûr de son métier, est du dessin le plus net, d'une exécution achevée et d'une admirable tenue littéraire. C'est le tableau de mœurs le plus enlevé et la satire la plus cinglante. Chaque caractère, un prince d'Aurec, un baron de Horn, une duchesse de Talais, a la valeur d'un type. Dans un papillotage de traits curieux et amusants se situent quelques grandes scènes d'une réelle puissance dramatique. Et c'est, tout le temps, un dialogue étincelant, l'esprit le plus mordant, et cette langue d'une étourdissante virtuosité, la même que nous admirons en ce moment dans *Irène Olette*.

Reste la portée sociale d'une telle œuvre. A l'époque même où elle fut représentée, elle nous parut cruelle et, en partie, injuste. Sans doute l'auteur n'avait voulu faire le procès qu'à une sorte d'aristocratie, celle qui, oisive et frivole, borne son ambition à régner sur la mode, et que son goût de la jouissance, joint à son incapacité de rien faire, expose à d'humiliantes compromissions. Oui, mais il avait négligé d'indiquer, ce qu'eût fait, je crois, un Émile Augier, qu'il en existe une autre, qui est l'aristocratie de la bienfaisance et de la vertu. Il n'avait pas davantage montré en quoi l'aristocratie est victime de l'hostilité savamment entretenue contre elle depuis la Révolution, et de l'ostracisme que font peser sur elle ceux qui lui reprochent le plus amèrement de se tenir à l'écart. Et pas montré non plus l'utilité qu'il y a pour le monde moderne à conserver jalousement ce que représente l'aristocratie de naissance. Tout juste M. Lavedan laissait-il aux gentilshommes la ressource de se faire tuer sur le champ de bataille. C'est le mot de la fin. Comme quelqu'un remarque que, dans la prochaine guerre, tout le monde fera son devoir, le prince d'Aurec répond : « Il y a la manière. » Cette riposte, restée fameuse, devait être prophétique. La guerre est venue, et tous y ont fait leur devoir, et les derniers des paysans se sont révélés les admirables poilus qui par leur courage et leur patience ont sauvé le pays. N'empêche qu'un Rohan, un Clermont-Tonnerre et les Gramont, et les Wagram, et les Reille Soult de Dalmatie, et

d'autres, et d'autres, héritiers des plus beaux noms de France, ont eu la manière. Et cette manière-là a servi grandement à la victoire. Et elle s'est à jamais imposée à notre admiration et à notre reconnaissance.

Ce souvenir nous hantait en écoutant cette pièce d'avant-guerre à laquelle la guerre a apporté de tels correctifs. Les fils du prince d'Aurec, et ceux aussi du baron de Horn, ont si largement payé leur dette à la patrie que nous en devenons moins sévères pour leurs pères. Ce flot de sang généreux a emporté les tares et les erreurs d'hier. Non que je sois disposé à croire, comme beaucoup de gens le répétaient dans les couloirs, que dans la France d'aujourd'hui il n'y a plus de castes et plus de classes. C'est aller un peu vite en besogne. Contentons-nous qu'il n'y ait plus de guerre entre les classes : ce sera déjà un joli résultat. Souhaitons que l'aristocratie de vieille date s'adapte aux conditions de la société nouvelle ; n'exigeons pas qu'elle disparaisse : nous ne gagnerions rien à la remplacer par les nouveaux riches. Elle a un rôle à jouer ; elle est une force que notre passé nous a légué et que nous ne devons pas laisser se perdre. Nous n'avons pas trop de toutes nos forces pour faire à la France l'avenir qu'elle a si magnifiquement mérité.

L'interprétation que *le Prince d'Aurec* a rencontrée à la Comédie-Française, est loin de valoir celle du Vaudeville. M. Henri Mayer avait dessiné avec une rare intelligence une silhouette de gentilhomme ultra-moderne faite de scepticisme et de veulerie ; Mme Jeanne Hading avait été vraiment grande dame ; et tel rôle épisodique, comme celui de Montréjeau (Montréjeau plus haut ! — Pavane !...) avait été tenu à ravir par Galipaux. C'était rapide et brillant, impertinent et jeune, d'une grâce qui atténuait heureusement les duretés de la peinture. Au contraire, l'interprétation de la Comédie-Française alourdit, pèse, accentue, durcit, accuse. M. Grand ne donne aucunement l'idée d'un prince d'Aurec qui aurait de la race, et Mme Cécile Sorel danse à ravir mais elle dit moins bien. Quant à M. de Max, qui joue le rôle du prince de Horn en traître de mélodrame, c'est lui qui fausse le plus le caractère de l'œuvre. La seule Mme Kolb, en duchesse de Talais née Piédoux, sait faire applaudir ce savoureux mélange : la vulgarité des manières et la noblesse des sentiments.

... M. Henri Lavedan se souvient-il de la belle fête qu'il nous donna pour la centième du *Prince d'Aurec* ? C'était au foyer du Vaudeville. Au haut de l'escalier Henri Mayer et Jeanne Hading faisaient les honneurs : le prince et la princesse d'Aurec recevaient leurs invités,

comme dans la pièce. Il y avait là toutes les vedettes de la scène et aussi quelques étoiles qui se levaient : telle M[lle] Leconte, alors tout à fait inconnue, et qui devait faire une si jolie carrière. J'entends encore le petit rire de tête de Jules Lemaître. Je revois, debout, au milieu de la salle, silencieux avec ses grands yeux songeurs, Paul Hervieu qui allait faire ses débuts d'auteur dramatique par *Les paroles restent*. Comme cela est loin ! Combien manquent à l'appel ! Et quelle mélancolie doit éprouver M. Henri Lavedan à repasser la liste de ses invités de ce soir-là !...

La fatalité s'acharne après Œdipe. Dès avant sa naissance, elle l'avait marqué pour le pire destin. Elle a fait de lui le plus malheureux des hommes. Il a tué son père, épousé sa mère, souillé sa ville natale et, par sa seule présence, déchaîné sur elle le fléau de la peste ; il s'est crevé les yeux, il a erré de ville en ville, partout honni et partout repoussé. Et cela a continué après sa mort. Ses fils se sont entrebattus, ses filles se sont querellées, la meilleure d'entre elles a été enterrée vive. Ce n'était pas encore assez. Une dernière humiliation lui était réservée. Un jour devait venir où sa légende servirait de prétexte à des divertissements forains et le récit de ses malheurs serait interrompu par des acrobates jouant à saute-mouton.

C'est un vague poème de M. Saint-Georges de Bouhélier, *Œdipe Roi de Thèbes*, à prétentions shakspeariennes, qui sert de prétexte à cette exhibition de figurants, de danseurs, de lutteurs, de gymnastes, de saltimbanques et d'athlètes. On fait ce qu'on peut : nos prédécesseurs avaient inventé la tragédie, la tragi-comédie, le drame et le mélodrame ; on nous devra la tragédie *avec partie sportive*.

Cette représentation d'*Œdipe* au Cirque n'aura pourtant pas été inutile. Elle est dans la logique de la fameuse mise en scène de M. Gémier. Elle montre où cette mise en scène aboutit et où elle a sa place. Elle n'a rien à faire avec le théâtre proprement dit. Puisque la voilà installée au Cirque, grand bien lui fasse. Qu'elle y reste !

René Doumic.

REVUE SCIENTIFIQUE

COMMENT ON MESURE LES DISTANCES DES ÉTOILES

Le champ des études astronomiques s'est depuis quelque temps magnifiquement développé. Confiné naguère à notre système solaire, il embrasse maintenant le système des étoiles tout entier. Les résultats obtenus récemment dans cet ordre d'idées sont de nature à rabaisser singulièrement notre orgueil géocentrique et l'héliocentrisme lui-même. Notre soleil, avec son médiocre cortège de négligeables planètes, n'apparaît plus maintenant que comme un îlot insignifiant dans l'océan stellaire, comme un grain de sable de l'Univers. Mais peut-être, après tout, ces études qui nous montrent notre petitesse spatiale sont-elles moins qu'on ne pourrait croire de nature à rabaisser notre superbe, puisque du même coup elles nous incitent à admirer la puissance et la beauté des méthodes qui, issues du cerveau humain, permettent de mesurer, d'embrasser et de concevoir un univers sans cesse agrandi.

Le monde des étoiles peut être examiné à bien des points de vue : sa constitution chimique, ses mouvements individuels et collectifs, son âge et le degré d'évolution de ses divers membres, leur température, le rythme de leurs pulsations diverses ont fourni ces dernières années d'amples moissons de découvertes. Mais avant d'aborder ces études qui constituent, si j'ose dire, la physïologie de l'Univers stellaire, un problème primordial se pose d'abord, c'est celui des distances et des dimensions de cet univers. C'est en un mot son anatomie.

Dans l'étude du corps humain, avant d'étudier le fonctionnement et l'évolution des organes, il est indispensable de connaître leur

situation et leurs dispositions relatives. Il en est de même dans l'étude de l'immense organisme stellaire dont nous faisons partie... La connaissance de la distance des étoiles est essentielle pour la détermination de ses autres données, de sa position, de sa vitesse, de sa luminosité, de sa masse, etc. C'est pourquoi on peut dire, comme l'écrivait naguère l'astronome hollandais Kapteyn, que le problème de la structure actuelle de l'univers est le problème des distances stellaires.

Quelles sont les méthodes permettant de mesurer, malgré leur énormité, ces distances ; comment ces méthodes se sont depuis peu singulièrement enrichies et développées, c'est ce que j'examinerai d'abord. J'indiquerai ensuite les résultats étonnants auxquels ces méthodes ont conduit, et qui ne paraîtront plus invraisemblables, malgré leur caractère presque féerique, puisqu'on en aura compris la genèse.

***

La distance des astres les plus rapprochés se mesure par une méthode identique en principe à celle qu'emploie un arpenteur lorsqu'il veut mesurer l'altitude d'un point difficilement accessible, comme le sommet d'un clocher.

Que fait pour cela l'arpenteur ? Il vise le sommet du clocher au moyen d'une petite lunette en se plaçant successivement à une certaine distance de part et d'autre du clocher. Un niveau dont est muni l'instrument permet de connaître les deux angles faits successivement par la ligne de visée avec l'horizontale, et il suffit de connaître la distance des deux points d'où les visées ont été faites et qu'on appelle la base pour en déduire facilement l'altitude du sommet du clocher. L'angle que fait le sommet du clocher avec les deux positions successives de l'opérateur est ce que les astronomes appellent la *parallaxe* du clocher.

Prenons un exemple : considérons deux observateurs placés à une certaine distance l'un de l'autre et visant un objet placé à la même distance de chacun d'eux, de telle sorte donc que l'objet et les deux observateurs forment les sommets d'un triangle équilatéral. L'angle au sommet d'un pareil triangle est, comme chacun sait, égal à 60 degrés (2 tiers d'angle droit). La parallaxe de l'objet par rapport aux observateurs sera donc de 60 degrés. Si l'objet était dix fois plus loin la position des observateurs ne changeant pas, sa parallaxe ne serait plus que de 6 degrés ; elle ne serait plus que d'un sixième de degré (dix

minutes d'arc) s'il était cent fois plus loin, etc... En un mot, la parallaxe, cet angle par lequel les astronomes ont l'habitude de définir la distance d'un astre, est d'autant plus petite que cette distance est plus grande.

C'est donc par une méthode analogue à celle des arpenteurs qu'on a mesuré la distance des astres les plus rapprochés. Par exemple, pour la lune on a pris comme base la distance qui sépare deux points suffisamment éloignés de la surface terrestre (l'un, en France, l'autre en Amérique).

Il est clair que la mesure est d'autant plus exacte que la base est plus grande. Pour mesurer la distance du soleil et des planètes nos voisines, les bases utilisables sur la terre (et dont la plus grande est évidemment égale au diamètre de la terre, soit environ 12 000 kilomètres) ont été suffisantes. Il n'en a plus été de même lorsqu'on a voulu apprécier la distance des étoiles. Il est aussitôt apparu que celles-ci étaient infiniment plus loin de nous que le soleil. Même en visant simultanément les plus brillantes d'entre elles, de deux points situés aussi loin que possible l'un de l'autre sur la terre, les positions des deux lunettes de visée se trouvaient absolument parallèles, dans la limite des erreurs d'observation. C'est-à-dire que la distance des étoiles était pratiquement infinie par rapport aux dimensions de la terre et qu'il fallait chercher une base plus grande pour les mesures.

On a trouvé cette base plus grande en visant les étoiles à six mois d'intervalle, c'est-à-dire lorsque la terre est à deux extrémités du diamètre de son orbite autour du soleil, c'est-à-dire en prenant pour *base* de la triangulation ce diamètre lui-même. Comme il est égal à environ 300 millions de kilomètres, la nouvelle base se trouvait près de 30000 fois plus grande que la plus grande base terrestre.

C'est ainsi qu'on a réussi pour la première fois à mesurer les parallaxes, c'est-à-dire les distances de quelques étoiles.

Et encore, malgré l'énormité de cette base, la parallaxe, l'angle qui joint l'étoile aux extrémités de la base se trouvait tellement petit qu'il a fallu toute la précision des méthodes et des instruments astronomiques modernes pour le déceler.

La parallaxe de l'étoile la plus rapprochée de nous est un angle inférieur à une seconde d'arc. Or qu'est-ce qu'un angle d'une seconde d'arc ? c'est un angle sous lequel on voit deux objets lorsque la distance à laquelle on les regarde est 200 000 fois plus grande que celle

qui les sépare. Autrement dit, et par exemple, c'est l'angle sous lequel on verrait un cercle d'un mètre de diamètre placé à 200 kilomètres de distance, ou encore c'est l'angle sous lequel on verrait un objet d'un millimètre placé à 200 mètres. Or la parallaxe de l'étoile la plus rapprochée n'atteint pas cette valeur. Autrement dit, la distance de l'étoile la plus voisine de nous est plus de 200 000 fois supérieure à la base qui a permis de la mesurer. Cela veut dire que cette étoile est plus de 200 000 fois plus loin de la terre que le soleil lui-même qui en est à environ 150 millions de kilomètres.

Pour illustrer immédiatement tout ceci par une donnée concrète, je rappelle que l'étoile la plus rapprochée de nous était, d'après ce ce qu'on croyait encore il y a très peu de temps, l'étoile Alpha de la constellation du Centaure, étoile visible seulement dans l'hémisphère austral.

La parallaxe de cette étoile est de 76 centièmes de secondes d'arc, c'est-à-dire que sa distance à la terre est 2 800 000 fois plus grande que celle qui nous sépare du soleil, et qu'elle est de quarante mille milliards, de quarante trillions de kilomètres.

En réalité, un fait nouveau s'est produit récemment dans cet ordre d'idées : l'astronome anglais *Innes* a découvert que l'étoile la plus voisine connue n'est pas Alpha du Centaure, mais une très petite étoile placée d'ailleurs dans les mêmes parages, et dont la parallaxe est égale à 78 centièmes de seconde d'arc. C'est donc l'étoile connue la moins éloignée de nous. On l'a appelée *Proxima Centauri*. Elle n'a été observée que récemment parce que c'est une étoile très peu brillante (de 13e grandeur, tandis qu'α Centaure est de 1re grandeur). C'est d'ailleurs par la photographie que M. Innes a mesuré sa parallaxe. Cette curieuse étoile offre cette particularité d'être, de toutes les étoiles connues, celle qui a le plus petit éclat réel connu, puisque sa luminosité, la quantité totale de lumière répandue par elle n'est que la dix-millième partie de celle que répand notre soleil, qui n'est pourtant, de loin, pas une des plus brillantes parmi les étoiles. Mais ceci est une autre question sur laquelle je reviendrai quelque jour.

De tout cela il résulte, pour ne pas nous écarter de notre sujet qui est la mensuration de l'univers, qu'il est mal commode, fastidieux et vain, de vouloir exprimer en kilomètres les distances des étoiles, car on arrive alors à des nombres avec lesquels notre imagination n'est pas familiarisée et qui, à cause de leur grandeur même, finissent par ne plus rien nous représenter de précis. On a donc

cherché à exprimer les distances stellaires avec d'autres unités plus commodes. On s'est adressé pour cela à la vitesse de la lumière.

On sait que la lumière parcourt environ 300 000 kilomètres en une seconde (distance qui correspond à huit fois le tour de la Terre à l'équateur). Il ne faut guère qu'une seconde à la lumière pour franchir la distance de la Terre à la lune ; il lui faut huit minutes pour franchir la distance de la Terre au soleil. Il lui faut donc environ *quatre ans* pour nous parvenir de l'étoile la plus rapprochée. On voit par cet exemple la commodité d'exprimer les distances stellaires par le temps qu'il faut à la lumière pour les parcourir. *L'année de lumière*, c'est-à-dire l'espace parcouru par la lumière en un an, a donc été longtemps adoptée pour exprimer les distances stellaires. Mais cette unité, qui avait quelque chose de plaisant pour l'imagination et de suggestif puisque le temps y prêtait ses ailes à l'espace, avait un inconvénient; elle n'était pas dans un rapport numérique simple avec les parallaxes, avec les angles par lesquels les astronomes continuent également à exprimer les distances astrales.

Depuis peu, pour ce motif, on emploie en astronomie une nouvelle unité. C'est la distance qui correspond à une parallaxe d'une seconde. On a donné à cette unité astronomique internationale, maintenant généralement adoptée et très commode, le nom de *parsec*, nom qui cesse de paraître étrange lorsqu'on remarque qu'il est formé des premières syllabes de *par*allaxe et de *sec*onde, ce qui fait qu'il dit fort bien et pour tout l'univers ce qu'il veut dire, puisque les mots parallaxe et seconde (second, sekunde, secunda, etc.) sont communs aux principales langues civilisées.

Un *parsec* est égal exactement à 206 265 fois la distance moyenne Terre-Soleil. Un parsec est donc égal, comme on peut le calculer facilement, à un peu plus de trois années de lumière, exactement à 3,256.



L'emploi de la photographie a permis de multiplier les mesures directes de distances d'étoiles au moyen de la triangulation qui prend pour base les positions successives de la terre à six mois d'intervalle. Considérons en effet un objet dont nous voulons mesurer la distance et reprenons l'exemple du clocher de tout à l'heure. Photographions-le de deux positions successives et en nous déplaçant légèrement. Sur les deux clichés il se projettera sur des points différents de l'horizon très éloigné et si nous avons sur cet horizon des points de repère (sommets de colline, etc...) il est clair que la distance du clocher à

l'opérateur se déduira immédiatement de la différence des distances qui sur ces clichés séparent les deux images du clocher d'un point de repère donné. Pour prendre un autre exemple familier, il en est de même lorsqu'en chemin de fer on observe par la portière les poteaux télégraphiques ou les arbres : ceux-ci paraissent se déplacer par rapport à l'horizon éloigné qui reste à peu près immobile. Leur déplacement par rapport à lui est d'autant plus grand que les arbres sont plus près du train, et il est clair qu'en mesurant la valeur de déplacement entre deux bornes kilométriques successives franchies par le train, un voyageur curieux pourrait reconnaître assez exactement les distances qui le séparent des objets qu'il voit défiler devant lui. Remplacez l'œil de notre voyageur par une lunette photographique, l'arbre voisin par une étoile dont on veut mesurer la distance, les points de repère immobiles de l'horizon éloigné par les images des étoiles les plus éloignées, c'est-à-dire en général les moins brillantes, ou plus exactement par la position moyenne apparente sur le cliché de toutes les étoiles faibles ; remplacez encore les deux bornes kilométriques successives par les positions de la terre à six mois d'intervalle de part et d'autre du soleil ; remplacez enfin... ou plutôt d'abord, car c'est la condition primordiale, le wagon par notre terre elle-même emportée à 24 kilomètres à la seconde dans sa course ronde autour du soleil, et vous comprendrez comment on mesure maintenant par la photographie les distances de beaucoup d'étoiles.

Par ces méthodes on a mesuré assez exactement les distances des étoiles dont la parallaxe n'est pas inférieure à un vingtième de seconde d'arc, c'est-à-dire dont la distance ne dépasse pas vingt parsecs, c'est-à-dire n'est pas de plus de quatre millions de fois celle qui nous sépare du soleil. Mais la plupart des étoiles sont beaucoup plus loin encore et il a fallu trouver d'autres méthodes pour mesurer leur éloignement.

Tout d'abord on a eu l'idée ingénieuse et féconde d'employer comme base pour la triangulation, non pas le diamètre de l'orbite terrestre qui, avec ses 300 millions de kilomètres, n'est qu'une bien petite chose dans l'espace, mais la distance constamment croissante qui est due au mouvement de tout le système solaire à travers l'espace. Déjà le grand Herschel avait remarqué à propos des petits *mouvements propres* des étoiles, c'est-à-dire des petits déplacements de leurs positions relatives qu'on observe d'une année à l'autre, que ces mouvements apparents pouvaient être dus en partie à un déplacement du soleil et de son cortège de planètes.

Si vous parcourez l'avenue de l'Opéra le soir, en partant du Théâtre Français, les lampadaires qui illuminent l'avenue et les fenêtres éclairées des maisons paraîtront s'écarter les uns des autres du côté de l'Opéra à mesure que vous vous en rapprochez, et se rapprocher au contraire les uns des autres du côté du Théâtre Français à mesure que vous vous en éloignez. Il en est de même dans le ciel. Or, on a constaté qu'en général les mouvements propres des étoiles sont tels que certaines constellations paraissent s'agrandir, se dilater en quelque sorte d'année en année, tandis qu'au contraire les constellations situées du côté opposé paraissant se contracter et leurs étoiles semblent se rapprocher. On en a déduit avec évidence que le soleil est entraîné dans la direction des premières et s'éloigne des secondes. La direction vers laquelle nous sommes ainsi emportés n'est pas très éloignée de la belle étoile bleue boréale connue sous le nom de Véga. De nombreuses recherches ultérieures ont confirmé ce point. Il a notamment été bien établi au moyen de méthodes empruntées à l'analyse spectrale de la lumière, méthodes dont j'ai déjà eu l'occasion de parler ici, qui utilisent le principe dit de Doppler-Fizeau, et qui ont permis non seulement de définir la direction où est emporté le système solaire, mais de déterminer avec précision la vitesse de ce mouvement, qui est de 19 kilomètres et demi par seconde par rapport à l'ensemble des étoiles. Ce mouvement transporte le système solaire en un siècle à une distance plus de 400 fois supérieure à la distance séparant la terre du soleil. Il nous fournit donc pour la triangulation de l'univers une base qui, au bout de vingt ans, est 40 fois plus grande que la base constituée par le diamètre de l'orbite terrestre.

Si toutes les étoiles étaient stationnaires, les distances de millions d'entre elles pourraient être déterminées ainsi. Mais, en fait, elles ont généralement des déplacements individuels analogues à ceux du soleil, car le ciel tout entier avec ses étoiles « fixes » n'est en réalité qu'une gigantesque fourmilière en continuel mouvement. Il n'en est pas moins vrai que les mouvements individuels des étoiles peuvent être considérés, lorsqu'il s'agit d'un grand nombre d'entre elles, et ainsi que l'ont montré divers savants, comme se faisant en tous sens, s'éliminant par les moyennes, et c'est ainsi que les distances moyennes d'un grand nombre d'étoiles ont pu être déterminées par la méthode qui vient d'être indiquée.

Nous touchons ici à une méthode indirecte de mesure des distances stellaires qui a été également beaucoup employée. Cette méthode est

fondée sur la comparaison photométrique des éclats apparents des diverses étoiles. Si, pour reprendre ma comparaison de tout à l'heure, je n'ai pas d'instrument me permettant de mesurer les distances angulaires apparentes des lampadaires de l'avenue de l'Opéra, je ne pourrai déduire leur éloignement; mais si j'ai un photomètre, un instrument permettant de mesurer leur éclat apparent, je ne serai pas embarrassé pour avoir la distance de chacun d'eux. Je sais en effet que l'éclat d'une source varie comme le carré de la distance, c'est-à-dire est réduit à un quart quand la distance a doublé, à un centième quand la distance a décuplé. Appliquée aux étoiles cette méthode a fourni également des données précieuses, et concordantes avec celles des méthodes précédentes, sur leurs distances, et plus exactement sur les distances moyennes qui correspondent à leurs divers éclats apparents.

***

J'en arrive maintenant à des méthodes extrêmement ingénieuses et d'ailleurs remarquablement concordantes, ainsi qu'on verra, avec les précédentes, et qui tout récemment nous ont ouvert des horizons prodigieux sur les distances de certains groupes d'étoiles lesquels par leurs distances énormes paraissaient naguère devoir échapper longtemps encore à notre emprise.

Voici d'abord la curieuse méthode imaginée par l'astronome américain Adams, directeur adjoint du grand Observatoire de Mount-Wilson. On sait, je l'ai déjà expliqué maintes fois ici même, que les spectres des étoiles, ces petites bandes dans lesquelles on résoud leur lumière à travers le spectroscope, sont caractérisés par une série de petites raies sombres ou lumineuses qui définissent et permettent de connaître la constitution chimique de chaque étoile. On sait que la lumière des étoiles, comme celle du soleil lui-même, est émise presque exclusivement par une certaine couche superficielle de l'astre qu'on appelle pour ce motif la *photosphère*.

Depuis longtemps on avait remarqué que l'intensité relative des raies d'un spectre donné, — du spectre du fer par exemple, — dépend des diverses conditions physiques et notamment de la pression sous laquelle la vapeur de fer est rendue incandescente. Il était donc probable que, puisque les diverses étoiles ont des dimensions et par conséquent des masses souvent différentes et que par conséquent la pression à la surface de la photosphère doit varier d'une étoile à l'autre, on observerait dans les intensités relatives des raies des

spectres stellaires des différences qui nous renseigneraient sur les masses et les grosseurs relatives de diverses étoiles du même type spectral.

C'est précisément ce qu'a vérifié Adams. En comparant des étoiles de distances inégales et d'ailleurs connues, et dont on connaissait aussi les éclats réels, il a constaté dans les intensités relatives des diverses raies de leurs spectres, correspondant à un métal donné, des différences. Or, en appliquant le même procédé à toute une série d'étoiles dont la distance et partant les éclats réels étaient connus, il a constaté qu'il y avait toujours les mêmes rapports numériques entre les intensités relatives des raies spectrales et les éclats réels des étoiles. De l'intensité relative des raies Adams s'est proposé de déduire les éclats réels relatifs; il a trouvé ainsi par exemple que pour une étoile donnée de même éclat apparent qu'une autre dont la distance était connue, l'éclat réel était neuf fois plus grand que celui de celle-ci. Par conséquent, elle devait être trois fois plus loin de nous. Or tel était bien le cas. Les résultats ainsi obtenus se sont trouvés remarquablement concordants avec ceux qu'on connaissait déjà par la mesure des parallaxes pour un grand nombre d'étoiles ainsi étudiées. Il est donc légitime de généraliser la méthode. .

Il y a là un procédé d'un immense avenir qui permet, par une simple étude spectroscopique de la lumière, de connaître les distances des étoiles les plus éloignées. Les limites de la méthode sont pratiquement presque infinies puisqu'elle est applicable chaque fois que la lumière de l'étoile est assez intense pour être analysée au spectroscope.

Il existe dans le ciel un certain nombre, — d'ailleurs sans cesse accru par l'étude photographique de l'univers stellaire, — un très grand nombre d'étoiles dites variables, parce que leur éclat apparent n'est pas constant comme celui des étoiles d'éclat fixe qui constituent la majorité des constellations visibles à l'œil nu : la plus célèbre de ces étoiles est bêta de la constellation de la lyre, ou pour lui laisser son vieux nom arabe : Algol.

Tous les deux jours à peu près, — et ce phénomène est visible à l'œil nu, — l'éclat de cette étoile diminue assez brusquement de près de moitié, puis reprend sa valeur normale. Ce phénomène est dû au passage d'un satellite, d'une autre étoile moins brillante qui tourne autour d'Algol et qui vient périodiquement et partiellement l'éclipser en s'interposant entre elle et nous. Or en appliquant la loi de Képler à la gravitation de ces deux étoiles l'une autour de l'autre et en utilisant les données que fournit le photomètre sur la durée, la vitesse

Ces étoiles variables céphéides ont pris depuis peu une importance capitale dans l'astronomie stellaire. On a trouvé un moyen simple et direct, — beaucoup moins compliqué que dans le cas des variables du type Algol, — de connaître l'éclat réel et partant la distance de ces étoiles.

Naguère, une astronome américaine, miss Leavit, de l'observatoire de Harvard, en étudiant un assez grand nombre d'étoiles variables céphéides qui se trouvait dans un petit amas d'étoiles appelé la Nuée de Magellan, a remarqué que la longueur de leur période de variation, c'est-à-dire la durée qui sépare deux maxima ou deux minima successifs de ces étoiles, dépend étroitement de leur éclat relatif. Toutes les étoiles de la petite nuée de Magellan sont manifestement liées physiquement, par conséquent sont à peu près à la même distance de nous. Or il se trouve que parmi les Céphéides de cesamas les plus brillantes, c'est-à-dire les plus grosses, ont une durée de variation plus grande que les plus petites. Cette durée varie pour les Céphéides de cet amas entre 1 jour et 127 jours, et miss Leavit a montré qu'il existe une relation numérique simple entre la grosseur réelle ou plutôt l'éclat réel d'une Céphéide et sa période de variation. Cette loi qui est en accord avec certaines conclusions de la dynamique stellaire sur lesquelles ce n'est pas le lieu d'insister, — a été vérifiée sur d'autres amas d'étoiles contenant des Céphéides et aussi sur plusieurs Céphéides brillantes relativement voisines de nous et dont on connaissait les distances par la mesure directe des parallaxes. La loi s'est toujours trouvée rigoureusement exacte.

C'est ainsi qu'on sait que l'éclat réel d'une Céphéide dont la période de variation dure un jour est cent fois plus grand que celui du soleil, et que son éclat est 1500 fois plus grand que celui du soleil, quand la période atteint 10 jours, etc.

Cette méthode a permis de connaître les éclats réels et partant les distances d'un très grand nombre d'étoiles, et de jeter un nouveau et vaste coup de sonde dans les profondeurs inexplorées du ciel.

Il me reste à exposer les résultats surprenants de tous ces vastes sondages de l'univers. Dès maintenant et pour laisser à l'imagination le solide étai d'un chiffre, je me bornerai à dire que la distance de la nuée de Magellan dont il vient d'être question a été trouvée égale à 1000 parsecs environ, c'est-à-dire qu'il faut plus de 30 000 ans, — 300 siècles, — à la lumière, pour nous venir de cet amas d'étoiles qui est pourtant, comme nous verrons, presque notre voisin dans l'immensité astrale. Tout est relatif.

A la distance qui est celle de ce petit amas d'étoiles, — je veux dire, en employant cet adjectif, qu'il est petit pour nos sens, même aidés des plus puissants instruments, — une étoile qui aurait l'éclat réel de notre soleil serait une étoile de vingtième grandeur seulement et n'apparaîtrait pas sur les clichés photographiques pris avec les plus puissantes lunettes et qui nous montrent les étoiles de cet amas, lesquelles sont notablement plus brillantes. Je rappelle à ce propos que ce qu'on appelle la grandeur d'une étoile est une mesure conventionnelle de son éclat apparent exprimé par un nombre d'autant plus grand que cet éclat est plus petit. Ainsi une étoile de dixième grandeur est moins brillante qu'une étoile de neuvième, etc.

Le rapport des éclats de leurs grandeurs stellaires successives est d'environ deux et demie. Cela veut dire qu'une étoile de dixième grandeur est environ deux fois et demie plus brillante qu'une étoile de onzième grandeur, etc.

Toutes les étoiles de l'amas considéré, visibles sur les clichés sont donc beaucoup plus lumineuses que le soleil. Les moins brillantes d'entre elles le sont cent fois plus que lui et certaines sont des étoiles géantes dont chacune équivaut à plus de mille fois notre soleil par la lumière qu'elles émettent.

A côté de ces lampadaires éblouissants qui éclairent là-bas, tout au fond de l'espace, les solitudes glacées de l'infini, notre soleil n'est plus qu'un pâle et médiocre lumignon. Mais il ne faut point trop le dédaigner pourtant, puisque c'est à lui qu'est suspendue la vie terrestre et la plus noble de ses manifestations : la pensée.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La série des opérations électorales qui occupent la France depuis deux mois est enfin à la veille de s'achever. C'est le 17 janvier qu'aura lieu la dernière en date et la plus éclatante des élections. Le Congrès qui se réunira ce jour-là dans Versailles nommera le successeur de M. Raymond Poincaré à la présidence de la République. Par une rencontre exceptionnelle de circonstances, tous les pouvoirs élus de notre pays ont eu besoin d'être renouvelés en même temps. Les Assemblées sans exception, législatives, municipales, départementales, avaient dépassé la durée de leur mandat et en raison de la guerre avaient été prorogées. Seul le Président de la République a jusqu'à la fin tenu son pouvoir de l'application régulière de la Constitution. Élu pour sept années en 1913, il reste légalement en fonctions jusqu'au 17 février 1920. Mais la date même où son septennat se termine place l'élection présidentielle immédiatement après les autres scrutins. En huit semaines, la France se trouvera ainsi avoir exercé complètement sa souveraineté et nommé tous ses représentants. Le régime électif qui est le nôtre a fait ici paraître son fort et son faible. Il a permis à la nation d'exprimer après un grand événement historique son opinion et sa volonté, et cette consultation générale s'est accomplie avec calme et avec rapidité. Mais il a certainement aussi pesé sur notre vie publique depuis l'armistice, et personne ne pourrait assurer que la perspective d'élections multiples a facilité au cours de l'année écoulée la continuité des efforts et la conception des longs desseins. La Chambre nouvelle, malgré ses bonnes intentions, a été amenée nécessairement à ne faire qu'un début. Le travail politique ne commencera réellement que lorsque toutes les procédures électorales seront terminées.

Les élections sénatoriales viennent d'avoir lieu le 11 janvier : le

résultat en est à peine connu au moment où ces lignes sont écrites. On peut avancer cependant qu'elles se ressentent à la fois du courant qui a marqué les élections législatives du 16 novembre et des courants parfois un peu différents qui ont caractérisé les élections municipales et cantonales. Le 16 novembre les électeurs avaient manifesté une volonté de renouvellement, dont les radicaux et les socialistes avaient grandement souffert. Dans les scrutins qui ont suivi, radicaux et socialistes ont fait un effort pour conserver leurs positions; ils ont même rétabli dans certaines régions l'ancien pacte qui a jadis eu sur notre politique une si mauvaise influence et qui faisait du parti radical l'allié et le serviteur du parti révolutionnaire. Par l'effet de ces coalitions, les élections municipales et cantonales ont donné une impression d'ensemble moins nette que celles du 16 novembre, et les collèges formés de tous ces nouveaux élus, députés, conseillers municipaux et généraux, qui sont chargés de nommer les sénateurs, ont été, dans quelques départements, assez divisés. Jusqu'à quel point cette situation a-t-elle agi sur les élections sénatoriales? C'est ce qu'une analyse minutieuse du scrutin qui n'est pas encore possible aujourd'hui permettra seule de déterminer. Le résultat essentiel, c'est que la Haute Assemblée, par sa composition et par ses tendances générales, puisse utilement collaborer avec la nouvelle Chambre et seconder l'œuvre que les députés se sont déjà montrés capables d'accomplir. Elle n'en aurait sans doute pas été incapable telle qu'elle était constituée avant le scrutin. Mais elle y sera mieux disposée encore après avoir senti par l'effet de l'élection ou de la réélection, la volonté nouvelle du pays. Après la guerre, le Sénat n'avait pas moins besoin que la Chambre d'être vivifié par une consécration des électeurs. Depuis une quinzaine d'années, il avait pu garder sa réputation d'assemblée sage et pondérée, surtout grâce au prestige qu'il devait à la présence parmi ses membres des plus illustres parlementaires. En réalité, il n'a pas été pendant cet espace de temps à l'abri de quelques erreurs. Tout à fait dépourvu d'esprit révolutionnaire, il était fortement soumis à l'esprit de parti. Il lui est arrivé de voter par entraînement des lois dont il savait les défauts. Il lui est arrivé aussi en revanche de résister obstinément à la Chambre quand elle a voulu, pour améliorer les mœurs électorales, modifier son mode de scrutin, et il est allé dans cette occasion jusqu'à commettre un acte d'audace rare dans son histoire en renversant un ministère. Bien que les grands courants d'opinion, par la volonté même de la constitution, se fassent moins sentir dans les élections sénatoriales que dans les législatives,

le scrutin du 11 janvier aura suffi à disperser ces vestiges d'un esprit ancien. L'Assemblée qui va siéger au Luxembourg est presque entièrement renouvelée, puisque deux tiers du Sénat étaient soumis à la réélection et que le dernier tiers, diminué par la disparition d'un certain nombre de sénateurs, a dû être complété. Elle aura certainement à cœur d'aider la Chambre, de combattre avec elle à la fois les partisans d'une dictature sociale, et les partisans des intrigues parlementaires, de participer à cette politique de reconstitution et d'ordre que veut toute la nation et dont le développement chez nous est suivi avec tant d'attention par toute l'Europe.

Les deux assemblées, étant l'une et l'autre constituées et ayant nommé leur bureau, formeront le Congrès qui doit voter le 17 janvier. Nos coutumes politiques évitent de soumettre l'élection présidentielle à de trop longues compétitions publiques. C'est généralement dans les derniers jours qui précèdent le Congrès que les candidats sont connus. Il est même arrivé souvent que le sort s'est seulement prononcé pendant le Congrès lui-même. L'histoire des élections présidentielles montre que dans la plupart des cas les réunions préparatoires et le travail des groupes n'ont pas empêché l'Assemblée nationale de demeurer souveraine et de fixer elle-même sa volonté, soit dès le premier tour de scrutin, soit après le premier tour. Les conditions générales de l'élection présidentielle abrègent encore davantage cette fois la période de discussion. Le Sénat n'ayant été élu que le 11 janvier et ce scrutin ayant une grande influence sur la composition du Congrès, il y a eu une sorte d'accord général dans le silence et il n'a pas été question publiquement de l'élection présidentielle. Les candidats ont été si discrets, qu'on se ferait scrupule de ne pas imiter leur réserve. Dans les conversations particulières tout le monde les nomme, et tout le monde parle d'eux. Mais aucun d'eux n'élève la voix. Comme le Sénat vient d'être nommé, il n'y a plus cependant de raison pour taire un secret si répandu. Il est généralement admis que si M. Clemenceau se présente aux suffrages du Congrès, c'est lui qui sera désigné pour aller à l'Élysée. Si M. le Président du Conseil décline cet honneur, le Congrès, certes, ne sera pas embarrassé : notre pays ne manque pas d'hommes qui accepteraient la mission de le représenter et qui la mériteraient. Mais M. Clemenceau a joué un si grand rôle, il est environné d'un prestige si exceptionnel que, s'il en manifeste vraiment le désir, le Congrès ne lui refusera pas la chance d'accomplir jusqu'au bout son destin.

Le cycle des élections, selon le mot de M. Clemenceau, sera dès lors terminé : il restera cependant une opération essentielle à faire avant que le travail politique donne son plein rendement, il restera à constituer un ministère. M. Clemenceau a annoncé officiellement à la Chambre, dans la séance du 23 décembre, son intention de se retirer trois semaines après, c'est-à-dire le 17 janvier. Or la retraite de M. Clemenceau à cette date posera un problème. D'après la Constitution, M. Raymond Poincaré est président de la République jusqu'au 17 février. La Constitution a peut-être exagéré la prudence lorsqu'elle a fixé ce délai d'un mois entre le jour où est élu un nouveau président de la République et le jour où il entre en fonctions, mais elle l'a fait. C'est donc M. Poincaré seul qui aura qualité le 18 janvier pour faire appeler l'homme politique auquel il confiera le soin de former le ministère. Et c'est le successeur de M. Poincaré seul qui aura qualité le 17 février pour garder ce ministère, qui devra lui remettre sa démission. Le ministère serait d'une formation difficile, s'il ne devait vivre qu'un mois. Il serait en outre bien gêné, ce qui est beaucoup plus grave, pour entreprendre un travail utile, s'il n'était assuré du lendemain; et dans l'état actuel des affaires, rien ne serait plus impolitique qu'une perte de temps aussi lourde. Pour sortir de cet embarras, il est plusieurs moyens, et l'un d'entre eux a déjà servi. En 1913, M. Raymond Poincaré était Président du Conseil quand il a été élu Président de la République, et le lendemain de son élection, il a donné sa démission. C'est M. Fallières, Président de la République en fonctions, qui s'est occupé de la constitution du ministère. Il a confié la Présidence du Cabinet à M. Briand : mais il a agi en plein accord avec M. Poincaré, si bien que, lorsqu'il a quitté l'Élysée et lorsque M. Briand a remis sa démission à M. Poincaré, le nouveau Président de la République a immédiatement confirmé les pouvoirs du ministère. Sera-ce cette procédure qui sera reprise? aura-t-on recours à une autre? La méthode importe peu, mais le résultat à atteindre est d'une importance capitale : il ne faut pas qu'il y ait une sorte d'interrègne dans l'action gouvernementale. M. Clemenceau, dans un de ses discours, a proclamé que l'œuvre de demain, c'était toute une France à refaire. Pour une telle mission, on ne comprendrait pas qu'il y eût des délais ou des nonchalances possibles. Les régions libérées, le budget, l'emprunt, l'application du traité de paix, tout réclame un gouvernement qui se mette immédiatement au travail. Les hommes politiques qui ont la charge de faciliter sa tâche choisiront leur procédure : l'essentiel, c'est qu'au len-

demain du 17 janvier, la France ait un gouvernement et reçoive d'en haut l'impulsion ferme qu'elle attend.

Le gouvernement et les Chambres ont été d'accord pour juger que, sans attendre la fin des opérations électorales et la constitution d'un nouveau cabinet, il était indispensable d'indiquer les grandes lignes d'un programme financier. Nous n'avons pas encore de budget pour l'année 1920 et c'est regrettable. Mais il faut vivre, il faut assurer la marche des services publics, il faut payer les dépenses courantes, il faut pourvoir aux dépenses extraordinaires qui résultent de la guerre. Avant même de rien faire connaître du budget de 1920, M. le Ministre des finances a donc demandé au Parlement de voter trois douzièmes provisoires dont le total s'élève à douze milliards et d'autoriser le prochain emprunt. A la Chambre comme au Sénat, les rapporteurs n'ont pas manqué de signaler ce que cette méthode avait de contestable, mais cette remarque était toute théorique et semblait destinée à maintenir, au moins dans les circonstances exceptionnelles, le souvenir et le respect des règles dont l'époque présente n'a pas rendu l'application possible. Le débat qui a été très court a surtout eu pour objet de permettre au gouvernement de s'expliquer. M. Klotz a saisi cette occasion de faire au Palais Bourbon un exposé complet de notre situation financière : il s'est adressé non seulement à la Chambre, mais au pays tout entier, et il a eu bien raison.

Dans un régime d'opinion, la meilleure méthode consiste à expliquer les faits avec sincérité, et avant de demander un effort aux contribuables, de leur dire la raison des charges qui leur sont imposées. Le ministre a éclairci tout ce qui relevait directement de son département. Il a été beaucoup plus réservé sur tout ce qui touche la politique générale ; il a considéré que les explications de cet ordre ne lui appartenaient pas, et c'est un sentiment qui se comprend, mais certaines questions demeurent posées. La situation financière de notre pays, telle qu'elle paraît aujourd'hui, est en fonction de la guerre et de la paix. Elle est dominée par un fait : qu'avons-nous exigé de l'ennemi ? Que nous paiera-t-il ? C'est le point obscur de l'avenir, il faut l'avouer avec franchise. M. le ministre des Finances a posé en principe avec énergie que les gouvernements futurs avaient pour premier devoir d'assurer le remboursement des sommes qui nous sont dues. En fait, quels sont ces remboursements ? L'Allemagne doit verser une première somme fixée à 20 milliards de marks en

or, soit 25 milliards. Cette somme est déjà absorbée par l'entretien des troupes qui occupent la rive gauche du Rhin, par les frais du ravitaillement de l'Allemagne depuis l'armistice qui sont imputables sur cette indemnité, par le paiement des pensions militaires : il ne nous en reviendra ensuite qu'une faible partie, s'il en revient quelque chose après ces prélèvements. Pour tout le surplus, personne n'est en état de prononcer de chiffre. Le traité de Versailles n'a réglé avec précision ni le montant ni la date de notre créance. Au lieu de procéder par une évaluation forfaitaire, que l'Allemagne aurait acceptée au lendemain de l'armistice, et qui aurait donné une base à nos calculs budgétaires, le traité a remis l'appréciation des dommages à une Commission internationale des réparations, qui aura une tâche extrêmement difficile. L'esprit juriste l'a emporté sur l'esprit pratique, qui aurait été l'esprit de justice. Nous ne savons pas ce qui nous sera donné par notre ennemi vaincu, et nous sommes obligés, en attendant, de nous faire ses banquiers. C'est nous qui devrons avancer les sommes nécessaires à la réparation des dégâts, aux pensions, à bien d'autres dépenses encore. Pour y parvenir, nous devrons avoir longtemps encore des budgets extraordinaires lourdement grevés et comme nous empruntons à plus de 5 pour 100, tandis que l'Allemagne nous paie un intérêt de 5 p. 100, nous sommes banquiers à perte. Cette situation a fait à la Chambre l'objet des remarques de M. André Lefèvre. Au Sénat, M. Ribot, qui a été dès l'armistice le premier à attirer l'attention sur nos difficultés financières, a donné les avertissements les plus nets au sujet du paiement de l'indemnité allemande.

On comprend que M. Klotz ait jugé que des explications sur ce point dépassaient le cadre d'un débat financier. Mais l'opinion publique les attendra un jour du gouvernement. Est-ce la guerre moderne qui ne paie pas? Est-ce la paix qui n'a pas payé? L'auteur de *la Grande Illusion*, M. Norman Angell, soutient que, dans les conditions présentes de la civilisation, la guerre ne peut aboutir qu'à un affaiblissement universel et que le vainqueur arrive difficilement à recouvrer ses créances. Même en admettant que l'Allemagne soit hors d'état de réparer toutes les ruines qu'elle a causées, il reste à savoir si elle paiera tout ce qu'elle est en mesure de payer. Les enseignements du passé font voir que le vaincu a toujours subi la volonté du vainqueur, et cette loi est incontestablement juste quand c'est le vaincu qui a provoqué la guerre. Les négociateurs qui défendaient les intérêts français ne l'ont pas méconnue ; s'ils n'ont pas réussi à

mieux en assurer l'application, c'est qu'ils ont rencontré des difficultés sérieuses. Nous n'avons pas fait la guerre seuls; nous n'avons pas seuls remporté la victoire; nous n'étions pas seuls à rédiger les textes qui règlent la paix. La prochaine entrée en vigueur du Traité de Versailles va faire passer les pourparlers dans l'histoire; nous serions étonnés si les gouvernements n'étaient pas amenés tôt ou tard à en révéler les grandes lignes, et à éclaircir ainsi le problème qui reste incertain pour le public. En tout cas, si le traité ne nous a pas donné avec précision toutes les garanties auxquelles nous avions droit, c'est une raison pour que les Alliés qui ont eu une part prépondérante dans les négociations ne nous laissent pas nous débattre seuls dans les difficultés qui nous sont imposées par ces négociations mêmes. L'insuffisance de l'indemnité allemande, telle qu'elle résulte du traité, doit être compensée par l'aide que nous donneront nos Alliés. Dans son bref discours du Sénat, M. Ribot a insisté avec raison sur la nécessité de négocier avec les États-Unis et l'Angleterre. C'est l'intérêt commun des Puissances associées que la France, qui a supporté la plus lourde charge de la guerre, puisse se relever le plus vite possible, avoir la force indispensable pour assurer l'exécution du traité par l'Allemagne, et jouer complètement son rôle de gardienne de la paix dans l'Europe nouvelle. Les conversations qui se poursuivent à ce sujet ont été signalées à la Chambre par M. Klotz et au Sénat par M. le président du Conseil lui-même. Elles ne paraissent pas avoir eu encore de résultat et peut-être ne pourront-elles en avoir qu'après la mise en vigueur du traité : nous sommes donc près de la date où elles peuvent aboutir.

Si nos Alliés pour nous aider attendent de connaître de quel effort nous sommes capables nous-mêmes, ils vont être renseignés. M. Klotz a donné tous les chiffres nécessaires. Pendant la guerre, nous avons eu besoin de crédits s'élevant à 209 milliards et demi. A peine avait-il prononcé ce chiffre qu'il a qualifié d'effroyable et qui est le prix de la guerre et de la victoire, que le ministre des Finances a voulu en rendre compte publiquement pour l'instruction du pays tout entier. Il l'a décomposé minutieusement; il a indiqué que le matériel d'artillerie avait coûté 40 milliards, l'aéronautique 6 milliards, les dépenses navales 7 milliards, l'habillement, le campement, l'alimentation et la solde des troupes 59 milliards, les dépenses sociales et les allocations militaires 19 milliards, les services publics 20, les besoins de la dette 25 milliards, les premières dépenses pour les régions dévastées 12, etc. Sur ces 209 milliards de crédits, 190 ont

été dépensés, et une dizaine de milliards hors budget doivent y être ajoutés : c'est 200 milliards qui ont été effectivement payés en cinq ans et demi. Pour suffire à ces dépenses, il fallait d'autres ressources que les recettes régulières. Si on avait voulu recourir à l'impôt, il aurait fallu en créer de considérables, et les gouvernements ont jugé qu'ils devaient attendre pour en accroître le poids que le pays fût délivré de l'invasion et pût reprendre son activité économique. Malgré l'énorme proportion des mobilisés en France, qui a atteint 89 pour 100 de la population masculine, les Chambres ont demandé aux contribuables en pleine guerre trois milliards de ressources nouvelles. Mais c'est surtout à l'emprunt que l'État a eu recours, sous des formes diverses : bons du Trésor, bons et obligations de la défense nationale; emprunts à court terme à l'étranger; grands emprunts en rentes consolidées ; avances de la Banque de France. Notre dette est par suite énorme. Sans parler des 15 milliards dus aux États-Unis et des 12 dus à l'Angleterre, notre dette flottante nationale atteint 50 à 60 milliards. Le premier acte de toute politique financière est de la consolider, afin de rembourser les avances faites par la Banque de France, de réduire la circulation fiducière, d'améliorer notre change, d'arrêter dans quelque mesure la hausse générale des prix, d'assainir en un mot notre situation. L'emprunt voté par les Chambres doit servir à cet objet. Mais un emprunt unique ne suffira pas. Les capitaux pour se former ont besoin de temps; c'est par étapes qu'il faudra procéder, et il est nécessaire de prévoir des emprunts successifs. Ils seront d'autant plus utiles que nous devrons alimenter longtemps des budgets extraordinaires destinés à liquider les charges de guerre, à réparer les dommages et à exécuter de grands travaux.

Quant au budget ordinaire, nous ne le connaissons pas encore en détail, mais nous savons qu'il montera à 16 ou 17 milliards. Avant la guerre, il était de 5 milliards. Les dépenses civiles et militaires, par suite des nécessités de la guerre, du relèvement des traitements et de quelques autres causes, réclameront environ 7 milliards, et 10 milliards seront nécessaires pour les intérêts de la dette. Les impôts actuels fournissent une dizaine de milliards : c'est donc 7 milliards d'impôts nouveaux qu'il faudra créer. Ils seront demandés à la fois aux impôts indirects qui, modérément maniés, ont fait preuve de beaucoup d'élasticité et aux impôts directs. La matière en ce qui concerne les impôts directs est particulièrement difficile par suite des lois nouvelles de l'impôt sur le revenu global et

de l'impôt dit cédulaire. Ces lois ont donné bien des déceptions. On attribue ces mécomptes à l'insuffisance du personnel, et à la complication des taxes. En fait, l'impôt sur le revenu a été jusqu'à présent un système inefficace et qui semble peu accordé à nos mœurs. Le Parlement qui, en pleine guerre, a cru devoir bouleverser tout un système fiscal qui avait fait ses preuves et qui avait tant de clarté, a obéi à des préférences politiques plutôt qu'à une idée bien définie. On est en droit de se demander aujourd'hui si la raison ne consisterait pas à revenir à ce système, en y faisant les modifications légères qui pourraient être utiles. M. le ministre des Finances doit exposer ses projets de taxes nouvelles dès la rentrée des Chambres. Le gouvernement se trouve dans une de ces conjonctures où la politique oblige à des impopularités nécessaires. Jamais un impôt n'est bien accueilli : s'il est de bons impôts, il n'en est pas de délicieux. Un gouvernement trop sensible aux réclamations qui ne manquent jamais de se produire de la part des groupements intéressés, se condamne à des changements continuels. Son rôle est de réfléchir avant de se décider, et de faire ensuite un énergique appel au Parlement. La Chambre nouvelle le soutiendra. Elle a vivement applaudi M. le ministre des Finances quand il a affirmé la nécessité pour l'État de comprimer sérieusement ses dépenses, pour tous les citoyens de se restreindre, et de contribuer, par un effort de volonté et de moralité personnelles, à améliorer le sort de tous. Tout ministère qui saura ce qu'il veut et qui proposera une politique financière ordonnée trouvera certainement auprès d'elle un appui solide. La situation présente de notre trésor public est de nature certes à faire réfléchir, mais non à inspirer le pessimisme. Toutes les nations souffrent en ce moment de budgets en déficit, de crises économiques et parfois de crises sociales. La nôtre a toujours montré une vitalité qui a été souvent admirée à l'étranger. Après les guerres de l'Empire, après la guerre de 1870, elle a eu un élan économique plein de force. Le pays par les élections et la Chambre nouvelle par ses premiers débats ont montré leur volonté de considérer virilement les faits dans leur vérité, de vivre, de travailler, et d'inspirer ainsi la confiance d'où naît le crédit.

Les affaires d'Orient demeurent très obscures et les nouvelles rares que nous en avons ne font pas prévoir que la situation soit près de s'améliorer. M. Clemenceau et M. Lloyd George s'en sont fort préoccupés à Londres le mois dernier : ils doivent s'entretenir

encore de ce sujet; le premier ministre d'Italie a quitté Rome pour participer à leur conversation; toutes ces réunions donnent bien une idée de la difficulté des problèmes, mais non de leur solution. En Russie les alliés paraissent décidés à une politique d'attente; ils éprouvent une profonde tristesse en constatant que les souffrances de la nation russe se prolongent, mais ils considèrent qu'aucun gouvernement n'est à l'heure présente qualifié pour traiter au nom de la Russie. Les bolchévistes pendant ce temps fortifient leur pouvoir; l'armée rouge progresse; la dictature du gouvernement de Lénine, au prix de terribles batailles, de massacres et de pillages, s'étend. On a pu croire, il y a quelques mois, que les armées de l'amiral Koltchak et de Denikine avaient peut-être chance de porter un coup à la puissance bolchéviste et de favoriser l'installation d'un gouvernement national. C'est le contraire qui est arrivé. Denikine est rejeté vers la Mer-Noire, et tout ce qu'il pourra faire, ce sera de se maintenir en Crimée. Koltchak est en pleine retraite, il a dû évacuer Omsk et il est repoussé jusque vers l'Iénisséi. Ce n'est pas la première fois depuis un an que les armées bolchévistes et anti-bolchévistes font beaucoup de chemin, tantôt dans un sens et tantôt dans un autre. Mais l'ampleur du mouvement oblige à penser que l'armée rouge dispose d'une force d'organisation réelle, et si singulier que le phénomène paraisse, elle profite de la présence dans ses rangs d'un certain nombre d'officiers de l'ancienne armée russe qui, bon gré mal gré, ont repris du service. Si les bolchévistes continuent leur avance et maintiennent leurs succès, quelle sera la situation au printemps? Même s'ils apparaissent comme une force victorieuse, les bolchévistes ne s'attarderont pas à réaliser leur programme qui est irréalisable : mais comme il leur faudra faire quelque chose, occuper leur force, avoir une politique, le moment est venu pour les Alliés de réfléchir à ce que Lénine pourra tenter. La Pologne et la Roumanie se sentent menacées; la Sibérie, inquiète, compte sur des renforts japonais. Il est possible que le bolchévisme, entouré presque de toutes parts, essaie de se donner de l'air et profite de sa situation centrale pour attaquer l'un ou l'autre des États qui forment autour de lui une ceinture. Il est possible aussi que, laissant là ces États organisés, pourvus d'une armée, et défendus contre la propagande révolutionnaire par leur patriotisme, il use de sa situation sur la Mer-Noire et se tourne du côté des populations musulmanes de l'Asie : ce ne serait pas pour l'Europe la politique la moins grave.

Le monde musulman se trouve aujourd'hui en effet dans un état de trouble qui peut le rendre particulièrement vulnérable aux entreprises des révolutionnaires russes. Dans un discours qu'il a récemment prononcé à Sunderland, M. Winston Churchill, actuellement ministre de la guerre du Cabinet anglais, a reconnu publiquement le péril : « De nouvelles forces, a-t-il dit, sont en train de surgir en Asie-Mineure, et si le bolchévisme et le mahométisme turc venaient à se tendre la main, la situation serait grave pour la Grande-Bretagne. » Elle le serait en réalité pour tous les pays qui ont des intérêts en Orient. A l'heure présente, le monde turc souffre et il est en pleine crise. Une anarchie dont les conséquences peuvent devenir redoutables s'installe dans toute la Turquie d'Asie ; les populations sont découragées ; les troupes régulières commencent de se transformer par endroits en bandes indisciplinées qui pillent ; le ravitaillement est difficile ; des conciliabules ont lieu entre les éléments turcs et arabes qui s'entendent au moins sur les sentiments que leur inspire la perspective d'occupations étrangères ; des officiers turcs prennent du service chez les Arabes ; à Constantinople, au Caucase, au Kurdistan, se manifeste dans certains milieux un état d'esprit qui dérive du bolchévisme, tout en demeurant musulman. On devine aisément comment sont exploités tous les bruits venant de Londres, de Paris ou d'ailleurs qui touchent au sort futur de l'Empire ottoman. Les Alliés ont perdu depuis l'armistice un temps précieux. Ils avaient au lendemain de la victoire les moyens moraux et matériels de régler la question de Constantinople et les affaires d'Orient : ils ont laissé passer l'heure et ils ont à prendre aujourd'hui des décisions difficiles. Mais encore faut-il qu'ils aient une politique accordée aux circonstances présentes et aux intérêts traditionnels qu'ils ont en Orient. En est-il ainsi ? Quand on se reporte aux nouvelles données par les journaux depuis quinze jours, on se demande si les Alliés n'ont pas, au moins en conversation, une conception du problème ottoman qui risque de les mener à la plus dangereuse des aventures. M. Lloyd George passe aujourd'hui pour avoir l'idée de chasser les Turcs de l'Europe et d'installer le Sultan, désormais exilé de Constantinople, à Brousse et à Koniah. Ce projet est d'autant plus surprenant qu'au printemps M. Lloyd George s'était montré nettement hostile à tout dessein analogue. Il avait même invoqué les démarches faites auprès du gouvernement britannique par les représentants de l'Inde qui craignaient la répercussion sur l'Islam de desseins aboutissant à chasser le Sultan de Constantinople. Les raisons qui avaient

fait alors réfléchir M. Lloyd Georges n'ont pas cessé d'être valables.

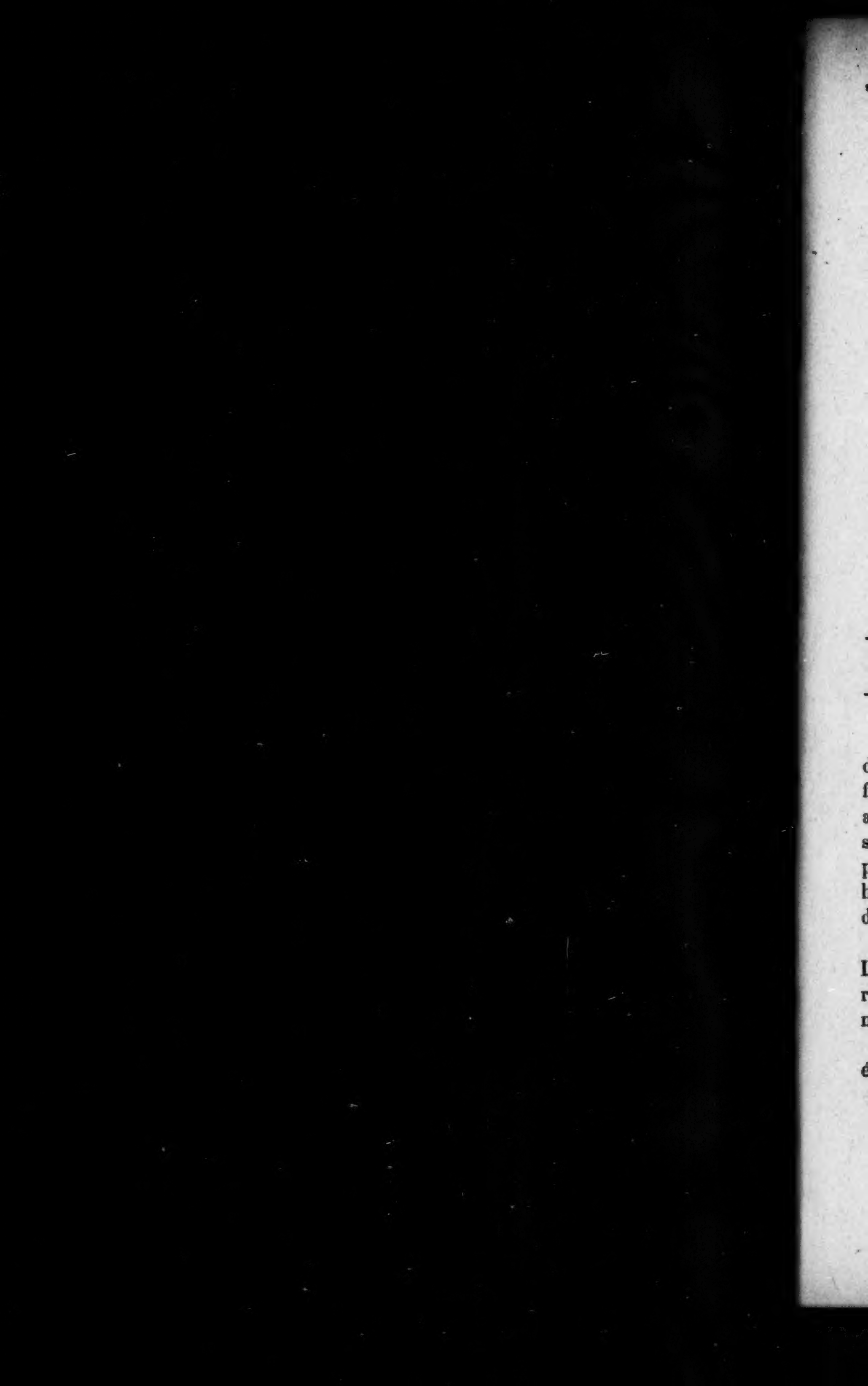
Si les Alliés ne veulent pas laisser la garde des détroits aux Turcs qui les ont trahis en 1914, il leur est possible de confier à une organisation internationale le droit de souveraineté sur les eaux des Dardanelles et du Bosphore. Tout le monde est d'accord pour accepter cette solution, mais personne n'entend qu'elle implique l'obligation d'expulser le sultan de Constantinople. Le sort de Constantinople est étroitement lié aux problèmes politiques, militaires et religieux de l'Orient. L'Europe n'a aucun intérêt à les régler par une méthode de morcellement et de partage, qui peut avoir l'apparence d'offrir des avantages immédiats, mais qui serait d'une hardiesse bientôt funeste, et qui préparerait un avenir de troubles et de conflits. Elle peut au contraire constituer une Turquie encore vaste et viable, en la soumettant à un contrôle international, muni de pouvoirs réels et de moyens d'action, capable de surveiller l'administration et donnant des garanties de sécurité aux communautés chrétiennes. Cette politique sera plus saine à tous égards pour l'Europe qu'une politique de démembrement, préface de toutes les complications. Et comment ne pas se souvenir qu'elle est conforme aux traditions séculaires de la France? Notre pays est, par le rôle qu'il joue en Afrique et en Orient, une puissance musulmane; il est lié à l'Islam par une amitié ancienne; il vient d'entreprendre une grande œuvre en Syrie et en Cilicie; il a eu de tous temps des intérêts moraux et matériels à Constantinople où le français est la langue officielle du sultan et de ses ministres. Il ne saurait rien oublier, ni rien laisser périr de ce passé : nous ne doutons pas que, au cours des conversations qui se poursuivent entre hommes d'État, notre gouvernement saura défendre énergiquement la politique française en Orient.

ANDRÉ CHAUMEIX.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.





LE CHEMIN DU SALUT

IRÈNE OLETTE

QUATRIÈME PARTIE (1)

UNE PAUVRE MILLIONNAIRE

I. — LES BOIS-DÉON

L'HUMBLE Valérie Lesoir et Madame Tapard, veuve du richissime industriel connu du monde entier, ne faisaient qu'une seule et même femme.

Comment était-ce possible? Et pourquoi ce mystère?

Si l'on est curieux de le percer, il faut résolument entrer dans l'esprit et le cœur de l'étonnante personne et les visiter à fond. Pas d'autre moyen de démêler les motifs qui l'avaient amenée à adopter une ligne de conduite aussi étrange. C'est seulement après ce minutieux et sévère examen qu'il sera permis d'élucider la créature exceptionnelle et pourtant si humaine qui nous intrigue, de la comprendre, de la plaindre, de s'y intéresser passionnément et d'arriver à l'aimer.

Valérie-Louise-Estelle de Bois-Déon était née en 1859 à Lematin, Seine-Inférieure, de parents nobles et aux trois quarts ruinés depuis une génération. Lematin est un bourg de deux mille âmes, à huit lieues de Rouen, sur la ligne de Caudebec.

Les Bois-Déon possédaient là, au milieu d'un parc humide, étouffé et sans vue, une grande maison 1830, verte et carrée,

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1919, 1er et 15 janvier 1920.

suintant la tristesse, drapée d'un cachemire de lierre et de vigne-vierge et qu'on appelait le Château. Ils y vivaient toute l'année, dans un ancien mobilier d'acajou et de velours grenat, parmi des portraits, assis et fatigués, de la Restauration. Il y avait, pendu au mur du salon en atrium, un capitaine comte de Bois-Déon qui avait été blessé au visage à la prise du Trocadéro.

Son petit-fils négligeait ce titre de comte auquel, prétendait-il, le mauvais état de sa fortune l'empêchait de faire honneur; mais bien qu'il ne le portât pas, il en était resté vaniteux et se montrait reconnaissant envers ceux qui, par flatterie, affectaient de le lui donner.

S'il regrettait la richesse, au point d'en souffrir sans relâche, ce n'était pas qu'il la voulût pour combler des envies de luxe et se procurer de grandes jouissances matérielles, car on l'avait toujours vu simple dans ses goûts et modéré dans ses désirs, mais parce qu'il lui semblait que la richesse était due avant tout à la noblesse, qu'elle lui était indispensable et que celle-ci en avait un besoin vital, en un mot qu'elle y avait droit.

Un gentilhomme pauvre était à ses yeux un spolié.

Il croyait sincèrement au retour de la monarchie qui ramènerait pour des siècles le bonheur en France. Et quoiqu'il n'eût jamais cessé de souhaiter de toutes ses forces la richesse, Adalbert de Bois-Déon n'avait rien tenté pour la conquérir.

Esprit chimérique et de caractère indolent, s'étant toujours persuadé, quand il se bornait à l'attendre dans son lit « en bateau, » qu'il courait après la fortune et qu'il la manquait à toute heure par une malchance obstinée, il s'était, de dépit final, replié et terré à Lematin, dans une solitude que sa complète oisiveté parvenait cependant à meubler et à remplir.

A toute heure il avait l'air de penser, de méditer, de préparer quelque chose, de chercher je ne sais quoi... qu'il ne trouvait jamais.

Se renfonçait-il dans le passé? Ou scrutait-il l'avenir?

Il sortait avec un fusil « chargé, » et il oubliait ou dédaignait de tirer le gibier qui lui partait dans les jambes.

Il emportait tout un attirail de lignes et rentrait le filet vide, s'étant contenté de s'asseoir sous un saule et de respirer au bord de la rivière.

Il ouvrait franchement un livre, au hasard, et restait pendant des heures, le tenant à la même page, et la tête levée, comme s'il réfléchissait à ce qu'il n'avait pas lu.

Il s'empressait à son bureau, studieux, la plume à la main devant une page blanche où il ne traçait que quelques mots espacés et sans suite apparente.

Il s'installait, comme pour une longue sonate, au piano, les mains bien résolues, les deux pieds aux pédales, et puis, d'un index hésitant, il ne délivrait que plusieurs notes en peine qui surprenaient le silence du vieux logis, et lui-même s'étonnait et s'amusait de produire ces sons plaintifs.

A table, on eût dit qu'il mangeait sans plaisir et par distraction.

Ainsi, cet homme honnête, inoffensif et bon, un peu philosophe, un peu misanthrope et falot, faisait-il semblant de tout : de penser, de lire, de travailler, de chasser, de pêcher, de manger, — de vivre.

II. — DOUCE ENFANCE

Il n'avait qu'une passion, sa fille unique Valérie, et celle-ci lui rendait la même qualité de tendresse. Ils ne se quittaient pas.

Le père voulait toujours que l'enfant fût de moitié dans sa solitude et dans son désœuvrement réfléchi.

Elle avait donc, dès le plus jeune âge, pris en sa société l'accoutumance du rêve et de la concentration. Elle aussi parlait peu, gardant pour elle ses troubles candides, ses inquiétudes naïves, ses espoirs de papillon, ses craintes de fleur, toutes les découvertes de son intelligence et de ses yeux bleus.

A quinze ans, elle était capable de s'absorber comme un vieillard.

Elle aimait se taire et le savait.

Mince et longue, sérieuse et douce, avec des cheveux blonds chastement nattés et un front têtu et bombé de vierge cérébrale, elle inspirait le respect et la retenue que l'on éprouve en face de ceux chez qui l'âme est première et domine.

Il lui en revenait une dignité qui imposait.

III. — DEUX ORDRES D'IDÉES

Sa mère, Mme de Bois-Déon, était une petite créature d'un noir de fourmi, maigre, brune, ardente, usée par l'excès du labeur, qui avait entrepris l'écrasante et impossible tâche de suffire toute seule à tout.

Il s'agissait, avec exactement neuf mille livres de rente composant leur unique avoir, de faire vivre monsieur, madame, mademoiselle, trois domestiques, une jument-pie, un âne et deux chiens bassets, sans compter quelques pauvres.

L'intrépide femme, à force d'énergie et d'activité, réalisait ce dur problème.

Pendant qu'Adalbert, son époux, qu'elle admirait et tenait pour un homme éminent, rêvassait dans sa chambre où trônait une énorme mappemonde, à moins qu'il n'errât « à la Rousseau » à travers les branches de la campagne, avec Valérie dont il ne pouvait se passer, elle, Delphine-Aglaé-Léa, née Bougonville, s'occupait de « faire les choses. »

Tour à tour et presque à la fois, ordonnant et exécutant, rangeant, nettoyant, on la voyait aux appartements et au jardin, à la cuisine, à l'écurie, au bûcher, au poulailler, à la grange, à la cave, à la buanderie, au four et au lavoir, tantôt debout en haut d'une échelle ou à plat ventre sous une commode, ou trottant féroce, partout, la pommette allumée, une goutte de sueur collée aux tempes.

Avec son nez fureteur et pointu, ses prunelles de jais en tête d'épingle et sa bouche un peu en avant aux dents fines et serrées, elle ressemblait à un mulot rapide et rongeant la besogne.

Elle aussi, quoique pour d'autres motifs que son mari, se désolait de l'insuffisance de ses ressources. L'extrême difficulté qu'elle éprouvait, dans sa modeste situation pécuniaire, non seulement à subvenir aux frais de la lourde maison, mais à s'offrir en dehors le luxe d'un peu de bien autour d'elle, était le principal de ses griefs contre la destinée, car elle avait le cœur impulsif et généreux.

— Pourquoi *ne suis-je* pas riche? reprochait au Roi du ciel et à la nature entière M. de Bois-Déon, plein d'une stupeur attristée.

— Ah! *si nous étions riches!* soupirait fréquemment Madame dans un élan de bonté désespérée et de charitable regret.

La raison de leurs plaintes différait, mais l'expression en était la même. Ainsi Valérie, au sein de la mélancolique retraite où s'écoulaient ses jours, avait grandi, entendant sans cesse tomber des lèvres de ses parents, comme un chant naturel, cet invariable refrain.

D'une part, l'argent, qui faisait défaut, pour tout, pour l'honneur et la représentation, pour le bien-être et la sécurité; d'autre part, la souffrance, la misère, la détresse du plus pauvre que soi, du malheureux d'en bas se dressant de tous côtés à l'assaut de cet argent qu'il convoitait et qu'il exigeait, presque toujours en vain, hélas! car, sauf exceptions, ceux qui en avaient et qui auraient pu lui en donner ne le voulaient point, tandis que ceux qui l'auraient tant voulu et qui précisément en manquaient ne le pouvaient pas...

Tels étaient les deux ordres d'idées douloureux entre lesquels avait été comprimée Valérie et qui lui avaient fait endurer à toute heure leur insoluble alternative.

Elle devait en garder dans la suite une empreinte ineffaçable.

IV. — PAUL TAPARD

Au début de 1879, les Bois-Déon virent arriver au château un jeune homme trapu qui leur était chaudement recommandé par un ami d'autrefois, perdu de vue et fixé en Lorraine française.

Il se présenta sans élégance, mais avec un aplomb et une hardiesse qui enfonçaient tout.

Net et clair dans ses propos, direct et prompt dans ses desseins, le regard préparant et achevant sous le binocle la pensée, le geste partant vite et droit devant le discours et filant entre les phrases comme entre des obstacles évités ou renversés, il donnait du premier coup l'impression d'une force audacieuse et bien armée.

Et son physique aussi lui allait, comme un habit de voyage tout fait, sans grâce, mal coupé mais solide, et bon pour la pluie et la boue.

Simplement, en quelques mots décidés et avec un orgueil ingénu, il lança son histoire ;

— Je m'appelle Paul Tapard. Joli nom, n'est-ce pas? Une particule l'abîmerait...

Fils unique d'un ouvrier métallurgiste de la grande usine Ardouin dans le bassin de Briey, il était, à treize ans, entré en apprentissage aux côtés de son père. Tout de suite, il s'était fait remarquer par son goût précoce et pénétrant pour les questions de machinisme du fer. Signalé au patron par le contre-maître et admis à quinze ans à l'École professionnelle d'ingénieurs annexée à l'usine, il en était sorti à dix-sept, muni du brevet local, et avait été sur-le-champ employé aux fours de pudlage, aux appointements annuels de trois mille francs, qui s'élevèrent après à six, puis à huit, et avaient à l'heure actuelle, en 1879, atteint le chiffre « assez coquet » de quinze mille francs! — « Et voilà, concluait-il, j'ai vingt-huit ans, santé et volonté à revendre, un splendide avenir dont je réponds; j'en tiens le bout. Il ne me reste plus qu'à me marier. C'est le moment. En route! »

Il était venu à Lematin, ajoutait-il, où il ne comptait rester que le moins de temps possible, pour des achats de terrains dans le pays.

« Il ne remercierait jamais assez M. et Mme de Bois-Déon de leur accueil et de leur précieux appui en cette circonstance. »

Il disait ces choses brutales avec un accent de sincérité et sur un ton de certitude qui impressionnaient.

Évidemment, tout le séparait de ces nobles, fiers et honteux, à l'esprit provincial et retardataire, effarouchés par la montée du démocratisme et ses aspirations grandissantes. Il semblait bien que sur aucun point, ils ne pussent arriver, eux et lui, à se comprendre et à se rapprocher, et cependant, grâce précisément à ces divergences qui les surprirent et les intéressèrent les uns aux autres, ils se plurent.

Fréquent miracle des contrastes.

Le jeune ambitieux jugea d'un coup d'œil aigu les qualités inappréciables de Valérie : raison, douceur, ordre, effacement, soumission, docile tendresse, le tranquille et avantageux honneur qu'elle ferait à son nom plébéien dans le monde. Une Bois-Déon! Il fut flatté en même temps qu'empoigné par l'ensemble de l'affaire.

De l'argent? Il n'en demandait pas à ces braves gens d'aristocrates culbutés et engourdis. Le seul trésor qui leur restait

lui suffisait : leur fille ; et ils demeureraient ses humbles obligés.

Le reste, la fortune et son train, les pas de géant, les bonds, la conquête, il s'en chargeait.

M. de Bois-Déon, de son côté, reçut le choc et le coup de foudre des millions futurs. Il y crut. Il en sentit le vent dans ses cheveux gris, au souffle des fraîches paroles, si claires et si persuasives, du garçon providentiel. Il vit en lui l'envoyé, l'élu, le sauveur, le passant qui ne passe qu'une fois..., qui allait partir, et qui ne reviendrait jamais.

Il le retint.

— Du moins, pensa-t-il, si je m'*ataparfdis* par cette mésalliance, mon enfant bien-aimée sera riche, elle, et heureuse !

Mme de Bois-Déon, dont la santé rompue commençait à décliner et qui se tourmentait jusqu'aux os de l'avenir de sa fille, eut l'intime perception que Dieu l'écoutait enfin, et Valérie, prise dans cet engrenage de désirs, d'intérêts et de volontés réciproques dont elle était l'objet, le noyau, y mit elle-même toute la complaisance d'un cœur ému, déjà prêt à se partager.

Le mariage étant apparu à tous excellent et fatal, il fut aussitôt célébré dans les plus rapides délais.

Mais ni M. de Bois-Déon, ni sa femme épuisée ne devaient recueillir le fruit du sacrifice d'amour-propre auquel ils se figuraient avoir consenti, car ils s'éteignirent tous les deux dans l'année, à peu d'intervalle l'un de l'autre.

Et ce fut la première fois que le superficiel et léger rêveur ne fit pas semblant d'accomplir l'acte auquel il se livrait.

Il mourut *pour de bon*, sérieusement et jusqu'au bout, avec une si parfaite connaissance du présent et une si soudaine anxiété du lendemain que ses dernières paroles, en caressant la tête de sa fille, furent : « Pourvu que, mon Dieu !... Pourvu que... »

Mais comme il n'avait pu achever sa phrase *que de l'autre côté*, après qu'il eût rendu l'esprit, on n'avait jamais su, ici-bas, ce qu'il voulait dire.

V. — RICHE A CRIER

La jeune femme, Mme Paul Tapard, ne possédait plus, dès lors, pour toute famille que son mari.

Celui-ci, impatient d'éveiller l'amour en elle autant que de

lui prouver la force du sien, n'avait cessé de lui répéter quand il la courtisait, au temps de leurs brèves fiançailles : « Je vous ferai riche à crier! Vous verrez! » Et elle, s'étant effrayée à ce mot, il en avait précisé bien vite le sens pour la rassurer.

— A crier de plaisir! comprenez-vous, ma chérie? d'ébahissement? de joie? Vous verrez! Tu verras!

— Oui, mais c'est trop, lui disait-elle. Et puis, je sens que, malgré tout le merveilleux auquel vous pourriez atteindre, je ne crierais pas. Jamais!

— Que feriez-vous donc?

— Je pleurerais.

— Oh! Et quand même? Eh! bien, oui, je l'admets. Vous pleureriez de plaisir, de joie! Cela ne vaut-il pas mieux que de pleurer de pauvreté, de privations, de souffrances?

Il s'était appliqué sans retard à tenir sa promesse et l'on eût dit d'ailleurs que les événements, complices de ses ambitions, s'étaient enchaînés exprès et comme associés pour le pousser et le servir.

Valérie lui avait apporté une dot de vingt-cinq mille francs, lesquels, joints à ses économies personnelles qui montaient déjà à soixante mille francs, constituaient à l'époque du mariage une petite fortune de quatre-vingt-cinq mille francs. Huit mois après, le décès presque simultané des parents avait fait tomber d'une façon brusque et inattendue dans le portefeuille du jeune ménage les deux cent vingt mille francs de capital qui formaient tout le bien des Bois-Déon et dont les neuf mille livres de revenus assuraient l'existence. Et enfin, juste à ce moment, grâce à la rencontre fortuite qu'il avait faite d'un vieux professeur de chimie obscur et malheureux, Tapard, mis par lui au courant d'une invention qu'il jugea dès les premiers mots étourdissante et de perspectives magnifiques, se l'était appropriée dans les vingt-quatre heures, sans plus de scrupules qu'un brochet qui happe du poisson blanc.

Ayant mis sa conscience en parfait repos moyennant une faible somme versée à l'inventeur qui, se trouvant trop largement rémunéré, lui baisait les mains, il acquit la belle trouvaille. Elle concernait une grosse difficulté pendante et depuis longtemps insoluble dans l'industrie du fer.

Une fois en possession du brevet, il avait fondé avec cette

découverte une Société de un million de capital dont quatre cent mille francs d'actions d'apport.

Son plan, simple et profond, était d'une malhonnêteté classique et d'un succès garanti par mille exemples.

Pendant onze ans, il avait dissimulé avec soin les bénéfices, n'accordant que de rares et maigres dividendes aux actionnaires abusés. Puis, rachetant en sous-main toutes les actions, il était devenu en 1890, le seul maître.

A cette époque, l'affaire, qui semblait, d'après ses bilans fictifs, végéter, et qui ne distribuait péniblement que soixante mille francs par an de dividendes, avait en réalité, par les constructions faites, les marchandises accumulées, les options obtenues pour des terrains miniers, etc., etc., acquis une valeur intrinsèque d'une vingtaine de millions, si bien que trois ans après, en 1893, le profit seul pouvait être chiffré à environ douze cent mille francs, et en 1895, l'inventaire secret *accusait* quinze cent mille francs de bénéfices.

C'est alors, en 1896, qu'était apparu M. Brocatel, un des premiers grands créateurs de l'industrie automobile.

Comme nous l'avons dit précédemment, il avait apporté à Tapard, aussitôt emballé par cette proposition, un type de « voiture à vapeur marchant sur des routes. »

Cette admirable idée qui devait révolutionner la vieille locomotion et les mœurs dans tout l'univers, vint accroître de façon foudroyante et développer dans des proportions inou[illegible] le chiffre d'affaires de la maison Tapard, qui prenait dés[illegible] nom de Société Tapard et Brocatel.

Nous avons vu comment, par suite du d[illegible] eme. très arrêté de ce dernier qui n'avait voulu s[illegible] que de cinq pour cent, la fortune presque inté[illegible] stée entre les mains de Tapard.

Leur inventaire en 1900 dor[illegible] omme bénéfice deux millions.

En 1903, trois millions.

Et en 1906 quatre m[illegible]

Mais, fin novem[illegible] ant, Tapard, au comble de la puissance, disparais[illegible] uidé en trois heures par un coup de sang.

VI. — RICHE A PLEURER

Valérie entrait alors dans sa quarante-huitième année.

Depuis vingt-sept ans qu'elle était mariée, elle n'avait pas passé un jour, une heure, sans souffrir de l'odieuse et tyrannique richesse qui avait ruiné sa vie.

L'argent n'est aimable qu'à ceux qui l'aiment pour eux d'abord, et surtout *pour lui-même*. Malgré sa traîtrise, il n'a de charme et d'entières douceurs, dans ses moments de perfide abandon, que pour ceux qui en ont la faim et la soif, la gourmandise et la sensualité, qui tendent vers lui leurs bras, leurs yeux, leur bouche ouverte comme un sac et leur cœur béant, et qui, l'ayant ardemment et longuement désiré, — une fois qu'ils le tiennent, — le caressent, le dorlotent, le baisent, l'adorent, l'aiment d'amour en se persuadant et en lui répétant qu'il est beau, qu'il est grand, puissant, qu'il est la raison suprême, la cause, le but et le moyen, le souverain bien, le tout, l'idéal, le vrai dieu.

Sans doute il finit toujours par les tromper et les frapper à mort en les quittant tout d'un coup. Du moins leur a-t-il, par instants, donné quelques illusions, de courtes et chaudes voluptés.

Mais ceux qui, — au lieu d'aller à lui ou même de le laisser venir, s'il lui plaît, sans opposer de résistance, — lui témoignent leur crainte ou leur mépris, et le repoussent, ceux-là deviennent aussitôt l'objet déterminé de sa colère et de sa haine. Il ne leur pardonne pas. Sa poursuite est plus rapide que leur fuite. Il les vise et il les atteint. Et une fois qu'il les a bien agrippés dans les mailles de son filet, il les étouffe et les broie. Comme pour mieux se venger, il les obsède de ses faveurs qu'il sait être détestées. Ces biens si précieux qu'il refuse à tant d'autres qui en dessèchent et après lesquels il les fait languir... à eux les misérables désintéressés, les pauvres d'esprit et les riches d'âme qui en font fi, il les leur apporte, sur des plateaux, il les leur prodigue, il leur en applique la torture et « la question, » il les outrage et les viole, proportionnant à la force de leur répulsion et de leur dégoût celle de son assaut corrupteur. C'est une espèce d'attentat continuel dont les chastes disciples de la modestie et du renoncement sont les victimes,

tour à tour résignées ou révoltées, impuissantes et flétries.

Et, comme il se fait l'ange de ceux qui l'aiment, l'argent se fait le démon de ceux qui ne l'aiment pas et sur lesquels il a exprès lancé son grappin. Au lieu de leur être une source de joies, il ne cherche qu'à leur être un objet de tourments. Il les trouble, il les aveugle, il les égare. Se dénaturant lui-même et se noircissant à plaisir, il leur dissimule tout le bien qu'il peut susciter et réaliser pour ne leur étaler que le mal dont plus souvent encore il est le coupable, impudent et impuni.

Ses dangers, ses hontes, ses tares, ses plaies, son virus, sa gangrène, sa méchanceté, son joug et son poids, ses blessures et ses ravages, et sa lassitude noire et son immense ennui... voilà seulement ce qu'il montre et qu'il impose aux récalcitrants qui ne l'acceptent pas ! Non content de les terrasser, il les affole.

Il faut être en ce cas bien fort pour être avec *lui* le plus fort. Il faut être un génie, ou une sainte.

Valérie n'était ni l'un, ni l'autre.

Sous sa petite robe sombre et plate il n'y avait que le corps émacié d'une pauvre femme, contenant à grand'peine des idées flagellées, des espérances en loques, un cœur percé de coups, une âme magnifique et désemparée.

L'argent, dont jeune fille elle n'avait entendu, que d'une oreille étonnée et distraite, célébrer par ses parents l'importance et déplorer la privation, l'argent qui ne lui représentait rien quand elle en hasardait l'idée et le mot, qui ne suscitait en elle aucun désir, aucun frisson, était venu dès les premiers jours de son mariage envahir et bouleverser sa vie.

Il s'était installé chez elle, autour d'elle et en elle sans lui demander la permission, sans la consulter pour quoi que ce fût, comme s'il avait reçu un billet de logement à son nom : *Femme Tapard*, et qu'il s'empressât aussitôt d'occuper les lieux.

Celle-ci, malgré les embellissements inutiles qu'il avait l'air de créer à son intention, dans sa demeure et dans son existence, comprenait bien qu'il n'en faisait qu'à son idée, qu'elle n'était que le prétexte de son despotisme et de sa fantaisie. Il avait beau avoir transformé sa maison en palais, et lui dire : « C'est à toi ! » Plaisanterie ! Lui seul, l'argent, possédait tout, commandait et avait les clefs.

On croyait qu'elle était la propriétaire; elle n'était que *le local* de cet intrus, opulent et grossier.

En sa jeunesse, dans les bois de Lematin, elle avait étudié la mythologie dont elle conservait des tournures de souvenirs et le goût du symbole. Ainsi l'argent lui faisait l'effet d'une espèce de monstre phosphorescent, moitié homme et moitié bête, un quadrupède stupide et redoutable, au-dessous du noble centaure, avec un corps de tigre, un ventre de Silène, une queue de paon, un front de taureau, de gros yeux d'escarboucle et des sabots de vache, en bronze doré, éclaboussés de fiente. Soufflant chaud, beuglant, reniflant, ruminant, bavant une écume de pierreries et faisant la roue, il poussait, quand il le voulait, tous les cris de la bête et de l'homme.

Deux choses lui manquaient : les pleurs et la mémoire.

Insensible et invulnérable il donnait la mort sans avoir à la craindre. Rien ne pouvait l'entamer. Les coups glissaient sur lui comme sur un bouclier de métal et de glace.

Janus de la dépense et de l'achat, Protée multiple et agile, d'une effrayante souplesse de métamorphose, cet être réel et surnaturel, quittant sa forme fabuleuse, était en même temps partout à la fois, doué d'une ubiquité fantastique, invisible et toujours présent. Il habitait la ville et la campagne, la chaumière et le château, les corps et les âmes. Il remplissait le coffre, la bourse et l'esprit. Le monde était son domaine. Chaque humain était son tiroir et chaque conscience sa cachette.

Comme il absorbait et débordait tout, Mme Tapard l'avait vu avec épouvante prendre la place des individus et des choses, des êtres les plus chers, les plus proches d'elle. C'était l'argent lui-même qui était, sous leurs traits et leur nom, son mari, ses enfants, ses amis, ses serviteurs, la foule qui l'entourait.

Elle était la femme de l'argent! Et elle en était aussi la mère! Ceux en très petit nombre, auxquels l'unissaient des liens étroits, n'étaient que des incarnations de l'argent. Il occupait en eux, dans l'ordre des affections, la première ligne. Lui seul déterminait la température et l'étendue de leurs sentiments, réglait le point de vue. On l'aimait ou on la détestait, elle, Valérie, non pour ses qualités ou ses défauts, mais pour son argent. Il se plaçait de lui-même à la base, à l'origine et à l'aboutissement de tout.

Son mari? Pouvait-elle affirmer qu'il lui appartenait?

Non. Quand il se trouvait là, en face ou à côté d'elle, le plus près, à table, et jusque dans son lit, il n'était pas à elle, il était

à l'argent. Quand il avait l'air de la regarder, qu'il la regardait pour de bon, les yeux dans les yeux, c'était l'argent, qu'à travers elle, il considérait et couvait de tendresse.

L'argent était l'atmosphère. On le respirait, malgré soi : gaz hilarant ou attristant, lourde et méphitique vapeur, capiteuse brise, âcre parfum, souffle embaumé, ou, selon que le vent rabattait, senteur de cadavre et de fruits pourris. Il s'interposait entre elle et ses semblables, tantôt comme un rideau de topaze et de lune, brodé de mirages décevants, tantôt ainsi qu'un mur, épais et nébuleux, truqué de pièges et de gouffres.

Ses enfants? Ah ! ses enfants !

Elle en avait eu trois, nés de l'argent et pour l'argent auxquel ils étaient destinés. Venus au monde en en ayant le microbe et le goût, ils l'avaient sucé comme un lait.

Aussitôt marqués du terrible signe, tous les trois, deux fils et une fille, après quelques printemps à peine vécus dans une fébrilité maladive, ils avaient trébuché pour mourir, coup sur coup, en pleine jeunesse, choisis et immolés par l'argent, leur créateur et leur meurtrier.

En 1899, l'aîné, ambitieux de détenir, avec un nouveau modèle d'auto qu'il essayait, le record de la vitesse, était allé s'écraser au tournant d'une route contre un orme séculaire à côté duquel se dressait, depuis, une croix commémorative. Il avait dix-neuf ans.

Au même âge, deux ans après, en 1902, sa fille, pendant un séjour qu'elle faisait seule, chez des amis, en Angleterre, lui avait été ravie par une crise de péritonite aiguë. Un petit chirurgien sans nom qui se trouvait là, — et auquel était d'ailleurs réservée par la suite une réputation considérable, — aurait peut-être pu la sauver. Il l'espérait et il s'était offert, mais on n'avait pas osé risquer cette imprudence, du moment qu'il s'agissait de la fille de Tapard, le millionnaire fameux, et l'on avait préféré s'en remettre à la capacité d'un grand spécialiste de vingt mille francs, lequel absent, et quoique prévenu en hâte, était arrivé trop tard.

Et l'année suivante, comme si la funèbre liste de ses deuils maternels devait inévitablement être close avant qu'aucun de ses trois enfants n'eût dépassé « la majorité » de sa jeunesse, son second et dernier fils avait péri, assassiné en chemin de fer dans des circonstances atroces.

Usé déjà par des excès, et malade de la poitrine, il entrait, la veille au soir de Noël, dans la gare du P.-L.-M. pour prendre le rapide de Nice. Sa mère l'accompagnait. Son père, dont c'était le jour d'Opéra, n'avait pu venir. Un domestique en livrée portait son sac et ses couvertures. Le froid étant très vif, le jeune homme, bien qu'enveloppé dans une pelisse de renard bleu, grelottait et toussait comme un vendeur de *lots non réclamés*, sur un trottoir des Halles. Un manœuvre, qui poussait un chariot de bagages, dit à un camarade, en le lui montrant au passage : « Tu vois, celui-là, avec sa toison de quarante mille ? C'est le fils Tapard, le millionnaire. » Or, à la même seconde, ces mots étaient entendus par un repris de justice noyé dans la foule, errant, farouche et désespéré, en quête de crime et de pain. Il avait décidé la mort de l'heureux envié. Il suffit à l'homme expérimenté d'un regard sur le pauvre enfant blême, et que faisait plier le fardeau des fourrures, pour s'assurer qu'il n'avait qu'à lui serrer entre deux doigts son cou de nouveau-né. Bondissant au guichet, il avait pris avec son dernier argent un billet de seconde classe pour un des arrêts à mi-chemin, et il était monté dans un compartiment vide, voisin du wagon où l'autre occupait tout seul un coupé-lit réservé.—« Magnifique affaire. Cette chiffe à étouffer d'un coup de pouce au « gogosi, » tout doucement, comme sur un bouton de sonnette électrique, et à l'instant même une pelure de boyard, un chrono plein-la-main, des bagues, un beau sac de cuir, avec de l'or en boudin dans le fond, sous l'eau de Cologne... Le coup fait, sauter à un bon endroit en cours de route, au « ralenti. » L'enfance de l'art. »

Les choses ne s'étaient pourtant pas arrangées aussi bien que les avait combinées l'intéressé.

Quand après s'être glissé par le dehors, tandis que le train roulait à toute vitesse, il avait, en cassant une des glaces du fond, sauté à pieds joints dans le coupé, il avait trouvé un petit gars qui ne dormait pas, mais qui, tout de suite debout et résolu, ne s'était pas laissé faire. Il avait fallu, — tant pis pour lui, c'était sa faute! — sortir le couteau tout ouvert d'avance dans la poche et travailler comme on pouvait, dans des conditions déplorables, en se battant, et sans lumières, car la lampe s'était éteinte. Maigré sa gentille résistance, le jeune homme avait été vivement saigné. Mais des cris, échappés dans la lutte,

avaient été perçus, on avait tiré à côté la poignée du signal d'alarme et l'homme, ayant sauté trop tôt, pressé par le danger qui le menaçait, s'était cassé la jambe. On l'avait pris. Malheureusement, Robert Tapard, haché de trente-trois coups de couteau, avait cessé de vivre.

Indicible horreur de ce drame et des souvenirs à jamais burinés dans l'esprit de la pauvre mère ! Elle avait trouvé pourtant l'énergie d'aller aux assises, voulant déposer elle-même et considérer le monstre, voir comment il était fait. Mais son sang s'était figé dans ses veines quand elle avait reconnu, sur la tête de l'assassin, la casquette de voyage de son fils.

VII. — FEMME LESOIR

Pour être à même de suivre avec quelque intérêt cette histoire, il faut étudier, dans l'ensemble et jusque dans le détail, la saisissante personne dont nous essayons de tracer le portrait. Si on ne l'expliquait pas à fond, elle paraîtrait indéchiffrable, —et bien à tort, — car elle devenait, quand on pouvait pénétrer les dessous de sa vraie nature, très facile à comprendre.

C'était, comme on disait autrefois, une femme « particulière, » mais si violemment vivante et souffrante qu'au lieu de passer pour une exception, ainsi que tendaient à le faire supposer maintes bizarreries de son existence, elle rentrait malgré tout, de la façon la plus rigoureuse, dans le cadre ordinaire et dur du sort humain.

Les traits dominants de sa physionomie morale étaient l'imagination, la sensibilité et la méfiance. Imagination de feu. Sensibilité déchirante. Méfiance invincible. Et toutes les trois procédaient de sa bonté. C'était elle, sa bonté, dont la vertu toujours active avait, depuis la jeunesse, développé jusqu'à l'excès chez Valérie ces trois tendances naturelles, et qui continuait à les entretenir dans une angoisse régulière. Grandes douceurs, grandes douleurs. Tout vient du cœur.

Incapables de s'accorder entre elles, cette imagination, cette méfiance et cette sensibilité, tout en se heurtant se renforçaient, s'embrasaient l'une par l'autre pour créer un foyer perpétuel de fièvre et d'agitation. Ainsi douée déjà des plus puissantes facultés de souffrir, Mme Lesoir s'était condamnée en

outre, par l'implacable attitude qu'elle avait prise vis-à-vis de sa fortune, à d'extraordinaires épreuves.

L'argent, nous l'avons vu, lui apparaissait comme le premier fléau du monde. Elle le haïssait ; et, sans qu'elle en eût conscience, cette haine, qui lui pesait, qu'elle aurait voulu parfois secouer, occupait cependant et remplissait sa vie. La plupart des hommes ont la passion *de* l'argent, elle c'était *contre* l'argent qu'elle se montrait passionnée, avec une véhémence égale à la leur. Instruite et maîtresse de son sujet, elle n'ignorait rien des jugements les plus sévères que la religion, la philosophie, la morale et la littérature s'étaient fatiguées à porter en vain sur lui à travers les siècles. En cet ordre d'idées elle avait tout lu et tout retenu, remontant jusqu'à Sophocle quand il s'écrie dans *Antigone*, par la bouche de Créon : « Quelle plus funeste invention que l'argent ! Il renverse et dépeuple les villes, empoisonne les cœurs, il apprend aux hommes toutes les perfidies et toutes les iniquités ! »

Mais sa détestation ne se bornait pas, abstraite et théorique, à s'exercer contre l'argent en général ; Valérie Lesoir la ramassait et la dirigeait pratiquement contre le sien. C'est dans sa propre fortune qu'elle concentrait, pour mieux les maudire et de plus près, tous les biens dispersés sur la terre. Les cupides n'exècrent que l'or qu'ils n'ont pas, elle exécrait celui qu'elle avait. Pourquoi ?

Parce que d'abord elle le considérait comme mal acquis. Elle en savait la source impure. Renseignée, — trop tard, — elle avait bien cherché à restituer au crédule inventeur les millions dont son mari s'était fait un jeu de le frustrer par un achat dérisoire, mais il était décédé depuis longtemps sans laisser aucun héritier. Ensuite, au dégoût de cet état de choses, subi tête basse, à la double répulsion que lui inspirait cet argent du déshonneur, se joignait pour la noble femme la souffrance de s'en voir non pas seulement gratifiée mais comblée, accablée... La douleur d'être riche et par les plus vils moyens, ne suffisait donc pas à sa confusion pour qu'il s'y ajoutât l'opprobre privilégié d'être trop riche ! Ces deux mots, dont le rapprochement délicieux n'offusquait pas les hommes, — était-on jamais trop riche ? — ils *juraient* pour elle et la scandalisaient. Quand tant d'autres n'avaient pas, ou pas assez, elle avait trop ! Quelle injustice ! Que cela était choquant, immoral, affreux ! Elle ne

voulait pas l'argent et l'argent la voulait, exprès, par méchanceté diabolique.

Elle s'en plaignait à Dieu dans ses prières. Puisqu'il avait eu l'insondable dessein de lui infliger cette richesse inutile et qu'elle ne méritait pas, elle le suppliait de la lui retirer. Mais il la lui laissait. Elle ne savait qu'en faire.

Elle était, en tant que chrétienne, humiliée et chagrinée de n'avoir même pas à en consentir le sacrifice, du moment qu'elle n'y tenait pas ; et à de certaines heures, elle regrettait, à cause de cela, son manque absolu de désirs et de besoins. Elle aurait tant aimé se priver ! Or toutes ses privations ne la privaient pas. C'était bien la peine ! Avec son beau désintéressement elle n'arrivait même pas, de ce côté, à faire une parcelle de son salut !

Ne pouvant donc échapper à cette horrible richesse, elle avait décidé de supprimer dans son existence tout ce qui était susceptible de la rappeler. Elle ne voulait ni de l'envie ni du respect qu'elle inspire. Les avantages de la fortune que le commun s'applique à mettre en relief, elle ne s'ingéniait qu'à les rabattre.

A ce point de vue, — rien qu'à celui-là, — elle était heureuse d'avoir de l'argent, beaucoup d'argent... pour ne pas le dépenser, ne pas en jouir, ne pas s'en vanter, pour le tenir dans l'ombre, ignoré, enfermé, caché, lointain, pour le rabaisser, le mépriser plus à son aise, ou bien lui faire la suprême injure de n'y pas songer, de l'oublier. De là, elle en était venue à se persuader logiquement qu'il ne lui appartenait pas. « Il portait par hasard son nom dans des banques, dans des grands livres, mais elle n'en était que la dépositaire. Quelle autre explication eût-elle pu trouver à l'incompréhensible faveur que Dieu lui avait réservée? Ce n'était pas un don, mais un prêt. Le souverain Dispensateur ne lui avait accordé la fortune que parce qu'il savait qu'elle n'en userait pas pour elle.

Mais alors, pour qui donc devait-elle en user ?

Pour ceux qui en avaient besoin et à qui cela était nécessaire, pour autrui. »

Cette idée si simple de donner son argent puisqu'il lui était odieux, on suppose bien que Mme Lesoir, dans la spontanéité de son cœur, l'avait eue depuis le premier jour. A défaut de sa bonté, son imagination, qui lui peignait au vif à chaque minute

les tableaux les plus impressionnants de la misère, aurait suffi à la rendre prodigue ; mais voilà que comme elle s'élançait pour donner, aussitôt surgissait devant elle *la méfiance!* figure blême, atroce et contractée, dont le regard noir la paralysait, et qui tout bas la détournait, lui chuchotait : non, non... quand tout en elle criait : oui !

Outre que, d'une façon générale, la mise en train de l'acte charitable coûtait déjà un peu à M[me] Lesoir parce que, ne se trouvant aucun mérite à l'accomplir, elle s'y sentait moins encline par une sorte de probité, — ou de vanité, — de la conscience, elle avait deux raisons d'être méfiante, deux raisons bien composées et dont la puissance lui semblait irrésistible.

La première, qui venait de l'orgueil : c'est qu'elle n'admettait pas d'être dupée.

La seconde, qui venait d'une âme méditative ayant au plus haut degré le souci, le scrupule du but; c'est qu'à faire le bien sans garantie, on faisait toujours du mal.

Ainsi, se laisser exploiter ne constituait pas seulement pour elle une atteinte pénible à son amour-propre, un échec à sa clairvoyance, il en résultait un encouragement au mensonge et par suite un gaspillage funeste. De l'argent donné à tort et à travers, c'était de l'argent perdu, pire que cela, volé ! Et volé deux fois : par celui qui le lui extorquait et par elle, qui, en le remettant à ceux qui n'en étaient pas dignes, le retirait à ceux qui l'auraient mérité. Enfin, distribué à faux, il jouait immédiatement son rôle néfaste, il devenait le plus actif ouvrier de la corruption universelle. Argent : agent. Même émietté par sous, par centimes, il semait et payait le mal. Au lieu d'en être le prix, il en était le pourboire. Au lieu de le représenter et de le produire par grosses sommes, il en figurait la monnaie courante et qui passait par d'autant plus de mains que celles-ci étaient mauvaises.

Il convenait donc, pensait M[me] Lesoir, de n'obliger autant que possible, *qu'à coup sûr*.

Et même quand on était *sûr*, il restait des doutes ! Mais au moins n'avait-on rien alors à se reprocher.

Cette vague et ombrageuse certitude, incomplète et fugace, l'obtenait-on souvent d'ailleurs?

Presque jamais.

Disons jamais.

Plongeant de temps à autre dans les ténèbres embarrassées de ses souvenirs, Valérie hésitait à s'avouer que pas une fois, pas une, au cours de sa longue carrière philanthropique, elle n'avait eu l'impression de la posséder! Quand ce n'était pas sur le moment, toujours elle avait douté, après, à la réflexion. Toujours elle douterait. Et qui avait façonné ce doute abominable? Qui l'entretenait et l'enflammait?

L'argent!

Que par bonheur Mme Tapard eût perdu sa fortune, elle eût perdu le doute. Méfiante millionnaire aujourd'hui, vous l'eussiez vue, ruinée demain, confiante. Mais la ruine ne pouvait pas l'atteindre; et comme sa richesse était incalculable, sa méfiance, à proportion, était, elle aussi, illimitée.

Ne croyez pas toutefois que ce sentiment, qui l'asservissait, l'empêchât de donner. Généreuse jusqu'à la munificence, elle dépensait royalement ses fantastiques revenus; mais ses libéralités s'effectuaient surtout au service d'œuvres de large envergure : asiles, maisons de retraite, hôpitaux. Elle subventionnait des soupes populaires, des crèches, des ouvroirs et s'intéressait d'une façon spéciale à l'Hospitalité de nuit. Quoiqu'ayant contribué rue Doudeauville pour plus de la moitié des frais à l'adjonction de nouveaux bâtiments, elle n'avait accepté, dans sa modestie, de paraître y participer que pour la fondation d'un lit qui, le lecteur s'en souvient peut-être, portait son nom. C'était d'ailleurs par une exceptionnelle faiblesse qu'elle avait cédé sur ce point, car dans toutes ses charités elle observait l'anonymat, qui lui permettait de voir et de faire grand. Du moment qu'elle n'était pas soupçonnée de pratiquer le bien, elle cessait d'en avoir la gêne. Il y a des riches honteux. Et malgré sa répugnance à le faire, elle donnait aussi, et beaucoup en petits secours, en menues aumônes. Mais quel supplice! Elle s'y astreignait cependant, pour ne pas s'accoutumer à être trop absente ou à demeurer trop distante de ses intentions, comme de ses actes. Une bonne œuvre, elle le savait, restait froide et inachevée si son auteur n'y mettait pas une sollicitude directe et corporelle. Cette sollicitude, elle prétendait du moins, — en raison de la méfiance qui réglait sa conduite, — ne l'exercer qu'envers les personnes qu'elle avait elle-même choisies, et toujours à *leur insu*. Pour qu'une idée la tentât et qu'une détresse la retînt, il fallait qu'elle les eût

trouvées toute seule. Elle voulait les découvrir, surtout si à son exemple elles se cachaient. Même loyal et zélé, l'intermédiaire était écarté d'avance. Il suffisait qu'une infortune lui fût révélée pour qu'elle s'en détournât. La recommandation l'éloignait, et la demande la mettait en fuite. Une insinuation légère, une allusion voilée qu'elle croyait sentir la rendaient hostile aussitôt. Elle n'acceptait aucun conseil, — encore moins aucun reproche. Mais alors, loin de la lui faciliter, toutes les précautions même dont elle s'entourait ne parvenaient qu'à lui compliquer la besogne. On avait beau ne se fier qu'à soi, et pousser à l'excès la réserve, est-ce qu'on savait jamais l'entière vérité? Pouvait-on se flatter d'être à l'abri de la ruse, des plans, de toutes les inventions et comédies que suscite et organise la cupidité? Non : et le plus triste, c'est que, pour déjouer ces intrigues, on était presque obligé de les pratiquer soi aussi, de biaiser, de mentir, d'opposer le calcul à l'astuce et de se défendre en vue du bien comme si l'on attaquait pour le mal. Vis-à-vis des honnêtes gens ces mesures étaient de rigueur, plus que pour la canaille; car leur candide crédulité les rend neuf fois sur dix aussi prompts à être trompés qu'à tromper de bonne foi. Enfin, toujours et partout, la méfiance s'imposait au riche et lui rongeait le cœur.

Aussi, quand, çà et là, il arrivait à Mme Lesoir de pouvoir exécuter un peu de bien dans les conditions si ardues où elle s'enfermait..., qu'elle y mettait donc de ferveur, et qu'elle y goûtait de délices! Oh! le plaisir, juvénile et divin, de se glisser d'un pas furtif pour porter de l'argent en cachette, comme si on allait en dérober! L'ivresse de la bienfaitrice qui circule et qui rôde avec des yeux de malfaiteur! La suffocante joie de glisser subrepticement sous la porte d'un galetas, — à l'heure où l'on sait que celle qui s'y désole est sortie *pour un instant*, — une enveloppe qu'elle trouvera tout à l'heure à terre, en rentrant, et qui lui fera pousser un cri parce qu'elle contient un beau billet bleu, couleur du ciel, d'où il sera tombé! Animée d'une soif de confiance où la jetait, pour se soulager, sa capacité de soupçon, elle était sans cesse aux aguets, tâchant de faire la trouvaille de vérité, de surprendre ce qu'elle appelait « la bonne misère. » Elle observait, écoutait, espérant attraper un fragment de conversation, des vœux naïfs, une plainte, un mot, moins encore, une attitude, un

geste, une expression muette qui la serviraient et qui permettraient à sa baguette de fée d'accomplir, en passant et disparaissant, le prodige sauveur.

Que de fois, serrant une pièce d'or dans sa main, elle avait feint tout à coup de la ramasser sous les pas d'un mendiant stupéfait, en lui disant : « C'est vous qui aviez le pied dessus, elle vous revient! » Apercevait-elle un pauvre absolument isolé et comme perclus dans sa misère, elle l'étudiait de loin, le suivait, s'en rapprochait, et souvent aussi, obsédée au même instant du doute inexorable, elle s'en détournait, — en se le reprochant. Le dimanche, après la messe, elle sortait de l'église par une petite porte de derrière pour éviter les indigents postés à l'entrée principale. Mais là encore il y en avait toujours quelques-uns dont le regard singulier la rattrapait. Ne savaient-ils pas *qui* elle était? Chacun d'eux avait l'air de lui dire en la dévisageant : « Inutile de te déguiser, va! Je te connais! » Pouvait-elle raisonnablement, après cela, leur donner?

Les émotions, pleines et sans mélange, de la charité étaient donc bien rares pour elle; et même en les éprouvant, elle n'en profitait guère, car, loin de s'y accrocher et de chercher ensuite à les prolonger par le souvenir, elle les oubliait, plus vite encore que ses obligés.

Pour s'affranchir, autant du moins qu'il était dans ses moyens, du fardeau de sa fortune, Mme Lesoir avait donc pris le parti radical non seulement d'en écarter de sa pensée l'existence, mais de demeurer étrangère à son administration et à tout ce qui pouvait en advenir, pertes ou bénéfices. Le maniement et le rendement de ses millions étaient deux choses effrayantes dont elle ne consentait à s'entretenir avec personne, surtout avec elle-même. Capital, placements, revenus, elle voulait tout ignorer, toujours, jusqu'à son dernier soupir. Outre qu'elle n'entendait rien à ces questions, elle était déterminée, butée à ne pas les comprendre. Quand on entreprenait de les lui expliquer, elle coupait l'entretien. Intelligente sans doute et au delà du nécessaire, elle aurait très bien pu, comme on dit, *se mettre au courant;* mais elle ne le voulait pas. Par principe d'abord, et par prudence aussi. Méfiante envers tous, elle songeait à se méfier également d'elle-même, redoutant, si elle se laissait instruire en ces matières, d'être séduite malgré elle et d'y prendre goût. L'argent pratique tous les pièges.

Et c'est pourquoi, entre elle et lui, elle avait creusé l'abîme.

Ses valeurs en portefeuille, sa propriété magnifique de Boulouris, convertie en sanatorium et que dirigeait avec succès le docteur Gaudias, un jeune médecin qu'elle y avait placé, l'ancien hôtel Tapard sis au quai Debilly et hermétiquement clos depuis la mort de son mari, et l'hôtel Pommelé où elle occupait une chambre de domestique dans les combles, et les nombreux immeubles qu'elle possédait dans Paris, et tout un quartier de Nice, et une forêt au Canada, et deux îles dans la Méditerranée, et la « raison sociale » enfin, la fameuse maison d'autos qui portait son nom réprouvé, son nom retentissant..., tout cela était censé appartenir à M. Brocatel. Aux yeux de tous il en avait seul maintenant la propriété. Beaucoup, cependant, n'en croyaient rien et ne doutaient pas que, pour avoir en quelque sorte disparu extérieurement de sa fortune, la richissime veuve n'en fût pas moins restée la maîtresse.

Personne, en dehors de quelques intimes d'une sûreté éprouvée, ne connaissait les arrangements combinés par Mme Tapard. Ces initiés, au nombre de trois, — pas plus, — étaient M. Brocatel, le docteur Gaudias et un abbé Chamaille dont nous parlerons bientôt. Ajoutons-y Belle-Julie, attachée depuis son enfance au service particulier de Mme Tapard, mais la croyant ruinée et uniquement soutenue par la généreuse affection du propriétaire. L'existence mystérieuse de Valérie n'était cependant pas un secret pour l'opinion publique. On savait qu'ayant rompu, depuis longtemps déjà, toutes relations sociales, et ayant prononcé des vœux de détachement, cette femme étrange vivait sous un faux nom, retirée quelque part, dans ce grand cloître qu'est Paris.

Où cela? Et sous quel nom? Voilà ce qu'on ignorait, et tous ceux qui avaient essayé de le découvrir s'y étaient lassés.

Les uns disaient que c'était une sainte, les autres une folle.

Dans les deux cas, une créature très dangereuse.

De quelque façon qu'on la jugeât, Mme Tapard, invisible, inconnue, anéantie, avait acquis la célébrité d'un personnage de roman.

En se dérobant à l'histoire, elle était entrée dans la légende.

CINQUIÈME PARTIE

LA NOUVELLE IRÈNE

I. — IRÈNE « VOIT » UN MÉDECIN

Quelques jours après son installation à l'hôtel Pommelé, Irène Olette, qui se portait encore très bien la veille au soir, s'était réveillée avec la tête lourde et la gorge prise.

La trouvant en cet état et l'ayant d'ailleurs entendue tousser la nuit, Valérie l'empêcha de se lever comme elle s'y apprêtait, et, sur ses instances, la jeune fille, quoiqu'elle affirmât ne se sentir nullement malade, dut se résigner à rester au lit.

— Justement, s'écria tout à coup Mme Lesoir, M. Brocatel, que je quitte à la minute, attend ce matin le docteur Gaudias. Voilà une chance !

— En quoi ? avait demandé naïvement Irène.

— En ceci qu'il me suffira d'apprendre à M. Brocatel que vous êtes souffrante pour qu'il prie le docteur de venir vous examiner.

— Comment ? Vous l'oseriez ? Je ne veux pas. Je vous en prie !

Mais, sans l'écouter, Mme Lesoir était déjà dehors et elle revenait au bout d'un instant, déclarant d'un ton tranquille :

— C'est fait. Le docteur était là. Il arrive de Nice. Ma foi, oui, j'ai osé. Il va venir.

— Tout de suite ?

— Dès qu'il aura fini avec M. Brocatel.

— Alors, je me lève !

Valérie la retint :

— Non, il a recommandé au contraire que vous restiez couchée.

Irène n'était pas contente.

Comme beaucoup de gens du peuple et des petites classes, elle avait une prévention instinctive contre les médecins. Elle la tenait de sa vieille tante Fine qui ne pouvait pas les souffrir.

Cette brusque visite à laquelle rien ne l'avait préparée lui causait un ennui qu'elle était incapable de dissimuler.

Mais Mme Lesoir n'avait pas l'air d'y prêter la moindre attention. Assise à présent à côté d'Irène, elle lui parlait du docteur avec une sympathie abondante et pressée.

— Il vous plaira. Il plait à tout le monde. Par quoi ? Par son charme, sa belle humeur, ses yeux pleins de franchise. Et gai ! Comme un jeune homme. Du reste, il n'a que trente-deux ans. Moi, qui suis plutôt mélancolique, j'éprouve en sa présence une joie irraisonnée. Il respire tellement la santé qu'on se porte déjà mieux, rien qu'à le voir. Il rit comme un enfant. Vous remarquerez ses dents. Un jour que j'étais là, il s'est mis à courir dans un jardin, personne n'aurait pu le rattraper. Il dirige le sanatorium de Boulouris, créé par notre propriétaire.

— Monsieur Brocatel est donc bien riche? interrogea Irène, sans autre idée que de changer la conversation.

— Excessivement, répondait Valérie d'une voix détachée. Et ne renonçant pas à Gaudias, elle poursuivait : Comme son nom vous l'indique, il est du Midi, de Toulouse, d'une famille malheureusement éteinte. Il ne lui reste aucun parent. Il vit seul et très sagement. Mais il se mariera et il saura bien, avec ses dons et le bel avenir qu'il promet, trouver une femme digne de lui, même dans les milieux les plus difficiles. En attendant, il n'a pour tout foyer que celui de M. Brocatel, son grand protecteur. Aussi vient-il fréquemment à Paris pour le voir, en dehors des raisons d'affaires qui nécessitent ici son passage.

— Mais pendant ce temps-là, qui est-ce qui soigne là-bas ses malades?

— Il a deux suppléants sous ses ordres.

— D'après cela, je comprends, disait Irène d'un ton grave, que cet établissement de Boulouris doit être une grande chose !

— Assez grande en effet.

— Vous y êtes allée ?

— Plusieurs fois, avec M. Brocatel bien entendu, qui avait voulu m'emmener... pour aider... à la lingerie. Et il m'avait pris, figurez vous, un billet de « première, » comme pour lui ! C'est là que j'ai vu à l'œuvre le docteur.

Et elle repartait :

— Si intelligent ! si travailleur et si dévoué ! Actif et réfléchi. Et si habile, et si fort ! Il a tout !

— Irène l'écoutait, un peu étonnée.

— Vous en parlez, dit-elle, avec un entrain qui l'honore, et comme si vous le connaissiez beaucoup et depuis longtemps.

— Depuis plusieurs années j'ai pu l'apprécier dans l'intimité de mon bienfaiteur, et il m'a lui-même été, maintes fois, secourable.

— Comment cela ?

— Oh ! dans ma situation, je n'ai pas de honte à vous l'avouer. Il s'est vite aperçu que ma santé n'était pas fameuse, et alors il a tenu absolument à me soigner, — gratis. Voilà d'où lui vient ma reconnaissance.

A ce moment on entendit un pas décidé sur le carrelage du corridor.

— C'est lui, dit en se levant Mme Lesoir.

Le temps que d'une main familière il cognât à la porte et l'ouvrît carrément, sans attendre la réponse, Gaudias entrait ; il était déjà là, nu-tête, en veston, comme dans sa chambre.

Un bel homme, en effet.

Bien planté, robuste et de taille au-dessus de la moyenne, il avait la moustache, la barbe courte en pointe et les cheveux brun foncé, d'un brillant asiatique à reflets de prune au soleil et d'ardoise sous la pluie, avec des ondulations d'une puissance naturelle. Un sang tout neuf qu'on devinait plus capiteux et plus rouge qu'un vin lui désaltérait la peau. Ce superbe gaillard impressionnait par l'évidence du propre plaisir qu'il savourait à vivre. Dans n'importe quel endroit clos il semblait respirer comme s'il était dehors et boire l'air à pleins poumons ; et on eût dit aussi qu'il était toujours prêt à je ne sais quel départ, quel élan immédiat, ou bien qu'il revenait à l'instant de quelque marche rapide, d'une course impétueuse qui l'avait développé, dont il ne se trouvait pas las, mais plutôt avivé, fleuri et rayonnant. En revanche, le front petit et sans espace était envahi par les buissons de la chevelure, et les pommettes, trop colorées, affirmaient, par leur saillante épaisseur, de grandes tendances matérielles.

Mais ce qui vous attirait en lui, jusqu'à provoquer l'admiration, c'était ses yeux et ses dents.

On ne voyait qu'eux, et à la fois ; ils se renvoyaient leur

beauté. Des yeux noirs dans de l'émail blanc comme en ont les Africains, des yeux lents et troublants, ombragés de cils d'antilope, des yeux doux et durs, à rudes et câlines caresses, et brûlants, dominateurs, où nageaient à la fois la promesse et le mensonge. Et, dans l'empire et sous la surveillance de ces yeux, entre les lèvres charnues et de pulpe sensuelle, une armature de jolies dents bien taillées et serties, dents de nègre et de loup, qui luisaient du même incomparable éclat que celui des prunelles. Ils allaient si bien ensemble, ces yeux et ces dents, et leur double charme, en se mélangeant, vous absorbait si fort qu'on finissait par les confondre et que les yeux avaient l'air de vous mordre et les dents de vous regarder.

Irène, sans avoir le temps, ni l'esprit de discerner les traits principaux de cette ardente physionomie, en avait cependant ressenti le choc. Gaudias plaisait ou déplaisait, mais il frappait. Jamais il ne laissait indifférent. Comme la jeune fille avait éprouvé à sa vue une gêne indéfinie et qu'il lui fallait tout de suite se faire, non une idée, mais *un sentiment* sur l'homme avantageux qu'on lui amenait malgré elle, et dont la venue la brusquait, elle décida qu'il lui déplaisait. Et dès lors, étant fixée, elle lui fut résolument hostile.

Mme Lesoir, immobilisée, le considérait avec un visage où les soucis fondaient dans l'apaisement d'un sourire.

— Voilà donc la malade ! s'était écrié Gaudias tout brillant; et à l'instant même assis et comme attablé au bord du lit, il s'emparait d'Irène ; il en prenait possession dans ce geste hardi et professionnel de la main qui va, pour chercher la fièvre, entourer le poignet qu'elle garde et maintient durant des secondes pleines de solennité.

Il semblait ne voir que la jeune fille et ne s'occupait pas plus de Valérie que si elle eût été à l'étage au-dessous. Celle-ci d'ailleurs, discrète, avait commencé à s'écarter, afin de laisser la place et l'entière liberté de ses moyens à l'homme de science. En dépit de sa nature si encline au soupçon, elle avait toujours eu en général pour le personnage qui exerce la médecine un respect quasi-religieux. Elle faisait descendre jusqu'à lui la confiance sereine qu'elle plaçait dans le prêtre.

Cependant Gaudias examinait avec soin la « patiente, » lui posant par intervalles de petites questions, brèves et précises.

Elle y répondait de même et sans bonne grâce. En parlant comme en se taisant, elle lui résistait, ayant la confuse perception d'une espèce de tentative de sa part, hésitante mais soudaine. Certes les manières du docteur étaient irréprochables et son auscultation n'offrait rien de suspect, et pourtant Irène éprouvait en la subissant une vague inquiétude.

Quoique parfaitement pure et sans aucune curiosité ni coquetterie d'imagination, elle ne pouvait pas posséder la candeur de l'ignorance. Elle avait lu et beaucoup entendu... Elle savait, sinon par expérience personnelle, — du moins par les révélations de son instinct et les secrets que trahissait, à chaque instant autour d'elle la vie, — ce que c'était que l'amour, ses attaques, ses pièges, sa violence et ses combats, et non seulement l'amour, mais son mensonge et sa contrefaçon, *le désir*, qui revêt sa forme et prend son langage. Elle était armée par les souvenirs de son enfance et prémunie par les avertissements d'une jeunesse livrée à elle-même. Ayant appris à se défier, elle se tenait toujours sur le qui-vive. Et par-dessus tout cela, elle avait le mépris répulsif de ces vaniteux, au physique de fatuité, qui portent toujours sur eux, à l'état naturel, un aspect de victoire. En même temps qu'il l'offusquait, Gaudias l'agaçait.

Sous cette impression fâcheuse, il lui sembla que le docteur mettait à son examen un peu trop de complaisance, et comme il se trouvait qu'elle avait deviné juste, elle fut aussitôt entraînée à s'exagérer ce qu'il en était.

Et de son côté, Gaudias, observateur si prompt et si fin, s'apercevant qu'il était pénétré, fut amené presque malgré lui à moins dissimuler, puisqu'il paraissait que ce n'était plus la peine. Cette légère antipathie qui, selon lui, relevait surtout de la sensation et que la jeune fille marquait encore moins à son égard qu'à son contact, était-elle d'ailleurs réelle ou feinte? Avec ces êtres de profondeur et de ruse que sont les femmes et même les plus honnêtes, peut-on jamais savoir?

Une chose, aux yeux de Gaudias, était sûre, et la seule qui importât : Irène, qu'elle fût fâchée ou non, connaissait l'impression qu'elle avait produite sur lui. Il n'en demandait pas plus pour l'instant.

Tout en gardant donc vis-à-vis d'elle une correction parfaite, il devint cependant incapable, dès lors, de ne pas laisser rayonner ce contentement spécial qui échappe à tout homme

préoccupé de plaire, quand il découvre que son intention, — fût-elle loin d'être encouragée, est du moins comprise.

A partir de ce moment où le docteur *sut qu'Irène savait*, l'intérêt que tout à coup elle excitait en lui et où, par un même effet, celle-ci fut forcée d'en faire chez Gaudias la constatation flagrante, leur attitude à tous les deux s'en ressentit.

Ils ne furent plus les mêmes.

Leur état d'esprit avait beau différer, il y avait entre eux déjà comme du secret et une sorte de complicité.

Mme Lesoir, redoublant de réserve, avait gagné la fenêtre et là, le dos obstinément tourné, elle restait à regarder dans le jardin des bonnes Sœurs de Saint-Maur.

Ainsi, sa présence ne comptait pas.

Quand le docteur parlait à Irène, la jeune fille devinait clairement tout ce qui s'insinuait et se tramait sous les mots naturels.

Quand il se taisait, elle ne pouvait s'empêcher de saisir les sous-entendus de son silence.

Et quand, de la façon la plus délicate et pourtant si positive, il la touchait et la palpait, elle sentait très bien que cette main, si sage dans sa prudence, était loin cependant d'être indifférente et distraite.

Ils ne s'étaient jamais vus. Une rencontre de hasard ne les jetait face à face que depuis cinq minutes, et voilà que le grand mystère sensuel les mettait brusquement aux prises. Tout de suite ils entraient en lutte, et chacun, lui dans l'offensive, elle dans la défensive, avec la conscience entière de sa force et suivant la direction de son tempérament. Ils étaient aussi sûrs l'un que l'autre de ne pas se tromper, d'agir comme ils le devaient. Mais quoiqu'ils fussent animés par des sentiments ennemis, il y avait entre eux, à travers ce conflit naissant, une espèce d'accord à se livrer bataille. La situation était formelle, et tous les deux, ils semblaient l'accepter.

Pas plus que Gaudias ne prétendait y renoncer, Irène ne s'abaissait à la fuir. Vaillante et choquée, elle tenait tête. Aussi la scène avait-elle immédiatement revêtu pour eux une importance, et même un attrait, considérables, parce que tout y prenait avec relief un sens puissant et caché.

Leurs regards avaient une signification qui dépassait leur apparente portée, et les voix subissaient les inflexions que leur

communiquaient les détours de l'esprit. Les bouches accusaient tout autre chose que les mots fictifs qu'elles prononçaient. Ils se parlaient à langage couvert avec autant de netteté que s'ils s'expliquaient ouvertement. Sans que rien ne fût formulé, tout était dit.

Cette situation si délicate fut aggravée soudain par un fait insignifiant, mais qui se produisit de façon bien inopportune.

Belle-Julie étant venue avertir Mme Lesoir que M. l'abbé Chamaille était chez M. Brocatel et qu'il la priait de l'y rejoindre, celle-ci, en s'excusant simplement auprès de Gaudias d'un geste amical et rapide, était aussitôt sortie, suivie de la servante.

La porte refermée, Irène et Gaudias étaient seuls.

On ne manquera pas de trouver d'un incroyable aveuglement, pour ne pas dire plus, la conduite de Valérie en cette circonstance. Mais, répétons-le à son excuse, elle avait déjà l'opinion la plus haute des médecins et de leur caractère, et elle tenait en particulier celui-ci en une si grande et affectueuse estime qu'aucun doute à son égard ne pouvait l'effleurer.

Eût-elle eu l'idée de commettre une petite imprudence en quittant le médecin et sa cliente, aussi purs l'un que l'autre de tout soupçon, — et en un pareil moment sacré, pendant une consultation!... qu'elle se fût accusée de cette pensée, odieuse autant que ridicule; et cela même aurait suffi pour qu'elle s'empressât de n'y pas donner suite.

A peine Mme Lesoir eut-elle disparu qu'Irène se sentit absolument à la merci du docteur.

Au point d'impressionnabilité physique et morale où elle était, elle eut l'intuition, sans rien redouter d'extrême, *qu'il allait se passer quelque chose*, que Gaudias allait profiter du moment de cette heureuse solitude, qu'il allait parler, qu'il parlait déjà... Et dans cette appréhension certaine, elle fixait sur lui, ramassée et farouche, son regard le plus dur, afin de l'arrêter... et il ne disait rien.

Elle attendait, et il continuait de la faire attendre.

Elle en fut tout de suite énervée, et presque déçue. Elle était furieuse qu'il lui retirât l'occasion de le prendre en faute et de lui signifier vertement ses reproches. Il semblait, en effet, résolu à demeurer muet. Mais, par un de ces miracles incessants de la vie, qui permettent à la nature humaine de s'exprimer en

dehors de la parole et même du geste, et grâce au seul magnétisme des regards, Irène *entendit*, plus clairement encore que tout à l'heure, et comme si elles étaient énoncées à haute voix, les pensées de Gaudias. Ses yeux les révélaient, les articulaient, mieux que ne l'eussent fait peut-être ses belles dents impitoyables, si elles s'étaient desserrées.

— Ah! ça, disaient-ils, ces yeux, — tandis qu'ils pratiquaient en même temps sur la jeune fille leur enquête médicale, — vous me supposez assez sot pour risquer la maladresse que vous guettiez? Vous ne me connaissez pas! Vous me connaîtrez. C'est même déjà fait. Nous sommes seuls? Eh bien, oui. Après? C'est délicieux. Et aucun danger. Pour vous du moins. Vous avez eu peur cependant. De quoi, milledìou? D'apprendre tout à coup de moi l'ivresse où vous m'avez jeté? Mais non! Qu'ai-je besoin des mots, d'ailleurs? Ils me manqueraient. Et s'ils venaient, ils ne suffiraient pas. Je m'en passe. Sans eux vous savez tout ce qui m'agite, tout ce que j'entrevois, tout ce que j'espère et que je veux... Cette volonté, dès à présent, je l'exerce. Et grâce à mon silence habile, à mon savant respect, quoique vous soyez fâchée, vous n'avez rien à dire! Que pourriez-vous dire? Aussi votre humeur passera. Bientôt, demain, vous sourirez. Souriez donc tout de suite, allez! Et... laissez-vous faire!

Et les yeux répétaient même plus chaudement et plus près : « Laisse-*toi* faire... » car ils tutoient, comme les lèvres.

Mais en même temps Gaudias, bon traducteur aussi, Gaudias aux yeux noirs lisait à fond dans les yeux bleus d'Irène, et ceux-ci lui ripostaient :

— Oui, monsieur, c'est vrai, je sais vos pensées car je ne suis pas bête et je les suis avec tranquillité. Sans doute, je n'ai pas le droit de vous montrer jusqu'à quel point elles me blessent, puisque ce droit vous m'en privez par votre hypocrisie; mais vous non plus vous n'êtes pas dupe de mon silence et vous connaissez les sentiments que votre attitude m'inspire. Je n'éprouve, comme vous le croyez, ni crainte, ni colère, mais de l'antipathie, — qui ne passera pas. Je me porte admirablement, mais même si j'étais malade, renoncez, je vous prie, à me donner vos soins. Ce n'est pas avec vous que je pourrais guérir. S'il faut que je vous revoie ici, dans cette maison, je vous sourirai tout de même, mais pas comme vous

le voulez. Adieu, et renoncez. Je ne suis pas de celles « qui se laissent faire. »

Comme le charmant visage de la jeune fille aux pudeurs empourprées appuyait avec éclat cette protestation secrète, Gaudias achevait justement son scrupuleux examen. Et il parut, en vérité, qu'il avait tout entendu, et qu'il faisait aussitôt la réponse, car, ayant posé sur Irène un dernier regard chargé de clore et de ramasser l'entretien, il murmura, brave homme, en haussant les épaules : « Enfant ! »

Et Mme Lesoir rentra.

— Êtes-vous content de cette petite ? demanda-t-elle au docteur.

— Enchanté, dit-il. Ce n'est rien et dès demain il n'y paraîtra plus.

Valérie ajoutait :

— J'ai été longtemps absente...

— Ma foi, confessait Gaudias, pardonnez-moi, nous ne nous en sommes pas aperçus. Nous n'avons pas cessé de bavarder. Nous sommes déjà très bons amis.

Et il tendait à Irène une large main brune insolemment ouverte.

Il fallut bien, devant Mme Lesoir, que la jeune fille y plaçât la sienne.

Et lui, la pressant et la secouant, familier, la félicitait :

— Bonne main ! Brave main ! Pas de fièvre !

Irène lui souriait.

Elle l'aurait tué.

II. — ... ET ELLE ENTREVOIT UN PRÊTRE...

Laissée seule, Irène s'était aussitôt levée et habillée. Il lui tardait de quitter sa chambre où persistait la présence de Gaudias. Mais en s'efforçant de chasser d'elle la pensée du docteur, elle ne faisait que l'y retenir.

Elle sentait bien que son départ, momentané, ne l'avait pas débarrassée de lui.

Elle se préparait à sortir quand sur le seuil elle se trouva en face de Mme Lesoir et d'un prêtre d'une soixantaine d'années qu'elle devina tout de suite être l'abbé Chamaille.

— Excusez-moi, mademoiselle, dit-il, je ne voulais pas vous

déranger. C'est Madame qui a insisté pour que je ne m'en aille pas sans vous voir, ne serait-ce qu'une minute. Après le bien qu'elle m'en avait appris, pouvais-je me dérober? Mais n'ayez pas peur. Je ne viens pas *faire mon métier*. Vous n'aurez pas aujourd'hui, après le médecin du corps, à subir avec moi celui de l'âme. Je suis monté pour être agréable à Madame.

— A M. Brocatel d'abord, rectifia Valérie.

— Oui, aussi; et puis pour vous dire que si, tout de même, vous pensiez avoir besoin d'un conseil, plus tard, d'un bon avis, en dehors de toute question religieuse, vous n'avez qu'à faire un signe, je vous les donnerai en ami, et sans absolution, — il se mit à rire, — ou avec, à votre choix! Voilà. Où on me trouve? En face, chez ces Dames, tous les jours, jusqu'à midi.

Et par la fenêtre, il montrait avec obligeance le couvent, d'un air qui signifiait : « Vous voyez comme c'est simple? »

Il salua, remit sur sa tête son chapeau, râpé et agrandi à l'usage, qui lui entrait jusqu'aux yeux, et il se retira, brusquement cordial, laissant cette clarté que produit la vertu.

III. — « CE N'EST RIEN »

L'abbé Chamaille différait tout à fait, dans l'intégralité de sa religion, du brave homme d'église incolore et banal qu'on aurait pu croire.

C'était mieux que ce qu'on appelle « un curé : » c'était « un prêtre. » Et un prêtre *d'aujourd'hui* qui ne se défendait même pas du reproche d'en être un *de demain*.

Bon, perspicace et généreux, tolérant puisque prévoyant, il avait le cœur et l'esprit également ouverts à toutes les aspirations d'autrui comme à toutes ses négations.

Moins il absolvait la faute et plus elle était énorme, plus il s'efforçait de la comprendre.

Les erreurs l'apitoyaient et les détresses de tout genre excitaient son zèle.

Brave, il cherchait l'adversaire et courait au feu qu'il traversait sans se brûler. Il aimait l'ennemi, afin de pouvoir mieux le vaincre.

L'incrédulité le tentait; et, loin de le rebuter, les méchants exerçaient sur lui une irrésistible attraction. Il leur voulait d'autant plus de bien.

Les consciences égarées, les âmes perdues formaient pour lui la clientèle de choix, celle des impénitents rêvés. Ceux-là surtout, les grands pécheurs, les classés, les réputés étaient sa convoitise et son péché à lui, — car il éprouvait à s'y livrer une telle jouissance qu'il s'en accusait parfois tout bas. — Mais il y retombait néanmoins sans cesse avec la même allégresse. Il sentait tellement que là était sa vocation, sa tâche nécessaire !

Même quand il se laissait entraîner trop loin dans cette voie, au point d'en éprouver de gros ennuis, il demeurait inaccessible aux regrets et au repentir, et sans se plaindre il acceptait les dommages qui en résultaient comme une juste épreuve, comme une compensation, trop légère encore, pour les faveurs que Dieu lui ménageait dans ce périlleux et passionnant apostolat.

C'est ainsi qu'ayant entrepris, environ dix ans auparavant, d'amener à des sentiments moins haineux envers le catholicisme, le député Merladeau, le terrible extrémiste dont il dirigeait la femme très pieuse, et pratiquante en secret, il s'était vu, par suite de dénonciations et de vilaines manœuvres de presse, publiquement accusé des plus basses intrigues. Des lettres de lui, — le lecteur s'en souvient peut-être, — écrites à ce sujet à Mme Merladeau et qu'on avait volées à cette dernière, avaient été publiées. Pour éviter que l'incident ne tournât au scandale, l'abbé Chamaille avait dû, sur les affectueuses suggestions de ses supérieurs, donner sa démission de premier vicaire à Saint-Eustache, et, après un voyage de plusieurs mois pendant lesquels tout s'était oublié avec cette facilité qu'ont à s'évanouir à Paris les innombrables émotions qui partout à la fois naissent et meurent, il avait été rappelé pour occuper la place d'aumônier chez les Dames de Saint-Maur. Il s'y trouvait parfaitement heureux, mais loin de se rouiller dans ce poste de tout repos, son ardeur, jamais ralentie, n'avait fait que croître et s'impatienter davantage. Médecin, rebouteur et chirurgien aussi des âmes, il avait mieux que le goût, la frénésie des grandes *opérations* morales.

Il connaissait Valérie depuis 1902. C'était elle qui, à la fin de cette année où elle avait perdu successivement sa fille et son plus jeune et dernier fils assassiné, était venue le trouver, sous le coup de ces deuils, et lui avait demandé de la soutenir.

Il l'avait accueillie avec cette gratitude émouvante et active qui opérait aussitôt. Elle s'était alors, au point de vue de sa conduite intérieure, absolument remise entre ses mains, et comme il entretenait déjà d'étroites relations avec M. Brocatel, ce pauvre père dont il soignait aussi l'inguérissable chagrin, cela avait créé entre eux trois une intimité de confiance et d'affection exceptionnelle.

Quand Valérie, devenue veuve en 1906, avait pris le parti de fuir la vie mondaine, — à laquelle cependant elle accordait si peu, — et de se cacher désormais sous ce faux nom de Mme Lesoir, c'est à l'abbé, en premier, dans sa petite chambre blanche et froide du couvent, qu'elle en avait fait l'irrévocable confidence.

Auprès de lui seulement elle obtenait la quiétude qui lui manquait toujours, et qui la désertait, dès qu'elle avait quitté le prêtre.

Cette quiétude, l'excellent et charmant homme l'imposait à tous par sa gaîté.

Il était gai : sans défaillance et sans excès.

Sa gaîté se distinguait par on ne savait quoi de savoureux, de sympathique et de profond, qui la rendait prenante et originale.

Elle ne faisait pas de bruit, mais de la lumière. Il y avait, en elle, une puissance divine. Elle appartenait à l'abbé. Il semblait qu'il en fût l'inventeur et qu'il en possédât le secret. Et il l'exerçait avec une telle perfection d'affabilité et une telle fraîcheur d'esprit, de candide malice, que, même s'il avait consenti à donner sa recette, on eût été découragé à l'avance de savoir l'appliquer comme lui.

Toujours égale et pourtant vive, sa gaîté ne fatiguait jamais, tout comme elle n'avait jamais l'air non plus de se lasser.

Elle n'éclatait pas, elle moussait et pétillait, pour ainsi dire, avec une effervescence délicate ; elle observait sans effort toutes les nuances du tact et de la mesure ; elle ne blessait ni ne choquait personne, en aucune occasion. L'abbé pouvait se la permettre à coup sûr dans n'importe quelles circonstances ; elle était incapable de détonner.

Rien ne la gênait, ni ne l'arrêtait. La tristesse, oui la tristesse aussitôt la rendait naturelle et la justifiait ! C'est là surtout — le croirait-on ? — qu'elle paraissait à sa vraie place et

faisait merveille. Loin d'être machinale et intempestive, elle avait les dessous de la réflexion. Vous eussiez dit un agréable vœu contracté un matin de Pâques par ce croyant limpide, un doux devoir qui ne lui coûtait pas. Puisque sa gaîté était déjà le penchant de sa jolie nature, il avait trouvé juste et bon qu'elle en devînt le relief.

On n'avait jamais vu l'abbé pleurer; et cependant il se trahissait plus sensible que ceux qui sont gonflés de larmes.

C'est le sourire qui témoignait chez lui les impressions et les émois, tous les sentiments. Il était à la fois, ce sourire, une politesse, une intelligence, une détente et une énergie ; et aussi une pitié, une consolation ; et aussi une sagesse, une obéissance, une philosophie.

Et il était d'autre part, avec la même vivacité, un blâme, un reproche, une résistance, un refus, une menace ; il attestait et il protestait. Selon la minute et l'ordre de la circonstance, il allait jusqu'à signifier le mépris, la révolte et l'indignation dont il paraissait alors, à la lèvre ferme et fière, comme l'étrange fleur remontante...

On s'explique donc la force de séduction et la persuasive autorité de ce sourire doué d'un aussi riche ensemble d'expressions, chrétien et stoïcien, évangélique et caustique, intransigeant et bien disposé, passant en une seconde de la mélancolie à l'enjouement et du calme à la bataille.

Mais le sourire de la bouche est incomplet et manqué si celui des yeux ne l'accompagne et n'y ajoute sa flamme. Les yeux de l'abbé Chamaille souriaient aussi et à leur manière, encore plus vive et plus aiguë. Ils allaient, dans leur liberté, infiniment plus loin. Sous la chenille d'un sourcil touffu, c'étaient des yeux étincelants et noirs, toujours allumés et braqués, perçants et volontaires, dont la clairvoyance gaie vous traversait de part en part, comme une épée, — qui ne ferait pas souffrir. Leur indépendance était telle qu'elle proclamait celle de l'esprit qui, tout en se taisant, éclatait en eux. Criants de vérité, ils bravaient le mensonge et gênaient la ruse par leur franchise insoutenable. Il y avait, dans leurs sombres fourneaux, de l'acier et du charbon. Ils plantaient sur vous des dards et leur braise parfois vous brûlait, vous forçait à reculer. Ils posaient de hardies questions dont ils lançaient les premiers à l'instant la vaillante réponse. Ils avaient d'indiscrets

fixements qui débridaient la plaie de vos secrets. On se sentait devant eux le cœur tout nu et l'âme dévisagée.

A d'autres moments, ils s'armaient d'audace et de verve mordante, et leurs prunelles de la couleur du café, du tabac et du jais, étincelaient d'assurance et se chargeaient de provocation. Savants et discuteurs, causeurs acharnés, prompts à l'attaque, à la riposte, au sous-entendu, à l'allusion, ils devenaient alors pareils à ceux qu'on admire encore aux portraits des abbés et des philosophes d'autrefois, tout galvanisés d'un feu spirituel et d'une chaleur d'encyclopédie. On y retrouvait des regards de pastel du XVIII[e] siècle, et il n'était pas d'ailleurs jusqu'à la figure si fine et si bien coupée de l'abbé où ne reparussent fréquemment, — dans le jeu des traits et les rapides croquis de la physionomie, — des expressions de Voltaire et de Diderot, d'un prince de Ligne ou d'un Beaumarchais. Son menton sec semblait fait pour décocher la pointe; ses dents étaient petites et serrées pour les mots à l'emporte-pièce, et ses cheveux, auxquels le fusain des yeux, en accentuant leur blancheur, donnait un air poudré, lui volaient un peu en arrière et au-dessus des oreilles comme ceux d'une perruque à la Galiani.

Et puis, instantanément, ce sourire et ces yeux de bataille, éteignant leur fougue et renonçant au défi, s'emplissaient de tendresse et de compassion, sans perdre pourtant une parcelle de leur ordinaire gaîté. Elle restait, mais en se transformant.

Une parenthèse. Quand on regardait avec attention l'abbé Chamaille, Brocatel et Gaudias, on était frappé de voir que ces trois hommes, quoique n'ayant, par leur nature et leur profession, rien de commun entre eux, s'appareillaient pourtant *grâce à leurs yeux*, de même couleur et de beauté rivale.

Sans compter le propriétaire, presque tous les habitants du vieil hôtel Pommelé offraient d'ailleurs curieusement ce signe distinctif.

Depuis ceux de M[me] Lesoir, bruns, troublés et profonds jusqu'à ceux de Belle-Julie, la disgraciée, qui reluisaient comme deux grains de petit raisin noir dans son masque barbouillé de lie, tous les yeux qui vivaient et brillaient dans cette demeure étaient remarquables. La famille Paradour, dont nous parlerons bientôt, en possédait pour sa part avec le colonel, sa femme et ses trois filles, cinq paires magnifiques. Tous les ciels de la Hollande emplissaient et faisaient rêver

ceux du bon Pootius. Ces demoiselles Dandin montraient dans les leurs les plus franches colorations du passé. Le chat Plouf enfin, avec l'or de ses deux veilleuses, et même la poule Bobine, avec sa prunelle en cocarde, étaient à la hauteur.

Mais revenons à l'abbé.

Il avait une phrase favorite qui composait le titre original de son personnage et qu'il eût fallu, pour l'achever, écrire en légende au bas de son nom.

Il disait : *Ce n'est rien.*

Ne croyez pas à un tic de langage, à une de ces locutions adoptées par hasard et n'ayant aucune raison d'emploi. Non. La phrase de l'abbé Chamaille était choisie et voulue. Elle prétendait, — chaque fois qu'il y avait recours, — fournir l'explication par excellence, et conclure, catégorique.

Le prêtre l'appliquait à tout.

Du matin au soir les gens se jetaient chez lui, pauvres et riches, et l'assaillaient. Il savait, du premier coup, discerner leurs tourments.

— Allons? Quoi? Qu'y a-t-il? disait déjà le beau sourire. Et chacun se lançait aussitôt à clamer sa peine, ou à la raconter :

— Mon meilleur ami m'a trahi.

— *Ce n'est rien.*

— Je suis ruiné !

— *Ce n'est rien.*

— Mon mari ne m'aime plus.

— Ma femme m'a trompé.

— *Ce n'est rien.*

— Je ne mange plus, je ne dors plus.

— On m'opère jeudi prochain.

— *Ce n'est rien.*

— Je vais devenir aveugle !

— J'entends des bruits affreux !

— Je sais que je suis condamné !

— C'est la tuberculose.

— C'est la paralysie.

— C'est un cancer ! Ah ! mon père ! mon père !

— *Ce n'est rien.*

— Je souffre mort et passion.

— J'ai peur de tout, de la vie !

— Je suis effrayé de vieillir !

— J'ai l'épouvante de la mort !

— J'ai la folie du doute !

— Je voudrais pleurer, croire, prier ! Je ne le peux pas !

— *Ce n'est rien ! Ce n'est rien !*

Et quand quelqu'un s'écriait qu'il avait perdu son enfant, ou son père ou sa femme, tout ce qu'il aimait, alors l'abbé ne disait pas les trois mots étonnants, mais son regard les prononçait ; et en même temps, — sans lever le bras bien haut et en inclinant la tête, — il montrait du doigt le ciel, ce qui signifiait : « On se retrouvera. »

Les trois mots tombaient toujours, sans variante ni même la moindre nuance dans l'inflexion de la voix, selon la gravité des cas. Ils tombaient, murmurés vite, en passant, mais soulignés par les yeux au fond desquels scintillait le diamant de la foi.

En effet, loin de trahir un scepticisme dont ils auraient pu former la devise courante, ils exprimaient une sollicitude. Loin de se désintéresser, ils participaient. Au lieu d'opposer une fin de non recevoir, ils offraient un accueil. Au lieu d'être une marque d'indifférence, ils prouvaient l'attachement.

Dès lors, *ce n'est rien* ne voulait pas dire : *De quoi venez-vous me parler? Je ne le prends pas au sérieux! Petite chose! Où avez-vous la tête? Laissez donc cela! Que voulez-vous que ça me fasse?*

Mais *ce n'est rien* disait clairement : *Je sais ce que c'est. Ne vous désolez pas! Qu'est-ce qui dure? Ainsi, calmez-vous. Confiance! Attendez demain. Ça passera. Je vous le promets! Vous le voyez bien, d'ailleurs, puisque je souris? Sans cela sourirais-je? Et puis, je vous connais, vous serez les plus forts. Je vous le garantis. Plus forts que le mal et que la douleur, plus forts que la vie et la mort! Tout n'est rien. Il n'y a rien que Dieu. Tenez bon! Jusqu'au bout! Plus qu'un instant! Nous arrivons!*

Ce chaud langage, on l'entendait, quoique muet, et tous, après l'avoir compris, s'en retournaient rassérénés.

C'était leur tour à présent de sourire.

Vous pouvez désormais vous figurer le rôle considérable que jouait l'abbé dans l'existence de Mme Lesoir.

Lui, Brocatel et Gaudias constituaient la parenté morale de la veuve, sa seule et dernière famille. Ils connaissaient tout d'elle et possédaient son cher secret. Ils étaient ses amis, ses

conseillers et ses soutiens, les trois forces de sa faiblesse. L'ingénieur administrait sa fortune, le prêtre administrait sa conscience, et le médecin sa santé. Chacun d'eux lui apportait une aide, rare, unique et différente, et ces trois aides se tenaient, se commandaient. Et chacun d'eux aussi lui procurait une qualité spéciale de douceurs intellectuelles et d'affection qui répondait aux besoins de son esprit et aux privations de son cœur.

Brocatel, c'était le grave et pâle ami de toutes les obscurités et de tous les périls sociaux, dur et sûr comme le fer, l'invincible défenseur, l'homme de loi, le juste et le sage.

Chamaille, c'était le guide et l'appui, la lampe toujours allumée, la source intarissable de bonté, d'apaisement et d'espoir, la certitude suprême et rayonnante, l'intermédiaire divin.

Et Gaudias, c'était le spectacle et la sensation joyeuse de la vie, de la santé, de l'ardente jeunesse, la pleine séduction du rire et de la voix, des regards et des mots, l'ivresse de jouir débordant avec une telle sève et un tel éclat qu'elle revêtait, dans un naïf mensonge, tous les aspects de la franchise, d'un immense dévouement, d'une gratitude infinie. Quoi qu'il fît, il dégageait, — malgré lui, mais non à son insu, — une espèce d'exubérance amoureuse où se prenaient les plus méfiants et qui, sauf de rares exceptions comme dans le cas d'Irène Olette, lui conquérait une fois pour toutes une sympathie désarmée.

Séparément et réunis, ces trois hommes étaient devenus indispensables à Mme Lesoir. Elle ne pouvait vivre que par eux, et de la vie si compliquée qu'elle avait organisée. Aussi les aimait-elle tous les trois, autant et sans préférence. Mais elle rendait à chacun d'eux le sentiment particulier qu'elle était heureuse d'en recevoir.

Elle aimait Brocatel comme un frère aîné, l'abbé Chamaille comme un père, et Gaudias comme un fils.

IV. — GAUDIAS

Et maintenant, qu'est-ce que c'était que Gaudias?

Un méridional, muni des défauts de l'homme du Midi et seulement de quelques-unes de ses qualités.

Jouisseur ardent et impatient. Noceur et bûcheur. Aussi capable de brûler ses nuits au travail qu'au plaisir, mais ne sacrifiant au premier qu'en appétit du second. Passionné d'argent. Voulant être riche avec frénésie. Ne convoitant que le luxe et les joies de vanité qu'il ajoute à celles des sens. Aimant les femmes, — d'un amour tout matériel, — comme on aime la bonne chère et le vin, la table et le lit, sans y fourrer le sentiment, mais pratiquant néanmoins à merveille l'art instinctif de donner à la grossièreté de son désir la plasticité sentimentale. Sous les dehors d'une émotion toujours prête et ne sachant pas se défendre, aucune sensibilité. Des yeux trop aisément humides s'accordent très bien, en effet, avec un cœur dur. Presque tous les rochers pleurent.

Gaudias avait çà et là des premiers mouvements, des élans, mais d'une minute et tout physiques. Chez lui, rien ne suivait le corps.

Pas de fonds, en quoi que ce fût. Uniquement de la surface. D'une intelligence courte, mais aiguë, il faisait en tout le suffisant, et rien de plus, mais ayant de la mémoire et prompt à s'assimiler, il étourdissait par ses moyens.

Pas méchant et loin d'être bon, il n'eût pas souhaité de mal à son prochain, sans cependant s'interdire au besoin de lui en faire. Il n'aurait, bien entendu, jamais attenté à la vie de son semblable, mais il l'eût ruiné froidement.

Sous son égoïsme plantureux, et qui restait sournois, il dégageait de la cordialité.

Il était vivant.

Dès qu'il paraissait, rouge et brun, sonore et coloré, il répandait du geste et du bruit, du rire et de l'éclat. Il meublait. Il animait.

Quand il n'était plus là, la chambre devenait vide, les voix ne produisaient plus que du silence, et l'on se sentait un peu triste.

Organisé pour plaire et séduire, il mentait à visage *ouvert*, avec de beaux grands yeux qui regardaient en face. On eût juré, quand il tendait la main, qu'il avait le cœur dessus. Tout cela dans un tel épanouissement de santé qu'on était forcé d'être dupe. Son assurance paraissait de la franchise et il passait pour affectueux en n'étant que familier.

Il eût réussi dans la politique; il y avait pensé, mais il avait

préféré la médecine qui mêle davantage aux aventures de la vie, à son intimité, à ses innombrables secrets, pleins de surprises et de profits.

Reçu docteur à Paris où il avait fait auparavant ses études médicales, il s'était lié de bonne heure, au début de sa jeunesse, avec les fils Tapard, vers lesquels l'avaient dirigé ses ambitions de fortune. Camarade gratuit de leurs plaisirs et ayant reçu d'eux des confidences utiles qu'il avait su provoquer, il se trouvait, après leur mort, admirablement situé pour exercer son pouvoir ensorceleur sur la mère en détresse.

Il était, — quoique leur aîné, — à peu près de l'âge des disparus; il les rappelait à la malheureuse femme, il lui en parlait avec leur ton, leurs expressions; il savait sur eux quantité de ces petites choses futiles et charmantes qu'elle ignorait, qu'elle découvrait et dont le récit tout à la fois la navrait et la consolait. Elle se laissa donc — si craintive et souffrant de l'être, — glisser avec soulagement dans la sécurité de cette jeune affection, pleine de déférence, et que garantissait la chère mémoire de ses enfants. Il lui semblait que c'était *eux* qui lui avaient légué « leur meilleur ami, » pour qu'en la soignant, si chancelante, il servit constamment de trait d'union entre eux et elle. C'était à cause *d'eux* qu'elle avait résolu de le choisir pour médecin. M. Brocatel et l'abbé Chamaille auxquels, toute attendrie, elle l'avait chaudement présenté, s'étaient empressés de l'accueillir avec la plus aveugle confiance.

« Hé quoi? s'écriera-t-on. Deux esprits si fins, si perspicaces! Deux observateurs si avertis! » Oui, sans doute, c'est incroyable. Mais c'est le propre des plus grands savants d'avoir les plus grandes distractions.

Et puis vous oubliez que le docteur possédait le don fatal de sympathie. Il la *jetait*, comme un charme.

Il fit en outre la brusque conquête de l'ingénieur par la révélation de qualités administratives de premier ordre qu'il sut lui dévoiler, — d'abord comme par hasard, — et lui étaler ensuite, au cours d'entretiens sérieux et fréquemment renouvelés.

Mme Lesoir n'avait pu s'empêcher de le mettre avec bonheur au courant de sa vie mystérieuse, lui en expliquant dans le détail tout le mécanisme, les innocentes ruses, les infinies précautions! Maintenant, avec lui et ses deux autres amis, elle

se sentait presque tranquille. Elle pensait : « Je suis bien gardée, et de tous les côtés. » Aussi quand le sanatorium de Boulouris fut, sous le couvert de M. Brocatel, fondé par Mme Lesoir, se trouvèrent-ils tous les deux d'accord pour en confier la direction à Gaudias, qui l'accepta, non sans y avoir au préalable opposé la plus habile résistance. Il fallut lui forcer la main pour vaincre ses scrupules. Il occupait depuis cinq ans ce poste avantageux. Un pavillon réservé et isolé, à cent mètres de l'édifice, dans un jardin de paradis descendant jusqu'à la mer, une liberté absolue, l'assujettissement de pure forme à un contrôle de père de famille, et un traitement annuel de vingt mille francs, telles étaient les charges imposées à l'héroïsme du docteur, enfant gâté du destin.

Avec une grande virtuosité de ruse, il se montrait d'ailleurs le premier à reconnaître bien haut la béatitude de son sort. Sur ce sujet, il ne tarissait pas. Loin de paraître, selon la tendance méridionale, estimer que ces faveurs n'étaient pas tellement au-dessus de son mérite qu'il eût à en rougir, il affectait, à tout propos, de s'en montrer confus. Beau joueur, il arborait la reconnaissance. Il avait, ainsi que l'abbé, une locution favorite. Il ne disait pas comme lui : « *Ce n'est rien.* » Il disait : « *C'est trop!* »

A tout bonheur, à tout cadeau, à toute surprise agréable dont il était, de la part de Valérie ou de ses deux vieux amis l'objet incessant, il ne savait, avec un gros soupir de joie, un visage débordant de gratitude, que répondre : « *C'est trop!* » S'agissait-il de ce qu'on faisait pour lui, cette protestation était aux yeux de Mme Lesoir une preuve évidente de simplicité et de désintéressement; et s'agissait-il de ce que l'on faisait pour les autres le : *C'est trop!* de Gaudias, qui eût pu trahir une dureté vilaine envers le prochain, ne faisait que signifier ordre, prudence, économie, qui sont les vertus de l'administrateur modèle.

Quoiqu'il fût médecin consciencieux et qu'il « exerçât, » même à Boulouris, c'était tout spécialement à la direction qu'il avait été nommé. Le service médical, nous l'avons dit, était fourni de façon régulière et à tour de rôle par deux internes de première classe ; et c'est ce qui permettait au directeur de venir fréquemment à Paris solliciter les instructions de M. Brocatel et combler les désirs touchants de Mme Lesoir.

Tel était le bel animal humain, gracieux et fort, lustré comme un jaguar, qui portait les petits noms de David, Évariste, Amour.

C'est le dernier de ces trois noms de baptême que le docteur avait choisi pour orner de façon habituelle son nom de famille, mais, n'osant pas l'avouer par écrit, il signait A. Gaudias. Il ne consentait à ce qu'on lui donnât verbalement ce vocable assez périlleux que dans l'intimité, toute particulière, où alors il était en effet le seul qui s'imposait.

V. — UN GENRE DE BEAUTÉ

Si inflammable que fût Gaudias, il ne prenait pas feu au premier tison venu. Il ne s'embrasait qu'à bon escient et en connaissance de cause. Mais le moyen de résister à Irène Olette !

Elle était une de ces créatures ravissantes et terribles dont on ne saurait affirmer si, — pour certains hommes réservés au bonheur ou voués au malheur, — la rencontre est une chance ou une catastrophe.

Les deux à la fois.

En tout cas, c'était un événement.

Pourquoi ? Parce qu'Irène était belle. Elle avait la beauté, le don fatal de rayonner, de ne pouvoir passer inaperçue et de dérouter la plupart de ceux qui se trouvaient sur son chemin.

Selon le temps, la circonstance, et le mystère qui préside au choc des destinées, il n'était pas possible, à quelques hommes marqués d'avance, d'apercevoir Irène sans être forcés de la voir aussitôt tout entière, et de la voir ainsi sans être frappés, et d'être frappés sans être atteints profondément, et d'être atteints sans être blessés, et d'être blessés sans aimer et remercier celle qui avait fait la blessure.

Cette blessure que causait Irène avait ceci de particulier et était d'autant plus grande qu'au lieu de faire souffrir elle procurait un bien-être indicible. C'était pourtant une blessure et une sérieuse, mais on ne s'en doutait pas. Plus elle était grave, plus elle était suave.

Le genre d'amour qu'éveillait Irène n'inquiétait pas et n'effrayait comme il arrive si souvent ; il semblait de tout repos et de toute félicité. Jamais rien de douloureux ne pouvait venir

de cette exquise enfant. Elle promettait la douce et complète joie, le tendre plaisir, l'attachement sûr et parfait, sans trouble et sans amertume. Elle était la rose inconnue, la rose sans épines

A quoi tenait cette certitude, ou cette illusion ?

Au caractère de sa beauté.

C'était bien une beauté de jeune fille, une beauté virginale et pure, mais poussée à ses dernières limites et commençant à les franchir avec un tel éclat qu'elle exposait déjà la beauté de la femme, à moitié obtenue.

Ses yeux étaient, en même temps, ou tour à tour, deux fleurs et deux oiseaux. On eût dit d'abord deux bluets trempant dans l'eau fraîche. D'un bleu tantôt pâle et tantôt profond, ils avaient de la fleur des champs le divin coloris, la céleste innocence, presque le parfum d'Éden retrouvé. C'était deux bluets odorants et deux bluets *pensants*, car ils paraissaient exprimer avec candeur tout ce qu'ils inspiraient. Et puis, s'animant tout à coup, ils prenaient une autre vie, agile et ailée. Vifs et brillants, ils avaient l'air de gazouiller, de jeter mille petits cris lumineux et ils s'ébattaient sous la paupière aux longs cils, pareils à des oiseaux en cage.

Dessinée et peinte comme par Greuze et modelée avec la perfection d'un fruit, la bouche d'Irène semblait une incarnation purpurine du baiser. Quand elle s'entr'ouvrait, elle montrait des dents faites pour être l'éclair de la parole et les facettes du rire ; et on se demandait si l'éclat du rire venait d'elles, de leur émail, ou si c'était lui, le rire d'avril, qui leur donnait cette nacre éblouissante. Ses joues étaient deux boutons épanouis au bout de la tige adorable de son corps.

Elle avait, — comme Vénus et Marie-Magdeleine, comme l'or et les blés, — la gloire d'être blonde. Ses cheveux, bien ramassés, présentaient un arrangement naturel et des « retombées, » des façons de couler, de descendre, de côtoyer sa tempe, de peser sur sa nuque et d'épouser son col, qui achevaient avec harmonie la grâce élégante de son visage. Ils étaient, contre sa peau fine et dorée, comme des flots satisfaits de baigner mollement une grève enchanteresse. On s'imaginait, — sans qu'on y touchât, — les sentir au creux de ses mains, ou glisser en écheveaux sous la caresse de ses doigts ; ils rendaient bien, eux aussi, le goût, la tournure d'esprit de celle qui savait, en dehors de toute prétention, les disposer si favorablement.

La jeune fille procurait, à son insu, beaucoup d'autres impressions délectables. Puisqu'elle était un printemps, perpétuel et victorieux, elle le prodiguait dans les idées et dans les cœurs. Elle *printanisait* tout ce qui l'entourait.

On croyait, en la regardant, être nu-tête et respirer dans un jardin.

Ceux qui avaient à la fois l'âge et la liberté de l'amour brûlaient soudain pour elle des feux qu'elle était ignorante d'allumer; et ceux qui n'avaient plus l'âge des passions ou qui se les étaient interdites, pouvaient néanmoins se permettre de l'aimer irréprochablement, comme on aime les fleurs, la nature, l'aurore, le ciel et la lumière. Elle ramenait aux lèvres des malheureux le sourire perdu. Elle ensoleillait.

Enfin, sa beauté ne la faisait pas seulement belle. Loin de l'emprisonner, elle la libérait. Loin de la limiter, elle lui permettait, par un rare surcroît de bienveillance et de richesse, d'être en même temps jolie et gentille. Avec l'admiration elle gagnait la sympathie.

Ainsi, elle avait tout pour captiver, charmer et retenir. Il était donc fatal que venus des points les plus opposés du sol et de la société, et quoique doués de natures violemment différentes, un Féline, un Panteau et un Gaudias n'eussent pu rencontrer Irène Olette sans être aussitôt *déviés*, et emportés dans son sillage.

VI. — COMME IRÈNE A CONFIANCE, ON A CONFIANCE EN ELLE

Depuis ce brusque et providentiel changement survenu dans son existence, Irène, en quelques semaines et presque chaque jour, n'avait eu que des raisons d'être heureuse. Elle avait vu se dissiper, l'une après l'autre, toutes ses craintes. En même temps que s'évanouissaient celles du passé, celles de l'avenir qui en découlaient, s'effaçaient avec la même rapidité.

M. Brocatel, après une enquête sérieuse, avait acquis la certitude de la disparition de Féline. Sa trace était absolument perdue; et il n'y avait pas lieu d'en concevoir le moindre trouble, car la police affirmait qu'il avait dû quitter Paris et probablement la France. En tout cas, rien ne s'était produit qui pût faire supposer que l'ouvrier russe, n'ayant pas renoncé à Irène, persistât vis-à-vis d'elle dans ses anciens desseins.

Elle commençait donc à se rassurer. Elle se souvenait d'ailleurs l'avoir entendu si souvent parler avec exaltation de son pays, de sa chère Finlande! « Pourquoi, se disait-elle, n'y serait-il pas retourné, poussé par la tristesse autant que par le dépit? Certainement, c'est ce qu'il avait fait. Cet amour-là guérissait l'autre. »

Par les soins du propriétaire, les affaires d'intérêt d'Irène avaient été aussi débrouillées sans retard. Elle héritait de la tante Fine une somme de huit mille francs placés maintenant à son nom et il était convenu qu'elle reprendrait, le plus tôt possible, son ancien métier. Seulement, il avait paru plus sage qu'elle se rapprochât de l'hôtel Pommelé où elle devait habiter désormais. On allait donc chercher, dans le quartier même, un autre magasin, ce qui pouvait, avec les travaux d'installation pour l'atelier de reliure, demander environ un mois. — « D'ici-là, congé! » avait déclaré M. Brocatel.

Ce dernier, qui n'était pas très partisan de l'oisiveté, avait bien émis le vœu qu'au moins la jeune fille, en attendant, s'occupât sans fatigue, aux ouvrages de tapisserie des demoiselles Dandin, mais Gaudias ayant fait observer que les poussières qui s'échappaient de ces vieilles laines n'étaient pas excellentes à respirer pour de jeunes poumons qui n'en avaient pas l'habitude, on s'était rendu à la justesse de cette raison.

— Voici bientôt les beaux jours, avait ajouté le docteur. Qu'elle sorte et prenne l'air, le plus qu'elle pourra!

— Si on l'envoyait à la campagne? avait proposé M. Brocatel, contre quoi s'était tout de suite élevé vivement Gaudias.

— Mais non. Elle s'y ennuierait. A une plante de Paris, c'est l'atmosphère et le terrain de Paris qui conviennent le mieux!

Et comme Mme Lesoir, incapable de se séparer quarante-huit heures de Brocatel et de l'abbé, n'était pas davantage disposée à se priver, si peu que ce fût, de la jeune fille, au moment même où elle était en train de s'y attacher, on n'avait plus parlé de la campagne.

Une autre question soulevée par Valérie et agitée à huis clos entre elle, le propriétaire, le docteur et l'abbé, avait été celle de décider s'il fallait « laisser Irène sortir seule. »

Mme Lesoir était *contre* et Gaudias tout à fait *pour*. Brocatel, perplexe, ne savait pas.

Ce fut l'abbé qui, résolument pour l'affirmative, y rallia

Brocatel et sa craintive amie. Il n'eut pas de peine à démontrer que la jeune fille étant toujours sortie seule, il serait ridicule à présent de l'en empêcher à son âge, qu'on n'en avait pas le droit, et que d'ailleurs l'eût-on, ce droit, Valérie était hors d'état, pratiquement, de l'exercer.

— Puisqu'elle a confiance en nous, déclara-t-il, ayons confiance en elle. Et il conclut : Je crois m'y connaître, eh bien! je tiens que cette enfant se ferait tuer plutôt que de se laisser tomber!

— J'en suis sûr aussi, dit Gaudias.

VII. — AU MUSÉE DU LOUVRE

Grande joie pour Irène. M. Pootius, tout à l'heure, allait la conduire au musée du Louvre.

Ayant entendu Mme Lesoir et M. Brocatel chercher comment, les après-midis, on pourrait bien distraire la jeune fille, il s'était offert pour l'emmener de temps en temps quand il allait *travailler*. La proposition du vieil artiste avait été tout de suite accueillie. A qui de plus respectable et de plus sûr aurait-on pu confier Irène?

Elle était donc, ce jour-là, qui était un mercredi, sortie de l'hôtel Pommelé, toute légère, aux côtés de M. Guillaume. Il avait comme de coutume son feutre « Ronde de nuit, » sa rotonde agrafée par deux coquilles d'argent et son gros parapluie violet, d'un violet « semaine sainte, » cadeau de la révérende Mère Supérieure des Dames de Saint-Maur.

Irène n'avait plus ses longs voiles.

Elle portait à présent, sur le conseil de Valérie, un petit costume noir qui, tout en étant « deuil, » lui rendait la liberté de ses mouvements et n'attirait pas l'attention comme les aunes de crêpe au milieu desquelles éclataient à vingt pas et flambaient ses cheveux d'or.

En la voyant davantage, on la remarquait moins.

Tandis qu'après le déjeuner, vers les deux heures, ils descendaient la rue du Bac, elle et Pootius, celui-ci, déjà fiévreux, lui parlait à petites phrases, courtes comme ses enjambées :

— Le Louvre! Ah! mon enfant! Vous doutez-vous? C'est à en trembler d'amour!

— Connais! piquait-elle. J'y suis allée, mais il y a longtemps!

— Vous ne le connaissez pas! Qui le connaît d'ailleurs? Dieu seul. Mais ici-bas, personne! et Hobbema?

— Qu'est-ce que c'est?

A cette question, il s'était affligé : « Une encore! — je le craignais, — qui a pu vivre jusqu'ici sans soupçonner ce peintre incomparable! Qu'est-ce qu'on leur enseigne? Eh! bien, moi, je vous l'apprendrai. »

Et sûr de lui, de son texte, il commençait aussitôt :

— Ce qui m'émeut d'abord en ce génie, c'est le mystère qui l'enveloppe. Où naquit-il? Où a-t-il vécu? Quelle est l'époque de sa mort? Après l'avoir ignoré, des siècles durant, on croit aujourd'hui le savoir; mais était-il blond? ou brun? triste ou gai? riche ou pauvre? Et son visage? Ses yeux? Comment était-il fait? Ténèbres! Le tombeau. Pas un portrait. Pas un dessin de famille. A la bonne heure! Voilà un grand homme! Il ne livre que son œuvre et rien de sa personne.

Irène, amusée, l'écoutait.

On était ainsi vite arrivés. On avait traversé le majestueux Carrousel, franchi des porches monumentaux, monté des escaliers de pierre tout droits comme dans les tragédies, et si profonds qu'ils avaient l'air de se rétrécir par en haut, et l'on était entré, en poussant des portes à tambour qui préparent au respect, dans le temple de l'art et des chefs-d'œuvre éternels.

Palette au pouce, — une palette aussi grande qu'un des boucliers de *l'Enlèvement des Sabines*, — et bien installé maintenant sur le plateau d'un tabouret escarpé, à la place qu'il occupait depuis tant d'années, M. Pootius, pour la cinquantième fois peut-être, copiait *le Moulin à eau*. Il avait exprès disposé sa toile sur son chevalet, de telle sorte que lui seul avait la vue de l'original. Aucun des visiteurs ne pouvait en approcher. De quelque côté qu'on l'essayât, on était forcé d'y renoncer. Rien que son feutre, dont il restait coiffé, bouchait déjà trois tableaux de la cimaise, et l'appuie-main s'allongeait tout à coup dans ses doigts pour menacer les yeux imprudents qui s'avançaient trop près. Il n'en avait pas moins toujours dans son dos un petit public retenu par son aspect, ses façons et son langage aussi, car, sans interrompre son travail, il parlait tout haut.

pour lui et pour la galerie. Tel le charmeur d'oiseaux des jardins qui parle surtout pour ces autres moineaux apprivoisés que sont les passants.

Ce qui faisait la bizarre saveur des monologues de Pootius, c'est qu'ils se composaient d'un tas de phrases décousues se succédant sans ordre ni le moindre rapport entre elles et proférées sur le même ton. Au fur et à mesure que son esprit lui fournissait une pensée nouvelle, il y répondait aussitôt, quittant la précédente, et passait à une autre.

Par exemple, on l'entendait dire à la file des choses de ce genre : « Il habitait certainement la province de Groningue. — Le jour est parfait. — Des lunettes? Le malheur, c'est qu'on s'y habitue. — Il faudrait que ce fût payant. — Marié? Pas si bête!... — Ai-je besoin d'un atelier, puisque j'ai celui-ci? — C'est un lyrique du soleil! — On devrait fermer à six heures. — Je suis fier qu'on me l'ait confiée! — Quelle « Madeleine au désert » ça ferait! — Oh! ces tableaux dans mon pays... voilés d'un rideau vert, qu'un gardien tire lentement!... — Écartez-vous! messieurs et dames! »

Aussi, pour les étrangers qui ne pouvaient pas discerner entre ces propos incohérents ceux qui s'appliquaient à Hobbema, à Pootius lui-même et à sa vue commençant à baisser, au règlement du Musée, à Irène Olette... à la température, etc..., etc..., le bonhomme, avec son chapeau pointu et sa rotonde enveloppant le tabouret comme la chape d'un chantre, faisait l'effet d'un fou carabiné.

En le désignant à son voisin, plus d'un, ce jour-là, comme tous ceux qui le remarquaient et l'écoutaient pour la première fois, se touchait le front de l'index; et un soldat s'éloignait, expliquant à sa bonne amie « que *c'était* ça qu'on appelait des *ventriloques*. »

Au bout de dix minutes de *Moulin à eau*, Irène avait déclaré gentiment à Pootius :

— Je vais me promener un peu.

— Pas dehors?

— Mais non. Dans la maison.

— Pas trop loin tout de même. Elle est si grande, la maison! Vous vous y perdriez! C'est ainsi qu'Hubert-Robert a failli dans les cata...

— N'ayez pas peur, monsieur Guillaume.

Elle était déjà en route à travers les pays fabuleux et féeriques de la peinture...

Emportée d'une aube à un couchant, s'engouffrant dans une forêt, suivant un sentier, rêvant sur un lac et se roulant sur tous les verts et nageant dans tous les bleus, visitant tous les pays, contemplant tous les ciels... poursuivant tous les papillons de la couleur et des reflets, penchée sur un panier de fruits, respirant un bouquet de roses, prise par l'Enfant Jésus et détournée par Apollon, passant de Vénus qu'on admire au Crucifié qu'on adore, elle allait, dilatée, frémissante, au hasard de ses yeux éblouis par les images qui l'enchantaient.

Elle avait fait cinquante pas environ, quand elle se trouva tout à coup en face de quelqu'un qui, écartant les bras, s'écriait :

— C'est vous! c'est vous!

Surprise, elle s'était arrêtée.

Elle avait devant elle, un jeune homme, de vingt-cinq à trente ans, vêtu d'un complet pain d'épice et cravaté d'une « régate » azur.

Tenant à la main son chapeau, un tyrolien vert orné d'une petite plume de paon, il contemplait éperdument la jeune fille, et celle-ci de son côté le regardait, le scrutait. Où avait-elle vu ces yeux hardis et pesants, cette courte moustache appliquée sur une lèvre forte et rouge, et ces cheveux luisants en lourde calotte? Elle avait parlé à ce visage. En l'observant, elle en retrouvait la voix. Mais où et quand était-ce?

Et soudain elle se rappela : Le garçon du café... où elle et Mme Lesoir étaient entrées, boulevard des Batignolles, le jour de leur fameuse rencontre!

Au même instant d'ailleurs, il se nommait :

— Mon petit nom : Isidore, et mon grand : Panteau. Et les deux pour vous servir, comme à la *Sortie des Bains*. Y êtes-vous?

— J'y suis, dit-elle. Au premier moment...

Il rit :

— Ah! dame! c'est le tablier qui nous classe, et puis l'escarpin, la tête nue... et puis le local! Moi-même, une fois que je suis dehors en ville, avec mon Tyrol et des bottines, je ne me reconnais plus dans la glace. Je me fais l'effet d'un consommateur... Ainsi, ça n'a rien d'étonnant que tout de suite, vous

ne m'ayez pas sauté au cou. Mais moi, je vous aurais remise d'ici Bordeaux à travers vos machins noirs.

Elle dit mélancolique :

— Je ne les ai plus.

— Ça ne fait rien, répliqua-t-il. Avec ou sans, je vous aurais reconnue, parce que je vous avais tout le temps dans mon idée...

Et en prononçant ces mots, il balançait sa main de son front à sa poitrine, sans oser cependant montrer encore la place du cœur, car il pensait qu'il ne faut pas aller trop vite.

Il avait l'air si content qu'Irène ne put s'empêcher d'y être sensible.

— Et comment êtes-vous là? lui demandait-il. Pour la peinture? Vous gobez?

— Mais oui.

— Et vous êtes seule?

— Avec un monsieur.

Les sourcils de Panteau se rejoignirent sur son front carré, en même temps que pointaient ses oreilles.

— Un monsieur? Et quelle espèce de...?

— Un artiste, un homme qui depuis des années copie...

Panteau s'exclama :

— Je le possède! Un type en mie de pain! Un mousquetaire du Bon Dieu... qu'a un chapeau comme dans les pièces de théâtre et un manteau à sous-pieds?

Irène était gagnée par la gaité.

— Oui.

— Avec un nom d'Oremus?

— Pootius.

— C'est ça! C'est lui!

— Et comment le connaissez-vous?

— Un petit service que je lui ai rendu. Il m'avait donné sa carte, et je pourrais même dire sa pancarte, en m'invitant à le venir voir ici jouer du blaireau. Aujourd'hui, je prends donc congé, j'envoie promener les serviettes, je me rue dans cet Élysée de palais, qui n'en finit pas... et qu'est-ce que je trouve dans le tas des chefs-d'œuvre et qui les bouscule tous? Vous!

Irène écartait le compliment.

— Ainsi vous n'avez pas encore vu M. Pootius?

— J'arrive.

— Allons le voir.

— Plus tard. Pendant que je vous tiens, je vous garde. Ah! je croyais vraiment vous avoir perdue! Et j'en étais chagrin! Et j'en étais malade! Et puis vous voilà! toute fraîche et jolie! comme une miniature!

Il soupirait gros. Irène tournait la tête.

— Si vous saviez? poursuivait-il. Voulez-vous savoir?

— Aucune envie, fit la petite. Je regarde les tableaux.

Alors, lui, rageur :

— Ils m'assomment, vos tableaux, vous entendez? Et ça n'est pas pour eux que j'ai couru en venant.

— Pour qui donc?

— Pour vous!

— Mais non. Comment pouviez-vous deviner que je serais ici?

— Je ne m'y attendais pas, bien sûr! Mais je comptais travailler le père Pootius pour tâcher d'apprendre de lui qui vous êtes et où vous demeuriez.

— Qu'est-ce qui vous faisait supposer qu'il pouvait vous le dire?

— Parce que je l'ai vu sortir d'une maison où habite un personnage, ami de votre maman.

— De ma mère?

— Oui.

— Et qui donc?

— M. Brocatel. Vous le connaisssez?

— Peut-être?

— Moi aussi.

— Et comment le connaissez-vous?

— Je voulais. J'avais besoin. Alors, j'ai été chez lui le saluer.

— Il y a longtemps?

— Je crois bien : trois semaines! Le lendemain du jour où vous êtes venue dîner... Quand vous êtes entrée au café, j'ai senti que vous me preniez pour la vie... Aussi quand vous avez été partie, j'avais le cœur éteint. Je me disais : « C'est fini! Je ne la reverrai plus jamais! » Heureusement, il m'est arrivé une de ces chances!... comme il n'en arrive qu'aux amoureux et dans les contes..

— Laquelle? interrogeaient les yeux d'Irène muette.

Alors il lui dit l'histoire du porte-monnaie trouvé, le papier qu'il contenait et ce qu'il y avait d'écrit dessus, et comment, — entre les deux noms indiqués de l'abbé Chamaille et de Brocatel, ayant choisi ce dernier, — il s'était présenté chez lui dès le lendemain matin.

— C'était vous qui regardiez en l'air dans la cour? ne put s'empêcher de s'écrier Irène.

— Eh! oui! Vous demeurez donc là? Je l'aurais parié! Ainsi vous m'avez-vu? En effet, je braquais partout, je vous cherchais. « Si elle était derrière une de ces fenêtres? »

— Et j'y étais, en haut, aux mansardes.

— Et vous ne vous êtes pas penchée?... Oh! vous êtes en pierre.

— A peine ai-je eu le temps de vous entrevoir, même pas de vous deviner... vous aviez disparu...

— Je ne voulais pas me faire remarquer, ni vous compromettre... Surtout que vous avez une portière...

Il fit la grimace.

— Madame Précipice, dit en riant Irène.

— Bah! C'est son nom? Eh bien! qu'elle y tombe! Ah! la mignonne!

— Mais, continuait Irène intriguée, qu'est-ce que vous avez bien pu dire à M. Brocatel? Il vous a reçu?

— S'il m'a reçu! Et pas sur le palier, dans son bureau de cuir, oui, comme une visite. Seulement, quand je lui ai demandé l'adresse de votre mère, afin que j'aille lui reporter son porte-monnaie, il me l'a refusée. Comprenez-vous ça?... J'ai dû lui laisser le bibelot pour qu'il le remette lui-même. Vous pensez si je colérais? C'était votre adresse que je voulais, moi. Rien que ça! Parce que le porte-monnaie...

Elle prit un air doucement grondeur :

— Alors, vous ne l'auriez pas rapporté, si maman avait été seule au café?

Il hocha la tête en signe de doute. Et puis, avec fermeté :

— Si, tout de même, parce que ça n'était pas du bien de riche... et que ça appartenait à des gens de mon monde, à des travailleurs, à des pauvres... Ceux-là, je les aime. Mieux que de les aimer, je les estime. Mais les riches! Ah! non! — il serrait les poings et crispait sa mâchoire. — Aussi, que je trouve demain vingt mille francs, n'importe où, par terre...

ou dans un matelas... et puis vous verrez si Panteau se dérange?

Elle haussait les épaules avec incrédulité.

Il dit alors comme quelqu'un qui entrevoit une combinaison :

— Tout ce que je pourrais faire en ce cas-là, ce serait...

— Quoi donc?

— De vous les donner.

— Eh bien! c'est ça, dit-elle, entrant pour rire dans son jeu. La prochaine fois que vous ramasserez...

— Entendu!

Il était redevenu très gentil.

— Et maintenant, puisque je sais votre domicile, dites-moi la suite : qui vous êtes, votre vrai âge, les petits noms... ce que vous faites, vos désirs, vos projets de bonheur et le papier de votre chambre... si vous dînez tous les jours, si vous dormez bien et sur quel côté... pourquoi vous n'aviez qu'un franc l'autre soir et puis qu'aujourd'hui vous n'êtes pas morte de faim et que je vous retrouve ici, vêtue chic anglais comme une gouvernante, en compagnie du bonhomme toc-toc? Allez! Racontez! J'en peux plus!

Tandis qu'Isidore la pressait ainsi de questions, Irène réfléchissait, et son visage avait peu à peu pris de la sévérité. Quand il eut fini, elle lui dit :

— Écoutez, monsieur, je veux bien vous renseigner un peu...

Il se rapprochait déjà pour la remercier; elle le retint :

— Oh! ça n'est pas pour ce que vous croyez. Non. Le sentiment n'y est pour rien. Moi, je ne m'enflamme pas comme une paille.

Il objecta, logique :

— Alors, pourquoi me répondez-vous et ne me remballez-vous pas?

Elle rougit, et puis d'une voix franche :

— C'est par reconnaissance.

— De quoi donc?

— De votre bonté, l'autre jour.

Ce fut à lui de rougir, à peine et de mauvais gré :

— Comprends pas!

— Naturellement. Mais moi, maman et moi, nous avons bien compris.

Il fit l'ignorant.

— Des rébus. Enfin, causez.

— Je le ferai, mais pas aujourd'hui.

Il sursauta.

— Pourquoi?

— Parce que je n'ai pas le temps et qu'il faut que j'aille auprès de M. Guillaume.

— Moi aussi, approuva-t-il. Nous irons tous les deux, mais tout à l'heure.

— Non. Justement, je vous demande, à vous, de n'y pas aller.

Il s'étonnait. Elle s'expliqua :

— Je ne veux pas qu'il nous voie ensemble et qu'il sache que nous nous connaissons.

— Mais il m'a invité à l'admirer peindre!

— Vous irez seul, une autre fois. Ou ce que je préférerais... ça serait que vous n'y alliez pas du tout!

— Oh!

— Qu'est-ce que ça vous fait? Vous ne tenez pas à ce bonhomme? Alors? Vous pouvez bien me le sacrifier?

Il avait des yeux ébahis. Il dit enfin :

— Ça va! Je le lâche! et je vous jure de ne pas le revoir. Je me conduis là avec lui comme un torchon. Mais vous le voulez? C'est dit. Et après? Quoi encore pendant que je suis en veine?

— Vous jurez de ne pas me suivre, ni m'aborder dans la rue? de ne pas rôder dans le quartier?... encore moins devant ma maison? de ne pas m'écrire, ni rien faire qui puisse me causer d'ennuis?

— Je le jure, sur vous. Commandez. Tout aussitôt, je vous quitte et je retourne au pays des bocks.

— Bien.

— Mais alors, comment se revoit-on? Où? Et quand? En fait de bons endroits, je n'en connais que de deux genres : les gares et les églises...

— Pas les églises!... Pas pour ça!

— Restent donc les gares. Laquelle?

— Aucune, dit Irène avec un air malin. Où aller? Mais ici! Au Musée!

— Ici?

— Sans doute. C'est superbe et commode.

— Immense, en effet. Et puis « élégant. »

— C'est couvert.

— C'est chauffé.

— On peut causer.

— S'asseoir. Vous avez raison. Y a pas mieux. Mais Pootius? qui vient tous les jours?... Vous ne craignez pas?... Moi, ça m'est égal... C'est pour vous...

— Aucun danger. Il est à la salle 7, une petite salle d'où on ne peut rien voir au dehors, et d'ailleurs, il n'en bouge pas.

— Parfait. Alors quand?

Les yeux levés, elle réfléchit et décida :

— Après-demain vendredi, trois heures.

— Ici même?

— Non, plus loin. Salle des Sept-Cheminées, devant le *Radeau de la Méduse*.

— Connais! par Rubens. A revoir donc! A vendredi! La vie s'annonce! Allons!

Il tendit la main à Irène et elle avança la sienne, mais il ne fit qu'y toucher timidement, du bout des doigts. Il paraissait assez ému. Et pour cacher son trouble, il partit, gouaillant : « Voilà! Voilà! » comme il avait l'habitude quand on l'appelait dans le service.

Au bout de vingt pas, il se retourna, brandissant en vain son « Tyrol, » car Irène avait rejoint Pootius.

VIII. — IRÈNE EST TRÈS EXCUSABLE

L'apparente facilité avec laquelle la pure Irène, écoutant complaisamment Panteau, avait accédé si vite à son désir, a besoin, pour se justifier, qu'on en explique les raisons.

Elles étaient de deux sortes.

Les premières relevaient de la prudence, et même de la crainte; et les secondes d'un sentiment assez délicat que nous avons déjà vu se dessiner.

Irène s'était rendu compte en un éclair, tandis qu'Isidore se déclarait, des terribles ennuis auxquels pouvait l'exposer une assiduité malencontreuse du jeune homme. Même s'il trouvait pour l'approcher régulièrement, au vu et au su de

tous, un prétexte valable, et en admettant que rien au dehors ne fît soupçonner sa véritable pensée, il n'en résulterait pas moins pour elle une situation des plus difficiles.

Tout d'abord, il apprendrait qu'elle n'était pas, comme il le croyait, la fille de Valérie. La sachant dès lors seule et sans famille, ne se sentirait-il pas aussitôt encouragé à la poursuivre avec plus de force et d'espoir? C'est pourquoi, du reste, elle s'était bien gardée, tout à l'heure, de le détromper là-dessus. Cette maternité lui constituait vis-à-vis d'Isidore une protection à laquelle elle tenait.

Pouvait-elle ensuite risquer, en l'introduisant dans le nouveau milieu où venait de la jeter la destinée, de perdre non seulement le secours, mais l'estime de tous ces braves gens qui lui avaient fait un si charitable accueil? Autant que leur affection, leur confiance lui était nécessaire. Elle en avait un besoin moral. L'idée de déchoir à leurs yeux l'humiliait, la révoltait; et plus encore qu'à la considération de Valérie, de M. Brocatel et de l'abbé, elle prétendait à celle de Gaudias, par une vivacité d'amour-propre très compréhensible. Il aurait eu après cela trop beau jeu, — pour peu qu'il eût suspecté les intentions de Panteau, — à la railler « de sa fausse vertu » et à prendre barre sur elle! C'était lui fournir les moyens de la discréditer à coup sûr auprès de Mme Lesoir et de ses bienfaiteurs. Ainsi, à quelque point de vue qu'on l'envisageât, la présentation du jeune homme, — inconvenante en soi, — ne pouvait amener que des malheurs.

C'est après l'avoir nettement entrevu qu'elle avait commencé par exiger de Panteau la série de promesses que nous avons dites; en premier lieu, celle de ne plus jamais revoir Pootius, bonhomme exquis, certes, mais redoutable à cause de sa candeur allant jusqu'aux limites d'une attendrissante bêtise. Nul doute que le dégourdi limonadier, s'il l'avait pratiqué, n'en eût, en un clin d'œil, fait sa chose et ne lui eût tiré du nez tout ce qu'il aurait voulu.

Or, Panteau ayant cédé, très gentiment, aux prières d'Irène, il était difficile à celle-ci d'opposer une résistance maladroite au désir, irréprochable d'ailleurs, qu'il lui avait exprimé.

Enfin, — car il faut tout dire, — Isidore ne lui déplaisait pas. La spontanéité de son acte cordial au restaurant, l'em-

pressement qu'il avait mis à rechercher sa trace et sa joie de la retrouver, l'admiration sincère et violente que témoignait depuis son attitude, et jusqu'à l'espèce de camaraderie de ses libres façons, tout cela n'était pas loin de déterminer chez elle une impression sympathique. Mais rien de plus. Elle n'agissait que par souci d'être correcte et juste envers le compatissant garçon, et elle gardait un cœur placide. Son idée était bien nette. Après avoir revu Isidore, le vendredi suivant, — puisqu'il n'y avait pas moyen de l'éviter, — elle l'éconduirait rapidement, avec froideur et douceur, et cette historiette d'un soir finirait toute seule, du jour au lendemain.

Elle se félicitait en même temps de l'heureux choix du Musée pour leur entretien. Elle y trouvait, tout au fond de sa conscience scrupuleuse, une secrète excuse. L'endroit répondait à toutes les éventualités. Elle y venait avec Pootius, enchanté, qui la laissait se promener comme elle voulait, tandis qu'il s'évertuait sur *le Moulin à eau*; elle en ressortait avec lui pour rentrer rue de Sèvres. Était-elle vue par hasard « parlant à un jeune homme... » elle dirait qu'elle fournissait un renseignement à un visiteur... auquel elle apprenait, par exemple, « que le *Radeau de la Méduse*, n'était pas de Rubens. »

A ce souvenir, elle qui n'avait pas bronché quand Panteau avait commis sa bourde... elle éclatait de rire à présent, ne se doutant pas, la pauvre petite, de la gravité qu'il y avait pour elle à n'avoir pas ri devant Isidore !...

Et lui, Panteau, regagnant, joyeux d'orgueil et d'amour, les hauteurs de Clichy, pensait : « Viendra-t-elle vendredi ? — Mais oui ! Mais oui ! »

Il sifflait, en toisant les femmes. Il était loin à ce moment-là, du désarmement général et du partage des biens.

Henri Lavedan.

(La dernière partie au prochain numéro.)

SOUVENIRS DE CAPTIVITÉ
EN ALLEMAGNE

(Mars 1916-Novembre 1918)

I

Aujourd'hui encore je me demande, sans pouvoir trouver une réponse satisfaisante à cette question, pourquoi mon ami le professeur Paul Fredericq et moi-même, avons été subitement arrêtés à Gand, le 18 mars 1916, transportés en Allemagne et retenus en captivité à titre de « personnes extrêmement dangereuses » jusqu'après la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. De nombreux amis connus et inconnus ont émis à ce sujet toutes sortes de conjectures, et sans doute ce que notre arrestation présentait d'inexplicable n'a pas été sans contribuer largement au bruit qu'elle a provoqué dans la presse et à l'intérêt qui nous a été témoigné. Cet intérêt a persisté après notre libération. C'est pour répondre à un désir exprimé maintes fois et dont nous sommes l'un et l'autre profondément touchés, que je me décide à écrire ces pages. On n'y trouvera ni récits dramatiques, ni révélations sensationnelles. En comparaison de celle de tant de victimes, de martyrs et de héros, notre histoire paraîtra bien vulgaire. Les conditions dans lesquelles nous avons été placés nous ont même empêchés d'être témoins d'horreurs dont nous avons fréquemment entendu les récits, mais dont la vue nous a été épargnée. Au surplus, nous n'avons passé que peu de mois dans des camps, en compagnie

d'autres prisonniers. La plus grande partie de notre captivité s'est écoulée à Iéna, puis plus tard, pour M. Fredericq, à Burgel, aux environs de cette ville, et pour moi-même à Creuzbourg-sur-Werra, petite localité de Thuringe à douze kilomètres au Nord d'Eisenach. Nous y avons mené une existence solitaire dont rien, pas même la mauvaise santé, n'est venu interrompre la lente monotonie. Nous pouvons dire : j'étais là; nous ne pouvons guère ajouter telle chose m'advint.

Mais s'il ne nous est rien arrivé, nous n'avons eu que trop l'occasion d'observer. Isolés au milieu de la population allemande et forcément en contact avec elle, nous avons pu recueillir sur son esprit public, sur ses mœurs, sur ses idées politiques, des données qu'un séjour fait en temps de paix, aux mêmes endroits, ne nous aurait jamais permis de rassembler. Le caractère des peuples, comme celui des individus, ne se révèle qu'en temps de crise. Peu de personnes se sont trouvées, je pense, durant la guerre, dans une situation plus favorable que la nôtre pour découvrir certains aspects du peuple allemand. Les espions de l'Entente ou les journalistes neutres qui ont pu pénétrer en Allemagne de 1916 à 1918 n'ont certainement pas joui des mêmes facilités que nous. Ceux-ci se confinant dans une réserve prudente ou timide, ceux-là obligés de s'entourer de mille précautions, ils n'ont pu que noter ce qu'il leur a été possible de surprendre à la hâte ou ce que l'on a bien voulu leur montrer. Pour nous, nous avons eu le temps de regarder et d'apprécier. Sans doute, nous n'avons pu explorer qu'un domaine bien restreint et nous n'avons connu que des individus dont aucun n'a joué un rôle considérable dans les événements. Le lecteur jugera si les impressions qu'ils m'ont laissées valaient la peine d'être écrites.

I

J'ai toujours cru que le dépit doit avoir contribué pour une assez large part à notre déportation. Depuis de longues années, nous entretenions, Fredericq et moi, des relations scientifiques très suivies avec l'Allemagne. Nous étions, je crois, les seuls étrangers qui fréquentassent habituellement les *Deutsche Historikertage*, et nous avions eu ainsi l'occasion de faire la connaissance personnelle de la plupart des historiens allemands.

Ajoutez à cela que nous étions correspondants de diverses Académies, et docteurs *honoris causa* de quelques universités. De plus, Fredericq était l'une des personnalités les plus en vue du mouvement flamand, et une traduction de mon *Histoire de Belgique* paraissait chez Perthes à Gotha, dans la collection intitulée : *Geschichte der Europäischen Staaten*. De tout cela, l'outrecuidance naïve des Allemands, des érudits allemands surtout, a dû conclure que nous devions être, au fond, l'un et l'autre, des adeptes du germanisme et des admirateurs de l'Allemagne nouvelle. Comment des gens convaincus de la supériorité de leur nation sur le reste du monde, auraient-ils pu admettre qu'il ne suffisait pas d'avoir témoigné quelque estime à des étrangers pour qu'ils leur fussent désormais tout acquis! N'ai-je pas entendu plus tard, à Iéna, des professeurs d'université déclamer rageusement contre M. Boutroux parce que, invité et reçu officiellement par eux au mois de mai 1914, il avait eu, quelques mois plus tard, l'audace et l' « ingratitude » de stigmatiser dans la *Revue* la barbarie de leurs armées et la duplicité de leur gouvernement? Et ne sait-on pas quels cris de colère à la fois comique et odieuse la presse d'outre-Rhin, jadis si enthousiaste de Verhaeren et de Maeterlinck, a poussés contre eux, du jour où le martyre de la Belgique leur a arraché les brûlantes protestations que l'on sait. Dans un rang plus modeste, notre cas a été le même. Sur nous aussi, on croyait pouvoir compter, puisque nous avions eu l'honneur de frayer d'égal à égal avec les représentants de la Science et de la *Kultur* allemande, c'est-à-dire avec les représentants de la Science et de la *Kultur* en soi. Et au moment. décisif, nous les trahissions! Trahison d'autant plus grave que nous étions Belges et historiens!

L'indignation universelle soulevée par la violation de la neutralité belge avait, en effet, surpris les historiens allemands, mais elle les avait en même temps mobilisés au service du militarisme prussien. Il fallait démontrer que ce « petit pays » qui faisait pousser tant de clameurs, n'avait en réalité nul droit à l'existence, qu'il n'était qu'un « État artificiel, » que la juxtaposition de deux races, dont l'une, la wallonne, opprimait l'autre, la flamande, grâce à la complicité d'un gouvernement d'ambitieux indignes vendus à l'Angleterre et à la France. Je ne vais pas jusqu'à supposer que l'on ait compté sur nous

pour faire chorus. Mais on s'est sûrement imaginé que, du moins, nous observerions la neutralité, et que l'on pourrait peut-être s'en autoriser pour faire croire que nous approuvions. Quelle bonne fortune si l'on avait pu lancer dans les gazettes et semer dans les pays neutres un communiqué mettant en contraste avec le fanatisme entretenu dans le peuple belge par le gouvernement du Havre, l'attitude réservée et « objective » des « célèbres historiens » Paul Fredericq et Henri Pirenne!

Que l'on ait espéré cette chance, je n'en puis douter. A peine les troupes allemandes avaient-elles occupé Gand, un jeune docteur en uniforme se faisait annoncer chez moi, et tout de suite me priait de lui accorder quelques moments d'entretien sur les causes de la guerre! Un peu plus tard, j'apprenais que le député Trimborn, attaché à Bruxelles au gouvernement civil de nos provinces occupées, avait demandé au directeur général des sciences et des arts, si je ne consentirais pas à faire quelques conférences sur l'histoire de Belgique! L'éclat de rire qui lui répondit parut le surprendre. Peut-être, pourtant, le fit-il réfléchir. En tout cas, on se mit à nous surveiller. La chose était facile. Nous ne cachions ni l'un ni l'autre nos sentiments. Si dans cette prison collective que Gand était devenue dès le premier jour de l'occupation, il était impossible d'écrire et de parler en public, du moins pouvait-on se voir encore, par petits groupes, soit chez soi, soit au café.

Les espions qui se glissaient partout eurent tôt fait de surprendre des conversations et d'en informer qui de droit. On ne pouvait plus douter de notre attitude. Quelques professeurs allemands, cependant, de passage en Belgique, firent pour nous voir des tentatives qui, naturellement, furent repoussées. Ils s'en étonnèrent et ne cachèrent leur étonnement ni à nous ni à d'autres. L'un d'eux, le docteur Hœniger, de l'université de Berlin, m'écrivait naïvement qu'il avait appris que j'étais un « *bitterer Feind*, » un ennemi aigri de l'Allemagne.

Vers la même époque (février 1915) commençaient les manœuvres de l'ennemi pour forcer l'université de Gand à rouvrir ses portes. Il n'était pas question encore, au moins officiellement, de la transformer en université flamande.

Pourtant déjà s'esquissait l'infructueuse campagne entreprise par l'Allemagne pour s'emparer en Flandre des esprits. Avec l'aide de la *Kommandantur*, une petite gazette, le

Vlaamsche Post, était fondée à Gand. Quelques jeunes fanatiques, quelques cerveaux brûlés la rédigeaient sous la direction occulte d'un certain docteur Wirth et du pasteur calviniste Domela Nieuwenhuis, le premier, métis germano-batave installé en ville dès les débuts de l'occupation pour s'y acquitter d'une louche besogne de police intellectuelle, le second, énergumène violent et borné, que ses aspirations pangermanistes et son sectarisme protestant animaient depuis longtemps déjà contre la Belgique, dont il était l'hôte salarié, d'une haine à laquelle l'occupation allemande fournissait enfin l'occasion de se faire jour. Dès le début, tous les dirigeants notoires du parti flamingant avaient repoussé avec indignation les avances de la petite gazette. Le mépris qui l'entourait n'avait fait que la rendre plus éhontée. Rageusement, elle dénonçait ceux qui, au milieu du silence imposé à la presse belge, s'attachaient à dévoiler les buts de sa propagande et l'origine de ses ressources. Déjà un flamingant patriote, M. Alphonse Sevens, avait été condamné par un tribunal militaire et emprisonné en Allemagne. Fredericq et moi étions abondamment pris à partie dans les colonnes du journal, lui comme un renégat, traître à la Flandre enfin libérée par l'Allemagne du joug latin, moi comme l'apologiste officiel de l'unité de cette Belgique, opprobre de l'Europe, vendue aux ennemis du germanisme et dont le nom même devait disparaître bientôt du langage des hommes.

Si, comme je le pense, on avait fondé sur nous quelques espoirs, ils étaient bien déçus! Ils ne devaient pas tarder à l'être davantage encore. Comme nos collègues, nous étions naturellement décidés à ne pas reprendre, sous le contrôle de l'ennemi, notre enseignement à l'Université, et comme eux nous n'hésitâmes pas à l'affirmer, au cours des quelques séances du Conseil académique que la *Kommandantur*, escomptant une résolution favorable à ses désirs, avait autorisées. Les murs avaient des oreilles; ce que nous avions dit, comme tant d'autres, fut bientôt répété à qui désirait le savoir. Il n'en fallut pas davantage pour nous faire accuser d'avoir provoqué un refus qui était celui de tous. Le *Vlaamsche Post* imprimait avec une curieuse impudence que nous « terrorisions » nos collègues. Les choses se gâtèrent tout à fait quand, le 7 février 1916, les professeurs furent invités à déclarer s'ils « étaient en

mesure » de faire leurs cours en langue flamande. Sauf deux ou trois, préparant dès lors une trahison qu'ils devaient un peu plus tard accomplir ouvertement, tous répondirent négativement. La réponse de Fredericq s'achevait par la phrase suivante : « Je *pourrais* faire mes cours en flamand, mais je ne le *veux* pas. »

Cette fois, c'en était trop. La « flamandisation » de l'université de Gand, question déjà ancienne et à propos de laquelle un projet de loi avait été déposé avant la guerre, était devenue, dans les plans de l'Allemagne contre l'indépendance de la Belgique, une pièce d'importance capitale. Il fallait à toute force empêcher l'avortement auquel l'attitude du corps professoral semblait la destiner. Discuter était impossible. Restait l'*ultima ratio* du régime auquel la Belgique était soumise, la terreur, la vraie cette fois. Le 13 février, un officier était expédié par le gouverneur civil de la Flandre orientale, le docteur Ecker, chez notre collègue le professeur Eeman, secrétaire du conseil académique de l'Université, et lui enlevait de force le registre aux délibérations du Conseil. On espérait sans doute y découvrir des révélations sensationnelles. On n'y trouva que l'expression ferme et digne de ce patriotisme belge dont von der Goltz pacha déclarait, en octobre 1914, que l'Allemagne ne demanderait l'abandon à personne. Le registre fut rapporté quelques jours plus tard chez M. Eeman. Pourtant il fallait faire un exemple. Frustrée du prétexte qu'elle avait cherché, l'autorité civile passa la main à l'autorité militaire. Elle lui marqua ses désirs, lui indiqua les deux « indésirables » à frapper, puis, suivant la coutume, affecta de se désintéresser de la question. « Messieurs les militaires » allaient désormais la débarrasser de tout souci et de toute responsabilité. Il ne lui resterait que le piteux ridicule d'un coup de force manqué. Elle s'en souciait médiocrement.

Le 18 mars, vers 9 heures du matin, comme je venais de me mettre au travail, un policier en vêtements civils me signifiait l'ordre de me présenter à l'instant à la *Kommandantur*. C'était la première fois, depuis le début de l'occupation, que j'y étais mandé. Il ne fallait pas beaucoup de pénétration pour deviner qu'il s'agissait d'une affaire d'importance. Tous les jours, d'ailleurs, on apprenait des arrestations, et, me sachant surveillé, j'étais de longtemps préparé à tout. Mais mon homme m'affir-

mait si énergiquement qu'il n'était question que d'un renseignement et que je serais de retour dans vingt minutes, que je ne conservai aucun soupçon. Je l'accompagnai sans même changer de vêtements, pressé de me remettre à la besogne en rentrant chez moi. Il me parut bizarre cependant que mon guide me conduisît à notre but par des rues détournées et peu fréquentées. Comme elles abrégeaient le chemin, je n'y attachai pas grande importance.

Arrivé à la *Kommandantur*, encore déserte à cette heure matinale, je fus introduit, après quelques minutes d'attente, dans le bureau d'un major. Il me parut, — peut-être est-ce une illusion, — quelque peu embarrassé, pendant qu'il me saluait avec une politesse affectée. Puis, entrant aussitôt en matière : « Monsieur le Professeur, me dit-il, j'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer : vous allez partir pour l'Allemagne. — Pourquoi? — Je l'ignore, c'est un ordre. Je ne puis que l'exécuter. — Fort bien, répliquai-je. Je vais rentrer chez moi préparer mon départ. — C'est impossible. Vous devez rester ici; vous prenez le train dans une heure. — Vous voulez donc que je m'en aille sans avoir dit adieu à ma femme et à mon fils, qui est à l'école! — Y pensez-vous? Nous allons envoyer un automobile à *Frau Professor*. Quant à votre fils, l'école est trop éloignée, et il ne pourrait être ici en temps utile. » Je ne me donnai pas la peine de remarquer qu'on aurait pu le faire prendre aussi en automobile. Il était trop évident qu'on craignait d'avertir de mon arrestation les élèves de sa classe, qui n'auraient pas manqué d'en répandre le bruit par la ville. « Soit, me contentai-je de répondre. Permettez-moi du moins d'envoyer un mot à ma femme pour la préparer à une nouvelle qu'il est préférable qu'elle apprenne de moi-même. » La permission fut aussitôt accordée, à condition que mon policier pût prendre connaissance de ce que j'écrirais. Je commençais à m'apercevoir que j'étais « très dangereux. »

Un quart d'heure plus tard, ma femme arrivait. Je pus causer quelques instants avec elle, à haute voix bien entendu, en présence du policier. Un message qu'elle envoya à la maison, afin d'en faire venir sur-le-champ quelques objets indispensables, dut être soumis à la censure du même personnage. Après une vingtaine de minutes, un officier entra et, me prenant à part, m'annonça que, l'heure du départ approchant, je ferais bien de

prendre congé de *Frau Professor* pour lui épargner un « moment pénible. » Je n'avais qu'à obtempérer à tant de sollicitude. J'embrassai ma femme sous l'œil vigilant de mon gardien. Elle partit... Je ne devais la revoir qu'après deux ans et demi. Une demi-heure plus tard, je roulais, en compagnie du charitable officier et de mon inséparable « *Polizist*, » sur la ligne de Cologne. J'ignorais complètement que Fredericq eût été arrêté en même temps que moi, avec le même luxe de précautions, et que le train qui l'emportait vers l'Allemagne suivait le mien à deux heures d'intervalle.

Où allais-je? L'officier qui m'accompagnait n'en savait rien. Il devait l'apprendre à la *Kommandantur* de la gare de Cologne. Il m'affirmait d'ailleurs que je serais l'objet des plus grands égards. Pour me le prouver, il m'exhiba un télégramme signé du duc de Wurtemberg, commandant la 4e armée allemande opérant en Flandre. C'était l'ordre de m'expédier en Allemagne et de m'y traiter « comme un officier. » Au surplus, ma captivité durerait à peine quelques semaines. La paix était proche. Verdun ne pouvait plus résister à l'offensive du *Kronprinz*, et, cet obstacle disparu, la chute de Paris était certaine et avec elle la fin de la guerre. Au ton de mon interlocuteur, je ne pouvais douter qu'il ne crût vraiment tout cela, ni que le triomphe de l'Allemagne et la justice de sa cause n'eussent pour lui l'évidence de vérités mathématiques. Je l'écoutais avec d'autant plus d'étonnement et d'intérêt, qu'il m'avait dit être, de son métier, avocat à Magdebourg. C'était la première fois qu'il m'était donné de constater l'incroyable aveuglement des « intellectuels » de l'Allemagne moderne.

Je découvrais tout à coup qu'après tant de voyages et de séjours que j'avais faits au delà du Rhin, qu'après tant de conversations avec des professeurs et tant de séances de congrès, je n'avais rien deviné, ni même soupçonné des idées politiques d'hommes, que je me flattais pourtant de bien connaître. Et en même temps je commençais à me rendre compte des causes de mon erreur. Il m'apparaissait qu'en l'absence de toute espèce de vie politique, l'Allemand se trouve confiné dans le champ de sa spécialité professionnelle. Sur elle se concentrent toutes ses forces et toute son attention. Son idéal ne va pas au delà. Et cette concentration sur un objectif toujours le même, donne sans doute au travail, dont rien ne se perd, ce « rendement »

extraordinaire que nous avons admiré tant dans l'industrie que dans l'érudition. Mais tous ces hommes absorbés par une tâche spéciale, abandonnent au gouvernement, qu'ils considèrent aussi comme un spécialiste, le soin de diriger et de protéger la nation. Accoutumés depuis des siècles à l'absolutisme, il ne leur vient pas à l'idée que l'État, c'est eux-mêmes. Ils en font un être en soi, une sorte d'entité mystique, une puissance douée de tous les attributs de la force et de l'intelligence. Au moment voulu, tous seront prêts à lui obéir, non comme des citoyens, mais comme des serviteurs. En endossant leur tunique d'officiers de réserve, professeurs, magistrats, marchands, entrepreneurs ne seront plus que de simples militaires, de simples instruments du pouvoir qui les a mobilisés à son service. Ils en accepteront sans la moindre critique la direction et les mots d'ordre. Ils penseront comme lui, parce qu'ils ne se reconnaissent le droit et la compétence de penser par eux-mêmes que dans leur cabinet, devant leur auditoire ou dans leur fabrique. Je m'étais étonné souvent de l'âpreté et de la violence des polémiques scientifiques en Allemagne. N'en fallait-il pas chercher la cause dans l'importance unique, exclusive, que l'Allemand attache à sa besogne? Dès que l'État l'en arrache, cet homme si rogue à l'égard de ses collègues ou de ses concurrents, ne songe plus qu'à obéir passivement à la discipline. Il s'abandonne avec confiance à la force qui le pousse, et tout naturellement, pour justifier son obéissance à ses propres yeux, il glorifie le maître qu'il sert. Il répète docilement les leçons qu'il en reçoit, il se consacre à l'apologie de sa conduite, il accepte toutes ses ambitions et réalise à l'avance tous ses espoirs.

Tout cela se précisait dans mon esprit à mesure que le Docteur Clausen, c'était le nom de mon officier, échauffé par la contradiction, m'expliquait, comme des vérités incontestables et que je ne pouvais nier que par ignorance ou par fanatisme, l'encerclement de l'Allemagne par Édouard VII, les intrigues russes en Serbie, les efforts de Guillaume II après l'attentat de Serajevo pour maintenir la paix, la trahison perpétrée par le gouvernement belge contre l'Empire allemand, la nécessité militaire et morale de l'envahissement de la Belgique, l'hypocrisie de l'Angleterre, profitant de cette mesure de salut public pour prendre les armes contre un concurrent dont elle avait depuis

longtemps juré la perte, l'imbécillité de la France enfin qui se laissait conduire aux abîmes par une bande de politiciens et s'épuisait au profit de son ennemie héréditaire, sans comprendre que le but de celle-ci était tout simplement la possession de Calais et la main-mise sur la côte de Flandre. Mais de la conjuration perpétrée contre elle, l'Allemagne serait inévitablement victorieuse. Aucune armée n'était capable de résister à la sienne. Elle seule comprenait la beauté et la sainteté de la guerre, et son militarisme n'était que la manifestation la plus grandiose de la sublimité de sa *Kultur*.

J'écoutais ces discours avec une attention si soutenue que nous arrivâmes à Cologne sans que je m'en fusse aperçu. Le docteur Clausen courut s'informer du but de notre voyage. Il revint bientôt en me félicitant. J'allais être interné au camp d'officiers de Crefeld, « le meilleur camp de toute l'Allemagne. » Nous arrivâmes malheureusement trop tard à destination pour qu'il me fût donné de jouir tout de suite des délices de ce séjour. Il fallut passer la nuit à l'hôtel, où, par prudence, le docteur Clausen coucha dans la même chambre que moi. Le lendemain matin, il faisait livraison de son prisonnier au commandant du camp.

II

Je passai à Crefeld deux mois à peu près, en compagnie d'environ 800 officiers anglais, belges, français et russes. L'accueil qu'ils firent à ce « civil » tombant au milieu d'eux restera un des plus touchants souvenirs de mon existence. J'ai noué là les liens de bien des amitiés, et il m'a été donné d'y connaître des types vraiment admirables des plus hautes vertus militaires qui, chez beaucoup de ces messieurs, s'alliaient à la culture intellectuelle la plus étendue. Sortant de la lourde « atmosphère d'occupation » qui pesait sur la Belgique, je me sentais, dans la caserne où nous étions confinés, plus libre que je ne l'avais encore été depuis l'entrée des troupes allemandes à Gand. La contrainte d'une prison, toute physique et matérielle, est facile à porter. Combien était plus pénible la contrainte morale sous laquelle je vivais depuis un an et demi. A Gand, tout choquait, tout blessait l'âme dans ce qu'elle a de plus sensible. La vue des soldats ennemis dans la rue, les dra-

peaux allemands flottant au-dessus des innombrables bureaux de la place, les affiches intimant les ordres des vainqueurs ou faisant connaître de jour en jour de nouvelles arrestations et de nouvelles exécutions de patriotes, les dépêches de l'agence Wolff placardées à la poste, les gares closes, les cloches muettes, les usines désertes, les kiosques où ne se vendaient plus que des journaux allemands ou de soi-disant journaux belges soudoyés par l'Allemagne, l'espionnage, la délation partout, toutes les libertés auxquelles nous étions aussi accoutumés qu'à la lumière du jour et qui nous étaient aussi indispensables qu'elle, brusquement supprimées, le domicile de chacun constamment menacé, l'absence complète de nouvelles et l'absence surtout de ceux qui combattaient là-bas derrière le front, dont la perpétuelle canonnade mettait jour et nuit dans l'air un bruit sourd d'orage lointain, tout était un supplice journalier dont on ne pouvait se distraire qu'en se réfugiant dans le travail ou en s'absorbant dans des œuvres de bienfaisance. Quel charme, après cela, de se trouver en compagnie d'hommes dont on partageait les espoirs et les souffrances, de leur entendre raconter ces batailles auxquelles ils avaient pris part et dont nous n'avions connu jusqu'alors que les récits de l'ennemi! Quel soulagement de pouvoir parler à cœur ouvert ne se sentant entouré que d'amis! Le regret de la Patrie et des êtres chers que l'on avait quittés s'en trouvait adouci. On avait l'impression, même à la vue des sentinelles alignées derrière notre clôture de fils de fer, d'avoir retrouvé la dignité avec la liberté morale.

Je parle, il est vrai, comme un « civil. » Pour les officiers, dont plusieurs se trouvaient à Crefeld depuis le début de la guerre, cette immobilité était pesante. Ils regrettaient les champs de bataille et aspiraient à reprendre l'activité physique qui est inséparable de leur profession. Les plus jeunes d'entre eux, inlassablement, creusaient, en s'entourant de précautions d'une ingéniosité admirable, des tunnels sous les murs de la caserne qui nous servait de prison. On se promenait dans la cour avec des sous-lieutenants qui, au cours de la conversation, puisaient dans leurs poches et laissaient s'écouler entre leurs doigts la terre qu'ils venaient, pendant des heures de travail silencieux, d'enlever au sous-sol de leur chambre. On s'informait anxieusement des progrès de cette œuvre de termites. Et toujours, au moment où l'on s'attendait à voir le tunnel débou-

cher bientôt au dehors, l'entreprise était découverte et tout était à recommencer. D'autres méditaient des plans d'évasion plus rapides. Je me rappelle un aviateur canadien qui, toutes les nuits, s'introduisait dans ma chambre, ouvrait ma fenêtre, puis notait de là la disposition des abords et les postes occupés par les sentinelles. Mais à quoi bon parler de tout cela, et remuer les souvenirs d'une vie que les récits de ceux qui l'ont connue ont aujourd'hui rendue familière à tout le monde? Comme je l'ai dit, je n'ai à raconter aucun épisode de marque. J'ai fait, durant mon séjour à Crefeld, ce que faisaient tous les prisonniers de mon âge. Et je n'ai pas eu le temps, comme la plupart d'entre eux, de mener cette existence assez longtemps pour qu'elle perdît pour moi le charme de sa nouveauté et de son étrangeté.

Car mon séjour au milieu des officiers ne devait pas être de longue durée. Évidemment, on m'avait placé là provisoirement et en attendant. Mon sort en Allemagne, comme celui de Fredericq, dont j'avais appris qu'il avait été envoyé à Gütersloh, non loin de Brunswick, dépendait des résultats que notre arrestation aurait produits en Belgique.

On avait compté qu'elle terroriserait nos collègues ; elle ne fit que les indigner et les ancrer plus fermement dans la résistance. Soixante d'entre eux s'adressaient aussitôt au gouverneur général von Bissing, lui remontrant que tous pensaient comme nous et avaient fait ce que nous avions fait. Il leur fut répondu que nous n'avions cessé de fomenter contre l'autorité allemande une agitation illégale et que d'ailleurs leur conduite déciderait de notre sort. Cette tentative de chantage, — il faut bien appeler les choses par leur nom, — révélait curieusement l'impuissance de la violence au moment même où l'on venait d'y avoir recours. Avec quelque finesse et quelque connaissance des hommes, von Bissing eût remarqué tout de suite que l'on avait fait fausse route, que notre arrestation était une faute, et qu'il fallait au plus tôt trouver un prétexte pour nous renvoyer chez nous. Mais appartenant à cette caste militaire prussienne dont la déformation mentale est certainement l'un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale, il était aussi incapable de jouer la générosité que de l'éprouver. Nos collègues ne pliant pas, il résolut de nous faire porter la peine de leur obstination. Jusqu'alors on n'avait

pas su très bien, je pense, ce que l'on voulait faire de nous. Je crois, pour ma part, que l'on nous aurait ramenés à Gand, si nos collègues avaient eu la faiblesse de reprendre leurs cours et de capituler sous les menaces. Désormais notre sort n'était plus douteux. Tant pis pour nous si la mesure prise à notre égard demeurait inefficace! Nous n'avions qu'à en supporter les conséquences. Il était inadmissible de nous laisser rentrer en vainqueurs au milieu de nos amis. Si notre captivité avait produit quelque effet, elle eût sans doute été temporaire; inopérante, elle devait durer aussi longtemps que la guerre elle-même. Il y allait de l'infaillibilité de l'autorité militaire.

Pour moi, du moment que, de déporté à temps, je devenais un simple prisonnier politique, ma place n'était plus à Crefeld. Je devais être privé de l'honneur, dont on m'avait jugé digne tout d'abord, de vivre au milieu d'officiers. Le 12 mai 1916, l'ordre arriva de me transporter au camp de Holzminden.

Il est certain qu'il eût été beaucoup plus heureux pour moi d'être condamné tout d'abord à ce nouveau séjour. J'étais prêt à tout supporter en quittant la Belgique, et les récits que j'avais entendu faire à Gand sur les geôles allemandes m'avaient préparé au pire. Mais ma résidence à Crefeld m'avait gâté et, durant les premiers jours, le contraste trop brusque entre ce que je quittais et ce que je trouvais, me porta, je l'avoue, un choc assez rude.

Tout a été dit sur Holzminden, et je n'ajouterai pas une nouvelle description à toutes celles qui en ont été faites, et autant que j'en puis juger, fort bien faites. J'eus la chance d'y arriver d'ailleurs et d'y séjourner durant la période où le régime de ce camp trop fameux fut le plus supportable. Il comprenait alors de 8 à 10 000 prisonniers répartis dans 84 grandes baraques de bois alignées en files sur un espace d'environ quatre hectares. L'avenue centrale, l'avenue Joffre, comme l'appelaient les prisonniers, grouillait du matin au soir d'une cohue bigarrée, où se rencontraient tous les types nationaux, toutes les classes sociales, et où l'on parlait toutes les langues, sauf l'anglais, car d'Anglais, je ne sais pourquoi, pas un seul ne se trouvait à Holzminden.

Au centre du camp, une dizaine de baraques, entourées d'un treillis en fil de fer, renfermaient les femmes et les enfants. Tous les jours, de midi à trois heures, les femmes

pouvaient sortir de cet enclos. Prostituées de Varsovie, de Bruxelles ou d'ailleurs, paysannes ou ouvrières de Pologne, de France, de Belgique, femmes d'officiers ou de fonctionnaires, toutes étaient attendues, à leur sortie, par leurs maris, par leurs parents ou par leurs... amis. Pour les enfants, dont un certain nombre étaient nés dans le camp, on les voyait passer le matin, se rendant aux écoles que la sollicitude de braves gens avaient, tant bien que mal, aménagées pour eux.

Le fond de cette population hétérogène se composait naturellement d'hommes du peuple. Holzminden était le réceptacle où l'Allemagne versait pêle-mêle, de tous les pays occupés, les indésirables ou les gêneurs. Une baraque proche de celle que j'occupais, abritait les pensionnaires de la prison de Loos près Lille, et le général commandant le camp eut l'amabilité de me prévenir, dès mon arrivée, de la nécessité de prendre quelques précautions à l'égard de ces voisins de mœurs spéciales, parmi lesquels se trouvaient un certain nombre d'individus condamnés pour assassinat (1). La présence de ces bandits était moins un danger qu'une insulte. Dans son ensemble, la foule parquée entre les fils de fer m'a frappé dès le premier jour par sa dignité, son courage et sa belle entente. A part quelques exceptions, tous ces hommes supportaient leur sort avec une résignation vraiment admirable. Je n'en ai rencontré que bien peu qui eussent fléchi sous le poids de la captivité. Les forces physiques de plusieurs finissaient par s'altérer; il y avait des malades, des neurasthéniques, et l'on rencontrait des cas de folie; mais chez presque tous le ressort moral demeurait intact. L'inébranlable espoir de la victoire finale soutenait les énergies. Quand j'arrivai au camp, chacun était convaincu qu'il serait mis en liberté avant l'hiver, mais il n'y en avait que bien peu qui n'eussent préféré une prolongation de captivité à une paix défavorable.

Et pourtant nombre d'entre eux étaient là depuis deux ans! C'étaient d'ailleurs les plus résolus. Ils avaient traversé les misères des premiers temps de la guerre, pâti de la brutalité des sentinelles, souffert du froid dans les baraques non chauffées l'hiver, assisté à l'agonie des malheureux Louvanistes versés dans le camp au mois de septembre 1914. Peu à peu on

(1) On les a expédiés ailleurs durant mon séjour.

s'était organisé. Grâce aux envois des Comités qui de toutes parts veillaient de loin sur les prisonniers, le régime alimentaire était devenu tolérable. On avait reçu des vêtements, des médicaments, des livres. L'initiative privée s'était ingéniée de mille manières. Des étudiants français avaient fait construire à leurs frais une petite baraque, « l'Université, » dans laquelle des professeurs, des ingénieurs faisaient des cours, et qui abritait une bibliothèque, dont un relieur bruxellois reliait les volumes. Des bureaux de bienfaisance s'étaient constitués. On avait créé des écoles pour les enfants. Des cafés et même des restaurants s'étaient ouverts. Des prêtres catholiques avaient installé une chapelle dans la baraque qu'ils habitaient, et sa pauvreté lui donnait un aspect si touchant! Des Belges avaient aménagé une place vide en jeu de balle; ailleurs on rencontrait des jeux de quilles, un jeu de boules, assidument fréquenté par les Français du Nord. Cependant le sport était peu pratiqué. L'espace manquait, et surtout la force physique, déprimée chez tous par la captivité et le manque d'exercice.

Peu de rapports, au surplus, avec les Allemands. Le général qui commandait le camp ne se montrait guère. Il laissait son subordonné, le major Wikop, officier de réserve, brutal et grossier, agir à sa place et s'acquitter d'une besogne qui, disait-on, lui répugnait. Sous la surveillance de ce Wikop, fonctionnait une organisation assez simple, et dont les agents étaient recrutés parmi les prisonniers eux-mêmes. Il y avait un « chef de camp, » des « chefs de district » et des « chefs de baraque, » responsables de la discipline. C'est avec eux que les prisonniers se trouvaient en rapports. Tous les soirs paraissait un bulletin contenant les ordres et règlements pour le lendemain. Ils étaient rédigés en allemand et en français, — le français étant, ici comme à Crefeld, la seule langue étrangère employée par les Allemands pour les communications aux prisonniers. La police seule était confiée à des soldats et à des *Feldwebels*. Et ils l'exerçaient sans aménité. Constamment des perquisitions étaient opérées dans les baraques, des correspondances saisies et les « coupables » envoyés au cachot pour un ou plusieurs jours. Ces châtiments étaient monnaie courante. Que de fois j'ai lu, affiché sur la porte de l' « Université, » cet avis : « Le cours de M. X... ne se fera pas aujourd'hui, le professeur étant en prison. »

Je me souviens d'un dominicain français, le Père D..., chez lequel on avait découvert une dissertation, écrite en latin scolastique, et que l'on eût pu prendre pour une fantaisie due à quelque étudiant du moyen âge : *Cur Germani sint superporci.* Grand émoi à la *Kommandantur* du camp. Personne n'y comprenait le latin. On eut recours à la science d'un professeur du gymnase de la ville de Holzminden, et, quelques jours plus tard, le Père D..., mis en présence de la traduction de son œuvre, en reconnut volontiers l'exactitude. Le crime était abominable, si abominable que le général et le major signifièrent à l'inculpé qu'un tel forfait ne pouvait avoir été perpétré par un homme raisonnable. Il était fou, et fou tellement dangereux qu'il devait être à l'instant colloqué dans la baraque spécialement affectée aux malheureux que le régime du camp et la captivité poussaient parfois à la démence. Et, en effet, on lui infligea ce supplice. Je ne sais combien de temps il s'est prolongé. Plusieurs semaines plus tard, quand je quittai le camp, il durait encore.

La *Kommandantur* fut très fière sans doute de l'esprit qu'elle déploya en cette conjoncture. Un conflit qu'elle eut, vers la même date, avec le bureau de bienfaisance belge, lui réussit moins bien. Jusqu'alors, le Comité de ce bureau s'était recruté lui-même. Un beau jour, nous fûmes avertis que notre gestion était scandaleuse, et que de toutes parts des plaintes s'élevaient contre elle. Le major vint nous expulser et fermer la porte de notre local. Nous demandâmes une enquête. Elle ne révéla aucun grief. Pourtant ordre fut donné de remplacer l'ancien Comité et de procéder à une élection à laquelle participeraient tous les Belges du camp. Faire voter des Belges et se figurer qu'ils n'allaient pas profiter aussitôt de l'occasion, l'idée était plaisante! Un petit *meeting* eut lieu dans chaque baraque. Les ex-membres du Comité s'étaient naturellement abstenus de poser leur candidature. Tous furent réélus et passèrent, comme on dit chez nous, « en tête de liste. » Fureur comique de la *Kommandantur*. Elle ne chercha pas à cacher son dépit. En réalité, elle n'avait voulu qu'écarter de la gestion du bureau M. Lampens, échevin de la ville de Gand et député aux Chambres belges, et M. Waleffe, juge d'instruction à Liège, qui, l'un et l'autre, après avoir purgé une honorable condamnation en prison cellulaire, venaient d'être internés au camp.

On nous manda tous devant le major. Il nous signifia que le général s'opposait à l'élection de MM. Lampens et Waleffe. Là-dessus nous donnâmes notre démission. Il eût été impossible de trouver des remplaçants à nous substituer. Or, le bureau de bienfaisance ne pouvait rester fermé plus longtemps sans scandale, et même sans danger. Il fallut capituler avec nous. L'élection de M. Lampens fut ratifiée, et M. Waleffe insistant, dans l'intérêt de nos compatriotes, pour que nous ne prolongions pas plus longtemps la résistance, nous reprîmes nos fonctions.

On comprend combien ces petits épisodes occupaient et passionnaient les prisonniers, aux yeux de qui ils prenaient l'apparence de grands événements. Pour remplir le vide des heures, chacun s'ingéniait à sa façon, et parfois de façon touchante et spirituelle. Un souvenir encore, entre beaucoup d'autres. Le jour de la fête de la reine Élisabeth, tous les Belges portaient à la boutonnière une fleur blanche en papier. Depuis de longs jours, les femmes du camp avaient confectionné en secret ces petits insignes, auxquels les Allemands ne comprirent rien. Le 21 juillet, la photographie du roi Albert se répandit soudainement dans le camp. Quand, vers neuf heures du matin, l'autorité avertie en arrêta la distribution, plusieurs centaines d'exemplaires avaient été vendus. Malgré toutes les recherches, on ne découvrit ni l'auteur du méfait, un Liégeois, M. Lebrun, ni l'atelier qu'il avait improvisé sous le plancher de la baraque 73. Il fut impossible de se donner rendez-vous le même jour, à la chapelle : l'affluence du monde aurait immédiatement excité les soupçons. Quelques-uns d'entre nous seulement s'y trouvèrent réunis, et je me rappellerai toujours la physionomie et les regards de mes compagnons, quand, entre les parois de bois nu, s'élevèrent les paroles : *Domine, salvum fac regem nostrum Albertum.*

Nous étions, à Holzminden, plusieurs membres de l'enseignement. Tous s'employaient de leur mieux à instruire et à distraire leurs compagnons. Pour ma part, je faisais deux cours; l'un, d'histoire économique pour 2 à 300 étudiants russes capturés à Liège au mois d'août 1914, l'autre, où je racontais à mes compatriotes l'histoire de leur pays. Jamais je n'ai eu d'élèves plus attentifs et je n'ai enseigné avec un tel plaisir. L'aspect du cours d'histoire de Belgique était vraiment prenant.

Les auditeurs s'écrasaient, les uns juchés sur des carrés de couchage empilés dans un coin de la baraque servant de salle de cours, les autres massés sur des bancs ou debout, le long des cloisons de planches. Quelques-uns se groupaient à l'extérieur devant les fenêtres ouvertes. Au dedans, une chaleur étouffante tombait du toit de carton goudronné. Des milliers de puces jaillissaient de partout, scintillant au soleil comme les gouttelettes d'un arrosage très fin. Je m'imaginais parfois les entendre, tant le silence était profond de tous ces hommes écoutant l'un des leurs parler de leur pays absent et rappeler tant de catastrophes qu'il avait subies et surmontées.

Sans doute, l'affluence du public inquiéta la *Kommandantur*. L'ordre me fut un jour intimé d'avoir à cesser mon enseignement. Je protestai naturellement contre une mesure qui, de tous les professeurs du camp, n'atteignait que moi. Je remis au général un mémoire qu'il promit d'envoyer à Berlin et une interminable correspondance s'engagea aussitôt. Je dus fournir, durant quinze jours, des notes, des rapports, des explications de toute espèce. Bref, l'autorisation de reprendre mes leçons arriva enfin. Mais je dus m'engager à remettre la veille au bureau du camp, le sommaire de la leçon du lendemain et à subir la présence dans l'auditoire de deux ou trois soldats connaissant la langue française. Il faut croire que ces soldats prirent goût à la censure dont ils étaient chargés. Leur nombre monta bientôt à une douzaine et la plupart d'entre eux, après chaque leçon, me posaient des questions comme eussent fait de bons élèves. Ils tenaient tellement à ne rien perdre qu'un jour, comme j'avais commencé à parler deux minutes avant leur arrivée, ils me dénoncèrent au major, devant lequel j'eus à comparaître. Le cas était grave : il en fut fait rapport, et peu s'en fallut que mes cours ne fussent suspendus une fois de plus.

Depuis mon transfert de Crefeld à Holzminden, je ne doutais plus que je ne fusse destiné à demeurer en Allemagne jusqu'à la conclusion de la paix. L'occasion me fut bientôt donnée de m'assurer que je ne me trompais pas. Quelques semaines après mon arrivée au camp, des médecins allemands vinrent examiner les prisonniers se croyant assez malades pour devoir être internés en Suisse. Par curiosité, je me présentai à la visite, et ma surprise fut grande en apprenant le soir que j'étais inscrit sur la liste des partants. D'où me venait cette faveur? Les médecins m'avaient

à peine ausculté, ne m'avaient posé aucune question et ma santé ne laissait rien à désirer. Peut-être le général souhaitait-il se débarrasser de moi et leur avait-il fait part de ce souhait. Quoi qu'il en soit, j'étais absolument sûr qu'il ne se réaliserait pas. Quand, après une longue série de formalités, un *Feldwebel* vint me remettre un billet de chemin de fer pour Constance, avec l'ordre d'avoir à préparer mes bagages pour le lendemain, je ne bougeai pas, et bien m'en prit Au milieu de la nuit, je fus brusquement réveillé par un soldat. Il m'apportait de la part du général la copie d'une dépêche conçue avec une précision toute militaire : *Professor Pirenne bleibt*, le professeur Pirenne reste. Avec un sourire, je rendis mon billet de chemin de fer et je me rendormis. On devait pourtant me croire malade, puisque j'avais été désigné pour le départ, et néanmoins on me retenait...

Cependant notre arrestation faisait dans la presse, tant chez les Alliés que dans les pays neutres, un bruit extraordinaire. Des légendes se formaient : on nous attribuait à l'un et à l'autre des « mots historiques » au cours d'une entrevue imaginaire avec von Bissing. Le respect dont l'Allemagne s'était toujours targuée pour la liberté scientifique, et l'impossibilité où elle se trouvait de justifier la mesure prise à notre égard, sans être obligée de dévoiler prématurément ses desseins sur la Flandre et la Belgique, la mettaient en mauvaise posture et donnaient beau jeu aux protestataires.

Nous étions loin de nous douter de l'émotion que nous provoquions au dehors. Des communiqués embarrassés parus dans les journaux allemands nous apprenaient cependant qu'il se passait quelque chose. Je lisais dans la *Gazette de Cologne* que l'Académie d'Amsterdam s'était adressée aux Académies allemandes pour les prier d'appuyer sa proposition de nous faire interner en Hollande. Nous sûmes plus tard que des professeurs américains avaient offert de nous recueillir l'un à l'Université de Princeton, l'autre à celle de Yale, et que le Pape et le roi d'Espagne s'étaient intéressés à notre sort. A Bruxelles, au mois de juin 1919, le président Wilson me fit l'honneur de me raconter qu'il avait lui-même écrit deux fois en notre faveur à l'empereur d'Allemagne, sans en obtenir d'autre réponse qu'un refus laconique.

Tout cela était évidemment très désagréable. Que de bruit

pour rien ! Quelle insistance déplacée à demander à « Messieurs les militaires » les raisons d'une chose aussi simple que la déportation de deux civils ! Et quand même ils se fussent trompés ! Ne comprenait-on pas qu'il leur était impossible de revenir sur une décision prise, que leur prestige était en jeu et qu'il fallait faire le silence sur cette sotte affaire ? La presse allemande reçut l'ordre de se taire, elle obéit. On espérait calmer l'agitation du dehors en n'y répondant pas. Elle ne devint que plus vive. Des amis même de l'Allemagne s'adressèrent à von Bissing pour lui demander de les mettre à même de calmer les protestations qui s'élevaient autour d'eux. J'ai lu plus tard dans le livre si exactement documenté que M. le professeur Ch. Nyrop de Copenhague a consacré à notre arrestation, la réponse du pauvre gouverneur à un membre de l'Académie de Stockholm qui le pressait de lui fournir des renseignements. L'intervention du savant suédois s'explique par la circonstance que l'Académie suédoise m'avait élu membre associé le 6 avril 1915. Il avait été impossible de me transmettre cette nouvelle à Gand. Elle me parvint à Holzminden par l'intermédiaire de l'ambassade suédoise à Berlin. L'impression que la lettre officielle de l'ambassadeur produisit à la *Kommandantur* fut assez amusante. Le règlement du camp ne permettait aux prisonniers que d'écrire au crayon sur un papier à lettres spécial, pourvu d'indications qui semblèrent probablement indignes d'être placées sous les yeux d'un ambassadeur. On s'empressa de me fournir, pour ma réponse, une superbe feuille immaculée de papier ministre, de l'encre et une plume.

Ma femme eut à pâtir de l'émoi que nous avions provoqué sans nous en douter. Sa santé était assez ébranlée, et elle avait sollicité l'autorisation de passer quelques semaines en Suisse pour y reprendre des forces. L'autorisation en était parfois accordée à des malades. On la lui refusa obstinément, et comme elle insistait : « Mais ne comprenez-vous donc pas, Madame, s'exclama le docteur Heitz, chef de la police allemande à Gand, qu'à peine arrivée en Suisse, les journalistes se jetteront sur vous comme sur une proie ! »

Si les infaillibles militaires qui nous avaient envoyés en Allemagne étaient décidés à prouver leur toute-puissance en nous conservant sous leur coupe, ils finirent pourtant par s'agacer des commentaires assez peu flatteurs que la presse

neutre se permettait à leur propos. Ils se laissèrent suggérer un moyen qui, suivant eux, devait calmer la tempête.

Le 13 juin, le général me faisait appeler et après un exorde flatteur et aussi insinuant qu'il lui fut possible, m'annonça que le ministère de la guerre me proposait de choisir ma résidence dans une ville universitaire du Centre ou de l'Est de l'Allemagne. A sa vive stupeur, je refusai sur-le-champ. Il fallut lui expliquer durant plus d'une heure que je préférais demeurer au camp, au milieu de mes compatriotes et de leurs alliés, plutôt que de me trouver isolé parmi nos ennemis; que depuis trois mois je m'étais habitué au régime de Holzminden; que mes leçons et mes fonctions au bureau de bienfaisance suffisaient à y occuper mon temps; que j'y avais contracté des amitiés; que je m'y croyais utile et que tout cela compensait, et au delà, l'avantage de coucher dans un lit sans puces, de me promener librement par les rues d'une ville hostile, d'assister à des concerts, de passer ma soirée au cinéma et même de pouvoir travailler dans une bibliothèque. Mon interlocuteur finit par croire que je voulais « crâner » devant lui. Il m'ordonna de lui remettre le soir ma réponse par écrit et m'autorisa en outre à écrire à Fredericq à qui, me dit-il, la même proposition était faite en même temps qu'à moi. Il comptait évidemment qu'après avoir réfléchi sous le toit de ma baraque j'apprécierais mieux les délices qu'il m'était possible de goûter, et dont Fredericq ne serait certainement pas assez fou pour se priver.

« Le caractère belge est une énigme, » avait dit von Bissing. Le général eut l'occasion de reconnaître l'exactitude de cette pensée. Ma lettre à Fredericq en croisa une autre qu'il m'écrivait. Lui aussi, il avait repoussé les avances du ministère de la guerre. Il suggérait seulement, si l'on voulait vraiment adoucir notre sort, de me permettre de venir le rejoindre au camp de Gütersloh. Mais qu'importaient nos désirs? Ce n'était pas à nous que l'on s'intéressait, on voulait tout simplement calmer l'agitation fâcheuse de la presse. Elle trouvait scandaleux que nous fussions parqués dans des camps. Il fallait donc, fût-ce contre notre gré, nous en faire sortir. J'eus bientôt une nouvelle entrevue avec le général. Cette fois, ce fut pour apprendre que j'allais habiter Iéna. Il ne s'agissait plus d'une proposition, mais d'un ordre, qui serait au besoin exécuté par

la force. Je rédigeai une protestation : on refusa de la recevoir. Il ne me restait qu'à obéir.

Je quittai Holzminden avec un chagrin que comprendront, j'en suis sûr, beaucoup de ceux qui y ont été prisonniers, du moins à cette époque. Pour la première fois de ma vie, je m'étais senti vraiment utile, parce que, pour la première fois aussi, je m'étais trouvé en contact avec le fond même de l'existence. Pour tous les hommes qui étaient là, enlevés à leur profession, à leurs habitudes, à leur classe sociale, la grande, l'unique affaire était de vivre, et l'on jouissait délicieusement du moindre effort pour rendre cette vie plus facile ou moins pénible. Il se rencontrait évidemment dans le camp des types assez repoussants d'égoïsme, d'indélicatesse, d'étroitesse ou de sécheresse de cœur. Mais ce qui dominait chez la plupart, c'était un sentiment de solidarité qui s'élevait parfois jusqu'au dévoûment le plus touchant. Dans son ensemble, l'impression que j'ai conservée de mon séjour là-bas, est réconfortante et consolante. Le bon l'emportait très certainement sur le mauvais. Et si l'on songe au régime déprimant auquel était soumise cette foule parmi laquelle se trouvaient naturellement bien des éléments suspects, une constatation si banale ne laisse pas d'avoir quelque signification.

H. PIRENNE.

(A suivre.)

L'EFFORT FRANÇAIS

LA
CROISADE DE SALONIQUE

(12 octobre 1915-13 novembre 1918)

I

Le 9 octobre 1915, les Austro-Allemands occupent Belgrade; le 11, les Bulgares franchissent la frontière serbe à l'Est de Nich; le 12, le général Sarrail, « commandant en chef l'armée française opérant en Serbie », débarque à Salonique.

111 bataillons allemands, 53 bataillons austro-hongrois, 177 bataillons bulgares, au total 341 bataillons : voilà la force offensive. En face d'elle, l'armée serbe, 194 bataillons, 116 sur le front Nord opposés à l'invasion austro-allemande, 78 sur le front Est contre les Bulgares. Cette armée a été deux fois victorieuse de l'Autriche, au Tzer en août 1914, à la Koloubara en novembre; elle est sur la brèche depuis 1912, a battu le Turc, le Bulgare, l'Autrichien, mais s'épuise : elle manque d'hommes, d'artillerie, de munitions, de vêtements. Deux fois en un an, elle a vu son pays piétiné par les « Barbares », et elle se demande si elle tiendra devant la troisième ruée. « Héros! lui clame son commandant en chef, le prince Alexandre, vous avez vu de vos propres yeux toutes les horreurs que l'ennemi cruel a commises dans des demeures paisibles sur de faibles êtres sans défense, à Yadar, dans la Matchva fertile et dans la riche ville de Chabats. Vous avez vu de vos propres yeux comme ils

se sont montrés barbares vis-à-vis de vos camarades tombés. Vous avez entendu les cris et les plaintes de faibles enfants, de femmes, de vieillards épuisés, dont les convois passaient à côté de vous pour se mettre sous la protection de vos armes contre l'avance de ces hordes... Héros! la défense de nos demeures et la protection des faibles vous invitent à disputer avec acharnement, pas à pas, le sol de la patrie... »

L'armée serbe crie au secours.

Depuis deux mois elle appelait à l'aide. Le gouvernement serbe n'avait cessé de dénoncer le péril bulgare. « Lorsque la mobilisation bulgare fut ordonnée, écrivait M. Pachitch, nous avions la certitude qu'elle était dirigée contre nous et nos alliés. Nous nous sommes adressés en conséquence à nos alliés en leur demandant ou d'exiger de la Bulgarie par un ultimatum la démobilisation de son armée, ou de lui déclarer la guerre et de nous envoyer, en même temps, du secours, le plus vite et le plus qu'ils le pourront. Au lieu de cela, nos alliés ont déclaré à la Bulgarie que, si elle attaquait la Serbie, on se considérerait comme en état de guerre avec elle : c'est ainsi que la Serbie fut privée de la possibilité d'empêcher l'armée bulgare de mobiliser, et que la Bulgarie en gagnant du temps a pu achever la concentration de ses troupes sur la frontière serbe et attaquer la Serbie. Lorsque la Serbie fut attaquée, nous nous sommes adressés encore une fois à nos alliés : nous les avons prévenus que la Serbie ne pourra tenir longtemps si on ne lui envoie du secours le plus vite possible et en plus grand nombre, et que la Serbie succombera si ce secours arrive tard. Depuis l'attaque austro-allemande et bulgare, la Serbie combat jour et nuit sur tous ses fronts, elle commence à fléchir, et le moment approche où elle succombera définitivement devant la force ennemie supérieure... »

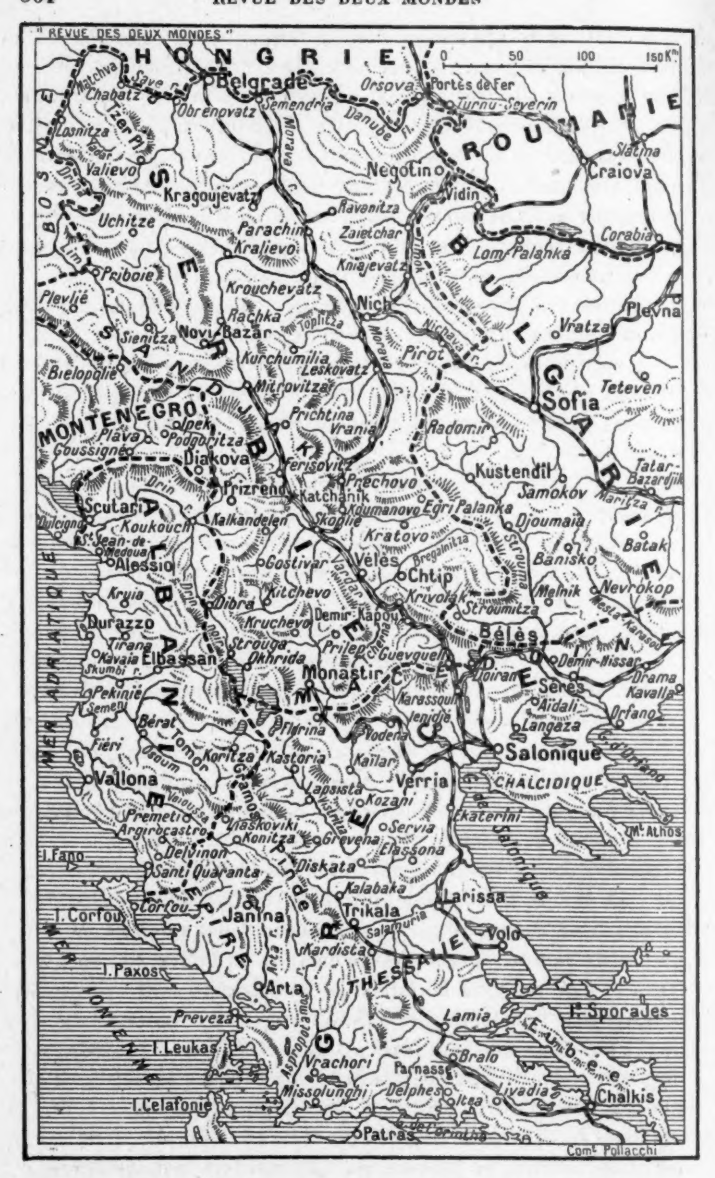
Tandis que la Serbie s'inquiète, son alliée, l'autre constante ennemie des Bulgares, la Grèce, s'interroge. Le 10 septembre la Bulgarie avait décrété la mobilisation générale. Le 23 septembre, Constantin appose sa signature sur le décret de mobilisation que M. Vénizélos lui présente. Le grand honnête homme qui gouverne la Grèce veut tenir ses engagements d'allié : le traité du 3 juin 1913 contraint la Grèce à secourir la Serbie attaquée. Mais le Roi, lié à l'Allemagne, ergote. La Serbie, de son côté, doit fournir 150 000 hommes ; elle ne le peut. Le

23 septembre, M. Vénizélos propose de demander à l'Entente les 80000 hommes nécessaires pour compléter l'effectif serbe, voire 150000 hommes. Le Roi se tait. Le Premier fait la démarche auprès des ministres de France et d'Angleterre. M. Vénizélos se plaît à conter cette scène mémorable où les deux hommes se révèlent, les deux politiques, les deux mondes. Constantin n'ose heurter de front son ministre. Dans la soirée, il lui dépêche Mercati, le maréchal de la Cour : la démarche ne doit point se faire. « Trop tard, répondent la voix claire, les yeux bleus lumineux, clairvoyants sous les lunettes d'or. Au surplus fût-il temps, la requête eût été présentée encore. Si je reste au pouvoir, ma politique sera appliquée. » Le 2 octobre, les représentants de la France et de l'Angleterre font savoir que les deux Puissances enverront des troupes à Salonique. L'armée d'Orient était née.

Mais, le 5 octobre, le Roi renvoie M. Vénizélos. L'armée grecque est mobilisée. Aux ordres de l'État-major germanophile, est-elle toujours mobilisée contre le Bulgare ? Les généraux grecs applaudissent aux succès allemands : même celui qui commande à Salonique, le général Moschopoulos, les prévoit, les prédit. La concentration se fait exclusivement en Macédoine. Le 20 octobre, le 5e corps débarque à Salonique, le 31, le 1er corps. A la fin d'octobre, autour de Salonique, 5 corps d'armée grecs de 3 divisions se rassemblent : le 1er C. A. à Salonique même, le 2e à Vassilika (Sud-Est de Salonique), le 3e à Verria et Kozani (Ouest de Salonique) et Salonique, le 4e à Drama, Kavalla, Serrès (Macédoine orientale), le 5e à Salonique, Langaza et Aïdali.

Cependant les ennemis déclarés dévalent à travers la Serbie : 12 divisions austro-allemandes remontent la vallée de la Morava, 7 divisions bulgares (celles-ci formées à 6 régiments) tendent vers la voie ferrée Nich-Ouskoub, qu'elles coupent à Vrania le 17 octobre ; le 20 Vélès, le 22 Ouskoub sont occupés.

L'Entente a fait débarquer à Salonique une division britannique (la 10e), une division française (la 156e) venue des Dardanelles, une brigade mixte française (la 114e de la 57e D. I.) arrivée de France le 12 octobre. La division Bailloud (156e), retirée des Dardanelles fin septembre, est affaiblie par ses pertes, anémiée par la dysenterie ; 12 bataillons squelettiques, l'artillerie divisionnaire démontée tant par les bombardements



CARTE GÉNÉRALE DU THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

que par l'alimentation mauvaise, réduite à un groupe et une batterie de montagne, quelques pièces d'artillerie lourde sans chevaux. La 114e brigade, à laquelle sont jointes une batterie de montagne et une batterie montée, a été embarquée en hâte en France et n'a point été transformée pour cette guerre en pays nouveau : on a seulement remplacé ses voitures à quatre roues par des véhicules à deux roues, modification insuffisante pour la Macédoine sans routes ni pierres, où la neige et la boue hivernales risquent d'imposer la stagnation.

Telles sont les forces dont à la mi-octobre le général Sarrail dispose en mettant pied sur la terre d'Orient.

Débarquement modeste, timide. L'Entente ne fait point claquer ses drapeaux. Les premiers contingents d'étapes, des zouaves, les interprètes qui préparent les gîtes, ne veulent point éveiller l'attention des indigènes, de certains Grecs qu'on devine hostiles. Voici nos élèves de l'École d'Athènes, mobilisés honteux par ordre, qui ont dû, pour parcourir la ville, troquer en hâte leur uniforme pour le bourgeron et le chapeau de paille, tirés des soutes de nos vaisseaux. Il faut trouver des quais, des chariots, des cases. On respecte la fiction de la neutralité hellénique, et on prie, on n'exige point. Le consul de France, très vieux, très doux, très triste, ménage les susceptibilités nationales. Le général Moschopoulos sourit, promet, tergiverse, donne des ordres, se croise les bras. Les quais sont encombrés : nul ne les décharge. Les chars macédoniens, qui la veille encore faisaient crisser leurs roues pleines sur les pavés disjoints de la ville et poussaient du port aux campagnes les buffles flegmatiques et noirs, sont subitement introuvables. Les casernes, vides hier, se peuplent de haillons et d'officiers aux épaulettes d'or, aux innombrables boutons de cuivre, au long sabre courbe qui traîne à terre. Il est interdit aux indigènes de vendre quoi que ce soit aux troupes françaises : défense de louer l'immeuble le plus mesquin, le chariot le plus exigu : des propriétaires, qui ont logé des officiers français, sont menacés de prison, mis à l'amende. Enfin l'on obtient un emplacement de bivouac : c'est à l'Ouest de la ville, dans la plaine de Zeitenlik, encore semi-marécageuse, le site le plus malsain de l'endroit. Le 24 octobre, la 113e brigade (reste de la 57e D. I.) arrive : mais elle n'a pas ses services. Sans troupes d'étapes, sans main-d'œuvre, sans abris, le matériel du génie,

de la santé, de l'intendance est mis à quai au petit bonheur. Nos paysans jurassiens doivent tout faire : servir de débardeurs, acheter de force les approvisionnements indispensables, passer outre à la mauvaise volonté des autorités locales, à la sourde malveillance d'une foule inquiète, troublée dans sa mollesse orientale comme dans sa turbulence de marchands.

Mais Salonique n'était qu'un quartier général. L'armée nouvelle, en pleine saison des moustiques et des fièvres, s'enfonçait, s'embourbait dans la vallée du Vardar. Sur la route de Stroumitza, à Rabrovo, le 22 octobre, nos avant-gardes heurtent les premiers bataillons bulgares : le village reste en nos mains.

I. — LE SAUVETAGE DE L'ARMÉE SERBE

L'impérialisme bulgare rencontrait sur le chemin de Salonique un adversaire inattendu.

Jusqu'alors notre diplomatie, peu soucieuse des querelles ethniques, s'était entêtée à marier le Grand Turc et la République de Venise. Le 14 septembre encore, se flattant d'obtenir le concours bulgare, elle avait paru se désintéresser des Serbes et des Grecs en faveur de leurs éternels rivaux. Un mois plus tard les troupes françaises tentaient de donner la main aux Serbes et, pour maintenir la ligne de communication du Vardar, défendaient, malgré l'insouciance hellénique, la frontière de la Grèce et la grande « ville convoitée. »

L'armée d'Orient a pour unique tâche de tenter la liaison entre l'armée serbe et la mer.

Le maintien des lignes de communication entre la Serbie et Salonique, entre Salonique et la France, c'est le souci essentiel pour cette petite, cette faible armée. Les forces des coalisés la jetteront-elles à la mer? L'État-major allemand le proclame, l'État-major grec le répète et y souscrit. D'une part le danger ennemi, la forte armée germano-bulgare, d'autre part l'équivoque grecque, cette armée qui se forme aux mains des germanophiles; puis les sous-marins qui guettent le ravitaillement des enfants perdus de l'Entente, les boues qui les empêchent d'avancer ou de reculer à leur guise, les fièvres qui chaque jour diminuent le nombre des combattants, la distance enfin, le grand ennemi : il y a plus de 100 kilomètres de Salo-

nique à Stroumitza, 240 kilomètres de Salonique à Ouskoub, première ville de la Serbie, et, pour les joindre, une seule route, le chemin de fer à une seule voie; la ligne au reste est grecque et les wagons ne sont pas pour nous. Ainsi nos 18 bataillons, que nos marins amènent sur les sables de Salonique, s'ils parviennent à donner la main aux 190 bataillons serbes (les Anglais ont ordre de ne point bouger de la ville), ne se heurteront pas seulement aux 340 bataillons ennemis. Les obstacles, ils les trouveront encore dans la nature même de la Macédoine, dans ses 40 degrés de l'été, dans ses — 20 degrés de l'hiver, dans le paludisme de ses plaines torrides, dans l'âpreté de ses montagnes pierreuses et déboisées. Déjà nos hommes s'enlisent dans les marais du Vardar et cassent leurs pioches dans les premières tranchées des contreforts du Bélès.

Du littoral vers la Serbie deux voies d'accès se présentent : les seuls chemins de fer, les seules routes les suivent. A l'Est, la vallée du Vardar, le chemin de fer Salonique-Ouskoub; à l'Ouest, la série des plaines qu'empruntent, au delà des montagnes qui barrent la campagne salonicienne, la route de Kozani-Kaïalar-Florina-Monastir-Prilep et le chemin de fer Salonique-Monastir sur son parcours depuis Ostrovo. C'est par ces routes que l'invasion du Nord descend en Macédoine, tandis que la mer, autre voie historique, dépose les adversaires éventuels, l'armée grecque, qui faillit à sa tâche séculaire, et, se substituant à elle, les nouveaux croisés qui importent la civilisation d'Occident.

En dehors de ces zones de liaison, la Macédoine apparaît complexe, confuse. Peut-elle même se définir autrement que de façon négative? Elle n'a aucune unité, ni historique ni linguistique, ni ethnique ni religieuse. Tour à tour, les immigrants, les marchands, les soldats, irréguliers ou patriotes, agglutinés en bandes ou enrôlés sous un drapeau national, ont laissé des traces sur le sol macédonien ; chacun y a déposé ses enfants, son idiome, son rituel, ses gendarmes ; chacun relève aujourd'hui des crânes ou des verbes, les victoires de ses armées conquérantes ou les lois de ses princes administrateurs, un folklore, ou des traditions religieuses, et édifie, sur des bases à apparences scientifiques, le monument rêvé à l'hégémonie nationale. Mais c'est au delà de la Macédoine que les nations balkaniques ont pris naissance, et, si les hasards de l'histoire

ont poussé vers ce carrefour les Siméon bulgares ou les Douchan serbes, leur domination éphémère n'y put prendre de profondes racines : la Macédoine convoitée ne resta qu'un lieu de passage.

A l'Ouest, de hautes crêtes Nord-Sud, dépassant 2 000 mètres, se dressent comme barrières de l'Albanie ; au Nord, les plaines marneuses et boisées de la vieille Serbie moravienne ; à l'Est, la masse du Rhodope borne la vieille Bulgarie ; au Sud, les riches plaines à blé thessaliennes. Entre ces zones incontestées, où se sont particularisés Albanais, Serbes, Bulgares et Grecs, est un carrefour de chapelets de bassins, de vallées et de golfes, unis par des seuils faciles, où ont pénétré les peuples du Nord, de l'Est, du Sud. La complexité de la topographie morcelée qui encadre de montagnes escarpées les bassins effondrés, le caprice des cours d'eau qui passent successivement de plaines colmatées ou encore marécageuses dans des gorges étroites et abruptes, la variété des genres de vie qui fait coudoyer les pasteurs montagnards et les agriculteurs des basses pentes, n'empêchent point la Macédoine d'être, avant toute chose, un carrefour.

Au delà, les États voisins, Serbie, Bulgarie, Grèce, ont pris, dans un cadre déterminé, une conscience nationale. Et, s'infiltrant le long des trois voies naturelles, la mer, le Vardar, et ce chapelet de bassins échelonnés de Kozani à Prilep, ils ont tous tendu à s'établir au croisement. Par les seuils effacés des deux extrémités du Rhodope, par les fonds lacustres aux eaux indécises qui unissent la haute Morava au haut Vardar, par les défilés aisés qui joignent les plaines thessaliennes au bassin de la Vistritza, le long des campagnes littorales ou par la route maritime, Serbes, Bulgares et Grecs ont poussé des tentacules dont Salonique est l'appât.

C'est précisément la géographie de la Macédoine qui va imposer ses axes aux opérations futures : en 1915, le long du Vardar, Français et Anglais tendront aux Serbes une main secourable, mais tardive et vaine; en 1916, l'armée serbe renaissant sous la tutelle de la France, l'offensive franco-serbe rebondira de plaine en plaine de Kaïalar à Florina, de Florina à Monastir; en 1918, enfin, c'est en prenant possession par une manœuvre hardie de la moyenne vallée du Vardar que les deux armées alliées, complétées par l'armée grecque, tardivement mais uti-

lement venue, rompra d'une manière définitive tout le front de l'Europe centrale.

*
* *

Les forces ennemies auxquelles nous avons affaire en octobre 1915 sont exclusivement des Bulgares. Les renseignements présentent l'armée bulgare en marche vers le Vardar et Ouskoub : en arrière, les 1re, 6e, 8e, 9e divisions rassemblées entre la Nichava et le Danube ; puis, s'avançant sur le territoire serbe, la 3e D. I. vers Vrania, la 7e vers Koumanovo, la 11e par la vallée de la Bregalnitza, la moitié de la 5e sur Stroumitza.

L'armée serbe n'oppose à ces 177 bataillons bulgares que 78 bataillons déjà épuisés par les combats livrés sans répit durant un mois, ayant perdu presque la moitié de son effectif, ayant dû abandonner avec les vallées de la Morava, de la Toplitza ses principales sources de ravitaillement. Contre l'artillerie lourde allemande les plus gros calibres dont elle dispose sont des obusiers à tir rapide de 15 (deux batteries pour toute l'armée), quelques batteries d'obusiers et de canons longs de 12. Les Anglais annoncent qu'ils vont renforcer leur unique division par une autre venant d'Alexandrie et trois autres enlevées de France ; mais, au début de novembre, ces renforts ne sont pas encore parvenus. La France continue à envoyer des troupes, le 8e chasseurs d'Afrique, qui part tout de suite pour la frontière serbe, la 2e brigade de la 57e D. I. (113e), qui va rejoindre sa division, la 156e, poussée vers Demir-Kapou, les Portes de Fer du Vardar, la 122e division, accompagnée de 8 batteries, qui débarque fin octobre. Tandis que l'armée anglaise a ordre de ne pas s'éloigner de Salonique, de s'assurer la possession de la ville et de garder la voie ferrée, l'armée française doit tenter de recueillir, d'étayer l'armée serbe, comme en août 1914 notre armée de gauche avait, en Belgique, recueilli l'armée belge qui chancelait.

Avancer n'est point facile : pour effectuer les mouvements, il faut recourir au chemin de fer, et l'administration grecque n'en autorise pas l'usage. On veut instituer une commission mixte : l'abstention des membres helléniques l'empêche de onctionner. On doit demander des trains au titre commercial, et ce n'est pas sans peine qu'on parvient à les obtenir ; tous les prétextes sont bons pour entraver leur marche normale. Les

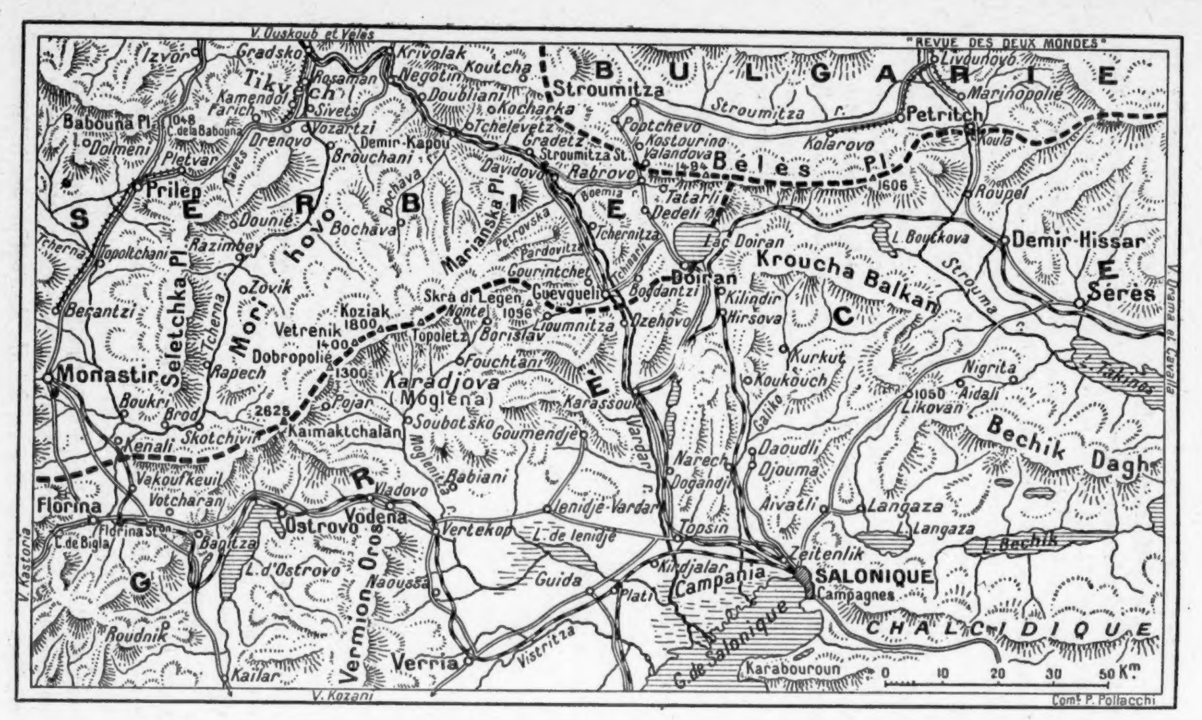
79 kilomètres de Salonique à Guevgueli nécessitent quatorze heures. Pas de routes. Les cartes sont inexactes, les reconnaissances interdites. Les autorités grecques font défense au général Sarrail et à ses officiers de s'éloigner de Salonique de plus de 8 kilomètres; on n'a point accès aux hauteurs qui dominent la ville. Des officiers envoyés en reconnaissance vers Koukouch sont arrêtés par les postes grecs. Défense d'établir des antennes de T. S. F.; défense de poser sur les poteaux du royaume des fils téléphoniques. On utilise donc les lignes privées contre paiement, mais les dépêches urgentes sont systématiquement retardées, très souvent rendues incompréhensibles, et les chiffrées sont le plus souvent brouillées. Demandions-nous, à défaut de cartes, des renseignements aux officiers grecs, ceux-ci, par ordre, nous trompaient sciemment: le général commandant le corps d'armée de Salonique, ayant fini par autoriser des reconnaissances de cavalerie, indiqua comme seule voie possible la rive droite du Vardar où, faute de chemin, nos cavaliers s'embourbèrent. Lorsqu'enfin nos premiers détachements purent marcher vers le Nord, les autorités grecques imposèrent l'obligation de passer par leur poste d'examen, et, alors que les troupes devaient remonter la rive gauche, elles établirent le poste sur la rive droite, à Dzehovo.

Cependant les Bulgares ont franchi, au Sud de Stroumitza, la frontière serbe, et, vers Valandova et Tatarli, s'installent sur les pentes méridionales du Bélès qui dominent la vallée du Vardar, par conséquent la voie ferrée. Nous avons réussi à pousser par le chemin de fer quelques détachements vers les derniers défilés du Vardar. Deux débouchés sont à tenir : à l'Est, celui de Kostourino qui, à travers le Bélès, mène vers la vallée de la Stroumitza; à l'Ouest, celui du Vardar même, les gorges sombres de Demir-Kapou, au delà desquelles, à Davidovo, le fleuve s'étale dans la plaine de la Boemia ouverte au mûrier, aux douceurs, aux armées saloniciennes; nos légionnaires de la 156e délogent les Bulgares du pied du Bélès, dégagent le chemin de fer, refoulent l'ennemi vers les crêtes, s'établissent aux deux portes, tandis que les deux autres divisions, par le Vardar, tentent la liaison avec les Serbes; le 57e, après avoir longé le fleuve, engage de durs combats à Krivolak au delà du défilé de Demir-Kapou; la 122e, plus à l'Ouest, recherche à Gradsko et Kamendol des têtes de pont sur la rive

gauche de la Tcherna (6 novembre): ici la « rivière noire » est sortie des massifs anciens, des gorges profondes de sa boucle, et, dans le bassin du Tikvech, fraie vers le Nord et vers Vélès le passage d'une plaine sablonneuse.

Le 30 octobre, sous la poussée du nombre, les Serbes évacuent Vélès. Les Bulgares attaquent plusieurs fois le front français de la rive gauche de la Tcherna, la dernière du 13 au 16 novembre. En vain : ils sont repoussés, perdant 3 à 4000 hommes. Mais, le 5 novembre, les Austro-Allemands et Bulgares ont fait leur jonction; d'autre part, le 13, les Bulgares, en s'infiltrant dans la Babouna, qui domine au Nord-Ouest Prilep, tournent la défense de cette ville; les 18 et 19, les contre-attaques serbes sur le défilé de Katchanik échouent. Pour éviter l'encerclement, les Serbes sont contraints à une nouvelle retraite vers le Sud-Ouest, s'éloignant définitivement de l'armée alliée qui ne pouvait les atteindre. Déjà, de l'autre côté, la ligne de communication est précaire entre l'armée qui tient bon, isolée dans l'angle Tcherna-Vardar, et la base de Salonique: la voie unique du chemin de fer est à la merci des volontés grecques défaillantes, des coups de main des comitadjis bulgares, qui tirent sur notre ravitaillement quotidien; aucune route ne double la voie entre Guevgueli et Salonique, entre Demir-Kapou et Stroumitza-Station; nos régiments sont embarrassés de leurs trains, des convois qu'ils traînent à la mode européenne, peu adaptés à ces pays découpés, ravinés, montagneux; même entre les quais et les magasins de Salonique, on manque de moyens de transport. La mauvaise saison est venue; la pluie transforme les plaines en fondrières où les attelages, les canons enfoncent jusqu'aux genoux, jusqu'aux essieux; le vent du Vardar souffle un froid précoce; nos hommes n'ont d'autre abri que la toile de tente individuelle, et certains régiments venus des Dardanelles n'ont pu encore toucher les effets chauds pour l'hiver.

L'armée française n'a subi aucun échec : elle a tenu tête à la poussée bulgare. Mais elle est aventurée, et son aventure devient sans objet par suite de la retraite de l'armée serbe, qui prend le chemin de l'Albanie. Les Austro-Allemands sont à Mitrovitza, à Prichtina. Les Bulgares disposent de nouvelles forces, rendues libres par la retraite serbe. Le 22 novembre, le général Sarrail décide de replier ses troupes sur



CARTE POUR SUIVRE LA DÉFENSE FRANCO-SERBE CONTRE L'ARMÉE GERMANO-BULGARE

Salonique. La faiblesse de nos effectifs ne nous a pas permis d'obtenir une décision. La Grèce officielle nous est hostile, l'Entente ne paraît point désireuse de rompre ouvertement avec elle; Vénizélos lui-même, qui n'a pu remplir sa tâche, se recueille, n'est pas résolu encore à « gagner la montagne,» laisse le pays faire un stage dans l'illégalité pour l'amener à la révolution par la persuasion et la douceur.

***

Par la voie unique Krivolak-Salonique il faut évacuer le matériel et les trois divisions de Serbie. Les Bulgares attaquent de trois côtés à la fois : au Nord, sur notre tête de pont de Krivolak; à l'Ouest, sur la Tcherna; à l'Est, sur les crêtes-frontières de Kostourino; leurs éléments légers, qui se glissent sur la rive droite du Vardar, attaquent les convois qui passent; leur artillerie du Bélès bombarde le chemin de fer du Vardar. Dès le 25 novembre, la neige se met à tomber en flocons drus, cachant les pistes, dissimulant les ravinements dont la région est coupée; la température s'abaisse à — 17°, et certaines nuits à — 20°; la moustache, la barbe gèlent; au matin, les petites tentes basses sont quasi ensevelies sous 30, 40, 50 centimètres de neige; pour frayer un chemin à leurs canons, les servants, munis de pelles, doivent précéder les attelages; les conducteurs vont à pied, tenant les chevaux par la bride; à chaque descente, il faut munir les roues de cordes, s'agripper aux pièces qui rouleraient dans les ravins; aux montées, il faut doubler les équipages, hisser un à un les caissons, les canons, et, dans les trous recouverts de neige, les convois d'infanterie s'enlisent.

Le repli doit s'exécuter en quatre temps : sur Demir-Kapou, sur Stroumitza-Station, derrière la Boemia, sur la frontière grecque. Avant tout il ne faut pas donner l'éveil à l'ennemi; il faut vider le camp retranché de l'angle Tcherna-Vardar, tout en lui conservant son aspect : gober l'œuf, dit un chef, aspirer ce qu'il contient, laisser le contour, la coquille, puis, quand elle sera vide, la briser.

Le 23 novembre, la crête de Kocharka, qui surplombe au Nord les Portes de Fer, est prise; les trains peuvent circuler librement. Les convois administratifs et sanitaires sont envoyés

à Guevgueli; les voitures légères, les parcs gagnent Demir-Kapou par les pistes. Deux fois les Bulgares tentent de franchir la Tcherna, le 3 décembre par le pont de Vozartzi et le gué de Brouchani, le lendemain à Rosoman et Sivets. Nos canons, nos mitrailleuses les dispersent; devant Vozartzi une petite pièce de montagne, remplaçant une batterie de 75, tint toute la journée sous le bombardement ennemi; à Rosoman, une seule patrouille de chasseurs d'Afrique vint à bout de tout un parti de cavaliers bulgares qui voulait prendre pied sur la rive droite du fleuve; tandis que, dans les tranchées, au-dessus de Krivolak, à 150 mètres des Bulgares, les feux étaient restés allumés, dans la nuit du 3 au 4 les positions sont évacuées; après 20 ou 30 kilomètres, le jour fixé pour cette dernière étape, le 4 au soir, derrière la tête de pont de Demir-Kapou, pas un homme ne manque à l'appel.

Il faut traverser les Portes de Fer, brèche étroite dans les calcaires, précipice noir entre les murailles rectilignes et grises, où la voie ferrée serpente en corniche. Toute l'armée doit s'écouler par cette trouée unique. Une arrière-garde le long de la Bochava la couvre. L'infanterie s'engage sur la voie elle-même, à la file indienne, chaque bataillon précédé de son chef la lanterne à la main dans la nuit noire; pas de lune, le ciel bas, chargé de nuages; les ponts sont à claire-voie, des planches manquent : la moindre défaillance, c'est la chute dans le ravin ou dans le torrentueux Vardar. Les blessés doivent emprunter les sentiers de chèvres des montagnes. Là-haut, c'est le dégel : la boue se colle aux pieds, rend la marche exténuante; les chevaux glissent, les bâts se déplacent, des haltes fréquentes s'imposent; des bougies allumées, fichées au bord des casques, éclairent seules les pistes rares. En route des hommes tombent; le médecin qui guide la troupe ne se permet point de repos. Tel cet aide-major dont les rapports officiels n'ont pas livré le nom, qui, après deux jours passés à relever les blessés sur le champ de bataille, conduit par une nuit noire sa petite bande d'infirmiers et de brancards par le col de Tchelevets vers la gare de Stroumitza : après trente-six heures consécutives de soins, de marche, de veille, il meurt épuisé, abordant au port.

Les Bulgares ne veulent point s'aventurer dans les gorges à notre suite, mais, guidés par des comitadjis qui ont fouillé

les moindres replis des montagnes, ils tentent de nous devancer à la sortie du défilé, s'infiltrent dans le massif boisé de la Marianska planina sur la rive droite du Vardar. Soudain nos flanc gardes, bivouaquant dans la vallée encaissée de la Petrovska, sont assaillis par une pluie de shrapnells et par les baïonnettes qui dévalent les pentes : c'est la nuit, nos fantassins chantent pour se reconnaître, organisent en hâte une position, arrêtent les Bulgares, qui regagnent les hauteurs. Le 7 décembre la gare de Stroumitza est incendiée; le tunnel et le pont sur le Vardar sautent, la voie est éventrée.

C'est au tour de ces troupes à protéger le dispositif de retraite : à peine ont-elles franchi les gorges, qu'elles prennent, face à l'Ouest, des positions défensives, tandis qu'à leur droite, Français et Anglais, qui tenaient les crêtes du Bélès, vont faire un bond en arrière et s'installer au Sud de la rivière Boemia. Le maquis couvre les plateaux arrosés par la Petrovska, la Boemia, ces deux affluents du Vardar, et, depuis la sortie des gorges, soumis au plus doux climat littoral : buissons épineux, houx, lentisques, épais parfois de deux mètres, collines embroussaillées que seule déblaie la hache. Les hommes qui luttent le jour contre l'ennemi, la nuit contre la nature, n'en peuvent plus : le soir du 7 décembre, ils se couchent sur la terre, sans songer même à manger la soupe; et ce sont les officiers qui, à leur place, montent la garde. Le lendemain, ils sont attaqués : durant deux jours, sans arrêt, ils creusent des tranchées et combattent; ils résistent sur les crêtes entre la Petrovska et la Pardovitza, et, quand l'aile droite se fut repliée sur la ligne Tchernitza-Dedeli-Doïran, ils se retirent à leur tour.

La ligne alliée, sur les crêtes qui séparent le bassin de Boemia de celui de Guevgueli, couvre Guevgueli même, devenu par ses casernes, ses hôpitaux, ses magasins, ses ateliers, ses dépôts, le centre administratif de l'armée. L'évacuation n'y est pas terminée quand, le 10 décembre, l'attaque bulgare se déclenche de part et d'autre du fleuve, arrive à l'Ouest jusqu'à Gourintchet à cinq kilomètres de la ville, et, à l'Est, s'infiltrant grâce au brouillard, descend l'humide vallée du Tchinarli. Menacés, notre artillerie, nos convois sont contraints à une retraite de nuit par la montagne. Mais les deux régiments de marche d'Afrique demeurent sur les positions avan-

cées. Vers le soir, des tranchées boueuses *la Marseillaise* s'élève, se fait écho de ligne en ligne, entrecoupée des cris de « Vive la Légion! », « Vivent les Zouaves! ». L'ordre est d'attendre. Soudain les légionnaires bondissent par-dessus les parapets, se ruent sur l'ennemi à la baïonnette. Au jour, le village de Bogdantzi sur le Tchinarli est enlevé; les derniers régiments traversent le pont de Guevgueli musique en tête. Les casernes, la gare sont incendiées, la voie est bouleversée; le le 11 au soir, le pont saute. L'armée d'Orient a franchi la frontière grecque, et l'ennemi ne l'inquiète plus.

***

L'attaque germano-bulgare visait la mise hors de cause de la Serbie, l'anéantissement de l'armée serbe. L'intérêt de l'Entente était donc de sauver celle-ci. La tentative par Salonique n'avait pu réussir : les maigres troupes de Sarrail rentraient dans leur coque, fortifiaient le camp retranché. L'armée serbe, rejetée sur l'Adriatique, ne réclamait pas moins assistance : il fallait en recueillir les débris, la soigner, la réarmer et la rejeter encore à la conquête de la patrie.

A la veille de l'invasion ennemie, l'armée serbe a 400 000 hommes, 70 000 chevaux, 65 000 bœufs. Quand elle se présente sur la côte Adriatique, on recense 150 000 hommes, 40 000 chevaux, 10 000 bœufs. Le feu, le choléra, le typhus, la famine, ont fait dans ses rangs des coupes sombres. Le soldat qui quitte sa maison, sa famille, qui a la perspective de vivre à l'étranger désormais, persuadé que toute lutte est maintenant inutile, n'obéit plus que passivement, ne réagit plus contre la misère. La retraite à travers l'Albanie montueuse, les fatigues pour passer sans cesse des hautes crêtes aux vallées profondes, sur la glace et sous la pluie, le ravitaillement insuffisant, les pillages des Albanais ont achevé de le déprimer. Le pays est vide; les soldats, mourant de faim, vendent leurs fusils aux indigènes; les 50 000 prisonniers austro-hongrois, que cette lamentable armée traîne avec elle, se battent pour ramasser à terre les miettes du pain des gardiens; trois, quatre, cinq jours se passent sans distribution aucune; en quatre mois, les hommes reçoivent en moyenne pour cinq jours 200 à 300 grammes de galette de maïs, et c'est tout; pas de foin pour les chevaux; pas de souliers pour les fantassins; les vieilles classes,

aguerries par quatre ans de peines, résistent tant bien que mal; les recrues fondent. Les autorités italiennes de Vallona barrent la route du Skoumbi.

A la mi-décembre, l'armée serbe gagne la côte en deux groupements principaux : l'un au Nord (40 000 hommes environ), avec le prince Alexandre, (une division et demie venue d'Ipek, de Podgoritza, Plava et Goussigné, trois divisions parties de Prizrend et de Koukouch), atteint Scutari et Alessio; l'autre, au Sud (environ 50 000 hommes), concentré dans l'Albanie centrale, vers Elbassan, Tirana, Kavaia, a pour objectif Dourazzo. Le roi Pierre guide celui-ci; quelques éléments de cavalerie le protègent; il emmène 10 000 civils qui s'expatrient plutôt que de subir la loi autrichienne. « Il y aura toujours une Serbie, mais il n'y aura plus de Serbes. » Ainsi se désespère le vieux roi. Et à ceux qui les voient passer, les hommes, amaigris, décharnés, semblent des momies ou des ombres. Il n'y a presque plus d'armes, les munitions sont insuffisantes : il n'y a plus que 50 000 fusils, 500 mitrailleuses, une cinquantaine de canons, 3 millions de cartouches, 1 500 obus. La plus grande partie du train n'a pu être sauvée : le matériel a été ou détruit, ou vendu, ou utilisé pour le chauffage. Les chaussures, les vêtements sont en loques; impossible de les renouveler.

L'armée s'installe provisoirement sur le littoral albanais insalubre, et l'on doit surtout ouvrir des hôpitaux provisoires : dans les rues des villages, à bout de forces, les soldats meurent. Les navires français recueillent les plus faibles, les évacuent sur Bizerte, la Corse. Mais l'armée austro-hongroise menace; la côte basse de l'Albanie du Nord n'offre aucun bon port fermé pouvant servir de base à l'armée serbe qu'il faut munir de vivres, d'armes, de munitions, d'équipements; pas de voies de communication de port en port; la population se révèle hostile. Il convient donc de transporter l'armée dans un lieu plus sûr, où elle puisse se reposer sans être menacée, se réorganiser ensuite. Les Italiens, inquiets de l'avance autrichienne, demandent que les troupes serbes continuent à combattre, qu'elles couvrent leurs trois brigades immobiles à Vallona. L'Entente a envoyé en Albanie une double mission militaire dirigée par le général français de Mondésir et le général anglais Taylor. Le 17 décembre, les gouvernements décident que les Serbes seront embarqués.

Dès octobre, les Alliés se sont préoccupés de ravitailler l'armée en retraite et les émigrants qui la suivent. La France est prête la première : c'est elle qui concentre à Brindisi les munitions et les vivres. L'Italie revendique le droit de transporter ce ravitaillement. Mais le 5 décembre, en rade de Saint-Jean de Medoua, le 6 en rade de Dourazzo, les convois sont attaqués par l'escadre autrichienne, et leurs chargements en partie perdus ; des torpilleurs français et anglais vont prêter main-forte à la flotte italienne. Le ravitaillement est malaisé dans ces ports ouverts, trop proches de Cattaro, où sont concentrés les navires ennemis. Le 29 décembre, le Monténégro capitule ; le 8 janvier, le prince Mirko proclame la guerre inutile et licencie son armée. La menace autrichienne se précise. L'embarquement commence à Medoua et à Dourazzo ; mais, pour éviter l'encombrement, la majeure partie de l'armée serbe est dirigée par terre sur Vallona, marche difficile dans les marais de la côte, du Skoumbi, du Semeni, où les jeunes classes serbes laissent encore en route une foule de malades, de mourants.

Le 27 décembre, les officiers de la mission française font le recensement de l'armée que la grande sœur va recueillir : 100 000 hommes, 37 000 chevaux, 6 000 bœufs, 54 000 fusils, 179 mitrailleuses, 2 millions de cartouches, 70 canons avec 800 coups par pièce ; c'est ce que l'on sauve de la débâcle de trois mois.



Les Alliés ont résolu de reconstituer l'armée serbe. La France s'en charge. Corfou est le lieu de concentration choisi : les Serbes, proches de leur patrie, y seront convaincus que la réorganisation militaire n'a que des buts qui leur tiennent à cœur ; l'Albanie voisine, surtout la route de Santi-Quaranta-Monastir, la seule grand'route de l'Albanie du Sud, leur permettront de reprendre, dès qu'elle sera possible, la marche sur la Macédoine perdue. La flotte alliée, ancrée à Corfou, les protège contre toute surprise navale.

Corfou est une île montagneuse, dont les côtes découpées, surtout le littoral oriental, offrent à l'abri du vent d'Ouest et des tempêtes du large, des rades abritées et de petites plaines où furent installés les camps. 7 camps furent aménagés au Nord à Govino, sur l'Ipsos inférieur, sur l'Ipsos supérieur, au

Sud à Messongi, Braganiotika, Strongyli, San Mathias. Chaque camp, d'une superficie d'environ 100 hectares, peut abriter une des futures divisions (6 divisions d'infanterie, 1 de cavalerie). Des ports sont aménagés pour le débarquement des troupes, des vivres, par le génie français à Govino, à Moraïtika par les Anglais. Les routes, en médiocre état, sont améliorées par les travailleurs qu'encadre le 56e bataillon de chasseurs à pied. C'est là le gîte offert par la France à l'armée serbe.

« L'armée a perdu presque tout, écrit le colonel Fersitsch, alors ministre de la guerre, mais elle garde intactes ses traditions d'un passé glorieux, son honneur, sa fierté, sa dignité. C'est ce qui représente pour elle son patrimoine le plus cher, c'est la base sur laquelle elle va se réorganiser et renaître. » C'est de soins surtout qu'elle a besoin tout d'abord : dans les baraques construites par le service de santé on voit déambuler des squelettes aux yeux caves énormes, aux côtes saillantes, aux bras, aux jambes qui ne sont plus que des os : les photographies prises alors témoignent encore de ce spectacle macabre. Chaque jour la misère physiologique, la tuberculose, l'entérite, après le choléra et le typhus, entassent sur les barques les cadavres que, par hygiène, on jette au large. Et les plus malades ont été évacués sur Bizerte et sur le Frioul : à Bizerte, parmi 17 814 Serbes débarqués de janvier à mars, on constata 325 cholériques, on enregistra 187 décès !

Des mesures énergiques sont prises tout de suite : des hôpitaux français sont installés à l'île de Vido, au Lazaret, à l'Achilleion, une infirmerie de port à Govino, une infirmerie dans chaque camp, un hôpital anglais dans la presqu'île de Foustapidima ; toutes les troupes sont vaccinées et de France on reçoit 90 000 doses de sérum pour la population civile ; une mission médicale est jointe à la mission militaire du général de Mondésir, qui crée un laboratoire bactériologique, entame la lutte contre le choléra et le typhus, impose aux autorités grecques, fait réaliser par le génie français de très nombreuses mesures d'hygiène collective, incinération des ordures, désinfection des eaux, stations d'épouillage. Contre le typhus qui se transmet par le pou, on organise le combat rationnel : les malades sont tondus, rasés, savonnés des pieds à la tête, passés aux solutions parasiticides et de nouveau savonnés ; les vieilles hardes sont détruites, des vêtements neufs sont revêtus. Ainsi se faisait,

par les soins de nos infirmiers, la chasse à la vermine, et pour quelques-uns, ce fut au prix de la vie.

Puis il faut habiller, nourrir cette armée en lambeaux. Dès le 2 janvier, l'Angleterre et la France décident de prendre à leur charge (coût : 15 millions) les dépenses nécessaires et l'on expédie à Corfou un premier lot de 150 000 collections de vête-



LA RECONSTITUTION DE L'ARMÉE SERBE DANS L'ILE DE CORFOU

ments neufs, de 20 000 collections de linge. Les fours dressés par l'Intendance produisent journellement les 150 000 rations de pain (de 1 kilogramme); le matériel de toute sorte arrive de France : artillerie, armes, munitions, télégraphie sans fil, téléphone, camions, avions; le port de Corfou est en pleine activité : 1 870 tonnes sont débarquées certains jours.

Le 6 janvier 1916, le premier convoi de l'armée serbe s'embarquait d'Albanie pour Corfou ; le 8 avril, partait à destination de la Chalcidique le premier transport de l'armée serbe renaissante. La résurrection s'est faite en trois mois.

L'armée est reconstituée à 6 divisions groupées en 3 armées (Morava et Vardar, — Choumadia et Timok, — Drina et Danube), plus un corps de volontaires de 3500 hommes, en tout 152000 hommes (y compris les 3000 de la division de cavalerie). Le 5 juillet, en Chalcidique, sont concentrés 122000 hommes, 33000 chevaux, 4000 voitures. Cette armée est pourvue de 120000 fusils français (100000 du dernier modèle 1907-1915), de 72 sections de mitrailleuses du type alpin (une de 2 pièces par bataillon), de 18 millions de cartouches, des outils, du matériel télégraphique et médical, des bagages, des vivres de réserve de l'infanterie française (3 jours sur l'homme, 2 jours aux trains régimentaires), de 10000 mulets de bât (450 par régiment). La totalité du matériel et des équipages d'artillerie est fournie par la France : 6 groupes de 3 batteries de 75 de campagne, 6 groupes de 80 de montagne qui doivent être le plus tôt possible remplacés par du 65 à tir rapide, 6 groupes de 70 Krupp ou de 75 Schneider de montagne, 6 groupes de 2 batteries d'obusiers de 120, 6 batteries de 6 canons de 58 de tranchée, 12 sections de munitions mixtes. Les animaux, le matériel des compagnies du génie, parcs, détachements télégraphiques, équipages de pont, sections de projecteurs, du train des équipages, des trois escadrilles (celles-ci avec personnel français) viennent également de la France. Des médecins et vétérinaires français prêtent leur concours en campagne à leurs camarades de l'armée serbe.

En France, c'est la grande époque de Verdun : c'est durant les mois de tension, de perpétuelle reconstitution de nos divisions, qui passent sous Verdun à tour de rôle, que nous mettons sur pied à Corfou une armée de 150000 hommes, que nous offrons aux Serbes le pouvoir de reconquérir la patrie.

Le 12 mai 1916, le *Journal officiel* serbe rendait à la France cet hommage : « A la nation française l'Humanité doit une profonde reconnaissance... La nation serbe doit une profonde reconnaissance à la nation française : car dans toutes les circonstances, bonnes ou mauvaises, elle a répondu cordialement à nos besoins. Elle nous avait déjà soutenus, avec la Russie et l'Angleterre, dans notre guerre libératrice contre les Turcs en l'année 1912. La parole éloquente du ministre des Affaires étrangères d'alors, du Président de la République française actuel, de M. Poincaré, affirmait que la guerre des

Serbes contre les Turcs n'atteignait en rien les intérêts des autres États européens ; cette parole, qui a été acceptée de toute l'Europe, nous a laissé les mains libres pour combattre et apporter la liberté à nos frères de la Vieille Serbie, de la Macédoine, du Sandjak ; cette parole nous a pleinement convaincus que nous sommes redevables d'une éternelle reconnaissance envers la nation française. Il y a deux choses inoubliables : la nation française, par son concours financier, mit la Serbie à même de se préparer à la guerre libératrice; la nation française garantit toutes les acquisitions, fruits des batailles de Koumanovo, de Prilep, de Monastir et de la Bregalnitza. Plus tard, en des moments critiques, la nation française risque tout pour nous sauver de l'inévitable désastre : en premier lieu, au moment où l'Autriche et l'Allemagne menacent de nous exterminer, la France et la Russie déclarent la guerre à l'Allemagne au nom de la Justice et du Droit; en second lieu, lors de la perfide attaque venant du traître de race slave, de la Bulgarie, c'est encore la France qui nous tend la main la première et nous apporte le salut. Au moment où nos troupes exténuées quittent le territoire serbe, poursuivies par les armées ennemies de beaucoup plus fortes, la République française envoie le général de division de Mondésir pour pourvoir à notre ravitaillement, pour nous accueillir et nous prêter main-forte et nous mettre hors de portée des ennemis... »

II. — L'ASSISTANCE A LA GRÈCE

Tandis qu'à l'Ouest de la Péninsule, la France opérait le sauvetage de la Serbie, il fallait garder le noyau de troupes françaises jetées tardivement à Salonique, et, la guerre s'annonçant longue, faire de la ville la base de futures opérations. Le 3 décembre, le Gouvernement français donne l'ordre au général Sarrail de créer le camp retranché. Les travaux de fortification commencent : appuyée sur le Vardar à l'Ouest, sur le lac de Langaza à l'Est, complétée de part et d'autre par l'occupation des passages dans le marais, des défilés entre les lacs de Chalcidique, la ligne à fortifier a 40 kilomètres de développement et 20 kilomètres de rayon au centre. Les trois divisions françaises (122e, 156e, 57e) se partagent les secteurs de gauche, de Topsin et Dogandji à Daoudli (Nord de Salonique); les troupes

anglaises (22e, 28e, 26e et 10e divisions) les prolongent à l'Est jusque vers Langaza et les isthmes ; la 27e D. I. britannique, qui n'a pas encore d'artillerie, reste en réserve dans la ville même. L'installation matérielle, en dehors de tout cantonnement, par suite du manque de bois (sauf dans le secteur anglais), reste primitive : par l'hiver pluvieux du golfe, en remuant les boues, les miasmes de la campagne marécageuse, nos troupes, déjà fatiguées par la retraite, contractent bronchites, dysenteries. Les compagnies ont 200 hommes à peine, les dépôts intermédiaires sont vides. La 122e D. I. a un front de 24 kilomètres dans les marais, la 156e de 7, la 57e de 12 sur un sol rocheux, pénible, sans matériel mécanique, sans explosifs suffisants. A la mi-février, débarque la 17e division coloniale, dernière épave des Dardanelles, qui apporte quelques renforts. Mais l'artillerie lourde nécessaire ne vient point encore, ni d'Angleterre ni de France : ce n'est qu'en février que seront en place nos 30 batteries lourdes ; encore y a-t-il là toute sorte de calibres, des 105 L, des 120 L, des 155 L, des 100 de marine, peu de pièces à tir courbe, quelques 155 C trop rares pour les brusques dénivellations du pays.

En deux mois, nos terrassiers, aidés de la main-d'œuvre civile, ont établi la première position, trois lignes de résistance, et, devant chaque ligne, un réseau de fils de fer de 10 mètres d'épaisseur au moins. Le génie renforce les obstacles naturels de l'Ouest et de l'Est, les marais du Vardar, les lacs de Chalcidique : presque tout le matériel est venu de France. En même temps, on crée un réseau routier reliant Salonique aux lignes de défense : 30 kilomètres de Salonique à Narech et Djouma, 30 kilomètres sur la vieille route de Salonique-Monastir. En quatre mois, furent remis en état 50 kilomètres de chemins médiocres, furent construits 30 kilomètres de routes neuves, sans compter les nombreuses routes non empierrées pour arabas (voitures légères), les 100 kilomètres de plates-formes pour voie de 0m.60, les ouvrages d'art sur les rivières, les ravins.

En avril 1916, le camp retranché avait pris forme : 48 pièces de 65, 164 de 75, 146 pièces lourdes dans le secteur français, 240 pièces de campagne, 80 obusiers, 30 canons lourds de siège et de marine dans le secteur anglais, prétendaient interdire l'approche : le camp retranché, fermé d'un côté par le Vardar,

de l'autre par les isthmes et lacs de Chalcidique, formait un arc de 120 kilomètres, de l'embouchure du Vardar au golfe d'Orfano : au minimum 70 kilomètres, du Vardar à Langaza, se développaient en demi-cercle autour de la ville. Alors l'armée française comptait 94 000 combattants, l'armée anglaise 95 000.

Les 200 000 Alliés (il faut ajouter 6 000 Serbes qui viennent de débarquer de Corfou) ont à faire face au péril bulgare (280 000 hommes qui s'apprêtent à l'attaque) et peut-être à la menace grecque. Celle-ci, pour hypothétique qu'elle soit, n'est pas la moins inquiétante. Le danger bulgare est loin encore : l'armée d'invasion s'est arrêtée sur une ligne approximative Monastir-Doïran et n'a pas franchi la frontière grecque. Dans Salonique même ou à ses portes, cantonnent trois corps d'armée helléniques, et les intentions de leurs chefs sont pour le moins assez douteuses. Le diadoque réside dans la ville et nous y surveille. Des batteries grecques sont prêtes à tirer sur notre camp de Zeitenlik, où sont accumulés nos magasins, nos dépôts. Les Grecs passifs, entre les mains de généraux, de gouvernants germanophiles, après avoir renié leurs engagements envers les Serbes, oublieront-ils leurs devoirs envers les Puissances protectrices, qui ont fait leur indépendance, assurent leur ravitaillement, montent à cette heure la garde aux frontières au lieu de leur armée défaillante?

Convient-il donc de sauver la Grèce, en dépit de ses gouvernants?



Le 9 décembre, la France et l'Angleterre informent le gouvernement hellénique que Salonique va être fortifiée par leurs soins. Constantin, un peu surpris de cette décision énergique, stupéfait de voir nos troupes revenir intactes de Serbie et des contingents nouveaux les accroître, envoie au Q. G. du général en chef deux officiers de son État-major, dont le colonel Metaxas. Celui-ci, avec le général Dousmanis, dirigeait l'armée grecque pour le compte de l'Allemagne : il promet toutes facilités à l'établissement du camp retranché, déclare l'armée grecque prête à évacuer la place forte, à l'exception de la garnison normale de la ville (une division), mais n'offre d'autre garantie qu'un problématique bon vouloir.

Les agents du gouvernement d'Athènes multiplient les formalités administratives. L'armée grecque continue sa concentration : dans Salonique un corps d'armée, de part et d'autre de la voie ferrée du Vardar, deux corps d'armée prêts à intercepter le chemin de fer, toute l'artillerie de la ville braquée sur le camp français, les forts Karabouroun et Vardar, clés de la rade de Salonique, occupés par des contingents royalistes. Aux demandes de M. Guillemin qui réclame le désarmement des deux batteries de la côte, la remise des lignes Salonique-Guevgueli et Salonique-Doïran, l'éloignement des corps d'armée, le 3e à l'Ouest (à Verria et Kozani), les 4e et 5e à l'Est (à Drama, Kavalla, Serrès), Constantin réplique par de doucereuses promesses : jamais les forts de Salonique ne tireront sur les Alliés; lui-même s'engage à empêcher les Bulgares d'entrer en Grèce, si les Alliés à leur tour promettent de vider les lieux ; à la menace du général Sarrail qui, décidé à assurer la sécurité de ses troupes, veut couper toute liaison avec Salonique et exposer à la famine les corps d'armée de Macédoine, il répond que les effectifs seront diminués, que le 5e C. A. sera envoyé vers l'Est, que l'armée grecque, au moment voulu, s'écartera pour laisser aux belligérants le champ libre ; mais il refuse d'évacuer Salonique et proteste contre les travaux de fortification entrepris. En même temps, ses fonctionnaires dociles continuent leurs piqûres d'épingles : les services grecs coupent nos communications télégraphiques, rendant très précaires les rapports du général en chef et des divisions du front, redoublent sur les chemins de fer de malveillance ou d'inertie. Le 12 décembre, 60 wagons sont envoyés en Bulgarie sous prétexte de blé à prendre. A la frontière, les officiers royalistes refusent le passage à nos reconnaissances qui vont tâter l'ennemi commun. Le 12 janvier 1916, trois compagnies françaises se présentent pour faire sauter sur la Strouma le pont de Demir-Hissar : le général commandant la division grecque tente de les intimider et fait avancer ses troupes, au reste en vain. Le 17 janvier, un peloton de cavalerie grec charge sabre au clair des soldats anglais sans armes travaillant aux portes de Salonique, et le général commandant le 3e corps, contraint d'exprimer ses regrets, invoque un involontaire incident de manœuvre ! Le 20 janvier, de nombreux wagons chargés de charbon partent comme par hasard de Vertekop sur Monastir à la rencontre des Bulgares.

Les paysans se voient interdire de vendre à l'intendance française du foin, des légumes frais, du bétail. Cela n'empêche point la Chambre de commerce de Salonique de réclamer au général Sarrail le ravitaillement de la population : « Un des devoirs de la souveraineté, répond le général, est d'assurer la nourriture des citoyens; le commandant en chef, trop souvent accusé d'attenter à la souveraineté de la Grèce, n'aurait garde d'empiéter sur les charges que doit assumer l'administration. »

Jusqu'alors on n'a point de preuve précise de la collusion de l'État-major hellénique et des Germano-Bulgares. Turcs et Allemands, qui résident toujours à Salonique, préparent bien quelques attentats. La Banque de Salonique reçoit bien un million de marks destinés évidemment à la propagande, peut-être à des coups de force. Le 30 décembre, un aviatik étant venu bombarder la ville (et n'ayant au surplus tué qu'un pâtre qui se dodinait sur les remparts), le général Sarrail fait arrêter les chefs de l'espionnage ennemi, les consuls allemand, autrichien, bulgare, turc et leur monde, en tout une cinquantaine de personnes qui sont immédiatement embarquées. Les documents saisis au consulat d'Autriche dévoilent un service d'espionnage, des coffres-forts largement remplis, une fabrique de faux passeports, une officine d'explosifs. Le 2 janvier 1916, le général commandant le 3e corps hellénique étant venu présenter ses vœux de nouvelle année, le général Sarrail lui met sous les yeux une lettre de la femme du consul d'Allemagne : celle-ci y regrettait le sacrifice des braves soldats allemands pour cette racaille grecque et souhaitait que, dans un bref délai, l'armée germano-bulgare jetât tout à la fois à la mer les Hellènes et les Alliés.

La collusion de Constantin et des empires centraux s'affirme par la concentration même de l'armée grecque royaliste. Les 4e et 5e corps bulgarophobes, remplis d'officiers vénizélistes, sont écartés vers l'Est (Drama, Kavalla, Orfano), pour ne point troubler l'ennemi dans sa liberté de manœuvre, tandis que les autres corps d'armée sont ramenés vers le Sud (le 2e à Verria-Vodena, le 3e sur la Vistritza), pour laisser la Macédoine grecque au Bulgare, qui s'y ravitaillerait à l'aise après avoir épuisé la Macédoine serbe du Nord.

Cependant, le général Sarrail est autorisé à prendre toutes les mesures de sécurité utiles : le 15 janvier, on lui permet de

se rendre maître de la police, du contrôle des chemins de fer et des postes; le 25, on lui donne l'ordre d'occuper la pointe de Karabouroun, dont le fort ferme à l'Est la rade même de Salonique : un bataillon de zouaves, deux pelotons de cavalerie, trois batteries à cheval, assistés des compagnies de débarquement française, anglaise, russe et italienne, se présentent le 28 devant le vieux fort turc, dont le gouverneur se soumet. Dans la nuit du 31 janvier au 1er février, le premier zeppelin survole Salonique, détruit la Banque grecque, tue onze civils, deux soldats français et anglais : des signaux lumineux ont été vus pendant le raid. Le général Sarrail est laissé libre de proclamer l'état de siège. Mais des scrupules juridiques arrêtent encore les gouvernements : ils ne cessent de répéter qu'ils ne veulent point porter atteinte à la souveraineté de la Grèce, ils offrent même d'indemniser les pauvres des dégâts dus aux aéroplanes et aux dirigeables ennemis. Ils envisagent une collaboration grecque éventuelle, mais veulent préparer cette alliance par tous les ménagements propres à réserver une évolution. Pourtant, déjà en Grèce la révolution semblait poindre.

⁂

Certains hommes politiques grecs, plus clairvoyants que les diplomates de l'Entente, avaient, dès 1915, aperçu toutes les conséquences de la trahison latente de Constantin. Pourquoi n'aiguisèrent-ils pas de suite jusqu'au bout, jusqu'à la révolution incluse, leur sagacité politique? Ce fut longtemps après la révolution elle-même que M. Vénizélos accepta de dévoiler les motifs d'une pusillanimité apparente. Il y a quelques mois, il voulut bien encore les rééditer, les préciser devant nous. « Il faut du temps pour muer en insurgé un ministre. Pouvais-je tout d'un coup passer de mon cabinet à la montagne? La révolution, la scission de la Grèce ne peut être que la suprême arme. Elles nous doivent de l'indulgence, vos démocraties occidentales, pour lesquelles un roi étranger paraît encore un demi-dieu. »

Les yeux pétillants du charmeur souriaient en songeant à la respectueuse timidité de l'Entente; mais le patriote pensait aux angoisses de jadis : toute l'œuvre ancienne rendue vaine, l'unité, la résurrection de l'hellénisme autour du Roi dont

autrefois il avait fait exalter le patriotisme, les victoires. Alors, l'intérêt de la Grèce se sépare-t-il du loyalisme? Sans doute, les avertis voient à l'intérieur la consultation populaire faussée (moins de 200 000 votants expriment leur opinion en décembre 1915, contre plus de 750 000 aux élections de juin précédent); à l'extérieur, l'évidente complicité des chefs de l'armée et des ennemis de la Grèce, la mobilisation détournée de son sens primitif, menaçant les protectrices de l'Hellade; en Macédoine même, cette armée divisée, une partie brûlant de combattre le Bulgare, l'autre, par admiration ou par peur, prête à ouvrir le pays aux envahisseurs allemands. Au moins l'armée est-elle censée encore monter la garde à la frontière; les intentions des centraux ne sont point déclarées. Pouvait-on, par une révolution trop prompte, n'offrir aux Bulgares que l'entrée facile dans une Grèce affaiblie, désunie, désarmée par la guerre civile?

La situation générale à la fin de 1915 est-elle au surplus favorable? La Serbie est envahie, la Roumanie hésitante, l'Entente indécise. Aux yeux du peuple, peu instruit des forces latentes des puissances occidentales, la politique royale, qui apparaît neutre, épargne à la Grèce les catastrophes qui ont accablé la Belgique, la Serbie. On a dit de M. Vénizélos : « Pour un homme politique, il a un défaut : il veut toujours pouvoir étaler ses actions et dire : elles sont pures, elles sont justes. » Or, il faut bien l'avouer, est-elle bien tentante alors pour un étranger, un Oriental, l'alliance avec l'Entente, qui avait refusé le concours grec aux Dardanelles, qui avait offert à la Bulgarie le butin de la Macédoine (14 septembre 1915), qui avait lancé au secours des Serbes une expédition insuffisante et tardive, dont les hommes politiques et les chefs militaires restaient hypnotisés par le front occidental?

Enfin, l'armée grecque, mobilisée par M. Vénizélos en septembre 1915, reste sur place inactive. Ce maintien sous les armes de toute la population valide sert indirectement les desseins du Roi : il fatigue et décourage; le peuple se laisse représenter M. Vénizélos comme la cause de ses malheurs; sans lui, la Grèce resterait neutre, avec l'Allemagne garante de son intégrité, sa mobilisation évitée, aucun risque à courir. M. Vénizélos n'avait-il pas provoqué l'envoi des troupes alliées en Macédoine?

Cependant, dans la nouvelle Grèce, en Macédoine, dans les Iles, dans toutes les riches colonies grecques du monde, en Égypte, en Amérique, les libéraux montraient plus d'impatience et plus d'ardeur. En décembre 1915, quelques fonctionnaires et officiers de Salonique prennent l'engagement mutuel de se séparer de la Grèce officielle, dès que la frontière sera violée par l'ennemi. En janvier 1916, tandis que, après la grève des électeurs vénizélistes, se réunit à Athènes la Chambre constantinienne, des affiches sont placardées, dans les rues de Salonique, qui mettent le peuple en garde contre ce Parlement-croupion. En mars, la gendarmerie crétoise de Salonique se déclare prête à adhérer à une révolution éventuelle.

La « neutralité » du Roi tient encore sous le charme ceux qui comptent assurer l'intégrité du territoire en regardant se battre les Alliés et les Centraux. En mai, coup de théâtre : cette neutralité s'effondre et les impénitents loyalistes ont enfin les yeux dessillés.

Le 23 mai, sous prétexte que les troupes alliées font des mouvements menaçants dans la région de Serrès, les Bulgaro-Allemands, qui jusqu'alors avaient respecté scrupuleusement la frontière, se présentent devant le fort d'arrêt de Roupel et somment le commandant d'évacuer la place; celui-ci refuse, fait tirer quelques coups de canon contre les envahisseurs, demande des instructions à Athènes : on lui donne l'ordre de se retirer.

L'émotion fut grande en Grèce : livrer sans combat une parcelle du pays libéré en 1912-1913, ouvrir la porte de Salonique au Bulgare qui ne cessait de convoiter la ville, qui ne s'était pas résigné sans espoir de revanche au premier traité de Bucarest : pour tout patriote grec, c'était l'incompréhensible. Les raisons données par le gouvernement de Scouloudis, qui sauvegardait, disait-il, la neutralité de la Grèce en tenant la balance égale entre les occupants de Salonique et les nouveaux envahisseurs, étaient empreintes de mauvaise foi. L'Entente se détermine à le comprendre dans l'ultimatum du 21 juin, qui exige le renvoi du gouvernement anti-constitutionnel et la démobilisation. Pourtant elle ne s'en prend pas au Roi, intangible.

La démobilisation, en juillet, eut deux résultats immédiats. D'abord, elle fit rentrer en vieille Grèce les réservistes depuis

dix mois sous les armes, mais qui avaient été en Macédoine noyés dans la population bulgarophobe, dans une armée fière de ses souvenirs de 1912, convaincue que l'ennemi héréditaire était toujours le Bulgare; revenus chez eux, désorbités, ignorant naturellement les collusions des coulisses, gardant une certaine confiance dans le Bulgaroctone de 1913, ils furent travaillés activement par le gouvernement, par l'État major, entrèrent en nombre dans les ligues d'épistrates, reformant sous main une garde royale. En second lieu, la démobilisation laissait la frontière dégarnie : les Bulgares virent l'occasion d'occuper sans coup férir la Macédoine Orientale et la côte grecque de l'Archipel, désirée depuis quarante ans; les Allemands se tiraient par un mensonge de leur situation délicate, permettant à Ferdinand de s'installer en Macédoine, promettant à Constantin que l'occupation serait provisoire, que la souveraineté, les populations grecques seraient en tout état de cause sauvegardées. D'autre part, grâce à la domination bulgare, Constantin vit la Macédoine vénizéliste soustraite aux élections nouvelles que l'Entente venait d'imposer. Le 18 août 1916, les Bulgares marchent vers le Sud : les faibles troupes helléniques, laissées dans l'ignorance des tractations, coupées de leurs communications avec Athènes, sont désorientées. Les garnisons de Drama, de Serrès sont enlevées, expédiées en Allemagne. Quelques troupes de la division de Serrès, malgré les ordres qui leur imposaient l'immobilité, se replient sur Kavalla.

A Kavalla, siège du 4e corps, un conseil des officiers supérieurs décide d'embarquer les troupes. Mais les bateaux sont insuffisants. Aucun ordre ne vient d'Athènes. Le bruit court que la révolution gronde à Salonique. Les Bulgares, accompagnés d'officiers allemands, invitent la garnison à se rendre à Drama : ceux qui obéisssent sont cernés, désarmés. Quelques officiers de la division de Serrès s'échappent de Kavalla et gagnent Salonique : là, ils communiquent à leurs camarades les résultats de la trahison de l'État-Major d'Athènes. La vieille haine contre le Bulgare se réveille : « Je vengerai ma femme et ma fille, » s'écrie un officier du 4e corps. A Salonique, un comité rassemble des volontaires, armée nouvelle qui veut résister; en 15 jours, 600 se présentent, pour la plupart réfugiés d'Asie-Mineure ou anciens soldats des guerres balkaniques; à la fin d'août, deux bataillons sont levés (1 300-1 400 hommes);

à leur tête les colonels Mazarakis et Zymbrakakis. La gendarmerie crétoise fournit les cadres à cette armée.

***

Le 30 août, à Salonique, la révolution éclate. Les chefs du pronunciamiento entraînent leurs hommes dans la rue de Salamine, au Q. G. du général Sarrail : quelques volontaires en armes, en uniforme multicolore, sur la tête la casquette plate de l'armée grecque germanisée, les gendarmes crétois aux amples culottes noires et au bonnet d'astrakan, des civils, de mine patibulaire par la misère de leur costume, mais dociles, placides, malgré le fusil qui se balance à leur épaule. Voici le colonel Zymbrakakis, petit, vif, noir, au teint, au verbe enflammé : il descend de son cheval, monte chez le général Sarrail, remonte à cheval, prononce une véhémente harangue. Les quelque deux cents fidèles répondent par des acclamations, du geste, de la voix : *Zito Vénizélos* et *Zito Sarrail! Zito Hellàs* et *Zito Gallia!* Un loustic (sans doute) lance : *Zito Polémos!* (Vive la guerre), mais sa manifestation belliqueuse se perd, sans écho, parmi les cris. Les officiers de gendarmerie brandissent leur sabre. Le drapeau rayé bleu et blanc claque au vent qui souffle du port : la couronne royale y est effacée.

Il semble que tous soient d'accord : les autorités militaires sont supprimées, les autorités civiles subsistent. Le préfet du Roi prête de l'argent au gouvernement révolutionnaire. Celui-ci au surplus s'empare des attributions royales, convoque les réservistes, s'intitule « gouvernement de la Défense Nationale. »

Le 31 août, au petit jour, tentative de contre-révolution : quelque fusillade dans les casernes; la force française intervient pour rétablir l'ordre; sur le Champ de Mars auto-canons et mitrailleuses, braqués sur les royalistes, les contraignent à respecter la liberté des manifestants; à midi, la faim oblige les récalcitrants à rendre leurs armes. On se contente de les embarquer, et, bien nourris sur le bateau qui les mènera à Athènes, ils remercient leurs geôliers de leur épargner la bataille en faveur de leurs convictions! Un paysan et son mulet, égarés parmi les rares balles, furent les seules victimes de cette journée de combat.

Quelques jours plus tard, débarquait à Salonique le millier d'officiers et de soldats partis de Kavalla pour échapper aux

Bulgares. Le 25 septembre M. Vénizélos quittait Athènes, allait prêcher la révolution en Crète, à Chio, à Samos, à Mytilène : le colonel Zymbrakakis, dépêché par le général Sarrail, l'invite à organiser à Salonique un gouvernement et une armée. Le triumvirat, qu'il institue avec le général Danglis et l'amiral Coundouriotis, s'y installe : mais il n'y a encore qu'une administration incomplète, deux ministres (Guerre, Affaires Étrangères) et des sous-secrétaires d'État, une armée inexercée (10 000 hommes, 482 officiers). Pourtant, 35 jours après l'arrivée de M. Vénizélos, un bataillon grec part pour le front de la Strouma. On attend que l'Entente facilite la tâche dans la Nouvelle Grèce ententophile.

Or, si le 20 octobre, à Boulogne, l'Entente donne au gouvernement de la D. N. des moyens de s'affermir, de l'argent et du matériel de guerre, sa générosité ne va pas jusqu'à apporter une aide morale, et elle ne le reconnaît point comme gouvernement de droit; qui plus est, elle reprend les relations avec le gouvernement d'Athènes. C'était diviser irrémédiablement la Grèce. M. Vénizélos avait cependant rompu avec le Roi, pour tenir ses engagements envers les Serbes, pour apporter à l'Entente le concours de la Grèce armée. Et déjà, à l'appel de M. Vénizélos, à Salonique, dans les Iles, un corps de volontaires se levait pour la défense de la Grèce à côté des armées alliées.

*
* *

Avec les quelque mille hommes, qui ont fui en août la Macédoine orientale, a été formé le noyau de la division de Serrès; elle fut complétée par les volontaires qui affluaient de Crète, des Iles, même de vieille Grèce, équipée, instruite à Salonique par la mission française, puis menée en janvier 1917 sur le front de Guevgueli. Le général même qui avait refusé de se rendre l'été dernier aux Bulgares et était parti avec 2000 hommes pour Thassos et Salonique la conduit. Deux autres divisions, que donne la mobilisation décrétée par le gouvernement provisoire en mars, celle de Crète, celle de l'Archipel, arrivèrent à Salonique en avril et mai, puis sur le front de Guevgueli et de Monastir. D'abord amalgamées aux divisions françaises, elles entrent, avec la 122e sur le Vardar, avec la 57e devant Monastir, à l'école des tranchées, du terrassement, du bombardement, des coups de main préparatoires. Officiers

et hommes ont fort à apprendre : ils s'en rendent compte et se confient aux instructeurs français. Au front, dans les trous de termites, creusés sur les pentes qui surplombent Monastir, c'est un bourdonnement de ruches au travail : les pioches sonnent, mais aussi les cris des soldats qui gesticulent; quelques marmites leur enseigneront la prudence. Quand à l'arrière, au son aigrelet des fifres, les uniformes kakis défilent devant les généraux français, sur leurs minuscules chevaux les officiers s'efforcent en vain à obtenir la cadence, mais c'est d'un chœur unanime qu'éclate le « Zito Gallia, » le « Vive la France, » qui affranchira leur patrie. Une seule cause de stupeur : notre tolérance à l'égard du Roi.

Cette condescendance, que n'altèrent même point les massacres de nos soldats dans Athènes les 1er et 2 décembre, il faut la révolution russe pour y apporter un terme; le 11 juin 1917, l'ultimatum présenté par M. Jonnart fait enfin l'union de la Grèce. M. Vénizélos rentre à Athènes et déclare la guerre aux Puissances centrales. Sous la direction du général Bordeaux, attaché militaire, devenu major général de l'armée hellénique, de l'intendant Bonnier qui, sous le titre de directeur général des services, met de l'ordre dans les deux ministères de la guerre, du ravitaillement, la mission d'Athènes lève et dresse une armée de 200 000 combattants.

Ce n'est que par étapes que la mobilisation put se faire : il fallait ménager l'opinion d'un certain nombre, pervertie par la propagande des Dousmanis, par les finances du baron Schenk; il fallait dissoudre les ligues d'épistrates, ramener l'union dans le pays divisé; il fallait transporter les régiments, dont l'Entente avait jadis exigé l'éloignement au Péloponnèse, dans leurs garnisons du temps de paix, refondre les cadres, dont quelques-uns restaient attachés à l'ancien régime; il fallait surtout faire l'inventaire du matériel nécessaire, le commander à l'Entente, le recevoir, le répartir. La France et l'Angleterre prennent à leur charge l'armement, l'habillement, les subsistances; mais elles n'ont pas l'armée grecque à pourvoir seule. Aussi procède-t-on, non à une mobilisation simultanée dans toute la Grèce, mais à une mobilisation par division, échelonnée. Le général Guillaumat prend le commandement des armées alliées le 23 décembre; tout de suite il se consacre à cette tâche et, par une direction plus confiante, lui donne une impulsion vigoureuse.

La mobilisation commence en janvier 1918 par les trois divisions de Larissa, d'Athènes, de Chalkis, qui composent le 1er corps; tour à tour, elles sont dirigées sur le camp d'instruction de Narech (Nord-Ouest de Salonique), puis sur les secteurs calmes du front, la Strouma, où elles se préparent, au milieu de l'armée anglaise, par des reconnaissances, des coups de main, au rôle offensif qu'on attend d'elles. En mai, c'est la mobilisation du 2e corps, dont les divisions (Patras, Nauplie et Kalamata), occupant des secteurs sur la Tcherna ou le Vardar, rendirent disponibles les troupes françaises nécessaires à la percée. Enfin, la division de Ianina (du 5e corps) porta à près de 300 000 le nombre des Grecs sous les armes lors de l'offensive de septembre. En même temps, 30 000 hommes, enrégimentés dans des compagnies d'indigènes (musulmanes et israélites), soustraits au service militaire, étaient mis comme travailleurs à la disposition des armées alliées.

5 000 officiers, 204 000 hommes (non compris 112 000 hommes des dépôts et des nouvelles classes appelées en septembre 1918), 53 000 animaux : telle fut l'armée que l'expédition de Macédoine, la ténacité de M. Vénizélos, la méthode des missionnaires firent sortir du sol hellénique. L'Angleterre envoya les vêtements, les vivres. La France fournit les armes, le fusil français à chargeurs, toute l'artillerie de corps et divisionnaire [un régiment d'artillerie de campagne (9 batteries), un groupe d'artillerie lourde longue (3 batteries), un groupe d'artillerie lourde courte (3 batteries) pour chacun des trois corps d'armée; deux groupes d'artillerie de montagne, une batterie d'artillerie de tranchée (pour chacune des dix divisions)], le matériel des convois administratifs (les 400 voitures, l'équipement nécessaire aux 15 000 animaux, petits chevaux réquisitionnés sur place ou mulets importés, de chaque corps d'armée), le matériel du génie, les hôpitaux, les ambulances.

Sans doute, cette levée de légions ne se fit-elle pas sans heurts. Mais la critique est trop facile qui, comparant aux meilleures armées d'Europe, dessine la caricature d'une armée orientale. Je songe à *Salonique sous l'œil des dieux*, aimable œuvre, fâcheuse action : elle peut faire rire qui juge la Grèce sur les continuateurs d'About; elle eût pu décourager les âmes bien nées, qui, malgré la propagande des Allemands et des conjonctures, n'ont point désespéré de l'Entente après l'écrase-

ment de la Roumanie et la chute du front oriental. Brest-Litovsk est du 3 mars 1918, Buftea du 5 mars; bientôt la grande offensive allemande va déferler sur la France. Ce sont les mois où la Grèce nous rend des alliés perdus.

Sans doute, le peuple grec, mobilisé depuis septembre, aspire aussi au repos; la discipline est assez molle quand le bakchich est règle administrative, là où l'indolence orientale, les ravages des invasions successives contre-balancent la « grande Idée. » « Tu as un bel uniforme, disait un sergent de l'armée nouvelle à une recrue flambant neuf. — Tu le désires! Qu'à cela ne tienne! » Et le jeune soldat de donner son uniforme bien taillé au sous-officier chargé de la garde : rendu au costume civil, il rejoignait son foyer. A cette anecdote authentique s'ajoutèrent de plus graves erreurs. En juin, les premières troupes du 2e corps quittent la Vieille Grèce, leur pays, et arrivent en Macédoine; 800 hommes de la division de Patras, cantonnés à Verria, gagnent la montagne avec leurs armes; le conseil de guerre a raison des meneurs et la faim des égarés. En revanche, le 30 mai 1918, les divisions du corps d'armée de la Défense nationale montent à l'assaut d'un saillant bulgare, la hauteur du Skra di Legen qui domine la vallée de la Lioumnitza et la rive droite du Vardar, emportent les tranchées ennemies, capturent 2000 hommes, un régiment entier. Expérience concluante de l'emploi des troupes nouvelles, certitude d'un moral offensif préparant la victoire commune. « Nous vous rendons Navarin, » disait un jeune officier hellène avec fierté, non sans gratitude : l'affaire était petite; le mot ne manquait pas de grandeur.

JACQUES ANCEL.

(A suivre.)

LE ROI LOUIS XVII

IV [1]

SIMON

On admettra que, si la pensée du petit Roi du Temple hantait l'esprit de tous les politiciens, Chaumette, lui, en devait être obsédé. C'est à la Commune de Paris « qu'appartient » le fils du tyran : or la Commune obéit à Chaumette; il y fait ce qu'il veut, n'y dit que ce qu'il consent à dire, quoiqu'il y parle quotidiennement et abondamment. Lors de son procès devant le tribunal révolutionnaire, des témoins déposeront « qu'il exerçait les fonctions de procureur général de la Commune moins comme le défenseur du peuple que comme un dictateur; » ses réquisitoires « ressemblaient plutôt à des lois dictées par un législateur qu'à des opinions... soumises à la discussion du Conseil; » il disait que, « à lui seul, il formait une autorité constituée, » et « il régnait despotiquement sur les opinions. » Si l'on n'a pas perdu de vue le portrait moral esquissé plus haut, on se rappelle que le personnage était non seulement gonflé de sa toute-puissante influence, mais sournois, rusé, dissimulé sous des dehors de franchise et de bonhomie; sa vie demeure, pour ceux qui l'ont le plus étudiée, un mystère constant : tous ont convenu que « les dessous » leur en échappaient et que cette figure double et fuyante a gardé prudemment son secret.

Voilà un homme taré, sans scrupules, sachant mentir et se

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre et 1er janvier.

maquiller au point qu'il verse de vraies larmes en prononçant l'attendrissante apologie des bonnes mœurs! Or c'est à lui qu'est confié le trésor que tous les partis convoitent, dont la possession le mettra, en cas d'un revirement politique, à l'abri du châtiment auquel, sans cette magique sauvegarde, il ne pourra se soustraire; ce trésor est à sa discrétion, il en répond; il périra si quelque autre, plus entreprenant, parvient à s'en emparer. Est-il possible que lui, disposant de toutes les facilités, pénétrant au Temple à volonté, tandis que l'entrée en est interdite à tout autre, même aux membres de la Convention qui s'y présentent sans mandat spécial; lui connaissant à fond, pour les avoir pratiqués et maniés à sa fantaisie, tous ses collègues de la Commune qu'il tient par la peur ou par la camaraderie; lui ayant seul la ressource, si ses machinations étaient éventées, d'arguer de son devoir et de sa responsabilité, est-il possible qu'un tel homme, en cette situation, ne rumine pas que ce serait trop sot de laisser pareille aubaine profiter à ses adversaires et de supporter qu'une belle nuit on vienne frapper à sa porte pour lui annoncer que le petit Capet a disparu et qu'il est en fuite? Il y a un mot de Chaumette qui projette sur sa tactique une lumière singulière; parlant de ses ennemis, il disait : « Si nous ne les devançons pas, ils nous devanceront. »

On n'a pas la prétention d'établir ici, par preuves, que Chaumette a fait évader le Dauphin; on cherche seulement à accorder entre elles certaines constatations qui n'ont point encore été conférées l'une à l'autre et dont l'ensemble révèle, à n'en point douter, un plan longuement et précautionneusement mûri. La conception est-elle de Chaumette seul; ou d'Hébert, son inquiétant substitut; de Chaumette et d'Hébert collaborant? Peu importe; les faits indiscutablement authentiques qui la dévoilent portent indifféremment la marque de ces deux hommes : encore qu'ils s'observassent avec méfiance, ils marchaient, comme on dit, « la main dans la main; » ni l'un ni l'autre, en une si profitable entreprise, ne pouvant espérer se cacher de son compère, le mieux était de faire « part à deux. »

Ce qui frappe d'abord, c'est l'accord absolument parfait qui règne entre eux touchant l'avenir réservé au petit Roi. Hébert apprécie la valeur de cet enfant; il dit un jour à la Commune : « Dans l'esprit des royalistes et des modérés, le Roi ne meurt

jamais : il est au Temple; s'ils pouvaient se saisir de ce fantôme, c'est autour de lui qu'ils se rallieraient... » Car toujours et partout, — à l'Hôtel de Ville comme à la Convention, aux Comités comme aux conciliabules de Maisons-Alfort ou de Vanves, — c'est vers l'orphelin prisonnier que se dirigent toutes les pensées; cet innocent est l'axe autour duquel tourbillonne l'ouragan révolutionnaire. Hébert n'est pas d'avis que l'on conserve le Dauphin au Temple : « Que ce petit serpent et sa sœur soient jetés dans une île déserte; je ne connais pas d'autre moyen raisonnable de s'en défaire, et *il faut pourtant qu'on s'en défasse à tel prix que ce soit.* Au surplus, qu'est-ce qu'un enfant quand il s'agit du salut de la République? Celui qui aurait étouffé dans leurs berceaux son ivrogne de père et sa gueuse de mère, n'aurait-il pas fait la meilleure action qu'on puisse imaginer? Voilà mon avis, f...! Attrape qui peut! » Chaumette, le bon apôtre, n'était pas pour « l'île déserte, » mais, avec plus de patelinage dans l'expression, il exposait un programme semblable à celui que préconisait grossièrement Hébert : le baron Hue, après sa sortie du Temple, se détermina à voir le procureur général de la Commune, afin d'obtenir l'autorisation de rentrer au service de la famille royale : Chaumette l'accueillit avec effusion, lui parla « confidentiellement, » raconta sa jeunesse mouvementée et rude dont il jouait à tous propos; puis, laissant entrevoir tout l'intérêt que lui inspirait le Dauphin : « Je veux, dit-il paternellement, lui faire donner quelque éducation; *je l'éloignerai de sa famille pour lui faire perdre l'idée de son rang...* » Tel était le verdict et dès avant la mort de Louis XVI.

Depuis que le jeune prince est devenu Roi, Chaumette s'intéresse beaucoup au Temple; presque chaque jour, il en parle au Conseil général, divulguant les précautions prises ou à prendre, ou, même, racontant les visites qu'il y fait : car il y va très souvent; Hébert s'y rend aussi quelquefois; un soir, à dix heures, ils arrivent ensemble, ivres tous les deux. C'est grâce à eux surtout, aux discussions que leurs récits suscitent dans la Commune, que nous sommes renseignés sur l'existence des prisonniers. Matériellement elle n'est pas pénible : il semble que la plupart de leurs réclamations sont favorablement accueillies; à mesure que coulent les jours, la surveillance se lasse et s'émousse; le grand mouvement de fournisseurs, de

soldats, de serviteurs, d'hommes de peine, de lingères, d'entrepreneurs, de blanchisseuses, d'ouvriers, de commissionnaires qui, du matin au soir, circulent au Temple, crée un continuel va-et-vient dans les cours et dans les jardins. Les appartements de la Tour sont mal protégés contre cette invasion; à tout instant y entrent les monteurs de bois, les frotteurs, les porteurs d'eau, quand ce ne sont pas les serruriers, les fumistes ou les menuisiers appelés pour quelque réparation. On distribue près de sept mille cartes par mois, et l'on comprend que, dans ces conditions, il n'est pas besoin de beaucoup de ruse pour pénétrer auprès de la Reine. On a vu qu'elle reçoit, outre Mlle Pion et le médecin Brunier, le peintre Kocharsky, Jarjayes, le baron de Batz, ces deux derniers sous un déguisement; d'autres visiteurs encore, signalés dans les documents de façon très sommaire et dont il n'est plus reparlé; sans compter Turgy qui, secrètement, se charge de la correspondance, porte et rapporte des billets écrits à l'encre invisible, sert à la Reine de commissionnaire auprès de Mme de Sérent et de Toulan. Chaumette, très au courant, ou croyant l'être, s'occupe, dès la dénonciation des Tison, à celer les prisonnières. Comme, depuis quelques jours, la Reine a consenti à prendre l'air et à monter avec ses enfants sur la plate-forme supérieure de la Tour, il apprend que le public, du fond des rues voisines, apercevant les détenues « qui paraissaient tristes et consternées, » s'attroupe chaque matin pour guetter leur promenade. Le procureur général s'inquiète; il court au Temple, explore la plate-forme et rapporte ses impressions au Conseil de la Commune : on peut, de là-haut, communiquer par gestes avec des affiliés postés dans les maisons avoisinantes; un des notables propose d'exhausser le parapet, « de façon à ce que les prisonniers ne puissent voir que le ciel au-dessus de leur tête; » mais Chaumette estime la précaution un peu trop dure : il a des scrupules. « La postérité nous attend, dit-il, et déjà nous vivons dans l'Histoire! » Et il est arrêté que l'on posera, entre les créneaux, une cloison de jalousies.

Son but n'est pas de torturer les détenus : — s'il a « l'inflexibilité d'un magistrat, » il possède « la sensibilité d'un père, » ainsi qu'il le confesse lui-même; il ne cherche qu'à isoler complètement le Dauphin, afin d'en disposer à son gré, de l'avoir tout à soi. Rien à tenter, tant que l'enfant vivra avec sa

mère, sa sœur et sa tante, et il faut d'abord arriver à le séparer d'elles : le 29 mars, une députation de la section du Finistère se présente à la Commune pour demander le prompt jugement de la Reine et d'Élisabeth et proposer de réunir les sections « à l'effet de rédiger une adresse à la Convention sur les mesures à prendre pour que le fils de Louis XVI ne succède pas à son père. » Chaumette a-t-il soufflé la motion? On ne peut le dire; mais il l'approuve, et les pétitionnaires sont admis « aux honneurs de la séance. » Il proclame avec tant d'éclat l'urgente nécessité de resserrer la détention que le cordonnier Wolf, qui fournit Madame Royale et Madame Élisabeth, est pris de peur : si les brodequins et bottines qu'il envoie au Temple allaient être considérés comme moyen de correspondance?.. Et le voilà déclarant à la Commune qu'il ne peut répondre des marques « qui se trouveraient dans la fourniture de six paires de souliers pour la sœur et la fille de Louis Capet, ces souliers ayant passé de main en main... » La municipalité nomme deux spécialistes, — dont l'un est Simon, bien entendu, — « pour vérifier ces chaussures et savoir si, dans leur contexture, elles n'ont rien de suspect. » Maintenant on élève un mur de dix-huit pieds de haut, qui entourera la prison et celle-ci sera dégagée complètement de toute construction parasite. Il semble, au renforcement exagéré de ces précautions, voir un prestidigitateur préparant un tour et s'appliquant à en exagérer l'apparente difficulté. On se les expliquerait si les tentatives d'évasion, dont la réalité n'est pas douteuse, servaient à en justifier la nécessité; mais, au contraire, ces tentatives, on affecte de les considérer comme étant sans importance : on n'a ni recherché ni inquiété leurs auteurs. Si bien que ceux des membres de la Commune qui sont demeurés lucides et s'offrent le luxe de réfléchir, ne comprennent rien à ces anomalies. L'un d'eux, Goret, écrivait : « Qui avait fait prendre toutes ces précautions dont une partie pouvait être superflue? Je l'ignore; je ne les ai jamais entendu délibérer dans le Conseil Général, et j'ai toujours pensé *qu'un parti occulte et puissant mettait la main à tout cela à l'insu du Conseil et même du Maire qui le présidait.* » Et Verdier, flairant une énigme, dira : « Les municipaux,... *excepté ceux initiés aux mystères*, voyaient de plus près les horreurs qui se passaient; mais ils n'en connaissaient pas plus que les autres citoyens les motifs et les instruments.

Depuis quelques jours le petit Roi souffrait d'un point de côté « qui l'empêchait de rire, » quand, le 9 mai, un jeudi, vers sept heures du soir, il se plaignit d'un violent mal de tête : une forte fièvre survint; on coucha l'enfant qui fut pris d'étouffements. La Reine, très inquiète, réclama aussitôt un médecin; le soir même, la demande était soumise à la Commune; Hébert, qui était allé au Temple dans l'après-midi, prit la parole, attestant que c'était « une maladie de commande. » « J'ai vu, dit-il, aujourd'hui le petit Capet; il jouait, sautait et paraissait se porter très bien. » En conséquence de ce témoignage, la consultation fut refusée. Le surlendemain, un membre du Conseil Général se préparait à donner lecture du bulletin de santé du jeune prisonnier; mais sur la réclamation des assistants, le président dut passer à l'ordre du jour. Le dimanche seulement, le Conseil Général consentit à envoyer au Temple, non pas le docteur Brunier qu'avait désigné la Reine, mais le citoyen Thierry, médecin ordinaire des prisons, afin de ne pas choquer l'égalité.

Le jeune Roi fut malade durant une quinzaine : on peut dater sa convalescence du 29 mai, jour où Marie-Antoinette demande aux Commissaires le roman de *Gil Blas* « pour amuser son fils. » Nouvelle discussion au Conseil Général auquel la requête est soumise. Un membre, sans doute un habitué du Temple, observe que cet enfant, « étant très spirituel, très intelligent, ne pourrait apprendre qu'à faire de très mauvais tours en étudiant la morale et les principes de *Gil Blas*. » Un autre conseille plutôt *Robinson Crusoé*. Un troisième se désintéresse du choix d'un livre : « C'est un enfant gâté; sa mère lui a inculqué ses principes; vous ne le gâterez pas davantage... » *Gil Blas* est accordé. De quelques jours on ne parlera plus du Temple : la Commune livre sa grande bataille et remporte sa grande victoire : elle a soumis la Convention et obtenu d'elle qu'elle se mutilât. Chaumette peut se croire omnipotent et rêver l'inaccessible : ceux qu'il vient d'abattre étaient des rivaux dangereux : on possède en effet la preuve, — Couthon et Saint-Just le déclareront au nom du Comité de Salut public, — que ces Girondins, maintenant vaincus, projetaient « d'enclouer le canon d'alarme, de s'emparer du Temple et de proclamer Louis XVII. » Délivré de cette concurrence, Chaumette combine les moyens de parer dans l'avenir à

toute compétition similaire : l'heure est venue de frapper le coup décisif en séparant le Dauphin de sa famille : on se débarrassera ensuite « des femmes » au moment opportun.

En juin, l'enfant est de nouveau alité : il s'est blessé en jouant et la Reine désirerait consulter à ce sujet le docteur Hippolyte Pipelet, troisième du nom, spécialiste fameux qui demeure rue Mazarine. La Commune ne juge pas à propos de faire appeler cet « artiste » et arrête que « le malade sera traité par le bandagiste ordinaire des prisons. » Pourtant la Reine « exige » Pipelet, et l'obtient. Elle a ses raisons et l'on voit poindre ici cette conception satanique qui, désormais, sera mêlée à l'histoire du Temple et soulèvera un tel cri de réprobation et d'horreur que, après un siècle écoulé, l'écho en persiste encore.

Hébert et Chaumette sont venus au Temple, un soir, dans les premiers jours du mois; ils ont vu le petit Capet souffrant du mal spécial dont il est atteint. Quelle épouvantable imagination leur a traversé l'esprit lorsqu'ils redescendent l'escalier? Quelles obscènes grossièretés ont-ils proférées dans la salle des Commissaires avant de quitter le Temple? Se représente-t-on ces deux hommes, retournant par ce soir d'été vers l'Hôtel de Ville, combinant en collaboration la machination dont ils feront usage en temps propice et évaluant tout le parti qu'ils en pourront tirer pour confisquer le fils et tuer la mère, — par respect pour les bonnes mœurs? Car l'ignoble accusation germa de ce jour-là, et c'est parce qu'elle en fut informée, — par Turgy ou par un autre, — que la Reine voulut en appeler à l'autorité du docteur Pipelet. C'est par lui-même qu'on est instruit des circonstances de son intervention : il doit aller, de sa personne, à la Commune, où il est d'abord hué avec frénésie, en sa qualité d'ancien médecin de la Cour; quand il peut enfin se faire entendre et solliciter de cette meute l'autorisation d'entrer au Temple, les braillards tentent de l'en détourner en lui déclarant « qu'il ne sera payé que comme pour un simple prisonnier... » Le lendemain, il pénètre dans la Tour sous la conduite des municipaux qui font déshabiller le jeune prince, le placent debout sur une chaise devant la fenêtre et ordonnent au médecin « de constater que l'enfant a dans le sang un vice qui doit le faire périr. » Ils lui signalent particulièrement le mal local dont ils imputent l'origine à l'impudeur de la mère.

Le docteur examine, questionne et reconnaît que « le prince est *parfaitement sain,* » qu'il s'est blessé en chevauchant un bâton, « comme font les enfants, » et il insère dans son procès-verbal la cause et l'effet de cette incommodité dont, après quelques soins, « il ne resta aucune trace. » Dès le 23, le Dauphin descendait avec la Reine dans le jardin du Temple : on l'y voyait jouer et courir : son entrain au jeu, son amour pour sa mère, sa gaieté espiègle mettaient en joie toute la prison; cet enfant « attachant et charmant » amadouait les plus rogues des municipaux et l'un d'eux avoue n'avoir pu se tenir de l'attirer à l'écart pour l'embrasser.

Le fils Capet et Antoinette « jouissent d'une aisance qu'ils ne connaissaient plus depuis neuf mois, écrit un gazetier; on a donné à l'enfant une quantité de joujoux de son âge. » C'étaient leurs derniers jours de vie commune; peut-être, à la veille de commettre le forfait, Chaumette avait-il senti s'éveiller « sa sensibilité de père; » il était l'homme de ces contrastes et s'attendrissait par boutades; mais il n'en comptait pas moins les heures accordées au fils et à la mère et il avait déjà fixé celle où leur martyre allait commencer.

Ces beaux jours du plein été furent gros de tragédies dans la morne Tour des Templiers. Depuis qu'on leur marchandait les visites de leur fille Pierrette, les Tison restaient sombres et taciturnes. Ce père et cette mère en sont à jalouser la prisonnière qu'ils espionnent et qui, elle, a le bonheur de vivre avec son enfant; ils passent leur rancune sur le petit Roi que Tison accuse d'être un *délateur!* Depuis qu'elle a dénoncé Toulan, Lepitre et les autres, la Tison, elle, n'est plus la même : elle languit, se lève tard, refuse de prendre l'air sur la plate-forme ou dans le jardin ; quand, chaque soir, les nouveaux commissaires se présentent, elle guette leur arrivée, les dévisage... Jamais ceux qu'elle a livrés ne reparaissent. Elle rentre dans sa chambre et, à travers la cloison, on l'entend parler toute seule, aux prises avec des cauchemars qui l'agitent. Elle s'alarme de l'indisposition du Dauphin ; s'il allait mourir faute de soins! Le remords la torture d'être la cause de tout le mal : Thierry, le médecin des prisons, la soigne; mais sa maladie n'est pas de celles que les remèdes guérissent. Le 28 juin, son mari l'oblige à révéler aux commissaires que la Reine et Ma-

dame Élisabeth entretiennent avec Turgy une correspondance quotidienne : elle descend à la salle du Conseil, portant comme pièce à conviction un flambeau sur le binet duquel est tombée une goutte de cire à cacheter. Est-ce en parlant aux commissaires qu'elle apprend « ce qui se prépare? » A-t-elle surpris une allusion au projet d'arracher le Dauphin à sa mère, ou l'a-t-elle deviné à certains changements dans la vie régulière de la Tour? L'appartement du second étage, fermé depuis la mort de Louis XVI, est, en effet, rouvert; deux guichetiers nouveaux sont entrés en fonctions. La Tison a compris : elle remonte à sa chambre, haletante. A dix heures du soir, on frappe à la vitre : que lui veut-on? La voix d'un commissaire l'avise que Pierrette est en bas, qu'elle la demande. — Pierrette? Mais non, elle ne vient jamais si tard. — La Tison ne veut pas descendre; pourtant son mari l'entraîne dans l'escalier; elle résiste; elle crie qu'on veut la mener en prison : on la pousse dans la chambre du Conseil. Sa fille est là : elle a profité de la fraîcheur du soir pour venir embrasser ses parents. La mère est rassurée; mais quand il faut remonter, elle s'y refuse: elle a peur maintenant de se retrouver là-haut, en présence de cette reine à qui, dans deux jours, on va voler son enfant. Tison s'emporte; les municipaux la bousculent. Arrivée enfin à l'antichambre du troisième étage, elle aperçoit la Reine dont Turgy, Marchand et Chrétien se disposent à servir le souper : la Tison va droit à elle, et, sans souci de la présence des municipaux, elle se prosterne: « Madame, dit-elle, je demande pardon à Votre Majesté : je suis une malheureuse ; je suis la cause de votre mort et de celle de Madame Élisabeth... » Les prisonnières la relèvent avec bonté; mais la Tison avise Turgy, se trouble, s'agenouille devant lui, sanglotant : « Turgy, pardonnez-moi! Je suis la cause de votre mort... » On l'entraîne, agitée de convulsions affreuses. Le lendemain les médecins vinrent : elle était folle. La Commune arrêta qu'elle serait soignée hors de la Tour et, le 1er juillet, huit hommes, ayant peine à la contenir, la conduisirent au Palais du Temple où une garde s'installa auprès d'elle.

Ce même jour était rendu l'arrêté du Comité de Salut Public ordonnant que le Dauphin serait remis entre les mains d'un instituteur et vivrait désormais « dans un appartement à part, le plus sûr de la Tour. » L'arrêté avait été sollicité par la

Commune, on n'en peut guère douter à la façon dont celle-ci l'annonça à la population parisienne, affectant d'en laisser toute la responsabilité à la Convention nationale : — « Depuis l'exécution de Louis XVI, annonce le *Courrier Français*, la Convention paraissait avoir entièrement oublié les personnes de sa famille qui sont détenues au Temple. Le Comité de Salut public vient de s'en occuper et, en conséquence de ses arrêtés, le fils du ci-devant Roi sera séparé de sa mère. » L'arrêté n'édictait pas l'isolement proprement dit : il n'interdisait point tout rapport entre la Reine et son fils, mais seulement la cohabitation continue. La Commune en aggrava cruellement la rigueur : ainsi le Comité laissait à sa discrétion la nomination de l'instituteur : Chaumette confia, ou approuva que l'on confiât cette mission à son séïde Simon, et ce choix, à ceux qui connaissaient l'homme, dut paraître une dérision. Ignorant, borné, brouillon, absolument inculte, incapable d'écrire une ligne correcte ou seulement lisible, le savetier ne possédait qu'une qualité qui justifiât la décision de son protecteur : la passivité. Si, en le désignant, le procureur de la Commune qui, on l'a vu, redoutait « le jugement de l'histoire, » n'eut pas pour but unique de s'assurer auprès de l'enfant un instrument docile, sa préférence pour ce rustre resterait inexplicable. Nul ne peut supposer, d'ailleurs, qu'il lui fut imposé par un vote de la Commune : on sait ce qu'étaient les séances du Conseil général et la soumission de tous aux avis du « patron. » Simon n'aurait jamais été nommé s'il n'avait pas été l'homme de Chaumette, son patron, son collègue à la section du Théâtre français, son tuteur, son répondant. Pour le cordonnier la promotion était inespérée : le Conseil Général lui ayant décerné, en même temps que le titre de successeur de Fénelon comme éducateur de l'Enfant de France, 9000 livres de traitement.

Le 3 juillet, après le souper des prisonnières, c'est-à-dire à dix heures du soir, les municipaux de service au Temple, Eudes, tailleur de pierre, Gagnant, peintre, Véron, parfumeur, Cellier, défenseur officieux, Devèze, charpentier, et un certain Arnaud, exerçant la singulière profession de « lecteur secrétaire, » se présentèrent à la Reine et lui donnèrent lecture de l'arrêté du Comité de salut public. De la scène déchirante qui suivit on ne possède que deux relations très succinctes : la première est le procès-verbal des Commissaires de la Com-

mune; il est ainsi conçu : « Après différentes instances, la veuve Capet s'est enfin déterminée à nous remettre son fils qui a été conduit dans l'appartement désigné et remis entre les mains du citoyen Simon qui s'en est chargé. Nous observons au surplus que la séparation s'est faite avec toute la sensibilité à laquelle on devait s'attendre dans cette circonstance où les magistrats du peuple ont eu tous les égards compatibles avec la sévérité de leurs fonctions. » L'autre récit, empreint de plus d'émotion, est celui de Madame Royale : « Ce 3 de juillet, à dix heures du soir, on nous lut un décret de la Convention qui portait que mon frère serait séparé de ma mère et mis dans l'appartement le plus sûr de la Tour. A peine mon frère l'eut entendu qu'il jeta les hauts cris et se jeta dans les bras de ma mère, demandant de n'en être pas séparée. Ma mère fut saisie aussi de ce nouvel ordre et ne voulut pas donner mon frère et défendit le lit où il était contre les municipaux. Ceux-ci voulaient l'avoir, menaçaient d'employer la violence et de faire monter la garde pour l'emmener de force. Une heure se passa en pourparlers, en défense et en pleurs de nous tous. Enfin ma mère consentit à rendre son fils, nous le levâmes et, après qu'il fut habillé, ma mère le remit entre les mains des municipaux en le baignant de pleurs, comme si elle eût prévu dans l'avenir qu'elle ne le reverrait plus. Le pauvre petit nous embrassa toutes bien tendrement et il sortit en pleurs avec ces gens. »

Le thème est riche et prête aux développements : ces trois princesses éplorées faisant un rempart au lit de l'enfant éperdu, réveillé dans son premier sommeil et s'attachant à sa mère de toute la force de ses petits bras; l'attitude forcément piteuse de ces six hommes luttant contre ces trois femmes et les menaçant des soldats; la fille de Marie-Thérèse durant une heure suppliante devant ce tailleur de pierre, ce parfumeur et ce charpentier; le douloureux arrachement, la bousculade de l'enfant qu'on entraîne et qui, de sa petite voix brisée, appelle sa maman, — sa maman! Et les grosses portes de fer qui retombent; et les hommes à écharpes poussant dans l'escalier le petit Roi qui se cramponne à la rampe de fer; et l'entrée dans cet appartement du second étage où il n'est pas venu depuis cet autre soir de larmes, quand son père, sur le point de mourir, l'a serré pour la dernière fois sur son cœur... ; et la honte silencieuse de ces municipaux lorsque, la victoire rem-

portée, ils se retrouvent ensemble à leur bivouac de la salle du Conseil... Ils ne sont pas des monstres; aucun d'eux, sans doute, n'a l'âme d'un bourreau; plusieurs, bien certainement, sont pères, et, de ceux-ci, les lèvres tremblent et les yeux s'humectent à la pensée du petit qui, là-haut, se débat contre son nouveau gardien et refuse de se coucher... Tous ces commissaires étaient, il y a quelques mois encore, de bons garçons, aimant à rire et ne songeant pas à jouer au Spartiate; mais les Chaumette et les Hébert les ont grisés du poison des utopies assassines et leur ont présenté comme un devoir sacré ce que, naguère, ces gens simples auraient considéré comme un crime. Peut-être aussi n'obéissent-ils qu'à la peur. N'importe! Quels que soient leurs airs de bravade et l'allure dégagée qu'ils affectent, ils éprouvent un dégoût de la besogne accomplie, et aucun d'eux ne dut dormir d'un sommeil paisible cette nuit-là, dans la Tour maudite, dont les échos sonores apportaient des cris de femmes et des sanglots d'enfant... Oui, le tableau serait d'un effet certain et il ne fausserait pas l'histoire, car on pourrait le charger en couleurs sans crainte que sa tonalité dépassât, — ou plutôt, sans espoir qu'elle atteignît l'intensité de la scène à peindre; mais les malheurs du petit Roi innocent et martyr ont inspiré, outre quelques pages inimitables, tant de commentaires attendris que les contours nets de la vérité ne se distinguent plus sous la surabondance des gloses. En un tel sujet, plus encore qu'en tout autre, il convient de s'en tenir au simple exposé des rares témoignages authentiques, dût le récit rebuter par sa sécheresse; dût-il même décevoir la sensibilité des lecteurs, surpris de ne point retrouver dans l'histoire ainsi dénuée d'ornements, l'émouvante impression que leur a laissée la légende.

On touche ici à une période de la vie du Dauphin, où l'on va se trouver en désaccord avec une tradition plus que séculaire : celle de la cruauté du cordonnier Simon et des tortures systématiques qu'il infligea à son « élève. » Comment cette tradition prit-elle naissance? Peut-être n'en doit-on chercher l'origine que dans le contraste offensant entre l'illustre naissance du pupille et la grossière profession du « Mentor. » Un savetier, précepteur du Dauphin de France! Cette conception outrée a soulevé une si unanime réprobation chez les contem-

porains, ataviquement dévots de la vieille race royale, que leur imagination s'est donné, sur ce thème, libre cours et a suppléé, par induction, au défaut d'informations certaines. Quand vint la Restauration, la légende s'affirma et s'amplifia par les méfaits de l'esprit de parti : chacun apporta son racontage et son anecdote, soi-disant recueillis de témoins survivants, d'ex-geôliers pris de contrition, d'anciens membres de la Commune, tardivement repentants, et c'est de cette broussaille envahissante qu'il faut émonder l'histoire du Temple. Dénuée de ces affligeants agréments, elle se présente singulièrement ingrate et d'une aridité à déconcerter ceux qui l'ont connue abondante et touffue.

A se borner aux renseignements à peu près sûrs, on connaît bien peu de chose de la gestion de Simon et de la façon dont il se comporta à l'égard du jeune prince : il semble bien qu'on le retrouve là ce qu'on l'a vu précédemment, alors qu'il s'évertuait en sa qualité d'inspecteur des travaux du Temple : pas méchant, susceptible de complaisance ou même d'attendrissement, mais obtus, désordonnément imbu des pathos extravagants entendus à sa section ou à la Commune. Dans sa bêtise, il a pris tous ces beaux parleurs pour des apôtres et leurs sentences pour le nouvel Évangile : il a la foi et s'imagine naïvement qu'on l'a placé là, en conscience, dans l'intérêt du petit Capet, pour extirper les préjugés aristocratiques dont s'encroûte l'esprit du descendant des Rois. Simon n'est pas un tortionnaire; c'est un imbécile sincère : il croit que, au simple contact d'un « pur » tel que lui, l'enfant va se démocratiser et monter du rang de prince à l'état d'homme. Au fond de sa sottise il y a du Rousseau, qu'il n'a pas lu, mais dont il adopte, de confiance, pour en avoir vaguement entendu parler, les théories pédagogiques.

Des premiers rapports entre le maître et le Dauphin en larmes dans cette nuit du 3 juillet, on ne sait rien : nul témoignage ne nous indique si le cordonnier prit avec lui l'enfant dans la chambre qu'avait occupée Louis XVI et dont il héritait, ou s'il décida que le petit Capet coucherait seul dans la pièce naguère habitée par Cléry. On n'avait rien changé à l'ameublement et Simon s'étendit pour la première fois de sa vie sous des rideaux de damas, en une couche large et profonde que trois matelas faisaient moelleuse ; il put goûter les fauteuils et

savourer les trois repas cuisinés par les chefs de la Bouche royale et apportés en cérémonie dans l'antichambre par les garçons servants. Rien, en effet, n'avait été changé au régime des prisonniers, et quand Mme Simon arriva au Temple, l'ancienne femme de ménage dut prendre une haute idée des fonctions dont était investi son époux. Elle ne parut que quatre jours plus tard; c'est, du moins, ce qu'on doit inférer de l'arrêté de la Commune daté du 6 juillet qui l'admet à partager l'aubaine advenue à son homme. Singulièrement lourdaude et vulgaire, elle était, du reste, comme l'immense majorité des femmes du peuple de Paris, charitable et bienfaisante; elle s'était dévouée, sans compter sa peine, aux blessés du 10 août, soignés dans le couvent des Cordeliers. Il est aussi faux qu'injuste de la représenter comme une mégère fainéante et aimant à boire.

La remise du Dauphin à Simon causa dans Paris une sensation qu'il faut noter : soit que la nouvelle parût invraisemblable, ou que la malice publique devinât le jeu de Chaumette, soit qu'un comparse indiscret eût trop parlé, le bruit se répandit par toute la ville que la Commune et ses amis de la Montagne ne s'étaient emparés du fils de Louis XVI que pour en faire une arme contre leurs adversaires. Le jeune prince, assurait-on, n'était plus au Temple, on l'avait porté en triomphe à Saint-Cloud : à la tribune de la Convention, Robespierre fulmina contre ces rumeurs séditieuses ; elles se propagèrent jusqu'à Lyon, où, le 14 juillet, un réfugié, Barety, député des Hautes-Alpes, affirmait que « des bruits de restauration monarchique couraient à Paris. » Chose étrange, c'est Chaumette que l'opinion générale plaçait à la tête du mouvement et on prétendait « qu'il avait eu une conférence avec la Reine. » Le Comité de Sûreté générale dépêcha, sans tarder, au Temple quatre de ses membres, afin de s'assurer qu'aucun des détenus n'avait disparu : leur rapport constate qu'ils trouvèrent « dans le premier appartement le fils de Capet jouant tranquillement aux dames avec son Mentor. » Comme Simon l'avait tenu jusqu'alors reclus au deuxième étage, dans la crainte, sans doute, que les larmes de l'enfant n'attendrissent les soldats de garde, ceux-ci en avaient conclu que la rumeur publique était justifiée et que le Dauphin n'était plus au Temple. Les conventionnels l'amenèrent au jardin, pour le faire voir, et alors, devant tous ces hommes, ce brave petit prince de huit ans eut le courage

de protester contre le traitement dont il était victime. Il réclama sa maman, exigea « qu'on lui montrât la loi qui ordonnait de la séparer d'elle... » Et qu'on imagine l'attitude de ces députés à la Convention, de ces commissaires de la Commune, obligés, ou de brutaliser cet innocent pour lui imposer silence, ou, têtes basses, le rouge au front, de l'écouter, enflant sa petite voix et s'essayant à parler en Roi. Le rapport des délégués du Comité de sûreté générale est le premier en date des rares documents qui nous renseignent sur l'attitude du cordonnier à l'égard de son élève : document suspect, dira-t-on, car si les Conventionnels avaient surpris Simon occupé à rouer de coups sa victime, ils se seraient, sans nul doute, abstenus de mentionner le fait. Soit! Mais d'autres indices attestent, sinon la sollicitude, du moins la modération des Simon; le docteur Pipelet, honoré de toute la confiance de la Reine et qui vint, à la demande formelle de celle-ci, examiner le Dauphin, vers le 20 juin, ainsi qu'on l'a rapporté, prolongea, « durant tout un mois, » le traitement ordonné à l'enfant; il le vit donc fréquemment, sinon quotidiennement, durant les vingt premiers jours de la gestion du cordonnier. Un autre médecin donna, concurremment avec Pipelet, des soins au prisonnier: le docteur Thierry, « médecin des prisons, » dit-on en prêtant à ce titre une intention péjorative; mais il avait été médecin consultant du Roi, et Mme de Tourzel se félicite de savoir le jeune prince soigné par ce docteur renommé; elle rencontrait Thierry chez le maréchal de Mouchy et le vit « profondément touché de la situation de la famille royale; il alla trouver Brunier pour s'informer du tempérament de l'enfant... » et il s'adjoignit, pour ses visites au Temple, le docteur Soupé, maître en chirurgie.

Thierry vint seize fois à la prison « après la séparation, » précise le mémoire de ses honoraires, et ses dernières consultations datent des premiers jours de janvier 1794; elles s'espacèrent donc pendant toute la durée du séjour de Simon. Du reste, le fils de Louis XVI n'était pas gravement malade; il avait été atteint, au temps où il vivait encore avec sa mère, d'une « affection vermineuse, » et les visites des docteurs n'avaient pour but que de prévenir le retour de cette indisposition. Le 4 juillet, premier jour de vie commune avec le savetier, on lui apporte de chez l'apothicaire Robert un bouillon médicinal

« fait au bain-marie avec veau, cuisses et reins de grenouilles, sucs de plantes et terre foltée ; » chaque jour du mois de juillet, le même bouillon sera fourni, et, pour intimes que soient ces détails, ils n'en ont pas moins leur importance, puisqu'ils établissent les attentions minutieuses dont était l'objet le prisonnier. Ne voit-on pas qu'ils détruisent en même temps la persistante légende des coups, des cruches d'eau froide vidées dans son lit, des rasades de vin et d'eau-de-vie qu'on le forçait d'absorber malgré ses répugnances ? Suppose-t-on que des médecins tels que Pipelet et Thierry n'auraient jamais surpris aucun symptôme révélateur d'une vie si misérable, ou supportaient-ils qu'on s'ingéniât à rendre malade, durant qu'ils lui donnaient des soins, le jeune prince auquel ils témoignaient tant d'intérêt?

En ce qui concerne la nourriture, nulle restriction depuis la mort de Louis XVI : à la séance du Conseil général du 1er septembre, un membre observe que « la table des détenus est toujours servie avec la même profusion; » et quand, dans l'automne, seront effectuées les grandes réformes, il sera décidé « qu'aucune modification ne sera apportée au régime du petit Capet. » Son précepteur le promenait dans les jardins et sur la plate-forme de la Tour; il avait obtenu qu'on dressât un billard dans l'une des chambres de la prison ; les commissaires de service le rejoignaient là ; il y amenait l'enfant et on y admettait, pour jouer avec le fils du tyran, tandis que les municipaux faisaient des carambolages, la petite Clouet qui accompagnait sa mère, l'une des blanchisseuses du Temple, lorsque celle-ci rapportait, tous les dix jours, le linge lessivé. Simon s'est procuré, pour l'amusement du Dauphin, un chien que celui-ci appelle *Castor* et « qu'il aime beaucoup; » même, pour distraire son pupille, qui rêve d'avoir des oiseaux, le cordonnier fait disposer, dans l'embrasure d'une des profondes fenêtres de son appartement, une volière, construite en chêne, avec perchoir à trente-deux bâtons; sous prétexte de « donner du jour aux oiseaux, » il enlève une planche à la hotte de bois qui obstrue la croisée. On voit aussi, dans les mémoires des fournisseurs du Temple, qu'une des tourelles a été transformée en pigeonnier; bien longtemps plus tard, figureront encore dans les comptes des mentions de ce genre : « Grains pour les pigeons du petit Capet. » Simon fait plus encore : il a découvert

dans le logement de Mathey, le concierge de la Tour, une autre cage, une cage merveilleuse, celle-ci, et qui provient, croit-on, du garde-meuble du prince de Conti : elle « est toute en argent, avec des guirlandes dorées en or moulu et des cristaux; » elle comporte « un carillon et une serinette pour instruire les oiseaux, » et le travail en est admirable : « une infinité de tambours, ressorts, fusées, soufflets et détentes, au moyen desquels les oiseaux, en allant se poser sur l'un des bâtons pour manger, font jouer la serinette. » Simon porta la cage dans son appartement; mais, comme le mécanisme ne fonctionnait plus, il la confia, de sa propre autorité, au citoyen Bourdier, horloger mécanicien, quai de l'Horloge du Palais, s'engageant à payer *de sa poche* la réparation du féerique jouet.

Le cordonnier et sa femme veillaient également à la propreté et à l'entretien du Dauphin. On trouve, par exemple, dans les comptes, mention d' « un thermomètre pour les bains; » les mémoires des blanchisseurs attestent que son linge était abondamment et constamment renouvelé; on lui voit nombre de costumes; on sort des armoires les vêtements de couleur dont il disposait avant le 21 janvier; car, désormais, il ne portera plus le deuil de son père. Outre deux redingotes de basin blanc que Bosquet, ci-devant tailleur du Roi, a fournies pour l'été, il livre, en septembre, une veste, un gilet et un pantalon de nankin, une redingote en drap de Louviers, doublée de soie, un petit habit, un gilet et un pantalon de même étoffe; et, quoique les comptes du Temple soient répartis entre trop de diverses séries d'archives pour qu'on puisse se flatter d'une investigation absolument complète, si l'on excepte la « veste » précitée et les « pantalons, » — vêtements démocratiques adoptés par les exaltés qui durent à cette affectation leur sobriquet de *sans-culottes*, — on peut constater que Simon n'obligea pas son élève à revêtir « la livrée de la Révolution. » Pas une *carmagnole* dans la garde-robe; pas un bonnet rouge; un dessin pris sur nature à l'automne de 1793 nous montre la cour du Temple où, parmi les factionnaires armés de piques ou de fusils, les municipaux, les ouvriers jardiniers et autres, passe Simon accompagné du Dauphin : le cordonnier est coiffé d'un bonnet phrygien d'une dimension en rapport avec la ferveur de son républicanisme; mais le « fils Capet » porte un feutre à grands

bords, et, sur une large ceinture de ruban, le petit habit que nombre de ses portraits ont popularisé.

Ainsi rencontre-t-on dans les documents authentiques le germe originel de tous les navrants récits qui ont fait verser tant de larmes : l'oiseau préféré écrasé par un municipal farouche, les jouets brisés par une main brutale, les coups de chenets qui renversent le petit prince à demi-mort; les réveils en sursaut dans les nuits froides. Mais de ces faits eux-mêmes, pas une trace. Bien plus, ils sont démentis par tout ce qu'on sait de façon certaine. On ne peut douter de la bonne foi et de la sincérité des premiers historiens de Louis XVII qui les recueillirent des survivants du Temple; mais, de ceux-ci, la mémoire était-elle bien fidèle, et n'y avait-il pas, dans le frelatage, inconscient ou non, de leurs souvenirs, une sorte de remords, de revanche même d'une involontaire et trop docile complicité du crime épouvantable dont la hantise les poursuivait? Charger Simon de toutes les lâchetés, n'était-ce point se disculper soi-même et se délivrer du cauchemar au détriment d'une mémoire honnie?

Car il y eut crime; et d'autant plus odieux qu'il fut plus hypocrite. On peut en être assuré, Chaumette et Hébert n'ont point livré le fils du Roi au cordonnier pour que celui-ci « s'en défasse; » ils apprécient trop la valeur de l'otage qu'ils détiennent et qui doit, l'heure venue, détourner de leur front la foudre menaçante. La mission de Simon est tout autre : il est chargé de « démocratiser » l'enfant royal, de lui inculquer les principes et de lui enseigner les façons du peuple. — « Je lui ferai perdre l'idée de son rang, » a déclaré Chaumette; « il faut que le petit louveteau perde le souvenir de sa royauté, » a renchéri Hébert. Et c'est à cela que le savetier travaille : oh! à sa manière, qui n'est point celle d'un rêveur comme Rousseau ou d'un énergumène à syllogismes tel que Clootz. Celle de Simon consiste simplement à initier son pupille aux beautés du style du *Père Duchesne* et au parler grossier des polissons de la rue : plus d'orthographe, — il en serait bien en peine; — plus de fables ni d'histoire sainte ou autres où sont consignés les méfaits d'une foule de tyrans cruels et de prêtres exploiteurs. Le descendant de Louis XIV et des Césars romains épellera les *Droits de l'Homme* affichés dans l'antichambre et il chantera les chansons du peuple : Simon lui-même n'en sait

pas davantage et il se pique d'être bon patriote. Le pis est qu'il croit bien agir et conquérir, par cet exploit pédagogique, la gratitude de la postérité. Son ineptie est telle que son amour-propre d'éducateur doit se dilater au premier gros mot de l'élève : et il n'a pas longtemps à attendre. Qui n'a constaté la facilité avec laquelle les enfants retiennent tout ce qu'ils ne devraient pas entendre et combien leur esprit malléable se révèle prompt à l'imitation et friand du fruit défendu ? Il a suffi de quelques b... et de quelques f... à la façon d'Hébert pour que le jeune roi se montre, en ce genre d'éloquence, aussi abondant que son professeur.

Et celui-ci poursuivra ses leçons, flatté déjà de leur bon effet et des compliments que leur succès lui vaudra. Hélas! Des témoignages irrécusables ne permettent pas de douter, comme on le souhaiterait, du trop rapide résultat de cette exécrable profanation ; c'est, d'abord, celui de Madame Royale, toujours si rigoureusement exact : « Nous l'entendions tous les jours chanter avec Simon la *Carmagnole*, l'air des Marseillais et autres horreurs : il lui faisait chanter aux fenêtres pour être entendu de la garde, avec des jurements affreux contre Dieu, sa famille et les aristocrates. » Le scandale est tel que, un jour d'août, le municipal Lebœuf, chef d'institution, ne peut se défendre d'interpeller Simon et de lui reprocher les discours qu'il tient devant son élève. Sur l'altercation elle-même on n'est pas renseigné; mais, un soir, au Conseil général, Lebœuf est dénoncé comme « s'étant plaint que le petit Capet jure et qu'on lui donne une éducation trop sans-culottière ; » Lebœuf, pour comble d'audace, « a témoigné plusieurs fois le désir que le fils de Louis soit élevé à la manière de Télémaque. » L'affaire revient le 5 septembre : Chaumette, cette fois, prend la parole : il accuse Lebœuf « de s'être introduit au Temple d'une manière peu digne d'un magistrat, d'y avoir trouvé une idole et de l'avoir adorée ; » il a osé réprimander le patriote Simon et « trouver mauvais qu'on élevât le petit Capet comme un sans-culottes. » A quoi Lebœuf répond que, par état, il n'aime pas entendre des chansons indécentes; Simon s'est permis d'en répéter de semblables devant son pupille. Le pudique municipal est « envoyé à la police » et on appose les scellés sur ses papiers; deux jours plus tard, la perquisition au domicile de l'inculpé n'ayant rien révélé de suspect, il est mis

en liberté ; mais à l'invitation de ses collègues de reprendre sa place parmi eux, il riposte dignement en leur envoyant sa démission.

Le malheureux prince, d'ailleurs, ne se rend pas compte de sa déchéance : il est trop jeune pour que les instincts de délicatesse et de distinction qu'il tient de son atavisme puissent lutter victorieusement contre l'entraînement à cette vulgarité qu'il juge tout à fait masculine. Et puis, sauf très rares exceptions, ce langage de corps de garde sur les lèvres d'un roi de huit ans amuse, sans les révolter aucunement, ces municipaux parisiens, nés, pour la plus grande part, et habitués à vivre parmi la populace : c'est pour eux une satisfaction pervertie d'entendre le fils de la fière Autrichienne s'exprimer à la sans-culottes, tutoyer tout le monde, lâcher des jurons et exagérer la grossièreté du rôle qu'il s'impose, — pour « faire l'homme, » — d'autant qu'il en reçoit plus d'approbation et d'éloges. On les voit, ces inconscients, s'esclaffer à chacun des gros mots du Dauphin de France, ravis qu'il soit sans morgue, dégradé, pareil aux polissons du pavé.

Il ignorait que sa mère eût quitté le Temple un mois après qu'on l'avait arraché de ses bras; il croyait qu'elle était encore, avec Madame Royale et Madame Élisabeth, au troisième étage de la Tour; et ici se place un trait révélateur des progrès qu'obtenait Simon de son trop docile élève, trait horrible et qu'on doit s'excuser de rapporter, encore qu'on ne puisse le faire qu'en l'émondant... Le municipal Daujon, ennemi convaincu des « tyrans, » mais artiste distingué et par conséquent moins rude que la plupart de ses collègues, se trouvait de garde chez Simon et jouait aux boules avec le Dauphin : dans l'appartement des « femmes, » situé à l'étage supérieur, on entendait « sauter et comme traîner des chaises; » l'enfant, quittant ses boules, s'écria avec un mouvement d'impatience : — « Est-ce que ces sacrées p.....-là ne sont pas encore guillotinées? » « Je ne voulus pas entendre le reste, ajoute Daujon, je quittai le lieu et la place. » Voilà tout ce qu'osait, en manière de protestation, un honnête homme indigné : il « quittait la place! » Et pourtant celui-là avait donné assez de gages de son dévouement à la cause du peuple pour qu'il lui fût permis de ne rien craindre : un tel mot indique mieux que de longues considérations, combien le Conseil général était, par

Chaumette et par Hébert, terrorisé, asservi, réduit au silence.

Durant tout le mois de juillet, la malheureuse reine avait supplié qu'on lui permît de voir son fils; toujours sa requête avait été éludée; elle était parvenue à l'apercevoir en montant jusqu'au niveau de la plate-forme par un escalier situé dans la garde-robe de son appartement. « Son seul plaisir était de le voir passer de loin par une petite fenêtre : elle y restait des heures entières pour guetter cet enfant si chéri. » Elle fut bientôt privée de cette consolation : dans la nuit du 2 au 3 août, « à une heure et un quart du matin, » cinq administrateurs de la police étaient venus la prendre et, dans un fiacre escorté de vingt gendarmes à cheval, l'avaient conduite à la Conciergerie.

En transférant Marie-Antoinette à la prison du Palais, en propageant le bruit de son procès imminent, le Comité de Salut Public paraît avoir eu seulement pour but de décider les puissances étrangères, et particulièrement l'Autriche, à se départir de leur indifférence : il croyait que, pour sauver la Reine de l'échafaud, les souverains de la coalition se résoudraient à des avances que l'on attendait vainement depuis trois mois. Les puissances ne comprirent pas, ou ne consentirent point à entrer en négociation avec le gouvernement de la Terreur et on se demandait ce qu'on allait faire de cet otage embarrassant, nul dans le Comité n'osant prendre la responsabilité de livrer la Reine au bourreau. C'est alors que, dans l'une de ces mystérieuses séances de nuit, séances extra-régulières auxquelles assiste cet espion de l'Angleterre dont on a plus haut constaté l'intrusion, Cambon ayant observé que, peut-être, « en annonçant le prochain procès de la Reine, mais en atermoyant sa date, on garderait encore une chance de traiter avec Vienne, » Hébert prend la parole et prononce une harangue d'une fureur sauvage et désespérée : « J'ai promis la tête d'Antoinette, j'irai la couper moi-même si on tarde à me la donner. Je l'ai promise de votre part aux sans-culottes qui la demandent et sans qui vous cessez d'être... Voici qui vous décidera. » Alors peignant à grands traits la situation du pays, il montre la Révolution et les révolutionnaires destinés à périr : — « Tous vos généraux vous trahissent et tous vous trahiront; *moi tout le premier si... je voyais un bon traité à faire qui me conserve la vie...* Mais... la France sera soumise... nous périrons tous...

Nous ne vivons donc que pour la vengeance... En périssant, laissons à nos ennemis tous les germes de leur mort, et en France une destruction si grande que jamais la marque n'en périsse! Pour cela, il vous faut satisfaire les sans-culottes... les entretenir dans leur chaleur par la mort d'Antoinette... Voilà tout ce que j'ai à vous dire pour vous apprendre mon opinion... » Il sortit sans vouloir rester un instant de plus.

Le sort de la Reine était fixé : encore fallait-il un semblant de formes et Fouquier-Tinville ne dissimulait pas, tant le dossier était pauvre, qu'il redoutait un acquittement : on s'adressa pour l'enrichir au secrétaire de l'ex-commission des Vingt-et-un; on remonta aux griefs recueillis naguère contre Toulan, Lepitre et d'autres; on réveilla de vieilles imputations datant d'octobre 1789 ou du voyage à Varennes; et comme tout cela ne constituait encore qu'un chétif réquisitoire, Hébert qui, on vient de le voir, s'était érigé l'impresario du drame, s'offrit à fournir l'accusation décisive, celle qui, à son avis, devait enlever le verdict. Il n'avait pas oublié l'ordurière supposition éveillée en son esprit lubrique par l'accident survenu au Dauphin, trois mois auparavant, supposition dont l'écho étant venu jusqu'à la Reine avait déterminé celle-ci à réclamer du docteur Pipelet une attestation vengeresse. C'était cette ignoble calomnie qu'il fallait reprendre contre la prisonnière en l'échafaudant sur le témoignage de son fils. Cette machination séduisait d'autant mieux les deux maîtres de la Commune qu'elle rentrait dans le plan d'isolement du petit Capet : quel qu'en dût être l'effet, on invoquerait désormais, pour tenir l'enfant séparé de sa mère, le prétexte de « la morale outragée! » On doit même remarquer que, sur le point de commettre cette action infâme, Chaumette y débuta en prononçant, devant le Conseil Général extasié, un virulent réquisitoire contre les mauvaises mœurs, les livres obscènes et les estampes corruptrices, qu'il proposait de « faire brûler par l'exécuteur des jugements criminels, devant la statue de Brutus! » Et déjà Simon « cuisinait » son élève et lui serinait sa leçon. Il fallait, en effet, par respect pour la vraisemblance, lui laisser l'initiative de l'aveu, et c'est ce qui ressort d'une phrase du cordonnier assurant que « le citoyen et la citoyenne Simon ont appris certains faits de la bouche de l'enfant, et qu'il les pressait souvent de les mettre à portée d'en faire la déclaration. »

Le quinzième jour du premier mois de l'an II, — le calendrier révolutionnaire était dans toute sa nouveauté, — c'est-à-dire le 6 octobre 1793, — un ci-devant dimanche, — Chaumette et Hébert arrivent au Temple : ils ont amené, pour plus de solennité et d'éclat, le maire Pache et des municipaux choisis : Antoine Friry, ci-devant employé à l'administration des loteries, Heussé, fabricant de chocolat, Séguy, médecin, et un certain Laurent qui est de la même section que Simon. On se présente à la salle du Conseil et l'on monte à l'appartement de Simon. Le cordonnier a disposé des sièges et une table devant laquelle s'installe le citoyen Laurent qui va tenir la plume et remplir le rôle de greffier.

De la scène qui s'ouvrit on ne possède qu'un témoignage, celui du procès-verbal, et la décence interdit d'en rien citer; mais il est manifeste que le Dauphin a bien profité des leçons de Simon : après avoir dénoncé les conciliabules de sa mère avec Lepitre, Toulan, et certains autres commissaires, il aborde le sujet répugnant sans gêne ni réserve, en récitant qui ne comprend pas ce qu'il débite et qui n'hésite pas à préciser. On ne lui pose pas de questions : il parle d'abondance, et quand il lui faut signer sa déclaration, il trace son nom *Louis-Charles Capet* d'une main si maladroite qu'on a pu inférer de la dissemblance entre cette signature informe et l'écriture régulièrement appliquée de ses devoirs d'écolier, — au temps où il faisait des devoirs! — que le malheureux enfant est ivre, ou qu'on doit par la force guider sa petite main! Pache signe l'ignoble papier, puis Chaumette, puis Hébert, puis les autres, et Simon le dernier, respectueusement.

Le lendemain, 7 octobre, à une heure de l'après-midi, Pache et Chaumette reparaissent au Temple : ils vont confronter l'enfant avec sa sœur et lui faire répéter, devant cette jeune fille de quinze ans, les obscénités entendues la veille. Cette fois, Hébert et Friry se sont abstenus : ils sont remplacés par l'officier municipal Daujon et par le peintre David, — le grand David! — qui n'a rien à faire là, mais s'autorise de sa qualité de membre du Comité de Sûreté générale pour assister à une scène qui sollicite sa curiosité d'artiste friande d'émotions fortes. N'a-t-on pas surpris naguère le peintre dessinant les attitudes raidies des massacrés de septembre et, dans quelques jours, ne se postera-t-il pas à une fenêtre de la rue Saint-

Honoré, afin d'y saisir au passage un inoubliable croquis de la Reine conduite à l'échafaud?

On entre, comme le jour précédent, à la salle du Conseil où attendent les commissaires de service ce jour-là, Daubancourt, Eude, Cresson et Seguy; celui-ci seul assistera à l'entrevue, et on se rend d'abord au troisième étage afin d'y prendre Thérèse Capet. Deux relations nous renseignent sur cette seconde journée : celle de Madame Royale racontant avec sa précision habituelle, comment, à l'heure où sa tante et elle-même ayant fini de « faire leur chambre, » s'habillaient avant le dîner, Chaumette et ses acolytes se présentèrent à leur porte. Madame Élisabeth ouvrit quand elle fut habillée, et Pache, s'adressant à la fille du Roi, « la pria de descendre. » Madame Élisabeth insista pour accompagner sa nièce : sa requête étant repoussée, elle demanda si la jeune fille remonterait. Chaumette dit : « Vous pouvez compter sur la parole d'un bon républicain : elle remontera. » Marie-Thérèse embrasse sa tante et sort de la chambre, « très embarrassée : » « c'est la première fois qu'elle se trouve seule avec une douzaine d'hommes. » Chaumette, « dans l'escalier, essaie de lui faire des politesses; elle n'y répond pas. » Parvenue au second étage, elle se trouve en présence de son frère qu'elle n'a pas vu depuis plus de trois mois : « elle l'embrasse tendrement; » mais « Mme Simon le lui « arrache » et la jeune princesse passe « dans l'autre chambre. » Chaumette l'invite à s'asseoir, s'assied en face d'elle, un municipal prend la plume et Chaumette interroge :

— Votre nom ?

— Thérèse.

— Dites la vérité.

— Oui, monsieur.

— Cela ne regarde ni vous ni personne.

— Cela ne regarde pas ma mère?

— Non, mais des personnes qui n'ont pas fait leur devoir. Connaissez-vous les citoyens Toulan, Lepitre, Vincent, Bruno, Beugniau, Moelle, Michonis, Jobert?

Et l'interrogatoire s'engage sur les entretiens des prisonnières avec ces municipaux : Madame Royale nie tout; « elle ne connaît aucun de ces messieurs; elle ignore tout ce qui s'est passé. » On introduit le Dauphin : on l'assied dans un

fauteuil où il s'installe, « balançant ses petites jambes dont les pieds ne posent point à terre, » et on l'interpelle de déclarer s'il persiste à soutenir la réalité des scènes de lubricité par lui révélées la veille. Le malheureux enfant répète son accusation. Madame Royale, très confuse, nie obstinément : son frère intervient : « Oui, cela est vrai! » dit-il. Puis on passe au voyage de Varennes, à La Fayette. Comme Chaumette revient à Lepître et à Toulan et que la jeune princesse continue à protester qu'elle ne se souvient pas d'eux, le Dauphin lui rappelle avec vivacité des circonstances qu'elle ne peut avoir oubliées : à quoi elle se contente de déclarer que « son frère ayant plus d'esprit qu'elle et observant mieux, elle peut avoir échappé à ce qu'il a saisi... » Un autre trait encore décèle et l'assurance du petit Roi, et l'empreinte de l'éducation qu'il reçoit, et aussi son inconscience : il semble, au cours de la discussion, qu'il prend le parti de ses accusateurs contre sa famille et ceux qui ont risqué leur vie pour elle : il ne sait ce qu'il dit; il est fier du rôle qu'on lui fait jouer, et, d'ailleurs, parfaitement à l'aise. Comme on les questionne l'un et l'autre au sujet de l'architecte Renard, compromis à l'époque du départ pour Varennes, Thérèse soutient qu'elle ne le connaît pas; mais Charles, — c'est ainsi qu'on l'appelle maintenant, — en la regardant avec autorité, affirme qu'elle le connaît; et la sœur, soumise, reprend qu'elle se souvient de lui, « en effet. » Ce qu'on ne peut imaginer, c'est ce qu'éprouvent ces hommes, à la fois protagonistes et spectateurs de cette odieuse et tragique confrontation : pas un qui se lève et sorte écœuré; pas un qui intervienne et impose silence à ce malheureux enfant grisé de paroles et répétant une leçon apprise; pas un qui avertisse le frère et la sœur qu'on leur tend un piège et qu'on les dupe, et qu'ils envoient leur mère à l'échafaud; pas un non plus qui ajoute foi aux dires du petit prince et qui ne consente cependant à apposer sa signature au bas du procès-verbal parricide. Et de ceci on est certain, puisque l'un d'eux, celui qui tient la plume, l'avoue sans honte : « Je l'ai entendu, ce fils, accuser sa mère et sa tante de...; je l'entendais, je l'écrivais... et moi aussi je disais : je n'en crois rien! »

C'est fini; Daujon lit à haute voix sa rédaction ; on signe; Madame Royale s'approchant de Chaumette lui demande « avec

chaleur » la faveur d'être réunie à sa mère, faveur qu'elle a réclamée, dit-elle, plus de mille fois.

— Je n'y peux rien, réplique Chaumette.

— Quoi, monsieur! Vous ne pouvez l'obtenir du Conseil général?

— Je n'y ai aucune autorité.

On reconduit la princesse au troisième étage; elle embrasse sa tante et, aussitôt, celle-ci descend à son tour. Nouvel interrogatoire, nouvelle confrontation : quand Chaumette en arrive à formuler les honteuses incriminations, la sœur de Louis XVI riposte, comme si rien ne devait l'étonner ni l'émouvoir, venant de ces gens méprisables : « Qu'une pareille infamie est trop au-dessous et trop loin d'elle pour y répondre... » Mais quand elle entend son neveu protester qu'il ne ment pas, qu'il dit la vérité, elle ne peut contenir son horreur : « Oh! le monstre! » crie-t-elle. Au reste, soit que son excitation fût tombée, soit qu'il fût las de cette séance qui durait depuis près de quatre heures, soit, peut-être, que son audace faiblît en présence de Madame Élisabeth, le Dauphin mollissait visiblement. Et c'est encore Daujon qui nous renseigne : plus tard, il faisait part à Goret de sa persuasion que les réponses de l'enfant lui avaient été suggérées : « Tout l'annonçait, dans son air inquiet, dans son maintien... J'ai pensé, disait-il, que Madame Élisabeth n'avait pu s'y tromper, mais que son exclamation était due à la surprise. » La sœur de Louis XVI signa le procès-verbal *Élisabeth Capet*, et elle rejoignit sa nièce au troisième étage, laissant, avec les Simon triomphants de leur succès, son neveu, que ni l'une ni l'autre ne devaient plus jamais revoir. Chaumette emporta son procès-verbal, qu'il fit tenir à Fouquier-Tinville, lequel en sabra les pages de traits de plume et posa dans les marges son terrible *hic* aux bons endroits; trois jours plus tard, en épilogue à sa récente homélie sur les bonnes mœurs, Chaumette instruisait le Conseil général de son exploit du Temple : Lepitre, Dangé, Lebœuf et autres commissaires nommés par le Dauphin étaient arrêtés, et le pudique procureur général termina, en se voilant la face, par la révélation des turpitudes qu'il avait été obligé d'entendre, et « qu'il eût voulu, dit-il, passer sous silence pour l'honneur de l'humanité! »

Quant au Dauphin, il n'éprouva, est-il besoin de le dire? ni

remords, ni scrupule; il faudrait oublier son âge, — huit ans et cinq mois, — douter de son innocence enfantine et ne point connaître sa nature primesautière et spontanée pour ajouter foi un seul instant à la légende touchante, mais inacceptable, qui le montre, dès ce jour-là, sombrant dans la mélancolie et le marasme, résolu à ne plus prononcer un mot, parce qu'on l'a contraint, à force de coups et de boisson, de menaces et de privations, à déposer contre sa mère. Cette histoire-là est plus émouvante, mais elle ne repose sur aucun témoignage, sur aucun texte, sur aucun document. Le Dauphin, comme tous les enfants de son âge, était d'esprit mobile et oublieux; nous l'avons vu prendre quelque présomption de la curiosité dont il se sent l'objet, de l'intérêt que certains, même des plus farouches, lui témoignent, fût-ce avec rudesse et grossièreté; pourtant, lorsqu'il se force à mériter ces suffrages indignes de lui, la nature fine et narquoise du descendant de Henri IV reprend parfois ses droits. Gagnié, le chef des cuisines, a raconté plus tard que, un jour, au billard, plusieurs commissaires se passaient de mains en mains le petit prisonnier, en lui lançant au visage des bouffées de fumée. Il se réfugia auprès de Gagnié, et celui-ci lui dit : « Je suis fâché de vous voir en cet état, Monsieur Charles... — Comment? Tu ne me tutoies pas? fit l'enfant; tu m'appelles *Monsieur?* Tu n'es donc point au pas? Pour te punir, bois un verre d'eau! » Il remplit d'eau un verre que Gagnié vida par complaisance. « Je vous remercie, Monsieur Charles. — ... Toujours *Monsieur?* Oh! je vois bien que tu n'es point au pas... Bois encore un verre d'eau. — Pour le coup, protesta Gagnié, je vous suis obligé, je ne bois pas tant d'eau que ça! » Le jeune prince « riait aux éclats, » jugeant comique de réprimander pour sa tiédeur égalitaire et d'abreuver d'eau un de ces hommes dont il avait remarqué le goût pour l'élocution civique et les boissons moins anodines. La scène dut se passer au milieu d'octobre 1793, s'il est exact, comme le rapporte Gagnié, qu'elle eut pour résultat l'enlèvement du billard; l'ordre de le supprimer est, en effet, du 25 vendémiaire an II. Le rapprochement est douloureux de cette date avec les mots : *le jeune prince riait aux éclats;* le 25 vendémiaire, c'est le 16 octobre! Peut-être, tandis que l'enfant bien-aimé de Marie-Antoinette s'égayait ainsi avec ses geôliers, la Reine, prête à mourir, écrivait-elle

l'adieu déchirant que la venue du bourreau interrompit; peut-être la charrette de Sanson la traînait-elle déjà à travers Paris. Ils le savaient, eux; il ne pouvait pas se faire qu'ils n'y pensassent point, et ils excitaient ces rires d'enfant; ils osaient affronter ce clair regard... Quels hommes et quel temps!

*
* *

Avec la Reine disparaissait le principal obstacle à la séquestration et à l'enlèvement éventuel du Dauphin; ceux qui ont sacrifié la mère sont ceux aussi qui méditent de s'emparer du fils et nul, on le reconnaîtra, n'est mieux placé pour atteindre ce but que Chaumette régnant au Temple comme en pays conquis. Le voilà débarrassé également des Lepître, des Lebœuf et autres collègues de la Commune, coupables, non point tant de s'être montrés pitoyables que de témoigner au prisonnier un zèle attentionné, menaçant pour la réussite du plan qu'il a conçu. Il ne veut pas permettre à d'autres de lui souffler le bénéfice qu'il escompte. De sa machination n'existe, on le répète, aucune preuve écrite ni tangible; mais elle ressort évidente et de la duplicité de l'homme et de l'enchaînement des mesures qu'il prescrit. Ainsi, le 19 novembre, paraîtront devant le tribunal révolutionnaire, les municipaux dont il est urgent de purger le Temple : Dangé, Lebœuf, Lepître, Vincent, Bugneau, Moelle, Michonis et Jobert. On veut se débarrasser d'eux et se procurer un motif de leur interdire, pour un certain temps du moins, l'accès de la prison royale; mais il importe aussi de ne point donner d'éclat à leur procès, afin de ne pas attirer l'attention sur le Temple. De Toulan, le plus compromis, et qu'on aurait du mal à sauver, on a facilité la fuite. Cortey, qui a été l'introducteur du baron de Batz au Temple, n'est pas inquiété : il commande toujours sa compagnie de la garde nationale.

Voilà les autres devant le tribunal, accusés d'avoir comploté l'évasion de la famille royale; et l'inculpation est d'autant plus grave que la Commune leur avait confié la garde des prisonniers : leur condamnation est donc certaine, si prévue, que, le matin même du procès, Mme Lepitre étant venue à sa section solliciter l'autorisation d'entrer à la Conciergerie pour y voir son mari, entend un secrétaire grommeler : « Son mari? Il est maintenant sur l'échafaud ! » Mais non ! Fouquier-Tinville a des

ordres : on lui a bien recommandé la prudence : il lui est interdit de parler du Temple : « Supprimer les détails du projet que fit échouer Simon..., détails à omettre *pour ne pas suggérer de tels moyens publiquement.* » Et quand il se disposera à risquer dans son réquisitoire une allusion au député Chabot à qui la marquise de Jeanson avait offert un million s'il parvenait à sauver la Reine, nouvelle injonction comminatoire : « Ne pas parler de la femme Jeanson qui avait gagné Chabot. » Voilà pourquoi, quand Lebœuf, Michonis et leurs collègues comparaissent devant l'implacable tribunal, leur jugement est une comédie : Lepitre qui, pourtant, a touché de Jarjayes 100 000 livres, « subit un interrogatoire *qui le surprend par le peu d'importance qu'on paraît y attacher;* » Tison qui, le premier, a dénoncé les coupables, n'est pas appelé à témoigner; aucun membre de la Commune ne dépose contre eux ; Fouquier-Tinville se désintéresse de l'affaire : il a cédé la parole à l'un de ses substituts ; même le *Bulletin du Tribunal* passe sous silence les débats. Tous les accusés sont acquittés, embrassés par les juges et par les jurés, sauf Michonis que l'on gardera en prison.

Cependant le déblaiement du Temple se poursuit activement : c'est Hébert qui y préside, car son compère Chaumette est allé se reposer à Nevers, dans sa famille. Comme il y faut un prétexte, on saisit celui, — sordide, — d'une mesure économique : les 500 000 livres attribuées par l'Assemblée législative à l'entretien du prisonnier sont épuisées et la charge va incomber au budget de la Commune. Dès le 24 septembre, on a enlevé à Madame Élisabeth et à Madame Royale les deux cuillers d'argent dont elles faisaient usage, leur sucrier de porcelaine et d'autres objets jugés trop élégants. Tison leur est retiré : depuis qu'il est seul pour les servir, il passe pour s'être fait circonvenir par elles ; mais l'accusation est très vague ; pour mieux dire, elle n'est même pas formulée, et la Commune, docilement, sans réclamer un mot d'explication, permet que Tison demeure désormais captif, dans la petite Tour, au secret absolu, sans que Chaumette et Hébert, qui ont intérêt à l'escamoter, daignent publier quel est son crime et quelle faute expie ce prisonnier de leur bon plaisir. Mathey, le concierge économe, et le coiffeur Danjou, sont supprimés de même façon. On cherche, manifestement, à évincer tous ceux qui, attachés au service de la prison

dès le début de la captivité, ont vu, depuis plus d'un an, grandir le Dauphin. Le 1er octobre, la réforme du Temple est opérée : au lieu de trente employés, il n'y en aura plus que quatorze : le porte-clefs Le Baron, le chef d'office Remy, son collègue Maçon, l'argentier Mauduit, les porteurs de bois, sont expulsés; Cailleux, l'administrateur, est « absent. » Quelques jours plus tard, il est décidé que « l'usage de la pâtisserie et de la volaille sera supprimé : » les détenus n'auront plus à leur dîner « qu'un seul potage, un bouilli, un plat quelconque et une bouteille de vin par jour. » Simon, sa femme et « l'enfant qui leur est confié, » seront nourris comme les commissaires : à dîner, un potage, un bouilli, un rôti, deux entremets, deux assiettes de dessert, ce qui va permettre de renvoyer les trois garçons servants qui sont là depuis le 13 août 1792. Et Turgy monte, pour la dernière fois, le dîner des prisonniers ; il lui est interdit de dresser la table : il remet à chacune des princesses un morceau de bœuf, un gros pain, une cuiller d'étain, une fourchette de fer, et, le lendemain, à six heures du matin, ordre lui est signifié de sortir du Temple sur-le-champ. Cette expulsion n'a point, d'ailleurs, quoi qu'on en dise, l'économie pour motif, puisque, peu de jours après, les trois garçons servants congédiés sont remplacés par un même nombre de serviteurs : Caron, Lermouzeau et Vandebourg. Un nouvel économe est désigné : c'est Coru, un tonnelier, membre de la Commune, à qui l'on attribue 4000 livres d'appointements. Si on ne se débarrasse pas de Gagnié, le chef de la bouche, c'est parce qu'il a consenti de grosses avances aux fournisseurs et qu'on ne sait comment le rembourser.

Et Simon? Maintenant que son rôle est joué, on le pousse dehors. Au début de décembre, dans son zèle plus ardent qu'avisé, il a tenté de récidiver l'exploit qui lui a valu tant d'éloges, lors de l'interrogatoire du Dauphin. Cette fois, soit parce que personne ne l'inspire, soit que son espiègle élève se fût joué de sa niaiserie, celle-ci s'étale au grand jour : n'a-t-il pas la sottise d'adresser au Conseil général un rapport attestant que « Charles Capet se tourmente, » au sujet de « faits importants pour le salut de la République : » il entend, à l'étage des femmes, entre six et neuf heures, des coups frappés régulièrement, puis des pas : ça ne l'étonnerait pas que les prisonnières cachassent de faux assignats, de leur fabrication peut-être,

qu'elles passeraient ensuite par la fenêtre « pour les communiquer à quelqu'un... » Simon, lui, « étant un peu dur d'oreille, » n'a rien entendu; mais « son épouse a confirmé les dires de Charles Capet... » Cette mystification, lue au Conseil général, n'a aucun succès; quelques membres, habitués du Temple, émettent l'hypothèse que ces bruits « sont occasionnés par le bois que les détenues arrangent et par les fagots qu'elles font et défont. » En réalité, ce qu'on entendait, c'était le choc des palets que faisaient mouvoir les deux princesses au cours de leur quotidienne partie de trictrac. Mais cet impair n'a pas accru le prestige du cordonnier : comme Chaumette ne le patronne plus, le Conseil ne lui témoigne plus aucun ménagement. On ne lui permet maintenant de descendre au jardin que sous la surveillance continue d'un de ses collègues; peu après, on lui refuse la carte permettant de circuler hors du Temple et d'y rentrer à sa fantaisie; un jour qu'il exprime le désir d'aller jusqu'à son domicile pour y prendre quelques effets, on l'y autorise, à condition qu'il sera accompagné de deux commissaires : quand, le 27 décembre, il sollicite la faveur d'assister à la fête qui doit se célébrer à l'occasion de la prise de Toulon, on la lui refuse. Il est désormais prisonnier de ses fonctions : il y tient pourtant parce qu'elles sont lucratives : « royalement » logé, bien nourri, chauffé, éclairé, blanchi et 9000 livres ! Jamais le couple ne connaîtra telle opulence.

Et peut-être aussi s'est-il attaché au disciple dont il imagine avoir ouvert l'esprit aux idées nouvelles. Est-il admissible, en effet, que ce ménage de vieilles gens ne se soit pris de tendresse pour cet enfant si attachant par son malheur et par sa gentillesse, si plein d'entrain aussi, qui rit à tout propos et chante toute la journée comme les oiseaux de sa volière? Le cordonnier est brusque, à la vérité, il jure, il sacre, il allonge parfois des taloches, il ne se refuse pas le plaisir de se faire apporter par le Roi de France, ses pantoufles ou son eau chaude : — c'est si tentant! — Mais on le sait, « il n'est pas dépourvu de sensibilité » et il s'attendrit facilement. En ce qui concerne la Simon qui n'a jamais été mère, on la devrait supposer dissemblable de toutes les femmes pour croire qu'elle n'aimât point, — à sa manière, — ce petit Capet dont la présense continue la distrait, l'égaie et la flatte. Même en admettant que le cordonnier fût un monstre et sa femme une mégère, il fau-

drait encore qu'ils fussent en ce genre des phénomènes pour avoir entrepris, — comme on l'a dit, — le lent assassinat de cet orphelin qui peut être demain leur Roi, et qu'ils demeurassent les seuls à ne pas comprendre que leur intérêt est de se ménager, pour l'avenir incertain, sinon sa gratitude, du moins son indulgence.

Quant à Chaumette, — qui l'a compris, lui, — il se sent, de jour en jour, cerné dans une impasse ; il a déchaîné les fauves, et il est impuissant à les réintégrer dans leurs cages. Depuis son retour de Nevers, il marche à l'abîme : il essaie de jeter en pâture à la meute qui le pousse tout ce que, depuis des siècles, vénère le grand Paris : il installe une figurante de l'Opéra sur l'autel de Notre-Dame, reçoit à l'Hôtel de Ville la châsse profanée de Sainte Geneviève. Les séances de la Commune se muent en charges sacrilèges : il y « baptise » un jeune esclave américain de douze ans, sur la tête duquel, en manière d'ondoiement, il pose son écharpe tricolore ; et, sous son inspiration, le Conseil général perdant jusqu'au sentiment du ridicule « charge Dorat-Cubières, son secrétaire, et Ch. Villette, interprète de la Commune, « de convertir le pape et les cardinaux en traduisant à cet effet en langue italienne tous les procès-verbaux qui constatent l'abjuration des prêtres, afin d'envoyer ces actes à Sa Sainteté et à Leurs Éminences. » Malgré ces surenchères, il se sait guetté : à la Convention, au Comité de Salut public, après avoir tremblé devant lui, on le méprise, on le hait, on ne le craint plus : de terribles rancunes, encore dissimulées, montent en flux menaçant : le temps presse pour Chaumette et pour Hébert, s'ils considèrent l'enfant du Temple comme un palladium sauveur, de s'armer, contre leurs adversaires, de ce talisman dont eux seuls disposent et que convoitent secrètement tant de partis.

G. Lenotre.

(A suivre.)

JEAN MORÉAS

ET LA VIE DE CAFÉ

La vie de Jean Moréas a été pour bien des gens une cause de scandale. Non qu'il fût un bohême. Il n'avait rien du bohême légendaire à la façon de Murger. Muni de bonnes rentes familiales, non seulement il ne manquait de rien, mais il ne se privait d'aucun plaisir. Il a vécu, non pas la vie de bohême, mais, ce qui est bien différent, la vie de café, la vie noctambule.

Le dernier bohême authentique fut Villiers de l'Isle-Adam, que Moréas avait connu et fréquenté quelque temps. Je n'ai vu qu'une fois l'auteur de *l'Ève future*. C'était au *Gaulois*, boulevard des Italiens. Je causais avec un rédacteur, quand on fit passer une carte, et, un moment après, entra un homme maigre et timide, qui balbutia, prit rendez-vous et sortit. Je demandai qui était ce monsieur : « Comment ! me dit-on. Vous ne le connaissez pas? C'est Villiers, le plus grand noctambule de Paris. » Celui-là connut vraiment la vie de bohême, — et de misère, — qu'il résumait d'un mot si pittoresque, une nuit qu'il couchait sous les ponts avec un ami : « C'est égal, on s'en souviendra, de cette planète. »

Moréas a abusé toute sa vie de la robuste santé que lui avait donnée la nature. Il est extraordinaire que son tempérament ait si longtemps résisté aux surmenages destructeurs qu'il s'imposait nuit et jour. Les médecins ne se lassaient pas de le lui répéter. Il se moquait d'eux. Là-dessus, comme en toutes choses, il avait des théories bien arrêtées. « Les médecins sont des ânes, disait-il. Je sais très bien ce que j'ai. J'ai les nerfs malades depuis l'âge de quinze ans. Moi seul, je sais ce qu'il

me faut. Ainsi, par exemple, quand j'ai une indigestion, il n'y a qu'une chose qui me remette l'estomac d'aplomb : c'est de manger une boîte de homard. » Il n'y avait rien à répliquer.

Il avait horreur des voyages. J'ai toujours été stupéfait de voir un habitant d'Athènes oublier si complètement son pays natal. « Comment se fait-il, lui disais-je, que vous ayez si peu d'envie de retourner en Grèce? Peut-on préférer Montmartre et les Halles au Parthénon, à Argos, à Aulis, à tous ces beaux pays de légende et d'histoire? » Il répondait : « C'est pour mieux aimer mon pays que je l'ai quitté. » Il retrouvait, disait-il, le ciel d'Athènes le matin, sur les fortifications. Au surplus, la Grèce des livres lui suffisait. Il n'était retourné là-bas que deux ou trois fois, notamment pour aller voir jouer son *Iphigénie*. Il fut, à cette occasion, félicité par le Roi qui, étant déjà venu en France quelques années auparavant, lui exprima la surprise de ne pas l'avoir rencontré à Paris. « Ça ne m'étonne pas, dit tranquillement Moréas, je ne vais voir personne. »

Il essayait quelquefois de changer d'air et disparaissait subitement. A peine dans la banlieue, il rebroussait chemin, revenait le soir au café et ne parlait pas de sa tentative d'évasion. Son excursion dans le Midi de la France, un de ses plus longs voyages, lui inspira quelques jolies impressions. Le pays de Bandol et de La Ciotat lui plut beaucoup. « Certes, a-t-il écrit, par un temps ensoleillé, ces collines douces que couronnent de distance en distance les pins élancés, touffus à la cime; ces platanes fourrés de lierre au bord de la route, ces modestes maisons de plaisance d'où s'envole la fumée même de l'*Odyssée*, sont un régal non seulement pour les yeux, mais en même temps pour l'âme, éprise d'eurythmie. Et, quant à cette blancheur éblouissante qui semble avoir frappé Stendhal, qui dira jamais tout son charme idéal et toute sa vertu philosophique? Pourrais-je oublier ces deux petits cyprès que j'ai vus aux environs d'Aubagne? Ils se tenaient à l'entrée d'une blanche clôture, avec l'air d'une résignation si gaie... Moi aussi, j'ai admiré le golfe de Bandol et toute cette côte aiguë. Je la préfère à la molle Riviera, riche en jardins où pendent les citrons d'or. »

Cette année-là, Moréas poussa jusqu'à Menton, où se trouvait alors le musicien Dubreuilh. Dès son arrivée à la gare,

impatient de lui montrer le pays, Dubreuilh lui demande : « Où voulez-vous que nous allions ? Voulez-vous voir les grottes, la mer, la vieille ville? Il y a bien des excursions à faire... Les environs sont superbes... » Moréas réfléchit un instant : « Allons au café, » dit-il. Et on alla au café. Moréas était venu passer deux mois à Menton. Il repartit le soir même.

Le café représentait, pour cet incorrigible, le rendez-vous de toute conversation, le milieu naturel de la poésie et de la littérature. Il n'était vraiment aimable et maître de lui qu'au café, de même que l'inspiration poétique ne lui venait qu'au grand air et dans la rue.

Théophile Gautier a fait des habitués de café une peinture peu flatteuse, mais qui peut donner une idée de nos réunions à cette époque. « Régulièrement, à l'heure dite, ils arrivent, ils vont s'asseoir à leur table; elle est retenue à côté des mêmes habitués... En face de la même sempiternelle glace, piquée de mouches, ils accrochent leurs chapeaux à la même patère, et le même garçon leur sert invariablement le même moka au jus de réglisse, dans d'horribles tasses-bocks, pareilles à des cornets de tric-trac. Pour horizon, une forêt de queues de billard et, derrière, au comptoir, à demi masquée par une haie de carafons, une poupée de cire aux grâces hottentotes, au sourire éternel comme ses quarante ans, fraîchement émoulue des mains de l'artiste capillaire et pouvant lui servir de réclame, si elle tournait. Pour atmosphère, de la vapeur d'alcool sous un nuage de fumée opaque, à couper, comme on dit, au fil à beurre, mais fondue dans un goût de cuir, culottée et cuite, et où se retrouve la pipe éteinte, l'eau grasse des cuisines et la sueur des abonnés. Pour musique, le froissement des dominos sur le marbre, les disputes aigres des joueurs et des politiqueurs, les cris exaspérés des Joseph qu'on surmène... Pour société, des fainéants braillards, vantards, envieux, tueurs de temps, forts au carambolage, réformateurs de société, connaisseurs en bières et artistes en calembours. Tu les reconnais, hein? Eh! bien, tous ces gens-là sont des pères de famille. Note qu'ils adorent leurs femmes et leurs enfants, et qu'ils sont les plus enragés d'estaminets, et que pas un ne manque à l'heure accoutumée de venir y perdre son temps et dépenser son argent. Tu ne te doutes pas de ce que c'est que l'attrait du café. Il y a des gens qui meurent d'en être sevrés, et j'ai vu dans les maisons

de fous des êtres qui en rêvent, comme on rêve au paradis... »

Boulevardier endurci comme on l'était sous le second Empire, Gustave Claudin, qui n'avait jamais quitté Paris, eut un jour la faiblesse de se laisser entraîner en Italie par Paul de Saint-Victor. « Il y saigna, dit Bergerat, tout le sang de son corps déraciné. Paul de Saint-Victor le traînait comme à la laisse. Il suivait son maître en soupirant et, devant les plus beaux Raphaëls, il gémissait en regardant sa montre : « Midi. Qui est-ce qui me prend mon coin au café Riche (1)? »

Le café était pour Moréas une sorte de cercle où les autres consommateurs semblaient n'être tolérés que par pure indulgence. Il se relâcha de cette habitude vers la fin de sa vie. « Je n'appelle plus ça, disait-il, *venir au café*. Autrefois j'entrais au café à une heure de l'après-midi .. J'y restais jusqu'à sept heures. On allait dîner... On revenait à huit heures, jusqu'à deux heures du matin... C'est comme le tabac, ajoutait-il, en regardant sa pipe avec mépris... Autrefois, je fumais vingt-cinq à trente pipes par jour... A la bonne heure! »

Trouvait-il peu de monde au café, Moréas fronçait les sourcils et, effilant sa moustache entre ses doigts, il finissait par dire : « Il n'y a donc personne aujourd'hui? Qu'est-ce qu'ils peuvent bien faire? » ne comprenant pas qu'on pût être ailleurs qu'au café à jouer, à boire ou à discuter. La réunion était-elle au complet, sa satisfaction se trahissait, rien qu'à sa façon de dire : « Bonjour, messieurs... » Prenant sa place dans son coin, il attisait la conversation par des taquineries improvisées. Faisait-on mine de sortir, il se fâchait : « Où allez-vous? Quelle bêtise! Restez donc là! » Et quel air penaud, si on le laissait seul! Il ne tardait pas à quitter la place. Debout sur le trottoir, le monocle provocant, il parcourait des yeux le boulevard, et, à pas lents, il s'acheminait vers le *Balzar* ou les *Lilas*, deux établissements où il espérait trouver du monde.

Il avait la manie d'appeler près de lui non seulement ses amis, mais de simples connaissances : « Tiens! voilà M. X... Asseyez-vous donc, monsieur X... » Au bout d'un instant, il se levait et vous plantait là avec ce monsieur que vous ne connaissiez pas et qu'il oubliait de vous présenter. D'autres fois, il interpellait quelqu'un de loin, et si on lui demandait qui

(1) Bergerat, *Souvenirs d'un enfant de Paris*, p. 221.

c'était : « Comment! vous ne le connaissez pas? C'est un de mes amis. Un imbécile. Je vous le présenterai. » Je le rencontrai un jour au bas de la rue de l'Odéon. « Venez, me dit-il, il y a au coin un bistro où l'on boit du café comme on n'en trouve nulle part. — Pas même sur les boulevards?... » Il leva les yeux au ciel : « Quelle blague, les boulevards! »

Quand il déjeunait au Vachette, il commençait par renvoyer tous les plats. Tout était « infect. » Le gérant, qui le connaissait, s'inclinait en souriant. On faisait mine de lui changer son « infecte » côtelette, et on lui rapportait la même. Il la regardait attentivement : « A la bonne heure! » S'il demandait de la fine champagne, il flairait la bouteille : « Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie? Apportez-moi de la vraie. » On tâchait de lui persuader qu'il se trompait; mais comme il n'entendait pas raison, le gérant finissait par aller chercher une bouteille qu'on débouchait solennellement. Il la humait : « Très bien!... » C'était la même.

Il nous quittait parfois pour aller au café des *Lilas*, où trônait depuis des années le prince des poètes, Paul Fort. J'ai peu fréquenté Paul Fort, célèbre à cette époque par ses longs cheveux valaques et la réclame que lui faisait une infatigable escorte d'amis. Je sais maintenant que c'est un homme charmant, et je rattrape le temps perdu en disant le plus de bien que je peux de ses ouvrages, qui sont des ruissellements d'images et de sensations rares. Mais pourquoi Paul Fort ne met-il pas ses vers à la ligne? Pourquoi ce poète affecte-t-il d'écrire de la prose?

Moréas ne venait pas au Vachette le vendredi. Ce jour-là il allait au café Steinbach, un peu plus haut, boulevard Saint-Michel, retrouver un petit cercle d'amis, Golstein, Maindron, Durand, Gillouin, Dubreuilh, Meyerson, l'auteur de l'original ouvrage : *Identité et Réalité*, et quelqu'un encore dont j'ai oublié le nom, un garçon à grande barbe et longue pipe, que Moréas appelait, je ne sais pourquoi, le *navigateur hollandais*. On se livrait là à d'ahurissantes disputes philosophiques.

Moréas avait un despotisme de caractère qui eût été haïssable chez un autre et qui faisait, au contraire, sa personnalité et son charme. On acceptait cette tyrannie parce qu'elle se réduisait, en fin de compte, à la manie de ne pouvoir supporter la contradiction. Au début de notre connaissance, j'eus

l'imprudence de discuter avec lui certaines questions de principes littéraires dont l'évidence se fût imposée à tout esprit d'éducation intégralement française. J'eus vite la clef de ce caractère et, dès lors, je me comportai en conséquence. Après quelques résistances, destinées à rassurer son amour-propre, je le tins quitte de tout et lui donnai raison sur tous les points. Tant de docilité avait fini par éveiller ses soupçons. Il se méfiait et me regardait sournoisement. Au fond, rien n'était plus aisé que de mettre au point ses négations et ses railleries. L'esprit de contradiction faisait partie de sa nature. Ils sont plus nombreux qu'on ne croit, les gens qui, selon le mot de George Sand, « cherchent à découvrir dans chaque interlocuteur quelque prétention à rabattre dans le feu roulant de leur moquerie. » Jamais ce désaccord, quel qu'il soit, ne prenait une tournure plus violente qu'au Vachette, dans les parties de dominos entre Moréas, les frères Berthelot, Durand, Desrousseaux, Bouguereau, Maindron, Chaffardet et quelques autres. Les *engueulades* de Moréas faisaient la joie des consommateurs et prenaient de telles proportions, qu'il n'y avait vraiment plus moyen de se fâcher. Crétin, idiot, imbécile, étaient ses gentillesses ordinaires. Il avait toujours raison et il le prouvait impérieusement. On le voyait, cheveux défaits, l'œil terrible, monocle en arrêt, criant à tue-tête : « Vous me dégoûtez! Je ne jouerai plus! » Et, envoyant au diable les dominos, il venait s'asseoir avec vous et entreprenait de vous démontrer d'un ton confidentiel la supériorité de son jeu et l'imbécillité de ses partenaires. « On croit, disait-il, que c'est facile de jouer aux dominos. C'est une erreur. C'est très difficile. » Il finissait par son éternelle menace : « D'abord, je ne viendrai plus au café. » Pendant des années, on l'entendit répéter « qu'il ne viendraît plus... » Le lendemain, il réapparaissait, canne sous le bras, monocle à l'œil. Ce poète irritable redevenait charmant dans l'intimité.

*
* *

Étranger à toute espèce de préoccupation philosophique ou morale, Moréas rabaissait de parti pris tous les sujets de conversation qui pouvaient rivaliser d'importance avec la poésie, son unique idéal. Art, religion, science, philosophie, la poésie devait tout dominer. Il n'aimait que la poésie. La poésie

absorbait toutes les puissances de son être. Je lui disais quelquefois en plaisantant : « Moréas, vous n'aimez pas la littérature. Vous n'aimez que la poésie. » Il acceptait la plaisanterie quand il ne suspectait pas l'admiration. Et encore : « Vous avez fait de beaux vers, c'est entendu. Mais, c'est bien sans le savoir. Un poète ne sait jamais ce qu'il fait... Il produit des vers comme le rosier donne des roses... Vous êtes certainement le seul à ne pas comprendre les *Stances*.... Il effilait sa moustache : « Après tout, c'est peut-être vrai... » Toujours en quête de rimes, passionné de beaux souvenirs poétiques, il vous interpellait brusquement : « Savez-vous de qui est ce vers? » On cherchait, on ne trouvait pas. « Mais vous ne savez donc rien! Qu'est-ce que vous lisez alors? C'est du poète Crétin... Crétin est un grand poète! » Un jour, il se scandalisa parce que j'ignorais l'existence du frère du grand Arnauld, qu'il avait découvert la veille. « Comment! disait-il, vous ne connaissez pas Arnauld *le péteux!* »

Peu de chose suffisait à nourrir son esprit. Abeille attique, il se contentait du suc des fleurs. Quelques passages lui suffisaient pour juger un auteur. Ce goût du rare, ce choix aux pinces fines lui donnait un genre d'esprit critique qui s'exerçait avec justesse sur les questions de forme et de style.

Ces habitudes d'herborisation littéraire expliquent l'évolution de son talent. Ses lectures furent toujours la source de ses propres écrits. Il connaissait à fond les poètes du seizième siècle. Admirateur de Ronsard et de la Pléiade, il publia le *Syrtes* et les *Cantilènes*, curieux ouvrages qui, par l'archaïsme, le rajeunissement des mots, l'audace régressive et décadente, lui firent au quartier latin, et ailleurs, une belle réputation. Puis, le romantisme le séduisit. Il ne jura plus que par Chateaubriand et Flaubert, et ses amis l'entendirent réciter les imprécations de Jaokanann dans *Herodias* : « Ah! c'est toi, Jézabel! Tu as pris son cœur avec le craquement de ta chaussure... Tu hennissais comme une cavale. Étale-toi dans la poussière, fille de Babylone... Tes sanglots te briseront les dents. L'Éternel exècre la puanteur de tes crimes... Maudite. Maudite!... » Tôt ou tard, il ne pouvait manquer de rencontrer Racine et Lamartine. Cette double influence classique adoucit l'inspiration de Moréas et acheva de donner à son vers ce qui lui manquait de pureté et de naturel. L'imitation racinienne lui inspira l'*Iphigénie*,

l'imitation lamartinienne lui inspira les *Stances*. C'est ainsi qu'à l'exemple de Chénier, transposant chez nous le génie grec, Moréas confirmait les vieilles doctrines et se créait une originalité. Grâce à son éducation tout aristocratique, il finit par ne plus lire que les classiques depuis Homère et Sophocle jusqu'à Bossuet et Racine. Il vécut peu en Grèce, mais il vécut beaucoup avec les poètes grecs. Il n'aimait pas qu'on lui rappelât ses premières admirations romantiques, celle de Flaubert surtout. Il affectait de mépriser l'auteur de *Salammbô*. La correspondance de Flaubert, qui enthousiasmait Heredia, lui paraissait le comble du ridicule. Il traitait Flaubert d' « imbécile »... « M. Homais, disait-il, mais c'est lui!... Flaubert a méprisé les bourgeois et n'a jamais été qu'un bourgeois! »

Les Halles étaient le but favori des promenades nocturnes de Moréas. En passant ses nuits aux Halles, il continuait la tradition de la vie de bohême, et c'est en souriant qu'il évoquait avec nous une des jolies aventures de Gérard de Nerval dans ce lointain quartier de restaurants équivoques. Une nuit que l'auteur de *Sylvie* était en train d'écrire des vers dans un cabaret, il fut pris par une rafle de police et conduit au poste avec des apaches. « Quels sont vos moyens d'existence? lui demanda le commissaire. — Je n'en ai pas, » répondit modestement l'incorrigible rêveur. Conduit au violon, Gérard eut l'idée d'écrire un mot à son ami Arsène Houssaye, alors directeur de la Comédie-Française, qui vint le délivrer, au grand ébahissement des policiers. Je ne jurerais pas que Moréas n'eût pas été ravi d'être mené au poste avec des apaches.

Aux Halles, Moréas allait ordinairement au café des Deux-Maillets. Une fois embarqué avec lui, Dieu sait à quelle heure on rentrait chez soi! L'obligation de passer la nuit décourageant ses meilleurs amis, il finissait par y aller seul, à peu près sûr de trouver toujours quelqu'un à qui parler, ne fût-ce que l'*Homme au rat*. Cet Homme au rat était un vieux bonhomme qui avait un rat apprivoisé. Moréas consentait à faire des parties de dominos avec cet original, pour lequel les autres consommateurs manifestaient peu de sympathie. Le poète le trouvait « très gentil. » Un jour, le bonhomme ayant gesticulé un peu brusquement, le rat, qui se promenait sur ses épaules, tomba dans le bock de Moréas. A partir de ce moment, le poète déclara que l'Homme au rat « le dégoûtait. »

Ceux qui n'ont pas entendu Moréas dire des vers en fronçant les sourcils, dans une sorte de sainte colère, n'auront jamais aucune idée du retentissement que donnait aux belles phrases rythmées sa voix grondante comme un orage. Moréas avait de la poésie une compréhension merveilleuse. Sa diction prenait quelque chose de prophétique. Cet Athénien portait en lui une rumeur d'images toujours chantante, qui s'éveillait au moindre écho. Il passait des journées hanté par certaines citations, et, pour peu qu'on le revît les jours suivants, on pouvait suivre la trace de ses lectures. Je l'ai entendu se délecter d'un vers de Lamartine : « Étoile de la gloire, astre de sombre augure, » qu'il prononçait : « Étouâle de la glouare, âstre dé sombre augure, » et encore le morceau de Lamartine sur Rousseau : « De son tombeau de gloire à son berceau de nuit, » ou des vers de d'Aubigné, de Ronsard : « Un Christ empistolé tout noirci de fumée... » Certaines images de Victor Hugo ne le satisfaisaient qu'à moitié. Quand on citait devant lui les vers fameux : « Cette faucille d'or dans le champ des étoiles, » ou bien : « L'œil était dans la tombe et regardait Caïn, » il souriait : « Oui, c'est charmant, disait-il, mais c'est du romantisme... Le vrai Victor Hugo est dans *les Paroles sur la Dune*, des *Contemplations.* » Et, enflant la voix, prenant son air de tempête, il déclamait :

Où donc s'en sont allés mes jours évanouis?
Est-il quelqu'un qui me connaisse?
Ai-je encor quelque chose en mes yeux éblouis
De la clarté de ma jeunesse?...

« Voilà la vraie poésie! disait Moréas. Voilà le vrai Victor Hugo! »

Il entreprenait quelquefois de vous expliquer ce que c'était que la poésie. Il commençait par citer des exemples, puis finissait par dire : « La poésie ! Vous ne savez pas ce que c'est? Ce n'est rien du tout, et c'est beaucoup. » Le son des mots agissait sur lui d'une manière extraordinaire. Il répétait vingt fois par jour des titres d'ouvrages ou de simples noms dont l'harmonie le ravissait, comme : « Don Diego Hurtado de Mendoza, » qu'il prononçait avec une emphase provocante; ou, vous prenant par le bras, il vous interpellait par le vers de Dante : *Sei tu, quel Virgilio*, ou encore : *La bocca mi baccio, tutto tremente.* Il

est tel vers de Ronsard qu'il trouvait sublime et qu'il vous jetait à la tête comme une bravade : « Certes, je te dirais du sang Valésien. »

Il avait fait de trois vers de Chapelle et Bachaumont une véritable *scie* :

Pour si belle offre de service,
Grand merci, M. d'Assoucy;
M. d'Assoucy, grand merci...

Il les reprenait sur tous les tons; il entrait au café en les roulant dans ses moustaches et il les répétait encore en sortant :

Grrrand merci, M. d'Assoucy;
M. d'Assoucy, grrrand merci.

Il aimait ce *Voyage de Chapelle et Bachaumont*, qui était un peu le modèle des causeries mêlées de citations qu'il donnait alors à la *Gazette de France*.

Il avait la plus grande admiration pour Malherbe, dont il savait par cœur une foule de vers, notamment ceux-ci, qu'il déclamait avec enthousiasme :

Apollon, à portes ouvertes, etc.

On ne peut pas dire qu'il fût de ses propres vers *lecteur infatigable*. Il ne consentait à réciter ses poésies que chez des intimes, et encore fallait-il l'en prier. On se réunissait le soir, il y a des années de cela, rue de Rennes, chez notre ami l'éditeur Putois-Crété. Il y eut des séances mémorables. C'est là que Moréas se levait, se campait, et, après avoir bien effilé sa moustache et remonté son épaule, commençait quelqu'une de ses truculentes poésies, comme *le Ruffian* ou *la Dame du vieux Tintoret* :

Quelle est cette aubade câline,
Chantée on dirait en bateau;
Et quel est ce pizzicato
De guitare et de mandoline?
Et cette dame, quelle est-elle,
Cette dame que l'on dirait
Peinte par le vieux Tintoret
Dans sa robe de brocatelle?

Moréas savait donner aux vers toute leur plénitude reten-

tissante. Il en détaillait chaque mot et faisait toujours sentir les syllabes muettes. Ces soirées chez Putois-Crété sont restées parmi les meilleurs souvenirs de cette vie du quartier latin qui a duré quelques années et qui est si loin maintenant... Les uns sont morts, les autres dispersés.

*
* *

Sans famille, sans occupation, simple dilettante de lecture et de travail, n'aimant ni l'érudition, ni l'histoire, Moréas devait être la proie de l'ennui. L'ennui a empoisonné sa vie. Il l'avouait et faisait ce qu'il pouvait pour échapper à la solitude : malgré relations et causeries, la solitude revenait toujours. L'amitié seule eût adouci son isolement et il ne croyait plus à l'amitié. Il a écrit quelque part : « Les âmes de La Boëtie et de Montaigne pouvaient sans doute soutenir de pareils sentiments, mais ils logent aussi assez souvent chez les natures fort médiocres. Alors, ce n'est qu'un désir de s'épancher et une sorte de nonchalance, et tout çela peut manquer de noblesse. L'amour, qui reste une aveugle fureur, malgré les enjolivures que nous y mettons, ne chicane pas tant. L'amitié est plus délicate et il faut qu'elle écoute ses scrupules. Voilà pourquoi un cœur vraiment élevé, pour peu qu'un destin envieux s'en mêle, goûte à la fin les amères délices de la solitude. » Il m'a dit souvent : « A quarante ans, un homme ne doit plus compter que sur lui-même et doit se résigner à vivre seul. » Je n'ai jamais connu personne qui se soit si effroyablement ennuyé. « Plus rien ne m'intéresse, disait-il. Je suis dégoûté de tout. » Moréas a traîné son ennui de café en café, aux bras des amis qui voulaient bien le suivre dans ce Paris nocturne où il semait au hasard ses vers et ses rêves. Son existence fut un long suicide moral.

Rien de plus lamentable que le spectacle de ce poète esclave volontaire de la vie de bohême. Je lui disais parfois : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas marié? » Cette idée lui semblait baroque. « Qu'est-ce que j'aurais fait d'une femme ? Je veux pouvoir rentrer chez moi quand ça me plaît, rester au café, manger, boire, veiller. » Et nous tombions d'accord que le mariage ne convient pas à tout le monde.

L'horreur de la solitude suffirait seule à expliquer chez Moréas ce goût de noctambulisme qui, après des heures passées

à Montmartre ou aux Halles, le faisait traverser Paris à cinq heures du matin et rentrer chez lui aux premières lueurs de l'aurore. Il souriait quand on lui parlait de mauvaises rencontres. « Les apaches, disait-il, ça n'existe pas. Je rentre à toute heure. Je n'ai jamais vu d'apache et personne ne m'a jamais rien dit. »

Il haïssait les fêtes publiques et la foule, mais à la moindre rumeur, on le voyait errer dans la rue, à la recherche de ses amis. Un après-midi de mardi-gras, sur les boulevards noirs de monde et interdits aux voitures, au milieu des passants piétinant la cendre épaisse des confettis, je fus stupéfait de rencontrer Moréas, qui se promenait seul, à pas lents, monocle à l'œil, sac sous le bras et jetant des projectiles. « Comment, lui dis-je? Vous ici?... » Il se mit à rire comme un enfant pris en faute. « Que voulez-vous? Il faut bien s'amuser avec ce qui vous ennuie, si on ne veut pas s'ennuyer avec ce qui vous amuse. »

Moréas ne montrait pas le fond de son âme. Mais il était facile, à travers ses plaisanteries, d'entrevoir le dégoût que lui laissait l'expérience des vains amusements par lesquels il s'efforçait de masquer le néant de sa vie. Il a gaspillé jour à jour sa belle existence de poète : si la première moitié s'écoula dans le rire de l'insouciance, la seconde moitié fut un abîme que rien ne put combler. Beaucoup de ses vieux amis étaient morts et, sans le cercle de jeunes dont il recherchait l'admiration, il aurait eu le sort d'Aurélien Scholl, qui, survivant vieilli de générations disparues, était heureux de rencontrer et d'inviter à dîner quelque bon jeune homme pour ne pas manger seul au restaurant.

Partout à l'aise et sans gêne, Moréas a vécu dédaigneux des égards et des conventions, et même quelquefois des plus élémentaires politesses. Lacuzon se plaignait qu'il ne le saluât pas. « Évidemment! Nous demeurons dans le même quartier. On se rencontre à chaque instant. On se saluerait toute la journée. » Non seulement il ne répondait pas aux lettres qu'on lui adressait, mais il ne se donnait même pas la peine de les lire. On a trouvé chez lui des paquets de lettres non décachetées. Il était le plus naturellement du monde ce qu'on peut imaginer de plus mal élevé. Il vous coupait la parole, vous infligeait des démentis, vous traitait de bas en haut. Il ne supportait la conversation que s'il y tenait la pre-

mière place. Voulait-il vous convaincre, il vous prenait sous le bras, vous choyait, vous caressait comme un missionnaire en train de convertir un indigène. Il le disait en riant, mais il le disait : « Je ne me trompe jamais. J'ai toujours raison. » L'événement justifiait quelquefois ce peu modeste paradoxe. Il sortait un jour du Vachette avec son ami Durand. Il s'agissait de prendre une voiture. Durand appelle un fiacre. Moréas fronce les sourcils : « Non, pas celui-là. — Pourquoi ? — Ce cheval ne me plait pas. Il nous arrivera quelque chose. — Quelle idée ! Voyons, décide-toi. » Moréas résistait en mâchonnant son cigare. Enfin, il se résigna en disant : « Soit, mais nous aurons une histoire. » On monte, le cheval part ; au bout de cent mètres, la voiture oscille et dépose nos deux amis sur le trottoir. Moréas se relève sans lâcher son cigare et, debout, remettant tranquillement son monocle, il se contente de faire cette réflexion : « Je te l'avais bien dit. »

Il avait parfois de jolies reparties d'ironie pince-sans rire. Un de nos amis lui ayant offert son premier volume de poésies, Moréas le parcourut et dit en souriant : « C'est très bien... Et maintenant soyez sérieux... » Il amenait souvent au café des jeunes gens qui étaient allés le voir chez lui ou qui l'avaient loué dans quelque Revue. Il disait : « Je n'aime pas les jeunes gens. » Ce n'était pas vrai. Il ajoutait : « Ils sont trop jeunes, » ou bien : « Ils sont déjà trop vieux pour être si jeunes... »

Quelques-uns de ses admirateurs, en pleine maturité d'âge et de talent, devinrent ses fervents amis, le journaliste anglais Schérard, entr'autres, qui venait souvent au Vachette et qui a publié à Londres un agréable livre de souvenirs parisiens. Schérard était le type de l'Anglais flegmatique, sourire rare, figure inexpressive et imberbe, bon garçon supportant la plaisanterie, mais prêt à boxer au moindre manque d'égards. Il arriva un soir au café, l'œil poché, avec des bleus aux joues, et, comme on lui demandait des explications, il avoua que quelqu'un aux Halles s'étant permis de mal parler de la « Reine, » il s'était battu et avait passé la nuit au violon. Un autre soir, au cours d'une discussion, il balaya d'un geste tout ce qui se trouvait sur la table, verres, flacons, tasses, bouteilles ; après quoi, il s'accouda tranquillement sur le marbre, en regardant les garçons ébahis. Ce bon Schérard était capable de rester une heure à côté de vous sans vous adresser la parole. S'il offrait à boire et qu'on

fit mine de payer, il reprenait votre argent des mains du garçon et allait le jeter dehors, en disant : « Je n'aime pas ces facéties. » Son accent guttural donnait une expression amusante à sa conversation monosyllabique. Un soir, à huit heures, après un bon diner, le grand Schérard arrive au café, s'assied avec nous et, appuyé sur ses coudes, silencieux comme d'habitude, il attend patiemment l'arrivée du Maître. La porte s'ouvre, Moréas paraît, et quel n'est pas notre étonnement de voir le bon Schérard, cédant à une crise d'admiration, s'avancer vers le poète et fléchir le genou devant lui, en disant : « Je salue le génie. » Moréas s'empressa de relever ce suppliant. Il aimait les hommages; mais tout de même, il était ce soir-là un peu gêné!

Parmi ceux que j'appellerai simplement les visiteurs du Vachette ou, si l'on veut, les disciples à distance de Moréas, il y avait encore Hugues Rebell, que des romans voluptueux et fort bien écrits commençaient à mettre en lumière. La porte s'ouvrait, un grand garçon, qui ressemblait à un Renan poupin, demandait en rougissant et d'une voix craintive, comme si la police était à ses trousses : « Est-ce que Boylesve est là? » On lui répondait malgré soi sur le même ton de frayeur et de mystère : « Non, Boylesve n'est pas là. » Après une rapide poignée de mains, Rebell s'esquivait à reculons. Un soir, cependant, il s'assit et la conversation s'engagea. Il avait publié la *Nichina*, les *Nuits chaudes du cap français*, la *Femme qui a connu l'Empereur*. « Quand on avait vu Hugues Rebell une fois, disait Mazel dans le *Mercure*, on ne pouvait plus l'oublier. C'était un gros garçon blond et rose, rasé comme un jeune lord... Son portrait crayonné par Jean Veber dans *l'Ermitage* de 1896 offrait un masque d'un caractère étrange. Vous auriez dit une Cambodgienne ou une Mandchoue entre deux âges. »

René Boylesve débutait alors comme romancier et venait assez régulièrement au Vachette. Il habitait, au coin du boulevard Saint-Germain, un appartement tranquille, qu'il fut obligé de quitter pour ne plus entendre sous ses fenêtres le cri monotone des éternels camelots : « *La Patrie... La Presse... La Presse... La Patrie...* » Ses premiers romans plurent à Alphonse Daudet, qui lui prédisait, sans jeu de mots, un bel avenir. Il travaillait passionnément et ne quittait guère sa chambre que pour venir causer une heure ou deux avec nous.

Georges Doncieux doit être aussi compté parmi les amis de

Moréas et les disparus du Vachette. Ironique figure de Méphisto, Doncieux, fils de l'ancien préfet de Vaucluse sous l'ordre moral, représentait assez bien le type de l'homme du monde qui a fait de brillantes études. Doué d'une facilité d'élocution qui n'était jamais ennuyeuse, il avait publié un excellent recueil de chansons populaires et une thèse intéressante sur le Père Bouhours. Attiré par les recherches historiques, il s'était épris d'occultisme et de magie, et les œuvres d'Huysmans furent un moment ses œuvres favorites. Il y eut des discussions véhémentes au n° 80 de la rue d'Assas, où Doncieux nous réunissait le soir jusqu'à minuit. Son amour pour les poésies fugitives lui inspira l'idée de faire l'épitaphe de tous ses amis. Le pauvre garçon mourut le premier et personne ne fit la sienne.

On a souvent signalé la vanité légendaire de Moréas. C'était un travers de caractère bien plus qu'un vice d'esprit. Il s'estimait grand poète et ne se gênait pas pour le déclarer. Se trouvant un jour avec son ami Durand, il invita en ces termes un tout jeune homme qu'on lui avait présenté : « Venez dîner avec moi. Vous pourrez dire un jour que vous avez dîné avec un grand poète. » Et, comme le jeune homme restait un peu interloqué : « Parfaitement, je suis un poète dans le genre d'Homère!... — Et encore! appuya Durand, en souriant dans sa barbe, Homère n'a peut-être pas existé! — C'est vrai, dit Moréas. Homère, lui, n'a peut-être pas existé... tandis que moi j'existe... »

A la pension Laveur, il eut un soir pour voisin un homme de lettres qui faisait profession d'aimer la poésie. « Ah! dit Moréas soupçonneux. Et quel est le poète que vous préférez? » L'autre répondit : « Oh! moi, en poésie, je suis éclectique. — Il ne faut pas être éclectique, » dit sévèrement Moréas en lui tournant le dos.

Quand il avait fini de réciter une de ses poésies, il fronçait les sourcils et, avec un petit relèvement d'épaules satisfait, il vous disait confidentiellement : « N'est-ce pas que ce sont des vers de grand poète? »

Il n'admettait pas qu'on fît devant lui l'éloge des autres poètes, si ce n'est avec des réserves rassurantes pour sa propre gloire. Baragnon ayant un jour déclaré que Mistral était le plus grand poète du siècle, Moréas resta silencieux et effila sa moustache d'un air pensif; puis, prenant Baragnon à part, la

voix insinuante : « Alors vraiment, dit-il, vous trouvez que Mistral est un aussi grand poète que ça? — Mais oui, dit Baragnon, et bien plus grand encore. — Voyons... un aussi grand poète que moi? — Oui, » dit Baragnon, qui pourtant admirait Moréas. L'auteur des *Stances*, demi-souriant, répondit ce mot épique : « Vous ne le pensez pas... »

Au surplus, en faisant cette réponse, il était sincère. Personne n'a plus profondément méconnu le génie de Mistral et ne fut moins sensible aux beautés de la poésie provençale... Mistral, les Félibres, Orange, la décentralisation, les Farandoles, tout cela déconcertait son esprit classique. Cette vanité de Moréas réjouissait ses amis. Un soir, au Vachette, Maindron, qui était la franchise même, s'étant permis de discuter quelques-uns de ses vers, Moréas, souriant et indigné, finit par lui dire : « Vous n'avez pas l'air de vous douter, *Monsieur Maindron*, que je n'ai fait que des chefs-d'œuvre. » Maindron, toujours malicieux, s'inclina et, écartant les bras, rendant les armes : « Nous savons ça, mon cher Moréas... Nous savons ça... Mais c'est toujours intéressant de l'entendre de votre bouche. »

Moréas comprenait très bien que les louanges qu'il s'accordait prêtaient un peu à sourire. Il en acceptait la chance, incapable de résister au besoin de se louer. Il me dit un jour, en parlant d'un jeune romancier dont le premier livre faisait quelque bruit : « Oui, c'est gentil... Mais qu'est-ce qu'il dirait, s'il avait fait *Iphigénie?* »

La moindre restriction sur son talent lui était insupportable. Il fallait entendre de quel ton foudroyant il déclarait : « C'est un imbécile, » quand il apprenait que quelqu'un ne goûtait pas ses vers. Il n'admettait pas la moindre critique. Il me demanda un jour : « Qu'est-ce que pense Faguet? » (Il s'agissait d'*Iphigénie*). — Faguet ne m'a jamais dit que du bien de vous... — Oui, je sais, mais enfin? » Il fut à peine rassuré, le jour où, rendant compte d'*Iphigénie* dans *les Débats*, Faguet citait élogieusement quelques passages de la pièce : « Oui, dit Moréas, en fronçant les sourcils... Oui, c'est très bien, » du même ton qu'il eût dit : « De sa part, c'est déjà beaucoup. » Il disait à notre ami Gillouin, le philosophe : « Vous savez qu'il n'y a rien de plus philosophique que mes vers, » et à notre ami Vulliaud, qui s'occupait d'ésotérisme : « Il y a aussi de l'ésotérisme dans mes *Stances*... »

La vérité, c'est que personne n'eut moins que lui l'esprit philosophique, quoiqu'on l'eût envoyé tout exprès le chercher en Allemagne. Son père, vieux magistrat ennemi de la « légèreté française, » mort procureur général à la Cour de cassation d'Athènes, avait voulu qu'il étudiât à Heidelberg, parce qu'il s'imaginait, comme beaucoup de personnes à cette époque, qu'on ne pouvait former un esprit sérieux qu'en Allemagne. Après y être resté quelque temps, ne pouvant supporter l'étouffante atmosphère germanique, Moréas s'évada et vint à Marseille. Il fit sa première halte d'intelligence dans la vieille cité phocéenne, qui lui redonna un instant l'illusion de sa terre natale. Enfin il arriva à Paris et n'en sortit plus. Il avait gardé de son séjour en Allemagne un goût particulier pour certains écrivains, comme Hartmann et Schopenhauer, qu'il connaissait bien, non seulement le Schopenhauer essayiste, élève de Chamfort, mais le sombre théoricien de la volonté dans le monde.

Moréas passait pour avare, et personne n'était plus désintéressé. Cette insouciance à l'égard de l'argent ne l'empêchait pas de vous apprendre avec une fierté naïve qu'il était le poète à qui on payait les vers le plus cher. Je lui faisais observer que Delille et Coppée avaient gagné plus d'argent que lui. « Oui, disait-il, mais ils ont travaillé plus que moi. » Ses deux poèmes *l'Imagination* et *la Conversation* rapportèrent à Delille 12000 francs. Chateaubriand raconte que la femme de Delille, avare et insupportable, enfermait son mari à clef tous les matins et ne lui rendait la liberté que lorsqu'il avait écrit cent vers. « Vous n'en êtes pas encore là? lui disais-je. — Qui sait? répondait-il en riant... Si j'étais marié... » Il n'avait, d'ailleurs, pas besoin d'argent. Il ne travaillait guère et publiait peu : Tailhade l'appelait *le poète au compte-goutte*. C'est avec un sourire que lui-même louait la fécondité de certains écrivains.

***

Moréas s'est servi de la langue française comme d'une langue morte, artificiellement apprise, mêlant tour à tour les expressions du XVIe siècle et du XIXe, Malherbe et Lamartine, sans jamais admettre qu'un pareil mélange pût rien avoir de choquant. Il a toujours eu l'air d'écrire dans une langue qui

n'était pas la sienne, et c'est, je crois, ce que lui reprochait M. Maurice Barrès, quand il le comparait à un sauvage enfilant au hasard de disparates amulettes. Ce procédé de mosaïque fit la gloire de notre ami, parce qu'il sut y mettre du tact, et que cette marqueterie n'empêchait pas sa personnalité de se manifester par des trouvailles et des surprises de style tout à fait originales.

Moréas n'écrivait pas : il dictait. Il prend un soir Baragnon par le bras. « Je suis très ennuyé, lui dit-il. Hébrard m'a demandé pour *le Temps* un article sur le théâtre grec. Vous savez que je n'écris jamais rien. Il m'est impossible d'écrire... Autrefois, je dictais à Desrousseaux et à Coulon. Mais Desrousseaux fait de la politique et Coulon s'est enterré en province... Voulez-vous venir chez moi? On boira quelque chose, et je vous dicterai. » Il amena Baragnon chez lui à onze heures du soir et il dicta jusqu'à sept heures du matin la valeur de deux gros feuilletons. Pour remercier Baragnon, il fit ce qu'il faisait rarement : il l'invita à déjeuner chez un mastroquet, qui leur servit des pommes frites brûlées que Moréas déclara exquises.

Pourtant, aux dernières années de sa vie, Moréas avait renoncé à dicter; il s'était résigné à écrire lui-même ses feuilletons de *la Gazette de France*. L'effort lui était odieux; il détestait toute espèce de contrainte, et se contentait, selon l'antique formule, d'attendre l'inspiration. Elle lui venait en plein air, dans ses promenades, au retour des Halles. La fraîcheur du matin, succédant à l'atmosphère étouffante des brasseries, renouvelait sa sensibilité et ravivait son amour des images et des rythmes. C'est après ces nuits de désœuvrement fumeux qu'il trouvait ses vers les plus purs. A force de les ruminer dans sa tête, il finissait par les apprendre par cœur. C'est ainsi que furent composées les *Stances*, son plus parfait ouvrage. Le lendemain, en arrivant au café, il se mettait à la recherche de Desrousseaux, pour lui dicter le travail de la veille : « J'ai fait deux Stances hier, nous disait-il. Je vous les lirai quand Desrousseaux les aura écrites. » Et, ayant allumé sa pipe, il dictait gravement les huit nouveaux vers. La même scène recommençait quelques jours après. J'ai moi-même écrit plusieurs fois sous sa dictée, en l'absence de son ami.

Comme J.-J. Rousseau, Moréas raturait ses brouillons dans sa tête, et ce travail lui donnait, sans qu'il l'avouât, bien des

préoccupations et des scrupules. Il m'aborde un jour et, me prenant sous le bras : « Dites-moi donc... Est-ce qu'il n'existe pas un mot pour désigner le sillon de pierre où tourne la meule d'un moulin? » Je cherchai et ne trouvai rien. « C'est, me dit-il, pour un vers des *Stances.* » Je lui dis : « S'il existe un mot, il doit être tellement spécial, que personne ne le comprendra et qu'il déparera vos vers. » Il n'insista pas. A quelque temps de là, il nous récita la strophe où il a remplacé ce mot par deux beaux vers :

Quand le vent emplira le trou béant des portes
Et l'inutile espace où la meule a tourné...

Il vous consultait ainsi souvent, en vous expliquant discrètement de quoi il s'agissait. Rien ne l'eût humilié comme de passer pour un travailleur. Il affectait de mépriser le labeur parnassien et, lui qui s'assimilait si adroitement la manière des vieux poètes, il raillait la perfection d'Heredia et croyait au génie poétique fonctionnant sur un trépied divin. Cependant, il reconnaissait avec moi la nécessité du travail de recherche ou de corrections, de tête ou sur le papier.

Sa tragédie d'*Iphigénie* fut faite selon la même lente méthode et le même système de dictées au coin d'une table de café. Il nous récitait tous les jours les vingt ou trente vers composés la veille. Rien qu'à sa façon d'entrer, nous devinions qu'il y avait du nouveau. A peine assis, il se penchait vers nous et cela ne tardait pas : « Vous savez ce qu'Iphigénie disait à son père? — Oui, vous nous l'avez dit hier... — Eh bien! voici ce qu'il lui répond... J'ai fait ça cette nuit... » Et, détaillant les nuances, il récitait le morceau. *Iphigénie* finit par être considérée par lui et par ses admirateurs comme une œuvre absolument personnelle. On oublia que c'était une traduction d'auteur grec et l'on ne prit plus la peine de mentionner sur les affiches le nom d'Euripide. Jusqu'à sa dernière heure, Moréas fut préoccupé par le sort de cette *Iphigénie*, qui devait couronner sa carrière littéraire. La veille de sa mort, il exprimait encore à M. Maurice Barrès son pressant désir que l'œuvre fût jouée au Théâtre-Français. Après quelques représentations à l'Odéon, à Orange et en Grèce, la pièce fut enfin représentée à la Comédie-Française et n'obtint aucun succès. Il est douteux qu'on la reprenne, et c'est dommage. Il y a deux ou trois scènes remarquables, et de beaux chœurs.

Vers la fin de sa vie, Moréas songea sérieusement à se faire naturaliser Français pour entrer à l'Académie. C'est surtout pour cette raison qu'il désirait voir *Iphigénie* à la Comédie-Française. Il avait beau sourire quand on lui parlait de cette candidature, c'était sa seule ambition. Nous le plaisantions sur le discours qu'il prononcerait. Son ami, le musicien Dubreuilh, qui imitait sa voix à la perfection, avait déjà trouvé les premiers mots qu'il débiterait sous la coupole. « C'est bien simple. Moréas commencera par une phrase dans ce genre : « Messieurs, Sophocle, Racine et peut-être moi... »

***

J'ai rarement entendu Moréas parler de la mort, de l'énigme humaine, de la vie future. Il a écrit quelque part : « O monts de l'Attique, ô Phalère aux blancs rivages, il sied que je vous admire sans tendresse désormais. Je touche à la perfection et à la mort. Mais la mort est une sottise. » En quoi la mort est-elle une sottise? Il ne l'expliquait pas. Il me dit un jour : « La vie et la mort, au fond, c'est la même chose, puisque, quand on est mort, on n'en sait rien. » Un autre jour il ajouta avec gravité : « Vous savez ce que j'ai dit de la mort dans *Feuillets?* — Non, je ne me rappelle plus. — Je dis ceci... » Et se reculant, un doigt levé pour solenniser sa parole : « O mort, je ne te crains plus. Je te connais trop bien. » Et, comme cette déclaration me laissait perplexe, il reprit en souriant : « Vous ne savez pas... Vous ne pouvez pas comprendre. » Il prononçait ainsi très souvent des phrases sibyllines auxquelles il prêtait une importance mystérieuse. L'idée ne m'était jamais venue que Moréas eût pu être tourmenté un seul instant par la pensée de la mort. Pourtant, quand je l'ai vu mourir le sourire aux lèvres, je me suis demandé si le mot que je viens de rappeler n'avait pas un sens plus profond que je ne le croyais, et s'il n'avait pas, en effet, regardé la mort en face, au point de se vanter de la « connaître trop bien... » D'autres fois je me reprends à croire que c'était pure indifférence et qu'il n'y a jamais pensé.

Les journées qui précédèrent sa fin furent de belles journées claires et de chaud soleil. « Mon enterrement sera très beau, disait-il à Baragnon. Le temps est superbe. Il y aura des fleurs. — Oui, dit le catholique Baragnon, votre enterrement sera très beau. Je regrette seulement que mes convictions religieuses

m'interdisent d'y assister. — Pourquoi? dit le poète. Parce que j'ai déclaré que je veux être incinéré? Vous savez bien que je n'ai jamais été contre les prêtres... Seulement, voyez-vous, il y a la poésie, et tout le reste est de la blague. »

J'allai le voir l'avant-veille de sa mort. Il était couché, vaincu par le mal, mais le verbe haut, le regard toujours clair. Il y avait dans la chambre quelques personnes, entre autres le médecin, qui lui dit après un moment d'entretien : « C'est assez, M. Moréas. Vous avez besoin de repos. » Le poète se releva : « Fichez-moi la paix; je n'ai besoin d'aucun repos. Je cause avec mes amis. C'est ça qui me repose. »

Les obsèques eurent lieu au Père-Lachaise, par une magnifique journée de soleil. Le cercueil disparaissait sous les fleurs. Debout au milieu de nous, M. Maurice Barrès prononça quelques paroles d'adieu, pendant que, derrière les grands murs nus, on procédait à l'incinération de notre ami. Jamais la mort ne m'a donné une telle impression de néant. Je n'eus pas le courage d'attendre la fin. Dehors, délivré de l'oppression, je me retournai pour regarder un instant la haute cheminée d'usine d'où sortait une épaisse fumée noire : c'était l'âme de Moréas qui s'en allait, comme il l'avait souhaité dans les *Stances :*

Compagne de l'éther, indolente fumée,
Je te ressemble un peu...
Sans plus nous soucier et sans jamais descendre,
Évanouissons-nous...

Oui, son être mortel s'est évanoui; mais son œuvre nous reste, et c'est par là qu'il demeure et demeurera longtemps encore vivant parmi nous.

ANTOINE ALBALAT.

POUR L'ÉCONOMIE
PUBLIQUE ET PRIVÉE

Déficit dans les budgets, déficit dans les produits, — déficit aussi dans la balance extérieure, dans les règlements avec l'étranger : — économique ou financier, le déficit, ce legs de la guerre, est partout; et il est énorme. État ou particuliers, en France comme en maint autre pays, nous consommons, en produits et services, plus de richesses que nous n'en créons, nous menons un train au-dessus de nos moyens, et, vivant d'emprunts, en prodigues, nous nous forgeons des chaînes pour l'avenir. Nos glorieux soldats ont délivré la France de l'étreinte de l'envahisseur : qui nous libérera de celle du déficit? Comment reconquérir notre équilibre, notre indépendance économique et financière? Il faut que nous travaillions davantage, et que nous nous imposions davantage. Mais l'effort de production et l'effort fiscal seraient vains tous deux s'ils ne s'accompagnaient d'un troisième, de l'effort d'épargne. L'épargne est la condition première et nécessaire de notre relèvement. C'est elle qui nous permettra de combler nos découverts et de reconstituer nos forces. Épargner, c'est la loi de nature; c'est aussi, plus que jamais, la loi du jour : notre salut n'est que dans l'économie publique et privée.

I

Ce devoir présent et pressant de l'économie, n'est-ce pas l'heure de le rappeler au pays, en ce temps d'ébranlement et

de déséquilibre où nous voyons s'étaler partout, du haut en bas de l'échelle sociale, la dépense, le luxe et la prodigalité, dans la soif des jouissances immédiates. Détente nerveuse chez les uns, réaction après l'épreuve : le phénomène est bien connu des moralistes. L'argent ne manque pas, il y en a même trop, puisque nous avons en circulation au moins vingt-cinq milliards de monnaie de plus qu'avant la guerre. Chez les autres, c'est l'avidité de jouir, et tout de suite, de l'argent gagné vite et facilement, c'est la frénésie de concupiscence née des *subiti guadagni*. De quoi demain sera-t-il fait? Après nous le déluge! Et tandis que nos modernes Turcarets, ne sachant que faire de leurs gains, les dissipent à qui mieux mieux, voici tous les nouveaux pauvres qui ne savent plus comment vivre, eux qui jadis fécondaient la richesse nationale en garnissant de jour en jour le légendaire bas de laine de la France : qui les remplacera, ceux-là?

Déplorable est l'effet produit par le spectacle de ce gaspillage, — plus superficiel, si l'on veut, que profond, mais d'autant plus frappant, — sur l'étranger qui nous observe sans se rendre toujours compte que ces jouisseurs du jour ne sont pas, Dieu merci! toute la France, ni même la vraie France. Mais bien plus grave est le dommage causé au pays par la folie de la dépense, au point de vue économique, sans parler des autres. La consommation s'est accrue démesurément, tandis que, démesurément, la production a décru : de là la hausse des prix, c'est-à-dire la détresse ou la gêne pour beaucoup, et la porte ouverte aux pires désordres intérieurs, maux profonds qu'on ne fait qu'aggraver en augmentant, par des élévations de traitements ou salaires, par l'émission toujours plus abondante de billets de banque, les facultés d'achats des consommateurs; de là la hausse des changes, l'excès toujours grandissant de nos importations sur nos exportations, avec ce résultat que le commerce extérieur de la France est actuellement en perte de l'énorme chiffre de plus de vingt milliards par an, et que la France, autrefois créancière de l'étranger, est pour longtemps sa débitrice. L'équilibre rompu entre la production et la consommation, c'est notre devoir impérieux de le rétablir, en produisant davantage, mais d'abord en consommant moins. Les produits manquent : ménageons-les. Gaspillez l'argent, si le cœur vous en dit; l'argent, après tout, est fait pour circuler, il

n'a pas en soi plus de valeur qu'il n'a, dit-on, d'odeur : mais épargnons les choses, les denrées, les vraies richesses. Pour faire baisser les prix, pour diminuer nos achats hors de France et alléger nos dettes extérieures, pour réparer les destructions de la guerre, il n'y a qu'un moyen : réduisons nos dépenses stériles, nos consommations improductives, celles qui ne servent pas à entretenir où à accroître la puissance productrice du pays, capitaux ou population.

Mais, prétend-on, productives ou improductives, les consommations ont toutes la même valeur économique : elles nourrissent pareillement le travail. Pourquoi donc proscrire telles ou telles? Les unes et les autres suscitent un égal mouvement d'affaires. Toute dépense est légitime qui est faite avec des moyens légitimes. Comme disait le brave voisin de campagne de J.-B. Say, lorsqu'après le repas offert à ses hôtes il s'amusait à briser les verres de sa table : cela fait marcher le commerce, ne faut-il pas que tout le monde vive? N'avons-nous pas vu soutenir, pendant la guerre, que la guerre même est enrichissante, dans la mesure du moins où l'on ne fait pas appel à l'étranger, et que, par exemple, un coup de canon, payé cent francs à l'industrie française, fait gagner cent francs au pays, tout comme si une valeur de cette somme était exportée? Exportation, l'obus envoyé chez les Boches! Bien naïf est le paradoxe qui prône à ce point la « vertu de la dépense. » Autant dire qu'il faut consommer en vue de produire, et non produire en vue de consommer. Plus on consommera, plus on produira, et comme il est bien plus aisé de consommer que de produire, c'est l'abondance assurée et l'âge d'or tout proche! A ce compte-là Néron, en brûlant Rome, était le bienfaiteur des Romains! Et nous-mêmes, après tant de destructions pendant les cinq « années terribles, » comment se fait-il que nous ne soyons pas plus riches à l'heure qu'il est? — Il ne faut tout de même pas oublier que les consommations improductives, si elles profitent à quelques-uns, appauvrissent l'ensemble, c'est-à-dire la nation, qui est en perte d'une valeur dont elle était en droit de bénéficier. C'est au contraire, pour la communauté, un profit net et durable que l'épargne; de même que la consommation productive, elle donne du travail sans dommage pour personne ; et c'est ce qu'entendait Stuart Mill lorsqu'il comparait l'épargnant au fondateur d'une maison de charité, qui crée

un fonds pour l'entretien d'un certain nombre d'hommes, ou lorsqu'il disait qu'on est utile aux travailleurs non par ce qu'on dépense, mais par ce qu'on ne dépense pas.

Nous ne sommes pas de ceux qui condamnent le luxe absolument, et répètent avec J.-J. Rousseau que « s'il n'y avait pas de luxe, il n'y aurait pas de pauvres : » il y aura, hélas ! toujours des pauvres parmi nous ! Nous ne songeons pas à réclamer des lois somptuaires, quelque nécessaires qu'elles soient, à ce que disait Montesquieu, dans une république, non plus qu'à demander à nos contemporains de vivre en spartiates et de se restreindre au « nécessaire physique. » Admettons qu'en temps normal le luxe modéré, celui qui suscite le travail et tend à créer plus de capital qu'il n'en détruit, puisse avoir sa place et remplir une fonction utile : mal si l'on veut, mais alors mal nécessaire; *felix culpa* ! Mais comme il y a, dans le problème du luxe, une question de mesure, il y a aussi une question d'opportunité, et la solution économique à lui donner ne peut, aux temps troublés où nous vivons, être la même qu'aux jours calmes du passé. Quand la France ne produit plus assez pour le nécessaire ou l'ordinaire de la vie, peut-on bien donner libre cours au « somptuaire? » Quand il y a dans le monde entier disette, l'heure est-elle bien aux vaines dépenses de faste ou d'agrément? Comme les matières, comme les capitaux, la main-d'œuvre manque : chez nous, la mort ou l'invalidité de près de deux millions d'hommes a diminué de 9 pour 100 environ l'effectif des producteurs, une fois et demie plus qu'en Allemagne, trois fois plus qu'en Angleterre ou qu'en Italie. Ne voit-on pas qu'aujourd'hui le luxe est une coupable dilapidation de travail, de capitaux et de matières, et que le superflu des uns ne peut être produit qu'aux dépens de l'indispensable des autres?

Consommateurs, nous le sommes tous, et comme tels nous avons tous notre responsabilité engagée pour chacune de nos consommations. Pensons-y ! Dépenser mal ou trop, c'est non seulement léser la communauté en l'endettant vis-à-vis de l'étranger, c'est aussi faire la vie plus difficile à ceux qui l'ont déjà si difficile, c'est rendre le pauvre plus pauvre. La France doit reconstituer ses forces par le travail et l'épargne, et non pas s'adonner aux appétits de jouissances. Ce n'est pas d'autos qu'elle a besoin, de ces autos même dont le bon marché offre au

public la tentation, mais de bateaux, de locomotives, de machines, de charrues. Que le luxe se restreigne, et son sacrifice contribuera à nous sauver en nous constituant une marge, une réserve pour la dureté des temps; c'est en ce sens que Turgot, reprenant un mot de Voltaire dans *le Mondain*, a loué le superflu « dont on peut dire qu'il est une *chose très nécessaire :* il faut qu'il y en ait, expliquait-il, comme il faut qu'il y ait du *jeu* dans toutes les machines. »

A nous d'utiliser aujourd'hui ce *jeu* de la machine économique. A l'économie destructrice des années de guerre, substituons une économie réparatrice, dont l'épargne, avec le travail, sera le facteur nécessaire et tout-puissant. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce n'est pas du luxe, mais de la restriction, et l'on ne peut que regretter que depuis cinq ans l'impôt, accru il est vrai, mais insuffisamment, ne soit pas venu mettre un terme au gaspillage privé. « Il règne ici, déclarait en août dernier M. Lloyd George à ses compatriotes, un esprit d'inconscience, il y a un manque de compréhension du danger. » Et, chose curieuse, la même chose était dite en même temps aux Italiens par leur premier ministre, M. Nitti. Combien cela n'est-il pas vrai aussi chez nous, qui nous laissons aller en aveugles et sans réagir entre ces deux maux mortels, la « vague de paresse » d'une part, et de l'autre la fureur de jouir! A consommer sans produire, ou seulement même à consommer moins que nous ne produisons, nous allons tout droit à la ruine économique. Il faut nous ressaisir, et, en travaillant plus, consommer moins et épargner davantage. *Abstine et sustine*, effort et abstention, ce doit être notre mot d'ordre patriotique. Le peuple de France, si justement renommé pour sa vertu d'épargne comme pour sa valeur laborieuse, et qui, avant la guerre, mettait de côté chaque année un bon dixième de son revenu, ne voudra pas s'endormir dans la nonchalance ou s'étourdir dans la dissipation. A la vie chère opposons la vie simple, et devant le haut mur des changes, sachons réfréner nos besoins. Le salut du pays exige que, riche ou pauvre, chacun se restreigne et donne, avec le maximum de son effort de travail, le maximum de son effort d'épargne. L'épargne des riches seuls n'y suffirait pas, car c'est le grand nombre qui fait les gros chiffres : il nous faut l'épargne de tous.

II

Et celle de l'État au premier chef. L'État, depuis la guerre, dépense beaucoup plus que ne dépensent tous les particuliers réunis, il est de beaucoup le plus gros consommateur de produits et services : plus importantes que toutes les autres sont donc les économies qu'il peut faire. Et qu'il doit faire. Parce qu'il est l'État, de quel droit serait-il en dehors de la loi commune ? L'épargne s'impose à l'État comme aux particuliers, et plus encore. Par malheur, on sait qu'il n'en a cure. Il prêche au public le labeur et les privations, et pratique pour son compte le pire gaspillage. Il n'y a plus pour lui de considération de chiffre. « On parle aujourd'hui de millions, écrivait Sébastien Mercier dans son *Tableau de Paris* en 1783, comme on parlait autrefois de mille louis; on compte par millions, on n'entend parler que de millions, les millions dansent sous vos regards... » Lisez milliards au lieu de millions, vous aurez la situation actuelle. « Qu'est-ce qu'un milliard? » disait naguère un socialiste au Parlement. En effet, nous oublions volontiers qu'aujourd'hui comme hier un milliard égale mille millions, et nous sommes fort étonnés, par exemple, quand on nous prouve, chiffres en mains, qu'un milliard, c'est plus qu'il ne s'est écoulé de minutes depuis le début de l'ère chrétienne. La notion de la valeur de l'argent n'existe plus : si l'on compte par milliards, les milliards ne comptent plus.

La guerre, à vrai dire, a toujours favorisé le gaspillage. La défense, cause sacrée, ne légitime-t-elle pas la dépense? Plus on dépense, moins on y regarde. Et puis, comment la gabegie ne fleurirait-elle pas dans l'exubérante végétation des services nouveaux que l'État s'est appropriés, depuis cinq ans, par une emprise constante sur l'initiative privée? De fait, ç'a été chez nous pendant la guerre une extraordinaire poussée de dilapidations, de négligences, de déprédations. Partout l'imprévoyance a nourri la prodigalité. Abus des autos militaires, pléthore des officiers à l'arrière, locations ruineuses d'immeubles, pullulement de fonctionnaires nouveaux, ce sont là des vétilles à côté du coulage général des allocations, des scandales des marchés, des énormes déficits des comptes spéciaux, des centaines de millions jetés à l'eau pour l'arsenal de Roanne

ou pour les usines de cyanamide, sans compter ce qu'on peut soupçonner, aux portes du pouvoir, grandes ou petites, de tractations louches, de collusions coupables ou de trafics criminels. De ces abus, de ces hontes, chacun a pu surprendre quelques exemples, au hasard des circonstances, ou s'instruire à la lecture des documents officiels, débats ou rapports parlementaires, comptes rendus de procès. Qui saura jamais tout? Pour l'instant, l'opinion n'est saisie que de faits isolés, elle en devine plus qu'elle n'en voit, elle en ignore plus qu'elle n'en sait.

Et depuis que la guerre a pris fin, le débordement des dépenses publiques n'a fait que s'accroître. Six mois durant, on nous berça de cette illusion : l'Allemagne paiera ! Pourquoi donc se restreindre ? On a continué à vivre d'emprunts. Et la Chambre, voyant venir les élections, en profita pour jeter à pleines mains l'appât aux électeurs. Plus le pays s'inquiétait de l'avenir financier, plus on lui dispensait les milliards, non sans aviver des alarmes qu'on pensait apaiser. Sans doute les charges extraordinaires ne pouvaient disparaître d'un jour à l'autre ; il fallait bien, par exemple, entretenir les troupes encore mobilisées, rembourser les bons de monnaie des régions libérées (2 milliards), pourvoir aux premières avances sur les dommages de guerre. Et la victoire elle-même devait engendrer des dépenses qui, pour bien intentionnées qu'elles fussent, n'ont pas toujours été faites avec prudence, telle entre autres la valorisation du mark en Alsace-Lorraine (2 milliards et demi). Mais à côté de cela, quel effroyable gaspillage a continué de s'épanouir dans les services tant militaires que civils ! Que de largesses coupables, comme les cent millions pour prêts aux démobilisés du petit commerce, les cent millions pour la mise en culture des terres abandonnées, ou les avances exceptionnelles de traitements au personnel civil de l'État (460 millions). Quelle invraisemblable gabegie dans la liquidation des stocks ! Combien de dépenses grossies à plaisir par la défunte Chambre, avec une inconscience criminelle de la gravité des temps ! Voyez les indemnités temporaires aux petits retraités, dont le gouvernement prévoyait le coût à 150 millions : le Parlement enfla les crédits à 300 millions. Et le projet de loi sur le relèvement des traitements de l'instruction publique : 360 millions, qui en devinrent 420 sous la pression de la commission du budget. Quant à la prime de démobilisation, née,

comme on sait, d'initiatives parlementaires, la carte à payer, qui à l'origine ne dépassait pas 1 700 millions, s'éleva de surenchère en surenchère jusqu'à 4 milliards 200 millions.

On s'explique dès lors que, la guerre finie, nos dépenses publiques pour l'exercice 1919 ne se soient pas montées à moins de 48 milliards de francs, — budget ordinaire et services exceptionnels, — alors qu'elles qu'elles n'avaient pas dépassé 33 milliards en 1916 et 41 en 1917 (1). On s'explique que, pour satisfaire à de pareilles charges, le Ministre des Finances ait dû faire le plus pressant appel à toutes les ressources de la Trésorerie, principalement aux bons de la Défense, dont il y avait entre les mains du public 46 milliards à la fin de 1919, et aux avances de la Banque de France, qui dépassent actuellement 25 milliards : d'où une énorme « inflation » de la dette flottante, avec tous les risques qu'elle comporte pour le Trésor, et une énorme « inflation » de la monnaie de papier, laquelle tend à surélever encore les prix des denrées et les cours des changes. Cependant la Chambre expirante, tout en s'abandonnant au vertige de la dépense, diffère le vote des impôts nouveaux, des ressources nécessaires à nos budgets. Ce qui n'empêche que dès lors, comme si nous jouissions de la meilleure santé financière, s'accumulent les grands projets de dépenses soi-disant urgentes : vaste plan de travaux publics qui, avec l'acquisition d'une flotte commerciale, n'absorberait pas moins de 20 milliards, avances pour le logement populaire, allocations à la natalité, assurances sociales, rachat de chemins de fer, que sais-je encore ?

Ne dirait-on pas alors que tout esprit de prudence, tout sens des réalités et des possibilités a disparu ? Plus de frein aux dépenses : on parle, on agit comme si nous pouvions nous passer toutes nos fantaisies, comme si nos ressources étaient inépuisables, comme si l'argent ne coûtait rien. Plus de règle pour payer ni pour recevoir. L'impôt, combien ne l'acquittent que s'ils veulent bien ! Ouvriers, agriculteurs, profiteurs de guerre échappent pour la plupart au fisc impuissant ou débordé. Par contre, combien de dépenses vaines qui ne répondent pas à des besoins vrais ! Indemnités, allocations, avances, suppléments et subventions, le budget paie une masse de services qui ne sont pas des services faits, des *doles*, suivant la forte expres-

(1) Elles avaient atteint 55 milliards en 1918. Il s'agit ici des crédits ouverts, et non des paiements effectués, dont le chiffre n'est connu que très tardivement.

sion de nos amis anglais, qui ne sont pas, eux non plus, sans connaître la chose. Qui acquittera en fin de compte ces largesses folles qui ne sont pas le prix d'un travail et n'ont pour effet que de permettre aux bénéficiaires de ne pas travailler? C'est ainsi qu'à dépenser sans compter, dans le dérèglement et le déficit, on perdait le bénéfice de la victoire et on menait le pays aux abîmes.

III

La guerre a aggravé le mal, mais le mal est ancien. Depuis quarante ans, le gaspillage et le désordre ont régné en maîtres dans la gestion de nos affaires, et s'il est vrai qu'un régime se juge sur ses finances,— finances, selon Littré, vient du vieux verbe *finer*, c'est-à-dire terminer, conclure, les finances sont donc la conclusion, la traduction, le critérium final des phénomènes sociaux, — notre régime depuis quarante ans n'a été rien moins que désastreux.

« La Cour mangeait le royaume, » disait énergiquement le duc de Croy au XVIIIe siècle : de nos jours on aurait pu dire pareillement que les gouvernants « mangeaient » le pays. Partout, depuis un demi-siècle, les dépenses publiques ont augmenté, — de cette augmentation soi-disant fatale les pédants allemands ont même prétendu faire une loi économique, la loi de Wagner, — mais nulle part l'accroissement ne s'est manifesté avec moins de mesure que chez nous, nulle part le point de départ n'était plus haut, plus haute la charge initiale de la dette publique. En 1873, le budget des dépenses se chiffrait à 2874 millions; il atteignait 3 288 millions en 1890, 3 747 millions en 1900, 4322 en 1910 et 5 191 en 1914. Si, dans cette effrayante progression, la hausse des dépenses militaires tient une large place, bien plus large encore est celle que représentent l'extension des dépenses civiles, la multiplication du fonctionnarisme, des entreprises d'État, des services d'ordre social. Combien de fois n'a-t-on pas dénoncé le péril, et jeté le cri d'alarme devant la « marée montante des budgets ! » Mais en vain. Jamais les partis au pouvoir n'ont eu le courage de réagir. Trop vieille est l'habitude de l'imprévoyance, du laisser-aller et de la dissipation, trop général le coulage, et trop profitable aussi à certains. On en arrive, en manière d'excuse, à

soutenir que les dépenses publiques sont avantageuses pour le pays, et que l'impôt qui les alimente « retombe en pluie d'or sur le peuple; » n'est-ce pas hier encore que nous lisions quelque part que l'État, en dépensant à l'intérieur, « crée du revenu ? » Comme si l'État n'employait pas le plus souvent d'une façon improductive des ressources que les particuliers eussent pu utiliser reproductivement, et comme si toute dépense inutile dans les budgets n'était pas un prélèvement arbitraire et injustifié sur les contribuables !

Avec la profusion, c'était aussi, c'était déjà la confusion, l'anarchie financière, celle-ci favorisant celle-là autant qu'elle était favorisée par elle. De 1872 à 1914, malgré de belles plus-values dans le rendement des impôts, le déficit réel a dépassé un milliard. Ce n'est qu'à l'aide d'expédients ou d'artifices qu'on arrive soi-disant à « boucler » les budgets, et qu'on maintient la balance sur le papier en même temps que l'illusion de l'équilibre dans le public : l'art n'est plus, comme on l'a dit, que de « prêter des apparences de règles à une gestion financière déplorable. » Les abus sont partout : dans les comptes spéciaux où se cachent les opérations et les emprunts illicites, dans les crédits additionnels, cette plaie de nos finances, dans les paiements sans crédit et les dépassements de crédits, dans l'insincérité des prévisions budgétaires, où les dépenses inutiles sont enflées à plaisir et les dépenses nécessaires trop souvent sous-évaluées, dans la pratique des crédits « d'amorce, » dont la modicité initiale n'est faite que pour dissimuler le gros danger prochain, sans parler de ces coups de folie financière comme le rachat de l'Ouest, ou de ces expériences sociales aussi mal conçues que coûteuses et que rejette le bon sens même du pays à qui on veut les imposer, telles les retraites ouvrières. Ajoutez que le contrôle, hors ce qui touche le maniement des fonds, est inefficace ou insuffisant, et que la comptabilité est tenue d'une façon si compliquée à la fois et si incomplète, elle est arrêtée si tardivement, qu'elle ne permet de se rendre compte ni de la marche générale des opérations, ni du prix de revient, du rendement de tel ou tel service : on a bien oublié cette vérité élémentaire que, si les chiffres ne gouvernent pas le monde, ils indiquent du moins comment le monde est gouverné. Il l'est, chez nous, bien mal, et l'on pourrait répéter de nos jours ce que disait Du Haillan il y a quelque trois cents ans : « Les

affaires financières ont été tellement brouillées ces derniers temps que les gens de bien y connaissent peu de chose, tandis que les autres n'y connaissent que trop. »

A qui la responsabilité de ce désarroi lamentable, de « tous les désordres et combustions qui agitent cette pauvre France, » comme écrivait en son temps Sully, lorsqu'il cherchait de bons « expédients pour médiciner telles maladies d'État? » A tout le monde. Au Parlement d'abord, ou plutôt aux députés, puisque le Sénat s'est, par une abdication étrange, laissé réduire au rôle de chambre d'enregistrement. Leur mission est d'autoriser les recettes et les dépenses, et de contrôler la direction des finances publiques. Mais « les contrôleurs se sont faits dépensiers, » comme disait déjà le procureur général Dupin. A qui mieux mieux, ils poussent à la dépense, que ce soit la réclame électorale qui leur permet de se faire de la popularité au dépens des deniers communs, la largesse socialiste ou démagogique, ou parfois même l'extravagance révolutionnaire qui aura à certains yeux le mérite de contribuer à mettre à bas la société actuelle. Nul souci chez eux d'un bon aménagement des ressources de l'État. Usés par les agitations stériles et les ambitions personnelles, incapables de se discipliner comme de comprendre la discipline des lois économiques, inaptes aux affaires, ils se désintéressent des finances. Ils ne remplissent même plus les premiers de leurs devoirs : ils ne se donnent plus la peine de discuter les lois de règlement, qui sont votées très en retard, par paquets de trois ou quatre, voire de huit, à la fois, sans débat, dans l'indifférence générale, et ne représentent plus que de vaines formes de symétrie budgétaire. Le budget lui même, ils ne peuvent plus l'établir en temps utile, toujours il faut des douzièmes provisoires, avec tous leurs inconvénients, dont le moindre n'est pas, en prolongeant la discussion, de favoriser les surenchères et le gaspillage, car plus la Chambre discute, plus elle dépense, ce qui est pour le moins l'indice d'une étrange altération de son rôle. — Le gouvernement n'est pas moins coupable. Chargé de la gestion financière du pays, il a lui aussi fait défaut à sa charge, et faute d'autorité comme de sagesse il a laissé la nef errer au gré des flots. Gérant négligent et désordonné, imprévoyant et à courtes vues, il n'a su imposer ni méthode, ni clarté, ni rigueur financière, il n'a fait que favoriser le trouble et la confusion par sa faiblesse et son incurie,

par un glissement habituel aux solutions de fortune ou plutôt d'infortune, par un abandon constant des grands principes de l'art financier, lesquels après tout ne sont autres que ceux de l'ordre et du bon sens. — L'administration enfin : tout a été dit sur l'énorme coût et le médiocre rendement de cette lourde machine, dispendieuse et inefficace, paralysée par le formalisme et la routine, et dont chaque organe est devenu une fin en soi, avec l'objet constant de grossir ses dépenses pour grossir son importance. Sous le couvert de son irresponsabilité, et de sa réputation d'intégrité, notre bureaucratie, mauvaise ménagère, a si l'on peut dire le gaspillage dans le sang; tous les moyens lui sont bons pour enfler ses demandes de crédits budgétaires comme pour épuiser les crédits en fin d'exercice; respectueuse des règlements, elle est sans scrupule pour les tourner. Elle réalise ce paradoxe d'être à la fois avare pour les petites choses et prodigue pour les grandes, elle respecte consciencieusement les centimes tout en jetant, par légèreté ou incapacité, les millions à l'eau : *penny wise and pound foolish*, comme on dit outre-Manche.

Le temps n'est plus sans doute où Montesquieu assurait que « l'économie est l'avantage du gouvernement républicain. » Les démocraties, nous le savons, sont dépensières et désordonnées : quand les impôts sont votés par ceux qui ne les paient pas, et les dépenses par ceux qui en profitent sans y contribuer, les gouvernants ne songent qu'à satisfaire le plus de monde possible aux frais publics. Dépensez toujours, cela fait bien dans un régime de « clientèle » où le gouvernement est aux pieds des députés et les députés à ceux des électeurs, où les ministres « font les couloirs » comme les députés « font leur circonscription. » Le budget, c'est l'assistance publique, c'est la caisse commune et soi-disant inépuisable où tout le monde puise, de près ou de loin; la gratuité s'introduit partout, et partout les primes, les encouragements, les subsides; la gabegie engendre le gâchis.

Ainsi allaient, depuis longtemps, les choses financières dans les démocraties modernes. Mais pourquoi allaient-elles dans la nôtre plus mal encore que dans les autres? Entre beaucoup de raisons, il y en a deux qu'il faut dire, parce que, les circonstances s'y prêtant, nous y pourrons peut-être quelque chose. Voici la première : l'opinion, mal renseignée, faute de

données claires, de comptes faciles à lire, ne s'est jusqu'à ces derniers temps jamais souciée des finances publiques. N'est-ce pas un triste spectacle que celui d'une population parcimonieuse au fond, éprise d'ordre et sachant compter, gérant de façon entendue ses propres affaires, et qui abandonne les finances publiques aux mains de gouvernants prodigues et imprévoyants, empressés de les livrer au hasard ou au pillage? L'opinion a besoin chez nous, en finances, d'être informée, éduquée et vivifiée. L'autre raison, c'est que, parmi ces gouvernants, il n'y a personne, financièrement parlant, en qui réside à la fois l'autorité et la responsabilité, avec les moyens d'exercer l'une et l'autre. Personne n'est responsable chez nous de l'ordre, de l'économie, de l'équilibre. Il n'y a plus d'autorité en matière financière. Le gouvernement a ruiné la sienne pour en conserver l'apparence, et celle que s'arroge le Parlement se noie dans son irresponsabilité. L'État, étant tout le monde, s'entend tous les ministres, tous les parlementaires, tous les fonctionnaires, n'est plus personne, personne ne s'intéresse plus à ses intérêts; la chose publique n'existe plus, elle a succombé sous le nombre, dans l'indifférence générale.

IV

Un changement profond, catégorique, s'impose pour relever la France et sauver le crédit public. La situation présente est des plus graves : on l'a dit au Parlement, dans la presse; l'a-t-on assez dit? Il n'y aurait pas de pire politique que dissimuler au pays la vérité. « Le salut de la nation exige des résolutions viriles, » proclama naguère M. Milliès-Lacroix, rapporteur des finances, au Sénat. « Il n'y a pas de finances possibles, si nous persistons à dépenser sans compter, » a déclaré à la Chambre M. Klotz, ministre des Finances, dont il est regrettable que la fermeté ne se soit guère manifestée qu'en paroles. Et M. Ribot : « Si nous continuions ainsi, nous irions à une catastrophe. » La catastrophe elle-même ne serait pas un dénouement, quoi qu'en puissent penser certains esprits simplistes; non seulement la défaillance de l'État entraînerait par ses répercussions incalculables la ruine de la plupart des Français et des intérêts français, mais notre crédit en serait tué au dedans et au dehors, et le Trésor se trouverait le lendemain dans un état pire que la

veille. La seule solution possible est celle que nous inspireront notre énergie, notre honneur et notre fierté patriotique.

Que faut-il pour restaurer nos finances? Nous n'entendons pas parler ici des grandes opérations que tout le monde juge nécessaires et dont on ne peut que déplorer le retard : consolidation de la dette flottante, restriction de la circulation fiduciaire, création de nouvelles ressources fiscales. La question est de savoir ce qu'il y a à réformer dans le courant de notre conduite financière pour rentrer dans la voie droite. Il faut d'abord, de toute évidence, endiguer le flot des dépenses extraordinaires et nous réaccoutumer à vivre sur notre revenu, c'est-à-dire sur l'impôt; il faut donc faire rentrer énergiquement cet impôt, en coupant court aux faiblesses législatives ou administratives dont profitent aujourd'hui un trop grand nombre de contribuables pour se soustraire aux charges communes. Il faut rétablir l'ordre, la règle et la lumière dans les finances publiques, et les rendre, selon l'expression du baron Louis, « tellement transparentes que chaque citoyen puisse en quelque sorte les juger comme ses propres affaires : » budgets et comptes sont à refondre, méthodes et pratiques à régulariser selon les principes les plus sévères, si l'on veut que notre gestion redevienne correcte et saine, et que le contribuable, à qui un énorme effort fiscal va être demandé, se sente porté à comprendre et à remplir avec conscience l'impérieux devoir.

Enfin, il faut que par l'économie la plus rigide, nous réduisions au strict minimum les charges budgétaires, les frais généraux de la nation. Nous avons, comme au temps de Calonne et comme disait Calonne, « une ressource considérable dans les abus. » Supprimer toutes les dépenses parasites, ajourner tout ce qui n'est pas essentiel, contenir tous les envahissements, aveugler toutes les voies d'eau par où s'écoule « l'argent de la France, » c'est aujourd'hui l'œuvre vitale et nécessaire. « Rien ne simplifie les finances publiques comme l'économie dans les dépenses, écrivait il y a une centaine d'années J.-B. Say; l'art de la finance n'est si difficile que parce que l'art d'économiser n'est pas connu. » Et tout récemment un Anglais, le professeur W.-R. Scott, ne déclarait-il pas que « le grand problème de l'après-guerre serait bien moins une affaire de répartition et de productivité fiscale qu'une question de discipline dans la dépense? »

Comprenons bien, en effet, qu'il n'y a pas d'impôts qui puissent jamais suffire à alimenter les budgets monstres tels qu'on nous les annonce pour un avenir très prochain, et dont il semble qu'on se fasse un jeu de grossir les chiffres. Si l'on n'arrive pas à en contenir l'accroissement, c'en est fait de l'équilibre de nos finances. Qu'on ne croie pas que les sources fiscales soient intarissables, et qu'on puisse y puiser toujours sans jamais les épuiser. A côté de la clientèle électorale, il y a une masse de citoyens qui, après tout, ont bien le droit de vivre, eux aussi : ce sont les contribuables. Il y a une limite aux facultés contributives d'un pays : délicate à fixer, peut-être, mais elle est. On dit : les riches paieront. Quelle niaise illusion, ou quel coupable appel aux basses convoitises démagogiques ! Le revenu des « riches, » si l'on entend par « riches » tous ceux qui ont plus de vingt mille francs par an, — est-ce bien là la richesse? — n'était en France en 1917 que de 3 275 millions, et l'on voit tout de suite que, leur prendrait-on tout, ce n'en serait pas assez, tant s'en faut, pour « boucler » le budget. Le contribuable a d'ailleurs des moyens de défense; il peut faire grève, lui aussi, j'entends qu'il peut renoncer à produire, s'il voit qu'à produire il n'a plus intérêt parce que le fisc abuse : c'est ce qui est arrivé dans la Rome impériale où les *Curiales*, sur qui pesait tout le poids de l'impôt, désertaient leur classe. Au delà d'un certain point, la taxation s'élude, la matière fiscale s'évade ou s'évanouit. Il n'y a d'impôt qui rende que celui qui est accepté par le contribuable.

Il est prêt, ce contribuable, à payer tout ce qu'il faut : seulement il n'entend pas être taxé au delà du nécessaire, — ce nécessaire, il le sait, sera déjà fort gros, — et il exige que les pouvoirs publics fassent au préalable de leur côté toutes les réductions budgétaires qu'impose la dureté des temps. Ce qui l'inquiète, c'est moins d'avoir à compter pour l'avenir avec des charges très lourdes que de ne savoir point sur quoi compter, et de pas voir de fond au tonneau des Danaïdes de nos budgets. Que l'État continue à vivre largement, comme autrefois, et se laisse aller aux vastes pensées, aux rêves sociaux ou aux folies somptuaires, il y perdra la conscience du contribuable comme la confiance du prêteur. Qu'au contraire il se restreigne, comme font tous les honnêtes gens dans la gêne, — il n'en manque pas à l'heure qu'il est, — et il s'assurera, par

cette discipline rigoureuse, toutes les ressources fiscales et tous les moyens de crédit dont il aura besoin pour ses dépenses légitimes.

A vrai dire, il ne s'agit pas de petites restrictions, d'économies « de bouts de chandelle, » de menues compressions de crédit, illusoires ou inopérantes. Il ne nous suffit pas d'instituer, comme il y avait autrefois dans la république de Venise, des *scanzadori delle spese superflue*. Ce n'est pas le seul superflu que nous devons retrancher, mais tout ce qui n'est pas strictement indispensable à la vie du pays. Il nous faut des coupes sombres dans la forêt touffue du budget.

Ce n'est pas ici le lieu de dresser le plan de l'œuvre à accomplir. Qu'on nous permette cependant de rappeler que tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une refonte complète de notre administration, de la vieille et pesante machine napoléonienne qui, depuis cent vingt ans, s'est développée et compliquée sans jamais se réformer ni s'adapter à l'évolution générale du monde. Ignorante de la vie moderne, elle gère le pays du fond de ses bureaux, en aveugle, à coups de dossiers, de circulaires, de notes, de rapports, c'est-à-dire toujours sur le papier, « qui souffre tout : » qu'elle sorte donc de sa prison poussiéreuse, qu'elle pratique cet *aussenbureaukratismus* dont les Boches nous ont donné l'exemple, qu'elle se vivifie et se simplifie, et mette enfin ses procédés en harmonie avec les conditions nouvelles. On hausse actuellement, avec excès d'ailleurs et sans méthode, les rétributions de tout le personnel de l'État; que ne le réduit-on en même temps, ce personnel, en donnant à chaque agent sa part de pouvoir et de responsabilité? S'il n'est pas assez payé, il est d'une façon générale deux fois trop nombreux, et la preuve en est que pendant la guerre on a marché à demi-cadres. Augmentez les traitements, mais supprimez d'abord la moitié des 650 000 fonctionnaires que la France entretenait il y a cinq ans, sans compter ceux qui se sont ajoutés depuis lors : la France en vivra mieux, et l'économie y trouvera son compte.

Trop lourds, trop compliqués sont nos services. On n'a cessé d'ajouter de nouveaux rouages à la machine sans jamais en supprimer, avec ce résultat que la machine finit par se refuser à sa fonction. Dans tous les ordres de l'activité humaine, la tendance est à la concentration : pourquoi les services publics s'y

soustrairaient-ils? Il faut réduire le nombre des ministères dans le Gouvernement et celui des directions dans les Ministères. Il faut fusionner les administrations dont le chevauchement coûte au trésor autant qu'il nuit au bien de l'État, telles l'Enregistrement et les Contributions directes. Il faut refaire la carte administrative de la France, réduire le nombre des cours d'appel, des tribunaux, des conseils de préfectures, des facultés, des ressorts académiques, après avoir jeté bas la féodalité de l'arrondissement et rompu la coalition des intérêts de clocher.

Nos budgets doivent être libérés d'une masse de charges que l'État s'est laissé indûment imposer. Telles les subventions de toute nature allouées aux autorités locales en vue de dépenses qui, normalement, incombent à ces autorités et dont c'est à elles, si elles y tiennent, de faire les frais : il n'y a plus place dans nos finances pour la mendicité administrative ou électorale. Telles encore les primes et allocations de toutes sortes dont profitent des industries ou entreprises privées qui vivent en parasites aux dépens de la communauté : l'heure n'est plus à ces générosités stériles, nées et nourricières de besoins artificiels ou intéressés.

De larges économies doivent être réalisées dans les frais du luxe public, fût-ce du luxe artistique ou théâtral, — l'État n'a plus la liberté de se livrer aux prodigalités somptuaires, — et aussi dans toutes les largesses d'ordre social qui encombrent nos budgets et couvrent, hélas! tant d'abus, d'illusions, d'injustices même : pourquoi l'État continuerait-il à subventionner, par exemple, les syndicats professionnels, ou les sociétés ouvrières de production, ou les bureaux de placement? Pourquoi n'arrêterait-on pas pour l'avenir les frais de ce régime de retraites ouvrières dont le pays manifestement ne veut pas? Que l'État fasse, — et bien, — ce qui est de son devoir envers le travail, la misère, la vieillesse ou la maladie, mais qu'il le fasse en comptant strictement, et sans arrière-pensée électorale ou démagogique.

Enfin l'étatisme doit être circonscrit et restreint avec la dernière rigueur. Écartons toutes les nouvelles entreprises socialistes, les monopoles, les « nationalisations, » — on sait ce que cela coûte, — et rendons au contraire à l'initiative privée, dûment contrôlée, ce qu'elle pourra reprendre de nos exploitations d'État : les industries y retrouveront leur liberté et nos budgets l'élasticité.

Réformes radicales, économies radicales, il y a là une œuvre immense à accomplir. Elle est difficile, mais elle est nécessaire. Qui en prendra l'initiative, qui en assurera le succès? Comment les corps constitués se réformeraient-ils d'eux-mêmes et de bonne grâce? Au dedans, c'est la routine, c'est le jeu des intérêts qui se décorent du nom de droits acquis. Au dehors, l'ignorance, l'incompétence, les préjugés. Le ministre, qui ne fait que passer dans son ministère, ne sait que ce que veulent bien lui dire ses directeurs, il ne peut rien sans eux, ni contre eux : entre eux et lui, il faudrait un haut fonctionnaire de carrière, sachant les choses, ayant les pouvoirs, capable de concevoir et de mener à bien les réformes et les économies, les œuvres de longue haleine; c'est ce qu'ont nos amis anglais dans la personne de leurs sous-secrétaires permanents, et c'est ce que nous devrions avoir au plus tôt, à la tête de chaque département ministériel, « pour remettre l'ordre dans la maison. »

Mais plus haute est la question. Tout l'avenir de la France est en jeu dans l'avenir de ses finances. Jamais la nécessité ne s'est fait sentir plus impérieusement d'une direction forte, éclairée, inflexible. Qui tiendra le gouvernail? Qui assumera la charge de la reconstruction financière de la France?

V

Ce qu'il faut avant tout, pour notre salut, c'est qu'il y ait chez nous, en matière d'économies à réaliser, comme d'une façon plus générale en matière d'ordre, d'équilibre, de régularité, dans la gestion de nos finances, une *autorité responsable*, qui, dotée de tous les moyens voulus, sache et puisse, par une rigoureuse discipline, mettre un frein à l'anarchie et faire aboutir l'œuvre de la réparation nécessaire. La France, après les grandes crises de son histoire, a toujours trouvé au moment voulu l'homme qu'il lui fallait, pour relever ses finances. Il y a cent ans, ce fut ce grand organisateur, trop oublié, le baron Louis, qui, ministre une première fois en 1814, et rappelé au ministère en 1830, disait alors amèrement qu'il était « toujours appelé à administrer la misère de son pays. » Après les convulsions révolutionnaires, nous avions eu Mollien et Gaudin, premiers artisans de la reconstruction sous le Consulat. Au XVIIIe siècle, Turgot, dont Malesherbes disait

qu'il n'avait « pas l'amour, mais bien la rage du bien public, » aurait réussi, s'il en avait eu le temps, comme avait réussi Colbert au XVII[e]. Et le plus grand de tous, peut-être, avait été Sully, dont le caractère dur et farouche « épouvantait » les quémandeurs, — « ses yeux et ses mains faisaient peur, » dit un contemporain, — impopulaire parce qu'il savait dire non, qui ne souffrit ni dilapidation ni gaspillage et laissa riche un royaume qu'il avait trouvé pauvre et obéré.

Chose étrange : l'autorité responsable, en fait de finances, la France, dans son régime actuel, ne la possède pas. Ce devrait être, dans le gouvernement, le ministre des Finances. Mais le ministre des Finances de la République n'est plus le contrôleur général des dépenses de la Monarchie; il n'appartient pas, comme remarquait déjà un ministre de la Restauration, « à ce modeste continuateur des Sully et des Colbert, d'entrer dans les détails de l'administration de ses collègues, d'apprécier l'utilité, la nécessité, l'urgence de leurs dépenses et d'arrêter à son gré les services publics. » La Constitution ne lui donne aucun privilège sur les autres ministres. « Il n'a sur eux d'autre influence, a écrit M. Léon Say, que celle que lui assurent sa compétence spéciale et la situation politique qu'il peut avoir dans les Chambres; il est généralement peu écouté, et ses collègues ne lui facilitent guère sa tâche. »

En Angleterre, le chancelier de l'Échiquier jouit d'une primauté traditionnelle sur les autres ministres. Leurs demandes de crédit sont accordées ou rejetées par la Trésorerie (1), qui contrôle leurs dépenses, qui est l'arbitre de leurs budgets; son action a beau avoir perdu en autorité depuis qu'elle est devenue, en 1908, avec M. Lloyd George, un département dépensier, son droit subsiste et oppose aujourd'hui encore un obstacle sérieux au gaspillage. Les mœurs politiques font toujours du chancelier de l'Échiquier le dépositaire des bonnes règles, le garant de l'ordre financier, le « ministre de l'Équilibre. »

Chez nous, rien de pareil. Notre ministre des Finances a dans sa charge la préparation du budget annuel : les départements ministériels lui adressent à cette fin, tardivement d'ordinaire, leurs projets budgétaires; il les examine en faisant

(1) Sous certaines réserves, en ce qui concerne la guerre et la marine.

quelques observations discrètes et officieuses, mais il n'en est ni juge ni maître; sa censure n'est guère qu'une centralisation. Une fois le budget voté au Parlement, il doit, ou il devrait, en contrôler l'exécution. De louables efforts ont été faits depuis vingt-cinq ans pour le mettre à même de suivre les opérations, par le contrôle des dépenses engagées : louables, mais vains, car s'il est en droit de s'opposer à une création d'emploi inutile ou à un engagement irrégulier de dépense, il n'a pas la critique de l'emploi des fonds, il est sans pouvoir pour empêcher les dépenses injustifiées, pour prévenir les abus parfois les plus flagrants, les plus courants. Quant à la politique financière générale, c'est, après le ministre des Finances, le Conseil des ministres qui en décide en dernier ressort. Or au conseil des ministres, le ministre des Finances n'est qu'un ministre comme les autres, un « conseiller financier, » généralement seul de son bord, seul à lutter contre la poussée dépensière, n'ayant que sa voix et dont la voix est le plus souvent étouffée par celles de ses collègues. L'intérêt supérieur des finances est-il en vérité garanti, le respect en est-il ainsi assuré, dans un conseil où l'autorité est divisée, c'est-à-dire réduite, et la responsabilité partagée, c'est-à-dire anéantie?

Substituons donc la pratique anglaise à la nôtre, et confions au ministre des Finances, au sein du gouvernement et sous le contrôle du Parlement, l'autorité et la responsabilité financières, en le dotant comme en Angleterre de prérogatives plus larges, en lui donnant un droit de *veto* sur ses collègues et une voix prépondérante au Conseil des ministres. Il aura nos finances à restaurer, fournissons-lui en les moyens. La question financière prime aujourd'hui toutes les autres questions : que le ministre des Finances prime de même les autres ministres au point de vue budgétaire, qu'il tienne effectivement entre ses mains toutes les finances de l'État, les dépenses comme les recettes, et qu'il soit réellement dans notre République un « surintendant des finances. » Les autres ministres sont exposés parfois à s'engager à la légère : il est si facile de promettre quand on n'a pas à payer ! Il est de leur intérêt comme de celui du Trésor qu'il y ait derrière eux une autorité qui ait son mot à dire, le dernier mot, et puisse réparer en temps utile leurs erreurs ou leurs imprudences. Point n'est besoin de recourir à une revision constitutionnelle; la réforme peut s'introduire

dans la pratique avant de s'inscrire dans les lois, si seulement elle est un jour proposée et acceptée, d'un commun accord, par le gouvernement en ses conseils, comme une restriction de guerre. Nous demandons aux ministres d'abandonner pour un temps leur liberté de dépense entre les mains du ministre des Finances qui, avec la responsabilité effective de l'ordre, de l'économie, de l'équilibre, aura ainsi l'autorité effective : nécessité temporaire, espérons-le, mais nécessité impérieuse.

VI

S'il est indispensable qu'au point de vue financier, le ministre des Finances soit revêtu d'un certain droit de prééminence dans le gouvernement, il ne l'est pas moins qu'à ce même point de vue il soit en mesure d'exercer une certaine autorité au Parlement. On sait que ce n'est guère le cas. La faiblesse de l'Exécutif par rapport au Législatif est un des grands maux de notre vie politique. En Angleterre on se plaint que le gouvernement « contrôle, » comme disent les Anglo-Saxons, le Parlement, dont il est l'émanation et dont il fait ce qu'il veut, tant qu'il y a la majorité : c'est le résultat du système discipliné des partis. En France, tout au contraire, c'est le Parlement qui commande et tend à absorber le gouvernement : conséquence du régime des majorités artificielles, et surtout des mœurs politiques dont vit notre république. Le gouvernement parlementaire est dans une large mesure remplacé par le gouvernement du Parlement, qui en est tout juste l'opposé. Au grand jour ou dans l'ombre, la Chambre paralyse l'action des ministres en s'efforçant d'y substituer la sienne. C'est un cercle vicieux : plus le Parlement empiète sur le Gouvernement, moins le Gouvernement a d'autorité à la Chambre; et moins il a d'ascendant sur le Parlement, plus le Parlement est porté à usurper.

Ce sont là, dans l'ordre financier, des mœurs déplorables, et qui sont pour beaucoup dans le désarroi actuel de nos finances. Les assemblées parlementaires ne sont pas faites pour le gouvernement des finances, leur fonction n'étant que de contrôler et de sanctionner ce gouvernement. Or la Chambre, comme l'ont montré les dernières législatures, veut gouverner les finances comme le reste. Par la Commission du budget, ce

« ministère occulte, » elle reprend en sous-œuvre tout le travail de la préparation budgétaire. Par la Commission de législation fiscale, elle refait, quand elle ne les étouffe pas, les projets et programmes d'impôts. Bien qu'elle ne s'intéresse guère aux lois de règlement, qui pourtant devraient être la sanction de son droit budgétaire, elle prétend s'arroger la surveillance de l'exécution du budget, au cours même des opérations, par la Commission des comptes et des économies, sans doute en souvenir des Comités de Trésorerie de l'époque révolutionnaire. Et par-dessus tout, elle s'est accoutumée, par un manifeste abus de pouvoir, à voter toutes les dépenses nouvelles ou augmentations de dépenses qu'il lui plaît, de sa propre autorité, sans souci des conséquences budgétaires de ses décisions, sans égard à l'équilibre entre le doit et l'avoir. De toutes les mesures nécessaires pour relever nos finances, l'une des plus urgentes consiste à supprimer le droit d'initiative parlementaire en matière de dépenses.

Que tout député ait le droit de proposer des dépenses nouvelles ou des augmentations de dépenses, sans condition ni limite, à la Commission du budget ou en séance, dans les lois de finances ou dans toutes autres lois, c'est ce qui, selon les théoriciens parlementaires, résulte de la Constitution de 1875, laquelle reconnaît aux élus de la nation le privilège de proposer des lois ou des amendements aux projets de loi émanés du Gouvernement. Rarement appliqué, et d'ailleurs très discuté, au temps de la Restauration, ce droit d'initiative a donné lieu sous la troisième République, comme il avait déjà fait en 1848, à des abus constants et flagrants. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1887 (budget de 1888), les dépenses nouvelles ou augmentations de dépenses proposées par les députés ne s'élevèrent pas à moins de 276 millions. Le scandale devint tel qu'en 1900, sous la pression de l'opinion, la Chambre dut se résoudre à apporter elle-même quelque restriction à la liberté dépensière de ses membres : par modification de son règlement intérieur, elle décida que, dans la discussion du budget, il ne pourrait être proposé d'accroissement de crédits qu'au cours des trois séances qui suivent la distribution du rapport dans lequel figure le chapitre intéressé, ce qui avait pour but de prévenir les relèvements de crédits votés par surprise en cours de séance ; de plus, les demandes d'augmentations de traite-

ments ou d'indemnités ne seraient plus acceptées sous forme d'amendements ou d'articles additionnels. Bien fragile était la barrière, et d'autant plus insuffisante que nulle limitation n'était apportée aux droits de la Commission du budget, ni à ceux des députés en dehors de la loi de finances annuelle. De fait, les accroissements de dépenses d'initiative parlementaire continuèrent comme par le passé : en 1912, ils s'élevèrent à 138 millions, en 1913 à 116 millions, et encore ces chiffres ne disent-ils qu'une partie de la vérité, car les crédits votés étaient d'ordinaire destinés à s'augmenter d'année en année. Et nous ne dirons rien des abus dont le droit d'initiative a donné le spectacle pendant la guerre, et depuis...

Il faut le dire, il n'y a rien à espérer, et tout est à craindre, si, à chaque budget, l'équilibre que le Ministre des finances doit s'efforcer, coûte que coûte, d'établir entre les recettes et les dépenses, est inévitablement rompu par les votes irréfléchis d'une assemblée gaspilleuse et irresponsable. La représentation nationale a pour mission d'allouer des crédits, d'autoriser des recettes, et non de pousser aux dépenses. Il faut un frein, il faut que la Chambre soit privée du droit de proposer des dépenses, et se contente de celui d'accorder ou de refuser les crédits demandés par le gouvernement, lequel seul doit avoir l'initiative, étant seul informé quant aux besoins, seul à même de savoir et de prévoir, et seul responsable de l'équilibre. Telle est la tradition en Angleterre, où, selon sir Erskine May, « les Communes ne votent de fonds que ceux qui sont requis par la Couronne, » et s'il y a quelques exceptions à la règle, elles sont trop restreintes et d'application trop rare pour ébranler le principe qui veut que le droit de proposer des dépenses soit réservé au gouvernement. Ce principe, il faut le faire nôtre. On dit que la Constitution s'y oppose. Le doute est permis, car, selon de savants auteurs, le budget n'est pas un acte législatif, mais un acte administratif, ce qui fait que rien ne s'oppose à ce que l'initiative parlementaire soit restreinte en matière budgétaire si elle ne l'est pas en matière législative. La Chambre nouvelle, consciente de son devoir, peut d'ailleurs s'interdire à elle-même, et cette fois complètement, l'exercice d'un pouvoir dont l'abus met manifestement nos finances en grave péril. En tout cas, d'une façon ou de l'autre, la réforme s'impose, dans l'intérêt supérieur de l'équilibre,

pour arrêter la course à l'abîme. « En vérité, écrivait il y a peu d'années un parlementaire averti (1), les assemblées elles-mêmes sont destinées à voir leur toute-puissance endiguée... Une assemblée n'est pas l'État, pas plus qu'un roi... »

VII

Peace, retrenchment, reform, ce fut dans le Royaume-Uni, en des temps difficiles, le programme de ces grands hommes d'État qui s'appelèrent Cobden et John Bright. Ce doit être le nôtre aujourd'hui. La paix, nous l'avons au dehors, faisons-la régner au dedans. Et appliquons-nous résolument aux réformes et aux économies. Ne saurons-nous pas entrer avec courage dans cette voie salutaire, et y persévérer pour parvenir au but, qui est de rendre à notre pays la santé financière? Les précédents, certes, ne sont pas encourageants. Depuis quarante ans nos gouvernements ont toujours promis des économies, des réformes, sans jamais en faire, ils ont toujours blâmé les surenchères sans jamais s'y opposer. Mais depuis lors il y a eu la guerre, et la guerre, qui nous a coûté le meilleur de notre sang et de nos forces, nous a du moins enseigné bien des choses, elle a changé bien des points de vue. Elle a mis à nu tous les vices du régime, tous les « abus. » Elle a fait voir aux plus aveugles les dangers de la politique du désordre et du gaspillage. Aujourd'hui le passé est mort, des horizons nouveaux s'ouvrent à nous, la nécessité des réformes et des économies s'impose à tous les yeux. Le personnel de nos gouvernants est en train de changer ; une autre Chambre vient d'être élue, loin des « mares stagnantes; » aux lieu et place de nos politiciens d'hier, marqués, comme d'un signe de contradiction, de l'esprit de désordre, d'imprévoyance et de confusion, fermés financièrement aux instincts les plus élémentaires de la correction et de l'exactitude, voici des hommes nouveaux, plus jeunes, plus libres des sujétions anciennes, mieux pourvus, espérons-le, de ce qui doit être le sens premier des hommes publics, le sens de leur responsabilité : comment n'en seraient-ils pas remplis quand chacun de nous porte, non sans effroi, la claire vision que de leurs actes va dépendre, pour heur ou malheur,

(1) P. Baudin, *Le budget et le déficit*. Paris, 1910.

l'orientation décisive et tout l'avenir du pays? Et puis comment ne mettrions-nous pas tout notre espoir, *per fas et nefas*, dans cette admirable force de rebondissement que la France, aux heures les plus tragiques de son histoire, a toujours su trouver en elle pour sortir victorieuse de l'épreuve?

Ce qu'il faut bien qu'on se dise, c'est qu'il n'existe pas, pour restaurer nos finances, de formule secrète, de recette magique, il n'y a pas à compter sur un miracle : le miracle, c'est nous qui le ferons. La fortune des Etats, disait un ministre de Napoléon, se gouverne par les mêmes principes que celle des particuliers. Dépenser moins, percevoir davantage, c'est le seul moyen de rétablir l'équilibre budgétaire. Haussons nos impôts, assainissons au plus tôt par de grands emprunts intérieurs notre situation monétaire et notre trésorerie; mais ce n'est pas assez, il nous faut encore l'économie, et par ce mot économie nous entendons ici le respect des bonnes règles financières aussi bien que la restriction des dépenses. Hâtons-nous; n'oublions pas ce mot terrible de Luzzatti : « Les démocraties périssent par les finances! » Puisse l'ouvrier de notre salut financier ne pas arriver trop tard, et se trouver réduit à dire, comme fit Gaudin, sous le Directoire, à Siéyès qui lui offrait le portefeuille des Finances : « Là où il n'y a ni finances ni moyen d'en faire, un ministre est inutile. »

De cet effort d'économie, autant que de l'effort fiscal, dépend l'avenir de notre crédit. Nous avons besoin de l'aide financière de nos Alliés. Nous y avons droit, parce que c'est la France qui a le plus souffert de la guerre, et qui pendant deux ans a porté à peu près seule le poids de la lutte et sauvé par sa résistance la civilisation occidentale. Mais pour obtenir d'eux cette aide nécessaire, témoignons que nous en sommes dignes, en faisant la preuve de notre force de relèvement, de notre aptitude à ménager comme à développer nos ressources. On ne prête qu'aux riches : oui, à ceux qui sont riches en énergie, en sagesse. Tels nous sommes, au vrai et au fond; montrons-nous donc tels, car sans ordre et sans économie, il n'y a ni confiance ni crédit.

Ces vérités essentielles qui font les bonnes finances, il n'y a que l'opinion, — et c'est à elle que nous devons faire appel en dernier ressort, — qui puisse en imposer le respect aux pouvoirs publics et l'application au « ménage » de l'État. Cette

opinion, qui naguère témoignait tant d'indifférence devant le pillage et le gaspillage de nos deniers, il y a bien des signes qui montrent que l'épreuve l'a éveillée. Elle demande à être éclairée, et mise à même de juger comptes et budgets. Elle entend que l'impôt frappe tout le monde, pour que tout le monde en sente le poids et comprenne que les fautes des gouvernants retombent sur les gouvernés. Si elle a toléré autrefois, peut-être même favorisé les abus, puisse-t-elle contribuer aujourd'hui à les corriger!

Et puisse enfin le public, qui fait l'opinion, pratiquer lui-même cette épargne nécessaire dont il a non seulement à donner l'exemple à l'État, mais à offrir le sacrifice pour le salut économique de la nation. Comme contribuable, chacun doit faire campagne pour la limitation des dépenses publiques; comme consommateur, chacun doit se faire un devoir de la limitation des dépenses privées. S'il est vrai que, sans l'économie publique, l'économie privée est impuissante, il ne l'est pas moins que, sans l'économie privée, l'économie publique serait insuffisante : l'une et l'autre sont nécessaires pour sauvegarder à la fois le crédit public et le crédit privé des Français. Si nous ne voulions pas comprendre la nécessité de l'épargne pour le relèvement du pays, l'étranger se chargerait de nous la rappeler en nous refusant les crédits nécessaires pour couvrir annuellement l'énorme déficit de notre balance extérieure, et nous nous trouverions, avec nos changes de plus en plus dépréciés, devant l'isolement commercial. Il est temps encore, mais il est grand temps de réagir pour préserver notre liberté économique et notre indépendance financière vis-à-vis de ceux dont nous sommes actuellement les débiteurs et dont nous risquerions de devenir les serviteurs : *alienum æs acerba servitus!* La France se sauvera, financièrement et économiquement, il faut l'affirmer bien haut; mais elle ne se sauvera qu'en se donnant avec toute son énergie à l'effort d'épargne, en même temps qu'à l'effort fiscal et à l'effort de travail : que chacun se le dise et se mette à la besogne.

L. Paul-Dubois.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

SIX COMÉDIES DE BERNARD SHAW

HEARTBREAK HOUSE, *GREAT CATHERINE*, *ETC.* (1)

Il y a dans les musées de ces horloges d'autrefois, au timbre suranné, délicates boîtes à musique surmontées de poupées en robes à paniers; leur petit carillon nous transporte dans un autre siècle et, chaque fois que l'heure sonne, par un ingénieux mécanisme, une ritournelle se déclenche, les poupées pivotent en mesure, agitent leurs petits bras et leurs petites jambes et exécutent un léger fantôme de menuet. J'imagine à peu près ainsi l'impression qu'auront éprouvée les lecteurs anglais en ouvrant le nouveau volume du *Théâtre* de M. Bernard Shaw : même cartonnage vert laitue, même préface cravachante, même personnel un peu « loufoque, » mêmes paradoxes, même esprit, — tout cela était bien fait, comme les vieux joujoux à musique, pour donner aux Anglais qui revenaient de la guerre l'illusion qu'elle n'était qu'un rêve et qu'il n'y avait rien de changé.

Tout le monde sait en effet que, depuis une trentaine d'années, le célèbre écrivain irlandais, comme son compatriote et son ancêtre le doyen Swift, est en possession de jouer dans son pays le rôle d'enfant terrible. L'auteur des *Comédies désagréables* et de *John Bull et son autre île* s'est donné à tâche d'irriter ses concitoyens et de les inquiéter dans le sentiment qu'ils ont de l'ordre de l'univers. Il y a un humour proprement

(1) 1 vol. in-8°. Londres, Constable et Cie, 1919.

« *shavien* » qui consiste à scandaliser pour faire réfléchir; un esprit à base de critique qui aime à prendre le contre-pied des vérités admises, s'amuse à battre en brèche les conventions et la morale, à cribler de sarcasmes les notions communes du devoir et de la vertu, et dont l'arme ordinaire est l'emploi de l'ironie. Ainsi, depuis trente ans, M. Shaw se divertissait à passer en revue toutes les idées consacrées, famille, patrie, amour, justice, et à nous montrer en riant le néant de ces idoles. C'était un grand iconoclaste. C'est lui qui, pour ne citer qu'un exemple fameux, écrivait toute une comédie, *l'Homme et ses armes*, — d'ailleurs extrêmement brillante, — pour prouver que l'art militaire consiste à tourner les talons toutes les fois qu'on n'est pas deux contre un, et que dans une bataille il est beaucoup plus important d'avoir du chocolat que des balles dans ses cartouchières. Ce genre d'espiégleries faisait fureur il y a vingt ans.

Avec tout cela, il y a chez le « Molière anglais, » — comme on a si improprement qualifié M. Shaw, — une passion de réformateur et une idée fort sérieuse de la mission du théâtre. Ses comédies en pâtissent, mais c'est tant pis pour elles. L'auteur pense que la société est mal faite, et il s'emploie de tout son pouvoir à la rendre plus raisonnable. On l'étonnerait fort en lui disant qu'il y a en lui du prédicant : ce serait pourtant la vérité. Il a beau se réclamer du diable, faire la guerre au Décalogue et aux « sept vertus capitales, » qu'il trouve plus « mortelles » que tous les péchés du monde, il n'en est pas moins un moraliste et un apôtre à sa manière. On lit dans la préface de sa nouvelle comédie un long passage où il se plaint que le monde entier se soit occupé du bombardement de la cathédrale de Reims, tandis que personne ne s'est ému quand une bombe d'avion a détruit le *Little Theatre*, qui est un peu le Théâtre-Antoine de là-bas, en risquant de tuer par-dessus le marché deux auteurs dramatiques qui vivaient dans le voisinage. Le morceau n'est pas de très bon goût, mais il est tout à fait dans la manière de M. Shaw. Ne serait-ce pas que M. Shaw montre ici le bout de l'oreille et, dans ce nouvel épisode de la vieille querelle de l'Église et du théâtre, ne faudrait-il pas voir une rivalité d'influence et la lutte de deux pouvoirs qui se disputent l'empire des âmes?

Pour qui connaissait les idées de *Man and the arms*, il était

curieux de savoir ce que l'auteur penserait de la guerre. C'est une question à laquelle son livre n'apporte pas de réponse claire. On n'est pas à l'aise pour tourner la guerre en dérision, au moment où tant de braves gens se font casser la tête pour une autre opinion. M. Bernard Shaw l'a compris : il était difficile de s'intéresser à des drames imaginaires, alors qu'il s'en jouait un si réel et si terrible. L'auteur s'est borné à écrire des pièces de circonstance, des impromptus, des farces fort gaies pour la récréation des troupes. La charmante pochade intitulée : *O'Flaherty, V. C.* (1) est un échantillon de la psychologie irlandaise, que je recommande aux Français qui se flattent de comprendre la question du « Home Rule. »

Mais j'ai hâte d'arriver à la pièce principale du volume et qui en constitue le morceau de résistance. *Heartbreak house* pourrait se traduire par le titre d'une comédie de notre Gustave Flaubert, *le Château des cœurs*, ou plus exactement *le Château des peines de cœur*. C'est encore une fois la comédie de l'amour, comme l'étaient naguère *Candida* et *Homme et Surhomme*. L'auteur revient au sujet favori de l'écrivain moraliste. « Fantaisie russe sur des thèmes anglais, » annonce cette fois le sous-titre de la pièce : on peut interpréter ces mots de façons différentes. L'auteur veut-il donner son œuvre pour une imitation de drames d'Anton Tchekow, dont quelques-uns furent joués à Londres peu de temps avant la guerre? Sa préface nous avertit que, lorsqu'il commença d'écrire, on n'avait pas tiré encore un coup de canon. Mais ceci ne s'applique certainement qu'aux premières scènes : le dénouement ne peut avoir été conçu que pendant la guerre. On trouvera d'ailleurs dans le même volume deux petites comédies qui sont aussi des « fantaisies russes : » l'une est un morceau de bravoure, un sketch d'une verve exceptionnelle sur la *Grande Catherine*, rôle joué par miss Kingston au mois de novembre 1913 ; la seconde, *Annajanska, impératrice des bolshévistes*, le fut par Lillah Mac Carthy en janvier 1918. Ces dates montrent que l'ancien disciple de Strindberg et d'Ibsen est de plus en plus préoccupé par la psychologie et la morale slaves. On peut supposer que l'auteur du *Manuel de la Révolution* a rencontré dans le monde russe la formule de bouleversement qui lui

(1) Victoria Cross, distinction militaire des plus rares.

semble la conclusion normale de ses idées et que le mot « russe » est mis ici pour « révolutionnaire. » On verra que M. Bernard Shaw n'imagine pas de meilleur remède à l'immoralité de la société bourgeoise, qu'un cataclysme heureux et que le révulsif d'un bon chambardement. C'est le traitement hygiénique qu'il propose pour nous corriger et pour nous rendre bien portants.

A cela près, il n'y a rien de russe dans sa nouvelle comédie. Le *Château des cœurs* est le tableau de l'Angleterre riche et cultivée d'avant la guerre. C'est cette partie de la classe oisive qui menait l'été la vie de château, « et où les plaisirs de l'esprit — la musique, l'art, la littérature, — avaient remplacé les antiques plaisirs de la chasse, du flirt et de la table. » C'était un monde délicieux, une petite Capoue, mais d'une totale futilité : des gens charmants, intelligents, qui lisaient, qui causaient, mais qui avaient horreur de la vie et de l'action. Quand on y allait — je cite toujours la préface de l'auteur, — passer le *week end* du samedi au lundi, vous trouviez sur la table de votre chambre à coucher les livres de Butler et de Galsworthy, les poésies de Meredith et de Thomas Hardy; sans ces échantillons de la pensée moderne, la maison n'aurait pas été « dans le mouvement. » Cependant, cela ne changeait rien aux manières de cet aimable petit monde. C'était vraiment, dans les bons jours, un endroit délicieux pour séjour de vacances.

Le Château des cœurs est une pièce sur l'influence des femmes et sur l'importance excessive qu'elles avaient prise avant la guerre. « Qu'importe qui de ces Messieurs est au gouvernement, dit quelque part dans la pièce la charmante Mrs Hushabye, tant que c'est nous qui vous gouvernons, nous autres, les jolies femmes? » Cette question est une de celles qui tiennent au cœur de M. Shaw. Nous pourrions lui répondre qu'en France nous avons toujours laissé un très grand rôle aux femmes, et que nous n'avons pas à nous en plaindre. L'époque par excellence du règne de la femme, le XVIIIe siècle, a été une des plus fécondes sous le rapport des idées : l'empire féminin n'y a pas été seulement celui de la sensibilité, mais celui de la raison, de la philosophie. Peut-être toutefois n'est-il pas absolument sain pour une société de trop s'abandonner au charme de la femme. Le génie féminin représente, en même temps que la grâce, un élément de caprice et de légèreté qu'il n'est pas bon d'introduire dans l'organisme à haute dose ; il

risque d'y devenir un poison. Un des traits remarquables du théâtre de M. Shaw est qu'il regarde la femme comme une créature dangereuse : elle le devient, en effet, aussitôt qu'on la laisse se détourner de sa fonction. Le malheur est qu'une part de sa fonction est de plaire. M. Shaw tient la femme pour le grand écueil de la création. Elle y est pourtant indispensable. Elle est faite pour donner la vie, mais elle la complique furieusement.

Je gage que M. Shaw rêve parfois, comme saint Augustin, d'un monde plus parfait que le nôtre, où l'homme pourrait se passer d'elle, et où la vie se transmettrait sans trouble, comme dans le monde des abeilles. « Quand vous aurez trouvé une île où il y ait le bonheur et où il n'y ait pas de femmes, écrivez-moi son degré de latitude et de longitude, et j'y cours, » dit un personnage de sa pièce. Il est vrai qu'il est arrivé une fois à M. Shaw de peindre une femme selon son cœur, cette charmante Candida, si pleine de bon sens et de gaîté, si simple et si fine à la fois, qui mène sans avoir l'air d'y toucher son benêt de mari, le célèbre orateur, et qui guérit tout doucement le poète Marchbanks en lui faisant éplucher avec elle des pommes de terre. Candida est une perle. Heureux qui la possède! Mais c'est, dit l'Ecclésiaste, un bonheur rare sous le soleil. En général, M. Shaw a trouvé la douceur des femmes amère comme la mort. Leurs caresses enivrent, font oublier la vie. Qui se livre à leur enchantement, meurt sans avoir vécu. On voit que M. Shaw est ce qu'on appelle un misogyne. De toutes les idoles qu'il s'est acharné à combattre, celle de la femme a été sa plus constante ennemie. Les femmes lui pardonnent cet outrage à leur culte. Elles lui feraient moins peur, s'il ne les aimait pas tant.

Quoi qu'il en soit, voici la comédie qu'il imagine. Une villa du Sussex, à la fin d'un bel après-midi de septembre. Singulière maison, d'ailleurs : la pièce où nous entrons ressemble au château arrière d'un navire de haut bord; les fenêtres imitent une rangée de hublots, sous un plafond à l'aspect de couvercle écrasé, soutenu par des solives. Les mœurs des habitants sont plus surprenantes encore. Personne pour recevoir les invités et pour s'occuper d'eux; leurs bagages en détresse encombrent le perron. Pas d'heure fixe pour les repas; on prend le thé quand le cœur vous en dit, on dîne quand il plaît aux domestiques : tout va à la volée, dans le plus complet désordre. Les finances

sont irrégulières. Tout sent l'abandon, la bohême. Au lever du rideau, une jeune fille en manteau de voyage et le chapeau sur la tête, visiblement une étrangère, est assise sur le divan qui court sous les hublots; elle a pris un livre pour passer le temps et, comme personne ne venait s'inquiéter de sa présence, s'est endormie de fatigue en laissant tomber le volume. Nous sommes dans le château de la belle au bois dormant. Ce sera autre chose tout à l'heure, quand nous verrons la maison s'agiter et prendre son allure et son train véritables. Mais tout de suite, avant les premières répliques, les choses ont déjà cet air bizarre et un peu fou qu'affectionne M. Shaw. Comme le dira la bonne Guinness, qui joue dans la pièce le rôle de la vieille servante au franc-parler : « Ça fait toujours cet effet-là aux gens qui ne connaissent pas les façons de la maison. »

Dans cette demeure singulière habite un personnage non moins extraordinaire. Nous entendons d'abord sa voix dans la coulisse : puis, nous le voyons apparaître, grand, sec, autoritaire, avec une immense barbe blanche, en vareuse d'ancien officier de marine et un sifflet pendu au cou. Cet ancêtre est le capitaine Shotover, le propriétaire de ce logis en poupe de vaisseau, qui a roulé un peu sur toutes les mers du monde, tenu dix-huit heures dans un typhon, s'est vendu au diable à Zanzibar et a été marié à une Indienne de la Jamaïque. Il a eu d'elle deux filles, les deux sœurs aux noms de déesses, Hésione et Ariane. A l'heure qu'il est, le capitaine est arrivé à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Au théâtre, on n'a pas cet âge-là sans motif. Ce burgrave dissimule quelque symbole dans sa barbe. Pour le moment, il est fort occupé à atteindre le « septième degré de concentration. » Nous le verrons sans cesse surgir par une porte, passer de bâbord à tribord, interpeller les gens, les siffler au jardin, commander la manœuvre et disparaître soudain dans l'entrepont ou la cambuse. Il a cette manie, chaque fois qu'arrive un visiteur, de hurler son signalement à travers l'écoutille, toujours, bien entendu, au nez de l'intéressé. Signe particulier : il a son opinion faite d'un coup d'œil sur chacun, et il est inutile de l'en faire démordre. « Dunn ! J'ai eu un second dans le temps qui s'appelait Dunn. C'était un gredin qui faisait le pirate en Chine. Il s'est établi fournisseur de gréements pour navires avec des

matériaux qu'il m'a volés. Je ne doute pas qu'il ait fait fortune. Êtes-vous sa fille, mademoiselle? » Ce surprenant loup de mer, tout en poursuivant son « septième degré de concentration, » est un vieux gentleman qui reçoit à table ouverte et jette l'argent par les fenêtres en s'étonnant de la dépense. En même temps, il travaille à une invention terrible, « une espèce de rayon psychique, plus puissant que les rayons X, » pour faire sauter le genre humain, si le genre humain « va trop loin. » Il a une poudrière au fond de son jardin. Et nous le voyons traverser la scène, préoccupé, avec un paquet d'allumettes, qui sont des bâtons de dynamite.

Ce vieil original a eu, comme on l'a vu, deux filles de l'Indienne : deux filles d'une beauté rare, les enfants de la sorcière, les « petites filles du diable, » la brune Hésione Husbabye, et la cadette, la blonde Ariane. Toutes deux sont mariées et mûres, toutes deux belles et désirables, et elles le savent. Elles ont le « charme des Shotover, » l' « infernale fascination » de la famille, la séduction des filles de ce « vieillard surnaturel. » Il y a en elles un pouvoir qui abolit le sens moral, et qui « emporte les hommes par delà l'honneur et déshonneur. » Ariane traîne après elle un déplorable sigisbée, son beau-frère, Randall, type d'inutile attaché à ses jupes. Elle n'est pas plutôt arrivée qu'elle se met en devoir de séduire Hector, le mari d'Hésione. C'est une femme qui a cherché toute sa vie la grande passion, sans réussir à la trouver. Son souci de la correction et son égoïsme l'en empêchent. Elle veut bien qu'Hector lui fasse la cour, et ne demanderait pas mieux que d'avoir une fois une vraie émotion; mais sa désolante froideur la glace toujours au bon moment. Elle aime l'amour et ne peut aimer. « Il est bien entendu, déclare-t-elle à Hector, que tout ceci n'est qu'un jeu. » Ce mot est la morale de cet énervant marivaudage. Il résume toute l'absurdité de la situation entre ces quatre personnages, dans ce quadrille d'âmes sèches qui exécutent les gestes et les figures de l'amour, comme une sorte de danse conventionnelle et compliquée, impuissants à en éprouver la jeune réalité.

Mais ce qui se passe entre ces deux couples d'âge mûr n'occupe qu'un coin de la comédie. Le théâtre anglais contemporain n'a pas encore adopté la mode des jeunes premiers quinquagénaires. Les héros de M. Shaw sont presque tous des jeunes

gens, comme son Marchbanks, son Tanner et son Anne; l'auteur est régulièrement du parti de la jeunesse, et c'est ce qui donne à ses pièces leur ton frondeur, leur air de turbulence. On se rappelle cette jeune fille qu'on a vue endormie au lever du rideau : c'est elle qui va être l'héroïne de la pièce. Cette jolie Ellie Dunn est la fille d'un brave homme qui n'a pas réussi; les parents de ce pauvre hère, un ménage de poètes républicains, l'ont accueilli à sa naissance comme un « soldat de la liberté » et l'ont baptisé Mazzini. Mais le soldat de la liberté a fait de mauvaises affaires. Il a été ruiné par un certain Mangan, celui qu'on appelle « Mangan le Boss, » le « Napoléon des affaires, » une espèce de Jean Giraud, lourd, vulgaire, un nabab riche à millions, qui passe ses nuits à réfléchir à la manière d'économiser dix sous. La jeune fille gagne sa vie à chanter dans les concerts et à copier des tableaux à la *National Gallery*. Le nabab a cinquante-cinq ans et souffre de l'estomac. Il a demandé la main d'Ellie. Elle accepte, parce qu'elle en a assez de la misère, et qu'elle ne veut plus se préoccuper de faire durer ses gants.

Ce mariage se fera-t-il? Hésione Hushabye a résolu de l'empêcher. Elle a invité, comme on l'a vu, la jeune fille à la campagne et entreprend de la confesser. Ellie aime, — on devine qui : elle aime, sans le savoir, le mari d'Hésione qu'elle a connu à un concert, et qui l'a abominablement leurrée. Sa déception est cruelle. Quand elle découvre que son héros est un vulgaire menteur, un homme marié, un fourbe, la pauvre enfant éprouve un étourdissement. Elle pense s'évanouir. Mais ce n'est qu'un instant. Les êtres qu'aime M. Shaw ne sont jamais des lâches. La jeune fille se raidit et ne prononce qu'un seul mot, — un de ces mots que lui envierait une « affranchie » de M. Donnay. Elle s'écrie : « Zut! » — et elle ajoute : « Oui, zut pour moi, bête que je suis! (*Elle se lève*). Comment ai-je bien pu m'y laisser attraper? » (*Elle marche vivement de long en large; son teint a perdu toute sa fleur; elle paraît vieillie et durcie.*) Et elle se décide de plus belle à épouser le Boss, afin de se punir elle-même, de conquérir l'indépendance et de se venger de l'amour, par un acte de liberté où elle soit bien sûre qu'il n'entre nulle faiblesse.

Étrange petite fille ! Une seule déconvenue fait d'elle une révoltée, la dégoûte à jamais de se laisser conduire par

son faible cœur. Ce cœur qui l'a trahie une fois, et s'est brisé, ne compte plus. Elle n'agira plus que par volonté et par raison. Cette cruelle enfant a peut-être des aînées dans le théâtre d'Ibsen. Pour moi, en dépit de son langage un peu aventuré, elle me semble assez cornélienne. Elle me fait comprendre ces princesses lombardes des dernières pièces du vieux tragique, ces héroïnes qui ergotent sans se lasser contre elles-mêmes, occupées à mettre d'accord leur « gloire » et leur « amour, » et qui jugeraient déshonorant de céder aux instincts confus et à la partie trouble et inférieure de leur âme. Cette jeune Ellie, qui débat son mariage avec le Boss et règle froidement les conditions de ce marché, où elle livre son corps en échange d'une fortune, peut paraître une petite peste, horriblement cérébrale et presque sacrilège : je suis sûr que M. Shaw l'admire pour son courage et sa résolution.

Cependant, il ne peut pas l'approuver tout à fait : il ne peut pas bénir ce mariage, parce qu'il méprise le Boss et que le publicain qui ne songe qu'à l'argent lui paraît ce qu'il y a de plus infâme sur la terre. Le portrait qu'il fait de ce grossier personnage, sa mentalité d'hommes d'affaires, son cynisme, son ignorance, son habileté spéciale pour faire travailler le prochain et le dépouiller en l'égorgeant, sa manière de combiner des « coups » et de profiter de l'effort d'autrui sans y mettre du sien, — tout cela est d'un relief de grande comédie, qui fait songer aux types illustres du théâtre, comme Turcaret ou Mercadet. L'auteur ne se résignera pas à consommer le sacrifice et à livrer la charmante fille à ce vilain parvenu. La Belle n'épousera pas la Bête. Elle va trouver notre vieil ami, le capitaine Shotover, qui émet des maximes abruptes dans sa barbe de prophète. La scène est curieuse. Elle serait à traduire tout entière.

ELLIE. — Les vieilles gens prétendent qu'on peut avoir une âme sans avoir d'argent. Ils disent même que plus on est pauvre, plus on a d'âme. Nous autres jeunes, nous savons le contraire. Une âme aujourd'hui, cela coûte cher : c'est plus cher qu'un automobile.

SHOTOVER. — Vraiment ? Elle dévore donc, votre âme ?

ELLIE. — Des tas de choses ! De la musique, des tableaux, des livres, des montagnes, des lacs, de belles robes, des relations. Dans ce pays, tout cela est hors de prix... C'est pour sauver mon âme

que je fais un mariage d'argent. C'est ce que font toutes celles qui sont un peu malignes.

Shotover. — Je ne peux pas discuter. Je suis trop vieux. Je n'ai plus ma tête, je suis fini. Tout ce que je puis vous dire, c'est ceci : il n'y a pas de vieux jeu qui tienne : si vous avez le malheur de vous vendre, ce sera pour votre âme un tel coup que tous les livres, les tableaux, les concerts et les paysages du monde ne parviendront pas à la guérir.

Un peu plus loin, le vieillard ajoute :

A mon âge, n'est-ce pas? on ne vit plus. L'intérêt est tari. On retombe en enfance. Je ne m'intéresse vraiment plus qu'à mes petites manies. Je suis là, à poursuivre mes vieilles recherches sur les moyens de supprimer mes semblables. Je vois mes filles et leurs maris qui mènent leurs vies absurdes de romanesque, de galanterie et de snobisme. Je vous vois, vous autres, la jeune génération, qui vous détournez de ce roman, de cette sentimentalité et de tout ce snobisme, pour ne vous attacher qu'à l'argent, au bien-être, au bon sens pratique. Eh bien! j'ai été dix fois plus heureux sur ma passerelle dans le typhon, ou à demi gelé dans les glaces de l'Arctique, pendant des mois, dans les ténèbres, que vous ne l'êtes, eux ou vous, tant que vous êtes. Qu'est-ce qu'il vous faut? Un mariage riche. A votre âge, moi, ce qu'il me fallait, c'était l'audace, le péril, l'horreur, la mort. Alors je me sentais vivre, j'existais d'une manière intense. Je ne permettais pas à la peur de la mort de gouverner ma vie : ma récompense, c'est que j'ai vécu. Vous, c'est la peur d'être pauvre qui gouverne la vôtre : en récompense, vous aurez eu à manger, mais vous n'aurez jamais su ce que c'est que la vie.

Ce discours éclaire la pièce. On voit que nous sommes en plein symbole. Cette comédie, c'est l'histoire d'un siècle, le tableau de trois générations. Cette maison en forme de vaisseau, c'est la vieille Angleterre. Shotover, c'est le passé héroïque de la race, c'est la génération des grands aventuriers et des grands conquérants.

Ses filles se bornent à jouir des travaux paternels; elles n'ajoutent rien à l'héritage et gaspillent leur vie en caprices et en vanités. Mais il leur reste le charme, la beauté d'un sang fier qui fait d'elles des sirènes. Hector même est encore capable d'élégance et de courage. Leur tort, c'est de se désintéresser de l'action pour la volupté de vivre, et d'avoir laissé le pays en proie à la canaille et aux politiciens, à la race éner-

gique et sans scrupule des Mangan. Quant aux Dunn, — car il en existe de deux espèces : le Dunn qui pense et le Dunn qui boit, — l'un, Mazzini, le père d'Ellie, est un modeste, un simple, qui travaillera toujours et ne fera jamais rien; l'autre (car on se rappelle qu'il y en a un autre), se fera prendre la main dans le sac comme cambrioleur, en train de dévaliser les diamants d'Ariane. Et il se trouve que ce voleur est le mari de la nurse Guinness...

Tous ces événements sont un peu compliqués. Je ne me charge pas d'éclaircir cet enchevêtrement de symboles. Quelqu'un, à un moment, s'écrie : « Sommes-nous en Angleterre ou dans un asile d'aliénés ? » C'est le mot de la situation. Elle est devenue inextricable. Mangan est devenu fou de désir pour Hésione; Hector se lasse de perdre son temps à courtiser Ariane, qui cette fois encore n'a pas rencontré le grand amour, et qui, par représailles, se venge sur son idiot de beau-frère, qui lui sert de souffre-douleurs. On ne sait plus où on en est. La tête se perd dans ce dédale d'intrigues qui ne mènent à rien, dans ces efforts que font pour s'enflammer un peu ces blasés qui ont épuisé la faculté de sentir. Au milieu de cette société d'âmes en peine, le bel Hector se promène en costume d'Arabe, parce que sa femme trouve que l'habit de soirée lui va mal, et cette turquerie ajoute encore à la confusion générale. Le pauvre mari commence à trouver qu'il joue un triste personnage. « Y a-t-il pour un homme esclavage plus abject que celui d'une femme ? » Et on s'aperçoit que dans ce château tout est un trompe-l'œil : les histoires d'Hector sont fausses et faux les cheveux de sa femme, Ariane n'a pas de cœur, le Boss n'a pas le sou, et on va le faire premier ministre... Et il n'y a pas de raison pour que cela finisse.

Le ciel va se charger de faire le dénouement. C'est dans la soirée, au jardin : une nuit délicieuse. Ariane dans un hamac fait la sieste. On vient de faire en causant les belles découvertes que j'ai dites. Le Boss, après son aveu, subit un accès de dépression complète; il perd toute pudeur, veut se mettre tout nu, puis s'abat dans une crise de larmes. On cause politique. On parle de l'avenir. Quel avenir ? Le monde ne change pas. Rien n'arrive. Il ne se passe jamais rien. La nuit est si calme !.. A ce moment, on entend un bruit sourd dans le lointain. Puis bientôt, une seconde explosion plus proche : cette

fois, la bombe est tombée tout près, sur le presbytère. Maintenant, les gothas survolent la maison. Leur grondement emplit le ciel comme une colère surnaturelle. Hector se précipite dans la maison, fait jouer toutes les lumières, illumine par bravade. « Mettez le feu à la maison! » crie Ellie. Au même moment, fracas, lueurs épouvantables. La bombe est tombée droit dans la cave à la dynamite, où venaient de se terrer Mangan et le voleur. Ainsi M. Bernard Shaw se débarrasse de ses ennemis : il fait justice des coquins, sépare les bons des méchants, purge la terre par le feu du ciel, et Ellie épousera « son père spirituel, » le capitaine Shotover.

Je ne sais trop ce que le public pensera de ce dénouement. Cette fin apocalyptique demeurera plus tard comme un témoignage amusant de la stupéfaction indignée qu'éprouva le bourgeois anglais quand il eut la surprise de se voir attaqué dans son île. Pour ce qui est de la fable elle-même, il est clair que l'auteur n'y attache qu'un sens poétique. Shakspeare ne donne pas Miranda pour femme à Prospero. Wagner n'a permis qu'un moment à Hans Sachs de soupirer pour Eva. L'étonnant mariage d'Ellie Dunn signifie seulement que la jeune Angleterre ne retrouvera sa grandeur qu'en renouant avec ses traditions héroïques. Mais cette fantaisie porte profondément la marque de M. Shaw. Elle se relie à ce qu'il y a de plus personnel dans son œuvre, à l'acte « philosophique » de *Man and superman*. C'est l'horreur, non seulement de la sensualité, mais de la fadeur, le dégoût de la mollesse et de l'attendrissement, la haine de ce qui engourdit, effémine, affaiblit, de tout ce qui corrompt et avilit dans l'homme les facultés viriles. C'est l'idée de la faillite de l' « éducation sentimentale. » C'est le caractère même d'un théâtre, dont le trait essentiel est le dédain de l'amour.

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

PAUL ADAM

Si l'on veut être bien sûr de ne pas se contredire, il vaut mieux ne dire qu'une chose et la dire en peu de mots : dès que la phrase se prolonge, elle risque de tourner et d'aller ailleurs. Mais, Paul Adam, soixante volumes ne l'ont pas contenté. L'œuvre qu'il laisse inachevée, si abondante déjà, si énormément riche, devait s'enrichir encore ; et elle tendait à de nouveaux développements, plutôt qu'à une conclusion. Elle n'est pas simple et harmonieuse ; elle ne ressemble pas à un syllogisme. Elle est turbulente ; on y remarque du désordre. Et, si l'on aime qu'un écrivain médite longtemps une seule idée, puis vous l'apporte enfin mûrie, et fût-elle un peu défraîchie, l'on n'aura guère de plaisir à lire *Le mystère des foules*, *Le triomphe des médiocres*, ni même *La bataille d'Uhde* ou *Le Trust*. Mais, si l'on aime le conflit des idées, leur tumulte et l'émoi d'une pensée que sollicitent de perpétuelles préférences et qui, dans le doute, choisit hardiment le pour et le contre ; et, par exemple, si l'on aime les Encyclopédistes autant que les Classiques et si l'amitié qu'on a pour Despréaux ne vous interdit pas Denis Diderot, certes il faudra que l'on reconnaisse à l'œuvre de Paul Adam, si imprudente quelquefois, de la grandeur et de la magnificence.

C'était un homme robuste et ardent, qui travaillait avec joie. Il avait une forte carrure. Il avait la tête solide, les cheveux drus, les yeux vifs et, dans le regard, une belle flamme, les traits bien marqués, l'air de l'énergie et de la virile douceur. Il ne semblait jamais languir ; et sa ferveur et sa fierté se voyaient en plein : la plus légitime fierté, une noblesse naturelle de l'esprit et une fougue juvénile

que rendait charmante la plus exquise politesse. Il était toujours dans la passion, mais la passion la plus variée : quelques-unes de ses audaces, d'autres les corrigeaient. Il croyait à la dialectique et se lançait volontiers à la suite des conséquences : il en revenait avec bonne humeur. Il se trompait comme un autre, et plus que d'autres qui ont soin de n'avancer presque rien : au retour d'une erreur, il avait de la bonhomie. Les tenants d'une seule opinion s'acharnent à la défendre et manquent très souvent d'aménité : il était assez opulent pour renoncer à une doctrine sans redouter après cela d'être tout dépourvu. Cependant il n'abandonnait qu'à regret un système où commençait de prendre forme une esquisse de l'univers intelligible et le sacrifice qu'il consentait montrait sa générosité. Sa causerie était ainsi attrayante et pathétique. On pouvait lui donner tort; on ne pouvait lui refuser l'admiration que méritait son talent mêlé de génie et, pour peu qu'on l'eût approché, un sentiment d'estime et de tendresse.

Lors de ses débuts, il y a trente-cinq ans à peu près, la jeune littérature était partagée entre deux écoles : l'une qui menait le réalisme très loin, l'autre qui inventait le symbolisme. A vrai dire, le réalisme durait depuis quelque temps : mais on tâchait de le renouveler par le naturalisme, qui est le réalisme encore, avec plus d'intempérance. Et le symbolisme, tout neuf, réagissait, au nom de l'idéal ou de l'idéologie. C'étaient deux écoles et, plus exactement que deux croyances, deux désinvoltures qui tentaient la jeunesse de cette époque. A peine plus âgé que de vingt ans et déjà tel qu'on l'a connu ensuite, avec sa promptitude et qu'alors ne retardait aucune habitude prise, Paul Adam subit les deux tentations ; et, pour céder à l'une, il n'avait pas écarté l'autre. Il fut naturaliste et symboliste. C'est contradictoire ? La contradiction n'est pas ce qu'on redoute à vingt ans ; on a plusieurs philosophies comme on a plusieurs amours.

Naturaliste, Paul Adam publia *Chair molle*, que les tribunaux n'approuvèrent pas. Mais le verdict des tribunaux n'avait pas convaincu Paul Adam qui, toute sa vie, se souvint d'avoir été naturaliste et qui le resta, d'une façon moins exubérante, moins continue ou moins fréquente. Si plus tard il n'écrivit pas de romans à proprement parler naturalistes, il ne craignit pas de mettre dans ses romans quelques pages naturalistes et qui ont tout l'inconvénient de ce genre bien démodé.

Symboliste, Paul Adam fut le collaborateur de Jean Moréas, l'un

des fondateurs du journal *Le symboliste* et l'inventeur de la célèbre formule : « L'art est l'œuvre d'inscrire un dogme dans un symbole. » Sous le pseudonyme de Jacques Plowert, il publia en 1888, chez « Vanier, bibliopole, » un fameux *Petit glossaire pour servir à l'intelligence des auteurs décadents et symbolistes*. Le premier mot du glossaire, par un hasard de l'ordre alphabétique, est *abscons*, « difficile à percevoir ; » et l'on vous renvoie au latin : « *absconsus*, synonyme de *absconditus*, caché. » Un exemple est emprunté à M. Félix Fénéon : « les absconses pages qu'aucune note explicative ne profane. » Le *Petit glossaire* profanait le mystère de maints poèmes récents, prouvait que beaucoup de mots cités par les « folliculaires » comme bizarres et incompréhensibles sont déjà dans le Larousse, entendait le prouver « à la honte des folliculaires qui s'ébahirent à leur aspect, » et, en définitive, montra, sans le vouloir montrer, que les Symbolistes et Décadents écrivaient un affreux jargon. D'ailleurs, les poètes de la Pléiade auraient pu, en leur temps, publier eux aussi leur *Petit glossaire :* car ils reprenaient de vieux mots hors d'usage et forgeaient un vocabulaire nouveau. Mais il est possible qu'il fallût, au XVIe siècle, enrichir la langue : elle n'avait pas besoin qu'on l'enrichît, à la fin du siècle dernier ; de nos jours, moins encore. Les faiseurs de néologismes sont ordinairement des écrivains qui, faute d'avoir analysé leur pensée, ne s'aperçoivent pas qu'il y a des mots pour la rendre. La langue n'est pas si pauvre! et vous n'êtes pas sûr que votre pensée soit si neuve! Paul Adam ne comptait pas au nombre de ses ouvrages le lexique de Jacques Plowert. Cependant, il avait gardé un certain goût du néologisme, qui n'est pas ce qu'on louera dans sa manière d'écrire, autrement si habile, si originale et, par certains côtés, si classique.

Les jeunes écoles ont toujours de l'effronterie, et sur les points où elles prêtent à la critique. Elles affichent leurs défauts. Ce n'est pas maladroit. Leurs défauts les signalent plus que leurs qualités honnêtes à l'attention d'un public nombreux ; et, plus faciles à imiter que leurs qualités honnêtes, leurs défauts leur valent des adhérents. Les symbolistes gagnèrent la renommée par le moyen du néologisme, comme le naturalisme eut ses triomphes les plus éclatants par le moyen de la pornographie. Cela ne veut pas dire, — et je ne le crois pas du tout, — qu'il n'y eût rien de bon dans le naturalisme ni dans le symbolisme. Seulement, ce qu'il y avait de bon, d'excellent même, ici ou là, n'est pas ce qu'on a vu d'abord et ce qui a fait scandale. Ce fut, dans le naturalisme, la recherche souvent

heureuse d'une vérité plus parfaite, le désir de l'exactitude et l'art de revenir à l'authentique réalité, dont vous éloignent les livres peu à peu et où la littérature a pourtant ses réserves de substance neuve. Ce fut, dans le symbolisme, la notion très juste que l'art est un symbole, que l'œuvre d'art est le symbole d'une idée et que la littérature est la peinture symbolique des idées. Symbolistes et naturalistes, vers 1885 et dans les années suivantes, s'amusèrent au jeu d'étonner les badauds : et le jeune Paul Adam ne dédaigna point leur jeu. Mais il ne se laissa point tromper aux apparences. Il aima leur polémique et l'aima si bien qu'on l'a vu combattre dans les deux partis. Mais il avait aperçu, derrière la polémique, le problème qu'on négligeait d'examiner parce qu'on se livrait à de plus légers divertissements, le problème principal et qui est de savoir comment se combinent les idées et la réalité. Convient-il de présenter la réalité seule, sans les idées qui peut-être en sont l'âme? C'est ainsi que procédaient, pour la plupart, les réalistes et, mieux encore, les naturalistes, gens qui volontiers réduisaient au témoignage de nos sens notre connaissance du monde. Et convient-il de présenter les idées seules ou vêtues seulement d'allégories, sans la réalité qui en est peut-être le corps manifeste? C'est ainsi que procédaient les symbolistes, gens qui supprimaient trop catégoriquement la vérité concrète. Paul Adam se range parmi les naturalistes et les symbolistes : il admet que ceux-ci et ceux-là ont raison d'affirmer leurs thèses, valables toutes deux, mais ont tort de nier la thèse qui n'est pas la leur. Réunir le naturalisme et le symbolisme, en d'autres termes réunir la réalité matérielle et les idées, voilà dès le début le projet littéraire de Paul Adam : ce fut le souci constant de cet écrivain.

Premièrement, il apparaît comme un idéologue : et c'est un mot qu'on a tant galvaudé qu'il n'a pas l'air d'un compliment; pour l'appliquer à Paul Adam, je ne songe qu'à la noblesse des idées et à la dignité de l'amour qu'elles inspirent. L'auteur de *Basile et Sophia*, de *La Force* et des *Images sentimentales* a intitulé la série d'ouvrages dans laquelle il range ces volumes l'*Histoire d'un idéal à travers les siècles*. On dirait aussi bien « l'histoire des idées. » Les idées composent un idéal. Comment ne pas voir, en Paul Adam, l'un de nos idéalistes résolus? Il a eu toutes les vertus d'un idéaliste, le dévouement, l'intrépidité, même la crédulité.

Dans ses plus anciens écrits, il revendique pour l'intelligence la suprématie politique et sociale. En 1898, il propose un nouvel arran-

gement gouvernemental. Le pays serait gouverné par une centurie, laquelle serait élue « par le suffrage de tous les bacheliers, des artistes, des professeurs et des écrivains. » Les membres de la Centurie auraient prouvé leur « mérite social, » qu'une œuvre ou un acte de génie attesterait. La Centurie intelligente et choisie par les citoyens lettrés désignerait le président de la république, les ministres et les ambassadeurs. Elle se répartirait en cinq groupes ou « vingtaines : » la vingtaine politique, la vingtaine des relations étrangères, celle des artistes, celle des savants, celle des financiers. Il y aurait un Sénat, qui serait élu par « tous les bacheliers de France; » et le Sénat serait une assemblée de cent magistrats, de cent officiers d'état-major et de cent docteurs. L'Institut de France aurait son prestige augmenté.

Les Encyclopédistes déjà aimaient à rédiger des constitutions. Et l'on s'adressait à eux. Paul Adam, je l'indiquais, a bien de l'analogie avec ces philosophes. Mais, de nos jours, l'on ne s'adresse plus aux philosophes pour régler le gouvernement des États : si l'on fait bien ou mal, c'est l'avenir qui le dira. Les inconvénients des philosophes, on les aperçoit : les inconvénients de leurs émules n'ont point échappé à tous les regards.

Je ne sais si Paul Adam maintint exactement son programme et le détail de sa constitution républicaine. En 1898, il offrait une liste des membres de la Centurie : les noms étaient variés, et les hommes se fussent très certainement chamaillés à merveille, pour les idées et pour les réalités auxquelles les idées font un joli costume. Il aurait fallu remanier cette liste, à cause des décès et à cause de certains noms qui vinrent à se déconsidérer. Mais de tels accidents ne sont pas du tout particuliers à une compagnie intelligente. Ce que maintint Paul Adam, c'est le désir de faire coïncider l'intelligence et le gouvernement, l'intelligence et l'efficacité politique. En 1908, dans la *Morale de la France*, il gourmande « l'élite » et il l'appelle à prendre conscience d'un rôle et d'un devoir qu'elle ne saurait éluder sans trahir l'intérêt de la nation. Il écrit : « Les calculateurs de statistique chiffrent par un million, à peu près, les personnes que l'on peut dire, au sens large, constituer la classe bachelière, en comptant les professeurs, les avocats, les officiers, les magistrats, les fonctionnaires, les ingénieurs, les notaires, avoués, puis leurs proches évidemment instruits ou capables de goûter les lettres. Il est donc un million de Français en état de réfléchir pertinemment sur le cours des choses... » Eh ! bien, c'est à ce « million de bacheliers » que Paul Adam veut que

soit dévolu le soin de diriger le pays. Et l'on dira qu'il attribue trop d'importance au diplôme de bachelier. Sans doute! Et l'on citera cette parole de Sénèque: « Nous souffrons d'un excès de littérature. » Mais enfin, si l'excès de littérature a tourmenté les contemporains de Sénèque, la prépondérance des illettrés, que nous avons connue depuis lors, en est-elle moins redoutable ?

Pendant la guerre, en 1916, Paul Adam publia ce brillant essai, *La littérature et la guerre*. Il y déroulait avec ampleur les annales de l'humanité depuis les temps les plus lointains et, il faut l'avouer, les moins précisément connus, puis à grands traits l'histoire de la France depuis Charlemagne qui a « dompté la Germanie » jusqu'à ces jours calamiteux où l'on avait encore la Germanie à dompter. Il prétendait établir que tout le mal venait de ce discrédit où il considérait que l'intelligence était tombée. Il écrivait, pour conclure : « Cette guerre, une fois de plus, prouvera que les littérateurs d'une génération font les idées, les mœurs d'une génération suivante, et que leur savoir encyclopédiste prévoit les événements trop méconnus par l'ignorance des majorités politiques et de leurs chefs. » Et il écrivait : « Si la Chambre et le Sénat avaient entendu les littérateurs, la République déjà tiendrait la victoire. » Il ajoutait : « D'ailleurs, est-il un Français intelligent pour ne pas regretter que, de 1860 à 1880, son pays ait été gouverné par les Rouher, les Ollivier, les Gambetta, quand il eût pu l'être par les Michelet, les Taine, les Renan, les Albert Sorel ? Il suffit de feuilleter les discours des uns et les œuvres des autres, après les chapitres douloureux de nos annales. » Je ne suis pas sûr que ce soit la littérature qui ait manqué aux hommes d'État dont Paul Adam n'admire pas le gouvernement ; et, si l'éloquence a quelque rapport avec la littérature, on trouverait peut-être qu'un excès de littérature les a quelquefois détournés de l'exacte réalité où ils avaient affaire. Je ne suis pas sûr que le gouvernement de Michelet fût désirable ; et je ne crois pas que Taine eût accepté le gouvernement. Si l'on observe aussi, avec chagrin, que la plupart des corps de métiers qui sont allés au pouvoir, depuis un demi-siècle environ, n'y ont pas tous réussi le mieux du monde, l'amitié que l'on a pour la littérature vous invite à ne pas l'embarquer dans cette aventure si périlleuse. Du reste, je n'ai cité ces passages de Paul Adam qu'afin de montrer comme il a cru, sans défaillance, à la suprématie de l'intelligence et au gouvernement des idées.

Cela posé, Paul Adam constate que son rêve ne s'est jamais réalisé. Il réclame la prépondérance pour l'élite : et il voit bien que

l'élite est la minorité inefficace. Il voit, et le voit partout, « le triomphe des médiocres. » C'est le titre d'un de ses livres. Le médiocre a toute la puissance et il délègue sa puissance à des représentants dignes de lui : « Il triomphe, barbare suprême, contre la lumière de l'Idée. » Le monde antique a subi la catastrophe abominable des grandes invasions, quand les barbares sont venus d'Orient saccager le chef-d'œuvre de la pensée accomplie. Notre monde moderne subit une invasion nouvelle, et terrible également, l'invasion des médiocres. Et le désastre sera le pire, à notre époque où le « prochain bonheur » est signalé : « L'Idée illumine. Elle veut resplendir, Messie, pour le rachat de nos douleurs. Encore un pas : les sciences et les arts font à nos descendants l'existence rêvée par les anciens pour leur dieux. » Voilà ce que les médiocres empêchent : et, le « prochain bonheur » qu'ils ont perpétuellement retardé, voilà leur crime.

Les médiocres sont les négateurs de l'Idée. Ils sont les créateurs de l'absurdité. Ils ignorent les lois de la logique. Et Paul Adam voudrait que la logique fût souveraine. On dira que cela ne s'est jamais vu : il ne dit pas le contraire ; mais il déplore de n'avoir pas à le dire. L'activité humaine se déploierait si bien, guidée par la raison ; et elle se gaspille dans l'incohérence. En 1898, Paul Adam constatait que l'Europe entière était paralysée, du fait qu'on n'eût pas résolu encore l'angoissante question des provinces que l'Allemagne nous avait arrachées en 1871. Or, disait-il aux Français, qu'attendez-vous ? Il faut en finir. Vous ne renoncez point à l'Alsace ni à la Lorraine : reprenez-les. Ce n'est pas impossible ; soit qu'un traité vous les rende, si, en échange, vous cédez « à l'appétit colonial de l'Allemagne l'une de nos possessions exotiques, » ou si vous tâchez de vous acquitter à prix d'argent: soit qu'il vous plaise de recourir aux armes, « et alors il n'est plus de motif de retard. » Vous n'essayez ni le moyen des armes ni le moyen de la diplomatie, comme l'exigerait la logique. Cependant, vous ne confirmez pas de votre acquiescement le traité de Francfort : vous n'avez point de lâcheté. Mais vous n'avez pas de logique ; et vous laissez durer la situation la plus fausse, qui vous gêne et qui gêne l'Europe : « il faut une solution ! » En 1908, dans *la Morale de la France*, Paul Adam revient à cette exhortation véhémente. Nous avions récupéré, il y a quelque dix ans, toute notre vigueur militaire, disait-il ; nous pouvions alors dresser devant l'ennemi une armée formidable, munie de l'artillerie la meilleure : que faisons-nous ? « Les uns, en affirmant la décadence de notre armée, l'ineptie de nos ministres et l'insuffisance de nos moyens, les

autres en déclarant ouverte l'ère de l'embrassade universelle, les journaux propagent la peur : la peur d'une guerre européenne consécutive aux complications d'Afrique. Mais pourquoi cette peur ? Depuis trente-huit ans, nous prodiguons les milliards afin d'instruire, d'équiper, d'armer la nation qui connut les gloires de Valmy, d'Austerlitz et de Moscou, les victoires plus récentes de Sébastopol et de Solférino. Pourquoi s'imaginer toujours la défaite, quand on a fêté tant de triomphes? Certes, l'Allemagne est redoutable : mais nous aussi!... Multiplions les batteries, les transports automobiles, les chemins de fer stratégiques, la flotte et les dirigeables jusqu'à ce que notre puissance visible inspire à l'adversaire le renoncement. Cela est possible; cela peut s'accomplir rapidement. C'est notre devoir de le faire : car il importe que notre nation et sa culture demeurent au rang des races maîtresses sur le globe par l'énergie matérielle aussi bien que par l'énergie spirituelle. » Commandement de la logique : la revanche!

Il m'a semblé que cette page devait être citée, pour qu'on ne fût pas tenté de confondre l' « intellectualisme » de Paul Adam, comme le voilà, tout brûlant de patriotisme, et la doctrine de ces prétendus « intellectuels » qui, ayant perdu la notion de l'intelligence française, aboutissent aux neutralités les plus honteuses. Petit-fils d'un soldat de l'Empereur et fidèle à ses traditions de famille, Paul Adam, si aventureuse que fût parfois sa dialectique, ne s'est jamais laissé divertir de ses croyances nationales. Toute son œuvre exalte la grandeur française, la gloire de nos drapeaux, les victoires que nos soldats ont remportées sur les champs de bataille. Il n'a point commis l'erreur, si répandue, l'erreur de penser que les triomphes de l'esprit remplacent les triomphes militaires. Il n'a point redouté la guerre; et, qu'on veuille relire son œuvre : il a aimé la guerre. Il a mérité l'hommage qu'a rendu à sa dépouille l'un de nos chefs dont l'autorité est indiscutable et qu'on ne soupçonnera pas de complaisance pour les idées fausses, le général Mangin.

Mais enfin, nous n'avons pas fait la guerre en 1898, quand Paul Adam dit que nous étions prêts; nous ne l'avons pas faite en 1908, quand Paul Adam nous sommait de ne plus attendre; et, en 1914, nous ne l'avons pas déclarée. Est-ce qu'à son avis la logique avait été perpétuellement méconnue? Et notre victoire difficile et tardive est-elle, au bout du compte, la victoire de la logique ? On peut le dire, et dire le contraire. Il serait facile de signaler le danger qu'il y aurait eu à suivre les commandements de la logique tels que les formulait

Paul Adam, et à les suivre au moment qu'il les formulait. Il est difficile de démêler, parmi les éventualités de jadis et de naguère, celles qui avaient le plus de chances de ne pas s'anéantir. Et, s'il est vrai que les plus saines intentions de l'élite soient réduites à rien par la prépondérance, illégitime, hélas! mais inévitable, des médiocres, s'il en est ainsi depuis que le monde est monde, peut-être vaut-il mieux nôter que la logique ne gouverne pas le monde et que l'histoire ne ressemble pas au déroulement rigoureux d'un syllogisme ou d'un sorite.

C'est à l'histoire qu'il faut s'adresser pour éprouver l'intellectualisme, comme on éprouve les idées au contact de la réalité. Ainsi, procède Paul Adam. Et, si l'on est surpris que le romancier que j'étudie devienne, dans mon résumé, un idéologue d'abord, et puis un historien, voilà pourtant le double caractère de son œuvre.

Il a eu l'ambition, — le temps lui a manqué, — de peindre les époques lointaines ou récentes. Les *Princesses byzantines* et le roman de *Basile et Sophia* ressuscitent l'admirable et terrible cité où les plus belles idées de l'antiquité tournèrent en fureur : les philosophies les plus sereines s'y avilirent dans la luxure. *Être* évoque le moyen âge et ne l'évoque pas sans faute. Nous ne connaissons pas très bien le moyen âge : il était malaisé de placer en ce temps, et parmi tout ce mystère que les érudits n'ont pas dévoilé, une anecdote, des gens et le tracas de leur vie quotidienne. Du moins, Paul Adam n'a-t-il pas été la victime du mensonge que l'ignorance et l'esprit de parti ont accumulé sur cette époque où préludait la France. Il écrivait, dans son essai de *La littérature et la guerre :* « Des sots n'ont-ils pas soutenu que le moyen âge était une époque d'obscurantisme, de servilisme? Ce temps où les satiristes ébauchaient l'encyclopédie, où les cathédrales s'édifiaient, somme de tous les arts, où les communes imposaient au prince la réunion des États généraux, où les moines défricheurs réalisaient le socialisme conventuel ! » Un critique de gauche remarquait, il y a quelques mois, qu'au surplus ces fameuses cathédrales étaient bien tardives. Mais Paul Adam n'a point dénigré cette époque où l'invention française a peut-être été le plus originale, assurément très hardie et très féconde.

Puis, avec sa tétralogie de *La Force, L'Enfant d'Austerlitz, La ruse* et le *Soleil de Juillet*, il aborde les origines de la France contemporaine. Voilà ses plus beaux livres et, parmi eux, l'*Enfant d'Austerlitz* est, je crois, le plus parfait. Il y avait à se garder des inconvénients

auxquels n'ont point échappé beaucoup de romans historiques : en général, le roman nuit à l'histoire et la fausse ; ou bien l'histoire accable, étouffe le roman. Les romanciers désinvoltes fabriquent un passé de fantaisie ; et l'on se demande pourquoi ils ne se sont point avisés de placer dans la fantaisie pure et simple une péripétie romanesque, plutôt que d'offenser comme à plaisir la vérité d'une époque. Les romanciers savants et méticuleux entassent une information toute fraîche et tout à fait insignifiante. Paul Adam, ses lectures lui ont fourni les détails dont il avait besoin. Mais ce qui l'a servi, plus que la quantité des petits documents, c'est le sens de l'histoire, qui était l'une des qualités éminentes de son esprit ; et, si l'on veut, c'est l'imagination de l'histoire. On dirait que ces deux mots ne vont point ensemble, si l'histoire se nourrit de vérité, tandis que l'imagination ne lui offre que sa rêverie. Pourtant, il est certain que les documents ne suffisent pas à ressusciter le passé ; même nombreux, ils ne sont que des fragments de vérité. En outre, la vérité flambait : et ces fragments éteints ne contiennent plus la flamme de la vérité. Il faut que l'imagination les recompose et aussi leur rende une ardeur que la cendre a couverte. L'imagination seule est en mesure de ranimer l'histoire. Mais il faut qu'elle ne crée pas une autre histoire que la vraie histoire ; il faut qu'elle ait le don de vérité. L'auteur de *La Force*, de *l'Enfant d'Austerlitz*, de la *Ruse* et du *Soleil de juillet* avait l'imagination de l'histoire.

Secondement, il a très bien choisi son personnage du jeune Omer Héricourt, enfant conçu dans la gloire d'Austerlitz quand sa mère eut rejoint, aux bivouacs de Moravie, l'époux en train de conquérir l'Europe. Ce garçon qui va grandir au lendemain de l'épopée impériale, qui parmi ses aïeux a des royalistes et des jacobins, des catholiques fervents et des athées, qui a dans le sang les velléités de l'énergie belliqueuse et à qui manque désormais l'emploi d'une telle énergie, Omer Héricourt, c'est la France au sortir de ses tribulations les plus profondes, la Terreur et l'Empire. Il hésite et il souffre. Dans son malaise, il désire un enthousiasme et une foi. Les occasions de croire et d'être passionné se multiplient près de lui : les francs-maçons et les prêtres, les bonapartistes survivants et les royalistes obstinés, les saint-simoniens et les fouriéristes lui offrent à qui mieux mieux leurs évangiles, leurs affirmations impétueuses, leurs négations impatientes. Au règne de la force, le règne de la ruse a succédé ; un idéal se détériore, un autre se prépare. Et c'est à savoir, si le soleil de juillet vaudra le soleil d'Austerlitz !...

Omer Héricourt, un moment de l'incertitude française, est un symbole. Et peut-être convient-il que les personnages de romans historiques, s'ils ne sont pas des personnages historiques, soient des symboles de l'histoire. Ainsi, la vérité est préservée. Où Paul Adam a réussi avec un art excellent, c'est à réaliser le symbole et à lui donner la vie, la vivante particularité sans lui ôter ce caractère général et cette ampleur de signification qui lui permettent de jouer son rôle, non pas dans une anecdote, mais dans l'histoire. Et voilà réunies, comme l'avait souhaité dès longtemps cet écrivain si volontaire, les deux esthétiques ou, mieux vaut dire, les deux philosophies entre lesquelles, dans sa jeunesse, il refusait de choisir, afin d'opérer leur synthèse, le réalisme et le symbolisme. Il est parvenu à peindre la réalité pleine d'idées.

Seulement, si les idées habitent la réalité, elles n'y ont pas la vie commode. Analogues à des âmes, les idées n'ont pas dans la réalité un domicile meilleur que les âmes dans les corps. Elles trouvent des empêchements; et, mal installées, en désordre, elles ne se rangent pas : elles arrivent à se chamailler. Et Omer Héricourt n'est pas un logicien : la France, depuis le soleil d'Austerlitz et jusqu'au soleil de juillet, n'a pas été logicienne. Historien véridique, Paul Adam n'a pas montré, dans le passé, le déroulement logique des idées, mais le tumulte des idées. Il y en a qui meurent, d'autres naissent et, quand elles vont s'épanouir, elles se fanent; d'autres, qui semblaient mourir, ont des sursauts et recommencent de vivre. C'est une bataille, avec des péripéties, des hasards; et le plus fort est victorieux, le plus fort ou le plus adroit : le vainqueur ne sait pas toujours profiter de sa victoire.

Anne Comnène, parmi les *Princesses byzantines*, est une héroïne parfaite et malheureuse. Voici le drame de son existence : elle a des vertus que son temps ne tolère pas; elle eût été heureuse et révérée « aux jours sereins et magnifiques de Bossuet, » tandis que la frénésie de Byzance la tue. Anne Comnène est l'image d'une idée que les hasards n'ont pas favorisée.

Mahaud de Horps, dans *Être*, magicienne et que son père a initiée au Grand Art, et qui lutte pour soi, pour la défense de son être, Mahaud « plus éclairante que le jour » triomphe par la certitude; mais elle est conduite au supplice. En quel temps se fût imposée la suprématie de Mahaud? Peut-être y a-t-il des idées, et les plus belles et pures, qui n'ont jamais leurs circonstances favorables et dont l'univers ne profite pas.

Au lendemain de la Révolution, les idées de 89 et de 93 auraient pu créer un état de choses, terrible sans doute, mais cohérent : d'autres idées les ont détruites. Au lendemain d'Austerlitz, un régime s'est installé, qui aurait pu être durable : des idées anciennes l'ont démoli; et puis ces revenantes ont dû laisser la place à des idées nouvelles. Certains héros sont, dans l'histoire, les représentants de certaines idées plus ou moins pures et préservées; les foules représentent la fureur des idées : et le triomphe des héros n'est point assuré dans l'histoire plus que le triomphe des idées dans la réalité illogique.

Ses romans contemporains, Paul Adam les a traités comme de l'histoire; et notre époque lui offrait, plus ardemment que nulle autre, le spectacle des idées en folie. De sorte que l'idéologue était content, non pas le logicien; mais l'idéologue arrivait à consoler le logicien. L'étude de l'histoire et l'étude de notre époque amena Paul Adam à ne plus concevoir la vie humaine, la vie des collectivités et des nations sous l'aspect d'un syllogisme ou d'un sorite bien dérivé. Les idées ne font pas de la logique : elles font un prodigieux désordre, où d'ailleurs elles ne sont pas seules, mais où rivalisent avec elles les sensualités, les convoitises, les sottises. Désordre où il faut pourtant se reconnaître; et désordre qu'il faut aimer, non pour lui-même évidemment, mais pour les admirables puissances qui sont en lui et qui, dégagées par le lucide et vigoureux effort de l'élite, produiront leur efficacité ou bienfaisante ou la meilleure : lisez *Le trust*.

Je n'ai pas résumé les soixante volumes de Paul Adam; je n'ai pas indiqué, en quelques pages, la profusion d'images, de sentiments et de doctrines que son œuvre ingénieuse et immense prodigue. Elle a, son œuvre, de la ressemblance avec notre temps, où il y a de la confusion, de l'opulence, de la splendeur et de l'espoir. Il bâtissait son œuvre singulière, très large, très haute, d'une architecture bizarre et superbe, où le faîtage manquera. Il ne ménageait ni les matériaux, ni l'invention, ni le zèle. Il était un extraordinaire ouvrier de littérature et de pensée. Il était fort, il était habile; et il avait l'entrain de son génie. C'est dommage que Paul Adam soit mort, quand la France a besoin de ses fils les plus certainement destinés à la gloire, pour que brille son intelligence égale à ses vertus.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

Théâtre-Lyrique : *Tarass-Boulba*, drame lyrique en cinq tableaux ; paroles de Louis de Gramont, musique de M. Marcel Samuel-Rousseau. — *L'Enfant prodigue*, *La damoiselle élue* et *la Boite à joujoux*, de Claude Debussy. — *Méphistophélès*, opéra d'Arrigo Boito, version française de M. Paul Milliet. — Théâtre de l'Opéra : *Goyescas*, scènes lyriques ; paroles de M. Periquet (traduction de M. Louis Laloy), musique de Granados. Reprise de *Sylvia*. — Théâtre de l'Opéra-Comique : reprise de la *Basoche*, de MM. Albert Carré et André Messager. — Louis Diémer.

Le défunt Théâtre-Lyrique a bien fait de jouer *Tarass-Boulba*. La partition de M. Marcel Samuel-Rousseau mérite qu'on l'assure de sentiments plus que distingués, sympathiques. Il y a vingt et un ans, bientôt vingt-deux, à l'Opéra, *la Cloche du Rhin*, de Samuel Rousseau, ne passa point non plus inaperçue, ni même indifférente. Et pour la piété du fils un rappel favorable de l'œuvre paternelle aura quelque douceur.

Vous n'êtes pas sans ignorer que *Tarass-Boulba* fait partie des *Récits de Mirgorod*, publiés par Gogol en 1834. C'est l'épopée (en prose) de la vie cosaque. Le librettiste en a tiré drame de batailles, de pillage et de carnage, d'amour aussi, dont voici l'argument. Tarass Boulba, le terrible chef cosaque, a deux fils : Yégor, farouche comme son père, et le doux et pieux Andry. Ce dernier, étudiant au séminaire de Kiew, s'est épris de la belle Xénia. Mais voici que les Cosaques s'en vont en guerre contre les Polonais, leurs éternels ennemis. Boulba rappelle Andry et l'emmène. Or il arrive que « les écumeurs de la steppe » viennent mettre le siège devant la ville de Doubno, laquelle a justement pour gouverneur le père de Xénia. A peine Andry l'a-t-il appris, qu'avec une soudaineté qui ne laisse pas de nous surprendre, il passe, non seulement à l'ennemie, à sa chère

ennemie, commençant par la ravitailler, elle et son père, mais aux ennemis. Il les rejoint et, se mettant à la tête des assiégés, il délivre la ville et remporte sur les siens, les assiégeants, une victoire impie. Son hymen avec Xénia, comme bien vous pensez, en est la récompense. Mais, le soir des noces, et sur le seuil de la chambre nuptiale, sa mort, de la main de son père, en est le châtiment. L'histoire, dans Gogol, ne finit pas tout à fait de cette manière. Mais il n'importe.

Ainsi douceur et violence se partagent le sujet. Des deux aspects, ou des deux éléments, le premier nous paraît avoir inspiré le mieux le musicien. Non pas qu'en certains « endroits forts, » d'une force allant parfois jusqu'à la brutalité, ses moyens le trahissent. Ni l'énergie ne lui manque, ni l'instinct du théâtre. Plus capable peut-être de sentiment que d'action, sa musique sait pourtant, quand il le faut, agir, animer et passionner une foule, ou du moins un groupe nombreux. La preuve en est dans les chants bachiques et guerriers des Cosaques attablés et près de partir en campagne ; auparavant, dans le tableau plus que vivant, grouillant et hurlant, des marchands hébreux houspillés, puis assommés par les dits Cosaques. Le conflit ou le désordre, — apparent, — des chœurs; à l'orchestre, (je ne sais plus très bien où ni quand, mais c'est dans les régions ou les registres graves), l'insistance opiniâtre d'un thème rude, voilà des marques certaines de ce qu'on a le tort de nommer le « tempérament, » quand on veut plutôt désigner le caractère.

Vogüé disait du récit de Gogol : « La partie amoureuse est franchement mauvaise ; c'est du placage littéraire, sans l'ombre d'un sentiment personnel, le dernier mot du genre troubadour. La belle Polonaise pour qui le jeune Boulba trahit ses frères, est copiée sur une estampe de 1830. Les scènes de passion ont été vues sur les tapisseries de l'époque, où Roméo fait pendant à Juliette. »

Cela peut être vrai du poème; de la musique, non pas. Si banal ici que soit l'amour, il a, plus heureusement encore que la haine ou la colère, servi le musicien. A la vérité, le premier acte, tout en propos galants, est peu de chose. Facile et rapide, le dialogue se tient ou se meut au-dessus d'un orchestre léger. Éparpillée, hachée menu, la musique, ainsi qu'il arrive trop souvent aujourd'hui, nous est débitée au détail et, pour ainsi parler, en miettes. On souhaiterait de temps à autre une tranche, un morceau. Mais au quatrième acte, entre « nos gens rejoints, » dirait La Fontaine, un duo d'amour, non plus d' « amour-goût » celui-là, mais d' « amour-passion, » eût dit

Stendhal, est d'un autre sentiment et d'un style plus soutenu. La musique y prend son temps et ses aises. Elle n'écourte et ne brusque rien. Elle se développe et s'épanche. Aussi bien, ce qui nous touche le plus, en ce duo, ce n'est pas le lyrisme final, quand viennent les derniers transports; ce serait plutôt la première déclaration, par la sincère, profonde et chaude tendresse qu'elle respire. A côté de ces pages, peut-être un peu plus bas, une autre encore témoigne d'une sensibilité qui, chez les musiciens d'aujourd'hui, n'est pas très commune. Il y a dans Gogol une scène admirable, celle où les fils de Boulba, près de suivre leur père au camp, reçoivent les adieux et la bénédiction de leur mère. Si la musique ici n'atteint pas à la grandeur de la poésie, l'arioso maternel n'est pourtant pas une chose insignifiante. Également éloigné de la sensiblerie et de l'emphase, la forme en est pure, le style sobre et l'émotion contenue. Pas de cris et pas de sanglots; pas de ces vulgaires effets, que la voix de contralto, (celle qui chante ici), va trop souvent chercher sur ses notes basses. Tout en se développant, la mélodie s'enferme dans un espace restreint et comme dans un cercle intérieur. Logique autant qu'expressif est le discours; simple, sans être banal, le plan ou l'ordre de l'harmonie et de la tonalité. Ces pages-là témoignent d'un art discret et distingué. D'autres encore leur ressemblent. La nuit, dans le camp des Cosaques endormis, la camériste de Xénia s'est glissée. Pour sa maîtresse, qui meurt de faim et de misère, elle vient faire appel à l'amour d'Andry. Le premier mouvement du jeune homme est de dérober un sac rempli de pains que son frère a pris pour oreiller, le second est de suivre la messagère, un peu bien vite écoutée. C'est l'affaire d'un instant, de quelques gestes et d'un jeu de scène. Esquivant, elle aussi, la péripétie morale que les paroles n'ont pas même indiquée, la musique en a du moins, avec la distinction et la discrétion que nous venons de signaler, traduit les dehors visibles. Pour y arriver et pour y réussir, elle s'est faite en quelque sorte prudente, furtive, sonore avec précaution et, par moments, toute proche du silence. Musique de demi-teinte et de clair-obscur, elle ne procède que par touches légères, par des accents, des lueurs d'orchestre étouffées aussitôt qu'apparues. Trop peu de musique, diront ici les difficiles. Il en fallait tout de même un peu, qui s'y trouve, et qui suffit à donner l'impression du péril, de l'inquiétude et du mystère. Je connais, dans certaines œuvres de l'école française, des passages de ce genre et de ce goût. C'est dans *Manon*, (à l'acte du Cours-la-Reine), le délicieux *a-parte* de Manon et du comte des

Grieux; c'est, à l'avant-dernier acte de *Werther*, le trouble de Charlotte remettant la boîte de pistolets à l'envoyé de Werther; enfin, dans un opéra vieux de vingt ans, de M. Pierné, *la Fille de Tabarin*, c'est la rencontre et la reconnaissance de Tabarin et de Mondor, amis et compagnons d'autrefois. Par des qualités du même ordre, la scène de *Tarass-Boulba*, moins touchante que ses devancières, nous y a pourtant fait songer.

Un de nos confrères, et qui s'y connaît, a parlé tout autrement que nous de la partition de M. Marcel Samuel-Rousseau. M. André Messager y a trouvé surtout de la vigueur; nous, plutôt de la sensibilité. Alors? Alors, ayons seulement raison l'un et l'autre et rien ne manquera plus au mérite de l'ouvrage.

Ni la pureté, ni la puissance ne manquent à la voix de Mme Kouznezoff (Xénia), pas même aux notes les plus hautes, toujours éclatantes, perçantes jamais, de cette magnifique voix. M. Friant chanta fort convenablement le rôle du Cosaque fils et ténor. Quant au père Cosaque (baryton), M. Bourbon lui donna toute la sauvagerie nécessaire. Il en aurait plutôt remis. Et pour la clarté, la pondération et l'équilibre, l'orchestre ne fut point inégal à l'orchestration.

Au feu Théâtre-Lyrique encore, nous avons eu, de Claude Debussy, ce qu'on pourrait appeler, à la Schubert, trois « moments musicaux, » étant bien entendu qu'il n'y a là, de Schubert, qu'un titre et que le nom. Aussi bien, même entre eux, les trois petits ouvrages debussystes n'ont rien non plus de commun, sinon de n'avoir pas été faits pour le théâtre et de n'y point convenir.

L'Enfant prodigue, d'abord. C'est la cantate composée pour le prix de Rome, et qui l'obtint. N'en déplaise à celui de nos confrères qui reprochait un jour aux évangélistes de n'être pas artistes, j'aime mieux l'Évangile. Dans l'Évangile, c'est plus simple et plus court. Ici, le frère du prodigue, celui qui demeure toujours avec le père de famille, est remplacé par la mère. Une voix de femme, en toute cantate, est de rigueur. Au Théâtre-Lyrique, la voix maternelle fut plutôt de mollesse, et d'une mollesse chevrotante. Quant à la cantate même, elle ne diffère presque pas de toutes les cantates du temps où les cantates subissaient l'influence de Massenet. Un peu de Gounod y est encore sensible, voire, à la fin, un soupçon de Meyerbeer. A l'orchestre, mieux traité que les voix, il « s'avère, » comme écrivent quelques-uns d'entre nous, une délicatesse, une ingéniosité qui n'annonce pas encore la future et prochaine déliquescence, (un an ou deux ans après), de *la Damoiselle élue*. *L'Enfant*

avait obtenu les suffrages de l'Institut. *La Damoiselle* excita son courroux. Elle jouit maintenant de la faveur publique. Poésie et musique, je confesse que je n'avais jamais compris grand'chose à l'élection de cette jeune personne. Les chandelles, au théâtre, ne me l'ont point éclaircie. D'après M. Robert de la Sizeranne, le poème de Dante-Gabriel Rossetti serait « un chef-d'œuvre de grâce et de subtilité. » Je trouve un peu de ce mérite, et beaucoup plus de ce défaut à la musique, oui, décidément à presque toute la musique de Debussy. On s'en va répétant que dans *la Damoiselle*, autour de *la Damoiselle*, il y a « l'atmosphère. » Peut-être, mais une atmosphère qui le plus souvent n'enveloppe aucune forme, ne baigne aucun objet. Si nous disions : aucune « idée, » on ne manquerait pas de nous ramener à la question, à la fameuse question d'Henri Heine : « Qu'est-ce qu'une idée? Avez-vous l'idée d'une idée? » Et le cocher Petersen avait beau répondre : « Une idée, c'est une bêtise qu'on se fourre dans la tête, » une idée, même en musique, est pourtant autre chose que cela. Une idée, et pas un musicien ne s'y trompe, c'est le sujet, proposé dès le commencement, puis suivi, développé, d'un prélude ou d'une fugue, ou seulement d'une « invention » de Bach, d'une sonate ou d'une symphonie de Haydn, de Mozart ou de Beethoven, ou d'une mélodie de Schubert. Voilà, pour ne parler que des classiques, ce qu'est une idée musicale. Et voilà ce qui manque le plus dans l'œuvre de Debussy, dans *la Damoiselle élue*, dans le *Prélude à l'après-midi d'un Faune*, dans *Pelléas* même, et dans six au moins de douze préludes pour le piano, que nous avons entendu jouer un soir, — et très bien, — par M. Marcel Ciampi. Mieux vaut, beaucoup mieux, l'autre demi-douzaine. La pièce intitulée *Minstrels* est spirituelle et brillante. Là, par extraordinaire, des thèmes, de vrais thèmes, chantent et dansent derrière la buée ou la gaze harmonique. Mais pendant ce temps-là, certaines notes en frôlent d'autres, pour les émousser, les ouater en quelque sorte et leur ôter un peu d'une précision à quoi cette musique, ici même vague et flottante, ne saurait jamais se résigner. Dans une autre pièce, les *Pas sur la neige*, il y a pareillement une « idée. » Elle ne consiste qu'en deux notes, mais significatives, et qui toujours accolées, appuyées l'une à l'autre, semblent marcher, lentes et prudentes, sur un sol moëlleux.. C'est de la musique descriptive ; mais c'est aussi, tout simplement, de la musique. Des accords enfin, surtout des accords, évoquent la vision de la *Cathédrale engloutie*. Série de plans harmoniques, de vastes nappes sonores, étendues, étagées au-dessus de bruissements profonds et

mystérieux, cette page est d'une beauté puissante et par conséquent, chez Debussy, d'une rare, très rare beauté.

La Boîte à joujoux, (troisième et dernier « moment musical »), ne consiste que dans la transcription, pour le théâtre et pour l'orchestre, d'une petite suite de danses primitivement destinée au piano. Elle n'a rien gagné, tout au contraire, à ce double grossissement.

Que Mlle Croiza chante Debussy, Fauré, Gounod, ou d'autres encore, on ne saurait trop louer la pureté de sa voix et de son style. Mais en écoutant *la Damoiselle élue*, le charme de l'interprète, seul, opérait en nous. Comme toujours, et même plus que jamais, l'œuvre nous laissait une impression de malaise et d'inquiétude. En les jours où nous sommes et pour les lendemains qui vont suivre, nous avons surtout besoin, fût-ce en musique, de raison, d'assurance et de force. Défions-nous d'un art qui s'évanouit et se dissout dans l'incertitude de ses pensées.

Au Théâtre-Lyrique toujours, nous n'avons pas entendu sans émotion, pour la première fois, l'œuvre d'un ami qui pendant plus de trente ans nous fut cher entre tous. Poète, musicien, et plus artiste encore, au sens universel du mot, tout cela, nul ne le fut jamais avec autant de modestie qu'Arrigo Boito. Il nous écrivait naguère : « Je vous envoie un petit livre qui contient des vers d'adolescent. Ne le lisez pas ; cela n'en vaut pas la peine, mais gardez-le en souvenir de moi. » Plus tard, après une audition, au concert, du prologue de *Méphistophélès*, nous en avions dit quelque bien. D'où cet autre billet : « Je suis très heureux de ne pas vous avoir trop déplu avec ma vieille guitare. Mais la psalmodie des femmes mérite toute votre réprobation. C'est sec, creux, grimaçant et banal. Je voudrais pouvoir redresser ce fragment, mais l'ensemble de la composition n'est plus d'âge à supporter une opération orthopédique. » Aussi ne l'essaya-t-il jamais. La plupart du temps et de parti pris, il se taisait avec nous de l'œuvre de sa jeunesse, — de ses vingt-six ans! — que désavouait son esprit, sinon peut-être son cœur. Il allait plus loin, si loin, qu'il avait fini par nous interdire d'en parler, surtout d'en écrire, et même, lui vivant, d'aller jamais l'écouter. Hélas ! la mort a levé la défense. Aujourd'hui, pieusement, et sans flatterie d'outre-tombe, il nous est permis d'y trouver un excès de rigueur.

C'est en 1868, — voilà donc plus d'un demi-siècle, — que l'opéra de Boito fut représenté pour la première fois en Italie, avec un insuccès éclatant. L'ouvrage alors était bien fait pour n'être pas compris, et de nos jours même il a de quoi surprendre encore. Le « poème »

d'abord, — ce mot, par hasard, est juste, — se compose d'une suite de scènes non seulement tirées, mais traduites, par un poète véritable, du premier *Faust* et du second. D'où l'impression de la variété plutôt que de l'unité dramatique. L'effet d'étonnement, pour certains, ne dut pas être moindre, jadis, et n'a pas tout à fait cessé. L'autre soir, au théâtre, une dame nous demanda si « *vraiment,* » dans Gœthe, il était question d'une Hélène, et de l'Hélène du siège de Troie. Nous prîmes sur nous d'en répondre. Elle nous remercia, rassurée.

« Mazzini, » disait Veuillot, « Mazzini, homme intelligent, a entrevu quelque chose. » Très intelligent, le Boito de *Méphistophélès* nous apparaît aussi comme un précurseur. En son œuvre inégale, tantôt plus que médiocre et tantôt supérieure, il entrevit quelque chose d'une certaine musique, musique future, que sa patrie pas plus que la nôtre alors ne soupçonnait. Ici déjà, parmi trop de vieilles formules, des formes nouvelles surgissent, imparfaites sans doute, mais déjà plus qu'ébauchées. Formes générales, non pas tant de la mélodie, ou de l'harmonie, ou de l'instrumentation, que de la composition et de l'ensemble ; liaison resserrée entre les morceaux et les phrases ; discours musical plus continu ; importance accrue du récitatif ; déclamation plus large, plus aisée, plus soucieuse de l'expression ; partout plus de liberté, de fantaisie. Voilà l'ordre, étendu, comme on voit, et divers, où se révèle, par des lueurs ou des éclairs, l'intelligence intuitive et quasi divinatrice du musicien d'Italie.

Le personnage de Méphistophélès mieux que tout autre en rendrait témoignage. Ce n'est pas sans raison que l'ouvrage porte son nom. L'un des premiers traits de sa figure, (Prologue dans le ciel), est un *scherzo*, *scherzo* véritable, en deux « mouvements. » Et si par l'idée ou la substance musicale, il est de mince valeur, il vaut davantage en tant que signe d'une tendance, alors nouvelle, vers l'introduction de la symphonie dans l'opéra. « Vieille guitare, » disait Boito de son prologue. Encore une fois il se calomniait. Nous ne trouvons ici rien de « sec » et de « grimaçant, » hormis ce qui doit l'être : la figure du Malin. Le reste au contraire, et par contraste, consiste dans une longue, et large, et tendre, et religieuse effusion. « *Ascensiones in corde suo disposuit.* » En son Paradis, également d'après Gœthe, un Schumann sans doute a disposé de plus magnifiques « élévations. » Mais celles-ci ne sont tout de même pas d'un médiocre architecte sonore.

Il est difficile, à propos d'une œuvre italienne, de ne point parler de mélodie. En cet ordre-là, *Méphistophélès* renferme du meilleur

et du pire. Les délicats, et les autres, (voir La Bruyère), y peuvent prendre un vif plaisir. L'orchestre est sommaire. En revanche, — il faut y revenir, — partout se soutient l'intérêt de la déclamation, de ce langage lyrique intermédiaire entre le chant mélodique et le récitatif à peine accompagné. Le rôle de Méphistophélès est des plus remarquables à cet égard. On y trouverait même, en certains monologues, la coupe et le tour que donnera Verdi, vingt et vingt-cinq ans après, à d'autres soliloques, ceux de son Iago et de son Falstaff. Mais à peine osons-nous hasarder une remarque, un hommage, dont la modestie de Boito n'eût pas manqué de s'alarmer.

Enfin, et surtout, plus que jamais devant les disparates et les contradictions de l'œuvre, nous sentons, nous autres critiques, la vanité de nos essais, de nos efforts, et qu'à parler musique nous risquons souvent de ne rien dire. Mélodie, harmonie, déclamation, orchestration, Verdi justement écrivait un jour, à peu près : « Il y a de tout cela dans la musique. » A quoi, pensif, il ajoutait : « Mais il y a aussi la musique. » Et Faust lui-même, le Faust de Gœthe et de Boito, ne dit-il, ne chante-t-il pas à Marguerite : « Le sentiment, nomme-le comme tu voudras : bonheur, cœur, amour, Dieu ! Je n'ai point de nom pour cela. Le sentiment est tout ; le nom n'est que bruit et fumée, obscurcissant la céleste flamme. » Ainsi parfois, dans la musique de *Méphistophélès*, — et c'est alors qu'elle est la plus belle, — le sentiment est tout. Elle l'exprime et nous le communique, tantôt avec force, tantôt avec douceur ; mais quant à définir les formes, ou les signes, ou les moyens qu'elle emploie, n'est-ce point vanité d'y prétendre ? A notre tour, nous n'avons point de nom pour cela.

Le sentiment, et le plus profond, le plus mystérieux même, le musicien de *Méphistophélès* en a quelquefois surpris le secret et nous l'a révélé par les sons. Mélodie, mélodie italienne, c'en est une, et fort émouvante, que celle des deux strophes où Marguerite prisonnière mêle son désespoir et son égarement. Dans l'âme de Faust, et du Faust de Gœthe, Boito, même après Berlioz, aurait pu se flatter, — mais de quoi s'est-il flatté jamais ! — d'avoir « entrevu, » mieux qu'entrevu, l'infini du désir, du doute et de la mélancolie. Telle parole, telle réplique de Faust à Wagner, tandis que le maître et le disciple se promènent hors de la ville, au soleil couchant, est belle de lassitude et de songeuse tristesse. Il n'y a là pourtant que des intonations, des accents. Plus apaisé, plus serein, mais non moins émouvant nous paraît le monologue de Faust rentré dans son cabinet de travail. On sait que Berlioz aussi l'a traité. Et d'un tout autre style.

Boito lui donne la forme d'un chant, d'un « air, » avec un simple, un pauvre accompagnement « à la tierce. » Qu'importe, si la justesse et l'intensité de l'expression morale ne s'en trouvent nullement amoindries. Le dernier épisode, la mort de Faust, est encore, et pour les mêmes raisons, raisons du cœur, un des bons, un des beaux moments de l'opéra. N'allez pas au moins conclure de là que les autres raisons manquent à la musique de Boito. Chez cet artiste complet, l'intelligence n'était point inégale à la sensibilité. Il ne séparait pas les deux modes de la connaissance. Je ne sais rien de noble, rien de haut et de profond, qu'il ne comprît et qu'il n'aimât. Poète, musicien, il n'était ni l'un ni l'autre seulement, il était plus que l'un et l'autre ensemble. Quelle que soit la valeur d'une de ses œuvres et de son œuvre entière, il valait infiniment davantage. Curieux, épris de toutes les idées et de toutes les formes, universel « *dilettante,* » pourvu qu'on ajoute à ce mot un degré de chaleur et d'amour, l'homme que fut Boito restera dans notre mémoire comme un exemplaire éminent de l'humanisme et de l'humanité.

« *Lontano* ! *Lontano! Lontano!* » Ainsi commence, d'une façon délicieuse, le dernier duo de Faust et de Marguerite. Combien de fois, depuis la mort de notre ami, n'avons-nous pas cru les entendre, ces notes, mourantes elles-mêmes, flotter autour de nous! Qu'ils sont lointains, les premiers jours d'une amitié qui dura trente ans! « *Lontano* ! *Lontano!* » Ou bien la molle barcarolle d'Hélène : « *Canta, o sirena, la serenata.* » Mélodies populaires là-bas, et que, dans les nuits d'été, par les fenêtres ouvertes, des voix jeunes et pures jetaient naguère aux échos d'Italie, muets pour nous depuis si longtemps !

Sa voix à lui, voix d'outre-tombe, nous chantera peut-être un jour de nouveaux chants, et plus beaux. On sait combien d'années, oublieux d'une moitié de lui-même, il ne voulut que servir un maître plus grand que lui, n'estimant rien au-dessus d'un si glorieux service. Sans le poète d'*Otello* et de *Falstaff*, nous n'en aurions jamais eu le musicien. Par deux fois, il nous l'a dit, et les lecteurs de la *Revue*, au lendemain de sa mort, l'ont appris de nous, par deux fois Boito fit « résonner le colosse de bronze » et les sons qu'il en tira, les derniers, furent les plus profonds et les plus purs. « Il faut qu'il croisse et que je diminue. » A l'égard de Verdi, Boito n'eut pas d'autre désir et ne suivit pas d'autre loi. « *La servitude volontaire* que j'ai consacrée à cet homme juste, noble entre tous et vraiment grand, est l'acte de ma vie dont je me félicite le plus. »

Mais un jour il redevint tout lui-même. Ce ne fut point sans crainte et sans tremblement. Néron, dont le masque d'or brillait sur le fond gris de sa chambre d'étude, était devenu l'hôte terrible de son logis, l'implacable tyran de son imagination. Le poème de *Nerone* parut en 1901. Après l'avoir lu, mêlant à notre admiration quelque inquiétude, nous écrivions au poète : « Quelle musique ne faudra-t-il pas ! » Et lui, moins sensible à nos louanges qu'à nos alarmes, nous répondait : « *Quelle musique ne faudra-t-il pas !* Oui, j'ai forgé de mes propres mains l'instrument de ma torture. Je suis encore là, à souffrir. Mon cher ami, quel travail! Et qu'elles sont aujourd'hui peu nombreuses, les notes dignes d'être mises sur la portée ! En aurai je?»

Il en eut, et plus d'une. A Milan, pendant l'été de 1912, Boito nous joua quelques fragments de ce *Nerone*, attendu si longtemps, si jalousement caché, qu'il en devenait légendaire. L'œuvre était alors à peu près, à très peu près achevée. Œuvre insigne, si tout s'y rapporte à ce que nous en avons entendu, si le musicien, mûri par un demi-siècle de méditation et d'expérience, égala cette fois son art à son esprit, l'un des plus étendus, à son âme, l'une des plus nobles qu'il nous fut jamais donné d'admirer et de chérir.

L'interprétation générale de *Méphistophélès* au Théâtre-Lyrique fut loin d'être mauvaise. M. Vanni Marcoux est un artiste supérieur. Avec la même puissance il chante, il joue le personnage de Méphistophélès, et j'ajouterais, si le mot n'était affreux, il l' « incarne, » le rôle, depuis Chaliapine, comportant une part, exagérée peut-être, sinon d'athlétisme, au moins d'effet plastique. Il est juste de féliciter en M. Polacco, d'abord le chef d'orchestre italien, puis le mari d'une cantatrice américaine, Mme Mason, (Marguerite), dont la voix est admirable de force et de pureté. Les chœurs ont droit à des compliments et le ténor (Faust) au silence.

Si Granados n'était digne de notre hommage funèbre, et ses assassins de notre haine, à peine parlerions-nous des *Goyescas*, représentées à l'Opéra, entre deux grèves. En ces trois tableaux, qui ne sont vivants que pour les yeux, il y a peu de musique, même de musique espagnole. Les amateurs de l'une et de l'autre, ou de l'une dans l'autre, en trouveront davantage ailleurs. En Espagne d'abord, chez Granados le premier, dont les danses pour piano sont d'un musicien plus national et d'un meilleur musicien. L'œuvre d'un Albeniz n'est pas encore assez connue. M. Albert Carré ne doit pas ignorer l'agrément des *Zarzuelas* de Tomas Bréton : *Dolorès*, la *Verbena de la Paloma*. Nous savons qu'il sait tout ce que vaut, et vau-

drait, par lui représentée à l'Opéra-Comique, l'admirable tragi-comédie du maître Pedrell, *la Celestina*. *La vie brève*, de M. de Falla, qui ne fit que passer, à l'Opéra-Comique aussi, mériterait d'y revenir et d'y rester. Du même Falla, nous demandons à M. Pierné de jouer une délicieuse symphonie pour piano et orchestre, exécutée à l'Opéra, un soir de festival ibérique et qui s'appelle *Nuits dans les jardins d'Espagne*. Sans compter que les Français eux-mêmes ont prouvé, depuis *Carmen*, depuis l'*España* de Chabrier et la *Symphonie espagnole* de Lalo, qu'ils ne s'entendent pas si mal, en musique, aux « cosas de España. » Les choses d'Espagne, ou du pays hispano-français, admirable deux fois, qu'est le pays basque, sont également chères à M. Raoul Laparra. L'esprit et l'âme de ces choses animent des œuvres telles que la *Habanera*, les *Rythmes espagnols*, (pour piano seul), et certain *Dimanche basque*, entendu récemment à l'un des concerts Pierné. Musique pittoresque, cette dernière « suite. » Mais il faut ajouter : musique musicale et deux fois vivante, de la vie extérieure toujours, et, par moments, d'une vie profonde.

Musique française, purement française, elle vit toujours aussi, après trente ans et même davantage, la musique d'un Léo Delibes et d'un André Messager. « Qu'est-ce qu'une idée ? Avez-vous l'idée d'une idée ? » Il y en a plus d'une, et plus d'un sentiment aussi, dans *la Basoche* et dans *Sylvia*. La reprise de l'un et de l'autre ouvrages nous a donné quelques heures d'un trop rare plaisir. *Sylvia, ou la nymphe de Diane*. Le sous-titre est vieillot et le sujet insipide. Mais à peine a retenti l'éclatante sonnerie de cors annonçant les chasseresses, dès les premiers bonds de Mlle Zambelli, alors, sur la scène, à l'orchestre, partout, avec le nom, le souvenir et la vision même de la jeune déesse, la joie, et la joie antique, a rayonné. C'est peut-être ici le plus bel endroit de la partition. Mais ailleurs, que d'élégance, de charme, et, par moments, de mélancolie ! Quelle délicatesse ont les demi-teintes, les ombres quelle transparence, entre les grands coups de lumière ! Quant à Mlle Zambelli, c'est plus qu'une « étoile ; » un « soleil tournant, » aurait dit Beaumarchais. Tous ses mouvements, ses gestes et ses poses, tout son talent, tout son style, unit à la précision parfaite la perfection de la grâce et de la poésie. Danseuse italienne et musique française, on ne saurait rêver plus aimable symbole de l'union des deux sœurs latines.

Mais pourquoi cette lumineuse musique se joue et se danse-t-elle aujourd'hui dans une demi-obscurité ? Il fait clair partout dans *Sylvia*, sauf sur la scène. Cependant c'est une histoire grecque. Aussi bien,

à l'Opéra comme au feu Théâtre-Lyrique on a commencé de voir sévir le décor « stylisé. » La dite « stylisation » ne consiste que dans une alliance, russo-boche, de formes affreuses avec d'horribles couleurs. J'en atteste le ciel et l'enfer, ceux de *Méphistophélès*, et dans *Sylvia*, la caverne d'Orion, le farouche ravisseur.

Nous avons autrefois beaucoup aimé la *Basoche*; un peu moins que nous ne l'aimons aujourd'hui. La pièce de M. Albert Carré nous a fait ou refait le même plaisir. Divertissante en est l'imagination, et la conduite ingénieuse. Quant à la partition de M. Messager, si le premier acte continue de nous paraître le plus charmant, les deux autres nous semblent davantage en approcher.

M[lle] Edmée Favart est plus à son aise, y étant mieux à sa place, en Colette qu'en Chérubin. Dans le rôle de Marot débutait, ou presque, un jeune artiste, M. Baugé. Heureux débuts : jolie, très jolie voix, avec une façon de chanter qui ressemble à la voix. Enfin la réapparition, après quelque huit ou dix ans, de M. Fugère, a déchaîné l'enthousiasme. Comme il joue et comme il chante encore, le grand et cordial comédien lyrique! Jamais il n'a déployé plus de verve, une gaîté plus savoureuse, au besoin plus puissante, avec plus de mesure, de goût et de bonhomie. Un personnage de Cherbuliez disait que le bonheur est rond. La rondeur de M. Fugère a fait notre félicité.

Un musicien, de race française encore, et de la plus pure, vient de mourir. Il est juste de le saluer une dernière fois. Un maître, au double sens du mot, maître en son art, maître aussi d'une glorieuse école de piano, tel fut Diémer au jeu limpide, aux doigts ailés.

CAMILLE BELLAIGUE.

Nous remettons à notre prochaine chronique l'analyse de *la Rôtisserie de la Reine Pédauque* (Opéra-Comique). Il y a dans la partition de M. Levadé, (premier et troisième actes), des choses extrêmement agréables; peut être même la promesse, pour une autre fois et sur un meilleur sujet, d'une comédie musicale tout entière charmante.

C. B.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le début de l'année 1920 a marqué en France le renouvellement de tous les pouvoirs. Après la Chambre, après les assemblées départementales et municipales, après le Sénat, est arrivé le tour des grandes fonctions de l'État. M. Paul Deschanel vient d'être élu Président de la République; M. Léon Bourgeois vient d'être appelé à la présidence du Sénat; la Chambre des députés devra prochainement nommer un président; M. Millerand enfin est devenu chef du gouvernement après le départ de M. Clemenceau. A une politique nouvelle, il faut des hommes nouveaux. La période de transition qui a suivi l'armistice est close, le travail de reconstitution et de réorganisation commence. Les changements qui viennent de s'accomplir sont la conséquence naturelle des élections et l'application du programme approuvé par la consultation générale du pays. Ce serait en dénaturer le sens que d'y voir de simples incidents de la vie publique ou un souvenir des habitudes d'avant-guerre. Ils marquent la volonté de mettre en pratique une politique adaptée aux événements : les portes de l'avenir viennent d'être largement ouvertes.

Le Congrès de Versailles, réuni le 17 janvier, a nommé Président M. Paul Deschanel par 734 voix sur 888 votants. Jamais élu de l'Assemblée nationale n'avait recueilli de plus nombreux suffrages. Ni Jules Grévy, ni Sadi-Carnot, ni M. Poincaré de qui les élections ont été dues jadis à un consentement général des membres du Congrès ne se sont trouvés investis d'une plus complète confiance. M. Paul Deschanel a eu l'honneur de rassembler toutes les bonnes volontés et toutes les adhésions. Au moment où prenait fin le Septennat de M. Raymond Poincaré, tout entier rempli par le dur labeur de la guerre et terminé dans l'éclat de la victoire, le Congrès a voulu donner le Septennat qui sera celui de la réorganisation et du travail de la

paix à un homme connu de tous qui fût le symbole de l'union nationale. Dans la période d'histoire où nous entrons, il ne suffit pas que le chef de l'État ait la puissance légale que confère un vote constitutionnel : il lui faut aussi cette autorité que donne seul l'accord des pensées et des sentiments. La presque unanimité du Congrès a fait avec intention de l'élu du 17 janvier l'élu de toute la France.

M. Paul Deschanel était digne de cette destinée : il représentera notre pays, non seulement avec beaucoup de correction, et de conscience, mais avec de brillantes qualités personnelles. Depuis près de quarante ans qu'il est dans la vie publique, M. Paul Deschanel s'est toujours fait remarquer par la dignité de son existence, son activité, son intérêt pour tous les problèmes d'ordre international ou social. Il appartient à l'une de ces familles de la grande bourgeoisie politique, qui alliaient au culte de l'esprit le souci des affaires publiques. Le nom qu'il porte est celui d'un maître dont la mémoire est honorée dans l'Université et qui, après avoir sous l'Empire partagé l'exil de Hugo, de Quinet, de Charras et d'Arago, est venu enseigner la littérature au Collège de France. Dès les premiers jours qui ont suivi son élection, M. Paul Deschanel a voulu faire un acte de piété filiale en allant assister au cours qui est professé dans la même salle où parla jadis son père. Ce sont les meilleures traditions de notre pays qui ont formé la jeunesse et qui ont dirigé la vie de M. Paul Deschanel. Lorsqu'il est entré dans la carrière politique, il avait des connaissances étendues, le goût des lettres, la curiosité et la sympathie pour les manifestations, même nouvelles, de l'intelligence française. Il était pourvu de cet ensemble de qualités que Renan appelait l'honnêteté et où il se plaisait à voir l'aristocratie de nos jours. En se consacrant aux affaires de son pays, M. Paul Deschanel n'a jamais redouté de laisser périr quelque chose de cet héritage ; il n'a jamais cru que les luttes parlementaires ne s'accommoderaient pas avec le travail de l'esprit et avec le talent. Dans les cabinets de ministre où il a passé lors de ses débuts, à la Chambre où il siège depuis tant d'années, dans les commissions où il a travaillé comme rapporteur, il a complété son éducation politique et reçu les leçons de l'expérience. Mais il a toujours accordé l'action et l'étude; il a su être à la fois académicien et député. La confiance de ses collègues a voulu qu'il fût très souvent Président de la Chambre et il a exercé ces fonctions à la satisfaction de tous. Aucun poste n'était plus favorable pour observer le tumulte de la vie publique et

pour faire l'apprentissage du rôle d'arbitre entre les partis. L'élection de Versailles est, avant tout, un hommage rendu à sa droiture. Il faut y voir aussi le sentiment généreux et confiant d'une démocratie qui reconnait en l'un des siens les traits essentiels de ce qu'elle honore et de ce qu'elle aime et qui est heureuse de lui remettre le soin de la représenter. M. Paul Deschanel répondra certainement à ces espérances : il aura le tact, la bonne grâce et la tenue que demande la plus haute magistrature de l'État; il aura aussi l'énergie et le sens des responsabilités que les temps peuvent exiger.

Nous ne serions pas exacts si nous n'ajoutions que l'élection de M. Paul Deschanel a été accompagnée, chez ceux qui n'étaient pas au courant de la marche des affaires politiques, d'une certaine surprise. On s'attendait à ce que M. Clemenceau fût candidat au Congrès de Versailles et en ce cas on s'attendait à ce qu'il fût élu. Telle était encore la croyance générale du public au lendemain des élections sénatoriales du 11 janvier. Mais peu de temps suffit à changer toutes choses, et l'histoire est pleine de ces revirements par où la face des événements est soudain transformée. C'est du moins l'apparence. La réalité montre que les changements peuvent éclater brusquement, pour l'enchantement des novateurs, mais qu'ils se préparent lentement par une série de modifications à peine perceptibles. Quand le fait éclate, il est comme la floraison subite à nos yeux d'un travail profond que nous n'avons pas observé. L'élection présidentielle n'a pas échappé à cette loi. Si elle s'est décidée vite, elle ne s'est pas accomplie sans réflexions préalables, et sans une révision sérieuse de la situation politique. Nous avions signalé dans notre précédente chronique l'état général de l'opinion au sujet de la candidature de M. Clemenceau, mais nous avions ajouté deux remarques : l'une était que M. Clemenceau serait élu s'il en manifestait véritablement le désir, l'autre était que l'élection présidentielle dépendait le plus souvent des derniers jours qui s'écoulent immédiatement avant le Congrès. Que voulait au fond du cœur M. Clemenceau ? Que pensait à part soi le Parlement? L'un et l'autre se réservaient, et tandis qu'ils gardaient cette attitude fermée, l'un et l'autre méditaient. Toute la péripétie historique, qui s'est déroulée du 12 au 17 janvier et qui est si importante pour notre vie publique, a tenu dans cet examen silencieux de la situation.

Lorsque le Parlement est rentré le 13 janvier, il avait à choisir entre deux conceptions de la Présidence de la République : il

pouvait la considérer surtout comme la récompense d'illustres services ; il pouvait la considérer comme l'autorité traditionnelle, discrète et prudente, qui dirigerait les conseils des gouvernements de demain. Nommer M. Clemenceau, c'était honorer l'homme qui avait gagné la guerre et songer au passé. Nommer un autre candidat, c'était désigner un homme pour présider à l'organisation de la paix et penser à l'avenir. Entre les deux partis, le Parlement préférait visiblement le second; il n'aurait consenti au premier que si les circonstances avaient paru l'y obliger. La journée du 12 janvier la marqué l'heure du destin. Si ce jour-là, au lendemain des élections sénatoriales, M. Clemenceau avait déclaré formellement ses intentions, il n'aurait pas eu de concurrent, et il aurait été élu aisément. Il reste quelque chose d'inexpliqué dans l'attitude de M. Clemenceau. A-t-il cru ses amis qui espéraient une sorte d'acclamation unanime? A-t-il voulu respecter jusqu'au bout l'indépendance du Parlement et sauvegarder la sienne, qu'il ne tenait peut-être pas à sacrifier pour une fonction qui s'accorde si peu avec la liberté? Toujours est-il qu'il a gardé le silence. Le 13 janvier les deux Assemblées se sont jugées maîtresses de leurs décisions, et elles ont tout de suite manifesté leur volonté. A la Chambre, M. Paul Deschanel réélu président à l'unanimité était l'objet d'une manifestation après laquelle il était invité à être candidat à la Présidence de la République. Peu après au Luxembourg, le Sénat faisait connaître ses sentiments en élisant président M. Léon Bourgeois qui avait fait des réserves sur le traité de paix. Le 16 janvier, à la réunion préparatoire du Congrès, M. Deschanel obtenait 408 voix, tandis que les partisans de M. Clemenceau n'étaient que 389. Le sort avait prononcé : M. Clemenceau faisait immédiatement savoir qu'il ne se présenterait pas au Congrès. Le lendemain, M. Paul Deschanel était seul candidat et réunissait tous les suffrages. Rien ne serait plus inexact que de ramener cette série d'événements à la mesure d'une intrigue, d'une négligence dépassant l'ingratitude ou d'une revanche prise par un parti sur un autre. M. Deschanel avait des appuis dans tous les groupes, et il a été finalement le candidat de tous. L'élection du 17 janvier a été en réalité la suite de toutes les opérations électorales. Le Parlement, renouvelé lui-même, a eu une volonté réfléchie de renouvellement, comme souvent la vie le conseille et comme l'histoire le justifie. Il a pris une résolution dont l'exécution était difficile et qui a coûté à beaucoup : mais il l'a prise parce qu'il la jugeait politique.

Travailler, tel est désormais le mot d'ordre général. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, M. Raymond Poincaré devait constituer un nouveau ministère. Ainsi qu'il l'avait toujours annoncé, M. Clemenceau a quitté le pouvoir le 18 janvier. M. Clemenceau demeure l'objet d'une admiration et d'une gratitude que le gouvernement et le Parlement, nous n'en doutons pas, trouveront le moyen de lui exprimer dans sa retraite chargée de gloire. Les manifestations de sympathie et de respect qu'il a reçues quand il remit la démission du ministère à M. Raymond Poincaré, quand il a quitté la Présidence de la Conférence de la Paix, quand il a transmis ses pouvoirs à M. Millerand ne sont que les premières marques de sentiments qui sont profonds. Mais la résolution prise par M. Clemenceau d'abandonner le ministère était irrévocable. Le Président de la République a confié à M. Millerand le soin de former le nouveau Cabinet. C'était déjà son dessein avant l'élection présidentielle et il était d'accord sur ce sujet avec M. Clemenceau. Après s'être entendu avec M. Deschanel, il a donné suite à son projet, assurant ainsi la continuité des vues du pouvoir exécutif. M. Millerand a procédé avec la rapidité que commandent les circonstances. Quelle tâche en effet réclame les hommes d'État ! Le traité de paix à faire appliquer, le sort de la moitié de l'Europe à régler, notre budget à équilibrer, les régions libérées à reconstituer, les administrations à réorganiser, dans tous les ordres des questions urgentes et essentielles, tel est le programme formidable du gouvernement. M. Millerand en une journée a constitué son ministère. Il lui a donné une physionomie sérieuse et laborieuse. Il a réuni des hommes méthodiques et travailleurs comme lui, et a recherché les compétences. Au ministère de la guerre, il a placé M. André Lefèvre, qui s'est fait remarquer par son rôle utile au cours de la guerre et par la part qu'il a prise à la discussion des conditions militaires du traité de paix. Au ministère du Commerce, il a fait appel à M. Isaac, ancien président de la Chambre de commerce de Lyon et récemment élu député, qui a une autorité reconnue et qui a de hautes qualités d'esprit. Au ministère des Finances, il a mis un financier ; à l'Agriculture un ingénieur agronome ; aux régions libérées un fonctionnaire qui en a dirigé les services sous le précédent ministère ; à l'enseignement technique, un professionnel. Ainsi à tout son cabinet il a volontairement donné l'aspect d'un gouvernement de travail. A lui-même il a réservé dans cette œuvre d'ensemble une double tâche : il est à la fois Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Il a eu l'heureuse

idée d'organiser tout de suite ce travail considérable en se donnant deux collaborateurs pour le seconder. A la Présidence du Conseil il a créé un sous-secrétariat d'État, qu'il a confié à un nouveau député actif et d'esprit net, M. Reibel, et qui sera à la fois le centre d'informations dont a besoin le chef du gouvernement, et l'instrument de liaison entre les ministères, dont l'unité de direction se trouvera ainsi facilitée. Au quai d'Orsay, il a institué un secrétariat général, qui prendra la direction de tout le département, et il a appelé à ce poste important M. Maurice Paléologue, qui a été notre ambassadeur à Petrograde pendant une grande partie de la guerre et qui sera pour lui un collaborateur précieux par ses qualités personnelles et par la connaissance qu'il a des choses de l'Orient.

La Chambre a fait tout de suite une importante réserve sur le nouveau cabinet : elle s'est demandé pourquoi M. Millerand avait associé à son ministère quelques hommes qui rappelaient la politique d'avant-guerre, et, dès la première séance, elle a marqué son sentiment. Le président du Conseil a cependant obtenu le vote de confiance que, selon la coutume, il a sollicité dès qu'il a pris contact avec le Parlement : mais un grand nombre de députés se sont abstenus, et le gouvernement n'a réuni à ses débuts que 272 voix. M. Millerand a-t-il cru que, les anciens cadres étant brisés, les hommes politiques ne devaient plus être jugés sur leur étiquette passée et qu'ils étaient rénovés par la guerre? A-t-il pensé que, en présence de tant de questions pressantes, les considérations de personnes étaient de peu de poids et que sa présence suffisait à garantir la direction de sa politique? La Chambre s'est montrée particulièrement sensible à des sujets dont M. Millerand ne s'était pas inquiété, et c'est un fait dont le gouvernement devra tenir compte. Elle n'ignore pas les mérites du nouveau président du Conseil. Elle sait tout ce qu'il a accompli comme ministre de la Guerre et comme haut-commissaire en Alsace-Lorraine. Au lendemain de Charleroi, dans l'un des moments les plus graves, M. Millerand a courageusement accepté le ministère et il lui a donné une impulsion qui a contribué à la victoire. A la veille des élections, il a prononcé à Paris un discours retentissant, qui a semblé, par sa netteté, par sa largeur, par son esprit de tolérance, le programme même de l'union nationale. Lorsque le pays a fait connaître ses volontés le 16 novembre, M. Millerand a paru être, par ses qualités d'organisateur, d'administrateur, et de travailleur acharné, le chef désigné de la majorité nouvelle. C'est ce qui a inspiré le choix de M. Raymond Poincaré

et le vœu de M. Clemenceau. La Chambre connaît tous ces faits: mais elle n'a pas voulu laisser passer, sans souligner son impression, la composition d'un Cabinet qui ne répond pas exactement à ce qu'elle souhaite. Pour elle, le défaut du nouveau ministère est de contenir quelques radicaux-socialistes qui évoquent une politique condamnée et de ne pas se trouver l'image assez fidèle de la majorité du nouveau Parlement. Une Assemblée jeune et ardente, qui a montré déjà au Congrès qu'elle savait ce qu'elle voulait, et qui entend réformer les mœurs publiques a manifesté avec quelque énergie ses préférences: c'est un événement à retenir et qui, venant après d'autres, prouve l'indépendance et la vitalité de l'esprit public.

Il est possible que la Chambre, après avoir donné son opinion avec une rigoureuse franchise, ne veuille pas insister davantage et comprenne la nécessité d'accorder à M. Millerand une confiance plus large quand il s'agira du programme du travail. Sans doute la composition du Cabinet méritait l'attention de la Chambre. Mais la déclaration ministérielle contient un exposé qui ne manquera pas d'être également considéré par elle. M. Millerand s'est attaché, selon son habitude, à être précis et méthodique. Il a indiqué rapidement quelles étaient ses idées essentielles sur la politique générale. La France, naguère vaincue et privée de deux de ses provinces, est aujourd'hui victorieuse et a refait l'intégrité de la patrie; elle est une nation libre qui se gouverne elle-même, qui reconnaît une égalité complète entre les citoyens, et qui doit et veut être tolérante; elle a connu durant la guerre un sentiment de concorde qui a triomphé des anciennes divisions et qui va lui permettre de travailler par l'union de tous à une reconstitution nécessaire. La pratique de ses alliances, l'application du traité de paix, le souci de veiller à sa sécurité et d'obtenir les réparations auxquelles elle a droit, voilà ses premiers devoirs. Mais en même temps elle a besoin de faire un grand effort pour rétablir ses finances et sa prospérité économique. M. Millerand a déclaré qu'il dirait au pays la vérité, et il a eu le courage de proclamer la double nécessité de se restreindre et de travailler. La crise générale qui suit la guerre impose le devoir de consommer moins et de produire plus. Quel que soit l'intérêt qui s'attacherait à certaines réformes d'ordre constitutionnel ou social, elles peuvent attendre. L'essentiel est de remettre de l'ordre dans la maison, d'établir les impôts et de les faire rentrer, de favoriser l'esprit d'initiative, de faire collaborer l'État avec les grandes entreprises pour l'accomplissement des travaux urgents. M. Millerand n'a

pas craint de proclamer cette vérité un peu rude, mais nécessaire à connaître, que l'ère des sacrifices n'est pas close : il a fait un énergique appel à la moralité et à la conscience publiques, et sous une forme ou sous une autre, le Parlement y répondra.

Les affaires extérieures présentent un aspect de plus en plus confus et préoccupant. Le traité de paix avec l'Allemagne a été mis en vigueur le 10 janvier, et il reste à en assurer l'application; mais l'Allemagne secouée par les menaces de réaction pangermaniste et de révolution marche à une crise grave et peut-être à la faillite. La Société des Nations a tenu sa première séance, et il faut s'occuper de son développement, mais les États-Unis qui doivent y tenir une place importante sont toujours hors de la paix et n'ont pas fini de discuter le traité. Encore est-il à peine exagéré de dire que ces deux grandes questions ne sont pas les plus obscures de celles qui sont posées. L'Europe centrale et l'Europe orientale sont pleines d'orages : le problème de l'Adriatique est toujours en suspens, le problème turc n'est pas réglé, l'Autriche est menacée de la famine, la Hongrie garde une attitude équivoque, la Pologne et la Roumanie souffrent de difficultés économiques et ont besoin de se protéger contre le bolchévisme, le monde musulman s'agite, et la Russie demeure un mystère. De quelque côté qu'on se tourne, les sujets graves surgissent.

La question de l'Adriatique est entrée dans une phase nouvelle dont l'évolution dernière n'est pas encore connue au moment où nous écrivons. Les États-Unis avaient proposé, au cours des négociations de paix, un règlement du problème qui divise l'Italie et les Yougo-Slaves, mais ce règlement n'ayant pas été admis, M. Lloyd George avait proposé le 14 janvier une solution nouvelle. La commune de Fiume aurait constitué un État indépendant, qui aurait eu le droit de confier à l'Italie le soin de le représenter dans ses relations avec les autres États. Le port de Fiume, la gare, la ligne de chemin de fer auraient appartenu à la Société des nations. Le faubourg de Souchak aurait été en territoire yougo-slave, tandis qu'à l'Ouest de la ville on aurait attribué la route qui longe la mer à l'Italie, et le chemin de fer qui longe la route aux Yougo-Slaves. Le gouvernement de Belgrade, à qui ce projet avait été transmis, a répondu le 20 janvier, en faisant certaines concessions, mais en faisant aussi des réserves. Les Yougo-Slaves, en particulier, ne se sont résignés à perdre ni la population slave de l'Istrie orientale, ni le port de Baros, dépendance du faubourg de Souchak; ils se sont refusés à admettre

que ce port soit rattaché à Fiume et donné à la Société des nations, tandis qu'il leur paraîtrait naturel de le rattacher à Souchak dont la possession leur est reconnue par le projet. Le Conseil suprême, après avoir pris connaissance de la réponse du Cabinet de Belgrade, a remis le 20 janvier à MM. Pachitch et Trumbitch, les deux premiers délégués Yougo-Slaves, un ultimatum par lequel il leur est signifié que leur gouvernement a quatre jours pour accepter la solution du problème de l'Adriatique. Si le gouvernement yougo-slave n'accepte pas, l'Italie pourra réclamer l'application du traité de Londres, signé en avril 1915 entre le Cabinet de Rome d'une part, et d'autre part la Grande-Bretagne, la France et la Russie. L'Angleterre et la France, en étudiant à la Conférence les solutions possibles du problème adriatique, se sont d'ailleurs toujours déclarées prêtes personnellement à tenir les engagements qu'elles ont pris à Londres vis-à-vis de l'Italie. On pourrait donc croire que si les Yougo-slaves rejettent la solution de M. Lloyd George, il suffirait de revenir au traité de Londres. Mais la situation est plus compliquée. L'exécution du traité de Londres soulèverait de grandes difficultés et pour mentionner tout desuite celle qui toucherait le plus vivement l'Italie, elle ne lui accorderait point le droit d'occuper Fiume. Elle se heurterait surtout aux États-Unis qui n'ont jamais reconnu le traité signé en avril 1915, et qui ne paraissent nullement disposés à le reconnaître. Dès le 22 janvier, une note publiée à Washington par une agence a fait remarquer que l'attitude des États-Unis relativement à la question de l'Adriatique n'a subi aucune modification depuis la déclaration faite par M. Wilson à Paris. Les États-Unis se tiennent à l'exécution des clauses prévues par eux au sujet des revendications yougo-slaves et des aspirations de l'Italie : ils n'ont pas l'intention d'approuver une autre thèse que la leur, et dans le cas où une autre solution prévaudrait, il ne faudrait pas compter sur leur coopération. La décision des États-Unis n'aurait pas seulement une importance limitée au problème en discussion ; l'Amérique hésiterait à s'intéresser aux affaires d'une Europe qui suivrait une politique si différente de la sienne. On comprend que devant cette difficulté, et malgré les différences constatées entre le premier memorandum rédigé sur la question le 13 décembre et le second rédigé le 14 janvier, les meilleurs amis des Yougo-Slaves ne se soient pas senti le droit de les pousser à la résistance et les aient engagés même à céder à l'ultimatum. Nous saurons bientôt si, après tant de négociations et de projets transactionnels, le problème de l'Adriatique est près d'être réglé ou s'il

réserve encore aux diplomates des complications et des surprises.

Mais de toutes les questions, la plus grave est celle qui touche la Russie : à mesure que le temps passe, elle devient plus redoutable. Les armées de Youdenitch, de Koltchak et de Denikine sont complètement battues. Les troupes bolchévistes évidemment bien outillées et bien commandées ont progressé dans toutes les directions, aussi bien du côté de la Crimée qu'en Sibérie. La menace d'une attaque bolchéviste pèse sur les États nouveaux qui séparent la Russie de l'Allemagne, sur les États baltes et sur la Pologne. Que font et que veulent les Alliés? Après avoir parlé d'entourer la Russie soviétiste d'un réseau de fil de fer barbelé, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir des émissaires dans le Caucase, chez les Kurdes, en Perse, dans le Turkestan et jusqu'aux frontières de l'Inde et de la Chine, les Alliés ont tout à coup projeté de lever le blocus de la Russie. C'est un système nouveau qui peut se défendre, puisque l'ancien a échoué, et le blocus n'ayant rien empêché, on imagine que, pour en finir avec les résolutions négatives, le Conseil suprême a voulu essayer d'échanger des matières premières et des denrées avec les coopératives russes. Mais quel est le projet des Alliés? Maintenant que la conférence est close, quelle sera l'autorité internationale permanente? Les Alliés ne comptent-ils que sur la réunion des chefs de gouvernement? On ne sait. Il est temps que sur ce sujet le Conseil Suprême, qui a multiplié les contradictions et les hésitations, ait une politique. M. Millerand, nous le savons, a toujours été particulièrement attentif aux affaires russes, et il a toujours compris qu'elles étaient au fond de toutes nos difficultés : il aura un plan. En tout ordre de questions, le moment est venu de la logique et des idées positives. Nous sommes sortis de la période épique où les peuples ripostent par l'héroïsme aux événements ; nous ne sommes plus hors de l'ordre commun ; nous sommes, pour les affaires intérieures et extérieures, à l'heure des résolutions froides, des calculs de la politique, et de l'activité sans éclat, mais réaliste.

André Chaumeix.

Le Directeur-Gérant :

René Doumic.



Q

C

mon

—

—

aplo

colo

—

—

en c

A

oubl

lut d

C

—

leur

de t

Co

(1)

LE CHEMIN DU SALUT

IRÈNE OLETTE

SIXIÈME PARTIE (1)

LE JEU DES PASSIONS

I. — MOSOU ET KARÂMÂMA

Quand Irène, le vendredi suivant, — un peu en retard à dessein pour ne pas paraître empressée, arriva devant *le Radeau de la Méduse*, elle y trouva Isidore qui piaffait.

Comme il prenait tout de suite un air avantageux, elle lui montra le tableau, et pour le calmer :

— Vous savez ? Ça n'est pas de Rubens !

— Et pourquoi donc pas, s'il vous plaît ? dit-il avec aplomb ; il en a fait de plus grands ! Il était bien capable de colorier celui-là !

— Non, parce qu'il était mort, des cent ans avant !

— Ça, c'est une autre chose. Peu importe. Et de qui est-ce en ce cas ?

Alors Irène s'aperçut, à sa propre confusion, qu'elle l'avait oublié. Mais le nom était écrit dessous, sur le cadre. Elle le lut de loin : « Géricault. »

Ce fut au tour d'Isidore de la railler :

— Vous voyez ? C'était pas la peine de me mortifier. D'ailleurs, je me rappelle à présent... Géricault. Y a une histoire de trompettes.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre, 1er et 15 janvier et 1er février.

Elle repartit à rire.

— C'est bien, fit-il, mais ne restons pas là, parce que je ne pourrais pas vous cajoler à mon aise en face de ce naufrage. Ça m'enrhume.

Faisant en même temps signe à Irène de le suivre, il s'engagea sur la gauche dans des salles moins fréquentées.

C'était la partie du musée réservée à l'art étrusque.

On y voyait des quantités de vases de terre cuite uniformément décorés en noir. Isidore à leur aspect fronça le sourcil et déclara que « ça non plus, ça n'était pas frivole. » Aussi, ayant franchi d'un trait cette première salle, il en traversa une seconde, puis une troisième sans qu'aucune lui donnât pleine satisfaction. Les deux jeunes gens allaient toujours de l'avant comme s'ils avaient l'impression d'être mieux cachés à mesure qu'ils pénétraient dans ces profondeurs de plus en plus désertes. Enfin la cinquième salle, qui n'était pas encore la dernière, au pavage et aux tables de marbre, et où n'étaient exposés que des vases d'albâtre, d'un blanc laiteux et ambré, leur parut tout à fait agréable; et voici que, pour comble de chance, une vaste banquette de velours rouge, large et basse, adossée au mur dans un retrait, à l'ombre de deux grosses colonnes, offrait tout à coup l'abri rêvé :

— A moi! Retenue! s'écria Panteau, comme si quelqu'un la lui disputait.

Et ils s'y assirent, d'un même élan.

Était-ce pour se débarrasser de son récit et s'acquitter bien vite de sa promesse, la jeune fille aussitôt commença :

— Je m'appelle Irène Olette...

Elle avait à peine lâché ces mots, qu'elle eût bien voulu les rattraper, furieuse d'avoir aussi étourdiment laissé échapper ce nom de famille qu'elle avait résolu de taire à Panteau.

Mais lui de s'écrier alors en faisant marcher ses bras et ses jambes :

— Olette! Ah! que c'est gentil! C'est votre autre petit nom? Pourquoi vous ne le portez pas, au lieu d'Irène?

Celle-ci, balbutiait, suffoquée et enchantée de la méprise.

— Tant pis, c'est dommage, continuait Isidore. Irène n'est pas affreux. Mais Olette...! Parlez-moi de cette sainte-là! Un nom qui sent le muguet et qui perle comme une goutte d'eau. Olette et Lesoir, c'est fait l'un pour l'autre. Moi, si vous le

permettez, je ne vous appelle plus que mademoiselle Olette?

— Si vous voulez, dit-elle, à moitié rassurée.

Mais il s'enquérait de sa famille :

— Et en dehors de votre mère ? Un papa?

— Personne.

— Moi non plus. Tout seul. Aussi dame, il y a des moments...

— Oui, approuvait Irène en n'ayant pas l'air de comprendre, la solitude rend la vie plus dure. C'est ainsi que nous nous sommes trouvées dernièrement, ma mère et moi, dans un grand embarras. Par bonheur, M. Brocatel nous est venu en aide, et à présent, ça va bien.

— Qu'est-ce qu'elle fait votre maman?

— Elle est couturière.

— Et vous?

— Je suis dans la reliure.

Il s'étonna : « Pas possible? Avec ces jolis petits doigts? » Il les regardait : « Et pourtant, ils ne sont pas gâtés! »

Sur ses questions, elle en arrivait bientôt à lui parler de son enfance chez son oncle et tante Fine, dans ce vieux logis où elle avait passé un temps si doux, — car de Féline et des heures mauvaises elle se gardait bien de souffler mot.

Il voulut savoir où était le magasin du père Pardi et quand elle le lui eut dit : « Place de l'Estrapade, dans le haut de la rue des Fossés-Saint-Jacques, » elle vit que cela n'éveillait absolument rien en lui. Alors, — autant par une irrésistible poussée d'émotion que par envie de détourner l'entretien, — elle essaya de lui donner une idée de ce paisible et beau quartier... « le Panthéon d'abord, si imposant, si noble, si sévère, avec ses grands hommes couchés à l'intérieur... en attendant tous ceux de l'avenir qui ne sont pas nés encore et que le peuple, en foule, un jour viendra y traîner en montant la rue Soufflot au chant de *la Marseillaise*...

— ...Ou bien en déloger et jeter au fumier, ricana le garçon.

— Hélas! disait Irène... Et puis, Saint-Étienne-du-Mont où j'ai fait ma première communion.

— Moi, je ne l'ai faite nulle part, crâna-t-il. Je ne suis pas superstitieux.

Elle feignit de n'avoir pas entendu : « Et puis il y avait les bonnes rues en pente, calmes comme en province, où il passe si peu de voitures qu'on peut laisser les enfants s'asseoir au

milieu de la chaussée sur leur petit fauteuil... et les arbres penchant la tête au-dessus des murs fourrés de lierre, et les vieux cris de Paris, les cloches des couvents, les chanteurs des cours, les cages d'oiseaux et les pots de fleurs, les pianos des pensions de familles... tous les bruits des petits métiers en chambre, honnêtes et réguliers ; et les gens qui ne sont pas les mêmes que sur les boulevards ou à Belleville... les prêtres, les vieilles dames, les professeurs, les files d'écoliers qui tournent l'angle, trois par trois... avec un en retard qui rattache les cordons de sa bottine... »

Il l'écoutait, mais en pensant à autre chose. Les souvenirs du Paris de la jeune fille réveillaient en lui ceux de son Paris populeux du centre, si différents, et qui se levaient tout à coup dans sa mémoire avec l'attrait d'une révélation. Il les avait presque oubliés, Irène les ressuscitait.

— Moi, c'était les Halles, les paniers... la marée, la volaille, l'odeur des légumes et des fromages... les œufs cassés par terre... la grosse horloge de Saint-Eustache... A propos, c'était-il un homme ou une femme?

— Saint Eustache? Un homme!

— Bah! J'aurais cru le contraire... à cause du mot... pistache... moustache... et puis vache... Par exemple, mes petites rues de par là, elles n'étaient point pour y rêver en chiquant des marguerites... Oh! non! c'était du noir et du grouillant, tout chaud, avec du monde qui n'avait pas toujours l'œil bleu ni la main favorable... C'est égal, j'y ai coulé des heures... plus charmantes que dans une prairie! Et puis tout ça ne signifie rien. On était gosse, voilà le clou! On ne savait pas. Plus tard, quand on sait, l'esprit s'empoisonne et on devient mutin. Heureusement qu'il y a l'amour. Voulez-vous, mademoiselle Olette, que nous en parlions?

— Non, dit-elle résolument.

Et elle fit mine de se lever.

Il la retint :

— En amis? Ça n'engage à rien. Pour essayer.

— Essayer quoi?

Et, fière, elle le fixait d'un regard ombrageux.

— Pour essayer de nous convenir, tiens! Vous, quant à moi, ça y est. M'avez pris. Je suis ficelé, j'ai la camisole. Je ne peux plus faire un mouvement qui ne m'entraîne vers vous.

Mais, pour arriver au but, tout m'en empêche. Êtes-vous libre? Avez-vous déjà une autre idée? Est-ce que je suis d'un genre à vous sourire? Il va de soi que je ne m'imagine pas vous gagner rien qu'en m'exposant... Mais enfin, sans vous plaire encore, est-ce que je vous déplais à la vue? Et la maman? Elle a l'air bonne... comme une brioche... Consentirait-elle? Et puis, s'il faut tout vous dire, je suis sans doute ravi pour vous que ce monsieur Brocatel et ce curé Chamaille vous aient repêchée; mais, d'un autre côté, je sens que ça vous met sous leur coupe et qu'ils ne me verront jamais avec des yeux caressants. Alors je me chagrine, et y a de quoi! Pensez donc? Vous êtes mon roman!... Le roman!... Voilà la chose! Sans lui, on vivrait une vie pâle et on mourrait du poumon! La femme, c'est le roman. Vous êtes le mien. Je vous dévore du matin au soir comme un livre doré sur tranches où il n'y aurait que de beaux passages...

Elle haussait les épaules :

— Et quand vous l'avez fini?

— Je le recommence. Impossible de le quitter.

Elle risqua :

— Il le faudra bien, cependant!

Il fut aussitôt tout contre elle.

— Hein? Quoi? Vous dites? Vous quitter? Jamais! vous entendez! Jamais! A présent que je vous ai retrouvée, je ne vous perdrai plus. Je veux vous voir et vous revoir, jusqu'à toujours et tout à fait.

Comme il avait prononcé ces mots avec une effrayante ardeur, Irène, saisie, lui dit :

— Ah ça? Que prétendez-vous donc?

Alors instantanément il se radoucit et il exposa son rêve : « Être aimé d'elle, pas autant qu'il l'aimait, bien entendu! ça n'était pas possible, mais seulement la moitié : ça lui suffirait. S'unir à elle, le plus tôt, et une fois unis, s'établir ensemble, à Paris. »

Curieuse et prudente, elle dit :

— Dans la reliure? Ça vous conviendrait?

Il fit une petite grimace :

— Puisque vous me le demandez, franchement non, ça ne m'emballe pas. C'est du travail distingué sans doute, mais trop immobile... Ça sent le bureau... Je ne me vois pas là.

Elle remarqua :

— Vous aimez les livres pourtant? A l'instant même encore...

— Oui, parbleu! Mais je les aime tout faits; pour les lire, pas pour les coller. Non, j'avais une conception...

— Laquelle?

Il hésitait, et puis il se décida :

— Un petit café.

Ce fut au tour d'Irène de faire la moue. Il s'en aperçut.

— Quoi? s'écria-t-il. Suis-je limonadier? C'est ma partie. Mais un petit café où, au lieu d'être le garçon volant, j'aurais été le patron, en veston à carreaux, — plus de tablier, — le maître qui, de loin, de haut, dirige et surveille. Et vous, je vous voyais au comptoir (le visage de la jeune fille se rembrunit); il ne s'agit pas d'un zinc, un comptoir en acajou, où on ne consomme pas, et où vous trônez, toute seule, assise sur une grande chaise comme pour jouer de l'orgue, avec une glace derrière vous, qui reflète *la patronne!*

Il précisait d'une voix langoureuse :

— ... Assise comme une dame, en robe de soie, un porte-plume à la main et au cou un collier de grosses perles.

— Fausses, dit-elle.

— En attendant... plus tard des microscopiques... des vraies!

— Ni des fausses, ni des vraies! Je n'en veux pas plus que du café.

— Et que voulez-vous donc? demanda-t-il, amoureux et rusé.

— Que vous m'obéissiez, — si vous êtes sincère.

— Entendu. Commandez. Mais pour vous obéir, il faut que je vous voie; autrement, je ne suis plus sous le charme et je n'obéis plus.

— Eh bien! soit, revenez.

— Quand? Demain?

— Dans deux jours.

— C'est long. Et où?

— Toujours ici; même heure.

— Au vase *étrusque?* Pristoche! Enfin, passe encore, pour cette fois! Mais après nous changerons. Bon Dieu! que vous êtes belle!

— Allez-vous-en.

Elle était déjà debout, secouant d'une petite tape, sur ses

jupes, toutes les mièvreries des adieux. Mais lui ne partait pas et la suivait. Pour la retenir, il lui dit :

— Accompagnez-moi seulement jusqu'à l'autre bout de la galerie où nous ne sommes pas allés.

Elle y consentit, et le doigt sur la bouche :

— Mais alors plus un mot !

A pas glissés sur les parquets ou les mosaïques, ils traversaient maintenant avec lenteur les dernières salles, s'arrêtant aux statuettes des divinités enfermées dans les vitrines. Ils ne parlaient plus. Irène regardait en sa petite cage de verre le personnage de bronze « appelé Mosou, » cependant qu'Isidore s'offrait en face « la reine Karâmâma, de la dynastie bubastique..., » et cette contemplation les plongeait l'un et l'autre soudain dans des abîmes de pensées obscures...

Quand ils furent arrivés à la porte, il lui prit la main, et, la serrant fort, la pressant et la balançant comme les choses auxquelles on tient et qu'on ne lâche qu'à regret, il lui dit de tout près, à voix basse et grondante, avec des yeux d'un vert de bronze :

— Au revoir, Karâmâma.

— Bonsoir, Mosou.

Et pirouettant elle se sauva.

Or, à peine étaient-ils partis, chacun de son côté, qu'un homme, qui les observait à leur insu, sortit de derrière une colonne.

Violet, hérissé, le poil droit, la lèvre féroce et découvrant des dents jusqu'en haut des gencives, il avait l'air d'un tigre en fureur, — et qui rit.

C'était Gaudias.

II. — OÙ GAUDIAS SE PREND D'UN GRAND GOUT POUR LES VASES ÉTRUSQUES

Depuis que Gaudias, amené par Mme Lesoir, trois semaines auparavant, avait fait à Irène, dans sa chambre, la visite dont nous avons parlé et au cours de laquelle, tandis qu'il auscultait sa jolie malade, s'était nouée entre eux de façon foudroyante cette espèce d'intrigue, aux manifestations muettes, qui les avait mis vis-à-vis l'un de l'autre en état de guerre, le docteur et la jeune fille s'étaient rencontrés plusieurs fois chez M. Bro-

catel, mais ç'avait été toujours en passant et en présence de Valérie. Ils ne s'étaient plus retrouvés seuls. Gaudias semblait avoir oublié l'impression produite sur lui par Irène, impression si forte que, sur le moment, il n'avait pu s'empêcher de la lui laisser paraître. A présent, il la saluait d'un air aimable et détaché, elle lui répondait de même ; et c'était tout. La jeune fille se demandait par instants si ses craintes avaient été bien fondées.

Cependant Gaudias, loin de renoncer à son dessein, ne faisait que le poursuivre et le perfectionner avec un redoublement d'ardeur.

Doué comme la plupart des amoureux à fond de jalousie, d'une grande finesse de méfiance, il avait trouvé assez étrange ce goût immodéré pour la peinture et l'art qui, s'emparant tout à coup de la jeune fille, lui faisait manifester l'intention de passer souvent ses après-midi au Louvre. La présence du père Pootius, au lieu de dissiper ses soupçons, les éveillait. En effet, n'étant déjà pas très amusante, la compagnie du vieil original devenait nulle au Musée où, absent de tout ce qui l'environnait, il demeurait collé à Hobbema comme le coquillage au rocher. Poussé donc par une vague inquiétude et aussi par la secrète pensée de pouvoir peut-être joindre Irène au Louvre où il supposait bien qu'elle ne resterait pas plantée dans le dos du peintre, Gaudias les avait suivis, le jour même de leur première sortie.

Les observant avec précaution, il était entré, loin derrière eux. Le cœur lui avait battu quand Irène avait quitté Pootius installé à sa tâche et s'était engagée seule dans la galerie voisine... Mais au moment où il mettait le cap sur elle pour la croiser en simulant la surprise, quels n'avaient pas été sa stupeur et son ennui en voyant, presque sous son nez, un jeune homme inconnu — notre Isidore — aborder la petite d'un air joyeux et lui parler de près avec une familiarité qui semblait réciproque ? Et quel jeune homme ! Une espèce de garnement de barrière, endimanché pour la circonstance, dont les traits et la mise lui causèrent sur le champ la plus mauvaise impression.

Tourmenté de savoir quel était ce personnage si bien reçu, il n'avait pas tardé à l'apprendre. Muni dès lors de tous les renseignements relatifs à Panteau et continuant à *filer* les jeunes gens qui ne s'en doutaient pas, c'est ainsi qu'il avait pu,

en ne perdant rien de leur second rendez-vous au musée étrusque, être définitivement édifié sur ce qui en faisait l'objet.

La colère du docteur était grande, il s'y mêlait du dépit et de l'humiliation de se voir préférer ce garçon du peuple à tournure de malandrin. Mais en même temps la découverte de cette intrigue arrivait pour lui très à propos. Elle lui mettait en main les plus beaux atouts : et il jubilait à l'idée du pouvoir inespéré que lui donnait désormais, sur la fière Irène, la possession de son secret. Comme il était maintenant armé pour la confondre ! Il s'en promettait des délices et le plus tôt possible. Il attendait cependant, remettant chaque jour au lendemain, se fortifiant de tout ce qui venait davantage établir sa certitude. A l'avance, il se pourléchait du trouble de la sournoise en se voyant démasquée, il jouissait de sa honte profitable et de son vertige certain. Il vivait à chaque instant la scène décisive où son imagination victorieuse avait déjà tout réglé.

Depuis leur entretien dans la salle des Colonnes, les jeunes gens s'étaient encore vus trois fois, en une seule semaine, et toujours au musée, mais jamais au même endroit. Quoiqu'ayant l'air de ne se méfier de rien, ils se montraient pourtant de plus en plus prudents et la surveillance de Gaudias en devenait difficile autant que périlleuse. Il aurait bien pu s'en dispenser désormais. N'en savait-il pas assez? Mais il était incapable de renoncer à cette émotion perverse. Il en avait besoin, partagé entre la peur de se faire pincer par ceux qu'il épiait et la volupté croissante qu'il goûtait à les regarder s'enferrer.

Sans doute les façons d'Irène et d'Isidore, attentivement observées, ne permettaient pas de suspecter, — jusqu'à présent, — l'innocence de leurs relations. Néanmoins, le docteur s'alarmait quelquefois, redoutant l'irréparable qui menaçait de se produire. Par suite de l'imbécillité de Pootius, tout était à craindre, et Panteau, d'un moment à l'autre, pouvait lui souffler la petite.

A cette idée il ne se possédait plus. Il voulait Irène à tout prix.

Mais d'abord, comment la prendre ? et surtout la surprendre afin de l'obtenir, de bon gré ou contrainte? et ensuite sans que rien n'en transpirât? car il ne s'agissait pas de se lancer au hasard dans l'aventure où risquait de s'écrouler en un clin d'œil

son admirable avenir, combiné avec tant d'astuce! Il fallait que ni M. Brocatel, ni Mme Lesoir, desquels dépendait son sort, ne soupçonnassent jamais rien de cette histoire. Sinon, c'était sa carrière brisée.

Malgré le tumulte et la gravité de ces pensées qui ne faisaient, en soufflant dessus, qu'attiser son désir, il se tenait ramassé, guettant l'occasion. Il aurait dû, voilà déjà plus d'une quinzaine, être retourné à son sanatorium de Boulouris. Mais quoi? c'eût été lâcher, et céder la place à Panteau! — Jamais! — Il restait donc, inventant chaque jour de nouveaux prétextes pour prolonger son passage à Paris.

Il ne partirait *qu'après*, une fois la chose bien accrochée.

Tandis qu'il mûrissait ainsi le plan tramé contre Irène, celle-ci se débattait en vain dans le tourbillon des sentiments qui l'entraînaient vers Isidore.

Comme il arrive si fréquemment entre natures contraires et de différents milieux que tout semble éloigner l'une de l'autre, ils s'attiraient, elle et lui, par une aimantation mystérieuse et que l'on eût dite fatale. Isidore était *celui* dont on ne voit que les bons côtés et dont les défauts et les travers passent inaperçus. Même ses vulgarités, qu'elle était bien forcée de reconnaître par instants, ne la choquaient pas. Non seulement elle n'avait pas l'air de souffrir de son langage et de ses libres manières, mais, elle paraissait s'en accommoder. Elle si fine et si délicate, elle riait du premier coup aux plaisanteries faubouriennes du limonadier. Bien qu'ils fussent de la même classe, elle avait cependant conscience de sa supériorité et elle en retirait une satisfaction assez vive, celle de sentir à quel point il subissait son ascendant; aussi quand elle échafaudait, tout en se reprochant de s'y livrer, des suppositions d'avenir, elle s'imaginait que son soupirant ne manquerait pas d'être docile et qu'elle aurait plus de plaisir à le former que si le travail était déjà tout fait.

Elle éprouvait en outre, par lui, une espèce d'émancipation dont le caractère un peu grossier précisément la soulageait. Panteau figurait et lui procurait en quelque sorte la jeunesse commune et mal élevée à laquelle elle avait échappé, mais qu'elle était primitivement destinée à avoir, qui aurait dû être la sienne et qui, par minute, la rattrapait pour se dédommager; il était la détente de sa bonne tenue, la revanche de son orgueil

et de sa dignité. Et puis, il s'opposait à Gaudias, et avec une puissance si opportune ! Il avait immédiatement bénéficié de la répugnance inspirée à Irène par le docteur. La sympathie dont il profitait de la part de la jeune fille était faite à moitié de l'antipathie qu'elle avait pour l'autre. Enfin, n'étant pas absolument dupe du calme inexplicable de Gaudias, elle voyait en Isidore un défenseur possible, au cas où le Toulousain se révélerait dangereux.

Pour toutes ces raisons, dont elle était le jouet plus que la maîtresse réfléchie, elle se laissait donc aller à accorder à Panteau les entretiens qu'il réclamait ; et comme celui-ci, même dans sa franchise sentimentale, ne dépassait jamais les limites, elle n'avait sincèrement, — croyait-elle, — rien à se reprocher.

Quant à lui, en même temps qu'il aimait, il était intrigué. « Qu'est-ce que c'était, tout autour d'Irène, que ces gens de bien qui s'intéressaient si fort à elle, sans qu'aucun lien de famille la rattachât à eux ? » Un tas de *pourquoi* lui trottaient par la tête. « Pourquoi ces deux femmes, — qu'il pensait toujours être la mère et la fille, — et qui n'avaient un soir que trente sous en poche, se trouvaient-elles habiter dès le lendemain matin cette antiquité d'hôtel dont tous les locataires étaient, chacun dans leur genre, de si drôles de types ? La petite se disait relieuse et elle ne travaillait pas. De quoi est-ce qu'elle vivait ? Comment ce M. Brocatel, — qui lui avait paru au cours de la brève visite qu'il lui avait faite, un homme si rigide, — admettait-il que la jeune fille fût à ce point désœuvrée ? » Tout cela, par moments, lui semblait bizarre et plein de mystère. Il pressentait des dessous que volontiers il souhaitait compliqués et même ténébreux, pour s'amuser d'abord, et puis pour corser l'entreprise. Et c'était bien ainsi qu'il fallait que ce fût ! On nageait en plein dans *le roman*, l'unique et indispensable bonheur. On y était pour de bon : mieux que dans les livres, dans la réalité. Aussi, quoiqu'il se plût à exagérer les difficultés du projet, comme il ne se connaissait pas de rival, — puisqu'il ignorait l'existence même de Gaudias dont Irène, bien entendu, ne lui avait pas parlé, — Panteau se voyait avant peu aimé de sa belle aux cheveux d'or, et l'arrachant à toutes ces vieilleries de gens et de maisons pour l'emporter chez lui, dans ses gaies Batignolles !

A chaque rendez-vous, il changeait de cravate.

III. — LA BIBLIOTHÈQUE

Il y avait, perdue au bout de l'appartement de M. Brocatel, une petite pièce assez incommode et qui n'était pas d'usage courant parce qu'on n'y accédait que par un long et étroit corridor. De dimensions restreintes, éclairée par une fenêtre à carreaux troubles donnant sur la cour et tapissée d'un papier héraldique à fleurs de lis havane, elle était meublée d'un guéridon, d'un canapé-divan garni de gros coussins à glands et de deux fauteuils d'acajou recouverts de velours d'Utrecht, d'un rouge passé et par endroits mangé aux vers. Faisant face à la cheminée, — que datait avec sa chèvre argentée une pendule à la Esmeralda, — une grande bibliothèque à deux corps occupait le panneau principal. La partie du haut, la seule vitrée, contenait dans des reliures romantiques demeurées très fraîches une vingtaine d'ouvrages irréprochables, tels que l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. de Barante; le *Paris* de Dulaure, un Walter Scott, un Ducis, un La Harpe, un Millevoye, *le Paradis perdu*, etc. La partie du bas, à panneaux pleins et fermée à clef, était affectée à des livres modernes, signés de noms moins sûrs.

M. Brocatel ayant offert à Irène de se tenir, soit pour y lire, soit pour y travailler, dans cette pièce retirée et tranquille, et où donnait une bouche de chaleur, la jeune fille avait accepté avec reconnaissance.

Elle s'y installait presque tous les après-midi, vers la fin de la journée, et elle y restait, regardant des images ou lisant jusqu'à ce que, vers les huit heures, Valérie vînt la chercher. Alors, elles montaient à leur chambre où les attendait leur modeste dîner préparé par Belle-Julie : un petit potage, un légume, un dessert.

Le déjeuner, pris dans les mêmes conditions, était plus copieux.

— Comment faites-vous, marraine ? avait demandé Irène à Valérie. J'ai hâte de me remettre au travail pour ne plus vous être à charge. M. Brocatel m'a-t-il enfin trouvé mon magasin?

— Patience. Il le cherche, répondait la veuve, cela ne tardera pas.

— J'ai de l'argent, d'ailleurs, de mon héritage.

— Mais oui, nous ferons nos comptes.

Irène s'étonnait bien un peu, mais elle se sentait si heureuse qu'elle n'osait pas insister.

Un soir donc, elle se tenait, comme à son habitude, dans la petite pièce que nous avons décrite, et elle y était délicieusement plongée dans la lecture du journal *le Voleur*, quand elle entendit venir quelqu'un par le corridor.

Tout de suite, elle reconnut le pas de Gaudias.

Il entra, très à son aise et n'ayant pas l'air de se cacher.

— Mademoiselle, excusez-moi. Je vous dérange. Mais il le faut.

Et il s'assit, déterminé.

— Tout le monde, ici, commença-t-il, vous porte un rude intérêt, et moi-même, du premier coup, j'ai été attiré vers vous. Votre histoire, que j'ai apprise par cette bonne Mme Valérie, n'a fait qu'augmenter ce penchant. C'est ce qui, aujourd'hui, m'oblige à vous parler. Vous êtes jeune et plus que jolie... Ne protestez pas...

— Je ne dis rien, fit-elle avec simplicité.

— ... Et vous êtes, — cela éclate, — parfaitement honnête... sûrement donc imprudente et crédule. Eh! bien, prenez garde!

— A quoi?

— Surveillez vos relations.

— Lequelles? lui dit-elle en le bravant, les nôtres?

— Non, mademoiselle, il ne s'agit pas de moi.

— De qui donc?

— Nous y voilà! fit-il, avec une fausse bonhomie. Vous ne me comprenez pas?

— Nullement.

— Tiens! c'est curieux, je l'aurais cru, car vous changez de visage.

A ces mots, elle se sentit en effet pâlir ou du moins se l'imagina, et un grand trouble l'envahit. Et l'autre, comme s'il voulait l'aider :

— Cherchez bien, dans vos souvenirs. En dehors de nous, ne fréquentez-vous personne?

— Ici? demanda-t-elle faiblement.

— Non, pas ici. Ailleurs.

Elle s'apprêtait à mentir, quoique cela lui coûtât; il ne lui en laissa pas le temps.

— Allons! je vous ai assez taquinée. Qu'est-ce que c'est que ce jeune homme? — Et ses yeux la perforaient.

— Ce jeune homme?

Elle était béante. Ah! qu'inventer? que dire?

— Oui, ce jeune homme étonnant, si bien vêtu, qui vous cultive au Louvre, et chaque fois, dans un endroit différent? Les belles cravates qu'il a! Ne rusez pas. Ça vaudra mieux. Vous voyez bien que je sais tout!

Ce ton moqueur l'irrita et la fit réagir.

— Je n'ai pas à ruser, s'écria-t-elle, ce jeune homme est un ami.

— D'enfance? ou tout nouveau?

— Peu importe. Et puis d'ailleurs je parle à qui je veux. Que signifient ces questions? Vous me surveillez? De quel droit?

— Je ne vous surveillais pas. C'est par hasard, tout à fait, que je vous ai aperçue en cette compagnie, et justement la première fois que vous alliez au Musée sous la garde de Pontius, ajouta-t-il avec perfidie.

— Et pourquoi donc étiez-vous là?

— Comme vous, comme votre ami : par amour du beau!

Et son regard ainsi qu'un charbon, la touchait, la brûlait.

— Eh bien! l'amour du beau, monsieur, vous pousse à de laides choses!

Il se rebiffa.

— A de très utiles, mademoiselle! Donc à de très bonnes! Vous êtes injuste envers moi. Je ne suis ni curieux ni méchant, et je n'ai pas de temps à perdre. Si je me mêle de vos affaires, c'est par intérêt pour vous, et pas pour vous seule, mais aussi pour des personnes qui me sont chères et qui ont placé en vous leur confiance et leur estime.

— Et vous pensez que c'est à tort?

— Non. Elles ont bien fait. Je sais d'une part les difficultés dont vous avez eu à sortir, de l'autre l'affection méritée que vous commencez à inspirer à M[me] Lesoir ainsi qu'à M. Brocatel et à l'abbé Chamaille, et je me rends déjà compte, en m'en réjouissant, des changements heureux qui ne manqueront pas d'en résulter dans votre vie. Mais, en même temps que je fais ces constatations, qui me sont si agréables, je vous vois en revanche, avec regret... en train de tout compromettre, et à la veille de tout perdre! Alors, comment voulez-vous que je reste tranquille? Puis-je être indifférent à ce qui vous arrive? et pouvez-vous m'être étrangère? Il faut que je parle. Il y a

danger. Je n'hésite plus; je vous avertis. Et en prenant votre intérêt, j'accomplis mon devoir.

— Devoir, danger, dit-elle en haussant les épaules, voilà de bien grands mots, des mots du Midi! Où voyez-vous d'abord que je cours des dangers du fait de ce jeune homme? Le connaissez-vous?

— Moins que vous, mais beaucoup mieux.

— Pourquoi alors me demandiez-vous qui c'était?

— Pour savoir s'il vous avait dit à son sujet la vérité, car vous ne le fréquentez que depuis très peu de temps. Trois semaines. Pas davantage. Avant, vous l'ignoriez tout-à-fait. Si c'est là une amitié, elle a été vite.

— Moins vite que votre intérêt. Et que pensez-vous donc de ce garçon qui vous dérange si fort? Dites-le. Ne vous gênez pas.

— Loin de me gêner, ça me fait plaisir. Je pense que c'est...

Il suspendit ses mots, puis les laissant tomber : « une graine d'apache! »

— Bah! dit Irène en s'appliquant à paraître paisible.

— Et quand je dis graine, ricana-t-il, je suis poli, car il est déjà dans sa fleur.

— Si ça n'est qu'une impression, objecta la jeune fille, elle est courte et ne suffit pas.

— Oh! elle a été si mauvaise, l'impression, la première fois que j'ai vu le sujet, appuyait Gaudias, qu'elle aurait pu suffire! Mais elle s'est ensuite fixée, sur des renseignements.

— Sérieux?

— Indiscutables. La visite matinale du citoyen ici, à M. Brocatel, me fut suspecte aussitôt que ce dernier me la raconta. Nous y découvrîmes tous les deux une évidente tentative d'obtenir, grâce au porte-monnaie trouvé, l'adresse de Mme Lesoir; et s'il tenait tant à l'avoir, cette adresse, il n'y avait pas grande malice à deviner que c'était pour d'autres beaux yeux que ceux de Valérie. Je voulus en avoir le cœur net. Connaissant le nom et le domicile du personnage...

— Comment? Par qui?

— Par M. Brocatel, à qui lui-même il les avait donnés, je n'eus pas beaucoup de peine à faire mon enquête.

Et il se tut soudain comme quelqu'un qui en sait gros, mais qui recule à parler.

— Eh bien? interrogea-t-elle, affectant de sourire.

— Ah! ma pauvre enfant! déplora-t-il. C'était bien tout ce que j'avais senti! Rien que ses noms d'abord; Isidore! Et Panteau! Panteau surtout! Ça ne vous dit rien? Ça ne vous fait pas froid? Pante, Panteau... couteau... Mais c'est effrayant! Ça crie! Et sa profession colle avec son nom tout comme il est fait pour elle! C'était écrit, sur l'ardoise! Il devait être garçon de café! Mais dans quel café! Un infâme bouchon.

— Mais non, je vous assure.

— Si. Quand je pense que vous avez osé entrer là, à la *Sortie des Bains*, vous et Valérie, deux femmes seules, la nuit! Où aviez-vous la tête?

— Est-ce tout?

— Ça n'est pas tout. Il a un passé chargé, quoique jeune. C'est un fils naturel. Avant d'entrer dans « la limonade, » il s'est essayé dans tous les métiers, et il a été « typo » à *la Grève*. Son père était un meneur, militant du parti. Et puis... il n'y a qu'à le regarder.

— Je l'ai fait, dit-elle hardie, et souvent.

— Je le sais. J'ai bien vu que vous ne teniez pas vos yeux baissés pendant qu'il vous parlait. Mais alors, c'est qu'en le regardant vous pensiez à autre chose? Sans ça, son physique vous eût dit : « Gare! » et vous auriez pris peur.

— Son physique? Il n'est pas laid.

— Terrible!

— En quoi?

— Il a l'œil à cran d'arrêt, noir et vert de gris.

— Avec des points d'or.

— Des points d'or!

Gaudias en rugit, d'ironie et de colère :

— En fait de poings, je ne lui connais que ceux qu'il a au bout des bras, oui, des poings de boucher aux doigts d'étrangleur!

— En effet, il a l'air fort, insinua Irène.

Et elle rit, de tout son cœur.

Il continuait, excité :

— Et ses gros cheveux, épais, lourds de sale pommade! Son front carré, sinistre, impénétrable comme un mur de bagne! et ce nez aux narines féroces qui flairent la proie! et sa bouche de cabaret, bouche d'argot et de mégots, aux lèvres gonflées comme des pneus et d'un rouge luisant! et sa hideuse mâchoire inférieure, qui mord et broie, même immobile! et

son petit champignon d'oreille! et sa nuque, ronde et bleue, rasée trop haut à la tondeuse! et ses pieds en dedans, bossués, mal chaussés! et sa ceinture de mauvais Chass d'Aff! lui tombant au bas des reins! et sa tenue, son ramage, ses gestes, sa dégaîne! Mais tout cela pue la crapule! Vous ne le voyez donc pas? »

Il avait tracé ce portrait cruel avec une animosité pleine d'horrible joie. Irène, cependant, n'en paraissait pas émue. Elle riait toujours.

— Décidément, fit-elle, « mon ami » vous a frappé!

Gaudias se flattait d'avoir, sinon persuadé, du moins troublé la jeune fille. En croyant s'apercevoir qu'il n'en était rien, il ne se contint plus.

— Alors c'est ça, « votre ami »? Il vous plaît? Vous y tenez?

— Pourquoi voulez-vous qu'il me déplaise? répliqua-t-elle, en le provoquant. D'abord, je vois M. Panteau, d'un œil tout différent du vôtre.

— « *Monsieur* Panteau! »

Gaudias s'esclaffait.

— Affaire d'appréciation. Le physique, d'ailleurs, ne signifie rien.

— Il révèle le moral, il démontre, il explique, il prouve. Celui de « *Monsieur* Panteau » affiche qu'il est un dégénéré, qui peut devenir un bandit!

— Eh bien! c'est entendu, décida Irène, résignée, il mourra sur l'échafaud... N'en parlons plus. C'est son affaire!

Du coup, Gaudias se fâcha.

— Parlons-en! et quittez ce ton! Je ne ris pas. Comprenez-vous, malheureuse, qu'il y va de votre avenir, peut-être de votre honneur?

Irène était devenue grave.

— Il vous fait la cour. Allons! dit le docteur pressant, avouez-le?

— C'est possible.

— Et vous l'écoutez!

— Qu'en savez-vous?

— Mais oui! puisque vous le voyez tous les deux jours pendant une heure et plus!

— Et s'il m'aime? C'est bien son droit. Puis-je l'en empêcher?

— Vous pouvez ne pas souffrir qu'il vous mente en vous le disant.

— Qui vous dit qu'il me ment?

— J'en suis sûr. Il faut qu'il vous mente, afin que vous l'écoutiez. Il y est forcé, sinon... vous ne l'écouteriez pas. Mais il est incapable de vous aimer comme vous avez le droit d'exiger qu'on vous aime! Quoi? Vous croyez que si? La belle raison! Est-ce un homme pour vous? Pouvez-vous tomber jusqu'à lui?

— Ma condition vaut la sienne.

— Ça n'est pas vrai. Et puis, l'égalité des conditions ne fait pas celle des personnes. Déjà très au-dessus de votre rang, vous devez monter encore, au lieu de descendre. Vous êtes fière et distinguée, délicate, élégante. Votre beauté, votre intelligence et votre caractère, les dons que vous avez reçus, l'éducation qui vous fut donnée... tout cela vous classe, vous élève, et vous sépare absolument de la race des Panteau, d'ici ou d'ailleurs! Aucun d'eux n'est digne de vous frôler, d'oser lever les yeux sur vous, et celui-là moins que tout autre! Savez-vous ce qu'il veut? Je vais vous le dire.

— Il me l'a dit.

— Vous a-t-il dit qu'il vous épouserait?

Irène, à ces mots, fut interloquée, mais seulement une seconde.

— Sans doute, répondit-elle, d'une voix qui tremblait.

Le docteur s'en aperçut. Aussi répétant sa question avec plus de force :

— Il vous l'a dit? en propres termes?

— Mais oui...

— Il ne vous l'a pas dit!

— Du moins tout l'indiquait, dans sa pensée, dans ses projets...

Elle se débattait, mais Gaudias avait touché juste, il ne la lâchait pas :

— L'a-t-il expressément dit, formulé?

— Je le crois... je ne sais plus... En tout cas, il le dira. Ses intentions sont certaines!

— Il ne le dira pas.

— Et s'il le dit pourtant?

— Il ne tiendra pas sa promesse.

— Et s'il la tient? Si je l'agrée, et qu'il m'épouse?

— Alors c'est pire que tout! C'est l'esclavage dans la

misère, une existence de honte! Mais non!... vous ne risquez même pas d'avoir avec lui ce triste sort d'une pauvre femme mal partagée, mais mariée, d'une martyre... légitime! Ce qu'il prétend, c'est garder son indépendance et vous tenir à sa merci en restant libre, lui, de vous abandonner! c'est vous séduire, exploiter votre jeunesse et vivre à vos dépens, faire la fête et fainéantiser pendant que vous travaillerez à son ordre et sous sa menace! Voilà ce qu'il veut! Le voulez-vous? Moi pas.

— J'entends bien,... dit Irène, mais vous vous donnez trop de mal! Mon sort, présent et futur?... qu'est-ce que ça peut vous faire? Inconnue hier de vous, demain je m'en éloignerai. Alors, à quoi bon tant de zèle?

— Parce que je veux votre bien.

— Encore une fois, pour quelle raison?

— Par humanité! Par un sentiment banal, irrésistible et spontané, qui fait que j'essaie de vous sauver, comme on se porte au secours de la première personne venue, d'une passante qu'on voit en danger! Vous glissez, vous allez rouler dans l'abîme... est-ce que j'ai le temps de penser? je me jette sur vous, et je vous prends à bras-le-corps pour vous retenir.

Et dans un geste rapide et naturel, comme s'il voulait, en disant ces mots, joindre l'exemple à la parole, il saisit vivement Irène et l'attira contre lui.

Agile et souple, elle se dégagea, maîtresse d'elle-même.

— Assez! Restons-en là.

Elle voulait sortir, il lui barra le chemin. Et jouant le tout :

— Eh bien! non! ce n'est pas par vertu que je veux vous sauver!

— Je ne l'ai jamais cru!

— C'est par amour. Je vous aime.

— Vous aussi! s'écria-t-elle, ironique et injurieuse.

— Moi seul! répliqua-t-il. L'autre est un misérable et ne vous aime pas.

— Je m'explique à présent votre haine pour lui.

— Tâchez donc plutôt de comprendre mon amour pour vous.

— Je n'en ai nulle envie.

— Sans que je vous en aie parlé, ne l'avez-vous pas su? et dès la première heure? Aujourd'hui qu'il éclate et que je vous le dis, pourquoi feindre de l'ignorer? D'où vient que je vous sens hostile? Avez-vous peur de moi?

— De personne.

— Ayez du moins peur de Panteau et cessez de le voir. Promettez-le. — Il s'échauffait — : Promettez. Il le faut. Pour aujourd'hui, je ne vous demande que cela!

Elle parut outrée.

— Pour aujourd'hui? Vraiment? Et après? Vous me demanderez de vous accorder les entretiens que j'aurai retirés à celui qui vous gêne?

Humilié, il eut à son tour un sursaut de colère.

— Et quand ce serait! Pourquoi n'en feriez-vous pas pour moi autant que pour ce drôle? Osez-vous me le comparer? Que vous est-il de plus que moi?

— Mon ami.

— Joli ami!

— Il l'est si je le nomme ainsi, et vous n'êtes pas le mien.

Il frappa du pied :

— Je veux l'être et je le deviendrai. Donnez-m'en les moyens.

— Qu'entendez-vous par là?

— Laissez-moi vous rencontrer, souvent, longuement, et ailleurs qu'ici.

— C'est bien cela. Des rendez-vous?

Son front s'était plissé.

— Non, des causeries, très honnêtes.

— Pour me dire quoi?

— Mes désirs..., mes ambitions, mes rêves, mes espoirs...

— Et puis! ça n'est pas tout?

— Mais si.

— Mais non! Et les promesses?

— Quelles promesses?

— Vous le demandez? Mais celles que vous reprochez à mon misérable ami de ne pas m'avoir faites! Vous n'êtes pas du peuple comme lui, *vous?* Dieu merci! vous êtes du monde! un homme d'honneur. Vous savez vivre. Pas de crainte à avoir. Si vous aimez, c'est que vous épousez! Si vous promettez, c'est que vous tiendrez!

Il était pris, mais rien ne l'abattait.

— Je ne dis pas non! dit-il, triomphal.

— Ni oui! reprit Irène.

— Ça dépendra de vous.

— Vous posez des conditions?

— Une seule. Donnant, donnant. Cessez de voir Panteau, rompez tous rapports avec lui, enfin, renoncez-y... et je m'engagerai. Sinon...

— Sinon?

— Rien de fait. Et j'agis.

— C'est-à-dire?

— J'avertis M. Brocatel et Mme Lesoir.

Elle fut indignée.

— Vous feriez cela?

— La mort dans l'âme! mais sans hésiter! Ma conscience...

— Mais ce serait me perdre auprès de ces gens que j'aime et qui m'estiment?

— Mieux vaudrait vous perdre de cette façon que de vous laisser vous perdre de l'autre!

Elle éclata :

— Eh bien! ça m'est égal. Jamais on ne m'a fait plier par la force ou la menace! Je ne vous promets rien. Dénoncez-moi si vous voulez. Mais, à mon tour, je vous dénoncerai.

— A votre aise, je vous adore.

Et il sortit.

IV. — PERPLEXITÉS

Irène ne dormit guère cette nuit-là.

La scène avec Gaudias lui travaillait l'esprit. Elle la revivait, dans ses moindres détails, encore plus intensivement et avec plus de clarté, comme il arrive pour les choses qu'on examine après coup dans les antichambres du sommeil, à la lueur singulière et intelligible des ténèbres.

Tout en fulminant contre le docteur et en le méprisant, elle admirait sa force et son habileté.

Qu'il avait bien pris ses précautions!

Pour l'heure d'abord, qui était celle où Mme Lesoir, ayant l'habitude quotidienne de faire ses dévotions à la chapelle des Dames de Saint-Maur, et M. Brocatel étant toujours aux bureaux de sa Société, rue Scribe, il n'y avait par conséquent personne à l'hôtel Pommelé; et ensuite, pour l'endroit, situé au bout de l'appartement et loin de la cuisine, de sorte que l'on pouvait y parler sans être entendu des domestiques. Et,

d'autre part, le long et caverneux corridor offrait une telle sonorité que, si quelqu'un s'y engageait, on en était aussitôt, dans la petite pièce, averti par le bruit des pas. Toute surprise était donc impossible.

Partant de là et repassant dans sa tête échauffée les péripéties de l'entretien, Irène se rendait exactement compte de la situation nouvelle où il la jetait.

Elle se trouvait désormais à la merci de Gaudias.

Par la découverte de ses relations avec Panteau et la menace de les révéler, il la tenait. Comment lui échapper? Elle n'en avait aucun moyen. Obéir? et lui sacrifier ce pauvre garçon, qui n'était pas bien coupable en somme? Elle s'y refusait, cabrée dans des sentiments de révolte et de fierté sous lesquels d'ailleurs il s'en cachait d'autres, d'un ordre plus intime. Si donc elle continuait à voir son ami, Gaudias parlerait et elle était perdue! perdue sans retour auprès de ses bienfaiteurs. Pourrait-elle, après cela, rester chez eux, dans cette honnête maison? Le voudrait-elle, elle-même? Chassée ou tolérée, il faudrait en partir.

Pour aller où? Pour tomber dans quelles mains?

Dans celles de Panteau qui, la sachant tout à coup seule et libre, et connaissant son malheur dont il se persuaderait être l'unique cause, aurait toutes les meilleures raisons de s'attacher à ses pas et deviendrait déchaîné?

Ou dans celles de Gaudias qui, n'ayant plus rien à ménager vis-à-vis de ceux dont il lui aurait retiré l'aide, en serait, lui aussi, beaucoup plus redoutable? En effet, en dehors de la répugnance qu'elle éprouvait à exécuter Panteau sur les injonctions du docteur, elle prévoyait avec lucidité que, même en s'y résignant, elle ne sortirait pas d'embarras. A supposer que Panteau, doucement évincé, disparût sans lui causer d'ennuis, ceux qui l'attendaient alors du côté de Gaudias ne seraient-ils pas cent fois pires? Quelle conscience il prendrait de son pouvoir illimité sur elle, quand elle ne pourrait plus se maintenir à la maison familiale que grâce à son outrageante protection! En admettant, comme elle l'en avait averti, qu'elle apprît en revanche à M. Brocatel, à l'abbé et à Mme Lesoir les agissements du docteur envers elle, est-ce qu'on la croirait? Et si on la croyait, est-ce que la conduite de l'accusé ne paraîtrait pas avoir été commandée en la circonstance par un intérêt tout amical

et un grand sentiment de bonté? Loin de le blâmer, on l'approuverait, et les choses ne feraient que se retourner contre elle!

Et cependant, l'idée que, si Gaudias la trahissait, elle serait dégradée aux yeux des trois personnes dont le jugement lui était par-dessus tout précieux, cette idée l'accablait. Pour quelle fille de rien passerait-elle d'avoir été, en vingt-quatre heures, répondre aux avances de ce garçon de café? Et après l'accueil paternel dont on l'avait honorée! Après les recommandations de prudence et de bonne tenue qu'on lui avait adressées, avec des voix si tendres!

Ce n'était pas possible. Et pourtant il fallait choisir. Quelle impasse!

Des deux partis, — tout compte fait et à la suite de maints combats, — elle préféra le second : résister à Gaudias. Oui. C'est celui qu'elle prendrait. A danger égal, la lutte ouverte convenait davantage à sa loyale nature. Même immérité, elle aimait mieux encourir le mépris des braves gens qui l'entouraient que de conserver leur estime au prix de bassesses.

Il était d'ailleurs indispensable qu'elle revît Panteau. Plus que jamais depuis sa scène avec Gaudias, elle en avait besoin. Tout ce que le docteur lui avait dit sur le jeune homme opérait déjà en elle. Les mots injurieux, les termes offensants revenaient retentir dans le silence de son insomnie. Sans doute, connaissant leur source et ne les attribuant qu'à une fureur jalouse, elle les repoussait, sans en être trop émue. Mais il en restait néanmoins au fond un *dépôt* de vérité... et même quand elle parvenait à se prouver qu'il n'y avait rien de vrai dans les imputations de Gaudias, elle ne pouvait cependant s'empêcher d'y trouver quelque chose de vraisemblable. Il en résultait dans son esprit un réel désarroi. Son amour naissant pour Isidore en était perturbé; non diminué, mais déformé et ralenti.

Et pourtant, ce qu'elle trouvait de plus grave dans les propos de Gaudias, ce n'était pas, si durement qu'il les eût proférées, ses injures à l'adresse de Panteau, c'étaient ses affirmations relativement au dessein bien arrêté qu'il lui prêtait de ne pas l'épouser. Ah! sur ce point, l'assurance du docteur l'avait vraiment remuée.

Elle avait beau se défendre d'ajouter foi à cette calomnie, elle en subissait l'obsession, et la méchanceté de Gaudias lui semblait, par moments, presque divinatrice. Comme si, en

effet, à la projection de ses paroles perfides, les entretiens avec Isidore se fussent depuis éclairés d'un jour nouveau, elle en voyait soudain les détours inquiétants et les côtés défectueux : « Gaudias avait tout de même dit vrai... Jamais, dans leurs nombreux tête-à-tête, Panteau ne lui avait parlé mariage... Il en avait eu l'air, mais il ne l'avait pas fait. » Elle s'étonnait de s'en apercevoir seulement si tard, et d'avoir si complaisamment interprété dans le sens de sa propre droiture de vagues paroles qui n'offraient aucune garantie. Que disait donc Isidore aux minutes où il envisageait les douceurs de l'avenir? Il parlait *d'union... S'unir... Quand nous serons unis.* Mais comment l'entendait-il? Il ne le précisait pas. Il était impatient *de joindre son existence à la sienne, d'associer leurs destinées.* Son rêve était *d'être avec elle... d'être ensemble, d'être tous les deux, d'être chez nous... les deux doigts de la main, etc., etc...*, et mille autres gentillesses. Beaucoup de petits mots, des mots à côté, incertains, flottants... Mais jamais les grands mots, les seuls décisifs, essentiels : *Épouser. Femme, mari.*

Cette constatation l'amenait, par un cours logique, à se rappeler la surprenante phrase du docteur, quand, à sa question narquoise : « Et vous? pensez-vous au mariage? » il s'était écrié : « Je ne dis pas non. » Certes, ç'a n'avait été qu'une échappatoire, lancée sur un ton de boutade et qui ne présentait rien de sérieux. Pas le moindre engagement dans ces mots irréfléchis, destinés avant tout à clore un entretien difficile. Elle n'y ajoutait donc aucun crédit. Gaudias mentait. Mais, ce mensonge, elle était malgré tout ébahie qu'il eût encore osé le formuler, avec un aussi bel entrain! Quoiqu'elle les sût trompeurs, les *mots* lui avaient fait plaisir à entendre et elle éprouvait à se les répéter une légère fièvre. Elle s'en nourrissait, car l'orgueil était son péché.

Ainsi passa-t-elle cette longue nuit dans un grand bouillonnement. Elle ne se calmait un peu qu'en songeant qu'elle devait le lendemain revoir au Louvre Panteau, et qu'alors ayant tout de suite éclairci avec lui le point noir dont elle avait la bêtise de se préoccuper, elle pourrait après cela, — qu'elle cédât ou non au désir *légitime* d'Isidore, — rire du moins à son aise au nez de Gaudias déconfit!

V. — L'AUTRE PANTEAU

Isidore avait promis d'être au Louvre « au musée Turc » (il ne pouvait jamais se rappeler le mot étrusque) à trois heures tapant.

Après plusieurs essais dans d'autres « départements, » au mobilier, à la sculpture, aux dessins, à la céramique, aux ivoires, etc., etc..., les jeunes gens avaient trouvé à la fois plus agréable et plus sage de revenir en cet endroit qui décidément leur plaisait. Là seulement ils se sentaïent chez eux. Le gardien, un bon débris, branlant et médaillé, les connaissait maintenant. Il leur réservait leur banquette en s'asseyant dessus. Quand ils arrivaient, il les accueillait aussitôt d'un sourire de vieux zouave, et dès qu'ils étaient installés sur le velours qu'il avait chauffé, il se repliait avec discrétion. Il n'aimait pas qu'on les dérangeât. Si par hasard des personnes égarées s'aventu; raient dans leurs parages, il toussait d'une certaine manière pour avertir les jeunes gens. Il leur avait enfin témoigné sa bienveillance en leur apprenant le nom des salles qui abritaient leurs amours : la salle des Tombeaux, la salle du Scribe et la salle des Colonnes.

C'était dans cette dernière qu'Irène, — après avoir laissé, loin de là, Pootius en adoration devant *le Moulin à eau*, au cabinet 7, — attendait son ami à l'heure convenue.

Elle s'étonna tout d'abord de ne pas le voir, car d'ordinaire, il était en avance. Aussi cette inexactitude lui parut-elle de fâcheux augure. Pour prendre patience, elle se mit à considérer les objets exposés dans les vitrines en s'appliquant à s'y intéresser... Mais ni les urnes en forme de courge, et qui ont un couvercle à tête d'épervier, ni les quatre vases canopes en terre bleue émaillée, couleur de lune, ni les chiens noirs et les gypaètes de basalte, ni la grande harpe trigone d'un vert de sauterelle, ni le personnage nommé Mosou..., ni la reine Karâmâma..., ni quoi que ce fût..., n'était capable, pour l'instant, d'absorber son esprit. Elle ne pensait qu'à Isidore ! S'il allait ne pas venir? Elle s'était préparée pour la grande explication. Elle y était toute prête. Le serait-elle un autre jour? Elle en doutait. Après qu'elle eut traîné de vitrine en vitrine et dévisagé sans amitié le portrait de Champollion, et qu'elle eut, par la fenêtre, regardé vingt fois inutilement dans la cour Fran-

çois-Ier, le front et les deux mains contre la vitre, elle ne put se retenir de demander l'heure au gardien. Celui-ci, tirant du gousset de son gilet rouge une grosse montre d'argent bombée comme une cuiller, la lui dit : trois heures et demie, en ajoutant pour la ranimer : « J'avance plutôt. » Et son sourire garantissait : « Il viendra. Vous désolez pas! »

Cependant, les minutes passaient, et parmi tous ces vestiges glacés des vieux âges, elles semblaient s'écouler plus lourdement, plus longuement. A quatre heures moins vingt, Panteau n'était pas encore là! et le musée fermait à quatre heures!

Il ne viendrait pas.

Même s'il arrivait à présent, c'était trop tard. Plus rien à faire. A quatre heures moins cinq, le sifflet des gardiens-chefs annoncerait la fermeture et on commencerait à rabattre les visiteurs. Allons! C'était manqué! Mais qu'est-ce que cela signifiait? Un accident? Irène n'y croyait pas. Elle en voulait trop d'ailleurs en ce moment à Isidore, pour s'émouvoir à son sujet.

Et tout à coup, il parut, essouflé, se caressant le front d'un foulard de soie rouge.

Il avait dû prévoir l'état d'esprit d'Irène et les reproches qui l'attendaient, car il s'écria aussitôt :

— Ah! pas de gronderie! J'ai couru comme un cerf!

Et se laissant choir sur la banquette : « J'en peux plus! »

Mais les sifflets partaient.

— Zut! qu'on leur coupe! dit-il rageur, en se levant. Alors, où va-t-on?

— Dehors, dit Irène.

— On n'aura pas chaud.

— Nous marcherons.

Tout en s'acheminant vers la sortie, Panteau cherchait à se justifier... « Retenu par son service, il n'avait pu s'échapper qu'après un sérieux « coup de cymbale » avec sa patronne, Mme L'Honneur. D'où son retard. Et puis quelle idée aussi, d'avoir été choisir, pour se dilater, ce sacré grand bêta de Musée, qui était si loin de tout! quand il y avait à Batignolles, dans son quartier à lui, un tas de bons petits endroits où d'abord on aurait été plus vite rendu, et ensuite où on aurait pu rester tant qu'on aurait voulu sans être mis à la porte par des valets! Aussi maintenant, déclarait-il en descen-

dant l'escalier, on ne remettrait plus les pieds dans ce Casino! »

Ne l'écoutant que d'une oreille distraite et déjà moins crédule, Irène se souvint tout à coup de Pootius qui peut-être allait l'attendre et la chercher...? Tant pis. Ne la voyant pas revenir, il rentrerait tout seul rue de Sèvres. D'une placidité sans exemple, il ne s'inquiétait du reste jamais de rien.

Elle et Panteau étaient à présent dehors, sous la voûte du pavillon Sully où s'engouffrait un vent hargneux qui forçait à courber la tête et à tenir son chapeau. Le jour baissait brusquement comme si, dans le ciel, d'autres gardiens avaient aussi tiré des rideaux et fait tomber des stores avec autant de hâte que tout à l'heure ceux du Musée devant les fenêtres... Partout on avait l'air de fermer. Les jeunes gens avaient en face d'eux l'esplanade comprise entre les trois grands corps de bâtiments de cette partie du Louvre et qu'élargissent ensuite les profondes perspectives du Carrousel et des Tuileries.

Au premier plan, au centre de cette espèce de cour d'honneur que limitaient, ainsi qu'une caserne de gloire, les imposantes constructions à colonnades peuplées de statues, les deux squares, rangés en bataille l'un devant l'autre et résistant à la rafale de mars, étaient semblables dans l'ombre à des troupes prêtes à s'ébranler au signal du La Fayette équestre qui les commandait. A droite et à gauche s'élevaient, en leur majestueuse ordonnance, les masses noires des six pavillons dont les toitures richement plombées campaient en plein ciel, comme des tentes royales. En avant de ce quadrilatère où le soir était descendu plus prompt et plus épais qu'ailleurs, se déroulait l'immense piste du Carrousel avec son petit Arc de Triomphe précieux et rose encore, autour duquel paraissaient à distance, — au lieu de traverser, — tourner sans cesse en un mouvement doux, presque silencieux, les mêmes voitures, les mêmes piétons, rapides et minuscules... Et au delà, les Tuileries et les Champs-Élysées prenaient, en charbonnant sur un fond de pourpre orange, l'aspect d'une forêt lointaine et qui s'endort, après la chasse...

Mais la lumière électrique s'étant mise à jaillir partout à la fois au globe des hauts candélabres, les jeunes gens, que le mystère du crépuscule et la magnificence du décor avaient saisis malgré eux depuis une minute, furent aussitôt ramenés à la réalité en se voyant éclairés, face à face ; et à peine

eut-elle aperçu son ami qu'Irène fut frappée du changement qui s'était opéré en lui. Elle avait devant elle un homme tout nouveau, inattendu, insoupçonné, et surgissant, armé comme à dessein pour cette heure si grave. Il n'offrait plus rien du bon garçon qu'elle avait accueilli. Son physique s'était transformé. Autrement vêtu d'abord, il portait aujourd'hui avec négligence un mauvais pantalon retenu par une ceinture lâche en laine rouge qui lui glissait au bas des reins. Collée à son dos, se plaquait une petite veste mince, très courte et dans les poches fatiguées de laquelle, en ramassant les coudes au corps, il plongeait de toutes ses forces ses deux mains noueuses; enfin, une casquette anglaise, large et plate, enfoncée jusqu'à la nuque, et lui rabattant de chaque côté les pavillons des oreilles, ombrageait son visage sous une énorme visière cassée au milieu, exprès, par élégance, et cela lui donnait irrémédiablement une expression sinistre. Qu'était-il donc arrivé d'extraordinaire qui fût capable de produire en lui, du jour au lendemain, cette altération radicale?

Rien... Sinon qu'il avait, tout à coup, basculé et tourné à l'orage.

On ne songe pas assez que l'homme, créature atmosphérique, a lui aussi, son beau temps, son variable et sa tempête. Sous l'influence d'une quantité de causes sournoises et cachées, il peut, en une seconde, passer par tous les degrés alternatifs de calme et d'agitation. Sujet aux conflits mystérieux des sentiments, bons et mauvais, qui se disputent dans ses ténèbres, il devient tour à tour, même sans savoir pourquoi, amical et méchant, tranquille et forcené. Comme le ciel et la mer, et avec la même apparente et rapide incohérence qu'eux, il a des « grains » d'idées, des sautes de désirs, des bourrasques d'humeur, et des rafales de volonté. Le vent de ses passions, — selon qu'il se lève ou qu'il tombe, — le déchaîne ou l'apaise. Souffle-t-il du bon côté, l'homme est douceur; souffle-t-il du mauvais, l'homme est fureur. Ce même vent balaie les nuages de son esprit, ou les y amasse. Il charge son azur et puis il le nettoie; il assainit son cœur, ou bien il va y chercher et remuer comme à plaisir les boues épaisses de ses bas-fonds. Et de même que sous le soleil et la pluie, sous les différentes menées de la lumière et la fatalité des épreuves de toutes sortes qui l'assaillent, la nature dominée revêt à chaque minute des

aspects nouveaux, conformes à ces phénomènes, ainsi l'homme voit brusquement, au cours de ses propres variations, se changer en lui et sur lui son mobile et pathétique paysage. Comme la nature il subit, au dedans et au dehors, la violence instantanée de tout ce qui l'anime ; il étale donc aussitôt le reflet de son trouble même le plus léger, et révèle les contre-coups de ses commotions. C'est alors, — si la tourmente gronde en lui, — que son aspect extérieur immédiatement s'en abîme ; ses traits et ses regards, son langage et son geste entrent en révolte, il cesse de se posséder et on ne le reconnaît pas plus qu'il ne se connaît.

Panteau était justement dans un de ces jours de tempête où tout ce qu'il y a de sauvage en nous se réveille, éclate et consomme son œuvre destructive avec une ivresse magique. Depuis le matin, en s'y délectant, il se sentait hargneux. Il voyait rouge et pensait noir. Il s'était par hasard trouvé laid dans sa glace en faisant sa toilette, et sa scène avec Mme L'Honneur l'avait achevé. Il se souvenait d'avoir, en venant, allongé avec plaisir un coup de pied à un vieux chien dont le hurlement de douleur l'avait épanoui. Il éprouvait avec une béatitude enfantine qu'il était on ne pouvait mieux disposé dans l'heure à faire sans raison du mal de premier ordre et il se constatait profond et puissant en même temps qu'ingénieux pour nuire. Agressif, il était aveuglément tendu contre tout ce qui l'entourait, embusqué à la fois pour l'attaque et pour la résistance, et cet état d'insurrection soudaine le ravissait jusqu'aux moelles. Il savourait ainsi un tel bonheur qu'il craignait, avant d'aborder Irène, que sa rencontre avec elle ne vînt l'émousser et l'amoindrir, mais tout de suite, en la rejoignant, il fut rassuré. Au contraire, la vue de la charmante fille l'enfonçait dans sa perversité délicieuse et ne faisait que l'exciter à s'y livrer davantage. Alors en proie à cette impression d'une virulence inconnue, son être affreux se dilatait, et il jouissait splendidement de la vie.

Stupéfaite et sans comprendre cette transformation foudroyante, Irène cependant l'avait saisie d'un premier coup d'œil et avec une brusque angoisse, à ce point qu'elle se demanda si Panteau, par une sorte d'instinct désastreux, n'avait pas pressenti l'explication qui l'attendait. Elle fut même tentée, en l'observant si mal disposé, de remettre à plus tard l'entre-

tien difficile. Mais, courageuse et impatiente d'être fixée, elle s'y décida.

Lui, comme s'il eût été déjà méfiant, se taisait. Enfin, pour rompre le gênant silence et dire quelque chose, il prononça d'une voix sourde : « Eh bien?

— Eh bien! dit-elle résolument, j'ai à vous parler.

— Ah?

Elle s'était mise en face de lui, les yeux dans les yeux.

A la gravité du ton, il éprouva une inquiétude et se ramassa. Mais n'en laissant rien paraître, il répondit : « Allez! »

— Voici. Vous dites que vous m'aimez?

Bref et farouche, il affirma :

— A folie. A faire un malheur.

— Et vous voulez que je vous aime aussi?

— Dame!

— Pourquoi?

Il débita sa phrase favorite :

— Pour que nous puissions nous unir.

— Bon. Mais comment?

— Comme on s'unit parbleu!

Il ricanait.

Elle jeta donc le mot décisif : « En mariage? »

Il demeura figé, sans un geste, impénétrable.

— Ah! répondez! à l'instant!

Alors, impassible et dur, il trancha : « Non, pas comme ça. »

Elle poussa un cri, tandis qu'en claquant, ses mains se joignaient :

— Mais pour qui me prenez-vous?

Il soutint le choc :

— Pour une honnête fille.

— Oh!

— Sans ça... je vous aurais menti.

— Vraiment? Et moi? dois-je vous prendre pour un honnête homme?

La question le heurta et sembla l'outrager.

— Pour un homme d'abord. Honnête aussi! Bien entendu! La preuve? Ma franchise. Vous vouliez savoir? Vous savez. Vous voilà parée. C'est l'amour, sans cérémonie, rien que l'amour, *la* grande amour, populaire et sociale, libre et sans chaîne, « à l'âge d'or... » enfin l'amour nature et qui ne

coûte rien! *la* seule vraie! et qu'il nous faut! Je vous l'offre.

— Je n'en veux pas! J'aurais trop de honte!

— Honte de quoi? releva-t-il, en crispant sa mâchoire. Voyez-moi ça? La dégoûtée!

Et beau parleur, sur un ton doctoral :

— Même sans maire et sans curé, sans allonger la patte en jurant sur des lois, et sans s'offrir au quatrième de la gauche une bague bénite... on peut avec orgueil *s'unir* à Panteau fils, vous entendez, la belle? (Il se frappait complaisamment le coffre de la poitrine)... car c'est de l'espèce supérieure!... instruit, éclairé, conscient! C'est solide et malin. Ça pense! et je vous en souhaite des pareils pour vous rendre heureuse en République!

— Mais pourquoi... (se laissa-t-elle aller à demander en faiblissant) pourquoi cette horreur du mariage? alors que tout le monde...

— Pas tout le monde! Est-ce que mes parents étaient mariés? Ils n'ont jamais voulu! et pourtant j'existe. Ils ont bien fait. Je fais comme eux.

— Oh! dit-elle, étonnée et triste à la fois, vos parents... n'étaient rien? Pas mari et femme ?

— Non, ma petite, rien de tout ça! Et cependant, c'était des gens capables!

— Mais alors, votre mère...

Il eut un geste indifférent, lointain.

— Souviens pas... Morte à la fleur!

Que faisait-elle?

— Plumeuse à la volaille, aux Halles.

— Et ça lui était égal?

— Quoi donc?

— De vivre ainsi? Elle était consentante?

Il partit d'un rire atroce.

— Ah! ah! Il aurait fallu voir qu'elle fît la grimace! Avec Macaire, ça n'aurait pas pris. C'était lui qui vous prenait! et d'un coup.

— Macaire?

— C'était papa. Un travailleur du fer, un bon marteau *noir*, un juste d'en bas, un chevelu qui connaissait ses droits! Quelqu'un de distingué. Il m'a bien tout donné, sa peau et ses entrailles, et ses traits, son sang, ses idées! Je lui ressemble et

je lui appartiens, et des jours comme aujourd'hui je sens que c'est lui qui remonte en moi! Je suis son garçon. Aussi, foi d'Isidore, c'est une affaire dite! A bas l'écharpe et la calote! On est ma compagne, tout court... et on n'en meurt pas!

Sans rien dire, à chacun de ces mots hideux qui l'effaraient comme autant de blasphèmes, Irène, glacée, faisait de la tête : non! non! et lui, s'échauffant à ce refus si digne en sa fermeté, reprenait de plus belle, aiguillonné par la colère :

— Ah ça? va-t-on toujours nous forcer à des vœux? Comme au temps des rois! Qui trompe-t-on? Suis-je esclave? Avons-nous fait quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-treize et la Commune, hier? Le peuple a-t-il son franc-parler? Assez d'équivoque! Droit au but! Le mariage? Une prison! Je vote contre. On n'en veut plus. Porte ouverte! partout! Pourquoi des barreaux? Liberté! Amour! sans personne autour, sans frais, sans signature et sans papiers timbrés! L'amour tout seul, à deux, main dans la main, comme à la promenade... Voilà! Ça, c'est moderne! et logique! et clair, conforme à la raison, au goût du démocrate!

Et toujours la tête blonde : — Non! non!

Il continuait de se monter, amer et méprisant.

— Oui, je sais! C'est ça qui vous tient toutes et qui vous pince, qui vous ronge... et qui vous illumine!... l'idée têtue du mariage! Et moins pour vous que pour autrui! pour le salut du voisin, l'estime du quartier... les égards du bon monde! Ça n'est qu'un mot! Pourtant, il vous suffit. En dehors du mot, — marié ou pas, — la chose est la même. Mais non! C'est le *mot* qui décide et que vous réclamez! Être *madame!* une *madame!* Idiotie! Malheur!

— En tout cas jamais une maîtresse, une passante, une sans-nom prise et lâchée, comme une fille!

Pourpre d'avoir osé proférer les termes qui brûlaient sa bouche, elle était superbe d'audace et de virginité.

Mais Panteau s'indignait.

— Une amante? C'est bien plus beau! N'y a rien au-dessus! Elle a mon respect. Enfin, c'est juré, sur la tête au père. Pas d'épouse!

— Et moi, je n'appartiendrai qu'à celui qui m'épousera. C'est juré aussi.

— Sur quoi, si-ou-plaît?

Il avait mis insolemment la main à la casquette.

— Sur mes parents, sur mon oncle et ma tante...

Il s'esclaffa.

— Ouah! Ma tante à présent!

— ... tous mariés, tous gens d'honneur, exemplaires!

Alors, il écuma.

— C'est bon! Des saints! Sont au Paradis? Qu'ils y chantent! La paix. Mais ici, c'est la terre, où tout va mal N. de D...! Et pourquoi? *Parce qu'on m'évince*! oui, moi l'ouvrier, l'exploité, l'opprimé... celui qui vient... — A monte, a monte, la petite bête! — et qui d'ici Pâques va tout culbuter, le capital des messieurs!... et celui des dames! et la propriété volée, les biens mal acqui*ses*, les fortunes... *que l'on connaît!* A pas peur! Ceux d'en haut... en bas! Et ceux d'en bas, en haut! Le pauvre aura la plume et le riche la paille! Moi, j'ai déjà choisi : un chalet à Trouville. Alors on rira. Pas partout. Ça dépendra des nez et des étages. Plus de palais et de cachots! Le gendarme? A l'eau! Le flic? Au bloc! Et pour l'indigent, du pain frais d'abord, et puis des lavabos avec du savon à l'odeur! Et l'apéritif! Absinthe à volonté. Des cartouchières de cigares! Et des bains du matin! Et des musées du soir! Des cafés-concerts!... Le pianola pour tous. Du phono à domicile, sur la table de nuit! et le ciné dans les églises! Et allez donc! Plus d'armée! Rien que du civil! (Il se tourna vers les statues qui protestaient dans l'ombre). Entendez-vous? les patriotards qui voulez qu'on s'égorge! As-tu bientôt fini de plastronner, toi, « le Grand-Bêta, » pour « l'Alsace et la Lorraine? » et d'allonger le bras vers la gare de l'Est? Et toi, l'autre... le La Fayette? même pas Français, un Américain, qui fais le cirque pour des prunes! On vous dit que c'est fini, la revanche et la gloire, et qu'on vomit la guerre! On veut d'autre chose! On veut la plaisance et la fête avec les copains et sa blonde, on veut les canapés grandeur naturelle et les draps en linge à mouchoir, on veut les bons vins dans mon verre et l'argent dans ma poche, on veut la magistrature à Mazas, et le prolétaire... ici... tiens!... dans *les édifices!...* au Louvre, à la Cour des *Comtes!* au *Mystère* des Finances, où c'est-il pas scandaleux et roulant, pigez-moi ça? (il montrait tout près une rangée de fenêtres brillamment éclairées)... de voir le Ministre à lui tout seul, s'appliquer pour son cabinet six croisées qui flambent? Et c'est moi qui paye! Gâchis! Ah! bien, mon gour-

mand! (il l'apostrophait, brandissant le poing). Allume, va! J. te conseille! Ah! tu te chauffes « au central »! t'as des gobelins! une chancelière, et des guêtres café au lait! une perle comme un « furonque » au milieu de ta cravate, et un stylo qu'a l'air d'un pistolet!... et pendant que je t'agonise « à la terrasse, » tu te fiches de ma tournée en comptant, sur ton beau bureau, l'or que gagne le travailleur? Eh! bien, écoute ça : Malgré que t'aies, pour te garder devant ta grille, un soldat, — qui t'en veut à mort! — et que tu sois serré à clef, avec des double-six de boutons électriques, et des cornets pendus à tes oreilles pour « avoir la Place » et la « Préfecture »... nous, *les masses*, on ira bientôt frapper à ta porte, toc toc!... Et tu nous ouvriras! Je t'en réponds, ma vieille! »

Haletante, Irène recevait et buvait ces horreurs en se croyant le jouet d'un cauchemar. Jusqu'ici elle ne connaissait qu'un Panteau, aimable et rassurant;... et tout à coup, stupéfiée, elle en voyait et mesurait un autre, infâme et monstrueux. Quelle découverte! Et des deux, — chose terrible — c'était celui-là, le dernier, qui paraissait le sincère, le vrai! Le précédent, si gentil, n'était que piège et que mensonge. Et tel alors qu'il surgissait dans cette incroyable explosion, il se révélait complètement aux yeux de la jeune fille le vaurien que lui avait dépeint et démasqué Gaudias; elle en retrouvait au vif le portrait, tracé par lui avec un si âpre relief : *l'œil à cran d'arrêt, noir et vert-de-gris, les poings de boucher aux doigts d'étrangleur, les gros cheveux, le front carré, les narines de proie...* tout y était, tout! Le docteur avait vu clair... Un apache! — « Ah! songeait-elle meurtrie, écroulée en écoutant Panteau, s'il avait pu se douter, le malheureux... du tort qu'il se faisait! de tout l'irréparable! » Et pour un peu, compatissante, elle eût voulu l'arrêter, l'avertir, lui crier : « Ne parlez pas! Taisez-vous! Mais taisez-vous donc! Cessez, pour Dieu, de continuer ce visage! de dire ces mots! d'inventer ces pensées! Si vous saviez! Si vous saviez la peine et le mal que vous me causez... à moi et à vous-même! » Mais cela, le pouvait-elle? et l'eût-il entendue? Il était lancé, fou d'imprécations, il fallait bien qu'elle le laissât se dégrader et s'engouffrer comme à plaisir dans son ignominie!

Cette scène, d'ailleurs, ne se déroulait pas sur place, mais en marchant. Elle évoluait. Le long du trottoir qui s'étend du

pavillon Sully à celui de Turgot, Isidore et Irène allaient et revenaient, ayant, depuis une demi-heure, accompli déjà nombre de fois le même trajet monotone, et si mouvementé !

Personne autour d'eux. Tout était désert. Seul, à peu de distance, au coin du Carrousel et du pavillon Turgot, un soldat de garde en manteau montait sa faction. Au feu blanc du candélabre électrique on voyait passer et repasser le rayon d'acier de sa baïonnette. Et entre lui et les jeunes gens, il y avait une auto, un simple taxi, arrêté là bien avant leur venue et dont le chauffeur dormait, la tête et les bras appuyés sur son volant. Au bout de chacun de leurs parcours ils arrivaient presque à sa hauteur. Dedans, rien ne bougeait, et les stores étaient baissés. D'autres « amoureux » sans doute, et qui se cachaient, ne craignant pas d'être surpris en cet endroit retiré.

Montrant la voiture à Irène, Isidore, un moment, la lui avait fait remarquer : « Tenez ! en voilà dans ce boudoir de moins bêtes que nous ! S'occupent pas d'être *légitimes!* Ils n'ont d'idée qu'à l'amour ! Aussi, dame, ils ne font pas de bruit ! Preuve qu'ils sont heureux ! »

Cependant, après qu'il eut bien épuisé sa fureur, Panteau s'était tu brusquement, sans forces, sans pensées, tremblant sur ses jarrets. Telle une bête qui n'en peut plus, gueule ouverte et hors d'haleine, il soufflait, blême, en sueur, cherchant encore, en roulant des yeux et en ruminant de la mâchoire, une dernière insulte à produire, à jeter. Il regardait loin, très loin, droit et dur devant lui, semblant guetter d'invisibles complices; ou bien il bravait le ciel où s'enfuyaient aux coups de sifflet du vent, — comme des assassins, — de grands nuages en haillons.

Irène sentit soudain qu'entre eux tout était coupé.

— Adieu donc ! fit-elle en s'affranchissant. Nous n'avons plus rien à nous dire.

Allongeant deux mains de bal de barrière, il la saisit prestement alors et la retint par sa robe, un peu au-dessous de la taille : « Écoutez ! Quittons-nous bien. »

L'étoffe craquait. Mais elle lui fit lâcher prise, outrée par ce geste impudent comme par un affront, car la femme sait qu'à son corps la robe toujours doit rester intacte, et toujours plus sacrée qu'à son visage un voile.

Aussi, grondant et refoulé, Panteau conclut :

— Soit! Partez. C'est bonsoir nous deux. Je ne vous suivrai plus. Mais je ne cesse pas pour ça de vous soigner, du coin de l'œil et du quai, et de vous garder en projet, toujours... dans mon armoire... Aussi, un conseil : Tant que vous m'occuperez, n'aimez pas quelqu'un d'autre. Ou gare!... Pas pour vous, mais pour celui-là! »

Il tira sa casquette : « Au plaisir! ». Puis, dans un dernier mot qu'il voulait définitif à l'adresse d'Irène et bien injurieux, ramassant son mépris jaloux, ses bas griefs, toute sa haine sociale, il lui souffla au nez :

— Bourgeoise!

... comme une bouffée de sale fumée; et le *b* de bourgeoise, éructé, bavé, craché, tombait de sa bouche en un son de boue avec tout ce qu'il avait voulu y mettre d'écœurement et d'abjection...

Ensuite il rebondit, doué d'une agilité animale, et partit en courant du côté du Carrousel. On ne l'entendait pas; on l'eût dit chaussé d'espadrilles. Arrivé devant le factionnaire et en le doublant, il exécuta à sa hauteur, en manière de nargue à l'armée, un bel entrechat crapuleux, un jeté-battu d'escarpe, et il disparut dans la nuit.

Irène ne savait plus où elle en était, se sentant à la fois délivrée et abandonnée. En attendant, il fallait rentrer et sans perdre un instant.

Mais comme elle arrivait à hauteur du taxi, la portière s'ouvrit et un homme qui avait le col de son pardessus relevé, en descendit, de dos, le visage penché vers l'intérieur de la voiture. Irène allait le dépasser, quand il se retourna tout à coup en lui disant :

— Montez.

Gaudias! Il tenait la portière ouverte et regardait fixement la jeune fille en lui barrant le chemin.

Au moral comme au physique, elle était rendue, bloquée. Que dire? Que faire? Encore se fâcher? Recommencer une autre scène? en présence du chauffeur et du soldat qui sans doute avaient déjà suivi sa dispute avec Panteau? Elle ne s'en trouvait plus la volonté ni le ressort. Le chauffeur lui parut sourire, la sentinelle intriguée se rapprochait..., enfin des gouttes d'eau tombaient...

Elle monta.

VI. — GAUDIAS SE LANCE

A peine fut-elle assise auprès du docteur qu'elle s'émut :

— Où allons-nous? Où me conduisez-vous?

— Nulle part. Nous restons ici, pour causer à l'aise.

— En ce cas, levez les stores. J'aime voir clair.

Il les leva. Puis, sans détours, sans même *le* nommer :

— Vous l'avez revu?

— A l'instant, oui. Mais pour la dernière fois.

— C'est vrai?

Sa voix trahit aussitôt un secret contentement. Il dit :

— Je devine, vous lui avez posé la grande question?

— En effet.

— Eh bien?

De ses yeux noirs, étincelants d'ironie et de certitude, il la perçait jusqu'au cœur.

— Vous aviez raison, confessa-t-elle avec humilité, il n'épouse pas.

— J'en étais sûr! triompha-t-il. Je vous l'avais dit. C'est un misérable!

— Non! mais un fou, égaré par la politique et le mauvais esprit.

— Vous l'excusez?

— Je lui pardonne.

— Et pourquoi?

— Pour sa franchise! Il aurait pu m'étourdir par de fausses promesses. Il ne m'a pas trompée.

— Ah! ne lui en sachez pas gré! s'écriait Gaudias. S'il n'a pas voulu ou pas su mentir, c'est par orgueil, bêtise ou vanité, se croyant irrésistible, et en dehors des lois! Une brute! N'en parlons plus. Vous voilà sauvée! et libre! Moi, je vous aime.

— Oui..., vous aussi! dit-elle en soupirant.

— Non! Pas *aussi*, mais *autrement!* de la seule façon dont vous avez le droit d'exiger d'être aimée.

— C'est-à-dire?

— Par-dessus tout, et dans l'honneur. C'est ainsi que je vous aime.

— Mais non, dit-elle, obsédée, qu'ai-je fait pour cela?

— Ce que vous avez fait? Mais vous êtes venue. C'est tout!

Vous *êtes* et ça suffit. Dès qu'on vous aperçoit, — comprenez donc! — le ciel est bleu, l'avenir s'ouvre, et la vie recommence. On est ébloui. On a devant soi le bonheur, tout à coup... Alors on le suit. On est entraîné, fasciné... Vous ne savez donc pas que vous êtes l'événement..., le miracle, la joie, la découverte suprême? Vous surgissez comme un prodige... et vous restez comme un bienfait! Et chaque fois que vous paraissez, c'est la même chose : vous avez l'air d'apparaître! Et même quand vous n'êtes pas là, vous demeurez; vous ne pouvez plus être absente. Mais vous ne vous connaissez pas... Non! Vous vous êtes jusqu'ici regardée sans vous voir... et vous vous prenez pour « une autre, » une indifférente, une personne ordinaire, alors que c'est *vous!* la merveille! et vous seule! Apprenez donc que rien n'est plus admirable et plus beau!

— Je vous en prie..., balbutiait Irène.

Mais il la rabrouait doucement, flatteur et enflammé.

— Non, ne me priez pas! C'est moi qui vous prie, et qui vous supplie de bien m'entendre, et de me croire. Dès que je vous ai rencontrée, j'ai cessé de m'appartenir; mes yeux voulaient vos yeux et ma bouche vos lèvres; votre sourire et votre voix m'ont enchanté... Vos gestes m'ont soumis; je ne peux pas penser à vos cheveux sans les sentir se dérouler sur vos épaules nues... Quand vous étiez couchée, rappelez-vous?... il y a trois semaines, et qu'avec le plus de respect possible je vous tenais pourtant, — puisqu'il le fallait! — toute frémissante en mes bras, et que j'appuyais ma tête sur votre cœur pour en savoir les battements... ah! si vous aviez pu alors compter les sursauts du mien!... Et quand je vous prenais les mains pour voir si vous aviez la fièvre, c'était les miennes qui brûlaient!... Elles brûlent toujours! Et depuis, je n'ai qu'un désir : être à vous et vous posséder..., que vous soyez mon bien. C'est ma volonté, mon but. A quoi bon vous en dire plus? Tout cela, du premier instant, vous l'avez compris, éprouvé...

— Non. Tout au plus subi, rétablit-elle avec froideur.

— Peu importe, vous le savez. Vous ne pouvez pas le mettre en doute. Alors je vous dis à présent : Soyez ma femme. Acceptez-vous?

Elle se taisait.

— Répondez! implora-t-il. J'attends... si malheureux!

— Vous me posez là, vraiment, finit-elle par déclarer, une

question singulière et bien embarrassante... Et si brusque, si imprévue !

— Non, pas plus tard qu'à notre dernier entretien, je vous l'avais fait pressentir. Ainsi ma demande aujourd'hui ne vous surprend pas. Vous déplaît-elle ? Tout est là.

— Elle me gêne et me déroute. Mais oui ! Comment ! Vous m'avez tout à l'heure épiée, guettée, forcée, presque malgré moi...

— Merci du moins pour presque...

— Alors je le retire..., forcée malgré moi à vous entendre ici, dans des conditions qui ne sont guère de mon goût, et vous m'avez dit des choses telles que, pour les écouter de si près et jusqu'à la fin, sans agrément comme sans fausse honte, j'ai dû n'y croire qu'à moitié et me faire une raison...

Il protesta, plein de véhémence :

— Ah ! pas à moitié ! Croyez-y tout à fait ! C'est la vérité ! je vous le jure !

— ... Et tout de suite après vous me pressez de me promettre à vous, séance tenante, sans que moi-même je sois encore bien sûre de ne pas vous détester !

— Me détester ! Grand Dieu ! Moi ? Mais pourquoi ?

— Sans savoir ! dit-elle. Comme on aime. D'instinct...

— Mais c'est affreux ! Me détester ! répétait-il. Non ! je ne peux pas vous laisser dire, et surtout penser une pareille chose ! Non ! Vous ne me détestez pas ! Vous pouvez ne pas m'aimer, et je n'y prétends pas... du moins pas si vite ! Mais moi, je vous aime trop pour que vous me détestiez ! C'est impossible ! et la force de mon amour ne peut pas créer de la haine !

Il avait lancé ces mots sur un ton de chaleur si douloureux qu'Irène en fut déconcertée.

— Soit ! dit-elle, laissons la haine, — ce n'est pas que j'y tienne ! — et mettons, ce qui est sûr et que d'ailleurs vous admettez : que je ne vous aime pas. Comment le pourrais-je ?

— Mais qui donc aimez-vous ? proféra-t-il, désespéré.

— Personne. Alors j'achève. Rendez-vous compte que je me trouve mal à mon aise pour m'engager ici, dans cette voiture, à votre heure. Ce n'est pas de cette façon que j'ai rêvé de fixer mon avenir. Vous me prenez trop à l'improviste. Pour l'instant, je n'ai aucune idée, aucun désir, je me sens lasse et ennuyée..., voilà tout. N'insistez donc pas, et n'exigez de moi rien d'immédiat ni de précis, car alors, si je m'écoutais actuellement, je vous di-

rais : « Non! Jamais! » avec énergie. Est-ce ça que vous voulez?

Il gémit :

— Que vous êtes dure!

— Je suis honnête.

— Eh bien! je ferai ce qu'il vous plaira. Commandez alors?

— Vous allez me remettre rue de Sèvres, mais avant la maison, à un autre numéro.

— Pourquoi?

— A cause du chauffeur, qui doit me prendre pour peu de chose, et qui n'a pas besoin de savoir mon adresse.

Il sourit, comme à un enfant.

— Soit. Après?

— Nous rentrerons.

— Pas ensemble?

— Ensemble.

— Ah?

— J'y tiens. Vais-je me cacher?

Il sut déguiser sa surprise.

— Bravo! Vous avez raison. Moi, j'en suis ravi. Du moment que ça ne vous fait rien.

— Que voulez-vous que ça me fasse?

— Et si l'on nous voit?

— Qui?

— M. Brocatel? Pootius? ou la femme Lesoir?

— On nous verra.

— Bien, bien. (Il cherchait à comprendre.) Et si l'on a été inquiet, et que l'on demande pourquoi vous rentrez si tard? et avec moi? que faudra-t-il dire?

— La vérité.

Elle lui avait planté ces deux mots à fond, comme une banderille.

Il en ressentit la blessure.

— Oh! s'écria-t-il.

Puis reprenant aussitôt l'offensive.

— Entendu! Je la dirai! Complète! Quel bonheur! Vous le permettez? C'est donc que vous ne m'ôtez pas tout espoir! Sans ça!... Ah! merci! oui, je dirai *tout*, tel que ça s'est passé!

A ces perfides derniers mots, ce fut à Irène de tressaillir. Après avoir cru tendre un piège à Gaudias, c'est elle qui se trouvait à la fois confuse et menacée.

Elle se ravisa.

— Quand je dis : la vérité! pas toute! Ou du moins, pas encore. Une partie seulement.

— Laquelle ?

— C'est très simple. Vous êtes allé au Musée... C'est votre droit. N'y êtes-vous pas venu déjà, d'ailleurs ? et récemment ? Vous m'y avez rencontrée. En prolongeant notre promenade à travers les salles, nous avons gagné, trop loin de M. Pontius pour le rejoindre, le moment de la fermeture. Nous sommes donc sortis ensemble et vous m'avez raconté des histoires... qui m'ont retenue. Et puis il a plu. Nous n'avions de parapluie ni l'un ni l'autre. Nous avons dû attendre et nous abriter sous le porche d'une des galeries extérieures du Louvre. Enfin nous avons pu trouver un taxi qui nous a ramenés.

Il admira la promptitude d'adaptation de la jeune fille.

— En effet, approuva-t-il en riant. C'est parfait. Alors, le reste, on n'en dit rien ? Moi j'y suis tout prêt ! Je ne demande qu'à m'afficher et à vous compromettre !

— Oui. Mais moi, je préfère attendre.

— Et quand me répondrez-vous ?

— Je ne sais pas.

— Mais encore? Bientôt? Dans longtemps ?

— Je l'ignore. J'ai besoin de tant réfléchir!

— Tant que cela?

Elle badina :

— Mais dame, écoutez donc! Epouser quelqu'un qu'on n'aime pas... c'est si grave !

— Mais quelqu'un qui vous aime pour deux!... c'est aussi bien rassurant ?

Elle redevint pensive.

— Si seulement j'étais sûre que vous êtes sincère, cela ne voudrait pas dire que j'accepterais, mais du moins cela pourrait me frapper, m'impressionner...

— Mais je le suis! affirma-t-il, comment en douteriez-vous? Je le suis! et je vous le prouve, de la meilleure façon, puisque, vous offrant mon nom, je vous propose de mettre dès demain, ce soir si vous le voulez, M. Brocatel et Mme Lesoir au courant de mes désirs ? Me voilà donc engagé ! vis à vis de vous d'abord, et des gens les plus sérieux ? Puis-je ainsi n'être pas sincère ! et ne pas tenir, après, mes promesses ?

— J'entends, fit-elle, en secouant la tête. Mais à supposer — je l'admets — que vous soyez sincère en voulant m'épouser, cela signifie-t-il que vous l'êtes quand vous dites que vous m'aimez?

— Oh! Pourquoi donc alors vous épouserais-je, si je ne vous aimais pas?

— Évidemment, concéda-t-elle... Il est possible, et très naturel, que votre amour s'accorde avec votre désir de m'avoir pour femme... Mais cependant, — je vous dis tout ce que je pense, — il y a là quelque chose qui m'échappe... que je ne comprends pas... qui me semble bizarre... Vous, moi, tout d'un coup. Sans raisons. Si vite... et si violemment! Je cherche...

— Mais quoi? dit-il avec une sorte d'angoisse. Que cherchez-vous?

— A voir clair. Je ne vois pas clair. J'ai besoin de voir clair.

— Moi, j'y vois!

— Tant mieux pour vous. Maintenant, c'est fini. Rentrons.

— Rentrons. Quelle adresse?

— Devant le *Bon Marché*.

Il se pencha pour en aviser le chauffeur, et durant le court trajet, ils restèrent silencieux.

Quand la voiture se fut arrêtée, au coin de la rue de Sèvres et de la rue du Bac, Irène, une fois descendue, dit assez gentiment à Gaudias :

— Au revoir.

Et elle s'éloigna, tandis qu'il payait, en donnant avec nonchalance un pourboire royal.

VII. — IRÈNE VOIT CLAIR.

Contrairement à l'éventualité envisagée, Irène, en rentrant, n'avait été vue par personne, même pas par Mme Précipice; elle n'avait eu qu'à pousser le battant de la porte cochère qui par hasard n'était pas fermée. L'absence de lumière constatée rue de Sèvres à la fenêtre du cabinet de M. Brocatel prouvait qu'il n'était pas là; enfin Mme Lesoir avait dû également être retenue dehors, car dans sa chambre son éternel petit chapeau noir ne se trouvait pas sur le lit où elle avait coutume, dès qu'elle était de retour, de le déposer.

Restait Pootius.

Désireuse de s'assurer de son état d'esprit en la circonstance,

elle alla aussitôt frapper à la porte du peintre, au rez-de-chaussée. Il vint lui ouvrir avec précaution, si craintif que jamais il ne disait : « Entrez, » et dès qu'il la reconnut il ne manifesta pas la moindre surprise.

— Bonsoir, M. Pootius, lui dit-elle sans avancer, je ne veux pas vous déranger. Je tenais seulement à vous faire mes excuses.

— Et de quoi donc?

— De n'avoir pas pu vous rejoindre au Musée. Vous n'avez pas été inquiet de moi, j'imagine?

— Inquiet? Seigneur! Et pourquoi? — Classique, il levait des bras confiants, comme dans un *Sacrifice d'Abraham*. — Inquiet! dans un Musée! et au Louvre! Il faudrait être fou! ou impie! Un Musée, c'est un temple, une église, un asile inviolable. Il conjure tous les dangers, et le mal expire sur son seuil.

Maligne et se plaisant, pour elle-même, à jouer avec le feu, elle dit :

— Bon. Tant qu'on y est. Mais après? quand on en sort?

— Aussi. Les chefs-d'œuvre protègent pour toute la journée. La preuve, chère demoiselle, c'est que vous voilà, sans accident, et que jamais vous n'avez été si fraîche et si éclatante! Une tulipe de Van Huysum... Le Musée!

Ayant alors laissé le bonhomme à ses illusions, Irène avait regagné sa chambrette, et peu de temps après le dîner mélancolique, — et qui lui parut long, — pris tête-à-tête comme à l'ordinaire avec M[me] Lesoir, elle s'était couchée, tant elle avait hâte de se trouver seule en compagnie de ses pensées qui bouillonnaient. Quoique jeune, elle savait qu'on ne voit bien clair en soi qu'au milieu des ténèbres.

La lampe éteinte, et la tête sur l'oreiller, elle rassembla les événements. Tout ce qui lui arrivait était incroyable, — elle en avait la parfaite notion, — mais comme, depuis la mort de sa tante, elle ne cessait pas de vivre dans une espèce de conte de fées, elle en prenait la grisante habitude et s'en étonnait d'autant moins que chaque incident nouveau paraissait préparé et imposé par le précédent qui le justifiait. Ainsi tout s'enchaînait, devenait naturel.

Sans doute, quand Gaudias lui avait recommandé de se méfier de Panteau, elle s'était défendu d'ajouter foi à ses accusations, mais elle en avait cependant jugé aussitôt la rude vraisemblance. Un instinct sûr, tout en la blessant, lui avait fait sentir que le

docteur portait à cette minute un coup mortel au penchant qui la poussait vers Isidore; au moment où il le lui révélait à elle-même, car elle en était encore ignorante, il le détruisait.

Aussi, quand elle avait entamé avec le garçon de café, — ce jour précisément qui s'achevait, — l'entretien décisif qu'elle voulait, mais qui lui coûtait, une voix intérieure, impitoyable et qui ne trompait pas, l'avait avertie qu'à sa question relative au mariage il répondrait : Non! — elle l'aurait parié! — et que cette explication pénible amènerait entre eux une rupture immédiate. Et cela s'était exactement passé comme elle l'avait craint, — et prévu. Enfin la brusque intervention, si habilement agencée, de Gaudias, tout de suite après la scène affreuse avec Panteau et au même endroit qui en résonnait encore... cette manœuvre hardie n'avait aussi qu'à moitié surpris Irène. Certes elle ne la croyait pas devoir être si prompte, et sur le moment elle en était restée interloquée; mais sans l'attendre ce même jour, et *là*, elle s'y attendait... pour le lendemain ou le surlendemain. Gaudias n'avait pas déjoué ses pressentiments, il n'avait fait que les devancer. Et maintenant, sur le terrain déblayé il n'y avait plus que *lui*, énorme, au premier plan. Tout ce qui n'était pas lui s'effaçait. Panteau, cependant si proche encore, était déjà parti dans un lointain équivoque et brumeux. Seul demeurait Gaudias, ayant conquis d'autorité dans l'existence d'Irène une situation capitale, sans qu'elle pût s'y dérober. D'une manière ou d'une autre il fallait la trancher. En principe d'ailleurs, elle était disposée, par sa nature expansive, loyale, à se décider et à chercher toujours, pour l'adopter vite, le parti le meilleur. Plus que jamais cette méthode lui semblait l'unique. Avant tout ne pas errer, ne pas flotter. Instruite par les deux rudes expériences de Féline et d'Isidore qui présentaient de si curieuses analogies, elle était impatiente, au cas échéant, de se ranger, hors de toute aventure similaire, dans une position fixe et inattaquable. L'incertain, le hasardeux, le pis-aller, le camp-volant, le manque de tenue morale et sociale, d'attache légitime et de considération publique lui causaient une vraie horreur; elle avait besoin d'ordre et de régularité. Elle était, par vocation, foncièrement honnête; née épouse et mère; et la première aussi fidèle que la seconde accomplie. En outre, courageuse, mais seulement pour le présent, elle s'inquiétait pour l'avenir. *Aujourd'hui* ne

l'effrayait jamais. *Demain* lui faisait toujours peur. Or ce demain redoutable, inconnu, qu'elle évitait le plus possible de regarder, que lui réservait-il? Elle l'appréhendait. Les douceurs excessives, peut-être éphémères, du présent suffisaient-elles à le garantir? Combien de temps lui resteraient favorables les dispositions de M. Brocatel? Était-elle assurée de conserver sous le toit de cette vieille maison, pendant des semaines, des mois et jusqu'à son établissement futur, l'abri discret et décent que réclamait sa jeunesse orpheline? La frêle Mme Valérie, cette bonne amie de rencontre, serait-elle toujours là pour lui servir de marraine? Ces demoiselles Dandin, l'abbé Chamaille, et l'inoffensif et falot M. Guillaume, Belle-Julie elle-même si touchante et si sympathique dans sa disgrâce, tous ces braves gens réunis, oubliés au fond de cette paisible demeure d'autrefois à laquelle ils semblaient spécialement affectés comme s'ils en étaient les derniers personnages... combien d'années y habiteraient-ils encore? Presque tous étaient déjà vieux!.. Ils mourraient, ou se disperseraient!.. Peut être pas tout de suite? Peut-être demain? Toujours ce Demain! Alors, que deviendrait-elle? Oh! la solitude n'était pas pour l'effrayer; même l'idée de pauvreté la laissait sereine, et la perspective du travail, du petit magasin de reliure où, privée de toute aide étrangère, elle se remettrait bravement, s'il le fallait, à son ancien métier, la trouvait plutôt souriante. Mais ce qui la terrorisait, c'était la pensée, si Féline ou Panteau, — ou les deux ensemble, mon Dieu! — découvraient sa trace et reprenaient goût à la tourmenter, de retomber dans leurs désirs et sous leur persécution. A cette terrible crainte, elle défaillait, prête instantanément aux plus grands sacrifices pour éviter un pareil malheur... Et c'est alors que déroulant à propos toute son importance, et presque sa nécessité, surgissait à ses yeux troublés Gaudias le magnifique!

En dépit de ses préventions tendant à s'affaiblir, Irène ne pouvait pas nier la beauté puissante du docteur et tout ce que celle-ci dégageait, — avec une force de séduction si communicative, — de confiance en elle et dans la vie. Armé autant qu'orné par un ensemble de dons physiques supérieurs, Gaudias offrait irrésistiblement l'image agréable d'une jeunesse virile et saine, l'éclat d'une joie résolue, la souplesse d'un jonc et la solidité d'un rempart. Sa seule présence mettait en fuite

la bande des dangers. Rien ne pouvait arriver avec lui que d'heureux. Du bonheur? Il avait l'air d'en être comblé, à ne savoir qu'en faire... d'en avoir à revendre! et non du bonheur petit, médiocre, effacé, mais du bonheur pourpre et retentissant, toujours couronné par une victoire et doublé d'un profit. Pour devise, et pour but, il avait : Le succès. Il y était voué. Sa fonction consistait en ceci : réussir. Comment se dérober à tant de signes venant marquer un tel homme et le hisser en évidence? Il eût fallu être aveugle ou injuste. Irène n'était ni l'un ni l'autre. En dehors des côtés par où le Docteur s'avérait joyeux compagnon, et protecteur énergique, il se montrait paré des titres de sa valeur professionnelle, avec les attraits de l'ambition, de l'intelligence, et même de la fortune, car, loin de cacher les avantages matériels de sa situation, il était plutôt enclin, sous couleur de gratitude, à les exagérer, et Irène, quoique très désintéressée, ne pouvait s'empêcher de trouver dans ce privilège une plus grande garantie pour l'avenir. Enfin ses sentiments à elle avaient beau jusqu'ici ne pas répondre sur-le-champ à ceux que lui prodiguait le Toulousain, la chaleur croissante de ces derniers parvenait cependant à l'affecter. On peut se brûler sans prendre feu. Irène se brûlait à Gaudias. Elle gardait bien, sous l'assaut de ses déclarations « sensuelles », des « sens » inaltérés, mais si les termes corrosifs glissaient sur sa chair, ils mordaient son esprit et attaquaient son cœur. Et puis, les mots sont les mots tout de même; surtout s'ils sont « d'amour » ils parlent avec leur éloquence, individuelle et consacrée; ils ont, — plus ou moins purs ou sincères, peu importe, — leurs moyens à eux, leur capacité, ils exercent un pouvoir, éveillent des images, tracent des tableaux... suscitent des espoirs, procurent des émois sans nom... font naître les désirs et mourir les scrupules... ils agissent! et leur influence a toujours quelque chose de mystérieux et de souverain qui touche à l'indéfinissable. Ce charme fatal qu'ils possèdent, quelle que soit la bouche qui les respecte ou qui les profane, Irène, après et avant tant d'autres millions de femmes, le subissait d'une façon profonde sans croire déjà le goûter. Les compliments démesurés du docteur, qu'elle remettait à leur degré, la caressaient néanmoins : et par-dessus tout son offre de l'épouser la flattait, exaltait son orgueil. Elle en demeurait confondue, toute vibrante... et rê-

veuse. Pour la beauté du fait et rien que pour l'honneur, elle aurait voulu... elle souhaitait presque par moments que Gaudias fût sincère; et puis, sans les chercher, elle trouvait aussitôt, avec une aisance qui la déconcertait, les raisons les meilleures qu'il avait d'être de bonne foi. Elle en arrivait à se demander si le calme de ses sentiments actuels pour le docteur, au lieu de présenter un obstacle, n'offrait pas un avantage... Était-il indispensable de se marier dans une crise de passion? Était-ce prudent? Cela ne risquait-il pas, en un jour, devous perdre à jamais? Le souvenir de l'immense danger dans lequel, avec Isidore, la veille, une inclination trop naïve et trop prompte avait failli la précipiter, lui donnait alors le frisson, — et ainsi, d'un côté, crainte, repentir, bon sens, respect de soi, ordre, sagesse, honneur, et de l'autre, vanité, coquetterie, intérêt, éveil de l'esprit et du cœur à de nouveaux désirs, tout peu à peu la travaillait pour Gaudias et la poussait vers lui...

Amenée à ce point critique, elle évoqua, en se reprochant de ne pas l'avoir fait plus tôt, la vénérée figure de Tante Fine, et à peine l'eut-elle sollicitée qu'elle l'entendit qui lui parlait. Avec quelle animation! Elle rayonnait, elle débordait d'impatience et d'allégresse : « Comment! petite fille? Tu te tâtes? Ah ça! es-tu folle? Accepte! Dis oui! Tout de suite. Attendre? Pourquoi? N'attends pas. Il est jeune et beau comme Adam, il est bon, il est savant, il est riche; — il est médecin, c'est vrai, et j'avoue qu'autrefois ça ne me plaisait guère! — mais grâce à lui j'en reviens, puisque tout le monde l'estime et l'aime; enfin il t'adore et il veut t'épouser, comme un prince! et tu fais la froide! Qu'est-ce qu'il te faut? Ah! prends garde, mignonne? Tu deviens laide envers la Providence qui t'envoie ce bonheur inouï, comme envers moi qui le lui ai si souvent demandé! Elle m'exauce! et patatras! voilà que tu recules! Tu mets des bâtons! Vas-tu démolir tout ça si bien agencé? si réussi?.. pour que j'en pleure dans ma tombe! Hella! — s'écriait-elle encore, — que tu m'as fait faire de tintouin avec ton Panteau, ma pauvre fille! Ça me rappelait le Féline, et j'ai eu grand peur. Enfin, c'est passé. Mais ne recommence plus jamais ça, je t'en prie. J'en remourrais! Et marie-toi vite avec ce joli brun monsieur. Après tu seras tranquille; et moi aussi donc! »

Attendrie et aux trois quarts persuadée par ces propos qu'elle s'imaginait recueillir de la chère tante sans se douter

que c'était elle qui les lui soufflait, Irène voyait maintenant se débrouiller les choses. Non seulement sa situation s'aplanissait, mais s'expliquait, se faisait comprendre. Tout prenait à ses yeux une valeur précise autant que lumineuse. L'irruption de Gaudias dans son existence n'avait elle-même presque plus rien d'extraordinaire. N'était-il pas le personnage absolument indiqué pour jouer le rôle auquel le destinaient ses rapports avec M. Brocatel, l'abbé Chamaille et Mme Lesoir? N'était-il pas en quelque sorte créé et obligé par les événements, les circonstances, le lieu? Mais oui!... Mille fois oui! Du moment que, conduite par sa bonne étoile, Irène était tombée dans cette maison merveilleuse et que tous ceux qui l'occupaient s'étaient alors, sans exception, trouvés du jour au lendemain mêlés à sa vie d'une manière aussi étroite, et aussi bienfaisante, il devenait inévitable que Gaudias, attaché intimement à tout ce qui constituait « le milieu Pommelé », fût, lui aussi, attiré d'abord, ensuite pris par elle! Avec les autres, mais en premier, il faisait partie de la belle et miraculeuse combinaison... de la vivante féerie.

C'est en suivant dans son cerveau rasséréné toutes ces pensées qui la berçaient — et l'entraînaient — qu'Irène gagna très tard le large du sommeil.

Mais elle n'était partie qu'en sachant où elle allait. Avant de s'endormir, elle avait vu clair.

VIII. — IRÈNE RÉPOND

Irène avait eu peur de retourner dans la petite bibliothèque située au bout de l'appartement de M. Brocatel depuis que Gaudias, deux jours auparavant, lui avait fait là, pour la première fois, l'aveu de son amour.

Ce lendemain, n'éprouvant plus de raisons d'être inquiète, elle fut prise du désir de s'y rendre, — à peu près vers la même heure où avait eu lieu l'entretien en question. Elle n'avait d'ailleurs pas voulu sortir de l'après midi pendant lequel elle était restée seule dans sa chambre, appliquée à des travaux de lingerie. Elle avait repensé longuement à toutes ces choses qui lui arrivaient, et il lui semblait qu'en tirant l'aiguille elle cousait déjà sa vie. Chaque point bien noué la satisfaisait comme une décision.

Ayant déterminé et tracé dans son esprit tout ce qu'elle dirait à Gaudias, elle s'était promis que ce fût le plus tôt possible, mais sans discerner quand ce serait. Elle se doutait bien pourtant que cela ne tarderait pas, et elle avait eu cette impression, très juste et très féminine, que si elle allait à la bibliothèque, il y avait de grandes chances pour que le docteur vînt l'y rejoindre.

Elle ne résista donc pas à l'envie d'y descendre, et quand elle y entra elle ne put s'empêcher de sourire en poussant un léger cri.

Il y était.

— Oh! par exemple!... dit-elle enjouée.

— Nous avons eu la même idée, déclara le docteur.

Taquine, elle protestait :

— Moi, c'est le hasard!

Et puis renonçant au mensonge :

— Non. Je ne vous cherchais pas, mais je vous souhaitais.

— C'est la même chose! s'écria-t-il. Et moi, je vous cherchais, je vous appelais, je vous réclamais, de toutes mes forces!

— A ce point-là? dit-elle avec d'adorables yeux bleus, grandis d'un faux étonnement. Et pourquoi?

Il s'embrasa :

— Parce que depuis hier je ne vis plus. J'étouffe, je suis balancé au bord d'un abîme! Je me sens tour à tour perdu! et sauvé! J'espère et je crains. Je vous prends... et vous m'échappez! Je ne peux plus attendre.

— Eh bien! vous n'attendrez plus. Je vous apporte ma réponse.

Il s'élança vers elle.

— Est-ce oui?

— C'est oui.

— Ah!

— Et avant qu'elle eût pu s'en défendre, — ou s'y préparer, — Gaudias lui avait saisi les mains qu'il couvrait de baisers en haletant : « Merci! merci! »

Indulgente un bon moment, et malgré tout émue, elle le laissa dépenser son délire le temps nécessaire, et puis se reprenant :

— A présent, rendez-moi mes mains!

Il ne voulait pas.

— Jamais! Vous venez de me les donner!

— Une seule! celle-ci, — elle montrait la droite, — et pas même encore donnée!

— Promise! Formellement!

— Sous condition.

Il se rembrunit et lâcha ses mains.

— Ah?... Il y a des conditions?

— Sans doute.

— Lesquelles?

— Pour que ma réponse, — et votre demande aussi, — soient définitives, je veux qu'elles aient été approuvées par M. Brocatel et Mme Lesoir.

Gaudias avait eu un geste vague et un peu embarrassé qui n'échappa point à Irène.

— Comprenez-moi, appuya-t-elle, et ne voyez là ni hésitation ou tiédeur de ma part, ni manque de confiance envers vous. Votre amour-propre et le mien ne sont pas en cause. Je suis absolument libre et je ne reconnaîtrais à personne le droit de prétendre décider malgré moi de mon avenir. Il ne s'agit pas d'obtenir une permission.

— Quoi donc alors? ne put-il s'empêcher d'interroger.

— Une consultation.

— Comme pour les médecins?

Elle se reprit :

— Ou plutôt non, une confirmation, à laquelle je tiens, qui me sera douce, et qui me manquerait. Après avoir été accueillie, je pourrais dire recueillie, comme je l'ai été, dans cette maison par ces excellentes gens, je me déclare incapable, je l'avoue, de prendre une décision aussi importante que celle du mariage, sans qu'ils en soient informés les premiers et me donnent leur avis. En dehors des convenances, c'est une question de respect et de gratitude. Enfin pour que je sois toute à vous, l'esprit tranquille...

— Sans peur et sans regrets? lui décocha-t-il.

— Non, mais sans scrupules, et sans reproches vis-à-vis de moi-même; il faut que j'aie cette satisfaction du côté de ceux que je considère comme mes tuteurs moraux, ma dernière famille, et non seulement je veux qu'ils voient ce mariage d'un bon œil, mais qu'il m'y encouragent, m'y poussent...

— Qu'ils vous y forcent? Allons! dites-le?

— Encore une fois non! Mais qu'ils en soient pleinement joyeux, aussi désireux... que vous-même!

— Vous ne l'êtes donc pas? et il soupirait.

— C'est pour l'être, dit-elle, que... j'ai cette exigence!

— Eh bien, ça suffit! accorda-t-il, généreux. Pas besoin d'en

dire si long! Vous avez raison! toujours! Votre désir, je l'avais! Vous ne m'en auriez pas fait part que je vous l'aurais exprimé. Rien n'est plus gentil et plus nécessaire. A présent, entendons-nous. Inutile, n'est-ce pas, de dire, chacun à notre tour, la même chose aux deux intéressés...? Partageons-nous la besogne. A qui préférez-vous parler? Choisissez. Je prendrai l'autre.

— Eh bien! voyez M. Brocatel, moi je verrai Mme Lesoir.

— Parfait! Je le pensais ainsi.

— Ah! recommandait-elle, avec un émoi charmant. Insistez bien sur ce point que c'est *vous*, vous seul, qui avez eu l'idée.

— Quelle idée?

— Du mariage.

Il rit, bon garçon.

— Cela va de soi! Il est clair que ça n'est pas vous, hélas! qui m'avez demandé ma main!

— Vous me comprenez. J'entends par là que je veux être à l'abri de tout soupçon d'intrigue, et même de coquetterie.

— Impossible! Insensé!

Et ses regards l'enveloppaient d'estime, l'habillaient d'admiration.

— Et puis... ça n'est pas fini.

Elle n'osait pas; ce fut lui qui alla au-devant.

— Quoi encore? — Il méridionalisait. — Il vous *fo* la lune? *avé* les étoiles?

— Beaucoup moins.

— Tant pis!

— Je voudrais que vous parliez aussi... à Mme Lesoir.

Souriant jaune, il faisait une petite moue.

— Vous avez l'air ennuyé? observa Irène. Cela n'a pourtant rien, je suppose, qui vous froisse, ou vous inquiète?

— Ah là là! pour m'inquiéter, je suis trop sûr d'elle, la pauvre!

— Elle vous adore! lui révéla tout bas Irène. Si vous l'entendiez!

— Je sais, fit-il avec l'assurance de quelqu'un à qui on n'apprend rien. Et quant à me froisser? Non plus! Mais tout de même, — il baissait la voix, — une très brave personne, Valérie; d'accord! Je l'estime, je l'aime bien! et je ne suis pas fier... Pourtant de là à aller lui sortir tous mes secrets et la consulter pour mon mariage... Hé? Car enfin, entre nous... sa condition est... modeste... C'est une subalterne.

— Justement, dit-elle. C'est pour ne pas le lui faire sentir.

— Ange! Enfant divine! Allons! je verrai Valérie! Mme Précipice, si vous voulez? Qui encore? Mais cette Lesoir, est-ce avant vous, ou après, que je la vois?

— Avant.

— Ça va! Néanmoins, en y réfléchissant... je me demande s'il ne vaudrait pas mieux que ce fût après vous... C'est par elle que vous m'avez connu, c'est elle qui m'a amené à votre chevet... Vous êtes la première indiquée pour la mettre au courant.

Irène songeait.

— Je ne sais pas, mais je suis sûre qu'elle aura beaucoup de peine que ce ne soit pas vous.

— Eh bien! fit-il inspiré, vous lui direz que je le voulais, et que c'est vous qui m'avez supplié de vous laisser cette joie, que je vous en ai fait le sacrifice! Comme ça, elle sera tout de même contente, puisque j'aurai eu l'intention!

Ce point de vue sembla frapper Irène, tandis qu'abondant et démonstratif, il poursuivait :

— ... Et, j'y pense! — il pensait à tout! — en même temps que vous parlerez à Mme Lesoir, vous en profiterez pour la prier d'être votre intermédiaire auprès de M. Brocatel, que vous ne pouvez pas avoir l'air de négliger, mais dont je comprends très bien que l'abord, surtout à ce sujet, vous intimide grandement.

— Je ne suis pas timide, affirma-t-elle avec douceur.

— Bien sûr! Moi non plus! mais comme vous n'avez ni le désir, ni le besoin d'avoir avec le propriétaire cette conversation... plutôt gênante, il est tout simple que ce soit Valérie qui vous remplace. Elle s'en acquittera très bien, — mieux que vous! — et j'ajoute qu'en la chargeant de cette mission, vous la flatterez... Tout pour le mieux.

Irène approuva.

— A présent, à mon tour! déclarait Gaudias en faisant craquer d'aise à la fois les dix doigts de ses mains jointes; vous avez tenu à me dire et à me justifier quelques-uns de vos scrupules... Il faut que vous sachiez les miens... Moi aussi, j'ai des choses à expliquer. Les femmes les plus charmantes, même parfaites, comme vous, ne sont pas toujours logiques...

— Comment cela?

— Vous m'avez demandé, expressément, de réserver votre réponse jusqu'à ce que j'aie la bénédiction de M. Brocatel, et

comme je ne peux rien vous refuser, j'ai accepté, tout de suite... et avec enthousiasme, du moment que ça vous faisait plaisir. Mais je ne voudrais pas qu'ensuite, par une espèce de retour d'esprit très excusable, mais fâcheux pour moi, vous vous étonniez malgré tout de l'empressement avec lequel j'ai consenti à cette démarche un peu... jeune.

— Quoi ? Vous y voyez de l'humiliation?

— Non, mais de l'humilité.

— Alors, trancha-t-elle dans le vif, il ne faut pas la faire.

— Si! je la ferai! jura-t-il, mais vous saurez pourquoi.

— Est-ce bien la peine?

— Il le faut; j'entends que vous me connaissiez. Comme vous je suis libre, et personne ne saurait non plus m'imposer sa volonté relativement à mon mariage. Si j'en réfère à M. Brocatel, c'est qu'en dehors de votre désir, qui pour moi est un ordre, j'ai envers le propriétaire les plus grandes obligations. Il n'en est pas de lui comme de la bonne Lesoir, qui socialement n'est rien, qui pour moi ne compte pas et dont je n'ai nul besoin ; c'est plutôt elle qui aurait besoin de moi ! Lui, je lui dois ce que je suis, et peut-être ce que je serai demain, — par vous. C'est mon patron ; j'en dépens. A défaut des meilleures raisons, l'intérêt seul me commanderait de ménager le *chef*, le fondateur et le maître de Boulouris, le millionnaire dont la puissance est incalculable et la protection souveraine. Et pas plus qu'il n'y a de servilité dans ma conduite, vous n'irez vous aviser, je vous en prie, d'y voir un moyen détourné de me faire assurer par cet homme d'expérience que je ne commets pas la moindre faute ni légèreté en m'emballant dans un mariage sans éclat et qui pis est : d'amour. J'emploie des mots odieux et qui me déchirent le cœur, mais c'est à dessein et en anticipant sur la médisance d'autrui.

— Allez! Allez! appuyait Irène, parlez à cœur ouvert !

— Non ! non ! reprit-il en haussant le ton avec une force indignée, jamais si vile pensée ne peut être en moi! Bien au contraire, — et c'est là que j'en voulais venir, — si je suis à ce point fiévreux d'avoir l'assentiment de M. Brocatel, ce n'est pas pour moi, c'est pour vous !

Irène levait des yeux surpris et tout près d'être tendres.

— Mieux qu'une approbation molle et de pure politesse, insistait Gaudias, je veux de sa part et de celle de l'abbé Cha-

maille, une adhésion éclatante! complète! ayant en votre faveur l'autorité d'un témoignage irrécusable. Je ne suis pas de ceux qui se moquent de l'opinion publique!

— Moi non plus! dit-elle entraînée.

— Aussi me déplairait-il, — ne songeant qu'à votre renom, — de paraître céder pour la première venue à un coup de tête. Ce n'est pas assez qu'on m'approuve ; il faut qu'on m'envie! Quand des hommes... tels que Brocatel et l'abbé, le saint abbé, vous auront rendu l'hommage que je veux, vous aurez le droit d'être fière!

— Je le suis même déjà avant, dit-elle avec orgueil.

Et prise soudain de mélancolie :

— Mais, cet hommage, me l'accorderont-ils?

Il tressauta.

— Aussi sûr que je vous vois, et que je goûte mon bonheur!

— Et s'ils vous le refusaient?

— Je passerais outre.

— Vous feriez cela?

Elle s'illuminait. Il répondit :

— Avec joie! sans hésiter! quand je devrais me casser les reins, briser mon avenir.

— Ah! mais alors... alors... — elle était remuée, — vous m'aimez donc? véritablement?

Il se courbait déjà pour poser sur elle, ainsi qu'un cachet, le baiser brûlant qui montait en lui ; elle s'en aperçut et se recula, mais avec un regard qui permettait tant d'espoir qu'il y puisa la force de se ressaisir.

— Non, murmura-t-il en fermant les yeux... Pas encore.

— Puis, changeant de voix :

— Alors... Valérie?

— Ce soir même, promit Irène ; et vous... M. Brocatel?

— Demain.

Il rayonnait.

Et il sortit, vaste et beau comme un dieu.

HENRI LAVEDAN.

(La fin au prochain numéro.)

LE RHIN LIBRE

Au moment où le traité de Versailles vient enfin d'entrer en vigueur, il n'est pas de problème qui intéresse davantage la France, l'Europe et la paix universelle que l'avenir des pays rhénans. Depuis l'armistice, un courant d'opinion autonomiste et fédéraliste très puissant s'est prononcé sur les deux rives du Rhin; il s'étend aujourd'hui à toute l'Allemagne du Sud et de l'Ouest. Comment est né et s'est développé ce mouvement, quelle en est la portée et quel en est l'esprit, quelle a été envers lui et quelle devrait être à l'avenir l'attitude des Alliés, et spécialement celle de la France, c'est ce que nous voudrions examiner ici.

I

Au Landtag de Prusse, durant le débat fameux de février-mars 1910 sur la réforme électorale, un orateur conservateur, M. de Richthofen, ayant affirmé que « la Prusse est devenue la puissance dirigeante de l'Allemagne, » on entendit sur les bancs social-démocrates une voix qui criait : « Hélas! » Ce fut un beau tapage!

L'interruption blasphématoire du député Hirsch résume tout le conflit intérieur qui divisait l'Allemagne d'avant la guerre et qui n'était lui-même que l'aboutissement d'une longue histoire; car l'Empire n'a pas été fondé par la fédération libre et spontanée de plusieurs États égaux en droits, mais par l'adhésion forcée de plusieurs États moins forts à la volonté armée d'un État dominant, la Prusse. Frédéric-Guillaume IV, en 1849, a refusé la couronne impériale que lui offrait, au nom

du peuple allemand, le Parlement de Francfort; c'est Bismarck qui a forgé l'unité et l'Empire par le fer et le feu, sur l'enclume autrichienne et française, au profit du roi de Prusse. Pour les régions de l'Ouest et du Sud, l'unité s'est accomplie par voie de conquête prussienne. Ce souvenir n'est que l'un des éléments de l'opposition si caractérisée qui met aux prises l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne des usines, du commerce, de la navigation, de la petite propriété rurale, des riches « capitaines d'industrie » et du nombreux prolétariat urbain, et l'Allemagne de l'Est, prussienne ou prussianisée, l'Allemagne des hobereaux, des grands domaines, des majorats, des agrariens, du suffrage de classe archaïque et féodal. Cette antithèse, dans les années qui ont précédé la guerre, s'est manifestée par des crises aiguës que nous ne pouvons que rappeler (1) : elles ont été certainement l'une des raisons qui ont déterminé Guillaume II à opter pour la guerre, comme exutoire à une situation sans issue.

Le conflit n'a pas disparu avec l'Empire, car le contraste n'est pas seulement politique, il est historique et social; ses racines plongent dans le plus lointain passé germanique. Si la Prusse a trouvé des complicités dans les régions de l'Ouest et du Sud, elle n'a pas recueilli l'adhésion spontanée et cordiale de la masse des populations. La gloire militaire, la puissance politique et surtout l'enrichissement de l'Allemagne sous les Hohenzollern ont rallié les suffrages de tous les Allemands; mais ceux de l'Ouest, fidèles aux traditions de 1813 et de 1848, n'ont jamais supporté qu'en maugréant le caporalisme politique des Prussiens. Les élections de 1912, les dernières d'avant la guerre, ont donné aux social-démocrates plus de quatre millions de voix, qui n'étaient pas toutes, tant s'en faut, des suffrages socialistes, mais qui exprimaient le mécontentement des ouvriers et de la classe moyenne à l'égard d'un régime politique incompatible avec l'état social et économique de l'Allemagne démocratique. Le Centre catholique, puissant surtout dans l'Ouest et en Bavière, et les partis libéraux inscrivaient eux aussi dans leur programme une réforme profonde de la Constitution et des mœurs politiques.

Après la défaite des armées allemandes entraînant la débâcle

(1) Voyez le beau livre de M. Henri Moysset, *L'Esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck*, 1 vol. in-8° ; (Alcan).

de l'Empire, des Hohenzollern et de tous les trônes, l'Allemagne, nivelée par la révolution, allégée de ses multiples dynasties, allait-elle évoluer vers une constitution unitaire et centralisée qui ne connaîtrait plus ni Prusse, ni Bavière, ni Hanovre, ni Hesse, ni Autriche même, ni aucun des anciens États, et où il n'y aurait plus que des citoyens allemands égaux en droits et en devoirs? Ou bien, au contraire, les différentes fractions historiques des populations de langue allemande allaient-elles, suivant la pente de leurs traditions et de leurs affinités, se constituer en États autonomes, unis seulement entre eux par un lien fédéral? La question est encore pendante; elle est capitale non seulement pour les destinées de l'Allemagne elle-même, mais pour l'avenir de nos relations avec elle. De toutes les incertitudes que le traité de Versailles n'a pas tranchées, celle-là est la plus grave pour la sécurité de la France. Articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée, n'est-ce pas là tout le problème d'une paix durable?

Parmi les régions naturelles et historiques de l'Allemagne, celle du Rhin a tenu dans l'histoire une place particulièrement brillante et développé une civilisation originale; elle a sa personnalité très caractérisée, son unité dont le grand fleuve est l'artère centrale. Les populations indigènes, surtout sur la rive gauche, sont plutôt superficiellement germanisées que germaniques; leurs ancêtres étaient des Celtes, et les tribus germaniques qui vinrent s'installer parmi eux s'assimilèrent la civilisation supérieure des Gallo-Romains. C'est un fait capital de l'histoire de l'Europe que la rive gauche du Rhin et, sur la rive droite, les « Champs décumates » jusqu'au fameux « limes » d'Hadrien, ont été latinisés; la puissante civilisation de Rome, héritière de la Grèce et de l'Orient, complétée et rénovée par le christianisme, a laissé, partout où elle s'est établie à demeure, la marque indestructible de sa grandeur et de sa conception du gouvernement et du droit. De tous les événements de l'histoire européenne, il n'en est peut-être pas de plus déplorable que le désastre de Varus dans les forêts westphaliennes, car, sans cet accident, le Rhin ne serait pas devenu la borne du monde romain; les légions auraient poussé leurs conquêtes jusqu'à l'Elbe et même jusqu'à cet isthme qui, de la mer Baltique à la mer Noire, forme la vraie séparation de l'Europe et de l'Asie; les Germains

et les Slaves de l'Ouest auraient été romanisés; le cours de l'histoire eût été changé. La domination romaine s'arrêta au Rhin; au delà commençait le domaine des « Barbares. »

M. Babelon a retracé, dans ses beaux ouvrages (1), toutes les phases de la pénétration française dans les régions rhénanes, depuis l'époque où le fleuve était la frontière des Gaulois et de Clovis, où Charlemagne le franchissait pour reporter jusqu'à l'Elbe les bornes de la civilisation chrétienne, jusqu'aux temps où la brillante culture française des XVIIe et XVIIIe siècles pénétrait jusqu'au Rhin et le dépassait, plus victorieuse encore que les armées de Louis XIV et de Louis XV, et où la Révolution et Napoléon y installaient la domination française. Toute une région riveraine du Rhin et de langue germanique, l'Alsace, fut complètement francisée de cœur et d'esprit; les autres reçurent toutes, à des degrés divers, l'empreinte de notre génie national et il n'a sans doute tenu qu'aux hasards de l'histoire qu'elles ne soient restées incorporées de fait et de consentement à la France comme elles le furent sous le premier Empire. M. Julien Rovère a fortement montré, dans un livre plein de faits et d'idées (2), que l'influence française sur les bords du Rhin, préparée par toute l'histoire de la monarchie et solidement implantée par la Révolution et Napoléon, a survécu à la chute de l'Empire, malgré les déceptions qui lui vinrent des fautes de notre politique, et s'est perpétuée jusqu'à nous, malgré même 1870 et la fondation de l'Empire allemand. On ne saurait contester, en dépit des mensonges des historiens allemands, que la rive gauche du Rhin ait accueilli les Français en 1793 comme des libérateurs, qu'elle ait été assimilée, qu'elle soit restée fidèle à Napoléon Ier dont le souvenir vénéré y est devenu, après 1815, un symbole de liberté et d'égalité, que les Rhénans, devenus par force sujets du Roi de Prusse (Musspreussen) en vertu des traités de 1815, haïssaient les Prussiens, qu'ils les haïssaient encore en 1848 et souhaitaient l'apparition libératrice des armées françaises, qu'enfin en 1870 une victoire française eût été accueillie avec joie par

(1) *Le Rhin dans l'histoire.* (Leroux, 1916-1917, 2 vol. in-8.)

(2) Voyez la *Revue* du 1er octobre et du 1er novembre 1917, et *Les Survivances françaises dans l'Allemagne napoléonienne depuis 1815*. 1 vol. in-8, à la librairie Félix Alcan. Voyez aussi, de M. Ed. Driault : *La République et le Rhin* (2 vol. in-16, librairie du Recueil Sirey); de M. René Johannet : *Rhin et France* (1 vol. in-16, Nouvelle Librairie nationale); etc.

les vaincus de 1866 et tous ceux qui supportaient malaisément le carcan prussien. Il est établi aussi, notamment par les beaux travaux de M. Goyau (1), que Bismarck a livré la bataille du *Culturkampf* surtout pour atteindre, par delà les catholiques allemands, l'influence française ou autrichienne qui aurait pu, avec l'appui du Saint-Siège, remettre en question l'œuvre accomplie à Versailles le 18 janvier 1871. Les pays du Rhin, et particulièrement la rive gauche, ont été, à travers les siècles, tour à tour un champ de bataille entre Français et Germains et un champ d'expérience où les deux civilisations sont venues se mesurer et, jusqu'à un certain point, se pénétrer et se fondre. Dans quelle mesure les Rhénans ont-ils gardé conscience de leurs traditions et de leur individualité historique, quel a été sur eux l'effet du désastre des armées et de l'Empire allemand suivi de l'occupation de leur pays par les Français, les Anglais, les Américains et les Belges? C'est ce que les faits vont nous apprendre.

Les Français, dans cette guerre qu'ils n'ont pas cherchée, sont devenus, avec leurs alliés, les champions de la liberté des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes; si important qu'ait pu être l'intérêt politique et militaire de la France à établir sa domination jusqu'au Rhin, de quelques précédents historiques que cette solution se recommandât, elle n'a pas succombé à la tentation, bien que l'agression allemande légitimât par avance toutes les rigueurs pour le passé et toutes les précautions pour l'avenir; elle est restée immuablement attachée aux principes de justice et de droit qui ont inspiré et guidé de haut sa politique avant, pendant et après les hostilités. Mais, au nom des mêmes principes, si, parmi les populations rhénanes, ou parmi celles de toute autre région du *Reich*, une volonté se manifestait, libre et spontanée, de constituer une ou plusieurs autonomies régionales, les Alliés seraient tenus de ne pas entraver, de faciliter même l'expression d'un tel vœu et d'en assurer la réalisation. L'histoire du mouvement rhénan nous éclairera peut-être sur les véritables aspirations des populations.

(1) *Bismarck et l'Église*; 4 vol. in-16; (Perrin).

II

Les traités de 1815, retouchés par la conquête prussienne en 1866, répartissent les régions du Rhin moyen entre plusieurs États. Ce sont d'abord, sur la rive gauche, l'ancien Palatinat devenu, depuis 1815, une dépendance de la Bavière dont il est séparé par la partie Nord du grand-duché de Bade et du Wurtemberg et par la Hesse. Vient ensuite, à cheval sur le Rhin, la Hesse, avec sa capitale Darmstadt et sa grande ville rhénane, Mayence; un autre morceau de Hesse, dont le centre est Giessen, se trouve complètement séparé du noyau principal : ainsi le voulut la Prusse, qui s'est annexé l'ancienne ville impériale de Francfort et le Nassau. A partir du confluent du Main pour la rive droite et de Bingen pour la rive gauche, le Rhin coule à travers la province rhénane, qui s'étend jusqu'aux frontières de la Lorraine, du Luxembourg, de la Belgique et de la Hollande, et qui, sur la rive droite, confine à la Westphalie. Cette belle contrée rhénane et mosellane est partie intégrante de la Prusse par décision des plénipotentiaires de 1815, peu soucieux du droit des peuples et de leurs préférences. Une seule petite enclave s'y rencontre, la principauté de Birkenfeld, dont le hasard des héritages a fait une dépendance du lointain Oldenbourg. Mais ces populations n'ont pas oublié que leurs ancêtres vivaient tranquilles sous l'autorité patriarcale de dynasties nationales, telles que la maison de Nassau, ou sous la houlette pastorale des Électeurs archevêques de Cologne et de Trèves, et qu'ils n'ont pas accepté sans regrets de devenir sujets des Hohenzollern.

La grande majorité des populations rhénanes est catholique ; les protestants sont à peu près à égalité dans le Palatinat, qui dépend de la catholique Bavière. Mais, sous quelque régime que le hasard des traités les ait placés, et à quelque religion qu'ils appartiennent, les Rhénans ont entre eux des affinités plus fortes que les fantaisies des diplomates ou les convenances des souverains. Pendant la guerre, ils ont été en proie à l'extraordinaire vertige qui a fait perdre à tout le peuple allemand le sens des réalités et la possibilité même d'un jugement objectif ; l'évangile d'impérialisme pangermanique que prêchaient les professeurs, les militaires, les

hommes politiques allemands et qui entraînait le Centre catholique lui-même, avait pénétré jusque parmi ces populations paisibles de petits propriétaires, de vignerons, d'ouvriers ; ils se crurent, eux aussi, appelés par le Vieux-Dieu à donner de nouvelles lois à la terre et à y faire régner par la force l'ordre germanique ; la grande fièvre de la guerre avait obnubilé toute autre idée.

Mais la catastrophe est venue. La révélation brusque de la défaite, la fuite éperdue des souverains et des princes, les fureurs révolutionnaires de Berlin, déchaînèrent chez les Rhénans et les Allemands du Sud, qui ont conscience d'être plus civilisés que « les demi-Slaves de la Prusse et de Berlin (1), » une tempête d'indignation et réveillèrent les vieux sentiments particularistes. Ils osèrent regarder jusqu'au fond du gouffre où les entraînait la folie des Hohenzollern. La seule excuse de l'hégémonie prussienne, n'était-ce pas le succès? Le besoin d'ordre se traduisit par le progrès du séparatisme : « *Los von Berlin!* Séparons-nous de Berlin! » L'ordre sans violence qu'établissaient les troupes victorieuses qui occupèrent la rive gauche du Rhin et les têtes de pont, faisait ressortir par contraste toute l'horreur de l'anarchie spartakiste qui étreignait l'Empire. Si la révolution bavaroise, dirigée par Kurt Eisner, eut un caractère nettement autonomiste, les social-démocrates des pays rhénans, en majorité, au contraire, sous l'inspiration du gouvernement de Berlin, se posèrent en adversaires du mouvement séparatiste ; ils accusaient les « patrons » et les « capitalistes » de pactiser avec les Français et de trahir la République allemande avec la complicité du cardinal Hartmann et du Centre (2).

La première manifestation autonomiste fut la réunion populaire tenue à Cologne le 4 décembre 1918. Cinq mille citoyens y acclamèrent, à l'unanimité moins deux voix, un ordre du jour qui invitait « les représentants officiels du peuple rhénan et westphalien à proclamer le plus tôt possible la fondation d'une république rhénano-westphalienne dans le cadre de l'Allemagne, » et qui se terminait par : « Vive la liberté rhénane! » La réunion fut suivie de la fondation d'une « Ligue pour la

(1) *Deutsches Volksblatt*, 16 juin 1919.

(2) M. Thyssen, le grand industriel, fut même arrêté dans les premiers jours de décembre 1918, conduit à Berlin et relâché.

liberté rhénane. » Dès le 26 novembre, avaient paru en Hesse-Nassau dans la *Rheinische Volkszeitung*, cinq articles du professeur Claus Kraemer, revendiquant pour les peuples allemands le droit de disposer d'eux-mêmes. Dans le Palatinat se dessinait un mouvement en faveur de la constitution d'une république autonome séparée de la Bavière.

Chez les Rhénans, dans les semaines qui suivirent l'armistice, régnait la conviction générale que les Français étaient résolus à annexer la rive gauche du Rhin, ou tout au moins à imposer la création d'un État indépendant. Le Centre catholique rhénan voyait dans la fondation d'une république autonome le meilleur moyen de prévenir les desseins qu'il nous prêtait et, en même temps, d'écarter la tyrannie socialiste et le nouveau *Culturkampf* inauguré par les projets d'Adolf Hoffmann pour le régime des cultes. La *Gazette populaire de Cologne* (*Kölnische Volkszeitung*), le grand organe populaire catholique, menait la campagne : « Berlin, imprimait-elle le 23 décembre, n'est pas le cœur de l'Allemagne, mais seulement un centre intellectuel ; » c'est « la capitale des provinces barbares de l'Est de l'Elbe » (28 décembre). Faisant allusion au rôle historique de la région rhénane entre la France et l'Allemagne, elle l'appelait, d'un mot éloquent qui fait image, « le pont rhénan des peuples » dont la mission est d'organiser le germanisme barbare selon les principes de la civilisation romaine (22 décembre). Elle proposait la division de l'Allemagne en quatre républiques ayant chacune son autonomie économique et politique : Allemagne du Rhin, Allemagne du Danube qui engloberait, avec la Bavière, l'Autriche de langue allemande; Allemagne du Nord, Allemagne centrale. Tous ces projets qui s'ébauchaient, toutes ces aspirations qui cherchaient à se préciser, se rencontraient en plein accord au moins sur deux points : le premier, c'est que les régions rhénanes forment une unité distincte et politiquement réalisable; quant au second, la *Gazette de Francfort* le définissait sans ambages en ces termes le 12 décembre : « c'est la fin de l'hégémonie prussienne. »

« Fin de l'hégémonie prussienne, » dans l'esprit des Rhénans, comme aussi des gens du Sud et des Hanovriens, n'est pas le synonyme de fin de la grandeur allemande, il en est l'antithèse. Le hobereau prussien Bismarck, par la force de

l'armée prussienne, a dévié le grand courant démocratique de 1848 et l'a confisqué au profit de la Prusse et des Hohenzollern. L'expérience, qui avait d'abord paru avantageuse, s'est révélée désastreuse; elle a ameuté, contre l'Allemagne prussianisée, tous les peuples libres qui ne lui pardonnent pas d'être avide de conquêtes, sans scrupules dans le choix des moyens, et de remplacer le respect du droit par le culte de la force. Ainsi raisonnaient les Rhénans durant l'hiver 1918-1919, et ils concluaient que les Allemands de l'Ouest et du Sud, authentiques héritiers de l'esprit allemand, devaient se débarrasser de l'esprit prussien et devenir eux-mêmes les créateurs, les inspirateurs d'une Allemagne nouvelle, fédérative, libérale et démocratique. Si ces tendances l'emportaient, le premier bienfait qui en pourrait résulter serait sans doute, pensaient-ils, un adoucissement des conditions de paix, car c'est contre le « militarisme prussien, » contre la menace d'une restauration des Hohenzollern et d'un retour offensif du pangermanisme que les Alliés se croyaient obligés de prendre des précautions. En France notamment, la certitude de n'avoir plus de frontière commune avec la Prusse apaiserait les esprits. Une république rhénane était donc nécessaire à la paix de l'Europe et à la reconstitution d'une Allemagne prospère, mais pacifique; l'esprit rhénan est assez fort et a d'assez belles traditions pour faire contrepoids à l'esprit prussien; c'est la mission historique des Rhénans de servir au rapprochement des deux plus grandes nations historiques de l'Europe continentale; en s'organisant en un État autonome, non seulement ils sauveraient l'Allemagne et la civilisation germanique, — qui n'est pas la *Kultur* prussienne, — mais ils apporteraient à l'Europe le gage d'une longue paix et peut-être les prémices d'une sincère réconciliation.

Le courant d'idées autonomistes, fédéralistes, anti-prussiennes, n'est pas localisé à la province rhénane, naguère sujette du roi de Prusse; il s'étend à la Hesse, au Palatinat, à l'enclave oldenbourgeoise de Birkenfeld. Les Palatins se plaignent d'être tenus à l'écart des fonctions publiques et de voir leur pays traité par la Bavière comme une colonie d'exploitation. Les gens de Birkenfeld s'insurgent contre l'étrange destin qui les associe au Oldenbourg, ils demandent à s'en séparer et à se joindre aux Rhénans leurs voisins. Les Hessois

déplorent les traités qui les ont séparés en plusieurs tronçons et aspirent à vivre groupés tous ensemble en une même unité administrative et politique; les uns préconisent une république de Grande-Hesse, les autres préféreraient l'union avec l'ensemble des pays rhénans. Dans les États du Sud, Bavière, Wurtemberg, Bade, la poussée démocratique est foncièrement antiprussienne. La Westphalie, où sont très nombreux les ouvriers venus de toute l'Allemagne et dont les intérêts économiques sont pangermaniques, est plus réfractaire au mouvement qui trouve au contraire un terrain tout préparé dans les anciens États de la maison de Hanovre. Là se maintient, toujours vivante, la protestation guelfe; là, malgré pression et menaces des fonctionnaires prussiens, les Hanovriens, aux élections de 1912, ont encore donné 90 000 voix aux candidats guelfes dont cinq sont allés siéger au Reichstag. L'Assemblée nationale de Weimar a entendu deux députés guelfes, MM. Alpers et Colhorn, lire, au nom de leurs commettants, un manifeste que la *Gazette de Voss* du 28 février 1919 résume en ces termes :

« Les députés hanovriens à l'Assemblée nationale ont exposé le vœu de la population de se séparer de la Prusse. Ils signalent que le projet de constitution impériale n'ouvre nullement la voie au régime réclamé par les habitants du Hanovre qui sont unanimes à se prononcer pour la séparation. Il s'agit là, disent-ils, non d'un nouveau particularisme, mais de la reconnaissance d'aspirations qui ont été comprimées par la force; le Hanovre a été rattaché à la Prusse et ne s'est pas uni à elle volontairement; il demande à recouvrer sa liberté. Des manifestations populaires viennent corroborer ces déclarations; une pétition couverte de 350 000 signatures a été transmise de Hanovre au gouvernement d'Empire pour demander l'institution d'un plébiscite en faveur de la sécession et de la sauvegarde des intérêts particuliers contre le mouvement unitaire. »

Sous le titre « la fêlure guelfe, » les *Hamburger Nachrichten* du 7 mars (matin), commentant ces manifestations en un article plein de fiel, écrivent : « Ce que veulent les Guelfes, le ministre de la justice prussien Heine l'a dit à l'Assemblée nationale lors du débat sur la constitution, c'est l'émiettement de la Prusse. Un Hanovre indépendant signifie la disparition de la Prusse, car il est situé au point de contact entre les deux portions de la Prusse, l'Ouest industriel et catholique,

l'Est agricole et protestant. Si cette fêlure s'agrandit, toute la région occidentale de l'Allemagne se morcelle... Déjà, à Cologne, sous l'œil bienveillant des autorités d'occupation, a eu lieu le 4 décembre une grande réunion du parti du Centre et l'on y proclama la république rhéno westphalienne ; bientôt après on pense à englober dans cette république la Hesse-Nassau et des territoires voisins. C'est la mise en application des théories de l'Etat-tampon. Que l'on songe à l'initiative prise par le Centre et que l'on se souvienne de l'éminente figure de Louis Windthorst, à la fois chef du Centre et leader des Guelfes ! Si on laisse ces tendances éclore et se développer, on peut être assuré que des régions unies sous une même administration, vivant la même vie, vont se dissocier, s'effriter, devenir étrangères les unes aux autres. Le particularisme se renforce quand interviennent les facteurs économiques et confessionnels. Il est temps de s'opposer à l'œuvre néfaste des agents de la France (1), des rêveurs particularistes : la fissure guelfe existe ; elle sera la cause de l'effondrement national, si on n'y prend garde. Il faut la boucher au plus vite. »

III

A boucher cette fissure, à aveugler toutes les lézardes que l'expérience du malheur a commencé d'ouvrir aux flancs de l'édifice que Bismarck avait cru fonder pour l'éternité sur la puissance des baïonnettes et la métaphysique hégélienne de la force, le gouvernement issu de la révolution allemande s'est employé énergiquement. L'Europe, que rien ne saurait plus étonner, a vu les socialistes allemands, les Ebert, les Scheidemann, les Noske, devenir les soutiens les plus fermes de l'unification à la prussienne. Jadis les murs du Reichstag avaient entendu de véhémentes protestations, parties des bancs social-démocrates, flétrir les abus de la force ; mais, déjà avant la guerre, une évolution significative avait fait des socialistes majoritaires un parti de gouvernement. M. Charles Andler, dès 1912, en avertissait, vainement d'ailleurs, les socialistes français : « Un contingent notable de socialistes allemands, leur disait-il, vient de se convertir au colonialisme, au

(1) Inutile d'observer que « les agents de la France » ne sont pour rien dans le mouvement guelfe.

militarisme, au capitalisme peut-être... Il faut en prendre notre parti, le socialisme allemand sera impérialiste (1). »

La prophétie, que la guerre a réalisée, continue de se trouver vraie. Les socialistes, à Weimar et à Berlin, ont chaussé les bottes de Bismarck et coiffé son casque; ils ont entrepris en Allemagne un travail de nivellement qui, sous couleur de maintenir l'unité du *Reich* qui n'est pas menacée, aboutirait en réalité à faire entrer tous les pays allemands, sous l'armure prussienne, dans une vaste unité socialiste où disparaîtraient toutes traces des anciens États et où l'Autriche allemande viendrait s'agréger. Le Dr Otto Bauer, à la Ballplatz de Vienne, assisté du fils du socialiste allemand bien connu Kautsky, correspondait à ces desseins et travaillait, de concert avec Berlin, à des fins communes. L'Europe centrale deviendrait ainsi une vaste social-démocratie qui engloberait les provinces baltiques et s'appuierait, dans toute l'Europe et jusqu'en Amérique, sur les éléments socialistes internationalistes. L'œuvre d'unité allemande que Bismarck n'avait pu achever selon son rêve, la social-démocratie la réaliserait. Unification signifierait en réalité prussianisation de l'Allemagne. N'est-ce pas le même député Hirsch qui, en 1910, proférait le scandaleux : « Hélas! » que nous avons rappelé, et qui, devenu ministre président de Prusse, disait dernièrement, faisant allusion aux vœux autonomistes des Rhénans : « La dissolution de la Prusse serait le premier pas vers la dissolution de l'Empire? (2) »

Pour mener à bien leur œuvre, les socialistes, maîtres du pouvoir, avaient besoin de l'appui de la fraction du Centre qui suit les directions de Mathias Erzberger, dont on sait le rôle dans la tragédie de la révolution allemande. Avec l'appui des partis démocrates, le gouvernement Ebert, Scheidemann, Erzberger entreprit énergiquement la lutte contre le spartakisme et, fort de son succès, se présenta à l'Allemagne de l'Ouest comme le défenseur à la fois de l'ordre et de l'unité. Il comptait sur l'appui des socialistes rhénans; mais les chefs seuls obéirent au mot d'ordre de Berlin; les masses ouvrières

(1) *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine*. Librairie de l'Action nationale, brochure, 1912, reproduite et augmentée du *Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913)* (1 vol., 1918; Bossard). M. Andler vient de publier : *La décomposition du socialisme allemand* (1 vol.; Bossard).

(2) *Berliner Tageblatt*, 17 juillet 1919, matin.

socialistes restèrent indifférentes; une partie se réclamèrent des socialistes indépendants ; d'autres, notamment en Hesse, se rallièrent au mouvement d'autonomie rhénane. Erzberger réussit encore moins, nous le verrons, à entraîner le Centre rhénan et les masses ouvrières et paysannes qui suivent ses directions.

La plus redoutable des armes dont disposât le gouvernement de Berlin, c'était la solide hiérarchie des fonctionnaires prussiens, des instituteurs, des gendarmes ; le gouvernement Scheidemann-Erzberger s'en servit pour intimider les populations. La plupart des fonctionnaires, en Prusse rhénane, surtout sur la rive gauche du Rhin, ne sont pas des indigènes, ils viennent de la rive droite et souvent des provinces les plus lointaines; au milieu de cette population catholique, tranquille, douce et gaie, de petits propriétaires, de vignerons, de bourgeois, habitués à souffrir depuis longtemps une domination étrangère, ces prussiens sont haïs, mais craints et écoutés. Ils s'acquittent avec zèle du rôle qui leur est assigné par Berlin, et quand ils se distinguent par leur ardeur et leur brutalité, ils reçoivent de l'avancement, surtout si, lassant la patience des autorités d'occupation, ils ont mérité l'expulsion. Ces cadres bureaucratiques, administratifs, judiciaires, policiers, organisés et stylés à la prussienne, constituent l'armature par laquelle Berlin se flatte d'empêcher les populations rhénanes de revendiquer leurs droits et d'exprimer leurs vœux, dont le plus ardent serait d'être débarrassés de cette engeance prussienne.

Les socialistes de Berlin essayèrent aussi d'utiliser les revendications ouvrières pour refréner les tendances séparatistes et jeter le discrédit sur les autorités militaires alliées. Les grèves de la Sarre, en avril 1919, en fournirent la preuve : commencées pour soutenir des revendications professionnelles, elles ne tardèrent pas à prendre un caractère politique et antifrançais ; des ouvriers mineurs révolutionnaires venus de la rive droite du Rhin servaient d'agents propagandistes ; les ingénieurs prussiens, loin d'employer leur influence à calmer l'effervescence, cherchaient visiblement à provoquer un conflit sanglant. Au moment où la Conférence de Paris discutait la question de la Sarre, il s'agissait de rendre odieuses les autorités et les troupes d'occupation. Quelques expulsions de meneurs, en tout 220, dont celle du président de la Chambre

de commerce de Sarrebrück, quelques condamnations, en tout 30, de trois mois à cinq ans d'emprisonnement, rétablirent promptement et pacifiquement l'ordre. On comprit à Berlin que le jeu était dangereux et pouvait tourner à la confusion des provocateurs.

On chercha à terroriser les populations par d'autres moyens. La presse asservie à la Prusse se répandit en calomnies et en menaces. La vieille *Gazette de Cologne*, dont Bismarck disait qu'elle valait à la Prusse un corps d'armée sur le Rhin, donna le *la* à cet orchestre des journaux petits ou grands inspirés par les fonctionnaires, dociles eux-mêmes aux ordres de Berlin. Mais la coulée autonomiste, venue des profondeurs de l'histoire allemande, alimentée par l'humiliation de la défaite, encouragée par la présence des troupes alliées, était trop puissante et trop vivante pour que des menaces à lointaine échéance eussent le pouvoir de l'arrêter.

IV

Les populations rhénanes avaient vu, en novembre, les troupes allemandes en déroute s'écouler comme un torrent par les ponts du Rhin, puis elles avaient assisté à la marche triomphale et ordonnée des Alliés, partout bien reçus, parfois même discrètement fêtés par les descendants de ceux qui avaient acclamé les soldats de la première République et combattu sous les drapeaux de l'Empereur ; les délégués des villes venaient hâter la marche des avant-gardes qui les protégeraient contre les excès révolutionnaires d'une soldatesque démoralisée. Les Rhénans eurent l'impression que l'ancien état de choses qui venait de s'écrouler dans le sang et la honte ne serait jamais restauré, et que les Français, qui s'établissaient sur le Rhin, étaient résolus à y rester. Ils jugeaient, avec leur mentalité allemande, du respect de leurs vainqueurs pour la volonté des peuples ; d'ailleurs, leur volonté, passive et accoutumée à l'obéissance, se pliait par avance sans révolte aux arrêts du plus fort ; ils indiquaient cependant leurs préférences et revendiquaient, dès le 4 décembre, — nous l'avons vu, — leur droit à l'autonomie dans le cadre du *Reich*. Ces premières manifestations servirent à dessiner les positions opposées, à grouper les partisans d'une

Allemagne fédérale et à provoquer les ripostes du gouvernement de Berlin. Depuis lors, l'évolution du mouvement autonomiste n'a pas cessé de se développer avec des phases diverses dont nous retracerons brièvement les aspects. Ni la défaite du spartakisme, qui fut acquise à Berlin à la fin de janvier et à Munich en mai, ni la signification à l'Allemagne des conditions de paix le 7 mai, ni la signature du traité le 28 juin, ni le vote de la nouvelle constitution allemande le 19 août, n'arrêtèrent le mouvement; il fut dès lors évident que ses sources étaient plus profondes que la crainte de l'anarchie ou la résignation aux volontés d'un ennemi victorieux. La révélation des conditions de paix, si elle déçut ceux des Rhénans qui avaient cru que leur destin serait fixé par le vainqueur et leur autonomie garantie par le traité, donna aux plus résolus une base solide pour développer librement leur programme de liberté, sans pression de la part des autorités occupantes comme aussi à l'abri des vengeances prussiennes et des abus de pouvoir des fonctionnaires.

Il est certain que si, au moment de la déclaration enthousiaste du 4 décembre, une république rhénane autonome avait été proclamée à Cologne, le fait accompli serait depuis longtemps accepté et de graves difficultés auraient été épargnées aux Rhénans; mais ceux qui, en Europe ou en Amérique, n'avaient pas été témoins de la spontanéité du mouvement auraient pu en méconnaître le caractère et en contester la valeur. La nouvelle Allemagne, dont la République rhénane pourrait devenir l'une des cellules-mères, doit naître, pour être viable, de la volonté spontanée du peuple allemand, si les leçons de l'histoire et de la défaite ne sont pas pour lui lettre morte.

Après la manifestation du 4 décembre, des comités furent nommés qui devaient travailler à la traduire en actes. Le bourgmestre de Cologne, le Dr Adenauer, prenait naturellement la direction du mouvement. Tous les partis furent conviés à y prendre part; plusieurs chefs des partis démocrate et socialiste, Falk, Meerfeld, Sollmann se déclarèrent pour l'autonomie. Une réunion fut convoquée le 1er février à Cologne où vinrent les députés récemment élus à l'Assemblée nationale par les pays rhénans, et les bourgmestres des principales villes. La plupart croyaient qu'une république rhénane autonome allait être proclamée ce jour-là. Mais il parut à quelques-uns

que la défaite du spartakisme à Berlin et la convocation de l'Assemblée nationale à Weimar modifiaient la situation; on ne tarda pas à s'apercevoir que le bourgmestre Adenauer et le comité de Cologne cherchaient à faire échouer les projets autonomistes. La conférence n'aboutit qu'à la nomination d'un Comité qui ne se réunit jamais. Les agents de l'unitarisme prussien avaient atteint leur but et réussi à éviter tout vote, tout plébiscite qui aurait manifesté clairement la volonté des populations. Les violences de la presse prussienne déchaînée contre le mouvement rhénan, les habiletés temporisatrices du bourgmestre de Cologne, l'hostilité déclarée des chefs social-démocrates, tout révélait un mot d'ordre venu de Berlin et de Weimar et radicalement hostile à toutes tendances fédéralistes.

Le mouvement, dévié à Cologne, allait trouver de nouveaux foyers dans le Palatinat et la Hesse. En février, une assemblée de notables se réunissait à Landau et concluait à la proclamation d'une république autonome du Palatinat; une adresse portant ces vœux était remise le 19 au général Gérard, commandant la 8e armée et transmise au gouvernement français. A Mayence et à Wiesbaden s'était formé en janvier un « Comité Nassau Hesse-Rhénane » qui déléguait à la conférence de Cologne le Dr Dorten. Lorsqu'à la fin de février il fut manifeste que le Comité de Cologne ne travaillait qu'à l'avortement du projet de république autonome et ne se réunissait même pas, ce Comité prit la direction du mouvement ; il estimait important de prouver aux Alliés, avant l'ouverture des négociations de paix, qu'une Allemagne existait sur le Rhin et qui était résolue à rompre avec l'esprit prussien, à se séparer de Berlin et à former un État qui se donnerait pour mission de travailler à une paix définitive fondée sur la confiance et la sincérité. Le Comité hessois-nassovien rédigea donc une déclaration, datée du 7 mars, dont voici le texte :

1. Nous demandons que notre sort soit réglé par nous-mêmes.

2. Nous sommes Allemands et voulons, par conséquent, rester dans le cadre de l'Allemagne.

3. Nous protestons contre toute cession de territoire rhénan à l'Ouest et contre toute forme de gouvernement qui peut nous être imposée. La Province rhénane, Nassau et la Hesse rhénane sont un seul territoire. Le rattachement du Palatinat, de la Westphalie et d'Oldenbourg est vivement désiré.

4. Nous sommes fermement persuadés que la réalisation de notre désir assure la paix des peuples. L'État autonome constitué par la décision des territoires rhénans ci-dessus désignés, sera une république pacifique. Elle offre la garantie nécessaire pour la Paix européenne, oppose une digue au flot bolchéviste et assure les rapports paisibles de l'Est et de l'Ouest.

5. Nous voulons donc la fondation immédiate d'une république occidentale allemande et espérons que les autorités compétentes autoriseront sans retard un plébiscite.

6. Le Comité, formé à Cologne le 1er février 1919, s'étant abstenu de toute activité, est considéré comme dissous.

Le Dr Dorten était, en même temps, nommé premier délégué et chargé de communiquer la déclaration non seulement au gouvernement du *Reich* et à celui de la Prusse, mais aux généraux commandants à Cologne, Coblentz et Mayence. Le Comité estimait en effet que la création d'une république rhénane n'était pas, en l'occurrence, un fait intéressant seulement l'Allemagne et les Allemands, mais aussi les États alliés au moment où ils se préoccupaient de rétablir la paix et de reconstituer l'Europe; il appartenait d'ailleurs aux autorités d'occupation d'accorder ou de refuser l'autorisation de procéder à un plébiscite. En attendant, des pétitions furent organisées dont le succès fut général. A Aix-la-Chapelle, par exemple, 52000 électeurs réclamèrent le plébiscite immédiat. La résistance fut vive surtout à Cologne sous l'influence du bourgmestre Adenauer et la haute inspiration de Berlin ainsi qu'à München-Gladbach, où le Centre a le siège de ses organisations sociales et politiques.

Il est très difficile de se rendre un compte exact des remous d'opinion soulevés chez les Rhénans par la grave question de leur avenir; les actions et réactions, à la suite du manifeste du 7 mars, comme plus tard, en juin, après la proclamation de la république rhénane, ne furent pas semblables partout. Parmi les habitants des districts de la province rhénane de la rive droite, qui redoutent avant tout une séparation d'avec la rive gauche, on estime qu'un plébiscite aurait rallié les deux tiers des voix en faveur d'une république rhénane. Au mois d'avril, un notable négociant évaluait ainsi le résultat d'un plébiscite dans toute la Prusse rhénane : pour l'autonomie, 50 pour 100, pour le rattachement à la France, 20 pour 100, pour le ratta-

chement à l'Allemagne, 20 pour 100, indifférents 10 pour 100. Dans la région de Trèves, parmi les paysans des plateaux où le type germanique est rare, les sentiments particularistes, étouffés par l'oppression prussienne et la prospérité matérielle, se réveillent. Dans le Hunsrück, un nouveau parti rural se forme vers la fin d'avril et mène la campagne dans l'enclave de Birkenfeld. Un fait presque général, c'est la disparition de tout sentiment d'attachement à la famille impériale déchue; au contraire, reparaissent les souvenirs du temps où Napoléon apportait aux Rhénans la gloire avec la liberté et l'égalité. Les cérémonies, présidées par des généraux français, dans plusieurs localités de la Prusse rhénane, de la Hesse et du Palatinat, à la mémoire des vieux braves du pays ayant servi sous les drapeaux de la première République et de l'Empereur, ont toujours attiré une assistance sympathique; les familles ne manquaient jamais d'exhiber fièrement des médailles de Sainte-Hélène, des croix de la Légion d'honneur pieusement conservées. En avril, à Worstadt, à une de ces solennités commémoratives, on entendit un fonctionnaire allemand, représentant les familles des anciens soldats, s'écrier : « C'est de ce jour que la liberté nous est donnée! » La résistance se groupe tantôt autour d'un instituteur, d'un industriel, d'un pasteur, plus rarement d'un curé. A Worms, c'est un magnat de l'industrie, un pangermaniste, qui mène la lutte. Mais d'une façon générale, tous les Rhénans indigènes sont autonomistes. C'est antérieurement à la remise du traité de paix que le général Mangin entendit de la bouche d'un bourgmestre d'une ville rhénane un courageux langage qui résume parfaitement ces aspirations. En voici la substance :

« Nous ne sommes pas Prussiens; les habitants de la rive gauche, Gaulois d'origine, n'ont jamais été absorbés par la Prusse. Celle-ci n'a déversé dans le pays que des fonctionnaires, des professeurs, quelques rentiers, mais les paysans, les petits bourgeois sont restés à l'abri de tout mélange. Le Rhénan a connu une ère de liberté et de prospérité sous la première République et le premier Empire. Les traités de Vienne nous ont rattachés à la Prusse, mais celle-ci s'est contentée de nous exploiter, sans nous apporter les mêmes avantages; elle nous a traités en serfs plutôt qu'en citoyens libres... La Prusse ne sait pas s'attacher les populations; c'est au contraire le propre de la France. Nous l'avons attendue de 1815 à 1870; nous

avions espéré que nous tiendrions d'elle la liberté à laquelle nous aspirions et à laquelle elle nous avait habitués. Mais après 71 nous avons désespéré et les esprits se sont tournés ailleurs... Le moment est venu de formuler nos aspirations et de revendiquer nos droits. C'est le moment d'agir, faute de quoi nous sommes perdus à jamais... Nous avions escompté un régime analogue à celui de la Sarre, qui nous aurait permis de nous organiser sous l'égide de la France... Nous paierons notre quote-quart de la dette... Craignant le retour des Prussiens en 1929, personne d'ici-là n'osera parler, ni se laisser ostensiblement gagner par l'influence française... La Prusse socialiste est plus dangereuse que la Prusse monarchiste .. »

Pour qu'un bourgmestre important, un personnage officiel, ose tenir un pareil langage, il faut que le courant soit bien fort et bien vives les espérances.

En mai, le mouvement se précipite. Puisque le traité n'apporte pas aux Rhénans le moyen de se libérer, il faut qu'ils s'organisent pour se libérer eux-mêmes. La *Kölnische Volkszeitung*, le grand organe démocratique du Centre, accentue la campagne. « Nos efforts seront couronnés de succès, » écrit-elle le 25. Au commencement du mois, le docteur Dorten est admis à exposer au général Mangin, commandant la X[e] armée à Mayence, les avantages de la formation d'une République rhénane autonome, mais fédérée avec les autres États allemands. Le 17 mai, le général reçoit une délégation des Comités d'Aix-la-Chapelle et de Nassau-Hesse Rhénane, ayant à sa tête deux députés du Centre, MM. Kastert et Kuckhof. Ils avaient pris soin d'aviser le gouvernement du *Reich* de leur démarche et ils s'y rendirent aussitôt après à Berlin pour exposer au ministre Scheidemann la situation et l'avertir qu'avec ou sans l'autorisation du gouvernement, la République rhénane se ferait. Le ministère publia les communications confidentielles des deux délégués dans les journaux socialistes, en les écourtant et les falsifiant, en même temps qu'il faisait annoncer par l'agence Wolff qu'il ignorait complètement l'affaire; enfin il rédigea un acte, signé par tous les ministres, qui déclarait que les fauteurs du mouvement rhénan étaient coupables du crime de haute-trahison et pouvaient être poursuivis comme tels en vertu de l'article 81 du code pénal et condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

La menace ne resta pas sans effet. Une partie des députés du Centre, sous l'influence d'Erzberger, désavouèrent leurs deux collègues qui durent donner leur démission et quitter l'Assemblée nationale. Mais dans la province rhénane, l'attitude du gouvernement eut pour résultat de décider les partisans de l'autonomie à couper les ponts et à proclamer la République rhénane. Ils ne s'engageaient qu'à regret dans cette voie révolutionnaire, mais l'hostilité de Berlin et la mauvaise volonté de Cologne les y poussaient. Un projet définitif fut mis sur pied le 17 mai. Il s'agissait de former, dans le cadre du *Reich*, un État englobant la Province rhénane, la Hesse, Birkenfeld, le Palatinat et une grande partie du Nassau, soit environ douze millions d'habitants ; cet État invoquerait la protection de la Société des Nations et réclamerait, dans le gouvernement du *Reich*, le droit d'opposer son veto à toute mesure susceptible d'entraîner une guerre dont son territoire serait nécessairement le champ de bataille. On comptait que le mouvement trouverait un écho en Bavière et en Hanovre.

Mais, au dernier moment, la proclamation rencontra des difficultés d'où les comités rhénans ne s'attendaient pas à en voir venir. Le Comité, réuni le 22 mai, à Coblentz, se heurta au refus de l'autorité américaine occupante, d'autoriser la proclamation. A Aix-la-Chapelle, les autorités belges opposèrent le même refus. Les puissances alliées qui auraient eu tout avantage à concerter entre elles une commune attitude en face du mouvement rhénan, semblaient surprises par l'événement. C'est alors que le Dr Dorten résolut d'agir seul. Le comité rhénan (comités d'Aix-la-Chapelle, Bonn, Clèves, Crefeld, Gladbach, Neuss, Trèves) et les comités Hessois-Nassovien et Palatin firent afficher, le 1er juin, à Aix-la-Chapelle, Mayence, Wiesbaden et Spire, une proclamation ainsi conçue :

AU PEUPLE RHÉNAN

Le moment est venu de contribuer nous aussi à l'établissement de la paix des peuples.

Le peuple rhénan demande à être entendu en cette heure d'angoisse dans laquelle son sort se décide.

Toute influence extérieure doit céder devant cette décision inébranlable, née du principe universellement reconnu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le peuple rhénan veut sincèrement une paix qui soit la base de la réconciliation de tous les peuples.

C'est pour cette raison qu'il se détache spontanément des institutions qui sont la cause de tant de guerres : féodalité dégénérée et militarisme. Il élimine ainsi à jamais l'obstacle qui s'oppose à toute véritable paix.

Le projet de traité de paix est nécessité d'une part par les exigences du droit et de la justice, reconnues aussi par le gouvernement allemand : réparer les énormes dommages et dévastations subis par la France et la Belgique et donner des garanties suffisantes contre le retour de nouvelles guerres. D'autre part, il représente un fardeau terrible pour le peuple allemand.

Le plus haut devoir du peuple rhénan est d'aider de tout son cœur à la réconciliation générale et définitive des peuples.

Nous déclarons donc ce qui suit :

Une République Rhénane autonome est fondée dans le cadre de l'Allemagne ; elle comprend la Province Rhénane, le Vieux Nassau, la Hesse Rhénane et le Palatinat.

Cette fondation a lieu sur les bases suivantes :

1. Les frontières restent comme par le passé (Birkenfeld inclus).
2. Des changements de frontières ne peuvent avoir lieu qu'avec l'approbation des populations intéressées ; cette approbation sera établie par un plébiscite.

Le gouvernement provisoire est formé de délégués des Comités soussignés. Il demandera immédiatement l'autorisation de procéder sans retard aux élections de l'Assemblée Rhénane d'après le mode électoral en vigueur pour l'Assemblée Nationale, et de réunir de suite cette assemblée.

Coblence sera le siège du Gouvernement et de l'Assemblée Rhénane. Provisoirement le gouvernement siège à Wiesbaden.

Les administrations provinciales et communales continuent leur activité jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement provisoire prend la place des gouvernements centraux Prussien, Hessois et Bavarois.

Vive la République Rhénane !

Aix-la-Chapelle, Mayence, Spire et Wiesbaden, le 1er juin 1919.

Le Comité Rhénan.
Le Comité Nassau-Hesse Rhénane.
Le Comité Palatin.

En même temps, notification était faite de la proclamation de la République rhénane, par son président, le docteur Dorten, aux puissances occupantes, à la Conférence de la Paix, au

gouvernement du *Reich* allemand à Berlin. Dans tous ces documents, le gouvernement provisoire de la République, établi à Wiesbaden, en Hesse, invoquait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et se réclamait de la Société des Nations.

V

L'initiative du docteur Dorten et de ses amis, bien qu'elle ait été préparée et annoncée par une série d'actes antérieurs, éclata comme une surprise; la timidité des Rhénans fut abasourdie de tant d'audace, déconcertée par l'absence d'estampille officielle et de signature au bas des proclamations; habituée à obéir au mot d'ordre du pouvoir, quel qu'il soit, elle attendit que les autorités alliées, ou le gouvernement, ou les chefs des grands partis locaux, lui dictassent son attitude. Vaine espérance! Les autorités alliées, résolues à ne pas intervenir dans les affaires intérieures allemandes, gardèrent un silence dont les raisons élevées restaient impénétrables à des cerveaux germaniques. Les chefs du Centre, parti prépondérant dans la province rhénane, attendirent plusieurs jours avant de séparer leur cause de celle du docteur Dorten. La *Kölnische Volkszeitung*, qui avait mené la campagne préparatoire, en se dégageant d'une tentative au succès de laquelle elle ne croyait pas, attaquait plus violemment que jamais la politique centraliste de Berlin et prenait la défense des députés Kastert et Kuckhof et de leur attitude. La *Gazette de Cologne* enregistrait la décision du parti du Centre à l'Assemblée nationale et remarquait qu'en désapprouvant l'initiative du Comité de Wiesbaden, le Centre ne condamnait pas l'aspiration à une république rhénane, constituée par les voies légales dans le cadre du *Reich*. La *Germania*, organe berlinois du Centre, n'osait pas non plus désapprouver sans réserves le mouvement : « La population des pays rhénans, disait-elle, a le devoir de montrer une grande retenue; si elle nourrit des sentiments séparatistes et les considère comme justifiés, elle pourra les faire valoir plus tard. » (3 juin.) En résumé, dans les masses, surprise; chez les dirigeants, hésitation, puis recul : tel fut l'effet régional immédiat de l'acte du 1er juin.

Berlin, au contraire, agit avec vigueur. Les chefs social-démocrates prirent partout une attitude hostile à la république

rhénane, mais leurs troupes ne les suivirent pas toujours. Sur un mot d'ordre du gouvernement socialiste, un essai de grève générale fut tenté et très vite arrêté par les autorités militaires d'occupation. Le ministère décida aussitôt de donner aux vœux des Rhénans une apparence de satisfaction en créant une ombre de représentation parlementaire locale. A cet effet fut institué un « Commissaire général pour les territoires rhénans occupés, » assisté de sept conseillers. Le choix de Berlin se porta sur un Prussien authentique, M. von Stark, ancien président du gouvernement de Cologne et naguère chargé de veiller à Potsdam sur la sécurité de l'Empereur. De ses sept collaborateurs, deux seulement furent choisis parmi les membres du Centre, qui compte cependant à lui seul trente-quatre députés, c'est-à-dire plus de la moitié de la représentation parlementaire des pays rhénans, et des deux, un seul était un partisan modéré d'une république rhénane, en sorte que, des sept conseillers qui étaient censés représenter l'opinion rhénane, un seul partageait les sentiments de la majorité des habitants. Le choix de M. von Stark, qui décelait les appréhensions du gouvernement central, apprit aux Rhénans ce qu'ils pouvaient encore craindre de l'oppression berlinoise et fortifia chez eux la résolution de se débarrasser des fonctionnaires prussiens et de régler eux-mêmes leurs affaires.

Il semble avéré que le projet de « République du Rhin moyen » mis en avant, au commencement de juillet, par M. Ulrich, président du Conseil des ministres de Hesse, reçut les encouragements secrets du ministère d'Empire, qui espérait y trouver un moyen de dériver le courant autonomiste; la république de M. Ulrich engloberait le Palatinat, le saillant Nord-Ouest de la Bavière, la Hesse, le Nassau jusqu'à la Lahn, en laissant de côté Francfort, et la province rhénane à l'Est de la Moselle, en excluant Trèves et Coblentz. L'intention de M. Ulrich, qui est un social-démocrate modéré et un protestant, saute aux yeux : il s'agit d'enlever à l'élément catholique, très prépondérant dans la province rhénane, l'influence directrice dans le futur État rhénan. M. Ulrich se déclare résolu à ne réclamer, conformément à l'article 167 de la Constitution, le droit de consulter le peuple par voie de plébiscite qu'après un délai de deux ans. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, la propagande des partisans du projet de M. Ulrich contribua à accli-

mater l'idée d'une république autonome et, par là, à fortifier le mouvement antiprussien.

Une indication intéressante est donnée, au milieu de juin, par l'élection du nouveau Conseil provincial (Landesausschuss) de Birkenfeld; les représentants du parti paysan y dominent. A sa première réunion le Conseil déclare, à l'unanimité de ses vingt-cinq membres, vouloir la séparation d'avec le Oldenbourg, et, à la question : « Accepteriez-vous d'être réunis à une république rhénane, si elle existait ? » vingt-trois voix répondent : « Oui. »

L'acte du docteur Dorten avait eu le mérite de poser la question et de mettre une population trop moutonnière en face de ses responsabilités. Les chefs des différents partis s'étaient abstenus en général d'adhérer au mouvement; mais on s'aperçut, dans les semaines qui suivirent le coup de théâtre du 1er juin, que les cadres des anciens partis se disloquaient pour ne plus laisser face à face que deux tendances : autonomistes et unitaristes, et que, si les chefs se récusaient, les masses se ralliaient d'instinct au parti de l'autonomie. Une pétition pour demander un plébiscite immédiat se couvrit rapidement de 1200000 signatures. La *Kölnische Volkszeitung* reprit sa campagne séparatiste. Le mouvement, parti du Rhin, se répandait dans les États du Sud et dans les provinces prussiennes de l'Ouest. Le temps est désormais passé où les réunions où l'on parlait d'autonomie, de république rhénane, prenaient des airs de complot; la presse en discute ouvertement; les organes du gouvernement négocient à ce sujet avec les partis et les grandes associations. Ainsi l'initiative du docteur Dorten a rendu un double service : elle a porté la question sur la place publique et elle a mis en relief l'impartialité des chefs militaires français et alliés. Le sentiment dominant apparaît de plus en plus : maintien d'une unité allemande fédérative composée d'États autonomes, dislocation de la Prusse et fin de sa suprématie.

De toutes leurs forces encore considérables, le gouvernement du *Reich* et le gouvernement prussien résistent à ce puissant courant : à l'idée d'une fédération des grandes régions naturelles et historiques de l'Allemagne, il oppose l'octroi d'une certaine autonomie administrative aux provinces (1),

(1) La *Gazette de Francfort* du 13 juillet, matin, donne les détails du projet.

palliatif insuffisant qui n'eut aucun succès. Le ministre-président de Prusse, M. Hirsch, se rend à Düsseldorf à la fin de juillet, réunit une conférence de 150 personnes triées sur le volet et fait des déclarations hostiles à une république autonome ; il expose ses projets de réformes administratives qui sont très froidement accueillis. A ce propos le *Vorwärts* (24 juillet, soir) publie un article significatif où s'atténue singulièrement son hostilité à tout projet de république autonome et où la Prusse est assez cavalièrement jetée par-dessus bord :

« Il est incompréhensible, et même tout à fait dangereux, dit-il, que le gouvernement prussien ait adopté, par la voix du Président du Conseil, une attitude de protestation vis-à-vis du problème de la rive gauche du Rhin. Cela est très commode, mais aussi gros de conséquences pour l'Empire; car la pierre est entraînée sur la pente. Le peuple rhénan demande de nouvelles frontières politiques d'après ses besoins économiques. Le gouvernement hessois, aussi bien que les gouvernements prussien et bavarois, sont également intéressés à la question. Le remède ne consiste pas à exprimer sa confiance dans la fidélité à l'État, à élever des protestations; car le danger d'un État particulier qui embrasserait toute la rive gauche du Rhin et rien que celle-ci (république rhénane de Dorten) croît de jour en jour (1). » Puis, faisant allusion à un discours du ministre-président Hirsch qui avait parlé de sa « confiance dans les sentiments allemands de toute la population rhénane et dans son attachement à l'Empire, » le grand organe socialiste continue : « Le gouvernement prussien ne devrait pas s'insurger contre les désirs des populations rhénanes, si cette « confiance » est réelle. Le président Hirsch lui-même n'a pas osé ajouter que cette confiance pourrait s'étendre jusqu'à des sentiments « prussiens » et un « attachement » à la Prusse... L'esprit prussien vit encore et il est aussi incompréhensible pour les Allemands du Sud-Ouest qu'à l'époque de Guillaume. Cela ne peut pas changer si vite et cela ne changera pas. Même si la Prusse déclare qu'elle veut se fondre dans l'Empire, on ne verra encore là qu'une Prusse agrandie... La Prusse est toujours la Prusse, malgré une étiquette social-démocratique... »

Si intéressantes que soient les variations du grand journal

(1) Il n'est pas exact, ainsi que l'allègue le *Vorwärts* pour les besoins de sa cause, que la « République de Dorten » n'embrasse que la rive gauche du Rhin.

du socialisme de gouvernement, les décisions du parti du Centre, dans son Congrès annuel, ont une tout autre portée. Le Congrès de 1919 devait se réunir au commencement d'août; Erzberger, inquiet du progrès des tendances autonomistes, le fit ajourner. Mais le 4 août, les partisans des idées du docteur Dorten se réunirent à Cologne, prirent des résolutions nettement séparatistes et réclamèrent une consultation populaire immédiate. Du 15 au 17 septembre se tint à Cologne le Congrès officiel du parti, patronné par Erzberger et la fraction berlinoise; trois ministres prussiens y assistèrent; l'un d'eux, M. Stegewald, prononça une diatribe violente où il célébrait le prochain réveil de la Prusse et annonçait que le traité ne serait pas exécuté. Malgré cette pression officielle, il apparut que les opinions défendues par le docteur Dorten et ses amis avaient gagné beaucoup d'adeptes, mais que la grande majorité des délégués étaient d'accord, en vue d'événements futurs, pour ne pas provoquer une scission définitive dans le parti. Les vœux adoptés portent cette double marque.

Le député Trimborn, de Cologne, depuis longtemps l'un des principaux chefs du Centre au Reichstag de Berlin, s'exprime ainsi dans son rapport général :

« Les catholiques rhénans, tout en continuant à demander la formation d'un pays rhénan indépendant de la Prusse, se rallient à un point de vue « constitutionnel, » c'est-à-dire, au fond, et sous quelques réserves d'autonomie administrative, à un point de vue plus unitaire que particulariste...

« L'idée unitaire a fait, dans nos rangs comme ailleurs, de grands progrès. La disparition des dynasties rendait cette attitude légitime. Le Centre veut l'État unitaire : mais non point l'État centralisé. Il veut la décentralisation. Il n'abandonne pas ses aspirations fédéralistes : il les accommode simplement à l'évolution des temps... On ne doit pas briser l'étau de l'ancienne Prusse avant qu'un pouvoir fort, définitivement constitué, ait pourvu au remplacement... Si l'idée de la République rhénane ne reste pas vivante pendant deux années encore, c'est qu'elle n'est pas viable. D'ailleurs, il faut permettre la discussion et les travaux préparatoires. »

Voici maintenant le texte complet des vœux adoptés à la presque unanimité :

1° « La réalisation des aspirations rhénanes à l'autonomie dans

le cadre de l'empire allemand, ne doit s'accomplir qu'en solidarité étroite avec la transformation territoriale de l'Empire, en s'inspirant principalement de l'intérêt général de l'Allemagne et par la voie prescrite par la Constitution;

2° Le but dernier du regroupement territorial de notre patrie doit être la création d'un État unitaire allemand organique avec des pays autonomes. Les pays doivent avoir des droits égaux et être autant que possible de valeur égale: ils doivent être constitués autant que possible sur la base de la communauté de nationalité et de la solidarité économique et morale et pourvus de la plus large autonomie administrative;

3° Au cas où l'État unitaire décrit aux paragraphes 1 et 2 apparaîtrait irréalisable, on cherchera à former un nouvel État confédéré suivant l'article 18 de la Constitution;

4° Nous reconnaissons sans réserves la Constitution allemande et ses dispositions au sujet du regroupement territorial de l'Allemagne. Nous espérons que le Gouvernement et les représentants du peuple ne maintiendront pas le délai de deux ans prévu par l'article 167, au cas où la nécessité nationale des intérêts vitaux de la région rhénane demanderait la suppression immédiate de ce délai;

5° Pour la période intermédiaire, nous demandons la plus large autonomie pour les provinces prussiennes. Le semblant d'autonomie qu'on laisse prévoir en Prusse ne saurait être accepté par la population rhénane;

6° Quiconque s'associe à des tendances qui recherchent, sans l'avouer, une séparation d'avec l'Empire nuit aux intérêts nationaux, moraux et économiques de la population rhénane et se met en dehors du parti allemand du Centre;

7° Le Congrès invite le gouvernement de l'Empire à réaliser le plus tôt possible la réorganisation intérieure de l'Empire dans le sens qui a été dit.»

On a l'impression très nette, en lisant le rapport opportuniste où le vieux routier parlementaire qu'est M. Trimborn cherche à donner satisfaction à toutes les opinions, et le texte des vœux adoptés, que ces derniers sont le résultat d'un compromis. Les divergences, qui furent vives, ont été voilées. Les amis du D[r] Dorten firent acclamer par la grande majorité de l'Assemblée l'idée d'un parlement rhénan; ce furent les chefs du Centre qui empêchèrent de formuler une résolution en ce sens. Éclairés par ces dissentiments, les séparatistes comprirent qu'à une situation nouvelle il faut des hommes nouveaux; il leur sembla que les chefs du Centre, trop compromis

dans l'ancienne politique, n'étaient pas qualifiés pour conduire l'Allemagne républicaine vers ses futures destinées; ils résolurent de chercher leur appui dans le pays même et fondèrent l'*Union populaire rhénane* où entrèrent, sans distinction de parti ou de religion, tous les partisans d'une politique séparatiste. Des groupes sont fondés dans chaque village ; un comité directeur, dont le président n'est pas encore désigné, est à la tête de l'association. Le programme, daté du 10 novembre 1919, a été publié à cette date dans tous les grands journaux et affiché dans les zones anglaise et américaine. L'Union englobe « les pays rhénans, » c'est-à-dire : Province rhénane, Nassau, Hesse rhénane, Starkenbourg, Palatinat ; deux secrétariats se trouvent l'un à Cologne, l'autre à Wiesbaden. Pour la première fois apparaissent, dans un document d'allure quasi officielle, des expressions telles que « la nation rhénane; » un article du programme demande « la diffusion de la civilisation rhénane, de l'amour du pays et de ses traditions. » L'Union veut une confédération allemande, mais, pour les Rhénans, « l'union de toute la race rhénane en un seul État confédéré, dont l'établissement prochain doit être réalisé par tous les moyens. » Dans les territoires occupés sera créée immédiatement « une représentation populaire auprès de la Haute-commission à Coblentz. » La démocratie rhénane s'appuiera « sur des bases foncièrement religieuses, » mais elle a un programme social très développé. Les questions économiques doivent passer au premier plan; elles seront traitées en plein « accord entre tous les États de la nation rhénane. »

VI

Avec la fondation et les progrès de l'*Union populaire rhénane*, la question des pays rhénans entre dans une phase nouvelle. D'une part, les séparatistes, brisant les cadres des anciens partis, constituent eux-mêmes un grand parti avec un programme général de réformes politiques et sociales. Ils reviennent ainsi à cette politique sociale, qui fit autrefois la force et la popularité du Centre, la gloire d'un Windthorst ou d'un Mallinckrodt, et que le parti, depuis la mort de Bismarck, a désertée pour sacrifier aux idoles pangermanistes. D'autre part, la question rhénane apparaît de plus en plus en corrélation avec la

future constitution de certaines autres parties de l'ancien Empire allemand, où le mouvement autonomiste, en ces derniers mois, a pris un développement caractérisé.

Au Congrès du Centre, à Cologne, nous avons vu que l'unité du *Reich* allemand n'était pas discutée. Ce qu'il s'agit de savoir, ce n'est donc pas s'il existera une unité allemande, mais quels en seront la forme, la constitution et l'esprit, quels seront les droits respectifs des États ou des pays qui la composeront, et de l'organe fédéral. Le projet du ministre Preuss, qui supprimait tous les anciens États historiques pour tracer de nouvelles circonscriptions administratives, est abandonné. Parlant au président du *Reich*, venu à Stuttgard en août dernier, le ministre de l'Intérieur du Wurtemberg s'élevait contre tout essai de « centralisation à l'exemple de la Révolution française de 1789, » et déclarait que « l'Allemagne ne pouvait pas être gouvernée ni administrée par un seul centre. » Mais quels seront les « centres » et quels seront les droits de chacun d'eux? C'est le même problème qu'a traité, devant l'Assemblée nationale, le 16 octobre, le ministre de l'Intérieur Koch. « La question essentielle sera de savoir, disait le lendemain la *Gazette de Francfort*, si chaque pays, chaque État particulier pourra prendre lui-même les décisions à venir suivant ses désirs ou ses intérêts particuliers, ou si l'Empire seul aura le droit de prendre ces décisions conformément aux besoins de l'ensemble de la nation et de la patrie allemande. » Que la nouvelle constitution ait « prescrit cette seconde voie, » la *Gazette de Francfort* s'en félicite et demande qu'on y persévère, mais c'est vers d'autres solutions que, dans les parties occidentale et méridionale du *Reich*, incline l'opinion publique. La politique d'Empire a entraîné l'Allemagne aux abîmes, elle a soulevé contre elle la réprobation universelle ; c'est un risque que sont résolus à ne plus courir les anciens pays historiques que la Prusse a conquis ou forcés par les armes à entrer dans l'Empire ; ils ne veulent plus qu'une étroite dépendance les oblige à recevoir de Berlin, tantôt la guerre par la volonté des Hohenzollern, tantôt la révolution par la volonté de la démagogie.

Ainsi se pose aujourd'hui le problème, et c'est le mérite des pays rhénans d'en avoir formulé les termes. Mais le mouvement est loin de se limiter aux pays rhénans. Sans parler d'une « Grande Thuringe » qui se cherche, et d'une Saxe qui ne veut pas

être absorbée, un profond travail politique s'accomplit actuellement dans les États du Sud. En Bavière, le parti populaire *Bayerische Volkspartei*, dont le chef est le Dr Heim, mène une campagne très active et très fructueuse contre la fraction du Centre allemand inspirée par Erzberger et s'est définitivement séparé d'elle. Les associations paysannes, très puissantes en Bavière, combattent à la fois la trop grande influence des organisations ouvrières qui prennent leur mot d'ordre à Berlin et la nouvelle constitution d'Empire trop centralisée à leur gré; elles sont nettement particularistes, royalistes et antisocialistes. Le D Heim, qui est à la tête de toutes ces associations rurales, n'hésite pas à qualifier de « traîtres au pays » les députés bavarois qui ont voté cette constitution. « Je suis fédéraliste, s'écriait le Dr Heim au récent congrès de Munich, parce que je vois dans le fédéralisme le salut de l'Allemagne. » Et le ministre des Finances de Bavière, M. von Speck, déclarait dans un meeting : « L'Allemagne ne peut vivre qu'avec le système fédéraliste. Prochainement le peuple bavarois se prononcera par voie de plébiscite sur cette question vitale. » Le parti populaire, sous la direction du comte von Bothmer et du Dr Heim, a créé l'Union allemande, *Deutscher Bund*, qui se propose d'entrer en contact avec les partis fédéralistes qui, dans les autres pays allemands, se donnent pour programme de lutter contre la centralisation « suivant le modèle français, » et d'empêcher l'Allemagne de devenir une Grande Prusse. Le parti se prépare à mener énergiquement la lutte au moment des élections qui auront lieu en avril; il peut compter sur l'appui des conservateurs et de beaucoup de libéraux revenus des expériences socialistes. S'il l'emporte, le comte von Bothmer et le Dr Heim tendront la main au parti autonomiste et fédéraliste rhénan dirigé par le Dr Dorten, dont les intérêts et les tendances concordent sur les points essentiels avec les leurs.

L'activité politique de la Bavière et des pays rhénans trouve un écho très sympathique en Hanovre où le parti guelfe, dirigé par M. von Thannenberg, compte des partisans de plus en plus nombreux et dont l'activité s'étend jusque dans le Brunswick et le Oldenbourg, et même jusqu'aux anciennes villes libres de Brême et de Hambourg. Entre les chefs de ces différents mouvements s'établit tout naturellement un programme commun dont les deux points fondamentaux sont : plus de supré-

matie prussienne, plus de directions néfastes venues de Berlin; formation d'un certain nombre d'États allemands égaux entre eux, jouissant d'une autonomie très complète et constituant une fédération.

Ainsi se précise et mûrit la question du Rhin; elle est liée aujourd'hui à tout le problème de la constitution nouvelle de l'Allemagne. Partout des partis autonomistes et fédéralistes puissants s'organisent; ils ne sont pas toujours entièrement d'accord sur le but final à atteindre: il y a plus que des nuances entre la conception de M. Trimborn qui ne dépasse guère l'autonomie administrative, et celle du groupe du docteur Dorten qui veut une fédération d'États jouissant d'une très large autonomie, ou encore celle du parti populaire bavarois, ou enfin la conception socialiste Hessoise de M. Ulrich qui admettrait une fédération plus centralisée sans qu'aucun des États puisse exercer une prépondérance sur les autres. Mais les représentants de ces différentes conceptions sont tous d'accord que le premier stade doit être : plus d'hégémonie prussienne. Par une étrange ironie de l'histoire, c'est le parti social-démocrate qui reprend à son compte la politique unitaire et centraliste, la politique de conquête en Allemagne et hors d'Allemagne que conduisit autrefois son grand adversaire Bismarck.

VII

Que de fois, avant la guerre, n'avons-nous pas entendu dire par des gens qui avaient séjourné en Alsace-Lorraine et qui se croyaient bien renseignés : « la germanisation fait de grands progrès; il reste bien peu de choses du sentiment français.... » Or, il restait tout; la germanisation, depuis dix ans, n'avait fait que reculer. Quand on se représente tout ce que la Prusse a fait, depuis 1815, pour prussianiser les pays du Rhin, aux fonctionnaires qu'elle y a envoyés, aux écoles, aux universités, aux casernes qu'elle y a multipliées et où le cerveau malléable des indigènes devait recevoir l'empreinte indélébile, au prestige que donnent la victoire et la prospérité matérielle, à cet étau prussien qui comprimait les âmes dans une doctrine d'État comme il sanglait les corps dans un uniforme, on est stupéfait de retrouver si vivant le caractère original des populations indigènes et de le voir se manifester par des aspirations

de plus en plus précises vers l'indépendance et la liberté.

Ce peuple, qui se réclame du principe des nationalités, a le droit d'être entendu au moment où s'édifie une Europe nouvelle fondée sur le respect de ce principe même ; il ne prétend pas se dissocier d'avec les autres rameaux du grand arbre germanique, mais il réclame le droit de se gouverner lui-même, de n'être plus entraîné dans une guerre, pour des intérêts ou des querelles qui lui sont étrangers, contre un peuple qui a eu sur son développement national et sur sa civilisation une influence séculaire et bienfaisante. Gardons-nous, avec notre esprit latin toujours porté à généraliser et à simplifier, de juger les autres pays d'après le nôtre. La nationalité française, adéquatement réalisée dans la nation française, est la plus ancienne, la plus unifiée, la plus cohérente de l'Europe. Nous portons en nous, comme un héritage de la Rome des Césars et de la Rome des Papes, la notion, le culte de l'unité. Il n'en va pas de même des autres nations. Le peuple anglais, dont la conscience nationale est, avec la nôtre, la plus ancienne, n'a-t-il pas une Irlande qui le hait, voire un Pays de Galles et une Écosse qui ne veulent pas être confondus avec l'Angleterre? Le ciment de l'unité italienne est encore tout frais. L'Espagne est travaillée par le particularisme provincial. La guerre et la révolution ont disloqué la Russie. L'histoire de la France est celle de son unité ; depuis ses origines, elle est en marche vers l'unification et la centralisation ; ses traditions sont toutes de concentration, de fusion. Tout opposée est la loi du développement des pays allemands; elle est faite de particularisme, d'autonomies municipales, régionales, de fédéralisme. L'Allemagne a acclamé Luther parce qu'il défendait l'indépendance des princes et des villes contre le Pape et l'Empereur. L'unité allemande a été imposée par le canon et les baïonnettes; elle est l'œuvre des Prussiens dont le sang n'est guère allemand ; c'est la conquête prussienne qui a brisé les particularismes historiques, foulé aux pieds le droit des peuples et prétendu ramener l'esprit allemand au niveau peu élevé de la mentalité prussienne en obligeant l'Allemagne à entrer dans l'armature étroite et rigide du caporalisme et du fonctionnarisme prussiens. Mais, sous la chape de plomb, l'âme historique de l'Allemagne a survécu; elle réapparaît aujourd'hui dans sa pluralité, dans sa variété ; elle tend à revenir à la loi de son évolution

traditionnelle. Dans la détresse, les Français, comme un troupeau menacé par les fauves, se serrent les uns contre les autres, font bloc autour du gouvernement et de la capitale ; les Allemands, au contraire, se disjoignent ; chacun tourne les yeux vers son groupe naturel, vers sa capitale historique, et il apparaît à chacun que le meilleur moyen d'être un bon Allemand, est d'abord d'être un bon Rhénan, un Bavarois, un Hanovrien, un Saxon. Voilà d'abord ce qu'il faut bien voir quand on veut comprendre les mouvements qui agitent l'Allemagne depuis sa défaite et la chute des trônes.

Le mouvement autonomiste, dont nous avons relaté les différentes phases, n'est nullement artificiel, nullement provoqué par les alliés vainqueurs; il a ses racines jusque dans l'histoire lointaine des pays allemands, dans leur constitution géographique même; il répond aux aspirations instinctives et profondes des peuples. Il était naturel que la région rhénane fût celle où ces tendances autonomistes se manifestassent le plus tôt et avec le plus d'énergie, non parce qu'elle est occupée par les troupes alliées, mais parce que, à travers les siècles, c'est là que l'histoire et la civilisation allemandes se sont développées avec le plus d'éclat et d'intensité au contact de la civilisation latine de l'Occident. Ce peuple a le droit de disposer de ses destinées et ce serait mal interpréter le principe des nationalités, sur lequel repose tout l'édifice de la paix, que de lui en contester le bénéfice.

Lorsque, de Berlin, on cherche à discréditer le mouvement rhénan, on l'accuse de servir les intérêts de l'étranger, de trahir la patrie allemande et de n'exister que par la protection des armées victorieuses. En réalité, si les autorités d'occupation avaient, durant cette première année, été autorisées par les gouvernements alliés à soutenir ouvertement les aspirations autonomistes, la République rhénane serait aujourd'hui une réalité vivante. Le mot d'ordre, que ces populations, peu habituées à l'initiative, attendaient, ne fut pas donné. Fut-ce par un respect exagéré pour un principe mal interprété? Fut-ce par une étrange méconnaissance du caractère vrai des revendications rhénanes? L'histoire le dira, car nous ne pouvons croire que ce soit par une opposition de nos alliés qui dénoterait chez eux, outre des sentiments qui ne peuvent pas être les leurs, une incompréhension radicale de leurs propres intérêts

et de la situation politique dans l'Europe d'après la guerre.

Si la liberté rhénane est une plante naturelle, produit du terroir et de l'histoire, c'est une plante délicate dont les premiers ans ont besoin d'être protégés contre les ennemis qui la voudraient détruire. La fureur des Prussiens aurait frappé les hommes énergiques qui se faisaient les porte-parole du peuple rhénan et aurait étouffé toute velléité d'autonomie par les procédés qui lui sont habituels, si les chefs des armées alliées ne s'y étaient opposés. Dans la zone française, le général Mangin, commandant la 10e armée française en Hesse et dans une partie de la Prusse rhénane, et le général Gérard, commandant la 8e armée dans le Palatinat, se sont acquittés de cette tâche délicate avec une fermeté et une réserve qui leur ont gagné la confiance des populations : elles se sentaient protégées sans redouter de se trouver contraintes. Lorsque, au mois d'octobre dernier, les deux grands chefs français, ainsi que le général Fayolle commandant du groupe d'armées, furent simultanément remplacés, par suite d'une organisation nouvelle, par le seul général Degoutte, il y eut parmi les Rhénans, surtout dans la zone du général Mangin, outre des regrets justifiés, quelque incertitude et quelque appréhension. De fait, ils purent se demander si le nouveau commandant en chef n'avait pas reçu des ordres trop rigoureux d'abstention, quand ils le virent refuser l'autorisation, accordée dans les zones des autres armées alliées, d'afficher dans la zone française, de beaucoup la plus étendue, la proclamation de l'*Union populaire rhénane*. Les Rhénans ont pu se rendre compte que l'éminent chef qu'est le général Degoutte, pas plus que ses glorieux prédécesseurs, ne les abandonnera aux vengeances prussiennes. Le récent complot qui a menacé la vie du Dr Dorten leur en a fourni la preuve.

Déjà, à trois reprises différentes, par ordre des autorités de Berlin, le Dr Dorten avait été arrêté, deux fois par les autorités prussiennes en zone anglaise et américaine, une fois par les autorités hessoises en zone française ; il s'agissait d'enlever le chef du mouvement séparatiste, de le transporter en territoire non occupé pour lui intenter un procès de haute trahison. Chaque fois ces tentatives de violence et d'arbitraire ont été déjouées par les autorités militaires alliées et le Dr Dorten remis en liberté. Cette fois il s'agissait de le supprimer comme l'a été Kurt Eisner. Le chef de la police de Wiesbaden et trois de ses

agents ont été arrêtés le 19 janvier par les autorités françaises ; à l'instigation d'un ministre socialiste prussien ils auraient soudoyé et armé un assassin pour débarrasser les gouvernants de la Prusse et du *Reich* d'un patriote rhénan dont les idées et les succès paraissent à Berlin de plus en plus dangereux. Cette affaire, qui n'est pas éclaircie à l'heure où nous écrivons, prouve en tout cas l'efficacité vigilante de la protection des autorités alliées.

Après la mise en vigueur du traité, le commandant de l'armée d'occupation n'a plus qu'un rôle strictement militaire, la direction politique relevant de la haute commission interalliée siégeant à Coblentz sous la présidence de M. Paul Tirard, assisté d'un haut commissaire anglais, américain et belge. « Les administrations allemandes, disons pour être plus précis et exact, les administrations prussiennes, reprenant l'entière disposition et l'entière autorité sur les services publics de la rive gauche du Rhin, la commission interalliée conserve simplement, aux termes du traité de paix, le droit de veiller à la sécurité des armées d'occupation et de prendre toutes mesures de protection, de façon à préserver les troupes d'occupation contre les désordres éventuels (1). » Dans la limite de ses attributions, la Commission a le droit de rendre des ordonnances qui ont force de loi et, si limité que paraisse au premier abord son pouvoir, il est en réalité très étendu, puisque c'est en définitive à la Commission, s'appuyant sur les armées occupantes, qu'incombe la charge et la responsabilité de l'ordre. « Personne en France, conclut M. Tirard, pas plus que dans les autres démocraties alliées, personne n'admettra que la force des baïonnettes qui ont combattu pour la liberté, vienne soutenir une administration de tyrannie au profit de qui que ce soit. »

Les Alliés ont combattu pour délivrer l'Europe du danger permanent du « militarisme prussien. » Or les Allemands, eux aussi, ou tout au moins une partie d'entre eux, demandent à être délivrés du régime prussien, dont le « militarisme » est l'expression la plus complète A ceux-là les Alliés ne peuvent refuser leur appui. La France, tout particulièrement, peut et

(1) Discours de M. Paul Tirard, haut-commissaire de la République dans les provinces du Rhin, au banquet de l'Union des grandes associations françaises, le 22 octobre 1919.

doit avoir une politique rhénane, ou plutôt une politique allemande. La France de 1871, vaincue et mutilée, repliée derrière les Vosges, pouvait rester, en face de l'Allemagne, dans une attitude de réserve et d'expectative; victime de la force, elle attendait l'heure de la justice. Mais la France de 1920, la France victorieuse, revenue sur le Rhin, n'est pas libre de ne pas avoir en Allemagne une politique active. Alsace oblige. Cette politique a été très heureusement définie, à la Chambre et au Sénat, par plusieurs orateurs, notamment par M. Maurice Barrès qui s'est trouvé d'accord sur les points essentiels avec M. Albert Thomas; elle a été approuvée par la presque unanimité du Parlement; elle se formule d'un mot, chargé de sens et d'histoire: c'est la défense des libertés germaniques.

Les bords du Rhin, dont la rive gauche tout entière et la rive droite jusqu'à 50 kilomètres sont interdites par le traité de Versailles aux troupes du *Reich* allemand, peuvent devenir comme un champ d'expérience où la civilisation occidentale, représentée surtout par la France et la Belgique, viendra se mesurer, dans une concurrence pacifique, à la civilisation allemande. Les populations rhénanes reprendront ainsi leur grand rôle historique et retrouveront leur personnalité nationale. La France, d'accord avec ses alliés, peut et doit les y aider. Nous n'avons pas à dire par quels moyens d'ordre économique, politique et moral elle peut y parvenir. En décrivant la naissance et le développement, dans la région rhénane, d'un mouvement autonomiste, nous avons essayé d'établir la légitimité et la nécessité d'une telle politique dans l'intérêt de la France, de l'Allemagne elle-même et de l'humanité. Le traité de paix est entré en vigueur. La Société des Nations et les gouvernements sont saisis des notifications et des demandes pressantes des Rhénans auxquelles il va falloir enfin donner une réponse. La paix de l'avenir dépend de la solution que les Alliés sauront donner à la question d'Occident.

RENÉ PINON.

LA RUINE
DE LA
CIVILISATION ANTIQUE

II [1]

LA CRISE DU TROISIÈME SIÈCLE

I

Alexandre Sévère fut tué au début de l'an 235, par une sédition à la tête de laquelle se trouvait un Thrace, Maximin. Sa valeur et la protection de la famille de Septime Sévère avaient permis à Maximin d'arriver aux plus hauts grades de la milice, bien qu'il parlât fort mal le latin. Il représentait donc les races les plus barbares de l'Empire, qui, profitant des révolutions ou des guerres civiles et du despotisme oriental de la famille de Septime Sévère, tâchaient de prendre la place des vieilles familles de l'aristocratie sénatoriale. Alexandre Sévère mort, les légions proclamèrent Maximin empereur à Mayence. La révolte contre Alexandre Sévère, qui voulait rétablir l'autorité du Sénat, et l'élévation à l'empire de ce Thrace nommé par les légions, étaient un défi jeté par le nouveau despotisme militaire au seul principe de légitimité qu'il y eût alors et qui était représenté par le Sénat; un défi, par conséquent, à l'ordre légal qui reposait depuis tant de siècles sur l'autorité du Sénat. Septime Sévère et ses successeurs avaient encore cherché à justifier leur propre despotisme en invoquant, pour la forme

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1919.

tout au moins, l'autorité du Sénat : avec Maximin, c'est la rupture nette. La force reniait le seul principe d'autorité qui pouvait la justifier, et affirmait sa volonté de trouver en soi-même les titres nécessaires à l'exercice du pouvoir.

Maximin ne se préoccupa, en effet, que d'avoir l'appui des légions : il ne rechercha même pas la validation du Sénat, et gouverna comme si celui-ci n'existait pas. Tout affaibli et déprimé qu'il fût, le Sénat ne l'était cependant pas au point de supporter sans réagir une pareille humiliation de la part d'un Thrace. Ce qui se passa alors à Rome n'est pas bien connu : on ne peut que le déduire à grand'peine des informations fragmentaires qui sont parvenues jusqu'à nous. Ce qui est certain, c'est que le Sénat nomma deux empereurs : Pupien et Balbin, le premier un soldat de grande valeur qui, parti de rien, était arrivé aux plus hauts grades ; le second, un sénateur d'intelligence médiocre, mais très estimé, et de haute lignée. Le mérite personnel et la noblesse de race étaient donc appelés par le Sénat à prêter ensemble leur appui à son autorité expirante. Un principe de légitimité a toujours besoin de la force pour se faire respecter ; mais il n'est pas dit que si ce principe et cette force entrent en conflit, ce soit toujours le premier qui doive fatalement succomber. En se révoltant contre le principe d'autorité dont elle ne devrait être que l'instrument, la force parfois s'affaiblit. Ainsi en fut-il alors. Les deux empereurs réussirent, avec l'aide du Sénat, à constituer un gouvernement qui réussit à se faire reconnaître comme le gouvernement légitime par un certain nombre de provinces et qui organisa une armée contre l'usurpateur. Maximin ne tarda pas à comprendre que si le gouvernement de Rome se consolidait, il pourrait devenir dangereux pour son pouvoir, qui ne s'appuyait que sur la faveur d'un certain nombre de légions. Il projeta de l'abattre ; il vint avec son armée en Italie et mit le siège devant Aquilée qui lui barrait le chemin. Mais en Italie toute la population était favorable au Sénat et contraire à l'usurpateur ; et au contact du respect universel, inspiré par l'institution qui représentait la légalité, la fidélité des légions commença d'être ébranlée. La résistance obstinée d'Aquilée acheva l'œuvre ; et au printemps de 238, Maximin fut assassiné sous les murs d'Aquilée par les mêmes soldats qui l'avaient porté au pouvoir.

Le Sénat, Rome, l'Italie et la légalité avaient triomphé des

légions semi-barbares et de la force en révolte. Mais la victoire de la légalité sur la force dura peu. La discorde se mit entre Pupien et Balbin; le Sénat ne sut pas profiter de la victoire et irrita les soldats sans les désarmer. Avant la fin de l'année 238, une nouvelle révolte militaire avait mis à mort Pupien et Balbin et proclamé empereur Gordien. La force avait eu sa revanche. Pendant ce temps, les Carpes et les Goths traversaient le Danube; les Perses envahissaient la Mésopotamie et menaçaient la Syrie. Gordien était jeune et inexpérimenté. Par bonheur il avait trouvé dans son préfet du prétoire, Timésithée, un homme intelligent, capable, et, — qualité rare en ces temps-là, — fidèle. Timésithée réorganisa l'armée et chassa les Perses, les Goths et les Carpes. Ces succès et la grandeur du danger atténuèrent la discorde entre le Sénat et les légions, entre la légalité et la force. Bien qu'élu par ces légions, Gordien ne rencontra pas d'opposition au Sénat. Malheureusement Timésithée mourut en 243, et Gordien ne trouva rien de mieux pour le remplacer qu'un officier supérieur de l'armée, de nationalité arabe, Jules Philippe. C'était un valeureux soldat, mais il n'était pas aussi fidèle que son prédécesseur. Il voulut être, non le subordonné, mais le collègue de Gordien; il obligea les soldats à demander pour lui cet honneur, et, devant le refus de Gordien, il le fit assassiner.

C'était la quatrième révolte militaire qui triomphait en quelques années. La force l'emportait de plus en plus sur la légalité, affaiblie et discréditée dans le pouvoir chancelant du Sénat, auquel la violence des légions faisait échec de toutes parts. En effet, cette dernière révolte eut dans tout l'Empire des répercussions beaucoup plus graves que les précédentes. L'autorité impériale affaiblie au centre, la révolte s'étendit aux provinces; de nombreux prétendants surgissent partout; l'exemple devient contagieux. Du moment que les légions élisent l'empereur, pourquoi ce privilège serait-il réservé à celles d'une province plutôt qu'à celles d'une autre? Chaque groupe de légions veut son empereur. La force, en l'absence d'un principe d'autorité unificateur, tend toujours à se morceler et à se briser. Le danger devient bientôt si sérieux, qu'une réaction se produit en faveur du Sénat. Épouvantés, les hommes se tournent vers le seul principe d'autorité qui subsiste encore, en dépit des nombreux outrages reçus. Tout Arabe

qu'il est, Philippe s'adresse au Sénat pour se faire valider, espérant ainsi donner à son autorité un caractère de légitimité qui manque à celle de ses concurrents. Et le Sénat se résigne à le reconnaître, préférant avoir à Rome un empereur qui, bien qu'élu par une sédition, cherche du moins à être confirmé par lui. Mais c'est en vain que les hommes ont recours dans le besoin aux principes d'autorité, qu'ils ont affaiblis pour satisfaire leurs ambitions. Pendant que Philippe cherchait à consolider sa position en Italie en se rapprochant du Sénat, les Goths envahissaient de nouveau l'Empire; et les légions du Danube, mécontentes de voir l'Empereur rester en Italie quand les frontières de l'Empire étaient violées par les Barbares, annulèrent les décrets du Sénat et saluèrent empereur le gouverneur de la Dacie et de la Mœsie, Dèce. Une nouvelle guerre civile éclata. Dèce vint en Italie, battit Philippe à Vérone et le tua; puis il repassa les Alpes pour aller combattre les Goths. Mais sans grand résultat, car en 251 il mourait sur le champ de bataille. C'était le premier des empereurs romains qui mourait en combattant les Barbares. Et il est facile d'imaginer l'impression que devait produire cet événement! Les légions, qui désormais croyaient pouvoir disposer de l'Empire, s'empressèrent de proclamer le gouverneur de la Mœsie, Trébonien Galle. Mais Trébonien, lui aussi, au lieu de combattre les Goths, préféra traiter et acheter la paix argent comptant. Alors les légions se révoltèrent encore et appelèrent à l'empire le gouverneur qui lui avait succédé en Mœsie, Émilien. Une nouvelle guerre civile s'ensuivit, où Trébonien fut défait. Et de nouveau l'autorité du Sénat fut invoquée pour donner au nouvel Empereur un caractère légitime, propre à le fortifier dans son gouvernement. Le Sénat reconnut Émilien; mais à peine reconnu, ses légions, pour des raisons qu'on ignore, se révoltèrent, le massacrèrent et saluèrent empereur Valérien (253).

Dix-huit ans s'étaient écoulés depuis la mort d'Alexandre Sévère : dix-huit années de séditions continuelles. L'autorité du Sénat était détruite, et avec elle la pierre angulaire de la légalité. Toute règle et tout principe fixe écartés pour l'élection de l'Empereur, l'élection livrée aux caprices des légions, la force capable de maintenir l'ordre n'existait plus. Les révoltes militaires se multipliaient, stimulées par l'émulation, par la

certitude de l'impunité et par l'espérance du butin. Les guerres civiles naissaient les unes des autres, affaiblissant partout la défense des frontières. L'Empire commence à devenir la proie des Barbares qui, enhardis par la faiblesse croissante du colosse, l'attaquent de tous côtés. Entre 254 et 260, les Goths envahissent de nouveau la Dacie, la Macédoine, l'Asie Mineure : les Allemands et les Francs se jettent sur la Gaule ; une nouvelle race germanique, les Saxons, fait son apparition sur la mer, le long des côtes de la Gaule et de la Bretagne ; des troubles graves éclatent en Afrique, et de nouveaux dangers menacent l'Orient, où l'Arménie et la Syrie retombent sous l'influence persane. Comme si tous ces malheurs ne suffisaient pas, une terrible épidémie de peste fit rage ces années-là, dépeuplant des régions entières de l'Empire.

Valérien, qui était un sénateur de noble famille et d'une certaine capacité, s'entendit alors avec le Sénat, et, d'accord avec celui-ci, s'efforça de parer aux terribles difficultés du moment par une mesure appelée à entraîner peu à peu une dislocation complète de la civilisation antique : le partage de l'Empire. Il nomma César son fils Gallien, et lui assigna les provinces de l'Occident, se réservant celles de l'Orient. L'unité de l'Empire, la grande œuvre et la grande pensée de Rome, était brisée pour la première fois. L'idée qui avait décidé cette réforme est claire : renforcer l'autorité impériale et avec elle tout le gouvernement affaibli, en restreignant le champ trop vaste où elle devait agir. Mais c'était là un remède de nature, pour ainsi dire, géométrique, qui ne pouvait pas guérir un mal de nature morale. Le gouvernement était faible, parce qu'il n'avait plus de titres qui fussent indiscutables et universellement reconnus ; le partage du pouvoir ne pouvait pas détruire un vice d'origine. Pendant que Gallien cherchait à contenir de son mieux les invasions germaniques en Occident, Valérien tentait une grande expédition contre la Perse. Mais en 259 ou en 260, il est fait prisonnier par les Perses, et il va mourir en captivité, on ne sait ni où ni quand. Peu d'années auparavant, un empereur était tombé sur le champ de bataille, en combattant les Barbares ; maintenant, un empereur était fait prisonnier ! C'était là un coup terrible à l'autorité impériale dont l'effet se fit bientôt sentir. Une sorte de démembrement de l'Empire suit de près cette catastrophe.

Dès 258, les légions de Gaule avaient salué empereur Posthume. Posthume, qui était un homme de mérite, parvint, après la mort de Valérien, à se faire reconnaître en Espagne et en Bretagne, et il fonda un empire gallo-ibérique qui dura jusqu'en 267, en dépit des attaques de Gallien. Au même moment, en Orient, un général de Valérien, Macrien, avec l'aide de la ville de Palmyre et du plus riche et plus puissant de ses habitants, Odenath, avait de sa propre initiative combattu les Perses et les avait chassés, sauvant ainsi les provinces les plus riches de l'Orient. Mais encouragé par ce succès, il jugea bon de s'emparer de l'Empire en faveur de ses deux fils.

Odenath au contraire demeura fidèle à l'Empereur et avec le titre de *dux Orientis*, il se mit en guerre contre Macrien. L'Occident et l'Orient étaient démembrés ou sur le point de l'être. L'audace des Barbares augmentait à mesure que l'Empire s'affaiblissait. En 261 les Alamans réussissent à envahir l'Italie et ce n'est que sous les murs de Milan que Gallien parvient à les battre. Peu après les Francs font leur première apparition, envahissant la Gaule et l'Espagne, et poussent, à ce qu'il semble, jusqu'en Afrique. Les Barbares de l'Europe orientale, les Goths, les Hérules, les Sarmates, pillent les rivages de la Mer Noire, forcent les Dardanelles et pénètrent en Grèce et en Asie. En 267 les Hérules bivouaquent dans la Grèce sacrée, à Athènes, à Corinthe, à Argos, à Sparte. Faible et incapable, Gallien ne sait rien opposer à tant de calamités; le désespoir s'empare des populations; chaque province, chaque région, espérant se mieux défendre seule, se révolte et se donne un empereur particulier. Pendant les dernières années de la vie de Gallien, les prétendants, les « tyrans » comme les nomme l'histoire, sont si nombreux et si passagers, qu'il est presque impossible d'en retracer l'histoire. En Germanie, où la guerre contre l'Empire romain était en train de devenir, — pour employer des mots modernes mais qui conviennent aussi au passé, — la grande « industrie nationale, » on comprit alors que le moment était propice pour tenter un grand coup. Plusieurs peuples germaniques s'entendirent pour former, sous le nom de Goths et d'Alamans, une coalition puissante contre l'Empire. Au printemps de 268, une forte armée passait sur la rive droite du Danube, envahissait la Macédoine orientale, la Grèce, les Cyclades, Rhodes, Chypre, et les côtes de l'Asie Mineure. En

même temps, une autre armée entrait en Mœsie et pénétrait en Macédoine. Le plan était clair : conquérir la péninsule balkanique et couper en deux l'Empire, en s'interposant entre les provinces d'Orient et d'Occident.

II

Depuis plus de trente ans l'Empire était donc la proie du despotisme militaire, des invasions, de la guerre civile, de l'anarchie, de la peste et de la famine. Les guerres civiles de la République avaient été peu de chose en comparaison, parce que les éléments essentiels de la civilisation n'avaient pas été menacés. Cette fois il en est autrement : toutes les forces vitales de la civilisation sont au contraire frappées à mort, dans les provinces de l'Ouest, à commencer par la population. Celle-ci, déjà insuffisante dans les temps prospères, est décimée par la guerre, par les invasions, par l'insécurité générale, par l'appauvrissement universel, par les épidémies incessantes. L'obstination avec laquelle les plus sages des empereurs continueront à transplanter des Barbares dans les territoires de l'Empire et particulièrement en Occident, malgré le danger politique et militaire qui en résultait, est la preuve la plus lumineuse du grand besoin d'hommes qui travaillait l'Empire. La diminution rapide de la population avait, comme il est naturel, engendré une crise agricole et industrielle, et encore accru l'appauvrissement général qui était une de ses causes. Les agriculteurs, colons libres, travailleurs esclaves et petits propriétaires, disparaissent en grand nombre ; la petite propriété se subtilise la grande propriété s'élargit, les terres incultes et abandonnées s'étendent. A son tour l'industrie, si florissante dans tout l'Empire sous les Antonins et même sous les Sévères, avait souffert profondément en partie par la mort de beaucoup d'artisans qui avaient emporté le secret compliqué de métiers perfectionnés, en partie à cause de la pauvreté croissante qui diminuait la consommation.

Un grand nombre de mines, mines d'or principalement, sont abandonnées faute de main-d'œuvre et parce que les régions minières sont envahies par les Barbares ; les métaux précieux sont thésaurisés et cachés par les populations effrayées ; le capital se fait rare et l'intérêt de 12 pour 100, considéré

comme excessif à l'époque de Néron, devient l'intérêt mensuel. A la crise de l'agriculture et de l'industrie s'ajoute la crise du commerce. L'insécurité générale, la difficulté des communications, le risque plus grand et les prix plus élevés des voyages, les restrictions imposées par la pauvreté croissante, tout avait ralenti l'activité commerciale au IIIe siècle. Les petites et les moyennes fortunes disparaissent et au milieu de la misère croissante les richesses se concentrent en peu de mains. Les petites villes sont abandonnées et se dépeuplent. Dans les grandes, au contraire, la population s'accumule et on voit augmenter démesurément le nombre des misérables qui, sous une forme quelconque de mendicité, vivent aux crochets des riches ou de l'État. L'État devient la providence et le tourment de tout le monde. Son fiscalisme, imposé par l'incessante multiplication de la bureaucratie, par la mendicité des masses, par l'augmentation des dépenses militaires, est atroce et implacable. Les impôts deviennent innombrables et leur poids écrasant est encore accru par la politique monétaire. En partie pour remédier à la rareté croissante de l'or, en partie pour faire face aux dépenses de guerre et aux autres dépenses publiques sans trop augmenter les impôts, les empereurs altèrent le poids et l'alliage des monnaies. Sous Caracalla le poids de l'*aureus* était descendu à 6 gr. 55, mais après Alexandre Sévère, il devient si irrégulier que les paiements en or ne se font plus qu'au poids. Pour la monnaie d'argent, c'est encore pire. Les proportions de l'alliage du *denarius* et de l'*antonianus argenteus*, émis pour la première fois par Caracalla, avaient déjà augmenté démesurément dès les années qui avaient immédiatement suivi la mort d'Alexandre Sévère. Mais l'*antonianus* n'a plus, sous l'empereur Claude le gothique, que 4 ou 5 pour 100 d'argent! Il ne se distingue de la monnaie de cuivre que par la couleur que lui donne un bain d'argent ou, au besoin, d'étain. Même les monnaies de bronze sont émises à poids réduit. D'où une vertigineuse augmentation et une irrégularité folle des prix, qui réduit au désespoir les malheureuses populations, et contre laquelle les empereurs chercheront en vain à lutter à coups d'édits. D'où un continuel appauvrissement des classes les plus nombreuses et les moins riches, encore aggravé pour les malheureux sujets par l'ordre que donnent plusieurs empereurs de percevoir les impôts en or. L'État

refusait ainsi la mauvaise monnaie, dont il inondait l'Empire !

De la crise politique et économique naît la crise sociale. Exterminées, ruinées ou dispersées, l'aristocratie et la classe moyenne aisée qui avaient grandi pendant le premier et le second siècle dans tout l'Empire, qui étaient la base de toute son organisation politique et sociale, qui avaient porté à son apogée la civilisation antique par la fusion de l'hellénisme et du romanisme disparaissent; leurs richesses, celles au moins qui n'ont pas été détruites, et leur puissance passent à une oligarchie nouvelle d'enrichis et de hauts fonctionnaires, civils ou militaires, recrutée presque toute dans les classes inférieures et dans les populations les plus barbares, qui n'avaient que de très loin ressenti l'influence du romanisme et de l'hellénisme. L'Empire redevient barbare, et du dedans encore plus que du dehors; par l'élévation à la richesse et au pouvoir des éléments les plus grossiers de l'Empire encore plus que par les invasions des Barbares vivant de l'autre côté du Rhin ou du Danube. Le niveau de la culture s'abaisse partout : en philosophie, en droit, en littérature; parce que les nouveaux dominateurs la méprisent ou, plus simplement, l'ignorent.

Une culture raffinée chez les puissants de l'Empire n'est plus la règle, mais une heureuse exception. Et la décadence s'étend à toutes les industries et à tous les arts où la civilisation gréco-romaine avait tant excellé, et qui deviennent plus grossiers ou plus vulgaires : à la sculpture, à l'orfévrerie, à l'architecture. Ce qui reste de richesse est gaspillé dans un luxe barbare, de mauvais goût, criard, lourd, heurté, bon pour éblouir les esprits communs, dans des plaisirs ou dans des fêtes violentes et désordonnées, dans des constructions gigantesques et inutiles, qui encombrent les quelques grandes villes encore florissantes au milieu de la ruine des petites, plus qu'elles ne les embellissent. Plus l'Empire s'appauvrit et plus l'architecture publique des grandes villes tend au colossal. Enfin, — et c'est le coup de grâce à la civilisation antique, — la religion qui avait été la base de la vie politique, sociale, intellectuelle, *le polythéisme païen*, est en train de mourir. Les cultes de l'Orient font irruption partout, menaçant de bouleverser moralement le monde déjà si secoué par les guerres et les révolutions.

III

Cependant, bien que pendant plus de trente ans, depuis la mort d'Alexandre Sévère, l'Empire ait paru s'abandonner passivement à la crise qui le détruisait; bien que l'incapacité, l'ignorance, l'intrigue, la violence, la corruption aient semblé avoir pris possession à jamais de l'État, il y avait encore, dans cette civilisation jadis si vivante et si vigoureuse jusque dans l'agonie, des forces intellectuelles et morales, capables de tenter une réaction désespérée. En dépit de la barbarie envahissante, les hautes classes ressentaient encore l'influence d'une culture trop ancienne, trop riche et trop grande, pour que ce qui en subsistait cessât de longtemps d'agir; et elles comptaient encore des hommes de grand cœur et de haute intelligence. La réaction se produisit en 268 : une conjuration de généraux mit Gallien à mort, et nomma, pour lui succéder, non pas cette fois un incapable ou un intrigant, mais le meilleur des hommes de guerre du temps, Claude. Claude surprit, non loin de l'antique Naissus (Nisch) le gros de l'armée ennemie, l'anéantit, et poursuivit le reste sans pitié ni trêve. Qui sait quel bien il eût pu faire, si la peste ne l'avait enlevé dès l'année 270? Mais il eut pour successeur, acclamé par les légions de Pannonie, l'homme qu'il avait lui-même désigné, un des généraux qui avaient combattu avec lui contre Gallien, Aurélien. Aurélien était, comme Claude, un homme de grand caractère et de grand génie. Il arrivait au bon moment, car les Goths battus par Claude n'étaient qu'une avant-garde. L'Italie était, en 270, complètement envahie par les Vandales et les Alamans, qui en 271 détruisaient une armée romaine près de Plaisance!

Aurélien fut le premier qui essaya d'arrêter la décomposition de l'Empire et son retour à la barbarie par un plan vaste et cohérent de réformes et de guerres. Il vainquit et détruisit à Pavie et à Fano l'invasion germanique, dont il délivra l'Italie; il ramena sous la domination romaine l'Orient, dont une partie s'était détachée après la mort d'Odenath, et avait formé un empire de Syrie sous le sceptre de Zénobie, la veuve d'Odenath; il débarrassa l'Empire de tous les prétendants et de tous les petits empereurs locaux qui

avaient pullulé pendant les années précédentes, et en reconstitua l'unité; il entoura Rome de la puissante enceinte de murs gigantesques qu'on admire encore. C'est pourquoi on peut le dire avec raison *restitutor orbis*.

Mais c'était un esprit de trop haute valeur pour ne pas comprendre que l'unité qu'il reconstituait serait bientôt détruite de nouveau, si l'on ne trouvait quelque remède radical aux maux qui affligeaient l'Empire. Deux de ses dispositions méritent d'être particulièrement signalées. La première concerne les frontières de l'Empire. Jugeant avec raison que l'Empire était trop étendu pour ses forces diminuées, Aurélien se résolut à abandonner le dangereux saillant de la Dacie, arrosée du sang des légionnaires de Trajan et de la sueur de plusieurs générations de colons. Il donna le nom de la province abandonnée à la partie de la Mœsie qui s'étendait sur la rive droite du Danube. L'autre disposition est d'ordre politique et religieux. Aurélien institua officiellement le culte du *Sol invictus*, proclamant religion d'État le *mithraïsme* latinisé.

Pour comprendre la valeur de cette grande réforme, il faut se rappeler que le mithraïsme était un culte asiatique né d'une fusion du *mazdéisme* avec la théologie sémite et avec d'autres éléments empruntés aux religions indigènes de l'Asie mineure. Comme presque toutes les religions asiatiques, celle-ci était absolutiste et monarchiste, puisqu'elle enseignait que les monarques règnent par la grâce divine, et reçoivent comme tels de Mithra les attributs de la divinité et lui deviennent consubstantiels. L'adoption du mithraïsme comme culte officiel était donc un acte de profonde politique : c'était un effort pour trouver dans l'absolutisme mystique un principe de légitimité qui remplaçât l'antique validation du Sénat, maintenant inefficace, et qui pût soustraire l'autorité impériale aux caprices des légions sans cesse révoltées. Au milieu de l'anarchie où l'Empire sombrait, Aurélien cherche en somme un nouveau principe d'autorité ; et il le cherche là où seulement il pouvait le trouver, après l'extinction de tous ceux qu'avait engendrés le monde gréco-romain : dans les grandes monarchies absolues qui confinaient à l'empire romain du côté de l'Orient. Après la chute de la République, après la chute du gouvernement mixte de monarchie et de république, mais de structure gréco-latine, par lequel l'Empire s'était gouverné

pendant plus de deux siècles, il semblait ne rester d'autre forme de gouvernement pour un grand état que l'absolutisme oriental, fondé sur le principe religieux et où le souverain était Dieu.

En fait Aurélien s'efforce de convertir l'empire gréco-romain en un empire asiatique. Cet essai cependant, bien que justifié amplement par les nécessités politiques et par la situation de l'Empire, paraît avoir rencontré une forte opposition. Vers la fin de 275, Aurélien tombe à son tour victime d'une conjuration de généraux. Pour quels motifs? Le point est fort obscur. Nous savons qu'en qualité de représentant du *Sol invictus*, Aurélien s'était employé résolument à rétablir l'ordre dans le vaste empire; et il est vraisemblable que le zèle qu'il apportait à la répression des abus énormes dont souffrait le monde romain lui valut beaucoup d'ennemis. Mais il n'est pas impossible que la conjuration ait été en partie un mouvement de réaction de l'esprit gréco-latin contre l'absolutisme mystique de l'Orient désormais victorieux. Un fait singulier, qui resterait autrement inexplicable, tendrait à le faire croire; les légions, après la mort d'Aurélien, se refusèrent à élire un empereur et voulurent confier de nouveau l'élection au Sénat. Surpris d'un respect dont il avait depuis longtemps perdu l'habitude, le Sénat voulut d'abord s'y refuser; puis il désigna le plus ancien de ses membres, le *princeps senatus*, Marc Claude Tacite. Mais on n'était plus au temps de Trajan, et pour avoir voulu gouverner comme Trajan, Tacite fut, à peu de mois de son élection, massacré par une révolte de soldats.

La guerre civile recommença. Une partie des légions élut Florien, une autre Probus, un des meilleurs généraux d'Aurélien. Probus l'emporta; et il est à noter que, bien que disciple d'Aurélien, il continua la politique de Tacite; il reconnut l'autorité du Sénat, cherchant ainsi à consolider la sienne propre; il lui restitua le droit de juger en appel dans les procès pénaux, de nommer les gouverneurs, et même de ratifier les constitutions impériales. Comment expliquer cette dernière tentative de gouverner l'Empire avec l'appui du Sénat, après un demi-siècle de troubles et de guerres civiles, alors que le Sénat n'était plus qu'une ombre, sinon en admettant que l'absolutisme mystique d'Aurélien avait irrité ou effrayé ce qui subsistait encore de l'ancien esprit latin? Mais cette tentative ne

réussit pas mieux que la précédente. Bien que Probus ait été un général très capable, il tomba victime, lui aussi, de la violence implacable des légions; et ce fut de nouveau l'anarchie. Les légions élurent alors M. Aurèle Carus qui se hâta de donner le titre de César à ses deux fils, Carin et Numérien, et se mit immédiatement à faire la guerre à la Perse. Il avait déjà occupé Séleucie et Ctésiphon, quand à la fin de 283, il périt frappé par la foudre, selon les uns, et selon d'autres tué par une conjuration militaire. Numérien, qui l'avait accompagné, était un poète incapable de commander l'armée dans une aussi difficile entreprise. Le retour fut donc décidé. Mais en route Numérien aussi mourut. On accusa alors ouvertement le préfet du prétoire. Une enquête fut ordonnée et confiée à un tribunal de généraux qui élut empereur, le 17 septembre 284, le commandant de la garde du corps : Dioclétien.

IV

Dioclétien est, après Claude et Aurélien, le troisième des grands hommes issus du chaos barbare du IIIᵉ siècle. C'est lui qui reprit résolument le plan d'Aurélien, arrêté par la dernière réaction du vieil esprit romain et sénatorial : faire de l'empire romain un empire asiatique aux mains d'un souverain absolu, qui apparaisse à ses sujets comme une incarnation de la divinité. Nous verrons une autre fois comment il essaya de réaliser ce grand dessein et à quoi il aboutit. Pour le moment, nous nous bornons à observer que la transformation de l'empire en une monarchie asiatique et la divinisation du souverain, tentée par Aurélien et reprise par Dioclétien, étaient les seuls moyens auxquels pût alors recourir l'État pour rétablir, dans le chaos où il se débattait, un principe de légitimité pouvant remplacer l'autorité du Sénat. Toutes les conditions de succès semblaient alors exister. Les traditions gréco-romaines étaient trop affaiblies pour pouvoir opposer une plus longue résistance. La reconstitution d'un gouvernement qui ne disposât pas seulement de la force mais aussi d'une autorité morale s'imposait à l'Empire, comme une question de vie ou de mort. Il n'y avait pas, dans tout le monde civilisé, alors connu par les Grecs et par les Romains, d'autre principe d'autorité qui pût être adopté par l'Empire croulant. Le long duel entre l'Asie et la Grèce,

entre l'Asie et Rome semblait sur le point de finir avec le triomphe complet de l'Asie ; car toutes les forces de résistance que la civilisation gréco-latine avait opposées à l'absolutisme mystique de l'Orient étaient épuisées. L'Europe allait devenir un appendice de l'Asie... Quand, tout à coup, un autre adversaire se leva, bien autrement formidable que la culture gréco-latine, et parfaitement invincible : le christianisme.

Pendant la crise du III[e] siècle, en même temps que le mithraïsme, le christianisme avait fait de grands progrès. Il s'était répandu dans tout l'Empire et dans toutes les classes; il avait pénétré dans l'armée, dans le Sénat, dans la cour; il avait conquis les pauvres et les riches, les ignorants et les gens cultivés ; il avait déjà fourni une production théologique abondante et profonde; et il avait constitué une hiérarchie simple mais solide, et fondée non sur la force, comme la hiérarchie impériale, mais sur la seule autorité.

Chaque église comptait un nombreux clergé composé des Diacres, qui formaient le personnel servant, des Anciens, qui formaient le conseil de direction, et de l'Évêque qui était le chef de l'église et son directeur, avec pleins pouvoirs. L'Évêque, nommé à vie, était élu par le clergé, avec l'assentiment de l'assemblée ; il nommait les anciens et les diacres, et, à l'époque dont nous nous occupons, il était déjà un personnage considérable de la ville ; non seulement parce que les fidèles étaient nombreux mais parce que le christianisme avait déjà organisé ce merveilleux système d'œuvres d'assistance et de bienfaisance, qui fut sa plus grande création sociale et une des causes de son triomphe. Les communautés chrétiennes pourvoient partout, non seulement aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres, mais au secours des veuves, des orphelins, des malades, des impotents, des vieillards, des gens sans travail, de ceux qui ont été condamnés pour la cause de Dieu; elles s'occupent de racheter les prisonniers emmenés par les Barbares, de fonder des églises, de prendre soin des esclaves, d'ensevelir les pauvres, d'hospitaliser les coreligionnaires étrangers, de recueillir des subventions pour les communautés pauvres et menacées. Les biens, que possèdent les communautés chrétiennes, proviennent en grande partie de dons faits par les riches, dont beaucoup, soit de leur vivant, soit après leur mort, laissaient à l'Église une partie ou la totalité de leur

fortune. L'Église accumulait ainsi les biens d'une partie des classes supérieures en une gigantesque main-morte, dont elle dépensait les revenus en partie au profit de tous les hommes frappés par le malheur, sous toutes ses formes. Il n'est pas difficile de concevoir quel formidable instrument de puissance représentaient cette richesse accumulée et les institutions d'assistance et de bienfaisance qu'elle soutenait, au milieu de la crise générale du IIIe siècle. Les églises chrétiennes apparurent alors comme un port sûr dans la tempête. Tandis que les âmes d'élite parvenaient au christianisme à travers les épreuves de leur propre douleur, par la vision de la douleur d'autrui, ou le dégoût du monde bouleversé et contaminé, dans un élan suprême vers la paix et la béatitude, les foules étaient attirées à la foi nouvelle par la généreuse assistance dont l'Église était si large envers les malheureux et qu'animait un souffle divin de charité, inconnu à l'assistance officielle ou à la protection politique des grandes familles de l'ancien État païen. Si la foi attachait les fidèles à l'Église, d'autres liens matériels renforçaient efficacement la puissance et l'autorité de la religion : les aumônes, les subsides, l'assistance, les offices, les charges ecclésiastiques et les revenus qui y étaient attachés, enfin la gestion des terres récemment acquises qui employait un nombre toujours plus considérable d'agents-esclaves, travailleurs, colons, administrateurs.

Le christianisme était donc devenu à la fois une puissance spirituelle et temporelle. Mais il ne jouissait point, à la différence du mithraïsme, de la faveur impériale. S'il est exagéré de dire, comme prétendent certains historiens, que tous les empereurs du IIIe siècle furent contraires aux chrétiens, il est certain que le christianisme eut à endurer pendant ce siècle de cruelles persécutions et qu'il fut toujours regardé par les pouvoirs publics, même dans les moments où les persécutions sanglantes étaient suspendues, avec une méfiance hostile, qui contraste avec la faveur accordée au mithraïsme. Quelle est la raison profonde de cette attitude qui a laissé des souvenirs si tragiques dans l'histoire de l'Église? L'esprit même du christianisme.

Au point de vue de l'Empire et de ses intérêts politiques immédiats, il n'est pas douteux que le christianisme était une force de dissolution. A mesure que la crise du IIIe siècle s'ag-

grave, la nouvelle religion s'enhardit à soutenir, avec plus ou moins de ferveur selon les sectes, que le chrétien ne doit rechercher ni les charges publiques, ni les honneurs, ni les places qui peuvent mettre sa foi en danger, c'est-à-dire les places les plus élevées et les plus importantes; car il lui est interdit, s'il ne veut pas perdre son âme, de prendre soin des temples, d'organiser les jeux du cirque, de juger et de poursuivre ses frères. Le monde où les autres hommes vivent et jouissent, est souillé par une religion et une civilisation que le Christ a maudites; il n'y a ni joie ni douleur, ni prix ni châtiment qui peuvent induire le parfait chrétien à participer aux dangereuses vanités de son existence corrompue, lui qui, au contraire, n'aspire qu'à sortir le plus tôt possible de cette vallée de péché et de larmes. Logiquement le devoir du chrétien serait donc de détruire l'Empire ; s'il ne le fait pas, c'est, comme le dit Tertullien, qu'il possède à fond la doctrine et l'habitude de la douceur et qu'il répugne à la violence. Mais se mêler à son existence de péché et d'impiété, jamais! La mort ou la misère plutôt.

On imagine aisément l'effet de semblables doctrines dans les esprits élevés, à une époque où les fonctions publiques devenaient si lourdes et si dangereuses; où les races barbares s'emparaient de l'État; et les qualités violentes de l'esprit humain étaient de plus en plus nécessaires au gouvernement. Le christianisme détruisait l'Empire par l'abstention. Il privait l'administration centrale et les administrations municipales d'une foule d'hommes intelligents et cultivés des classes supérieures; il accaparait surtout les hommes meilleurs au point de vue moral, les esprits nobles et élevés. La vie de saint Augustin montre un peu plus tard, dans un cas célèbre, comment les esprits supérieurs finissaient par préférer la religion à la politique, l'Église aux fonctions publiques. Mais déjà au IIIe siècle, de nombreux citoyens, que les lois destinaient à la gestion des affaires publiques, préféraient donner leurs biens à l'Église et se soustraire par la pauvreté aux lourdes responsabilités du pouvoir ; d'autres y échappaient par différents moyens dont quelques-uns seront par la suite déplorés par les empereurs chrétiens eux-mêmes ; le célibat, sanctifié par la religion, se généralise beaucoup plus qu'aux moments les plus critiques du monde païen. Mais plus encore que les emplois civils, l'armée souffrait de cette abstention systématique. Déjà dès le second

siècle, le christianisme avait déclaré qu'il n'est pas permis d'être homme d'épée, » et que le « fils de la paix, » qui ne doit même pas s'engager dans un procès, peut encore moins s'engager dans une bataille ; il avait affirmé l'incompatibilité du service militaire et du christianisme, puisque « le Seigneur en désarmant Pierre manifesta clairement sa volonté que chaque soldat dépose l'épée. » Il ne restait donc rien d'autre à faire au soldat chrétien que « d'abandonner immédiatement l'armée et de se résoudre à souffrir pour le Christ le sort de tous les autres chrétiens. » Les canons de l'Église d'Alexandrie déconseillent le volontariat — fondement de l'armée romaine — et affirment avec autorité qu'il ne sied pas aux Chrétiens de porter les armes. Lactance met sur le même plan l'impossibilité de participer à une condamnation capitale et celle de prendre part à une guerre, car au principe divin qui défend de tuer « on ne peut faire aucune exception ». Saint Augustin enfin démontrera un peu plus tard qu'il est indifférent pour le bon chrétien de vivre sous tel ou tel gouvernement, d'obéir à l'Empire ou aux Barbares, pourvu que l'État ne l'oblige à aucune impiété ou iniquité.

Il n'y a peut-être pas, dans l'histoire du genre humain, une tragédie comparable à celle-ci. Pendant dix siècles, la civilisation antique avait inlassablement travaillé à créer l'État parfait, sage, humain, généreux, libre, juste, qui ferait régner sur le monde la beauté, la vérité et la vertu. Cet État parfait avait été la suprême ambition de la Grèce et de Rome, de la Rome républicaine comme de la Rome impériale. Guerriers et hommes d'État, philosophes et orateurs, poètes et artistes, avaient apporté le meilleur de leurs forces, pendant des siècles et des siècles, à cette œuvre immense. Aristide et Périclès, Scipion et Auguste, Platon et Aristote, Démosthène et Cicéron, Homère et Virgile, Horace et Tacite, Vespasien et Marc-Aurèle, avaient été les collaborateurs de cette unique création. Et ce merveilleux effort de tant de siècles et de tant de génies aboutissait, au IIIe siècle de notre ère, à la plus épouvantable crise d'anarchie et de désordre qui se fût jamais produite ; au despotisme violent et corrompu de la force brutale, dépouillée de toute autorité morale ; à la destruction de la civilisation la plus raffinée, à la nécessité de s'agenouiller devant un souverain asiatique comme devant un Dieu vivant, afin de sauver du vieux monde et de ses trésors

ce qui pouvait être encore sauvé. L'esclavage monarchique, qui pendant tant de siècles était apparu à l'esprit gréco-romain comme le plus abject et le plus ignominieux que l'homme pût supporter, était la récompense du long effort des deux peuples les plus grands de l'antiquité pour créer l'État parfait! Quelle est la civilisation qui, devant une pareille déception, n'aurait pas désespéré de soi et de l'avenir?

Mais le christianisme sut, au contraire, tenir tête à cette catastrophe, qui semblait anéantir le monde antique dans toute sa conception de la vie, par une des révolutions spirituelles les plus audacieuses, les plus originales et les plus grandioses, dont l'histoire ait gardé mémoire. Il retourna complètement le point de vue antique, affirmant que le fait qu'un État soit bon ou mauvais, juste ou inique, sage ou fou, est chose qui n'a de l'importance que pour ceux qui gouvernent et qui commettent le mal; mais qui n'en a aucune pour ceux qui sont gouvernés et qui ont à souffrir des iniquités des puissants. Le but suprême de la vie est la perfection religieuse et morale de l'individu; à cette perfection chacun peut arriver par son effort, quels que soient les gouvernements et leurs institutions, que celles-ci soient bonnes ou qu'elles soient mauvaises. L'homme n'a qu'un seul maître véritable, Dieu; s'il sert bien le Maître unique et suprême, s'il mérite son amour et sa louange, le reste ne compte pas. Les puissants de la terre deviennent impuissants.

C'est cette conception nouvelle de la vie, par laquelle le christianisme retournait de fond en comble les bases intellectuelles et morales de la civilisation antique, qui triomphe définitivement, au milieu de l'épouvantable désordre du IIIe siècle, et comme réaction suprême contre ce désordre. Son triomphe est l'événement le plus important de la crise du IIIe siècle. L'influence que cette conception nouvelle de la vie est appelée à exercer sur l'avenir sera immense, car elle va imprimer pour des siècles une nouvelle direction à toute la civilisation occidentale.

GUGLIELMO FERRERO.

(A suivre.)

SOUVENIRS DE CAPTIVITÉ

EN ALLEMAGNE

(Mars 1916-Novembre 1918)

II [1]

III. — IÉNA PENDANT LA GUERRE

Je quittai Holzminden le 28 août 1916. Un *Feldwebel* attaché aux bureaux de la *Kommandantur* devait m'accompagner jusqu'à Iéna. Je l'avais considéré jusqu'alors comme un garde-chiourme, rogue et passablement brutal. A peine étions-nous sortis du camp, je ne le reconnus plus; il était transformé. C'est que je n'étais plus le prisonnier n° 10823. En franchissant les fils de fer, je redevenais un *Herr Professor*; les distances sociales se rétablissaient entre lui et moi. Il était devenu tout à coup déférent, attentif, obséquieux; il se conduisit tout le long de la route en valet de chambre, portant ma valise et mon manteau, s'informant des trains, me faisant place dans les coupés encombrés de voyageurs. Nous arrivâmes le soir à Iéna, et descendîmes à l'hôtel : *Zum Schwarzen Bären*. Je remarquai que le mot hôtel avait été, par patriotisme, recouvert de couleur blanche... Le lendemain, j'étais placé sous la surveillance du bourgmestre docteur Fuchs. Il m'annonça que Fredericq était attendu. Décidément on avait voulu nous combler d'amabilités. Quelques jours plus tard en effet, j'avais la joie d'em-

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

brasser mon vieil ami. Nous nous empressâmes de quitter l'hôtel et de louer un appartement dans une grande maison du *Neuthor*, en face du parc et des collines grisâtres et abruptes qui alignent leur décor pittoresque sur la rive droite de la Saale.

La physionomie d'Iéna correspond d'une manière si frappante à l'histoire de l'Allemagne depuis trois siècles qu'elle en pourrait passer pour le symbole. On sent que la vieille ville, dont presque chaque maison porte une plaque commémorative rappelant le nom du professeur auquel elle a jadis servi d'habitation, n'a vécu que par l'université et pour elle. On y retrouve partout, avec le souvenir de Gœthe et de Schiller, les traces de l'Allemagne disparue, celle que Mme de Staël appelait le pays des poètes et des penseurs. Mais combien tout cela n'est plus que la survivance archaïque d'un temps révolu! Combien l'Allemagne nouvelle affirme sa maitrise sur la paisible *Musenstadt* de jadis! Si l'on contemple la ville des hauteurs du champ de bataille de 1806, on n'aperçoit plus le vieux Iéna. Il disparaît, au milieu des quartiers neufs qui l'encerclent de toutes parts et poussent leurs maisons et leurs villas toutes neuves à l'assaut des hauteurs ou le long des vallées latérales qui aboutissent à la Saale. Au centre de la ville, le colossal bloc bétonné des usines Zeiss atteste brutalement le triomphe de l'industrie. Au sommet du Forstberg, la pesante tour de Bismarck domine tout le paysage de son architecture volontairement massive. Et cette fabrique et cette tour attirent invinciblement le regard, proclamant la victoire définitive, dans ce pays, des deux forces alliées du militarisme et de l'expansion économique. Sans doute, l'université paraît plus florissante qu'elle ne l'a jamais été. Il est facile de se convaincre pourtant que ce n'est plus en elle que bat le cœur de la cité. Elle ne dirige plus la pensée de l'Allemagne. Elle n'est plus que l'un des nombreux rouages de cette « organisation » créée par l'État tout-puissant et elle subit l'impulsion qu'il lui donne. On l'a pourvue, le long du *Fürstengraben*, d'un bâtiment luxueux en « style moderne; » on l'a dotée d'instituts, de laboratoires, de cliniques excellemment outillés. Son travail reste considérable et chacune de ses Facultés renferme des savants de marque. Mais ces savants ne sont plus que des spécialistes, des ouvriers éminents dans leur tâche et qui font de la science comme on

accomplit un métier. Il leur suffit d'être mathématiciens, chimistes ou philologues. Leur critique se renferme dans le domaine étroit qu'ils explorent. Aucun d'eux n'a plus le désir de s'élever au delà, de chercher à comprendre la signification de la vie sociale et politique dans laquelle s'absorbe son rôle. Les prodigieux succès de la force allemande les ont convaincus de son excellence. Ils s'abandonnent sans contrôle à la direction de l'État. S'ils s'avisent de porter sur lui leur attention, c'est pour en admirer la sagesse, en proclamer la supériorité, en justifier les ambitions. Tous lui sacrifient leur indépendance morale. Pendant qu'il les conduisait à l'abîme qu'ils auraient pu, qu'ils auraient dû voir, ils chantaient ses louanges et annonçaient sa victoire.

J'ai pu remarquer du reste, pendant mon séjour à Iéna, combien le prestige du « professeur » avait pâli en Allemagne. Et la cause n'en est pas seulement, me semble-t-il, dans le matérialisme qui fait classer les hommes suivant leurs revenus et établit la hiérarchie sociale d'après celle des fortunes. Elle me paraît devoir être cherchée aussi dans la servilité du monde académique à l'égard de l'État. Il faut avoir son franc parler et conserver sa pensée libre pour diriger l'opinion d'un peuple. Or, à mesure que l'État prétendait davantage se subordonner la nation, les universitaires se conformaient plus docilement à ses vues et lui obéissaient avec plus d'empressement. Ils se faisaient gloire du joug qu'ils acceptaient et dont le gouvernement les récompensait par l'octroi de plus en plus large de titres honorifiques ravalant ceux qui eussent dû être les serviteurs de la vérité au rang de personnages officiels. L'importance qu'ils accordaient à ces vaines et dégradantes distinctions était comique et lamentable. J'ai compté sur le programme de l'université, rien que dans la Faculté de philosophie, trois *Geheimräte* et dix-sept *Hofräte!*

Le défaut d'esprit critique chez ces professeurs, leur ignorance de la situation de l'Europe, l'absence totale chez eux du sentiment le plus élémentaire de la justice, dès qu'il y allait des intérêts ou des appétits de l'Allemagne, avaient quelque chose d'effrayant et de décourageant. Depuis de longues années, je connaissais l'un d'entre eux, un historien. et un historien dont les travaux s'étaient jusqu'alors particulièrement rapportés à l'histoire de France et à celle de l'Angleterre. J'eus l'occasion

de causer plusieurs fois avec lui. Les idées que je l'entendis développer me confondirent. J'en conservai l'impression d'un esprit complètement faussé par les préjugés ou, si l'on veut, par la doctrine du nationalisme le plus exclusif et le plus étroit. Il m'apparut que la critique n'était chez lui, comme chez beaucoup de ses collègues, qu'une opération technique réservée au travail du cabinet ou du « séminaire. » Cet homme qui avait habilement interprété tant de textes du moyen âge, reconnu des falsifications, disserté sur des manuscrits, classé des récits de chroniqueurs, n'était plus, en parlant des choses contemporaines, que le plus bénévole et le plus « gobeur » des lecteurs de journaux censurés et de communiqués officiels. Toute sa formation de spécialiste disparaissait brusquement. On voyait qu'elle ne faisait pas corps avec sa pensée, qu'elle était une simple technique, un dressage, une méthode apprise. Lui qui avait lu tant de livres, qui possédait tant de langues, qui avait tant voyagé et connu tant d'hommes de pays divers, il parlait, au milieu de sa bibliothèque pleine d'ouvrages qu'il avait lus cependant, comme faisait le lieutenant Clausen entre Gand et Crefeld. C'était la même outrecuidance, la même incapacité de comprendre l'étranger, la même affirmation sous une forme d'ailleurs très polie, d'appétits conquérants et d'espoirs irréalisables. Tout cela se mélangeait d'ailleurs, ou plutôt, dans sa pensée, s'accordait à cette théorie des races qui a si singulièrement perverti, dans les dernières années et pour des motifs trop compréhensibles, l'esprit de la jeune Allemagne. Il invoquait Gobineau à l'appui de ses déclarations sur la décadence de la France et le triomphe certain et nécessaire du germanisme! Il prophétisait le déclin de l'Angleterre, accusait l'Amérique, encore neutre à cette époque, d'être asservie au culte du dollar, ne voyait dans l'Italie qu'un spadassin et se montrait plein de confiance dans l'avenir de l'Autriche-Hongrie.

Sans doute, la surexcitation patriotique était en partie responsable de ces aberrations et de ces illusions, et sans doute aussi mon interlocuteur ne pouvait parler à cœur ouvert devant moi, — devant un ennemi. Il reste pourtant qu'au fond de ses discours se découvraient une intelligence et une conscience perverties, ou tout au moins dévoyées. Ce n'est pas seulement sur le fond des choses que nous ne pouvions nous entendre. Son langage même m'était parfois presque inintelligible, tant le

sens qu'il donnait aux mots honneur, droit, justice, loyauté, différait de celui où nous sommes accoutumés de les prendre!

J'essayai plus d'une fois de détourner la conversation sur la politique intérieure de l'Allemagne. Ce ne fut que pour me convaincre que M. C... l'ignorait aussi complètement qu'il s'y intéressait peu. Du mouvement socialiste, par exemple, il me parut ne connaître que ce qu'il avait lu dans quelques articles de la presse nationale-libérale ou conservatrice. Je m'interdis naturellement de juger d'après lui tous ses collègues. Une chose pourtant est certaine, dont j'eus l'occasion de me persuader peu à peu, à ma grande surprise : c'est que, sauf d'infimes exceptions, le corps professoral des universités se recrute entièrement dans les partis politiques gouvernementaux. Cette fameuse liberté académique, cette autonomie universitaire que nous admirions si bénévolement avant la guerre, ne sont, au fond, que des trompe-l'œil. En fait, elles n'existent qu'au profit d'une coterie d'érudits que l'on pourrait qualifier de savants officiels. Le choix des Facultés n'a garde de se porter, quel que soit leur mérite, sur des hommes suspects à l'État, et c'est bien pour cela que l'État les laisse jouir d'une indépendance dont il sait fort bien qu'il n'a pas à craindre qu'elles abusent jamais.

En somme, la séparation est bien plus profonde en Allemagne que dans les pays occidentaux entre le personnel du haut enseignement, exclusivement recruté parmi des conservateurs plus ou moins authentiques, et le reste de la nation. Il y a là certainement une survivance curieuse de l'ancien régime. La modernité des méthodes employées ne doit pas faire illusion sur ce point. Il en est un peu de tous les agents de l'État allemand, comme de Bismarck. Ils sont au fond étrangers à ce que nous considérons comme l'essentiel de la civilisation contemporaine. Ils ne cherchent pas à conduire la nation, mais à la dominer, à lui imposer de haut, et par la discipline, la voie qu'elle doit suivre. Tout est organisé pour que, du haut en bas, chaque citoyen soit formé dès l'enfance au service de l'État. L'école primaire, le gymnase, l'université se passent les élèves comme un « assortiment » de machines se passe la laine à carder. Un système d'opérations pédagogiques méthodiquement combinées livre à la fin le produit achevé. La caserne obligatoire y ajoute le dernier fini.

Les conséquences d'un tel dressage se sont clairement révélées pendant la guerre. Avant elle, on en admirait seulement l'impeccable rendement. On enviait à l'Allemagne le bel ordre, le zèle, la compétence, l'activité de son administration dans tous les domaines. On cherchait même gauchement à imiter ou plutôt à contrefaire ses méthodes. Brusquement la grande crise qui a secoué le monde a dévoilé leur faiblesse. On s'est aperçu que tous ces hommes si merveilleusement préparés à leur tâche, si bien subordonnés les uns aux autres, si admirablement rompus à recevoir et à transmettre des ordres, manquaient lamentablement d'initiative et de personnalité. On avait anéanti chez chacun d'eux, à force de dressage, le ressort de la spontanéité.

Combien de fois n'ai-je pas lu, durant ma captivité, des lamentations sur l'insuffisance de la diplomatie allemande. « *Unsere Diplomatie hat versagt.* » Tel était le *Leitmotiv* de la presse et le gémissement de tous ceux que décevaient les événements. Hélas! c'était l'ensemble du système qui avait failli. Au moment décisif, chanceliers, ministres, fonctionnaires et *Reichstag*, tous se montrèrent incapables de diriger la tourmente qu'ils avaient déchaînée. Elle les déroutait parce qu'elle ne se développait pas suivant leurs prévisions. Devant l'imprévu, ils se sentaient impuissants, et une crainte vague commençait à se glisser dans leurs cœurs...

Ils cherchaient à se tromper eux-mêmes en s'exagérant volontairement leur force et la faiblesse de leurs adversaires; mais leur inquiétude était visible. Elle était éparse dans l'air quand nous arrivâmes à Iéna, et on le remarquait à la tristesse générale, à l'évidente préoccupation du bourgmestre, auquel nous devions nous présenter tous les deux jours. Elle se trahissait dans les questions qu'il nous posait, dans les exclamations qui lui échappaient devant nous. L'annonce même des victoires en Roumanie ne calmait pas les angoisses publiques. On pavoisait par ordre, on sonnait les cloches des églises, mais dans les rues les visages restaient mornes sous l'influence de l'idée fixe qui désormais rongeait toutes les âmes. *Wozu denn das?* Pourquoi donc tout cela? c'est-à-dire toutes ces horreurs et toutes ces souffrances, s'était un jour écrié le docteur Fuchs en notre présence. La réponse que nous lui fîmes était trop simple. Il ne la releva pas, mais il était

visiblement découragé. La guerre, disait-il (novembre 1916), durerait encore deux ou trois ans. C'était une guerre d'épuisement. Les deux partis devaient aller jusqu'au bout, et le vainqueur tomberait épuisé, au moment de la victoire, sur le corps du vaincu.

Chez le peuple, les privations, la disette des vivres qui commençait à se faire sentir, l'emportaient sur les préoccupations patriotiques. Visiblement, tout le monde en avait assez et envisageait l'avenir avec effroi. Notre hôtesse nous affirmait tous les jours qu'il était impossible d'affamer l'Allemagne, et elle se figurait peut-être que nous la croyions. Mais nous avions souvent l'occasion de découvrir ce que pensait le peuple. Je me rappelle une conversation avec le sacristain du village d'Amerbach, un soir, au retour d'une promenade. Il nous avait pris sans doute pour des Allemands; en tout cas, il parlait à cœur ouvert. La paix, disait-il, allait arriver avant le printemps, car l'Allemagne n'avait plus de vivres. De conquêtes il ne pouvait plus être question. Et il ajoutait avec un soupir : « La Belgique, *das schoene reiche Land* (ce beau pays riche), nous ne la conserverons pas. »

Ce découragement, ce fléchissement des esprits et des courages eussent amené le gouvernement d'un pays libre à s'expliquer devant l'opinion. Ils ne lui inspirèrent ici qu'une manœuvre destinée à l'égarer : ce fut le coup de théâtre de la proposition de paix de décembre 1916. Le moindre soupçon d'esprit politique suffisait à montrer que l'étrange outrecuidance de ce texte n'avait d'autre but que d'empêcher la réponse qu'il semblait provoquer. Il était évident, au premier coup d'œil, que l'on voulait tout simplement pouvoir rejeter sur l'ennemi l'odieux de la continuation d'une guerre dont la nation était dégoûtée. Nous observâmes avec un étonnement que l'accoutumance commençait à atténuer, que personne ne parut se douter d'un stratagème aussi grossier.

Une joie générale se substitua aussitôt à l'abattement. Bien rares étaient ceux qu'une demi-clairvoyance retenait de s'y abandonner sans réserve. Mais ils n'hésitaient que sur les dispositions de l'Entente. Quant à la sincérité et aux sentiments pacifiques de l'Empereur, leur certitude était inébranlable. Et comment un peuple accoutumé à s'abandonner à la direction du pouvoir eût-il pu suspecter ce pouvoir de surprendre sa

bonne foi? Ce que nous vîmes alors se dérouler sous nos yeux, nous prouva du moins que le gouvernement de Berlin connaissait aussi bien les mœurs de ce peuple que Panurge celles des moutons. Tout se passa comme il avait été prévu et si je puis ainsi dire avec une impeccable méthode. Nul à-coup, nulle surprise. Ce fut admirable ou plutôt lamentable et grotesque. Après quelques jours d'enivrement et d'espoir, le refus des Alliés rappela brusquement à la réalité les foules perdues dans le rêve. Et naturellement, en sortant de leur griserie, elles tombèrent dans la fureur. Un accès de démence s'empara de tout le monde. On n'entendit plus parler que de *furor teutonicus*, que de lutte à outrance sans répit comme sans merci... Toute trace de bon sens avait subitement disparu. Il n'y avait pas la moindre hypocrisie dans les déclamations contre la sentimentalité qui avait jusqu'alors retenu le bras de l'Allemagne. Chacun réclamait le recours à l'*ultima ratio*, je veux dire à l'*Unbeschränkter Ubootkrieg*, à la guerre sous-marine sans restriction.

Dans les conversations, dans les colonnes des journaux, sur les affiches placardées aux murs revenait constamment ce mot d'ordre : *Ubooten heraus!* La manœuvre du gouvernement réussissait à souhait. Il avait mené l'opinion où il le voulait. Il se faisait imposer par elle ce qu'il avait décidé d'accomplir. Von Tirpitz devenait le héros du jour. Les pangermanistes triomphaient. Déjà s'élaborait le programme du *Vaterlandspartei*. Un cri d'enthousiasme accueillit la nouvelle du blocus de toutes les mers et du torpillage universel. On ne discutait plus que le point de savoir si l'Entente serait réduite à merci dans six semaines ou dans trois mois. L'attitude de l'Amérique n'effrayait personne. Plusieurs même désiraient qu'elle entrât en lice. On coulerait ses navires avec les autres...

Ce qui rendait si intéressante à observer cette crise d'hystérie collective, c'était sa correspondance parfaite au tempérament du malade. Pour lui donner la généralité et la profondeur qui surprenaient en elle, il avait fallu une nation chez qui le culte de l'État, la discipline imposée et l'organisation universellement acceptée eussent aboli, du haut en bas, la critique et le *self-control*. Les agitations d'un peuple libre fournissent par leur désordre même, par le conflit qu'elles provoquent entre des passions opposées, la possibilité de les

neutraliser l'une par l'autre et de conserver malgré tout quelque équilibre. Ici, tout poussait à la fois, du même mouvement, dans le même sens. On eût dit d'un navire dont un coup de mer a fait glisser toute la cargaison à travers la cale et qui désormais penche sans plus pouvoir se redresser, en attendant qu'une tempête future le renverse sur l'abîme.

Un petit fait, que j'avais remarqué avec surprise, me parut tout à coup plein d'enseignements. J'avais été frappé depuis mon arrivée à Iéna de voir en vente, chez les libraires, un journal francais : *Le Matin*. J'avoue que pendant un certain temps, j'avais interprété cela comme une justification de cette « objectivité » dont l'Allemagne est si fière. Je voyais maintenant ce qu'il en fallait penser. La confiance des Allemands en eux-mêmes et dans leur gouvernement est telle que rien ne peut l'ébranler. La contradiction ne les effraye pas, parce que d'avance, elle est frappée d'impuissance par l'idée préconçue. Il est entendu que l'agence Wolff a toujours raison; Havas et Reuter, toujours tort. Mais il est de bon ton de montrer qu'on est au courant de leurs mensonges et qu'on ne les craint pas. J'eus l'occasion d'avoir un jour une preuve plus éclatante de cette foi naïve et robuste des Allemands en leur supériorité intellectuelle. Un professeur de l'Université me raconta qu'il étudiait avec ses élèves la bataille de la Marne. Et comme je lui faisais observer qu'un tel sujet n'était pas tout à fait propre à l'application d'une critique impartiale : « Oh! me répondit-il, avec un sourire. On voit bien que vous ne connaissez pas nos étudiants. Ils sont si « objectifs » que rien ne peut les détourner de la vérité. »

Le moment approchait où il allait nous devenir impossible de poursuivre des conversations si instructives. Comme jadis à Gand, nous avions déçu à Iéna les prévisions de l'État-major. On avait espéré, sans nul doute, qu'à peine arrachés au séjour des camps, nous allions décrire à nos correspondants les délices de notre nouvelle résidence et la générosité dont nous avions été l'objet. On s'ingéniait visiblement à nous conquérir. Le bourgmestre et le *curator* de l'université, vieillard excellent et d'une bienveillance sincère, nous exhortaient à fréquenter les professeurs et nous assuraient que les plus éminents d'entre eux, MM. Häckel von Eucken, Delbrück, attendaient notre visite avec impatience. Nous conserverions sûrement, affir-

maient-ils, le plus agréable souvenir de notre passage à Iéna. *Ubi bene ibi patria* semblait être devenu la devise de tous ceux avec qui nous étions en rapport. L'éditeur Perthes m'écrivait pour s'informer du degré d'avancement de mon *Histoire de Belgique*. Un autre éditeur nous proposait de collaborer à un livre qu'il allait publier sur la Flandre, et il ne s'imaginait certainement pas que cette proposition fût une insulte. Une fois de plus, nous pouvions constater cette incapacité absolue de l'Allemand de se départir de lui-même en jugeant les autres. Personne ne semblait soupçonner qu'il ne suffisait pas de nous témoigner quelques égards pour nous faire oublier notre patrie envahie, nos compatriotes réduits en esclavage, notre droit foulé aux pieds, notre nation calomniée, la trahison suscitée contre elle, son annexion visiblement préparée et là-bas sur l'Yser, notre armée attendant le moment de glorifier nos morts par le triomphe de la justice.

La censure finit par s'impatienter de ne point trouver dans nos lettres ces attestations de contentement et de gratitude qu'elle avait bien certainement compté pouvoir faire passer dans la presse.

Elle n'y rencontrait que l'expression de nos regrets d'avoir été forcés d'abandonner des compatriotes et des alliés dont nous partagions dans les camps la misère et les espoirs. A Iéna même, les visites que l'on attendait de nous, n'étaient pas faites. Nos conversations sur la Belgique n'étaient peut-être pas sans danger, car enfin, il était assez difficile de ne pas nous croire quand nous racontions, en témoins occulaires, des violences, des injustices et des horreurs que beaucoup de nos interlocuteurs avaient certainement ignorées jusqu'alors. Bref, nous étions tout au moins inutiles, si nous n'étions pas gênants. A Gand, « messieurs les militaires, » qui nous faisaient espionner avec soin, se dépitaient du nouvel échec de leur combinaison. Ils crurent ou ils feignirent de croire que la liberté qui nous était laissée nous permettait de correspondre avec la Belgique par des voies cachées. Exaspérés de l'admirable résistance aux intrigues laborieusement machinées pour s'emparer, au profit de leur politique d'annexion, du mouvement flamand, ils nous soupçonnèrent ou feignirent de nous soupçonner de n'y être pas étrangers. Un beau jour, un agent de police vint saisir la correspondance de Fredericq, puis ce fut

au tour de la mienne d'être confisquée. Le bourgmestre, le curateur de l'université nous recommandaient d'être prudents, et semblaient convaincus que nous entretenions avec le dehors une correspondance secrète. Nous nous sentions entourés d'une atmosphère de méfiance...

Tout à coup, le 24 janvier 1917, vers cinq heures du soir, nous étions mandés à l'Hôtel de Ville. L'attitude rogue des employés, qui jusqu'alors nous avaient salués jusqu'à terre, nous montra qu'un orage allait éclater. Il fondit sur nous presque aussitôt. Après quelques minutes d'attente, une porte s'ouvrit et nous fûmes introduits dans une salle où, derrière une grande table, siégeait un colonel flanqué du bourgmestre et du *Bezirks Direktor* d'Apolda. Le bourgmestre et le colonel avaient l'air de gens embarrassés et mal à l'aise. Mais le *Bezirks Direktor*, un certain König, dont la figure de bouledogue était couturée de ces peu appétissantes cicatrices que portent avec gloire les anciens *Korpsstudenten*, nous jetait des regards furibonds. Pour nous impressionner sans doute, il avait placé devant lui un énorme dossier que d'ailleurs il n'ouvrit pas. A peine le colonel nous avait-il fait signe de nous asseoir, il aboya contre nous une diatribe plus ridicule encore que grossière. Il nous accusa d'avoir méconnu « l'hospitalité de l'Allemagne, » d'avoir intrigué contre elle en Belgique, abusant de la manière la plus abominable de la confiance qu'elle avait mise en nous. Nous étions deux criminels passibles du bagne. Mais on voulait bien nous témoigner une pitié dont nous étions indignes. On se contenterait de nous rendre incapables de nuire en nous séparant l'un de l'autre. Fredericq devait être relégué à Burgel ; pour moi, je serais averti sans retard du lieu choisi pour mon exil.

Le surlendemain, en effet, j'accompagnais mon vieil ami à la gare de la Saale, à travers les rues encombrées de neige. Un brouillard glacé flottait dans l'air. Le long de la voie, des soldats à mine lugubre s'embarquaient pour la Galicie. Nous nous embrassâmes et je vis s'enfoncer dans la brume le train qui m'enlevait mon compagnon. La solitude allait être plus pénible à porter, après les quelques mois passés ensemble. Déjà je la ressentais cruellement en regagnant notre appartement bouleversé par le désordre du départ. J'y appris que je serais dirigé dans deux jours sur *Creuzburg an der Werra*.

IV. — VINGT MOIS A CREUZBURG. — L'OPINION EN ALLEMAGNE

Officiellement, Creuzburg est une ville. En réalité, c'est un gros village de 2 000 habitants, situé aux confins de la Thuringe à douze kilomètres au nord d'Eisenach, auquel le relie un petit chemin de fer d'intérêt local. Le site est pittoresque. Le bourg, dominé par la côte abrupte du Visch, enserre de ses maisons à toits rouges et à lambourdes, une éminence surmontée d'un vieux château, auquel se rattachent des souvenirs de saint Boniface et de sainte Élisabeth. A ce château aboutissent les débris d'un mur d'enceinte à demi ruiné et flanqué de tours. A quelque distance, la Werra roule ses eaux sombres que franchit un pont construit au moyen âge. Une jolie chapelle du XVe siècle s'élève à l'une de ses extrémités, ombragée de tilleuls séculaires. Sauf vers la gare, où l'on rencontre quelques maisons modernes et une petite filature de rubans, la localité, située assez loin des grandes voies du transit, a conservé un air ancien et tout à fait vieille Allemagne. L'industrialisme moderne commençait à peine à la toucher quand la guerre éclata. Une partie de la population travaille cependant dans les fabriques d'Eisenach. Mais la majorité vit de la culture du sol, ou trouve, dans les villages environnants, la clientèle suffisant à l'entretien d'un petit commerce. Tout le pays a passé au protestantisme dès la fin du XVIe siècle. Creuzburg est le siège d'une « super-intendance » luthérienne. Politiquement, il appartient au grand-duché de Saxe-Weimar et fait partie de la *Bezirks-Direktion* d'Eisenach.

Tel était le pays où j'allais résider durant les vingt derniers mois de ma captivité. Quand j'y arrivai le 29 janvier 1917, et qu'il m'apparut sous un pâle soleil du soir, endormi et comme enseveli sous une lourde chape de neige, je ressentis tout d'abord une étrange impression d'isolement et de solitude. Le lieutenant qui m'accompagnait devait me remettre au bourgmestre. Nous le rencontrâmes en chemin : un petit homme rougeaud, l'air placide et qui tout de suite me tendit la main. Il se hâta de m'apprendre que je lui avais été signalé comme « très dangereux » et que le principal aubergiste de Creuzburg avait refusé de me loger. Il allait me conduire au *Gasthof zum Stern*, chez Wilhelm Panitz, qui, moins timide, consentait à me

fournir un gîte. C'était une grande maison sur la place, en face de l'église et du *Rathaus*, avec un grand toit de tuiles, une large porte cochère et, au fond, une cour bordée d'une étable, d'une grange et d'une laiterie. Le bourgmestre me fit part aussitôt des instructions qu'il avait reçues à mon égard. Je pouvais librement me promener par la commune. Chaque jour, j'aurais à me présenter devant lui et à lui remettre ma correspondance, qui serait censurée à la *Bezirks-Direktion* d'Eisenach. Il m'était interdit d'avoir le moindre rapport avec les soldats prisonniers habitant Creuzburg. Je devais être surveillé *sehr scharf aber sehr höflich*, très sévèrement, mais très poliment.

J'eus l'occasion de remarquer dès le lendemain matin que cette consigne de politesse était ponctuellement observée. Comme je sortais pour explorer ma nouvelle résidence, je rencontrai le gendarme ; il porta aussitôt la main à son casque. Plus loin le facteur de la poste, puis le chef de gare m'honorèrent de leur salut. Je crus à une erreur de leur part. C'était moi qui me trompais. Le bourgmestre m'apprit qu'ils avaient obéi à un ordre : ils s'y conformèrent scrupuleusement jusqu'au bout... Quant à la population, elle ne tarda pas à s'accoutumer à ma présence. Personne à peu près ne sut jamais mon nom. Mais nul n'ignorait que j'étais dans mon pays un *Herr Professor*, et c'en était assez pour me valoir une certaine considération. Jamais on ne manquait, en me parlant, de m'appeler par ce titre et on l'ajoutait régulièrement au *Guten Tag* que l'on me jetait au passage.

La régularité de mon genre de vie dut contribuer beaucoup à m'associer à l'existence journalière de la population, à faire de moi, si je puis ainsi dire, une partie de ses habitudes. J'avais décidé tout de suite qu'il ne me serait possible de résister à la monotonie de ma détention qu'en m'imposant strictement des occupations fixes, et en réservant à chaque heure sa tâche spéciale. Je repris l'étude du russe, que j'avais entamée à Crefeld sous la direction d'un lieutenant-colonel d'artillerie et continuée à Holzminden sous celle d'un étudiant. L'après-midi était, de deux à cinq, consacré à la promenade. A cinq heures, je me mettais à la rédaction d'un livre auquel j'avais souvent songé avant la guerre et dont je portais le plan dans ma tête. Je gagnais ainsi l'heure du souper. Je lisais le journal, et la journée finissait, pour recommencer exactement de même le

lendemain. Jamais je ne me suis départi de cette règle de vie, quel que fût le temps ou la saison. Elle me donnait l'inappréciable avantage de savoir, dès le matin, ce que j'avais à faire jusqu'au soir. Elle mettait une barrière aux vagabondages de l'imagination, calmait les inquiétudes et chassait l'ennui. Je finis par m'intéresser vraiment à mon travail. J'y pensais durant mes promenades solitaires par les champs et les bois. Rien n'y rappelait la guerre, et je m'efforçais de l'oublier. Je causais avec moi-même. N'ayant aucun devoir à accomplir, libre de toute besogne, débarrassé de toutes obligations mondaines et sociales dans mon isolement, je goûtai les charmes de la méditation, l'élaboration lente et progressive des idées que l'on porte en soi, avec lesquelles on vit et dans lesquelles on finit par s'absorber.

Bref, je compris, il me sembla du moins que je comprenais la réclusion volontaire de Descartes dans son « poêle » de Hollande. Moi aussi je vivais dans un poële et si j'y vivais malgré moi, il y avait certains moments où j'en arrivais à l'oublier. Je finis par m'accoutumer tellement à cette vie d'ermite, à ce retour des mêmes occupations aux mêmes heures, que le plus léger imprévu me causait un véritable agacement. Quotidiennement, vers dix heures, j'interrompais ma besogne pour monter chez le bourgmestre, au premier étage du *Rathaus*. C'était le moment pathétique de la journée. Allais-je y trouver quelques-unes de ces lettres qui étaient les seules distractions et le seul soulagement de mon exil? Je n'insisterai pas. Il me semble que je déflorerais les sentiments que j'éprouvais alors si j'essayais de les décrire.

Peu à peu, je finis par connaître l'aristocratie de mon village, les *honoratioren*, suivant l'expression consacrée. Le plus important, et aussi le plus cultivé d'entre eux, était le *superintendent*. Nous échangions quelques paroles quand nous nous rencontrions. Je parvenais parfois à le faire parler de la guerre. Il parlait bien et avec plaisir. Il ne se doutait certainement pas du plaisir que j'éprouvais moi-même à l'entendre développer un thème avec lequel mes conversations d'Iéna m'avaient familiarisé de longue date. La race et son influence historique revenaient continuellement dans ses discours. Romanisme, germanisme! Pour lui tout était là. Le romanisme, c'était l'Église catholique, la forme l'emportant sur le fond, la

convention et la tradition, sur la liberté de la pensée et la conscience individuelle. Il ramenait d'ailleurs l'histoire du monde au protestantisme, et le protestantisme était germanique.

« Pourtant, Calvin ! lui objectai-je un jour. — Calvin, fit-il, c'est Luther adapté à l'esprit roman. — Pourquoi donc, lui demandai-je, cette adaptation romane de la Réforme a-t-elle été acceptée par tant de peuples germaniques ? Car enfin, les Hollandais, les Anglais... — Oh ! les Anglais, répliqua-t-il aussitôt, ce sont des Celtes. » Je me rappelai qu'en effet, depuis le commencement de la guerre, l'Angleterre était tout à coup devenue celtique... L'ethnographie politique a de ces complaisants retours. N'ai-je pas lu, quelques semaines plus tard, dans le journal, l'analyse d'une dissertation démontrant l'origine germanique des Bulgares !

Une autre fois, la conversation tomba sur la liberté politique. Elle aussi était l'apanage des Germains. Luther en avait donné la vraie formule, formule incompréhensible, il est vrai, pour les étrangers. « Au fond, ajoutai-je, c'est que probablement cette notion de la liberté est faite pour des gens qui ne sont libres que d'assez fraîche date. Chez nous, le servage est aboli depuis le XIIIe siècle : il existait encore en Allemagne au commencement du XIXe. Pour des gens accoutumés à la liberté depuis 600 ans et ceux dont le grand'père a peut-être été corvéable d'un seigneur, et attaché à la glèbe, les mots n'ont pas le même sens, et il est difficile de tomber d'accord. » Mon interlocuteur me regarda avec étonnement. Il se demandait sans doute si j'étais sérieux. Je l'étais extrêmement. Plus je m'initiais à l'Allemagne et plus clairement il m'apparaissait que sa discipline, son esprit d'obéissance, son militarisme, son manque d'intelligence et d'aptitudes politiques trouvent en grande partie leur explication dans cette renaissance du servage que le XVIe siècle a vu s'y accomplir. Il y a là entre elle et les pays occidentaux, une différence foncière et radicale. Sans le servage à peu près général des populations rurales à l'Est de l'Elbe, le Luthéranisme aurait-il pu se répandre comme il l'a fait, et l'organisation de l'État prussien serait-elle concevable ? Et n'est-il pas caractéristique que la région rhénane, épargnée par ce renouveau du servage, soit demeurée catholique et n'ait accepté que fort tard le joug de la Prusse ? Sans doute, il ne faut point exagérer la portée de cette remarque. Il importe

pourtant d'en tenir compte et de mesurer de quel poids des siècles d'hérédité servile pèsent, même aujourd'hui, sur des millions de familles allemandes. On ne doit jamais oublier que l'Allemagne est bien plus proche que nous de l'ancien régime. Quantité de progrès auxquels nous sommes habitués depuis la Révolution française, sont chez elle de fraîche date et y sont naïvement admirés comme des créations du génie national. J'entends encore le bourgmestre me demander avec une sollicitude un peu narquoise si nous connaissions en Belgique les « admirables innovations » du système métrique et de l'état civil. Je le surpris très fort en lui disant que nous y étions accoutumés depuis un siècle, et que l'Allemagne les avait empruntées à la France.

Au gré du hasard de mes contacts avec la population et de mes causeries avec mon hôte, Herr Panitz, je recueillais nombre d'observations intéressantes. Je veux au moins noter l'une d'elles. Je me rendis compte peu à peu que le manque si surprenant d'esprit public, ou si l'on veut d'esprit politique, qui caractérise l'Allemagne moderne, ne s'explique pas seulement par les longs siècles d'absolutisme qu'elle a traversés ; la pédagogie en est aussi largement responsable. Il est certain que l'enseignement est ici plus répandu que partout ailleurs, que la discipline et l'hygiène scolaires sont excellentes, que les instituteurs et les maîtres de toute sorte sont soigneusement dressés à leur tâche et que la fréquentation de l'école fait partie depuis longtemps des mœurs de la nation. La législation scolaire comme la législation sociale de l'Allemagne a été plus ou moins imitée dans tous les États. Mais la médaille a un revers qu'il ne faut pas perdre de vue. Il m'a semblé que cette pédagogie dont l'Allemagne est si fière, ne tient compte de l'enfant que pour s'imposer à lui. Elle ne lui laisse aucune spontanéité. Elle le marque de sa méthode, comme le balancier frappe une monnaie de son empreinte. L'idéal de l'instituteur n'est pas de former ses élèves pour eux-mêmes, mais pour l'État. Aussi ne se borne-t-il pas à cultiver leur intelligence, il entend s'en emparer. Dès son entrée à l'école, l'enfant allemand apprend que son pays est le premier du monde, son gouvernement le meilleur des gouvernements, son histoire la plus glorieuse des histoires. Il est soumis à une culture nationaliste d'autant plus effective qu'elle est plus systématique. L'ensei-

gnement de l'histoire, en particulier, est une véritable initiation au chauvinisme et la marque en demeure indélébile.

On s'est étonné de l'attitude des socialistes allemands au début de la guerre. On a voulu mettre au compte des instincts guerriers et conquérants de la race leur collaboration à l'impérialisme de Guillaume II. Elle s'explique bien plutôt, à mon sens, par la déformation méthodique que l'école a fait subir à tout le peuple. Ils avaient beau protester contre l'esprit conservateur et autoritaire de l'enseignement, ils le subissaient comme les autres. Et n'est-il pas caractéristique qu'une des premières mesures du gouvernement révolutionnaire, en octobre 1918, ait été le retrait de tous les manuels d'histoire employés dans l'enseignement primaire, comme inspirant la haine des autres peuples et l'amour de la guerre ?

Cet enseignement a encore un autre défaut. Il ne forme pas le caractère; il ne dresse qu'à la discipline. J'ai bien souvent admiré, de ma fenêtre, l'ordre et le silence observés par les élèves sortant de l'école, vieux bâtiment pittoresque du commencement du XVIIe siècle. On y lisait encore au-dessus de l'une des portes :

Haec pueros dociles et purae mentis alumnos
Porta capit. Petulans exulet atque piger.

L'esprit du système n'a pas changé. La *petulantia*, voilà ce que le pédagogue d'aujourd'hui, exactement comme son devancier d'il y a deux siècles, considère encore comme le vice rédhibitoire. Il ne s'avise pas qu'elle n'est à sa manière qu'une manifestation touchante de la vie de l'enfant. Nulle indulgence pour elle. La suprême vertu est l'obéissance. La moindre incartade contre l'autorité du maître doit être dénoncée et la délation entre camarades, qui nous apparaît comme si déshonorante, est ici érigée au rang de devoir. De cette manière on parvient sans doute à imposer le respect de la règle, mais forme-t-on des caractères? Sans doute, en temps normal, l'Allemand obéit par habitude à ces innombrables défenses dont sa vie est enserrée et qui partout, dans les bureaux officiels, dans les wagons de chemin de fer, dans la rue, au théâtre, au restaurant ou au café, lui imposent les gestes à faire et, où qu'il aille, lui rappellent la discipline scolaire. Et comme je m'étonnais un jour de cette espèce de défiance que l'administration semble

témoigner au public, le bourgmestre m'affirma qu'elle était indispensable et que, livré à lui-même, le peuple serait incapable de se conduire.

Je ne tardai pas à m'assurer qu'il avait raison. A mesure que la guerre se prolongeait, je vis décroître peu à peu la discipline et le respect des règlements. En dépit des mesures de plus en plus minutieuses sur le commerce des vivres et le rationnement, tout le monde fraudait. Le relâchement des habitudes et des mœurs devenait plus frappant de semaine en semaine. Le journal nous apprenait chaque jour des condamnations de femmes convaincues de relations trop intimes avec des prisonniers travaillant dans les villages des environs. La déférence à l'égard des autorités disparaissait dans les paroles comme dans les attitudes. La contrainte trop longtemps observée devenait trop pesante. On s'en affranchissait, et il devenait visible que le bel ordre dont l'Allemagne était si fière était beaucoup plus une consigne longuement observée, qu'une obligation morale volontairement consentie.

Plus frappante encore était la désillusion générale. Quand j'arrivai à Creuzburg, tout le monde s'attendait à une paix prompte et victorieuse. Les journaux publiaient des bulletins mirifiques sur les exploits des sous-marins. J'entendais discuter sur le moment où, l'Angleterre réduite à merci, l'Entente serait forcée de déposer les armes. Un mois passa, puis deux, puis trois. L'Angleterre tenait toujours et l'on commençait à s'inquiéter. La gloire de von Tirpitz était visiblement en baisse. Le bourgmestre se prenait à croire que je ne m'étais pas trompé en lui prédisant l'échec de l'*Unbeschränkter Ubootkrieg*.

Comme presque toute la petite bourgeoisie en pays luthérien, il appartenait à ce parti national-libéral dont le nationalisme consiste à soutenir le gouvernement et le libéralisme à déclamer plutôt qu'à agir contre les cléricaux et les conservateurs-agrariens. Il n'aimait certainement ni les *Junker* ni les catholiques. Pour le surplus, il ne savait pas très bien ce qu'il voulait, et cette absence de programme s'alliait à une ignorance, qui me parut étonnante, de la situation politique de l'Allemagne. Au début de mon séjour à Creuzburg, il niait obstinément l'existence d'un parti pangermaniste. Il fallut la chute de Bethman-Hollweg pour qu'il se rendît à l'évidence. A partir de ce moment, je vis s'opérer chez lui une évolution

qui doit avoir été celle de plusieurs milliers de ses compatriotes. Il se mit à douter que l'Allemagne eût vraiment été forcée à la guerre par les machinations de l'Entente, et je remarquai que sa foi dans la sagesse du gouvernement commençait à fléchir. Il lui reprochait surtout d'avoir mal choisi ses alliés. Son mépris pour l'Autriche s'affirmait avec exubérance, et je fus frappé de constater qu'il pensait en cela comme presque tout le monde. Que de fois n'ai-je pas entendu regretter, avec une entière bonne foi, que l'empereur n'eût pas pris la France comme partenaire! « Si nous avions eu les Français avec nous, ai-je entendu dire par un soldat, nous aurions sabré l'univers. » (*Wir hätten die ganze Welt niedergesäbelt*). Il semblait vraiment, tant l'inintelligence de l'Europe était complète chez ceux qui parlaient ainsi, que Guillaume II n'eût eu qu'à tendre la main à M. Poincaré pour s'acquérir l'amitié de la République. J'essayai vainement d'expliquer au bourgmestre que les choses n'étaient pas aussi simples qu'il l'imaginait. Je lui parlai de l'Alsace-Lorraine et du militarisme. Il ne comprenait pas. Il me laissa entendre que je me moquais de lui quand je lui affirmai que ce qui révoltait la France c'était que les Alsaciens eussent été annexés malgré eux. « Mais puisqu'ils sont Allemands, répétait-il toujours, ils doivent appartenir à l'Allemagne! » Évidemment l'idée qu'un peuple puisse disposer de lui-même lui était complètement inaccessible. Quant au militarisme, c'était peine perdue que d'en parler. Sur ce point encore, il pensait comme tout le monde. Jamais, disait-il, les militaires n'étaient intervenus dans la politique allemande. Je lui rappelai l'affaire de Saverne. Il voulut bien reconnaître qu'elle avait été déplorable. Pourtant il ne fallait pas croire que la nation n'eût pas protesté si elle avait été bien renseignée. On n'avait pas su au juste ce qui s'était passé et, par loyalisme, on avait pris parti pour l'armée. Lui-même avait envoyé une adresse de félicitations au nom de la population de Creuzburg.

Un matin, comme il m'affirmait une fois de plus que Hindenburg et Ludendorff restaient confinés dans leur rôle de soldats, on lui apporta de la poste un énorme rouleau soigneusement ficelé. Il l'ouvrit devant moi. C'était un envoi du *Kommando* de Cassel, renfermant, avec ordre de les afficher, des cartes grossièrement coloriées où l'on voyait la Belgique ser-

vant de passage à des armées anglaises et françaises en marche vers le Rhin. Je souris et il rougit. « Il me semble, lui dis-je, que l'État-major sort parfois de ses attributions. Allez-vous lui renvoyer ces cartes? » Il les fit naturellement placarder, mais sans enthousiasme. Bientôt, elles eurent disparu des murs.

De la Belgique, naturellement, je causais tous les jours avec lui, et c'était un sujet qu'il cherchait à éviter. Il avait commencé par me débiter les fables propagées par l'État-major : la conspiration du gouvernement belge contre l'Allemagne et les abominations des francs-tireurs. Je finis, sinon par le convaincre entièrement de leur fausseté, au moins par ébranler la créance qu'il leur accordait. Mais il me fut toujours impossible de lui faire comprendre pourquoi la Belgique s'était jetée en travers du chemin de l'Allemagne. « Vous saviez bien que vous seriez battus. Alors, à quoi bon résister? » Il affirmait d'ailleurs, et je crois qu'il était en cela tout à fait sincère, que personne ne s'était attendu à l'agression de la Belgique. Quand, le 4 août, on apprit à Creuzburg que Liége était attaqué, ce fut, disait-il, une véritable stupeur. On crut tout d'abord que Liége était une ville française, et il fallut consulter l'atlas avant de se rendre à la réalité.

Au surplus, les calomnies forgées par l'État-major au début de la guerre, pour soulever l'opinion contre les Belges, étant devenues superflues en 1917, on avait cessé d'en parler. Les gazettes ne s'occupaient plus des francs-tireurs. Elles ne s'en occupaient que davantage de la question flamande. A part quelques « intellectuels, » elle n'intéressait personne. Chacun sentait fort bien que ce n'était là qu'une manœuvre annexionniste. La Belgique, disait-on, doit appartenir à l'Allemagne ; sinon, elle appartiendra à l'Angleterre, et l'Angleterre, c'est l'ennemi mortel et capital.

Dès que la conversation s'engageait sur ce chapitre, elle provoquait infailliblement des accès de fureur et un débordement d'injures. Chez tout le monde, sans distinction de classes ou de partis, c'était la même explosion de haine. Évidemment on s'était attendu à voir l'Angleterre observer la neutralité. Les désillusions sans nombre qu'amenait cette guerre interminable retombaient sur elle. Toutes les privations, toutes les souffrances que l'on endurait, c'est elle que l'on en rendait responsable, et il s'y ajoutait encore l'humiliation de voir blo-

quée dans les ports cette flotte allemande qui avait coûté tant de milliards et fait naître tant d'espoirs de conquête.

Vers le milieu de juillet 1917, l'esprit public était retombé au niveau où je l'avais vu à Iéna, vers la fin de l'année précédente. On ne croyait plus aux sous-marins et pour comble de malheur, les zeppelins, eux aussi, avaient failli à leur tâche. Cependant les vivres se faisaient de plus en plus rares. On ne trouvait plus de cuir, on commençait à enlever les cloches des églises. La mortalité devenait effrayante chez les vieillards et chez les enfants. Les soldats revenant en congé racontaient d'abominables histoires sur la guerre de tranchées et l'armement formidable de l'ennemi. On se raccrochait à tous les espoirs. Périodiquement circulaient des bruits de paix particulière, tantôt avec la France, tantôt avec la Russie, tantôt avec la Belgique. D'autres attendaient le salut du congrès socialiste de Stockholm. Tout le monde salua avec enthousiasme la résolution votée, au mois de juillet, par le *Reichstag*, d'engager le gouvernement à conclure une paix sans annexions et sans indemnités. J'ai eu à Creuzburg l'impression très nette que la population tout entière, à l'exception du super-intendant, des instituteurs, du secrétaire de la poste et du pharmacien, en était arrivée à ne plus rien désirer que la paix, et la paix à tout prix. On ne se gênait pas pour déclarer devant moi qu'il fallait abandonner la Belgique, que ç'avait été une grande faute d'annexer l'Alsace-Lorraine, qu'elle n'était qu'une source de déboires et que, mon Dieu! on la laissât à la France, puisque la France y tenait tant! Quant aux Autrichiens, aux Bulgares et aux Turcs, pour qui l'Allemagne s'épuisait depuis si longtemps, ils n'avaient qu'à se débrouiller comme ils pourraient...

Il était grand temps de redresser cette opinion qui s'abandonnait, si on ne voulait se laisser entraîner par elle. Les fantoches qui représentaient le gouvernement, Michaëlis, puis Hertling, passèrent la main au grand quartier général : celui-ci appela les pangermanistes à la rescousse. Le *Vaterlandspartei* se constitua dans chaque commune. Une campagne de presse et de conférences se déchaîna par toute l'Allemagne. A Creuzburg même, des pasteurs, des professeurs, des fonctionnaires vinrent le dimanche à l'hôtel de ville tenir des discours patriotiques avec accompagnement de cinéma. L'état-major de Cassel organisa de son côté un « service de direction de l'opinion. »

Par ordre, toutes les autorités locales furent convoquées à suivre à Eisenach un cours fait par des officiers et des professeurs d'université. Il s'agissait de les mettre au courant de la situation, de les éclairer sur les buts de guerre de l'Allemagne et sur ses ressources, de leur démontrer la nécessité et la certitude de son triomphe, et enfin de les initier à la pratique de la propagande. Le bourgmestre en revint émerveillé. Je m'aperçus pourtant, qu'au bout de quelques jours, son enthousiasme était fort refroidi. Une tentative de propagande populaire qu'il entreprit à l'hôtel de ville n'eut aucun succès, autant que j'en pus juger du dehors.

Le pauvre homme était d'ailleurs écrasé de besogne. Tous les jours c'étaient de nouveaux règlements sur le commerce des vivres, le rationnement, les réquisitions des récoltes, du linge, des vêtements. De plus en plus, tout le monde fraudait. Il le savait mieux que personne, soupirait et fermait les yeux. Le nouvel emprunt de guerre augmentait encore ses déboires.

Je le voyais tous les matins, suivi de son chien, se rendre chez les gros bonnets de Creuzburg pour les engager à souscrire. Je doute cependant qu'il en ait tiré la forte somme. Mon hôte Herr Panitz se vantait à moi de n'avoir contribué à aucun emprunt. Les *Junker* et les grands industriels n'avaient qu'à payer, disait-il, cette guerre qu'ils avaient voulue et qui leur rapportait de scandaleux bénéfices. Le peuple était trop bête de continuer à se laisser opprimer par une clique de privilégiés. C'était un scandale qui ne pouvait durer. Au fond, les socialistes avaient raison. Et ce que je lui avais raconté du gouvernement belge lui revenant en mémoire : « A la bonne heure, criait-il, voilà ce qu'il nous faudrait. Les ministres devraient être choisis par le peuple. Ici, nous sommes traités en esclaves, par les fonctionnaires ! » Visiblement, le *Vaterlandspartei* et la propagande patriotique avaient manqué le but. Les choses allaient mal. On commençait à entendre sur Hindenburg des plaisanteries irrévérencieuses. Je me rappelais *in petto* qu'un an auparavant Creuzburg lui avait envoyé, de commun accord avec les autres villes de Thuringe, un diplôme de bourgeois d'honneur.

La défection de la Russie et la paix de Brest-Litovsk arrivèrent à point nommé pour relever les courages. Cette fois, à coup sûr, la paix était proche. A tout le moins le blé de l'Ukraine allait se déverser sur l'Allemagne en vagues dorées. On retira

des greniers pour les arborer aux fenêtres, les drapeaux qui n'avaient plus pris l'air depuis longtemps. La maison du *superintendent* s'orna du grand pavoi aux couleurs de l'Empire et de Saxe-Weimar. Les têtes se redressèrent et l'on attendit avec confiance le *mea culpa* de Lloyd George et de Clemenceau. Le vent emporta cette illusion, comme il en avait emporté tant d'autres. Mais déjà les trains de troupes et de munitions roulaient de l'Est à l'Ouest. On entendait jour et nuit leur grondement sur la ligne de Cassel. Les gens qui revenaient d'Eisenach s'extasiaient sur la quantité de matériel et de troupes qu'ils avaient vus dans les gares. L'espoir d'une victoire décisive surgissait de nouveau et réveillait chez chacun les instincts de conquête et de domination. On parlait encore de paix, mais d'une paix allemande. Il n'était plus question de renoncer à la Belgique. La côte de Flandre était indispensable à l'Allemagne. On devait en finir avec l'Angleterre et la France. La première serait matée par l'occupation de tous les ports de la mer du Nord et de la Manche, la seconde céderait le bassin de Briey, Belfort, la Franche-Comté, la Champagne et que sais-je encore. On avait jusqu'alors tenu tête à l'ennemi sur deux frontières; comment ne l'écraserait-on pas, maintenant que l'on pouvait précipiter sur le front occidental le bloc d'acier de toute l'armée allemande?

J'écoutais tous ces discours sans m'émouvoir. Isolé au milieu de ce peuple désemparé, j'étais rassuré, beaucoup plus rassuré, comme je l'ai appris plus tard, que ceux qui, de l'autre côté du front, attendaient l'attaque. J'objectais parfois l'intervention imminente de l'Amérique. On haussait les épaules. L'Amérique! Elle arriverait trop tard. D'ailleurs, arriverait-elle? Elle n'avait voulu en prenant part à la guerre que la prolonger, pour continuer à amasser des milliards en fournissant des munitions à ses alliés.

L'hiver ne fut pas trop rigoureux. Malgré la disette grandissante des vivres, on attendait avec confiance l'arrivée des blés de l'Ukraine et l'offensive de Ludendorff. L'effet des premières nouvelles que l'on en reçut au mois de mars justifiait tout ce qu'on en avait espéré. Déjà, on voyait Amiens capitulant et les troupes s'avançant le long de la Somme, rejetant les Anglais sur Dunkerque et les Français sur Paris. On tenait enfin le coup de massue irrésistible, on touchait au but.

L'attaque sur le Mont-Kemmel empêcha de remarquer

qu'Amiens tenait toujours. On ne vit dans ce changement inattendu du champ de bataille, qu'une manœuvre géniale de l'État-major. On s'informait auprès de moi de la distance qui séparait Kemmel de Dunkerque et l'on riait d'un gros rire quand je disais d'un air détaché que Kemmel n'avait aucune importance, que rien n'était fait tant que l'on ne serait pas à Cassel, et que l'on n'y serait jamais.

Quelques jours passèrent encore dans une fièvre d'impatience. Les bulletins Wolff devenaient monotones. Ils piétinaient sur place, si l'on peut ainsi dire, comme les troupes là-bas, et l'on s'énervait Il fallut bien enfin s'avouer que l'avance en Flandre avait le sort de celle de Picardie. L'une et l'autre étaient arrêtées. Le front occidental avait fléchi sous l'avalanche tombée de Russie, mais il tenait toujours.

Dès lors, c'en fut fait de ce dernier ressaut d'une énergie épuisée, auquel je venais d'assister. Plus on s'était cru certain de la victoire, plus on se mit à en désespérer. Il allait donc falloir s'épuiser jusqu'au bout dans une lutte sans issue! Jamais plus l'Allemagne ne serait capable d'un effort comme celui qu'elle venait de fournir. Et il n'avait servi de rien. Cette fois, on s'abandonnait décidément. Le bourgmestre me confiait que c'était la fin, que les soldats ne voulaient plus combattre, que la discipline se relâchait. Je voyais des gens jeter des regards de haine aux deux fils du secrétaire de la poste et au fils du recteur, jeunes officiers revenus en congé et qui renoncèrent bientôt à exhiber en public leurs uniformes et leurs décorations. Pour comble de malheur, les fameux blés de l'Ukraine n'arrivaient pas. On racontait qu'ils avaient été livrés à l'Autriche. On accusait la Hongrie de conserver pour elle les moissons dont elle regorgeait. Rien ne venait de nulle part, si ce n'est des dépêches du front, annonçant chaque jour de nouvelles morts. Et à ces morts, s'ajoutaient celles que provoquait une épidémie de grippe. Les vivres étaient plus rares que jamais. Durant la nuit, les ouvriers d'Eisenach venaient, en bandes, ravager les jardins et dépouiller les arbres fruitiers. On volait partout; chaque soir, le journal annonçait des assassinats, des viols, des actes de brigandage à main armée sur les grandes routes. C'est à peine si l'on prit garde aux éphémères succès de l'offensive sur Soissons et Château-Thierry. La confiance avait disparu. On apprit avec une résignation morne le

commencement de la retraite. On grossissait maintenant avec frayeur la puissance de cette Amérique que l'on raillait encore quelques semaines auparavant. Des histoires fantastiques se répandaient sur les exploits des *tanks*.

Et enfin le respect de l'autorité, cette dernière et suprême armature de l'Allemagne, s'effondrait sous les coups du désespoir. On ne parlait plus de l'Empereur et des princes qu'avec une sorte de rage. La grande duchesse de Weimar avait annoncé sa visite à Creuzburg. Témoin de la colère provoquée par cette nouvelle, je ne m'étonnai pas du contre-ordre qui vint quelques jours plus tard. Partout j'entendais les gens déclamer contre la guerre, plaisir pour les grands et boucherie pour le peuple, contre les exemptions d'impôts dont jouissaient les princes, contre l'arrogance des fonctionnaires et des officiers. Nul d'ailleurs ne songeait à la révolte. Ils se laissaient aller sans chercher en eux-mêmes le remède à leurs maux. Les autorités civiles, conscientes de la disparition de leur prestige, n'agissaient plus. Mais, grâce à l'état de siège, les États-majors restaient tout-puissants et sauvaient encore les apparences. L'Allemagne ressemblait à un corps épuisé qui n'est plus maintenu debout que par son armure.

V. — LA DÉBÂCLE

Et cette armure elle-même allait se défaire. On apprit un beau matin la révolte des matelots de Kiel et l'insurrection gagnant aussitôt de proche en proche, s'étendant à Hambourg, à Brême, à Lubeck, à Hanovre. Cette armée, le fameux rocher de bronze sur lequel reposait l'édifice de la puissance allemande, cette armée en faveur de qui toute l'éducation morale et physique de la nation était organisée, cette armée invincible, cette armée modèle s'abandonnait à son tour. C'était le dernier coup porté au système, l'effondrement de tout le régime. On avait atteint le fond du fossé.

Depuis quelques semaines, ma femme et mon jeune fils avaient enfin obtenu l'autorisation de venir me rejoindre à Creuzburg à la condition d'y demeurer jusqu'à la fin de la guerre. Ils y étaient arrivés le 8 août 1918. Je les avais comparés à la colombe de l'arche, car leur arrivée coïncidait avec la débâcle, désormais certaine, de l'Allemagne. Tous les soirs, nous consta-

tions, et avec quelle joie, sur les communiqués de l'État-major, de nouveaux progrès des Alliés. Pourtant l'hiver était proche. Je n'osais m'attendre à une prompte victoire, et je m'effrayais un peu de la perspective d'un exil peut-être assez long encore pour mes chers compagnons. Je m'imaginais que l'Allemagne acculée tiendrait jusqu'à l'année suivante. Je savais très bien que le peuple, tout démoralisé qu'il fût, ne se soulèverait pas. Et l'idée qu'une insurrection militaire fût possible ne s'était jamais présentée à mon esprit. Je m'étais laissé tromper par les apparences. Je me rappelle un incendie de bruyères dont j'avais été témoin en 1911 aux environs de Spa. On ne se doutait de rien, quand le feu qui couvait dans le sol gagna la surface. Une fumée bleuâtre flotta sur la « fagne. » Puis, tout à coup, on vit les sapinières, brûlées aux racines, s'enflammer subitement, et les arbres s'abattre les uns sur les autres dans un jaillissement de flammes.

Nous eûmes bientôt l'occasion de constater la force et la généralité de l'incendie qui embrasait l'Allemagne. Il eut tôt fait de gagner la Thuringe. Nous pûmes apercevoir le 9 novembre le drapeau rouge flottant sur la Wartburg, la vieille forteresse des Landgraves de Thuringe qui domine Eisenach.

On nous raconta que des soldats avaient en pleine rue arraché les épaulettes aux officiers et que le commandant de la garnison, le colonel von Schimmelpenninck, vieux militaire pangermaniste, avait été emprisonné par eux. Le surlendemain matin, des automobiles décorées de branches de sapin et de banderoles rouges arrivaient à Creuzburg. Un meeting réunissait les soldats en congé avec quelques ouvriers et un *Arbeiter und Soldatenrat* était constitué sur-le-champ. Une délégation monta à l'Hôtel de Ville. Les soldats qui la conduisaient avaient remplacé à leur casquette la cocarde de l'Empire par une cocarde rouge. Des pourparlers s'engagèrent avec le bourgmestre, et, au bout d'une demi-heure, le nouvel ordre de choses était établi : le bourgmestre consentit aussitôt, de la meilleure grâce du monde, à continuer ses fonctions, sous la surveillance du comité révolutionnaire, et à arborer le drapeau rouge au *Rathaus*. Comme il fut impossible de se procurer un drapeau de ce genre, on le remplaça par le drapeau de Weimar cravaté d'une ceinture écarlate.

Ce qui me frappa le plus dans cette « révolution, » ce fut son

calme absolu. Pas un cri, pas un curieux dans les rues, pas l'ombre d'agitation. Le peuple s'abandonnait à l'autorité nouvelle avec la même passivité qui lui avait fait supporter l'autorité ancienne. Des gens en place, pas un ne protesta. Le petit groupe pangermaniste des *honoratioren*, le super-intendant, le recteur, le secrétaire de la poste, acceptèrent docilement le triomphe d'un régime qu'ils ne pouvaient admettre sans renier tous les principes qu'ils avaient professés jusqu'alors. J'appris que nulle part, dans le grand-duché, aucun fonctionnaire n'avait donné sa démission ou ne s'était fait expulser par la force. Toute l'administration monarchique continuait imperturbablement à fonctionner au profit de la république.

Il me fut bientôt donné d'assister à un spectacle plus étonnant encore. La révolution avait acculé l'Allemagne à une paix immédiate. Hertling donnait sa démission, et le prince de Bade, flanqué d'un ministère d'occasion, acceptait la tâche de conduire le deuil de l'Empire fondé par Bismarck et Guillaume Ier. Avec cette naïveté dont aucune manifestation ne pouvait plus m'étonner après tant d'expériences, chacun s'attendait à voir l'Entente mettre aussitôt la main dans celle de ce figurant et conclure avec empressement et presque avec cordialité un confortable traité de réconciliation sur la base du *statu quo*. On ne parlait plus que des « 14 points de Wilson. » Subitement, ils étaient devenus le *Credo* universel. C'était la sagesse même. Au fond, l'Allemagne n'avait jamais rien voulu d'autre. Ne proclamaient-ils pas la liberté des mers et les droits sacrés de tous les peuples? D'annexions, il semblait qu'il n'eût jamais été question. La paix allait se faire, rendant à chacun ce qu'il possédait en 1914, et ce serait la fraternisation générale sans humiliation pour personne et sans indemnité pour l'Allemagne. A vrai dire, les « 14 points » semblaient exiger l'abdication de l'empereur. Eh bien! l'empereur abdiquerait. L'idée ne venait à personne que cela fût une humiliation ni pour lui ni pour le peuple. Personne surtout ne s'avisa qu'il eût pu mourir les armes à la main et chercher au moins à tomber en soldat. La nouvelle de sa fuite en Hollande parut la chose la plus simple du monde.

A cela, je l'avoue, je ne m'étais point attendu. Que l'on oubliât les horreurs d'une guerre voulue par l'Allemagne, la barbarie avec laquelle on l'avait menée, la dévastation systé-

matique des pays envahis, l'esclavage imposé à la Belgique, les perfidies sans nombre du gouvernement et l'outrecuidance de l'État-major, il n'y avait là rien qui pût me surprendre après tout ce que j'avais déjà vu et entendu. Mais que la chute piteuse et honteuse de l'auteur responsable de tant de crimes, du souverain que, malgré ses ridicules, son insuffisance et sa vanité, on avait si longtemps révéré comme un demi-dieu, n'arrachât pas un cri de protestation, ne provoquât pas un sursaut de mépris ! Vraiment tout sombrait à la fois. Et la dignité du peuple s'en allait à la dérive avec sa puissance.

Après avoir vu cela, je m'attendis à tout. Les journaux publièrent le texte de l'armistice. C'était la ruine et c'était la honte. On se résigna aussitôt à l'une et à l'autre. Pourtant les illusions ne disparurent pas. On se mit à espérer que la paix définitive rétablirait la situation. Et cet espoir ne fut pas étranger, me semble-t-il, à la débâcle définitive du régime monarchiste. L'Allemagne voulut paraître les mains nettes à la Conférence de Versailles. Elle pensa qu'en faisant peau neuve elle serait méconnaissable et sans doute mieux traitée. Et ce fut, succédant à la chute des Hohenzollern, la chute de ces innombrables princes dont les pères avaient, en 1871, acclamé Guillaume Ier dans la Galerie des glaces. Chute lamentable d'ailleurs et presque comique. Les princes furent aussi veules dans la défaite qu'ils s'étaient montrés arrogants dans leurs beaux jours. Ce n'étaient que récits de fuites en automobiles, de pourparlers dégoûtants avec l'émeute, et partout le souci de conserver au moins leurs revenus, à défaut de leur honneur.

Pourtant l'armistice m'avait libéré et je ne songeais plus qu'au retour. Le bourgmestre me laissait maintenant une indépendance complète. Plein d'obligeance, il téléphonait à Eisenach, à Cassel pour s'informer de mes passeports. Ils n'arrivaient pas. Je finis par croire qu'on m'avait oublié au milieu du désordre universel, et je résolus de partir pour Weimar et d'obtenir du ministère révolutionnaire qui venait de prendre en mains le gouvernement du grand-duché, le laissez-passer indispensable. Le bourgmestre m'accompagna. Nous mîmes six heures à faire le voyage qui en temps normal en prend trois. Les trains allaient au hasard sur les lignes encombrées, tous bondés de soldats revenant de l'Ouest sans congés, et prodigues d'histoires sur la révolte générale des troupes en France et en Belgique.

A Weimar, sur la gare, sur la poste, sur le palais grand-ducal, flottait le drapeau rouge. Le grand-duc lui-même était prisonnier dans son palais, sinistre avec toutes ses fenêtres closes et deux sentinelles, ou plutôt deux geôliers, fumant la cigarette, et faisant les cent pas devant la grande porte armoriée. C'était précisément le jour où le *Landtag* de Saxe-Weimar ouvrait sa session annuelle. Nous nous dirigeâmes vers le ministère, siège de l'Assemblée. On nous laissa pénétrer sans difficulté. Nous montâmes un escalier, poussâmes une porte; nous étions dans la tribune publique de la salle du *Landtag*.

Je n'oublierai jamais le spectacle qui m'apparut. Le chef du ministère révolutionnaire, un ancien aubergiste socialiste, M. Baudert, achevait un discours et devant lui, épars à travers la salle déjà à moitié vide, les députés replaçaient dans leurs serviettes les papiers qu'ils en avaient sortis, et, les yeux baissés, prenaient aussitôt le chemin de la porte. C'étaient presque tous des conservateurs, de grands propriétaires, des barons ou tout au moins des *Rittergutbesitzer*, élus du suffrage restreint, mais tout de même représentants légaux et se croyant tels, d'un régime auquel chacun d'eux avait juré fidélité. Et ils venaient d'entendre, sans un mot de protestation, le chef du régime nouveau les congédier comme des valets. Il avait suffi de leur intimer l'ordre de sortir pour qu'ils sortissent, sanglés dans leurs redingotes qui contrastaient comiquement avec le veston de l'homme qui les expulsait. Beaucoup d'entre eux étaient balafrés d'une cicatrice universitaire, reste des *Mensuren* de leur jeunesse d'étudiants. Et pourtant, pas un n'avait fait mine de résister. Et le plus humiliant, c'est qu'on ne s'était pas même donné la peine de déployer pour les contraindre l'appareil militaire des coups d'État. Il n'y avait pas un soldat ni dans la salle, ni dans la rue. Visiblement on avait compté sur leur obéissance... Ils obéissaient.

La salle était vide. Nous nous mîmes en quête de M. Baudert. Nous le trouvâmes installé dans le salon de l'*Excellenz* Rothe, l'ancien chef du ministère de Weimar. Il fumait une courte pipe et signait fébrilement des papiers. A peine eut-il vu le bourgmestre, un des anciens clients de son auberge, il le salua cordialement et s'enquit du motif de notre visite. Je lui expliquai que j'étais prisonnier depuis trente-et-un mois et que je désirais un passeport. « Rien de plus simple. Où allez-vous? »

« En Belgique. » « Très bien. » Et il griffonna aussitôt l'ordre à tous les *Soldatenräte* de l'empire de me laisser passer librement avec ma femme et mon fils. Restait à pourvoir ce texte du sceau de l'État. Ce sceau était confié à M. Röthe qui, après sa déchéance comme ministre, n'en avait pas moins naturellement conservé ses fonctions. « Où est Röthe? » Un huissier annonça qu'il était allé déjeuner. Il fallut que j'intervinsse pour que le pauvre homme ne fût pas arraché à son repas.

On lui fit parvenir l'ordre, après s'être informé de l'heure de mon train, d'avoir à sceller mon passeport avant deux heures. « Voilà comment nous faisons les choses, me dit M. Baudert. Qu'en pensez-vous? Sous l'ancien régime vous auriez dû patienter pendant des heures et on vous aurait fait revenir le lendemain. Bon voyage! » A deux heures en effet, le passeport était signé et nous revenions à Creuzburg à travers l'encombrement des voies de chemin de fer, le désordre des gares et la cohue indisciplinée des voyageurs.

Je n'eus pas d'ailleurs à me servir du passeport de M. Baudert. Deux jours après, le *kommando* de Cassel m'en expédiait un autre, dressé dans toutes les règles. Une apostille écrite en marge me priait de passer à Berlin avant de me mettre en route et de me présenter au *Soldatenrat* attaché au ministère de la guerre. Je répondis que je n'avais ni le temps, ni le goût de faire ce détour et que je prendrais directement le chemin de Cologne. Le lendemain une lettre très polie m'exprimait les regrets du *Soldatenrat*. Il eût voulu s'enquérir auprès de moi de la cause de ma détention. Il y soupçonnait un scandale de l'ancien régime!

Ainsi mon histoire s'achevait, comme l'histoire même de l'Allemagne. Le cercle était fermé, l'évolution complète. Le gouvernement militaire m'avait déporté sans explications. Ces explications, c'est à moi aujourd'hui que le gouvernement révolutionnaire les demandait! *Corso, ricorso*.

Deux jours après, nous rejoignions Fredericq à Eisenach. Le surlendemain nous franchissions en charrette la frontière belge. Le drapeau noir, jaune et rouge animait de ses couleurs chatoyantes les rues de Welkenraet. Il nous semblait, à l'aurore, sortir d'un mauvais rêve.

H. PIRENNE.

HISTOIRE
DE DEUX UNIONS MAL ASSORTIES

Pendant la grande guerre, des érudits enfermés dans leur travail comme dans une citadelle qui les défendait contre les soucis, les inquiétudes, et même les angoisses de l'heure présente, ont patiemment travaillé. Ils ont déchiffré de vieilles lettres, consulté et trié d'anciens grimoires, relu des livres publiés; ils nous livrent aujourd'hui les œuvres de leurs peines. Qu'ils soient remerciés d'avoir accompli leur tâche, malgré les difficultés de toutes sortes, la rareté des bibliothèques et des archives accessibles; le mérite de ces chercheurs est plus grand qu'il ne le serait à tout autre moment. Il faut une singulière application, une volonté bien robuste, pour forcer son esprit aux disciplines du travail, alors qu'il tend à s'échapper vingt fois l'heure, et à s'absorber dans de cruelles préoccupations...

Parmi les laborieux de ces dernières années, un auteur qui signe Arnelle a récemment publié le second volume d'un ouvrage consacré à Mme du Noyer. Le premier, paru en 1913, était intitulé *Mémoires et lettres galantes de Mme Du Noyer* (1); celui-ci, qui est la suite de l'autre : *Les filles de Mme du Noyer* (2).

Les mémoires de cette dame, dont Arnelle donne de copieux extraits, virent le jour pour la première fois à Cologne chez Pierre Marteau en 1710-11.

Mme du Noyer est l'auteur aussi des *Lettres historiques et*

(1) Michaud, éditeur.
(2) Fontemoing, éditeur.

galantes, et fut collaborateur à la Haye de deux feuilles périodiques qu'elle semait de nouvelles, d'anecdotes, et de bons mots : *La Quintessence* et *Le Lardon*.

Dans les mémoires et les lettres, qui contiennent un fatras de caquets, de redites et de racontars, souvent fastidieux ou embrouillés, Arnelle a trouvé la substance de deux livres fort divertissants. On y voit en pleine lumière la figure de Mme du Noyer, qui est d'une singulière originalité, puis celles de ses filles, d'un attrait différent, mais pour le moins aussi vif que celui que présente leur mère.

Mme du Noyer fut en effet une étrange femme, à la fois rusée et naïve, soupçonneuse et crédule, d'ailleurs vindicative, entêtée, violente et rapace, puis soudain généreuse à l'excès. A travers tout cela, excellente mère, ayant élevé, il faut en convenir, fort mal ses filles, qu'elle gâtait avec passion ou punissait sans mesure.

Elle était née à Nîmes en 1663, de parents protestants et se nommait Anne-Marguerite Petit. Elle perdit sa mère étant fort jeune et fut élevée par sa tante, Mme Saporta, dans le protestantisme le plus fervent. Après l'Édit de Nantes, les dragons du Roi, rendant la vie des hérétiques intolérable par les vexations et les tourments qu'ils leur infligeaient en vue d'obtenir leur abjuration (1), Mme Saporta et sa nièce résolurent, comme tant d'autres, de fuir la France, pour chercher à l'étranger une liberté que le Roi refusait si durement à ses sujets. Néanmoins, ces deux dames, surveillées de près, durent se séparer pendant le voyage. Mlle Petit, travestie en garçon jardinier, passa de Lyon à Genève, où elle retrouva sa tante.

Pendant ce temps, des projets d'union furent ébauchés. Anne-Marguerite était riche, les prétendants furent nombreux, et Mme Saporta désirait fort l'établir pour la soustraire aux « papistes » par un mariage protestant. En 1688, la jeune fille se trouvait à Paris, enfermée dans un couvent, lorsqu'elle apprit que le Roi ordonnait à tous ses sujets d'abjurer, ou de

(1) Mme du Noyer écrit qu'un des moyens dont les dragons se servaient pour arriver à leurs fins était d'empêcher les gens de dormir. « Chez M. de la Cassagne », ils s'installèrent cinquante, posèrent des sentinelles devant la porte de sa chambre, et lui firent tourner la broche. Pour une heure de sommeil, il leur compta dix écus d'avance ; l'heure écoulée, les dragons commencèrent à battre du tambour à son chevet. « On le fit tant souffrir que son corps et son esprit s'en ressentirent jusqu'à la fin de ses iours. »

sortir du royaume. Mlle Petit se disposait à en sortir en effet, quand le hasard, la providence, ou simplement quelque intervention amicale lui ménagea une entrevue qui devait décider de son avenir : chez une amie, elle rencontra M. du Noyer. On lui avait dit qu'il était laid, mais elle le trouva tout de go « très joli. »

Ce prétendant, malheureusement, était fervent catholique... mais il se dit qu'il viendrait bien à bout des résistances religieuses de la belle, « l'amour aidant. » Mlle Petit, internée dans son couvent, y recevait par ordre une instruction catholique; M. du Noyer, amoureux, ne prétendait-il pas remplacer le moine auprès de la demoiselle, et l'exhorter de son mieux? Il fit si bien, en effet, qu'elle s'éprit de ce prêcheur laïque. Heureux de l'aubaine, et jugeant l'heure venue, celui-ci se munit des dispenses nécessaires, d'un ordre du Roi, assura Mlle Petit « qu'il n'en voulait pas à sa religion », et un beau jour de mai, la fit monter en carrosse avec la supérieure du couvent, « sans lui donner le temps de se reconnaître. » Lui-même suivait dans un second carrosse avec deux jésuites. On descendit à l'église Saint-Laurent où le curé les attendait.

Tout ce monde se rendit dans une salle « fort propre, » où M. du Noyer persuada à la jeune fille de l'épouser sur l'heure. « Les jésuites m'exhortaient, » dit-elle, « de me laisser conduire par le Père La Chaise, qui souhaitait cette affaire, et se chargeait de la faire approuver à mon oncle Cotton (1) dès qu'elle serait faite... » Les religieuses, de leur côté, l'embrassèrent et lui dirent : « Courage, mon enfant, c'est le plus beau jour de votre vie! » On ne me faisait voir ni messe ni autel, j'étais jeune, M. du Noyer me disait les plus jolies choses du monde... On me fit dire que je croyais tout ce que l'Église catholique Apostolique et Romaine croyait, et après quelques mots latins, je me trouvai mariée! »

Néanmoins, M. du Noyer n'eut pas lieu de se féliciter d'un choix aussi hâtif. Sa femme, fantasque et vaniteuse, lui rendit rapidement la vie intolérable; il prit le parti de la tromper, mais le choix de ses maîtresses, pas plus que celui de sa femme légitime, ne fut excellent.

Un jour, Mme du Noyer soupçonna ce volage d'entretenir

(1) Mme du Noyer prétendait que cet oncle Cotton était de la famille du confesseur de Henri IV.

quelque commerce galant avec une de ses amies. Aussitôt l'épouse outragée de se costumer en valet, et de s'introduire dans l'écurie de la dame, pour le mieux épier. Malheureusement le cocher la prit pour un voleur, et la rossa d'importance; elle n'en sut pas davantage ce soir-là. Une autre fois, Mme du Noyer découvrit que son mari, jusque-là sédentaire, faisait de fréquentes absences nocturnes, et, pour tout dire, qu'il la trompait avec une demoiselle Boutrave, « monstre boiteuse. » Cette fois-ci, l'épouse n'alla pas par quatre chemins : ayant aperçu à l'Opéra sa rivale, elle fut dans sa loge, l'insulta, lui arracha « sa coëffure, tignons et fontanges, » qu'elle lança dans le parterre, si bien que la victime resta tête nue et échevelée au milieu de la plus nombreuse assemblée qu'on pût trouver. Ce n'est pas tout: lorsque l'infortunée Boutrave sortit, Mme du Noyer, qui l'attendait au passage avec les spectateurs assez nombreux de l'incident, lui demanda des nouvelles « de quelques bâtards » que cette femme « avait eus d'un valet de chambre! »

M. du Noyer ne paraît pas avoir tenu rigueur à sa femme de ces scènes bruyantes, et peut-être après tout en fut-il secrètement flatté; et puis, Mme du Noyer, rentrée en possession de ses biens (1), jouissait, en outre, d'un esprit d'ambitieuse intrigeu, qui s'exerçait généreusement en faveur de son mari, à qui elle obtint, grâce à d'actives démarches, d'abord la place de Consul à Nîmes (2), puis en 1694, celle de Maître des Eaux et Forêts de la Province du Languedoc (3).

Deux filles étaient nées de ce mariage : la première en 1689, la seconde cinq ans après; le ménage eut aussi un fils, qui resta plus tard à M. du Noyer, et mourut jeune. Telle était cette famille en 1702. — « Il y a de bons mariages, a dit La Rochefoucauld, mais il n'y en a point de délicieux. » Si celui-ci n'était ni bon ni délicieux, que dire des mariages que contractèrent par la suite les filles de Mme du Noyer, et de toutes les infortunes où les entraîna un déplorable choix?

Quand ses filles eurent treize et huit ans, leur mère, sous prétexte de pratiquer librement la religion de son cœur, partit

(1) Depuis son mariage avec un catholique.

(2) Maire.

(3) Mme du Noyer acheta cette charge 82000 livres. Ayant perdu de l'argent dans les affaires et au jeu, son mari la revendit 116000 livres quelques années après, — sans en aviser sa femme.

subrepticement avec elles pour la Suisse, y voyagea, et finalement s'établit à La Haye.

***

A l'étranger, Mme du Noyer mena une vie assez bizarre.

Nous savons qu'en partant elle prit 2000 écus dans les tiroirs de son époux, et les diamants de son mariage; qu'elle achetait en Hollande trois maisons, possédait des effets sur la banque d'Angleterre, etc.; pourtant, nous savons aussi que la dame sollicitait du Grand Pensionnaire à La Haye (premier ministre) et de Guillaume d'Orange, secours et pensions (1); qu'elle « courait de porte en porte, revêtue de mauvais haillons, » et que ses filles lavaient la vaisselle... Néanmoins, des témoins affirmèrent que, pendant cette période, Mme du Noyer « possédait une douzaine d'habits magnifiques. »

Au milieu de tout cela, il lui vint à l'esprit de marier ses filles, — idée funeste, comme on le verra. — Un certain comte de Dohna Férassière, lieutenant-colonel d'un régiment suisse au service des Pays-Bas, ami de Mme du Noyer qui lui avait des obligations, aida, pour s'en acquitter, au choix déplorable du premier de ses gendres (2).

Malheureusement, la mère nous fait peu connaître le caractère de sa fille aînée. Elle ne parle que de sa beauté, de ses charmes, de sa jeunesse en fleur; en lisant les mémoires de M. du Noyer, l'enfant nous apparaît douce, intéressée, assez sournoise; elle écrivait en secret à son père, sur sa mère, des rapports dans lesquels elle accable celle-ci de la plus terrible façon.

Donc, en 1703, une proposition vint du comte de Dohna. Cet ami avait découvert un parti pour la jeune fille.

C'était un lieutenant de cavalerie du nom de Constantin, à la vérité plus très jeune, « sage comme un Caton, et d'humeur à rendre une femme très heureuse. » Tout dépend du point de vue duquel on se place... et d'abord ce Caton, « maître économe, » de goûts sérieux, ne parut pas devoir plaire. Alors en garnison dans le gueldre espagnol, il ne pouvait quitter Nimègue avant la fin de la campagne (on était en pleine guerre

(1) Comme réfugiée protestante.

(2) Peut-être ce lieutenant-colonel utilise-t-il Mme du Noyer à un service d'espionnage, moyennant une sérieuse rétribution.

de Succession); mais Mme du Noyer se décida à faire le voyage, tant était grand son désir « d'établir » sa fille Elle descendit à Nimègue chez le comte de Dohna, et Constantin se présenta devant ces dames pour la première fois.

On le trouva un peu vieux pour une fille de quatorze ans (1), et sa vue surprit. Rien non plus dans ses manières et son ajustement ne trahit le galant, on s'attendait à mieux. Pourtant son compliment « fort honnête, » marquait combien il était, lui, ravi du « petit bijou » que Dohna lui avait indiqué.

Voici la description que Mme du Noyer fait de ce petit bijou : « Elle était formée pour le corps et l'esprit au delà de son âge, la taille belle, l'air aisé, les manières nobles et douces en même temps, choses qu'on trouve rarement ensemble. Elle avait les mains, la gorge, les bras d'un blanc et d'une beauté enchantée, le plus beau teint du monde, de beaux grands yeux noirs, avec de grands cils noirs comme du geai, des cheveux châtains blonds, une petite bouche très vermeille, et les dents les plus belles du monde. Avec cela de l'esprit et de la politesse, beaucoup de brillant et de modestie, et pour comble d'agrément quatorze ans et deux mois. »

En vérité, l'union de cette jolie fille et de l'officier des gardes semblait bien mal assortie? En outre, Constantin, « homme rassis, » d'une économie qui touchait à la ladrerie, se révéla très vite soupçonneux, jaloux, emporté, taciturne... Voilà un beau parti, ma foi, et il n'y avait pas là, certes, de quoi faire rêver une jeunesse! Aussi hésita-t-elle longtemps. Mais bientôt Mme du Noyer constata avec plaisir combien sa fille devenait « raisonnable » pour son âge, et comme les 50 ans du galant la rebutaient peu! Constantin, de son côté, se montra fort empressé, promit « un équipage tous les hivers, » et une « complaisance aveugle pour sa femme. » On lui croyait des économies... Bref, on se décida à publier un jour les bans.

Mais le mariage fut rompu, lorsque Mme du Noyer rencontra fort à propos, si elle y eût pris garde, un M. Pons ennemi de Constantin, qui tint à la mère ce discours plein de menaces : « Mais, Madame, il a cinquante ans, je le sais très bien !... Cette économie par laquelle on a prétendu le louer est un vice masqué, puisqu'il est d'une avarice qui le rend ridicule. Sa

(1) Il avait cinquante ans, et s'en donnait quarante.

sagesse est l'effet d'une humeur misanthropique particulière de laquelle une femme aurait de la peine à s'accommoder. C'est un vrai malade imaginaire... Croyez-moi, ce serait un meurtre. D'ailleurs, cet homme n'a pas le sou. Est-il déjà muni de vos bijoux? Auquel cas le mal serait sans remède, etc... »

Voilà donc le mariage rompu..., pour peu de temps, il est vrai, car bientôt les avertissements de Pons furent oubliés, et on reprit les projets de plus belle. Cependant le fiancé faisait montre du plus méchant caractère, et ses défauts auraient dû inquiéter Mme du Noyer ou sa fille. Pour un refus que cette dernière avait fait à Constantin la veille du mariage, n'enfourcha-t-il pas son cheval de guerre en faisant mine de repartir sur l'heure pour les armées? — et toute la famille de courir après le bidet, et de s'essouffler sur la route pour le faire revenir !... Mauvais auspices !

La mère comme la fille étaient aveugles. Pourtant la fiancée n'avait que quatorze ans, et pouvait attendre. — Mais toutes les personnes qui jouent un rôle dans cette déplorable aventure, semblent fort pressées d'en finir. — Malgré son vif désir de marier sa fille, il faut constater cependant que Mme du Noyer s'entendait fort bien à plaisanter assez rudement son futur gendre, quitte, l'instant suivant, à le couvrir de cadeaux, ou à l'enchanter de promesses.

Le jour des noces, la belle-mère vit Constantin, dans le char qui le conduisait à l'hymen, chercher son peigne de corne pour lisser sa perruque, — l'intention, excellente, fut raillée par Mme du Noyer. — « Allez! vous devriez être charmé de perdre les cornes là ou tant d'autres les trouvent, et cela est d'un très bon augure pour vous! »

Le souper de noces, offert par l'époux, fut chiche; en revanche, toute la compagnie logea dans les somptueux appartements du comte de Dohna. Le soir la mariée fit beaucoup de difficultés pour se mettre au lit. A cette occasion, la maison retentit d'un « vacarme effroyable. » Mme Constantin ne se priva pas non plus d'injurier son nouvel époux... Le lendemain, cet époux rejoignit les armées du Roi, puis jaloux, revint en toute hâte... Enfin l'on se sépara.

Hélas! pourquoi imprudemment, avant la conclusion du mariage, Mme du Noyer avait-elle montré ses diamants à Constantin, et lui avait-elle annoncé qu'elle les destinait à sa

fille aînée? — ils valaient 8000 florins, et furent la cause de tous les méfaits. Le fiancé avait promis alors de joindre à cette somme dix mille florins, — ses économies. — Mais aucun contrat ne fut dressé, et ces dix mille florins, la jeune mariée ne les vit jamais; à la vérité, M. Pons avait raison : ils n'existaient pas.

Au début, la confiance des deux dames fut donc inébranlable. En vain l'époux annonçait-il l'arrivée de cadeaux imaginaires, de sommes d'argent, que l'on ne recevait jamais... aucun soupçon n'effleurait les esprits, et loin de se méfier de son gendre, la belle-mère modèle, pour lui procurer une compagnie, vendait ses diamants au Prince d'Auvergne, et au comte de Dohna. Pourtant, petit à petit le caractère de Constantin se révélait vilainement à ces dames. Elles purent juger par exemple de son avarice lorsqu'elles virent le logement qu'il s'était choisi dans la garnison de Deventer où elles vinrent le rejoindre.

Au fond d'une longue boutique, une allée obscure aboutissait dans « je ne sais quoi, » — un cloaque inaccessible aux rayons du soleil! Ce « cloaque » servait d'antichambre à une caverne aux murailles enfumées et dégradées; le lit en forme d'armoire était garni de paille. Dans ce charmant réduit « où la chandelle était nécessaire en plein jour, » l'époux reçut l'épouse. La famille tout entière, même, fut logée quelque temps dans le galetas, et Mme du Noyer s'en montra très offusquée.

Il y avait de quoi! Sa fille cadette elle-même, douée du caractère le plus optimiste, commençait de s'affecter. La jeune mariée, elle, faisait contre mauvaise fortune bon cœur... on passait des journées peu divertissantes dans une salle enfumée et devant un pauvre feu de sarments.

Un jeune officier qui, ayant vu Mme Constantin à la messe, lui décocha quelques compliments, fit éclater l'orage : tout de suite, le mari avec à propos, confia au galant que sa femme souffrait de coliques. L'autre s'empressa, offrit un lit de camp sec (car on mit les coliques sur le compte de l'humidité); il offrit aussi une fiole de vin de Saint-Laurens, et se retira avec force révérences.

Lorsqu'il fut parti, Constantin se récria : « Offrait-on pareil présent à une honnête dame? du vin, en vérité! Pensait-il, ce

cavalier, que sa femme avait été élevée à avaler du champagne! » Des sottises, il en vint aux injures; n'accusa-t-il pas sa femme d'avoir eu en France un enfant du Duc de Bourgogne? — « Hélas! elle a quitté la France à douze ans, » gémit Mme du Noyer! Mais Constantin, s'adressant à sa belle-mère, lui crie : « Vous pouvez, madame, reprendre votre fille, je n'ai rien à vous, vous n'avez rien à moi, séparons-nous. Nous sommes quittes! » Il passa la nuit debout, furieux, pestant, sacrant, et armant ses pistolets. On fut forcé de soustraire les trois femmes à sa colère, et de les barricader dans leurs soupentes.

Cependant, derrière ses fortifications, Mme du Noyer cherchait vainement le coffre contenant son argent et ses hardes : Constantin s'en était saisi, croyant savoir qu'il contenait un billet de plusieurs milliers de francs, appartenant à sa femme! Rien ne put lui faire rendre la caisse! Menaces, prières, engagements signés par sa belle-mère, qui consentait, sur la demande du furieux, à reprendre sa fille. Constantin ne s'en tint pas là : déçu de n'avoir pu dépouiller Mme du Noyer davantage, il la fit emprisonner à la Castelénie (1), où elle se morfondit longtemps.

Dans ses Mémoires, elle parle peu de sa fille pendant ces aventures. Il est certain que la petite mariée en fut anéantie! En vain Constantin, ayant changé d'idée par la suite, voulut-il reprendre sa femme et lui envoya-t-il des huissiers et des gardes, — l'épouse terrifiée s'évanouit, — mais ne revint pas. Pourtant lorsqu'elle apprit que l'odieux butor était blessé à Ramillies elle se soumit aussitôt, offrant de revenir à lui. Par bonheur, Constantin brûlait alors ses lettres, et n'y faisait aucune réponse.

La pauvre petite épouse n'eut certes pas à se louer de son sort. Pourtant son honnêteté fut, semble-t-il, très réelle; elle y eut, à moins que son tempérament ne fût pour beaucoup dans son honnêteté, quelque mérite; mais tout n'alla pas sans aventures. Tantôt c'est un certain comte de L., pris subitement d'amitié pour la mère, désireux de lui rendre service, et offrant en échange à la belle « tout le bonheur qu'elle mérite; » tantôt c'est un barbon qui l'invite à l'aller visiter. « Vous pouvez venir chez moi, je suis vieux et goutteux, je loge chez des gens

(1) A la Haye. — « Auberge où l'on arrête les gens avant de les mettre en prison. »

d'honneur ! » Néanmoins ce goutteux est un vieux roquentin. Un autre jour, c'est une lettre qui lui est glissée, — elle les montrait toutes à sa mère, — sauf celles qu'elle recevait de France. — Mme du Noyer n'y insiste pas...

Après son mariage malheureux et son abandon, Mme Constantin, qui commençait à se lasser de la vie aventureuse qu'elle menait à l'étranger, se rapprocha de son père. Du Noyer la rappelait depuis longtemps en France. Il voulait en faire une catholique.

Un soir à la Haye elle quitta sa mère et sa sœur pour se rendre à l'Opéra, — et ne revint jamais. — On apprit par la suite que Mme Constantin était entrée dans un couvent pour s'y instruire de la religion catholique. Sa mère ne la revit pas.

Dans les mémoires de M. du Noyer, il apparaît que la petite masque prépara de longue main cette fuite. Les mémoires contiennent encore beaucoup de lettres de Mme Constantin affichant une grande piété; elle écrit aussi : « Je loue le Seigneur de m'avoir fait la grâce de venir me mettre aux volontés d'un si bon père. »

***

On pourrait supposer qu'après de pareilles mésaventures, une mère, — fût-elle écervelée, — regarderait à deux fois avant de choisir un second gendre? Mais aucune expérience n'instruit Mme du Noyer. Ayant à peine achevé le malheur de sa fille aînée, cette femme extraordinaire commença activement à s'occuper de la plus jeune.

Pimpette, fort jolie aussi, était beaucoup plus délurée que sa sœur. Par Pimpette, l'exemple de sa sœur Mme Constantin ne sera pas suivi, car de la religion, réformée ou non, la cadette n'a cure. — Elle a bien d'autres pensées en tête vraiment! Elle est coquette, spirituelle, rusée, ingénieuse... Hélas! A quoi lui servira tant de charme et d'astuce, puisqu'elle deviendra amoureuse? — Pimpette s'éprit à quinze ans de Jean Cavalier.

On sait qui était Cavalier; justement un livre récent de M. Frank Puaux a remis le nom du chef des camisards sur l'affiche (1). M. Frank Puaux est encore un de ces bénédictins

(1) Colonel J. Cavalier, *Mémoires de la Guerre des Cévennes*. Traduction et notes par F. Puaux (Payot, édit.).

des lettres dont le travail est si utile; il a traduit pour notre enseignement et notre plaisir les Mémoires qui parurent en Anglais à Dublin en 1726, et dont le manuscrit original est égaré (1) : on comprend l'intérêt d'une telle publication.

En 1707, Cavalier, colonel, rencontra donc Pimpette à la Haye. « C'était, dit Voltaire, un petit homme blond d'une physionomie douce et assez agréable. » A cette époque, son rôle militant était terminé, celui qu'il commença de jouer à vingt ans, en défendant vaillamment la liberté de conscience contre les persécutions du souverain. Ce petit boulanger donna beaucoup de mal à Montrevel; il traita avec le maréchal de Villars en personne, après la défaite des camisards à Nages. La signature du traité eut lieu à Nîmes, en mai 1704; Cavalier y demandait la liberté de conscience, le droit d'exercer sa religion sans être inquiété, l'amnistie pour les prisonniers. Villars accorda et promit au nom du Roi, mais les Jésuites s'émurent, et on revint sur la parole donnée (2).

Saint-Simon nie que Cavalier ait vu le Roi ensuite, cependant les Mémoires sont nets. L'entrevue de Versailles y est clairement contée! Il y paraît que Louis XIV écouta le camisard « avec une très grande patience; » le Roi ignorait une partie des faits, et au récit du massacre de ses sujets par les dragons, se montra même ému.

On devine quelle gloire accompagnait Cavalier, après ces événements, et quelle émotion l'accueillait à son passage à Lyon, à Nîmes, ou à Versailles.

Saint-Simon, qui est très sévère pour Cavalier; écrit : « Ce fut un concours de monde scandaleux pour voir Cavalier partout où il passait (3)... » Son arrivée à la Haye suscita la même curiosité qu'ailleurs, et Mme du Noyer le voulut connaître.

Elle le pria à dîner, et fut bientôt parmi ses familiers. Sa fille Constantin, qui à cette époque habitait encore la Hollande, mandait à son père le cas que sa mère faisait du héros des Cévennes. — « Nous faisions grande chère, bon feu, et le vin

(1) Un autre manuscrit français existe à la bibliothèque royale de La Haye, il diffère légèrement des Mémoires de Dublin.

(2) L'abbé Begnault, secrétaire de l'évêché de Nîmes, écrivait le 16 mai : « Chacun croit rêver qu'en un moment les choses changent d'une manière si extraordinaire, et qu'un gueux, un petit marmot, traite comme de couronne à couronne par l'entremise des maréchaux. » (J. Cavalier, Mémoires).

(3) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, vol. 4, p. 285.

coulait comme l'eau ; il n'y avait rien de trop bon, rien de trop beau pour ces Messieurs; je pénétrais bien le motif de ma mère à l'égard de Cavalier... » (1) Le motif? Cette dame le voulait pour gendre; d'ailleurs, le colonel devint rapidement amoureux de Pimpette, offrit de l'épouser et lui signa même un engagement : « Je soussigné promets à Mlle Olympe du Noyer de l'épouser dès que mes affaires me le permettront... » Hélas! ces affaires étaient fort embrouillées, si embrouillées qu'avant de partir pour l'Angleterre le héros dut avouer sa gêne à la future belle-mère, qui généreusement lui donna pour Londres une lettre de crédit... Il en profita si bien qu'il « se divertit deux mois en Angleterre » avec les livres sterling de la dame! « C'est un gouffre, écrit-elle. J'étais une vraie vache à lait! » — Achète-t-elle une maison? il la lui fait mettre à son nom. — Lui montre-t-elle un de ses brillants? il le lui demande, et... elle le lui donne!

Et Pimpette? Pimpette aime; elle est folle de son camisard. « Elle ne voulait avoir de l'esprit que quand il lui parlait, ni paraître aimable qu'à ses yeux... Quand il partit pour l'Angleterre, elle coupa ses cheveux pour qu'on ne pût pas l'obliger à se coëfer pendant son absence; enfin elle avait des délicatesses et une constance qui n'est nullement à la mode. »

Le mariage de Pimpette annoncé, publié, valut à celle-ci la jalousie des réfugiés, et le roi de Pologne ayant remarqué la beauté de la jeune fille, ils eurent tôt fait de la lui donner comme favorite. Pimpette saisit ce prétexte pour écrire à son amant :

On t'a dit, mon cher Cavalier,
Que l'Auguste Roi de Pologne,
Touché de ma petite trogne,
Avait voulu t'encornailler.
Cela est faux ou que je meure. —
. . . .
Pour mon cher Cavalier ma tendresse est constante,
Et lui seul me fait soupirer.

Sur ces entrefaites, Pimpette apprend que son amant s'est marié au retour de Londres, et Mme du Noyer, outrée, s'élance

(1) *Mémoires de M. du Noyer*. Nourse, 1758, à Londres.

à la poursuite de son débiteur qui, adroitement, se dérobe : la dame n'obtint rien et Cavalier prit le large (1).

Mais voici, pour distraire Pimpette de ce volage, Voltaire ; c'est à la Haye qu'elle le connut (2). Voltaire, jeune, — dix-neuf ans, — spirituel audacieux, séduisant, et... malin ! Son père, « mécontent de ses fredaines, » l'avait envoyé en Hollande auprès du marquis de Chateauneuf comme « manière d'attaché d'Ambassade. »

L'intrigue du jeune Arouet et de Pimpette est connue ; on a publié leurs lettres jadis (3), du moins les lettres de Voltaire, car pour celles de Pimpette, elles sont égarées, sauf une, que M. Paul Lacroix a retrouvée.

Le roman d'Olympe du Noyer dévoilé, la mère exigea l'expulsion du coupable. Avant de le renvoyer en France, il dut garder les arrêts : mais l'ingéniosité des amants leur permit de se retrouver chaque nuit à l'insu de tous. Un soir, c'est Olympe qui va rejoindre son « cher enfant, » sous l'habit d'un jeune garçon. Le lendemain, Arouet lui écrit :

« Je ne sais si je dois vous appeler monsieur ou mademoiselle ; si vous êtes adorable en cornette, ma foi, vous êtes un aimable cavalier... vous aviez pourtant la mine aussi terrible qu'aimable ; et je crains que vous n'ayez tiré l'épée dans la rue... » et puis il rime :

Enfin je vous ai vu, charmant objet que j'aime
En cavalier déguisé en ce jour,
J'ai cru voir Vénus elle-même
Sous la figure de l'Amour... »

Il affirme que rien n'est capable de le détacher d'elle : « Notre amour est fondé sur la vertu, il durera autant que notre vie. »

(1) M. du Noyer, constamment en contradiction avec sa femme, ne raconte pas, dans ses Mémoires, les faits de la même façon. M. F. Puaux, à l'appendice des *Mémoires de Cavalier*, semble aussi donner raison au camisard ; il écrit : « Cavalier, s'il avait commis l'imprudence de trop s'engager, eut du moins la prudence de se retirer encore à temps. »

(2) Ce devait être en 1710, mais on n'est pas d'accord sur les dates, car Voltaire soutiendra plus tard n'avoir été en Hollande qu'en 1714, et n'avoir connu Cavalier qu'en Angleterre en 1726. (Note d'Arnelle : *Les filles de Mme du Noyer*, p. 113). Mais M. Faguet écrit : « Ces choses se passaient de 1713 à 1714. » *(Amours d'hommes de lettres.)*

(3) Mme du Noyer, la première, publia celles de Voltaire à sa fille dans les *Lettres historiques et galantes*, — sans nommer personne.

A la vérité, cet amour dura moins longtemps, et lorsqu'Arouet eut quitté la Haye, un jeune page du nom de Guyot de Merville s'efforça de faire oublier à Pimpette son dernier galant.

Pendant ce temps, Mme du Noyer, en procès avec le chef des camisards, — elle voulait retrouver ses avances et ses prêts, — est sollicitée par un certain Lafond (1) qui l'entretient d'un nouveau projet de mariage pour Pimpette. On verra qui était cette fois le prétendant.

Il disait se nommer Winterfelt, sujet du duc de Wurtemberg, possesseur d'une belle terre dans le duché riche, noble... Voilà notre commère de nouveau ravie... Mais Pimpette, cette fois, ne se décidait pas, elle n'avait toujours que Cavalier en tête. — Qu'il quitte sa femme ! et l'on verrait bien !...

Lafond fit tant que Winterfelt plut enfin à la jeune fille, à la vérité, peu farouche; les deux hommes, alliés, la séduisirent encore par la description de somptueux châteaux, contenant beaux meubles, vaisselle plate, nombreuse valetaille, — et puis le galant avait vingt-deux ans, une agréable figure : Pimpette aima de nouveau.

Hélas encore ! Mme du Noyer écrivit plus tard : « Je ne sais où ce fripon pêchait toutes ces révélations fabuleuses... tous ses châteaux étaient en Espagne. »

Rien n'est plus divertissant que les incidents invraisemblables de ce mariage. Le dénuement de l'époux est grand? Personne ne s'en doutera : comme le marquis de Carabas, dont les habits furent volés sur le rivage pendant qu'il se baignait, Winterfelt, au moment des fiançailles, se trouve sans vêtements, et sans linge : c'est qu'il a déjà expédié tous ses coffres à Francfort ! et Mme du Noyer, sans méfiance, l'équipe.

Un fois marié, le nouvel époux enverra « l'infâme Lafond » chez sa belle-mère pour déménager les meubles : ils sont d'un goût si parfait que Winterfelt désire les faire copier, et en posséder de semblables ; mais les meubles ne revinrent jamais.

Cependant les nouveaux mariés mènent grand train à Delft et font bonne chère. D'ailleurs, ils semblent au début s'entendre à merveille. Pimpette écrit chaque jour à sa mère, et ce

(1) Plus tard, Mme du Noyer découvrit que ce Lafond n'était autre qu'un agent de Cavalier. Celui-ci, voulant se venger de la mère, ne trouva rien de mieux que de marier la fille.

sont chaque jour des demandes nouvelles : « Le cordonnier anglais pour des mules et des souliers ; la toile pour des chemises de son mari, et les siennes... quatre aunes de drap gris de perle, neuf aunes de chagrin bleu, une Roquelaure d'écarlate avec deux rangs de boutons d'or, le tout dans un coffre dont je leur ferai présent ; puis encore des porcelaines, un manchon, un éventail, une montre, une tabatière d'Angleterre, une pièce de futaine, une camisole, etc... » Pourtant le ménage ne réglait pas le compte de l'hôtelier ; celui-ci menaçait, M[me] du Noyer payait. Pour acquitter les dettes de son gendre et de sa fille, elle vendit sa maison. Mais elle prétend que Winterfelt ne lui en sut pas gré, et tenta en outre, ainsi que l'avait tenté Cavalier, de la faire assassiner !

Enfin il fallut partir pour ce fameux château du Wurtemberg : il était temps, M[me] du Noyer étant saignée à blanc. En route, on s'arrêta à Bruxelles, et on descendit dans le palais d'un beau-frère du comte de Winterfelt ; ici les dames furent satisfaites, car la demeure parut somptueuse, « ornée de tapisseries de haute lisse, et des plus belles de Flandres, les miroirs et les tableaux étaient d'un très grand prix, les peintures, le lit, la finesse des draps » donnaient une grande idée de l'opulence des maîtres de la maison.

Le maître de la maison, un nommé Douxfils, vit le lendemain déménager ce somptueux mobilier ; c'est que celui-ci était loué pour éblouir et tromper une fois de plus Pimpette et sa mère.

Enfin elles apprirent tout : Winterfelt était Belge et se nommait Bavons ; fils d'une marchande de tabac et neveu d'une cabaretière, il avait déjà causé à sa famille maints déboires ; celle-ci comptait sur le mariage du Noyer pour le tirer d'affaire, elle fut déçue une fois encore, en voyant revenir le pseudo Winterfelf endetté, et toujours insolvable. C'est alors qu'on le mit dehors. Il fut forcé avec sa femme et sa belle-mère de « coucher sur un grabat ; » M[me] du Noyer, avec quelque raison, se lamenta de nouveau : « Si je voulais mettre une jupe, j'apprenais que monsieur l'avait mise au Lombard (1) ; tout ce que j'ai apporté dans ce pays-là y est demeuré, jusqu'à la cafetière et la moindre guenille ; ce fripon, accoutumé à la

(1) Mont-de-piété.

gueuserie, trouvait le secret de la métamorphose du pain. »

Depuis quelque temps déjà, Pimpette était dégrisée; la pauvre petite épouse, par la faute de sa malencontreuse union, avait connu de dures épreuves. Dans un bal costumé, Winterfelt ne l'adressa-t-il pas à quelques jeunes seigneurs pour leur emprunter de l'argent, en lui conseillant de leur offrir en échange certaines complaisances amoureuses? Ce soir-là, Winterfelt fit assommer sa belle-mère, mais elle en réchappa; il lui promit alors gracieusement « vingt coups d'épée lorsqu'elle serait morte! »

Parlant de sa fille, Mme du Noyer écrit : « S'il (Winterfelt) avait pu en tirer de l'argent, il l'aurait vendue ou engagée, mais comme il ne put pas trouver le moyen de la négocier, elle me resta, et j'eus le plaisir de la ramener en Hollande. »

Pimpette, en effet, dégoûtée à tout jamais de cet époux qui l'avait dupée, revint à la Haye. Hélas! elle y revint enceinte. Maintes surprises l'y attendaient encore, et d'abord les scellés apposés sur son logis et ses coffres! Le duc de Marlborough intervint dans cette affaire-ci. Qui n'intervint alors, dans la vie de Mme du Noyer!

On ne peut se faire une idée de tant d'aventures! Aucun roman n'est plus bizarre et plus mouvementé. Il y a de tout : du comique, lorsque Winterfelt aux abois, simule des crises nerveuses pour gagner du temps; du tragique lorsque Pimpette, grosse de neuf mois, ne peut trouver dans la Haye un abri.

Elle est futile, cette Pimpette, elle est légère, inconstante? — Elle est aussi bien jeune pour éprouver tant d'infortunes. Plus tard, comme sa sœur, elle se lassa de sa vie aventureuse et retourna en France. Quant à Mme du Noyer, dépouillée de ses biens, bijoux, meubles et immeubles, elle demeura jusqu'à la fin de sa vie incorrigiblement étourdie, bavarde, mauvaise langue, emportée, menteuse, tous défauts qui avaient causé son propre malheur, celui de son époux, et les déplorables aventures de ses filles.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

L'EFFORT FRANÇAIS

LA CROISADE DE SALONIQUE

(12 OCTOBRE 1915-13 NOVEMBRE 1918)

II[1]

III. — LA DÉLIVRANCE DE LA MACÉDOINE

« Qu'es-tu? » — « Je suis Français. » Debout devant l'officier qui l'interroge, le pâtre macédonien en guenilles roule dans ses mains calleuses sa coiffure ternie, un calot jadis bleu horizon ramassé au bord d'une route; les jambes lourdes s'enveloppent de chiffons enroulés, tenus de ficelles; la redingote de bure brune sans manches laisse passer la grosse toile de la chemise grise; la face cuivrée, crevassée, grisonnante, reste basse, insoucieuse du gendarme correct, du Père assomptionniste, interprète sévère dans sa barbe assyrienne, du juge improvisé devant lequel on le traîne, fugitif conquérant encore, après le Bulgare, le Serbe, le Turc. Il s'est laissé prendre aux portes de la ville de Monastir où entre l'armée française, paissant ses moutons dans les prés que frappe, rancunier, l'obus bulgare; son impassibilité a paru suspecte; n'est-il point de connivence avec les artilleurs ennemis? Mais dans la salle d'interrogatoire, quand le 105 troue la cour voisine, il

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

ne se départ point de son flegme oriental. Il en a vu d'autres depuis un demi-siècle qu'il erre sur ces champs de bataille. Il a été Turc, Serbe, Bulgare. Et maintenant que les Français entrent en maîtres, il change d'état civil : il est « Français. »

« As-tu donc peur des Français? » demandait-on à un pauvre hère de quinze ans qui celait quelque larcin véniel, chétif, mais la mine éveillée et franche : « Pourquoi aurais-je peur? répliqua l'enfant. Je n'ai rien à me reprocher et l'on n'a rien à me prendre. »

La politique du Macédonien tient tout entière dans ces deux réponses. Le soldat qui s'installe possède le pays par droit de conquête, et le vainqueur fera main basse sur les récoltes, sur les meubles, sur les troupeaux, sur les billets. Devant la force le Macédonien s'incline, résigné aux cataclysmes, à l'invasion périodique qui déferle à chaque automne, aux comitadjis ou aux réguliers; le pauvre courbe la tête sous l'orage; il attend la paix et le pain.

Les Bulgares viennent de partir. La razzia est générale : maintenant les villages de la plaine sont vides. Il manque 50 bœufs, 12 ânes, 2 chevaux à Jivonia, 100 bœufs, 25 ânes, 2000 moutons à Slivitza, tout le blé de Batch, tout le foin de Kremian, 30 bœufs, 400 moutons à Skotchivir, 300 kilos de blé à Boukri, 40000 kilos de blé, 300 chariots de foin, 300 chariots de paille, 28 bœufs, 8 chevaux, 80 moutons, 5 à 6000 kilos de pommes de terre à Kanina, 28 bœufs, 30 porcs, tout le blé, toute la paille de Bistritza, les poutres de 15 maisons de Zabiani, et à Monastir 294 bovins, 2754 moutons, 25 chevaux, 311 porcs, 123 ânes, 71350 kilos de blé, 3400 kilos de foin, 500 kilos d'orge, 9437 kilos de laine, 3400 kilos de paille. On compte à Monastir même 355 commerçants et artisans pillés qui évaluent les dommages subis à 794483 francs.

L'armée bulgare a occupé un an Monastir (4 décembre 1915-19 novembre 1916). Au Sud de la ville toute la plaine de Pélagonie s'étale, avec ses marais, ses lacis d'eaux à peine courantes, où se traînent la Tcherna et ses paresseux affluents, la Sakouleva, la Rakova, la Bistritza, qui servirent tour à tour de lignes de défense. Quand les Bulgares évacuent leurs tranchées inondées, ils vident tous ces minuscules villages de terre : les toits de paille sont crevés, brûlés; les murs de torchis jaune

sont éventrés; les rares clochers de briques effondrés ne surgissent plus des bosquets non moins rares; Mesdjidli, Lajets ne sont plus que monceaux de boue; les monastères de pierres des pentes, Dragoch, Kristofor ne sont plus que croulants décombres. La gare de Monastir fume; les casernes rouges offrent les plaies béantes des fenêtres; la rue du roi Pierre présente ses devantures défoncées, ses boutiques pillées, ses minarets décapités, son bazar mort, et, devant l'étal des boulangeries basses, la foule pitoyable des mantes blanches baissées, des yeux timides, sombres des Macédoniennes; Monastir meurt de faim. L'oke (1280 gr.) de pain vaut 5 levas (5 francs); l'oke de saindoux 13 levas. L'intendance française distribue des miches : c'est le premier acte des secourables vainqueurs.

Du pain, la paix : ce sont les dons du nouveau venu. Comme il y a sept siècles, le Français, renversant la fragile domination du conquérant asiatique, apporte dans ce pays slave la civilisation d'Occident. Il délivre la Macédoine du Bulgare; tandis qu'il monte la garde aux frontières de Grèce et attend l'heure de poursuivre l'offensive libératrice, il transfigure les plaines impraticables, improductives, meurtrières, il renoue la tradition de jadis, il relie à la geste de l'Achaïe, de la Thessalonique du XIIIe siècle, l'œuvre nourricière et pacifique des croisés contemporains.



Le 14 février 1916, Mackensen paraît sur le front de la Macédoine. Les Bulgares, arrêtés depuis trois mois par la diplomatie allemande à la frontière gréco-serbe, sont impatients de compléter leur conquête, d'atteindre Salonique qui leur échappe depuis quatre ans. Tandis qu'ils creusent des tranchées dans la vallée du Vardar, ils concentrent leurs troupes sur l'autre voie d'invasion, dans la plaine de Monastir. Des régiments allemands viennent à la rescousse, corps alpin, bataillons de chasseurs exercés à la montagne, et, pour étayer les divisions bulgares, détachements de spécialistes, mitrailleurs, compagnies de chemins fer, artillerie de montagne et lourde, aviation, etc... De février à mai c'est un continuel mouvement derrière les lignes, construction de routes stratégiques, de chemins de fer à voie étroite, téléfériques par delà la Babouna, changements constants dans l'ordre de bataille,

qui trahissent la volonté du commandement allemand de diriger les opérations à venir, de placer des troupes allemandes aux endroits critiques, d'écarter les corps suspects : ainsi l'on dissout la 11e division bulgare recrutée parmi les Macédoniens, chez laquelle les désertions nombreuses révélaient un enthousiasme mitigé de servir l'envahisseur. Dès le mois de mai le front de Monastir est renforcé au détriment des fronts de Dobroudja et de Macédoine orientale : tandis que de Stroumitza à Xanthi s'étalent trois divisions bulgares et que trois autres défendent la frontière roumaine, il n'y a pas moins de cinq divisions bulgares (équivalant au moins à sept divisions allemandes) et deux divisions allemandes sur les 100 kilomètres de front de Monastir au Vardar. A la fin de juillet la menace roumaine et la convoitise des terres grecques de l'Est n'amènent qu'une légère perturbation dans cet ordre de bataille : sur le front roumain trois divisions bulgares, une brigade d'infanterie, une brigade de cavalerie; sur la Stroumitza et la Strouma deux divisions, deux brigades et des éléments d'une quatrième division; sur le Vardar deux divisions bulgares et la 101e allemande, la seule qui reste en Macédoine. Ces forges assiègent le camp retranché. La masse de manœuvre, disponible dans la plaine de Monastir, est de deux divisions d'infanterie (chacune à trois brigades), des trois brigades de la cavalerie. Voici donc en Macédoine 8 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie bulgare, 1 division d'infanterie allemande, environ 280 000 hommes. Le but du commandement germano-bulgare est, par une invasion rapide sur les deux ailes, de couper la retraite aux Alliés à l'intérieur de la Grèce, de contraindre le général Sarrail à une bataille de siège, à une capitulation totale.

Le 17 août, les Bulgares franchissent des deux côtés la frontière de Grèce, puis s'avancent à travers les plaines, où ils ne rencontrent nulle résistance, à l'Est jusqu'à la Strouma, à l'Ouest jusqu'au lac d'Ostrovo (23 août).

L'attaque bulgare nous imposa la lutte. Si à l'Est les Grecs, trahis par leurs chefs, ont dû se rendre ou s'exiler, à l'Ouest la petite troupe serbe est contrainte à se replier en hâte : les Bulgares occupent Florina que couvraient des tirailleurs annamites et un bataillon serbe sans artillerie; à Banitza un régiment serbe ne peut tenir devant quatre régiments bulgares. Mais le 23 août, au défilé qui unit le bassin du Roudnik à la

plaine de Kaïalar, la gauche serbe se ressaisit et la masse bulgare stoppe. Une brigade française (156e D. I.) arrive à la rescousse. La situation est rétablie.

Les seules troupes alliées étaient la garnison du camp retranché de Salonique : 190 000 hommes. Avoir durant six mois imposé le respect aux Germano-Bulgares qui s'étaient vanté de jeter le corps expéditionnaire à la mer, c'était déjà un succès. C'était encore un succès que l'arrivée sans encombres en juillet des 122 000 Serbes de Corfou, puis d'une brigade russe (9 000 hommes), en août d'une brigade (bientôt après division) italienne (23 000 hommes). Bien que, dès le mois de mars, on se fût préoccupé en France de demander à l'armée d'Orient sa contribution dans la grande bataille dont le pivot était Verdun, bien qu'on eût songé alors à rendre apte notre infanterie à la guerre macédonienne, il fallut plus de trois mois pour décider l'Angleterre à admettre l'unité de direction sur le front oriental (juillet), à équiper ses divisions en vue de la guerre de montagne, pour donner au général Sarrail le commandement de l'armée serbe, pour se résoudre à l'offensive générale, pour obvier à la dernière heure au changement de plans imprévus qu'imposait la Roumanie, hypnotisée par les terres transylvaines, soudain oublieuse du danger bulgare. On atteint donc l'été et les fièvres : 20 à 40 p. 100 de nos effectifs sont impaludés. La force offensive est amoindrie.

5 divisions britanniques montant la garde dans le secteur oriental du camp retranché de Salonique, renforçant leurs positions de Doïran, de la Strouma et des lacs, 6 divisions serbes engagées dans l'offensive bulgare, tenant les hautes cimes au Nord de la Karadjova, au Nord et à l'Est du lac d'Ostrovo, barrant la plaine de Kaïalar, la division italienne qui relève une division française sur le front défensif du Bélès, 4 divisions françaises et la brigade russe, masse de manœuvre qui doit muer en flanc offensif le flanc défensif : au total, sur le papier, environ 350 000 hommes ; en fait, la maladie, les innombrables convois, nécessaires pour vaincre la distance, réduisent ce chiffre de moitié.

En vue de l'offensive, les divisions françaises ont reçu des moyens de transport appropriés à la montagne ; presque toutes les voitures cèdent la place à des arabas à deux roues et deux chevaux, à des mulets. Mais la charge utile d'une araba est de

400 kilos au maximum; celle d'un mulet de 100 kilos. Aussi une division traîne-t-elle avec elle une caravane imposante : pas moins de 3 000 chevaux, plus de 3 000 mulets de bât, près de 600 voitures. Et si l'on défalque de ces nombres les 2 000 chevaux, les 300 voitures de l'artillerie divisionnaire, une unité d'infanterie (il y a alors quatre régiments par division) ne traîne pas moins, au train de combat et au train régimentaire, de 596 animaux de selle, de trait, de bât, et d'une vingtaine de véhicules, le train des équipages les 300 animaux et 60 voitures de la compagnie divisionnaire, une compagnie muletière (200 mulets), une compagnie d'arabas (200 arabas à deux chevaux). En comptant 10 mètres par voiture attelée, la moitié seulement pour un mulet bâté avec ses bagages, sans même l'intervalle nécessaire entre les animaux ou les voitures, c'est sur plus de 3 kilomètres que s'allonge le convoi d'un seul régiment.

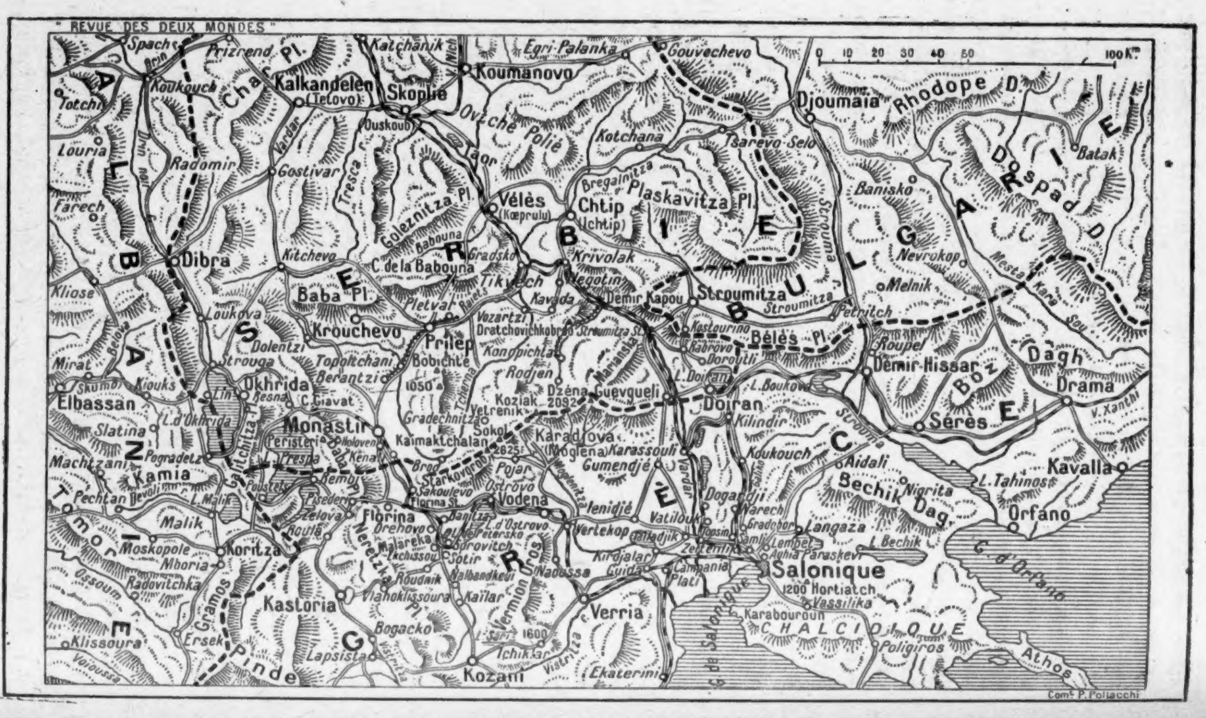
Pour ravitailler l'avant, soit les dix divisions de l'aile gauche, qui doivent arrêter l'armée bulgare, puis reconquérir la Macédoine, l'arrière ne dispose que de deux routes, le chemin de fer Salonique-Verria-Ostrovo à voie unique et la route Salonique-Verria-Kozani. Sur celle-ci, après trois mois de labeur, sur 150 kilomètres les automobiles circulent. Mais dans la campagne de Salonique, Camargue marécageuse, herbeuse, venteuse, dès septembre la route redevient fondrière, les ornières sont de vrais ruisseaux; les autos préfèrent la rase plaine, traçant toujours des pistes neuves. Au delà de Verria la route gravit les pentes du Vermion Oros, dans les chênes-verts, puis les fougères, parvient aux croupes rocailleuses, dénudées, du pénible col d'Ichiklar (1 600 m.), dévale en moins de 10 kilomètres à 700 mètres d'altitude, s'englue à nouveau dans les marais du Sarigöl pour remonter encore sur l'éminence de Kozani.



C'est sur cette route que s'engage l'« armée provisoire d'aile gauche. » Tandis que les troupes serbes reprennent l'offensive, ayant comme objectif la Malkanidjé, le Kaïmaktchalan qui par une chaîne de 1 000 à 2 500 mètres ferment à l'Est le bassin de Monastir, l'armée française — deux divisions, les 57e et 156e, auxquelles est jointe la brigade russe — tentera l'attaque débordante sur le flanc droit des Bulgares.

Les avant-gardes ennemies avaient stoppé sur les collines broussailleuses qui dominent la nappe jaunâtre, les rivages plats du Roudnik, les flots bleus du lac d'Ostrovo surgissant des murailles blanches. Quelques croix y marquent encore les fosses où, sous le soleil inclément et sous les balles bulgares, furent couchés les premiers Français. En ce mois d'août 1916, accourant étayer l'armée serbe accablée, rétablissant la situation compromise, nos Algériens et nos Francs-Comtois partent délivrer la Macédoine. Derrière eux, les décombres boueux de Nalbandkeuil témoignent des vengeances turques, de la première délivrance; devant eux, Ekchissou, qui relevait à peine ses briques brûlées en 1912, fume encore d'un incendie tout récent. Et, sur les ravins de la Malareka, le pont du chemin de fer saute.

L'attaque franco-serbe a commencé le 12 septembre, et la nuit même où l'aile gauche bulgare entre dans Kavalla, l'aile droite commence son repli : l'armée serbe grimpe les pentes orientales des chaînes qui cachent la vue de la frontière et de Monastir, la dernière captive; la 156e division poursuit sa course de plaine en plaine, de Kaïalar au Roudnik et du Roudnik vers Banitza; la brigade russe monte les croupes boisées de la Neretzka qui ferme à l'Ouest les bassins; la 57e et les deux régiments de chasseurs d'Afrique, descendant les vallées étroites, tentent de gagner Kastoria. Troublés par l'escalade des Serbes, par l'enveloppante menace de la gauche française, les Bulgares abandonnent successivement les lignes de résistance construites en hâte pour ralentir la retraite sur la chaîne basse de la Malareka, découvrent Florina, que notre infanterie occupe (17 septembre), font halte derrière la Sakouleva, taillent des créneaux dans les murs de boue sèche de Petorak. Mais le 17 septembre l'armée serbe enlève le sommet du Kaïmaktchalan : entre les pins abattus, la plaine de Monastir se découvre, tandis qu'à l'extrême gauche la petite colonne de la 57e D. I., passant par les ravins, les sentiers de chèvres, sur les crêtes occidentales, poursuit, anémiée, mais inlassable, la menace d'encerclement. Le Bulgare recule encore. Renforcé d'artillerie lourde autrichienne, il veut souffler et s'arrête : coupant la plaine de Monastir et s'accrochant aux pentes, dont les sommets sont perdus, il retrouve, le long de la frontière grecque, les tranchées dont il sortait, un mois auparavant, pour une



CARTE DES OPÉRATIONS FRANCO-SERBES POUR LA DÉLIVRANCE DE LA MACÉDOINE

éphémère conquête. Devant Kenali, dans la boue, l'armée bulgare se terre sur le sol serbe qu'elle veut garder (4 octobre).

* * *

L'offensive française victorieuse inquiète le commandement allemand qui, sur le front de Monastir, prend la tête de la défense. La Ire armée bulgare se fond dans la XIe armée allemande et von Wincklers, de Prilep, dirige le front défensif du lac de Prespa au Vardar. Si l'offensive roumaine appelle des troupes vers le Nord, les prélèvements sur le front Sud sont réduits au minimum (un régiment allemand, un régiment bulgare), sont bientôt compensés, au reste, par un second régiment allemand, et par des forces bulgares que, derrière la Strouma, une division turque relève : un régiment de la 101e D.I. allemande, cinq brigades bulgares passent de la IIe armée (à l'Est du Vardar) dans la plaine de Monastir. Ces mouvements décèlent l'inquiétude ennemie. Derrière les lignes de Kenali il n'y a plus de réserves. Déserteurs, prisonniers avouent cette pénurie des renforts avec la loquacité complaisante du soldat bulgare, qui fut le meilleur auxiliaire du bureau des renseignements, avec cette emphase orgueilleuse qui, à défaut de patriotisme, dépeint éloquemment ce mégalomane. « Qu'y a-t-il derrière vous? » demandait-on en ce mois d'octobre à un de ces déserteurs, plus affamés de pain que de gloire. Et le bougre de répondre, non sans amertume : « Notre Seigneur Dieu et Sa Majesté le Tsar! »

Au moins ignore-t-il que nos effectifs ont fondu, moins par le feu que par les fièvres : en un mois, on a évacué plus de 2000 hommes : telle division française n'a plus que 5000 combattants; telle autre n'atteint pas ce chiffre; la plus favorisée aligne 8000 fusiliers et mitrailleurs; la brigade russe a 6000 hommes en secteur; une batterie de 75 n'a plus qu'une pièce en action. Il est vrai que nos stocks suffisent à contenter les Bulgares. « A quoi bon? disait un déserteur épouvanté de notre feu : quand nous tirons un coup, vous en tirez dix! » Instruite par l'expérience de France, notre artillerie bouleverse les défenses accessoires. « Votre infanterie, on ne la voit jamais, » s'étonnait un autre vaincu, cueilli dans les boues de cette plaine molle, mi-noyé sous cette pluie d'octobre torrentielle. Dans les tranchées vaseuses, les parapets de briques

crues s'effritent plus dans les eaux du marais qui gonfle que sous les percutants des Alliés. Vers l'Est, les lignes s'attachent aux flancs pourris du Starkov grob, dont les granits et les schistes s'écaillent ou s'effeuillent dans des ravins noirs, se perdent dans les hêtraies ou les sapinières, s'agrippent à 2000 mètres à la calotte neigeuse du géant rébarbatif, le Kaïmaktchalan, puis sur les crêtes grises et nues de ses cadets de la frontière.

Ces positions des sommets, qu'avec l'aide de notre artillerie lourde (presque tout entière sur leur front) les Serbes en'èvent une à une, prennent d'enfilade les ennemis d'en bas. Descendant des croupes conquises, l'armée serbe dévale sur la Tcherna, là où la « Rivière Noire, » quittant les marécages rouges, roule ses troubles eaux dans les rapides de Skotchivir, avant de s'enfoncer, entre des murailles sombres, au précipice des gorges. La tête de pont de Skotchivir, aux pieds de l'éperon nu du Tchouké, est occupée le 24 septembre; Brod, le « Pont, » est pris le 5 octobre. L'âpreté de la Boucle offre ses micaschistes et ses gneiss sans arbres, sans herbes, sans cultures, où la pierre scintillante de minuscules villages se fait basse et humble aux pieds des escarpements glissants. Infatigable, le Serbe poursuit son ascension que les contre-attaques allemandes (c'est le lieu critique) ne parviennent point à ralentir : le 14 octobre, il s'installe à Gardilovo, à Baldentzi, à la lisière Ouest des hauteurs; le 28, il prend d'assaut la tour élancée du Tchouké qui surplombe la « Rivière Noire; » le 31, il est à Tepavtzi, le 2 novembre, à Iratok à la latitude de Monastir; le 5, il s'installe à 1378 mètres, au point culminant de la région Sud de la Boucle de la Tcherna.

Cependant de front les succès n'avaient point été si rapides. L'ennemi, qui souffle enfin, pose ses fils de fer, s'organise en profondeur. Le 14 octobre, nos régiments se heurtent à de profonds réseaux bulgares : cet échec coûta à l'armée française 1200 hommes et son général. Le 15 novembre, tandis que le nouveau chef suit sur le texte grec les leçons de Thucydide, les patrouilles, qui au petit jour erraient devant les tranchées bulgares, n'y trouvent ni homme ni canon. Dans la plaine, brouillard et pluie rendent la poursuite pénible; à l'Ouest, dans la montagne, une tempête de neige entrave la lente marche des Italiens; à l'Est, les armées serbes, et le 2e bis de zouaves, sautent

de piton en piton. La prise de 1378 menace toute la ligne bulgare : elle doit se replier encore, se reporte sur la ligne de hauteurs qui, de l'Ouest et du Nord, tiennent Monastir sous le feu. Trente cavaliers français de l'escorte du commandant de l'armée courent sur la ville que l'ennemi évacue et brûle : leurs bras amassent les fleurs, dont, au son des cloches, les habitants les accablent, tandis que les mains des indigènes avides s'ouvrent aux biscuits et aux boules qu'en échange des trophées distribuent les libérateurs. Les Serbes viennent reprendre possession de « Bitoli » reconquise, quatre années, jour pour jour, après qu'ils y furent pour la première fois entrés (19 novembre 1916).

La force alliée décroît cependant. Tandis que des renforts allemands et bulgares barrent de part en part la Boucle, s'accrochent aux pentes de 1 050 et fortifient à 1 300 mètres les pentes Sud du Bobichté, de l'autre côté de la plaine, au Sud et au Nord de la trouée ouverte à travers la Baba planina par la vallée du Dragor, les arrière-gardes ennemies, profitant du répit que leur laisse la prudence italienne, se cramponnent aux versants du Peristeri neigeux, aux flancs de 1248, dont l'observatoire altier domine la ville de Monastir et toute la plaine marécageuse qui s'étale jusqu'à la Tcherna. Les Serbes n'ont pas fait leurs escalades successives sans semer le long de la route morts, malades et convoyeurs : au fur et à mesure que l'on s'éloigne des gares de ravitaillement de la ligne de Salonique, ce sont les formations d'arrière, les trains muletiers qui s'accroissent. De ses 30 000 hommes une armée ne peut compter, deux mois après l'offensive, que sur 6 000 combattants. Nos propres forces ne sont pas plus riches : les dépôts intermédiaires sont vides, nos compagnies ont 90 fusils en moyenne et, pour remédier aux pertes, on n'a encore envoyé de France qu'un bataillon sénégalais ! La nature elle-même arrête l'offensive : la pluie est continuelle en novembre, en décembre ; les rivières débordent ; le brouillard estompe la plaine, la neige couvre la montagne ; la route de Salonique-Monastir est coupée par les eaux à hauteur de Ienidjé ; l'orage détruit en sept endroits entre Ekaterini et Plati la voie ferrée qui vient de Grèce. A la mi-décembre, en attendant des jours meilleurs, les armées alliées stoppent sur les positions acquises, appuyées sur le lac de Prespa, couvrant Monastir à 5 kilomètres au Nord, coupant

la plaine inondée puis les rocs nus de la Boucle, rejoignant l'ancienne frontière gréco-serbe sur la rive droite de la Tcherna. Elles devaient y rester deux ans.

Au surplus, elles avaient accompli leur tâche, conjuré la menace de Mackensen, arrêté, refoulé l'invasion bulgare, dégagé Salonique, libéré la Macédoine.

Dans Monastir délivré, disciplinées par un vétéran de l'armée serbe, respectant le calot kaki de cette tête grise, la baïonnette et le fusil que balance cette épaule lasse, les Turques et les Slaves, emmitouflées dans le voile noir ou la coiffe bariolée de vert et de rouge, se pressent sous les bureaux serbes, recueillent dans des sacs bigarrés la farine de notre intendance. L'obus bulgare précipite les mendiantes dans les caves, les dissémine le long des murs; mais, dès qu'est dissipé le nuage de poussière échappé des plâtres croulants, des bois fumant de la maison effondrée, la foule peureuse vient tendre ses bras de soie sombre ou de toile blanche à la manne, au pain français.

IV. — LA PAIX FRANÇAISE

Après le Bulgare, la fièvre est le second fléau de la Macédoine. Le Barbare chassé, il faut vaincre la maladie. La lutte contre le paludisme succéda à la campagne de 1916. Elle fut méthodique et victorieuse.

Nos soldats se sont installés, ont combattu dans les plaines basses : la Campanie salonicienne, le delta et les bassins du Vardar, le chapelet des marécages, mi-asséchés ou encore humides, que traverse la grand'route Sud-Nord de Kozani à Monastir, la steppe herbeuse de Kaïalar, les marais bordiers du Roudnik, enfin l'immense, la monotone platitude de la Pélagonie inculte et vaseuse. Ici les monastères trônent sur les terrasses de l'ancien lac, Sveti Marko, Kladerop, Dragoch, Kristofor, etc.; les gros villages de pierres s'égrènent tout le long des pentes aux cônes des rivières qui ont raviné la Baba, le Starkov grob; dans le recoin qu'a affouillé la pluie torrentielle, Florina cache ses maisons bleuies, aux toits de tuiles, aux vignes grimpantes; à l'entrée de la trouée de Resna, au carrefour de deux grandes routes marchandes (la voie Egnatienne entre autres), Monastir groupait ses 50 000 âmes à

l'écart des roseaux et des moustiques. Le paysan fuit la plaine meurtrière : quelques rares et minuscules villages de torchis, de briques crues et de chaumes; ni l'épi jaune du maïs ni le poivron vert ou rouge ne pendent en abondantes grappes bariolées comme chez le voisin des pentes; les paysannes (il n'y a plus d'hommes) portent sur leur visage jaune, amaigri, sans jeunesse, les stigmates du paludisme, et la disette d'enfants, qui, au contraire, fourmillent dans le moindre hameau de montagne, décèle la précoce mortalité.

L'anophèle, qui transporte chez l'homme l'hématozoaire agent du paludisme, fit tomber, durant l'été 1916, plus de monde que le feu ennemi. De janvier à septembre 1916, dans la seule armée française, il y eut plus de 16000 cas de paludisme, dont 388 entraînèrent la mort; en juillet et août, la mortalité paludéenne atteignit près de 2 pour 100 (exactement 1,9), et beaucoup de cas de première invasion, rebelles à la quinine, étaient suivis de typhoïdes ou de cachexies rendant l'évacuation inévitable. Il fallait donc, dans l'intérêt de l'expédition elle-même, s'attaquer à cet autre et plus insaisissable adversaire. C'est pourquoi une mission permanente de prophylaxie antipaludique fut instituée à l'armée d'Orient. Elle débarque à Salonique le 30 avril 1917, et ses vingt médecins, ses 350 infirmiers se mettent tout de suite à l'œuvre.

Elle procède avec méthode : la Macédoine est divisée en secteurs qu'on explore; une carte du paludisme se prépare et pour écarter les troupes des régions par trop malsaines et pour combattre préventivement et mécaniquement le moustique. En six mois (avril-octobre) l'examen porta sur 323 villages, sur 23 926 indigènes, dont la rate hypertrophiée indiquait l'impaludation : on put dès lors dresser la carte du paludisme endémique. Afin d'enrayer la contagion dans les cantonnements de la plaine, les indigènes furent soumis comme nos soldats à une médicamentation préventive. Pour lutter contre les larves dans les eaux stagnantes, on rectifie les berges des fossés et les bords des mares, on coupe les boucles, comble les anses, abat les saillants, faucarde les herbes aquatiques, cure et aplanit les fonds; on assure à l'eau un écoulement régulier; voire le lit est dédoublé : un système de vannes permet d'alterner le courant, de mettre à sec alternativement l'un et l'autre drain, jusqu'à la destruction des larves; les

surfaces sont pétrolées au compte-gouttes; des puisards sont creusés par ailleurs; des marais enfin sont asséchés. Ainsi entre Ekchissou et Sorovitch la mission aménage le déversoir du Roudnik dans le lac de Petersko, creuse un canal de deux kilomètres qui dessèche les marécages du Roudnik et les prairies mouillées de Sotir, offrant à la culture des centaines d'hectares stériles. Un canal d'écoulement de 5 kilomètres entraîne dans la basse plaine les mares qui empoisonnaient Florina. A Sakoulevo, à Vakoufkeuil les eaux stagnantes sont dérivées vers la rivière. Dans la plaine de Koritza, dans les vallées que suivent les routes de Florina et de Monastir, dans tous les villages que traversent les convois de notre extrême-gauche, ce sont travaux de même nature. Le long de la voie ferrée Salonique-Monastir, le combat n'est pas moins actif : le lacis des marais et ruisseaux de Vertekop, au pied des montagnes, est drainé vers la Voda; à Vodena, le quartier de Koupri est débarrassé des anophèles; à Vladovo, des terrains de culture sont conquis sur les marais. Dans la Campanie littorale, à Topsin, à Samli, à Gradobor, des marécages disparaissent. A Salonique même, la ville la plus malsaine de Macédoine, où fut installé le plus important de nos centres sanitaires, des quartiers entiers furent ramenés à la vie. Au total, durant l'été 1917, avec l'aide de la main-d'œuvre locale qui fournit près de 76 000 journées d'ouvriers, la mission antipaludique comble ou assainit 629 mares, couvre ou aménage 5 603 puits, citernes ou réservoirs, visite 16 179 maisons.

La défense contre le moustique réclame des armes spéciales durant la saison fiévreuse, du 15 avril au 15 novembre : la quinine préventive et le bouclier protecteur, moustiquaire de tulle ou grillage de toile métallique qui ferme hermétiquement la maison. Des affiches dues à la plume des maîtres de la caricature exposèrent aux récalcitrants les inconvénients de l'indifférence; des inspections efficaces, le contrôle de la quinisation par l'analyse de l'urine, la surveillance par les médecins de la mission des Macédoniens eux-mêmes (15 000 furent quinisés durant l'été 1917, les habitants de 86 villages en 1918) eurent des résultats positifs : dès le second été de la campagne antipaludique, la mortalité paludéenne de l'armée française tombe à 0,59 pour 100 (juillet et août 1917). Les chiffres à cet égard ont leur éloquence :

En juillet, août et septembre 1916, les cas de paludisme se montèrent à 15 955 pour 4 divisions.

En 1917, à 13 019 pour 8 divisions.

En 1918, à 7 092 pour 8 divisions.

La statistique est encore plus démonstrative, si elle n'enregistre que les cas de première invasion :

1916 : 12 260 cas.
1917 : 1 883 cas.
1918 : 574 cas.

ou la mortalité due au paludisme :

1916 : 379 décès.
1917 : 71 décès.
1918 : 54 décès.

***

La disparition du paludisme est la condition essentielle de la rénovation de la Macédoine. Les plaines fertiles jadis ne sont aujourd'hui que steppes desséchées. Çà et là, à l'orée des villages, la large feuille vert sombre des tabacs, la haute lame vert clair des maïs étale ou lance sous le soleil une rare touche reposante ; sur l'aire ronde, les petits chevaux tournent sans arrêt, battent les gerbes de blé dur ou d'orge ; mais la monotonie poussiéreuse fait cercle, jusqu'à l'horizon abrupt des montagnes, coupée seulement des dos tondus de moutons noirs ou des mufles levés de buffles vautrant dans les flaques leur poitrail ras. Telle est la scène coutumière de la saison des récoltes. Cependant la terre n'est point inféconde. Il y a quelques années, la production en céréales, qui atteint à peine 100 000 tonnes pour la Macédoine entière, s'élevait à 500, à 700 000 tonnes. L'insécurité, les incursions des comitadjis bulgares, la guerre, qui devenait endémique, ont dévasté les champs, enlevé les bras : les hommes sont enrôlés ou émigrent. Mais, voici les armées alliées qui imposent l'ordre, encouragent les agriculteurs, donnent elles-mêmes l'exemple, mettent en valeur des terres neuves. Anglais dans la Macédoine orientale, Français dans les campagnes de Salonique, de Kozani, de Monastir, de Koritza, Serbes dans la Karadjova, tous, — poursuivant sans doute d'abord l'intérêt de l'armée que les sous-marins isolent, — défrichent et enrichissent le pays.

Dès leur arrivée du reste, en 1915, leurs bateaux alimentent

la population affamée; puis la « Commission mixte de ravitaillement » de Salonique, où des officiers des armées alliées et les administrateurs locaux siégeaient côte à côte, prit en mains la répartition des vivres, et, en face de l'indifférence du gouvernement d'Athènes, nourrit la Macédoine durant les trois ans d'occupation.

Ce fut surtout l'armée française, forte de ses méthodes coloniales, qui entreprit la mise en valeur. Le général Guillaumat, de la lignée des Bugeaud, des Faidherbe, des Galliéni, débarque en décembre 1917. Ce cartésien soldat ne vit point au jour le jour : il pose ses règles, déduit ses méthodes, se prescrit des devoirs, répartit les fonctions, crée les organes. Dans cette guerre coloniale, contre ces ennemis, la maladie, la faim, la soif, la distance, il importe d'abord de faire vite. Il faut dresser ses plans, ses officiers, ses troupes. Une direction de l'arrière est créée qui aura la haute main sur tous ces organes de combat contre la nature. En France, l'arrière qui reçoit tout de l'intérieur n'est qu'un instrument de distribution. En Orient, c'est un organe créateur. La guerre sous-marine menace plus que jamais de trancher le lien fragile qui unit Salonique à la France : déjà on doit créer pour les évacués, les permissionnaires, les renforts, la voie de fer, de terre, de mer de Salonique-Bralo-Itea-Tarente. Le tonnage diminue sans cesse et l'expédition devra peut-être se contenter de ses seules ressources. Au surplus, la nourriture de conserve ne vaut rien durant les mois chauds : les aliments frais, fruits, légumes sont, sous ce soleil, la santé du soldat d'Europe ; le foin est indispensable aux nombreux convois, chevaux et mulets. Il faut donner de l'eau potable, purifier les sources infectieuses ; il faut construire pour l'hiver de pluie, de boue et de neige, des cantonnements hygiéniques et chauds, les approvisionner de combustibles ; il faut choisir pour les bivouacs d'été des sites de repos dans la montagne saine, dresser, pour les divisions anémiées dans les tranchées de l'avant, des baraquements légers, à l'abri des miasmes. Telles sont les tâches de l'arrière : créer des potagers et des jardins, des abreuvoirs et des sources, des gîtes d'étapes et des cantonnements, enfin, dans la montagne rocailleuse comme sur les marécages de la plaine, des rubans de routes empierrées.

En 1916-1917, l'armée a édifié le camp retranché et délivré

la Macédoine ; elle a eu autre chose à faire qu'à organiser des exploitations. En 1917-1918, sous l'impulsion du général Henrys, un colonisateur du Maroc, que le général Guillaumat appelle, dès janvier 1918, au commandement de l'armée française, plus de 1 000 hectares sont cultivés en légumes pour les seuls besoins de cette armée (300 hectares en cultures maraîchères, 460 en pommes de terre, 170 en maïs, etc.), et chaque division a, en outre, dans sa zone de stationnement, son exploitation horticole ; dans la seule zone des étapes, furent récoltés, durant l'été 1918, 42 000 quintaux de foin, 113 000 quintaux de paille ; en août 1918, le service agricole livre 339 000 kilos de légumes divers, soit plus de 10 tonnes par jour.

Les indigènes eux-mêmes, à qui l'on achète les produits des champs à des prix rémunérateurs, se mettent avec ardeur à l'ouvrage. La récolte des céréales en 1918 est, sur celle de 1917, en augmentation de 30 pour 100; le rendement des prairies est accru de 50 pour 100. Le service agricole ne s'est pas contenté d'une réquisition avantageuse, il aide de ses conseils, de ses exemples, le paysan arriéré : il nivelle, il débroussaille, il écobue les prés ; il reconnaît les terres en friche, il organise des fermes modèles (quatorze fermes de 1 000 hectares chacune dans les plaines du Vardar, de Kozani, de Monastir) pour le blé et les fourrages, accessoirement l'élevage (à l'origine, on y parque des troupeaux de 200 moutons) ; il fait venir de France des machines ; à Vatilouk (Nord-Ouest de Salonique, sur la rive gauche du Vardar), une école de motoculture est fondée et ses élèves, moniteurs français des autres centres agricoles, répandront les méthodes nouvelles à l'intérieur de la péninsule. Déjà, les procédés se perfectionnent : les indigènes, qui semaient le maïs à la volée, s'initient au semis en ligne; ils plantent la pomme de terre qu'ils ignoraient jusqu'alors.

L'œuvre la plus remarquable fut accomplie à Koritza.

*
* *

Emmurée dans les grandes chaînes blanchâtres d'entre Albanie et Macédoine, s'allongeant du Nord au Sud depuis les mamelons herbeux du Tomor jusqu'aux pâtis de croupes sèches, dernières ramifications du Pinde, se déploie une large plaine couverte de tabac et de céréales, encadrée de fontaines, d'arbres à fruits, de vignobles et de villages : c'est la plaine de Koritza.

Les cassures profondes des hauts escarpements calcaires, occupés encore par des lacs (Okhrida), par des marécages (Malik), ou bien déjà colmatés, fertilisés, comme la plaine de Koritza elle-même, s'ouvrent au trafic du Midi grec (par la Vistritza supérieure) ou aux invasions du Nord albanais (par la vallée du Drim noir). D'un autre côté, les plis montagneux, s'abaissant par endroits à près de 1 000 mètres, laissent place d'Ouest en Est à des seuils, à des passages, à des grand'routes : celle de Santi-Quaranta et Ianina à Monastir franchit à 1 073 mètres (col d'Ersek) les crêtes du Gramos, à 1 090 mètres (col de Giavat) celles de la Baba. Au carrefour des routes de Strouga-Dibra-Kastoria et de l'Adriatique ou l'Épire vers Florina et Monastir, s'est établie une ville de 40 000 âmes, lieu d'échange des produits des montagnes voisines, des champs et jardins des abords, bois, peaux, laines, fromages, grains, tabacs, vins, prunes, amandes, petit centre industriel qui fabrique tapis, couvertures, qui dresse près de la montagne calcaire comme sur la plaine argileuse ses plâtreries, ses briqueteries, agglomération bourgeoise, ouverte aux influences européennes dans ses maisons de pierre blanches et hautes, ses rues régulières, pavées et larges, son église orthodoxe et ses écoles grecques, double foyer de culture hellénique dans un milieu albanais.

A l'automne 1916, l'avance française, qui conquiert Florina, amène nos flanc-gardes de gauche aux rives orientales des Lacs. Des bandes albanaises, payées et menées par des officiers grecs royalistes ou des officiers autrichiens, menacent les derrières des troupes qui s'engagent entre les lacs de Prespa et d'Okhrida. Nous nous installons à Koritza (17 novembre 1916). Depuis quatre ans, la région avait été soumise à trois régimes successifs : les troupes grecques l'avaient occupée à la fin de 1912; le protocole de Florence l'avait donnée au prince de Wied (fin 1913) ; l'armée hellénique y était rentrée en octobre 1914. En octobre 1916, la colonisation militaire italienne avait fait son apparition à l'Ouest, le long de la route venue de Santi-Quaranta. Entre ces influences rivales que servait un vigoureux prosélytisme scolaire, rançonnés tour à tour par les libérateurs éphémères, las de quelques centaines d'agités qui voulaient jeter musulmans et orthodoxes dans l'anarchie albanaise ou les révolutions helléniques, les marchands de Koritza aspiraient surtout à la paix. Nos administrateurs tâtonnèrent d'abord. Il

fallut le clair bon sens et l'énergie froide du général Guillaumat pour refuser de prendre parti dans les querelles locales, pour établir une administration exclusivement militaire, gérante neutre et impartiale des intérêts du pays. Les officiers français se firent les tuteurs de l'administration indigène : un budget régulier tira ses ressources (46 000 francs par mois pour le « territoire » compris entre l'Albanie et la Grèce) de contributions ponctuelles qui semblèrent légères à la suite des exactions passées : dîmes sur les récoltes payables en six échelons, impôt sur le revenu progressif avec dégrèvement à la base (au-dessous de 5 000 francs) qui visait les gros bénéfices que valaient aux commerçants les importations italiennes ou grecques, taxes sur les actes judiciaires, les marchés et les octrois. Des caravanes acheminèrent les denrées de Verria à Koritza par Kozani ou Kastoria, quand les camionnettes italiennes n'apportaient pas, depuis Santi Quaranta ou Vallona, le vermouth, les vins, le chocolat, les allumettes, les huiles, les objets usuels du colporteur. En décembre 1915, le trésor de Koritza avait 4 000 francs en caisse ; le budget de 1917 se solda par un bénéfice de 1 250 000. Lorsqu'à l'automne 1917, la 57e division eut donné de l'air à la ville, repoussé les Autrichiens au delà du Malik, atteint le lac d'Okhrida, le pays délivré fut gouverné selon les mêmes règles : la première année de cette administration française, les finances du territoire de Pogradets eurent 180 000 francs d'excédent.

En septembre, les récoltes des territoires s'entassent dans les greniers de la ville : le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, sont réquisitionnés, monopolisés par l'administration de Koritza; chaque oke (1 280 grammes) de céréales, que le cultivateur dépose, lui rapporte de 0 fr. 70 pour le seigle à 1 fr. 20 pour le blé. Les dimiers entassent les achats aux quatre entrepôts de la ville. Ce sont petites boutiques basses et noires où des casiers à jour laissent ruisseler les grains lourds du blé, les grains acérés de l'orge, les grains légers de l'avoine. Le jour du marché, les consommateurs se présentent : paysans au fez blanc d'Albanie, les jambes gainées dans la bure noire, la vareuse sombre ouverte sur le gilet de laine blanche, paysannes vêtues de noir de la jupe au fichu de tête. Chacun doit présenter sa carte : le campagnard a droit à 640 grammes, le citadin à 450 ; un minime bénéfice (0 fr. 10 par oke) couvre

les frais de nettoyage et d'entrepôt. En même temps, on amasse, dans des magasins municipaux, du bois et du charbon pour le rigoureux hiver à venir : les riches se les procurent moyennant finances, les pauvres avec les bons de l'Assistance publique. L'Assistance de Koritza dispose de 100 000 francs chaque année.

Ainsi la France apporte le pain et la paix. Sans doute la police équitable, dans ces confins albanais où le moyen âge survit, ne fait-elle pas la joie de tous. « L'homme brave qui a des armes et des fils, déclarait un notable avec humeur, est devenu l'égal du berger. » Mais les regrets des féodaux constatent la tranquillité des campagnes. Pendant l'été 1918, dans les villages de la montagne, le passant ne peut rien acheter : l'indigène n'éprouve point le besoin de vendre. Le prolétaire trouve comme terrassier du travail sur les routes, que trace le génie français, et un suffisant salaire (5 francs par jour, plus une boule de pain, de la graisse, du sel, du sucre, du café et des légumes) ; même les enfants, engagés comme casseurs de cailloux, reçoivent, outre ces vivres, une demi-boule et 1 franc. Koritza respire un air prospère : dans la rue des Marchands, des quartiers de viande, d'agneau surtout, pendent à l'étal des bouchers; sur les trottoirs, les vendeurs exposent oignons et aulx, melons et pastèques, et l'inévitable paprika. Les récoltes s'accumulent dans les greniers administratifs; le pain est assuré à la population entière, nos troupes garantissent la sécurité. Jamais cette ville, rançonnée jadis par toutes les armées, ne s'est trouvée si heureuse. Chrétiens et musulmans, Grecs et Albanais y vivent en parfaite intelligence, et, dans le conseil des notables qu'alternativement ils président sous la tutelle désintéressée des officiers français, l'un et l'autre sont insoucieux de prosélytisme religieux, de propagande nationale. Exemple topique de la « paix française. »

***

Après le pain, assurer l'eau est l'indispensable besogne. La Macédoine littorale et la Macédoine intérieure subissent les étés secs du littoral méditerranéen; la Campanie salonicienne réédite la Mitidja d'Alger du milieu du XIXe siècle; les plaines élevées de Macédoine rappellent par leur climat les Hauts Plateaux steppiques de l'Afrique mineure. Sans doute les granits,

gneiss et schistes, dont sont formées les montagnes qui ceignent la Campagne ou les bassins intérieurs, sont propices au ruissellement; sans doute, à la base des calcaires de la région des Lacs, les eaux sourdent en toute saison; dans la Karadjova, autour de Monastir, les canaux d'irrigation sont associés au moindre champ; la houille blanche alimente les filatures de coton de Vodena. Cependant, à part les exceptions des oasis du pied des pentes, l'eau, abondante en hiver, était perdue durant l'été : les indigènes se contentaient de l'eau infecte des rivières boueuses, des mares croupissantes, et dans les montagnes mêmes le manque de pluies, de juin à septembre, tarissait les sources ou en diminuait singulièrement le débit. Les monts pelés, qui bornent au Nord-Ouest l'horizon de Monastir ou qui couvrent l'intérieur de la boucle de la Tcherna, sont particulièrement déshérités à cet égard.

Ce fut précisément sur ces hauteurs qu'après l'offensive de 1916 stoppa l'armée victorieuse. Il fallait donc creuser la plaine jusqu'à la nappe aquatique, capter et aménager les sources de la montagne, édifier ici des puits, là des réservoirs, et partout, pour sauver les équipages muletiers de cette armée alpine, installer des abreuvoirs. Ce fut la tâche d'un service des eaux créé en octobre 1916. Salonique, base de l'armée, agglomération des dépôts, centre hospitalier et Grand Quartier Général, n'avait pas d'eau potable à l'automne 1916. Les hôpitaux des « Campagnes, » quartier Sud de la ville, consomment entre 30 et 40 mètres cubes d'eau saine par jour; les camps de Zeitenlik, aux portes Ouest de Salonique, ont besoin quotidiennement de 600 mètres cubes. A Zeitenlik, nos hydrauliciens du génie remettent en état douze puits artésiens de l'époque turque, en forent un treizième de plus fort débit, dressent une machine élévatoire. A l'Est, instruits, grâce aux découvertes du nouveau service archéologique, par l'exemple romain et l'expérience byzantine, ils construisent un aqueduc jusqu'au Hortiatch, qui, à 11 kilomètres de la ville, à l'entrée de la Chalcidique, ferme l'horizon de son faîte boisé. Grâce à cette adduction, Salonique disposera chaque jour de l'été 1918 de 2000 à 2500 mètres cubes Quand la base annexe d'Itea fut établie sur le golfe de Corinthe, en trois mois (janvier-mai 1918) une canalisation de 9 kilomètres vint distribuer au camp, au port, dans le village, les eaux de Delphes captées à 2500 mètres

d'altitude. Toutes les villes, gîtes d'étapes, furent dotées d'un service des eaux. Après deux ans (1916-1918), l'armée d'Orient a laissé sur le sol macédonien l'empreinte de son activité bienfaisante : 600 sources ont été aménagées par elle, 240 puits ont été forés; 4000 abreuvoirs ou lavoirs utilisés par les troupes passent en héritage aux indigènes; 1000 réservoirs restent en place, dont quelques-uns de 5 à 6000 litres, et pas moins de 220 kilomètres de tuyaux.

Tout labeur qui assure à l'armée son bien-être n'est point perdu pour le pays. La chaux dont on enduit les murs de torchis rougeâtre ou de granit noir étale un uniforme sur les masures bigarrées des hautes vallées ou des plaines. Le pittoresque y perd; mais les villages sont assainis. Des baraquements hygiéniques sont construits de côté et d'autre. Inquiet des difficultés de l'approvisionnement dues à la guerre sous-marine et à la distance qui s'accroît, préoccupé du repos de ses soldats qui ne trouvent aucun des conforts qu'offrent à l'arrière les villages de France, désireux de leur fournir au moins un logement salubre, à l'écart en été des plaines paludéennes, garanti en hiver des neiges et des vents, le général Guillaumat crée le 24 février 1918 le service industriel des Armées Alliées d'Orient, qui vise, dit la note originelle, à « coordonner tous les efforts actuellement accomplis, créer de nouvelles organisations, et, par tous les moyens possibles, *produire*, pour diminuer les apports de l'arrière et les demandes à la métropole. » Au lieu des bivouacs, dont la tente basse ne prémunit ni contre le soleil torride, ni contre les neiges hivernales, ni contre l'âcre vent du Vardar, les ateliers d'armée construisent des cantonnements de briques et surtout des baraques légères, dont les bois sont hissés aux premières hauteurs dans les vallées protégées. Chaque semaine du printemps et de l'été 1918, ils livrent 320 mètres de planches pour baraquements, soit les matériaux du logement de 1200 hommes, 175000 briques, plus de 7000 tuiles pour l'avant; en même temps, dans la zone des étapes on cuit par mois 800000 briques. Les nouveaux fours brûlent par semaine la pierre de 50 tonnes de chaux. Des explorations minutieuses amènent la découverte d'une demi-douzaine de mines de lignite dont, en juillet 1918, on put extraire plus de 2000 tonnes : celles de Mboria aux portes de Koritza produisaient journellement de 10 à 20 tonnes.

de celles d'Orehovo (5 km. Sud de Banitza) on tira plus de 100 tonnes par jour. Un service forestier arpentait la Macédoine orientale et même le Nord de la Vieille Grèce, entassait les coupes dans la Chalcidique, principalement dans l'Athos : les réserves de bois de construction, de chauffage, allaient permettre aux relèves de mieux endurer, l'hiver 1918-19, ce climat excessif dont les premiers pionniers avaient subi toutes les rigueurs.



Dans un pays qui pouvait promettre, mais qui n'offrait encore que d'insuffisantes ressources, presque toute la vie de cette armée de 300 000 hommes était liée à sa base. Le front s'était stabilisé dès la première année le long de la Strouma et dans la zone du Vardar; dans la région de la Tcherna et de Monastir, il resta près de deux ans immuable (décembre 1916 — septembre 1918); à l'Ouest, dans l'Albanie koritzéenne et okhridienne, où la ligne de tranchées ne fut jamais continue, il fut repoussé vers l'Ouest et le Nord en deux élans (septembre 1917-juillet 1918). Or, à chaque étape, et pour la relier à la précédente, la route faisait défaut.

Nous savons quelles difficultés durent vaincre les premières brigades qui débarquèrent à l'automne 1915. La carte ne dessinait que quelques voies carrossables de Salonique à Monastir, de Prilep à Kozani, mais sur les trois quarts de leur parcours, dans les plaines marécageuses, et pendant six mois au moins, ce n'étaient que fondrières, où les convois ne passaient plus. L'outillage et le temps manquaient pour empierrer les pistes, pour rendre praticables aux automobiles les mauvais chemins existants : ainsi, faute de moyens et de semaines, au moment de la retraite serbe, dut-on renoncer même aux travaux de première urgence, et nos divisions avancées dans la pointe Tcherna-Vardar ne purent utiliser la route informe qui, de Negotin par Kavadar et Vozartzi vers Prilep, eût facilité le repli. Nos troupes n'eurent, pour rentrer à Salonique, que la voie du chemin de fer du Vardar, ou bien sur la montagne les sentiers de chèvres encore secs, dans les fonds le lit encore guéable des torrents.

Dès que le général Sarrail eut établi le dessin du camp retranché de Salonique, la nécessité imposa de suite la cons-

truction de chaussées solides qui rayonneraient vers le front. Les Anglais se chargeaient de la route de Serrès. Notre lot fut le secteur Nord (vers Narech, vers Dogandji); des ponts de bois furent jetés sur le Galiko et sur le Vardar, la grand'route de Monastir fut empierrée jusqu'à Ienidjé. Quand, au printemps 1916, fut résolue l'offensive de l'aile gauche, en trois mois le génie, les bataillons d'étapes et la main-d'œuvre civile retournèrent de fond en comble 65 kilomètres de routes, 250 kilomètres de pistes. La route de Verria-Kozani, indispensable au mouvement prévu, inaccessible aux camions par son profil et son étroitesse, fut de mai à août réparée sur 150 kilomètres. Quand, après l'avance victorieuse, la ligne se stabilisa en arrière de Monastir, le chemin de fer n'apporta les munitions et les vivres qu'à Ekchissou d'abord (où la voie était coupée), plus tard à Florina, à Sakoulevo, à Holeven. De là, les camions partaient pour ravitailler l'avant : quatre, puis deux divisions serbes, la forte division italienne, l'armée française presque tout entière (3, 4, puis 7 divisions). Depuis le fil ténu du chemin de fer qui les reliait à Salonique, des routes nouvelles rayonnent vers les secteurs de la Tcherna, de Monastir ou des Lacs. Pour atteindre le front de la Boucle, l'armée serbe franchit, construit 10 kilomètres de chaussée en plaine, 20 kilomètres en montagne. Elle s'attelle à cette besogne de Sakoulevo à Brod, puis au delà de la Tcherna : là, des ravins profonds éventrent les croupes, l'érosion taille des précipices, les aiguilles schisteuses hérissent de leurs arêtes vives les flancs granitiques et ronds; pas un mur dressé; pas un arbre; de rares et basses maisons qui, à l'abri des vents, se recroquevillent dans les conques. C'est dans ce paysage de désolation que les Serbes taillèrent cette montée de 20 kilomètres, de Slivitza sur la Tcherna aux cahutes d'Iven, à 1 200 mètres d'altitude.

A l'opposé de la plaine, les Français doublent la grand'route plate que l'ennemi arrose sans cesse par ses avions et ses batteries, et, sur 30 kilomètres, au pied des pentes, ils en aménagent une seconde. Vers l'extrême Ouest, c'est un long ruban, qu'au col de Pisoderi les neiges d'hiver interrompent, sur lequel les camions roulent pour approvisionner l'aile gauche; des téléfériques sont construits afin d'éviter les neiges, et la route devient carrossable jusqu'à Koritza (80 kilomètres de Florina) et Liaskoviki (90 kilomètres de Koritza). Là, à la rencontre de nos

travailleurs, arrivent les corvées italiennes, qui s'étaient chargées d'équiper la route de Liaskoviki à la mer (122 kilomètres) : une mission militaire française y a effectué les reconnaissances dès février 1917. C'est la ligne de communication idéale, raccordée aux huit heures de mer de Santi-Quaranta à Brindisi. L'armée italienne occupe l'Albanie du Sud et, le 21 août, au Nord d'Ersek, elle effectue sa liaison avec notre extrême-gauche. Nous renonçâmes à cette voie.

Nous nous rejetons alors (août 1917) sur la route d'Itea, plus longue, mais qui raccourcissait pourtant la traversée maritime (un jour de mer à 15 nœuds de Tarente à Itea, au lieu de cinq jours de Marseille à Salonique). La Grèce de Vénizélos nous offre son chemin de fer d'Athènes, dont le tronçon Ekaterini-Salonique vient seulement d'être achevé; de Bralo, sur les plaines béotiennes, une piste contournant le Parnasse grimpe dans les grès dénudés, puis sur un col de 1 000 mètres, enfoui dans les sapinières, enfin gagne dans les olivettes, après 60 kilomètres, la large rade d'Itea : l'armée anglaise sur un versant, l'armée française sur l'autre, firent de ce chemin antique une route large de 6 mètres, apte à recevoir les courants du rapatriement et des renforts.

En deux ans, nos soldats avaient manié la pelle autant et plus que le fusil; des grand'routes reliaient Salonique aux centres de ravitaillement. Aux obstacles dressés par la nature, s'étaient jointes, pour entraver le labeur, les difficultés techniques, politiques et militaires; ce n'avait pas été sans résistance qu'on avait pu obtenir de la Grèce royaliste les hommes, les bœufs de trait et les chars qui portaient la pierre des montagnes aux chantiers des plaines inondées. En décembre 1917, le général Guillaumat paraît : sa méthode élabore un nouveau programme; son plan des liaisons exige des communications plus rapides, plus faciles, plus nombreuses. Une carte routière est dressée : c'est là le point de départ, hommage à l'œuvre passée, mais aussi vision des lacunes qui détermine la besogne. Un service routier autonome prend place parmi les autres administrations de l'arrière et est doté de puissants moyens : 13000 travailleurs militaires, 12 000 ouvriers civils, 250 camions, 750 arabas, 500 chars à bœufs, 80 cylindres à vapeur ou à essence, 8 perforatrices, 7 concasseurs, 400 wagonnets, 40 kilomètres de voie de 0.60. Songeons qu'un kilomètre de

route camionnable large de 5 mètres et empierrée nécessite 100 journées de 100 travailleurs, 2 camions, 4 arabas, 2 wagonnets, 100 mètres de voie Decauville.

Cette armée de pioches, de pelles, de machines se répandit sur 450 nouveaux kilomètres, routes existant sur le papier, mais hors d'état de servir, routes à tracer et à construire; en six mois (février-juillet 1918), 300 kilomètres étaient terminés. Ce sont des voies stratégiques qui doivent porter rapidement sur le futur point d'attaque les troupes de rupture et de relève: route Topsin-Karassouli qui longe la rive gauche du Vardar; route Ienidjé-Vardar-Gumendjé établie sur la rive droite au delà des marais de la basse vallée; route de Vertekop à Pojar qui, de 200 mètres, du fond de la vallée de la Moglenitza, s'élève aux pieds mêmes des massifs de 1 800 mètres de la frontière serbe; à l'extrémité occidentale du front, les deux routes gigantesques, qui, depuis le lac d'Okhrida jusqu'au Skoumbi supérieur ou par les gorges du Devoli, s'infiltrent entre les arêtes gréseuses d'où nos postes avancés barrent le passage aux Autrichiens. De grandes communications transversales coupèrent de part en part la Macédoine, qui ne possédait d'Ouest en Est que la route de Koritza à Salonique par Florina et Vodena: la route Poustets-Rembi-Zelova relia les deux rives du Prespa et les grandes voies Nord-Sud descendant du front albanais sur Koritza, du front de Monastir sur Kastoria. Les routes longitudinales de la plaine de Monastir furent unies par des traverses, de Klechtina à Sakoulevo par Kalenik, de Florina-Station à la route de Monastir par le raccourci de Borechnitza, et au Sud du chemin de fer par une piste rendue carrossable qui aboutit à Banitza. Au Sud enfin, furent jointes les routes de Florina-Koritza et de Monastir-Kozani: 25 kilomètres communs de Roula à Kastoria, un tronçon de 92 kilomètres qui monte à Vlahoklissoura à plus de 1 200 mètres, redescend à 600 mètres dans les étangs du Roudnik, un autre de 75 kilomètres de Kastoria à Bogacko, Lapsista et Kozani, qui nécessitera de gros travaux, des ponts entre autres dans la vallée de la Vistritza. Cette route, qui traverse les confins de Thessalie et de Macédoine, fait aussi partie du système qui doit faciliter les liaisons avec la Grèce. C'est le même but que visent le tracé nouveau Vertekop-Verria, parallèle au chemin de fer, les travaux entre Iaïladjik et Verria, qui rendirent cette vieille route praticable

durant l'hiver, enfin une nouvelle chaussée littorale qui, se détachant de la précédente à Guida, s'avança vers Ekaterini au-devant de la Grèce centrale. On laissa à l'armée grecque le soin de compléter ce réseau en perçant les montagnes du Sud, refuge des bandes royalistes, par les routes Kozani-Larissa, Lapsista-Grevena-Kalabaka, Kalabaka-Larissa, Ekaterini- Elassona.

Au total, l'armée française laisse sur le sol de la Macédoine 900 kilomètres de routes neuves, son œuvre propre, 300 autres kilomètres de routes anciennes entretenues, sans compter les 400 kilomètres construits par l'armée anglaise dans le secteur oriental. Mais le climat excessif peut vite effacer ces traces, si fécond qu'ait été l'effort. Pour peu cependant que les maîtres de ces terres veuillent entretenir ces travaux, c'est la Macédoine, hier encore champ de bataille des nationalités balkaniques, devenant demain le champ de pacifiques échanges, où les rivaux de l'Occident importeront les produits de leurs fabriques, les marques de leur civilisation.

***

La France, qui, plus qu'une autre, a besoin de créer et de vendre, doit rester l'initiatrice. Le commerce suit le drapeau. Dès 1916, quand notre occupation parut stable, quelques chefs, quelques ouvriers ont pensé à l'avenir. Bien que la guerre accaparât les énergies pour de plus pressantes besognes, ils songèrent à préparer les voies au commerce qui réapparaîtrait à la paix, à informer les maisons françaises des débouchés macédoniens. Ce fut un office des renseignements et un bureau des commandes futures que fondèrent, le 1er août 1916, sous le nom de *Bureau commercial des importations françaises*, le général en chef et ses collaborateurs dans cette tâche : l'intendant Bonnier et un jeune industriel lyonnais, alors officier de réserve, qui joignait à l'expérience des affaires la culture organisatrice d'un ancien élève de l'École normale. Le lieutenant Laurent Vibert fut, durant plus de deux années, l'âme du Bureau commercial: il ouvrit pour les marchands de Salonique une salle d'échantillons et de catalogues, mis à sa disposition par les fabricants de France; il enregistra pour ceux-ci dans un répertoire de 1 700 fiches les firmes saloniciennes, publia un bulletin mensuel, qui instruisait les Chambres de commerce de

France des besoins de la Macédoine; il provoqua la formation de groupements économiques, qui centralisaient dans chaque région les offres des industriels, étudiaient les modes de transport, tentaient de faciliter les sorties, enquêtaient sur les frêts de retour et les exportations macédoniennes : les comités Lyon-Macédoine, Marseille-Salonique et leurs congénères des autres grandes villes de France, Dijon, Grenoble, Bordeaux, Angoulême, établirent la liaison, n'attendant pour agir que la fin des hostilités et de la pénurie des transports.

Six mois après la création du Bureau commercial, 73 p. 100 des commandes du marché de Salonique étaient passées aux maisons françaises. La semence était faite : il s'agit de récolter.

N'est-ce point encore préparer l'avenir qu'ouvrir l'intelligence des enfants au charme des mots, au goût des idées de France ? Déjà à Salonique les deux écoles des Pères Lazaristes, le lycée et le cours de jeunes filles de la Mission Laïque accueillaient plusieurs milliers de jeunes Grecs, Turcs, Israëlites, futurs clients de nos librairies et de nos manufactures. Pourtant l'instituteur balkanique fut toujours, parmi les Grecs et les Slaves, un agent de propagande nationale, au même titre que le pope ou que le comitadji. Les Bulgares durant trente ans étaient passés maîtres dans l'art du prosélytisme scolaire; l'Exarchat disposait de plus de 400 000 francs par an pour ses œuvres macédoniennes, et dans ses écoles, sans concurrentes, répandait tous ses dogmes, le catéchisme, la langue, l'histoire de la Bulgarie; de 1895 à 1905, affirment ses statistiques, il quintupla le nombre de ses élèves, qui s'éleva à 45 000. Quand, après trois ans d'interruption en 1915, ces Bulgares réapparaissent dans la Macédoine du Nord, les livres serbes sont détruits, les écoles serbes fermées. L'éphémère conquête de 1916 dans la Macédoine du Sud introduit les mêmes méthodes. Les Serbes y avaient respecté le rituel patriarchiste. Les Bulgares n'admettent que la messe bulgare, et, comme les popes ne connaissent que le macédonien ou le grec, les églises sont fermées. Ainsi en fut-il à Tepavtzi, Slivitza, Dobroveni, Bistritza, Holeven, Lajets, Velouchina, Ostrets, Gradechnitza, Dragoch et tous les villages de Pélagonie. Une seule exception, à Monastir où il fallait se concilier l'importante colonie grecque. Partout ailleurs, ce fut la bulgarisation par la force. Le vainqueur nationalise même les cimetières, où sur les croix

orthodoxes les désinences des morts sont martelées, modifiées.

Quel autre exemple apporte la tolérance des Alliés! Lorsque les Grecs chassés de Thrace, de Macédoine orientale et d'Asie-Mineure eurent cherché, aux portes mêmes de Salonique, la protection de l'armée française, celle-ci ouvrit aux enfants des réfugiés des baraques et les bras de ses soldats-instituteurs : ainsi fut fondée en juin 1916 l'école franco-grecque de Lembet, où 600 élèves trouvèrent l'enseignement de deux langues, un terrain d'apprentissage agricole, des ateliers enfin; il en sortit des ouvriers pour l'aéronautique française, qui leur offrait un gagne-pain. Quand, depuis mars 1918, les familles serbes, traînant leur patrie à leurs semelles, passent de Corfou à Salonique pour y attendre, derrière l'armée, l'entrée de la Terre Promise, 250 enfants reçurent à l'école franco-serbe du Champ de Mars la même instruction élémentaire et pratique, qui devait fournir plus tard à l'Arsenal maritime une main-d'œuvre d'apprentis. D'autres écoles bilingues furent, l'été 1918, organisées dans les grands centres : à l'entrée de Salonique, dans le village neuf d'Aghia Paraskevi qui abritait les victimes de l'incendie d'août 1917, à Vodena, arrière des armées serbes, à Florina, à Monastir. Mais la victoire même de septembre allait tarir leur recrutement.

V. — LA GESTE LIBÉRATRICE
L'EFFRACTION DES PORTES SERBES ET L'EFFONDREMENT DES VASSAUX DANUBIENS DE L'ALLEMAGNE

La Serbie, la Grèce préparées à la reprise de la lutte, la Macédoine délivrée, assainie, sillonnée de routes : œuvre lente et silencieuse, qui n'a point sollicité de réclame des angoisses de la mère-patrie, lutte patiente de trente mois contre l'hostilité des éléments et le scepticisme des hommes, acte de foi des exilés. Mais, une fois que les troupes d'assaut furent prêtes, que fut garnie la place d'armes, que fut creusée la tranchée de départ, restait le but à atteindre, rompre le front macédonien, enlever à l'Allemagne l'enjeu balkanique, et, écartant le Bulgare, surgissant sur le Danube en libérateurs des Roumains, des Slaves, faire écrouler l'Autriche, abattre la coalition.

Dans les Balkans, pendant quarante ans la Bulgarie est l'instrument du *Drang nach Osten*, la servante de l'Empire alle-

mand. Berlin pourtant en 1878 détruit le rêve de San Stefano. Mais la Grande Bulgarie aurait été une vassale. Pour s'affranchir du joug russe, Stamboulof après Battenberg, Ferdinand après Stamboulof, orientaient la Bulgarie sur les voies de l'Europe centrale; la coalition de 1912 interrompit à peine un an (octobre 1912-juillet 1913) l'évolution germanophile; le traité de Bucarest, les visées des Sazonof, des Milioukof sur les Détroits, les espoirs du Piémont serbe attirant 12 millions de Yougo-slaves, poussent définitivement les Bulgares dans les bras des Austro-Allemands. Depuis 1912, l'Allemagne jetait sur la Bulgarie le filet de ses sociétés « danubiennes, » « balkaniques, » « bulgaro-allemandes; » à la fin de 1914, ses banques versent au gouvernement bulgare 250 millions, en promettent 250 autres, tandis qu'au ministère de la guerre s'installent des officiers de Berlin. Dès l'entrée en ligne de l'armée bulgare, et surtout depuis l'échec de septembre 1916, l'Allemagne se saisit de l'armée, des communications, du marché, du travail bulgares. En 1916, la Mittelleuropa encore théorique de Naumann incorpore la Bulgarie. La XIe armée allemande est reconstituée, un général allemand est placé à la tête du groupe d'armées de Macédoine, 21 bataillons allemands, des détachements de mitrailleuses, de minenwerfer, viennent étayer les troupes bulgares sur les positions les plus délicates où la ligne a précédemment fléchi, l'artillerie lourde allemande double l'artillerie bulgare, des techniciens allemands exploitent les chemins de fer, les 9/10 des camions de l'armée bulgare viennent d'Allemagne, et toutes les escadrilles moins une, et les munitions et le matériel; enfin, le 30 octobre 1917 les régiments bulgares sont refondus sur le type allemand. Des expositions, des représentations, des journaux, des bibliothèques se rendent maitres pour l'Allemagne de l'opinion publique bulgare. Des germanophiles notoires dirigent le ravitaillement; l'Office d'alimentation a partie liée avec l'administration allemande; le traité du 17 août 1917 confie les mines de charbon aux autorités impériales; le trésor bulgare ne s'emplit que par les avances des Centraux : à la fin de 1917, l'Allemagne lui a versé 1 400 000 000 de levas.

La Bulgarie n'est pour sa suzeraine qu'une colonie d'exploitation. Sans doute l'Allemagne commence par acheter la récolte : le paysan bulgare s'enrichit (les dépôts des banques bulgares

passent entre 1913 et 1918 de 40 à 80 millions); mais le pays peu à peu se vide. Au printemps 1918, des émeutes éclatent dans les villes, à Sofia, à Stara-Zagora, à Sliven, à Philippopoli, à Tirnovo : les femmes saccagent les dépôts de vivres, lapident les magasins, réclament « du pain et la paix ; » le général Protoguerof, directeur de l'Office d'alimentation, compromis par ses tractations avec les autorités allemandes, doit donner sa démission. Des rixes éclatent entre soldats allemands et bulgares : en juin 1918, un train de farine, dont les wagons fermés sont étiquetés « grosse artillerie, » part de Sofia pour l'Allemagne, mais est arrêté, pillé en gare de Nich; les assaillants, des soldats bulgares, tuent le mécanicien, le chef de gare, des Allemands. Des Bulgares gagnent la Suisse, fuient la tutelle militaire et économique de l'Allemagne. Les mutineries s'étendent aux régiments du front, où des soviets apparaissent; les désertions, dont le nombre toujours imposant avait pourtant décru quand eurent cessé les opérations actives (plus de 2000 en 1916, 1500 dans les dix-huit mois qui suivirent), recommencent de plus belle. Un jour se rendant à nos hommes, inconscient ou honteux, un de leurs officiers affirme : « C'est là-bas que nous étions prisonniers. »

La faim aidant, le jour vint où l'alliance allemande sembla de moins bon rapport. Le Bulgare se vante d'être réaliste. « Il faut traire la vache qui donne le plus de lait, » énonce cyniquement Liaptchef. C'était du reste l'Allemagne qui avait trait la vache bulgare. Sans doute les victoires de Mackensen reconstituaient la Grande Bulgarie, mais ces victoires mêmes orientaient le pays sur une voie nouvelle. La révolution maximaliste, les traités de Brest-Litovsk (9 février, 3 mars) démolissent l'épouvantail érigé à San-Stefano; les Russes sont écartés des Détroits. Aux préliminaires de Buftea (5 mars) l'ombre allemande se profile aux bouches du Danube: le Bulgare, qui se croyait déjà maître de la Dobroudja entière, voit imposer à ses appétits sur la basse vallée du Danube le frein du condominium (7 mai) et l'aiguillon des ambitions turques qui réclament la Maritza. Czernin, le 2 avril, prononce une offensive pacifique, admet le rapprochement de l'Autriche et de la Serbie; l'Allemagne ne réagit pas contre le réveil hellénique : ce sont d'autres sujets d'inquiétude. Le malaise ne troublera pourtant les rapports germano-bulgares que dans la mesure de la faiblesse de l'Allemagne.

Or, en ce printemps 1918, l'Allemagne rassemble ses forces, fait flèche de tout bois pour son assaut sur le front français : le 15 janvier, il y a encore en Macédoine, intimement mêlés à l'armée bulgare, 19 bataillons allemands; le 15 juin, il n'en reste que 2 en ligne ; une partie de l'artillerie lourde allemande s'en va aussi à l'Occident. L'élève sent moins la férule. L'ami, l'agent de l'Allemagne, Radoslavof, est renversé (19 juin).

Ce n'est encore qu'un chantage : il faut acquérir la Dobroudja, conserver la Thrace orientale, et Radoslavof à Berlin va se concilier l'arbitre. Le Bulgare n'est point rassasié. En tout cas, il tient ferme sa part de dépouilles : les journaux de Malinof excitent le sentiment populaire, montrant les conquêtes menacées par la résurrection, à Salonique, de la Serbie, de la Grèce. A Sofia, les responsables de l'impérialisme bulgare, les Macédoniens, sont encore les maîtres : Radef conduit les affaires étrangères, Liaptchef est le second du nouveau Premier, Malinof. Et surtout ses origines allemandes, ses tendances d'autocrate, ses sympathies personnelles, tout rive Ferdinand aux empires du Centre. Sans doute dans le pays la gêne, le mécontentement sont des ferments révolutionnaires : la révolution peut jaillir de la défaite. Encore faut-il montrer au Prussien des Balkans, incorrigible, que l'Allemand, dont la maison brûle, ne pourra sauver l'écurie bulgare. Le 13 juillet 1918, une feuille socialiste bulgare revendique encore toute la Macédoine; Malinof lui-même n'a cessé dans son journal d'exalter la force allemande, d'applaudir les sous-marins, de crier des *Vae Victis :* « Vive la poigne sacrée, » entonne le poète national Vazof. Tous ne connaissent que la force. Ils ne peuvent renoncer à leurs appétits, à leurs complices qu'une fois leur armée et leurs alliés vaincus.

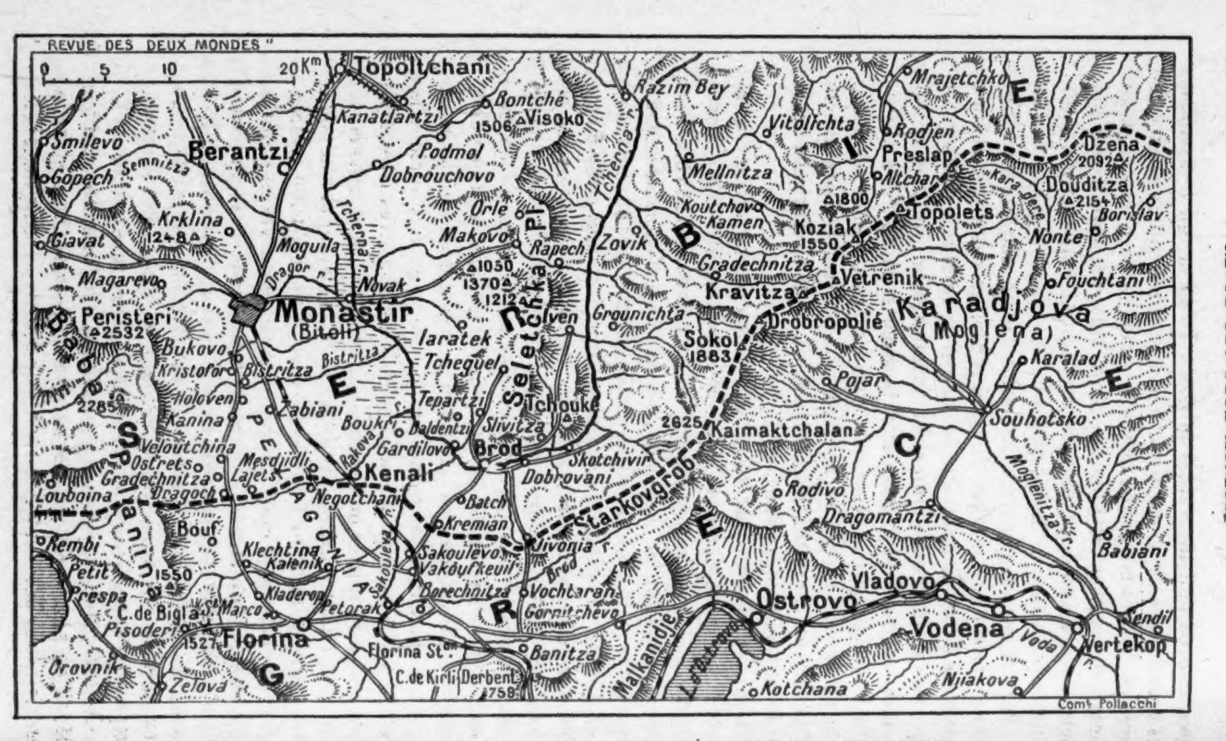


C'est ce que comprirent et la perspicacité du général Guillaumat et la ténacité de son successeur. Alors qu'en juillet les conseils de l'Entente, absorbés par la tension allemande, étaient moins résolus à combattre les Bulgares qu'à négocier avec eux, le général Guillaumat, se dégageant des soucis de l'heure, fondant sa conviction sur l'expérience heureuse des dernières attaques partielles qu'il avait conçues et menées, sur ses connaissances de la force et du moral bulgares, se fit, avec la clarté charmante de son regard, la netteté précise de ses paroles,

l'apôtre de l'offensive balkanique à Paris, à Londres, à Rome. Le 18 juin, le général Franchet d'Espérey a débarqué à Salonique. Le 28 a été arrêté le plan de l'offensive générale. Durant deux mois, avec une énergie obstinée, implacable, le général en chef va ancrer la manœuvre dans l'esprit des exécutants, imposer l'audace, s'en tenir aux objectifs, aux obstacles, s'entêter sur la date choisie, crier sa foi dans le succès, revendiquer pour soi les responsabilités techniques, réclamer pour l'armée le droit de vaincre.

Les difficultés semblent insurmontables : il faut dompter simultanément la montagne et l'armée ennemie.

Entre les deux grandes voies de pénétration de la Macédoine, la vallée du Vardar et les plaines s'échelonnant de Prilep à Kozani, se dressent, parallèles à ces routes, les chaînes que coupent les gorges sombres de la Tcherna, que traversent, plus au Sud, dans une vallée accessible, sur les traces de l'antique via Egnatia, le chemin de fer et la route d'Ostrovo à Vodena. L'effondrement de la Campanie salonicienne échancre le versant oriental en un vaste arc de cercle de la Vistritza au Vardar; au centre même, une cassure profonde y a marqué le petit bassin de Karadjova, affouillé encore par les ruisseaux que la Moglenitza rassemble. Le rempart montagneux le protège du vent âpre qui souffle du Nord; les canaux irriguent ses steppes jaunâtres, bariolent la « plaine bigarrée » de cotonniers, de tabacs, de paprikas, de maïs, la parsèment, du pied des pentes à la rivière, de villages de jardiniers. Derrière cette oasis basse (200 m. d'altitude moyenne), qui en pleine guerre enclôt encore 46 000 paysans, une muraille érige à 1 600 mètres en moyenne ses arêtes de gneiss ou ses chaos de granit : les éboulis escarpés du Sokol dont de rares sapins signalent la cime (1 800 mètres), la calotte chauve du Dobropolié que barrent à 1 700 mètres les dents de scie de la crête, le sommet abrupt du Vetrenik qui surplombe net la plaine de son front de 1 400 mètres et où seuls des sentiers de chèvres peuvent grimper le long des flancs, le Koziak dont les sommets blancs surgissent à 1 800 mètres de hêtraies touffues, les sapinières qui cernent le piton du Koutchkov-Kamen (1 800 mètres), et, au delà, les flancs moutonnés et ras du val de Rojden, les falaises que découpe en silhouettes fantasmagoriques le torrent de Gradechnitza. Vers le Nord, de douces ondulations cultivées descendent jusqu'à la plaine du Tikvech,



CARTE DU CHAMP DE BATAILLE DE L'OFFENSIVE BALKANIQUE

jusqu'au confluent du Vardar et de la Tcherna, au croisement des deux lignes de communication de l'armée bulgare, la voie ferrée et les routes qui mènent à Guevgueli par la vallée du Vardar, et, par les vallées de la basse Tcherna et du Raiets, les routes, le transporteur, la voie étroite qui relient Gradsko à Prilep et au front de Monastir.

Pour atteindre ces lignes vitales, pour scinder en deux l'armée ennemie, il faut d'abord franchir cette rébarbative barrière. Ce fut sur l'obstacle même qu'on résolut de foncer. La logique contraignait l'ennemi à entasser en profondeur les défenses artificielles, à préparer la riposte, la contre-attaque, l'afflux des réserves dans les trouées naturelles, derrière Monastir et sur le Vardar. La percée ne pouvait se faire que là où, se confiant aux géants de la frontière, il ne s'imaginait point qu'elle pût se faire jamais.

L'ennemi dispose sur le front de Macédoine d'une force encore imposante. Au total, 1 100 compagnies (277 bataillons) : un peu plus de fusils que les Alliés (181 000 contre 177 000), un nombre de mitrailleuses presque égal au leur (2 530 contre 2 680), une aviation assez faible (80 aéroplanes contre 200 environ), une artillerie qui paraît moindre à juger le chiffre des pièces (1 850 canons contre 2 06?), mais par le calibre nettement supérieure. Si l'on excepte la IIe armée qui défend le secteur passif de la Strouma, toutes les troupes sont aux ordres du général allemand von Scholtz, la Ire armée bulgare qui couvre la vallée du Vardar, et, du cœur même de la zone d'attaque aux massifs de l'Albanie, tenant la plaine de Monastir, la XIe armée allemande : celle-ci, formée surtout de fantassins bulgares (mais groupés en 2 corps d'armée sous commandement allemand), comprend des troupes d'élite allemandes (2 bataillons de chasseurs en ligne ou réserve immédiate, plus tard 5 autres bataillons venant de Roumanie et d'Oukraine), une vingtaine de détachements allemands de mitrailleuses de montagne, une forte proportion d'artillerie allemande (150 pièces de montagne et de campagne, 200 canons lourds et mortiers de tranchée). Ces deux armées, il faut d'abord les séparer l'une de l'autre, en rompant en son plein centre la ligne de défense ennemie.

Ce front, stable depuis la fin de 1916, les Bulgares l'ont fortifié; si, en plaine surtout, ils ont multiplié tranchées et batteries, ils n'ont point négligé les positions de la montagne : les

abris creusés à contre-pente en plein roc rendent tout pilonnage impossible, les précipices que taillent les rivières défient les tirs les plus courbes, les observatoires du Sokol, du Vetrenik dominent nos positions de départ, la plupart des chemins d'accès. Sur les 30 kilomètres du front choisi pour l'attaque, les Bulgares alignent 11 600 fusils, 245 mitrailleuses, 24 aéroplanes, 546 canons.

La dislocation de ces forces exige des Alliés sur ce point la supériorité numérique : pour l'exploitation du succès prévu comme pour l'assaut et la rupture, on concentre dans le secteur 36 000 fusils, 2 000 fusils-mitrailleurs, 81 avions, 580 canons, y compris l'artillerie de tranchée. Il faut, pour renforcer les batteries du secteur, hisser à plus de 1 000 mètres environ 80 pièces lourdes (105, 120, 150, 155), amonceler munitions et vivres pour les 8 divisions qui entameront la courtine, démoliront les bastions, feront irruption dans la citadelle, descendront sur le glacis pour courir droit au Vardar. Les routes supportaient à peine le passage des convois de quatre divisions : il faut en raffermir les chaussées actuelles, en ébaucher d'autres en hâte, doubler le rendement du chemin de fer de 0.60 qui relie les premières lignes aux arrières serbes de Vertekop, même établir des cartes nouvelles pour la zone inconnue que les artilleurs doivent battre, que les fantassins doivent, et au pas de course, franchir.

Tandis que toute l'armée serbe (6 divisions), accompagnée de deux divisions françaises, la 122[e], la 17[e] coloniale, appuyée de 40 batteries lourdes, s'assemble à la frontière pour l'assaut du rempart qui la sépare de la patrie, sont massées à droite et à gauche, devant les portes du Vardar et de la plaine de Monastir, les groupements qui élargiront la brèche, puis exploiteront le succès : devant la Dzéna, château-fort à près de 2000 mètres, dont l'escarpement sombre domine de plus de 1 400 les derniers vergers de Karadjova, dont le glacis s'abaisse en mamelons granitiques sur la vallée du Vardar, le groupement franco-hellénique (la 16[e] division coloniale et 2 divisions grecques, soutenues de 10 batteries lourdes) ; de part et d'autre du fleuve et des collines de Doïran, que l'épaisseur des réseaux, l'échelonnement des tranchées, la densité des barrages défendent à la façon des secteurs de France, l'armée britannique presque entière (4 divisions et une brigade), assistée de 3 divisions grecques, de 22 batteries et d'un train blindé, accrochera la

I[re] armée bulgare; le long de la Strouma, du Bélès à la mer, un corps d'armée grec (3 divisions) surveillera la II[e] armée. A gauche du dispositif, à la XI[e] armée allemande l'armée française est opposée, prête à escalader les cimes de la Boucle, à lancer ses 3 régiments de cavalerie sur la route de Prilep, à se décrocher des flancs du Peristeri, des rives abruptes des Lacs, où elle est agrippée depuis dix-huit mois : à la 156[e] division, qui a vu les Dardanelles, se joignent les tard-venues de l'hiver 16-17, la 11[e] coloniale, la 30[e], la 76[e], la division italienne, une division hellénique; 17 batteries lourdes les assistent. La tâche qui échoit à l'armée française est de se rabattre sur l'armée allemande, la devancer sur les voies de communication vers le Nord, l'acculer aux monts d'Albanie et la contraindre à se rendre. A l'extrême gauche, au delà du lac d'Okhrida, la 57[e] division, qui par deux fois (septembre 1917, juillet 1918) a bousculé les Autrichiens et n'a été arrêtée que par la prudence italienne, contient, avec 7 bataillons en ligne, 14 bataillons ennemis.

La manœuvre conçue par le commandement en chef fut réalisée à la lettre par les 916 compagnies alliées (292 bataillons).

***

Le dimanche 15 septembre, montant avec des échelles à l'assaut du mur du Sokol, sous la pluie enflammée des grenades adverses, parvenant après treize heures de bataille à s'accrocher au haut des flancs, lâchant prise sous la violence de trois contre-attaques bulgares, ayant perdu 700 hommes, ayant combattu sans relâche depuis l'aube jusqu'à minuit, la 122[e] division prend pied enfin sur le piton du Sokol, sur le plan poli du Dobropolié. Prolongeant l'attaque vers l'Est, les coloniaux de la 17[e], les Serbes de la Choumadia enlèvent, avec les futaies de la Kravitza et les cimes du Vetrenik où tombent 1 400 des leurs (1200 Français, 200 Serbes), plus de 3000 prisonniers, une trentaine de canons. Les Français ont ouvert aux Serbes la porte de la Serbie : dans la nuit du 15 au 16, au chant de *la Marseillaise*, devant les régiments d'assaut qu'elle dépasse, défile la division yougo-slave venue, après une anabase héroïque du front russe au Pacifique, coopérer à la délivrance des terres serbes irrédimées.

Deux jours encore la lutte continue pour la possession des

crêtes. Les meilleurs régiments bulgares, ceux qui comptent peu de déserteurs, un bataillon de chasseurs allemands sont accourus à la rescousse; les pistes sont rares, les forêts épaisses, les contreforts coupés de ravins. Cependant les hauteurs tombent : le Koziak, le Koutchkov-Kamen sous les coups des Yougo-Slaves, le Topolets emporté par les Serbes du Timok. La brèche s'élargit à gauche et à droite : à l'Ouest, par-dessus les dalles et blocs granitiques, les Serbes de la Morava, de la Drina, du Danube, les coloniaux de la 11e D. I. C., atteignent le gouffre de la Tcherna; à l'Est, la 16e D. I. C., aidée d'une division grecque, enlève les défenses avancées de la Dzéna, dont le talus oriental tient la vallée du Vardar. Sur 25 kilomètres de large, sur une profondeur de 15, le front bulgare est emporté (18 septembre).

La brèche ouverte, il faut gagner l'ennemi de vitesse, il faut courir au Vardar. Tandis qu'à droite l'armée britannique, renforcée de divisions grecques, d'un régiment de zouaves, accroche, devant Doïran et au Nord du lac, la Ire armée bulgare, retient devant elle toutes les réserves ennemies, qu'à gauche les fantassins de la 1re armée serbe, portant eux-mêmes leurs bagages, soulevant leurs armes au-dessus des eaux, hissant leurs canons sur les précipices, établissent des têtes de pont au delà de la Tcherna, au centre, éclairée par sa cavalerie, dédaignant ses convois enlizés sur les vestiges effondrés des pistes, s'enfonçant elle-même, piétinant dans une bourbe de poussière, grignotant quelques tomates, quelques oignons, quelques piments, insoucieuse du butin qu'amoncelle la débandade bulgare, délaissant les dépôts et les villages qui brûlent, couvrant en 5 jours de marches forcées 50 kilomètres de montagnes, la 2e armée serbe s'est élancée vers le Nord.

Le 20, elle atteint la plaine du Tikvech. Le 21, elle tient Kavadar sur la route Prilep Negotin, elle s'empare du pont de Vozartzi sur la Tcherna et du Decauville Gradsko-Prilep, principale communication de l'armée ennemie de l'Ouest. Le même jour, bousculant la résistance de renforts allemands sur les collines du Dratchevichko berdo, elle parvient au fleuve, occupe Demir-Kapou et la voie ferrée du Vardar, arrête le ravitaillement de l'armée ennemie de l'Est. Le 22, la cavalerie apparaît en vue de Gradsko, nœud des deux routes, gare centrale, agglomération de hangars, de magasins, d'hôpitaux. Le 23 et le 24, le fossé Tcherna-Vardar est franchi conjointement

par les deux armées serbes : à Gradsko qui tombe, elles recueillent des chargements entiers de farine, de sel, d'essence, trois trains complets, quelque cent voitures, 40 locomotives, 19 canons dont 13 lourds. L'armée bulgaro-allemande est frappée au cœur (24 septembre).

Dès lors se décollent les ailes du dispositif ennemi qui avaient jusqu'à ce jour opposé à notre pression une tenace résistance. A l'Est, dans la trouée du Vardar, s'appuyant au lac de Doïran, qui sert de pivot à sa conversion, la Ire armée bulgare s'attache aux collines du Vardar, aux pentes et à l'arête du Bélès, puis, par le défilé de Kostourino, porte de la vallée de la Stroumitza, de la Bulgarie du Sud, s'écoule, talonnée par l'impatience du groupement franco-hellénique, par l'ordre immuable de l'armée britannique, dont la cavalerie entre le 26 à Stroumitza. A l'Ouest, dans la trouée de Monastir, pivotant autour du lac de Prespa, après avoir défendu jusqu'à la dernière minute et Monastir qu'elle détruit et Okhrida, la ville sainte de l'impérialisme bulgare, la XIe armée allemande n'arrive point à se décrocher.

Dans ce troisième acte de la bataille, l'armée française a son rôle : il s'agit de fermer successivement les défilés à l'ennemi qui tente de gagner le Nord, de le pousser dans les culs-de-sac des hautes vallées d'Albanie. Le 23, la cavalerie française, spahis marocains et chasseurs d'Afrique, entre dans Prilep et continue la moisson : 11 trains de grains, de munitions, de matériel. De ce carrefour, les colonnes s'avancent sur les chaussées divergentes, fondrières plutôt, que la poussière de quatre mois secs, les convois ou les destructions ennemies ont rendues presque impraticables : par la route de la Babouna la brigade de cavalerie accourt sur Vélès, la contourne par la haute montagne boisée de la rive droite du Vardar, et, malgré la résistance des renforts allemands, fait sa jonction avec la Ire armée serbe. Celle-ci, culbutant les défenses du Sud, emporte la ville le 27 septembre. Le 26, le corps expéditionnaire italien s'est emparé de Krouchevo, coupant aux pieds mêmes de la muraille albanaise un autre chemin venant de Prilep. Le 27, la gauche française atteint Resna, nœud de routes d'entre les Lacs. Le 28, par les deux étroits couloirs qui de Prilep et de Monastir convergent à Kitchevo, la droite et le centre français qui se rejoignent, par-

venant à la voie ferrée de Kitchevo-Kalkandelen, acculent la XIe armée à la dernière porte de secours (29 septembre).

Pressée dans ce corridor du bassin de Tetovo, que barrent les 2500 mètres du Char, l'armée allemande n'a qu'une issue : la route Kalkandelen-Ouskoub sur les croupes adoucies de la haute vallée du Vardar. Le 29, la porte est fermée : la cavalerie, venue de Vélès, escaladant les fourrés rocailleux par dessus la cluse de Taor, débouche dans le bassin d'Ouskoub, et, maîtresse de la sortie du défilé de Kalkandelen, en liaison avec la Ire armée serbe qui tient ferme la rive gauche, embouteille les 100000 hommes de la XIe armée. La IIe armée serbe, après la prise d'Ichtib le 25, oblique vers le Nord-Est, remontant la Bregalnitza : le 29, elle apparaît à Tsarevo-Selo sur les crêtes boisées de la frontière, va descendre sur la moyenne Strouma, menace Sofia et la retraite de la Ire armée bulgare ; celle-ci au Sud est pressée par les Anglais et les Hellènes. Les Alliés, rejetant en Bulgarie les régiments vaincus, qui se démobilisent d'eux-mêmes, achèvent de libérer la Macédoine du Nord.



Une armée étreinte entre la montagne et les vainqueurs, qui n'a d'autre alternative que capituler ou mourir de faim, une autre armée débandée rentrant dans son pays en désordre; les garnisons de l'intérieur se retournant contre les maîtres, celle de Radomir marchant sur Sofia : en quinze jours s'est effondrée la force bulgare. Le gouvernement du Tsar envoie demander la paix. Le 28 au soir, les plénipotentiaires se présentent à Salonique au Grand Quartier Général : l'avocat Liaptchef, ministre des Finances, paysan trapu, gras et riche, endimanché dans son complet clair, une casquette grise à la main; le général Loukof, commandant la IIe armée, qui vient derrière la Strouma de passer deux semaines tranquilles, blond et rose, boursouflé, voûté, courbé sur le poignard de sa cuisse gauche, l'ambassadeur Radef qui derrière son lorgnon s'efface, mais masque mal l'air finaud du diplomate inquiet. La catastrophe pèse sur les épaules tassées de Liaptchef, sur le dos accablé du général. Au mur de la salle, où ils attendent les volontés du maître de l'heure, une carte ethnographique de la Macédoine, qu'a publiée à Sofia Ivanof aux grands jours de l'impérialisme bulgare victorieux : et, devant ce témoignage

tangible des appétits du passé, Liaptchef, désabusé, réprime un triste sourire.

Cependant les émissaires du Tsar, dont le trône oscille, prétendent rentrer désormais dans la neutralité de jadis. « Comment neutres? » rétorque le général d'Esperey qui présente à leur agrément la convention militaire. « Vous n'êtes point des neutres, mais des vaincus. » Nul ne proteste. Les plénipotentiaires acceptent toutes les conditions imposées. A la dernière heure, pris de tardifs scrupules, désireux surtout de se décharger des responsabilités sur le « pouvoir civil », ils demandent à Sofia, par T. S. F., s'il peuvent signer l'armistice. « Si vous avez pleins pouvoirs, répond Malinof que les émeutes pressent, c'est pour traiter, et hâtez-vous! » Le 29 septembre, à dix heures du soir, la Bulgarie se soumet.

Évacuation des territoires grecs et serbes; remise des prisonniers alliés; reddition des éléments restés à l'Ouest du méridien d'Ouskoub, c'est-à-dire, de trois divisions de la XI[e] armée allemande, soit 90 000 hommes, 1 600 officiers, 5 généraux, 800 canons, des centaines de minenwerfer, des milliers de mitrailleuses, 30 000 animaux, 1 300 wagons, 200 locomotives, un butin énorme; démobilisation des trois autres armées bulgares, à l'exception de trois divisions qui pourront garder les frontières de Dobroudja et de Thrace; les Austro-Allemands expulsés de Bulgarie; les dépôts d'armes, de munitions, de véhicules placés sous le contrôle des Alliés, des garnisons alliées aux points stratégiques, la libre disposition par les Armées Alliées des voies de communication et des ports, des moyens de transport, des chevaux : aucune humiliation, des garanties. Traité frappé au coin français, qui met les Bulgares hors d'état de nuire, mais n'entrave en rien leur labeur de paix.

Le 3 octobre, Ferdinand, « le premier espion de l'Allemagne, » comme le qualifiait un de ses officiers capturés, abdique sous la pression de ses ministres et les menaces de ses sujets.

***

Vainqueurs dans la course au Vardar, les Alliés courent au Danube : il reste à liquider les 50 bataillons allemands qui sont en Serbie ou y viennent en hâte ; il faut surtout, la lézarde ébréchant le mur de la Mitteleuropa germanique, faire crouler

l'édifice qui branle. Au bord du Danube les peuples sous le joug frémissent, les Roumains, les Yougo-Slaves. « Je vis avec le souvenir de ce qui fut et dans l'espoir de ce qui sera, » écrivait en juin la reine de Roumanie, qui fut l'âme de la résistance nationale; dès que l'armée française approche, les journaux germanophiles brûlent sur la place publique de Iassi. De l'autre côté du Danube, sur les collines boisées de la Slavonie, les déserteurs croates de la « Garde verte » amoncellent munitions et armes, réserves d'une révolution latente. Il suffira que nous apparaissions sur le Danube pour que s'écroule l'empire autrichien.

Mais il n'y a plus de routes : les Allemands qui se retirent détruisent scientifiquement les voies ferrées, les liaisons téléphoniques, télégraphiques, les ouvrages d'art; le 5 octobre tombent les premières pluies de l'automne et les orages bouleversent les derniers chemins praticables; enfin les Austro-Allemands envoient en hâte des renforts, le corps alpin retiré d'Alsace, la 217e division enlevée de Roumanie, la 219e qui accourt de la Crimée, la 9e division autrichienne. Infatigable, la Ire armée serbe se rue à la conquête de la patrie; la cavalerie française l'éclaire; l'artillerie lourde française l'appuie; dévalant la vallée de la Morava, forçant les défilés qui la barrent, sautant de ville en ville et de bassin en bassin, le 3 octobre à 60 kilomètres d'Ouskoub, au Nord de Koumanovo, elle met sens dessus dessous les premières forces austro-allemandes; le 4 elle est à Vrania (60 kilomètres de Koumanovo), le 7 à Leskovats (66 kilomètres de Vrania), le 12, après trois jours de bataille, à Nich (44 kilomètres de Leskovats).

Les difficultés s'accroissent : l'artillerie lourde, l'artillerie de campagne même ne peuvent plus suivre ce vertige : l'ennemi a raflé les bêtes de trait; ils ne faut plus escompter le ravitaillement par l'arrière; les chaussures s'éculent; les vêtements de toile sont en lambeaux. Les divisions courent nu-pieds, un jour de feu avec elles, vivant de paprikas, d'oignons et d'eau claire. Les femmes, les enfants, les vieillards qui se soulèvent contre l'oppresseur en fuite sont les auxiliaires de l'armée. Du 14 au 22 octobre les masses serbes se déploient en éventail sur les chemins qui partent de Nich : le 15 sont occupés Pirot d'un côté, Krouchevats de l'autre, le 22 les vallées du Timok et de la Morava de l'Ouest. A l'aile gauche, les

colonnes françaises progressent sur Prizrend, sur Prichtina (où elles sont le 10 octobre), Mitrovitza (le 12), Novipazar (le 14), rejettent en Albanie les flanc-gardes impériales; à l'extrême-gauche la 57e division est entrée à Bérat et à Elbassan (8 octobre), puis laisse aux forces italiennes le soin de suivre les Autrichiens qui évacuent l'Albanie. A l'aile droite, la IIe armée serbe, en sentinelle à la frontière bulgare, attend la relève des Alliés pour glisser à gauche du dispositif, courir vers la Bosnie au secours de ses frères slaves. La cavalerie française, avant-garde de la 17e division coloniale, a quitté la route de la Morava pour gagner à toute allure le chemin de fer Sofia-Nich, couper la retraite aux éléments allemands qui, restant en Bulgarie en dépit de l'armistice, tentent de maintenir, par la ligne Belgrade-Sofia-Constantinople, la liaison de la Turquie et des empires du Centre ; le 14, à Pirot, elle atteint la voie ferrée : la Turquie, isolée, va à son tour demander grâce.

Nos cavaliers d'Afrique ne soufflent pas encore : par dessus les escarpements calcaires qui bornent de 1 300 mètres la dépression de 300 qui s'allonge de Pirot à Nich, par dessus les canons étroits de la haute vallée du Timok, ils sautent le 16 dans le bassin de Kniajevats (300 mètres), le 19 dans celui de Zaietchar, et, enjambant les dernières gorges, tombent le 23 sur Négotin. Dès le 19, les régiments de la 76e division se sont installés à Lom Palanka, à Vidin, ont capturé un monitor autrichien, poussé des patrouilles sur la rive droite, cueilli des Allemands de Mackensen. 34 jours après l'assaut donné sur la frontière serbe, ayant franchi 500 kilomètres, les Français sont sur le Danube.

Le 30 octobre, la 122e division française paraissant sur la Maritza, le gouvernement turc désarme. Le 31, l'armée serbe, à Semendria, parvient à son tour aux rives du Danube. Le 3 novembre, les Autrichiens signent l'armistice sur le front alpestre. Le 4, les Hongrois, qui voient luire à leur frontière les baïonnettes alliées, expédient des parlementaires à Belgrade pour implorer la paix séparée.

La coalition dissipée, Mackensen reste seul : ses 150 000 hommes tiennent encore les terres roumaines. Les trois divisions de la Ire armée serbe, nos trois divisions françaises, après un mois de combats, de privations, de fatigues, sans l'artillerie lourde qui ne rejoint plus, ne conservant

encore, sous les pluies et les froids précoces, que les effets d'été endossés à Salonique, lasses enfin des 600 kilomètres de poursuite, semblent incapables d'un nouvel effort. Pourtant il faut encore devancer cette armée allemande sur la route de son repli. Tandis que les Serbes traversent le Danube, se rendent maîtres du chemin de fer de Verchets à Temichvar, expulsent les Magyars du Banat, un groupement français (30e et 76e divisions, 16e division coloniale, une division britannique) se concentre en Bulgarie sur les rives du fleuve-frontière. Le 9 novembre commence le passage; le 11, trois têtes de pont sont lancées, la jonction est obtenue avec l'armée roumaine qui derechef déclare la guerre. Les trois divisions de l' « Armée du Danube » donnent la chasse aux 14 ou 15 divisions allemandes. En face de Mackensen qui, au bruit de l'armistice, lance des télégrammes affolés, clamant à Berlin son inquiétude sur sa retraite compromise, une vibrante proclamation du général Berthelot, envolée de nos postes de T. S. F., appelle les Roumains à nouveau aux armes : la persévérance, la patience roumaines, qui depuis six mois, n'ont jamais désespéré de la France, vont affranchir leurs frères, créer la Grande Roumanie : un autre peuple sauvé.

Le 13, à Belgrade, le voïvode Michitch, chef d'État-Major de l'armée serbe, le général Henrys, commandant l'armée française, signaient avec le représentant du gouvernement hongrois le troisième armistice imposé par les Armées Alliées dans une campagne de deux mois : des garanties militaires sont prises, les troupes magyares sont désarmées, les terres irrédimées rendues libres. Aux côtés de l'armée serbe, qui, désormais, va monter la garde aux nouvelles frontières de la patrie unifiée, l' « Armée de Hongrie, » trois divisions de l'armée française libératrice, viennent témoigner, sur le Danube, de la dernière geste due aux Francs.

JACQUES ANCEL.

REVUE DRAMATIQUE

UNE VAGUE D'INTERNATIONALISME AU THÉATRE

Le théâtre n'avait pas fait de très bonne besogne française avant la guerre. En s'obstinant à peindre notre société comme profondément corrompue, il avait contribué à répandre hors de France et contre la France un préjugé dont nous avons grandement souffert. Vous vous souvenez de quel ton les auteurs répondaient à ceux d'entre nous, — nous n'étions pas nombreux, — qui leur reprochaient cette injustice à l'égard de leur pays. De quel air magnifique ils réclamaient pour la liberté de l'observation et pour les droits de la vérité! L'événement a montré que ce qui manquait le plus à leurs pièces, c'était l'observation, et à leurs peintures, c'était la vérité. Et la raison en était qu'au lieu de regarder autour d'eux et de peindre ce qui est, ils avaient travaillé d'après le poncif de dénigrement et le lieu commun de perversité alors à la mode.

On pouvait espérer que l'épreuve de la guerre aurait fait réfléchir les écrivains de théâtre et les aurait engagés à se mettre mieux en accord avec l'âme du pays. Pour ma part, je reste convaincu que cet assainissement de notre scène se fera quelque jour. Nous n'en sommes pas encore là, il s'en faut. Quelques pièces qui viennent d'être représentées coup sur coup et dont l'inspiration est voisine, sont, dans les circonstances actuelles, un défi au sentiment national. La France injustement attaquée sort victorieuse, mais meurtrie, d'une lutte sacrée. Elle s'est dévouée pour la liberté du monde et pour le salut de la civilisation. Elle admire de toutes ses forces et elle pleure de toutes ses larmes les milliers et les milliers de combattants qui ont fait le grand sacrifice pour défendre le sol de la patrie. Et c'est le moment que choisit le théâtre pour prêter sa

tribune aux utopies de l'internationalisme, aux bêlements de la fraternisation et aux excitations contre la société où nous vivons! De la Comédie-Française au Gymnase, et du Gymnase au Théâtre-Antoine, dans des pièces qui se font écho, nous entendons déclarer que les peuples doivent se réconcilier, que la guerre est impie à moins que ce ne soit la guerre entre Français, et qu'il est temps de renverser tout ce que nos enfants et nos frères ont défendu les armes à la main, protégé de leur corps et sauvé au prix de leur sang! Il se trouve des auteurs pour composer de telles pièces, des directeurs pour les faire représenter, un public pour les écouter patiemment! Et c'est à peine s'il s'est trouvé quelques écrivains dans la presse pour faire remarquer, discrètement et en y mettant toutes les formes, que c'est peut-être un scandale.

A ces pièces fâcheuses il me suffirait d'opposer la noble comédie de M. Brieux, *Les Américains chez nous*, pour montrer comment un auteur en accord avec le sentiment foncier du pays peut prendre un sujet dans la plus brûlante actualité, en exposer les deux faces et rallier à soi tous les esprits sincères. C'est un dimanche, en matinée, que j'ai assisté à la pièce de M. Brieux, et que j'y ai assisté debout, n'ayant pu trouver même un strapontin dans la salle archi-comble. Français et Américains, ceux-ci fort nombreux dans la salle, écoutaient avec la même attention et accueillaient avec la même bonne foi, l'hommage rendu aux uns et aux autres et les vérités qui n'étaient ménagées ni aux uns ni aux autres. A la faveur d'une fable ingénieuse, qui ne pouvait être qu'une histoire de mariage, M. Brieux a su mettre en présence et souvent en contraste les caractères de deux peuples faits pour s'aimer et pour s'entraider, non pour se pénétrer ni surtout pour se confondre. D'un côté, le sens du passé, le respect de la tradition, le culte du souvenir et toutes les délicatesses d'une sensibilité longuement affinée. De l'autre, l'esprit tourné uniquement vers l'avenir, le besoin de faire vite et de faire grand. Deux mentalités dont chacune est à sa place des deux côtés de l'océan. Les Américains sont venus à notre aide, comme jadis nous avions fait pour eux; les femmes américaines se sont penchées sur notre souffrance : elles ont été les sœurs de nos blessés, secourables à nos populations malheureuses. Voilà le fait dont nous leur serons à jamais reconnaissants et qui scelle à nouveau une amitié déjà plus que séculaire. Est-ce une raison pour que nous nous mettions à l'école des Américains ou pour que nous nous efforcions de convertir les Américains à nos usages? Nullement! Que chacun des deux

peuples se développe suivant son caractère, son histoire, son milieu, et que tous deux s'estiment et, à l'occasion, fassent cause commune. C'est la vraie formule. La pièce de M. Brieux peut être jouée en Amérique. Elle y sera écoutée avec la même sympathie que chez nous. C'est qu'il y circule un esprit de bonté vraie, une cordialité saine et robuste; on y marche sur un terrain solide, au lieu de se perdre dans des nuées grosses d'orage; on y parle un langage simple et net, au lieu de se payer de grands mots et de rêves troubles dont, plus que jamais, la malfaisance est en marche.

Que la Comédie-Française, un an après la guerre, ait pu jouer *les Chaînes* de M. Georges Bourdon, c'est une erreur que je n'arrive pas à m'expliquer. J'ai assisté à la dernière répétition de la pièce, la seule où nous ayons été conviés. Il paraît que, depuis lors, certains passages ont été modifiés ou supprimés. Mais ce n'était pas telle ou telle réplique, c'était la pièce en elle-même et dans son ensemble qui nous avait péniblement impressionnés. A Étretat, en août 1917, un Français, Robert Piérard, internationaliste avant la guerre et dont la guerre a fait un patriote et un brave soldat, — blessé, fait prisonnier, évadé d'Allemagne, — retrouve une femme qui a été sa maîtresse, Lydie Wladimirowna, une Slave, humanitaire, révolutionnaire, bolchéviste avant la lettre. Entre elle et lui s'engage une lutte d'idées. L'un et l'autre, tour à tour, exposent, en propos alternés, les deux théories adverses. Je m'empresse de dire que l'auteur a eu soin d'opposer à chaque argument pacifiste l'argument contraire, que des deux c'est Robert Piérard qui tient les discours les plus abondants et que finalement il s'éloigne de celle dont il désapprouve et déteste les théories. Il reste qu'à la faveur de ce dialogue, l'anarchiste russe a tout loisir de développer ce thème que la patrie est « un concept transitoire »... Qu'un personnage dans une pièce française puisse, en termes soigneusement limés, avec toute la passion qu'y peut mettre la belle artiste qu'est Mme Segond Weber, exposer la doctrine qui a fait mettre bas les armes aux armées russes, a failli faire le succès de l'Allemagne, et a augmenté de centaines de mille le nombre des Français tués sur le champ de bataille, voilà ce qui soulève notre conscience et réveille la blessure de nos cœurs.

Quelques personnes aujourd'hui demandent qu'on ne parle plus de la guerre. Aiment-elles mieux qu'on leur parle de la guerre sociale? *L'Animateur* est une pièce de guerre sociale dont la signification ne peut faire aucun doute, le parti pris y étant nettement

accusé de mettre d'un côté toutes les vertus et de l'autre tous les vices.

Au premier acte, nous sommes dans les bureaux d'un journal où règne une grande effervescence. Sur la table du directeur littéraire, Dartès, depuis le matin s'accumulent les télégrammes. Mais lui, Dartès, est introuvable. C'est lui qui a déchaîné la crise qui, en ce moment, bouleverse ce grand journal parisien et affole son personnel, en y faisant paraître un article de la dernière violence, contraire à la ligne politique du journal. Les désabonnements pleuvent. Le Conseil d'administration vient d'être convoqué d'urgence. Dartès, qui s'est enfin décidé à revenir, après avoir passé la journée à se promener dans les bois, comparaît devant lui. Après une discussion très mouvementée, et comprenant que sa situation est devenue impossible, il donne sa démission.

Que dans cette affaire il ait agi avec une parfaite indélicatesse, cela saute aux yeux. Le directeur d'un journal, s'il en est en même temps le propriétaire, peut-il, du jour au lendemain, en changer le caractère? Cela n'est pas bien sûr. Car il a partie liée avec les abonnés qui, sur un programme déterminé, lui ont apporté leur argent. En tout cas, il est le maître et prend sur lui les risques de l'opération. Mais l'homme qui a été mis par d'autres à la tête d'une entreprise qui ne lui appartient pas, et dont il a accepté les conditions, n'a pas le droit de manquer à son engagement. Dartès le sait si bien qu'il a glissé son article par surprise, au dernier moment, en échappant au contrôle du secrétaire de la rédaction. Après quoi, et le coup fait, il est allé prendre l'air. Il a commis une faute professionnelle, et il n'en ignore. Il a risqué des intérêts qui lui avaient été confiés. Il a manqué à la plus élémentaire probité.

Or, les membres du Conseil d'administration qui soutiennent cette thèse nous sont présentés comme autant de ganaches, prudhommesques, égoïstes et avides. Au contraire, Dartès est le personnage sympathique, le persécuté, dont on nous donne à admirer l'attitude fière et dédaigneuse. Car, du moment qu'on est de l'autre côté de la barricade, tout est permis.

L'article qui a mis le feu aux poudres, l'article brûlot, était dirigé contre le fougueux polémiste Gibert. Celui-là, étant un journaliste de droite, va nous être dépeint sous des traits continûment odieux. Introduit auprès de Dartès, Gibert, pour se venger, lui révèle ce que tout le monde sait, excepté lui : que, depuis vingt ans, sa femme le trompe et que sa fille, Renée, n'est pas sa fille. Souffleté par ces

paroles infâmes et bondissant sous l'outrage, Dartès se jette sur Gibert et le prend à la gorge. Et nous assistons à la scène de colletage qui, jusqu'ici, était plutôt une spécialité du théâtre de M. Bernstein. Que ce soit d'ailleurs dans l'un ou l'autre répertoire, ce moyen de théâtre a la même valeur littéraire.

Dartès interroge sa femme. Celle-ci dirige aussi un journal, mais un journal conservateur, et elle a, dès le début, répudié toute solidarité avec la soudaine incartade de son mari. Je vous laisse à penser comment elle sera arrangée dans la pièce. Le silence qu'elle oppose aux questions pressantes de Dartès équivaut au plus complet des aveux. Elle se drape dans sa dignité de femme adultère. Elle se range avec éclat parmi les adversaires de son mari. Elle l'abandonne. Tout le monde l'abandonne.

Tout le monde, sauf sa fille, qui n'est pas, mais qui se croit sa fille. Arrivée à son tour dans ce cabinet où sa présence semble un peu insolite, et mise au courant de la situation, elle se jette dans les bras de Dartès. Ce père, qu'elle n'aime pas seulement, mais qu'elle admire, rien ni personne ne la séparera de lui. Paria de la société, elle lui sera pieusement fidèle; elle sera celle qui reste, quand il n'en reste qu'une; elle l'accompagnera dans son âpre exil; elle sera pour lui l'éternelle Antigone. C'est sur cette note de détente et d'attendrissement que se termine ce premier acte, très plein, très dru, bien charpenté, et, au point de vue du métier théâtral, l'un des meilleurs qu'ait construits M. Bataille. Et dès ce premier acte les positions sont prises. Tous les représentants des idées de conservation sociale, les actionnaires du journal, Gibert, Mme Dartès nous sont donnés pour des égoïstes, des jouisseurs, des forbans et des fourbes. De l'autre côté, des saints et des martyrs.

Au second acte, dans la petite maison de banlieue où Dartès s'est retiré avec sa fille. Depuis qu'il a quitté son journal, en faisant claquer les portes, cette rupture sensationnelle l'a désigné aux sympathies des groupes révolutionnaires. Ils voudraient mettre la main sur lui. Ils lui offrent la direction d'un nouvel organe, *la Lumière*. Acceptera-t-il? C'est ce matin même qu'il doit donner sa réponse. Les camarades attendent cette réponse, de l'autre côté de la rue, chez le mastroquet, où il est exact que se traite une partie des affaires publiques. Dartès hésite. Renée le pousse à refuser. Du jour où il se sera lancé dans la lutte, ce sera fini de cette paisible vie de famille, où elle est toute sa famille. La tendresse qu'elle a pour ce père si bon et si malheureux, la rend craintive. Elle lui conseille de se retirer en

Suisse et de redevenir uniquement le littérateur qu'il a été, ignorant de la politique et de ses conflits.

Ici un coup de théâtre, à vrai dire très attendu, et qui ne pouvait manquer de se produire. Il était inévitable que, tôt ou tard, Renée apprît le « secret de sa naissance. » Elle l'apprend de la bouche de sa mère, venue tout exprès pour commettre cette infamie. Cette méchante femme, comme on dit, n'en rate pas une. L'atroce révélation va produire dans les sentiments de Renée un revirement brusque et complet. C'est ici le tournant de la pièce. Depuis qu'elle sait que Dartès n'est pas son père, Renée ne se sent que davantage sa fille. S'il n'est pas son père suivant la chair, il est son père spirituel. Et c'est bien mieux. Mais alors, et contrairement à son langage de tout à l'heure, elle conseille à Dartès d'accepter l'offre des camarades. Qu'il se mette à leur tête, qu'il les mène au combat! Maintenant qu'entre Dartès et elle subsistent seuls les liens de la pensée, elle est libérée de ses timidités, elle l'engage à entrer dans la lutte, elle l'excite, elle l'anime. Car c'est à elle que conviendrait ce nom que semble si peu mériter Dartès. Elle est l'animatrice. Mais lui, auprès de qui, à quel moment joue-t-il le rôle d'animateur? Tout à l'heure il hésitait; maintenant il suit, il subit. Tout à l'heure les camarades s'efforçaient de l'initier aux beautés et à la toute-puissance de l'idée : c'est sa fille maintenant qui met en lui ses propres colères et la rancune de ses propres souffrances. L'auteur a bien pu louanger son Dartès à tour de bras; il n'a pas su nous donner l'impression que nous fussions en présence d'un de ces remueurs de foules ou remueurs d'idées qui font passer en autrui la foi dont ils sont eux-mêmes transportés. Ni décision, ni flamme, ni éloquence. C'est le plus falot et le plus inanimé des animateurs.

Au troisième acte, autre bureau de journal, le journal de Gibert, qui est en même temps maison d'édition. Une caverne de bandits, vous vous en doutez. Pour démolir Dartès, qu'il considère comme un péril national, Gibert a écrit un livre, — un roman à clé, si j'ai bien compris, — où il le traîne dans la boue. Et voici ce qui complète et parachève l'infamie du procédé. Ce livre, il l'a écrit en collaboration avec M[me] Dartès. C'est à l'aide des révélations et des confidences de la femme deux fois coupable, qu'il a rédigé ces pages empoisonnées. Il a fait ce livre avec les secrets du mauvais ménage. Quelle boue! Toutefois, si je vois très bien la malpropreté de la manœuvre, j'en vois moins clairement l'efficacité. Que M[me] Dartès ait trompé son mari, cela ne déshonore qu'elle seule. Et ce Gibert croit-il qu'on ruine

la fortune politique d'un chef de parti en lavant en public son linge sale de famille ? S'imagine-t-il qu'il soit indispensable d'avoir les mains propres pour faire une révolution? Tant de naïveté déconcerte. Ou bien le livre de Gibert contient-il sur Dartès des renseignements qui en effet le disqualifient, lui, personnellement? On ne nous le dit pas. Toujours est-il que Renée Dartès redoute terriblement cette publication. C'est pour l'empêcher qu'elle est venue au journal de Gibert. Que le pamphlétaire retire son livre, ou bien elle se tuera sous ses yeux. Comme dit celui-ci, c'est le « chantage au suicide. »

Sur ces entrefaites, arrive Dartès. Dans cette pièce tous les personnages se donnent rendez-vous là où on s'attendait le moins à les rencontrer. Dartès a appris que Renée était allée trouver Gibert dans son cabinet. Connaissant son histoire contemporaine, il ne doute pas que ce ne soit pour tirer sur ce directeur de journal. Il s'empresse pour retenir le coup prêt à partir. Une discussion s'engage au cours de laquelle Dartès esquisse les grandes lignes de son idéal politique et social. Il ne va pas jusqu'à crier « A bas l'armée ! » ni « A bas la patrie ! » Mais il proclame que l'homme n'a pas le droit de tuer, il maudit la guerre, et il appelle le jour où une grande vague révolutionnaire emportera la société bourgeoise et fera la place nette pour la Cité future, amenant l'avènement de la fraternité et de la félicité universelles.

Or les amis de Gibert ont organisé une manifestation contre Dartès. La rue joue un rôle important dans cette pièce : on la sent frémissante, prête à envahir la scène. Ayant vu entrer Dartès dans les bureaux du journal, les manifestants craignent pour Gibert. Alors, quand Dartès paraît à une fenêtre, deux coups de feu partent de la foule. Il tombe entre les bras de Renée et meurt sous nos yeux. Il a été victime de l'idée. Il est le Christ de la révolution sociale.

L'intérêt qui s'était soutenu dans les deux premiers actes fait complètement défaut à celui-ci, où tout est factice et heurté, uniquement agencé en vue de l'effet.

Le malaise qu'on éprouve à entendre une telle pièce, vient d'abord de ce qu'une fois de plus elle se passe dans un affreux monde et étale sous nos yeux une série de turpitudes publiques et privées. L'art en est à la fois raffiné et violent, afin d'agir plus sûrement sur nos nerfs. Le ton en est sans cesse déclamatoire. A l'heure qu'il est, la déclamation sévit sur notre théâtre. Cette déclamation forcenée, qui donne à quelques-uns l'illusion de la litté-

rature, appelle le bouleversement social. Cela, au moment où l'atmosphère est si trouble et les esprits sont si inquiets! La plus effroyable tragédie vient d'ensanglanter la Russie et de là-bas elle fait peser sur le monde une menace qui se précise chaque jour. Toutes les forces de destruction se mobilisent contre la société à laquelle appartient chacun de nous, bourgeois français, et à laquelle nous devons tout ce que nous sommes. Choisir ce moment pour faire appel à la haine contre cette société est une œuvre détestable.

Il manque à *l'Animateur* un grand premier rôle. M. Arquillière est insuffisant dans le personnage de Dartès, où il aurait fallu la puissante carrure de M. Lucien Guitry. Mlle Yvonne de Bray joue avec moins de sensibilité que de sécheresse nerveuse le rôle de Renée Dartès; c'est d'ailleurs bien l'esprit du rôle : la fille selon l'esprit de Dartès doit être une intellectuelle plutôt qu'une sentimentale. M. Duméný réussit à faire passer le rôle de ce forban de lettres qu'est Gibert, et ce n'est pas un mince succès.

La pièce de M. Charles Méré, représentée au théâtre Antoine, pourrait avoir pour sous-titre : « Au-dessus de la mêlée. » Il s'en dégage un irritant plaidoyer en faveur de la réconciliation des deux peuples que la guerre dressa l'un contre l'autre. Cette guerre « détestée des mères, » c'est pour l'auteur la seule coupable. Il oublie l'agression, les crimes et les ruines, pour prêter aux deux adversaires l'excuse d'une irresponsabilité égale. Est-il besoin de souligner tout ce qu'a de pénible et de choquant ce « généreux » appel à une fraternité qui, pour notre pays assailli et meurtri, équivaudrait à un reniement?

L'auteur lui-même s'en est peut-être rendu compte, puisqu'il a hésité à appeler par leurs noms les adversaires qu'il confronte. C'est en d'imaginaires pays qu'il a placé ses personnages. Femme d'un Neustrien, — entendez d'un Français, — qui l'a rendue malheureuse, Sabine Folster s'est remariée avec un étranger, un Gallois, établi en pays neutre et qui est mort en lui laissant deux fils. Ceux-ci ont l'âge d'homme quand éclate la guerre. Ils sont, on le devine, de la race qui la voulait « fraîche et joyeuse. » Ils se hâtent de rejoindre leur corps, malgré les supplications de leur mère qui eut, du premier lit, un fils, Neustrien comme elle et resté en Neustrie, et qui s'épouvante à l'idée que des frères, égaux devant sa tendresse, vont peut-être s'entretuer.

L'aîné des deux Folster est tué, le cadet revient aveugle. Le fils

neustrien, lui aussi, a été grièvement blessé et fait prisonnier. L'itinéraire du rapatriement veut qu'il passe par la ville où s'est fixée sa mère. Va-t-elle le recevoir à ce foyer hostile où tout lui rappellera qu'il ne peut être chez lui ? Oui, certes. Et les deux frères ennemis se retrouvent bientôt face à face. Un premier mouvement de haine les pousse d'abord l'un contre l'autre. Mais ces deux grands blessés, qui ne sont plus que des épaves, s'apaisent en évoquant les souffrances communes. Le souvenir même de leur martyre les réconcilie. Toute la pièce a été faite pour cette scène d'un rapprochement qui veut s'élever jusqu'au symbole.

Elle n'est à vrai dire qu'une suite de monotones conférences. Dans un louable désir de réserver une place aux idées les plus contradictoires, l'auteur a fait intervenir un vieil oncle du soldat neustrien, chargé de représenter la fidélité aux traditions nationales. Mais ce porte-parole du patriotisme ne trouve, par malchance, que les plus pitoyables arguments. On serait à chaque instant tenté de lui souffler de faciles répliques, qui donneraient moins beau jeu à ses adversaires trop aisément triomphants.

Une agréable musique de scène s'entremêle discrètement à cette déclamation. La pièce se fût-elle accommodée d'une plus bruyante partition, celle qu'en des soirs tout proches encore exécutait la grosse voix de basse des Berthas ? On est en droit de se le demander.

L'interprétation est honorable. Après Mme Suzanne Desprès, qui a joué avec une sobriété un peu sèche le rôle de Sabine Folster, il faut citer Mlle Falconetti, excellente dans le rôle d'une jeune fiancée dont le conflit des races trouble les premiers rêves.

Voilà donc trois pièces représentées à quelques jours de distance et à travers lesquelles souffle le même mauvais vent. Que pensent leurs auteurs ? Qu'ont-ils voulu dire ? Quelles sont leurs intentions ? Je me borne à constater qu'il se tient dans leurs pièces des propos qu'on ne devrait pas entendre sur des scènes françaises au lendemain de nos souffrances et de nos gloires. Dans *les Chaînes*, un artifice de théâtre permet à une anarchiste russe d'exposer la théorie de l'internationalisme. Dans *l'Animateur*, le héros de la pièce, dont on fait un apôtre et un martyr, travaille de toute son âme à préparer le grand chambardement. Dans *la Captive*, on étale les maux de la guerre pour nous en inspirer l'horreur, comme s'il suffisait qu'un peuple eût l'horreur de la guerre pour que personne ne vînt l'attaquer. Et mettant sur le même pied les belligérants d'hier, les agresseurs

et ceux qui se sont seulement défendus, les bourreaux et les victimes, on prêche leur fraternisation.

Chacune de ces tirades, chaque trait de cette phraséologie humanitaire, et c'était à prévoir, recueille les applaudissements de certains spectateurs. Ces applaudissements sont-ils spontanés, sont-ils organisés? Je n'en sais rien. Je constate seulement qu'aux représentations où j'ai assisté, ils partaient toujours des mêmes points de la salle, comme jadis ceux de la claque. Il serait curieux que l'usage de la claque, abandonné presque partout, ne fût remis en vigueur que pour huer le drapeau et acclamer la guerre sociale.

De telles pièces auraient dû provoquer un *tolle* dans la presse théâtrale. Il n'en a rien été. Preuve nouvelle d'un mal que je signale depuis longtemps. La camaraderie d'une part, et, d'autre part, les relations de toute sorte établies entre les journaux et les théâtres, ont eu pour résultat l'effacement à peu près complet de la critique.

Avouerai-je que ce qui m'étonne, — et me choque, — le plus, c'est la passivité avec laquelle l'ensemble du public assiste à ces pièces? Voilà des gens dont il n'est pas un qui n'ait, dans ses souvenirs de cette guerre, la mort d'un combattant auquel il a élevé dans son cœur un sanctuaire. Pères, mères, épouses, leurs fils, leurs maris, leurs frères ont cru qu'il existe des frontières et qu'elles sont sacrées. Ils ont cru que l'histoire, les traditions, les lois de notre pays et de la société qui nous abrite, forment un patrimoine qui ne doit pas périr, et pour le préserver de la ruine ils n'ont pas hésité à donner leur vie. Alors, comment permettez-vous qu'on bafoue publiquement les idées pour lesquelles ils se sont sacrifiés? Et ne comprenez-vous pas que de tels propos sont une offense à vos deuils glorieux?

René Doumic.

REVUE SCIENTIFIQUE

AMAS STELLAIRES ET NÉBULEUSES (1)

Parmi les objets que le ciel offre à la contemplation de ceux qui aiment à fuir parfois, — ne fût-ce que sur l'aile rapide du regard, — les contingences de cette petite planète, si plate en dépit de sa rotondité, il n'en est pas de plus étonnants que les *amas globulaires*.

Lorsqu'on examine ou qu'on photographie, avec des lunettes de plus en plus puissantes, les diverses constellations, on remarque que les étoiles n'y sont pas également clairsemées. Dans certaines régions comme la constellation de la Girafe ou du Serpentaire les étoiles sont relativement rares. Elles le sont beaucoup moins dans Orion ou la Grande Ourse. En ce qui concerne ces deux dernières constellations, on a constaté que les principales étoiles qui les forment ne sont pas groupées seulement par les hasards de la perspective, ainsi que dans la plupart des autres constellations, mais qu'elles sont en réalité liées entre elles physiquement. Ainsi les étoiles de la Grande Ourse ont des vitesses et des mouvements propres concourants, ce qui ne saurait être dû au hasard et prouve que ces étoiles forment, suivant l'expression consacrée, un système stellaire physique. Ou constate facilement à la lunette l'existence d'autres groupes d'étoiles physiquement liées, et parmi lesquelles le groupe curieux des Pléïades,

(1) Les lecteurs de la *Revue* auront rectifié d'eux-mêmes, par le contexte, deux coquilles typographiques qui se sont glissées dans ma dernière chronique : 1° Ce qu'on appelle la parallaxe d'une étoile, ou plus exactement sa *parallaxe annuelle*, c'est par convention l'angle sous lequel est vu de cette étoile non pas le diamètre, mais le demi-diamètre de l'orbite terrestre ; 2° puisque la distance de la nuée de Magellan équivaut à 30 000 années de lumière environ, cette distance est voisine de 10 000 parsecs et non pas de 1 000 parsecs comme il a été imprimé par omission typographique d'un zéro.

visible à l'œil nu dans l'hémisphère boréal, est un des plus anciennement connus. Dans le cas des Pléïades, sa seule observation à l'œil nu suffit à donner l'impression d'une collectivité d'étoiles physiquement solidaires, ce que confirment les résultats de l'astronomie de précision.

Enfin en continuant à la lunette la même recherche, on trouve finalement ces petits groupes serrés d'étoiles, ces petits nuages stellaires qu'on appelle, à cause de leur forme, les *amas globulaires*. Ces astres ou plutôt ces groupes d'astres sont en général invisibles à l'œil nu. Dans les lunettes et télescopes de faible puissance ils se montrent en général comme de petites taches rondes et floues. Messier qui se fit au XVIIIe siècle une renommée en les observant et les observateurs antérieurs ne les connaissaient que comme des nébulosités sans étoiles et on les rangea longtemps dans la catégorie vague des nébuleuses. C'est sir William Herschel et son fils qui, grâce à leurs puissants télescopes, réussirent à montrer que ces nébuleuses petites et rondes étaient en général composées de myriades d'étoiles distinctes. Alors naquit la distinction entre les nébuleuses non résolubles et les nébuleuses résolubles en étoiles. Ce sont celles-ci qui se dénomment aujourd'hui, avec plus de précision, amas stellaires.

La richesse en étoiles des amas est assez variable. Aussi on peut, pour la commodité, et suivant l'exemple de l'astronome américain Shapley, qui est aujourd'hui le principal spécialiste en la matière, les subdiviser en amas ouverts et en amas globulaires. On appellera amas ouverts tous les groupes d'étoiles physiquement liés (tels que les Pléïades, la constellation de la Grande Ourse, etc.), dont les étoiles ne sont pas fortement concentrées et ne semblent pas innombrables et confondues, même lorsqu'on a recours aux instruments les plus puissants. On appellera amas globulaires, les autres amas.

Nous nous occuperons en premier lieu des amas globulaires. Chose curieuse et qui frappe tout d'abord, alors que l'accroissement du pouvoir optique des instruments astronomiques a accru parallèlement et accroît chaque jour le nombre des étoiles et des nébuleuses, au contraire il n'a rien ajouté depuis 50 ans au nombre des amas globulaires catalogués. Le nombre aujourd'hui connu de ces objets stellaires, nombre qui est à peine égal à 80, est le même qu'il y a un demi-siècle, et l'ère de la découverte de pareils systèmes paraît terminée, ce qui n'est le cas d'aucun autre type d'objets célestes.

Pour en terminer avec ces généralités, j'ajouterai que le nombre

des étoiles observables dans les amas globulaires dépasse tout ce qu'on peut imaginer, surtout lorsqu'on les photographie avec des durées de pose un peu longues. Auprès du centre du cliché les images des étoiles se superposent et donnent une impression d'entassement d'autant plus extraordinaire qu'il s'agit là, ne l'oublions pas, de soleils dont le moindre est beaucoup plus brillant et beaucoup plus massif que le nôtre. Sur les photographies récentes des amas globulaires obtenues avec les gigantesques télescopes modernes à puissante luminosité et à grand pouvoir séparateur, c'est par dizaines de milliers qu'on peut dénombrer les étoiles autour de la partie centrale où elles se trouvent tellement serrées qu'on ne peut les résoudre.

Les diamètres apparents des amas globulaires, — qui mesurent l'espace apparent occupé par eux dans le ciel, — sont assez variables. Le grand amas du Centaure dans l'hémisphère austral a un diamètre apparent double de celui de la lune. Pour plusieurs autres amas le diamètre apparent est égal à celui de la lune ou du soleil, mais, pour la plupart, le diamètre est inférieur à 5 minutes d'arc.

Il faut signaler enfin une curieuse particularité des amas globulaires, constatée il y a plusieurs années déjà : leur distribution dans le ciel présente une singulière anomalie; ils ne sont pas distribués uniformément sur la sphère céleste ni ramassés comme les étoiles le long de la bande lumineuse de la Voie lactée. Mais ils apparaissent seulement sur un hémisphère du ciel dont le centre tombe en un point de la Voie lactée. Pour préciser, nous dirons que la position de ce centre, qui se trouve dans la constellation australe du Télescope, est définie par une ascension droite égale à 17^h40^m et une distance polaire de 125°.

M. K. Bohlin, qui a étudié en détail ce phénomène, l'explique en admettant que le système des amas globulaires est situé dans l'espace au centre de la Voie lactée, tandis que la position du système solaire est un peu excentrique. D'après cela, et telle est aussi dans l'ensemble la conclusion à laquelle sont parvenus d'autres astronomes à la suite de profondes études, les amas globulaires feraient partie intégrante du vaste système stellaire de la Voie lactée. Mais alors, comme nous allons voir, les dimensions de celle-ci ou du moins de ses annexes se trouvent singulièrement plus vastes encore qu'on ne l'avait cru naguère.

Et maintenant nous pouvons, avec M. Shapley, et pour mieux concrétiser toutes ces notions par un exemple, aborder l'examen un peu plus détaillé d'un des amas globulaires, de l'amas de la constel-

lation d'Hercule par exemple. Cet amas porte aussi le nom de *Messier 13*, c'est-à-dire qu'il est le treizième sur la liste des amas dressée par Messier. C'est un objet d'une merveilleuse et impressionnante beauté, un essaim silencieux et pressé d'abeilles célestes dont chaque atome est un gigantesque soleil. J'ai eu, — il y a de longues années, — l'occasion de faire une photographie à longue pose de cet amas au moyen du merveilleux réflecteur de 1 mètre d'ouverture de l'Observatoire de Meudon. On ne saurait, — quand on ne l'a pas éprouvée, — imaginer l'impression à la fois esthétique et émouvante que peut produire l'image de ces myriades de soleils concentrée et saisie sur un centimètre carré de gélatine.

Le grand télescope de 60 pouces de l'observatoire américain de Mount Wilson se prête encore mieux que celui de Meudon à l'examen de cette fourmilière d'étoiles grâce à sa grande distance focale (qui est de 25 pieds et peut être porté à quatre-vingts pieds) qui sépare mieux les images stellaires du centre de l'amas. Sur une photographie de Messier 13, prise avec ce télescope unique, on compte déjà, après une pose de deux minutes seulement, les images de plus de mille étoiles. En portant à onze heures la durée de la pose on obtient une image de l'amas sur laquelle le professeur Ritchey a pu compter plus de 30 000 images d'étoiles plus brillantes que la vingt-et-unième grandeur.

J'ai déjà expliqué naguère ici même comment on arrive, dans les observatoires, à obtenir les clichés stellaires avec des poses aussi longues sans nuire à la netteté des images, en dépit du mouvement diurne et des déplacements accidentels, causés par l'atmosphère, des images stellaires. Je me borne à rappeler d'un mot qu'en outre du mouvement d'horlogerie qui fait suivre automatiquement à la lunette photographique le mouvement diurne des étoiles, il y a une deuxième lunette, visuelle, celle-ci, solidaire de la première et dans laquelle un observateur maintient attentivement, sous la croisée de fils d'un réticule, l'image d'une étoile quelconque voisine de l'objet photographié. Grâce à des manivelles délicates, cet observateur corrige ainsi à chaque instant les irrégularités du mouvement d'horlogerie et de la réfraction atmosphérique, et on est sûr dans ces conditions que les mêmes étoiles restent exactement en face des mêmes endroits de la plaque photographique. C'est un petit travail assez fatigant lorsqu'il dure des heures ; mais que ne ferait-on pas pour conquérir, emmagasiner et pouvoir emporter jalousement un petit coin du ciel ?

J'ai indiqué dans ma dernière chronique quelques-unes des méthodes récentes qui permettent de déduire les distances des étoiles de certaines de leurs particularités spectrales et photométriques. Appliquées à l'amas d'Hercule, ces méthodes ont montré que cet amas a une parallaxe légèrement inférieure à un dix-millième de seconde d'arc, ce qui correspond à un peu plus de *36 000 années de lumière.*

Il est assez difficile, même quand on a une imagination que rien n'effraye, de concevoir ce que représente un pareil éloignement. Exprimée en kilomètres, cette distance serait indiquée par le nombre 35 suivi de seize zéros, et on la dénommerait correctement en disant qu'elle est égale à trois cent cinquante mille trillions de kilomètres. C'est près de dix mille fois la distance qui nous sépare de l'étoile la plus rapprochée, de cette *Proxima* dont j'ai parlé l'autre jour ici-même. C'est à peu près deux milliards de fois la distance qui nous sépare du soleil. C'est cinq mille fois la distance qui nous sépare de Sirius.

Voilà qui eût bien étonné M. Renan qui imaginait sincèrement avoir trouvé quelque chose d'aussi éloigné que possible de la terre lorsqu'il inventa le célèbre point de vue de Sirius. Les plus grands philosophes ont de ces naïvetés! En réalité, Sirius c'est presque la banlieue pour nous et il faut être un peu myope et avoir, — philosophiquement parlant, — un minimum de vision distincte extrêmement réduit, pour ne regarder les choses de ce globule terraqué que du point de vue déplorablement géocentrique de l'étoile Sirius.

Maie évadons nous de ce cercle étroit et sans horizon et revenons à l'amas d'Hercule.

Étant donné sa distance, le rayon lumineux qui nous en arrive aujourd'hui, et qui parvient à nos lunettes, est parti en réalité de l'amas il y a 360 siècles. Si on se souvient que l'ère chrétienne dure depuis moins de 20 siècles et que tous les temps historiques de l'humanité n'atteignent pas 80 pauvres petits siècles, on concevra ce que représentent ces choses. L'amas d'Hercule pourrait avoir disparu depuis 360 siècles, ou il pourrait s'être modifié depuis lors de la manière la plus complète que nous n'en saurions encore rien. Depuis le jour où cet objet céleste a émis le frissonnant rayon de lumière qui nous arrive maintenant, et qui a voyagé sans arrêt, et à sa vitesse folle à travers l'infini glacé, mille générations humaines ont apparu et disparu; des civilisations dont nous n'avons plus un souvenir ont fleuri; des empires dont le nom même nous est inconnu ont été édifiés dans le sang et la douleur par des conquérants orgueil-

leux de l'œuvre inoubliable et permanente qu'ils avaient cimentée. Où sont ces choses et ces hommes? Comment s'appelaient-ils? Et pourtant ces centaines de siècles révolus dont le rayon palpitant qui nous vient de l'amas d'Hercule est le messager lointain, ils sont en vérité peu de chose dans l'histoire de l'évolution cosmique d'un système stellaire quelconque. Mais comment ne pas admirer cette astronomie qui est en réalité, grâce au recul spatial engendrant le recul chronologique, celle de toutes les sciences qui nous fait le mieux toucher du doigt le passé, la seule qui nous le rende présent et qui le fasse survivre à lui-même?

C'est qu'il y a quelque chose de plus grand encore que les distances invraisemblables qu'elle mesure, c'est le fragile cerveau humain, puisqu'il est capable d'embrasser et de concevoir ces distances et que sans lui, sans la pensée, l'univers serait comme un diamant sombre qu'aucun rayon n'irise.

Connaissant la distance de l'amas d'Hercule, une foule d'autres déductions s'ensuivent immédiatement. Tout d'abord, on en déduit immédiatement l'éclat absolu, ou comme nous disons entre astronomes, dans un langage consacré par l'usage sinon très correct, la « grandeur absolue » des principales étoiles de cet amas. Étant donné que ces étoiles sont de treizième grandeur et qu'à leur distance le soleil serait une étoile moins brillante que la vingtième grandeur on en déduit immédiatement que les plus brillantes d'entre elles sont 2 000 fois plus brillantes que notre pauvre soleil.

On peut en déduire aussi les dimensions de cet amas globulaire. Elles sont colossales. On trouve en effet que son diamètre est égal à plus de trois cent cinquante années de lumière. Une étoile située à une distance de la terre égale au diamètre de l'amas d'Hercule devrait être cent fois plus brillante que le soleil pour être visible à l'œil nu.

D'ailleurs, les étoiles de l'amas d'Hercule sont beaucoup plus rapprochées les unes des autres que les étoiles qui avoisinent le soleil. Si on trace au centre de l'amas d'Hercule, — ou plutôt de son image photographique, — un cercle ayant pour diamètre la distance du soleil à l'étoile la plus rapprochée de nous, on trouve que ce cercle contient un très grand nombre d'étoiles de l'amas. La concentration des étoiles, la densité de la population stellaire, si j'ose m'exprimer ainsi, est donc beaucoup plus considérable dans cet amas que dans la région relativement désertique de l'espace où divague notre système solaire.

Enfin on a découvert, par des méthodes spectroscopiques dont j'ai déjà parlé, que l'amas d'Hercule dans son ensemble se meut à la vitesse considérable de trois cents kilomètres par seconde. Cette volée de grains de plombs gigantesques, chassés dans le vide sidéral par le fusil de la gravitation, représente donc au point de vue balistique une force vive difficile à concevoir, si on veut se souvenir que la masse de l'amas entier est sans doute supérieure à celle de cent mille soleils.

L'étude que nous venons de faire de l'amas Messier 13 a été étendue à tous les autres amas globulaires connus, notamment par M. Shapley. La conclusion de toutes ces recherches est que le plus proche de ces amas (qui est aussi le plus brillant), l'amas du Centaure, est à une distance de nous égale à 6 500 parsecs (je rappelle que 1 parsec équivaut à 3 ans et 3 mois de lumière et correspond à une parallaxe d'une seconde d'arc). Le plus éloigné, qui porte le nom de N. G. C. 7 006 (la terminologie astronomique est parfois un peu singulière) est à une distance de 67 000 parsecs, c'est-à-dire qu'il faut à la lumière 217 000 ans (deux mille cent soixante-dix siècles!) pour nous en arriver. Le centre de l'agglomération formée par ces amas est à environ 20 000 parsecs de nous, et nous nous trouvons sur les confins de cette agglomération ce qui explique que nous ne les voyons que d'un côté du ciel.

Tout récemment M. Shapley a étendu ces études des amas globulaires aux amas ouverts, et en employant des méthodes similaires. Les distances trouvées pour ces objets célestes sont comprises entre 80 parsecs pour les Pléïades et 18 000 parsecs pour un autre amas. La moyenne des distances de ces objets est de 6 000 parsecs et le centre de leur agglomération et à quelque 3000 parsecs du soleil sur la longitude galactique 270°. M. Shapley pense que les amas ouverts sont les résidus d'amas globulaires qui se sont disloqués et en quelque sorte disséminés en éventail, comme fait dans l'air, — et pour reprendre ma comparaison, — un chapelet de polmb de chasse.

Il convient également de signaler dans cet ordre d'idées les très curieuses et suggestives recherches faites récemment par l'astronome suédois H. von Zeipel, dans le dessein de rechercher si on ne pourrait pas appliquer dans l'infiniment grand, aux étoiles des amas globulaires, les lois statistiques de la théorie cinétique des gaz qu'on applique, dans l'infiniment petit, aux molécules gazeuses. Ces belles recherches paraissent démontrer que les mêmes lois s'appliquent aux uns et aux autres, ce qui, d'une part, ouvre des horizons pleins de promesses à la dynamique stellaire tout entière, et ce qui, du même

coup, apporte un chaînon nouveau au lien éternel, conçu par les poètes et les philosophes, mais tressé par les savants, qui apparente et fait communier dans la même harmonie l'infiniment grand et l'infiniment petit.

* * *

Lorsque Sir William Herschel commença le siècle passé à résoudre en étoiles un grand nombre de nébuleuses, il pensa d'abord que toutes celles-ci devaient être finalement résolubles. Puis, une observation plus subtile des phénomènes l'amena à cette conclusion qu'à côté de ces amoncellements d'étoiles, il devait réellement exister dans l'espace céleste des nébulosités formées par un fluide brillant et continu et non résolubles en étoiles. Puis sous l'influence de son fils John Herschel et de lord Rosse, on crut ensuite à nouveau que toutes les nébuleuses étaient résolubles en étoiles. On devait revenir peu après à l'idée de la dualité des nébuleuses si merveilleusement et si intuitivement entrevue par William Herschel.

C'est le spectroscope qui fournit à cet égard des données décisives, et d'abord entre les mains du grand astrophysicien anglais Huggins. Le spectroscope montra qu'un certain nombre de nébuleuses sont caractérisées par un spectre discontinu, strié de raies brillantes et caractéristiques des gaz, parmi lesquels on identifie l'hydrogène et un autre gaz encore inconnu sur la terre et qu'on a appelé le nébulium. A côté de ces nébuleuses nettement gazeuses, le spectroscope indiqua qu'un très grand nombre d'autres avaient un spectre continu analogue à celui des étoiles et pouvaient par conséquent être des agglomérations d'étoiles extrêmement serrées en apparence par l'effet d'une très grande distance.

Parmi les nébuleuses qui ont ainsi un spectre continu et non gazeux se trouvent une classe d'astres qu'on croyait naguère n'exister qu'en petites quantités et dont on connaît aujourd'hui un nombre énorme. Je veux parler des *nébuleuses spirales*.

Les nébuleuses spirales sont de petites taches vaporeuses qu'on peut observer ou photographier en divers points du ciel et qui, formées par deux spires enroulées, sont posées, comme de légers escargots d'argent, dans le Jardin des Étoiles. Le beau catalogue de nébuleuses de M. Bigourdan, fruit de longues années de patient, minutieux et judicieux labeur, contient la description et les positions rigoureuses d'un grand nombre de ces astres.

Ce catalogue servira certainement de bases dans l'avenir aux

recherches, — si importantes, comme nous allons voir, et si difficiles, — sur les mouvements propres des nébuleuses spirales. C'est un des plus beaux monuments élevés ces dernières années par l'observatoire de Paris, un de ceux qui montrent le mieux combien sont injustifiées les préventions de ceux qui prétendent que le ciel de Paris ne se prête pas aux bonnes observations astronomiques. En réalité, si le travail n'est pas toujours aussi efficace qu'il pourrait l'être dans notre grand Observatoire, les causes en sont purement humaines et bureaucratiques et n'ont nullement leur siège dans l'atmosphère. Mais ceci est un autre sujet qui touche à l'avenir même, aujourd'hui en péril, d'une des branches les plus importantes de la science française. J'en reparlerai prochainement.

Pour en revenir aux nébuleuses spirales, on en a découvert ces dernières années un nombre si considérable qu'elles constituent à l'heure actuelle, après les étoiles elles-mêmes, la catégorie d'astre répandue avec le plus de profusion dans l'univers. En particulier, les clichés obtenus dans les observatoires américains grâce aux instruments puissants et aux intelligentes méthodes de travail dont on y dispose, ont décelé et décèlent chaque jour par milliers de nouvelles nébuleuses spirales.

M. Curtis de l'observatoire Lick (Californie), qui s'est fait une belle spécialité de ces problèmes, qu'il a contribué à élucider par ses recherches, estime qu'à l'heure actuelle le nombre des nébuleuses spirales observables avec les instruments dont on dispose est voisin *d'un million*.

Qu'est-ce donc que ces astres singuliers et si abondamment semés dans l'espace?

Eh! bien, — et c'est ici que l'imagination peut justement s'effarer, — il semble de plus en plus démontré, que chacune de ces nébuleuses spirales est en réalité un univers stellaire complet et analogue à notre *voie lactée*. Il est d'ailleurs maintenant bien établi que celle-ci a la forme d'un double courant d'étoiles disposé en spirales et dont les dimensions équivalent à huit ou dix mille années de lumière.

L'analogie entre la forme spiraloïde de la Voie lactée et celle des nébuleuses spirales serait évidemment loin d'être suffisante pour assimiler celles-ci et celle-là. Cette assimilation aujourd'hui légitimée et admise par la plupart des astronomes est le fruit de diverses recherches récentes utilisant les méthodes les plus subtiles de l'analyse astrophysique et dont les résultats que je vais sommairement

indiquer sont étonnamment concordants et convergent irrésistiblement vers la même conclusion.

Tout d'abord, on a remarqué depuis longtemps que le nombre des nébuleuses spirales observables est beaucoup moins grand dans le voisinage de la Voie lactée que dans les régions éloignées de celles-ci, dans le voisinage des pôles célestes. C'est ainsi que si on divise la sphère céleste en six zones, d'égale surface apparente, les deux zones qui ont pour centre les deux pôles galactiques, c'est-à-dire les régions les plus éloignées de la Voie lactée contiennent ensemble et proportionnellement près de trois fois plus de nébuleuses spirales que les autres zones qui comprennent la Voie lactée. Autrement dit, dans les deux zones éloignées de la Voie lactée la proportion des nébuleuses spirales est environ six fois plus grande que plus près de celle-ci.

Ce fait a donné lieu entre astrophysiciens à d'innombrables discussions. Il n'y a pas lieu de les rappeler. Je me bornerai à en donner la conclusion, généralement admise aujourd'hui, et qui est que, si les nébuleuses spirales paraissent moins nombreuses dans le plan galactique, et si d'ailleurs la proportion des rayons actiniques aux rayons lumineux y est à peu près la même au centre et aux bords de ces astres, tandis que les rayons actiniques nous arrivant des régions externes de la Voie lactée sont moins intenses proportionnellement, cela provient de ce que les nébuleuses spirales sont des objets extérieurs à la Voie lactée et très éloignés de celle-ci. La matière diffuse qui existe en certaines proportions dans les intervalles des étoiles et qui, par conséquent, forme des nuages plus abondants dans le plan de la Voie lactée qu'aux pôles galactiques, explique que les nébuleuses spirales soient apparemment plus nombreuses vers les pôles. C'est que leur lumière y est moins souvent masquée par les nuages absorbants de poussière cosmique.

L'étude des mouvements et des vitesses des nébuleuses spirales a confirmé tout cela et établi d'une manière tout à fait décisive que les nébuleuses sont à des distances prodigieuses de la Voie lactée. Le spectroscope permet, — comme je l'ai déjà expliqué, — de déterminer la vitesse radiale, c'est-à-dire la vitesse des astres dans le sens de l'observateur, quel que soit leur éloignement.

Or, l'étude spectrale des nébuleuses spirales y a décelé des vitesses radiales considérables.

Les unes se rapprochant, les autres s'éloignant de notre système solaire, les nébuleuses spirales ont des vitesses radiales extrême-

ment grandes et qui sont en moyenne de 800 à 1000 kilomètres par seconde. Si les nébuleuses spirales étaient de nous à des distances comparables à celle des étoiles observables, même les plus éloignées, il arriverait pour elles ce qui arrive pour les étoiles : les vitesses dans le sens perpendiculaire au rayon visuel étant évidemment, en moyenne, du même ordre de grandeur que les vitesses radiales, l'effet accumulé de ces vitesses devrait produire au bout d'un certain nombre d'années, des déplacements apparents notables de ces astres parmi les constellations. C'est ce qu'on observe pour toutes les étoiles à grandes vitesses radiales. Or, pour les nébuleuses spirales, rien de pareil, quoique leurs vitesses radiales soient énormes.

Sur des photographies prises à quinze ans d'intervalle les nébuleuses spirales ne montrent pas le plus petit déplacement apparent mesurable dans le sens perpendiculaire au rayon visuel. Il faut en déduire de toute évidence que ces objets sont à des distances dépassant infiniment celles de toutes les étoiles galactiques. On peut ainsi avoir une valeur minima de ces distances et on trouve qu'elles correspondent à un éloignement tel que les dimensions réelles des nébuleuses spirales sont analogues à celles de la Voie lactée.

Une troisième méthode enfin a conduit exactement au même résultat; c'est l'étude des étoiles nouvelles ou, comme on dit entre astronomes (les seuls savants qui aient conservé l'habitude si précieuse, au point de vue international, des désignations latines) des *Novæ*. J'expliquerai quelque jour les curieux phénomènes des *Novæ*. Pour aujourd'hui je dois me borner à rappeler que ce sont des étoiles faibles et qui soudain, par suite d'un cataclysme prodigieux, augmentent rapidement d'éclat, atteignent un certain éclat maximum, puis s'éteignent ou du moins s'atténuent lentement à nouveau, en présentant dans leur spectre et dans leur courbe photométrique certaines particularités constantes.

C'est précisément cette constance de leurs particularités qui a été constatée pour toutes les *Novæ* observées dans la Voie lactée, c'est-à-dire dans notre système stellaire; c'est en particulier la constance de l'éclat maximum atteint par les *Novæ* qui a permis d'aborder d'une nouvelle manière la détermination des distances des nébuleuses spirales.

Or on a découvert ces dernières années par la photographie dans les nébuleuses spirales un certain nombre de *Novæ* dont l'évolution photométrique et spectrale s'est montrée identique à celle des *Novæ* de la Voie lactée. Connaissant leur éclat maximum apparent on

en a déduit facilement la distance des nébuleuses spirales dont elles font partie. Les nombres obtenus sont en plein accord avec les résultats des méthodes précédentes. Ils nous montrent que les nébuleuses spirales les plus rapprochées de nous sont à des distances de l'ordre de 100 000 parsecs et ont des dimensions réelles analogues à celles de la Voie lactée.

De tout cela on tire cette conclusion, à laquelle il est difficile d'échapper, que les nébuleuses spirales sont des systèmes stellaires comparables à notre Voie lactée et dont chacun est formé comme celle-ci de milliards d'étoiles. Quant à la distance des nébuleuses spirales connues, on peut évaluer ainsi qu'elle est certainement pour beaucoup d'entre elles supérieure à un million de parsecs.

Cela représente une distance encore cent fois supérieure à celle des amas globulaires, dont l'éloignement pourtant nous avait tout à l'heure rempli d'étonnement.

Ainsi la lumière qui nous vient de certaines nébuleuses spirales, et qui progresse dans l'espace en faisant 300 000 kilomètres chaque seconde, a besoin de plusieurs millions d'années pour nous parvenir. C'est par dizaines de mille siècles que doit se compter le temps mis pour venir jusqu'à nous par la tremblante lumière que nous envoient ces univers lointains.

Dès maintenant le Cosmos. — et je parle seulement de ce que nous en ont révélé nos moyens actuels, bien faibles à côté de ceux de demain, — nous apparaît comme formé par un million de systèmes stellaires aussi vastes que notre Voie lactée et séparés les uns des autres par des océans de vide glacé que, reptilienne et follement rapide, la lumière ne peut franchir qu'en des myriades de siècles.

N'est-elle pas grandiose et écrasante, cette image de l'univers que la science nous montre de son doigt sec, la science qui ne rêve pas, mais qui constate ? Mais il y a des constatations plus émouvantes, plus prodigieuses et féeriques que tous les rêves, car notre imagination est une bien pauvre chose à côté de la sublime réalité.

CHARLES NORDMANN.

RÉCEPTION DU MARÉCHAL FOCH

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le maréchal Foch a pris séance à l'Académie le 5 février. Presque jamais sans doute, on n'avait vu une telle affluence. Les invités des places du centre sont groupés en paquets séparés par des cordons d'agents. Il fait joli temps, temps d'hiver, ensoleillé et presque chaud. Un membre de l'Institut, en habit vert, traverse la cour. Un général est dirigé vers la bibliothèque. A l'intérieur il y a encore des barrages. Et quand on arrive enfin sous la Coupole c'est une houle noire et blanche sous le jour blanc. On se presse sur les banquettes, les tabourets se serrent, la foule s'entasse jusqu'au pied du bureau.

Au roulement des tambours, M. Poincaré entre et prend place entre M. de Régnier et M. Masson. Le maréchal Foch, entre ensuite. Il porte l'uniforme d'académicien, non point fermé et monastique, comme c'est aujourd'hui la mode, mais ouvert sur le col droit et sur la cravate blanche. Le cordon de la Légion d'honneur barre obliquement le plastron. La médaille militaire est épinglée sur le revers brodé de feuilles d'olivier. On a supprimé cette petite table où le récipiendaire s'appuie d'ordinaire, comme une divinité champêtre à une stèle chargée d'offrandes. Le maréchal se tient droit, les épaules effacées, dans une pose de vieux chef et de jeune officier. La lumière froide qui tombe du centre modèle le front et le nez busqué. Le maréchal lit d'une voix égale et timbrée, comme il lirait un rapport. Il accentue les mots, en donnant l'importance à l'avant-dernier. On sent qu'aucun de ces mots n'est inutile. Il les marque tous avec la même énergie, et quand il a mal lu, il est obligé de reprendre du souffle pour se corriger. Pas de gestes. Le papier est tenu devant lui, à deux mains, dans une attitude réglementaire. Quelquefois, pour

mieux affirmer, les mains ont une secousse saccadée et la feuille tremble. Quelquefois la tête se renverse un peu et par-dessus le lorgnon, le maréchal dirige sur la salle ce regard lourd, plein de pensée, que voile la paupière bombée et qu'enchasse l'arcade des sourcils inégaux.

La curiosité qui attendait les discours n'était pas toute littéraire. Deux hommes qui ont tenu de si grandes places et qui ont été les acteurs d'événements si importants et si mal connus, devaient avoir l'un et l'autre quelque chose à dire. Au contraire de ce qui arrive parfois sous la Coupole, la matière de leurs discours importait plus encore que le tour. Ce quelque chose, ils l'ont dit tous deux, le maréchal Foch dans un langage allégorique, M. Poincaré sous la forme la plus précise.

Le maréchal avait à faire l'éloge du marquis de Vogüé, orientaliste, diplomate et président du comité central de la Croix-Rouge. Il l'a fait en bons termes, mais l'essentiel de son discours n'est pas là. M. de Vogüé a composé une histoire du maréchal de Villars, de telle sorte que, dans la circonstance, il a principalement servi à rapprocher les deux hommes de guerre qui, à deux siècles de distance, après de rudes épreuves, ont conduit la France à la victoire. De l'œuvre du marquis de Vogüé, le vainqueur d'Ypres a retenu cette histoire du vainqueur de Denain. Et dans cette histoire même il a choisi. Il a laissé de côté l'homme même, et il a analysé trois batailles, trois cas concrets, selon sa méthode à l'École de guerre : Friedlingen, Malplaquet et Denain.

Il les a analysés sans faire aucune allusion, au moins en apparence, aux grands événements qu'il vient de diriger. Je dis en apparence, et on va voir pourquoi. Suivons sa démonstration. Il raconte la bataille de Friedlingen. Son exposé est très clair, mais rigoureusement technique. Il s'agissait pour Villars de franchir le Rhin et d'enlever sur l'autre rive les positions éloignées qu'occupait le prince de Bade. Que fait Villars ? Tandis qu'il prépare l'assaut, il fait établir par un détachement un passage, à 30 kilomètres en aval, à Nauenbourg : maître ainsi de deux têtes de pont, il peut tromper son adversaire, le menacer sur un point et passer sur l'autre. C'est ce qui arrive. Le prince de Bade va l'attendre à Nauenbourg, tandis qu'il passe devant Friedlingen. Le prince détrompé revient en toute hâte, mais doit livrer une bataille improvisée et se fait battre.

Pourquoi le maréchal a-t-il donné cette petite leçon d'art militaire à ses nouveaux confrères ? Il s'est gardé de le dire, mais il a tout de

même résolu devant eux, sans qu'il y paraisse, un des problèmes les plus délicats de l'histoire de cette guerre. On sait que l'un des reproches adressés à l'état-major français est d'avoir tardé jusqu'au 15 août 1914, à étendre son aile gauche pour répondre à la manœuvre enveloppante que les Allemands dessinaient en Belgique depuis le 4 août. Or quelle était, du 4 au 15, la situation du commandement français? Exactement celle du prince de Bade. Il se trouvait en présence d'une manœuvre ennemie à double détente. Les Allemands avaient bien montré des forces en Belgique. Mais le gros de leurs forces, dans la région de Luxembourg, pouvait aussi bien marcher à l'Ouest, en débordant notre gauche, que marcher au Sud pour tomber sur notre centre. Nous étendre prématurément vers la gauche, c'était courir à une menace qui pouvait être illusoire et faire précisément la faute dont Villars a profité. La sagesse était d'attendre que l'adversaire eût démasqué son véritable dessein. Cette révélation a été faite le 15 par l'attaque de Dinant et, aussitôt, l'état-major français, rendant la main au général Lanrezac, l'a laissé appuyer vers l'Ouest... Rien de cela n'est dit dans le discours du maréchal, mais tout s'y trouve, et si la coïncidence n'est pas calculée, elle est bien surprenante.

Le récit des batailles de Malplaquet et de Denain n'est pas moins instructif. Malplaquet est une bataille engagée au hasard, sans connaissance nette de la force et de la position de l'adversaire, sans idée de manœuvre, — et c'est une défaite. Denain au contraire est une manœuvre très bien conçue, montée contre les communications de l'adversaire, en toute connaissance de cause, — et c'est une victoire. Le maréchal a-t-il voulu dire seulement qu'il fallait reconnaître exactement l'adversaire avant de le frapper, et le frapper précisément au point reconnu sensible ? Ce serait la justification de tout son enseignement, qui est fondé sur la sûreté de l'information, la connaissance des mouvements de l'ennemi et la manœuvre appropriée à ces mouvements. Mais il y a plus. Car enfin il reste à expliquer pourquoi Villars a bien manœuvré à Denain, et mal manœuvré à Malplaquet. C'est qu'à Malplaquet il n'obéit qu'à demi aux ordres du Roi; celui-ci avait interdit l'offensive ; Villars ruse avec ses instructions et n'osant pas désobéir jusqu'à attaquer lui-même, se fait attaquer. Il y a donc divergence entre la politique générale et l'action de l'armée; cette armée qui ne suit pas franchement l'impulsion d'en haut, est mal employée; mal employée, elle est mal engagée, et finalement elle est battue. « L'incertitude puis le désarroi de la conscience avaient préparé la détresse de l'esprit et de la volonté. Sans parler du caractère,

seul capable de garantir dans les circonstances graves la liberté et l'équilibre du jugement, retenons qu'une intelligence plus exacte des besoins de l'État s'imposait déjà au commandement et créait cette nécessité, que la guerre nationale a accentuée de nos jours, de son entente complète avec le gouvernement... » Cette phrase aussi est peut-être une réponse; elle est en tout cas une leçon.

M. Poincaré a tracé un beau portrait de M. de Vogüé et fait un bel éloge du maréchal. On connaît cette voix au timbre mordant, qui force l'attention et bientôt la conquiert. Le discours commence lentement, d'un ton contenu, déjà solennel, mais calme. On sent que ce n'est pas la harangue ordinaire. Après sept ans de pouvoir, M. Poincaré vient rendre témoignage devant ses pairs, devant ceux qui illustrent par la science et les lettres cette France qu'il représente.

L'essentiel de ce discours, c'est ce qu'il nous a appris de nouveau sur la conduite de la guerre. Si la question que pose l'emploi du XXe corps que commandait le général Foch à Morhange n'est pas tranchée par la phrase très estompée du président, voici maintenant le général à la tête de la 9e armée : pendant la bataille de la Marne, il exécute la fameuse manœuvre de Fère-Champenoise : il fait passer la 42e division de sa gauche à sa droite pour tomber dans le flanc de l'ennemi qui presse cette droite. Ici nouveau problème : les uns attribuent à cette manœuvre le gain de la journée, les autres assurent qu'elle n'a pu avoir d'action, et que l'ennemi s'est retiré avant qu'elle se fasse sentir. M. Poincaré adopte une solution mitigée. La 42e division « apparaît enfin à la tombée de la nuit, et avant même qu'elle ait pu s'engager, l'ennemi décontenancé par ce déploiement de forces nouvelles et renseigné, d'ailleurs, sur les échecs qu'ont subi les autres armées allemandes, sonne la retraite. » Les épisodes de la bataille d'Ypres, la ténacité de Foch s'imposant à French, et lui persuadant de maintenir le 1er corps là où il est, malgré ses pertes, sont des faits déjà connus, mais qui sont désormais consignés par le témoin le plus autorisé de toute l'histoire de la guerre. De même quelques-uns savaient déjà, mais le public ignore en général ce que M. Poincaré dit ensuite : que l'offensive de la Somme a été préparée dès l'automne de 1915, aussitôt après la bataille de Champagne, et que la bataille de Verdun est venue au travers de ces préparatifs sans pouvoir les faire cesser, de sorte que, quand le monde entier avait les regards fixés sur la

Meuse, le commandement français regardait seul vers la Picardie.

En 1917, le général Foch n'a pas de commandement effectif, et M. Poincaré passe rapidement sur cette année douloureuse. C'est sur l'année 1918 qu'il nous donne des renseignements décisifs. Il en a tracé un tableau vraiment magnifique. Imaginez l'auditoire frémissant et coupant les phrases de bravos. Imaginez dans la salle, immobiles et comme impassibles, les héros même de ces grands exploits. A côté de Foch, Joffre en dolman noir, et, à côté de Joffre, Pétain, en tenue de campagne : les trois maréchaux sont là côte à côte. On parle de la 10e armée et tous les yeux se portent, à l'autre bout de la salle, sur Mangin, brun, énergique, la mâchoire tendue et les cheveux en brosse. On parle de la bataille de l'Ourcq, et tout le monde regarde, avec un respect ému, dans l'hémicycle, cet homme immobile, aux yeux fermés, dont la tempe gauche est brunie et enfoncée : le général Maunoury. A chaque souvenir de ces victoires, le public entier est debout. Eux, les héros, restent fixés dans la même attitude, sans qu'aucun muscle de leur figure bouge. Ils ont fait leur devoir.

Tout d'abord M. Poincaré nous montre que le coup de poing allemand du 21 mars a manqué de bien peu son but, qui était de séparer les armées françaises et les armées britanniques; car le 24, le général Pétain, dans une instruction, prévoit cette séparation : « Avant tout maintenir solide l'armature de l'ensemble des armées françaises. Ensuite, si possible, conserver la liaison avec les forces britanniques. » Et le 25, le maréchal Haig veut se retirer sur les bases maritimes. La portée de ces paroles apparaît tout entière si on se rappelle que, dans la journée historique du 26, après avoir pris le commandement suprême, Foch donna immédiatement comme instructions à Haig de défendre Amiens, à Pétain de maintenir la liaison avec les Anglais.

Aussitôt l'ennemi arrêté (il fit encore un terrible effort le 4 avril), le maréchal Foch préparait déjà une contre-offensive quand les Allemands attaquèrent la Flandre le 9. On sait comment ils furent arrêtés dans le cul-de-sac de la forêt de Nieppe. A partir de ce moment, le discours de M. Poincaré n'est plus qu'un splendide résumé de ces péripéties sans exemple dont la France frémit encore : l'attaque allemande du 27 mai, l'ennemi arrivant de l'Ailette sur l'Aisne, sur la Vesle, sur la Marne, sa victoire devenant dangereuse pour nous par l'allongement qu'elle impose à nos divisions amincies, et à lui par le poche qu'elle crée et où son flanc est menacé ; l'état-major allemand

essayant d'élargir son terrain le 9 juin; Mangin l'arrêtant par un coup de flanc ; l'attaque suprême de l'ennemi se préparant alors; Foch disant à Pétain : « L'ennemi doit être arrêté là ; » Pétain disant à Gouraud : « Vous vous sacrifierez pour la France ; » le roulement du tir de préparation commençant dans la nuit du 15 juillet ; la marche de l'ennemi à travers nos premières positions abandonnées où le feu de l'artillerie l'écrase ; l'échec sanglant de la grande attaque allemande; alors notre masse de manœuvre sortant des couverts de Villers-Cotterets et tombant dans le flanc ennemi ; puis la succession des grandes victoires: la bataille du 9 août, élargie de proche en proche jusqu'à la fin du mois ; la reprise de Saint-Mihiel par les Américains le 12 septembre ; la triple attaque des 26, 27 et 28 septembre ; enfin le refoulement général, l'ennemi rejeté en désordre, tandis qu'une attaque se prépare sur ses communications, attaque pour laquelle nous avons cent divisions de réserve, et les Allemands quinze. « L'ennemi fuit devant la cavalerie alliée, qui, après quatre ans d'immobilité, galope à la victoire... Mais quelque hâte qu'il mette à se retirer, quelques efforts qu'il fasse çà et là pour retarder notre poursuite, il va être étranglé sur la Meuse avant de pouvoir rentrer en Allemagne. Dans peu de jours, il n'aura d'autre issue que la capitulation en rase campagne. Il préfère capituler entre vos mains... »

Dans toute cette conclusion, la voix du président frémit et s'anime. On voit les lignes se mouvoir, les armées avancer, les généraux atteindre les villes, les troupes épuisées marcher encore, marcher sans repos, exploiter à fond le succès. On entend la voix du maréchal qui jette en avant toutes ces masses. Et si ce souvenir est permis, je l'entends, tel que je l'ai entendu, en octobre 1918, debout devant le tableau de ses cartes, expliquer ce qui restait à faire à l'ennemi, s'il voulait se sauver. Comme je lui parlais de retraite échelonnée, il haussa vivement les épaules. « Ils n'ont plus le temps de ces élégances-là, dit-il. Au Rhin! Tout le monde au Rhin ! Au plus vite ! » Et sa main balayait la carte, comme elle avait balayé le terrain où fuyaient les armées allemandes. M. Poincaré, qui a vu souvent de telles scènes, les faisait voir à son tour. Il donnait solennellement le récit et la preuve de cette immense défaite que l'ennemi nie encore, et dans ces derniers jours de son pouvoir, dans ces moments où les paroles ont tout leur poids, il affirmait la volonté de la France de ne pas laisser compromettre la paix, et la sécurité de l'avenir.

Henry Bidou.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Conférence a cessé de se réunir; le Conseil suprême est dissous : mais une partie de l'Europe demeure dans la situation la plus confuse. C'est désormais une conférence d'ambassadeurs qui est chargée à Paris du travail préparatoire, et ce sont les gouvernements alliés qui prendront d'accord les uns avec les autres toutes les décisions. Jamais leur union n'aura été plus nécessaire qu'au moment où ils ont besoin de faire appliquer le traité de paix par l'Allemagne et où la question russe entre dans une phase nouvelle. M. Millerand, le jour où il a pris le pouvoir, a trouvé les affaires internationales dans un état dont les conséquences étaient prévues et commencent d'apparaître. Il a été sobre de paroles, mais il a prononcé tout de suite un mot qui a paru généralement répondre à ce qu'on attend de sa méthode : il a dit qu'il fallait d'abord établir le bilan de la situation, et que les résolutions suivraient. La Chambre a compris la nécessité de lui donner rapidement les moyens de travailler avec autorité, et après la séance incertaine qui avait marqué les débuts du ministère, elle lui a accordé sa confiance par une très forte majorité. Elle vient, après un nouveau débat consacré cette fois aux affaires extérieures, d'entendre et d'approuver presqu'à l'unanimité, les explications du Président du Conseil. Dans le gouvernement comme au Parlement, il y a un sentiment très vif de ce qu'exigent les circonstances présentes et le désir de fixer par une collaboration confiante une ligne de conduite nationale. Assurer énergiquement l'application du traité de Versailles, achever d'autre part le règlement des questions pendantes en Orient, tel est le programme. L'attitude de l'Allemagne et les complications nées des événements russes en rendent l'exécution difficile, mais indispensable. C'est par cet effort tenace que les Alliés, qui ont combattu cinq ans pour échapper au danger d'une paix sans victoire, éviteront le péril d'une victoire sans paix.

L'Allemagne, dès le 10 janvier, date où le traité de paix a été ratifié, a commencé de laisser paraître sa mauvaise volonté. Aujourd'hui, elle ne la cache plus. La crise qui éclate entre les Alliés et l'Allemagne est la première que provoque l'application du traité de paix; ce n'est pas la dernière. L'avenir dépendra de la fermeté des Alliés. C'est le 4 février que s'est produit l'incident qui a rendu publique la crise déjà latente depuis quelque temps. M. de Lersner, chef de la délégation allemande à Paris, avait reçu la veille la liste des personnes que les Alliés réclament en vertu de l'article 228 du traité pour les faire passer en jugement. Dès le lendemain matin, M. de Lersner renvoyait cette liste au Président de la Conférence : il refusait d'en prendre connaissance et donnait sa démission, en annonçant qu'il repartait le soir même pour Berlin. Il faut faire dans la manifestation de M. de Lersner la part de sa volonté personnelle. M. de Lersner a saisi une occasion de s'en aller après une démonstration un peu retentissante qu'il était sûre de voir apprécier dans certains milieux allemands. Mais il y a bien autre chose dans le refus de M. de Lersner : il y a l'affirmation symbolique donnée par un ancien fonctionnaire impérial que l'Allemagne ne change pas, qu'elle n'accepte pas le traité, qu'elle s'oppose à l'exécution de l'article qui consacre la déchéance du monde pangermaniste et la condamnation de l'impérialisme prussien en ordonnant la livraison des coupables.

Depuis quelque temps déjà il était manifeste qu'une partie de l'Allemagne s'apprêtait à résister. Les atermoiements qui avaient précédé la ratification avaient déjà probablement comme cause principale l'article 228. Peu après la campagne de presse, entreprise à propos de l'extradition de Guillaume, avait été significative. On sait que l'article 227 du traité déclare que les Puissances alliées et associées mettent en accusation publique Guillaume de Hohenzollern pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités. Le même article ajoute que les Puissances adresseront au gouvernement des Pays-Bas une requête le priant de livrer l'ancien Empereur entre leurs mains pour qu'il soit jugé. Dès que la réponse du gouvernement des Pays-Bas qui a refusé l'extradition a été connue, la presse allemande a manifesté des sentiments qui ne laissaient guère de doute sur l'accueil que le gouvernement de Berlin réserverait à la demande contenue dans l'article 228. Elle a loué la Hollande de donner l'exemple, et elle l'a suivi, en publiant tout de suite une série d'articles contre le traité de paix. Tous les journaux du parti national, ceux même du parti socia'iste ont déclaré qu'une paix de violence était

imposée à l'Allemagne et que la revision du traité était nécessaire. Mais en réalité, cette critique générale portait en particulier sur le chapitre de la livraison des coupables. Bien des journaux même laissaient entendre que le reste du traité serait accepté si les Alliés ne réclamaient pas l'exécution de cet article. *La Gazette de la Croix* allait jusqu'à dire que l'Allemagne ne pouvait pas livrer des hommes dont le seul crime était d'avoir été vainqueurs. D'autres avouaient que l'Assemblée nationale de Weimar avait approuvé le paragraphe malencontreux, mais qu'au moment de remplir ses obligations, l'Allemagne y trouvait quelque chose d'impossible. Aucune solution nette d'ailleurs, mais une campagne pour provoquer un état de l'opinion. L'exemple donné par l'ex-kronprinz Ruprecht de Bavière, qui s'est offert pour être remis aux Alliés, gêne beaucoup le parti national allemand; les idées d'Erzberger ne l'inquiètent pas moins. Pour faire une pression sur le public, les journaux ont annoncé la démission du Président de l'Empire Ebert, qui, d'après eux, ne voulait pas se prêter à l'exécution de la clause incriminée. La démission de M. de Lersner, que Berlin a d'ailleurs acceptée, n'est qu'une manifestation d'une entreprise beaucoup plus vaste. C'est la tentative suprême de l'Allemagne impérialiste.

La question est de savoir quelle attitude prendra le gouvernement de Berlin. L'article 228 du traité est net : le gouvernement allemand reconnaît aux Puissances alliées et associées la liberté de traduire devant leurs tribunaux militaires les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre; les peines prévues par les lois seront appliquées aux personnes reconnues coupables; le gouvernement allemand devra livrer aux Puissances alliées ou associées toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire aux lois et coutumes de la guerre, lui seraient désignées soit nominativement, soit par le grade, la fonction ou l'emploi auxquels les personnes auraient été affectées par les autorités allemandes. Voilà ce que l'Allemagne a accepté. On peut remarquer que l'exécution d'une clause pareille aurait été plus facile au lendemain de l'armistice; mais on doit ajouter qu'ayant été insérée dans le traité de paix, elle devient applicable dès la ratification. Le gouvernement de Berlin ne peut faire valoir aucune espèce de raison pour se soustraire aujourd'hui à une obligation qui résulte d'un texte examiné et approuvé par lui. S'il se dérobe, c'est qu'il est entre les mains du parti militaire et des survivants de l'ancien régime. L'Allemagne actuelle n'est-elle que l'ancienne Allemagne

costumée en démocratie pour les besoins de l'heure? Y a-t-il une Allemagne nouvelle assez consciente des responsabilités de l'Empire dans la guerre, assez désireuse de se réformer pour prendre l'initiative d'une démonstration devenue nécessaire? Entre les partis anciens et les partis nouveaux, la lutte est depuis longtemps ouverte. Mais la discussion sur la livraison des coupables est de nature à précipiter la crise. Si le gouvernement Ebert succombe, sera-ce pour céder la place à un gouvernement de droite qui résistera aux Alliés? sera-ce pour transmettre le pouvoir à un gouvernement qui essaiera de donner sa forme à l'Allemagne de l'avenir?

Nous connaissons l'état d'esprit de l'ancien parti allemand, nous connaissons l'état d'esprit des milieux intellectuels. Nous ne savons pas quelle est l'opinion de la grande industrie et des classes moyennes, et c'est d'elles que dépend la direction que suivra l'Allemagne. La *Gazette de Francfort*, qui soutient la nécessité d'une évolution républicaine, écrivait récemment que l'avenir allemand sera ce que le feront les milieux bourgeois. Les anciens groupements conservateurs donnent l'assaut à la démocratie, ajoutait-elle, et ils sont bien plus dangereux que les extrémistes de gauche : car ils promettent l'ordre pour séduire le public, et en réalité ils préparent la ruine, parce qu'ils ne reviendront pas au pouvoir sans que l'Allemagne passe par une guerre civile qui la jettera à bas. Il y a dans toute l'étendue de l'ancien Empire une impression d'instabilité. Tous les groupements sentent que la situation intérieure de l'Allemagne ne se maintiendra pas longtemps telle qu'elle est, et que de nouvelles secousses sont inévitables. C'est en prévision de cet avenir que les deux grands partis qui s'opposent essaient de jeter la suspicion l'un sur l'autre. Si Hellferich a fait contre Erzberger une campagne de diffamation telle qu'Erzberger a intenté un procès, est-ce seulement pour la satisfaction de diminuer la personne du ministre? C'est pour déconsidérer l'homme qui a osé attaquer l'ancien régime. Hellferich s'est appliqué à démontrer qu'Erzberger n'est qu'un faiseur d'affaires, un politicien corrompu, parce que la discussion ainsi comprise passionnait le public, et il n'a fallu rien de moins que le coup de revolver qui atteint Erzberger pour arrêter l'effet des révélations faites devant le tribunal. Au delà d'Erzberger, c'est sa politique qu'il s'agit de frapper. Erzberger est l'homme qui a osé dire que la défaite de l'Allemagne était l'œuvre des militaires, dont les conservateurs sont les répondants; il a osé rappeler que l'armistice avait été demandé par Hindenburg et Ludendorff et non par le gouvernement.

Dans presque toutes les discussions qui se poursuivent actuellement en Allemagne, on retrouve la même opposition entre ceux qui nient et ceux qui proclament les fautes de l'ancien régime. Au fond du débat si sérieux et si intéressant par ses conséquences possibles qui divise la Chambre prussienne et la Bavière, il y a le même conflit. La Bavière s'est refusée à approuver la motion qui lui venait de Berlin et qui proposait de réaliser immédiatement l'État unitaire, et elle exprime des velléités séparatistes. C'est que l'esprit prussien a fait ses preuves par la défaite de toute l'Allemagne : c'est lui qui est cause de l'isolement de l'Allemagne et de son malheur : c'est lui qui a provoqué sa déchéance. Sous des aspects différents, le même problème est considéré par tous les partis allemands. Par un retour du destin, la question des origines et des responsabilités de la guerre est au fond de toutes les discussions sur l'avenir de l'Allemagne.

Les Alliés n'ont pas attendu de savoir quelle voie choisissait l'Allemagne pour choisir la leur. Il n'en est qu'une de possible pour eux : un traité existe, il doit être appliqué. L'affaire de la livraison des coupables est d'ailleurs le signe le plus éclatant des dispositions de l'Allemagne, mais il n'est pas le seul. La manière dont l'Allemagne applique les clauses du traité relatives aux fournitures de charbon est scandaleuse. D'après ses engagements, elle doit livrer aux Alliés 1 660 000 tonnes de charbon par mois, tant que les mines allemandes ne produisent pas plus de 9 millions de tonnes par mois. En décembre, l'Allemagne a livré 600 000 tonnes, alors qu'elle en a extrait plus des 9 millions prévus. En janvier, elle en a livré moins qu'en décembre, trois cent mille en moyenne et elle a offert de la houille à la Hollande et à la Suisse. Il n'est pas besoin d'insister sur le tort très grave que nous cause un pareil abus dans la situation économique où se trouve notre pays. Enfin, pour ajouter un dernier exemple de la bonne volonté germanique, l'Allemagne devait livrer aux Alliés les navires de guerre, et elle les a remis désarmés, c'est-à-dire privés de toute leur artillerie. On est bien en présence d'une série de tentatives calculées pour échapper au traité de Versailles. Les Alliés ne sont pas surpris sans doute de trouver l'Allemagne pareille à elle même. Mais il leur faut manifester immédiatement, avec une énergie qui ne laisse aucun espoir, leur volonté. Le traité forme un tout et il est un texte authentique qui doit être obéi. Les Allemands ne paraissent pas avoir compris, malgré cinq ans de luttes, ce qu'est pour les nations civilisées un contrat. Les Alliés ont fait la guerre au nom du droit, le monde entier s'est mis en mou-

vement parce que le respect de la parole donnée était violé par l'attaque criminelle contre la Belgique. Il n'y a de victoire, il n'y a de sécurité que si les Alliés rappellent l'Allemagne à l'ordre. Il faut une explication décisive, et, si elle ne suffit pas, il faudra des actes. La moindre faiblesse dans l'application d'un seul article serait pour l'Allemagne le commencement de la discussion sur tous les articles : c'est le sort du traité qui est entre les mains des Alliés.

Les affaires russes ont changé d'aspect à la suite des succès ilitaires des bolchevistes. Il y a bien des semaines en réalité que e dessine la victoire de l'armée rouge. Pour le moment, elle est manifeste. L'armée Denikine est battue et son chef se défend vigoureusement sur le Don ; l'armée Youdenitch est battue et son chef a dû se réfugier en Esthonie ; l'armée Koltchak est battue et son chef est tombé dans les mains de l'ennemi, à la suite de circonstances que nous connaissons encore mal. Les bolchévistes ont tiré sans retard les conséquences de cette situation militaire. Ils viennent de faire la paix avec l'Esthonie et ils la proposent à la Pologne. Ils essaieront de s'entendre sucessivement avec tous les États qui bordent la Russie à l'Ouest. Le plan des Alliés est toujours de constituer autour de la Russie ce que l'on a nommé un cordon sanitaire ; il est toujours d'aider les États voisins à se défendre. Mais, pour qu'il réussisse, il faut tenir compte des erreurs passées et tirer les leçons de l'expérience. La faiblesse des antibolchévistes a tenu surtout à ce qu'ils ne voulaient pas les mêmes choses. Unis pour lutter contre le régime de rapine et de terreur installé par Lénine, ils n'étaient pas d'accord sur ce qu'ils feraient dans l'avenir. Il y avait des armées antibolchévistes en Sibérie, sur le Don et dans l'Ukraine ; il y avait des centres de résistance antibolchéviste dans les pays baltes, dans le Caucase, en Géorgie, dans l'Arménie russe ; il y avait de grandes ressources en Finlande et en Pologne. Mais les uns comme Koltchak et Denikine, qui se battaient pour le rétablissement d'un bon gouvernement en Russie, se battaient aussi pour la reconstitution d'une grande Russie ayant tous ses territoires d'autrefois. Et les autres, les Esthoniens, les Lithuaniens, les Géorgiens et plusieurs encore ne voulaient pas du régime d'une grande Russie et aspiraient à l'indépendance. Était-il possible de concilier ceux qui rêvaient de recréer l'ancienne et puissante Russie étendue sur deux continents, et ceux qui songeaient à leur liberté pour laquelle ils avaient souvent combattu dans le

passé? Les Alliés n'ont rien ignoré de ces difficultés qui les dépassaient de beaucoup. Leur rôle était de faire l'union entre tous les éléments antibolchévistes, d'exercer leur action pour rapprocher des pays qui avaient besoin de la même victoire, de rassurer les États allogènes et de garantir leur future autonomie. Ils n'y ont pas assez réussi. Ni Koltchak, ni Denikine, ni Youdenitch n'ont eu pour objet, quand ils progressaient, de s'installer sur les positions conquises, d'organiser fortement les régions antibolchévistes qui pouvaient devenir sûres, et de concerter ensuite leurs efforts : ils ont essayé d'aller frapper Petrograd et Moscou. Toutes les forces antibolchevistes avaient besoin pour réussir les unes des autres. Youdenitch, quand il avançait sur Petrograd, aurait eu plus de chances d'aboutir s'il avait été l'allié de l'armée finlandaise et Denikine au temps de sa victoire aurait pu tenter plus heureusement la marche sur Moscou, si l'armée polonaise s'était mise en mouvement dans le même temps que lui. Ni au point de vue politique ni au point de vue économique les forces antibolchévistes n'avaient un programme patriotique commun. Leurs chefs en ont tiré le meilleur parti possible, avec plus de succès parfois que les circonstances très difficiles ne permettaient de l'espérer. Finalement, ils se sont heurtés à une masse de 1200 mille hommes dont 500 mille combattants, organisée et commandée par des officiers de l'ancienne armée. Aux chefs le gouvernement de Moscou, en effet, a dit : « La patrie est en danger, » et il a réclamé d'eux les cadres. Aux paysans il a dit : « La révolution est en danger, » et il les a transformés en soldats, qu'il nourrit et à qui il fournit en outre une abondante littérature de propagande : et il a reconstitué une armée russe.

Aujourd'hui on peut se demander ce que tentera le gouvernement bolchéviste avec cette armée, on peut même se demander s'il tentera quelque chose. Il a préparé ses voies en Orient, et il essaie de troubler le monde musulman. Mais les Alliés ont le moyen de combattre leur propagande s'ils savent enfin faire la paix avec l'Empire ottoman, s'ils comprennent qu'ils ont un intérêt essentiel à installer en Turquie un gouvernement viable, à organiser le contrôle de l'adminiministration et à développer les richesses d'un pays qui ne sera pas inutile à l'Europe. Du côté de l'Ouest, les bolchévistes ne paraissent pas désireux de poursuivre la lutte. Il n'est pas contraire aux faits connus d'imaginer qu'après une série de campagnes ils éprouvent le besoin d'une période de détente et de réorganisation : ils essaient de traiter avec la Pologne. Les propositions qu'ils font sont assez

larges pour être tentantes : ils acceptent que les frontières soient tracées d'après les positions occupées à l'heure présente par les troupes polonaises, ils reconnaissent l'indépendance de la République de Varsovie. La Pologne se trouve appelée à prendre une résolution difficile : elle consultera les Alliés, chez lesquels elle compte tant de sympathies anciennes et profondes, mais les Alliés ne pourront que lui donner un avis. Elle dépense pour la guerre un milliard par mois; elle fait de grands sacrifices ; elle prévoit encore bien des temps durs Récemment elle a été surprise et émue de l'essai fait par les Alliés d'entretenir des relations commerciales avec les coopératives russes, et sans s'arrêter au caractère expérimental et provisoire de cette mesure, elle y a vu surtout une possibilité pour les bolchévistes de se renforcer. Enfin elle a été péniblement impressionnée par les nouvelles venues de Londres et selon lesquelles la Grande-Bretagne se déclarait peu disposée à lui donner des secours et à prendre des engagements. Mais la Pologne, par sa position comme par ses traditions, a le sentiment d'être la garde avancée de la civilisation; elle peut croire à juste titre que sa force est un élément essentiel dans la sécurité de l'Europe et que les Alliés ont grand intérêt à ce qu'elle soit vigoureusement constituée. Ce n'est pas un armistice qui changera la question. La trêve avec les Soviets serait-elle durable? et le lendemain la Pologne ne risquerait-elle pas de se retrouver dans la même situation qu'aujourd'hui? Elle hésitera d'autant plus que, si elle fait la paix, elle est obligée de traiter avec le gouvernement des Soviets, et c'est une initiative grave qu'elle ne se soucie pas de prendre sans regarder du côté des Alliés. A propos de la Pologne, c'est le problème même des relations avec Moscou tout entier qui se trouve de nouveau posé.

Le gouvernement bolchéviste présente aujourd'hui ce caractère paradoxal d'avoir deux attitudes absolument différentes et contradictoires. Par sa théorie et par ses proclamations, il se prétend révolutionnaire, prolétarien, partisan du bouleversement universel. Par sa pratique, il a eu recours à tous les procédés qu'il a condamnés, il a restauré l'autorité, l'armée, les journées de travail; il s'est montré plus despotique même que le régime tsariste. Quand il parle, il ne veut traiter qu'avec des régimes de soviets internationalistes installés dans tous les pays ; il ne veut cesser de faire la guerre que lorsqu'il aura opéré une révolution terrestre. Quand il agit, il appelle à lui les fonctionnaires et les officiers de l'ancien régime; il fait la paix avec le gouvernement esthonien ; il la propose au gouvernement polonais qui n'a rien de bolchéviste; il reconstitue l'unité de la Russie. Il se

présente comme un gouvernement nouveau, réalisant le communisme, et il est en réalité une tyrannie, qui méprise non seulement le peuple, mais les gouvernements démocratiques. Il a prêché la révolution et il n'a survécu qu'en étant de moins en moins révolutionnaire. Toute l'Europe peut se demander aujourd'hui si, tandis qu'il prétend faire la paix, et songe à s'organiser, il n'a pas l'arrière-pensée de propager ailleurs le bouleversement qu'il veut faire cesser chez lui. En réalité, sous sa nouvelle forme, le bolchévisme présente deux dangers : l'un, c'est de paraître aux peuples mal informés une réussite d'un communisme nouveau, alors qu'il est une forme nouvelle d'un despotisme total; l'autre, c'est de devenir un État organisé qui songe à se rapprocher de l'Allemagne. Contre le gouvernement bolchéviste, à l'heure présente l'Europe ne peut rien directement : mais contre les deux dangers qu'il présente elle peut quelque chose. La société des peuples civilisés, européens et américains, a assez de traditions et de savoir, elle vaut assez pour dévoiler à la raison universelle le mensonge du prétendu idéal révolutionnaire des bolchévistes. Les puissances alliées et associées, en ce qui concerne la tentation que pourrait avoir l'Allemagne, ont le droit qui résulte de leur victoire. Et ainsi, quand on va au fond de toutes les difficultés réservées par le problème russe, on trouve qu'en cette matière aussi la mesure essentielle de prudence consiste à faire appliquer le traité de Versailles avec une rigueur impitoyable, et à empêcher l'Allemagne de se fortifier. Le gouvernement français, dans les explications qu'il a données à la Chambre, a été très net sur ces sujets : il a déclaré qu'il n'aurait aucun rapport avec les soviets; il a affirmé qu'il exigerait de l'Allemagne tout ce qu'elle doit et que, pour l'obtenir, il aurait recours à toutes les mesures prévues par le traité.

M. Raymond Poincaré, président de la République, arrive le 17 février à l'expiration de son mandat et toute la France au moment où il quitte l'Élysée lui adressera un particulier hommage. Le septennat de M. Raymond Poincaré est sans commune mesure avec aucun de ceux qui se sont succédé depuis la fondation de la République. Il a été rempli par des années qui comptent parmi les plus tragiques et parmi les plus glorieuses de notre histoire. M. Raymond Poincaré, chef d'un État démocratique qui ne s'était jamais trouvé en de pareilles conjonctures, a été appelé non pas à suivre une tradition, mais à la créer et à faire l'épreuve à la fois de lui-même et de l'insti-

tution dont il tenait ses pouvoirs. Il a mérité un aussi grand destin. Tout le monde en France et hors de France s'est plu à reconnaître son tact, son autorité, son activité, la force de sa pensée. Son prestige a été sans cesse en grandissant. Au moment où il quitte la magistrature suprême, le respect de tous l'environne, et le peuple, qui devine parfois ce qu'il ne sait pas, sent que M. Poincaré a été dans des circonstances très difficiles un grand serviteur de son pays. Le jour où l'histoire révèlera tout ce qu'a été et tout ce qu'a fait le Président de la République pendant sept années, nous sommes assurés qu'aux sentiments qu'il inspire aujourd'hui s'ajoutera dans toute la nation un sentiment très ému de reconnaissance.

De tous les souvenirs que doivent évoquer les sept années qui viennent de s'écouler, dans la mémoire de M. Raymond Poincaré, il n'en est peut-être pas de plus frappant que ce jour de l'été de 1914 où il revenait de son voyage en Russie et où il regagnait en hâte l'Élysée. Tout le peuple de Paris était sur le passage du Président. Un peu plus d'un an auparavant, M. Poincaré, élu par le Congrès de Versailles, avait été acclamé avec un enthousiasme plein de joie. Ce jour de 1914, le peuple était venu sur son passage saluer l'homme qui représentait cette France vouée à une guerre qu'elle n'avait pas voulue, et il témoignait spontanément qu'il comptait sur la sagesse et le patriotisme de celui qui était son représentant et son chef. M. Raymond Poincaré s'est montré pendant sept ans digne de cet acte de foi par la noble idée qu'il a eue de son rôle et par l'effort personnel qu'il a accompli. Le Président de la République, dans notre Constitution, a des pouvoirs définis, et il a ce pouvoir indéfini que peut donner dans une fonction suprême la supériorité. M. Raymond Poincaré a exercé les premiers avec le seul souci du bien public, choisissant les ministres, présidant leur conseil, faisant appeler M. Clemenceau quand il a jugé l'heure venue ; il a exercé le second par le rayonnement de son intelligence.

En attendant le moment où nous connaîtrons entièrement le travail accompli par lui pendant son septennat, il n'est possible que de fixer quelques traits. Au lendemain de la déclaration de guerre, M. Raymond Poincaré, comme tout le pays, a fait confiance au commandement. Vingt-cinq jours plus tard, quand est venue la nouvelle de Charleroi, il a jugé quelle était la réalité de la situation ; il a compris et il a agi. Dans le désarroi de ce premier moment, il a discerné les mesures qui s'imposaient pour rassurer la nation : il remanie le Cabinet ; il rappelle M. Millerand au Ministère de la

guerre; il fait entrer dans le gouvernement tous les hommes politiques connus; et instruit des desseins du commaudement, obéissant à ses demandes même quand elles lui coûtent, il attend avec sang-froid l'heure du redressement : la victoire de la Marne vient justifier sa confiance. Dans la longue période qui suit, on connaîtra un jour quelles ont été ses vues, et l'on discutera sur la question de savoir si l'extension de la guerre sur d'autres fronts que le nôtre n'aurait pas pu avoir, comme elle l'a eu à Salonique, d'heureuses conséquences. Là peut-être a été un des rôles les plus délicats du Président qui n'a pas la responsabilité de l'action, mais qui en a le souci patriotique : il pouvait avoir des idées, mais il ne lui appartenait pas de les réaliser. Du moins, il lui appartenait d'être en toutes occasions sur le front, dans les armées, dans les villes libérées, la parole vivante qui résumait la volonté de la France. La série des discours prononcés par M. Raymond Poincaré n'offre pas seulement l'intérêt, qui serait bien inégal aux circonstances, d'œuvres d'un art sobre et vigoureux : ils expriment devant le monde entier la pensée de la nation et ils reproduisent les traits essentiels de la France en guerre. M. Raymond Poincaré leur a donné une direction unique : ils proclament d'abord la vérité historique sur les origines de la guerre, parce que ce sont les origines qui expliquent tout le reste ; ils expriment une inflexible volonté de victoire; ils disent enfin dès les premiers temps de la guerre ce que la paix doit nous apporter, le droit acquis par tant de sacrifices à des garanties et à des réparations.

Telle était la sûreté de vues de M. Raymond Poincaré qu'en un jour particulièrement angoissant, il eut une action importante dans un conseil d'où la victoire allait dépendre. A la fin de mars 1918, la poussée allemande était devenue très redoutable, la situation était grave et les chefs de gouvernements avec les chefs d'armées étaient réunis à Doullens. On sait que c'est à ce conseil que le maréchal Pétain apporta, avec sa méthode précise et sûre, le bilan de la situation qui devait permettre au gouvernement de prendre une décision. On sait aussi que c'est à ce Conseil que le maréchal Foch manifesta cette ardeur et cette volonté que devait justifier son imagination créatrice. Ce que l'on sait moins, c'est la part qu'a eue M. Raymond Poincaré dans la décision que facilita le désintéressement du maréchal Haig et du maréchal Pétain et qui eut pour effet de créer l'unité du commandement des armées alliées. Les événements ne permettaient pas toujours au Président de la République des interventions aussi directes, mais il lui restait la ressource de donner son avis, de

démontrer, de persuader, de plaider la cause de la patrie. Quand il ne pouvait agir par la parole, il agissait en écrivant. Quand le Conseil des ministres demeurait trop longtemps sans se réunir, il entretenait les membres du gouvernement par lettres. Quand, durant les négociations de paix en particulier, il était laissé trop longtemps sans être informé de leur développement, il avait à cœur non seulement de les connaître, mais d'en parler à ceux qui négociaient, d'exposer des idées qui sont loin d'avoir toutes été réalisées, et dont les événements feront paraître la valeur. L'histoire seule dira l'ampleur du rôle de M. Poincaré ; elle suffit déjà à en laisser deviner l'importance. M. Raymond Poincaré, en quittant l'Élysée, n'abandonne pas la vie publique. Ses compatriotes de la Meuse l'ont nommé sénateur. Ils ont pensé qu'aucune raison valable ne pouvait écarter du Parlement celui que le Parlement même, auquel il appartenait jadis, a désigné pour remplir la plus haute magistrature de la nation. Quand un homme a eu l'occasion de connaître les plus grandes affaires de son époque, et quand il a été mêlé aux événements qui impriment pour longtemps à la politique sa direction, quand il a acquis l'expérience des hommes et des choses qui comptent le plus en Europe et dans le monde, et quand il a montré en toute occasion qu'une si vaste activité avait enrichi sa pensée, il est naturel et utile que sa voix puisse être entendue dans les Assemblées et que sa valeur ait son emploi. Les mœurs de notre démocratie s'accordent aisément à cette innovation, et l'opinion publique s'attend à revoir un jour M. Poincaré dans les Conseils du gouvernement. Il est certainement l'un des hommes qui connaissent le mieux l'histoire de la guerre et qui peuvent le plus utilement en tirer les leçons dans l'intérêt national. Il est par son savoir et son prestige une des ressources les plus précieuses du Parlement, et tout le pays voit en lui avec gratitude une grande force qui demeure à son service.

ANDRÉ CHAUMEIX.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XCᵉ ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1ᵉʳ Janvier.

Livraison du 15 Janvier.

démontrer, de persuader, de plaider la cause de la patrie. Quand il ne pouvait agir par la parole, il agissait en écrivant. Quand le Conseil des ministres demeurait trop longtemps sans se réunir, il entretenait les membres du gouvernement par lettres. Quand, durant les négociations de paix en particulier, il était laissé trop longtemps sans être informé de leur développement, il avait à cœur non seulement de les connaître, mais d'en parler à ceux qui négociaient, d'exposer des idées qui sont loin d'avoir toutes été réalisées, et dont les événements feront paraître la valeur. L'histoire seule dira l'ampleur du rôle de M. Poincaré; elle suffit déjà à en laisser deviner l'importance. M. Raymond Poincaré, en quittant l'Élysée, n'abandonne pas la vie publique. Ses compatriotes de la Meuse l'ont nommé sénateur. Ils ont pensé qu'aucune raison valable ne pouvait écarter du Parlement celui que le Parlement même, auquel il appartenait jadis, a désigné pour remplir la plus haute magistrature de la nation. Quand un homme a eu l'occasion de connaître les plus grandes affaires de son époque, et quand il a été mêlé aux événements qui impriment pour longtemps à la politique sa direction, quand il a acquis l'expérience des hommes et des choses qui comptent le plus en Europe et dans le monde, et quand il a montré en toute occasion qu'une si vaste activité avait enrichi sa pensée, il est naturel et utile que sa voix puisse être entendue dans les Assemblées et que sa valeur ait son emploi. Les mœurs de notre démocratie s'accordent aisément à cette innovation, et l'opinion publique s'attend à revoir un jour M. Poincaré dans les Conseils du gouvernement. Il est certainement l'un des hommes qui connaissent le mieux l'histoire de la guerre et qui peuvent le plus utilement en tirer les leçons dans l'intérêt national. Il est par son savoir et son prestige une des ressources les plus précieuses du Parlement, et tout le pays voit en lui avec gratitude une grande force qui demeure à son service.

ANDRÉ CHAUMEIX.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XCe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier.

Livraison du 15 Janvier.

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 55189.